

INVENTAIRE SOMMAIRE
DES
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
ANTÉRIEURES À 1790,

REDIGÉ PAR M. GEORGES DURAND, ARCHIVISTE.

SOMME.

ARCHIVES CIVILES

SERIE C. — ADMINISTRATIONS PROVINCIALES, N^{OS} 498 à 1631.

AMIENS,
IMPRIMERIE PICARDE. — J.-F. KUÏPERS, Directeur
71, RUE DU LYCÉE, 71.

1888

DÉPARTEMENT DE LA SOMME.

INVENTAIRE SOMMAIRE**DES****ARCHIVES DÉPARTEMENTALES ANTÉRIEURES À 1790.**

SÉRIE C.

(Administrations provinciales. — Intendances, Subdélégations, Élections, Bureaux des finances, États provinciaux, Principautés, Régences).

INTENDANCE DE PICARDIE.

C. 498. (Liasse.) — 15 pièces, papier (9 imprimées).

1707-1747. — Administration communale. Offices municipaux. — « État des villes et lieux compris dans l'état de gages des offices créés et rétablis par l'édit d'août dans la généralité d'Amiens. » XVIII^e s. — « Édit du Roi portant réunion des offices de maires et lieutenants de maires alternatifs aux communautés qui ont réuni les anciens, et continuation des droits de jaugeurs et courtiers de vins pour douze ans et d'inspecteurs des vins pour quatre ans. » Fontainebleau, octobre 1707 (impr. 7 p. in-4°. Paris 1707.) — « Édit du Roi portant création d'offices d'échevins alternatifs et triennaux dans toutes les villes du Royaume. » Versailles, mars 1709 (impr. affiche). — « Édit du Roi portant suppression des offices de maires, lieutenants de maires et autres officiers de villes. » Fontainebleau, septembre 1714 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1714). — « Édit du Roi portant suppression des offices de maires, lieutenants de maire et autres offices des hôtels de ville. » Paris, juin 1717 (impr. 4 p. in-4°. Paris 1717). — « État de la fixation des offices de maires anciens et mi triennaux, alternatifs et mi triennaux non compris les deux sols pour livre. » 15 septembre 1722. — « État de la fixation des offices d'avocats et procureurs du Roi des hôtels de ville, non compris les deux sols pour livre, et des gages au denier 50 qui y sont attribués. » 15 septembre 1722. — « État de la fixation des offices de gouverneurs, lieutenants de Roi et majors des villes, non compris les deux sols par livre des gages attribués aux dits offices. » 15 septembre 1722. — « Supplément aux offices municipaux dans la généralité d'Amiens. » 12 avril 1723. — « Édit du Roi portant rétablissement des offices de gouverneurs, lieutenant de Roi, majors, maires, lieutenants de maires et autres officiers des hôtels de ville. » Fontainebleau, novembre 1733 (impr. affiche.) — « Généralité d'Amiens. État de la fixation de la finance des offices municipaux à rétablir dans ladite généralité. » 1733 — « De par le Roi. Vente des offices municipaux rétablis par édit du mois de novembre 1733. Offices des généralité d'Amiens et province d'Artois » 1734 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi portant réunion aux villes et autres lieux de la généralité d'Amiens des offices municipaux qui n'y ont pas été levés ; et aliénation à cet effet des droits réservés aux hôpitaux avec les augmentations desdits droits, suivant

le tarif énoncé au présent arrêt. » 21 novembre 1747 (impr. 7 p. in-4°. Paris 1747), — etc.

C. 499. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

1756-1757. — Administration communale. Offices municipaux. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués, leur demandant une note exacte de tous les endroits où il y a des maires et échevins avec copie des lettres patentes en forme de provisions « que les communautés auxquelles ces offices ont été réunis par l'arrêt du Conseil du 21 novembre 1747 ont dû obtenir sous le nom d'un homme au Roi et en conséquence desquelles elles procèdent aux élections de ces officiers. » Amiens, 24 décembre 1756. — État des offices municipaux de Corbie. 26 décembre 1756. — « Provisions des prévôt et échevins de Corbie. » 1757. — « État des endroits de la subdélégation d'Albert où il y a des maires et échevins en exercice et non en titre. » 29 décembre 1756. — Lettre de M. Cazier à l'Intendant, lui envoyant ledit état avec quelques renseignements complémentaires. Albert, 29 décembre 1756. — Lettre de M. Duflos à l'Intendant, lui envoyant copie des lettres patentes en forme de provisions de seize offices municipaux réunis à la ville de Calais. Il n'y en a pas d'autres dans tout le gouvernement. Calais, 29 décembre 1756. — Observations au sujet des maires et échevins. 1^{er} janvier 1757. — Lettre de M. Martinot à l'Intendant. Il n'y a dans sa subdélégation que la ville de Montdidier « où il se trouve un corps d'officiers municipaux tous électifs, en vertu des lettres patentes en forme de provisions » dont il lui envoie copie. Montdidier, 1^{er} janvier 1757. — « État des lieux dépendants de la subdélégation de Rue où il y a des maires et échevins », par M. de Saint-Jullien, subdélégué. Rue, 3 janvier 1757. — Lettre de M. Levavasseur à l'Intendant. « Il n'y a aucun lieu dans la subdélégation de Breteuil où il y ait des maires et échevins en titre ou en exercice : ces offices ont existé jadis à Breteuil, mais ils ont été supprimés il y a plus de quarante ans. En 1748, la communauté fut forcée de donner un homme au Roi pour l'office de maire, sa nomination a été sans effet, puisqu'il n'a point été obtenu de lettres patentes en forme de provisions, ni de réunion. Les habitants de Breteuil vous supplient de vouloir bien laisser ceci dans l'oubli. » Breteuil, 6 janvier 1757. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant. « Il n'y a dans l'étendue de ma subdélégation que Grandvilliers et Sommereux où il y ait

ci-devant eu des maires et échevins qui ont subsisté jusqu'aux suppressions arrivées en 1718. Depuis il n'y a eu aucuns maires ni autres officiers municipaux établis dans lesdits lieux. » Il lui envoie les procès-verbaux d'élections et de nominations. 6 janvier 1757. — Lettre de M. Gobinet de Villecholles à l'Intendant, lui envoyant copie des lettres patentes obtenues par l'hôtel de ville de Saint-Quentin pour la réunion de ses offices municipaux. Il n'y a pas d'autre endroit de sa subdélégation où il y ait eu lieu à pareille réunion. Saint-Quentin, 6 janvier 1757. — Lettre de M. Dupont à l'Intendant, lui donnant les renseignements demandés sur les offices municipaux de Saint-Valery, Gamaches et Ault, les seuls endroits de sa subdélégation où il y ait des maires et échevins. Saint-Valery, 6 janvier 1757. — « Lettres patentes en forme de provisions, de seize offices municipaux réunis au corps et communauté de Roye. » Paris, avril 1750. (Expédition du 10 janvier 1757.) — Lettre de M. Duchatelet à l'Intendant, lui donnant les renseignements demandés sur les offices municipaux de Boulogne, Étaples, Desvres, Wissant et Ambleteuse, les seules villes de sa subdélégation qui aient des maires et échevins. Boulogne, 15 janvier 1757. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant lui donnant lesdits renseignements sur les villes de sa subdélégation qui ont des maires et échevins. Amiens, 22 janvier 1757. — Loi ou coutume de Beauquesne, 23 septembre 1607. (Copie collationnée du 31 janvier 1757.) — Lettres patentes réunissant au corps de communauté d'Abbeville dix-huit offices municipaux. Versailles, 14 février 1750. (Expédition du 30 janvier 1757.) — Lettre de M. d'Hesbon à l'Intendant, lui envoyant les renseignements demandés pour les offices municipaux des villes de sa subdélégation. Abbeville, 31 janvier 1757. — Lettre de M. Desachy à l'Intendant lui envoyant les renseignements demandés sur les offices municipaux des villes de sa subdélégation. Péronne, 3 février 1757. — « Lettres en forme de provisions de dix-sept offices municipaux réunis au corps et communauté de la ville de Doullens. » 3 juin 1750. (Copie collationnée de 1757.) — « Extrait de la charte de la ville de Saint-Riquier » 26 janvier 1750. (Expédition du 9 janvier 1757.) — « Subdélégation de Doullens. État des endroits de cette subdélégation où il y a des maires et échevins. » Doullens, 7 février 1757. — Extrait du registre aux délibérations de la ville de Péronne au sujet de la réunion des offices municipaux de ladite ville, 6 mars 1750. (Expédition du 31 janvier 1757.) — Lettre des officiers municipaux de Péronne à l'Intendant, lui envoyant ledit extrait, lui demandant sa protection à l'effet d'obtenir du Roi la décharge des conditions portées à l'arrêt de réunion de leurs offices du

21 novembre 1747. Péronne, 9 février 1757. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux de Péronne. Il désire que les raisons que la ville faisait valoir en 1750 pour appuyer sa demande aient été jugées suffisantes pour qu'il puisse être dérogé en sa faveur à une règle qui a été faite pour toutes les villes de la généralité. Il leur demande de lui envoyer copie du mémoire qui a été fait alors. Amiens, 12 février 1757. — Mémoire pour la ville de Péronne. XVIII^e siècle. — Lettre des officiers municipaux de Péronne à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. Péronne, 23 février 1757, — etc.

C. 500. (Liasse.) — 50 pièces, papier

1760 — Administration communale. Offices municipaux. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui accusant réception d'un arrêt du Conseil « qui admet, moyennant finances, les villes et communautés à acquérir la dispense de donner un homme vivant et mourant pour les offices municipaux qu'elles ont réunis, et d'en payer l'annuel et les droits de mutation ». Il va le faire imprimer et répandre dans son département. Amiens, 21 janvier. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués, leur envoyant des exemplaires dudit arrêt, les priant d'en faire sentir tout l'avantage aux communautés. Amiens, 24 janvier. — Accusé de réception dudit arrêt par M. Ducastel. Il a trouvé les maires et échevins tout disposés à se conformer aux intentions de l'Intendant. Amiens, 1^{er} février. — Id. par M. Le Senne. Doullens, 1^{er} février. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, l'informant du peu de succès de ses démarches auprès des officiers municipaux de Doullens, pour les engager à racheter leurs offices. Doullens, 16 mars. — Lettre de M. Martinot à l'Intendant, l'informant de l'impossibilité où se trouve la ville de Montdidier, de faire le rachat desdits offices. Il lui assure « qu'on a toujours peine à subvenir ici à payer les charges, mais particulièrement à présent, où les réparations nécessaires d'un moulin qui ne donne aucun produit à la ville, et qui ne sert qu'à payer des rentes foncières dont on ne peut se dispenser, l'ont endettée considérablement ». Montdidier, 8 février. — Extrait d'une délibération de l'assemblée générale de la ville de Montdidier, au sujet du rachat des offices. 16 mars. — Lettre de M. Pillon de la Tour, maire de Montdidier, à l'Intendant, lui envoyant ladite délibération. Montdidier, 20 mars. — Réponse de l'Intendant à M. de la Tour, l'informant que « la proposition contenue dans cette délibération, de prendre sur le produit de l'octroi ci-devant établi par l'arrêt du Conseil du 21 novembre 1747, dont S. M. a ordonné la continuation à son profit pendant dix années qui ne doivent finir qu'au 1^{er} juillet 1769, ne peut être

admise », parce que ces fonds sont destinés aux besoins de l'État et la loi qui en ordonne la perception, est générale pour tout le Royaume. Amiens, 23 mars. — Lettre de M. Hutellier à l'Intendant, l'informant que la ville de Péronne est dans l'impossibilité d'acquérir la dispense autorisée par l'arrêt du Conseil du 24 décembre dernier ; « surtout aujourd'hui où elle se trouvait obligée de contribuer à la réparation de l'auditoire, pour un tiers, montant à 2,000 livres passées, et à celle de l'hôtel-de-ville qui ira à près de 1,500 livres ». Péronne, 8 février. — « Copie d'une requête présentée à M. Chauvelin, intendant de Picardie, par les habitants de la ville de Corbie, et de son ordonnance au bas ». Montdidier, 28 août 1748. Copie de 1760. — Lettre de M. Dubois à l'Intendant, l'informant que les maire et échevins de Corbie seraient disposés au rachat du produit annuel des offices municipaux « pour d'autant assurer le droit de leur ville contre les prétentions chimériques de l'abbaye de Corbie » ; mais le revenu de leur ville étant insuffisant pour payer cette finance, ils ne pourraient y arriver que si le séquestre des parties de communes ordonné par M. Chauvelin en 1748, à la suite d'une contestation entre cette ville et les habitants de La Neuville-sous-Corbie, était effectué. Corbie, 12 février. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant de s'assurer si une ordonnance qu'il a rendue le 4 juillet 1757 « pour parvenir à connaître la situation de la ville et communauté de Corbie, relativement à ses revenus et à ses charges, et remédier à la mauvaise administration qui paraît s'y être introduite depuis longtemps », a été exécutée. Amiens, 17 février. — Lettre de l'Intendant à M. Dubois, l'informant qu'il a chargé M. Ducastel, d'examiner l'affaire, et qu'il attend le résultat de ses opérations pour juger s'il y a lieu ou non d'admettre la proposition contenue dans sa lettre du 12. Amiens, 17 février. — Extrait d'une délibération des maire et échevins de Roye, au sujet de l'acquisition des dispenses accordées par l'arrêt du Conseil du 24 décembre dernier, arrêtant « qu'il convenait de faire à ce sujet une assemblée générale d'habitants, mais qu'avant, l'on prierait Monseigneur l'Intendant de vouloir bien éclaircir comment se paiera cette finance, si elle sera fixée sur le pied du prix des offices arrêté en 1734, ou suivant la réduction de l'année 1744. On observera en outre que les engagements contractés par l'hôtel-de-ville, mettent hors d'état de payer aucune finance, ni de faire aucun rachat, et que l'on est disposé à suivre entièrement ce qu'il prescrira à cet égard ». 21 février. — Lettre de l'Intendant à M. Hannique, lui accusant réception de ladite délibération qu'il trouve fort mal faite. Si la ville n'a pas d'autre moyen de se procurer les fonds nécessaires audit rachat « que celui d'emprunter, c'est à celui-là qu'elle doit s'en tenir ».

Amiens, 5 mars. — Circulaire de l'Intendant aux maires et échevins d'Amiens, Abbeville, Ardres, Boulogne, Calais, Crécy, Doullens, Grandvilliers, Montdidier, Roye, Saint-Quentin, Saint-Riquier, leur envoyant un exemplaire d'un arrêt du 17 février : « Vous y verrez qu'en acquitant en entier avant le 1^{er} mai prochain la finance à laquelle votre ville est taxée pour jouir de la dispense de donner un homme vivant et mourant, pour les offices municipaux qu'elle a réunis, elle sera déchargée des deux sols pour livre ». Il les engage vivement à user de cette faculté. « Je dois aussi vous prévenir que dans le cas où vous n'auriez pas de facilités pour faire payer à Paris, vous pourrez vous adresser à Roye, au sieur Boullanger, receveur de l'annuel, qui a la commission du trésorier des revenus casuels, et qui, en conséquence, vous enverra son récépissé convertible en quittance de finance ». Amiens, 11 mars. — Lettre des maire et échevins d'Abbeville à l'Intendant, l'informant que l'état désastreux des finances de leur ville ne leur permet pas de racheter l'exemption de fournir un homme vivant et mourant. Abbeville, 14 mars. — Lettre des maire et échevins de Crécy à l'Intendant, l'assurant qu'ils se soumettent à tout ce qu'il lui plaira d'ordonner. Ils lui demandent l'autorisation de payer la dispense d'homme vivant et mourant, avec ce qu'il leur reste de leurs deniers communs. Crécy, 24 mars. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux de Crécy, leur donnant ladite autorisation. Amiens, 28 mars. — Lettre de M. Cazier à l'Intendant, l'informant qu'il a vainement engagé les maire et échevins d'Albert à acquérir la dispense d'un homme vivant et mourant. Albert, 1^{er} avril. — Lettre de M. Bertin à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui proroge « en faveur des villes, le délai qui leur avait été accordé par celui du 24 décembre, pour se rédimmer de la formalité d'un homme vivant et mourant, et des droits casuels pour raison de leurs offices municipaux ». Il l'engage, à l'égard des villes qui ne voudront pas user de cette faculté, à leur faire « justifier des provisions qu'elles ont dû obtenir, et dans le cas où elles n'auraient point fait pourvoir un titulaire, vous ferez choix de sujets capables, dont vous m'enverrez les noms... Il serait bon, en même temps, que vous leur fissiez sentir qu'au moyen du prêt auquel elles sont assujetties et dont le paiement se renouvelle tous les neuf ans, il leur en contera en trois ans autant que la finance qui leur est demandée, pour s'exempter à perpétuité, et qu'elles épargneront en outre la dépense de l'annuel, et à chaque changement de titulaire, les droits de mutation et les frais de provisions qui sont considérables ». Paris, 13 juin. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui accusant réception dudit arrêt, l'assurant qu'il

ne négligera rien pour engager les municipalités à user de cette faculté, et qu'il lui enverra un état de celles qui en auront ou non marqué l'intention. Paris, 18 juin. — Observations au sujet des localités de la généralité où il y a des maires et échevins. — Circulaire aux subdélégués, leur envoyant ledit arrêt, les priant de le faire publier et exécuter. Paris, 20 juin. — Circulaire de l'Intendant, aux maires et échevins d'Abbeville, Ardres, Boulogne, Crécy, Doullens, Grandvilliers, Montdidier, Roye, Saint-Quentin, Saint-Riquier, Corbie, leur envoyant ledit arrêt et les engageant vivement à user de la faculté qui leur est accordée. Paris, 20 juin. — Accusé de réception dudit arrêt par M. Le Senne. Doullens, 24 juin. — Id. de M. Cousin, maire de Corbie. Les échevins de Corbie et lui, sont tout disposés à user de la faculté du rachat : mais comme les finances de la ville sont insuffisantes, il lui demande l'autorisation de faire un emprunt. « Mais avant toutes choses, je crois devoir vous prévenir que les religieux de Corbie, toujours occupés à nous tracasser, nous ont dernièrement fait signifier une longue requête sur laquelle ils ont obtenu un arrêt de soit-communié et qui ordonne que, dans le délai, nous ayons à y répondre à la grande direction, et concluent lesdits religieux à ce que nos lettres patentes soient déclarées nulles et de nul effet, sous prétexte que le droit de nommer aux places municipales, leur a été accordé par différents rois à titre onéreux, et que l'arrêt de 1747 ne pouvait avoir lieu pour Corbie ». Il le prie d'en instruire le contrôleur général, afin d'être fixé à cet égard avant de pouvoir profiter du privilège accordé par le Roi. Corbie, 26 juin. — Réponse de l'Intendant aux maire et échevins de Corbie. « C'est une raison de plus pour que le retard du paiement du rachat de l'annuel, ne puisse préjudicier à la ville ». Il leur demande copie de la requête qui leur a été signifiée, et des observations qu'ils ont envoyées à leur avocat au Conseil, pour y répondre, « ne pouvant rien marquer à cet égard à M. le contrôleur général, que je ne sache au moins quels sont les moyens dont se servent les religieux pour appuyer leur demande ». Paris, 8 juillet. — Accusé de réception dudit arrêt par M. Hutellier. La ville de Péronne ne pourra user de la faculté accordée, ses finances étant très obérées par des réparations à faire à l'hôtel-de-ville, à l'auditoire du bailliage, et à la chaussée de la ville « dont les pavés ont été entièrement culbutés par l'hiver. Ils en ont déjà fait faire une moitié qui leur a coûté près de 5 000 livres, et l'autre leur en coûtera autant ». Péronne, 28 juin. — Id. des officiers municipaux de Poix, représentant qu'ils n'ont jamais compté être tenus de fournir homme vivant et mourant, ni à payer aucuns droits casuels pour raison de leurs fonctions. « Suivant le très ancien usage, les maire et échevins de

ce lieu ont toujours été nommés par le seigneur en l'assemblée des principaux habitants et de ceux de la banlieue, ce qui s'est renouvelé en 1751 au nom des soussignés. Il nous a été dit alors que cette élection se faisait comme elle s'est toujours faite par le seigneur, au moyen de ce que Madame la duchesse de Richelieu, princesse de Poix, avait acquis en 1724 les offices municipaux de ce lieu, moyennant une finance de 28 600 livres, et que l'enregistrement en avait été fait au bureau des finances, le 7 mars de la même année. Voilà, Monseigneur, d'où nous tenons nos exercices qui donnent beaucoup de peines et d'occupations par les fréquents passages des troupes, sans aucuns bénéfices ni rétributions, puisque le peu de biens patrimoniaux que nous avons, ne suffit point à beaucoup près pour remplir les charges qu'occasionnent ces passages ; si vrai que le fermier est en avance au moins de deux années du modique revenu qu'il rapporte... d'ailleurs aucun de nous ne désire pas se rendre titulaire de ces offices qui, assurément, nous sont dans nombre d'occasions plus onéreux que lucratifs, tant par rapport à certaines dépenses dont on ne peut se dispenser, que par le dérangement qu'occasionnent à nos affaires particulières les exercices de ces offices, auxquels il n'y a d'ailleurs rien attaché ». Poix, 30 juin. — Lettre des maire et échevins de Crécy, à l'Intendant, lui demandent de les autoriser à disposer de leurs deniers communs pour racheter l'obligation de fournir un homme vivant et mourant. Crécy, 1^{er} juillet. — Ordonnance de M. d'Invaux, intendant, autorisant « les maire et échevins du bourg de Crécy, à faire payer par le sieur Garbados, receveur en exercice des deniers communs du bourg de Crécy, entre les mains du sieur Boulanger, receveur de l'annuel, résidant à la ville de Roye, la somme de 402 livres 10 sols, à laquelle est fixée la finance principale du rachat de l'annuel des offices municipaux réunis à la communauté dudit bourg ». 13 juillet. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Crécy, leur envoyant ladite ordonnance, dont ils n'avaient d'ailleurs pas besoin. Paris, 13 juillet. — Accusé de réception dudit arrêt par les officiers municipaux de Saint-Riquier, exprimant l'impossibilité pour leur ville, de profiter des avantages qui y sont portés, « car cette ville qui n'est qu'une bicoque, est si pauvre qu'il est impossible qu'elle puisse trouver des fonds chez elle, n'en ayant point pour subvenir à la moitié de ses charges ordinaires, et quand nous voudrions en emprunter, nous ne trouverions personne qui voulut en donner à cause du peu d'assurance qu'il y aurait sur cette ville ». Saint-Riquier, 18 juillet. — Id. par les officiers municipaux de Saint-Valery, faisant observer qu'ils ne sont « nulle-

ment dans le cas de rédimer la formalité d'un homme vivant et mourant, puisque cette charge n'a jamais existé dans notre ville dont les habitants n'ont aucun droit à la nomination des charges municipales et que cette nomination dépend absolument de Monseigneur le marquis de Gamaches, qui, de trois sujets proposés, en élit un. D'ailleurs nous payons annuellement des droits sur les boissons, suivant l'arrêt du Conseil du 21 novembre 1747, dont le produit est en acquit de notre part dans les 700,007 livres que se montaient les fonds que devait produire l'achat des offices municipaux. D'un autre côté, les facultés de notre ville (et cela vous est assez connu) ne nous permettraient pas de faire le rachat en question au cas qu'elle y soit sujette, ce que nous ne croyons pas, puisque notre ville n'est que seigneuriale ». Saint-Valery, 19 juillet. — Id. des maire et échevins d'Oisemont. « Par la lettre dont vous nous avez honorés le 20 juin dernier, et qui ne nous est parvenue que beaucoup après sa date, nous reconnaissons qu'il en a été intercepté une première, à laquelle était joint un arrêt du conseil d'État, touchant le rachat de l'obligation de représenter un homme vivant et mourant, à l'effet de choisir des officiers municipaux ; arrêt sur lequel il ne nous est par conséquent point possible de nous expliquer, d'autant qu'il n'a même point été, nous ne savons pourquoi, ici affiché ». Ils se plaignent du relâchement survenu dans l'administration municipale : « Loin que ceux que la voix publique appelle à remplir les places de l'hôtel-de-ville, jouissent de la considération due au pénible emploi de conserver l'économie politique, souvent ils sont intimidés, avilis, traversés, et naguère encore, un simple huissier, syndic à la vérité, mais pourvu du syndicat comme d'une charge onéreuse, a été substitué à son propre juge, pour la répartition des logements de gens de guerre... De là, la chute totale de la mairie, ... de là le retour du désordre et de la licence, de là les disputes quelquefois sanglantes de cabaret, les ventes à faux poids et à fausses mesures, les divertissements scandaleux à heure indue, le trouble de la tranquillité générale, la dévastation des moissons, et la malpropreté des rues devenues impraticables. De là aussi l'entier anéantissement des deniers patrimoniaux. Il nous restait un droit d'élanguer les porcs dans les francs-marchés, suffisant pour fournir au plus quelques gages à deux sergents de ville nécessaires : le commandeur d'Oisemont vient de s'en emparer, non content de s'être emparé autrefois du hallage, du pesage, du mesurage ; et il ne nous reste que la douloureuse impuissance de lui résister. Notre zèle pour le service du Roi et de la patrie est à toute épreuve, mais les impôts sont à leur comble, et nous n'avons pas de fonds : un seigneur puissant s'en est enrichi : notre indigence, actuellement encore, sert

à accroître sa puissance ». Ils réclament l'appui de l'Intendant pour rentrer en possession des biens qui leur ont été enlevés « et qui, étant de droit public, sont de leur nature inaliénables et imprescriptibles ». Oisemont, 24 juillet. — Lettre des maire et échevins de Montdidier à l'Intendant, le remerciant de leur avoir obtenu du contrôleur général la permission de prendre sur l'excédant du don gratuit, les deniers nécessaires à l'effet d'acquitter la taxe du rachat de l'annuel des offices municipaux. Montdidier, 26 juillet. — Accusé de réception de l'arrêt du 17 mai par les maire et échevins de Lucheux, représentant « que Lucheux était anciennement ville où il y avait foires et marchés, gouvernée par les seigneurs qui étaient souverains, à qui on payait droits de travers aux entrées et sorties, qui étaient employés en œuvres pieuses, que dans le XIV^e siècle, le château et la ville de Lucheux furent brûlés par les guerres, et tous ses droits abolis, et réduit à un village tel qu'il est encore, cependant quoique Lucheux n'ait plus ni foires ni marchés, sur cette ancienne renommée de ville, les habitants ne laissent pas de payer les droits de traites et d'aides plus haut que ceux qui se paient à Doullens, ville prochaine dudit lieu, ce qu'on peut voir par ledit arrêt de 1747. Quant aux maire et échevins de Lucheux, ils n'ont aucune justice : il n'y a que les officiers du seigneur qui l'exercent, et lesdits maire et échevins n'ont que le nom : le maire est syndic pour mettre en usage les ordres du Roi dans les occasions, n'ayant aucuns fonds ni revenus patrimoniaux audit Lucheux, sinon quelques petites censives, et un poids de communauté, dont les revenus ne suffisent pas pour l'entretien d'un ancien beffroi et horloge qu'il y a, et suivant plusieurs états que nous avons eu l'honneur de vous adresser, Monseigneur, même l'année dernière... Au surplus Lucheux est surchargé de droits d'aides et d'entrées tant sur les bois, boissons et pieds fourchés, et que tous les villages voisins ne paient rien de tous ces droits ». Lucheux 29 juillet. — Lettre de M. Boulanger, receveur du prêt et annuel à Roye, à l'Intendant, lui rendant compte des finances qu'il a reçues pour la dispense d'homme vivant et mourant des villes d'Amiens, Calais, Roye et Ardres. Roye, 21 juin. — Id. du bourg de Crécy, et d'où il résulte que cinq villes, Amiens, Calais, Roye, Ardres et Crécy ont seules payé. Roye, 8 août, — etc.

C. 501. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1767-1788. — Administration communale. Offices municipaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant réunion aux villes et autres lieux de la généralité d'Amiens, des offices municipaux qui n'ont pas été levés, et alié-

nation à cet effet des droits réservés aux hôpitaux avec les augmentations desdits droits suivant le tarif énoncé au présent arrêt ». 21 novembre 1747. Copie de 1767. — Lettre de M. Langlois à M. Dupleix, intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil portant que les pourvus des offices supprimés ou leurs préposés à l'exercice des fonctions y attachées, comme aussi tous les aliénataires, fermiers ou abonataires desdits offices continueraient leurs fonctions pour le compte de la régie, jusqu'à ce qu'il en ait été pourvu autrement. Paris, 26 septembre 1767. — Lettre de M. de l'Averdy à M. Dupleix lui envoyant un arrêt du conseil concernant les droits attribués aux offices de jurés mouleurs de bois. Paris, 20 janvier 1768. — Lettre de l'abbé Terray à M. Dupleix, lui envoyant un arrêt du Conseil du 1^{er} mai 1768 « portant nomination des commissaires chargés de la liquidation de la finance des offices supprimés par l'édit du mois d'avril précédent », le priant de le faire publier. Paris, 20 décembre 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 18 mars dernier « qui accorde aux propriétaires de charges de perruquiers un délai de deux mois pour en faire l'évaluation en exécution de l'édit de février 1771, le priant de le faire promptement publier et de lui envoyer les certificats de publication. Paris, 6 avril 1774. — Lettre de M. de Calonne à M. d'Agay, intendant lui demandant si le sieur Pucelle, qui se présente pour lever aux parties casuelles l'office de conseiller assesseur de la ville de Montdidier, qu'il exerce par commission, aux offres de la somme de 400 livres, remplit à la satisfaction de ses concitoyens les fonctions de l'office qu'il sollicite, et s'il est agréable à la communauté. Paris, 10 août 1784. — Réponse de l'Intendant à M. de Calonne. « Le sieur Pucelle est père de mon subdélégué, avocat du Roi au bailliage de Montdidier. Il remplit depuis quelques années, à la satisfaction de ses concitoyens, l'office dont il demande aujourd'hui à être pourvu en titre, et je suis certain qu'il est très agréable à la communauté. » Amiens, 14 août 1784. — Lettre de M. Lambert à M. d'Agay lui envoyant un arrêt du Conseil qui prolonge « jusqu'au 1^{er} avril prochain le délai accordé par l'édit du mois de juin dernier aux propriétaires des offices et droits supprimés par cet édit pour la remise de leurs titres ». Il le prie expressément de le faire publier. Versailles, 26 janvier 1788, — etc.

C. 502. (Liasse.) — 9 pièces, papier (1 imprimée).

1733-1788. — Administration communale. Biens communaux. — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant ; sur l'administration des deniers patrimoniaux des communes. Amiens, 1^{er} août 1733 (impr. affiche). — Projet d'ordonnance de M. Chauvelin, déclarant que toutes les molières ou

terres non cultivées situées sur le bord de la mer, et non données par des concessions particulières de S. M., sont de tous temps et seront dorénavant communes à tous les villages qui pourront y mener leurs bestiaux, sans avoir égard aux prétendues bornes qui peuvent ou pourront dorénavant y être posées. » XVIII^e s. — Mémoire du sieur Dotin, maître de poste à Villers-Bretonneux sur le meilleur parti à tirer des marais communaux. 3 octobre 1761. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, lui envoyant les procès-verbaux d'emparquement dressés par le sieur Ricquier pour le chauffage de vingt-et-une paroisses, etc. Il ne voit pas de difficulté à expédier les ordonnances portant permission de tourber. Amiens, 4 mai 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui envoyant les dites ordonnances. 6 mai 1786. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, lui envoyant les procès-verbaux d'adjudications des communes en réserve des paroisses de Lœuilly, Wailly, Conty et Tilloy, Velenne, Fleury, Croissy, Monsures. Amiens, 25 juillet 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy lui envoyant avec ses ordonnances d'approbation et d'arrêté, les adjudications de la dépouille des portions de prairies mises en réserve dans les marais de plusieurs communautés de son élection, etc. 28 juillet 1787. — Mémoire au sujet de la plantation des communes, arrêté au bureau intermédiaire du département d'Abbeville. 9 octobre 1788, — etc.

C. 503. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1768-1769. — Administration communale. Biens communaux. — Lettre de M. d'Ormesson à M. Dupleix, intendant l'informant que « plusieurs communautés d'habitants se sont adressées au Conseil pour être autorisées à partager les communes qui leur appartiennent et mettre en état de culture des terrains qui étaient abandonnés, quoiqu'ils fussent susceptibles, la plupart, des meilleures productions. Le Roi a vu avec plaisir l'émulation qui se répandait à cet égard, et pour seconder les vues des communautés, et accélérer de plus en plus les progrès de l'agriculture, il a ordonné à M. le chevalier d'Es ville de se transporter successivement dans les différentes provinces de son royaume, et entendre les communautés qui, ayant des communes ou qui, jouissant de quelques usages, voudraient partager ces terrains et les défricher, afin de les éclairer sur leurs véritables intérêts et de leur faciliter les moyens de procéder au partage. Cette opération s'exécute avec beaucoup de succès dans la généralité de Paris et dans celle de Soissons ; je reçois tous les jours des délibérations d'habitants de ces

généralités ; le Conseil rend sans frais un arrêt qui les homologue, et le partage se fait sans difficulté. » Il lui envoie une délibération du même genre des habitants de La Neuville-Roi, élection de Montdidier, le priant de l'examiner, à l'effet de la faire homologuer. Paris, 18 novembre 1768. — Lettre de M. d'Ormesson à M. Dupleix, lui réclamant sa réponse au sujet de la délibération des habitants de La Neuville-Roi, et de celle des habitants de Neufvy, qu'il lui envoie. Paris, 20 janvier 1769. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués, leur demandant leur avis sur la proposition de M. d'Ormesson, 24 janvier 1769. — Réponse de M. Gaullières, « Toutes les terres dans l'arrondissement de cette subdélégation sont d'une si bonne valeur, que les laboureurs n'y laissent rien inculte. » Roye, 30 janvier 1769. — Id. de M. Dauphin d'Halinghen. Le projet est bon. Il serait « à propos de proposer un plan sur cette matière à chaque communauté, d'y ordonner des assemblées et d'entendre là-dessus les seigneurs, les curés et les plus notables de chaque paroisse..... Il y a dans cette province beaucoup de communes et de terrains incultes dont on pourrait tirer un très bon parti ». Boulogne, 31 janvier 1769. — « Saint-Quentin, mémoire contenant quelques observations pour servir de réponse à la lettre de M. l'Intendant du 24 janvier 1769 à M. de Villecholle, son subdélégué au sujet du partage des communes qu'on propose. » Les communautés du département de Saint-Quentin n'ont pas paru jusqu'ici goûter la proposition ; « ils prétendent que ce partage leur serait plus à charge qu'avantageux, en quoi ils paraissent raisonner assez juste. » — Réponse de M. Gobinet de Villecholle, envoyant ledit mémoire. Saint-Quentin, 4 février 1769. — Id. de M. Martinot : Montdidier, 7 février. — Id. de M. Levavasseur. Le partage serait une chose fort utile, mais « les gens aisés des communautés, qui composent la majeure et la plus saine partie de chacun de ces endroits, s'opposent formellement au partage de ces terrains, parce qu'ils sont à portée, par leur opulence, d'en retirer seuls tout le produit, à cause du paturage des bestiaux qu'ils tiennent et exercent contre les autres habitants indigents qui ne retirent aucun profit de ces biens, et qui, en conséquence, demandent hautement le partage, les ruses, finesses et vexations les plus grandes à l'effet d'empêcher l'exécution de ce projet..... Il conviendrait qu'il soit ordonné que ces terrains soient néanmoins partagés, puisqu'il en résulterait un avantage, nonobstant les oppositions de ces chefs, qui ne s'y refusent que dans des vues d'intérêt personnel, avec punition contre ceux d'entre eux qui, par la suite, commettraient quelques mauvais procédés envers les inférieurs desdites communautés à cet égard. » Breteuil, 11 mars 1769, — etc.

C. 504. (Liasse.) — 2 pièces, papier (1 imprimée).

1728-1730. — Administration communale. Bâtiments. — Lettre de M. d'Ormesson à M. Chauvelin, intendant au sujet des réparations d'églises et de presbytères. Paris, 4 oct. 1723. — Modèle d'ordonnance pour les réparations d'églises. 1730 (impr. 3 p. in-fol.).

C. 505. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1775-1785 — Administration communale. Comptabilité. — « État des rentes dues par les villes, corps, communautés et hôpitaux de la subdélégation de Saint-Valery. » Saint-Valery, 18 novembre 1775. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, lui envoyant ledit état. Saint-Valery, 19 novembre 1775. — « Mémoire pour l'établissement d'un ordre général de comptabilité des villes. » v. 1785. — « Modèle des états de situation à fournir pour chaque ville. » v. 1785.

C. 506. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1718-1720. — Administration communale. Octrois et revenus divers. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués au sujet des états demandés par le garde des sceaux de tous les octrois tant anciens que nouveaux qui se perçoivent au profit des villes et communautés. Paris, 10 avril 1718. — « Généralité d'Amiens. Année 1718. État général tiré des états particuliers ci-joints du produit annuel de tous les octrois et deniers patrimoniaux qui se perçoivent dans les villes et communautés de la généralité d'Amiens, et ce sur le pied d'une année commune de règne, prise en six ans, depuis le 1er janvier 1712 jusqu'au dernier décembre 1717. » — « Généralité d'Amiens. État des octrois que l'on estime pouvoir être augmentés aux villes et communautés qui en ont, ou être établis dans celles qui n'en ont pas. » 17 avril 1719. — Lettre de M. Law à M. Chauvelin, intendant, au sujet des états qu'il a envoyés au garde des sceaux des octrois et autres revenus dont jouissent les villes et communautés de son département : comme ces états étaient insuffisants, il lui envoie un modèle d'état uniforme pour toutes les intendances. Paris, 30 avril 1720, — etc.

C. 507. (Liasse.) — 13 pièces, papier. (6 imprimées).

1750-1758. — Administration communale. Octrois et revenus divers. — « Déclaration du Roi, portant que l'adjudication des octrois des villes se fera dans le temps des baux des aides. » Versailles, 3 mars 1693 (impr. 3 p. in-4° Imp. Roy. 1750). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement sur les publications et adjudications des baux de la seconde moitié des octrois des villes dans les généralités ou les aides ont cours. » 26 juillet

1750 (impr. 3 p. in-4° Impr. Roy. 1750). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement au sujet du renouvellement des baux courants de la seconde moitié des octrois des villes, dont l'expiration ne doit arriver que postérieurement au dernier décembre 1750. » 25 août 1750 (impr. 4 p. in-4° Imp. Roy. 1750). — « Province de Picardie. État des revenus, charges et dettes des villes et communautés de ladite province. » 1752. — Lettre de M. de Courteille à M. d'Aligre, intendant, lui réclamant l'état des revenus et des charges et dettes des villes, bourgs et communautés de son département, demandé par le garde des sceaux, dans sa lettre du 15 mai 1751. Paris, 18 février 1753. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant que la perception des octrois municipaux sera continuée jusqu'au dernier décembre. 1767. » 24 septembre 1755 (impr. 6 p. in-4° Imp. Roy. 1755). — Lettre de M. de Silhouette, à l'Intendant, lui demandant au plus tôt des états exacts du produit annuel des revenus patrimoniaux ou d'octrois des villes, bourgs, et autres lieux de son département, avec l'indication de l'emploi qui se fait annuellement de ces revenus. Versailles, 19 septembre 1759. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant que celui du 24 septembre 1755 sera exécuté selon sa forme et teneur, et qu'en conséquence la perception de plusieurs octrois municipaux sera continuée jusqu'au dernier décembre 1767. » 14 février 1758 (impr. 4 p. in-4° Imp. Roy. 1758), — etc.

C. 508. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1756. — Administration communale. Octrois et revenus divers. — Lettre de M. de Moras à l'Intendant, au sujet des formalités à observer pour le renouvellement des baux de la seconde moitié des octrois des villes et communautés. Versailles, 17 avril. — Circulaire de l'Intendant aux maires et échevins d'Amiens, Abbeville, Doullens, Montdidier, Péronne, St-Quentin, au sujet des dites formalités. Paris, 29 avril. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués des chef-lieux d'élections, leur envoyant la précédente circulaire, et les priant de s'informer auprès des officiers des élections s'il n'y aurait pas dans leur arrondissement de localités ayant des octrois, auquel cas il devrait transmettre à celles-ci les mêmes instructions. Paris, 29 avril. — Réponse de M. Le Senne. Doullens, 1 mai. — Id. des maire et échevins d'Abbeville. Ils attirent l'attention de l'Intendant sur l'état critique où se trouve leur ville relativement à ses charges. Abbeville, 3 mai. — Id. des maire et échevins de Péronne. Péronne, 3 mai. — id. de M. Fourment. La ville de Montdidier ne perçoit aucun octroi. Montdidier, 3 mai. — Id. de M. Martinot. Si la ville de Montdidier n'a pas d'octroi, celle de Roye en jouit d'un considérable dont l'adjudication se fait tous les six ans

devant les officiers de l'élection de Montdidier. Montdidier, 4 mai, — etc.

C. 509. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

1758. — Administration communale. Octrois et revenus divers. — Lettre de M. de Courteille à M. d'Invaux, intendant, lui demandant un état exact des octrois à temps dont jouissent les villes, bourgs et communautés de son département, et des droits de tarif qui peuvent y avoir été établis. Paris, 6 juin. — Circulaire de l'Intendant aux maires et échevins des villes leur demandant lesdits états, avec un modèle qu'ils n'auront qu'à remplir, Paris, 10 juin. — Note au sujet de la confection dudit état, contenant la liste des villes de la généralité où il a des octrois, et ces mots de l'Intendant « Je voudrais que cette besogne fût faite promptement, parce qu'il en y a une qui me tient fort à cœur et qui en dépend. » 11 juin. — Autres notes au sujet dudit état. 15, 16 juin. — Lettres de l'Intendant aux maires et échevins de Péronne, Saint-Quentin et Doullens au sujet dudit état. Paris, 16 juin. — « État des octrois à temps et tarifs des villes et communautés de la généralité d'Amiens. » Abbeville, 16 juin. — Id. Doullens, 18 juin. — Id. Saint-Valery, 19 juin. — Id. Corbie, 20 juin. — Id. Roye, 1^{er} juillet. — Id. Généralité d'Amiens. — Arrêt du conseil d'État qui proroge pour quinze ans les octrois de la ville de Doullens. 28 octobre 1744. (Expédition du 16 juin 1758.) — Lettre de M. Savary, maire de Doullens à l'Intendant envoyant ledit état. Doullens, 18 juin. — Arrêt du conseil d'État autorisant les marchands et commissionnaires de Saint-Valery-sur-Somme à lever pendant une année un droit de six deniers par livre sur le produit du fret des barques et bâtiments apportant des marchandises dans ledit port. 21 mai 1740. (Expédition du 19 juin 1758.) — Arrêt du conseil d'État « qui proroge en faveur des maire, échevins et habitants de la ville de Saint-Valery-sur-Somme, généralité d'Amiens, l'affranchissement et exemption de toutes tailles et autres impositions pendant vingt-sept années, à l'exception du taillon de la solde du prévôt des maréchaux, de la capitation, et qui leur permet de lever pendant ledit temps la somme de 326 livres 5 sols, 6 deniers, différents droits d'octroi etc. » 10 décembre 1757. (Expédition du 19 juin 1758.) — Lettre de M. Cousin, maire de Corbie, envoyant ledit état des octrois. Il n'a pu « y joindre une copie des arrêts en vertu desquels on en fait la perception, ne sachant pas s'ils sont au greffe de l'élection de Doullens ou chez quelques particuliers de notre ville, comme tous les papiers et titres concernant l'hôtel-de-ville. Nous avons

cependant invité depuis un an tous les anciens maires, échevins et greffiers à les remettre dans l'armoire de l'hôtel-de-ville que nous avons fait faire ; mais peu en ont rapporté, et nous n'y pourrions parvenir, s'il ne plaît à votre grandeur de rendre une ordonnance à ce sujet, et défendre qu'à l'avenir il n'y ait d'autre dépôt pour le greffe, que l'armoire qui est dans l'hôtel-de-ville avec trois serrures et trois clefs différentes. J'avais dernièrement fait une assemblée de tous nos habitants pour nommer, suivant nos droits, un greffier particulier de l'hôtel-de-ville, et un procureur du Roi de la ville pour rétablir la police. Les habitants choisirent MM. Bron et Nion, tous deux en état de remplir ces charges : mais les officiers du bailliage, suscités par qui je ne sais, ont menacé ces deux messieurs, tous deux procureurs au comté, qu'on leur ferait retirer leurs provisions s'ils ne se déportaient de ces offices. Ils furent en conséquence obligés de nous faire signifier leur désistement. Il serait cependant d'une grande nécessité pour le bien de notre ville que ces deux offices soient exercés, pour qu'il y ait toujours quelqu'un qui connût les affaires de la ville pour instruire les nouveaux maires et échevins qui sont sujets à changer tous les ans, et pour la plupart entrent et sortent de charge sans avoir eu la moindre connaissance de l'état de la ville. C'est ce défaut d'attention, j'ose l'assurer, qui est la cause de la ruine et de la décadence de la ville de Corbie : tous les droits et bien ont été enlevés et s'enlèvent tous les jours, sans qu'on fasse la moindre résistance, et cela faute de la connaissance des titres : et de là plus de droits, plus de biens et moins de police que dans un village. » Corbie, 20 juin. — Lettre d'envoi dudit état par les maire et échevins de Péronne. Péronne, 21 juin. — Note au sujet de la nouvelle demande faite par M. de Courteille sur les parties d'octrois des villes considérées comme perpétuelles. 30 juin. — « État contenant les noms des villes et lieux de la généralité d'Amiens qui jouissent de droits sous le titre d'octrois perpétuels, la nature de ces droits, leur produit tel qu'il était en 1752 et des titres en vertu desquels s'en fait la perception. » — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur la nature des marchandises et denrées sujettes au paiement des droits qui composent la seconde moitié des octrois réservés aux villes et communautés de son département par l'ordonnance des aides de 1681, etc. Paris, 7 août. — Circulaire de l'Intendant aux directeurs des aides de la généralité leur demandant lesdits renseignements. Amiens, 9 août. — États des droits qui composent la seconde moitié d'octroi réservée aux villes d'Amiens, 10 août. — Doullens, 10 août. — Péronne, 12 août. — Abbeville, 14 août. — Roye, 17 août. — Lettre de M. Gauthier à

l'Intendant lui envoyant ledit état. « La ville fait régir un autre octroi qui n'a point de rapport à celui ci-dessus sur les bois, foin et pailles qui entrent dans Péronne, duquel j'avais ci-devant la régie et qu'on m'a ôtée sans que j'ai pu en savoir la raison. Je vous supplie, Monseigneur, d'ordonner que la perception s'en fasse par les employés des aides : cela sera beaucoup plus exact, moins onéreux à la ville et facilitera infiniment le public. » Péronne, 12 août. — Lettre de M. Dainval à l'Intendant l'informant qu'il ne se perçoit d'octrois réservés ni à Montdidier ni dans aucun lieu de sa direction. Montdidier, 13 août. — Lettre de M. Billecocq, à l'Intendant, lui exprimant la crainte que le directeur des aides ne se porte à montrer la possibilité d'une augmentation dans l'état qu'il doit fournir des octrois de la ville de Roye. « Son intérêt étant proportionné à sa recette, il sera aisé de deviner le motif qui le déterminera. Les droits d'aides joints à l'octroi aujourd'hui existant qui est d'un quatrième, fait un objet immense et appauvrit insensiblement le peuple » la ville étant « en partie délabrée par des brèches à relever et chargée d'entretiens immenses : elle se trouve presque dans l'impossibilité d'y remédier ». Roye, 14 août. — Lettre de l'Intendant à M. de Courteille, lui envoyant lesdits états pour les villes d'Amiens, Abbeville, Péronne, Roye, Saint-Quentin, Doullens et Corbie qui sont les seules de sa généralité qui jouissent de droits d'octrois de cette nature. Amiens, 23 août, — etc.

C. 510. (Liasse.) — 8 pièces, papier (2 imprimées).

1760-1775. — Administration communale. Octrois et revenus divers. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil en forme de règlement, concernant la perception des octrois municipaux affermés à François Hacquin. Paris, 10 avril 1760. — Id., envoyant un arrêt du Conseil revêtu de lettres patentes qui a été rendu pour faciliter la régie de François Hacquin, fermier général des octrois municipaux. Paris, 2 septembre 1761. — Id., lui envoyant un arrêt servant de règlement sur les droits dus par les receveurs des octrois, qui sont dans le cas de comptes par état au vrai aux bureaux des finances. Paris, 30 décembre 1761. — « Déclaration du Roi concernant les octrois et autres droits dont jouissent les corps, pays d'états, villes, bourgs, collèges, communautés, hôpitaux, maisons de charité, communautés d'arts et métiers et autres ». Versailles, 11 février 1764 (impr. 7 p. in-4°. Amiens). — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui suspend la perception des droits d'octrois des villes sur les grains, farines et pain, et qui défend aux exécuteurs de la haute justice d'exiger aucunes rétributions soit

en nature, soit en argent, sur les grains et farines dans tous les lieux où elles ont été en usage jusqu'à présent ». 3 juin 1775 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1775), — etc.

C. 511. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

1763. — Administration communale. Octrois et revenus divers. — Lettre de M. Bertin à M. d'Invau, lui demandant des états exacts et circonstanciés de tous les revenus actuels, charges et dettes de chacune des villes et communautés de son département. Versailles, 8 février. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués, leur demandant lesdits états. « Ces états ont déjà été demandés en différents temps, et je doute fort que ceux qui ont été fournis pour lors aient exactement rempli les vues des ministres, soit parce qu'ils n'étaient pas suffisamment expliqués et détaillés, soit parce que chacun d'eux était dans une forme différente..... Pour ne point tomber dans le même inconvénient..... je viens de faire imprimer des états à colonnes que les officiers municipaux n'auront qu'à remplir... Je vous préviens, et vous les préviendrez aussi, qu'ils seront et demeureront garants des omissions et autres défauts qui pourraient s'y rencontrer ». Paris, 14 mars. — États des revenus et charges. Airaines, 12 avril. — Oisemont 20 avril. — Poix, 23 avril. — Corbie, 25 avril. — Crécy, 28 avril. — Saint-Valery, 28 avril. — Albert, 30 avril. — Marquenterre, 2 mai. — Crotoy, 5 mai. — Gamaches, 9 mai. — Saint-Riquier, 11 mai. — Beauquesne, 16 mai. — Domart-en-Ponthieu, 27 mai. — Bray-sur-Somme, 30 juin. — Abbeville, 22 juillet. — Miraumont, 25 octobre, — etc.

C. 512. (Liasse.) — 8 pièces, papier. (4 imprimées).

1787-1788. — Administration communale. Voirie. — « Arrêt de la cour de Parlement qui ordonne qu'une ordonnance rendue le 21 avril 1787 par les officiers du bailliage de Péronne, concernant la réparation et l'élargissement des chemins ordinaires, de traverse et ruraux, situés dans l'étendue dudit bailliage, et les alignements à donner pour la construction des maisons, sera exécutée selon sa forme et teneur ». 21 mai 1787 (impr. 11 p. in-4°. Paris, 1787). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui attribue aux sieurs intendants et commissaires départis dans les provinces, les fonctions ci-devant exercées par les trésoriers de France, pour raison des alignements, périls imminents, refaction et adjudication de pavés dans les villes et autres lieux situés dans l'étendue des justices royales, autres néanmoins que la ville et faubourgs de Paris ». 13 juin 1788 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). — Lettre de M. Lambert à M. d'Agay, intendant, lui envoyant ledit arrêt, le priant de le faire exécuter au plus tôt. Paris, 4 juillet 1788, — etc.

C. 513. (Liasse.) — 19 pièces, papier (2 imprimées).

1750-1770. — ABBEVILLE. — Charges et offices municipaux. — Arrêt du Conseil qui ordonne la revente des offices des jurés-vendeurs, prud'hommes et contrôleurs des cuirs d'Abbeville. 14 avril 1750 (impr. affiche). — Id. 29 décembre 1750 (impr. affiche). — Quittance signée Milieu, de la somme de 400 livres pour la finance d'un des dix-huit nouveaux offices de mesureurs royaux de grains établis à Abbeville par édit de janvier 1697, acquis par Pierre Debry. Paris, 20 août 1698. Copie faite vers 1762. — « État des offices de police faisant partie de ceux repris en l'état de Monseigneur l'Intendant du 6 juillet dernier, ou de même nature qui subsistent dans l'étendue de la subdélégation d'Abbeville ». Signé Bouteiller, subdélégué à Abbeville. 1 décembre 1762. — Mémoire supplémentaire au sujet des offices de la ville d'Abbeville. Abbeville, 8 mars 1763. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à M. Dupleix intendant, lui envoyant un mémoire du sieur Marchal de Saincry, qui réclame en qualité de gouverneur d'Abbeville, un minot de franc salé dont il prétend que le maire de cette ville jouit à son préjudice, lui demandant son avis. Montigny, 22 septembre 1767. — Mémoire du maire d'Abbeville contre la réclamation du sieur Marchal de Saincry. 30 septembre 1767. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire et la réponse des fermiers généraux au mémoire de M. Marchal de Saincry ; d'où il résulte « que le minot dont il est question, n'est point un droit ni un émolument attaché à l'office de M. de Saincry, mais bien une gratification ». Abbeville, 2 octobre 1767. — Lettre de l'Intendant à M. Trudaine, lui exprimant qu'il ne croit pas que M. de Saincry soit fondé dans sa demande. Amiens, 5 octobre 1767. — Lettre de M. de Beaumont à M. Dupleix, lui envoyant un mémoire du greffier de la maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville « qui fait des représentations au sujet de la nomination qui a été faite de sa personne pour remplir dans l'hôtel-de-ville une place de notable. Il réclame à ce sujet les privilèges dont les officiers des maîtrises ont toujours joui, et dans lesquels ils ont été confirmés par plusieurs décisions du Conseil », lui demandant son avis. Paris, 5 septembre 1769. — Lettre de l'Intendant, à M. de Branlicourt, le priant d'examiner ledit mémoire. 8 septembre 1769. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui envoyant un nouveau mémoire dudit greffier, « par lequel il représente qu'à peine a-t-il été notable, on l'a nommé sur-le-champ à la place de conseiller de ville, en sorte qu'en moins d'un mois on l'a fait passer par deux grades différents ». Paris, 22 septembre. — Réponse de

M. de Branlicourt à l'Intendant, d'où il résulte que le sieur Michault greffier de la maîtrise des eaux et forêts est mal fondé dans sa prétention. Abbeville, 27 septembre 1769. — Lettre de l'Intendant à M. de Beaumont, lui transmettant l'avis de M. de Branlicourt, sur la demande du sieur Michault. 30 septembre 1769. — Lettre de l'abbé Terray à M. Dupleix, au sujet des officiers municipaux d'Abbeville qui « sollicitent et demandent d'être autorisés à élire un procureur d'office pour remplir les fonctions de ministère public tant à la haute justice qu'ils disent appartenir à titre patrimonial à leur ville, qu'à la police dont ils exposent qu'elle a racheté les offices ». Il reconnaît l'utilité de ce procureur d'office ; « mais cet établissement concerne l'ordre politique de la ville et n'intéresse en rien les finances. Il est conséquemment tout à fait du ressort du secrétaire d'État, et c'est à lui qu'il convient que les officiers municipaux s'adressent pour obtenir l'autorisation qu'ils demandent ». Paris, 19 avril 1770. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Abbeville, leur transmettant les observations du ministre. Paris, 25 avril 1770, — etc.

C. 514. (Liasse.) — 1 pièce, papier (imprimée).

1757. — ABBEVILLE. — Subsistances. — « Règlement de par MM. les majeur et échevins de la ville d'Abbeville pour les boulangers, tartiers et pain-d'épiciers, meuniers, leurs garçons et domestiques, blatiers et marchands de grains, les heures indiquées qu'ils doivent entrer dans les marchés aux blés. » 2 mai 1757 (impr. affiche).

C. 515. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1768-1769. — ABBEVILLE. — Subsistances. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, lui demandant son avis sur une plainte des sieurs Rivery et C^{ie} contre les magistrats d'Abbeville qui ont fait jeter à la mer une quantité de seigles avariés qu'ils avaient en magasin dans cette ville. Paris, 1^{er} décembre 1768. — Lettre de l'Intendant à M. de Branlicourt, lui demandant des éclaircissements sur l'affaire du sieur Rivery. Paris, 3 décembre 1768. — Lettre de l'Intendant à M. de Montigny, pour lui expliquer la conduite des officiers municipaux d'Abbeville. 6 décembre 1768. — Réponse de M. de Branlicourt à l'Intendant. « J'ai appris qu'un navire arrivé au port de Saint-Valery-sur-Somme, chargé de seigles en vogue pour le compte du sieur Rivery et C^{ie}. Le sieur Rivery qui réside dans cet endroit, occupé des intérêts de sa société, a fait ensacher ces seigles dont la majeure partie s'est conservée saine, mais celle qui était au fond du navire s'est trouvée marinée, gâtée et corrompue par quelque petite voie d'eau que le navire aura faite en mer. De cette cargaison, partie a

été mise en magasin à Saint-Valery, et partie expédiée au sieur Thomas, négociant à Abbeville..... Par lettre d'avis du sieur Rivery au sieur Thomas, il lui a marqué que des blés qu'il venait de faire charger à son adresse, il y avait 23 sacs de seigle marqués P qui étaient avariés... Ces blés arrivés au quai de cette ville, le sieur Thomas les fit transporter dans ses magasins. Malheureusement un sac des seigles avariés creva en chemin, le grain se répandit sur le pavé, les passants s'y arrêtèrent, frappés de sa couleur brune tirant fort sur le noir et de sa mauvaise odeur, en prirent des échantillons qu'ils communiquèrent à toute la ville, en disant qu'on les empoisonnerait avec ce blé, qu'on le mélangerait avec d'autre et qu'on risquerait beaucoup d'acheter les grains du sieur Thomas. Dans ces circonstances, ce négociant, dans la vue de maintenir sa réputation, son crédit, et de conserver la confiance du public, se présenta au bureau de la police le 14 novembre dernier, jour d'audience, y exposa qu'en qualité de commissionnaire il lui était arrivé cinq gribanes chargées de froment et de seigles dans l'une desquelles s'étaient trouvés vingt-trois sacs de seigle en mauvais état, desquels il requérait que la visite en soit faite par experts... Le 19, en présence des deux officiers municipaux, les quatre experts ont fait la visite des seigles ; ils les ont unanimement déclarés entièrement gâtés, corrompus, et à ne pouvoir être employés à aucun usage..... Enfin le 24, les vingt-trois sacs de seigle... ont été du consentement du sieur Thomas en présence de deux officiers municipaux, jetés à la rivière pour, ainsi que s'énonce le procès-verbal qui en a été dressé, la sureté publique et éviter la corruption de l'air. » Quoique le sieur Thomas, dans la crainte de perdre sa clientèle, et les officiers municipaux aient agi un peu inconsidérément, il ne croit pas que ces derniers soient passibles d'aucune indemnité, n'ayant opéré que sur le réquisitoire et du consentement par écrit du commissionnaire qui avait pouvoir suffisant. Abbeville, 26 décembre 1768. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à M. Dupleix, l'informant que « M. le contrôleur général, qui a pris connaissance de cette affaire, pense comme moi que les plaintes réciproques du sieur Rivery et des officiers municipaux sont fondées sur les différents sentiments dont ils devaient être affectés à cette occasion, mais il ne pense pas que cette affaire mérite aucune suite. » Paris, 13 janvier 1769, — etc.

C. 516. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1770. — ABBEVILLE. — Subsistances. — Lettre de M. de Branlicourt à M. Dupleix, intendant, l'informant

que le bruit court que le Conseil a rendu le 16 de ce mois un arrêt qui défend absolument le commerce des grains, et que les maire et échevins d'Abbeville ont fait publier par le nommé Grisel, trompette de l'hôtel commun une ordonnance ainsi conçue « De par MM. les majeur et échevins, défenses sont faites à tous particuliers de sortir de cette ville aucuns grains, soit par terre, soit par eau, sans au préalable leur en avoir donné l'avis. Ce 21 juillet 1770. » Abbeville, 21 juillet. — Note à l'Intendant au sujet de cette affaire. Il paraît que les officiers municipaux d'Abbeville ont appris par la Gazette l'arrêt du Conseil du 14 de ce mois qui défend l'exportation des grains. « Rien n'est plus inexcusable que cette proclamation. Elle est directement contraire à l'arrêt lui-même qui ne veut pas qu'on apporte le moindre obstacle à la circulation dans l'intérieur. Abbeville est dans l'intérieur et n'est point port de mer. D'ailleurs des maires et échevins peuvent-ils exiger qu'on leur donne avis de tous les grains qui sortent de leur ville ? Si tous les officiers municipaux vont faire de pareilles bévues, on mourra bientôt de faim. Dans tout autre temps, je penserais que M. l'Intendant devrait donner une leçon très sévère aux officiers municipaux, mais dans ce temps-ci je n'oserais le conseiller, je crois qu'il vaudrait mieux en rendre compte à M. le contrôleur général. » 22 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. de Branlicourt, le remerciant de sa communication. Il va réfléchir sur le parti qu'il prendra au sujet de cette démarche, qui au premier coup d'œil lui a paru peu mesurée. Amiens, 26 juillet. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui rendant compte de cette affaire. « Je n'ai pas cru devoir rien écrire à ces officiers municipaux, pour ne rien faire qui pût compromettre l'autorité..... Il serait à propos que vous voulussiez bien leur faire connaître que la conduite qu'ils ont tenue à cette occasion est très contraire aux vues du Conseil et aux vrais intérêts du peuple, et que des démarches aussi peu réfléchies ne sont propres qu'à intercepter entièrement toute circulation, et à causer de nouvelles augmentations excessives sur le prix des grains. » Amiens, 26 juillet. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant le priant de faire savoir aux officiers municipaux d'Abbeville que « s'ils ne laissent à la circulation intérieure toute la liberté qui lui est donnée par les lois, Sa Majesté ne pourra s'empêcher de réprimer leur conduite, et que leur soumission seule à rétracter par une proclamation contraire celle qu'ils ont fait faire, pourra les affranchir des désagréments que cette démarche pourrait leur attirer. » 5 août. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Abbeville, leur transmettant les ordres du ministre avec une

réprimande sévère sur l'inopportunité de leur démarche. Amiens, 6 août. — Réponse des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant pour excuser leur conduite. « Le peuple informé et mal instruit tout à la fois des vues de l'arrêt avait compris une défense absolue d'exportation, et se proposait de tomber sur les premiers exportants. Notre proclamation lui a fait connaître son erreur, et qu'il était encore une exportation autorisée et protégée. En effet le commerçant a été libre à l'ordinaire dans ses destinations et sans ressortir à nous, et le voiturier et gribannier, seul tenu de nous instruire de sa sortie, a chargé sans crainte à la vue d'un peuple tranquille par sa confiance en notre activité. » Abbeville, 17 août. — Lettre de l'Intendant à M. de Branlicourt, lui demandant des détails plus précis sur les intentions des officiers municipaux d'Abbeville. Amiens, 30 août. — Lettre de M. de Framicourt, à l'Intendant pour excuser sa conduite. Abbeville, 14 septembre. — Lettre de M. de Branlicourt à l'Intendant, lui rendant compte de l'issue de cette affaire. « Ce qui a donné lieu à cette proclamation si peu réfléchie, ce sont les plaintes de quelques femmes sur la cherté du blé. Le sieur maieur, en passant sur le marché, les entendit, et qu'elles disaient qu'il avait été rendu un arrêt du Conseil qui en défendait tout commerce ; que cependant on ne le publiait pas dans la crainte de faire baisser le prix des grains. Là dessus, le sieur maieur, sans consulter ni l'arrêt ni les échevins, conçut et fit dans le moment faire la proclamation dont il s'agit. À la vue de votre lettre du 6, les échevins, très innocents, en furent très mortifiés, désapprouvèrent la proclamation dont ils ignoraient les termes et laissèrent au sieur maieur le soin de se débarrasser comme il pourrait. Il rédigea chez lui la réponse du 17 qu'il envoya signer. Elle l'a été, des uns par complaisance, et des autres sans en avoir pris lecture. Leur ayant communiqué votre lettre de renvoi, ils m'ont assuré que..... ils avaient pris le soin de prévenir et de faire connaître aux particuliers de cette ville qui se mêlaient du commerce des grains et aux blatiers de campagne qui fréquentaient leur marché qu'on devait regarder cette proclamation comme non avenue..... Je crois que le sieur mayeur consultera dorénavant sa compagnie avant de donner des ordres qui regarderont le public. » Avec ces mots en marge : « Les détails de cette lettre sont singuliers. Il paraît que M. de Framicourt a cédé par faiblesse à l'impulsion populaire, et il est extraordinaire aussi qu'il réponde tout seul. Au reste, il faut quant à présent se contenter de ces palliatifs : la leçon le rendra plus circonspect à l'avenir. » Abbeville, 16 septembre. — Lettre de l'In-

tendant à M. de Framicourt, lui donnant acte de sa soumission et l'engageant à mettre « à l'avenir une plus grande circonspection dans toutes les démarches que vous aurez à faire relativement à une matière aussi délicate. » Amiens, 26 septembre, — etc.

C. 517. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1782. — ABBEVILLE. — Biens communaux. — « Copie de la lettre écrite à M. le comte de Rencourt par le ministre, le 9 janvier 1782 », en réponse à un mémoire que, conjointement avec plusieurs particuliers du faubourg de Rouvroy à Abbeville, il lui avait envoyé pour se plaindre « de ce que la clôture d'un terrain que les officiers municipaux viennent d'accenser près le pont Bachelier, vous interdit toute communication à la rivière, et de ce qu'on y forme une nitrerie qui peut nuire à l'air et causer des épidémies », et lui faisant connaître que cette demande n'étant pas fondée, il ne peut y accéder. « Ces nitreries sont de la plus grande importance et procurent aux sujets du Roi un grand soulagement en les débarrassant des salpêtrières. J'ai grand regret de ne pouvoir faire ce que vous désirez ». — Lettre du comte de Rencourt à M. Joly de Fleury, réclamant de nouveau pour que les officiers municipaux d'Abbeville lui assurent ainsi qu'aux autres habitants du faubourg de Rouvroy un passage libre et commode pour aller à la rivière. Celui qui leur reste actuellement étant de simple tolérance, le propriétaire du terrain pouvant le faire cesser d'un instant à l'autre. Abbeville, 20 janvier. — Lettre de M. Joly de Fleury à M. d'Agay lui envoyant la nouvelle réclamation du comte de Rencourt, et le priant de terminer l'affaire de la manière qu'il jugera la plus convenable. Paris, 9 février. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, le priant d'examiner à nouveau et de terminer l'affaire du comte de Rencourt. 15 février. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, lui rendant compte de la nouvelle enquête qu'il a faite de l'affaire du comte de Rencourt, d'où il résulte que les prétentions de celui-ci ne sont pas fondées. Abbeville, 16 avril, — etc.

C. 518. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1790. — ABBEVILLE. — Biens communaux. — Lettre de M. de la Millière à M. d'Agay, intendant, lui envoyant un mémoire du nommé Blanger qui réclame la restitution d'un pâtis auquel il prétend avoir droit. Bien que « le style de cet homme annonce une tête faible, et que rien ne justifie sa réclamation », il le prie de prendre les éclaircissements nécessaires et de lui donner son avis. Paris, 12 mai. — Lettre de l'Intendant à M. Dagnies de Fresne, le priant d'examiner ladite réclamation. 15 mai. — Observations des officiers

municipaux d'Abbeville, sur la réclamation du sieur Blanger. 4 juin. — Lettre de M. Dagnies à l'Intendant, lui envoyant lesdites observations sur le « mémoire de François-Joseph Blanger, relativement à la promenade publique du Pâtis. Ces messieurs ont attaché beaucoup plus d'importance qu'il ne fallait au mémoire dudit Blanger, dont le style et la forme annoncent évidemment un esprit égaré. Au surplus la promenade devant être diminuée de beaucoup, et le surplus du terrain être mis en culture à usage de jardins, le public sera avantageusement dédommagé de la perte du pâturage qui existait avant 1739, date de la plantation de cette promenade dont les arbres viennent d'être abattus, et le prix employé aux travaux de charité ». Abbeville, 3 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, lui rendant compte de l'examen qu'il a fait de la demande du sieur Blanger, d'où il résulte que celle-ci ne mérite aucune attention. 19 juillet.

C. 519. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1719-1724. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — Devis estimatif des réparations à faire au collège d'Abbeville, par Jacques Mérouart, « entrepreneur des travaux de S. M. en cette ville d'Abbeville, choisi et nommé par M. de Brasigny, subdélégué de Monseigneur l'Intendant..... Quatre desdites classes bâties de charpente et de placage, sont entièrement défectueuses, le bois pourri, la couverture entièrement détruite et hors d'état d'être réparée, que pour les rétablir avec plus de solidité, il convient de les construire de maçonnerie au même endroit que les anciennes, sur la même longueur et largeur, en divisant également le terrain pour en former quatre classes. À cet effet, le bâtiment portera de longueur 59 pieds sur 17 pieds 6 pouces de largeur de dehors : il y sera fait trois refends de bois de fond en comble. Le pavé des classes sera élevé au-dessus du pavé de la cour, de 6 pouces. L'étage aura 11 pieds 14 pouces de dessus du pavé de la cour jusqu'au-dessus des poutres, et pied-et-demi d'encuvement dans le grenier..... La muraille du côté des rues sera faite avec des carreaux de pierre blanche mêlée entre deux lits de trois tas de briques, de deux briques d'épaisseur..... Les classes seront pavées de briques de plat ». 30 octobre 1719. — Lettre de M. de Brasigny à l'Intendant, lui envoyant ledit devis et le priant de donner son autorisation à ces travaux qui sont urgents. « Quant au prix de ces ouvrages, les maire et échevins ont l'honneur de vous dire qu'ils avaient un fonds destiné à ce sujet, et qu'ils allaient travailler pour

cela à obtenir des lettres patentes pour retirer des mains de M. Bourrer une somme de 5,000 livres dont ils vous ont expliqué l'emploi qu'ils en voulaient faire ». Abbeville 14 novembre 1719 ; et réponse de l'Intendant, lui envoyant son ordonnance qui autorise l'adjudication. 24 novembre 1719. — Requête des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, le remerciant de ses bontés pour leur collège, et lui demandant son ordonnance pour faire toucher à l'entrepreneur des travaux 1 200 livres pour achat de matériaux. Abbeville, 2 mars 1720. — Procès-verbal de l'adjudication des couvertures de tuiles du collège d'Abbeville, par devant « Louis Mannessier, écuyer, sieur de Brasigny, subdélégué de M. l'Intendant à Abbeville », 20 juillet 1720 ; et ordonnance de M. Chauvelin, intendant, adjugeant lesdits travaux à Adrien Leroy. Amiens, 31 juillet 1720. — Ordonnance de 144 livres à payer par le sieur Michault, receveur des deniers patrimoniaux d'Abbeville, à Adrien Leroy, pour réparation aux couvertures du collège de ladite ville. Amiens, 14 octobre 1720. — Requête des principal et régents du collège d'Abbeville à l'Intendant, à l'effet d'obtenir une ordonnance de 150 livres pour réparations faites aux toitures dudit collège. février 1724, — etc.

C. 520. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1721-1722. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — Avis pour annoncer l'adjudication de travaux de couvertures à faire aux bâtiments de l'hôtel commun d'Abbeville. 11 septembre 1721. — « Devis des ouvrages qui sont à faire aux couvertures des bâtiments de l'hôtel-de-ville de la ville d'Abbeville », avec ordonnances d'adjudication par M. Chauvelin, intendant. 21 août-23 septembre 1721. — Note de M. de Brasigny, subdélégué, demandant l'ordonnance de l'Intendant pour le paiement de Nicolas Ternisien, entrepreneur des restaurations faites à la couverture de l'hôtel-de-ville d'Abbeville, dont il certifie l'exécution. Abbeville, 16 janvier 1722.

C. 521. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1727. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — Requête des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, lui représentant qu'ils ont « deux écuries publiques à l'usage des chevaux de la garnison au-dessus desquelles il n'y a jamais eu de grenier ; de manière que, par ce défaut, nous sommes obligés, pour y maintenir chaudement les chevaux l'hiver, d'y faire faire tous les ans une espèce de hangard avec de longues perches de bois d'orme que l'on fait servir de soliveaux couverts dans toute l'étendue des écuries de bottes de paille, dépense onéreuse à la ville et qui a monté dans de certaines

années jusqu'à trois ou quatre cents livres. » Ils lui demandent l'autorisation de faire couvrir l'écurie Dubois d'un plancher de bois d'orme, travail dont ils lui envoient le devis ; quant à l'écurie Saint-Gilles on pourra la couvrir provisoirement avec ce qui restera de la première. Abbeville, 24 octobre ; avec la réponse de l'Intendant qui les prie de faire visiter ces écuries par M. Lemaire qui dressera un devis des ouvrages à faire, sur lequel il rendra une ordonnance en la manière ordinaire, 26 octobre. — Mémoire de M. Lemaire sur les réparations à faire aux écuries Dubois et Saint-Gilles. Abbeville, 31 octobre. — Extraits du devis des réparations à faire aux écuries d'Abbeville — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, lui envoyant deux états des réparations à faire aux écuries avec l'avis du sieur Lemaire, ingénieur. « Comme l'écurie de Dubois ne sera pas assez grande pour contenir tous les chevaux de la garnison et que nous serons obligés de mettre le surplus, au nombre de quarante, dans les écuries des aubergistes, en les indemnisant pour le temps qu'ils y resteront, n'ayant aucuns fonds par devers nous, nous prions Monseigneur de nous autoriser à prendre sur les deniers patrimoniaux de la ville la somme à laquelle se trouveraient monter ces indemnités... et comme ces indemnités se payent de mois en mois, permettez-nous, s'il vous plaît, aussitôt la garnison arrivée, de prendre par avance sur lesdits deniers une somme de 200 livres. Abbeville, 3 novembre, — etc.

C. 522. (Liasse.) — 2 plans, papier.

1766. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — Plan d'un bâtiment entre la rue de la Pointe et la Somme. 1766. — Plan fragmentaire de l'hôtel-de-ville. XVIII^e s.

C. 523. (Liasse.) — 12 pièces, papier (1 plan).

1774. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — Requête des officiers municipaux d'Abbeville au contrôleur général, l'informant « qu'il existe en cette ville une halle pour la boucherie qui appartenait à feu madame Trudaine de Croze, comme engagiste du Domaine. La propriétaire de cette halle a cessé d'en faire faire les réparations depuis environ douze ans, malgré les diligences faites pour y parvenir ; pourquoi les bouchers ont cessé de l'occuper depuis ce temps. Cette halle restait ouverte et servait de passage pour la commodité des habitants. Sa caducité..... nous a nécessité d'en supprimer l'entrée..... L'explosion du magasin à poudre arrivée le 2 novembre dernier a tellement ébranlé la

charpente de cette halle que les maisons voisines ont couru risque d'être écrasées..... Nous avons été forcés pour la sûreté publique attendu que le cas requérait célérité, sur les conclusions du procureur du Roi (n'ayant aucune connaissance des représentations de Madame de Croze, et le fermier du Domaine n'ayant voulu s'en mêler) le 20 août dernier, d'ordonner à un conducteur d'ouvrages de se transporter à ladite halle avec nombre d'ouvriers suffisant » pour retirer les matériaux qui menaçaient de tomber et mettre de côté ceux qui pourraient encore servir dans une reconstruction future. Mais comme les frais de conservation et d'emmagasinement de ces matériaux absorberaient au moins leur valeur, ils lui demandent l'autorisation de les vendre au plus offrant. 2 octobre. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant lui envoyant copie de ladite requête et le priant de les appuyer auprès du ministre. 2 octobre. — Lettre de M. Turgot à M. d'Agay, intendant, lui envoyant ladite requête, et le priant de prendre les éclaircissements nécessaires et de lui donner son avis. Paris, 6 octobre. — Lettre de l'Intendant à M. de Branlicourt le priant de l'éclaircir sur cette affaire. 21 octobre. — Réponse de M. de Branlicourt à l'Intendant d'après laquelle il résulte qu'on peut ordonner la vente par adjudication des matériaux de ladite halle qui fait partie du domaine de Ponthieu et tombe tellement de vétusté que les bouchers « qui en payaient annuellement un loyer qui en dernier lieu a été porté jusqu'à 600 livres l'ont entièrement abandonnée il y a 4 ans, ne se trouvant plus en sûreté. Depuis, ils débitent leur marchandise chez eux. » Abbeville, 20 novembre. — Réponse de l'Intendant au contrôleur général lui transmettant les renseignements et les conclusions donnés par M. de Branlicourt, 24 novembre. — Plan figuratif de la halle aux boucheries d'Abbeville, — etc.

C. 524. (Liasse.) — 35 pièces, papier (1 imprimée).
16 plans et dessins.

1779-1780. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — « Abbeville. État estimatif pour la reconstruction de *deux corps d'écuries* qui contiendront les chevaux d'un régiment de cavalerie, avec chambres au-dessus pour le logement des cavaliers. » par M. Jumel-Riquier, architecte de l'hôtel-de-ville. Abbeville, 10 mai 1779. — « Abbeville. État estimatif pour la reconstruction d'un corps de bâtiment qui sera à usage de *corps de garde* de soldats et d'officier, chambres de discipline, halles à usage de magasins et logements de soldats au-dessus, dans l'emplacement de l'ancien corps de garde de la place Saint-Pierre et du magasin de Saint-Étienne qui tombent en ruine », par le même. Abbeville, 10 mai

1779. — « Abbeville. État estimatif pour la reconstruction du Bourdois ou petit échevinage, situé sur la place Saint-Georges », par le même. 10 mai 1779. — « Abbeville. Devis estimatif pour les réparations à faire aux écuries de la maréchaussée établies sur l'emplacement de la maison de l'Arquebuse et aux murs de clôture dudit emplacement », par le même. 1779. — Lettre de M. d'Agay à M. Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens, le priant de s'entendre avec le subdélégué d'Abbeville sur l'urgence des travaux que les officiers municipaux de cette ville demandent l'autorisation de faire, et pour lesquels, vu l'état précaire de leurs finances, ils demandent qu'il leur soit accordé le sol par livre en sus de la taille qui se lève sur l'élection. Il le prie en outre, au cas où la nécessité de ses travaux serait reconnue, d'en réduire autant que possible la dépense. « C'est toujours avec peine que le Conseil voit commencer des ouvrages de la nature de ceux dont il s'agit, parcequ'il n'est que trop ordinaire que la dépense va toujours infiniment plus haut que celle qu'on envisageait. M. le Directeur général qui en a vu différents exemples se rendra difficilement, surtout à raison de l'impôt nouveau qu'il est question d'établir. » Amiens, 13 juillet 1779. — « Détails estimatifs de la reconstruction des édifices publics d'Abbeville. » 1° « Reconstruction de *deux corps d'écuries* qui contiendront les chevaux d'un régiment de cavalerie avec chambres au-dessus pour le logement des cavaliers, dont l'un sera établi dans la place dite du Préez-Saint-Gilles, et l'autre au bas du talus intérieur du rempart de la courtine et bastion de Rambures. » 2° « Reconstruction d'un bâtiment qui sera à usage de *corps de garde* de soldats et d'officiers, chambres de discipline, logements et halles devant servir de magasins, dans l'emplacement de l'ancien corps de garde de la place Saint-Pierre et du magasin de Saint-Étienne. » 3° « Reconstruction du *Bourdois* ou petit échevinage situé sur la place Saint-Georges. » 4° « Réparations à faire aux *écuries de la maréchaussée* établies sur l'emplacement de l'Arquebuse et aux murs de clôture dudit emplacement. » par M. Rousseau, Amiens, 28 août 1779. — « Plan général d'un corps d'écurie contenant deux cents chevaux et deux cents cavaliers logés dans les chambres au-dessus, à établir au lieu dit Préez de Saint-Gilles près le rempart » par M. Rousseau. Amiens, 4 mai 1780. — « Plan général d'un corps d'écurie contenant 200 chevaux et 200 cavaliers logés dans les chambres au-dessus à établir au bas du talus intérieur du rempart de la courtine et bastion de Rambures, » par le même. Amiens, 4 mai. — « Plans du rez-de-chaussée et du premier étage d'un corps d'écurie contenant deux cents chevaux et deux cents cavaliers logés

dans les chambres au-dessus à établir au lieu dit Préez-de-Saint-Gilles. Nota, celui à construire au bas du talus intérieur du rempart de la courtine et bastion de Rambures est semblable à celui-ci, et les deux ensemble contiendront un régiment entier de cavalerie, » par le même. Amiens, 4 mai 1780 — « Élévation, coupe et profil de l'un des deux corps d'écuries semblables entre eux, contenant ensemble un régiment entier de cavalerie ; » etc. par le même. Amiens, 4 mai. — « Plan au rez-de-chaussée d'un bâtiment à usage de corps de garde etc., à construire dans l'emplacement de l'ancien corps de garde de la place Saint-Pierre et du magasin Saint-Étienne », par le même. Amiens, 4 mai 1780. — Plan de l'entresol dudit corps de garde, par le même. Amiens, 4 mai 1780. — Elévation dudit corps de garde, par le même. Amiens, 4 mai. — « Plans, coupe et profils pour la reconstruction du Bourdois ou petit échevinage, situé sur la place Saint-Georges, » par le même. Amiens, 4 mai 1780. Élévation dudit Bourdois, par le même. Amiens, 4 mai 1780. — « Édifices publics à construire à Abbeville. Devis des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture, plomberie, menuiserie etc. qu'il convient faire pour la construction 1° d'un corps d'écurie à établir au lieu dit le Préez de Saint-Gilles ; 2° d'un autre corps semblable au précédent qui sera situé au bas du talus intérieur du rempart du bastion de Rambures ; 3° d'un corps de garde sur la place Saint-Pierre ; 4° enfin d'un bâtiment appelé le Bourdois ou petit échevinage sur la place Saint-Georges. Le tout suivant les dessins du sieur Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens, approuvés de M. l'Intendant. » Amiens, 4 mai 1780, avec procès-verbal d'adjudication desdits ouvrages au sieur Couture, 26 mai 1780. — Avis pour l'adjudication desdits ouvrages 8 mai 1780 (impr. affiche) — Arrêt du conseil d'État confirmant ladite adjudication du 26 mai. Versailles, 18 juillet 1780. — Lettre de M. d'Agay à M. Rousseau, lui faisant connaître ladite adjudication au sieur Couture, et le priant « de faire de temps en temps des voyages à Abbeville pour le surveiller et pour l'instruire. » Amiens, 26 juillet 1780, — etc.

C. 525. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1780-1781. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — « Note pour M. Maugendre au sujet de la lettre de M. le duc de Crouy » relativement à la construction des écuries d'Abbeville. Impossibilité de faire les modifications proposées par lui. 2 juin 1780. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, demandant des modifications dans la construction desdites écuries. 2 novembre 1781. — Modèle de certificat constatant qu'il est dû au sieur

Jumel-Riquier la somme de 8,000 livres pour ses honoraires de la partie des édifices exécutés par lui pour la ville d'Abbeville. Amiens, 10 avril. — Lettre de M. d'Agay, intendant, à M. Rousseau, l'informant qu'il vient d'expédier au sieur Jumel-Riquier une ordonnance de paiement des 8,000 livres qui lui sont dues. Amiens, 17 juillet. — Réponse de M. Rousseau à une lettre de M. Jumel-Riquier, qui lui demande un certificat pour toucher un à-compte sur les 8,000 livres qui lui sont dues. Amiens, 17 juillet 1781. — Réponse de M. Rousseau à une lettre de M. Jumel-Riquier pour toucher un à-compte sur les 8,000 livres qui lui sont dues. « Quels que soient vos progrès, vous n'en êtes pas plus dans le cas de mériter le certificat que vous demandez. Vous devez même avoir prévu ma réponse. Rappelez-vous les reproches que je vous ai faits tant de vive voix que dans mes lettres des 29 juillet et 18 novembre 1780, et dans celle du 11 avril de cette année, et vous sentirez vous-même combien est juste le refus que vous essayez. Ce n'était pas assez d'avancer vos travaux. Il fallait vous piquer de vous conformer plus exactement aux conditions de votre devis. J'ai rendu compte dans le temps à M. Maugendre de votre relâchement ; je ne l'ai pas laissé ignorer à MM. les officiers municipaux. Je leur rends compte encore aujourd'hui du motif qui me porte à vous refuser le certificat que vous espérez ». Amiens, 27 août. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à M. Rousseau en faveur du sieur Jumel-Riquier. « Nous savons que cet entrepreneur a de nombreux ennemis, nous savons aussi qu'il n'a qu'une fortune médiocre, que ce serait opérer sa ruine de ne pas lui faire toucher des fonds sur lesquels il a compté, et qu'il ne serait pas moins dangereux de donner trop de poids aux mauvais bruits qu'on répand contre lui, parce que ce serait ébranler son crédit et le nécessiter de suspendre les ouvrages, ce qui ferait que la peine retomberait sur nous-mêmes..... Ce n'est pas au reste que nous pensions l'autoriser dans sa contravention..... Nous vous prions au contraire, Monsieur, de vous rendre à Abbeville pour la vérifier ». 31 août. — Procès-verbal par M. Rousseau des contraventions commises par le sieur Jumel-Riquier dans la construction des édifices de la ville d'Abbeville, d'où il résulte « que si d'un côté ces mêmes contraventions ne sont pas assez déterminantes pour empêcher la réception définitive des ouvrages..... elles sont de l'autre à prendre en considération par l'administration, afin de faire payer à l'entrepreneur sur le prix de son adjudication, les déductions de droit, eu égard à la moins valeur de ses ouvrages ». Abbeville, 15 décembre. — Lettre de M. Rousseau à l'Intendant, lui envoyant copie dudit procès-verbal, se plaignant de ce que le sieur Jumel-

Riquier, appuyé par les officiers municipaux d'Abbeville, s'obstine, malgré ses avis et ses reproches réitérés, à contrevenir aux devis des travaux. Amiens, 16 décembre. — Réponse de M. d'Agay à M. Rousseau, le priant demander à l'entrepreneur et de prévenir les officiers municipaux que « je ne lui ferai payer annuellement que les 3/4 du montant de ses ouvrages au lieu des 4/5, et que, non seulement je ferai retenir à l'entrepreneur à la fin des ouvrages les sommes auxquelles les malfaçons seront estimées, mais encore les dommages et intérêts qui pourront en résulter pour la ville. Amiens, 24 décembre, — etc.

C. 526. (Liasse.) — 19 pièces, papier (1 plan).

1782. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à M. Rousseau, lui envoyant le plan d'une modification qu'ils proposent dans la distribution des écuries, et qui consiste à supprimer le corridor afin de donner plus de place pour le logement des soldats. Abbeville, 18 janvier. — Lettre de M. d'Agay à M. Rousseau pour le consulter sur l'opportunité de cette modification. 3 février. — Réponse de M. Rousseau à l'Intendant, lui marquant qu'il ne voit pas d'inconvénient à la suppression dudit corridor. Amiens, 9 février. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à M. Rousseau, le priant de venir à Abbeville pour tracer les alignements du corps d'écuries à construire dans les Préez Saint-Gilles, et en même temps pour recevoir les ouvrages qui se trouvent faits et notamment de l'édifice Saint-Pierre, « d'autant que pour le 11 avril prochain, nous nous proposons de loger les officiers de la garnison dans les chambres du premier étage de cet édifice ». 8 mars — Procès-verbal de réception ; 1° du corps de garde de la place Saint-Pierre ; 2° du Bourdois ou petit échevinage ; 3° des réparations aux écuries de la maréchaussée ; par M. Rousseau. 26 mars. — Lettre de M. Rousseau à l'Intendant, lui envoyant ledit procès-verbal et l'informant qu'il a terminé son séjour à Abbeville, par tracer à l'entrepreneur en présence des officiers municipaux les fondations du 2^e corps d'écuries sur le terrain qu'ils ont été autorisés d'acquérir. Amiens, 30 mars. — Accusé de réception par l'Intendant dudit procès-verbal. « Je vois avec plaisir que vous n'avez reçu ces ouvrages que sous différentes réserves et conditions auxquelles ont donné lieu les malfaçons des ouvriers employés par l'entrepreneur ». 12 avril. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à M. Rousseau pour prendre son avis au sujet de modifications qu'ils proposent dans la construction des écuries, 18 novembre. — Réponse approbative de M. Rousseau. Amiens, 25 novembre. — Lettre de M. d'Agay à M. Rousseau, le consultant au sujet de la

demande faite par MM. Sabatier, inspecteur des fourrages et de Marentin, commissaire des guerres, de resserrer, à défaut d'autre local, dans les greniers des nouvelles casernes d'Abbeville, l'approvisionnement de fourrage de l'escadron du régiment de Royal-Champagne. 30 novembre. — Lettre de M. Rousseau à M. Jumel-Riquier pour lui demander si les greniers sont assez avancés pour pouvoir recevoir lesdits fourrages. Amiens, 2 décembre. — Réponse négative de M. Jumel-Riquier. Amiens, 5 décembre, — etc.

C. 527. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1783. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — Lettre de M. d'Agay, intendant, à M. Rousseau, l'informant qu'il fait avancer aux officiers municipaux d'Abbeville une partie du secours qui leur a été promis, pour les aider à faire l'ameublement des nouvelles casernes. Il le prie de faire au plus tôt les devis et l'adjudication de l'ameublement nécessaire à l'escadron qu'on doit y placer en juin prochain. 20 février. — Lettre de M. Rousseau aux officiers municipaux d'Abbeville, à l'effet de s'entendre avec eux pour l'établissement dudit devis. Amiens, 23 février. — « État des objets nécessaires pour compléter l'ameublement du corps de casernes qui s'établit au Préez Saint-Gilles ». Mars. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à M. Rousseau, lui envoyant ledit état ayant trouvé que les objets que doit fournir le sieur Riquier ne sont pas en quantité suffisante. Ils lui demandent si l'adjudication de ces objets doit être passée devant eux, ou devant M. Delegorgue, ou à Amiens devant l'Intendant. 7 mars. — « Détail estimatif des ouvrages à faire et fournir pour l'ameublement des nouvelles casernes d'Abbeville », par M. Rousseau. Amiens, 22 mars. — Lettre de M. Rousseau aux officiers municipaux d'Abbeville, les informant que l'adjudication desdits ouvrages doit être faite à l'Intendance, mais il n'est pas nécessaire qu'aucun d'eux se déplace pour cet objet. Ils peuvent prier M. Genet de les représenter à l'adjudication. Amiens, 22 mars. — Lettre de M. Rousseau à M. Jumel-Riquier, adjudicataire de l'ameublement des casernes d'Abbeville, l'informant que plusieurs objets ont été oubliés dans ledit ameublement : seaux et cordes pour les puits, lanternes pour les écuries, montants avec planches à rebords à poser au-dessus des lits des cavaliers, et que l'Intendant veut bien se charger d'en faire la dépense à la décharge de la ville. « Je viens de trouver ici des lanternes que j'envoierai à Abbeville à la fin de la semaine prochaine ; c'est un reste des anciennes lanternes qui nous éclairaient avant les réverbères. J'ai

fait marché à un écu pour chacune ». Amiens, 5 septembre. — Accusé de réception desdites lanternes par M. Jumel-Riquier. « Il paraît que MM. Royal-Champagne useront peu de tous ces effets. Le colonel leur a mandé de se tenir prêts à partir du 1^{er} au 10 du mois prochain. Ils ont fait aujourd'hui l'inspection du butin, et ont monté à cheval à ce sujet. Vous pouvez sentir combien ce départ inattendu me fait plaisir ». 17 octobre. — « Abbeville, 1783. Meubles pour un corps d'écurie à fournir par Riquier ». — Récépissé par Eustache Millevoye, commis au logements, de meubles fournis aux casernes d'Abbeville par le sieur Jumel-Riquier, — etc.

C. 528. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1783-1784. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — Lettre de M. d'Agay à M. Rousseau, l'informant que le maréchal duc de Croy qui a examiné en détail les nouvelles casernes d'Abbeville, en a trouvé les ferrures et les portes trop minces. Il le prie en outre de prendre les mesures nécessaires pour la réception du premier quart de ces casernes qui devra être mis en état de recevoir le 15 août prochain l'escadron qui est dans la ville : enfin, sur la demande du duc de Croy, de faire élever de six pieds le mur au-dessus du terre-plein du rempart. 24 juillet 1783. — Procès-verbal de réception par M. Rousseau, de la partie exécutée du premier corps d'écuries du Préé Saint-Gilles. 1^{er} août 1783. — Id. du mobilier. 1^{er} août 1783. — Lettre de M. d'Agay à M. Rousseau, lui accusant réception des procès-verbaux de réception de partie des casernes d'Abbeville. Amiens, 7 août 1783. — Lettre de M. Jumel-Riquier à M. Rousseau, lui demandant un certificat de 6,000 livres. « Les cavaliers sont contents de leur nouvelle habitation. Jusqu'alors je n'ai pas absolument lieu de me plaindre. Je prends toutes les précautions de ne laisser rien traîner ». Abbeville, 4 septembre 1783. — Lettre de M. Rousseau à l'Intendant au sujet des dégradations causées aux nouvelles casernes d'Abbeville, par le coup de vent du vendredi précédent, lui demandant si les réparations doivent incomber à la ville ou à l'entrepreneur. Amiens, 8 septembre 1783. — Réponse de M. d'Agay à M. Rousseau, lui marquant que cette réparation doit être à la charge de la ville. Amiens, 8 septembre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à M. Rousseau, au sujet de garnitures de fer à mettre au devant des auges dans les écuries des nouvelles casernes pour empêcher les chevaux de les abimer, et de la suppression de neuf portes sur treize desdites casernes. Abbeville 21 novembre 1783. — Réponse de M. Rousseau, approuvant lesdites modifications. 26 novembre 1783. — Lettre de l'Intendant à M. Rousseau, le priant d'examiner si l'économie obtenue

par la suppression des neuf portes sera suffisante pour couvrir la dépense des garnitures à mettre aux auges des écuries « parce que d'après les derniers arrangements pris par le Conseil, relativement à l'emploi annuel de l'octroi de Picardie, il ne me sera plus possible d'augmenter dans aucun cas le fonds destiné pour la construction des casernes d'Abbeville et pour leur ameublement ». 13 décembre 1783. — Lettre de l'Intendant à M. Rousseau, n'autorisant les travaux à faire aux dites auges que jusqu'à concurrence de l'économie obtenue par la suppression des neuf portes. Amiens, 26 décembre 1783. — Lettre de M. Rousseau, aux officiers municipaux d'Abbeville, leur faisant part de la décision de l'Intendant. 7 janvier 1784, — etc.

C. 529. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

1785-1786. — ABBEVILLE. — Travaux et édifices communaux. — Lettre de M. d'Agay à M. Rousseau, le priant de se transporter à Abbeville pour examiner si une partie du deuxième corps de caserne est en état de recevoir des troupes, ainsi que le demandent les officiers municipaux d'Abbeville, qui sont fort embarrassés pour loger un régiment entier de cavalerie dans leur ville. 11 mai 1785. — Réponse de M. Rousseau à l'Intendant, l'informant que le premier corps des casernes est prêt à habiter et que la première partie du second est assez avancée pour être mise en état d'ici à l'arrivée du régiment. « Il suit de cet arrangement, qu'on logera pour le 27 du courant les deux tiers du régiment de Commissaire-Général dans les écuries, et qu'il pourra y être réuni en entier fin de juillet prochain, si la fraîcheur des mortiers des deux dernières parties du deuxième corps et la crainte des dégradations n'en retarde l'habitation ». Amiens, 15 mai 1785. — « Notes sur les observations et demandes faites par M. le baron Haremburc », sur diverses questions relatives aux casernes d'Abbeville. 25 juin 1785. — « Édifices publics d'Abbeville. Objets d'augmentation demandés par M. le baron d'Haremburc, au bas desquels est la soumission de l'entrepreneur, le tout approuvé par M. l'Intendant, le 25 juillet 1785 ». — « Compte du sieur Riquier au 6 août 1785 ». — « Édifices publics d'Abbeville. État estimatif servant de minute ». 1785. — « Compte relatif à la construction des écuries du Préé Saint-Gilles d'Abbeville ». 1786. — « Procès-verbal de réception de l'ameublement des casernes d'Abbeville, fait par le sieur Millevoye, commis par l'hôtel-de-ville aux logements ». 16 février 1786. — « Réparations, recherches et ouvrages restant à faire aux écuries du Préé Saint-Gilles ». Amiens, 20 février 1786. — Lettre de M. Duval de Grandpré, accusant réception dudit état. Abbeville, 26 février 1786. — Procès-verbal

de réception des ouvrages de la ville d'Abbeville, qui restaient à exécuter par M. Rousseau. 6 mars 1786. — Lettre de M. d'Agay à M. Rousseau, lui accusant réception et lui donnant approbation dudit procès-verbal. 9 mars 1786. — « État des paiements en à-compte faits en conformité des ordonnances de M. l'Intendant au sieur Jumel-Riquier, tant sur l'adjudication des édifices publics d'Abbeville à lui passée le 26 mai 1780 pour la somme de 249,000 livres, que sur l'ameublement d'iceux, » etc. Amiens, 22 mars 1786. — « Extrait du détail et du devis du corps d'écuries du Préez Saint-Gilles ». — Certificat des officiers municipaux d'Abbeville, attestant que le sieur Jumel-Riquier a fait toutes les réparations et recherches aux écuries du Préez Saint-Gilles. Abbeville, 7 juillet 1786. — Lettre du sieur Jumel-Riquier à M. Rousseau, lui envoyant ledit certificat qui constate que tous les travaux sont terminés à Abbeville. Il lui mande que le mauvais temps l'a gêné dans ses travaux du Marquenterre, et que M. de Lormoy a fait l'acquisition du Châteauneuf. Abbeville, 13 juillet 1786, — etc.

C. 530. (Liasse.) — 14 pièces, papier (8 imprimées).

1763-1753. — ABBEVILLE. — Octrois et revenus divers. — Arrêt du conseil d'État relatif aux octrois de la ville d'Abbeville. Versailles, 17 juillet 1703 (impr. 23 p. in-4°). — Arrêt du conseil d'État qui confirme, moyennant un don gratuit de 18,000 livres et les 2 sols par livre, les bourgeois et habitants de la ville d'Abbeville dans tous leurs droits, franchises et privilèges. Versailles, 9 novembre 1706 (impr. placard). — Arrêt du conseil d'État qui, pour faciliter à la ville d'Abbeville le paiement du don gratuit de 18,000 livres précité, lui permet de lever un octroi de 40 livres par barrique d'eau-de-vie, etc. Versailles, 19 avril 1707 (impr. 3 p. in-4°). — Arrêt du conseil d'État, au sujet des octrois de la ville d'Abbeville, et statuant que lesdits octrois devront être perçus sur toutes personnes, privilégiées ou non. Paris, 25 avril 1719 (impr. 12 p. in-4°). — Arrêt du conseil d'État sur la même matière. Versailles, 26 septembre 1730 (impr. 8 p. in-4° 1730). — Lettre de M. Chauvelin, intendant, à M. de la Houssaye, intendant des finances, au sujet de la demande faite par les maieur et échevins d'Abbeville d'aliéner l'octroi dont la continuation leur a été accordée par arrêt du Conseil du 26 septembre dernier. « Il est de notre connaissance que cette ville n'est guère en état de supporter cette nouvelle imposition, ne pouvant qu'avec des peines extrêmes satisfaire celles dont elle est déjà chargée..... En cet état, je ne puis que me prêter à ce que demandent les maieur et échevins, qui ne tend en effet qu'à faciliter et accélérer le paiement de ce qui est du aux fermiers ». Amiens, 22 janvier 1731. — Arrêt du

conseil d'État qui permet aux maieur et échevins d'Abbeville d'aliéner ledit octroi. Versailles, 13 mars 1731. — Publication pour l'adjudication dudit octroi, fixée au 28 avril 1731. Amiens, 9 avril 1731 (impr. affiche). — « Tarifs des droits dus pour les différentes fermes composant le patrimoine de la ville d'Abbeville. Droits de chaussées et de travers qui se paient à chacune des portes de la ville ». Abbeville, 15 septembre 1747 (impr. affiche). — « État au vrai des recettes et dépenses faites par M. Jean-Jacques Delegorgue, nommé par les maieur, échevins et officiers de la ville et communauté d'Abbeville à la recette et dépense de leurs deniers communs et d'octroi pour l'année 1752, en exécution de la déclaration du Roi du 15 janvier 1730 ». — État dressé par les officiers municipaux d'Abbeville, de leurs recettes et dépenses, à l'effet d'obtenir du Roi la prorogation pendant vingt ans du droit de sol par livre du frêt des marchandises arrivant à Saint-Valery. 1752. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, par lequel S. M. permet aux maieur et échevins de la ville d'Abbeville de continuer la levée et perception pendant vingt années, à commencer au 1^{er} avril 1755, de 4 livres par muid de vin et d'eau-de-vie entrant dans ladite ville, 120 sols par muid de cidre aussi entrant en ladite ville, et pareillement de 20 sols par chaque muid de cidre vendu en détail dans ladite ville, et sa banlieue pour lesdits droits être payés par toutes sortes de personnes exemptes et non exemptes, privilégiées et non privilégiées, même par les ecclésiastiques et les nobles ». 25 décembre 1753 (impr. 4 p. in-4°), — etc.

C. 531. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1759-1783. — ABBEVILLE. — Octrois et revenus divers. — « État des biens et revenus de la ville d'Abbeville et de ses dettes et charges, suivant les dernières adjudications ». 5 novembre 1759. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant réunion aux villes et autres lieux de la généralité d'Amiens des offices municipaux qui n'y ont pas été levés, et aliénation à cet effet des droits réservés aux hôpitaux avec les augmentations desdits droits, suivant le tarif énoncé au présent arrêt ». 21 novembre 1747. Copie collationnée du 27 novembre 1762. — Extrait de l'édit du mois d'août 1692, portant création de maires perpétuels et d'assesseurs dans les hôtels-de-villes et communautés du royaume. Copie collationnée du 27 novembre 1762. — « État des différentes espèces de revenus qui forment le patrimoine de la ville d'Abbeville, ledit état extrait par nous, subdélégué à Abbeville, du dernier compte rendu desdits revenus pour l'année commencée au 24 août 1759 et finie au même jour, 24 août 1760 ». Abbeville, 29 no-

vembre 1762. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant, lui envoyant lesdits extraits et état, et lui donnant divers renseignements sur la manière dont se rendent les comptes des revenus de la ville d'Abbeville. « Je vous observerai que depuis longtemps, et jusqu'à l'époque du dernier qui est pour l'année finie au 24 août 1760, ils ont été rendus soit par devant le lieutenant-général, ou le maire, le conseiller sieger et le procureur de la ville seuls présents, quoique en différents temps les échevins aient prétendu devoir également assister à leur audition : mais ces derniers ayant renouvelé il y a cinq à six mois leur prétention à cet égard, à l'occasion de l'audition de celui qui était à rendre pour l'année finie au 24 août 1761 et qui ne l'est pas encore, il a été décidé par les anciens maieurs à qui lesdits échevins et les officiers qui étaient en possession d'ouïr seuls ces comptes ont bien voulu s'en référer, que tous, indistinctement, auraient la faculté à l'avenir d'y assister ». Abbeville, 29 novembre 1762 — « État général des revenus et charges de la ville d'Abbeville ». v. 1778. — « Examen et observations sur l'état des revenus et charges de l'hôtel-de-ville d'Abbeville, certifié véritable par MM. les officiers municipaux le 18 décembre 1782 », par M. Delegorgue subdélégué. 6 février 1783.

C. 532. (Liasse.) — 19 pièces, papier (2 imprimées).

1735-1785. — ABBEVILLE. — Voirie municipale. — Ordonnance d'alignement de la chaussée des Planches à Abbeville, par M. Chauvelin, intendant. Amiens, 28 février 1735 (impr. affiche). — Lettre de M. Trudaine à M. Dupleix, intendant, l'informant que le curé de Caubert a demandé que l'on rendit praticable la chaussée qui traverse la vallée de Somme et qui communique d'Abbeville au village de Caubert. M. Bompard, ingénieur, consulté à ce sujet, a répondu « que ce chemin particulier n'avait point été employé jusqu'à présent dans les états du Roi des ponts et chaussées, que les ponts qui le traversent ont été faits et réparés par les ingénieurs des fortifications sur les fonds fournis par l'hôtel-de-ville d'Abbeville, et qu'au surplus ce chemin serait très utile pour la communication d'Abbeville avec le Vimeu, s'il était d'une largeur suffisante pour les voitures, et si la butte du Mont-Caubert était traitée convenablement ». Il le prie de se faire donner par M. Bompard et par les officiers municipaux d'Abbeville des éclaircissements sur les motifs qui ont déterminé à couper la chaussée dont il s'agit par des fossés, et à y poser des barrières, et de lui en rendre compte. 8 mai 1767. — Lettre de M. de la Millière à M. d'Agay, intendant, lui envoyant un mémoire par lequel « les habitants du faubourg des Planches à Abbeville et ceux des villages de Caubert et

de Mareuil représentent que le chemin de la chaussée dite des Planches est en très mauvais état, et que la ville est dans l'impossibilité de pourvoir à la dépense des réparations à y faire. » Il le prie d'examiner la question et d'en rendre compte au ministre. Paris, 24 octobre 1782. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, le priant d'examiner la requête des habitants du faubourg des Planches. 28 octobre 1783. — « Rapport sur la requête présentée par les habitants du faubourg des Planches à l'entrée de la ville d'Abbeville, à l'effet d'obtenir la réparation de la chaussée qui traverse toute cette partie dite des Planches », par M. de la Touche. Cette traverse est en effet dans un état de dépérissement difficile à concevoir. « C'est à la ville d'entretenir sa banlieue, autrement il convient de l'assujettir à la corvée, ainsi que cela se pratique dans toutes les autres provinces ». Abbeville, 4 janvier 1783. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, intendant des Ponts-et-Chaussées, lui transmettant les renseignements et les conclusions contenus dans le mémoire précédent. 15 février 1783. — Réponse de M. de la Millière à l'Intendant. « Vous savez..... que les fonds des Ponts-et-Chaussées accordés à votre province sont déjà insuffisants pour ses besoins ; et, en substituant la corvée à l'obligation dans laquelle se trouve la ville d'Abbeville d'entretenir les chaussées dans l'étendue de sa banlieue, toutes celles qui y sont comprises tomberaient à la charge du Roi. Il me paraît nécessaire avant de prendre un parti à cet égard que l'ingénieur dresse un état de toutes les chaussées qui sont à la charge de la ville, ainsi que la dépense nécessaire pour les mettre en bon état, et de celle qu'occasionnera leur entretien. On pourra, en comparant cette dépense avec le taux de corvée que la ville serait dans le cas de supporter à raison des 3/10 du principal de la taille, connaître la balance qui se trouverait entre les obligations actuelles de la ville et la charge qui lui serait imposée par la corvée ». Paris, 4 mars 1783. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, le priant de lui donner les éclaircissements nécessaires pour l'établissement de l'état demandé par M. de la Millière. 7 mars 1783. — Procès-verbal des réparations à faire à la chaussée des Planches à Abbeville, dressé par Marie-Louis-Joseph de Boileau, écuyer, lieutenant de maire et actuellement lieutenant général de police et commandant pour le Roi en la ville d'Abbeville, assisté du sieur Jumel-Riquier, architecte de la ville, et du sieur Joseph Plisson, maçon ordinaire de la ville, 20 septembre-12 octobre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, lui envoyant lesdits procès-verbaux. Ils reconnaissent l'urgence des travaux, et lui demandent le parti à prendre, assurant que malgré l'exiguité de leurs ressources, ils contribueront pour un tiers auxdites répa-

rations. 20 octobre 1783. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, lui envoyant sur sa demande un mémoire dressé par l'ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées sur l'état actuel des routes à lasortie d'Abbeville, plus un état estimatif des dépenses à faire pour la réparation et l'entretien de ces routes. Le parti proposé d'assujettir les habitants d'Abbeville à la corvée, lui paraît indispensable. 17 novembre 1783. —

Lettre de M. de Calonne à M. d'Agay, l'informant qu'il approuve le parti qu'il propose « d'ordonner aux officiers municipaux de faire réparer et mettre promptement en état toutes les banlieues de ladite ville, et faute par eux d'y avoir satisfait dans le délai qu'il vous aura paru convenable de fixer, d'ordonner que tous les habitants corvéables seront assujettis et commandés à la corvée comme les autres villes et paroisses de la province ». Paris, 12 décembre 1783. —

Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, le priant de faire connaître aux officiers municipaux d'Abbeville la décision du ministre, 18 décembre 1783. — Lettre de M. de la Millière à M. d'Agay, l'informant que M. de Calonne ayant reçu de nouvelles plaintes sur le mauvais état de la banlieue d'Abbeville, désire savoir ce qui a été fait conformément à sa décision. Paris, 22 février 1785.

— Lettre de M. Maugendre, en l'absence de l'Intendant, à M. Delegorgue, le priant de lui faire connaître au plus tôt ce que les officiers municipaux d'Abbeville ont fait pour se conformer à la décision de M. de Calonne. 28 février. — Réponse de M. Delegorgue à l'Intendant. Les officiers municipaux d'Abbeville se sont occupés de réparer le chemin des Planches. « C'est principalement pour pourvoir à cette dépense que ces officiers ont demandé et sollicité la délivrance des arbres du patis ». Il leur a communiqué la lettre de M. Maugendre. « Si l'on avait pu avoir des fonds pour cette dépense, sans recourir et sans attendre la ressource du prix des arbres du patis, il y aurait longtemps que cette réparation serait faite. Mais l'état d'inopie de la ville réclame indulgence auprès de M. de la Millière ». Abbeville, 12 mars 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, lui transmettant les renseignements fournis par M. Delegorgue. 17 mars 1785, — etc.

C. 533. (Liasse.) — 6 pièces, papier (1 plan).

1768-1787. — ABBEVILLE-SAINT-LUCIEN (Oise). — État des dépenses du syndic de la paroisse d'Abbeville Saint-Lucien pour 1787. — ACHEUX. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à M. Dupleix, intendant, lui envoyant un mémoire que « le receveur de la terre d'Acheux, élection de Doullens, a présenté à M. le contrôleur général, par lequel il expose que la récolte de cette année est plus mauvaise dans ce canton qu'en 1709 et 1740, et l'impossibilité de pouvoir payer ses prestations en blé, si le Roi ne fixe comme en 1740 le

prix de ces mêmes prestations. » Il le prie d'examiner l'affaire et de lui donner son avis. Paris, 25 septembre 1768. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine : les faits allégués par ledit mémoire sont exacts, mais « la fixation des redevances en argent ne peut pas faire l'objet d'un règlement général, ni même d'aucun règlement particulier. C'était à ceux qui ont souffert ces pertes à appeler les propriétaires ou seigneurs auxquels ils doivent des redevances en grains, et à faire constater contradictoirement avec eux l'état de leurs récoltes. Ils auraient aisément obtenu justice par devant les juges ordinaires, mais faute d'avoir pris cette précaution, ils sont aujourd'hui non recevables à demander cette fixation ». Amiens, 30 septembre 1768. — Plan et devis de réparations à faire à l'église d'Acheux XVIII^e s., — etc.

C. 534. (Liasse.) — 4 pièces, papier (1 plan).

1787-1788. — ACHEUX-EN-VIMEU. — Requête du sieur Léger, laboureur, au hameau de Frireule, paroisse d'Acheux, aux députés de l'assemblée provinciale à Amiens, demandant une modération d'impositions en raison de la destruction de ses récoltes par un orage, certifiée par les syndic et principaux habitants dudit Acheux Août 1788. — AGENVILLERS. — Coupe transversale de l'église d'Agenvillers XVIII^e s. — AGNIERES. — « Mémoire en réponse à MM. de l'assemblée du département concernant les communes et voiries », constatant que la paroisse d'Agnières ne contient « aucune commune susceptible d'être plantée, excepté une petite portion de marais d'environ trois quarts de journal situées sur Saint-Martin-le-Pauvre, propre à être plantée en blancs. Les rues et voiries sont plantées par les seigneurs ». 4 mai 1788. — AILLY-SUR-NOYE. — « État de la dépense pour l'année 1787, pour ordonnance et autres frais de la paroisse d'Ailly-sur-Noye ». Ailly, 27 novembre 1787.

C. 535. (Liasse.) — 34 pièces, papier (3 imprimées, 1 plan).

1755-1790. — AILLY-SUR-SOMME. — Procès-verbal dressé par l'inspecteur des communes de Picardie, de la fixation de l'endroit à tourber dans les marais communs d'Ailly-sur-Somme. 23 septembre 1755. — Avis de l'adjudication des tourbages d'Ailly-sur-Somme. 28 mars 1756 (impr. affiche). — Procès-verbal d'adjudication des tourbages d'Ailly-sur-Somme, en présence de M. Ducastel subdélégué. 28 mars 1756. — Adjudication par M. Ducastel « d'un nombre suffisant de verges de marais à tourber ès communes d'Ailly-sur-Somme, pour former

l'importance de 1,513 livres 10 sols, à l'effet d'acquitter la fonte, l'augmentation d'une cloche et les réparations du clocher dudit lieu. Le dernier offre a porté la verge à 28 livres. Il en a été marqué 54 verges 1/2 au bas de l'adjudication. Cette adjudication est avantageuse aux habitants : la tourbe n'est pas d'une grande qualité ni abondante dans cette commune ». 1759. — « Plan ou carte géométrique des marais et communes d'Ailly et de Saint-Sauveur, levé et dessiné en exécution d'une sentence rendue au bailliage d'Amiens, le 21 juillet 1773 entre les habitants d'Ailly et de Saint-Sauveur, commencé le 3 et le 4 de juin 1774 avec Renouard de Crouy et Guidé, tous deux arpenteurs royaux au bailliage d'Amiens et continué avec Brunel, aussi arpenteur royal, le 3 novembre et jours suivants. Clos le 12 janvier 1776, vaqué 74 jours ». — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant au sujet d'une requête des habitants d'Ailly-sur-Somme aux fins de la cassation d'un arrêt de la cour des Aides, rendu en faveur des sieurs Acloque adjudicataire des tourbages dudit lieu. Grandvilliers 8 novembre 1779. — Délibération des syndic et habitants d'Ailly-sur-Somme au sujet des tourbages de leurs communes, avec l'état des feux de ladite paroisse. 24 mars 1782. — « Dénombrement des feux qui composent la communauté d'Ailly-sur-Somme ». 1783. — Requête des syndic et habitants d'Ailly-sur-Somme, à l'Intendant, à l'effet d'obtenir l'autorisation de tourber pour leur chauffage de la présente année. 25 mars 1782. — Id. 11 mars 1783. — Id. 15 mars 1784 (avec l'état des feux de ladite commune). — Id. 11 mars 1787. — Id. avril 1790. — Procès-verbal d'emparquement desdits tourbages par M. Jumel-Riquier, inspecteur des communes, 18 mai 1782. — Id. 2 novembre 1782. — Id. 9 avril 1783. — Id. 23 avril 1784. — Id. 21 avril 1785. — Id. 28 avril 1787. — Id. 26 avril 1788. — Id. par M. Rousseau, inspecteur des communes, 8 mai 1790. — Procès-verbal de récolement desdits tourbages par M. Jumel-Riquier. 22 août 1782. — Id. 19 août 1783. — Id. 5 août 1784. — Id. 10 septembre 1784. — Id. 25 août 1785. — Id. 14 juillet 1787. — Id. 8 juillet 1788, — etc.

C. 536. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1786. — AILLY-SUR-SOMME. — Requête des syndic et habitants de Saint-Sauveur-Hédicourt à M. d'Agay, intendant, à l'effet d'obtenir que les habitants d'Ailly-sur-Somme, fassent la réparation des dégradations causées par eux en tourbant leurs marais à une voirie qui aboutit au grand chemin et par laquelle ils ont de tout temps eu l'avantage de transporter leurs denrées et fourrages à Amiens. « Cette voirie non seulement leur est nécessaire, elle est aussi d'une très grande ressource pour tous les villages circonvoisins, et l'on a même vu souvent la poste

y passer dans des cas urgents ». 16 juin. — Requête des habitants d'Ailly-sur-Somme en réponse à la précédente. Juillet. — « Observations sur les requêtes des communautés de Saint-Sauveur et d'Ailly-sur-Somme des 16 et 30 juin 1786 », par M. Jumel-Riquier, donnant droit aux habitants d'Ailly. Amiens, 14 juillet. — Délibérations des deux communautés d'Ailly-sur-Somme et de Saint-Sauveur qui se sont jointes ensemble à l'effet d'« implorer les bontés de Monseigneur l'intendant de la province, d'accorder qu'il soit pris sur les deux communautés la moitié du prix de ce qu'elles payent tous les ans sur les grandes routes, pour être employée audit chemin, à compter du pont dudit Ailly jusqu'aux prés dudit Saint-Sauveur..... et que ces deux sommes soient prélevées tous les ans jusqu'au parachèvement de ladite chaussée ». 3 septembre. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, l'informant qu'il ne fera « aucune difficulté d'autoriser les deux communautés à faire travailler à frais communs au chemin dont il s'agit, mais sans qu'elles puissent être dispensées de contribuer en proportion de leurs forces aux travaux des grandes routes..... Comme ces communautés ont des ressources dans leurs communes, il ne me paraîtrait pas juste de les faire participer aux fonds de charité que le gouvernement destine particulièrement pour les paroisses qui n'ont aucunes facilités pour pourvoir au paiement de leurs charges extraordinaires ». 22 septembre, — etc.

C. 537. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

XVIII^e s. — Ailly-sur-Somme. — « Table des noms des censitaires du terroir d'Ailly ».

C. 538. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1746-1774. — AIRAINES. — État des revenus du bourg d'Airaines. 19 septembre 1746. — Lettre de M. Cousin, bailli de la chatellenie d'Airaines à l'Intendant, lui envoyant ledit état. « Il n'y a dans ce bourg d'Airaines aucuns revenus patrimoniaux, ni aucuns octrois, excepté les octrois des hôpitaux qui se perçoivent sur le massacre des porcs, et dont ledit bourg ne profite pas ; et à l'égard des droits d'entrées qui s'y perçoivent, c'est au Roi ». Airaines, 19 septembre 1746. — Ordonnance rendue par l'Intendant en faveur du sieur Poitou adjudicataire d'une portion de communes à Airaines, contre les habitants de la paroisse Notre-Dame dudit lieu. Amiens, 2 février 1755. — Autre ordonnance qui approuve la délibération des habitants de la paroisse Saint-Denis d'Airaines, et autorise le sieur Poitou à défricher 4 journaux de prés communs, sous certaines conditions. Amiens, 27 février

1755. — État des revenus du bourg d'Airaines, signé Galland, maire, et Maurice, premier échevin. Airaines, 22 novembre 1777, — etc.

C. 539. (Liasse.) — 2 pièces, papier (plans et dessins).

1775. — AIZECOURT-LE-BAS. — Plans, coupes et élévations du presbytère d'Aizecourt-le-Bas.

C. 540. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1753-1757. — ALBERT. — Offices municipaux. — Mémoire sur l'affaire entre le sieur Pierre Bertrand, président au grenier à sel d'Albert, ancien maire, et les maire et échevins de ladite ville, XVIII^e s. — Mémoire de M. Bouteville à l'Intendant au sujet de l'affaire du sieur Bertrand, 31 janvier 1753. — Requête à l'Intendant par le sieur Pierre Bertrand, disant que depuis trois ans il a été traduit devant lui « pour être réglé des avances par lui faites pour les réparations qui ont été faites à l'hôtel-de-ville qui menaçait ruine. V. G. a rendu son ordonnance le 10 avril 1752 qui a été cachée au suppliant jusqu'au 2 septembre dernier que les sieurs maire et échevins lui ont donné communication de leur requête et de ladite ordonnance, à laquelle il a répondu au commencement d'octobre dernier. Depuis ce temps, le suppliant n'a entendu parler de rien. De plus, pendant qu'il était maire, il s'est soumis de faire reconstruire à neuf un des ponts de cette ville en gresserie, pour empêcher qu'il soit fait en tuf (matière du pays qui ne vaut rien en comparaison des grès). » Il lui demande d'ordonner « les voitures nécessaires pour achever les ouvrages dudit pont et que, aussitôt ledit pont achevé et perfectionné, lesdits maire et échevins seront tenus de payer le suppliant. » 1^{er} juillet 1753. Avec la réponse des maires et échevins d'Albert, du 30 juillet 1753 et la contre réponse du sieur Bertrand, 6 novembre 1753. — Extrait d'une requête des officiers municipaux d'Albert à l'Intendant sur le même sujet, et projet d'ordonnance à rendre contre le sieur Bertrand. Paris, 3 avril 1753. — Lettre de M. Cazier à l'Intendant, l'informant que son ordonnance a été remise aux maire et échevins d'Albert avec leurs pièces, et celles qui concernent le receveur des revenus patrimoniaux, au sieur François Devieille. Albert, 12 janvier 1756. — Lettre de M. Cazier à l'Intendant, lui demandant s'il doit communiquer aux maire et échevins d'Albert la requête du sieur Bertrand, du 9 février dernier. Albert 22 mars 1756. — Lettre de l'Intendant à M. Cazier, le priant de communiquer ladite requête. Amiens, 26 mars 1756. — Lettre de M. Cazier à l'Intendant, lui envoyant sur sa demande les pièces que le sieur Bertrand lui a remises et qu'il a notées en marge de sa réplique. Albert 7 avril 1756. — Lettre du sieur Bertrand à l'Intendant, le suppliant de lui « rendre

bonne et brève justice dans l'affaire que j'ai contre les maire et échevins qui, depuis sept à huit ans se laissent conduire par le procureur de ville qui a le talent de leur faire signer ce qu'il veut sans lecture, et cet homme est le plus vindicatif et le plus méchant qu'il y ait au monde ». Albert, 24 avril 1756. — Ordonnance de l'Intendant déclarant le sieur Bertrand non recevable dans sa prétention. Amiens, 29 janvier 1757. — Lettre de l'Intendant à M. Cazier lui envoyant ladite ordonnance qu'il le prie de faire signifier aussitôt au sieur Bertrand, afin qu'il « n'entende plus parler de dissensions de cette espèce qui, vraisemblablement, n'auraient pas eu lieu dans le principe, si le sieur Bertrand et les autres officiers municipaux eussent été plus attentifs et plus exacts à se conformer aux règles prescrites par la bonne administration des biens et affaires des villes et communautés. » Amiens, 29 janvier 1757. — Requête du sieur Bertrand, ruiné par les mauvaises affaires de son beau-père et la perte de son procès, à l'effet d'obtenir de l'Intendant qu'il s'intéresse à lui pour lui faire avoir une place d'intendant de maison ou d'agent d'affaires. Albert, 18 octobre 1757. — Lettre de M. Cazier à l'Intendant, lui donnant quelques renseignements sur le sieur Bertrand. S'il voulait s'intéresser à lui et à sa famille, il lui rendrait un bien grand service. Albert, 21 novembre 1757, — etc.

C. 541. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1780-1781. — ALBERT. — Offices municipaux. — Requête à l'Intendant par le sieur Louis-Antoine-Augustin Le Tellier, conseiller du Roi, secrétaire-greffier, garde des archives des ville et communauté d'Albert, à l'effet d'obtenir « le logement occupé en l'hôtel-de-ville d'Albert par MM. les vicaires de la paroisse dudit lieu, pour en jouir immédiatement, après que le sieur Fourier, seul vicaire qui y réside aura vidé les lieux. » Amiens, 11 mai 1780. — « Mémoire pour le sieur Le Tellier, conseiller du Roi, » etc. Mai 1775. Copie de 1780. — « Copie d'une lettre écrite par Monseigneur l'Intendant à MM. les officiers municipaux d'Albert, le 19 novembre 1774 » pour les engager à donner un logement dans l'hôtel-de-ville au secrétaire-greffier. Copie de 1780. — « Copie d'un certificat joint à ladite requête. » 10 novembre 1774. Copie de 1780. — Requête du sieur Le Tellier à l'Intendant, à l'effet d'obtenir ledit logement. 12 novembre 1774. Copie de 1780. — Lettre de l'Intendant à M. de la Borie lui envoyant la requête du sieur Le Tellier pour la communiquer aux officiers municipaux

d'Albert et lui faire connaître leur réponse. Amiens, 15 mai 1780. — Lettre de M. de la Borie, subdélégué, à l'Intendant, l'informant qu'il ne peut obtenir de réponse des officiers municipaux d'Albert, mais que le silence calculé de ceux-ci ne peut pas empêcher de statuer sur l'affaire du sieur Le Tellier. Albert, 18 juillet 1780. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Albert, leur enjoignant de remettre incontinent à M. de la Borie leur réponse à la requête du sieur Le Tellier, sans quoi il rendra par défaut une ordonnance sur la demande, et la fera exécuter strictement. Amiens, 20 juillet 1780. — Réponse des officiers municipaux d'Albert à l'Intendant, s'excusant du retard involontaire qu'ils ont mis à la fournir, et faisant valoir les raisons qui les empêchent de donner au sieur Le Tellier le logement qu'il demande. Albert, 24 juillet 1780. — Lettre de M. de la Borie à l'Intendant lui envoyant ladite réponse. Il est certain que la ville est obligée de fournir un logement au premier vicaire, à la condition par celui-ci de dire une messe tous les jours à six heures du matin. Toute la question se réduit donc à savoir si, comme le prétendent les officiers municipaux, les finances de la ville seraient insuffisantes à fournir à celui-ci un autre logement en remplacement du sien qui serait donné au sieur Le Tellier. Albert, 26 juillet 1780. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Albert, les priant de remettre à M. de la Borie les cinq à six deniers comptes de leur syndic-receveur. 15 novembre 1780. — Lettre de M. d'Agay, intendant, à M. de la Borie, l'informant que le Roi a nommé le sieur Beaufils pour remplir à Albert « la place d'échevin, vacante par le décès du sieur Sagnier, et pour remplir en même temps celle de procureur du Roi jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu, et le sieur Decalogne, pour remplir la place d'assesseur..... Ce ministre (M. Amelot) me marque qu'à l'égard de la place de contrôleur et receveur des octrois, les fonctions en étant peu fréquentes et peu importantes, S. M. s'en rapporte à moi de prendre dans l'occasion les arrangements que je jugerai convenable pour la faire remplir. » 2 mars 1781. — Lettre de M. Balis faisant savoir que les officiers municipaux d'Albert sont tout disposés à envoyer lesdits comptes, et qu'il a remis sur les instances de ceux-ci aux sieurs Beaufils et Decalogne, leur nomination le premier à la charge d'échevin, le second à celle d'assesseur, et que ces deux Messieurs furent reçus samedi dernier sans protestation, et même à la satisfaction de tous. « Il paraît actuellement qu'on fait craindre au sieur Decalogne, assesseur, que cette commission ne le dispensera point de tirer à la milice, et comme ce tirage doit se faire le 3 avril prochain, il était venu engager M^{me} de la Borie à en écrire à M. de la Borie pour le prier de vous demander votre avis sur cela,

mais cette dame a pensé qu'il suffisait de vous en écrire directement. » Il lui demande en conséquence si le sieur Decalogne n'est pas par sa charge dispensé du tirage de la milice « et si dans le cas où les jeunes gens voudraient qu'il tirât au sort il doit s'y soumettre parce que, dans ce cas, il ne fera point aucune difficulté, aimant mieux tirer s'il le faut, que d'être la cause de la moindre émeute. » Albert, 21 mars 1781. — Réponse de l'Intendant à M. Balis, secrétaire-greffier de la subdélégation à Albert. « Il n'y a pas le moindre doute que les assesseurs doivent jouir des mêmes exemptions et privilèges que les échevins, et certainement M. de Fiéville ne fera pas tirer à la milice ni les uns ni les autres. » Amiens, 26 mars 1781. — « Extrait du registre aux actes et délibérations de l'hôtel-de-ville d'Albert. » Arrêté des officiers municipaux d'Albert sur la forme des actes émanant de la mairie, et les émoluments qui peuvent en provenir, 31 mars 1781. — Requête des officiers municipaux d'Albert à l'Intendant faisant valoir l'impossibilité où ils sont de loger le sieur Le Tellier dans l'hôtel-de-ville, « l'acquisition du terrain conjointement faite avec le seigneur d'Albert fait une loi de la distribution des appartements. Il y est dit, entre autres choses, que les deux vicaires y seront logés, cependant il ne s'en trouve qu'un aujourd'hui qui occupe une partie du bas, l'autre n'ayant été logé jusqu'alors que dans la chambre du conseil commune aux deux justices, d'où il était obligé de sortir lors de chacune assemblée, ce qui fut cause qu'il a pris un logement particulier qui coûte à la ville une somme de cinquante livres par an. » Ils lui envoient les comptes demandés, et lui démontrent que la ville ne peut pas supporter de nouvelles charges. 4 avril 1781. — Lettre de M. Balis envoyant la précédente requête, les comptes des six dernières années de la ville d'Albert, avec l'arrêté du 31 mars. Il est certain que la communauté ne peut fournir au sieur Le Tellier un logement sans s'exposer à des dépenses au-dessus de ses facultés. « Il semble même que le greffier a reconnu l'impossibilité d'être logé dans l'hôtel-de-ville, car je sais de bonne part qu'il a dit qu'il ne souciait pas de ce logement, mais qu'il voulait qu'il fût reconnu qu'il en a le droit. Je sais aussi qu'il en a fait l'offre au premier vicaire qui lui a répondu qu'il ne voulait pas le tenir de lui, mais du corps de ville. Je crois en effet que le sieur Le Tellier ne saurait point se déterminer à quitter sa maison qui est une des plus jolies de la ville et dont le jardin fait tout son amusement. A l'égard de l'arrêté dont il s'agit, je crois que l'intérêt de la commune et la tranquillité publique exigent qu'il soit suivi et exécuté,

car sans cela je présume que les membres qui l'ont fait abandonneront bientôt toute administration, et se contenteront de porter les noms de lieutenant, échevins et assesseurs sans en remplir, que très légèrement, les fonctions..... M. de Fiéville qui tira ici la milice hier pour Albert eut égard à votre lettre au sujet de M. Decalogne, assesseur. » Albert, 4 avril 1781. — Requête aux maire et échevins d'Amiens, par le sieur Jean-Baptiste-Nicolas Beaufils, échevin en charge et faisant les fonctions de procureur du Roi à Albert, aux officiers municipaux de ladite ville, à l'effet de faire apposer les scellés à la maison mortuaire de défunte Marie-Louise Gamard, femme de François Goubet, attendu l'absence de son mari, avec visa du sieur Latiffy, maire d'Albert, sans approbation de l'intitulé d'icelle, ordonnant ladite apposition des scellés, « sauf à ne nous point taxer si la modicité de cette succession nous y engage. » Albert, 5 avril 1781. — Lettre de M. Balis envoyant ladite requête, observant qu'on ne trouvera pas chez la femme Goubet de quoi payer seulement les frais du sergent ; le maire fait bien une réserve « sauf à ne point taxer », mais il « ne fait pas sans doute attention qu'il ne peut disposer que de ses honoraires, et qu'il ne peut point toucher à ceux des autres. Je crois néanmoins que ce n'est pas là ce qui le tient plus à cœur, je pense que l'intitulé de la requête est uniquement ce qui le blesse le plus. Aussi a-t-il eu la précaution de dire que c'est sans approbation de cet intitulé qu'il ordonne le transport. Cette pièce étant analogue à l'arrêté que ces MM. ont fait, je pense qu'il n'est pas hors de propos que vous en ayez connaissance, afin que Monseigneur l'Intendant puisse en connaissance de cause donner l'ordonnance qu'ils attendent, et s'assurer de plus en plus que le sieur maire cherche à réunir seul tous les honneurs et tous les émoluments du corps de ville. » Albert, 5 avril 1781. — Lettre du sieur Le Tellier à l'Intendant, lui faisant observer que la somme de 900 livres dont les officiers municipaux d'Albert disent que leur ville est en arrière, vient d'être acquittée. Il lui expose en outre que le maire d'Albert lui a dit qu'un particulier de cette ville sollicitait une commission du Roi pour la recette de la ville. « On ne vous observera peut-être pas que cet office est levé, et que l'officier est reçu et en jouissance par son commis ou mandataire depuis plusieurs années. Son défaut de résidence à Albert ne peut rendre son office impétable, puisqu'aux termes de l'arrêt du Conseil du 7 mai 1726 auquel l'édit des dernières créations renvoie, S. M. permet au pourvu de commettre qui bon lui semble, sans incompatibilité, et sans qu'il soit besoin de lettres de chancellerie. Je me sers de ces termes : *on ne vous observera peut-être pas*, en voici le motif : c'est que dans une commission de procureur du Roi de cet

hôtel-de-ville que S. M. à accordée il y a un mois à un procureur du marquisat d'Albert, S. M. dit expressément qu'elle n'y avait point encore pourvu ; cependant cet office de procureur du Roi est levé : l'officier en est reçu au Parlement et au bureau des finances d'Amiens depuis plusieurs années. M. Jolliet, homme respectable et âgé, pourvu lui-même de commission de S. M., en continuait les fonctions à cause de l'absence du titulaire actuel. L'affront que ce vénérable vieillard vient d'essuyer par une destitution, au grand regret de toute la chambre et de toute cette communauté, le conduit visiblement au tombeau. Il est d'autant plus regretté qu'il est remplacé par un membre du marquisat d'Albert dans le moment où il faut un homme zélé pour cette communauté contre les officiers du marquisat qui envahissent les droits de cette ville. » Albert, 7 avril 1781. — Lettre du sieur Le Tellier demandant le dernier des comptes de la ville d'Albert qui lui ont été envoyés, et dont une expédition lui est demandée par le receveur de ladite ville. Il sollicite la subdélégation d'Albert. « Si, M., par la retraite de M. de la Borie, j'étais assez heureux pour devenir utile à Sa Grandeur dans la régie de la subdélégation d'Albert, votre choix me comblerait d'honneur. Permettez-donc, M., que je vous rappelle ici en ma faveur que vous avez mandé à M^{me} de la Combe et à M. du Chaussoy que M. de la Borie n'avait obtenu dans un temps la préférence, que parce que Monseigneur le duc d'Orléans l'avait demandé avant eux. » Albert, 6 juin 1781, — etc.

C. 542. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1783. — ALBERT. — Offices municipaux. — Requête à l'Intendant par le sieur Latiffy, maire d'Albert, représentant « qu'il se voit continuellement tracassé et même insulté parce qu'il ne se prête pas aux folles dépenses de quelques uns des officiers de cette ville pourvus de simples commissions, et qu'il soutient avec fermeté les droits de cette communauté. Ces officiers, d'ailleurs, n'ont été visiblement introduits dans l'hôtel-de-ville par M. de la Borie, bailli et subdélégué à Albert, que pour parvenir à la ruine de cet hôtel-de-ville, et faire réunir au bailliage d'Albert les droits et privilèges de l'échevinage et communauté d'Albert. Les officiers du marquisat qui, par malheur pour la communauté, sont toujours les subdélégués de Monseigneur l'Intendant ont, au nom du seigneur d'Albert, intenté un procès à l'échevinage et communauté d'Albert pour enlever leurs droits ; mais, fondés sur les plus anciens titres, sur des avis unanimes de tous avocats consultés, et sous l'autorisation de Monseigneur l'Inten-

dant, ce procès pendant au Parlement est heureusement défendu depuis sept à huit ans. Il a donc fallu par M. de la Borie et M. Balis, tous deux officiers du marquisat, successivement subdélégués à Albert, employer d'autres voies pour venir à leurs fins : ce fut de faire nommer pour premier échevin le sieur Drouard, greffier du marquisat, pour second échevin, le sieur Beaufiles, procureur au marquisat et greffier de la subdélégation d'Albert, pour assesseur, le sieur Decalogne beau-frère de ce dernier ; et comme on n'aurait pu trouver à Albert d'autres sujets propres pour le marquisat, on a fait conférer les fonctions de procureur du Roi au sieur Beaufiles, déjà échevin, ce qui rend la chambre incomplète, en la privant d'une voix délibérative. Depuis ce temps, les autres membres de l'hôtel-de-ville qui n'ont que des vues honnêtes, se dispensent de se trouver avec ces factieux pour éviter des outrages ; mais le maire, plus étroitement obligé de veiller à la police et au bien de cette communauté est continuellement insulté par les nouveaux officiers pour sans doute le déterminer à se défaire de son office. Tantôt, lorsque le maire s'oppose et autres à des dépenses excessives telles qu'on en a contractées sans cause chez un Caussin, traiteur, ou pour des adjudications inutiles, un sieur Herby, assesseur lui répond : « Qu'est-ce que cela vous f.. ? Vous « ne paierez pas de votre poche. Quand la ville dépenserait 10,000 livres, cela doit vous être égal. D'ailleurs nous sommes quatre contre trois. » Tantôt, lorsque le maire fait arrêter un mendiant insolent, on empêche l'exécution de ses ordres. Tantôt, et lorsqu'il est question d'empêcher un facheux accident, le maire sort sur les minuit de chez lui au bruit qu'il entend dans la rue et aux menaces réitérées de tuer ; il s'approche du tumulte, interrogeant le sieur Charles Debout, le nommé Patrice Chevalier porte à ce Debout dans les bras mêmes du maire deux coups de baton qui le renversèrent ; on s'oppose à toute espèce de punition, et l'on fait en sorte, malgré les torts insignes de Chevalier, consignés dans un procès-verbal du maire, de le renvoyer absous. Tantôt, lorsqu'il accorde quelque permission telle qu'à un étranger de charger ses grains un jour de fête particulière à Albert, à autre heure, toutefois que pendant l'office divin, l'échevin faisant les fonctions de procureur du Roi, exécutant, dit-il, les ordres de son beau-frère dernier assesseur, envoie saisir et mettre en fourrière pendant plusieurs jours les voitures et sacs de grains de cet étranger, et le ruine par les dépenses de huit chevaux à Albert, et en présence du maire, malgré ses observations, que cet étranger méritait cette permission, puisqu'il ignorait que Saint-Christophe fut une fête chômée à Albert. Tantôt on défend aux sergents de ville d'obéir au maire, sous peine d'être remerciés. La brigade de maréchaussée

d'Albert, qui craint sans doute M. Balis, subdélégué, ne veut se prêter qu'à exécuter les ordres du sieur Beaufiles, échevin et greffier de la subdélégation. Depuis que M. Balis est subdélégué, les lettres et les ordres de l'Intendance adressées à la mairie d'Albert ne sont plus rendus par le subdélégué qu'au sieur Beaufiles, échevin et procureur du Roi, qui les ouvre et ne les envoie au maire que huit jours après, et souvent au moment même de l'exécution de leurs objets. Tantôt, lorsque M. le lieutenant de maire convoque les anciens maires pour aviser et remédier au désordre, on les oblige de se retirer dans la chambre. Tous ces objets occasionnent le plus grand trouble et scandale dans cette ville, et en affectent tous les habitants ». 3 août. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui envoyant ladite requête. « Il y a longtemps que je m'aperçois des folles dépenses de cet hôtel-de-ville, et j'ai demandé plusieurs fois les comptes du receveur. J'avais écrit en dernier lieu aux officiers municipaux de faire réparer le pavé de la traversée d'Albert qui est devenu impraticable ; ils ont répondu qu'ils étaient hors d'état d'y faire travailler, faute de fonds. Il est plus que temps de chercher les moyens de remettre l'ordre et la concorde dans cette communauté. Je vous prie de vous transporter à Albert le plus tôt que vous le pourrez, pour vérifier et examiner les choses par vous-même, et me proposer ensuite ce qu'il y aura de mieux à faire pour mettre fin à tous les abus qui règnent dans cette communauté ». Amiens, 7 août. — Lettre de M. Amelot à M. d'Agay, intendant, lui envoyant une requête sur le même objet que le sieur Latiffy lui a envoyée, et lui demandant son avis. Versailles, 7 août. — Protestation par les sieurs Beaufiles aîné, Scribe, Decalogne, Herby et Drouard, échevins et assesseurs d'Albert, contre les faits attentatoires aux droits des duc et duchesse de Chartres, seigneurs du marquisat d'Albert, commis par les maire et échevins dudit lieu ; 1° de ce que ledit maire a permis au nommé Frin et à son fils de charger des grains le jour de la Saint-Christophe ; 2° de ce qu'il a rendu une sentence déclarant nul et injurieux le procès-verbal dressé contre ledit Frin ; 3° de ce qu'il « a permis à des jeunes gens de cette ville de donner bal le temps de la fête de la paroisse, en l'hôtel-de-ville et grand-chambre de l'auditoire du marquisat d'Albert, ce qui a occasionné un procès-verbal contre les joueurs de violons et jeunes gens sur lequel ils ont été assignés par M. le procureur fiscal du marquisat d'Albert aux fins d'amendes, défenses et affiches, comme bas fait d'indécence, ladite grand chambre de l'auditoire ne devant point servir à de pareils divertissement » ; 4° de ce qu'il a de son autorité privée fait emprisonner un particulier du village d'Estrées, sans réqui-

sition, ni conclusions du ministère public ; 5° de ce qu'il a fait rechercher, sans ordonnance, le fils du sieur Patrice Chevalier, garde de bois du marquisat, pour l'emprisonner ; 6° de ce qu'il a, sans information ni conclusions, fait emprisonner la femme du nommé Plibaut, qui avait eu une querelle avec une autre femme de cette ville ; 7° « de ce qu'il a condamné à une amende de 10 livres un chaudronnier roulant de ville en ville qui avait volé un chaudron chez un bourgeois de cette ville, et ce, en sa maison, sans information ni conclusions, tandis qu'un fait de cette nature méritait une instruction et une punition exemplaire » ; 8° de ce que, dans toutes les affaires de police, il se taxe de ses peines et vacations soit sur les amendes, soit sur les condamnés, malgré les réclamations de la chambre ; 9° de ce qu'il exige des droits excessifs et illégaux sur ceux qui veulent ouvrir boutique, ou tenir boulangerie ou cabaret ; 10° de ce qu'il a induement apposé les scellés dans les maisons des sieurs Pollet, sergent au marquisat d'Albert, de Sébastien Cotterel, et du nommé Fruitier ; 11° de ce qu'il prétend avoir le droit de mettre et apposer les scellés sans qu'il ait besoin de la réquisition du procureur du Roi ; 12° de ce qu'il a induement fait croiser les scellés en la maison du nommé Lenepveu, sergent au marquisat d'Albert ; 13° de ce que, sans réquisition, il « ordonne son transport à l'effet desdites oppositions de scellés, se taxe d'icelui et de ses vacations » ; 14° de ce que ledit maire « prétend avoir seul tous les émoluments de la justice, tandis qu'ils appartiennent au corps entier des officiers municipaux » ; 15° de la négligence des maire et lieutenant de maire sur les différentes affaires qui regardent la communauté. Ladite protestation signifiée auxdits maire et lieutenant de maire et laissée au domicile du procureur fiscal du duc de Chartres à Albert. 26 août. — Lettre à l'Intendant de M. Balis, qui était venu à Amiens pour conférer avec lui sur l'affaire du sieur Latiffy. Ne l'ayant pas rencontré, il lui laisse copie de ladite protestation et le supplie de différer toute décision jusqu'à ce que le Conseil en ait conféré avec le ministre, ou M. Amelot. Amiens, 29 août. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville rendant compte à l'Intendant de l'enquête qu'il a faite à Albert, sur son ordre, de l'affaire du sieur Latiffy. « Il est à observer, M., que dans le nombre des offices créés pour Albert, par édit de novembre 1771, celui de maire a été levé par le sieur Latiffy, celui de secrétaire-greffier par le sieur Le Tellier, et ceux de receveur-syndic des deniers patrimoniaux et d'octroi, de premier assesseur et de procureur du Roi, par le sieur Marcotte, orfèvre à Paris, qui n'exerce aucun de ces trois offices et qui a seulement commis à celui de receveur-syndic, ce qui a obligé de nommer à ceux de premier assesseur et de procureur du Roi, ainsi qu'aux

offices de lieutenant de maire, des deux échevins et de deuxième assesseur qui n'ont pas été levés. Quelques uns des sujets nommés à ces places sont décédés et ont été remplacés il y a environ deux ans par les sieurs Beaufils et Decalogne, tous deux beaux-frères, le premier pour exercer les fonctions de deuxième échevin et de procureur du Roi, et le second, celles de deuxième assesseur. C'est depuis cette époque que les difficultés et le désordre se sont manifestés dans le corps municipal, et sont portés au point qu'il n'est pas possible de laisser subsister, les choses dans l'état où elles sont actuellement. Le sieur Beaufils, en sa double qualité d'échevin et de procureur du Roi, d'accord avec le sieur Drouard premier échevin, et les sieurs Herby et Decalogne, tous deux assesseurs, s'arroge toute l'autorité, soit relativement à l'administration des biens et revenus de la ville, soit qu'il s'agisse de l'exercice de la police, au préjudice du maire et lieutenant de maire, dont le pouvoir se trouve aujourd'hui anéanti, étant toujours emportés de voix par les autres officiers réunis contre eux, parce qu'ils ont eu la témérité de vouloir user de leurs droits respectifs, et de s'opposer fortement à des manœuvres aussi odieuses que nuisibles à l'administration des biens de la ville. Le sieur Beaufils prétend que le maire ne doit faire aucun acte de justice et police en son hôtel, ni accorder aucune permission, sans son consentement et le concours des autres officiers municipaux, parceque, dit-il, la justice et police ont été concédées en 1650 à l'hôtel-de-ville par M. le duc de Luynes, alors seigneur d'Albert, et non au maire en particulier. Le sieur Beaufils ignore sans doute l'usage de toutes les autres villes qui est contraire à sa prétention. Le maire de chaque lieu où la police est réunie à l'hôtel-de-ville décide sommairement en son hôtel toutes les petites contestations qui s'élèvent entre particuliers et qui requièrent souvent célérité lorsqu'elles ne sont pas de nature à être plaidées ou instruites par écrit, ou qu'elles ne méritent pas d'être portées à l'audience pour y recevoir un jugement. Il en est de même des actes de tutelle, curatelle, et des permissions qui s'accordent au besoin et selon les circonstances pour des objets de peu d'importance. » Après avoir pleinement confirmé les faits allégués par le sieur Latiffy dans sa requête du 3 août, il termine ainsi : « La ville, M., se trouve presque toujours sans fonds par défaut d'économie, et parce qu'une partie des revenus est dissipée en divertissements et repas. On n'en voit cependant rien dans les comptes du receveur des six dernières années que j'ai examinés ; mais on m'a instruit comme on agissait pour ne pas donner à connaître ces sortes de dépenses qui seraient dans le

cas d'être rejetées. Un marchand donne son mémoire des fournitures qu'il a faites pour l'hôtel-de-ville : si ce mémoire monte à 50 livres, on expédie une ordonnance de 75 livres, on la fait quittance, par le marchand à qui on ne délivre que 50 livres, qui est la somme qui lui est réellement due, et le surplus sert à payer les aubergistes et les traiteurs. Comme le mémoire ne cadrerait pas avec l'ordonnance, on a soin de le soustraire. J'ai remarqué qu'il ne s'en trouve en effet aucun dans les pièces justificatives du chapitre des dépenses extraordinaires des comptes, ce qui est très abusif. On m'a aussi assuré qu'il se faisait des manœuvres de cette espèce lors des adjudications des biens de l'hôtel-de-ville, mais je n'ai rien pu découvrir de certain à ce sujet. Je pense, M., que le seul moyen de parvenir à remettre l'ordre dans cette communauté, est de destituer du corps municipal les sieurs Beaufils, Drouart, Herby et Decalogne, qui sont tous quatre amovibles et qui ont donné lieu à la discorde et aux abus dont on se plaint avec raison. Dans le cas où vous approuveriez ce parti, je joins ici les noms des personnes que je crois les plus convenables pour le remplacement à faire. » Péronne, 2 septembre. — « Noms des personnes proposées pour remplacer dans le corps municipal de la ville d'Albert, les sieurs Drouart, Beaufils, Herby et Decalogne. » — Lettre de l'Intendant à M. Amelot lui transmettant le résultat de l'enquête de M. Fiéville et ses conclusions. Amiens, 12 septembre. — Lettre de l'Intendant à M. Balis : « Il n'est plus possible de tolérer le désordre et la mésintelligence qui règnent parmi les membres de ce corps (municipal d'Albert). J'ai écrit au ministre pour qu'il y soit pourvu. Je suis persuadé que le conseil de M. le duc de Chartres ne cherchera point à maintenir dans le corps de l'hôtel-de-ville des sujets qui y tiennent une conduite répréhensible et intolérable. » Amiens, 13 septembre. — Lettre de M. Amelot à M. d'Agay, l'informant que le Roi a destitué les sieurs Drouard, Beaufils, Herby et Decalogne, et lui envoyant l'ordonnance qui nomme à leur place les sujets qu'il lui a proposés. Paris, 21 septembre. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville l'informant de la décision du Roi et le priant de se transporter à Albert pour y installer les nouveaux officiers et faire transcrire en sa présence l'ordonnance sur les registres de l'hôtel-de-ville. Amiens, 25 septembre. — Extrait du procès-verbal d'installation des sieurs Abel Varenguin, apothicaire comme premier échevin ; Pierre Scribe, marchand, comme second échevin ; Demametz, marchand, comme premier assesseur ; Louis Chopart, chirurgien, comme second assesseur et Joachim Gorlier, procureur du Roi au grenier à sel et notaire royal, comme procureur du Roi en l'hôtel-de-ville d'Albert. 1^{er} octobre. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui accusant réception dudit procès-

verbal, et ajoutant : « Cette commission est parfaitement bien exécutée, et je vous prie d'en recevoir mes remerciements. » Amiens, 16 octobre, — etc.

C. 543. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1784. — ALBERT. — Offices municipaux. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui envoyant un placet des officiers municipaux d'Albert « par lequel ils se plaignent d'avoir été troublés dans un divertissement et un bal qu'ils donnaient à l'hôtel-de-ville, à cause de la paix, par les officiers de la justice du marquisat d'Albert qui ont verbalisé contre eux. Je vous prie de leur renvoyer leur placet, en leur marquant que l'affaire dont il s'agit doit être portée devant le ministre de la province, et qu'ainsi il faut qu'ils adressent leurs représentations à M. le baron de Breteuil », 1^{er} février, — etc.

C. 544. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1784. — ALBERT. — Officiers municipaux. — Requête du sieur Caussin à l'Intendant, à l'effet d'obtenir l'office de mesureur de grains à Albert, en remplacement de Nicolas Froid, décédé. 22 juin. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, lui demandant son avis sur ladite requête. 25 juin. — Réponse de M. Balis à l'Intendant. Il croit savoir que, sur sa proposition, on s'occupe de réunir l'office de mesureur de grains au domaine du marquisat d'Albert, ainsi qu'au droit de travers et de péage de cette ville. En attendant qu'on ait pris un parti à cet égard, il n'y aurait pas d'inconvénient à ce que la veuve Froid qui vient de renouveler son bail pour le travers et le péage continue à faire les fonctions de mesureur. Albert, 3 juillet. — Lettre de l'Intendant au marquis d'Estourmel, maréchal des camps et armées du Roi, en son château à Suzanne, l'informant qu'il ne peut accorder au sieur Caussin, son protégé, l'office de mesureur qu'il demande. Amiens, 13 juillet. — Lettre de M. de Calonne à M. d'Agay, intendant, l'informant qu'il reçoit « un mémoire du nommé Caussin, bourgeois de la ville d'Albert, qui expose que le droit de mesurage des grains à Albert qui a été supprimé par arrêt du Conseil du 21 mars 1779 continue néanmoins d'être perçu, et que la suppression ordonnée n'a eu d'autre effet que de décharger celui qui fait la recette de ce droit d'en compter à M. le duc de Chartres et à la ville d'Albert. Le sieur Caussin propose la création d'un office de mesureur royal à Albert, auquel soit attribué le même droit qu'il prétend être actuellement perçu, et dont il demande d'être pourvu, en payant au Roi la finance qui serait

arrêtée au Conseil. Je ne fais nulle difficulté de rejeter la demande de ce particulier, mais je fais attention à l'abus qu'il me fait connaître, s'il est vrai que le droit supprimé en 1779 continue d'être perçu à Albert ». Il le prie de s'en assurer, de réprimer au besoin cet abus par des peines pécuniaires, et de lui en rendre compte. Paris, 29 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de s'assurer de l'existence de cet abus, et de lui en rendre compte. Amiens, 1^{er} août. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant. L'abus a en effet existé du vivant du sieur Froid, mais depuis le décès de celui-ci, sa veuve a obéi aux défenses qui lui ont été faites. Péronne, 10 novembre. — Lettre de l'Intendant à M. de Calonne, lui transmettant les renseignements fournis par M. de Fiéville, 14 novembre, — etc.

C. 545. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1785. — ALBERT. — Officiers municipaux. — Lettre de M. de Calonne à M. d'Agay, intendant, lui demandant son avis sur la demande faite par le sieur Sébastien Demametz, d'être admis à lever un des offices de conseillers du Roi, assesseur en la ville et communauté d'Albert. Paris, 10 mai. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de s'informer du sieur Demametz. 17 mai. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant, l'informant que rien n'empêche d'accorder à ce particulier l'objet de sa demande. Péronne, 27 mai. — Lettre de l'Intendant à M. de Calonne, lui transmettant les renseignements fournis par M. de Fiéville. 1 juin, — etc.

C. 546. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1785. — ALBERT. — Offices municipaux. — Délibération des principaux habitants d'Albert y dénommés à la tête desquels les sieurs Drouart, Herby, Beaufils et Decalogne, décidant d'envoyer une requête au duc de Chartres, à l'effet d'acquérir les offices municipaux de cette ville, estimés environ 6,000 livres, pour faire face à diverses dépenses urgentes telles que réparations au presbytère, à l'église et au pavé de la ville, la communauté n'ayant aucune ressource pour y subvenir. Elle a cependant 156 journaux de communes, mais les officiers municipaux sont possesseurs des titres de cette propriété, et « faisant mal à propos une distinction du corps municipal d'avec celui de la communauté, s'arrogent seuls le droit d'une administration exclusive, au profit de ce qu'ils appellent la ville, dont ils sont les administrateurs. Cette injuste distinction fait que les officiers municipaux refusent avec opiniâtreté non seulement de communiquer les titres dont s'agit aux principaux habitants qui doivent avec eux former le corps de la communauté, mais encore d'aider cette même communauté du produit et revenu de ses

propres biens..... Le corps de la communauté aurait pu obvier à tous ces inconvénients si, lorsqu'il a plu à S. M. de créer en titre d'office celles de la municipalité, elle en avait fait l'acquisition. Elle se serait comme autrefois représentée par des notables habitants qu'elle aurait choisis elle-même et qui en auraient été les pères et les économes, et aurait évité une dépense annuelle de plus de 600 livres que prélèvent les titulaires des offices achetés, et il ne subsisterait aujourd'hui aucune difficulté entre le corps de ville et la communauté..... Dans cette perplexité, les dénommés soussignés croient devoir adresser leurs justes représentations à S. A. S. Monseigneur le duc de Chartres, prince du sang, marquis d'Albert, dont ils ont l'honneur d'être les vassaux. A cet effet, se formant en corps de communauté assemblée, il a d'abord été résolu de se transporter en l'hôtel de M. Balis, subdélégué de M. l'intendant de Picardie pour recevoir leur délibération, attendu qu'ils ne peuvent le faire en l'hôtel commun de la ville, les officiers municipaux en étant les maîtres, qui auraient apporté des obstacles et gêné la liberté de leur délibération..... L'assemblée a arrêté que S. A. S. sera aussi suppliée d'aider la communauté de la moitié des deniers et fonds nécessaires au rachat et remboursement desdits offices, les soussignés se soumettant à payer le montant de l'autre moitié soit de leurs propres deniers, soit par un emprunt solidaire entre eux. » Le sieur Lemarchand de Lille, est chargé de présenter ladite requête. 26 juin. — Lettre de M. Balis à l'Intendant, lui envoyant copie de ladite délibération, lui exprimant le vœu que « ce projet put s'effectuer bientôt, puisqu'on doit tout attendre du zèle qui paraît animer les habitants pour le bien et l'utilité publique ». Albert, 2 juillet. — Lettre de M. Lemarchand de Lille, à l'Intendant, lui faisant observer que, par le relevé qu'il a fait des comptes de la ville d'Albert, au lieu de 300 livres avouées par le maire, il « reste plus de 1,500 livres de revenus libres dont personne ne peut deviner l'emploi. Si l'examen des comptes rendus depuis six ans était soumis à une discussion publique, je pense qu'il y aurait beaucoup de faux emplois à réformer. Si vous aviez la complaisance de vous faire représenter ces comptes et de nous les communiquer par votre subdélégué, je suis persuadé que nous vous mettrions dans le cas d'apprécier les vices de notre administration municipale, et de nous rendre justice de ces pères du peuple qui en sont les sangsues ». Albert, 29 juin. — Information faite par les officiers municipaux d'Albert sur ce que « depuis quelques jours des personnes de cette ville couraient de maison en maison, une requête à la

main, pour engager les habitants à la signer, sous divers prétextes, aux uns que c'était pour se pourvoir contre notre ordonnance de police concernant les brasseries, et à d'autres que c'était pour se procurer des moyens pour réparer l'église et le pavé d'Albert, que plusieurs avaient signé sur des feuilles en blanc ». 1^{er} juillet. — Lettre des officiers municipaux d'Albert au baron de Breteuil, lui envoyant ladite information : « c'est l'ouvrage d'une cabale affreuse, suggérée par d'anciens membres du corps de ville qui ont été changés en septembre 1783, et qui tentent par là d'y rentrer ». — Lettre du baron de Breteuil à M. d'Agay, lui envoyant les deux pièces précédentes, le priant d'examiner l'affaire et de lui donner son avis. Versailles 14 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant d'examiner l'affaire des officiers municipaux d'Albert, et de lui en rendre compte. 19 juillet. — Id. lui envoyant la délibération du 26 juin et la lettre de M. Balis du 2 juillet, lui demandant ce qu'il en pense. 19 juillet. — Id. lui envoyant « en confiance et pour vous seul » la lettre de M. Lemarchant de Lille du 29 juin, le priant d'en faire une vérification très exacte. 19 juillet. — Lettre des officiers municipaux d'Albert à l'Intendant, lui envoyant copie de l'information qu'ils ont faite le 1^{er} juillet, le priant de s'intéresser à eux auprès du baron de Breteuil. Albert, 20 juillet. — Lettre de M. Lemarchant de Lille à l'Intendant, se plaignant de ce que M. Balis et lui ne peuvent obtenir du maire d'Albert la communication des titres concernant les marais. Il ne voit qu'un seul moyen, « c'est de vous faire remettre la copie de ces titres et de nous la communiquer par votre subdélégué. Les moments deviennent précieux, le temps passe, rien ne se fait. Les réparations augmentent tous les jours : la traverse d'Albert sera impraticable l'automne prochain. Les garde-fous des ponts entraîneront la chute des voûtes si vous n'en ordonnez une reconstruction provisoire, et sans délai ». 30 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui envoyant la lettre précédente qu'il le prie de joindre au dossier. Il le prie en outre de profiter des premiers jours libres qu'il aura pour se rendre à Albert. 6 août, — etc.

C. 547. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1787-1788. — ALBERT. — Offices municipaux. — Lettre de M. de Villedeuil à M. d'Agay, intendant, l'informant que le sieur de Wielche offre 500 livres pour la finance de l'office de conseiller du Roi, lieutenant de maire d'Albert. Il lui demande s'il a les qualités nécessaires pour en remplir dignement les fonctions. Paris, 17 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, lui demandant ledit renseignement. 25 juillet 1787. — Réponse de M. Balis à l'Intendant. Le sieur de Wielche ne lui semble pas capable de remplir l'office

qu'il demande à acquérir. « Si vous daigniez m'être favorable, j'en ferais moi-même l'acquisition pour les 500 livres qu'offre le sieur de Wielche, mais je voudrais que ce fût sous le nom de mon fils, j'en remplirais les fonctions par commission, en attendant que son âge qui est d'environ vingt ans lui permit de le faire.... Je serais bien aise que mon fils, qui est pour revenir ici après ses études, fût pourvu d'un petit office qu'il serait peut-être difficile de se procurer plus tard. » Albert, 16 août 1787. — Lettre de M. d'Agay à M. Balis, l'informant que s'il persiste à désirer pour son fils la place de lieutenant de maire d'Albert, il convient qu'il en fasse directement la demande au contrôleur général. « Je favoriserai cette demande lorsque je serai consulté. » 27 août 1787. — Lettre de l'Intendant à M. de Villedeuil, l'informant que le sieur de Wielche n'a pas les qualités voulues pour remplir les fonctions de lieutenant de maire, mais que « sous peu de jours la demande en sera faite par un sujet qui a toutes les qualités nécessaires pour la bien remplir. » 27 août 1787. — Requête de M. Balis, lieutenant du bailliage du marquisat d'Albert et subdélégué, au contrôleur général, lui demandant d'acquérir pour son fils l'office de lieutenant de maire de ladite ville. Albert, 29 août 1787. — Lettre de M. Lambert à M. d'Agay, lui envoyant ladite requête pour l'examiner. Paris, 18 septembre 1787. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de s'informer si le fils de M. Balis a les qualités nécessaires pour remplir dignement les fonctions que son père sollicite pour lui. 29 septembre 1787. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant, constatant que le fils de M. Balis a toutes les qualités voulues pour exercer les fonctions de lieutenant de maire, mais observant « que depuis fort longtemps il règne un schisme entre les officiers de la justice du marquisat d'Albert et les officiers municipaux de ce lieu relativement à plusieurs droits de justice qui ont été concédés à ces derniers par les anciens seigneurs de cette ville, et que les habitants regarderaient leurs intérêts compromis, si M. Balis, qui est lieutenant de la justice du marquisat, obtenait une commission pour exercer pendant cinq ou six années l'office de lieutenant de maire. » Péronne, 13 octobre 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, le priant de s'assurer si son fils serait agréé par le corps municipal d'Albert, 21 octobre 1787. — Certificat des maire et échevins d'Albert, attestant que le sieur Balis fils, bien que ne méritant aucun reproche personnel, n'est pas d'un âge suffisant pour acquérir l'office de lieutenant de maire, et que « celui qui en fait les fonctions depuis quinze ans et qui est sur les rangs pour l'acquérir, réunit les désirs du corps pour l'y conserver. » Albert, 30 octo-

bre 1787. — Lettre de M. Balis à l'Intendant lui envoyant ledit certificat, contre lequel il proteste, continuant à solliciter la faveur de l'Intendant pour son fils, Albert, 31 octobre 1787. — Réponse de l'Intendant à M. Balis « Vous êtes sûrement bien convaincu de l'extrême désir que j'ai de vous obliger, mais ce serait me compromettre, et même sans aucun avantage pour vous, que de proposer pour la place de lieutenant de maire d'Albert, M. votre fils âgé de 19 ans, encore au collège, et qui a pour concurrent un sujet qui remplit les fonctions de cette place depuis quinze ans, à la satisfaction du corps municipal et du public. Je crois donc que la raison et la prudence vous détermineront à abandonner une demande qu'il paraît que vous avez faite un peu trop légèrement. » 9 novembre 1787. — Lettre de M. Balis à l'Intendant, l'informant que cédant à ses raisons, il retire la candidature de son fils devant M. François. Albert, 17 novembre 1787. — Lettre de M. Lambert à M. d'Agay, lui demandant son avis sur les demandes faite par les sieurs François et Scribe de lever l'un l'office de lieutenant de maire, l'autre celui d'échevin d'Albert. Paris, 24 novembre 1887. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de s'assurer des qualités des sieurs François et Scribe. 1^{er} décembre 1787. — Réponse satisfaisante de M. de Fiéville. Péronne, 28 décembre 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Lambert, lui transmettant les renseignements donnés par M. de Fiéville. 2 janvier 1788, — etc.

C. 548. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1789. — ALBERT. — Offices municipaux. — Lettre des officiers municipaux d'Albert à l'Intendant se plaignant de ce qu'une douzaine d'habitants d'Albert, la plupart anciens membres de l'hôtel-de-ville, ont formé une cabale pour les controverser, les insulter et même les maltraiter. M. Balis, subdélégué est à la tête de cette faction. « Ils s'emparent de tous les paquets qui sont adressés à la municipalité, ils les font lire et afficher, se sont emparés de l'hôtel-de-ville, ont fait sauter les portes et serrures des chambres et archives. Comme ce comité n'est qu'imaginaire, nous pensons que la nouvelle organisation des municipalités va y mettre fin. » En attendant, ils le prient de leur envoyer tous les paquets directement, sans l'entremise du subdélégué. Albert, 5 décembre. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux d'Albert. Il regrette que « les arrangements pris il y a quelque temps pour le service de la poste m'empêchent de faire parvenir sous mon contreseing les lettres ou paquets à toutes autres personnes qu'à mes subdélégués, commissaires des guerres etc., mais je ne puis user de cette facilité pour les corps municipaux. » Il a lieu d'espérer que dorénavant les divers envois qui leur seront faits leur

seront remis avec autant d'exactitude que de fidélité. 9 décembre. — Lettre des sieurs Lemarchant de Lille, Decalogne, Drouart, Beaufils, Petit, Poiré et Lemarchand de Gomicourt, composant le comité permanent de la ville d'Albert, à l'Intendant, lui exprimant leur indignation sur ce que bien que le corps municipal ait été réuni au comité, les officiers municipaux en corps collectif l'aient prié de leur adresser directement tous les mémoires, décrets, proclamations du Roi et autres actes législatifs relatifs à la commune ; le priant de faire adresser ces actes aux deux corps réunis. Albert 14 décembre. — Réponse de l'Intendant au comité permanent d'Albert : M. Balis leur remettra exactement les lettres qu'il pourra leur adresser. 19 décembre.

C. 549. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1714-1759. — ALBERT. — Biens communaux. — Autorisation donnée par les maire et échevins d'Albert au sieur Jolliet procureur d'office en ladite ville de poursuivre le sieur Charles Darcourt, mégissier audit Albert, accusé d'avoir détérioré une muraille des remparts de ladite ville, en y faisant asseoir des bâtiments, percer une fenêtre, etc. 24 août 1759. — Bail à surcens par les officiers municipaux d'Albert à Jean Tallet, marchand en ladite ville des rejets des fossés depuis la porte de Corbie, jusqu'aux arche et tour Rouge. 12 juin 1714. — Consultation établissant que l'acte précédent n'autorise le sieur Tallet qu'à percer une porte dans la muraille de la ville, les maire et échevins sont en droit de le poursuivre pour le faire condamner à la démolition des autres ouvrages qu'il y a faits. Péronne, 9 février 1759. — Requête des maire et échevins d'Albert à l'Intendant à l'effet d'être autorisés à agir contre le sieur Charles Darcourt. 27 août 1759, avec l'ordonnance de l'Intendant ordonnant avant faire droit que « les suppliants justifieront devant nous et dans le délai de quinzaine de la délibération des habitants de la communauté d'Albert qui a dû être prise dans une assemblée générale desdits habitants et communauté convoquée dans les formes prescrites pour l'aliénation ou concession perpétuelle des rejets de fossés dont il est question, ensemble de l'autorisation de ladite délibération soit par arrêt du Conseil ou par ordonnance de nos prédécesseurs. » Paris, 3 septembre 1759 ; de plus une ordonnance de l'Intendant déclarant nul et de nul effet l'acte du 12 juin 1714, et qu'en conséquence le sieur Darcourt représentant le sieur Jean Tallet sera tenu de rétablir la muraille dans l'état où elle était à l'époque dudit acte. Paris, 24 septembre 1759.

— Requête des officiers municipaux d'Albert à l'Intendant contre plusieurs points de son ordonnance du 3 de ce mois. 18 septembre 1759, — etc.

C. 550. (Liasse.) — 6 pièces, papier (1 plan).

1785-1787. — ALBERT. — Biens communaux. — « Copie des titres de la ville d'Albert qui concernent les marais avec les habitants d'Aveluy. » 1° Donation par Hugues de Chastillon, comte de saint Pol et de Blois, à la commune d'Encre de tous ses marais sis entre ladite ville d'Encre et Aveluy d'une part, et entre Encre et Herepont, de l'autre, moyennant un cens annuel de vingt sols parisis. Avril 1239 (v. s.). 2° Charte de Guy de Chastillon, comte de Saint-Pol, et Mahaut, sa femme, autorisant la commune d'Encre à rendre et ascenser héréditairement leurs marais aux bourgeois de ladite commune, sauf à lui payer six deniers parisis de cens annuel pour chaque journal vendu ou ascensé. Avril 1274 (v. s.). 3° Transaction entre les maire, échevins, jurés et communauté d'Encre et la communauté d'Aveluy pour le pâturage des marais dudit Encre. 2 juillet 1571. 4° Transaction entre la communauté d'Albert et les maire et échevins dudit lieu, au sujet des marais communs. 16 juin 1629. 5° Sentence des juges d'Albert qui condamne les habitants d'Aveluy à exécuter la transaction du 2 juillet 1751. 1^{er} mars 1673. 6° Ratification par les habitants d'Aveluy de la transaction du 2 juillet 1571. 30 avril 1679. 7° Accord entre les maire et échevins d'Albert et la communauté d'Aveluy, au sujet des marais communs. 1^{er} mai 1693. 8° Sentence des juges d'Albert contre les habitants d'Aveluy. 25 octobre 1728. Copies collationnées du 30 août 1785. — Plan des marais d'Albert, v. 1785. — Requête à l'Intendant par M. Lemarchant de Lille, fondé de pouvoir des habitants d'Albert à l'effet, vu les pièces précédentes, d'établir « que la propriété des 16 journaux de marais dont jouissent les habitants d'Aveluy à titre de redevance annuelle et partielle, appartient à la communauté de la ville d'Albert, ce faisant, attendu les besoins urgents de cette dernière communauté, de se procurer des fonds pour l'utilité publique, et qu'elle n'a de ressource qu'en faisant tourber partie dudit marais, seul bien de la communauté où le tourbage puisse être avantageux, autoriser ladite communauté d'Albert à échanger lesdits seize journaux de marais en une même quantité d'arpents. » 9 septembre 1785. — Certificat du syndic d'Aveluy constatant que l'assemblée des habitants dudit lieu convoquée par lui a refusé de délibérer sur la réponse à faire à la requête des habitants d'Albert du 9 septembre, avant que l'Intendant l'ait ordonné. Albert, 23 septembre 1785. — « État des biens et revenus des pauvres d'Albert, Aveluy et Méaulte à eux donnés par le sieur Dehen, curé d'Aveluy par son testament du 18 mai 1684,

selon l'énoncé du dernier bail courant du 9 avril 1783 pour neuf ans. » 20 décembre 1787, — etc.

C. 551. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1767-1768. — ALBERT. — Travaux et édifices communaux. — Procès-verbal d'adjudication de réparations à faire au grenier à sel d'Albert. 9 août 1767. — Procès-verbal d'expertise par Honoré Dufour, maître-maçon à Albert, des réparations au grenier à sel de ladite ville par Nicolas Potellet, chapelier à Albert, adjudicataire desdits ouvrages. 2 janvier 1768, — etc.

C. 552. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1755-1788. — ALBERT. — Comptabilité. — Ordonnance de l'Intendant, à la suite d'une contestation entre le sieur Beaufile, greffier de l'hôtel-de-ville d'Albert et le receveur des tailles de Péronne, relativement au paiement du vingtième dû par la ville sur le revenu de ses biens patrimoniaux. Amiens, 31 décembre 1755. — Lettre du sieur Letellier, greffier et préposé à la recette de l'hôtel-de-ville d'Albert, réclamant les derniers comptes dudit hôtel-de-ville qui sont depuis six mois dans les bureaux de l'Intendance, et qui lui sont demandés par M. de Montholon pour être soumis à la Chambre des comptes. Albert, 5 novembre 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Balis lui envoyant lesdits comptes, et le priant de les remettre au sieur Le Tellier. 14 novembre 1781. — « Compte des biens et revenus de l'hôtel-de-ville d'Albert, que rend M^e Pascal Marcotte, conseiller du Roi, receveur de ladite ville, par M^e Letellier, son préposé à ladite recette, et ce pour l'année échue au jour de Saint-Remy 1784, et pendant le cour de ladite année jusqu'au dernier septembre 1785, par devant MM. les maire et échevins de ladite ville » etc. Albert, 3 février 1786. Expédition du 20 mars 1788. — Id. 1785-1786. 31 janvier 1787. Expédition du 20 mars 1788. — Lettre de M. Marcotte de Forceville, cour du Commerce à Paris, acquéreur de la charge de receveur de la ville d'Albert, au premier commis de l'intendance, se plaignant de l'irrégularité des comptes du sieur Le Tellier, son fondé de procuration à Albert, le priant de faire venir celui-ci à Amiens pour rendre lesdits comptes depuis 1771, en présence de l'Intendant. Paris, 16 mai. — Lettre de l'Intendant à M. Balis le priant de faire connaître au sieur Le Tellier « qu'il ne peut se dispenser de faire vérifier ses comptes très incessamment par le corps municipal, afin qu'il puissent m'être présentés ensuite pour

les arrêter. » 21 mai. — Réponse de l'Intendant à M. Marcotte de Forceville, l'informant qu'il a fait donner ordre au sieur Le Tellier de venir rendre ses comptes : « s'il n'obéit pas, les premières poursuites ne peuvent être dirigées que contre vous, sauf votre recours contre celui que vous avez commis pour exercer l'office. » 21 mai. — Lettre de M. Balis à l'Intendant lui envoyant un mémoire du sieur Le Tellier pour servir de réponse à la lettre de M. Marcotte de Forceville, lui envoyant ledit mémoire, 5 août, — etc.

C. 553. (Liasse.) — 9 pièces, papier (1 imprimée).

1723-1787. — ALBERT. — Octrois et revenus divers. — États des biens, revenus et charges de la ville d'Albert. 1723. — 1746. — 1759. — 1777. — 1785. — 1787. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui supprime le droit de minage ou mesurage qui se perçoit sur les grains vendus dans la ville d'Albert ». Versailles, 21 mars 1779 (impr. 10 p. in-4°, 1779), — etc.

C. 554. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1782-1783. — ALBERT. — Voirie. — Lettre de M. d'Agay intendant, à M. Balis, l'informant que le ministre a rejeté la demande faite par les officiers municipaux d'Albert contre les sieurs Biard et Waranguien qu'ils disaient avoir anticipé sur la voie publique dans la construction de deux maisons sur la place d'Albert. 13 janvier 1782. — Lettre de M. de Montaran fils à M. d'Agay, au sujet d'un mémoire envoyé à M. Joly de Fleury « par des marchands, bourgeois et habitants de la ville d'Albert, qui a pour objet de faire enjoindre aux blatiers, laboureurs et marchands de grains, de n'exposer leurs sacs en vente que sur la place pavée de ladite ville, aux environs du puits et de la croix, lieu ordinaire pour la tenue des marchés et foires, et qu'il soit fait défenses auxdits marchands de grains et à tous autres de tenir, ainsi qu'il se fait abusivement, des marchés dans le cul-de-sac non pavé qui est situé vis-à-vis le grand portail de l'église, à cause de l'incommodité qui en résulte pour le public, surtout dans les mauvais temps et dans l'hiver. Cette demande, abstraction faite de faits, que peut-être on dissimule, me paraît assez admissible, mais il me semble qu'elle est particulièrement du ressort des officiers de police, et que ce n'est qu'autant qu'ils mettraient dans l'exercice de leurs fonctions une négligence qui ne serait excusée par aucune circonstance, que l'administration serait dans le cas de s'en occuper ». Il le prie toutefois d'examiner si ces plaintes sont fondées, et de lui en rendre compte. Paris, 24 juillet 1782. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, le priant d'examiner ladite affaire. Amiens, 27 juillet 1782. — Réponse de M. Balis à l'Intendant. Il n'est pas

exact de dire que le marché se tient dans le cul-de-sac vis-à-vis l'église. Il ne s'y tient que le marché aux beurre et volailles, et encore seulement pendant les foires et marchés francs. Quant au marché au blé, il est vrai qu'il « se tenait autrefois..... auprès de la croix et du puits..... mais MM. les officiers municipaux ayant trouvé que cet emplacement au lieu d'être favorable, ne faisait au contraire que gêner le public en ce qu'il était trop près du puits dont on ne pouvait s'approcher dans les plus grands besoins, et de la chaussée dont le passage se trouvait souvent offusqué..... résolurent en 1774 de transporter ce marché au blé dans une autre partie de la place » ; ce qui fut accordé par décision du conseil du duc d'Orléans à qui cette partie de la place appartient. L'ancien emplacement du marché sert à y mettre les marchands forains : de cette manière chaque objet a son endroit particulier, et rien n'y est confondu. Il ne voit pas en quoi on peut se plaindre de cet arrangement. Albert, 5 août 1782. — Lettre de l'Intendant à M. de Montaran, lui transmettant les renseignements donnés par M. Balis. Amiens, 11 août 1782. — Requête à l'Intendant par plusieurs marchands, bourgeois et autres habitants d'Albert, réclamant contre le déplacement du marché de cette ville. 30 août 1783. — Lettre de l'Intendant à M. Balis lui envoyant ladite requête et le priant « de la communiquer aux officiers municipaux pour délibérer sur cette demande et y pourvoir par voie de police avec le concours des officiers de M. le duc de Chartres si cela est nécessaire », et de lui en rendre compte. Amiens. 1^{er} octobre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Albert à l'Intendant, lui envoyant copie de la délibération qu'ils ont prise relativement à l'emplacement des marchés. Ils le supplient en outre « d'ordonner à M. votre subdélégué d'Albert de ne point dorénavant venir gêner dans nos assemblées la liberté des opinions, et de ne plus se servir de termes menaçants comme il a fait en la dernière assemblée, qu'il a fait convoquer sans vouloir dire si c'était par vos ordres ». Albert, 11 octobre 1783. — Lettre de M. Balis à l'Intendant, l'informant de la délibération prise par les officiers municipaux d'Albert relative aux marchés de leur ville. Mais il ne voit pas « d'avantage réel pour les auteurs de la requête dans le changement qu'ils réclament, et je crois qu'ils n'ont eu d'autre vue que d'en donner le démenti aux officiers municipaux qui avaient concouru aux changements dont ils se plaignent ». Albert, 18 octobre 1783. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, l'informant qu'il a fait attendre si longtemps son avis sur la délibération des officiers municipaux d'Albert, qu'il a pris le parti de l'approuver. « J'y

ai trouvé d'autant moins de difficultés qu'elle est conforme au vœu des habitants ». 29 octobre 1783, — etc.

C. 555. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1789-1790. — ALBERT. — Affaires militaires. — Lettre des membres du comité et chef de la milice citoyenne d'Albert à l'Intendant, l'informant de la formation de l'un et de l'autre. Ils le prient de les appuyer auprès du comte de Puységur, commandant de la province, à l'effet d'obtenir une centaine des fusils de réforme qui sont à Arras et à Bapaume. Albert, 30 novembre 1789. — Lettre de l'Intendant aux membres du comité et chef de la milice citoyenne d'Albert, leur promettant son appui auprès du comte de Puységur. Avec cette note en marge : « Je ne crois pas que M. doive écrire à M. de Puységur qui fera sur cette demande ce qu'il jugera convenable. Je sais d'ailleurs que les arrangements de ce comité ne plaisent pas à tous les citoyens d'Albert ». 6 décembre 1789. — Procès-verbal de réunion des membres de la municipalité d'Albert avec ceux du comité, et de chef de la milice citoyenne ; « pour maintenir l'exécution des décrets de Nosseigneurs de l'Assemblée Nationale, la paix et la tranquillité publique, l'administration des biens de la commune, l'exercice de la police.... le tout fait en l'absence du sieur Latiffy maire en charge, qui a refusé de se trouver en ladite assemblée, quoique convoqué en particulier, à la réquisition du sieur procureur du Roi ». 28 novembre 1789. Expédition du 9 décembre 1789. — Lettre des membres du comité d'Albert à l'Intendant, lui envoyant ledit procès-verbal, et se plaignant de la mauvaise volonté du maire : « Sans ce chef brouillon de la commune, nous jouirions de la plus grande harmonie. Nous espérons que l'organisation prochaine des municipalités nous apportera le calme et la paix. Notre milice citoyenne apporte le plus grand zèle pour le maintien de l'ordre dans nos foires : il ne lui manque que des armes uniformes ». Albert, 10 décembre 1789. — Réponse de l'Intendant aux membres du comité de la ville d'Albert, les félicitant de leur union avec la municipalité, mais regrettant que le sieur Latiffy n'ait pas cru devoir s'y associer. Il ignore si M. de Puységur pourra leur faire délivrer les fusils qu'ils demandent. 18 décembre 1789. — Réponse de M. d'Agay à M. Balis, à la lettre par laquelle celui-ci l'informait de la cérémonie de la bénédiction du drapeau de la garde nationale d'Albert. Quant aux quinze bonnets qu'il lui avait demandés pour la compagnie de grenadiers de cette garde, il ne peut lui en envoyer, les magasins d'Amiens n'en possédant point. 22 avril 1790, — etc.

C. 556. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1769-1787. — ALBERT. — Assistance publique, statistique, etc. — Délibération des officiers municipaux d'Albert, en présence des officiers du marquisat interrogés par l'Intendant, sur l'emploi le plus utile à faire de l'excédant du don gratuit, du 16 décembre 1769 ; et autre délibération arrêtant que le maire avancerait une somme de 300 livres pour le soulagement des pauvres etc., 21 mai 1769. Expédition du 20 décembre 1769. — Requête à l'Intendant par les victimes de l'incendie d'Albert à l'effet d'obtenir des secours. Présentée par le curé de ladite paroisse. 23 mai 1778. — Lettre de M. d'Agay à M. de la Borie au sujet de l'incendie qui vient d'avoir lieu à Albert dans la grande rue du faubourg de Corbie, et qui a causé une perte de 10 à 12,000 livres, « qui malheureusement est tombée sur des artisans et manouvriers, qui sont ruinés ». Il lui demande un état des pertes, des noms des incendiés etc. « Je ferai pour eux les mêmes arrangements qui ont été faits pour ceux qui ont été incendiés à Albert il y a quelques mois, et il n'y aura de secours en argent que pour ceux des incendiés qui feront couvrir en tuiles les maisons à reconstruire. Vous avez vu vous-même par ce qui s'est passé lors du dernier incendie d'Albert, que si toutes les maisons étaient couvertes en tuiles, les incendies feraient peu de progrès et ne consumeraient pas trente à quarante maisons dans une demi-heure, et avant qu'on ait eu le temps d'assembler les secours ». Amiens, 24 mai 1778. — États des batiments reconstruits et couverts en tuiles après l'incendie du faubourg de Corbie à Albert. 30 septembre 1779. — « Observations et remarques de M. François, lieutenant de maire d'Albert, député du département de ladite ville en l'assemblée de l'élection de Péronne ». v. 1787.

C. 557. (Liasse.) — 2 pièces, papier (1 imprimée).

1725-1788. — ALLAINES. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui déboute le sieur abbé commendataire de l'abbaye royale du Mont-Saint-Quentin, les prieur et religieux de ladite abbaye et les autres parties intervenantes, tant de l'appel par eux interjeté de l'ordonnance du sieur Chauvelin, intendant et commissaire départi en la généralité d'Amiens, du 9 octobre 1721, pour l'exécution de l'arrêt du Conseil du 10 janvier précédent, que de l'opposition par eux formée audit arrêt, concernant les réparations nécessaires au presbytère de la paroisse d'Allaines, élection de Péronne ». 9 octobre 1725 (impr. 4 p. in-fol.). — Procès-verbaux de l'assemblée de la paroisse d'Allaines. 1788.

C. 558. (Liasse.) — 16 pièces, papier (6 imprimées).

1597-1789. — AMIENS. — Offices municipaux. — « Édit du Roi sur l'établissement des échevins, justice et police de la ville d'Amiens ». 23 novembre 1597 (impr. 24 p. in-4°). — Règlement pour la création, pouvoir et autorité du premier et six échevins, conseillers et officiers de la ville d'Amiens ». 25 novembre 1597. Copie du XVIII^e s. Arrêt du conseil d'État qui réunit au corps et communauté de la ville d'Amiens les offices de maire perpétuel, d'assesseurs et de commissaire aux revues créés par édit du mois d'août 1692. Versailles, 18 novembre 1692 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi portant nouveau règlement pour la nomination des maires et échevins de la ville d'Amiens ». 7 septembre 1726 (impr. 10 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui ordonne la retenue, chaque année, de trois échevins de la ville d'Amiens, dont un de chaque état, et qui règle quelques contestations nées ou à naître, tant sur la séance du conseil de ville, les excuses, oppositions, etc., que sur la nomination ou renomination des échevins ». 24 décembre 1750 (impr. 4 p. in-4°). — « Copie des lettres patentes en forme de provisions de dix-huit offices municipaux réunis au corps de la ville et communauté d'Amiens ». 14 février 1750 ; « Copie de la quittance de rachat de l'homme vivant et mourant des offices municipaux de la ville d'Amiens ». 6 janvier 1761 ; « Extrait de l'arrêt du conseil d'État du Roi du 23 février 1761 ». Copie collationnées. — Requête à M. d'Invaux intendant, par les neuf échevins en charge de la ville d'Amiens, à l'effet d'obtenir une gratification en outre de la somme de 60 livres qu'ils reçoivent ordinairement pour la confection des rôles et dénombrement de la ville, etc. 25 juillet 1755. — « Ordonnance de paiement d'une somme de 100 livres de gratification à chacun des échevins de la ville ». Amiens, 11 septembre 1755. — « Mémoire de l'hôtel-de-ville d'Amiens, dressé en exécution de l'article 10 de l'édit du mois d'août 1764. État politique, composition du corps de ville ». Amiens, 27 septembre 1764. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui réunit au corps de la ville d'Amiens, les offices municipaux, créés par édit de novembre 1771, moyennant 70,000 livres, qui permet à ladite ville d'emprunter ladite somme de 70,000 livres, qui permet en même temps de tourber 60 journaux de ses marais, pour subvenir au remboursement de ladite somme ; qui la maintient dans tous ses droits, possessions, privilèges et exemptions, pour continuer d'en jouir comme elle a fait jusqu'à présent ; et enfin qui ordonne que son administration municipale sera et demeurera réglée conformément aux articles annexés au présent arrêt ». 13 octobre 1772 (impr. 22 p. in-4°). Amiens, 1772). — « Copie de la lettre de M. Terray,

contrôleur général des finances aux officiers municipaux de la ville d'Amiens », leur annonçant que le Roi a bien voulu leur accorder la remise des 70,000 livres, finance des charges municipales de leur ville, afin de subvenir à la reconstruction de leur halle et de la partie de leur hôtel-de-ville incendiés le 5 de ce mois. 22 décembre 1772. — « Arrêt du conseil d'État du Roi portant règlement pour l'administration municipale de la ville d'Amiens ». 22 janvier 1774 (impr. 15 p. in-4°). — « Copie de la lettre écrite par les officiers municipaux de la ville d'Amiens à M. Amelot, ministre, secrétaire d'État », se plaignant d'avoir été insultés dans un écrit juridique par le sieur Leriche, directeur des domaines à Amiens, et demandant réparation. 11 novembre 1777. — « Copie de la lettre écrite par M. le directeur général à MM. les officiers municipaux d'Amiens le 23 mars 1789 », les informant que les représentations qu'ils lui avaient adressées pour demander de n'être pas astreints à se conformer aux dispositions de l'arrêt du 30 septembre dernier n'ont pas été admises par le Conseil. Il les engage vivement à ne pas tarder à nommer les huit adjoints suivant la délibération du bureau intermédiaire. « Par l'article 8 du même arrêt, S. M. a ordonné aux municipalités des villes de se conformer ponctuellement aux ordres et instructions qui leur seraient adressés par l'assemblée provinciale ou par l'assemblée de département, tant sur les formes à observer que sur tous les autres objets d'administration confiés par S. M. aux dites assemblées. Le corps municipal d'Amiens s'attachant à la lettre de cet article, convient que ses dispositions le soumettent bien à l'assemblée provinciale, et à l'assemblée secondaire, mais non à leur commission et bureaux intermédiaires. Cette distinction, Messieurs, n'a aucune réalité ; lorsque l'assemblée est séparée, elle est représentée par sa commission intermédiaire provinciale qui seule peut suivre l'exécution, soit des délibérations de l'assemblée lorsqu'elle a cessé ses séances, soit des ordres donnés par le Roi dans l'intervalle d'une convocation à l'autre. Le corps municipal d'Amiens paraît avoir cherché jusqu'à présent à éloigner ces rapports, et le Conseil a vu avec peine jusqu'à quel point il avait porté les prétentions, et l'on peut dire la susceptibilité, dans la discussion qui s'est élevée à l'occasion de la distribution des secours. Cet éloignement dans lequel s'est toujours tenu le corps municipal d'Amiens vis-à-vis de la commission intermédiaire provinciale, et du bureau intermédiaire paraît tenir à des discussions personnelles ; mais de pareilles considérations ne peuvent nuire au bien du service, ni arrêter l'exécution

des vues de S.M. Tout intérêt personnel, tout sentiment particulier doit se taire devant l'intérêt général, et je suis bien persuadé MM., que plus votre nomination élective aux places municipales a le caractère de la représentation, plus vous sentirez la nécessité de prouver sans cesse au Conseil par votre conduite et vos délibérations, que les représentants de la ville d'Amiens sont en même temps ses citoyens les plus sages et les plus dévoués à la chose publique ». — Lettre de M. Necker à M. d'Agay, intendant, lui envoyant la précédente copie, et le priant d'user de toute son influence auprès des officiers municipaux d'Amiens, pour amener une conciliation entre eux et la commission intermédiaire. « J'écris en même temps à la commission intermédiaire provinciale, et je lui recommande d'user ainsi que le bureau intermédiaire, dans toute sa correspondance, des égards que mérite naturellement la première municipalité de la province ». Paris, 13 mars 1789. — État et situation de l'hôtel-de-ville d'Amiens. XVIII^e s., — etc.

C. 559. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

1741-1786. — AMIENS. — Offices municipaux. — Nomination par frère Étienne Vernet, abbé de Chezal-Benoît au diocèse de Bourges, du sieur Thomas Bruhier d'Ablaincourt, avocat en parlement et au bailliage et siège présidial d'Amiens, en qualité de juge au bailliage du prieuré de N.-D. de Flixecourt, au diocèse d'Amiens, dépendant de son abbaye. Chezal-Benoît, 22 mars 1741. — Requête au Roi du sieur Jean-Thomas Bruhier d'Ablaincourt, à l'effet d'être déchargé de ses fonctions d'échevin d'Amiens, vu les nombreuses occupations dont il est chargé par d'autres fonctions qui pourraient ne pas compatir avec celles de l'échevinage. 1757. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui envoyant ladite requête et le priant de l'examiner. Paris, 1^{er} avril 1757. — Lettre de l'Intendant aux maire et échevins d'Amiens, leur demandant leur avis sur la requête du sieur Bruhier d'Ablaincourt. Paris, 2 avril 1757. — « Réponse des maire et échevins de la ville d'Amiens à la requête présentée au Conseil par M. Jean-Thomas Bruhier d'Ablaincourt, avocat au bailliage d'Amiens, aux fins d'obtenir décharge de sa nomination faite le 24 septembre 1756 pour l'un des trois échevins de longue robe de ladite ville ; » d'où il résulte que l'excuse présentée par ledit sieur d'Ablaincourt n'est pas suffisante. v. 1757. — Lettre du comte de Saint-Florentin à M. Dupleix, intendant, lui annonçant que le Roi ayant agréé, « sur la présentation de M. le duc de Chaulnes, le sieur Petit pour remplir pendant trois ans les fonctions de maire de la ville d'Amiens, je viens d'adresser à M. le duc de Chaulnes l'ordonnance que j'ai fait expédier afin

que cet officier soit installé après avoir prêté le serment dont il est tenu. » Versailles, 1^{er} septembre 1768. — Réponse de l'Intendant à M. de Saint-Florentin. Le sieur Petit a tardé pendant quelque temps à prêter son serment et il n'a été installé que lundi dernier, 17 du présent mois. Amiens, 22 octobre. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens, du dimanche 24 septembre 1769 sur les quatre heures de relevée. » Procès-verbal d'élection de MM. Varlet et Miné comme échevins, et Desmeri et Degand comme conseillers de ville. « La nomination a été annoncée au peuple au son de la trompette et de la grosse cloche du beffroi. » — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant lui envoyant le précédent procès-verbal, s'excusant de ne pouvoir le lui porter de lui-même parceque des douleurs de goutte l'empêchent de marcher. Le secrétaire-greffier qui le lui a remis « dit que s'il eût été d'usage de délivrer une copie de cette nomination, il n'eût pas manqué de le faire, qu'il s'y conformera à la suite. Je ne me rappelle point qu'il en eût été délivré à M. d'Aligre et à M. d'Invau. » Amiens, 28 septembre 1769. — Extrait du procès-verbal d'élection des sieurs Roussel, curé de Saint-Jacques et Hubault, marchand épicier, comme notables de la ville d'Amiens. 29 novembre 1769. — « Copie de la lettre écrite par les officiers municipaux de la ville d'Amiens à M. le chevalier d'Argœuves, maréchal des camps et armées du Roi », le priant d'accepter la charge d'échevin à laquelle il a été élu. 23 juin 1784. — « Copie de la lettre des officiers municipaux de la ville d'Amiens à M. le maréchal de Ségur » l'informant que le chevalier d'Argœuve a refusé les fonctions d'échevin qu'ils lui avaient offertes, pour le motif que « *un officier général est toujours censé en activité et il peut être employé au premier besoin que le Roi peut en avoir.* » Ils remontent que dès que le Roi aura besoin de lui, il sera toujours dispensé des fonctions municipales, et ajoutent : « Si les places municipales ne donnent ni éclat ni avantage à ceux qui les remplissent, c'est encore un motif de plus pour engager les citoyens les plus distingués à les accepter, afin de rendre à ces places le degré de considération dont elles ont besoin pour les rendre plus utiles. Si les premiers citoyens peuvent les dédaigner, cet exemple deviendra contagieux, il descendra de classe en classe et l'on ne trouvera plus personne qui veuille s'en charger. » 27 juin 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant les copies des lettres qu'ils ont écrites au ministre de la guerre et au baron de Breteuil à propos du refus du chevalier d'Argœuves d'accepter les fonctions d'échevin. Ils le

prient de s'employer de tout son pouvoir pour empêcher que celui-ci obtienne la dispense. « Vous savez combien les places municipales ont besoin d'être soutenues dans cette ville. » Si toutefois la dispense était accordée au chevalier d'Argœuves, ils estiment qu'il « serait du bien de l'administration municipale de ne pas donner de publicité à cette dispense, et de laisser la place vacante jusqu'à l'élection de l'année prochaine. » Amiens, 27 juin 1784. — Lettre du baron de Breteuil à M. d'Agay, intendant, lui demandant son avis sur celui des trois sujets élus pour la charge de maire d'Amiens qu'il pense devoir être proposé au Roi pour remplir ces fonctions. Versailles, 26 juin 1785. — Lettre du baron de Breteuil à M. d'Agay l'informant que, conformément à l'avis qu'il lui a donné, le Roi a fait choix du sieur Le Caron de Chocqueuse pour remplir les fonctions de maire d'Amiens. Il envoie le brevet de nomination au marquis de La Ferrière, gouverneur. « Vous savez que c'est une des prérogatives de sa place que ce brevet passe par ses mains pour arriver au corps de ville. » Versailles, 7 juillet 1785. — Mémoire au sujet d'un conflit entre M. Maisnel échevin et M. Galand de Longuerue lieutenant de maire, au sujet d'une charge de conseiller de ville à Amiens 1786, — etc.

C. 560. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1755-1785. — AMIENS. — Offices municipaux. — Ordonnance de M. d'Invau, intendant, fixant à 600 livres les appointements du sieur Glène, inspecteur de police de la ville d'Amiens. Amiens, 5 mars 1755. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver la délibération par laquelle ils ont porté à 900 livres la gratification annuelle du sieur Glène en considération des travaux extraordinaires qu'il a faits cette année. Amiens, 23 juin 1784. — Id. 22 juin 1785. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver la délibération par laquelle ils ont accordé aux douze sergents de ville une gratification de 360 livres « en récompense des travaux et services extraordinaires qu'ils ont faits pendant l'hiver dernier. » Amiens, 31 mai 1785.

C. 561. (Liasse.) — 25 pièces, papier (4 imprimées).

1662-1787. — AMIENS. — Offices patrimoniaux. — « Arrêt de Nosseigneurs de la cour de parlement par lequel les sauteurs de la ville d'Amiens sont condamnés faire peser tout le fil de sayette qu'ils emploieront, lequel ils ne pourront acheter qu'au marché ordinaire, avec défenses aux filatiers, revendeurs et autres d'en faire vente ailleurs qu'au marché, et auxdits sauteurs et houpriers, de recevoir ni permettre entrer en leur maison lesdits filatiers, revendeurs ou autres, chargés de fil, pour quelque cause ou occasion que ce soit, à peine de confiscation, etc. ». Paris, 16 septembre 1662 (impr.

affiche). — « Arrêt de la cour de Parlement, portant que les hautelisseurs de la ville d'Amiens seront tenus acheter tout le fil de sayette qu'ils emploieront, lequel ils ne pourront acheter qu'au marché ordinaire. Et pour les fines laines blanches de bouchons qu'ils pourront faire venir et acheter audit Amiens, seront tenus de déclarer auxdits peseurs, à peine de 80 livres parisis d'amende et de confiscation, et pourront lesdits peseurs faire recherche et visites ès maisons desdits hautelisseurs ». 5 septembre 1663 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui permet aux épiciers, merciers, et à tous autres marchands de la ville d'Amiens de peser chez eux les marchandises dont ils font commerce dans leurs boutiques et magasins, et d'avoir tous les poids et balances nécessaires à cet effet ». 12 février 1737 (impr. affiche). — « Ordonnance des officiers municipaux de la ville d'Amiens, portant règlement pour les peseurs de fil de sayette ». Amiens, 21 juillet 1768 (impr. affiche). — « Extrait d'un ancien registre aux chartes de l'hôtel-de-ville d'Amiens, reposant aux archives de ladite ville sous la cote A ». Charte de Bauduin, sire de Rubempré, et Marie sa femme, dame de Molliens-Vidame cédant aux maire, échevins et communauté d'Amiens, moyennant 70 livres parisis de rente, le droit de pesage qui lui appartenait dans ladite ville et banlieue d'icelle. 3 mai 1291. (Copie collationnée du 5 octobre 1768). — Lettre de M. Trudaine à M. d'Agay, intendant, l'informant que les fabricants de la ville d'Amiens, se plaignent d'une sentence des officiers municipaux de cette ville du 25 octobre dernier qui, « en les obligeant à acheter leur fil au marché et à le prendre tel qu'ils le trouvent, autorise les peseurs de fil à faire des visites dans leurs ateliers, et à saisir celui qu'ils peuvent s'être procurés ailleurs ». Il le prie d'examiner cette réclamation et de lui donner son avis. Paris, 6 février 1775. — Mémoire des président et syndics de la chambre du commerce d'Amiens à l'Intendant, lui rendant compte de la contestation entre les fabricants d'Amiens et les peseurs de fil, et concluant en ces termes : « Nous observerons que les fabricants ne sauraient être trop encouragés, que leur état demandant un travail et une assiduité suivis et non interrompus, il est avantageux de les délivrer de toute gêne ; nous pensons aussi que les fonctions de ces peseurs ne doivent s'étendre que sur les marchés ou dans les cas où ils seraient appelés pour des répalements ; qu'assujettir les fils étrangers à la fiscalité de ces peseurs, c'est engourdir le fabricant sur les moyens de s'en procurer, c'est empêcher les étrangers d'en envoyer à Amiens ; que d'ailleurs l'ar-

rêt du Conseil du 2 février 1737, quoique non rendu pour les fabricants en particulier ainsi qu'on l'objecte, généralise la liberté de se servir à Amiens de ses poids et balances pour toutes les affaires quelconques, sauf le cas de répalement ; nous observerons au surplus que ces peseurs sont nécessaires dans les marchés publics, pour éviter les discussions qui naîtraient infailliblement entre le vendeur et l'acheteur, et qu'ils sont utiles pour la prompte expédition et le paiement non retardé des ventes faites aux fabricants ou autres par les gens de la campagne qui doivent retourner chez eux sans perte de temps. » Amiens, 24 mars 1775. — « Mémoire pour les peseurs de fil de sayette de la ville d'Amiens, contre François Petit, Jean-Baptiste Leroy, Nicolas Léchopier et autres, tous marchands fabricants audit Amiens. » 1775. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens sur la réclamation des fabricants. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant lui envoyant ledit mémoire. Amiens, 29 mars 1775. — Rapport de M. Ducastel à l'Intendant au sujet d'un mémoire des marchands fabricants de la ville d'Amiens qui se plaignent de ce que les peseurs de fils de saiterie établis par l'hôtel-de-ville perçoivent des droits plus forts que ceux qui leur sont attribués. 7 avril 1776. — « Observations sur le mémoire présenté au Conseil par les peseurs de fil de sayette de la ville d'Amiens. » par les maire et échevins de la dite ville. 11 juin 1776. — « État du prix des offices des douze peseurs de fil de sayette dénommés en l'acte du 30 juillet 1659 » XVIII^e s. — « État du prix des deniers et acquisitions des douze offices de peseurs de fil de sayette de la ville d'Amiens. » XVIII^e s. — Rapport de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet d'un « mémoire des peseurs de fil d'Amiens par lequel ils demandent à être reçus opposants à l'arrêt du Conseil du 25 juillet dernier, ou à être indemnisés du prix de leurs offices ; » le contrôleur général ayant marqué « que l'arrêt dont ils se plaignent ne met aucun obstacle à l'exercice de leurs fonctions dans les halles et marchés ; qu'il affranchit seulement les fils vendus ailleurs de tout droit d'inspection, de pesage, qu'à la vérité cette disposition doit diminuer le prix de ces offices, mais qu'il paraît aussi que c'est ce motif qui détermine les peseurs à solliciter leur suppression et le remboursement de leur finance sur le pied de l'achat, qu'il paraît encore qu'ils considèrent leurs offices comme une vraie propriété aliénée par la ville d'Amiens, moyennant une finance, une redevance annuelle et un droit considérable à chaque mutation ; que c'est donc à la ville à rembourser à ces officiers la finance primitive et opérer par là leur suppression. » Il lui rend compte de la conférence que par son ordre, il a eue sur cet objet avec les officiers municipaux d'Amiens. Amiens, 13 juillet 1776. — « Réponse au mémoire des peseurs de fil » par la chambre du commerce de Picardie 27 mai 1777. — Lettre de

M. Necker à M. d'Agay, intendant, lui envoyant une requête des peseurs de fil de sayette de la ville d'Amiens qui demandent que la ville soit tenue de les indemniser de la perte qu'ils éprouvent dans le produit des droits qui leur sont attribués depuis l'arrêt du 25 juillet 1775. Il le prie de communiquer la dite requête aux officiers municipaux d'Amiens afin qu'ils y répondent et de lui donner son avis sur le tout. Paris, 21 avril 1781. — Mémoire sur les observations envoyées par l'Intendant au ministre au sujet de la requête des peseurs de fil. — Lettre de M. Joly de Fleury à M. d'Agay, intendant, lui envoyant le dit mémoire, à l'effet d'être éclairé sur plusieurs difficultés qu'il trouve encore dans l'affaire des peseurs de fil. Paris, 29 juin 1782. — Lettre de l'Intendant à M. Joly de Fleury, lui envoyant ses réponses audit mémoire. Amiens, 11 août 1782. — Lettre de M. d'Ormesson à M. d'Agay, le priant de réclamer aux officiers municipaux leur réponse à la requête des douze peseurs de fil d'Amiens supprimés par lettres patentes du 12 octobre 1782. Paris, 16 septembre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, l'informant qu'ils ont écrit à M. Tripier, avocat aux conseils, chargé de leur requête, de ne pas tarder davantage à la présenter. Amiens, 29 septembre 1783. — Mémoire de l'Intendant à M. de Calonne, au sujet de l'instance pendante au Conseil entre les anciens peseurs de fil d'Amiens et les officiers municipaux de cette ville. 24 mars 1784. — Lettre de M. Tolozan à M. d'Agay, l'informant qu'on ne peut avoir égard au mémoire présenté par le nommé Roch Rossignol, l'un des douze peseurs de fils d'Amiens supprimés, qui prétendait que les 28,000 livres accordées par le Roi à ces peseurs à titre d'indemnité « étaient dues à lui seul pour le dédommager des peines et des dépenses que la liquidation de ces douze commissions lui avait occasionnées. » Paris, 26 juillet 1787, — etc.

C. 562. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1770. — AMIENS. — Offices patrimoniaux. — Lettre de l'abbé Terray à M. Dupleix, intendant, au sujet de la demande faite par la veuve du nommé Houssette, décédé pourvu de l'un des offices de peseur de fil à Amiens, d'une prorogation du délai réglementaire pour vendre ledit office, n'ayant pas trouvé à le vendre en temps utile. Il pense que cette faveur peut lui être accordée, mais l'office dont il s'agit étant dans la mouvance de la ville, il faut avant tout consulter les officiers municipaux. Paris, 14 mars. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de la démarche que, sur son ordre, il a faite auprès des officiers municipaux. Ceux-ci « conviennent que

tout concourt à lui accorder le nouveau délai qu'elle demande, qu'ils ne lui auraient pas refusé si elle s'était adressée à eux ; que cependant ces prorogations trop facilement réitérées pourraient tourner au préjudice de la ville et du public, et qu'ils adressent quelques observations là-dessus à M. le contrôleur général. Le découragement et la crainte suspendent la circulation de toutes les affaires : le mal être des habitants nuit à la consommation ; les offices dont il s'agit, au nombre de huit à neuf, ne produisent qu'autant que la manufacture est en mouvement. Les fonctions des pourvus consistent dans la pesée des fils de laine et de lin qu'elle emploie dans les fabrications. Le produit de chacun de ces offices était arbitré dans la splendeur de la manufacture à 800 ou 900 livres. Ces officiers sont municipaux : ils doivent aux mutations des droits de quint à l'hôtel-de-ville. Ce casuel et celui de bien d'autres offices forme une portion de revenu qui sert à acquitter ses charges. Pendant la vacance de ces offices il n'est pas permis d'y commettre ; les autres pourvus s'en chargent au moyen d'une retenue sur le produit. La crainte retient de se rendre propriétaire : l'incertitude de conserver son état, et d'être remboursé sur le pied d'une finance primitive n'est pas un léger obstacle, puisque tout est en commotion, et qu'on préfère de voltiger à se fixer. Les officiers municipaux sentent le dégoût que donnent les circonstances présentes et que ce serait trop nuire à la veuve Houssette que de la contraindre à vendre cet office. Je pense que d'un côté ce sera le premier objet de considération qu'ils feront valoir auprès de M. le contrôleur général, et que le second objet de leurs représentations tombera sur la position de cet hôtel-de-ville qui manque de ressources pour l'acquit de ses dettes, et que leur complaisance en cette occasion nuit à des ouvriers dont ils retardent le paiement en prenant sur eux des remises qui ne devraient plus en dépendre, au moyen de ce qu'ils sont au-dessous de leurs affaires. Ils ne diront pas que leurs prédécesseurs ont été peu réfléchis dans leur administration, qu'ils se sont rendus prodigues, sans considérer que leurs successeurs seraient dans l'embarras. » Amiens, 28 avril. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui envoyant la réponse que les officiers municipaux ont faite à son subdélégué. Mais ceux-ci ayant jugé à propos de lui écrire directement, il ne peut lui envoyer ses observations. Il pense toutefois qu'on peut accorder à la veuve Houssette un délai de deux à trois ans. Paris, 12 mai, — etc.

C 563. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1761. — AMIENS. — Offices patrimoniaux. — Requête à l'Intendant par le nommé Pierre Corneille, de Blangy, compagnon brasseur à Amiens, observant qu'ayant acquis pour la somme de 6,000 livres un office de fluqueur en cette ville, pour avoir la sûreté dans cette

acquisition, il croyait ne devoir payer à la ville de droits seigneuriaux pour ledit office, que sur le pied de 4,000 livres, prix auquel sont fixés ces sortes d'offices, ce qui faisait à raison de 18 livres du cent, 720 livres, mais que les maire et échevins lui en demandaient 1,080, disant que l'Intendant pouvait seul lui accorder cette remise. 24 février 1761. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, appuyant la requête du sieur Pierre Corneille. Amiens, 3 mars 1761. — Observations sur ladite requête. — Lettre de l'Intendant aux maire et échevins d'Amiens, leur disant qu'il s'en remet à ce qu'ils jugeront à propos de faire à l'égard du sieur Pierre Corneille. Paris 10 mars.

C. 564. (Liasse.) — 29 pièces, papier (7 imprimées).

1762-1779. — AMIENS. — Offices patrimoniaux. — « État des offices héréditaires faisant la principale partie du patrimoine de l'hôtel commun de la ville d'Amiens, et dont la provision appartient à ladite ville, en exécution de l'édit du mois de novembre 1597, des ordonnances rendues par les commissaires généraux députés par le Roi les 28 juin et 15 juillet 1622 et autres règlements (même antérieurs et depuis ledit édit de 1597) tant du Conseil que du Parlement. » 26 novembre 1762. — Sentence des commissaires généraux députés par le Roi pour l'exécution de l'édit portant attribution d'hérédité aux offices et autres y mentionnés, etc., qui renvoie les maire et échevins d'Amiens en la jouissance des offices de vendeur de poissons, langueyeurs de porcs, courtiers de laines, de fruits, de vins, esgards à la draperie foraine, auneurs de ville, auneurs et courtiers de draps et gardes marteaux, courtiers et lotisseurs de cuirs, comme ils en ont toujours bien et dument joui. Paris, 29 juin 1622. Copie collationnée du 8 mars 1763. — Sentence desdits commissaires généraux qui renvoie les échevins d'Amiens en la jouissance des offices de mesureurs de charbon, chargeurs et déchargeurs de vin, porteurs de charbon, encordeurs de bois, clerc de l'aide du vin appartenant à la ville, clerc de la ferme du poisson de mer, clerc de l'écritoire en la justice patrimoniale de ladite ville et autres dont ils ont accoutumé jouir. Paris, 15 juillet 1622. Copie collationnée du 8 mars 1763. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant au sujet des offices patrimoniaux de la ville d'Amiens, dont on ne peut se renseigner sur l'origine ni connaître la nature de la création, à cause de l'enlèvement que les Anglais ont fait des titres qui en déterminaient la qualité. v. 1764. — « Mémoire sur les offices appartenant à la ville d'Amiens... lu, approuvé et souscrit en l'assemblée de notables. » 9 septembre 1767. — Lettres patentes de Phi-

lippe VI qui retient la prévôté d'Amiens qui avait été jusqu'alors baillée à ferme aux maire et échevins de cette ville, et qui reconnaît à ceux-ci toute la justice, juridiction et droit de mairie et de commune ainsi que la propriété de « jaugeage et de lenseellie de draps, de crier les corps, et de faire les fosses pour enfouir les corps, de auner les draps, de déchargier les vins, de lier les charètes, de garder les biens des terres que l'en dit messiers, et plusieurs autres. » Juin, 1332. Extraites du registre A de la ville d'Amiens. Copie collationnée du 13 septembre 1767. — Lettres patentes de Philippe VI sous forme de vidimus, qui ratifient un accord fait à Saint-Germain-en-Laye le 17 octobre 1332, entre les maire et échevins d'Amiens et plusieurs officiers de l'hôtel du Roi qui avaient été pourvus par celui-ci d'offices appartenants à la ville. Octobre, 1332. Extrait du registre A de la ville d'Amiens. Copie collationnée du 13 septembre 1767. — Lettres patentes de Henri III qui, dérogeant à l'édit de Moulins, confirment tous les droits et privilèges dont la ville d'Amiens jouissait avant ledit édit, « et entre autres leur a été baillé loy, corps et commune, le gouvernement total, chargés de la garde et de la seureté de ladite ville et de ce qui en depend, sans que, à cette occasion leur puisse être baillée aucune garnison n'est de leur consentement, ont semblablement la juridiction et superintendance sur la police de ladite ville et banlieue, avec le regard sur tous les mestiers d'icelle ville, et pouvoir de faire statuts et ordonnances pour le règlement desdits mestiers, eslir et renouveler les égards-jurés d'iceulx, pourvoir à tous offices concernans la police et gouvernement de ladite ville, ensemble la congnoissance, juridiction et justice civile et criminelle sur tous les habitans d'icelle ville, prévosté et banlieue d'Amiens, tant à raison de leur patrimoine, que du bail à ferme perpétuel à eux faict à titre onéreux par nos prédécesseurs de notre prévosté d'Amiens, et de tous les droits et justice d'icelle, pareillement pour le service qu'ils font et sont obligés faire en icelle ville, ils sont exempts de toute taille et subside, du service et contribution du ban et arrière-ban lorsqu'il est convoqué, ensemble du paiement de la finance des francs fiefs et nouveaux acquets. » Mars 1575. Extrait du registre F de la ville d'Amiens. Copie collationnée du 13 septembre 1767. — Arrêt du conseil privé du Roi rendu « entre la royne de Navarre, demanderesse, pour l'intérêt qu'elle peut prétendre en la publication et vérification de l'édit fait sur la création des sergens priseurs et vendeurs en ung mesme corps d'une part, et les mayeur, prévost et eschevins de la ville d'Amyens deffendeurs et opposans à l'exécution dudit édict, d'autre, » déclarant le bien fondé de l'opposition faite à ladite exécution par les mayeur, prévost et échevins d'Amiens et ordonnant que « en la ville et banlieue d'Amyens ledit édict n'aura lieu, et que les quatre priseurs jurés institués en icelle

ville et banlieue par lesdits mayeur, prévost et eschevins, y continueront leur charge en la manière accoutumée pour le regard de ladite ville et banlieue », etc. Paris, 26 juillet 1578. Extrait des archives de la ville d'Amiens. Copie collationnée du 11 septembre 1767. — « Édit du Roi sur l'établissement des échevins, justice et police de la ville d'Amiens » Paris, novembre 1597 (impr. 24 p. in-4°.) — Ordonnance des commissaires généraux du 28 juin 1622. Extrait des archives de la ville d'Amiens. Copie collationnée du 15 septembre 1767. — Id. du 15 juillet 1722. Copie collationnée du 13 septembre 1767. — Arrêt du conseil d'État qui ordonne que les nommés Nicolas Deschamps, François Haboury, et Charles Poullain, pourvus de trois offices d'auneurs de draps, toiles et autres étoffes de la ville d'Amiens, « seront rétablis dans leurs fonctions pour les exercer, de même et ainsi qu'ils auraient pu faire avant lesdits arrêts du Conseil des 3 septembre 1688 et 28 mars 1690, auquel effet S. M. a levé et oté à leur égard les défenses portées par lesdits arrêts. » Versailles, 10 décembre 1697. Extrait du registre F 76 des archives de la ville d'Amiens. Copie collationnée du 13 septembre 1767 — Arrêt du Parlement qui « sans avoir égard à la demande desdits épiciers (d'Amiens) portée par la requête du 17 août 1726, faisant droit sur leur intervention, et ayant aucunement égard à la demande desdits maire et échevins (d'Amiens) portée par leur requête du 4 août 1728 a maintenu lesdits maire et échevins dans le droit et possession de pourvoir aux charges et offices de ville et police de ladite ville d'Amiens, et notamment de celles desdits maître et compagnons dévaleurs de vin. » 31 mai 1729. Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel-de-ville d'Amiens. Copie collationnée du 13 septembre 1767. — « Copie de la lettre écrite à Monseigneur le contrôleur général par les officiers municipaux et notables de la ville d'Amiens, au sujet du droit de la Ville, sur la propriété des offices de police. » Ils le supplient de leur en conserver la possession dont ils jouissent depuis plus de cinq cents ans, et dont le retrait porterait le plus grand préjudice aux citoyens qui en sont pourvus. Amiens, 13 septembre 1767. — « Inventaire des pièces jointes au mémoire, concernant le droit de la ville d'Amiens sur les offices de police de ladite ville. » v. 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant copie du mémoire avec pièces justificatives qu'ils ont adressé au contrôleur général pour réclamer les droits de la ville sur les droits de police dont elle a toujours joui. Ils sollicitent son appui dans cette affaire. Amiens 15 sep-

tembre 1767. — Mémoire sur le rétablissement des droits sur le charbon. » 7 octobre 1767. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens. « Si M. le contrôleur général me fait l'honneur de me consulter, j'examinerai les droits de votre ville avec la plus grande attention. » Amiens, 11 octobre 1767. — Requête des officiers municipaux d'Amiens au conseil d'État, formant opposition à la perception faite par le sieur Tessier, ses commis et préposés à l'entrée de la ville, des droits attribués aux offices d'encordeurs de bois et autres, et tendant au maintien des titulaires dans la propriété desdits offices, et des suppliants dans le droit et possession d'en disposer comme faisant partie du patrimoine de la ville, et n'ayant pas pu être supprimés par l'arrêt du Conseil du 18 mai dernier. 6 novembre 1767. — « Mémoire pour la ville d'Amiens », au sujet de la possession des offices patrimoniaux. Avec pièces justificatives (impr. 16-32 p. in-4°. Amiens, 1776). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient la ville d'Amiens dans la possession et jouissance de ses offices patrimoniaux de police, comme auparavant l'édit d'avril 1768 et la déclaration du 15 décembre 1770, et qui ordonne que les 8 sols pour livre seront perçus sur les émoluments des offices énoncés audit arrêt. » 17 juin 1779 (impr. 12 p. in-4°. Amiens), — etc.

C. 565. (Liasse.) — 6 pièces, papier (1 imprimée).

1781-1785. — AMIENS. — Offices patrimoniaux. — « Avis de la chambre du commerce de Picardie sur la requête des syndic adjoint et dix députés des corps et communauté des maîtres sauteurs-hautelisseurs d'Amiens, présenté à MM. les officiers municipaux de la ville, tendant à demander la suppression des courtiers d'étoffes, » et concluant au maintien desdits offices. 20 nov. 1781. — Requête des officiers municipaux de la ville d'Amiens au conseil d'État, tendant à être autorisés à instituer vingt nouveaux offices de courtiers. 23 février 1782. — Délibération de plusieurs négociants d'Amiens réunis chez M. François Boucher, sur l'invitation de M. Degand, l'aîné, syndic actuel de la chambre du commerce de Picardie et dudit sieur Boucher, ancien syndic, contre le projet de la ville de créer vingt nouveaux offices de courtiers. 28 mai 1782. — Lettre des président et syndics de la chambre de commerce à l'Intendant, lui envoyant ladite délibération. Amiens, 6 juin 1782. — « Ordonnance des officiers municipaux, juges de police de la ville d'Amiens portant règlement pour les courtiers, facteurs et agents de voitures de ladite ville. » 21 janvier 1785 (impr. 7 p. in-4°), — etc.

C. 566. (Liasse.) — 10 pièces, papier (1 imprimée).

1781-1787. — AMIENS. — Offices patrimoniaux. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant une requête et pièces de la communauté des sergents à

masse de la ville d'Amiens, « qui demandent que l'office de juré-priiseur créé pour ce bailliage par l'édit de février 1771, et dont la finance est fixée à 68,000 livres en soit excépté, sous les offres de continuer de compter au Roi des 4 d. pour livre du prix des ventes.... La finance de l'office de juré-priiseur créé pour le bailliage d'Amiens par l'édit de février 1771 n'étant pas encore payée, je crois, Monsieur, qu'il serait de l'avantage des huit sergents qui prennent des provisions du Roi, ainsi que de tous ceux qui sont institués par la ville, de se réunir pour payer cette finance qui serait divisée en autant de parties qu'il se trouverait d'huissiers et sergents prétendant droit de faire les ventes dans ce bailliage. » Paris. 25 septembre 1781. — Réponse de l'Intendant à M. de Calonne, l'informant que « les sergents à masse de la ville d'Amiens ne consentent pas à payer la finance de 68,000 livres pour l'office de juré-priiseur.... la modicité de leur fortune ne leur permet pas de faire une avance aussi considérable.... Je pense, Monsieur, qu'il y a lieu d'ordonner qu'en interprétant en tant que besoin l'édit de février 1771 par lequel S. M. a créé des offices de jurés-priiseurs, vendeurs dans toutes les villes et bourgs du royaume où il y a justice royale, que la ville et banlieue d'Amiens seront exceptées des dispositions de cet édit, ce faisant, que les ventes et prisées continueront d'être faites dans l'étendue de la ville d'Amiens par les jurés-priiseurs patrimoniaux et les sergents à masse à la manière accoutumée et comme par le passé, sous l'offre qu'il font de continuer au profit de S. M. la prestation de 4 d. par livre attribués aux jurés-priiseurs et vendeurs créés par l'édit de février 1771. » 8 mai 1785. — Lettre de M. de Calonne à M. d'Agay, intendant, contenant plusieurs observations au sujet de la prétention des sergents à masse Paris, 1 juin 1785. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant au sujet de l'affaire des sergents à masse. Amiens, 2 octobre 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de Calonne, lui transmettant les observations faites par M. Derveloy. 20 novembre 1785. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, réclamant son appui en faveur des seize sergents à masse et des trois priseurs-jurés de leur ville qui, « depuis la création des offices de priseurs royaux, se trouvent dépouillés de leurs fonctions. Ils sont depuis ce temps en instance au conseil du Roi. » Amiens, 13 mai 1787. — Requête des officiers municipaux d'Amiens, se plaignant de l'envahissement du priseur royal, créé par édit de 1771, sur les droits de dix-neuf anciens officiers patrimoniaux de leur ville. XVIII^e s. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant au sujet de l'affaire des jurés-priiseurs et sergents à masse. Amiens, 17 juin 1787. — Rapport de M. Ducastel à l'Intendant au sujet de ladite

affaire. 1787. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui fait main-levée au sieur Carré des oppositions à sa réception dans l'état et office de juré-priiseur, vendeur de meubles de la ville, faubourgs et banlieue d'Amiens, formées par les officiers municipaux et par les jurés-priiseurs patrimoniaux de ladite ville ; ordonne que l'édit de février 1771 et notamment l'art. 5 dudit édit, ensemble l'arrêt du Conseil du 27 décembre 1785, seront exécutés suivant leur forme et teneur, en conséquence, maintient ledit sieur Carré dans le droit de faire seul et à l'exclusion des sergents à masse ainsi que des jurés-priiseurs patrimoniaux de la ville d'Amiens et de tous autres, » etc. 21 août 1787 (impr. 15 p. in-4°.) — etc.

C. 567. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1762-1785. — AMIENS. — Fonctions diverses. — Gratification de 500 livres accordée au sieur Delassaux, commis greffier de la ville d'Amiens. 24 décembre 1763. — Id. 25 janvier 1765. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'approuver le choix qu'ils ont fait de M. Tripier, avocat aux Conseils, pour remplir à Paris les fonctions de député ordinaire pour solliciter les différentes affaires de la ville. Amiens, 4 septembre 1783. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'approuver la délibération par laquelle ils accordent une gratification à M. Tripier, leur député à Paris. Amiens, 2 mai 1785. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver la délibération par laquelle ils ont assigné comme logement à l'exécuteur de la justice une petite maison appartenant à la ville, située à côté de la caserne de la maréchaussée, pour éviter les difficultés qui sont survenues à ce sujet. Amiens, 11 décembre 1785, — etc.

C. 568. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1768. — AMIENS. — Comptabilité. — Lettre de M. Bernard de Cléry à l'Intendant, lui envoyant l'extrait et l'arrêt du compte de la recette et dépense des deniers patrimoniaux et d'octroi de la ville d'Amiens pour l'année 1764-1765. Il le prie d'approuver la gratification de 800 livres que la ville lui a faite. Amiens, 26 février 1768. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui envoyant ledit extrait, lui faisant observer que la gratification de 800 livres accordée au syndic-receveur est une contravention à l'édit du 4 août 1764 qui défend aux officiers municipaux de disposer des deniers communaux sans autorisation du Conseil, et que d'ailleurs les 1500 livres d'appointements du sieur de Cléry sont bien suffisantes. Paris, 12 avril 1768. — « Extrait et arrêté du compte-rendu par M^e Marie-Hyacinthe-Laurent Bernard de Cléry, syndic-receveur de la ville d'Amiens le 11 mai 1768, vérifié le 25 juin

par MM. les commissaires et arrêté sur leur rapport en l'assemblée de notables convoqués ad hoc le 6 août dernier, contenant la recette et dépense des deniers patrimoniaux et d'octrois de ladite ville, pendant l'année commencée le 25 septembre 1765 et révolue le 24 septembre 1766. » 6 août 1768, — etc.

C. 569. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1771-1787. — AMIENS. — Comptabilité. — « Compte que rend M^e Marie-Hyacinthe-Laurent Bernard de Cléry trésorier-receveur de la ville d'Amiens à MM. les officiers municipaux de ladite ville de la recette et dépense des deniers patrimoniaux et d'octrois de ladite ville, pour l'année commencée le 25 septembre 1771, révolue le 24 septembre 1772. » — Id. 1774-1775. — Id. 1785-1786. — Id. 1787, — etc.

C. 570. (Cahier.) — In-fol. de 28 feuillets, papier.

1461. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « Étendue de la banlieue d'Amiens. » 22 septembre 1461. Copie du XVIII^e siècle.

C. 571 (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1717-1783. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « Bail de la maison et enclos de Saint-Maurice » à François Lucas. 15 janvier 1717. — « Bail des bâtiments, enclos et prés des pestiférés de la Madeleine. » 15 janvier 1717. — Ordonnance d'une somme de 190 livres à payer à Jean Pelletier et consors pour 3,647 pieds de fossés faits autour des prés de la Madeleine. Amiens, 3 juillet 1719. — Ordonnance de la somme de 1,000 livres à payer sur les revenus de la maison de la Madeleine, au sieur Godard, à-compte des ouvrages à faire pour le rétablissement du pont Saint-Michel à Amiens. 31 juillet 1719. — Id. d'une somme de 800 livres au sieur Joseph Devaux, maître charpentier. 18 mai 1720. — Id. d'une somme de 1,000 livres au sieur Godard. 5 juillet 1720. — Id. d'une somme de 600 livres au sieur Joseph Devaux. 17 août 1720. — Id. d'une somme de 600 livres au sieur Godard. 17 août 1720. — Id. d'une somme de 800 livres au sieur Godard. 7 septembre 1720. — Id. d'une somme de 1,050 livres au sieur Godard. 12 novembre 1720. — Compte de l'administration faite par feu Firmin Ducrocquet, conseiller au bailliage et siège présidial d'Amiens des revenus de l'hôpital des pestiférés de la Madeleine de l'an 1708, au jour du décès dudit Ducrocquet en 1717, rendu par Antoine-Firmin Ducrocquet, seigneur de Guyencourt et Estrées, son fils, demeurant à Amiens. 29 juillet 1719. — Compte de l'administration desdits revenus fait par

feu M^e Antoine Berquier, receveur des droits patrimoniaux et octrois de la ville d'Amiens depuis le 12 août 1719, rendu par Claude-Françoise Mirault, sa veuve et Antoine Berquier, marchand à Amiens, son fils. 24 février 1722. — Compte de la recette et dépense des revenus de la Madeleine et du petit Saint-Maurice, rendu par François Lemarchand, receveur des deniers patrimoniaux et d'octrois de la ville d'Amiens. 28 novembre 1756. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant à propos d'une folle enchère mise par le sieur Follet à l'adjudication de la ferme des pestiférés de la Madeleine. Amiens, 26 octobre 1756. — Demandes des officiers municipaux d'Amiens à l'effet d'être autorisés à faire des réparations aux couvertures en chaume de la ferme du petit Saint-Maurice. Amiens, 31 mai 1783, — etc.

C. 572. (Liasse.) — 17 pièces, papier (2 imprimées).
2 parchemin.

1733-1734. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — Lettre de M. d'Amiens à l'Intendant au sujet de réparations urgentes à faire aux remparts d'Amiens du côté de la rivière de Somme, et que l'état actuel des finances de la ville ne permet pas de faire à moins que celle-ci ne demande l'autorisation de tourber 15 à 20 journaux de prés communaux. Il se plaint que « l'intérêt particulier l'a emporté sur le bien général, et MM. de la robe se sont fort récriés là contre en disant qu'il ne fallait absolument pas toucher aux communes, que cela devait être réservé pour des pressants besoins, et que si on venait à y toucher cette année pour cette réparation, qu'à la suite l'on demanderait encore à tourber pour autres choses, et qu'il valait beaucoup mieux attendre à faire cet ouvrage dans deux ans et prendre le fonds du gros octroi.... Le tourbage de 15 à 20 journaux ne ferait aucun préjudice au plan que l'on a formé de construire des casernes l'année prochaine. » Amiens, 11 mars. 1733. — Lettre de l'Intendant à M. de Saint-Florentin pour le prier de faire rendre un arrêt qui autorise la ville d'Amiens à tourber 15 à 20 journaux pour la réparation de ses murailles. Paris, 14 mars 1733. — « Arrêt du conseil d'État du Roi portant qu'il sera fait des tourbes dans les marais et prés appartenants à la ville d'Amiens : » 19 mars 1733 (impr. 3 p. in-4°). — Annonce de la vente et adjudication desdits tourbages pour le 30 avril suivant. Amiens, 16 avril 1733 (impr. affiche). — Procès-verbal de mesurage des portions de marais à tourber. 26 avril 1733. — Minute de l'adjudication des dits tourbages. 30 avril 1733. — Procès-verbal de mesurage de portions de communes à tourber. 19 avril 1734. — Annonce de la vente et adjudication desdits tourbages pour le 6 mai suivant. Amiens, 22 avril 1734. — « Adjudication pour le tourbage de 10 journaux de

marais communs de la ville d'Amiens ». 6 mai 1734. — Minute de ladite adjudication. 6 mai 1734, — etc.

C. 573. (Liasse.) — 3 pièces, papier (2 imprimées).

1733-1757. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi concernant les entreprises faites sur les marais communs, faubourgs et banlieue de la ville d'Amiens. » 28 février 1733 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui renvoie par-devant M. l'Intendant d'Amiens toutes procédures et contestations nées ou à naître au sujet de la recousse des titres et biens patrimoniaux de l'hôtel commun de ladite ville, pour les juger définitivement et en dernier ressort. » 8 septembre 1742 (impr. 4 p. in-4°), — etc.

C. 574. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1746-1765. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — État des revenus de la ville d'Amiens. 23 août 1746. — État du patrimoine de la ville d'Amiens. 17 mai 1765. — Extrait du compte de la ville d'Amiens. v. 1765. — « État des acquisitions de terrains et maisons tant en dedans qu'au dehors de la ville faites par l'hôtel-de-ville d'Amiens depuis l'époque de 1720, en exécution d'ordonnance du Roi du 25 septembre 1719 pour l'établissement de casernes, de lettres patentes du mois de septembre 1753 pour l'institution d'un corps de garde, rue Saint-Leu vis-à-vis l'Hôtel-Dieu, et des arrêts du conseil d'État des 28 octobre 1749, 9 février et 13 mai 1751, 12 février 1754, 18 mai 1755 et 30 juillet 1758, pour l'agrandissement du port et d'autres lieux, la construction d'un château d'eau et de fontaines publiques, d'une halle aux grains sur le marché au blé, d'un hôtel de l'intendance rue du Rabuisson, etc., l'institution d'un jardin de botanique, etc., etc. » v. 1765.

C. 575. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1754-1760. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — Ordonnance de l'Intendant qui autorise les maire et échevins d'Amiens à tourber deux journaux de communes dans les marais de Longpré. 28 février 1754. — Délibération de l'hôtel-de-ville d'Amiens à l'effet de faire tourber trois journaux de marais communaux, considérant « que la grande cherté du bois rend de plus en plus cette ressource indispensable, principalement dans une ville de manufacture, à cause du grand nombre des habitants et la consommation plus considérable ; que cette matière combustible, assez commune autrefois, commence à devenir plus rare, ce qui inquiète et alarme avec raison : pourquoi songeant aux besoins du pauvre, de l'ouvrier et de l'artisan, il paraît essentiel de les faciliter par un soulagement con-

venable ; que ce même motif de charité a fait prendre le parti depuis très longtemps, de faire tourber tous les ans dans les marais et communes de la ville sis à Saint-Maurice et à Longpré, une portion suffisante pour remplir les magasins de l'hôtel-de-ville, afin que, pendant l'hiver, le pauvre, l'ouvrier et l'artisan, trop étroitement logés et manquant d'argent pour s'être approvisionnés en saison puissent être fournis à meilleur marché par sachée, demie, et même par mandée » 30 mai 1755. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui donnant son avis sur ledit projet de tourbage. Amiens, 28 juin 1755. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à M. d'Inva, intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber quatre journaux de marais communaux pour le chauffage des pauvres et des artisans. 20 février 1759. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant d'examiner la demande des officiers municipaux d'Amiens. « La quantité de terrain qu'ils demandent à tourber me paraît bien considérable, et l'utilité que la ville retire de ce tourbage me paraît bien médiocre : elle tend en apparence au soulagement des pauvres dans les forts hivers, et si ce soulagement était réel, il serait infiniment louable ; mais j'ai vu que les tourbes que la ville fait emmagasiner deviennent la proie ou de ceux qui les gardent, ou de ceux qui délivrent à tort et à travers des billets pour en prendre. La ville cependant consomme d'autant un fonds précieux et de grande valeur, qui, dans certains cas, pourrait lui être de ressource, et je ne veux ni ne dois me prêter à la déprédation de ce fonds. » Paris, 15 mars 1759. — Mémoire de M. Ducastel à l'intendant. Ces abus sont exagérés, et il pense qu'il y aurait avantage à autoriser la ville à tourber un journal de marais. « Il serait bien à souhaiter qu'aux dépens d'un tourbage de quelques arpents, les maire et échevins fissent planter le tour de leurs communes et formassent une pépinière de bois blanc et de peupliers. Ils en retireraient sous trente à quarante ans des fonds immenses. » Amiens, 19 mars 1759. — Requête des maire et échevins d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber quelques journaux de marais pour le chauffage des pauvres et des artisans. 11 mars 1760. — Avis de M. Ducastel favorable à la demande des maire et échevins d'Amiens jusqu'à concurrence de deux journaux. Amiens, 4 avril 1760. — Note de l'Intendant à M. Ducastel, faisant quelques objections à ladite demande. 18 avril 1760. — Réponse de M. Ducastel auxdites objections. 19 mai 1760, — etc.

C. 576. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1755-1758. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « État des contrats d'acquisition faits par la ville d'Amiens en exécution des arrêts du conseil d'État du Roi et lettres patentes des 9 février 1751, septembre 1753 et 10 mai 1755 dont les frais sont dus à

M^e Picard de Boucacourt, notaire et greffier de la ville d'Amiens qui les a avancés. » 20 septembre 1755. — « Éclaircissements pris sur le mémoire des avances et honoraires du sieur de Boucacourt, greffier de l'hôtel-de-ville, à l'occasion des acquisitions de plusieurs tènements. » v. 1755. — « Frais d'une sentence d'hypothèque sur un contrat au-dessus de 1,000 livres. » — « État des charges et honoraires dus à Picard, notaire, à cause des maisons acquises par la ville d'Amiens depuis le 24 décembre 1756 ». 23 septembre 1758. — « Mémoire du sieur de Boucacourt des honoraires et déboursés, à lui dus pour les contrats d'acquisitions et autres actes y énoncés. » XVIII^e s., — etc.

C. 577. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1755-1762. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — Ordonnance de paiement de 2,138 livres, 10 sols 4 deniers, prix principal de la maison de la dame veuve de Bacq, acquise par la ville, et de 450 livres 17 sols pour le loyer de ladite maison, etc. Amiens, 10 juillet 1755. — Note des maire et échevins d'Amiens qui estiment qu'il y a lieu de louer la maison des filles de Sainte-Geneviève Miramionnes pour servir de corps de garde. Amiens, 25 février 1762, — etc.

C. 578. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1766-1767. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « État de la recette générale actuelle de la ville d'Amiens, dressé par les maire et échevins de ladite ville, en exécution de l'article 49 de l'édit de mai 1765 ». 19 février 1766. — « État général de la dépense de la ville d'Amiens au 1^{er} juillet 1765, dressé par les maire et échevins de ladite ville ». 19 février 1765. — « État abrégé de la dépense de la ville d'Amiens dressé d'après les divers changements proposés dans les assemblées de notables. » 19 février 1766. — « État des différentes dettes de l'hôtel-de-ville d'Amiens, dressé en exécution de l'article 49 de l'édit du mois de mai dernier. » 19 février 1766. — « État des sommes dues aux différents ouvriers de l'hôtel-de-ville, suivant les mémoires par eux fournis. » 17 février 1766. — « État général des dépenses extraordinaires actuellement à faire par la ville d'Amiens » (sommes liquides à payer, sommes prétendues sur la ville et non encore liquidées, remboursements d'offices pour parvenir à une meilleure administration, réparations au beffroi, décoration des salles de l'hôtel-de-ville, réparations aux remparts, aux portes et autres édifices publics, acquisition de six nouvelles pompes à incendie, la ville n'en

possédant que deux, construction de casernes, d'une halle au blé, d'un hôtel de l'Intendance, achèvement des fontaines) 19 février 1766. — « État général des édifices et maisons appartenant à la ville, et des murs, ponts, portes et chaussées qu'elle est chargée d'entretenir, dressé en exécution de l'article 20 de la délibération du 19 décembre 1765. » 19 février 1766. — « Tableau abrégé présentant : 1° les revenus actuels tant ordinaires qu'extraordinaires de la ville d'Amiens ; 2° la dépense annuelle telle qu'il serait nécessaire de l'établir pour la bonne administration de ladite ville ; 3° les dettes tant hypothécaires qu'exigibles ; 4° les dépenses extraordinaires actuellement à faire. » 19 février 1766. — « Extrait des registres aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens. Nominations d'un syndic-receveur, d'un secrétaire-greffier et d'un secrétaire-greffier adjoint du 3 août 1765. » — Id. Appointements du syndic-receveur, du secrétaire-greffier, du secrétaire-greffier adjoint et de l'avocat de la ville, du 13 août 1765. Expédition du 19 février 1766. — Id. Nombre et appointement des officiers et serviteurs. 24 octobre 1765. — Id. Sel qu'on distribuait aux officiers municipaux supprimé au profit de la ville. 13 novembre 1765. Expédition du 19 février 1766. — Id. Observations sur l'état des dépenses. 19 décembre 1765. Expéditions du 19 février 1766. — Id. Observations sur l'état des recettes. 15 janvier 1766. Expédition du 19 février 1766. — « Copie d'une requête présentée à MM. les officiers et notables de la ville d'Amiens, » par François Tilloloy, maître maçon, et Jean Scellier, maître menuisier, à l'effet d'être payés d'un à-compte de 6,000 livres dues à l'un et de 2,500 livres dues à l'autre par la ville pour ouvrages. 29 janvier 1766. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens..... sur les moyens de liquider et acquitter les dettes. » 19 février 1766. Expédition du 19 février 1766. — « Inventaire des états, délibérations et pièces envoyées à Mgr le contrôleur général par les officiers municipaux et notables de la ville d'Amiens ». 1766. — « Mémoire à M. Dupleix de Bacquencourt, intendant de Picardie, sur la situation actuelle des affaires économiques de la ville d'Amiens, présenté le mardi 4 novembre 1766 par les députés de l'assemblée de notables. » — « Nouvelles observations sur les états envoyés par la ville d'Amiens en exécution de l'édit de mai 1765 art. 50, pour servir de supplément auxdits états. » 8 avril 1767. — « Dépouillement des états concernant la situation des affaires de la ville d'Amiens, fournis par les officiers municipaux, en exécution de l'article 50 de l'édit de mai 1765, ainsi que de l'état de supplément qu'ils ont envoyé en dernier lieu. » 1767. — « Dépouillement des états qui ont été remis par les officiers municipaux d'Amiens à

M. l'Intendant, pour lui faire connaître la situation de cette ville d'après d'autres états qu'ils ont envoyés au Conseil, en exécution de l'article 50 de l'édit de mai 1765. » 1767.

C. 579. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1767. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — Copie d'une requête aux officiers municipaux d'Amiens, par le sieur Jean-Baptiste Morgan, écuyer, chevalier de l'ordre militaire et royal de Saint-Louis, à l'effet d'ascenser un terrain vague sis le long du canal qui passe au pied de sa maison. 4 mars. — Extrait d'une délibération des assemblées de notables de la ville d'Amiens, ordonnant une visite sur le terrain avec experts en vue dudit ascensement. 4 mars. Expédition du 26 mars. — Procès-verbal de visite et estimation dudit terrain. 9 mars. — Extrait d'une délibération des assemblées de notables de la ville d'Amiens qui fixe ledit cens au denier trente. 11 mars. Expédition du 26 mars. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur demandant de lui représenter le contrat d'acquisition dudit terrain ou des maisons dont il faisait partie lorsqu'elles ont été achetées pour l'agrandissement du port. Amiens, 31 mars. — « Extrait des contrats d'acquisition des terrains sur le Port de la ville d'Amiens. Le procès-verbal d'estimation de ces terrains est du 16 mars 1751. Il a été fait devant M. Dumollin, subdélégué général de Picardie », — etc.

C. 580. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

1767-1770. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « Bref état que présente Marie-Hyacinthe-Laurent Bernard de Cléry, syndic-receveur de la ville à l'assemblée de notables convoquée en exécution de l'article 8 de l'édit du mois d'août 1764, contenant la recette et la dépense par lui faites depuis le 24 août 1765 qu'il est en exercice jusqu'au 1^{er} juin 1767, et les dettes actives et passives existantes audit jour, attendu qu'il n'a pas encore pu rendre le compte de l'année révolue au 25 septembre dernier, le sieur Marchand, ancien receveur, n'ayant rendu celui de 1764 à 1765 que le 12 du mois dernier. » 10 juin 1767. — Id. 25 septembre 1767 au 1^{er} juin 1768. 22 juin 1768. — Id. 25 septembre 1767 au 1^{er} décembre 1768. 13 janvier 1769. — Id. 1^{er} décembre 1768 au 13 janvier 1769. — Id. 25 septembre 1767 au 1^{er} décembre 1768. 13 janvier 1769. — Id. 25 septembre 1767 au 1^{er} juin 1769. 7 juin 1769. — Id. 7 juin 1769 au 28 décembre 1769. — Compte rendu fait par les officiers municipaux d'Amiens à l'assemblée de notables de la situation de la ville

d'Amiens pendant le dernier semestre de 1767. Ils rendent compte de plusieurs questions qui intéressent la ville. Lettres patentes à obtenir, établissant une règle fixe pour l'administration de la ville ; les moyens de subvenir à l'insuffisance de ses revenus : le meilleur serait de laisser à la ville la jouissance des octrois de 20 sols par velte d'eau-de-vie, et à ce propos ils ont émis le vœu que la régie de ces octrois fût confiée à un corps d'administration créé à l'instar de celui qui existe en Boulonnois ; l'état chancelant de la manufacture. « Le nombre des métiers est diminué dans la ville, il n'est pas augmenté dans les campagnes ; ce sont des faits certains. La consommation n'est donc plus la même, et il est trop vrai que le fabricant n'a profité de la liberté de s'écarter de l'observation des règlements que pour fabriquer frauduleusement, que le consommateur s'est rebuté, et que dans ces circonstances les nations étrangères ont attiré chez elles nos ouvriers. » D'où la nécessité de veiller scrupuleusement à l'exécution des règlements après quelques modifications. « L'état d'incertitude à cet égard entretient le désordre, entraîne à sa suite la ruine du commerce et la profonde misère de près de 30,000 ouvriers. On dira peut-être que l'agriculture s'approprie les bras que la manufacture n'occupe plus. La vérité est que les bras restent oisifs ; vous le savez comme nous ; vous voyez nos rues pleines de pauvres ouvriers qui ne mendent, eux et leurs enfants, que faute de travail, et, votre humanité, inquiète du sort des malheureux, nous apprend tous les jours combien il en est encore d'autres qu'une honte honnête fait gémir en secret dans le sein de leur famille. L'effet de la libre exportation des grains en procurant un bien général, devient dans les circonstances un mal réel pour nos ouvriers ; la diminution des travaux de la fabrique est cause qu'ils ne sont plus employés que par une espèce de faveur et en consentant à voir baisser le prix de leur salaire, leur seul moyen de subsistance ; tandis que, par la cherté du blé, effet de la libre exportation, ils ne peuvent plus se procurer cette subsistance qu'à un prix bien plus haut qu'auparavant, puisque le setier du moindre blé qui valait 58 sols l'hiver dernier s'est toujours soutenu constamment depuis la récolte de cette année de 4 livres jusqu'à 4 livres 6 deniers. Cette cause de la misère est sensible, elle ne frappe cependant point tous les yeux ; c'est sur le peuple seul qu'elle tombe, et beaucoup ne daignent ou ne peuvent l'apercevoir. Pour nous que le triste détail de nos fonctions force à entrer chaque année de maison en maison pour y dénombrer les citoyens de tout sexe, de tout âge et de toute profession, soit pour en fournir l'état au fermier, soit pour connaître nous-mêmes ceux qui peuvent supporter la charge du logement des gens de guerre, soit enfin pour parvenir à répartir plus équitablement la capitation, nous le connaissons à fond, ce peuple qui

nous honore du nom de *pères de ville*, et nous revenons souvent touchés de l'extrême misère que nous avons vue » ; la demande d'une diminution sur la capitation pour 1768 ; les aumônes publiques ; la sûreté publique : défense de mendier le soir, « le seul moyen de prévenir les désordres nocturnes dont l'on se plaignait chaque hiver et que l'on craignait de voir plus multipliés cette année » ; demande d'une modique garnison. « Le ministre avait eu la bonté de nous faire proposer de recevoir deux compagnies montées d'un régiment de cavalerie qui devait être en quartier à Abbeville ; nous avons représenté l'impossibilité de loger les chevaux dans les faubourgs, à cause du peu de facultés des habitants la plupart manouvriers, et encore moins dans la ville, à cause du quartier qui y est établi de la compagnie des gardes du corps de Luxembourg. Nous avons néanmoins insisté en même temps sur la nécessité du secours demandé, nous n'avons su depuis de quelle considération avaient été nos représentations, mais en attendant la garnison, et toujours dans l'espoir de l'obtenir nous y suppléons par le moyen de nos douze sergents de ville qui font de fréquentes patrouilles par surabondance de service. Ce sont les seuls instruments de force publique que nous ayons à notre libre disposition. » Acquisitions de six nouvelles pompes à incendie achetées l'une au sieur Picot, d'Abbeville, trois au sieur Darles de Lignièrès, de Paris, deux au sieur Tillaye, de Rouen ; règlement du service des incendies : deux projets l'un de M. Leroux, l'autre de M. Desmery ont été présentés à ce sujet ; halle aux blé ; écurie et pavillon à construire pour les gardes du corps sur l'emplacement de l'hôtel de Cérisy ; soin et entretien des édifices publics : « Malgré nos dettes vous n'avez point négligé cet objet : la grosse cloche de notre beffroi, si longtemps muette, s'est fait entendre cette année au jour du renouvellement de la loi ; notre horloge publique sera bientôt en état d'annoncer l'heure ; nos ponts ont été soigneusement réparés. » Travaux à la porte Saint-Pierre ; contestation avec le chapitre au sujet des moulins de celui-ci qui ont été arrêtés par suite de la réparation des ponts ; situation du collège qui est « toujours dans un état de nécessité et d'incertitude en attendant les lettres patentes qui doivent fixer son sort et lui attribuer de quoi subvenir à ses besoins indispensables..... Nous avons selon vos vues encouragé cette année l'école de mathématiques et des arts, non-seulement par la distribution des prix ordinaires, mais encore en accordant une médaille au sieur Desmeaux, l'un des élèves qui s'est distingué par l'exactitude avec laquelle il a dessiné le plan topographique de cette ville, et par la manière ingénieuse

dont il nous l'a dédié. L'action patriotique de l'un de nos concitoyens qui ne réside plus parmi nous mérite d'avoir place dans ce récit. Le sieur Quignon, originaire d'Amiens, chanoine du Saint-Sépulcre de Paris, a fondé par contrat du 28 mai 1763 deux bourses au collège du Plessis-Sorbonne, en faveur de deux de ses pauvres parents, ou à leur défaut, de deux jeunes gens de la ville. Il en a fondé deux autres par contrat du 12 février 1767, dans le même collège et avec la même destination. Il a enfin fondé deux lits aux Incurables encore en faveur de ses concitoyens, par contrat du 24 avril 1767 ». Contestations avec les préposés de Tessier au sujet de la réunion d'offices ordonnée par l'arrêt du Conseil du 18 mai 1767, et avec les juges-consuls au sujet de la jouissance de la grande salle de l'hôtel-de-ville ; comptes des revenus de la ville et administration des biens communaux ; aide de la saiterie ; aide sur les grains ; aides patrimoniaux ; gros octrois ; octroi de 20 sols par velte d'eau-de-vie ; essai de faire les réparations d'entretien par voie d'adjudication générale ; inconvénient de ce système ; réparations ; police du marché au blé ; malversations commises par les meuniers ; sûreté publique ; police des arts et métiers ; police des cabaretiers et cafetiers ; réduction des mesures aux grains au boisseau de Paris ; épal du pain ; juridiction des manufactures, etc. 10 janvier 1768. — Id. premier semestre 1768. — Id. deuxième semestre 1768. — Id. premier semestre 1769. — Id. deuxième semestre 1769. — Lettre d'envoi par les officiers municipaux d'Amiens des compte rendus et du bref état, demandant des secours en raison du fâcheux état des finances de la ville. On y verra « que plusieurs parties considérables de nos revenus diminuent, telles que nos aides patrimoniaux et le gros octroi ; que la dépense augmente par le surhaussement de presque toutes les denrées ; que nos dettes s'accroissent de plus en plus ; que nos besoins deviennent de jour en jour plus urgents ; que le discrédit des finances de la ville va rendre l'acquit de ses charges plus difficile que jamais ; nous craignons même de ne pouvoir subvenir l'hiver prochain à la dépense des lanternes publiques, autant par le défaut d'adjudicataires et de fournisseurs, que par le défaut de fonds. » Amiens, 12 juin 1769. — Lettre de l'Intendant, aux officiers municipaux d'Amiens, leur accusant réception du compte rendu et du bref état, et leur demandant pour être présenté au ministre le détail du chapitre de la dépense de leur ville, afin que celui-ci puisse se rendre compte de la nécessité qu'il y a de recourir à des moyens extraordinaires pour aider la ville à se libérer. Celui qui lui paraît le plus praticable et le plus avantageux, est de faire tourber une partie des marais communs. Il leur demande en conséquence le projet de ce tourbage. 15 juillet 1769, — etc.

C. 581. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1768-1770. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « État de la situation actuelle des finances de la ville d'Amiens. » 9 mars 1768. — Lettre des officiers municipaux et notables d'Amiens au contrôleur général lui envoyant ledit état, pour lui prouver que leurs revenus sont insuffisants à remplir leurs charges et qu'ils ont le plus pressant besoin de lettres patentes pour régler leur situation économique. Amiens, 20 mars 1768. — Lettre de M. Langlois à M. Dupleix, intendant, lui envoyant les deux pièces précédentes, et lui demandant les moyens qu'il proposerait pour mettre la ville d'Amiens en état de satisfaire à ses charges. Paris, 29 mars 1768. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens au contrôleur général lui faisant l'énumération des charges de la ville : « de la dépense qu'entraîne l'administration de la police qui nous est confiée ; des gages et appointements des différents officiers dont nous avons besoin ; de logements annuels et assez considérables aux officiers de l'état-major, de l'artillerie, du génie, à des commissaires provinciaux, des commissaires des guerres, des officiers de maréchaussée, des ingénieurs de ponts-et-chaussées, au subdélégué de M. l'Intendant, etc. ;..... de l'entretien des maisons et bâtiments particuliers faisant partie des biens de la ville ; des bâtiments de la maison de santé ; des bâtiments de la maison des filles pénitentes ; des fournitures pour la subsistance de cette maison ; du paiement des deux vingtièmes qui excède nos facultés ; du paiement de rentes d'indemnités considérables à cause des acquisitions faites pour employer à l'utilité publique et qui augmenteront par la suite nos dépenses d'entretien ; des charges foncières ; des fondations ; des frais nécessaires d'administration économique ; des frais considérables qu'occasionne l'établissement du quartier d'une compagnie de gardes du Roi en cette ville. Tous ces objets réunis montent annuellement à près de 100.000 livres », et leurs revenus ne sont que de 60.000. Ils demandent un secours extraordinaire sur l'octroi de 20 s. par velte d'eau-de-vie. Amiens, 17 juillet 1768. — « Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur général aux officiers municipaux de la ville d'Amiens, le 29 juillet 1768. » C'est à l'Intendant qu'ils doivent s'adresser. — « Mémoire sur la situation actuelle des finances de la ville d'Amiens. » 9 décembre 1768. — « État de ce qui est dû par l'hôtel-de-ville d'Amiens aux différents ouvriers et marchands ci-après dénommés, suivant leurs mémoires arrêtés par les commissaires de chaque partie d'ouvrage et de fournitures. » 7-9 décembre 1768. — « État des charges ordinaires de la

ville d'Amiens qui sont actuellement à acquitter faute de fonds. » 7-9 décembre 1768. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant à qui les a renvoyés le contrôleur-général. Ils implorent sa protection dans l'état de détresse où se trouvent les finances de la ville, chargée de plus de 65.000 livres de dettes, et lui envoient les cinq pièces précédentes. Amiens, 10 décembre 1768. — Nouvelle lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui exposant que leur situation s'aggrave de plus en plus. « Nos créanciers ont perdu toute confiance dans les promesses que nous ne leur faisons que sur l'attente d'un secours extraordinaire ; ils nous pressent de toutes parts ; le nommé Cozette, serrurier, l'un d'eux contre lequel vous nous aviez autorisé à nous défendre, vient d'obtenir sentence au bailliage ; en vertu de cette sentence il vient même de faire saisir nos revenus..... Si tous nos autres créanciers suivent cet exemple, la ville sera abimée de frais inutiles, et le syndic receveur, qui est déjà en avance et qui ne pourra plus rien toucher, se trouvera hors d'état de satisfaire aux charges les plus ordinaires et les plus indispensables. » Amiens, 28 janvier 1769. — Assignation des maire et échevins d'Amiens, à la réquisition du sieur Cozette, maître serrurier à Amiens, à comparoir par-devant le lieutenant général au bailliage de cette ville, pour voir déclarer bonnes et valables quinze différentes saisies faites sur eux par ledit Cozette. 3 février 1769. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ladite assignation. « Il semble que l'on ait moins en vue de lui procurer (à Cozette) le paiement de sa dette, que de profiter avidement de l'occasion de faire à la ville des frais aussi immenses qu'inutiles.. Nos autres créanciers commencent à s'émouvoir : d'un autre côté l'adjudicataire des chandelles pour les lanternes publiques à qui il est dû près de 6.000 livres menace de discontinuer ses fournitures. » Amiens, 3 février 1769. — Nouvelle lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant. « Notre situation est encore la même, sinon que nous venons de mettre tout en usage pour satisfaire Cozette et pour arrêter par là les frais considérables qu'il avait déjà faits contre nous. Mais ce n'est qu'un palliatif momentané qui ne manquera pas d'empirer notre situation. Les autres créanciers qui ont autant besoin que Cozette vont l'imiter dans l'espoir du même succès ; il nous est cependant absolument impossible de les satisfaire tous si nous n'obtenons des secours. » Amiens, 23 février 1769. — Lettre de M. d'Invaux à M. Dupleix, intendant, le priant de s'occuper de la demande de secours faite par la ville d'Amiens, et de se concerter avec les officiers municipaux pour tout ce qui pourra tendre au bien de la commune. Il s'en rapporte à lui pour l'entreprise des ouvrages que ceux-ci veulent faire, mais le prie de tenir la main à ce qu'ils ne fassent aucune dépense ni entreprise extraordinaire sans son

approbation, et de lui faire part des décisions qu'il aura prises à cet égard. Versailles, 28 février 1769. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui demandant, en désespoir de cause, l'autorisation de faire tourber une partie de leurs marais. Amiens, 15 mars 1769. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens au contrôleur général, n'ayant reçu aucune réponse à toutes les lettres les plus pressantes que depuis un an ils ont écrites à l'Intendant et en particulier à la dernière par laquelle ils lui demandent l'autorisation de tourber une partie de leurs marais. Ils s'adressent directement à lui pour obtenir ladite autorisation, lui envoyant l'état sommaire des dettes de la ville. Amiens, 5 avril 1767, — etc.

C. 582. (Liasse.) — 27 pièces, papier (1 plan).

1769. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « Tableau de la recette actuelle effective de la ville d'Amiens. » — Lettre des maire et échevins d'Amiens à l'Intendant lui envoyant ledit tableau et l'entretenant du projet de tourber les marais communaux pour libérer la ville de ses dettes. XVIII^e s. — Lettre de M. d'Invaux, contrôleur général à M. Dupleix, intendant, au sujet du mauvais état des affaires de la ville d'Amiens, le priant d'examiner attentivement les moyens de la mettre en état de faire face à ses charges et en particulier le tourbage projeté. Versailles, 24 avril 1769. — Lettre de M. d'Invaux à M. Dupleix, autorisant la ville d'Amiens à acquérir une maison qui entre dans le projet de construire une halle couverte. Il le prie en outre de lui remettre au plus tôt son avis sur les moyens de remettre en état les finances de ladite ville, et en particulier sur le projet de tourber. Paris, 21 juin 1769. — Procès-verbal de visite des marais de Longpré et de Saint-Maurice appartenant à la ville d'Amiens, « à l'effet de reconnaître dans le détail le plus exact quelle quantité de journaux propres à tourber contiennent ces marais, quelle quantité de pointes de tourbe il y a, quelle quantité de journaux on pourrait y tourber sans y nuire au pâturage et eu égard au nombre actuel de bestiaux qui y pâturent, etc ». 17 juillet 1769. — « Plan des grands et petits marais de Longpré et de Saint-Maurice, relatif au tourbage projeté en l'assemblée de notables du 15 juillet 1769. » — « Tableau de la dépense actuelle de la ville d'Amiens. » 22 juillet. — Requête des habitants de Longpré à M. Dupleix, intendant, à l'effet d'empêcher de tourber les marais dudit lieu, à cause du préjudice que ledit tourbage pourra causer à leurs pâturages. 15 août. — « Réponse à la requête des habitants de Longpré du 15 août 1769. » — « État des charges de l'hôtel-de-ville d'Amiens telles qu'elles existaient encore avant les nou-

veaux édits. » 19 août. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant lui demandant l'autorisation de faire tourber soixante-six journaux de marais à Longpré et par une ou plusieurs adjudications. Amiens, 30 août. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur promettant d'engager le contrôleur général à approuver ledit tourbage. 29 septembre. — Extrait d'une délibération de l'assemblée de notables de la ville d'Amiens, arrêtant de demander au Conseil la permission de faire tourber les soixante-six journaux en question dans les marais de Longpré et de Saint-Maurice. 3 octobre. — Arrêt du conseil d'État autorisant ledit tourbage. Fontainebleau, 31 octobre. — Lettre de M. d'Invaux à M. Dupleix, lui envoyant ledit arrêt, et lui demandant son avis avec les pièces sur les réductions qu'il pense nécessaires sur plusieurs articles des dépenses annuelles de la ville d'Amiens qui ont augmenté depuis la nouvelle administration sans un juste motif. Fontainebleau, 6 novembre. — « Extrait des registres du conseil d'État. Arrêt de liquidation des dettes de la ville d'Amiens. » 23 septembre 1687. Copie du 23 novembre 1769, — etc.

C. 583. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1769-1770. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant de leur faire obtenir au plus tôt sur l'arrêt du Conseil du 31 octobre dernier qui les autorise à tourber soixante-six journaux de marais à Longpré, les lettres patentes prescrites par l'édit d'août 1764. Amiens, 29 novembre 1769. — Note au sujet de l'arrêt qui autorise la ville d'Amiens à tourber. Les officiers municipaux « ne sont nullement contents de cet arrêt : ce qui les blesse, c'est que les adjudications doivent se faire par devant M. l'Intendant, et que leur syndic-receveur sera tenu de lui rendre compte de la recette, et de l'emploi du produit du tourbage. Ces dispositions paraissent leur tenir bien au cœur. On va même jusqu'à dire qu'ils laisseront là cet arrêt et qu'ils n'en feront pas usage. » Amiens, 7 décembre 1769. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, l'informant que le corps municipal d'Amiens n'est pas content des dispositions de l'arrêt du Conseil qui l'autorise à tourber. « Tous les officiers municipaux ne sont pas de cet avis : les maire et échevins, plus sages, reconnaissent l'avantage de se ranger sous votre autorité seule capable de ramener le bon ordre et de dissoudre les cabales pour que ceux qui les formaient restent avec leur courte honte. » Amiens, 8 décembre 1769. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens les informant qu'il n'est point nécessaire qu'ils prennent des lettres patentes sur l'arrêt du Conseil qui les autorise à tourber. Paris, 17 décembre 1769. — Réponse des officiers municipaux d'Amiens à

l'Intendant l'informant que nonobstant sa lettre du 17, ils sont résolus à demander des lettres patentes. Amiens, 29 décembre 1769. — Lettre de l'abbé Terray à M. Dupleix, le priant de lui proposer les moyens propres à remettre en état les finances de la ville d'Amiens dont les dettes vont toujours croissant. Il s'étonne de ce que les officiers municipaux négligent la ressource que le Conseil leur a offerte en les autorisant à tourber. Cet arrêt est suffisant, et ils n'ont pas besoin de lettres patentes. La difficulté qu'ils ont voulu faire naître à cet égard est déplacée. Paris, 17 janvier 1770. — Note de l'Intendant à M. d'Hesbon, pour le prier de presser les officiers municipaux d'Amiens d'exécuter l'arrêt qui les autorise à tourber afin de payer leurs dettes, la lettre précédente levant toute difficulté relative aux lettres patentes. « Mais ce n'est pas le tout : il faudrait s'élever à un objet bien plus important qui est celui de la réduction de ces dépenses excessives qui absorbent chaque année les revenus de la ville. Quand M. d'Hesbon sera un peu sorti de ce premier chaos, j'aurai sur cela un dossier intéressant à lui remettre, et il faudra nécessairement prendre un parti là-dessus cette année..... Je ne puis voir tranquillement un pareil désordre qui fait souffrir beaucoup de monde, et surtout de malheureux ouvriers, des artisans qui ne peuvent être payés de leurs salaires les plus légitimes. » 19 janvier 1770. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens leur envoyant copie de la lettre du contrôleur général du 17 janvier, espérant qu'elle dissipera leurs inquiétudes au sujet des lettres patentes. Paris, 22 janvier 1770. — Réponse des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le remerciant de son attention. « Aucun des membres de l'assemblée n'ayant cependant osé se déterminer à user du tourbage sans lettres patentes, nous prenons le parti de faire des représentations au ministre sur la nécessité de cette forme légale. » Avec ces mots de la main de l'Intendant : « Il n'y a rien de plus extraordinaire que toute cette marche. » Amiens, 9 février 1770. — « Copie de la lettre écrite à M. le contrôleur général par les officiers municipaux d'Amiens. » Ils font le tableau de la situation où était leur ville à l'époque de l'établissement de la nouvelle forme d'administration. « Nous n'aperçûmes d'abord de toutes parts que les maux de l'indigence joints à ceux du désordre et de la confusion. Nous ne nous laissâmes point rebuter par un aspect si décourageant : aucune des parties de l'administration n'était distincte ni circonscrite ; les fonctions des différents officiers n'étaient ni fixes, ni réglées, ni remplies ; les édifices publics, les maisons, les portes, murs, ponts, quais et chaussées étaient à réparer, les réparations étaient aussi considérables qu'urgentes :

les revenus étaient déjà insuffisants pour l'acquit des charges ; la plus grande partie de ces charges restait à acquiter ; la dépense extraordinaire et non réglée occasionnée par l'établissement du quartier d'une compagnie des gardes du Roi en cette ville surchargeait encore ses revenus. Les dettes exigibles laissées à liquider montaient à plus de 30,000 livres ; il y avait des prétentions de toute espèce à examiner. Nous entreprîmes avec ardeur tout ce que nous pouvions faire par nous-mêmes : nous sollicitâmes l'exécution du surplus. D'abord une méthode régulière fondée sur les principes des édits fut établie dans l'intérieur de l'administration ; le règlement des affaires, celui des officiers et serviteurs, de leurs fonctions et de leurs gages furent arrêtés dans la vue de perpétuer l'ordre établi. Les différentes parties de dépenses furent distinguées, des commissaires d'entre nous furent nommés pour les surveiller ; les biens furent améliorés ; des attributions personnelles furent abandonnées pour accroître les revenus ; les réparations furent exécutées avec économie et solidité ; les diverses prétentions furent discutées et appréciées ; enfin les dettes exigibles furent liquidées, modérées et entièrement acquittées. Il n'était pas possible avec des revenus insuffisants de faire des réparations et d'acquitter des dettes sans obtenir de secours extraordinaires. » Ils avaient bien à percevoir dans toute la généralité l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie, dit octroi de Picardie, concédé à la ville d'Amiens par arrêt du 2 avril 1743, porté à 20 sols par arrêt du 30 juillet 1758 et successivement prorogé. « Ces différentes concessions, prorogations, ainsi que le doublement ont toujours été accordés au nom et au profit de la ville, avec des destinations fixes à la vérité, telles que dans l'origine le remboursement d'un emprunt de 500,000 livres fait par la ville pour achat de blé en 1740, dont il reste pourtant encore aujourd'hui 183,000 livres à rembourser, portant intérêt au denier 20 ; telle que l'établissement de douze fontaines publiques dont il n'y a encore que cinq achevées ; telle que la construction d'une halle au blé couverte qui n'est pas encore commencée, et dont le plan n'est pas même encore arrêté ; telle enfin qu'un hôtel d'intendance. Mais l'exécution de tous ces projets étant suspendue depuis longtemps, il devait y avoir en caisse des fonds considérables accumulés qui restaient inutiles, les fonds représentatifs pour la ville des objets auxquels ils auraient dû être employés à son profit lui devenaient par cette raison et par la teneur de ses titres bien et légitimement acquis, il paraissait expédient, naturel et juste d'en appliquer au moins une partie à ses besoins, plutôt que de les laisser inutiles et sans emploi, ou plutôt encore que de les divertir à des objets qui lui étaient tout-à-fait étrangers, ainsi que nous eûmes la douleur de le voir faire. » Les démarches qu'ils firent pour avoir l'administration de cet octroi en vertu de

l'édit d'août 1764 furent vaines, et cette administration resta aux mains de l'Intendant. Sur le conseil du magistrat chargé de veiller spécialement à l'exécution des édits municipaux, ils se bornèrent à demander sur ledit octroi une somme pour les aider à sortir de la détresse où se trouvait la ville. M. de Laverdy, alors ministre des finances leur promit un secours, mais leur demanda auparavant un état de leurs dettes, ce qu'ils firent. La réponse du ministère se faisant attendre, les revenus de la ville se trouvant par des circonstances imprévues diminués de près d'un cinquième, celle-ci ne put plus donner d'à compte à ses créanciers qui perdirent patience, et commencèrent à la poursuivre en justice : ses revenus furent saisis. Après de vains appels à l'Intendant, « la voie de l'emprunt était la seule qui nous restait ; il y avait encore celle de tourber une partie de nos communes, mais c'était toucher à des fonds de tout temps regardés comme sacrés, de tout temps en réserve pour subvenir aux calamités publiques, aux grands besoins imprévus de l'État ou de la cité... On s'y détermina cependant en l'assemblée tenue le 15 mars 1769 ; nous en donnâmes avis le lendemain à M. l'Intendant, en le suppliant de nous mander au moins s'il agréait ce moyen... nous n'obtinmes point de réponse. Nous nous adressâmes le 14 avril à M. d'Invaux, alors contrôleur général : nous étions encore dans l'attente d'une réponse, lors de la tenue de notre assemblée de rigueur du 1^{er} juin suivant. M. l'Intendant était à Paris, il eut la bonté de nous mander qu'à son retour à Amiens il s'occuperait de notre situation. Dès qu'il fut arrivé, nous nommâmes des commissaires pour conférer avec lui : ils firent rapport à l'assemblée du 15 juillet que M. l'Intendant était décidé pour le tourbage. L'impossibilité alors apparente d'obtenir d'autres secours fit prendre enfin peut-être trop légèrement la délibération du 3 octobre, sur laquelle a été rendu l'arrêt du 31 du même mois, de l'exécution duquel il s'agit maintenant. » Il leur répugne d'en venir à cette extrémité et d'entamer le patrimoine de la ville. Ils ne s'y résoudreont d'ailleurs pas sans avoir obtenu des lettres patentes qui les y autorisent. Cet obstacle serait-il franchi, qu'ils auraient encore à lutter contre les habitants de Longpré et de Saint-Maurice, qui se croient lésés dans leur droit de pâture sur les marais en question. Toutes ces choses nécessiteront encore bien des retards. « Il serait, Monseigneur, un autre moyen plus assuré et plus prompt que le tourbage pour accélérer notre libération, qui nous dispenserait de toute formalité, qui nous mettrait à l'abri des reproches à venir de nos citoyens, qui nous laisserait la satisfaction de leur remettre le patrimoine de la commune dans la même intégrité que nous l'avons re-

çu, et qui ferait par la toute la récompense que nous ayons jamais désirée de nos travaux : ce serait un secours de 70,000 livres à prendre sur les fonds de l'octroi de 20 sols dont nous avons eu si longtemps l'espoir ; ce secours, accordé en plusieurs sommes et à différentes fois, ne nuirait point aux destinations portées dans les arrêts du Conseil. » 9 février 1770. — Lettre de l'abbé Terray à M. Dupleix, l'informant que le secours que les officiers municipaux d'Amiens demandent sur les fonds de l'octroi de Picardie leur a été si souvent refusé qu'il ne pense pas qu'il doive aujourd'hui leur être accordé ; que, quant aux lettres patentes qu'ils réclament, elles ne sont nullement exigées par l'édit de 1764, et qu'il ne se prêtera point à leur procurer cette expédition superflue. Paris, 7 mars 1770. — Copie 1° d'une lettre du contrôleur général au chevalier de Laferrière, gouverneur de la ville et citadelle d'Amiens, lui disant qu'un moyen est offert aux officiers municipaux de sortir de l'embarras financier où ils se trouvent, dans le tourbage d'une certaine quantité de marais. « Je ne vois aucune raison qui puisse déterminer ces officiers municipaux à négliger cette ressource.... Je ne puis rien faire de plus pour eux dans les circonstances actuelles. » 2° d'une lettre du chevalier de Laferrière aux officiers municipaux d'Amiens, leur faisant part de la réponse du ministre à la sollicitation qu'il lui avait faite pour eux. « J'ai parlé à plusieurs personnes éclairées.... Si je les en crois, vous n'obtiendrez jamais autre chose que ce que vous avez, et vos craintes sont déplacées dès que le ministre vous trace votre route et vous réduit à la suivre. » 7-9 mars 1770. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les informant que le ministre refuse de se prêter à leur faire obtenir des lettres patentes qu'il juge superflues. Paris, 15 mars 1770. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens insistant sur la nécessité d'obtenir des lettres patentes, observant que « l'on ne pourrait faire usage de l'arrêt du Conseil du 31 octobre dernier sans préjudicier aux droits les plus essentiels des administrations municipales les dispositions de cet arrêt enlevant aux officiers municipaux l'administration de biens et revenus qui leur a toujours appartenu et qui leur a été bien positivement confirmée par les nouveaux édits, » et l'informant qu'ils s'occupent de diminuer les charges ordinaires « en retranchant jusque sur les dépenses même les plus nécessaires. » Amiens, 24 mars 1770. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui envoyant copie de la lettre précédente, lui faisant observer que les officiers municipaux d'Amiens « se trouvent choqués de la surveillance que le Conseil s'est réservée sur l'exploitation de ce tourbage et sur l'emploi du produit en me chargeant de diriger l'opération et de m'en faire rendre compte. Ce ne sont donc ni l'amour des règles ni l'intérêt de leur ville qui animent et

dirigent leurs démarches ; ils sacrifient tout, au contraire, à l'idée bizarre qu'ils se sont formée que des lettres patentes les rendront plus indépendants dans l'exécution de ce tourbage et les soustrairait à l'inspection du Conseil par les clauses qu'ils se proposent apparemment de faire insérer dans l'arrêt d'enregistrement. On ne peut qu'être très affligé de voir les administrateurs des affaires d'une ville se conduire sur de tels principes ; mais il n'en n'ont pas eu d'autres depuis qu'ils se sont flattés d'avoir acquis par une fausse interprétation des édits municipaux une indépendance qui est bien éloignée de l'esprit de ces règlements. Il en est résulté des tracasseries qui ont rendu interminables presque toutes les affaires que j'ai à traiter avec eux. Les suites de celle-ci sont plus dangereuses que toutes autres, parce que, pendant qu'ils se bercent de ces idées, leurs créanciers souffrent et ne sont pas payés, et il est impossible de rétablir l'ordre dans les affaires de la ville. » Paris, 29 mars 1770. — « Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur général aux officiers municipaux d'Amiens le 29 avril 1770. » Leur résistance est « aussi déplacée relativement aux ordres qui vous viennent du gouvernement et auxquels vous devez vous soumettre, que nuisible aux affaires de la communauté dont le soin vous est confié. » Il souhaite que ses observations fassent sur eux une impression qui le dispense d'employer l'autorité. — Note de l'Intendant à M. d'Hesbon, l'informant que la prétention des officiers municipaux d'Amiens d'obtenir des lettres patentes ayant été rejetée par trois lettres consécutives du contrôleur général, ceux-ci ont arrêté par une délibération de ne pas user de la faculté de tourber, et l'ont envoyée au ministre. « On a fait à cela une réponse mollette par laquelle on les laisse les maîtres, et on les en croit sur leurs promesses d'économie, sans s'embarrasser sur quels objets elle portera, et si d'ailleurs ils payent le courant. Je n'ai pas pu m'empêcher de témoigner à M. Langlois ma surprise sur une marche aussi extraordinaire, et sur ce que je n'avais pas été consulté.... J'ai poussé M. Langlois jusque dans ses derniers retranchements en lui demandant le parti qu'on pouvait prendre en définitive, et que je ne lui aurais jamais dit, quoique je l'eusse préjugé, c'est de m'autoriser à faire faire ce tourbage de ma seule autorité : en effet je n'y connais que ce remède, et je ne sais s'ils oseront l'employer. Quoi qu'il en soit, il y a dans mes bureaux assez de renseignements sur cette affaire pour écrire une lettre très ferme au duc de Choiseul, une plus ferme encore à M. le contrôleur général, sans indiquer le parti à prendre, mais qu'il est contre le bon ordre de voir une ville abandonner une ressource qu'elle a sollicitée elle-même... L'exemple des

autres villes et notamment de Saint-Quentin qui demande elle-même de justifier devant moi de l'emploi de son emprunt, celui de Péronne, celui du Boulonnois pour les chemins, tout fait voir qu'un esprit d'indépendance dirige seul l'hôtel-de-ville d'Amiens. » 5 juillet 1770. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, au sujet de l'opiniâtreté mise par les officiers municipaux d'Amiens à ne pas user du tourbage que le Conseil les a autorisés à faire pour remettre leurs finances en état, et lui prouver qu'il n'y a pas à compter sur les économies que ceux-ci ont proposées pour y suppléer. Après avoir établi que les revenus de la ville ne s'élèvent qu'à 61,000 livres tandis que ses charges annuelles vont à 70,000, et qu'en outre celle-ci est grevée de 65,118 livres 17 sols 8 deniers de dettes exigibles tant pour arrérages de charges ordinaires non acquittés, que pour salaires d'ouvriers ou créances des fournisseurs, il rappelle avec quelles instances en 1769 les officiers municipaux réclamèrent un secours extraordinaire, et avec quelle reconnaissance ils accueillirent l'autorisation de tourber. « Ce n'est qu'après avoir eu connaissance des différentes dispositions de l'arrêt, qu'on a changé de sentiment : on s'est d'abord soulevé contre celles de ces dispositions qui me chargeaient de diriger les opérations et de surveiller l'emploi. » C'est alors qu'on a imaginé la formalité des lettres patentes. « Cependant, Monsieur, les affaires de la ville continuent de se trouver dans un désordre qui, comme j'ai déjà eu l'honneur de vous l'observer, ne peut que s'accroître, soit par les intérêts des anciennes créances, soit par de nouvelles dépenses, soit par les frais de poursuites auxquelles la ville est exposée de la part de ses créanciers, et les officiers municipaux ne s'occupent d'aucun projet d'arrangement qui puisse calmer les inquiétudes du public. Il semble au contraire que toutes leurs démarches ne tendent qu'à les augmenter ; ils laissent sans paiement de malheureux ouvriers qui, dans ce moment de misère et de cherté, ont le plus grand besoin de leurs salaires. Ils affectent de retarder le paiement des dépenses relatives au service du Roi, telles que le logement des officiers militaires, dont la suspension ne peut manquer d'exciter contre eux les plaintes les plus vives. D'un autre côté, presque tous les édifices publics dépérissent dans cette ville : un pont très important à l'entrée du port menace ruine depuis longtemps ; il y a déjà plus de quatre ans qu'ils ont fait venir l'architecte de la ville de Paris pour le visiter, et que les devis des réparations ont été faits ; mais cet objet est actuellement oublié, et on ne se le rappellera que lorsqu'il sera arrivé quelque accident funeste. Les murs de la ville se détruisent et croulent de toutes parts ils cesseront incessamment d'être susceptibles de réparations : les voûtes de deux des principales portes de la ville sont tombées ; les terrassements sont soutenus par une mauvaise

charpente : les passants sont à chaque instant menacés d'être écrasés sous les bois et sous les terres prêtes à s'ébouler : il y a cinq à six ans que les choses sont en cet état sans qu'on ait encore pris aucune mesure pour la réédification Il existe cependant un octroi sur les vins dont le produit fait un des principaux revenus de la ville et est spécialement destiné à l'entretien des murs et des portes, et qui probablement n'en a été distrait que parce que les caisses sont confondues et que l'obèrement de la ville a fait intervertir tout ordre dans la distribution de ses revenus. C'est dans ces circonstances, Monsieur, que pour subvenir à tant d'objets également pressants, les officiers municipaux ne se font pas de scrupule de dire qu'ils trouveront des ressources dans leur économie ; mais lorsqu'on les presse de s'expliquer sur les détails des projets qu'ils peuvent avoir arrêtés à ce sujet, on voit qu'ils n'en ont aucun, et qu'ils ne cherchent qu'à en imposer au public ou même à l'intimider avec ces propos vagues et généraux. En effet ils n'ont encore laissé transpirer autre chose à ce sujet, sinon que leur dessein était de supprimer l'hiver prochain l'illumination de la ville, projet qui jette ici dans un alarme générale, et qui, en privant Amiens d'un avantage et d'une distinction dont elle jouit depuis le commencement de ce siècle, compromettrait sa sûreté pendant les longues nuits de l'hiver. » Il ne doute pas de pouvoir par une économie bien entendue équilibrer le budget de la ville. La construction déjà bien avancée des nouvelles casernes diminuera les dépenses relatives au logement : on pourra opérer aussi des réductions sur plusieurs objets de dépenses « qui ont été multipliés ou augmentés sans nécessité par les officiers municipaux eux-mêmes depuis les nouveaux édits. » Mais il faudra auparavant payer les 65,000 livres de dettes exigibles, et cela avec toute la célérité que la justice exige, et il faut nécessairement une ressource actuelle telle que le tourbage. Il est vrai que par suite des attermolements des officiers municipaux, ce tourbage est devenu impraticable cette année, « et dans l'exacte justice les officiers municipaux devraient être personnellement responsables du retard, mais si le Conseil ne veut pas les traiter avec cette rigueur, je persiste du moins à penser qu'il est absolument nécessaire qu'il interpose toute son autorité pour que l'arrêt du Conseil soit exécuté, et qu'il soit procédé sans délai aux adjudications. » Amiens, 29 juillet 1770, — etc.

C. 584. (Liasse.) — 54 pièces, papier (4 imprimées, 2 plans).

1770. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées

de notables de la ville d'Amiens » décidant que, pour subvenir à l'acquit des charges et au paiement des dettes de la ville « il n'y avait d'autre moyen que d'accepter le tourbage ordonné par l'arrêt du Conseil du 31 octobre 1769 ». 17, 18 août. — « Extrait du registre aux délibérations de l'assemblée de notables de la ville d'Amiens » approuvant le projet de tourbage arrêté le 19 précédent entre l'Intendant et les commissaires ad hoc nommés par la ville. 23 août. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, à l'effet de faire procéder à l'arpentage, bornage et plan figuratif des portions de marais de Longpré et Saint-Maurice jusqu'à la concurrence de soixante-six journaux, etc. 23 août. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant la requête précédente, et le remerciant sincèrement de ses intentions bienfaisantes pour la ville. Amiens, 23 août. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui faisant part qu'après réflexions sérieuses sur les suites de leur entêtement, les officiers municipaux d'Amiens ont enfin pris une délibération unanime pour demander l'exécution de l'arrêt qui les autorise à tourber et ont révoqué la délibération par laquelle ils avaient supprimé les lanternes publiques. Amiens, 25 août. — Ordonnance de l'Intendant commettant les sieurs Léger, inspecteur des communes de la généralité, et Philibert Brunel, arpenteur, à l'effet d'arpenter le terrain à tourber. 30 août. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les félicitant de leur résolution. Amiens, 30 août. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, le priant de témoigner aux officiers municipaux d'Amiens toute sa satisfaction, et ajoutant : « J'espère que cet événement va ouvrir à ces officiers une voie pour se rapprocher de vous, et qu'ils seront assez attachés au bien de l'administration qui leur est confiée pour n'en pas négliger l'occasion. » Versailles, 5 septembre. — Procès-verbal de mesurage et de bornage des portions à tourber dans les marais de Longpré et de Saint-Maurice. 6 septembre. — « Plan des grand et petits marais de Longpré et de Saint-Maurice, dressé en exécution de l'ordonnance de M. l'Intendant en date du 30 août 1770. » — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens. » statuant sur ledit procès-verbal et adoptant sur les trois projets y proposés celui d'exploiter le tourbage par association. 10 octobre. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui soumettant la précédente délibération. Amiens, 16 octobre. — Rapport de M. Ducastel à l'Intendant sur le procès-verbal de bornage desdits marais et sur la décision des officiers municipaux d'Amiens sur l'exploitation du dit tourbage. Il n'est pas plus partisan de l'association que de l'économie, et préfère l'adjudication qui est d'ailleurs déterminée par l'arrêt du Conseil. Amiens,

19 octobre. — Mémoire sur la même question. 30 octobre. — « Relevé de trois comptes de partie des revenus de la ville d'Amiens communiqués par M. de Bonnefin et à lui remis. » Octobre 1769 à octobre 1770. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux sur les moyens d'exploiter ledit tourbage, les informant que le seul régulier et licite est celui de l'adjudication. « Je crois qu'on pourrait aussi profiter de cette occasion pour faire une aumône aux pauvres de votre ville qui, d'après les remarques que j'ai faites, souffrent beaucoup par le défaut de chauffage. On pourrait charger l'adjudicataire ou les adjudicataires de remettre tous les ans jusqu'à la fin du tourbage soixante charretées de tourbe en nature au magasin de la ville, pour être par vous distribuées, d'après les états que vous dresseriez et que je viserais, aux pauvres les plus nécessiteux de la ville. » Amiens, 4 novembre. — Ordonnance de M. Dupleix fixant l'adjudication dudit tourbage au 24 novembre suivant. 3 novembre (impr. affiche). — Certificats de publication et d'affichage de ladite ordonnance : à Saint-Quentin. — à Bouillancourt, Braches, Hargicourt, Pierrepont, Boussicourt, Plessier-Rozainvillers, Démuin, Mézières. — à Abbeville, Pont-Remy, Coquerel, Long. — à Montdidier. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens. Délibération des notables qui nomme des commissaires pour dresser deux projets de cahiers de charges pour l'adjudication de ce tourbage, soit en totalité, soit en partie. » 5 novembre. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ladite délibération : « Nous ne pouvons que vous témoigner la plus vive reconnaissance des soins avec lesquels vous avez daigné et examiner et approfondir pour le plus grand bien de la ville les trois partis, proposés par les experts et des motifs qui ont déterminé votre choix pour le parti de l'adjudication. Il ne nous restait qu'à remplir les vues que vous nous aviez indiquées sur la manière de vous proposer les conditions des deux manières d'adjuger : nous nous y sommes conformés avec cette douce satisfaction que l'on éprouve en concourant unanimement au bien. » Amiens, 8 novembre. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant de se rendre chez lui le 10 de ce mois afin de conférer sur le projet de cahiers des charges de l'adjudication. Amiens, 8 novembre. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant un état des dettes de la ville d'Amiens avec plusieurs autres. Amiens, 12 novembre 1770. — « Adjudication des soixante-six journaux de marais à tourber en totalité. Clauses et conditions. » 12 novembre. — Id. en cinq parties. 12 novembre. — Procès-verbal d'adjudication de

soixante-six journaux de marais à tourber dans les communes de Longpré et de Saint Maurice, en totalité 24-29 novembre. — « État des dettes actives de la ville d'Amiens tant pour ce qui est échu aujourd'hui 30 novembre 1770, que pour ce qui est à échoir au terme de Pâques 1771. » 30 novembre. — Délibération de l'assemblée de notables de la ville d'Amiens relative à la liquidation des dettes de la commune au moyen du tourbage accordé par arrêt du Conseil du 31 octobre 1769, et établissant une *Caisse des dettes*. 6 décembre. — État des dettes de la ville d'Amiens. 6 décembre. — « État des charges annuelles échues et non acquittées ou à échoir au dernier décembre 1770. » 6 décembre. — « État des mandements délivrés par les officiers municipaux de la ville d'Amiens, qui sont actuellement à acquitter. » 6 décembre. — « État des dettes actives de la ville d'Amiens, tant pour ce qui est échu ce jourd'hui 6 décembre, que pour ce qui est à échoir ou 31 de ce mois. » 6 décembre. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant copie de la délibération qu'ils viennent de prendre pour l'entière libération des dettes de la ville. Leur passif étant arrêté à 99,167 l. 14 s. 4 d. et leur actif ne s'élevant qu'à 71,958 l. 1. s. 10 d., il s'ensuit un déficit de 27,209 l. 12 s. 6 d. pour lesquels ils ont besoin d'un secours. Ils ont chargé MM. Varlet, Miné et Roussel d'aller de lui demander de vive voix. Amiens, 7 décembre. — Rapport de l'Intendant au contrôleur général lui rendant compte de l'entière exécution de l'arrêt qui autorise la ville d'Amiens à tourber pour se libérer de ses dettes. Il a suivi la voie de l'adjudication qui lui a paru la plus sûre et la plus facile. Elle a monté à 132,000 l., ce qui, avec les 6,000 l. de tourbes d'aumône, excède l'estimation des experts de 33,000 l. « J'ai cru, Monsieur, devoir faire un exemple public sur l'expert que j'avais commis lors du sondage, et qui aurait dû me donner des notions plus précises sur la valeur de cette exploitation. En conséquence, j'ai retiré sa commission d'inspecteur des communes pour la donner à quelqu'un qui portât plus d'exactitude dans les détails de ce genre qui peuvent lui être confiés. » Mais comme les 44,000 l. provenant du premier tiers de l'adjudication ne suffiraient pas à contenter tous les créanciers, et que les embarras de la ville auraient été les mêmes, il lui a avancé la différence sur la caisse de l'octroi de Picardie. « Mais pour m'assurer de l'exactitude des paiements, et que ces deniers ne seraient divertis à aucun autre usage, il a été formé une seule et même caisse pour l'extinction des dettes. » La somme prêtée rentrera naturellement dans la caisse de l'octroi « pour être employée, suivant la destination que vous avez fixée, Monsieur, à la confection du nouveau canal de Picardie. » Amiens, 8 décembre. — Ordonnance de l'Intendant avançant à la ville d'Amiens la somme de 27,209 l. 12 s. 6 d. sur la caisse

de l'octroi de Picardie. 11 décembre. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens leur envoyant l'ordonnance précédente, et leur exprimant sa satisfaction de voir la ville libérée de ses dettes et sa situation améliorée. Il les engage à faire bon usage de l'excédant du prix de l'adjudication sur le paiement des dettes. Amiens, 11 décembre. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui accusant réception des expéditions et de l'ordonnance à prendre sur la caisse des octrois. Ils le remercient de ses bontés grâce auxquelles la ville se voit enfin libérée. Ils promettent de faire régner l'économie, et de s'occuper des moyens d'améliorations qu'il leur a recommandés. Amiens, 14 décembre. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui exprimant sa satisfaction de l'exécution de l'arrêt du Conseil du 31 octobre 1769 et approuvant toutes les mesures qu'il a prises dans ce but. Paris, 26 décembre, — etc.

C. 385. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1769-1771. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « État des déboursés que moi Desvignes ai faits pour le sondage des tourbes aux marais de Longpré et de Saint-Maurice. » 29 novembre 1769. — « État général des frais des deux visites, *sondage et mesurage des marais* de Longpré et de Saint-Maurice, faits en exécution tant de la délibération de l'assemblée de notables du 15 juillet 1769, que de l'ordonnance de Monseigneur l'Intendant du 30 août 1770. » — « État des frais avancés par M. Desvignes pour le sondage des grand et petit marais de Longpré, fait en exécution de l'ordonnance de Monseigneur l'Intendant du 30 août 1770. » — « Mémoire de ce que Tattegrain a fourni à MM. de l'hôtel-de-ville pour porter dans le pré » (longe de veau, langue, poulet, pigeons, pâtés de pigeons croûte fine, pâté d'anguille). 10-27 septembre 1770. — « Mémoire des vins et autres livrés suivant les ordres de MM. les officiers municipaux à Longpré » (vin, pain, huile, œufs, cervelas, fromage, prunes, poires, pêches). 10 septembre, 4 octobre 1770. — « État des frais occasionnés par les opérations préparatoires du tourbage, ensemble de ceux de publications, lesquels doivent être en la charge de ceux qui se rendront adjudicataires. » Novembre 1770. — « Observations sur les frais faits à l'occasion des opérations préparatoires du tourbage de la ville. » 19 novembre 1770. — « État des frais de visite et de sondage des portions de communes de la ville d'Amiens qui doivent être tourbées en exécution de l'arrêt du Conseil du 31 octobre 1769. » 11 décembre 1770, — etc.

C. 586. (Liasse.) — 14 pièces, papier (2 plans).

1770-1771. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « Plan des marais de Longpré et Saint-Maurice dépendants de la banlieue d'Amiens. » 1770. — Requête à l'Intendant du sieur Jean Guidé, adjudicataire des tourbages de la ville d'Amiens, à l'effet d'obtenir l'emparquement des soixante-six journaux à tourber, et ordonnance conforme. 3-7 avril 1771. — « Extrait des registres aux délibérations des officiers municipaux de la ville, d'Amiens. » Délibération qui désigne Antoine-Jacques Joseph Cailleret, inspecteur des communes de la ville pour assister au procès-verbal dudit emparquement. 13 avril 1771. — Procès-verbal d'emparquement de soixante-six journaux de terre à tourber dans les marais de Longpré. 15 avril 1771. — Notes au sujet dudit emparquement. 7-11 juillet. — « Plan figuré et tracé par le soussigné inspecteur des communes en vertu d'ordonnance de Monseigneur Dupleix, intendant de Picardie, du 7 avril 1771, pour servir d'emparquement à trois pièces de tourbages dans la commune de Longpré. » par M. Jumel-Riquier. 1^{er} mai 1771. — Ordonnance de M. Dupleix, intendant, qui approuve lesdits procès-verbal et plan d'emparquement. 11 juillet 1771. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, lui envoyant ladite ordonnance. « Les opérations du sieur Riquier m'ont paru faites avec beaucoup de précision et d'exactitude, et je vous prie de lui faire connaître que j'en ai été très satisfait. Elles épargneront à la ville une perte réelle de près de trois journaux de tourbage, et j'en ressens une véritable peine de ce que les opérations préalables que les officiers municipaux ont fait faire sous les yeux de leurs commissaires n'ont pas été faites avec plus d'attention. » Paris, 11 juillet 1771, — etc.

C. 587. (Liasse.) — 16 pièces, papier (1 plan).

1772-1778. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, relativement à la demande faite au Conseil par les officiers municipaux d'Amiens d'être relevés ainsi que les habitants de Longueau de la clause par laquelle ils se sont respectivement interdit la faculté de tourber dans les marais dont ils sont co-propriétaires, et de leur permettre par provision de tourber dans iceux jusqu'à concurrence de vingt-quatre journaux afin de se procurer les fonds pour la construction de la halle dont les travaux sont déjà commencés. Amiens, 28 juin 1772. — Requête des officiers municipaux d'Amiens au Conseil, à l'effet d'être relevés de ladite interdiction. 7 mai 1773. — « Observations pour servir de réponse au compte rendu à M. l'Intendant concernant l'affaire des communes de Longueau. » v. 1773. — Arrêt du conseil d'État qui autorise les

officiers municipaux d'Amiens à tourber vingt-quatre journaux dans les marais de Longueau. Versailles, 21 septembre 1773. — « Plan du troisième marais de Longueau, relatif à l'adjudication des vingt-deux journaux et un quartier à faculté tourber en icelui, dressé par nous, Antoine-Jacques-Joseph Cailleret, inspecteur et conservateur des bornes et limites des biens, commune et banlieue de la ville d'Amiens soussigné. » 24 décembre 1773. — Lettre de M. de Boulongne à M. d'Agay, intendant, lui envoyant un mémoire par lequel les syndic et habitants de Longueau se plaignent de ce que, au préjudice de leur opposition, les officiers municipaux d'Amiens veulent faire procéder à l'adjudication des vingt-quatre journaux à tourber dans leurs marais. Paris, 3 mars 1774. — « Adjudication de communes à faculté de tourber dans le marais de Longueau. » 4 mars 1774. — « Réflexions sommaires pour servir de réponse à la requête d'opposition des habitants de Longueau. » v. 1774. — Lettre de l'Intendant à M. de Boulongne, au sujet de l'opposition faite par les habitants de Longueau, le priant de les en faire débouter. 16 mars 1774. — « Mémoire concernant les prétentions élevées par l'abbaye de Saint-Acheul au sujet du marais de Cagny et du marais de Longueau. » 1774. — Requête des maire et échevins d'Amiens au conseil d'État, à l'effet d'être autorisés à faire abattre et vendre les arbres blancs et ormes plantés dans le marais de Longueau des deux côtés de la chaussée royale. 18 novembre, 1774. — « Adjudication de trente journaux de communes à faculté de tourber dans le marais de Boutillerie et de Cagny, appartenant à la ville d'Amiens. » 17 mars-3 décembre 1775. — Mémoire de M. Boullet de Varennes pour établir qu'on ne peut refuser aux habitants de Longueau la permission de tourber provisoirement une partie des communes dites les Marais de Longueau. Amiens, 28 avril 1778, — etc.

C. 588. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1775-1785. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « État général des revenus de la ville d'Amiens. » 6 novembre 1773. — « État général des charges annuelles de la ville d'Amiens. » 6 novembre 1773. — « État des revenus de la ville d'Amiens. » 26 janvier 1775. — Id. Octobre 1777. — Id. 8 juin 1781. — « États de la dépense actuelle de la ville d'Amiens. » 26 janvier 1775. — Id. 23 octobre 1777. — Id. 8 juin 1785. — « État des dettes tant hypothécaires qu'exigibles de la ville d'Amiens, au

1^{er} octobre 1777. » 23 octobre 1777. — « Mémoire sur la situation actuelle des finances de la ville d'Amiens. » 3 juin 1782. — « Remarques sur les observations adressées à l'hôtel-de-ville d'Amiens le 27 août 1782, par lesquelles on propose de nouveaux moyens pour suppléer à l'insuffisance des revenus de la ville. » v. 1782. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant sur l'état des finances de leur ville. « Nous les avons trouvées dans un état déplorable, et ce qu'il y a de plus désespérant c'est que d'après la nature de la cause de cet état, il faut nécessairement qu'il aille toujours en empirant. » Ils proposent deux moyens de l'en tirer : « 1° un impôt à percevoir sur toute la généralité pour subvenir à la dépense extraordinaire occasionnée par la compagnie de Luxembourg ; 2° une distraction au profit particulier de la ville d'une portion de l'octroi de 20 sols par velte d'eau-de-vie, pour rétablir l'équilibre entre ses revenus et ses charges annuelles. » Ils demandent en outre à être autorisés à envoyer M. Boistel d'Welles, procureur du Roi, comme député, pour solliciter leurs affaires à Paris. Ils le supplient de les appuyer auprès du ministre dont ils attendent la réponse « avec toute l'inquiétude et l'impatience qu'éprouvent les malheureux. Notre situation devient aussi de jour en jour plus fâcheuse que jamais. Tous nos créanciers s'impatientent ; nos ouvriers de bâtiments surtout, à qui il est dû considérablement, fatigués de solliciter vainement leur paiement, et hors d'état de supporter de plus longs retards, menacent de recourir aux voies de rigueur contre la ville ; il ne s'agit pas moins de leur part que de faire saisir tous nos revenus. » Amiens, 24 décembre 1782. — « État de situation de la ville d'Amiens », (revenus et charges). 28 février 1783. — Observations sur l'état des finances de la ville d'Amiens, et sur les deux moyens que les officiers municipaux proposent pour la tirer de la situation fâcheuse où elle se trouve, par M. Derveloy. 15 mars 1783. — « État de situation de la ville d'Amiens. » 18 octobre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant leurs remarques sur le travail qu'avait envoyé M. de Laboullaye sur les finances de leur ville. Ils ne peuvent pas faire les réductions qui ont été proposées sur la dépense de l'illumination : « Vous avez vu la nécessité d'augmenter les becs de lumières dans les rues de la basse ville, entrecoupées de canaux sans parapets ; vous connaissez également la nécessité d'augmenter la durée de l'illumination, et de la porter à huit mois au lieu de six. Vous savez combien de détails entraîne le service journalier de la police, et à combien de différents objets les douze sergents de ville sont employés chaque jour ; combien il serait à désirer et pour le bien du service et pour celui des citoyens en général qu'il fût possible de tripler leur nombre pour leur faire faire le service du guet pendant la nuit. » De

nouveaux impôts pourraient les tirer d'embarras, « mais il ne nous est pas encore possible quant à présent d'indiquer précisément quelle sorte de droits nous pourrions proposer : tous seront odieux, et ils le seront à plus juste titre que toutes nos denrées sont déjà chargées d'une multiplicité de droits ; mais une autre circonstance nous retient encore : nous avons adressé au gouvernement des représentations sur la surcharge que nos concitoyens supportent depuis plus de vingt-quatre ans par le logement des gardes du corps en quartier en cette ville ; nous avons mis sous ses yeux le tableau des dépenses occasionnées à l'hôtel-de-ville par le séjour de cette compagnie ; nous avons demandé qu'il nous soit accordé une imposition de casernement à percevoir dans la généralité, tant pour soulager nos concitoyens, que pour rembourser la ville des 237,000 livres qu'elle a dépensées de son patrimoine à ce sujet. Nous conservons encore l'espoir d'obtenir notre demande : si elle nous était accordée, nous nous trouverions en état d'acquitter les 109,000 livres de dettes exigibles dont nous sommes grevés. » Amiens, 18 octobre 1783. — Lettre de M. Delessart à M. d'Agay, l'informant qu'on vient de lui renvoyer la minute de l'arrêt d'Amiens signée du garde des sceaux. Paris, 22 juin 1785. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le remerciant des secours qu'il a fait obtenir à la ville. Amiens, 5 août 1785. — Tableau de la recette actuelle effective de la ville d'Amiens. » XVIII^e s., — « État des revenus de la ville d'Amiens, » XVIII^e s. — « État des charges annuelles de la ville d'Amiens. » XVIII^e s. — État des dettes exigibles de la ville d'Amiens. » XVIII^e s., — etc.

C. 589. (Liasse.) — 3 plans, papier.

1780-1783. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « Plan d'une partie de la commune de Longueau, dans laquelle on peut faire un tourbage analogue au procès-verbal tenu le 24 avril dernier, et aux opérations qui ont suivi, lesquelles n'ont pu être terminées que le 3 mai audit an 1780 » par MM. Jumel-Riquier et Brunel. — Plan d'une partie du marais de Renancourt, vis-à-vis la Hotoie, 1783, — etc.

C. 590. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1780-1784. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à M. d'Agay, intendant, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel les officiers municipaux d'Amiens se plaignent de ce que « en vertu d'un arrêt du Conseil du 1^{er} octobre 1779, les administrateurs des domaines veulent se met-

tre en possession d'une partie des communes de la ville connue sous le nom de Pré du Gouverneur, parce qu'ils prétendent que ce terrain dépend du Domaine. » Paris, 24 mars 1780. — Mémoire de M. Ducastel sur la question, et concluant « que MM. les régisseurs sont à débouter de leur demande, et que le Pré du Gouverneur qu'ils ont reconnu être distraît de la commune dite de Bertrécourt de la ville de Saint-Maurice, soit rendu aux habitants d'Amiens pour y être réintégrés et en jouir en toute propriété et de la même manière qu'ils l'ont toujours possédé. » 8 mars 1783. — Mémoire de M. Derveloy sur la même question, aboutissant aux mêmes conclusions. Amiens, 21 mai 1773. — « Mémoire sur le Pré du Gouverneur... Fait et arrêté à l'hôtel-de-ville, ce 11 mai 1784 », — etc.

C. 591. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1781-1785. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — « Estimation des experts du bailliage d'Amiens des maisons et terrains à vendre présentement par l'hôtel-de-ville. » XVIII^e s. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, remettant à sa signature neuf expéditions de l'adjudication de quatre maisons et d'un terrain vague sur le Marché au Blé. 1781. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux, leur renvoyant les expéditions signées. 19 décembre 1781. — « Adjudication de sept maisons appartenant à la ville d'Amiens, dont la revente est autorisée par arrêt du conseil d'État du Roi du 2 juillet 1782. » Amiens, 27 novembre 1782. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant une délibération qu'ils ont prise pour céder « au nommé Aubert un lieu public d'aisances dont il possède déjà le dessus. Le peu d'utilité de ce lieu, la dépense que la réparation aurait occasionnée ont déterminé le conseil de ville à cette cession. » Amiens, 14 février 1785.

C. 592. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1783-1784. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver la délibération qu'ils ont prise pour envoyer leur secrétaire-greffier en députation à Paris, ainsi que le mandement qu'ils ont fait expédier de la somme de 1,800 livres pour épices, vacations et frais de voyage. Amiens, 20 mars 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver la délibération qu'ils ont prise pour renvoyer leur secrétaire-greffier en députation à Paris, à l'effet d'y solliciter l'affaire de la seigneurie des eaux. Amiens, 7 juin 1783. — Lettre de M. de La Boullaye à M. d'Agay, intendant, lui demandant son avis sur une requête des officiers municipaux d'Amiens qui demandent l'évocation et le renvoi par devant l'Intendant des contestations qui

viennent de naître au bailliage de cette ville au sujet du marais Saint-Roch. Paris, 15 octobre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, pour lui demander son ordonnance d'attache à l'arrêt du Conseil qui évoque par devers lui, l'affaire des marais Saint-Roch. Amiens, 13 janvier 1784, — etc.

C. 593. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1787-1789. — AMIENS. — Finances et biens communaux. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant une requête à l'effet qu'il soit procédé au récolement général du tourbage de Longpré conformément aux clauses de l'adjudication. Amiens, 5 août 1787. — Ordonnance de l'Intendant ordonnant que le récolement général du tourbage de Longpré sera fait par M. Derveloy, subdélégué à Amiens. 9 août 1787. — Réponse de l'Intendant, informant les officiers municipaux d'Amiens qu'il vient de charger M. Derveloy de procéder à cette opération en leur présence. 9 août 1787. — Procès-verbal de récolement du tourbage de Longpré par M. Derveloy, assisté des sieurs Jumel-Riquier expert, et Philibert Brunel arpenteur. 5 septembre 1787. — Requête à l'Intendant par Hélène Doderel, veuve du sieur Jean Guidé, marchand orfèvre à Amiens et adjudicataire des tourbages de Longpré et de Saint-Maurice en 1770, se plaignant d'être accusée fausement par le sieur Brunel d'avoir dérogé à l'article 8 du cahier des charges, et à l'effet d'être déchargée définitivement de toutes les charges de l'adjudication, auxquelles elle prétend avoir pleinement satisfait. 28 septembre 1787. — Certificat de plusieurs entrepreneurs de tourbages, attestant que toutes les fois qu'ils ont été obligés d'interrompre leurs travaux à cause des inondations, ils ont laissé des digues pour contenir les eaux, mais qu'ils sont ensuite revenus sur leurs pas pour extraire la tourbe que renfermaient lesdites digues. 1787. — « Observations des officiers municipaux de la ville d'Amiens sur la requête présentée à Monseigneur l'Intendant le 28 septembre 1787 par les adjudicataires du tourbage de Longpré. » 6 mars 1788. — Mémoire du sieur Brunel, arpenteur, au sujet de la requête de la dame Guidé. 26 mars 1788. — « Observations sur l'affaire indéciée au sujet du tourbage exploité dans la commune de Longpré-les-Amiens, » par M. Jumel-Riquier. 1^{er} avril 1788. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur l'opération du récolement des marais de Longpré, et établissant que les adjudicataires sont contrevenus au cahier des charges. Amiens, 3 avril 1788. — Ordonnance de l'Intendant qui condamne la veuve et les

héritiers du sieur Guidé à faire régaler et aplanir l'intégrité du terrain emparqué, etc., et cela dans le délai de deux mois. Septembre 1789.

C. 594. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1771-1775. — AMIENS. — Caisse des dettes. — « Compte que rend M. Marie-Hyacinthe-Laurent Bernard de Cléry, syndic-receveur de la ville d'Amiens, à MM. les officiers municipaux et notables de ladite ville, de la recette et dépense faites sur la caisse des dettes, en exécution de l'article 8 de la délibération de l'assemblée de notables du 6 décembre 1770, approuvée le 11 par Monseigneur Duplex, intendant de Picardie » etc. 2 décembre 1771. — Id. mai 1773. — Id. 21 avril 1775.

C. 595. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

1770-1771. — AMIENS. — Caisse des dettes. — Pièces justificatives du premier compte. Mandats de paiement : à Delamarre, charpentier ; — aux héritiers de François Tilloloy, maçon ; — à J.-B. Tilloloy, maçon ; — à Michel Cozette fils, serrurier ; — à la veuve Quignon, serrurier ; — à Nicolas Caron, marchand de fer ; — à Philippe Bazile, marchand de fer ; — aux héritiers de J.-B. Dufour, couvreur ; — au sieur Gosson, plombier ; — à Jean Sellier, menuisier ; — au sieur Vimeux, sculpteur, de 474 livres pour ouvrages de son art. 7 décembre 1770 ; — à Michel Carette, cordier ; — aux veuve et héritiers d'Honoré Delattre, paveur ; — à Antoine Lancesseur, paveur ; — à Antoine Maguet, vitrier ; — aux sieurs Bienaimé et Gérin, pailloleurs ; — à Desmarais, pailloleur ; — à Padé, charron ; — à François Leblond, tourneur ; — à Durier, tapissier ; — à Darquin, peintre ; — à Maillard, ferblantier ; — à la nommée Leclercq, voiturière au Don ; — à la veuve Caron, imprimeur ; — à Louis-Charles Caron, fils, imprimeur de la ville ; — au sieur Gelé, épicier, pour fourniture d'huile, cierges, torches, falots, etc. ; — à Thierry, marchand de vins, pour vins de présents par lui fournis ; — aux héritiers du sieur Lanneau, marchand de vins pour vins de présents ; — au sieur Guidé, orfèvre, « 605 livres, pour le prix de trois médailles d'or, représentant le chef de Saint-Jean, qu'il a fournies pour être données en présents au prédicateur du carême à la cathédrale pendant les années 1768, 1769 et 1770. » ; — au sieur Desvignes, pour avances par lui faites lors du premier sondage des marais de Longpré et de Saint-Maurice ; — au sieur Beaucousin, « 16 livres pour draperies fournies aux tambours des compagnies privilégiées, lors du service pour feu Mgr. le duc de Chaulnes, gouverneur général de la province et gouverneur de la ville. » ; — à Jean Sellier et François Sénéchal, entrepreneurs des réparations à eux adjudgées le 26 septembre 1766 ; — au sieur Desprez, l'aîné, apothicaire, pour drogues

fournies à la maison des filles pénitentes ; — au sieur Glène, inspecteur de police, pour avances faites aux différents ouvrages de la ville ; — à Gillet, sergent de ville, chargé du balayage des places Saint-Martin et autres ; — au sieur Naudé, père, épicier au faubourg de Noyon « 6,948 l. 4 s. pour restant dû de la fourniture par lui faite pendant l'hiver de 1769 à 1770 des chandelles pour les lanternes publiques » ; — à plusieurs aubergistes pour deux années de l'attache des chevaux des gardes du corps ; — « au chapitre de la cathédrale, la somme de 2,709 livres, pour trois années d'un renvoi de 180 setiers de blé que la ville doit audit chapitre, à cause du rachat qu'elle a fait du droit de piquetaige du vidame d'Amiens. » ; — au sieur Boulet, adjudicataire de l'entretien des lanternes publiques et de tous leurs agrès ; — aux héritiers de Claude-François Lecouvreur, avocat de la ville ; — au nommé Parropie, marchand de tourbes ; — au nommé Mercier, marchand de bois à brûler ; — au sieur Naudé, fils, épicier, pour fourniture de chandelles au corps de garde ; — à M^e Bernault, procureur « 84 l. 1 s. 4 d. pour frais de poursuites par lui faites contre la ville au nom du chapitre et au nom des héritiers Dufour » ; — au chapitre de la cathédrale « 120 livres pour six années à eux dues de la prestation de 20 livres par an à cause de la justice Canteraine. » — Pièces de procédure entre les héritiers Dufour et le sieur Henri-François Bonnefin, directeur des aides à Amiens ; — « État des frais de visite et de sondage des portions de communes de la ville d'Amiens qui doivent être tourbées en exécution de l'arrêt du Conseil du 31 octobre 1769. » 11 décembre 1770, — etc.

C. 596. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

1770-1771. — AMIENS. — Caisse des dettes. — Pièces justificatives du premier compte (suite). Mandats de payement : à M^e Varlet, procureur de la ville près le bailliage pour ses gages ; — à la demoiselle Papin, veuve Brasseur, « 600 livres pour avoir fourni des bandages gratuits aux pauvres pendant l'année échue au 29 juillet 1770 » ; — au sieur Beaucousin, ci-devant commis aux billets de logement ; — au sieur Lefebvre, concierge du Logis du Roi ; — au chevalier de Redmont, lieutenant de roi de la place, 300 livres pour indemnité de logement ; — à M. de Romainville, major de la place, 300 livres pour indemnité de logement ; — à M. Ducastel, subdélégué, 300 livres pour indemnité de logement ; — au sieur Bompert, ingénieur des ponts et chaussées, 900 livres pour indemnité de logement ; — à l'évêque d'Amiens, « 81 l.

15 s. 6 d., pour trois années de différentes parties de censives échues à la Saint Remy 1768 » ; — à l'abbaye de Saint-Acheul les Amiens, « 223 l. 4 s. pour deux années de renvoi de 24 setiers de blé à prendre sur le droit de piquetaige racheté par la ville » ; — au sieur Roger, receveur du collège d'Amiens ; — à l'hôpital général d'Amiens, 52 livres pour différentes parties de cens ; — à M. Palyart, administrateur de la fabrique de Saint-Jacques au cimetière Saint-Denis ; — aux Jacobins d'Amiens, 64 l. 10 s., pour 3 parties d'aumônes fondées à leur profit ; — au sieur Fuzillier, receveur des vingtièmes ; — au sieur François, libraire, « 200 livres pour fourniture de livres distribués en prix aux élèves de l'école des Arts, en 1769 et 1770 » ; à M. Huart du Parc, avocat ès conseils du Roi, pour honoraires ; — à M. Choron de Saint-Charles, avocat au Parlement, avocat ordinaire de la ville en ladite cour, pour honoraires ; — à M. Varlet, procureur à Amiens ; — au sieur Hareux, « 80 livres pour deux années de loyer de la serre aux orangers ; — à la demoiselle de Louvencourt, « 600 livres pour une année de loyer de la maison de résidence de M. le commandant des gardes du Roi » ; — à Nicolas Bernault, 1,700 livres pour fourniture de lits aux palefreniers des gardes du corps ; — à M^e Louis-François Janvier, secrétaire-greffier de la ville pour appointements ; — au sieur Cailleret, archiviste et inspecteur des bornes, plantations et communes, pour appointements ; — au sieur Sellier, architecte de la ville de 150 livres pour trois mois d'appointements ; — au même, professeur de l'école des Arts, de 150 livres pour six mois d'appointements ; — au sieur Collignon, chirurgien et démonstrateur d'anatomie, pensionné par la ville, pour appointements ; — au sieur Glène, inspecteur de police, pour appointements ; — au sieur Mauvoisin, horloger de la ville, pour sa pension ; — au nommé Briquet, trompette de la ville, pour appointements, — aux douze sergents de ville, pour leurs gages ; — à Jean Dufossé, jardinier de la ville, pour appointements ; — aux nommés Boutin et Delassus, guetteurs du beffroi, pour leurs gages ; — au sieur Poussepin, aide-major de la place, pour indemnité de logement ; — à M. Larcher, directeur des fortifications, pour indemnité de logement ; — au sieur Lecloutier, ingénieur en chef de la ville et citadelle d'Amiens, pour indemnité de logement ; — au sieur Dupeuty, commissaire des guerres, pour indemnité de logement ; — au sieur de Rocourt, capitaine réformé à la suite de la place, pour indemnité de logement ; — à M. de La Combe, prévôt général de la maréchaussée, pour indemnité de logement, — etc.

C. 597. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1770-1772. — AMIENS. — Caisse des dettes. — Pièces justificatives du premier compte (suite). Mandats de paiement : à Michel Cozette, serrurier ; — à la veuve et aux héritiers Delattre ; — à Lancesseur,

paveur ; — au sieur Froment, « 500 livres pour deux années de loyer d'une maison, grande rue de Beauvais, occupée par le chirurgien des gardes du Roi » ; — à M. de Luytz, commissaire provincial d'artillerie, pour indemnité de logement ; — à M. Constantin, procureur de la ville au Parlement ; — à Maillart, ferblantier ; — aux cordeliers d'Amiens, « 75 livres pour la desserte de la chapelle de la prison du beffroi » ; — au sieur Dubois, pour boursauts fournis lors du rétablissement du bassin du cours ; — au sieur Debonne, marchand drapier ; — au sieur Dorville, brigadier de la maréchaussée, pour indemnité de logement ; — au marguillier de la fabrique de Saint-Jacques ; — à Charles-François Voiturier, garde de bois du seigneur de Guimicourt ; — à Nicolas Colbert, pour fourniture de lits aux palefreniers des gardes du Roi ; — à Charles-Firmin Petit, geôlier du beffroi, pour ses gages ; — à Nicolas-François Poirer, huissier-concierge à l'hôtel-de-ville, pour ses gages ; — au sieur Collignon, démonstrateur d'anatomie, pour sa pension ; — au sieur Desprez, administrateur de la maison des filles pénitentes, pour les frais de ladite maison ; — au sieur de Carbonnel, capitaine en premier du corps d'artillerie, pour indemnité de logement ; — aux huit sergents à masse de la ville et mairie, pour leurs gages ; — à M^e Augustin Baron, maître des présents de la ville, pour ses appointements ; — au nommé Lavigne, boulanger, pour pain fourni aux prisonniers du beffroi ; — au nommé Abriany, courrier de la ville ; — au nommé Caron, fermier de Saint-Roch, pour voitures d'arbres et dépens aux plantations de la ville, — etc.

C. 598. (Liasse.) — 55 pièces, papier.

1772-1773. — AMIENS. — Caisse des dettes. — Pièces justificatives du deuxième compte. Mandats de paiement : à Delamarre, charpentier de la ville ; — à Tilloloy, maçon de la ville ; — à Michel Cozette, serrurier de la ville ; — à la veuve et aux héritiers de Gosson, plombier ; — à Jean Sellier, menuisier ; — à Desmarais, pailloleur ; — à Maguet, vitrier ; — à Lancesseur, paveur de la ville ; — à Marie Le Clerq, voiturière ; — à Carette, cordier de la ville ; — à Desbarre, tapissier ; — à Padé, charron de la ville ; — à Morand, chaudronnier ; — à Cresson, taillandier ; — à Maillart, ferblantier ; — à Lacauchie, tonnelier ; — à Leblond, tourneur ; — à Turbet, marchand de bois ; — à Bondoïs, marchand de tourbe ; — à Caron, imprimeur de la ville ; — à François, fils, relieur ; — à Guidé, orfèvre ; — à Boulet, adjudicataire de l'entretien des lanternes publiques ; — à Étienne Rohault, maître

charpentier du faubourg Saint-Pierre, pour la moitié des ouvrages faits à la cunette de la citadelle, l'autre moitié devant être payée par le chapitre ; — à J.-B. Tilloloy, maître maçon ; — à Pierre Lejeune, marchand cloutier ; — aux héritiers de Dufour, couvreur. — Mémoire de Lacauchie, tonnelier (fourniture d'un cuvier pour le magasin des pompes, de sceaux pour les puits, etc.), 1771. — Délibération des officiers municipaux d'Amiens relative à l'emploi du deuxième terme du tourbage accordé par arrêt du 31 octobre 1769, 15 janvier 1773. — « Frais de l'incendie du 5 décembre 1772, acquittés sur le deuxième terme du tourbage accordé à la ville d'Amiens par arrêt du Conseil du 31 octobre 1769, et d'après les arrêtés de M. Duquesnoy, échevin, commis en cette partie. » — « État des ouvriers qui se sont distingués la nuit du 5 au 6 décembre 1772 à la halle, au moment de l'incendie » Amiens, 10 décembre 1772. — « État des ouvriers qui ont travaillé à l'incendie arrivé à la halle la nuit du 5 au 6 décembre et les jours et nuits jusqu'à mardi matin. » Amiens, 10 décembre 1772. — « État des journées et voitures faites par moi J.-B. Tilloloy, maître maçon, aux déblais et transport des terreaux provenant de l'incendie arrivé dans les halles d'Amiens le 5 décembre 1772. » 11 décembre 1772. — « Récompenses de quelques-uns des travailleurs employés la nuit de l'incendie de la halle et jours suivants. » Amiens, 30 décembre 1772. — « État des ouvriers ordinaires des plantations de la ville qui ont travaillé à l'incendie. » Amiens, 24 décembre 1772. — « État des terreaux de l'incendie de la halle de la ville. » Amiens, — 14 décembre 1772. — « État des cuiviers que Dupuy, tonnelier, a fournis et perdus au feu. » Amiens, 4 janvier 1773. — « État des cuiviers donnés par Louis Merlin, tonnelier rue des Vergeaux, pour l'incendie de la halle. » Amiens, 28 décembre 1772. — « État des ouvriers employés par Michel Cozette, maître serrurier, à Amiens, à l'incendie arrivé aux halles de cette ville la nuit du 5 au 6 décembre 1772, tant la nuit que le jour. » Amiens, 24 décembre 1772. — « Mémoire de Bondoïs, tonnelier, pour l'incendie de la halle. » Amiens, 28 décembre 1772. — Mémoire de Philippe Bellegueulle, maître tonnelier à Amiens, pour cuiviers fournis lors de l'incendie de la halle. Amiens 28 décembre 1772. — Id. par Balédent, maître tonnelier. Amiens, 29 décembre 1772. — Id. par Eustache Lacauchie. Amiens, 30 décembre 1772. — Id. par François Pierrue, tonnelier à Amiens. 30 décembre 1772. — Id. par Longuet, maître tonnelier à Amiens. Amiens 11 janvier 1773. — Id. par Firmin Sencier, maître tonnelier au Marché au Feurre. Amiens, 13 janvier 1773. — Id. par Cahon, maître tonnelier à Amiens, rue Saint-Jacques. Amiens, 14 janvier 1773. — Id. par Lemoine, maître tonnelier à Amiens, rue des Jacobins. Amiens, 14 janvier 1773. —

Id. par Boulenger, tonnelier. Amiens, 21 janvier 1773. — Id. par Fouquerolle, maître tonnelier. 28 décembre 1772. — « Mémoire d'eau-de-vie que moi Jean-Baptiste Caron, cabaretier a (*sic*) livré au feu de la halle. » 22 janvier 1773. — « Joseph Basselin, ouvrier couvreur, tombé du haut de la halle et porté à l'Hôtel-Dieu où il est resté soixante-seize jours, gratifié par MM. les officiers municipaux de la somme de 42 livres. » 27 février 1773, — etc.

C. 599. (Liasse.) 30 pièces, papier.

1775. — AMIENS. — Caisse des dettes. — Pièces justificatives du troisième compte. Mandats de paiements : à Caron, marchand de fer ; — à Leblond, tourneur ; — à Bondoïs, marchand de tourbes ; — à Maillart, ferblantier ; — à Glène, marchand de toile, « pour fourniture de sacs de toile pour le sel blanc de présent » ; — à Guidé, orfèvre, pour la médaille d'or du prédicateur de Carême ; — à Turbert marchand de bois, pour la fourniture du corps de garde des gardes du corps ; — à Debonne, marchand drapier ; — à Louis-Charles Caron, imprimeur de la ville ; — à Gelé, épicier ; — à Mathieu, peintre de la ville ; — à Lemoine, tapissier ; — à Desbarre, tapissier ; — à Michel Carette, cordier de la ville ; — à Marie-Jeanne Leclercq, voiturière ; — à Lancesseur, paveur de la ville ; — à Maguet, vitrier ; — à Desmarais, père, pailloleur ; — à Jean Sellier, menuisier ; — à J. B. Dufour, couvreur de la ville ; — aux héritiers de Dufour, couvreur de la ville ; — à Malivoir, plombier ; — aux héritiers Gosson, plombier ; — à Michel Cozette serrurier de la ville ; — à Tilloloy, maçon de la ville. — Délibération des officiers municipaux d'Amiens « pour le paiement des dettes de la ville, sur le troisième et dernier terme du tourbage de Longpré. 26 janvier. Expédition du 30 janvier. — Délibération complémentaire sur le même objet. 24 février. Expédition du 28 février, — etc.

C. 600. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1780-1787. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — « Compte que rend le sieur Bernard de Cléry, trésorier-receveur des deniers patrimoniaux et d'octrois de la ville d'Amiens et de la caisse d'amortissement, à Monseigneur le comte d'Agay, intendant de la province, de la recette et dépense de la caisse d'amortissement depuis le 21 janvier 1780, jour de l'ouverture du spectacle dans la nouvelle salle jusqu'au 20 janvier 1781. » — Id. 21 janvier 1781 à 20 janvier 1782. —

Id. 21 janvier 1782 à 20 janvier 1783. — Id. 21 janvier 1783 à 20 janvier 1784. — Id. 21 janvier 1784 à 20 janvier 1785. — Id. 21 janvier 1785 à 20 janvier 1786. — Id. 21 janvier 1786 à 20 janvier 1787. — État sommaire de la recette et de la dépense de la première année. 1781.

C. 601. (Liasse.) — 59 pièces, papier.

1780-1781. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — États du produit de la salle de spectacle, par semaine : du 21 janvier 1780 au 20 janvier 1781. — « État des sommes payées à M. de Cléry pour le produit de la salle de spectacle à compter du 21 janvier 1780, jusques et y compris le 20 janvier 1781. » — Ordonnances de paiements : au sieur Lavette, constructeur de la salle de spectacle ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette du spectacle pour ses honoraires ; — au sieur Montcomble, concierge de ladite salle pour ses gages ; — de 60 livres de gratification au sieur Lefevre, charpentier, « à cause de la promptitude avec laquelle il a démolì sa maison qui était construite sur l'emplacement actuellement occupé par ladite salle de spectacle » ; — au sieur Clairval « 1200 livres pour mettre la troupe de comédie de la demoiselle Lequain, en état de revenir d'Abbeville à Amiens. » — Requête de François-Ignace Lefèvre, maître charpentier à Amiens, à l'effet d'obtenir une indemnité pour la démolition qu'il a dû faire de sa maison, celle-ci se trouvant sur l'emplacement de la salle de spectacle. 21 janvier 1780. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur demandant leur avis sur la requête du sieur Lefèvre. Amiens, 25 janvier 1780. — Délibération des officiers municipaux d'Amiens au sujet de ladite requête. 26 mai 1780, — etc.

C. 602. (Liasse.) — 82 pièces, papier.

1781-1782. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — États du produit de la salle de spectacle par semaine, du 21 janvier 1781 au 20 janvier 1782. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux, d'Amiens, les informant qu'il vient d'obtenir du ministre des finances une somme annuelle au profit de la caisse d'amortissement de la salle de spectacle. « J'ai aussi obtenu l'agrément du ministre pour que cette salle soit dès à présent regardée comme un domaine de la ville, qui jouira de tous ses produits aussitôt après le remboursement du prix de la construction ». Amiens 26 décembre 1781. — Ordonnance de 6000 livres à prendre sur l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie au profit de la caisse d'amortissement. — Ordonnances de paiements : au sieur Lavette, entrepreneur des travaux de la salle de spectacle ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette ; — au sieur Montcomble, concierge de la salle de spectacle. — « État pour compter avec le sieur Lavette, maître-maçon à Amiens qui a construit la salle

de spectacle. » Amiens, 21 janvier 1782. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant au sujet du sieur Lavette entrepreneur de la salle de spectacle qui réclame contre la déduction des intérêts du montant de la dépense du bâtiment du fond. Amiens 6 février 1782. —

Requête du sieur Lavette, à l'Intendant, au sujet de ladite déduction. Février 1782. — « Produit de la salle de spectacle depuis le 21 janvier 1781, jusques et y compris le 18 mars suivant. » — « État du produit de la salle de spectacle depuis le 20 mai 1781, jour du début de la troupe du sieur Valville, jusques et y compris le 20 septembre suivant, jour de la clôture du théâtre, veille de son départ pour Saint-Quentin. » — « État du produit de la salle de spectacle pendant l'année commencée le 21 janvier 1781 et finie le 20 janvier 1782. Troupe du sieur Guérin et associés. Janvier 1781... 20 mai, arrivée de la troupe du sieur Valville... Troupe du sieur Dorceval, début du 7 octobre 1781. » — « État de dépense des réparations qui viennent d'être faites à la salle de comédie par ordre de M. l'Intendant » par M. Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens. 10 janvier 1782. — « État des journées d'ouvriers maçons et des matériaux fournis par Lavette, entrepreneur, pour réparations faites à la salle de comédie depuis le dernier règlement. » Amiens 10 janvier 1782. — Mémoires de menuiserie, serrurerie, peinture, quincaillerie, tapisserie, pour réparations à ladite salle. — « Bordereau de la recette et dépense de la caisse d'amortissement, depuis le 21 janvier 1780, jour de l'ouverture du spectacle dans la nouvelle salle, jusqu'au 21 janvier 1781, et depuis ledit jour, jusqu'au 20 janvier 1782 », — etc.

C. 603. (Liasse.) — 80 pièces, papier.

1782-1783. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — États du produit de la salle, par semaine, du 21 janvier 1782 au 20 janvier 1783. — Ordonnance de 6,000 livres à prendre sur les revenus de l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie au profit de la caisse d'amortissement. 17 janvier 1783. — Ordonnances de paiements : au sieur Lavette, entrepreneur des travaux ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette du spectacle ; — au sieur Montcomble, huissier de la salle ; — aux sieurs Cozette, serrurier, Malivoir, plombier et Goret ferblantier ; — aux sieurs Caron, quincaillier, Hanot, serrurier, Prévost, menuisier, Bienaimé, peintre, Decle, ferblantier, etc. ; — au sieur Bouveresse, concierge de la salle de concert ; — au sieur Montcomble, concierge de la salle de spectacle. —

« État pour compter avec le sieur Lavette, maître maçon à Amiens, constructeur de la salle de spectacle, pour l'année du 21 janvier 1782 au 21 janvier 1783. » — Procès-verbal de l'arrêté du compte du sieur Lavette. 22 janvier 1783. — État du produit de la salle de spectacle pendant l'année commencée le 21 janvier 1782 et finie le 20 janvier 1783. » Troupe du sieur Valville. — « État du produit de la salle de spectacle depuis le 10 mars 1782, jusques et compris le 25 septembre dudit an. » — « État d'ouvrages en réparations faits à la salle de comédie, dans l'intervalle qu'il y a eu entre la réception de ladite salle et les premières réparations ordonnées en juillet 1781 par M. l'Intendant : lesquels ouvrages n'ont été jusqu'ici compris dans aucun état de dépense, faute par les ouvriers d'avoir remis dans le temps leurs mémoires. » 16 février 1782. — « État des réparations faites à la salle de comédie, depuis le 9 février présente année. » 21 mai 1782. — Id. depuis le 21 mai 1782. 18 janvier 1783. — « État des réparations faites à la salle de concert. » 21 mai 1782. — Mémoires de serrurerie, plomberie, menuiserie, peinture, ferblanterie, maçonnerie, charpenterie, couverture, tapisserie, etc. — « Bordereau de la recette et dépense de la caisse d'amortissement depuis le 21 janvier 1782 jusqu'au 21 janvier 1783 », — etc.

C. 604. (Liasse.) — 69 pièces, papier.

1783-1784. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — États du produit de la salle, par semaine, du 21 janvier 1783 au 20 janvier 1784. — Ordonnance de 6,000 livres à prendre sur l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie, au profit de la caisse d'amortissement. — Ordonnances de paiements : au sieur Lavette, entrepreneur ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette ; — au sieur Péteil, machiniste de Paris qui a fait exécuter les machines du théâtre ; — aux pompiers employés à la salle de spectacle ; — à divers. — « État pour compter avec le sieur Lavette, maître-maçon à Amiens, constructeur de la salle de spectacle, pour l'année du 21 janvier 1783 au 20 janvier 1784. » — « État des réparations faites à la salle de comédie depuis le 18 janvier 1783. » 17 août 1783. — Mémoires de maçonnerie, menuiserie, serrurerie, ferblanterie, peinture, plomberie, couverture, pavage, etc. — « État de la dépense faite à l'occasion des garçons machinistes venus de Paris pour la salle de spectacle. » Amiens, 6 mai 1783. — « État du produit de la salle de spectacle pendant l'année commencée le 21 janvier 1783, et finie le 20 janvier 1784. » — « Produit de la salle de spectacle depuis le 21 janvier 1783, jusques et y compris le 11 avril suivant. » — Id. du 21 avril au 25 septembre 1783. — « Bordereau de la recette et dépense de la caisse d'amortissement depuis le 20 janvier 1783, jusqu'au 21 janvier 1784 », — etc.

C. 605. (Liasse.) — 69 pièces, papier.

1784-1785. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — États du produit de la salle par semaine, du 21 janvier 1784 au 20 janvier 1785. — Ordonnance de 6,000 livres à prendre sur l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie, au profit de la caisse d'amortissement. — Ordonnances de paiements : au sieur Lavette, entrepreneur ; — au sieur Rousseau, ingénieur de la ville ; — à Jacques Péteil, machiniste ; — pour les gages des deux pompiers employés à la salle ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette du spectacle. — « État pour compter avec le sieur Lavette, entrepreneur de bâtiments à Amiens, constructeur de la salle de spectacle, pour l'année, du 21 janvier 1784 au 20 janvier 1785 » — « État des réparations faites à la salle de comédie, depuis le 17 août 1783. » 24 août 1784. — Id. depuis le 24 août 1784. 9 janvier 1785. — « État du produit de la salle de spectacle pendant l'année commencée le 21 janvier 1784, et finie le 20 janvier 1785. Troupe du sieur Valville... Troupe du sieur Dougny... Arrivée de la troupe des sieurs Sénépart et Laville, venant de Reims. » — « Produits et dépenses de la nouvelle salle de spectacle d'Amiens à commencer du 21 janvier 1780, jusqu'au 20 janvier 1785 », — etc.

C. 606. (Liasse.) — 82 pièces, papier.

1785-1786. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — États du produit de la salle par semaine du 21 janvier 1785 au 20 janvier 1786. — Ordonnance de 6,000 livres sur l'octroi de 20 sols par velte d'eau-de-vie, au profit de la caisse d'amortissement. — Ordonnances de paiement : au sieur Lavette, entrepreneur : — à divers ouvriers et marchands ; — au sieur Péteil, machiniste ; — aux pompiers de service ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette du spectacle. — « État pour compter avec le sieur Lavette, entrepreneur de bâtiments à Amiens, constructeur de la salle de spectacle, pour l'année du 21 janvier 1785, au 20 janvier 1786. » — « État de dépense concernant les ouvrages en restauration des machines du théâtre de la nouvelle salle de comédie, faits par ordre de M. l'Intendant, pendant les six derniers mois de l'année 1783. » — Divers états de réparations à ladite salle. — « État des réparations faites à la salle de comédie depuis le 9 janvier 1785. » août 1785. — Id. d'août 1785 à janvier 1786. — Soumission de Quignon, serrurier, pour la fourniture, pour la somme de 250 livres, des « trois armoiries ou blasons en tôle relevée qui restent à exécuter dans les milieux de chacun des trois balcons de la Comédie... lesquels blasons représentent savoir : l'un

les armes de M. le comte de Périgord avec les cordons de ses ordres, l'autre les armes de Monseigneur l'Intendant, et le troisième, les armes de la ville d'Amiens avec leurs supports et attributs. 13 janvier 1786. — « Produit de la salle de spectacle pendant l'année commencée le 21 janvier 1785 et finie le 20 janvier 1786. Troupe du sieur Senépart... Troupe des sauteurs : 8 représentations, du 13 février 1775 au 20 mars 1775 compris Expériences physiques, du 20 mars au 10 avril 1775 compris... Troupe du sieur Dougny... Troupe du sieur Audinot. » — « Produit de la salle de spectacle, depuis le 21 janvier 1785, jusques et compris le 20 février suivant. » — Id. du 20 mars au 2 octobre 1785. — « État des frais extraordinaires faits par le contrôleur au spectacle. » 20 janvier 1786. — « Bordereau de la recette et dépense de la caisse d'amortissement depuis le 20 janvier 1785, jusqu'au 20 janvier 1786 », — etc.

C. 607. (Liasse.) — 74 pièces, papier.

1786-1787. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — États du produit de la salle par semaine du 21 janvier 1786 au 20 janvier 1787. — Ordonnance de 6,000 livres sur l'octroi de 20 sols par velte d'eau-de-vie, au profit de la caisse d'amortissement. — Ordonnances de paiement au sieur Lavette, entrepreneur ; — à divers marchands et ouvriers pour réparations à la salle ; — à Jacques Péteil, machiniste, pour ses gages ; — aux pompiers de service ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette. — « État pour compter avec le sieur Lavette, entrepreneur de bâtiments à Amiens, constructeur de la salle de spectacle, pour l'année du 21 janvier 1786 au 20 janvier 1787 ». — « État des réparations faites à la salle de comédie depuis le 13 janvier dernier. » 20 août 1786. — Id. depuis le mois d'août 1786. 20 janvier 1887 ; — « Produit de la salle de spectacle depuis le 21 janvier 1786, jusques et compris le 28 février suivant. » — Id. du 13 mars au 23 juillet 1786. « Opéra du sieur Durant... Comédie du sieur Borsary. » — Id. du 1^{er} août au 13 novembre 1786. « Opéra du sieur Borsary... Comédie des sieurs Durant et Garnier, venant d'Arras. » — État des frais faits par le sieur Prudhomme dans un voyage à Arras pour déterminer la troupe de comédie de cette ville à venir jouer la comédie à Amiens. Octobre 1786. — « État du produit de la salle de spectacle pendant l'année commencée le 21 janvier 1786, et finie le 20 janvier 1787. » — « Bordereau de recette et dépense de la caisse d'amortissement de la salle de spectacle, depuis le 21 janvier 1786 jusques et y compris le samedi 20 janvier 1787 », — etc.

C. 608. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1787-1788. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — Ordonnance de 6,000 livres sur l'octroi de 20 sols par velte d'eau-de-vie, au profit de la caisse d'amortissement. — Ordonnances de paiements à

divers, pour réparations à la salle de spectacle ; — à Jacques Péteil, machiniste ; — aux pompiers de service ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette. — « État pour compter avec le sieur Lavette, entrepreneur de la salle de spectacle, pour l'année du 21 janvier 1787 au 20 janvier 1788. » — « État du produit de la salle de spectacle, depuis le 21 janvier 1787, jusques et compris le 20 janvier 1788. Opéra du sieur Borsary... Troupe des Variétés. » — « Produit de la salle de spectacle, depuis le 21 janvier 1787, jusques et compris le 30 mars suivant », — etc.

C. 609. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1788-1789. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — Ordonnance de 6,000 livres sur l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie, au profit de la caisse d'amortissement. — Ordonnances de paiements : à divers, pour réparations à la salle ; — à Jacques Péteil, machiniste : — aux pompiers de service ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette du spectacle. — « État pour compter avec le sieur Lavette, entrepreneur de la salle de spectacle, pour l'année du 21 janvier 1788 ; au 20 janvier 1789. » — « État du produit de la salle de spectacle pendant l'année commencée le 21 janvier 1788, et finie le 20 janvier 1789, Troupe du sieur Borsary... Troupe du sieur Naudet. » — « État du produit de la salle de spectacle, depuis le 21 janvier 1788, jusques et compris le 15 mars suivant, jour de la clôture. » — Id. du 12 mai au 7 septembre 1788. — Quittance du sieur Caron, pour fourniture de billets de parterre. Amiens, 24 février 1788. — Quittance de la femme Vallée pour gravure d'un chiffre destiné à contremarquer les billets d'entrée. Amiens, 3 juillet 1788. — « Bordereau de recette et dépense de la caisse d'amortissement de la salle de spectacle depuis le 21 janvier 1788, jusques et compris le mardi 21 janvier 1789 », — etc.

C. 610. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1789-1790. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — États du produit de la salle, par semaine, du 15 novembre 1789 au 20 janvier 1790. — Ordonnance de 6,000 livres sur l'octroi de la province, au profit de la caisse d'amortissement. — Ordonnances de paiements : à divers pour réparations à la salle ; — aux pompiers de service ; — au sieur Prudhomme, contrôleur à la recette du spectacle. — « État pour compter, avec le sieur Lavette, entrepreneur de la salle de spectacle, pour l'année du 21 janvier 1789 au 20 janvier 1790. » — « État

du produit de la salle de spectacle pendant l'année commencée le 21 janvier 1789, et finie le 20 janvier 1790. Troupe du sieur Naudet. » — Produit de la salle de spectacle depuis le 21 janvier 1789, jusques y compris le 4 avril suivant, jour de la clôture. » — Id. du 23 août au 4 octobre 1789. — « État des frais faits par le sieur Prudhomme pour le voyage de Reims » pour hâter le retour de la troupe de comédie à Amiens. Amiens 9 mars 1789. — « Bordereau de recette et dépense de la caisse d'amortissement de la salle de spectacle depuis le 21 janvier 1789, jusques et compris le mercredi 20 janvier 1790 », etc.

C. 611. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1790. — AMIENS. — Caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant l'état pour compter avec le sieur Lavette, entrepreneur de la salle de spectacle. Amiens, 10 mars. — Ordonnance de paiements à divers pour travaux à la salle de spectacle — Mémoires de tonnellerie ; — de tapisserie ; — de ferblanterie ; — de vitrerie ; — de serrurerie ; — de plomberie ; — de couverture ; — de menuiserie, — etc.

C. 612. (Liasse.) — 22 pièces, papier (2 imprimées).

1745-1760. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant prescrivant que l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie sera restitué pour toutes les eaux-de-vie qui seront vendues en gros pour être consommées hors de la généralité, aux marchands qui les auront vendues. Amiens, 14 juin 1745. — Produits de l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie du 1^{er} juillet 1749 au 30 juin 1755 : Direction d'Abbeville ; — Élection d'Amiens ; — Régie de Doullens ; — Direction de Montdidier ; — Direction de Péronne ; — Direction de Roye ; — Direction de Saint-Quentin. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui proroge pour six années à commencer au 1^{er} juillet 1764 l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie accordé à la ville d'Amiens par arrêt du Conseil du 3 août 1743, et qui ordonne qu'à commencer du 1^{er} août de la présente année 1758, il sera levé au profit de ladite ville d'Amiens un nouvel octroi aussi de 10 sols par velte d'eau-de-vie. etc. » 30 juillet 1758 (impr. 4 p. in-4° Amiens). — Lettre de M. Gauthier, receveur des aides à Péronne, à l'Intendant, au sujet de la perception des nouveaux 4 sols pour livre établis par l'édit de septembre 1759 sur les anciens et nouveaux 10 sols par velte d'eau-de-vie, et sur celle du droit d'afforage. Péronne, 24 janvier 1760. — Réponse de l'Intendant à M. Gauthier. Paris, 2 février 1760. — Lettre de M. Duval à l'Intendant, proposant son beau-frère pour cautionner le bail du 1^{er} octroi de 10 sols par velte. Amiens, 1^{er} mai 1760. — Lettre de M. Duval à

l'Intendant sur le même objet. Amiens, 17 mai 1760. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, au sujet du cautionnement du sieur Duval. Paris, 4 juillet 1760, — etc.

C. 613. (Liasse.) — 32 pièces papier, (1 parchemin).

1760-1762. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'obtenir le paiement des ouvriers et marchands de la ville qui en ont le plus grand besoin. Amiens, 31 janvier 1760. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui envoyant un placet que les officiers municipaux d'Amiens ont envoyé au contrôleur général, « par lequel ils demandent qu'en dérogeant aux dispositions de l'arrêt du Conseil du 30 juillet 1758 qui a accordé à cette ville un octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie, dont le produit est destiné par cet arrêt à bâtir une intendance, des halles à blé, et à achever les fontaines publiques, il plaise à Sa Majesté, en conséquence de l'édit de subvention du mois de septembre dernier qui a suspendu les travaux publics, leur permettre de prendre sur cet octroi la somme de 140,000 livres pour mettre la ville en état de payer les ouvriers et marchands qui ne veulent plus faire crédit des choses absolument nécessaires à l'hôtel-de-ville, menaçant de faire banqueroute. » Il lui demande son avis. Paris, 11 février 1760. — Arrêt du conseil d'État qui autorise la ville d'Amiens à prélever la somme de 140,000 livres sur le produit des octrois de 10 sols par velte d'eau-de-vie, pour se libérer envers les ouvriers, marchands et autres créanciers qui ont fait des fournitures à ladite ville d'Amiens. 10 mars 1760. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le remerciant de leur avoir fait obtenir lesdites 140,000 livres. Amiens, 27 mars 1760. Lettre de M. Dincourt d'Hangard à l'Intendant, lui envoyant divers mémoires à payer. Mars-avril 1760. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant une requête concernant le paiement des épices dues à la chambre des comptes des petits octrois. Amiens, 23 juin 1760. — « État des sommes dues à différents particuliers par la ville d'Amiens, et qui ont été payées sur les octrois de 10 sols par velte d'eau-de-vie, en vertu de l'arrêt du Conseil du 10 mars 1760. 7 avril 1762. — « État des arrêtés des mémoires de différents ouvriers et marchands, pour ouvrages par eux faits et marchandises livrées pour le compte de la ville d'Amiens, pour être payés sur la somme de 140,000 livres accordée à ladite ville par arrêt du conseil d'État du Roi du 10 mars 1760 pour l'acquittement de ses dettes, ladite somme à prendre sur l'octroi accordé à ladite

ville par arrêt du 31 juillet 1758. » 8 avril 1762. — Estimation faite par les maire et échevins de la ville d'Amiens du loyer de la chambre de l'officier de la garde bourgeoise. Amiens, 17 août 1762. — Ordonnance de l'Intendant pour faire porter à la caisse du gros octroi les 27,533 l. 5 s. 3 d. restant des 140,000 l. accordées par le Conseil à la ville d'Amiens. 5 septembre 1762, — etc.

C. 614. (Liasse.) — 29 pièces, papier (3 imprimées).

1761-1790. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Copie de la requête adressée à l'Intendant par Éloy Caron, marchand au faubourg de Hem, alléguant de son ignorance pour n'avoir pas payé l'octroi de 10 sols par velte d'eau-de-vie. 8 juillet 1761. — Note de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet de l'affaire du sieur Caron. 28 janvier 1761. — Ordonnance par M. Dupleix intendant, de 150 livres à prendre sur le produit de l'octroi de 20 sols par velte, pour distribution de pain et de tourbes aux pauvres de la ville d'Amiens. 6 janvier 1768. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui proroge pour douze années à commencer du 1^{er} juillet 1770 et finir à pareil jour de l'année 1782, les deux octrois de 10 sols par velte d'eau-de-vie, faisant ensemble 20 sols qui se perçoivent en Picardie. » 18 mai 1770 (impr. 6 p. in-4°, Amiens). — « État général des frais de régie des droits d'octrois qui se perçoivent sur les eaux-de-vie dans les six élections de la généralité d'Amiens, à raison de 20 sols par velte, pour le compte et au profit de ladite généralité, arrêté en conformité des ordres du Conseil du 30 mai 1780, pour avoir lieu à partir du 1^{er} octobre de ladite année. » 7 juin 1780. — Lettre de l'Intendant à M. de Baye, l'informant que la direction générale ayant trouvé les frais de régie de l'octroi de 20 sols par velte trop considérables, il les a réduits à l'état précédent. Amiens, 7 juin 1780. — Ordonnance de l'Intendant qui fait remise du quart des droits de l'octroi de Picardie, au nommé Lansorme, propriétaire d'une cantine à Humbercourt. 3 janvier 1781. — « Mémoire pour la chambre de commerce de Picardie, à l'effet de supplier S. M. et Nosseigneurs de son Conseil de proroger pour douze années à commencer le 1^{er} juillet 1782, et finir à pareil jour de l'année 1794, l'octroi de 20 sols par velte qui se perçoit sur les eaux-de-vie qui se consomment dans la province de Picardie. » Amiens, 20 avril 1781. — Lettre de la chambre de commerce de Picardie à l'Intendant, lui envoyant copie dudit mémoire, « les travaux ordonnés par l'arrêt du Conseil du 1^{er} juillet 1770 pour améliorer la navigation de la rivière de Somme devant être payés des fonds provenant de l'octroi de 20 sols par velte. » Amiens, 20 avril 1781. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant lui demandant des éclaircissements et son avis sur le mémoire de la chambre du commerce. Paris, 2 juin 1781. — Requête du sieur Pierre Fournier, syndic et cabaretier à Matigny, élection de Péronne, se plaignant des fraudes qui

s'exercent journellement et demandant une modération aux droits sur les boissons. Matigny, 8 octobre 1781. —

Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, l'informant que les renseignements qu'il a reçus de M. de Baye, il n'a pas jugé convenable d'accorder au sieur Fournier la modération qu'il demande. 27 novembre 1781. — « Mémoire instructif sur les causes de la création de l'octroi de Picardie et sur celles des prorogations et augmentations que la province a sollicitées et qui ont été accordées, et des arrêts qui ont été rendus en conséquence. » 24 octobre 1787. — Ordonnance de M. d'Agay, intendant, qui nomme à la place de régisseur général et de régisseur particulier dans l'étendue de la direction des aides d'Amiens, de l'octroi de 20 sols par velte d'eau-de-vie, le sieur Sisson, directeur de la régie des aides à Amiens, en remplacement du sieur de Baye, décédé. 1^{er} juin 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Sisson, régisseur général des octrois de Picardie, lui réclamant le compte de sa régie pour 1788. 10 avril 1790. — Réponse de M. Sisson, s'excusant de ce que « les événements fâcheux qui nous entourent depuis dix mois ont singulièrement arriéré partout les recouvrements, et par suite, occasionné un grand retard dans la comptabilité, » mais promettant de lui fournir bientôt lesdits comptes. Amiens, 13 avril 1790. — « Bordereau pour compter, par le sieur Jean-Baptiste Morillot, ci-devant directeur des aides à Doullens, de ses recettes, dépenses et reprises sur le produit de l'octroi de 20 sols par velte d'eau-de-vie pendant la sixième année de janvier 1789. » — Lettre de M. Morillot à l'Intendant, lui envoyant ledit bordereau et le remerciant de ce qu'il a bien voulu consentir à ce que M. de Sisson ne le pressât pas pour l'apurement dudit compte. Péronne, 2 avril 1790. — « Compte général du régisseur des octrois de Picardie pour l'année 1788. » 23 juin 1790, — etc.

C. 615. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1777-1790. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — « Compte que rend par devant vous, Mgr le comte d'Agay, chevalier, seigneur de Villers, Mutigny, Bémont et autres lieux, conseiller du Roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, ancien avocat général du parlement de Besançon, intendant de justice, police, finances et des troupes de S. M. en Picardie, Boulonnois, Pays Conquis et Reconquis, M^c Marie-Hyacinthe-Laurent Bernard de Cléry, receveur des octrois de 10 sols par velte d'eau-de-vie qui se perçoivent dans les six élections de la généralité d'Amiens, de la recette et dépense desdits octrois pendant l'année commencée le 15 mai 1775 et révo-

lue le 15 mai 1776, et perçus en vertu d'arrêt du conseil d'État du Roi du 18 mai 1770, lesdits octrois en régie du 1^{er} juillet audit an. » — Id. 15 mai 1778 à 15 mai 1779. — Id. 15 mai 1779 à 15 mai 1780. — Id. 15 mai 1780 à 15 mai 1781. — Id. 15 mai 1781 à 15 mai 1782. — Id. 15 mai 1782 à 15 mai 1783. — Id. 15 mai 1783 à 15 mai 1784. — Id. 15 mai 1784 à 15 mai 1785. — Id. 15 mai 1785 à 15 mai 1786. — Id. 15 mai 1786 à 15 mai 1787. — Id. 15 mai à 31 décembre 1787. — Id. 1788.

C. 616. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1777-1790. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — « Compte que rend François-Charles de Baye, directeur des aides et chargé de la régie générale des octrois de 20 sols par velte d'eau-de-vie qui se perçoivent dans l'étendue de la généralité d'Amiens, à Monseigneur le comte d'Agay, intendant de Picardie, de la recette, dépense et reprise tant en nature qu'en deniers, faite dans l'étendue de la généralité d'Amiens, tant par le comptable que par les autres directeurs des aides de ladite généralité, à cause du produit desdits octrois, depuis le 1^{er} octobre 1775 jusques et compris le dernier septembre 1776. » — Id. 1^{er} octobre 1776 à 30 septembre 1777. — Id. 1^{er} octobre 1777 à 30 septembre 1778. — Id. 1^{er} octobre 1778 à 30 septembre 1779. — Id. 1^{er} octobre 1779 à 31 décembre 1781. — Id. 1783. — Id. 1784. — Id. 1786. — Id. par Madame veuve de François-Charles de Baye, 1787. — Id. par Christophe Sisson. 1788.

C. 617. (Liasse.) — 44 pièces, papier.

1770-1771. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1770-1771. Canal de la Somme : « État des dépenses pour servir au paiement des appointements du sieur de Lyonne, ingénieur employé aux nouveaux travaux du canal de la Somme à raison de 150 livres par mois. » Décembre 1770. — Ordonnance de 4,000 livres pour les honoraires du sieur Laurent de Lyonne pendant l'année 1770. 13 janvier 1771. — « État général des dépenses du canal de la Somme pendant les douze mois de 1771. » — Feuilles de toisés et états des ateliers du canal pendant les mois de janvier, février, mars, avril 1771, — etc.

C. 618. (Liasse.) — 199 pièces, papier.

1771. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1771 à 1772. Canal de la Somme : Feuilles de toisés ; feuilles de journées ; feuilles de frais extraordinaires ; quittances d'appointements, pendant les mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1771, — etc.

C. 619. (Liasse.) — 153 pièces, papier.

1772. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1771 à 1772 (suite). Canal de la Somme : Ordonnance de paiement au sieur Laurent de Lyonne, pour ses appointements. — Feuilles de toisés ; feuilles de journées ; feuilles de frais extraordinaires ; quittances d'appointements ; feuilles d'indemnités pendant les mois de janvier, février, mars, avril 1772, — etc.

C. 620. (Liasse.) — 61 pièces, papier.

1772-1773. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1772 à 1773. Canal de la Somme : Feuilles de toisés ; feuilles de journées ; feuilles de frais extraordinaires ; quittances d'appointements ; feuilles d'indemnités pendant les mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1772 ; janvier, février, mars, avril 1773, — etc.

C. 621. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

1773-1774. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1773 à 1774. Canal de la Somme : Feuilles de toisés ; feuilles de journées ; feuilles de frais extraordinaires ; quittances d'appointements ; feuilles d'indemnités. Mois de mai, juin, juillet, août, septembre, novembre, décembre 1773 ; janvier, février, mars, avril 1774, — etc.

C. 622. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

1774. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1774 à 1775. Canal de la Somme : Feuilles de toisés ; feuilles de journées ; feuilles de frais extraordinaires ; ordonnances et quittances d'appointements ; feuilles d'indemnités. Mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre, — etc.

C. 623. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1774-1775 — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1775 à 1776. Chapitre I, Hôtel Cérisy. Ordonnances de paiements pour la construction de l'auberge de l'hôtel des gardes du corps ; — pour construction d'une maison servant de cuisine auxdits gardes du corps ; — pour les gages du concierge et fourniture d'huile pour les lanternes ; — pour réparations faites à la cuisine et au salon des deux exempts sous-aides majors qui résident à l'hôtel des gardes du corps. — Mémoires de fumisterie ; — de pavage ; — de paillolage ; — de serrurerie ; — de maçonnerie ; — de menuiserie ; — de charpenterie, — etc.

C. 624. (Liasse.) — 102 pièces, papier.

1775. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1775 à 1776. Chapitre III. Canal de la Somme : Feuilles de toisés ; feuilles de journées ; feuilles de frais extraordinaires ; feuilles d'indemnités, rentes et intérêts. Octobre, — etc.

C. 625. (Liasse.) — 56 pièces, papier.

1776-1777. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1776-1777. Chapitre I. Hôtel de Cérisy : Mémoires de maçonnerie ; — de paillolage ; de tapisserie ; — de menuiserie ; — de couverture ; — de quincaillerie ; — de charpenterie ; — de serrurerie ; — de ferblanterie ; — de vitrerie ; — de plomberie. — Chapitre III. Fontaines publiques d'Amiens. Ordonnances de paiements : au sieur Caron, pour tuyaux de fer ; — au sieur Gaudi, marbrier à Amiens, pour travaux à la fontaine du haut de la rue des Rabuissons, 26 février 1777 ; — au sieur Lorel, corroyeur, pour cuir pour la jonction des tuyaux ; — au sieur Thibeaudeau, sculpteur desdites fontaines, à Amiens, « s'étant chargé d'aller chercher à Paris un modèle pour la naïade et plusieurs blocs de pierre de Senlis, tant pour ladite figure que pour son encadrement. » 20 mars 1777 ; — Chapitre V. Canal de la Somme : Feuilles de toisés ; feuilles de frais extraordinaires ; feuilles d'indemnités ; ordonnances d'appointments : mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1776 ; janvier, février, mars, avril 1777, — etc.

C. 626. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1777-1778. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1777-1778. Chapitre I. Hôtel de Cérisy. Mémoires de serrurerie ; — de plomberie ; — de maçonnerie ; — de couverture ; — de vitrerie ; — de menuiserie ; — de tapisserie ; — de paillolage ; — de ferblanterie. — Chapitre II. Hôtel de l'intendance. Mémoire de vitrerie. — Ordonnance au sieur Descoutures de 200 l. 3 s. par lui avancés pour menus entretiens des bâtiments de l'hôtel de l'intendance. 23 septembre 1777, — etc.

C. 627. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1777-1778. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1777-1778. Chapitre III. Fontaines publiques. Mémoires, ordonnances de paiements et quittances : pour avances faites par le sieur Lavette, entrepreneur ; — pour travaux faits à la source de la fontaine des Frères ; — pour ouvrages nécessaires à la conservation des eaux de sources nécessaires aux fontaines publiques ; — plomberie ; — pour une fontaine dans la rue des Bouchers ; — pour travaux à la machine hydraulique ;

— fonderie ; — fourniture de tuyaux par le sieur Caron le jeune, d'Amiens ; — au sieur Gaudi, marbrier à Amiens, pour ouvrages auxdites fontaines ; — serrurerie ; — garde et entretien de la machine hydraulique au Château-d'Eau ; — au sieur Jumel-Riquier, pour l'entretien des dites fontaines, — etc.

C. 628. (Liasse.) — 82 pièces, papier.

1777. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte 1777-1778. Chapitre IV. Canal de la Somme. Feuilles de toisés ; — feuilles de journées ; — feuilles de frais extraordinaires ; — feuilles d'indemnités. Mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre, — etc.

C. 629. (Liasse.) — 116 pièces, papier.

1778. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1777-1778. Chapitre IV. Canal de la Somme (suite). Feuilles de toisés ; — feuilles de journées ; — feuilles de frais extraordinaires ; — feuilles d'intérêts. Mois de janvier, février, mars, avril, — etc.

C. 630. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1777-1778. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1777-1778. Chapitre V. 1^o Académie d'Amiens : Quittances de la subvention de 2,000 livres accordée à ladite académie par arrêt du Conseil du 9 février 1754. — 2^o Rentes sur l'hôtel-de-ville. Ordonnances de paiement et quittances. — 3^o Vingtième des offices et droits. Ordonnance de paiement de la somme de 1,251 livres à laquelle la ville d'Amiens est imposée, — etc.

C. 631. (Liasse.) — 47 pièces, papier.

1778-1779. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1778-1779. Chapitre I. Hôtel de Cérisy. Mémoires, ordonnances de paiements et quittances : avances faites par le sieur Sellier, architecte ; — gratification audit sieur Sellier ; — tapisserie ; — fourniture de literie faite par la veuve Bernaux ; — location de la maison de Mme d'Incourt de Fréchencourt, résidence des officiers des gardes du corps de la compagnie de Luxembourg ; — frais de contrat payés au sieur Janvier, notaire royal à Amiens, pour l'acquisition de maisons destinées à l'emplacement du nouveau manège de la compagnie des gardes du corps de Luxembourg ; — construction dudit manège ; — menuiserie ; — paillolage ; — peinture ;

— vitrerie ; — maçonnerie ; — serrurerie ; — charpenterie ; — couverture ; — plafonnage ; — ferblanterie ; — pavage, — etc.

C. 632. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1778-1779. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1778-1779. Chapitre II. Hôtel de l'intendance. — « État des journées d'ouvriers maçons et des matériaux fournis par Lavette, entrepreneur, tant pour la construction d'un bassin au jardin de l'hôtel de l'intendance que pour un réservoir contre les couches » etc. 19-21 décembre 1778. — Chapitre III. Fontaines publiques : « État des journées d'ouvriers maçons, matériaux livrés et paiements faits par Lavette, entrepreneur de bâtiments pour les nouvelles fontaines tant du Marché au Blé que de la rue du Rabuisson. » 19-21 décembre 1778. — Mémoire de plomberie. — Ordonnances de paiements pour travaux et entretien desdites fontaines. — Id. pour gratification au sieur Descoutures, conservateur des dites fontaines, — etc.

C. 633. (Liasse.) — 82 pièces, papier.

1778-1779. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives des comptes de 1778-1779. Chapitre IV. Canal de la Somme : — feuilles de toisés ; — feuilles de journées ; — feuilles de frais extraordinaires ; — feuilles d'indemnités ; — feuilles d'intérêts. — Ordonnances de paiements. Mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1778 ; janvier, mars, avril 1779, — etc.

C. 634. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1778-1779. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1778-1779. Chapitre V. 1° Académie d'Amiens. Quittances de la subvention de 2000 livres. — 2° Chambre du commerce. Deux ordonnances de 6000 livres pour les dépenses de ladite chambre. — 3° Vingtième des offices et droits. Ordonnance de paiement. — 4° Ordonnance de 400 livres en faveur du sieur Legrand, médecin à Amiens, pour son cours public d'accouchement à Amiens. — 5° Ordonnance de 600 livres pour la dépense des bougies de la société de musique et l'entretien de la salle de concert. — 6° Rentes sur l'hôtel-de-ville, ordonnances de paiement et quittances ; — id. des droits d'indemnités dus au Domaine pour acquisitions de bâtiments pour édifices publics ; — id. des censives dues par la ville au Domaine ; — id. au frère Chérubin, supérieur des frères des écoles chrétiennes d'Amiens, d'une somme de 600 livres pour être employée à la reconstruction de sa maison. — Quittances par M. d'Agay, intendant, de ses appointements et supplément de traitement (10,000 livres par an), — etc.

C. 635. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

1779-1780. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1779-1780. — Bordereaux des recettes et dépenses pour les mois de janvier, février, mars, avril 1780. — « Extrait du compte de l'octroi de 20 sols par chaque velte d'eau-de-vie qui se perçoit dans les six élections de la généralité de Picardie pour l'année du 15 mai 1779 au 15 mai 1780. » — Chapitre I Hôtel de Cérisy. Mémoires de serrurerie ; — de maçonnerie ; — de vitrerie ; — de charroi ; — de pavage ; — de plomberie ; — de couverture ; — de menuiserie ; — de plafonnage ; — de la sculpture des trumeaux (24 livres.) 3 mars 1779 ; — de peinture ; — de tapisserie ; — du sieur Cozette, serrurier, pour le « cadran au soleil. » — Chapitre IV. Canal de la Somme. Feuilles de toisés. — Récapitulation des indemnités. — Chapitre V. « Relevé du chapitre V de la dépense, concernant différents paiements faits par la caisse de l'octroi de 20 sols à la décharge de la ville pendant l'année de mai 1779 à 1780 », — etc.

C. 636. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1780-1781. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1780-1781. — Bordereaux des recettes et dépenses pour les mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1780 ; février, mars, avril 1781. — « État sommaire ou récapitulation des entretiens extraordinaires faits en la présente année 1780 aux édifices publics de la ville d'Amiens. » par M. Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens. Amiens, 1^{er} août 1780. — Id. 7 février 1781. — Chapitre I Hôtel de Cérisy. Mémoire de serrurerie. — Ordonnance de paiements à Mme d'Incourt de Fréchencourt, pour loyer de sa maison, occupée par les officiers des gardes du corps ; — au sieur Lavette, entrepreneur, pour divers travaux ; — à Marie-Jeanne-Madeleine Carpentier, pour intérêts du prix d'une maison qu'elle a vendue à la ville pour l'agrandissement de la carrière et du manège des gardes du corps. — Chapitre IV. Canal de la Somme : feuilles de toisés ; — feuilles d'indemnités, — etc.

C. 637. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1781-1782. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte 1781-1782. — Bordereaux des recettes et dépenses pour les mois de mai 1781 à avril 1782. — « État sommaire ou récapitulation des entretiens ex-

traordinaires faits en la présente année 1781 aux édifices publics de la ville d'Amiens » par M. Rousseau, ingénieur 15 octobre 1781. — « État de dépense concernant les réparations qui viennent d'être faites à la salle de comédie » etc. par M. Rousseau 9 novembre 1781. — Chapitre I. Hôtel de Cérisy : « État des dépenses du nouveau manège de l'hôtel des gardes du corps de la compagnie de Luxembourg ; » avec ordonnance de paiement. Amiens 23 août 1781. — Procès-verbal de visite des réparations à faire à l'hôtel de Cérisy, par Joseph Carrey et Alexandre Laurent, échevins et commis aux ouvrages de la ville d'Amiens, et Jacques-Pierre-Jean Rousseau, ingénieur, et ordonnance de paiement desdites réparations. 11 février 1782. — Chapitre II. Bourdois d'Abbeville. Ordonnances de paiements des ouvrages. — Chapitre III. Fontaines publiques : « Mémoire et état des dépenses de ce à quoi se trouve monter le changement de la fontaine rue des Bouchers à Amiens, » par M. Jumel-Riquier. Amiens 31 juillet 1781. — « État des dépenses qui ont été employées à l'entretien des fontaines publiques de la ville d'Amiens en l'année 1781 », — etc.

C. 638. (Liasse.) — 52 pièces, papier.

1781-1782. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1781-1782. Chapitre IV. Canal de la Somme : feuilles de toisés ; — feuilles de journées ; — feuilles de frais extraordinaires ; — feuilles d'indemnités. Mois de mai, juin, août, septembre, novembre, décembre 1781 ; janvier, février, mars 1782. — Procès-verbal d'estimation de l'indemnité due au marquis d'Estournel, seigneur de Frise, pour deux ruissoirs à blanchir le linge pris sur sa propriété pour le canal. 1 novembre 1781. — Requête du sieur Caron, adjudicataire de la ferme du canal de la Somme, demandant une indemnité pour la perte du poisson qu'il a éprouvée par la rupture de la digue du canal entre Épenancourt et Péronne, et ordonnance de l'Intendant lui accordant une remise de 200 livres. 15 juin 1781. — Ordonnance de paiement d'une indemnité de 100 livres accordée à Alexandre Duchemin, estropié en travaillant au canal de la Somme, pour le mettre en état d'apprendre le métier de tailleur d'habits. — Quittances par M. d'Agay, intendant, de ses appointements et supplément de traitement, — etc.

C. 639. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1781-1782. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1781-1782. Chapitre V. — 1° Académie d'Amiens. Quittances de la subvention. — 2° Ordonnance d'une somme de 6,000 livres allouée à la chambre du commerce ; — 3° Vingtèmes des offices et droits. Ordonnances de paiement. — 4° Ordonnance de 400 livres en faveur du

sieur Legrand, médecin, pour son cours d'accouchement ; — 5° Rentes sur l'hôtel-de-ville. Ordonnances de paiements et quittances. — « État des rentes d'indemnité dues au Roi par l'hôtel-de-ville d'Amiens pour l'année échue le 31 décembre, perceptibles sur les deniers de l'octroi. » — « État des censives dues au domaine du Roi par l'hôtel-de-ville d'Amiens, payables sur les deniers de l'octroi. » — 6° Ordonnances de 600 livres au frère Chérubin, supérieur des frères des écoles chrétiennes, pour la reconstruction de sa maison ; — de 1,000 livres de gratification au sieur Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens ; — de 600 livres au sieur Descoutures pour remboursement de frais de plans de quelques édifices publics de la généralité ; — de 688 livres au sieur Lavette, architecte, pour travaux aux bâtiments publics pour prévenir les incendies ; — de 6,000 livres pour la caisse d'amortissement de la salle de spectacle, — etc.

C. 640. (Liasse.) — 57 pièces, papier.

1781-1783. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1782-1783. — Bordereaux des recettes et dépenses pour les mois de mai 1782 à avril 1783. — Chapitre III. Canal de la Somme. Feuilles d'indemnités ; — états de dépenses. — Chapitre IV. 1° Académie d'Amiens. Quittances de la subvention. — 2° Subventions allouées à la chambre du commerce. Ordonnances de paiements. — 3° Vingtème des offices et droits. Id. — 4° « État des rentes d'indemnités dues au Roi par l'hôtel-de-ville d'Amiens pour l'année échue le 31 décembre 1782, perceptibles sur les deniers de l'octroi. » — 5° « État des censives dues au domaine du Roi par l'hôtel de ville d'Amiens, payables sur les deniers de l'octroi. » — 6° Rentes sur l'hôtel-de-ville. Ordonnance de paiement et quittances. — 7° Ordonnance de 1,001 l. 4 s. 3 d., pour droits d'amortissement dus au Domaine sur une maison acquise dans l'emplacement de la nouvelle halle au blé. — 8° « État des déboursés faits pour le sieur Murry à l'occasion de ses expériences faites au jardin de botanique de l'académie des sciences d'Amiens, pour fabriquer de l'huile de vitriol et de la couperose, arrêté par nous, commissaire de la chambre du commerce de Picardie, nommé pour inspecter les opérations du sieur Murry. » Amiens. 20 novembre 1781. — 9° Ordonnance de 1.000 livres de gratification au sieur Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens. — 10° Id. de 6,000 livres à la caisse d'amortissement de la salle de spectacle ; — 11° Délibération des officiers municipaux d'Amiens, accordant une gratification de 36 livres au sieur Descoutures com-

missaire à la fontaine des Rabuissons. 24 mai 1783. — 12^e Ordonnance de 600 livres au frère Chérubin supérieur des frères des écoles chrétiennes. — Id. de 400 livres de gratification au sieur Legrand, médecin, pour son cours d'accouchement, — etc.

C. 641. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1783-1784. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1783-1784. — Bordereaux de recettes et dépenses pour les mois de mai 1783 à avril 1784. — Chapitre IV. Quittances des rentes sur l'hôtel-de-ville. — Quittance du sieur Bienaimé, vicaire de la chapelle Saint-Honoré au faubourg de Beauvais, de 40 livres, pour l'acquit d'un salut fondé à perpétuité dans ladite chapelle. 1 juillet 1783, — etc.

C. 642 (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1784-1786. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives des comptes de 1784-1785 et 1785-1786. — Bordereaux de recettes et dépenses pour les mois de mai 1784 à avril 1785 et de mai 1785 à avril 1786.

C. 643. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

1786-1787. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1786-1787. — Bordereaux de recettes et dépenses pour les mois de mai 1786 à avril 1787. — Quittances de M. de Cléry, receveur de l'octroi. — Chapitre I. Mémoire de pavage pour la caserne de Cerisy. — Id. d'objets divers pour les fontaines publiques. — Ordonnances de paiement, pour le blanchissage du linge des gardes du corps ; pour le loyer de la maison de la veuve Godard. — « État sommaire des entretiens extraordinaires faits pendant les six premiers mois de l'année 1786 aux édifices publics de la ville d'Amiens. » — Id. six derniers mois de 1786. — « État de la dépense faite pour conduire les eaux de la Selle dans l'aqueduc de la fontaine des Frères. » — Chapitre II. Ordonnances de paiement pour travaux du manège de la caserne Saint-Gilles à Abbeville, — etc.

C. 644. (Liasse.) — 112 pièces, papier.

1786-1787. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1786-1787 Chapitre III. Canal de la Somme. Feuilles de toisés ; — feuilles de journées ; — feuilles d'ouvrages adjugés ; — feuilles de frais extraordinaires ; — feuilles de fournitures adjugées ; — feuilles de terrasses adjugées, mois de juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1786 ; janvier, février, mars, avril 1787. — Ordonnances de paiements. — « État des médailles frappées relativement aux ordres donnés par le Roi pour la

continuation du canal de Picardie » 10-20 mai 1787. — Quittances des appointements de M. d'Agay, intendant, — etc.

C. 645. (Liasse.) — 33 pièces, papier.

1740-1787. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1786-1787. — Chapitre IV. Académie d'Amiens. Quittances de la subvention. — Subventions allouées à la chambre du commerce. Ordonnances de paiement. — Ordonnance de paiement des censives dues au Roi par l'hôtel-de-ville d'Amiens. — Ordonnance pour le remboursement au sieur Boucher, de sommes dues sur l'octroi de Picardie. — Acte de constitution de 3,350 livres de rentes sur la ville d'Amiens, à Albert-François Brochant, écuyer, fils mineur de feu Philippe Brochant, maître ordinaire en la Chambre des comptes. Paris 15 novembre 1740. — Ordonnances de paiement et quittances des rentes sur la ville d'Amiens. — Délibération des officiers municipaux d'Amiens accordant une gratification de 36 livres au sieur Descoutures, commissaire de la fontaine des Rabuissons. — Ordonnance de 400 livres de gratification au sieur Legrand, médecin pour son cours d'accouchement. — Quittances diverses. — Vingtème des offices et droits. Ordonnances de paiement. — Ordonnance de 150 livres de gratification accordées au sieur Devant, dessinateur mécanicien, fabricant d'étoffes de Tours, pour les enseignements qu'il a données aux fabriques d'Amiens, et pour le mettre en état de retourner chez lui, — etc.

C. 646. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1787. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1787. — Bordereaux de recette et dépense. Mois de mai à décembre. — Quittances de M. de Cléry, receveur de l'octroi.

C. 647. (Liasse.) — 58 pièces, papier.

1787. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1787. Chapitre I. — Ordonnance de paiement au sieur Isnard, entrepreneur, pour reconstruction et réparations au bureau des finances d'Amiens. — « État sommaire des entretiens extraordinaires faits pendant les six premiers mois de l'année 1787 aux édifices publics de la ville d'Amiens. » — Id. deuxième semestre. — Hôtel de Cérisy. Mémoires d'éclairage ; — du salaire du concierge ; — de plomberie ; — de menuiserie ; — de couverture ; — de plafonnage ; — de papiers

de tenture ; — de tapisserie ; — de serrurerie ; — de maçonnerie ; — de peinture ; — de vitrerie. — Hôtel de la résidence. Mémoires de serrurerie ; — de marbrerie ; — de tapisserie ; — de plomberie ; — de plafonnage ; — d'éclairage ; — de ferblanterie ; — de menuiserie. — Fontaines publiques. Mémoire de serrurerie. — « État de la dépense faite à la prison de la conciergerie de la ville d'Amiens pour l'exécution des ouvrages arrêtés par M. Colombier, inspecteur général des hôpitaux, et approuvés de M. l'Intendant. » 24 décembre. — « État de la dépense faite pour le curement de l'ancien et nouveau port d'Amiens. » 21 décembre. — Quittances du paiement desdits travaux de curement. — « État de la dépense faite en vertu des ordres de M. l'Intendant par le sieur Isnard fils, entrepreneur, concernant le déblai des terreaux de la rue du Camp des Buttes. » 29 décembre. — Ordonnance de paiement du loyer de la résidence des gardes du corps, — etc.

C. 648. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1787-1788. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1787. Chapitre II. — « État des journées employées par les brigades de maréchaussée de la compagnie de Picardie en résidence à Amiens, à l'assemblée provinciale commencée le 14 août 1787, jusqu'au 21 dudit mois. » — Ordonnances de paiement : au sieur Cointereau, architecte de Lyon, pour construction d'une cabane en pisé ; — de 300 livres au sieur Brue, ingénieur-géographe des ponts et chaussées pour avoir rédigé, dessiné et fourni deux copies en très grand atlas de la carte de tous les bailliages et autres sièges royaux de la généralité d'Amiens, demandée par une lettre du garde des sceaux du 20 janvier 1788, — etc.

C. 649. (Liasse.) — 107 pièces, papier.

1787-1788. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1787. Chapitre III. Canal de la Somme : — feuilles de toisés ; — feuilles de terrasses ; — feuilles d'indemnités ; — feuilles de frais extraordinaires ; — feuilles de journées ; — feuilles de dépenses pour livraisons ; — feuilles de fournitures : mois de mai, juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre 1787, — etc.

C. 650. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

1787-1788. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1787. Chapitre IV. — Quittances de la subvention à l'Académie d'Amiens. — Ordonnance de paiement de la subvention à la chambre du commerce. — « État des rentes d'indemnités dues au Roi par l'hôtel-de-ville d'Amiens pour l'année échue le 31 décembre 1787, perceptibles sur les deniers de l'octroi. » — « État des censives dues

au domaine du Roi par l'hôtel-de-ville d'Amiens, payables sur les deniers de l'octroi. » — Ordonnance de paiement et quittances des rentes sur la ville d'Amiens. — Ordonnance de paiement d'une gratification de 1,000 livres accordée au sieur Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens. — Id. de 400 livres au sieur Legrand pour son cours d'accouchement. — Quittances de rentes sur divers maisons. — Ordonnance de paiement à Alexandre-François Bernaux pour le blanchissage du linge des gardes du corps — « État de la fourniture de linge faite par le nommé Bernaux à la résidence pendant l'année 1787. » — Ordonnance de paiement des vingtièmes des offices et droits dus par la ville d'Amiens. — Quittances des appointements de M. d'Agay, intendant. — Ordonnance de paiement de la subvention de 6,000 livres à la caisse d'amortissement de la salle de spectacle. — Id. d'une subvention de 600 livres au frère Louis Bernard, supérieur des écoles chrétiennes. — État des dépenses et paiements de la machine du Château d'Eau de la ville d'Amiens, dressé par le sieur Jumel-Riquier, — etc.

C. 651. (Liasse.) — 37 pièces, papier.

1788-1789. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Pièces justificatives du compte de 1788-1789. Bordereaux de recette et dépense. Janvier 1788 à mars 1789. — Chapitre III. Canal de la Somme : feuilles de fournitures. Janvier 1788, — etc.

C. 652. (Liasse.) — 24 pièces papier.

1759-1782. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Ordonnance de paiement de la somme de 8,143 l. 10 s. pour le montant d'une année des arrérages dus aux créanciers de la ville d'Amiens, entre les mains du sieur Mathon, notaire à Paris. 26 novembre 1759. — Id. d'une somme de 7,686 l. 22 novembre 1760. — Id. d'une somme de 7,640 l. 5 s. 28 novembre 1762. — Id. d'une somme de 7,640 l. 5 s. 8 novembre 1763. — Id. d'une somme de 8,143 l. 10 s. 9 novembre 1764. — Id. 10 novembre 1767. — Id. 8 décembre 1771. — Id. entre les mains du sieur Monnot, successeur du sieur Mathon. 5 mars 1773. — Id. 8 janvier 1774. — Id. 22 janvier 1775. — Id. 30 décembre 1782, — etc.

C. 653. (Liasse.) — 51 pièces papier.

1760-1786. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Ordonnance d'une somme de 1,251 l. 5 s. à laquelle la

ville d'Amiens se trouve taxée pour les vingtièmes et 2 sols par livre du dixième des rentes qu'elle doit à des laïcs. 8 octobre 1760. — Id. de la somme de 625 l. 12 s. 6 d. 10 février 1761. — Id. de la somme de 2,033 l. 5 s. 9 d. 9 juillet 1761. — Id. de la somme de 1,876 l. 17 sols 6 d. 10 août 1762. — Id. de la somme de 1,867 l. 17 s. 6 d. 16 juin 1763. — Id. de la somme de 1,251 l. 5 s. 27 septembre 1764. — Id. 4 mai 1766. — Id. 15 septembre 1766. — Id. 15 septembre 1768. — Id. 3 avril 1770. — Id. 3 août 1770. — Id. 27 août 1773. — Id. 5 mai 1777. — Id. 12 septembre 1779. — Id. 13 septembre 1780. — Id. 29 septembre 1781. — Id. 31 août 1782. — Id. de la somme de 1,026 l. 14 s. 3 d. 25 août 1784. — Id. de la somme de 956 l. 10 s. 9 d. 30 septembre 1784. — Id. de la somme de 905 l. 4 s. 3 d. 10 février 1786, — etc.

C. 654. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1770-1776. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Ordonnance d'une somme de 1,490 l. 1 d. « à quoi montent les droits d'indemnité dus par la ville d'Amiens à cause des acquisitions qu'elle a faites de différents bâtiments pour être employés aux édifices publics. » 11 février 1770. — Id. 13 février 1771. — Id. 23 février 1772. — Id. 22 février 1773. — Id. 11 février 1774. — Id. 24 février 1775. — Id. 30 janvier 1776. — Id. 25 décembre 1776, — etc.

C. 655. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1777-1787. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Ordonnance d'une somme de 1490 l. 1 d. « à quoi montent les droits d'indemnités dus par la ville d'Amiens à cause des acquisitions qu'elle a faites de différents batiments pour être employés aux édifices publics. » 28 décembre 1777. — Id. de la somme de 45 l. 18 s. 28 décembre 1777. — Id. de la somme de 1,490 l. 1 d. 21 décembre 1778. — Id. 13 décembre 1779. — Id. 16 décembre 1780. — Id. 30 décembre 1781. — Id. de la somme de 998 l. 4 s. 9 d. 6 février 1783. — Id. de la somme de 542 l. 5 février 1784. — Id. de la somme de 1,424 l. 16 s. 9 d. 31 décembre 1786, — etc.

C. 656. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1781-1787. — AMIENS. — Octroi de Picardie. — Expédition du titre nouvel et reconnaissance au sieur Jean-Baptiste-Firmin Cornet, prêtre de l'Hôtel-Dieu d'Amiens, de la rente à lui due et payée par la ville. 24 décembre 1781. — Lettre de M. Delessart à M. d'Agay intendant, lui demandant son avis sur la demande faite au Conseil par les officiers municipaux d'Amiens, d'être autorisés à constituer en rente perpétuelle deux dettes exigibles l'une de 13,000 livres due au sieur Ogier ancien lieutenant de maire, et l'autre de 8,500 livres due pour indemnité aux

habitants de Cagny. Paris 11 juin 1784. — Lettre de M. Delessart à l'Intendant, l'informant qu'il a été rendu un arrêt qui autorise la ville d'Amiens à faire les dites constitutions. Paris, 29 juillet 1764, — etc.

C. 657. (Liasse.) — 32 pièces, papier (3 imprimées).

1712-1787. — AMIENS. — Gros octroi. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui permet aux maire et échevins de la ville d'Amiens d'aliéner le gros octroi accordé à ladite ville en 1641 sur les vins, eaux-de-vie et tabac, au profit de ceux qui se chargeront de payer la somme de 126,900 livres pour la suppression des offices d'avocats du Roi en la mairie et police, d'échevins alternatifs, lieutenant général, procureur de S. M., greffier, commissaires et huissiers, receveur alternatif des octrois, pour l'affranchissement des droits de francs fiefs et pour le don gratuit. » 29 octobre 1712 (impr. 7 p. in-4°). — « Compte que rend par devant vous, Mgr d'Invau, chevalier, conseiller du Roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police, finances et des troupes de S. M., en Picardie, Boulonnois, Pays Conquis et Reconquis, François Lemarchand, receveur des deniers patrimoniaux et octrois de la ville d'Amiens, de la recette et dépense faite du produit du gros octroi appartenant à la ville de l'année échue au 20 mai 1756. » — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant relativement à une gratification à accorder au sieur Lavette pour location de ses greniers. Amiens, 19 août 1762. — Ordonnance de 200 l. à payer sur le gros octroi au sieur Lavette, à titre de gratification. 20 août 1762. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, au sujet de la prorogation du gros octroi et de quelques autres objets. 16 décembre 1766. — Arrêt du conseil d'État qui proroge pour dix ans le gros octroi en faveur de la ville d'Amiens. Versailles, 29 mars 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant une requête aux fins d'obtenir la permission de faire régir le gros octroi qui vient d'être prorogé. Amiens, 29 avril 1767. — « Copie de la lettre écrite par M. Langlois aux officiers municipaux d'Amiens, » leur exprimant qu'il doute fort qu'on leur accorde la permission de régir le gros octroi. Paris, 5 mai 1767. — « Extrait du registre aux délibérations de l'assemblée de notables de la ville d'Amiens, » arrêtant que la perception du gros octroi serait faite par voie de régie. 20 mai 1767. Expédition du 30 juin 1767. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant

son avis sur la demande faite par la ville d'Amiens de régir le gros octroi. Courteille, 29 mai 1767. — Note au sujet de la régie du gros octroi. « J'ai vu hier M. Dumaugin qui m'a dit ne pas avoir plus entendu parler des officiers municipaux d'Amiens que du Grand Turc. Il paraît qu'il insiste toujours sur ses pertes, mais il ne sait à quel saint se vouer ni quel parti prendre pour en avoir raison. Il paraît qu'il n'est guère curieux de négocier avec les officiers municipaux, parce qu'il les regarde comme des gens avec lesquels il n'est pas aisé de traiter, et qui le prennent sur le très haut ton. Il en juge par le style de la délibération qu'ils lui ont fait remettre, pour lui faire continuer provisoirement la régie, et dont il m'a remis la copie ci-jointe. Effectivement cette délibération ne contient ni prière, ni réquisition, et il semble qu'ils parlent à quelqu'un qui est absolument à leurs ordres. M. Dumaugin en revient toujours à dire que toutes les tergiversations des officiers municipaux n'ont eu d'autre but que de le tromper et de l'engager à payer sous prétexte de conciliation, qu'aujourd'hui qu'il a payé, ils s'embarrassent très peu de lui parce qu'ils sentent très bien qu'il y regarde à deux fois avant que d'entreprendre à ce sujet un procès en justice réglée... Pour tirer tout cela plus au clair, il faudrait en quelque façon s'entremettre pour les rapprocher, aller voir le maire... et quand tout cela sera fait, on n'en sera pas encore plus avancé, parce qu'il n'y aura pas plus de dispositions à conciliation. Je ne crois pas que M. l'Intendant puisse faire faire toutes ces avances de sa part. Tout ce qui le regarde, c'est de donner son avis sur la régie demandée ; or en mon particulier j'aurais bientôt fait sur cela : je marquerais purement et simplement à M. de Courteille qu'il n'a plus d'avis à donner à ce sujet, puisque les officiers municipaux viennent de faire afficher l'adjudication, et que c'est une preuve qu'ils n'insistent plus sur la régie... Ce sont de drôles de gens que ces municipaux, on ne sait plus à quoi ils s'occupent : ils sont montés sur un certain quant à moi et une certaine fierté qui ne se concilient pas avec l'expédition des affaires. Il paraît que M. Jourdain, en particulier, est une tête assez singulière, suivant ce qu'on en dit dans le public. Il met une rigidité et une sévérité inflexible dans la police dont il s'occupe beaucoup : il n'est question que de châtiments et de prison pour les moindres choses ; on prétend même qu'il a pensé se faire des affaires pour cela. Comme tout cela est étranger à mes occupations, je m'y intéresse peu. Il vient d'arriver une aventure assez déplaisante pour MM. de la municipalité et de la notabilité. Pour rehausser l'éclat de leurs places, ils ont formé un nouveau corps de sergents de ville en réformant ceux qui étaient invalides etc. Pour donner plus de lustre à leurs nouveaux suppôts, ils les ont

tous armés de sabres. Quelques uns de ces sergents de ville étaient en faction sur les dix heures du soir à la foire qui se tient ces jours ci : ils sont tombés, on ne sait trop à propos de quoi, sur un pauvre marchand qui était fort tranquille dans sa boutique ; ils lui ont donné plusieurs coups de sabre dont un dans le corps. Le pauvre malheureux est, dit-on, grièvement blessé. On disait hier que les municipaux avaient accommodé cette affaire moyennant 400 livres. J'en saurai plus particulièrement les circonstances. » 1^{er} juillet 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui exprimant tous leurs regrets d'avoir excité son mécontentement par leur silence sur l'affaire du gros octroi. Ils ne l'ont fait afficher que pour mettre le Conseil en état de décider sur leur demande de régie. Amiens, 2 juillet 1767. — Lettre de l'Intendant à M. de Courteille, lui envoyant différentes pièces relatives à ladite affaire, et lui rendant compte de l'état de la question. Paris, 10 juillet 1767. — « Extrait du procès-verbal d'adjudication du gros octroi de la ville d'Amiens. » 24 août 1767. Expédition du 4 septembre 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ledit extrait lui marquant qu'aucun enchérisseur ne s'étant présenté, « ce qui ne peut être comme nous l'avions craint, que la suite du discrédit que les prétentions formées à l'occasion du dernier bail par le sieur Dumaugin précédent adjudicataire, ont jeté sur le produit de ce droit, l'adjudication est remise au 24 octobre prochain. » Amiens, 4 septembre 1767. — Procès-verbal de la nouvelle adjudication. 26 octobre 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ledit procès-verbal, et lui marquant qu'aucun enchérisseur ne s'étant présenté, le commissaire a prononcé la mise en régie provisoire dudit octroi, jusqu'à ce que le Conseil en ait prononcé. Amiens, 6 novembre 1767. — Requête des officiers municipaux et notables d'Amiens au conseil d'État, à l'effet d'être autorisés à mettre le gros octroi en régie, v. 1767. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui autorise les officiers municipaux de la ville d'Amiens à restreindre la perception de leur gros octroi sur les eaux-de-vie à la seule consommation de la ville et banlieue, et qui permet auxdits officiers municipaux de lever pendant six ans un nouvel octroi de 8 sols par sac de cendres de tourbes sortant de la ville et banlieue. » 18 janvier 1774 (impr. 8 p. in-4°). — « État général des revenus de la ville d'Amiens au 1^{er} avril 1787 », 5 avril 1787. — Requête des officiers municipaux d'Amiens au conseil d'État, à l'effet d'être prorogés dans la perception du gros octroi. 5 avril 1787, — etc.

C. 658. (Liasse.) — 14 pièces, papier (11 imprimées).

1660-1738. — AMIENS. — Octrois et revenus divers. — Arrêt du conseil d'État qui condamne les officiers municipaux et habitants d'Amiens à payer 30,000 livres, somme à laquelle la moitié de leurs octrois a été modérée par arrêt du Conseil pour trois années, commençant le 1^{er} avril 1657, et finissant le 30 mars 1660. 1 décembre 1760 (impr. 3 p. in-fol). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui décharge les ecclésiastiques et les communautés religieuses de la ville d'Amiens du nouvel octroi établi à l'entrée de ladite ville sur la boisson. » 23 août 1712 (impr. 3 p. in-4°). — Arrêt du conseil d'État qui proroge pour dix ans les octrois de la ville d'Amiens. Paris 17 mars 1719 (impr. affiche). — Avis de l'adjudication des octrois de la ville d'Amiens. Amiens, 11 mai 1727 (impr. affiche). — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, déclarant nul un prétendu avis d'adjudication desdits octrois, dans lequel « il a été faussement inséré que ladite adjudication se ferait par nous et par les sieurs trésoriers de France du bureau des finances d'Amiens qui n'ont aucun droit d'y assister, » et ordonnant des poursuites et des informations contre ses auteurs. Amiens, 26 juin 1727 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi concernant le droit d'octroi de la ville d'Amiens. » 18 février 1738 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui assujettit les ecclésiastiques et officiers du bureau des finances de la ville d'Amiens au paiement du droit d'octroi. » 21 octobre 1738 (impr. 7 p. in 4°. Amiens). — États des octrois et autres revenus patrimoniaux de la ville d'Amiens. XVIII^e s., — etc.

C. 659. (Liasse.) — 6 pièces, papier (1 imprimée)

1756-1772. — AMIENS. — Octrois et revenus divers. — Ordonnance de 48 livres à payer au sieur Ducastel, subdélégué, pour huit vacations employées à l'apposition et levée des scellés etc., chez le défunt sieur Lemarchand père, receveur des octrois de la ville d'Amiens. Amiens, 6 avril 1756. — Ordonnance de l'Intendant faisant remise au sieur Jacques Leroux adjudicataire du droit d'aides sur les vins appartenant à la ville d'Amiens, d'une somme de 760 livres restant due par lui à ladite ville. 17 septembre 1756 — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui accorde à la ville d'Amiens, à titre patrimonial, un octroi de 30 sols par muid de cidre entrant dans la ville, faubourgs et banlieue pour subvenir d'autant à l'insuffisance des revenus ordinaires. Qui ordonne que ledit octroi sera payé par toutes personnes exemptes ou non exemptes, privilégiées et non privilégiées, et qu'il sera perçu par les directeur et commis aux aides. » 8 septembre 1772, (impr. 7 p. in-4°). — Mémoire au sujet de l'exemption

réclamée par l'état-major des droits sur le vin attribués à la ville d'Amiens. Juillet 1772, — etc.

C. 660. (Liasse.) — 11 pièces, papier (1 imprimée).

1761-1786. — AMIENS. — Octrois et revenus divers. — Requête à l'Intendant par le sieur Henri Dufourmantelle, maître maçon et entrepreneur à Amiens, adjudicataire des digues en charpentes construits au port de la Grève de cette ville, à l'effet d'être exempté du droit de passage sur le petit pont de Saint-Maurice. 30 décembre 1761. — Observations des maire et échevins d'Amiens, sur la précédente requête. 16 janvier 1762. — « Mémoire sur les amendes. » v. 1775. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire pour prouver « que les amendes de la juridiction de l'hôtel-de-ville ont toujours appartenu à la ville à titre de commune, » droit qui leur est contesté par le receveur des droits de contrôle. Amiens, 29 mars 1775 — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur assurant qu'il fera valoir avec beaucoup de force au ministre, « tous les motifs que vous avez pour repousser cette nouveauté. » 14 avril 1775. — Lettre de M. de La Boullaye à M. d'Agay, intendant, lui demandant son avis sur un mémoire des officiers municipaux d'Amiens qui représentent les inconvénients de l'usage de donner à bail exclusif la boucherie de carême, et demandent que pendant ce temps la viande soit vendue librement comme à Paris, à la charge par chaque boucher de payer sa quote part de la somme de 1,500 livres à laquelle montait année commune le produit du privilège exclusif de la boucherie de carême. Il lui demande entre autres choses, si ce projet n'est pas de nature à être communiqué aux établissements de charité à qui le produit de la boucherie de carême appartient. Paris, 7 janvier 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le remerciant de l'arrêt qu'il a obtenu, abolissant le monopole de la boucherie de carême. Amiens, 28 février 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, se plaignant de ce que les bouchers s'obstinent à se refuser à l'exécution de l'arrêt du Conseil du 14 février 1784 qui accorde la liberté de la boucherie de carême. « Nous avons cru que le nouvel ordre de choses leur paraîtrait aussi avantageux pour eux que pour le public : des cabales, des vues particulières, des intérêts privés les font penser autrement. » Amiens, 16 janvier 1785. — « Sentence du bailliage d'Amiens qui fait défense au nommé Lordel et à tous autres de lever et percevoir aucuns deniers sur les coquetiers et autres marchands de volailles et gibier, et ordonne la restitution de ceux induement perçus en exé-

cution de l'ordonnance de police du 9 janvier 1786 ». 30 mars 1786 (impr. affiche.), — etc.

C. 661. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1762-1786. — AMIENS. — Octrois et revenus divers. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver la soumission du sieur Coquillart pour la ferme des laines et pelures appartenant à la ville. Amiens, 13 novembre 1762. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite soumission. 14 novembre 1762. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui observant que l'aide des laines et pelures ne rapporte plus que de 15 à 1,600 livres par an, tandis qu'elle en rapportait de 2 à 3,000 il y a quinze ou vingt ans, et le priant de les autoriser à la mettre en régie. Amiens, 6 septembre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, soumettant à son approbation la délibération qu'ils ont prise le 19 de ce mois « pour suspendre provisoirement la perception de l'aide à la sortie des laines. La chambre de commerce que nous avons consultée à ce sujet pense fermement que cette perception écartera toujours tant qu'elle subsistera le commerce des laines de l'enceinte de nos murs. » Amiens, 20 août 1785. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, relativement : 1° au droit sur la sortie des laines suspendu depuis le mois de décembre précédent ; 2° au marché à volailles, « peu fourni et malpropre : le gibier et la volaille étaient exposés en vente dans des paniers ; ils (les officiers municipaux) firent établir des rangées de tables sur la place où se tient ce marché ; » 3° à la boucherie de carême ; 4° aux monopoles des coquetiers, marchands de volailles et autres, etc. Amiens, 22 avril 1786, — etc.

C. 662. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1770-1771. — AMIENS. — Octrois et revenus divers. — Lettre de l'abbé Terray à M. Duplex, intendant, lui envoyant une lettre du comte de Gomer qui réclame l'exemption des droits d'octrois de Picardie, sur les denrées qu'il fait venir de ses terres et pour la consommation de sa maison ; le priant d'examiner si cette demande est fondée, et d'y faire droit si elle est de sa compétence, ou dans le cas contraire de renvoyer le comte de Gomer devant les juges qui en doivent connaître. Paris, 4 avril 1770. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet de la demande du comte de Gomer, et dans lequel il établit la nature des droits dont celui-ci réclame l'exemption sous le titre d'octrois de Picardie. Amiens, 26 mai 1770. — Lettre de l'abbé Terray à M. Duplex, l'informant qu'il résulte des renseignements qu'il lui a fournis, que le comte de Gomer est mal fondé dans sa demande qui est contraire aux arrêts du 11 septembre 1725 et du 21 novembre 1747. Paris, 4 juillet 1770. —

« Copie de la lettre écrite par M. Ducastel, subdélégué de l'intendance de Picardie, aux officiers municipaux de la ville d'Amiens, » leur notifiant la décision du ministre au sujet de la demande du comte de Gomer. Amiens, 14 juillet 1770. — « Mémoire à l'occasion des octrois municipaux dont l'on étend depuis peu la perception sur les bois provenant du crû des habitants de la ville d'Amiens. » 1771. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire, lui demandant s'ils lui paraissent fondés dans leur réclamation. Amiens, 19 décembre 1771. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux. L'arrêt du 21 novembre 1747 lui paraît avoir dérogé à celui de 1725. D'ailleurs s'ils ont des doutes, c'est au contrôleur général à les lever et non à lui. Paris, 31 décembre 1771, — etc.

C. 663. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1785-1788. — AMIENS. — Octrois et revenus divers. — « État du produit des loges dans la halle, sur la place de l'hôtel-de-ville et autres emplacements intérieurs et extérieurs dudit hôtel-de-ville, loués pendant la foire de la Saint-Jean de la présente année 1786. » — Id. 1787. — Id. 1788, — etc.

C. 664. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1762-1770. — AMIENS. — Illuminations. — Lettre des maire et échevins d'Amiens à l'Intendant, soumettant à son approbation l'adjudication des chandelles pour l'entretien des lanternes publiques. Amiens, 9 octobre 1762. — « État de dépense présenté par Boulet, entrepreneur de l'entretien des lanternes. » Amiens 19 août 1770. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens » arrêtant que « pour l'hiver prochain il ne serait point fait d'adjudication de la fourniture des chandelles pour l'illumination des lanternes publiques, que cette illumination serait faite par économie, que le sieur Boulet, adjudicataire de l'entretien des lanternes, serait chargé de commencer par faire venir cinq milliers de chandelles de Reims pour en faire épreuve, qu'il lui serait passé 2 pour cent pour droit de commission, moyennant que ledit Boulet serait tenu de faire usage des cinq reverbères qui seront placés aux endroits indiqués par MM. les commissaires à la dépense des lanternes. » 23 août 1770. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant lui exposant que dans les circonstances facheuses où se trouvent les finances de la ville ils avaient songé à supprimer l'illumination des lanternes publiques. « La considération seule des désordres

qui seraient résultés de la suppression d'une dépense aussi nécessaire, les a portés à la continuer ; mais pour pouvoir y subvenir, ils ont été obligés de charger un particulier d'avancer d'abord le prix de la fourniture des cinq milliers de chandelles, afin que l'illumination qui doit commencer au 1 octobre prochain n'éprouvât aucun retard. » Cette avance se monte à 3,375 livres. Ils lui demandent un secours pour y faire face, à rembourser sur le prix du tourbage accordé à la ville. 29 septembre 1770. — Ordonnance de M. Dupleix, intendant, au sieur Lemarchand, receveur des octrois, de 10 sols par velte d'eau-de-vie, de payer par forme de prêt aux officiers municipaux d'Amiens la somme de 3,375 livres pour l'entretien des lanternes publiques. 30 septembre 1770. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur envoyant ladite ordonnance, et les approuvant d'avoir essayé, pour cette année, de la voie d'économie. Amiens, 30 septembre 1770. — Lettre de remerciement des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant. Amiens, 6 octobre 1770, — etc.

C. 665. (Liasse.) — 9 pièces, papier (imprimées).

1778-1780. — AMIENS. — Illuminations. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui permet aux officiers municipaux de la ville d'Amiens de lever pendant six ans sur tous les propriétaires des maisons de la ville une contribution de 4 deniers pour livre du montant du loyer de chaque maison, pour subvenir à la dépense de l'illumination publique, à laquelle contribution tous les exempts, ecclésiastiques, nobles et autres privilégiés sont assujettis, même les locataires personnellement à proportion des bâtiments qu'ils occupent. » 10 février 1778 (impr. 4 p. in-4°). — « Délibération des officiers municipaux de la ville d'Amiens, visée de Mgr l'Intendant, qui porte que les habitants non propriétaires qui, par pauvreté, ne sont pas assujettis à la capitation, seront déchargés de la taxe des réverbères » 12 novembre 1778 (impr. affiche.) — « Mémoire pour les officiers municipaux d'Amiens contre le syndic du clergé d'Amiens » sur une question pendante au Conseil, de savoir si le clergé doit être exempt de la taxe des réverbères (impr. 26 p. in-4°. Paris 1780), — etc.

C. 666. (Liasse.) — 70 pièces, papier.

1778-1785. — AMIENS. — Illuminations. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens » délibération relative à la taxe des réverbères. 9 avril 1778. — Id. 17 septembre 1778. — Id. 14 octobre 1779. — « Ville d'Amiens. Role fait et dressé par MM. les officiers municipaux de la ville d'Amiens, et rendu exécutoire par nous François-Marie-Bruno comte d'Agay, chevalier, seigneur de Villers, Mutigney, Bémont et

autres lieux, conseiller du Roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel, intendant de justice, police, finances et des troupes de S. M. en Picardie, Boulonnois, pays conquis et reconquis, des sommes qui doivent être payées pendant la présente année 1780 par tous les habitants de la ville d'Amiens sans aucune exception, soit nobles, ecclésiastiques, privilégiés, etc. » 29 septembre 1780. — « Compte que rend Joseph Quignon, chargé de la recette de la taxe de l'illumination publique pour l'année 1780, autorisée par arrêt du Conseil du 10 février 1778, à MM. les officiers municipaux de la ville d'Amiens, de la recette et de la dépense qu'il a faites pendant ladite année. » — Id. 1781. — Id. 1782. — Id. 1783, — etc.

C. 667. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1779-1783. — AMIENS. — Illuminations. — Ordonnance de l'Intendant au sieur Quignon « chargé du recouvrement de l'imposition faite pour l'illumination de la ville d'Amiens, de surseoir jusqu'à nouvel ordre à toutes poursuites contre le receveur et le contrôleur de la ferme du tabac, pour raison de leur imposition audit rôle. » 21 novembre 1779. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, au sujet d'un mémoire des fermiers généraux, qui demandent que la surséance des poursuites ordonnée par la décision provisoire du 16 novembre 1779, ne soit pas restreinte aux seuls receveur et contrôleur du bureau général du tabac, mais qu'elle s'étende également aux autres employés des fermes. Paris 4 décembre 1781. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux, les priant de donner connaissance des ordres du contrôleur général au préposé à la perception de la taxe des réverbères, afin qu'il puisse s'y conformer. 10 décembre 1781. — Réponse de l'Intendant à M. Joly de Fleury l'informant qu'il a fait part de ses ordres aux officiers municipaux d'Amiens, mais lui faisant observer que « la suspension de cette perception en faveur de ces employés (des fermes) rend le recouvrement très difficile envers les autres contribuables, et notamment les nobles et les ecclésiastiques. Ces derniers surtout assujettis à cette taxe par arrêt contradictoire du 19 septembre 1780, voient avec une véritable peine leurs privilèges mis en concurrence avec ceux des employés et donner même à ceux-ci une sorte de préférence. » 10 décembre 1781. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, l'informant que les officiers municipaux d'Amiens viennent de faire distribuer de nouveaux avertissements aux employés des fermes à l'effet d'acquitter la taxe des réverbères. Il le prie de faire jouir les dits employés de la

surséance qui leur a été accordée, et de donner a ce sujet aux maire et échevins d'Amiens les ordres les plus précis Paris, 4 février 1783. — Ordonnance de l'Intendant prescrivant de surseoir aux poursuites contre les employés des fermes. 9 février 1783. — Réponse de l'Intendant à M. Joly de Fleury. Il a exécuté ses ordres, mais le supplie « de vouloir bien faire statuer promptement par le Conseil sur les prétentions des employés que les officiers municipaux d'Amiens me paraissent avoir combattues avec beaucoup d'avantages. » 9 février 1783, — etc.

C. 668. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1783-1784. — AMIENS. — Illuminations. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant le double de la requête qu'ils présentent au Conseil pour obtenir la prorogation de la taxe de l'illumination. 4 novembre 1783. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens, à l'effet d'être exemptés d'un droit de marc d'or de 2,229 l. qu'on exige d'eux pour pouvoir lever l'arrêt du Conseil qui leur accorde la prorogation de la taxe des réverbères. Ils exposent que ; « La ville d'Amiens est peuplée de 50,000 âmes dont 30,000 ouvriers de manufacture. Il y rentre encore pendant chaque hiver plus de 2,000 soldats qui reviennent en semestre chez leurs parents. Il serait impossible de maintenir le bon ordre parmi une multitude aussi tumultueuse, si la ville n'était illuminée pendant les longues nuits de la mauvaise saison... Pour prolonger cette illumination plus avant dans la nuit, temps où elle devient plus nécessaire, les officiers municipaux ont substitué en 1776 des réverbères aux anciennes lanternes, ils ont fait à cet effet un traité avec l'entrepreneur de la ville de Paris pour vingt ans. Les revenus de la ville étaient déjà dès lors insuffisants pour subvenir à toutes ses charges ; les officiers municipaux furent autorisés par arrêt du Conseil du 10 février 1778 à percevoir, pour subvenir à la dépense de l'illumination, une taxe de 4 deniers pour livre du montant des loyers des maisons. » La ville n'a point payé de marc d'or pour cet arrêt. « Elle est encore actuellement bien moins en état de subvenir au paiement de cette somme... Les revenus ne montent qu'à 72,625 l. 4 s. 6 d., et cette somme est compris le produit de la taxe de l'illumination ; les charges montent à 103,323 l., 6 s., 7 d... ses dettes exigibles montent à une somme de 109,000 l. ; ses besoins extraordinaires s'élèvent à 323,900 livres, ses dettes hypothécaires forment un capital de 198,575 l., 18 s., 8 d. » Amiens, 13 novembre 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens lui envoyant le précédant mémoire qu'ils ont adressé au contrôleur général et à M. Delessart, le priant de l'appuyer. Amiens, 13 novembre 1784. — Lettre de M. de

Calonne à l'Intendant l'informant que ce qu'il lui mande de la situation embarrassée des affaires de la ville d'Amiens l'ont déterminé à réduire le droit de marc d'or à la somme de 300 livres. « Il est impossible d'ordonner une remise absolue, qui tirerait d'autant plus à conséquence, que le droit de marc d'or a été taxé dans des espèces absolument semblables pour plusieurs villes du Royaume. » Versailles, 26 décembre 1784.

C. 669. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1783-1789. — AMIENS. — Illuminations. — « Compte que rend le sieur Cucu... des sommes restant en souffrance des années 1781, 1782 et 1783, suivant le relevé qui en a été fait par M. Derveloy subdélégué, à MM. les officiers municipaux de ladite ville, de la recette et de la dépense qu'il a faites pendant lesdites années. » 8 juin 1786. — « Compte que rend le sieur Cucu... pour les restants dûs des années 1781, 1782 et 1783, suivant l'état arrêté le 8 juin 1786, à MM. les officiers municipaux de la ville d'Amiens, de la recette et de la dépense qu'il a faites desdits restants. » 26 avril 1787. — « Compte que rend le sieur Cucu préposé à la recette de la taxe de l'illumination pour l'année 1784... de la recette et de la dépense qu'il a faites pendant ladite année. » 26 avril 1787. — « Compte que rend le sieur Cucu, préposé à la recette de la taxe de l'illumination pour l'année 1785... à MM. les officiers municipaux de la ville d'Amiens, de la recette et de la dépense qu'il a faites pendant ladite année. » 4 octobre 1787. — « Compte que rend le sieur Cucu... de la recette et dépense qu'il a faites pendant ladite année de la reprise du 2^e compte des restants des années 1781, 1782 et 1783 et des reprises et remises des comptes de 1784 et 1785. » 1^{er} avril 1789, — etc.

C. 670. (Liasse.) — 5 pièces, papier (2 imprimées).

1785-1786. — AMIENS. — Illuminations. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant en réfutation d'une requête du sieur Cucu qui demande : 1^o que le rôle de la taxe de l'illumination de 1784 lui soit remis pour être par lui vérifié ; 2^o qu'il soit ordonné que ledit rôle sera rédigé à l'avenir par lui ; 3^o une gratification pour le recouvrement des cotes restantes de 1781 et 1782 ; 4^o une augmentation d'appointements. 1^{er} juillet 1785. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, approuvant la délibération par laquelle ils ont porté à 1,200 livres les appointements du sieur Quignon, commis à la capitation et chargé de la rédaction des rôles relatifs à l'illumination publique. 18 décembre 1786. — « Ordonnance de

M. l'intendant de Picardie qui condamne plusieurs particuliers à payer au sieur Cucu la taxe de l'illumination publique de la ville d'Amiens portée par la présente ordonnance, etc. » 19 décembre 1786 (impr. affiche), — etc.

C. 671. — Registre in-fol., 513 pages papier.

1785. — AMIENS. — Illuminations. — « Ville d'Amiens. Role fait et dressé par les officiers municipaux de la ville d'Amiens et rendu exécutoire par nous François-Marie-Bruno, comte d'Agay... Intendant... des sommes qui doivent être payées pendant la présente année 1785, par tous les habitants de la ville d'Amiens sans aucune exception, privilégiés ou non privilégiés, soit nobles, ecclésiastiques, religieux et religieuses, même les locataires personnellement, à proportion des maisons et batiments qu'ils occupent, le tout suivant et conformément à l'arrêt du Conseil du 10 février 1778, dont l'exécution ordonnée par celui du 10 janvier 1784, qui permet auxdits officiers municipaux de continuer ladite levée à compter du 1^{er} janvier 1784, jusqu'au 1^{er} octobre 1796 sur tous les propriétaires des maisons de ladite ville, une contribution de 4 deniers pour livre du montant du prix du loyer de chaque maison, pour subvenir à la dépense de l'illumination publique de ladite ville. »

C. 672. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1742. — AMIENS. — Beffroi. — États des dégâts faits, objets brûlés, perdus ou volés lors de l'incendie du beffroi : à Charles Moreau, marchand, contre le beffroi ; — à Rose Drueuil ; — à Jean Lartisien, marchand épicier ; — à Antoine Wignier, marchand épicier ; — à Nicolas Robillard, marchand mercier sec, rue des Doubles-Chaises ; — à Louis Tubert, marchand linge, au coin vis-à-vis le beffroi ; — au sieur Godquin, procureur en toutes les juridictions royales d'Amiens et maître des présents de ladite ville ; — au sieur Ducrocquet, marchand de soie à Amiens, vis-à-vis le beffroi ; — à Adrien Binet, sergent messier de l'hôtel-de-ville ; — à la veuve de François Debrune, perruquier ; — à la veuve de Claude Hénin, pelletier, demeurant chez son père Nicolas Robillard, mercier sec, rue des Doubles-Chaises : — à Jean-François Joly, marchand drapier et Marie-Madeleine Joly, sa sœur ; — à Ambroise Maurice, dit Langevin, cabaretier, rue Saint-Germain : son épouse restée seule chez lui « ayant été obligée de laisser entrer le monde pour jeter de l'eau » on lui a volé de l'argent et du linge ; — à Joseph Cavois ; — à Antoinette Picquet, veuve de Charles Le Scellier, avocat au Parlement, chargée de quatre garçons et une fille ; — Id. Louis, Marie, Marguerite et Madeleine Picquet, enfants de feu M. Louis Picquet, marchand, ancien échevin et juge consul de la ville d'Amiens ; — à Jean-Baptiste Digeon, rue du Chapeau-de-Violettes ; —

à la veuve Maillart ; — à Michel Spicque, cabaretier au coin de la rue au Lin, à la Trompette Royale ; — à Jean-Baptiste Mariette, mercier et joaillier, vis-à-vis le pilori ; — à Jean Bocquet, rue des Chaudronniers ; — à Jacques Maillart fils, marchand bonnetier, rue des Chaudronniers ; — à Charles Gorin, sergent à masse ; — à François Foubert, maître tonnelier et cabaretier ; — à Pierre Hénin, marchand pelletier-fourreur. — Lettre de M. Galand à l'Intendant, au sujet de l'incendie du beffroi : « Le feu a été totalement éteint avant-hier dans les maisons voisines du beffroi, mais il brûle encore dans la tour d'où j'ai fait retirer hier la plus grande partie de nos cloches en morceaux, avec quantité de ferrements et de plomb fondu. Quant au reste des matières fondues, on les séparera des charbons et autres décombres quand le feu sera éteint et les matières refroidies. La plupart des incendiés m'ont remis chacun un mémoire de leurs pertes que je crois très enflé. J'ai l'honneur de vous les envoyer ci-joint. Si la cour se détermine à les secourir de quelque chose, on les examinera article par article. J'en ai parlé à M. l'évêque, qui arrivera demain à Paris. Il m'a dit qu'à son arrivée il conférerait avec vous, Monsieur, sur tous ces malheurs. Le sieur Picquet est le seul qui n'ait rien sauvé et est le plus malheureux. Nous serons obligés de faire jeter un monitoire pour avoir révélation d'une quantité de meubles, argenterie et argent monnayé qui a été volé, qu'on garde impunément, les ordonnances que nous avons fait publier et afficher à cette fin n'ayant rien produit. » Amiens, 25 avril 1742.

C. 673. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1749-1759. — AMIENS. — Beffroi. — « Devis et conditions qu'observera l'entrepreneur des ouvrages à faire pour le rétablissement du beffroi d'Amiens en maçonnerie, charpente, couverture d'ardoises et plomb, menuiserie, serrurerie, peinture et vitrerie, tant pour l'ancienne tour que pour la surélévation proposée au-dessus d'icelle, le tout relativement aux plans, profils et élévation ci-joints. » par Beffara. 20 décembre 1749. — « Observations faites sur le projet du sieur Beffara, pour la construction d'un beffroi sur l'ancienne tour d'Amiens, et pour la réparation de cette tour. » 2 février 1750. — Lettre de M. Chauvelin, intendant à M. Dufresne, lui envoyant lesdites observations. Paris 4 février 1750.

C. 674. (Liasse.) — 14 pièces, papier (2 plans).

1750-1761. — AMIENS. — Beffroi. — « Devis d'un horloge pour le beffroi d'Amiens. » Amiens, 2 octobre 1750.

— « Devis et conditions qu'observera l'adjudicataire de l'horloge du beffroi de la ville d'Amiens, » Dressé par Nicolas Mauvoisin, horloger à Amiens. Amiens 8 novembre 1750. — Deux dessins du mécanisme de ladite horloge. v. 1750. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville d'Amiens » Nomination du sieur Goret, horloger à Amiens comme inspecteur des travaux de l'horloge du beffroi, dont l'exécution a été donnée au sieur Mauvoisin. Suit un « Projet contenant les dimensions de l'horloge que l'on doit faire pour être placée dans le beffroi de la ville d'Amiens, dressé par Mauvoisin, horloger de ladite ville. » 28 septembre 1751. — « Mémoire de Ledoux, horloger, à MM. les lieutenant de police, maire et échevins de la ville d'Amiens, » présentant des critiques sur le projet de construction de l'horloge du beffroi, v. 1751. — « État des cuivres, fers et aciers qui entreront à la fabrication de l'horloge du beffroi de la ville d'Amiens, calculé par Mauvoisin, horloger de ladite ville, le plus justement que faire s'est pu, sur les modèles en bois qui ont été faits sous les yeux dudit Mauvoisin. » v. 1751. — Ordonnance de M. d'Aligre, intendant, commettant le sieur Bastien, expert, à la réception et visite de l'horloge faites par le sieur Mauvoisin au beffroi d'Amiens. Paris, 14 avril 1754. — Procès-verbal de réception de l'horloge du beffroi d'Amiens, par Joseph-Joachim Bastien, horloger, demeurant à Paris. 23 avril 1754. — Mémoire de M. Ducastel, à l'Intendant, au sujet d'une gratification de 2,400 livres, accordée sur l'octroi de Picardie au sieur Goret, inspecteur des travaux de l'horloge du beffroi. Amiens, 14 septembre 1754. — Observations des sieurs Jumel-Riquier, Jamet et Dallery, au sujet de l'horloge du beffroi d'Amiens, proposant de faire sonner les heures sur un timbre et non sur la grosse cloche. Amiens, 28 août 1761, — etc.

C. 675. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1753-1755. — AMIENS. — Beffroi. — « Mémoire des ouvrages de peinture et dorure faits pour le méridien du beffroi, par les ordres de M. Sellier, l'un des échevins de l'hôtel-de-ville d'Amiens, par Jean-Baptiste Lamanné, peintre, demeurant en ladite ville. » 23 mai 1753. — Requête du sieur Lamanné à l'Intendant, à l'effet d'être payé du précédent mémoire. 18 avril 1754. — Observations des maire et échevins d'Amiens sur le mémoire du sieur Lamanné 23 août 1754. — Réclamation des entrepreneurs de la reconstruction du beffroi d'Amiens, contre la prétention par les officiers municipaux de leur faire payer une partie du mémoire du sieur Lamanné. 9 mai 1755. — Mémoire de M. Ducastel, au sujet de l'affaire du sieur Lamanné. Amiens, 31 mai 1755. — Nouvelle requête du sieur Lamanné à l'Intendant. 27 novembre 1755. — Ordonnance de la somme de 110 livres sur l'octroi de Picardie à payer au sieur Lamanné, pour travaux de

peinture au beffroi d'Amiens. Amiens 18 décembre 1755, — etc.

C. 676. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1757-1761. — AMIENS. — Beffroi. — Procès-verbal de visite et réception par P. Gorlier, maître fondeur, Jacques de Brasles et Pierre de la Cour, charpentier à Liancourt, près Roye, de la grosse cloche du beffroi d'Amiens, fondue par Philippe et Florenti Caviller, maîtres fondeurs à Carrépuits, et de sa charpente ; duquel il résulte que la suspension de ladite cloche est défectueuse. 25 juillet 1757. — Mémoire de MM. Jumel-Riquier, Jamet et Dallery à M. de Carouges, maire d'Amiens, au sujet dudit procès-verbal, et sur l'état des cloches et timbres du beffroi d'Amiens. 28 août 1761. — Lettre de M. de Sachy de Carouges à l'Intendant, au sujet des travaux à faire au beffroi, aux cloches et à l'horloge qu'il renferme. Amiens, 29 août 1761.

C. 677. (Liasse.) — 43 pièces, papier (1 imprimée, 7 plans).

1752-1779. — AMIENS. — Douane. — « Devis et détail estimatif des réparations urgentes à faire au grand bureau de la douane de la ville d'Amiens. » 15 mai 1752. — Avis d'adjudication d'ouvrages à faire à la douane d'Amiens, 3 août 1752 (impr. affiche). — « Adjudication des ouvrages à faire au grand bureau de douane d'Amiens. » 3 août 1752. — Arrêt du conseil d'État qui autorise l'exécution desdits travaux. 22 août 1752. — Procès verbal de réception desdits travaux. 30 juillet-20 août 1754. — Ordonnance de M. d'Invaux, intendant, à l'effet de procéder à une nouvelle visite des travaux exécutés par le sieur Lefèvre, à la douane d'Amiens, 7 octobre 1755. — Plans de la douane d'Amiens, 1757. — « Détail estimatif des ouvrages à faire en réparations urgentes aux batiments de la douane de la ville d'Amiens. » par M. Fonblanche, ingénieur en chef de la généralité de Picardie. Amiens, 16 juillet 1757. — Procès-verbal d'adjudication desdits ouvrages. 10 septembre 1757. — « Rôle des épuisements et de tout ce qui a rapport pour les ouvrages de la douane de la ville d'Amiens, suivant l'adjudication du 10 septembre 1757. » 29 novembre 1758. — « État de comparaison des ouvrages supprimés avec ceux faits par augmentation à la douane d'Amiens, relativement à l'adjudication passée à Jacques Dullos, le 10 septembre 1758. » 17 décembre 1758. — « Certificat de réception des réparations faites à la douane d'Amiens. » Amiens, 17 décembre 1758. — « Devis des réparations urgentes et nécessaires à faire aux batiments de la douane de la ville d'Amiens. » 18 janvier

1763. — « Détail des ouvrages à faire pour rempiéter le gros mur du bâtiment de la douane de la ville d'Amiens, sur le bras de la rivière du côté du Nord dans soixante pieds de longueur. » 8 septembre 1763. — « Projet sur partie de la douane d'Amiens. » 18 juillet 1777. — Lettre de M. Necker à M. d'Agay, intendant, l'informant que les négociants d'Amiens, lui ont présenté un mémoire pour lui observer que la douane de cette ville « est trop éloignée du centre du commerce, et qu'il serait avantageux de la transférer dans la maison de M^{me} la présidente d'Hailles. Il ne peut être question d'acheter cette maison : mais si l'on consentait à la louer, je verrais avec plaisir cet arrangement. » Il a écrit en conséquence aux fermiers généraux, et les prie de suspendre, en attendant, les travaux de la douane actuelle. Paris, 19 juin 1778. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, l'informant que les conditions posées par M^{me} d'Hailles étant inadmissibles, il faut renoncer à ce projet, et reprendre sans délai les travaux de l'ancienne douane. Paris, 7 septembre 1778. — « Observations sur la demande qui vient d'être faite à M. l'Intendant au sujet de la douane d'Amiens, » par M. Jumel-Riquier. 11 septembre 1778. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, sur des difficultés survenues à propos du transfèrement du bureau provisoire de la douane de l'auberge Saint-Antoine à l'auberge du Coq Hardi. Amiens, 11 septembre 1778. — Procès-verbal de visite relatif aux réparations à faire au bâtiment de la douane. 4 octobre 1778. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de ladite visite faite par M. Riquier et lui. Amiens, 6 octobre 1778. — Requête du sieur Charles-Nicolas de Bonnain, à l'Intendant, à l'effet d'être payé d'une somme de 480 livres, pour le loyer de l'auberge Saint-Antoine, où avait été établi le bureau provisoire de la douane pendant les réparations. 9 janvier 1779. — Requête du sieur Bilcocq, visiteur à la douane d'Amiens, à l'Intendant, contenant des observations sur la distribution de la petite maison que l'on construite à la suite des magasins de la douane pour lui servir de logement. 4 février 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant d'examiner la requête du sieur Bilcocq, de concert avec le directeur des fermes et de lui en rendre compte. 6 février 1779. — Lettre de M. Deu à M. Ducastel. Les observations du sieur Bilcocq sont justes, mais les travaux sont trop avancés pour qu'il soit possible de faire les changements qu'il demande sans augmentation de dépense. Amiens, 20 février 1779. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite requête. Il est trop tard pour faire les modifications demandées. Amiens, 22 février 1779. — Plan joint audit mémoire. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, l'informant que c'est le fermier des douanes qui est tenu de payer le loyer de la maison louée provisoirement pour les bureaux. Paris, 23 février 1779. — Requête de M. Deu à l'Intendant,

demandant que le bureau de la douane soit planchéié et non pavé en carreaux suivant le projet de l'entrepreneur, 1 mars 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant d'examiner ladite requête. 4 mars 1779. — Réponse de M. Ducastel à l'Intendant. Les carreaux n'ont pas les inconvénients dont se plaint M. Deu. « Le bureau de M. Maugendre est en carreaux : le corridor des autres bureaux est pavé de même : sous les tables est une petite estrade qui les soutient, et où les pieds se posent. » Amiens, 9 mars 1779, — etc.

C. 678. (Liasse.) — 21 pièces, papier. (2 plans).

1759-1767. — AMIENS. — Hôtel de Cérisy. — Procès-verbal de visite de la grange appartenant à l'Hôtel-Dieu d'Amiens, prise pour servir d'écurie aux chevaux des gardes du corps et des réparations à y faire, par MM. Ducastel, subdélégué, Jumel-Riquier, architecte, d'Hangard d'Incourt, maire, et Magnier, prêtre, chapelain, procureur dudit Hôtel-Dieu. 1^{er} mai. — Note au sujet des réparations à faire à la grange de l'Hôtel-Dieu. 8 mai. — Lettre de M. d'Hangard à l'Intendant, au sujet des dites réparations et des difficultés que les religieuses de l'Hôtel-Dieu font à les exécuter. Il lui demande en outre si les hôtes des gardes du corps doivent fournir à ceux-ci des écuries pour leurs chevaux. Amiens, 8 mai. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui faisant part que M. d'Hangard en présence de la dépense considérable qu'entraînerait la réparation de la grange de l'Hôtel-Dieu, renonçait au projet de la convertir en écurie pour les gardes du corps, et lui avait manifesté qu'il serait beaucoup plus profitable à la ville de construire un corps d'écuries à l'hôtel de Cérisy. Amiens, 16 mai. — Réponse de l'Intendant à M. Ducastel. Tout ce qui a été fait relativement à la grange de l'Hôtel-Dieu est non avenu. Quant à l'hôtel de Cérisy, il verra à son retour ce qu'il est possible d'en faire. Paris, 20 mai. — « Mémoire pour l'établissement dans la ville d'Amiens d'un hôtel et des écuries pour une compagnie des gardes du Roi. Le Roi ayant jugé indispensable et nécessaire de rassembler les brigades de chaque compagnie de ses gardes dans un même quartier, et de les réunir dans un même lieu, la ville d'Amiens a été choisie pour la compagnie de Luxembourg. MM. les commissaire, aide-major s'étant transportés dans cette ville pour y faire, de concert avec les maire et échevins, le logement de la compagnie, ont marqué à l'exception du clergé presque tous les privilégiés et exempts avec les non exempts et ont logé la plus grande partie des chevaux dans les écuries des aubergistes. La ville d'Amiens, presque toute

commerçante, dans laquelle il y a plusieurs manufactures, est occupée par un clergé nombreux, par beaucoup de communautés religieuses qui ont de vastes terrains ; le tout peut être évalué à la moitié de la ville. L'autre moitié contient 2,400 maisons environ, dont mille à douze cents sont occupées par la noblesse, les officiers de robe, par un très grand nombre de directeurs, caissiers, commis, employés et autres exempts ou prétendant l'être ; 2,000 par les négociants, marchands en gros et détailliers, bons manufacturiers, presque tous dans la haute ville, au midi, sur la rive gauche de la rivière ; le surplus, par les artisans, ouvriers de manufacture pauvres et indigents, dans la basse ville, sur les canaux de la rivière.... Par delà le dernier des canaux se trouve une citadelle qui ferme la ville de ce côté. Elle fut bâtie par les ordres de Henri IV en 1598, sous la direction de Jean Errard, ingénieur, était passable dans ce temps où la bonne fortification n'était pas encore connue, servait de barrière contre les Espagnols maîtres de Doullens.... C'est un pentagone revêtu dont les bastions de *Navarre*, de *Béarn* et de *Luynes* portent leur feu et leur défense sur la campagne et sur quelques ouvrages extérieurs assez imparfaits : ceux de *Saint-Paul* et de *Chaulnes* regardent la ville ; la courtine, les flancs, les faces de ces bastions qui se regardent ainsi que la demi-lune revêtue qui est vis-à-vis ne peuvent porter leur feu et leur défense que sur la ville... Si les arrangements ci-dessus pris pour le logement des hommes et des chevaux subsistaient, ils seraient nécessairement suivis de l'abandon de la ville par la noblesse, par une grande partie des privilégiés, de la ruine des négociants, des marchands, par une suite nécessaire, des manufactures, du commerce et de tous les aubergistes. » Il est donc nécessaire de réunir les gardes du corps et leurs chevaux dans un hôtel vaste et commode. Le meilleur emplacement pour l'établir serait dans la citadelle, sur les deux bastions de Saint-Paul et de Chaulnes, sur la courtine et sur la demi-lune. Cet emplacement serait à la fois le moins nuisible, le plus commode, le mieux situé et le moins coûteux. XVIII^e s. — Plan et élévation d'un manège pour l'hôtel de Cerisy à Amiens, XVIII^e s. — « Bref état ou détail estimatif pour la reconstruction du manège à l'hôtel de Cerisy. » XVIII^e s. — Lettre de M. de Sachy de Carouge à l'Intendant, au sujet d'un manège couvert demandé par les officiers des gardes du Roi, et qui doit être placé « à l'hôtel de Cerisy en attente de six autres corps, pour servir d'écurie aux six brigades. » Le projet qu'ils proposent et qui monterait à 25,000 francs est trop coûteux et ne pourrait pas être fait, la saison étant trop avancée. Il lui envoie un nouveau projet qui ne s'élèverait qu'à 100 louis et pourra être construit avant l'hiver. Amiens, 22 juin 1760. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant un mémoire et une délibération qu'ils ont prise le 7 juillet,

sur un procès qu'ils ont relativement aux droits seigneuriaux de l'hôtel de Cerisy. Amiens, 31 juillet 1764. — « Mémoire sur les causes de la délibération prise par la ville d'Amiens, du 7 juillet 1764 » 31 juillet 1764. — « État de la dépense que fait annuellement la ville d'Amiens, ainsi que l'estimation de ce qui est à la charge des particuliers et de la ville à cause de l'attelage des chevaux de la compagnie des gardes du Roi, du loyer des lits, leurs palefreniers, loyers des magasins pour fourrages, habits, armes, sellerie, logement des fourriers, sous-fourriers, maréchaux, etc. » v. 1767. — « État de la dépense occasionnée à la ville d'Amiens par le séjour de la compagnie de Luxembourg », et « Observations des commissaires en cette partie, d'après la conférence des ordonnances et règlements militaires. » 8 juillet 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant lesdits état et observations, le priant d'approuver les moyens qu'ils proposent pour alléger la dépense causée à la ville par les gardes du corps. Amiens, 11 juillet 1767. — « Aperçu des dépenses qui restent à faire pour les constructions sur les terrains de l'hôtel de Cerisy, rapproché par nature d'ouvrages. » XVIII^e siècle, — etc.

C. 679. (Liasse.) — 15 pièces, papier. (1 plan).

1768-1771. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — « Extrait du plan des bâtiments et écuries de MM. les gardes du corps à Amiens », par Demaclairin, architecte. 1768. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens » arrêtant que l'Intendant serait remercié d'avoir bien voulu décider qu'une halle au blé serait construite de préférence à tous autres édifices à bâtir par la ville, et supplié en même temps de vouloir bien faire obtenir à celle-ci la construction d'un corps d'écurie dans le terrain de l'hôtel de Cerisy. 26 février 1768. — Id. arrêtant 1^o « qu'il serait observé à M. l'Intendant que le plus grand avantage dans l'exécution du projet de bâtiment sur le terrain de l'hôtel de Cerisy, serait de pratiquer dans ces bâtiments des étages habitables au-dessus des écuries, pour que la nouvelle construction soit utile encore quand les gardes du Roi n'auront plus leur quartier à Amiens ; 2^o de ne point user de la voie d'adjudication, dont l'on a expérimenté l'inconvénient dans les constructions des édifices publics élevés en dernier lieu, les adjudicataires s'étant plus attachés à un gain excessif qu'à la solidité de l'ouvrage ; de préférer la voie de l'économie qui laisse encore la liberté de faire les changements qui peuvent être reconnus nécessaires dans le cours de l'ou-

vrage. » 7 mars 1768. — Id. déclarant « que l'administration n'a eu aucune part au projet de construction tel qu'il est arrêté par les plans mis sur le bureau en la séance du 7 mars dernier, dont les doubles sont au secrétariat, qu'elle n'a eu aucune part non plus à l'obtention de l'arrêt du Conseil du 10 février 1768, rendu sans communication ni requête préalable, qu'elle ne trouve point dans le projet des plans cette utilité qu'elle n'a cessé d'avoir en vue pour le soulagement actuel des citoyens et leur avantage dans tous les temps ; qu'en demandant constamment des pavillons, elle ne s'était point attendue qu'ils seraient bornés au logement de quelques officiers et palefreniers, qu'elle s'était promis que l'on profiterait au contraire de l'étendue du terrain pour y en pratiquer d'assez vastes pour contenir, sinon la totalité, du moins la majeure partie du logement des gardes du Roi ; que c'était en effet le seul moyen de rendre la construction utile, propre au soulagement des citoyens », et arrêtant que « jusqu'à ce que l'assemblée ait acquis la certitude que tous ces avantages se trouveraient dans les constructions dont il est question sur le terrain de l'hôtel de Cerisy, il a été unanimement arrêté que les officiers municipaux s'abstiendraient exactement de prendre part soit directement soit indirectement à l'exécution du projet des plans arrêtés. » 4 mai 1768. — Lettre de M. Dupleix, intendant, au contrôleur général, lui exposant que depuis que le Roi lui a confié l'intendance de Picardie, il s'est attaché à étouffer tout germe de discorde dans les municipalités. « L'hôtel-de-ville de Calais, par exemple, agité longtemps par des troubles intérieurs, jouit depuis l'année dernière de la plus grande tranquillité ; les assemblées s'y passent avec la plus grande décence ; j'en ai été moi-même le témoin dans le voyage que je viens de faire dans cette partie de la province. Je pourrais en dire autant de Boulogne, Abbeville, Saint-Quentin, etc. Je désirerais pouvoir citer de même le corps de la ville d'Amiens, et j'ose dire que les soins particuliers que je me suis donnés pour venir à son secours dans toutes les occasions (et elles ne se sont que trop présentées dans une année aussi malheureuse) devaient me donner quelque confiance.... Un arrêt du Conseil de 1755, avait autorisé la construction d'une intendance, comme cet édifice n'était pas commencé lorsque j'ai passé de La Rochelle à Amiens, j'ai cru devoir donner la préférence à des bâtiments publics, dont la ville tirerait un avantage plus direct. Elle demandait une halle couverte et au-dessus des magasins pour resserrer des blés, ou des écuries pour les chevaux des gardes du corps et des pavillons pour une partie des gardes. Après avoir combiné avec les officiers municipaux ce qui leur serait plus avantageux, il m'a paru que les plus sensés regardaient le dernier établissement comme plus utile que le premier, puisqu'il procurerait une diminution annuelle

de dépense de plus de 8,000 livres employées pour le loyer des écuries dans les auberges, le logement des palefreniers, des maréchaux, le loyer des magasins pour les selleries et les fourrages de six brigades qui réunies forment environ 360 chevaux.... Comme les officiers municipaux proposaient l'alternative, le Conseil s'est décidé pour la construction d'un corps d'écuries qui contiendra les chevaux des six brigades et d'un bâtiment à cinq étages qui renfermera un grand nombre de gardes du corps, et principalement ceux qui sont préposés plus particulièrement à veiller sur les chevaux, tels que les écuyers, sous-écuyers, fourriers, sous-fourriers, etc.... Et comme cette dépense doit être prise sur les fonds de l'octroi de 10 sols par velte qui ne fait point partie des revenus ordinaires de la ville, l'exécution de cet arrêt m'a été confiée ; on a mis sur-le-champ la main à l'œuvre, le maire d'Amiens s'est prêté de la meilleure grâce à tous les déplacements que cette construction a nécessités, un grand nombre d'ouvriers couvre le terrain, et cet ouvrage assure la subsistance à bien des malheureux qui n'auraient trouvé peut-être aucune autre ressource. J'ai fait communiquer l'arrêt et les plans aux officiers municipaux. Oubliant alors qu'ils n'avaient eux-mêmes sollicité que la construction des écuries, ils ont demandé un bâtiment qui put renfermer à la fois tous les gardes du corps et leurs officiers. Mais... ils n'ignoraient pas que le terrain de l'hôtel de Cerisy ne comportait pas un établissement si considérable, et que les fonds de l'octroi n'auraient pas suffi pour une pareille entreprise qui, suivant des projets anciens que j'ai trouvés dans les bureaux, aurait coûté plus d'un million. » Il n'a donc pas cru devoir retarder l'exécution de l'arrêt du Conseil ; c'est alors que les officiers municipaux ont pris la délibération qui précède, et dont il lui envoie copie. 13 juillet 1768. — Copie d'une lettre de M. Dupleix à M. de Montigny, lui envoyant copie de la lettre précédente « et un chef-d'œuvre de municipalité qui y est joint, » le priant d'en dire un mot au contrôleur général. « J'ose dire que c'est le comble de la noirceur et de l'ingratitude. Vous savez les soins que je me suis donnés pour cette province et en particulier pour la ville d'Amiens ; en voilà la récompense consignée dans des registres publics, et dans une occasion où, sacrifiant ma commodité particulière, je ne m'occupe que de leurs intérêts,... et je puis vous dire avec vérité que les personnes sensées de l'hôtel-de-ville ont rougi de cette délibération que les notables seuls ont provoquée, et qu'elles verront avec plaisir sa radiation.... Je déteste les tracasseries, mais il en est d'un genre que la sagesse du gouvernement doit réprimer. Si on laisse faire nos écrivains, on ne sait pas à quels excès ils pourraient se porter, et

l'intention du Conseil, s'il veut que nous soyons de quelque utilité dans les provinces, ne doit pas être de nous laisser mal à propos en butte à l'amertume des critiques. » Il l'informe, en outre, que l'affaire des négociants d'Amiens à qui on a pillé dans le Soissonnais quelques sacs de farine paraît s'arranger à l'amiable. 14 juillet 1768. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à M. Dupleix, lui exprimant la part qu'il prend à la peine qu'il ressent de l'ingratitude des notables d'Amiens, et que le contrôleur général leur en marquera son mécontentement de manière à lui en donner toute satisfaction. Paris, 16 juillet 1768. —

« Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur général aux officiers municipaux d'Amiens, » leur mandant que la bonne volonté que M. Dupleix leur a témoignée dans toutes les occasions, les secours qu'il leur a procurés en diverses circonstances, doit les déterminer à lui exposer directement la situation de leurs finances. « Je connais trop son attention à maintenir le bon ordre dans l'administration des villes de son département, pour être persuadé qu'il emploiera les moyens dont il pourra faire usage pour vous aider. » Juillet 1768. — Lettre de M. Langlois à M. Dupleix, lui envoyant la précédente copie. Il ne doute pas qu'elle n'ait fait beaucoup d'impression sur les officiers municipaux d'Amiens, « mais je ne sais s'ils seront assez sages pour reconnaître leur erreur, et chercher à mériter votre confiance : c'est où je veux les amener en les obligeant à recourir à vous pour vous faire connaître les besoins de leur ville, et pour obtenir les secours qui lui seront nécessaires. » Paris, 29 juillet 1768. — Lettre de l'intendant au contrôleur général, au sujet de la réponse faite à celui-ci par les officiers municipaux d'Amiens. « Je me suis attaché surtout à en modérer d'avance la vivacité, et à éviter tout ce qui aurait pu aigrir cette triste affaire et lui donner encore quelque suite. Comme ils avaient nommé des députés pour en conférer avec moi, je leur ai témoigné le désir que j'avais de voir leur réponse. Le nombre des personnes sensées a prévalu pour le choix de ceux qui la rédigeraient, et si les têtes les plus vives y ont fait faire quelques changements, au moins ne portent-ils sur rien d'essentiel. Ils se sont ménagé seulement un échappatoire en disant qu'ils n'avaient appris que depuis mon séjour à Amiens, que la solidité des fondations permettait l'élévation d'un nouvel étage, s'il était nécessaire, au-dessus des bâtiments actuels... Je regarde donc cette contestation comme finie. » Amiens, 13 août 1768. — Lettre de l'intendant à M. Langlois, le remerciant de ce qu'il a bien voulu faire pour lui dans toute cette affaire qu'il considère comme totalement finie. Il s'est fait remettre par le maire un état détaillé de la dépense qu'occasionnait à la ville et aux habitants le logement des gardes qui pourront être casernés à l'hôtel de Cerisy ; il a pu constater que cette construction

« diminuera la dépense annuelle de la ville d'environ 11,000 livres et celle des particuliers de 5 à 6,000 francs. » 15 août 1768. — Lettre de M. Demaclaurin à l'intendant, l'informant qu'il a fait les dessins des deux trophées qui couronnent la porte d'entrée du bâtiment sur la rue Saint-Jacques. « Le plus raisonnable des sculpteurs auxquels je me suis adressé, me demande 6 louis pour en faire les modèles en cire, réduits au 1/8 de la grandeur réelle, et 50 louis pour la faire exécuter sur le lieu, en lui fournissant les échafauds et un tailleur de pierre pour le dégrossissage, comme cela se pratique ici. » Il lui demande s'il doit conclure le marché pour les modèles séparément ou pour le tout. Ce dernier arrangement lui semble préférable. Paris, 28 février 1771. — « Observations sur la lettre de MM. les officiers municipaux d'Amiens » au sujet de l'appropriation de l'hôtel de Cerisy pour le logement des troupes de passage. XVIII^e s., — etc.

C. 680. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1769-1773. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — « Tableau pour connaître les dépenses effectives faites aux constructions sur le terrain de l'hôtel de Cerisy, relativement à ce qui est fait jusqu'à ce jour 16 septembre 1769. » — « Tableau des fonds employés aux constructions qui se font sur le terrain de l'hôtel de Cerisy, jusqu'à la fin de juillet 1770, qui peut être comparé à l'état où sont les travaux. » — « Bref état des dépenses faites et de celles à faire seulement en aperçu pour les constructions qui se font sur le terrain de l'hôtel de Cerisy dans l'état où les travaux se trouvent au 1^{er} septembre 1770. » — « État de la dépense faite pour les travaux de l'hôtel de Cerisy. » 16 septembre 1770. — « Hôtel de Cerisy. Bref état de la dépense jusqu'au 1^{er} décembre 1770. » — « Bref état de situation des dépenses actuellement faites à l'hôtel de Cerisy » jusqu'au 17 juillet 1771. — « État de la dépense faite pour les ouvrages de l'hôtel de Cerisy, commencés en l'année 1768, jusqu'au 1^{er} août 1771. » — « Détail en précis des fonds employés sur le terrain de l'hôtel de Cerisy, depuis le 22 mars 1768, jusqu'au 18 avril 1772. » — « Bordereau des dépenses pour les constructions et ameublement à l'hôtel de Cerisy » jusqu'en 1772. — « Description succincte, qui comprend l'état général des dépenses faites pour les constructions et ameublement destinés au logement d'une partie des officiers de la compagnie des gardes du Roi de Luxembourg, de résidence à Amiens, et particulièrement en ce qui concerne les écuries pour les six brigades » par le sieur Jumel-Riquier. « Ces constructions réunissent beaucoup de commodités et des logements. D'abord le grand corps de

bâtiment sur 28 toises de face en demi double avec deux retours intérieurs est distribué en logements d'officiers ; il y a sous le rez-de-chaussée quatorze caves ; le même rez-de-chaussée fait le logement de deux officiers-majors avec les cuisines et offices, le corps de garde et le cabinet des lits de camp ; les quatre étages du dessus sont distribués en chambres dont la plus forte partie avec cabinets et garde-robe pour le logement de plusieurs brigadiers, les fourriers, sous-fourriers, écuyers et les surnuméraires. De plus il s'y trouve trois chambres pour les arrêts et un garde-meubles.... Les six brigades dont la compagnie est composée, se trouvent avoir chacune une grande et une petite écurie, une forge, deux magasins, l'un pour les habits et l'autre pour les selles, des greniers à contenir au moins 12,000 bottes de fourrage, d'autres greniers pour l'avoine, en outre, le logement du trompette, celui du piqueur, celui du maréchal et son garçon, et enfin celui de dix palefreniers, de sorte que chaque brigade se trouve avoir le même avantage séparément, et que ce qui se trouve attaché au service des écuries se trouve réuni dans la même enceinte et sous la discipline de l'état-major. La bônne eau est procurée dans cette enceinte au moyen de quatre puits qui y ont été percés, auxquels sont placés à chacun une pompe à main. » 15 février 1773.

C. 681. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1770-1771. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — « Nombre de lits faits et à faire à l'hôtel de Cerisy pour se régler sur la fourniture du linge » v. 1770. — « Addition à l'aperçu de dépense à l'hôtel de Cerisy. » La différence des vitrages en plomb au lieu des toiles de canevas à placer aux fenêtres des écuries sera de 69 l. 8 s. v. 1770. — « Note et estimation de deux objets demandés pour l'hôtel de Cerisy. Le 1^{er} consiste en des soupentes dans les écuries pour coucher les palefreniers, et le 2^e dans l'établissement d'un ou plusieurs travaux pour les maréchaux. » v. 1770. — « Détail des dépenses pour un lit en baldaquin, suivant le rapport du sieur Durier, tapissier » v. 1770. — État comparatif, comprenant : 1^e « État des fournitures qui ont été faites aux gendarmes dans les quartiers qu'ils ont occupés en Lorraine, en Bourbonnais et en Auvergne ; » 2^e « État des fournitures demandé à Lunéville ; » 3^e « État des fournitures ordonnées pour les gardes du corps dans leurs quartiers fixes. » v. 1770. — « Essai pour l'ameublement du grand bâtiment à l'hôtel de Cerisy et autres logements. » v. 1770. — « Addition à l'essai pour l'ameublement à l'hôtel de Cerisy. » v. 1770. — « Détail de la quantité de siamoise qu'il faudra pour meubler les chambres et alcôves du grand bâtiment de l'hôtel des gardes du Roi à Amiens. » v. 1770. — « Quantité de siamoise nécessaire pour meubler les chambres de l'hôtel de Cerisy. » v. 1770.

— Copie de la soumission de Nicolas Hommassel l'ainé, fabricant de damas fil et coton, à Abbeville, pour la fourniture de 10,000 aunes dudit damas pour l'hôtel de l'école royale militaire. Paris, 11 septembre 1769. —

Lettre de M. de Branlicourt à M. Dupleix intendant, lui envoyant ladite copie avec des échantillons de damas de différents dessins. Abbeville, 17 octobre 1770. —

« Mémoire des ouvrages faits et fournis, livrés pour M. Riquier par Durier, marchand tapissier à Amiens. » 4 novembre 1770. — « Mémoire fourni à M. Riquier pour Mgr l'Intendant par les enfants de Jacques-Louis Durier, marchand tapissier. » 14 novembre 1770. —

« Prix des siamoises de la fabrique de Rouen, achetées comptant du fabricant. » 24 novembre 1770. — Lettre autographe de M. de Crosne, intendant de Rouen à M. Dupleix, lui envoyant le mémoire précédent avec des échantillons de siamoise. « Je désire bien que vous soyez content de mes soins, et que vous vouliez bien m'employer ici dans toutes les choses qui dépendront de moi ; j'accepte avec grand plaisir les offres que vous me faites, et je m'adresserai à vous avec la confiance que votre amitié pour moi m'a toujours donnée. Je me reproche je vous assure, depuis longtemps de n'avoir pas encore profité du voisinage : il serait utile que nous nous vissions, et nos relations me seraient très agréables, je sais tout le respect que je dois à un ancien, et que c'est à moi à l'aller chercher, aussi vous voyez que je parle modestement et que je ne vous fais pas de reproches ; tous les torts sont de mon côté, je les réparerai bientôt, et j'espère que vous serez assez content de moi pour venir visiter cette province qui mérite bien vos regards, et où vous êtes bien sûr d'avoir un ami. » Rouen, 24 novembre 1770. — Lettre de l'Intendant à M. de Branlicourt, lui mandant que parmi les échantillons qu'il lui a envoyés, celui qui lui a paru le mieux « est celui damassé fond blanc à fleur bleue, dessin de Grenade, » mais que le prix lui en a paru excessif. Il le prie de traiter avec le sieur Hommassel, aux mêmes conditions que celles qu'il a faites à l'école militaire, et pour 1,650 aunes de ladite étoffe. Amiens, 8 décembre 1770. — « Mémoire pour Monseigneur l'Intendant, pour livraison d'un lit garni. » 14 décembre 1770. — « Note sur la commission de siamoise pour M. l'intendant d'Amiens » par le sieur Rouillard, fabricant à Yvetot. 14 décembre 1770. — Lettre du subdélégué général à Rouen, à M. Dupleix, au sujet de la fourniture de siamoise. Rouen, 14 décembre 1770. — « Mémoire pour un lit garni donné par Delacour, tapissier. » 28 décembre 1770. — Lettre de M. de Crosne à M. Dupleix, lui mandant que la commande de siamoise dont il l'avait chargé est

faite et la lui envoie en un ballot qui partira le 10 de ce mois. Rouen, 9 février 1771. — Lettre de l'Intendant à M. de Crosne, lui accusant réception dudit ballot. 17 février 1771, — etc.

C. 682. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1773. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — Lettre de M. de Sonning à l'Intendant, au sujet de réparations à faire à l'hôtel de Cerisy, et demandant qu'il soit fait tous les six mois une visite des bâtiments par un commissaire, pour constater et ordonner les réparations. Cet établissement, « qui paraît très solide en apparence, pèche dans bien des endroits. On n'a employé que des serrures de ballet et beaucoup trop légères ; rien ne tient, on a d'ailleurs amalgamé cela avec du bois vert. Cette grande économie de M. Riquier sera un jour très préjudiciable à la ville. » Amiens, 13 février. — Réponse de l'Intendant à M. de Sonning, mestre de camp, exempt aide-major des gardes du corps commandés pour le Roi, à Amiens. « Votre proposition est très sage et fort juste, et je donne des ordres à la municipalité d'Amiens pour qu'elle soit exécutée exactement. » 21 février. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant de nommer deux commissaires à l'effet de visiter tous les six mois, conjointement avec le sieur Riquier, les bâtiments de l'hôtel des gardes du corps, et constater les réparations à y faire. 21 février. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens. » Nomination des sieurs de Moflers et Degand échevins, comme commissaires à l'effet de visiter les bâtiments de l'hôtel des gardes du corps. 25 février. — Procès-verbal de visite des réparations à faire à l'hôtel de Cerisy. 16 novembre. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant de charger sur-le-champ le sieur Riquier de faire travailler auxdites réparations. 26 novembre. — Lettre de M. Cochin à M. d'Agay, intendant, lui demandant si les écuries de la brigade des gardes du corps résidant à Amiens, sont totalement achevées. Paris, 16 juin. — Réponse de l'Intendant à M. Cochin. « Il y a près de deux ans que les chevaux y sont logés, mais la chaleur, l'humidité et la pesanteur des fourrages dont on a rempli les greniers qui sont immédiatement au-dessus, ont fait baisser les planchers auxquels je ferai faire incessamment des réparations qui seront fort dispendieuses ». 21 juin, — etc.

C. 683. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1775-1777. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — Procès-verbal de visite de réparations à faire aux bâtiments des pavillons et écuries de l'hôtel de Cerisy, dressé par MM. Pierre Ogier, écuyer, chevalier de l'ordre royal militaire de Saint-Louis et Jacques-

Nicolas Huart-Duparc, négociant, échevins, commissaires en cette partie. 11 avril 1775. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant de charger le sieur Sellier, de faire travailler sur-le-champ auxdites réparations ; avec cette note en marge : « Il n'est plus possible de se servir de M. Riquier pour veiller aux entretiens de l'hôtel ; les officiers le détestent : ils doivent en parler à M. l'Intendant à son arrivée ici, et les commissaires de la ville qui ne l'aiment pas davantage, ont pris d'eux-mêmes le parti de faire la visite avec M. Sellier. » 14 avril 1775. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, l'informant qu'ils viennent de faire prévenir le sieur Riquier « que vous aviez jugé convenable, pour lui sauver bien des désagréments, de confier au sieur Sellier, le soin de l'entretien de l'hôtel de Cerisy. » Amiens, 22 avril 1775. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur renvoyant approuvé le procès-verbal des réparations à faire à l'hôtel de Cerisy. 30 janvier 1776. — Id. 18 août 1776. — Id. 28 décembre 1777, — etc.

C. 684. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

1778-1787. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — Procès-verbal de visite de réparations à faire à l'hôtel de Cerisy. 4 octobre 1778. — Id. 4 novembre 1779. — Id. 3 janvier 1781. — Id. 26 septembre 1781. — Id. 11 février 1782. — Id. 7 janvier 1783. — « État estimatif des ouvrages d'entretien et réparations de l'hôtel des gardes du corps de la compagnie de Luxembourg. » 1^{er} juin 1783. — Id. 30 janvier 1784. — Id. 24 août 1784. — Id. 23 janvier 1785. — Id. 5 août 1785. — Id. 13 janvier 1786. — Id. 12 août 1786. — Id. 22 janvier 1787. — Id. 7 août 1787. — Id. 20 décembre 1787, — etc.

C. 685. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1774-1782. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — Ordonnances de paiements pour travaux, réparations, ameublement et éclairage dudit hôtel.

C. 686. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1780. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant de faire estimer la quantité de sable à placer dans le nouveau manège de l'hôtel de Cerisy. Amiens, 12 juillet. — Procès-verbal d'estimation par Pierre Fleur, échevin, commissaire aux ouvrages de la ville d'Amiens, et Jacques-Pierre-Jean Rousseau, ingénieur de ladite ville, de la quantité de sable à mettre dans le nouveau manège de l'hôtel de Cerisy et de la dépense

de l'exhaussement du mur de la cour. Amiens, 26 juillet. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur envoyant son approbation de ladite estimation. Amiens, 31 juillet. — Ordonnance de 1,536 l. 6 d. pour le paiement desdits ouvrages. 31 octobre, — etc.

C. 687. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1780-1781. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, au sujet d'un mémoire de réclamations de l'aubergiste des gardes du corps, évadé en 1779 de la maison construite par les ordres de l'Intendant, à côté de l'hôtel de Cerisy. Amiens, 10 novembre 1780. — Ordonnance de 500 livres à payer au sieur Prévôt pour ouvrages par lui faits à l'auberge des gardes du corps. 27 novembre 1780. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les informant qu'il a expédié ladite ordonnance. 27 novembre 1770, — etc.

C. 688. (Liasse.) — 10 pièces, papier (1 imprimée).

1772. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. « Projet de conditions à établir pour la fourniture et l'entretien du linge nécessaire au logement renfermé dans l'hôtel de Cerisy, faisant partie de la compagnie des gardes du corps de Luxembourg, en résidence à Amiens. » — « Adjudication de la fourniture, entretien et blanchissage du linge à fournir dans les trois différentes classes de logements de l'hôtel de Cerisy à l'usage des gardes du corps du Roi de la compagnie de Luxembourg. » — « Adjudication de la fourniture des draps de lits et serviettes à l'hôtel de MM. les gardes du corps du Roi. » 22 mai (impr. affiche). — « Conditions de l'adjudication à faire pour la fourniture, entretien et blanchissage du linge qui sera nécessaire au logement établi par trois différentes classes dans l'hôtel des gardes du corps du Roi de la compagnie de Luxembourg. 22 mai ; et adjudication de ladite fourniture à la veuve Bernaux. 15 juin, — etc.

C. 689. (Liasse.) — 78 pièces, papier.

1773-1788. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — Mémoires et ordonnances de paiement pour la fourniture, entretien et blanchissage du linge des gardes du corps.

C. 690. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1779-1780. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — « Tableau de vérification des faits exposés par les enfants de la veuve Bernaux. » v. 1779. — « État de la fourniture des draps et serviettes achetés par la veuve Bernaux pour MM. les gardes du corps à l'hôtel de Cerisy. » v. 1779. — Requête des enfants de la veuve Bernaux à l'Intendant, demandant pour leur mère le

résiliement de son bail ou une forte indemnité, sans quoi elle sera infailliblement ruinée. « Nous avons, tant en linge qu'en façon, pour près de 7,000 livres de linge, cela ne peut durer quatorze ans, surtout quant aux serviettes : nous sommes en état d'en prouver plus de 300 entièrement gâtées, dont il est impossible de se servir, la plupart tachées d'encre, d'autres coupées, d'autres mangées par les rats et les souris. Il arrive en outre très souvent que les gardes du corps s'en servent pour nettoyer leurs chandeliers et quelquefois leurs bottes, faute de torchons. Quant aux draps, une très bonne partie sont limés par les différentes maladies de tous genres qu'ils ont essuyées, et notamment par la petite vérole dont une bonne partie des gardes du corps de l'hôtel furent atteints il y a trois ans. » Ils ont bien commencés à se plaindre, « les coupables ont été punis : qu'en est-il arrivé ? ils se sont tous ligüés contre ma mère ; tout ce qu'elle faisait était mal fait... il fallut cesser nos plaintes pour avoir la paix » 2 octobre 1779. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, au sujet de la requête précédente. S'il fallait juger en droit strict, il faudrait obliger la veuve Bernaux à remplir toutes les clauses de l'adjudication. Mais il ne permettra pas « que toute une famille soit ruinée par le marché indiscret d'une mère trop peu éclairée. » Ils pensent que l'indemnité à leur accorder pourrait être portée à 900 livres pour le remplacement des serviettes. Amiens, 19 octobre 1779. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les informant qu'il consent à ce que les enfants de la veuve Bernaux reprennent le bail de celle-ci pendant sept ans, et à leur accorder l'indemnité de 900 livres. Amiens, 9 novembre 1779. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur mandant que, bien que la prolongation du bail soit au nom de Bernaux fils seul, ses sœurs doivent avoir part à la première moitié de l'indemnité de 900 livres. Amiens, 1^{er} décembre 1770. — « Extrait du registre extraordinaire de l'hôtel commun de la ville d'Amiens. » continuant l'adjudication du linge des gardes du corps à Alexandre-François Bernaux fils. 15 novembre 1779. — Ordonnance de paiement à Alexandre-François Bernaux et à ses sœurs de la somme de 450 livres, première moitié de l'indemnité à eux accordée. 20 janvier 1780, — etc.

C. 691. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1780-1788. — AMIENS. — Hôtel de Cerisy. — Ordonnance de 750 livres à payer à Alexandre-

François Bernaux, pour fourniture de linge à l'hôtel de Cerisy. 13 juillet 1780. — Id. 10 janvier 1781. — « État des fournitures de linge faites par le nommé Bernaux, à la résidence de MM. les gardes du corps du Roi pendant l'année 1780, » et ordonnance de paiement dudit état. 23 septembre 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui envoyant une requête du nommé Bernaux, qui demande une nouvelle indemnité de 2,000 livres, en raison des pertes qu'il a subies dans la fourniture du linge des gardes du corps, le priant de la soumettre aux officiers municipaux et de lui envoyer leur avis avec le sien. 23 août 1788. — Observations des officiers municipaux d'Amiens au sujet de la requête du sieur Bernaux, concluant à la mise au néant de ladite requête. 28 août 1788. — Réponse de M. Derveloy à l'Intendant, adhérant aux conclusions des officiers municipaux. Amiens, 31 août 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui envoyant son ordonnance qui déboute le sieur Bernaux de sa demande. 1^{er} septembre 1788. — Lettre des procureurs-syndics provinciaux de Picardie à l'Intendant, lui demandant, en vue de la nouvelle adjudication du linge de l'hôtel de Cerisy, les échantillons qui ont servi de base à la première, ainsi que l'adjudication des mêmes fourniture et entretien pour la résidence. Amiens, 25 août 1788. — Réponse de l'Intendant aux procureurs-syndics, leur envoyant lesdits échantillons. 27 août 1788, — etc.

C. 692. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1773-1774. — AMIENS. — Résidence des officiers des gardes du corps. — Lettre de M^{me} de Fréchencourt à M. Maugendre, au sujet des propositions à elle faites pour la location de sa maison pour servir de résidence aux officiers des gardes du corps. Amiens, 13 juillet 1773. — Propositions de M^{me} de Fréchencourt, pour la location de sa maison. V. 1773. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui exposant que « depuis plus d'un an MM. les officiers des gardes du corps de la compagnie de Luxembourg en quartier à Amiens, font les plus vives instances auprès des officiers municipaux et de moi pour qu'on leur procure une maison convenable pour loger un chef de brigade, deux exempts et un aide-major. Celle qui a été affermée jusqu'à présent pour loger le chef de brigade, est située à une porte de la ville ; elle menace ruine ; elle est si peu étendue, si incommode à tous égards qu'elle ne pourra désormais servir qu'à loger des artisans. Je l'ai vue plusieurs fois, et je suis convenu avec ces MM. que l'officier commandant était très mal et fort indécemment logé. » Il a enfin trouvé une maison pour loger lesdits officiers, et que M. de Lagrenée du Chaussoy, trésorier de France à qui elle appartient, veut bien lui vendre. Il lui demande vu l'état de détresse de la ville, que cette vente soit exempte des droits

d'amortissement. 5 mars 1773. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, l'informant que les officiers municipaux craignant d'essuyer des difficultés par rapport aux remises et modération qu'ils sollicitent sur les droits relatifs à l'acquisition d'une maison pour loger lesdits officiers, ont préféré en louer une. 13 mars 1773. — Lettre de M. de Sonning à M. Maugendre, le priant de ne pas conclure l'affaire avec M. du Chaussoy avant l'arrivée de l'Intendant. Amiens, 28 mars. — Lettre de M. de Sonning à M. Maugendre, lui mandant que « M^{me} de Fréchencourt revient sur ses pas, non pour vendre, mais bien pour nous louer sa maison pour neuf années, et voilà les conditions : 1,500 livres de loyer et chargés de payer les vingtièmes.... Elle veut nous charger des menues réparations, mais je suis sûr qu'elle s'en désistera. Quoi qu'il en soit, vous sentez, Monsieur, que, dans l'état de misère où nous sommes, voilà encore le meilleur parti à prendre. » Amiens, 29 mars. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens. Le peu d'espoir qu'il y a d'obtenir des remises sur les droits, fait qu'il faut renoncer à acheter la maison de M. du Chaussoy. « Celle de M^{me} de Fréchencourt d'Incourt, située rue des Augustins est convenable à tous égards. » Le prix du loyer sera pris sur l'octroi de Picardie. Il les prie, en conséquence, de passer un bail de neuf années avec ladite dame de Fréchencourt. 6 avril 1773. — Bail à loyer de la maison de M^{me} de Fréchencourt. 9 avril 1773. — « Inventaire des meubles de la nouvelle résidence de MM. les chefs des gardes du corps ; tout est neuf ou remis en bon état. » Amiens, 24 mai 1774, — etc.

C. 693. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1774. — AMIENS. — Résidence des officiers des gardes du corps. — Mémoires de travaux faits à l'hôtel de la résidence : maçonnerie ; — peinture ; — paillolage ; — serrurerie ; — menuiserie ; — ébénisterie ; ameublement ; — vitrerie ; — pavage. — Ordonnances de paiement desdits mémoires, — etc.

C. 694. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1775. — AMIENS. — Résidence des officiers des gardes du corps. — Mémoires des travaux faits à l'hôtel de la résidence : maçonnerie ; — charpenterie ; — plomberie ; — couverture ; — ameublement ; — paillolage ; — menuiserie ; — pavage ; — serrurerie ; — vitrerie. — « État des ouvrages faits à l'hôtel de MM. les gardes du corps et à l'hôtel de la résidence jusqu'au 1^{er} du mois d'août dernier, suivant les mémoires des ouvriers ci-joints, et en conséquence du

procès-verbal de réparations faites audit hôtel, 11 avril dernier, aux écuries et au manège de MM. les gardes du corps, et des ordres à moi donnés par M. le maire et MM. les officiers municipaux, pour les réparations et fournitures faites à l'hôtel de la résidence, depuis l'ameublement dudit hôtel jusqu'à ce jour. » Par Sellier. 18 août. — Ordonnance de paiement desdits ouvrages. 10 novembre, — etc.

C. 695. (Liasse.) — 21 pièces papier.

1774-1782. — AMIENS. — Résidence des officiers des gardes du corps. — Convention entre Pierre Ogier, chevalier de Saint-Louis, échevin en charge de la ville d'Amiens, et Louis Lemoine, tapissier, en la dite ville, pour fournitures à l'hôtel de la résidence. Amiens, 21 juillet 1774. — Ordonnance de 4,408 l. 80 s. à payer au sieur Lemoine. 4 mai 1775. — Id. de 4,215 l. 17 mai 1776. — Mémoire d'une paire de flambeaux argentés pour la résidence, fournis par Bellair, fourbisseur et doreur. 6 mai 1777. — Ordonnance de 22 l. à payer audit Bellair. 26 avril 1778. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant de nommer des commissaires pour faire tous les six mois la visite des travaux à faire à la résidence. 26 juillet 1778. — Ordonnance de paiement pour serrurerie à la résidence. 16 octobre 1779. — Id. pour ameublement. 26 février 1781. — Id. pour fourniture de linge. 5 octobre 1781. — Lettre de Madame d'Incourt-Fréchencourt à M. Maugendre au sujet du vol qui a été fait du plomb couvrant le dessus de la porte de la résidence, le priant de donner des ordres pour le faire remplacer au plus tôt. Amiens, 13 octobre 1781. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant de nommer des commissaires pour constater ledit vol et de faire ensuite rétablir les choses. Amiens, 15 octobre 1781. — Procès-verbal de la visite du plomb enlevé à la porte de la résidence et des réparations à y faire. Amiens, 17 octobre 1781. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant le procès-verbal de ladite visite avec un moyen de prévenir de semblables vols. Amiens, 30 octobre 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Rousseau, le priant de faire faire les travaux mentionnés audit procès-verbal. 1^{er} novembre 1781. — « État estimatif des ouvrages d'entretien et de réparations de l'hôtel de la résidence. » 11 février 1782. — Ordonnance de paiement de la réparation dudit plomb. 16 février 1782, — etc.

C. 696. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1774-1782. — AMIENS. — Résidence des officiers des gardes du corps. — Ordonnances de paiements du loyer de l'hôtel de la résidence.

C. 697. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1782. — AMIENS. — Résidence des officiers des gardes du corps. — Lettre de M^{me} de Fréchencourt à l'Intendant, lui faisant part de la vente de sa maison, dont elle veut bien laisser les gardes du corps jouir jusqu'à la fin de l'année, bien que son bail finisse au 1^{er} août. Amiens, 24 mars. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, demandant des ordres pour aviser à une nouvelle résidence. Amiens, 6 avril. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant de se donner des mouvements pour trouver une nouvelle résidence, et de se concerter pour cela avec M. le marquis de Vilaine. « Il m'a toujours paru que l'abbatiale de l'abbaye de Saint-Jean serait fort à la bienséance de MM. les officiers et qu'ils la désiraient. » 10 avril, — etc.

C. 698. (Liasse.) — 23 pièces, papier (2 plans.)

1782-1783. — AMIENS. — Résidence des officiers des gardes du corps. — Lettre de M^{me} veuve Godard à l'Intendant, le remerciant d'avoir bien voulu protéger le désir qu'elle a de louer sa maison d'Amiens aux officiers des gardes du corps. Le Pecq sous-Saint-Germain-en-Laye, 2 juin 1782. — Lettre de M^{me} veuve Godard à l'Intendant se rapportant à son arbitrage au sujet des difficultés qui pourraient naître avec les gardes du corps pour les réparations à faire à ladite maison. Le Pecq, 2 juin 1782. — Lettre de l'Intendant à M^{me} veuve Godard, l'informant que des réparations importantes seront nécessaires dans sa maison. Amiens, 5 juin 1782. — « Devis des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture, paillolage, menuiserie, serrurerie, vitrerie et peinture qu'il convient de faire à une maison rue des Fossés-Saint-Merry, ci-devant l'hôtel de la Monnaie, appartenant à M^{me} veuve Godard, » par M. Rousseau. 20 juin 1782. — Plans de ladite maison. v. 1782. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, soumettant à son approbation le bail de ladite maison ainsi que les devis et plans de réparations à y faire. Amiens, 28 juin 1782. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur mandant qu'il a approuvé ces différentes pièces. Amiens, 29 juin 1782. — Copie d'une lettre de M^{me} veuve Godard à M. Janvier, l'informant qu'elle a pris toutes les mesures pour hâter l'exécution desdites réparations. Le Pecq, 29 août 1782. — Lettre de M. Godard fils, à l'Intendant, lui envoyant copie de ladite lettre en réponse aux exigences des officiers municipaux d'Amiens, Saint-Germain, 8 septembre 1782. — Lettre de M^{me} veuve Godard à l'Intendant, protestant de toute sa bonne volonté

pour satisfaire les officiers municipaux d'Amiens, et se plaignant de leurs exigences. Le Pecq, 10 septembre 1782. — Bail de ladite maison. 28 juillet 1782. — Lettre d'envoi dudit bail par les officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant. Amiens, 14 septembre 1782. — Lettre de l'Intendant à M^{me} veuve Godard, se plaignant de la lenteur que met son entrepreneur à exécuter les réparations de ladite maison, et la priant de donner des ordres en conséquence. Amiens, 23 septembre 1782. — Lettre de M. Godard fils à l'Intendant, lui faisant part des excuses de l'entrepreneur au retard par lui mis dans lesdites réparations. Paris, 6 octobre 1782. — « État de ce que coûtera un tuyau de conduite d'un pouce de diamètre intérieurement, et de 2 lignes d'épaisseur, depuis la cuvette de distribution de la fontaine de la halle à l'hôtel de la résidence. » v. 1783. — Lettre de M. Rousseau à l'Intendant, lui envoyant ledit état. Amiens, 15 février 1783, — etc.

C. 699. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1783-1787. — AMIENS. — Résidence des officiers des gardes du corps. — Lettre de M^{me} veuve Godard à l'Intendant, se plaignant des difficultés qu'elle éprouve de la part de la ville dans la jouissance de son bail de l'hôtel de la résidence, relativement au filet d'eau qu'on a établi dans la cuisine, et à diverses réparations notamment aux couvertures, et cela malgré le bon vouloir qu'elle a toujours témoigné. Saint-Germain-en-Laye, 15 septembre 1783. — « Extrait de la lettre écrite à MM. les officiers municipaux de la ville d'Amiens par la veuve Godard. » 15 septembre 1783. — Lettre de M. Godard fils, au sujet desdites difficultés, et faisant connaître que sa mère, plutôt que d'en venir à un procès, préfère s'en rapporter à l'arbitrage de l'Intendant. Paris, 15 septembre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, réclamant contre la prétention de la dame Godard, sous prétexte que le bail les oblige aux réparations à la couverture dudit hôtel, de leur faire faire celles de la charpente. Amiens, 25 septembre 1783. — Lettre de l'Intendant à M^{me} veuve Godard, lui faisant observer que la réparation à la couverture à laquelle la ville est tenue ne peut comprendre que la tuile et la latte, et qu'elle n'a pas d'observations à faire sur le mémoire que la ville lui a présenté. 10 novembre 1783. — Lettre de M^{me} veuve Godard à l'Intendant, se soumettant à sa décision. Le Pecq, 18 novembre 1783. — Procès-verbal de réception des travaux faits audit hôtel par M. Rousseau. Amiens, 12 août 1784. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les informant qu'il a approuvé ledit procès-verbal. Amiens, 24 septembre 1784. — Lettre de M. Godard fils, « hôtel des Trois Carolus, rue Croix-des-Petits-Champs, à Paris » à M. Maugendre, rappelant toutes les concessions que sa mère a déjà faites à la ville, et se plaignant des

prétentions de celle-ci. Il s'en rapporte à l'Intendant pour les modérer. Paris, 18 septembre 1786. — « Note de M. Janvier » au sujet des réparations à payer par M^{me} veuve Godard, avec observations de M. Rousseau, ingénieur. Amiens, 31 octobre 1786. — Lettre de M. Godard fils, au sujet desdites réparations. Paris, 14 novembre 1786. — Observations de M. Godard fils, sur les notes et observations de MM. Janvier et Rousseau Paris, 12 décembre 1786. — État des ouvrages faits à l'hôtel de la résidence... pour le compte de M. Godard. » v. 1786. — « État des choses indispensables à faire à l'hôtel de la résidence, et qui auraient dû être faites avant que ces Messieurs y sont entrés. » v. 1786. — « Observations de la dame Godard sur les notes de M. Janvier et de M. Rousseau. » v. 1786. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur envoyant lesdites observations, les priant d'examiner de nouveau cette affaire et de lui en rendre compte. 23 décembre 1786. — Note de M. Rousseau sur les observations de M^{me} Godard. Amiens, 27 juillet 1787. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ladite note. « Il nous aurait été très agréable de pouvoir vous donner un avis plus satisfaisant pour M^{me} Godard, mais elle est juste et elle pense que nous ne pouvons agir que d'après les principes et les règles de la justice et de l'économie toutes les fois qu'il s'agit des deniers publics. Vous seul pourrez, Monseigneur, par votre autorité et d'après les considérations exposées par M^{me} Godard, tempérer la rigueur que nous sommes obligés de suivre. » Amiens, 28 juillet 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Godard fils, lui faisant part de la réponse de la ville à ses observations. 10 novembre 1787, — etc.

C. 700. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1782-1787. — AMIENS. — Résidence des officiers des gardes du corps. — Ordonnances de paiements du loyer de la maison louée à M^{me} veuve Godard, pour servir de résidence aux officiers des gardes du corps.

C. 701. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1760. — AMIENS. — Cimetière Saint-Denis. — Mémoire historique et descriptif sur le cimetière Saint-Denis à Amiens. XVIII. s. — « Mémoire au sujet de la démolition des cloîtres du cimetière commun de Saint-Denis à Amiens. » Amiens, 24 avril 1760. — « Copie de la lettre de M. le procureur général à MM. les maire et échevins de la ville d'Amiens », leur demandant sur quel fondement

ils font démolir les cloîtres du cimetière Saint-Denis. Paris, 12 mai. — Réponse des lieutenant général de police, maire et échevins d'Amiens à ladite lettre. Amiens, 9 juin. — Lettre des lieutenant général de police, maire et échevins d'Amiens à l'Intendant, le priant d'appuyer ladite réponse. Amiens, 9 juin. — Mémoire sur la question des cloîtres du cimetière Saint-Denis. v. 1760, — etc.

C. 702. (Liasse.) — 6 pièces papier. (plans).

1766-1770. — AMIENS. — Conciergerie. — Conciergerie d'Amiens projetée. Plan au rez-de-chaussée, par Jumel-Riquier. 12 juillet 1766. Vu par l'Intendant le 27 novembre 1770. — Id. plan au 1^{er} étage. — Id. plan des basses-fosses. — Id. Profil sur l'un de côtés de la cour. — Id. plan de l'état des lieux au rez-de-chaussée, en 1765. — Id. plan de l'état des lieux au 1^{er} étage en 1766.

C. 703. (Liasse.) — 22 pièces papier. (1 plan),

1772-1774. — AMIENS. — Eaux. — Requêtes à l'Intendant par J.-B. Cau stier, capitaine, et Jean Pelletier, lieutenant des hortillons d'Amiens, se plaignant d'être inondés depuis quatre ans et à deux doigts de la perte de leurs cultures, et demandant que les meuniers de la ville tiennent leurs vannes levées jusqu'à l'entier écoulement des eaux, et qu'ils soient obligés à curer leur rivière. 18 février 1772. — Mémoire de M. Ducastel sur la requête des hortillons. « Les hortillons de cette ville qui sont les cultivateurs des légumes qui font un objet très intéressant pour eux et pour l'utilité, non-seulement de la ville et des environs, mais encore par le produit des graines qui se vendent à l'étranger. La conservation de leurs productions, la protection que méritent leurs dépenses, leurs travaux et leur activité, par tous les ordres des citoyens qu'ils font vivre en partie, ne sera contredit par qui que ce soit. Ils représentent par leur requête que depuis quatre ans ils ont éprouvé sur les légumiers une très grande perte par la surabondance des eaux dont les modérations sur les impositions ne les dédommagent pas : que la cupidité des meuniers et le défaut de curement de la rivière de Somme qui flue en dix à onze canaux à travers de cette ville, occasionne un surhaussement et des retenues qui élèvent les eaux au-dessus du niveau de leurs légumiers. La plus grande partie des légumiers sont de droite et de gauche voisins de la rivière de Somme et de celle de Moreuil : chaque portion de propriété ou d'exploitation de ces légumiers est divisée par des canaux qui en facilitent l'approche aux cultivateurs avec de petits bateaux qui leur servent aussi à voiturier leurs légumes dans la ville à un endroit commun de décharge, et à transporter des fumiers pour l'engrais continuel de terres qui sont continuellement chargées de productions. Le chapitre de l'église

d'Amiens est propriétaire de tous les moulins de cette ville, au nombre de douze à quinze, distribués sur les différents canaux de l'intérieur, et suivant une ancienne chartre ils ont la justice et police sur ces eaux. Le prix excessif des locations qui se paient en nature exhorte les meuniers à tenir les eaux bandées et surhaussées pour le plus prompt service de leurs moulins, et les entretiennent à un point supérieur d'élévation à celui des légumiers qu'elles inondent. Ces meuniers sont rétifs et ne lèvent point leurs vannes dans les grandes crues d'eau ; les marais voisins de la rivière du côté d'amont sont au blanc d'eau ; les bestiaux qu'on y introduit pour la pâture avec trop de précipitation y contractent des maladies qui les maigrissent ou les font périr. Ces meuniers ne reconnaissent point de subordination à la police de la ville : celui près de la porte Saint-Pierre, dans l'intérieur vis-à-vis la citadelle, a été cité par le maire pour n'avoir point levé les vannes cottières sur l'ordre qu'il lui en avait fait donner à plusieurs reprises. N'ayant pas comparu, il a été condamné par défaut à 24 livres d'amende. Il s'est retiré vers le chapitre qui prétend que la police de la ville n'a aucune juridiction, comme s'il était attribué à quelqu'un le droit de nuire au public impunément et sans ressources. Ce moulin de la porte Saint-Pierre cause seul la moitié des dommages. De tous les temps l'insatiabilité des meuniers et le soutien qu'ils trouvent chez leurs propriétaires, la négligence des officiers des maîtrises à fixer la pose des solles gravières et la hauteur des vannes ont paru d'une telle importance, qu'en 1749 il a été rendu un arrêt du Conseil qui attribue à M. l'intendant de Picardie la connaissance de ces objets conjointement et même divisément avec le grand maître. En conséquence de cet arrêt, les dessèchements sont soumis à l'autorité de M. l'Intendant. Le seul moyen de rendre les hortillons et les pâtures publiques indépendantes des caprices et de l'avidité des meuniers serait, après examen par gens de l'art, du point d'eau à conserver pour le service des moulins et empêcher le dommage sur les terres, d'établir des points de repère et de former des tropleins qui porteraient les eaux nuisibles dans des débouchés destinés à leur écoulement. La citation du meunier de la porte Saint-Pierre a tellement excité le chapitre, que demain il doit y avoir une assemblée de ses députés et de l'hôtel-de-ville pour prendre un parti, s'ils peuvent en convenir. Je crains que cette assemblée ne soit infructueuse pour le grand intérêt qu'a le chapitre de conserver toute l'autorité qu'il s' imagine avoir. Il serait très utile et très important de mettre une bonne fois la main à assurer les récoltes de gens aussi

nécessaires à la société que les hortillons, et de procurer aux pâtures plus de salubrité et de nourriture. Il est démontré que les moulins à l'eau causent des dommages énormes, et que s'il pouvait y être utilement pourvu, l'État y gagnerait plus que si le Roi avait conquis une province. » 20 février 1772. — Réponse de l'Intendant à M. Ducastel, l'informant que dès son retour à Amiens il verra le chapitre et les officiers municipaux pour les tempéraments à prendre pour rendre justice aux hortillons sans préjudicier au service des moulins. Paris, 4 mars 1772. — Mémoire des habitants du faubourg Saint-Pierre exposant les dangers qu'il y a à laisser le marais Saint-Pierre couvert d'eau, et les moyens de le dessécher sans priver d'eau les fossés de la citadelle. v. 1772. — Requête à l'Intendant par les habitants du faubourg Saint-Pierre et de Rivery, exposant que par suite de l'inondation du marais de Saint-Pierre, ils sont privés d'herbes pour nourrir leurs bestiaux, et leurs arbres périssent dans leurs jardins ; et demandant, malgré l'opposition du commandant de la citadelle, l'autorisation d'arrêter le cours d'une petite rivière qui flue dans les fossés de la citadelle, moyennant quoi leur marais sera complètement dégagé dans l'espace de quatre à cinq jours, 12 avril 1772. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, lui envoyant ladite requête pour la communiquer aux officiers municipaux d'Amiens, le priant de lui transmettre leurs observations avec les siennes. Amiens, 4 mai 1772. — Avis des maire et échevins d'Amiens, favorable à la même requête. 8 mai 1772. — Mémoire de M. Ducastel sur la requête des habitants du faubourg Saint-Pierre et de Rivery. Il pense que, pour connaître précisément l'objet du mal et le véritable remède, il serait nécessaire de charger le sieur Riquier de s'en occuper. 11 mai 1772. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, au sujet des inondations, les priant de s'occuper très sérieusement de cet objet, « de commencer par charger le sieur Riquier de vérifier bien exactement la situation des lieux, de dresser un plan des ouvrages à faire pour procurer l'écoulement d'eau si désiré, d'arrêter un état estimatif de la dépense qu'il conviendra de faire à cette occasion, et qui devra être répartie au marc la livre sur les habitants qui profiteront de l'avantage que procureront ces ouvrages. » Mais ils devront auparavant s'entendre avec le chapitre et les officiers de l'état-major de la citadelle. Amiens, 20 mai 1772. — Plan des bras de rivières près et entre la porte Saint-Pierre et le pont Baraban, des marais, et du faubourg Saint-Pierre, à Amiens. v. 1772. — Procès-verbal par le maire et MM. Le Chevalier de Pont-le-Roi, directeur des fortifications, Lecloutier, ingénieur en chef, Roussel et de Montaubert chanoines, et Riquier, de visite des travaux à faire à la cunette du fossé de la porte Saint-Pierre. 23 septembre 1772. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant,

le priant d'approuver ledit procès-verbal et la délibération qu'ils ont prise en conséquence. Amiens, 26 septembre 1772. — Approbation par l'Intendant desdits procès-verbal et délibération. 8 octobre 1772. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens, » arrétant que la moitié des ouvrages à faire à la cunette s'élevant à 536 l. 13 s. 10 d., serait payée par la ville. 24 décembre 1772. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, se plaignant de ce que le chapitre se refuse à payer la moitié de la dépense des ouvrages faits à la cunette de la citadelle, ce à quoi ils s'étaient engagés, sous prétexte que la solle de la vanne est trop basse. Comme cette discussion est étrangère aux ouvriers qui ont besoin de leur salaire, ils ont réglé leur moitié, et le prient de rendre une ordonnance pour contraindre le chapitre à payer la sienne. Amiens, 30 décembre 1772. — Requête d'Étienne Rohault, maître-charpentier, à Amiens, à M. d'Agay, intendant, se plaignant de ce que le chapitre refuse de lui payer la moitié de ce qui lui est dû pour les travaux faits à la cunette. 26 juillet 1773 ; et ordonnance de l'Intendant au chapitre, d'avoir à payer ladite somme au sieur Rohault. 23 octobre 1774. — Mémoire du sieur Lemarchant, chanoine, syndic du chapitre d'Amiens, exposant les motifs de celui-ci à refuser de payer la moitié de la somme due au sieur Rohault. 27 août 1774. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, au sujet du refus fait par le chapitre de satisfaire à ses engagements. Amiens, 5 octobre 1774. — « Rapport à lire à la suite du mémoire ci-joint, dressé par les officiers municipaux d'Amiens. » 23 octobre 1774, — etc.

C. 704. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1750. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Lettre de M. d'Argenson à M. Chauvelin, intendant, l'informant qu'il ne voit aucun inconvénient à ce que le sieur Bélidor fasse le voyage qu'il est invité à faire à Amiens, pour y déterminer l'emplacement des fontaines publiques que la ville a dessein de faire construire. Versailles 3 avril. — « Rapport de MM. Bélidor et Sirebeau, à l'occasion du projet d'établir des fontaines publiques dans la ville d'Amiens. » Amiens, 11 avril. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville d'Amiens. » Délibération sur l'utilité de l'établissement des fontaines publiques à Amiens. 14 avril. — Lettre du sieur Sirebeau, « fontainier de la ville, rue des Marmousets en la Cité, » aux officiers municipaux d'Amiens, leur envoyant le mémoire qu'il a rédigé avec M. Bélidor, sur l'établissement des fontaines publiques à Amiens. Paris, 16 avril. —

Lettre de M. Bélior à l'Intendant, lui donnant rendez-vous pour le lendemain pour lui communiquer ses remarques sur le mémoire du sieur Riquier. Paris, 1^{er} mai. — Lettre de M. Bélior à M. Chauvelin, lui faisant part de ses observations sur le nouveau mémoire du sieur Riquier « que j'ai trouvé très bien détaillé et fait avec beaucoup d'intelligence ; ainsi l'on peut en toute sûreté suivre son projet. » Paris, 7 juin, — etc.

C. 705. (Liasse.) — 22 pièces papier. (19 plans).

1750-1751. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Projets, plans, coupes et élévations du Château-d'Eau. — Arrêt du conseil d'État autorisant les maire et échevins d'Amiens, d'acheter tous les terrains jugés nécessaires par l'intendant de Picardie et d'Artois, pour l'entière exécution des fontaines publiques et l'agrandissement du port de ladite ville. 9 février 1751. — Lettre de M. Bélior à M. Chauvelin, intendant, lui donnant son avis sur l'estimation faite par M. Riquier dans son devis pour le Château d'Eau et l'agrandissement du port, par rapport au prix des matériaux. Ce prix lui paraissant fort raisonnable, l'on peut sans retard procéder à l'adjudication. « Il importe extrêmement qu'à prix à peu près égal, Riquier et ses associés aient la préférence à l'adjudication, étant sûr de leur intelligence peu commune, au lieu que je n'aurais pas la même confiance dans ces gens qui ne cherchent qu'à contracter des marchés sans connaître la conséquence de l'exécution, prennent des ouvrages à vil prix, les discréditent en les abandonnant, faute d'en pouvoir soutenir la charge. » Paris, 10 février 1751. — « Devis des ouvrages à faire en terrasses, maçonnerie, charpente, menuiserie, serrurerie, couverture, plomberie, paillolage, vitrage et fonderie pour la construction d'un Château-d'Eau, et pour l'agrandissement du port de la Grève dans la ville d'Amiens, comme aussi le pavement de cette Grève, » et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 25 février 1751, — etc.

C. 706. (Liasse.) — 14 pièces, papier (1 imprimée, — 3 plans).

1750-1753. — AMIENS. — Fontaines publiques. — « Devis et conditions des ouvrages à faire pour conduire les eaux de la fontaine des Frères dans l'intérieur de la ville d'Amiens, » par M. Beffara. 14 juin 1750. — Plans, coupes d'élévations annexés audit devis. — « Dépenses faites par Riquier pour le projet des fontaines publiques d'Amiens. » 19 juin 1750. — Lettre de M d'Argenson à M. Chauvelin, intendant, l'informant que le Roi a approuvé que l'acqueduc proposé de pratiquer sous le rempart d'Amiens, pour l'écoulement des fontaines publiques, soit exécuté. Compiègne, 30 juin 1750. — « Devis et conditions des ouvrages à faire pour conduire les eaux de la fontaine des Frères dans l'intérieur de la ville d'Amiens. » et adjudication desdits travaux. 25 juin

1750. — Travail du sieur Sirebeau, fontainier de la ville de Paris, relatif au placement des fontaines publiques d'Amiens, nivellements, tuyaux et autres ouvrages 14 juin 1751. — « Bordereau des plans, profils et élévations des fontaines, suivant les numéros portés sur chacun d'iceux, conformément aux devis et adjudication passée le 29 novembre 1753. » — Avis fixant au 29 novembre 1753, l'adjudication des travaux pour cinq fontaines à exécuter dans la ville d'Amiens (impr. affiche), — etc.

C. 707. (Liasse.) — 49 pièces papier. (1 plan).

1750-1761. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Bail à loyer par Jean-Baptiste-Nicolas Decois, marchand à Amiens et François-Joseph-Michel Saladin le jeune, procureur au bailliage d'Amiens, à Joseph Bienaimé, loueur de chevaux, d'une maison sise à Amiens sur le Marché au Blé, occupé par le sieur Avenaux, marchand de fer. 23 juin 1750. — Bail à loyer par les mêmes à Jean Lecointe, cabaretier, d'une maison à usage d'hôtellerie, sise à Amiens, sur le Marché au Blé, d'où pend pour enseigne la Couronne. 29 juillet 1754. — Assignation des maire et échevins d'Amiens, à comparoir par-devant le lieutenant général au bailliage d'Amiens. 3 août 1759. — « Extrait des registres aux délibérations de l'hôtel commun de la ville d'Amiens, » arrétant de demander le renvoi des causes et parties par-devant l'Intendant. 3 août 1759. — Requête des sieurs Decois et Saladin à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à assigner par-devant lui Bienaimé et sa femme, ainsi que les maire et échevins d'Amiens. 6 octobre 1759. — Note de M. Ducastel, au sujet de ce que les sieurs Decois et Saladin, « propriétaires d'une maison sise sur le Marché au Blé de la ville d'Amiens, attendant à l'auberge ci-devant du sieur Julien, actuellement démolie, pour y placer une fontaine ou un autre édifice public, ont été assignés de la part de Bienaimé, carrossier, locataire des suppliants, demandant à être affranchi de son bail, attendu que cette maison tombe en ruines et qu'il est exposé à y périr ; les suppliants ont fait dénoncer cette demande à MM. les maire et échevins, pour les indemniser et faire réparer la maison qui a été dégradée par leur propre fait. Ces derniers ont requis le renvoi par-devant M. l'Intendant. » 8 octobre 1759. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens, sur la requête des sieurs Decois et Saladin. 19 octobre 1759. — Note de M. Ducastel au sujet des propositions d'arrangements faits par les maire et échevins d'Amiens. 22 octobre 1759. — Requête des sieurs Decois et Saladin à l'Intendant, à l'effet d'autoriser les

maire et échevins d'Amiens, à faire réparer ou à acquérir leurs maisons. 2 août 1760. — Ordonnance de l'Intendant attendu que les maisons des sieurs Saladin et Decois, sont indispensables pour l'exécution du projet de construction, soit d'une fontaine publique, soit d'une halle aux grains, prescrivant une expertise des dommages causés auxdites maisons, pour raison de la démolition des maisons voisines, pour, sur ledit procès-verbal, être le contrat de vente desdites maisons, passé par lesdits Decois et Saladin aux maire et échevins d'Amiens. Amiens, 4 août 1760. — Requête des maire et échevins d'Amiens à M. Ducastel, subdélégué de l'Intendance, à l'effet d'assigner par devant lui les sieurs Decois et Saladin, pour nommer les experts. 4 septembre 1760. — Assignation des sieurs Decois et Saladin. 4 septembre 1760. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville d'Amiens, » nommant les experts prescrits par l'ordonnance de l'Intendant du 4 août dernier. 4 septembre 1760. — Procès-verbal d'expertise desdites maisons. 5 septembre 1760. — Plan desdites maisons. Septembre 1760. — Requête des sieurs Decois et Saladin à l'Intendant, à l'effet d'ordonner que le prix principal de la vente desdites maisons leur sera payé par les maire et échevins d'Amiens, en trois ou six termes égaux, d'année en année. 9 septembre 1760. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant que les sieurs Decois et Saladin, seront tenus de passer incessamment avec la ville contrat de vente desdites maisons, Amiens, 8 novembre 1760. — Lettre de M. de Sachy de Carouge à l'Intendant, lui rendant compte de l'état desdites maisons. Amiens. 21 novembre 1760. — Acte de vente desdites deux maisons. 27 novembre 1760. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, l'informant qu'ils ont passé bail de l'une desdites maisons, avec le sieur Bienaimé, ancien locataire, pour un loyer de 150 livres. Amiens, 6 décembre 1760. — Ordonnance de l'Intendant de la somme de 18,000 livres au principal, prix de la vente desdites maisons, à payer en six termes auxdits sieurs Decois et Saladin. 23 janvier 1761, — etc.

C. 708. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1753-1754. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Ordonnance de M. d'Aligre, intendant, autorisant les maire et échevins d'Amiens à acquérir les maisons nécessaires pour l'emplacement de deux fontaines, « savoir trois maisons dans le Marché-au-Feurre, une dans la rue Saint-Leu et même deux en cas de besoin, tenantes au monastère de Saint-Julien. » Amiens, 6 décembre 1753. — « Procès-verbal d'estimation des maisons du Marché-au-Feurre et d'une autre rue Saint-Leu. » 5 janvier 1754. — « Procès verbal à l'effet de constater la mitoyenneté des maisons rue au Feurre,

acquises pour les fontaines. » 29 mars 1754. — Procès-verbal d'expertise de l'indemnité à accorder aux religieuses de Saint-Julien, à l'occasion de la fontaine rue Saint-Leu. 11 juillet 1754. — Ordonnance d'une somme de 1,000 livres à payer aux religieuses de Saint-Julien à titre d'indemnité pour la fontaine de la rue Saint-Leu. Amiens, 14 juillet 1754, — etc.

C. 709. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1754-1756. — AMIENS. — Fontaines publiques. — « Procès-verbal de réquisition du sieur Riquier, et consentement du sieur Mellier pour la fontaine de la halle. » 5 août 1754. — « Procès-verbal de visite des fondations du mur de clôture de la halle. » 19 et 20 août 1754. — « Procès-verbal de visite de la profondeur et largeur de la fondation du mur de face de la halle. » 29 août 1754. — Mémoire des entrepreneurs des fontaines publiques d'Amiens, établissant que les tuyaux de conduite des eaux du Château-d'Eau à la fontaine Saint-Jacques et à celle des halles peuvent être réduits par économie de 7 à 6 pouces de diamètre. Amiens, 28 mars 1756.

C. 710. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1754. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Marché entre Claude Ytasse, marchand de pierres et fermier au château de Pont-Remy, et Guillaume Desvignes, et compagnie, entrepreneur des fontaines publiques d'Amiens, pour la fourniture de trois à quatre mille pieds de pierre de Pont-Remy pour la construction desdites fontaines, avec assignation audit Ytasse à comparoir par-devant les juges-consuls d'Amiens pour se voir condamné à livrer lesdites pierres. 12 juillet. — Requête du sieur Ytasse à M. d'Aligre, intendant, à l'effet d'ordonner aux nommés Charles et Adrien Revillon, carriers, qui se sont engagés à travailler pour lui et ont abandonné sa carrière pour aller travailler au Gard et ailleurs, à y rentrer, pour le mettre en état de satisfaire à ses propres obligations vis-à-vis l'entrepreneur des fontaines publiques d'Amiens. 21 juillet. — Requête des entrepreneurs des fontaines publiques d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'ordonner que « vu la nécessité de ne pas suspendre et d'achever avant l'hiver les ouvrages actuellement commencés pour les fontaines, les suppliants seront autorisés à faire amener pour la construction desdits ouvrages toutes les pierres qui se trouvent actuellement tirées sur les carrières du Pont de Remy et celles que l'on continuera d'y tirer jusqu'à quantité suffisante. » 26 juillet. — Mémoire de M. Blondin au sujet de la prétention des entrepreneurs des fontaines publiques d'Amiens qui, selon

lui, « est très extraordinaire. La publicité des fontaines d'Amiens peut-elle retarder la réédification d'une église, édifice dont la publicité l'emporte sur celle des fontaines en question ?... Les ponts qui viennent d'être faits au village du Pont de Remy sont bien des ouvrages aussi publics que les fontaines d'Amiens. Pierre Moignet, qui a vendu à Jean-Baptiste Moignet, son frère, la carrière du Pont de Remy, a été forcé par les sous-ingénieurs des ponts et chaussées de livrer des pierres de sa carrière pour la construction de ces ponts ; pour l'avoir fait, il a été traduit au Grand Conseil par l'abbaye de Saint-Acheul : il lui en a coûté 270 livres de dépens, dommages et intérêts. Il ne serait pas juste d'exposer J.-B. Moignet à subir encore une pareille condamnation. » Abbeville, 7 août. — Requête d'Adrien Revillon, tireur de pierres à Ribeaucourt, à l'Intendant, exposant que lui et consorts étant dangereusement malades, sont dans l'impossibilité de travailler, et tendant à ce que le sieur Ytasse soit débouté des conclusions de sa requête du 21 juillet. 12 août. — Mémoire de M. Ducastel sur l'affaire du sieur Ytasse. Amiens, 13 août, — etc.

C. 711. (Liasse.) — 12 pièces, papier (1 plan).

1754-1755. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Plan d'un corps de pompe pour le Château d'Eau, par M. Jumel-Riquier. v. 1754. — Marché entre les sieurs Jumel-Riquier et Jacques-François Baroche, maître fondeur pour la fourniture d'un corps de pompe pour le Château d'Eau d'Amiens. Paris, 4 avril 1754. — Ordonnance de 1,200 livres à payer au sieur François Baroche, maître fondeur à Paris, à-compte de la fourniture par lui faite d'un corps de pompe pour les fontaines d'Amiens. 20 mai 1754. — Lettre de voiture de deux fourches, quatre corps de pompe, etc. Paris, 28 octobre 1754. — « Mémoire des fournitures que j'ai faites et fournies en cuivre, concernant la machine hydraulique de la ville d'Amiens par et sous les ordres de M. Riquier, par Baroche, maître fondeur pompier, rue Frépillon. » Décembre 1754. — Lettre du sieur Baroche à M. Jumel Riquier, lui envoyant ledit mémoire. Paris, 8 décembre 1754, — Procès-verbal d'expertise dudit corps de pompe par M. Tardif, ingénieur des ponts et chaussées de la généralité d'Amiens. Amiens, 31 décembre 1754. — Ordonnance de 1,425 l. 8 s. 9 d. à payer au sieur Baroche. Amiens, 26 janvier 1755, — etc.

C. 712. (Liasse.) — 26 pièces, papier.

1754-1761. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Ordonnance de M. d'Aligre, intendant, autorisant les maire et échevins d'Amiens à acquérir les maisons nécessaires pour l'emplacement des fontaines de la rue Saint-Jacques et sur le Marché au Blé Paris. 16 avril 1754. — Signification de ladite ordonnance aux

intéressés. — « Procès-verbal d'estimation des maisons rue Saint-Jacques et sur le Marché au Blé de la ville d'Amiens, pour les fontaines publiques, des 25 et 26 avril 1754, portant en total 34,175 livres. » 25 avril 1754. — Ordonnance de l'Intendant pour la passation du contrat de vente de la maison du sieur Pierre Dargent à l'image Saint-Julien, sise à Amiens, sur le Marché au Blé, et occupée par le nommé Blangy, aubergiste. Amiens, 30 janvier 1755. — Acte de vente par Antoine Gontier, meunier, aux maire et échevins d'Amiens, d'une maison sise à Amiens rue Saint-Jacques, à l'angle de la rue Saint-Merry, faisant deux maisons sous un même comble, et mouvante en roture du Roi à cause de son domaine d'Amiens. 25 mars 1755. — Ordonnance de 77 l. 5 s. 1 d. à payer à Marie-Madeleine Legrain pour six mois des intérêts du capital de 2,890 l. 6 s. 9 d. à elle dus pour une maison acquise d'elle par la ville d'Amiens sur le Marché au Blé. 8 septembre 1755. — Ordonnance de 183 l. 19 s. 10 d. à payer à Firmin Lesur, vendeur d'une maison sise sur le Marché au Blé, pour leur tenir lieu du terme de loyer de ladite maison échu au 1^{er} août 1754. 8 septembre 1755. — Requête d'Antoine Gontier à l'Intendant à l'effet d'être remboursé de la somme de 2,900 livres, prix de l'estimation de la maison qu'il a vendue à la ville ensemble des intérêts au denier 20. 14 janvier 1756. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens sur ladite requête. Amiens, 4 mai 1756. — Mémoire de M. Ducastel, sur la même requête. Amiens, 8 mai 1756. — Ordonnance de l'Intendant déboutant le sieur Gontier de sa demande. Paris, 30 mai 1756. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens sur une requête du sieur Antoine Gontier, à l'effet d'être remboursé de la somme de 2,900 livres prix de ladite maison. 28 novembre 1761. — Mémoire de M. Ducastel sur la même requête. 2 décembre 1761, — etc.

C. 713. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1755. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Requête des maire et échevins d'Amiens à M. d'Invaux, intendant à l'effet de nommer des experts pour établir avec les propriétaires voisins des fontaines de la rue Saint-Jacques et du Marché au Blé les alignements, mitoyenneté (*sic*) et servitudes respectifs, etc. 16 avril. — Ordonnance de l'Intendant prescrivant ladite expertise. Amiens, 18 mai. — Procès-verbal de constatation de la profondeur des fondations de la fontaine Saint-Jacques. 2 juin. — Procès-verbal de constatation des alignements, mitoyenneté et servitudes avec les voisins de la fontaine Saint-Jacques. 6 juin, — etc.

C. 714. (Liasse.) — 3 pièces, papier

1755. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Requête du sieur Nicolas Creton, marchand vinaigrier à Amiens, demandant une indemnité de 100 écus pour dommages causés à sa maison et à son commerce par la construction de la fontaine de la rue Saint-Jacques. 9 juin. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens au sujet de la requête du sieur Creton. Amiens. 23 septembre. — Ordonnance de 150 livres à payer au sieur Nicolas Creton pour indemnité desdits dommages. Amiens, 15 octobre.

C. 715. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1755. — AMIENS. — Fontaines publiques. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville d'Amiens » à l'effet d'acquérir rue Saint-Merry pour la construction de la fontaine Saint-Jacques quatre petites maisons tombant de vétusté, et attenantes aux deux précédemment acquises. 6 juin. — Ordonnance de l'Intendant autorisant ladite acquisition. Amiens, 21 juillet. — « Procès-verbal de nomination d'experts pour les visite et estimation des quatre petites maisons attenantes à la fontaine rue Saint-Jacques. » 29 juillet, — etc.

C. 716. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1755. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Requête du sieur Jacques Giroux, ancien maître tourneur à Amiens à l'effet d'être payé du prix principal et du terme du loyer échu au 1^{er} août précédant d'une maison sise rue Saint-Merry par lui vendue à la ville d'Amiens, pour l'établissement de la fontaine Saint-Jacques. 17 septembre ; avec les observations des maire et échevins d'Amiens. 17 septembre. — Ordonnance de l'Intendant pour ledit paiement. 10 octobre. — Requête de J.-B. Cornet, prêtre habitué à Saint-Jean-Baptiste de Péronne, à l'effet d'être remboursé d'une année d'intérêts du prix d'une maison par lui vendue à la ville sur le Marché au Blé. Amiens, 13 octobre ; avec les observations des maire et échevins d'Amiens 14 octobre — Ordonnance de paiement desdits intérêts. Amiens, 21 octobre.

C. 717. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1755-1757. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Acte de vente par damoiselle Marie-Madeleine Leroux, veuve de Jean-Baptiste Buignet, maître sauteur-hautelisseur à Amiens, à la ville d'Amiens, de deux maisons, rue Saint-Merry, pour la construction des fontaines publiques. 17 septembre 1755. — Requête de Marie-Madeleine Leroux à l'Intendant, à l'effet d'être payée d'une indemnité de loyer et d'un à-compte sur le prix de vente desdites deux maisons. 4 octobre 1755. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens sur ledite

requête. 14 novembre 1755. — Ordonnance de l'Intendant sur ladite requête, Amiens. 26 novembre 1755. — Ordonnance de 2,000 l. à payer à Marie-Madeleine Leroux et consorts pour parfait remboursement du prix de deux maisons par eux vendues à la ville. Amiens, 7 février 1757, — etc.

C. 718. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1756. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Procès-verbal de constatation de ce qui est dû au sieur Cauchy, tant au principal, intérêts que frais pour une créance hypothécaire sur une maison, sise à Amiens, rue Saint-Merry, appartenant à Nicolas-Philippe Leroy. 26 janvier. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire. 18 février. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens sur ladite affaire. 12 mars. — Ordonnance de l'Intendant statuant sur ladite créance. Amiens, 20 mars, — etc.

C. 719. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1756-1759. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Mémoire du sieur Bienaimé à l'Intendant, à l'effet d'être remboursé du prix de la vente qu'il a faite à la ville d'une maison où pend pour enseigne la Cloche, sise Marché au Blé 29 décembre 1756. — Requête du sieur Bienaimé à l'Intendant, à l'effet d'obtenir ledit remboursement, plus une gratification pour les places qu'il a été obligé de louer depuis qu'il est privé de cette maison. 20 janvier 1757. — Ordonnance de l'Intendant faisant droit à ladite requête. Amiens, 24 janvier 1757. — Observations des maire et échevins d'Amiens sur la requête du sieur de Foucaucourt, à l'effet de parer au danger que fait courir à sa maison la démolition de l'auberge de Saint-Julien, sur le Marché au Blé. 20 août 1759. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite requête. 10 septembre 1759. — Ordonnance de l'Intendant, statuant qu'à la diligence des maire et échevins d'Amiens, il sera incessamment pourvu aux réparations des dégradations faites aux murs de la maison du sieur Foucaucourt. Paris, 15 septembre 1779, — etc.

C. 720. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1756-1768. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Ordonnance de M. d'Invaux, intendant, prescrivant une enquête pour déterminer la valeur de la maison des enfants mineurs de la dame veuve de Cordemoi, sise à Amiens, Marché aux Volailles, et dont l'emplacement est nécessaire pour l'établissement d'une fontaine publique de ladite ville. Remiencourt, 29 novembre 1756. — Nomination

d'experts pour ladite enquête. 2 décembre 1756. — Procès-verbal d'estimation de ladite maison occupée par M^e Morgan, avocat, et Crépin, tourneur. 3 décembre 1756. — Acte de vente de ladite maison. Amiens, 11 décembre 1756. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'être déchargés du paiement des droits d'amortissement pour ladite maison et une autre, rue des Verts-Aulnois. 7 novembre 1767, — etc.

C. 721. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1756-1770. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Lettre du marquis de Lameth à l'Intendant, lui demandant pour le nommé François-Bernard Tattegrain, frère de son ancien précepteur, la place de concierge du Château-d'Eau, à Amiens. 18 janvier 1756. — Réponse de l'Intendant au marquis de Lameth. Le concierge du Château-d'Eau devra être « un homme d'art et un habile fontainier, pour avoir soin de toutes les fontaines auxquelles ce Château-d'Eau fournira dans la ville, et tenir les conduites en bon état. J'ai pris à cet égard des engagements qui ne me permettent pas de penser au nommé François-Bernard Tattegrain, ainsi les informations que je ferais sur ses talents deviendraient probablement inutiles. Si cependant il en avait de supérieurs, je penserais volontiers à lui, parce qu'assurément je ne donnerai cette place qu'à celui que je croirai le plus en état de rendre de bons services à la ville ». Amiens. 22 janvier 1756. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens, estimant que l'état des déboursés faits par Jumel-Riquier, pour l'entretien de la machine hydraulique doit lui être alloué, et qu'à l'avenir ses appointements en qualité de concierge du Château-d'Eau pourront être fixés à 500 l., outre son logement. Amiens, 3 février 1763. — « Observations sur les conditions qui peuvent être proposées pour les soins à prendre des fontaines d'Amiens. » v. 1763. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant lui envoyant lesdites observations faites par le sieur Riquier, lesquelles lui semblent fort sensées. Elles lui paraissent « renfermer des fonctions bien utiles et assez multipliées pour occuper entièrement un homme même intelligent ; il serait rare de pouvoir en trouver un qui réunit toutes les parties essentielles aux opérations que l'hôtel-de-ville a le plus grand intérêt de ne pas éloigner, et pour s'approprier un homme vigilant. » Amiens. 18 février 1763. — Ordonnance de l'Intendant, arrêtant l'état des déboursés du sieur Jumel-Riquier, fixant à 500 l. ses appointements comme concierge du Château-d'Eau, et lui accordant en outre une allocation de 1,500 l. comme récompense de ses peines en qualité de concierge dudit Château-d'Eau depuis 1755. 25 février 1763. — Lettre de M. Jumel-Riquier à l'Intendant, demandant à être remboursé des avances qu'il a faites pour le Château-d'Eau. Amiens, 18 janvier 1764. — Nouvelle lettre du

sieur Jumel-Riquier pour réclamer ledit remboursement. Amiens, 16 juin 1764. — Lettre de l'Intendant à M. Jumel-Riquier, lui envoyant son ordonnance de paiement. Remiencourt, 4 septembre 1764. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens, sur l'état des dépenses pour les fontaines publiques fourni par le sieur Jumel-Riquier. 30 mai 1765. — Note de M. Ducastel sur ledit mémoire. 2 juin 1765. — Lettre de M. Jumel-Riquier à l'Intendant au sujet des difficultés faites par les maire et échevins à son état de dépense pour les fontaines publiques. « J'avoue que je ne conçois pas les raisons du désagrément qu'on cherche à me donner ; ce n'est pas là, assurément, la récompense que je devais attendre pour plusieurs travaux qui m'ont occupé et mon fils pendant des campagnes entières. » Il demande instamment à être remboursé des avances qu'il a faites. Amiens, 11 juin 1765. — Lettre du sieur Jumel-Riquier, réclamant ledit remboursement. « Les ouvriers, d'un côté, me pressent journellement, et je le suis personnellement de l'autre, étant dans le cas d'envoyer beaucoup d'argent à mon fils pour son malheureux accident. » Amiens, 19 décembre 1765. — Ordonnance de paiement desdites avances. 24 décembre 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Jumel Riquier, lui envoyant ladite ordonnance conforme aux observations des maire et échevins qui lui ont paru bien fondées. Paris, 24 décembre 1765. — Ordonnance de l'Intendant enjoignant au sieur Jumel-Riquier d'habiter au Château-d'Eau. 3 septembre 1768, — etc.

C. 722. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1757-1768. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Lettre de M. Ducroquet à l'Intendant, lui envoyant un mémoire concernant le pilori. 26 juillet 1757. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'obtenir une ordonnance qui enjoigne aux propriétaires des loges et petites boutiques du pilori, d'en faire la cession à la ville. 20 août 1757 ; et ordonnance de l'Intendant faisant droit à ladite requête. Remiencourt, 10 septembre 1757. — « Extrait des titres produits par les propriétaires des boutiques du pilori de la ville d'Amiens, situé au Marché aux Herbes, en exécution de l'ordonnance de M. l'Intendant du 7 août 1757. » Amiens, 7 septembre 1757. — Note au sujet des loges du pilori, avec ces mots de l'Intendant : « J'approuve tout, pourvu que ces bâtiments sautent le plus tôt que faire se pourra et ne reparaissent jamais. Je vous prie de dresser l'ordonnance, et aussitôt que je l'aurai signée donnez la à M. Ducroquet, pour qu'il s'en serve comme d'une baguette de magicien. » 9 septembre 1757. — Ordonnance de 300 livres à payer

au sieur Jean-Louis Mauclerc, sur le prix d'une loge au pilori par lui vendue à la ville d'Amiens. Paris, 1^{er} juillet 1759. — Note de M. Ducastel au sujet du remboursement demandé par le sieur François Charles, du prix d'une loge au pilori, vendue par lui à la ville. 30 septembre 1760. — Ordonnance de 97 l. 16 s. à payer à la fabrique de Saint-Firmin à la Porte, pour trois années de rentes d'une loge au pilori, par elle vendue à la ville. 7 février 1761. — Ordonnance de 604 l. 11 s. 8 d. à payer au nommé Robillard, pour remboursement du prix, principal et intérêts d'une loge au pilori, par lui vendue à la ville. 12 novembre 1761. — Procuration donnée par Hyacinthe Mauclerc caporal au régiment d'infanterie d'Auvergne. 6 janvier 1762. — Note des maire et échevins d'Amiens, au sujet de la demande faite par le nommé Mauclerc, d'être remboursé du prix, principal et intérêts d'une loge au pilori par lui vendue à la ville. 1^{er} juin 1763. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant sur la même affaire. Amiens, 24 juin 1763. — Ordonnance de 655 l. 17 s. à payer au sieur Mauclerc. 28 juin 1763. — Lettre de M. Roussel, curé de Saint-Jacques d'Amiens, à l'Intendant, lui présentant, à titre de son ancien précepteur, une requête en faveur de ses pauvres « dont le nombre augmente chaque jour par la décadence de la manufacture qui occupe au moins les deux tiers et demi de ma paroisse, composée de sept à huit mille âmes, » et par laquelle il demande à être remboursé de six années de rente à lui dues par la ville, cette somme lui étant nécessaire « pour servir à payer une partie du linge qui va se distribuer auxdits pauvres. » Amiens, 6 décembre 1766. — Ordonnance de l'Intendant, faisant droit à ladite requête. 14 décembre 1766. — Lettre de l'Intendant à l'abbé Roussel, lui envoyant ladite ordonnance, et lui offrant en outre, quelques balles de riz pour ses pauvres. Paris, 14 décembre 1766, — etc.

C. 723. (Liasse.) — 2 cahiers, papier, in-folio.

1758. — AMIENS. — Fontaines publiques. — « Toisé général des ouvrages faits aux fontaines d'Amiens, en conséquence de l'adjudication passée à Simon Duprat, le 23 novembre 1753, suivant les ordres de M. l'Intendant, en date du 16 mai 1758, » par M. Fonblanche, ingénieur du Roi en chef des ponts et chaussées de la généralité de Picardie. Amiens, 23 novembre 1758. — « Extrait du toisé général des fontaines de la ville d'Amiens, » par le même. Amiens, 23 novembre 1758.

C. 724. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1758-1761. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Requête de J.-B. Quignon, marchand apothicaire à Amiens, à l'Intendant, à l'effet d'ordonner la visite et estimation des deux maisons destinées à entrer dans le plan de la fontaine du Marché-au-Blé, avant la chute

des dites maisons qui est imminente. 13 janvier 1758. — Sommation faite au sieur Quignon par les propriétaires de la maison voisine, de faire étayer la sienne. 21 avril 1759. — Requête du sieur Quignon à l'Intendant, demandant qu'il lui soit donné acte de ses offres de vente de sa maison à la ville d'Amiens, et qu'il soit procédé sans retard à l'estimation de ladite maison, avant les dégradations qu'elle a subies par la chute d'une partie des bâtiments. 28 avril 1759. — Ordonnance de l'Intendant faisant droit à ladite requête. Paris, 3 mai 1759. — Procès-verbal d'estimation de ladite maison. 9 mai 1759. — Observations des maire et échevins d'Amiens, sur la requête du sieur J.-B. Quignon. 25 mai 1759. — Ordonnance de la somme de 8,666 l. 13 s. 4 d., à payer au sieur Quignon, comme principal et intérêts du prix de la maison par lui vendue à la ville d'Amiens. 23 juin 1759, — etc.

C. 725. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1762-1768. — AMIENS. — Fontaines publiques. — « Mémoire des livraisons de maçonnerie, faites par moi, François Tilloloy, maître chauxfournier, à M. Duminy, à une maison, rue Saint-Jacques », 1762. — Observations des maire et échevins d'Amiens, sur une requête faite par le sieur Duminy, sergent de ville, tendant à ce que la ville soit tenue de lui payer une somme de 33 l. 18 s. 6 d. pour le rétablissement d'une maison à lui appartenant, et dont les eaux de la fontaine Saint-Jacques avaient occasionné la chute. 12 septembre 1762. — Observations de M. Ducastel sur la même requête. 20 septembre 1762, — etc.

C. 726. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1768-1781. — AMIENS. — Fontaines publiques. — « Mémoire comprenant un aperçu de dépenses au sujet d'une réparation à faire aux fontaines publiques de la ville d'Amiens », par M. Jumel-Riquier. Amiens, 11 février 1767. — « Projet pour couvrir une partie du canal des eaux de la fontaine des Frères », par le même. Amiens. 13 septembre 1768. — Ordonnance de paiement de dépenses pour les fontaines. 30 décembre 1770. — Id. 18 juin 1776. — « État estimatif des conduites en plomb nécessaires, depuis la halle jusqu'à la tête du rempart à l'extrémité de la rue du Rabuisson, et de celles nécessaires pour avoir un filet d'eau à la cuisine, à la basse-cour et au bout du parterre de l'Intendance », par M. Sellier. Amiens, 12 août 1776. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, exposant que

l'eau de tous les puits que l'on a pu faire ouvrir dans le quartier des Bouchers a été reconnue insalubre, et que d'un autre côté, l'eau est absolument nécessaire à la profession des habitants de ce quartier, Ils lui demandent, en conséquence, d'être autorisés à y établir une fontaine publique. Amiens, 10 mars 1777. — Observations de l'ingénieur de la ville d'Amiens, sur la nécessité de ladite fontaine et sur le peu de frais qu'entraînerait son établissement 1781, — etc.

C. 727. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1778-1789. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Copie d'une lettre de M. Lallemand, sur le service des fontaines publiques de la ville de Reims. Reims, 26 janvier 1778, avec un « Extrait de la lettre écrite par M. le comte d'Agay, intendant, aux officiers municipaux d'Amiens », les priant de prendre les mêmes précautions qu'à Reims, en faisant tous les ans et même tous les six mois la visite des sources, de la conduite des eaux, de la machine du Château-d'Eau, etc. 21 février 1778. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel-de-ville d'Amiens », établissant ladite inspection. 24 février 1778. — Procès-verbal de visite du Château-d'Eau et des fontaines publiques d'Amiens. Amiens, 26 mars 1778, — etc.

C. 728. (Liasse.) — 10 pièces, papier (2 plans).

1783-1786. — AMIENS. — Fontaines publiques. — « Projet pour procurer 100 pouces d'eau à la ville d'Amiens, par une rigole continuée sans le secours d'aucune machine, adressé à M. le comte d'Agay, intendant de Picardie », par M. de Nesle, architecte à Amiens. 1783. — « Mémoire sur la manière de procurer une plus grande abondance d'eau à la fontaine des Frères, pour le service de la machine hydraulique d'Amiens », par M. de Nesle. 1783. — Plan annexé audit projet. 1783. — Lettre de l'Intendant à M. de Nesle, l'invitant à étudier encore les moyens de fournir l'eau à la ville d'une manière plus économique, et remettant à un temps meilleur leur exécution. 14 janvier 1783. — « État de dépense concernant le projet d'une conduite d'eau à établir depuis le pont de la Hotoie, jusqu'à la tête de l'aqueduc des fontaines publiques, au moyen de laquelle on ferait entrer les eaux de la rivière de Selle dans le susdit aqueduc, pour suppléer au besoin aux eaux des sources de la fontaine des Frères », par M. Rousseau, Amiens, 28 mai 1785. — Devis estimatif dudit projet, par le même. Amiens, 1^{er} mars 1776, — etc.

C. 729. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1781-1789. — AMIENS. — Fontaines publiques. — Extraits des registres aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens, sur les moyens d'augmenter l'eau des fontaines publiques, qui est

insuffisante. 28 octobre 1779, à 27 octobre 1781. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens », au sujet du mémoire de MM. d'Herviller, médecin, et Lapostolle, apothicaire, sur l'analyse des eaux de la Selle, de la Somme et de la ville qu'ils avaient été chargés de faire « pour savoir si l'on pourrait réaliser le projet de faire entrer ces eaux dans l'aqueduc des fontaines, » et arrêtant : 1° d'envoyer l'état des frais à l'Intendant ; 2° de lui envoyer aussi copie des actes relatifs au projet d'amener les eaux de la Selle dans l'aqueduc, 3° de prier l'Intendant « de faire acquitter aussi sur les fonds destinés à l'entretien des fontaines, la dépense des deux médailles d'or qu'il a été arrêté par délibération du 8 juin 1780 d'offrir à MM. d'Herviller et Lapostolle ; » 4° de le prier de faire dresser par M. Rousseau ingénieur de la ville, le devis estimatif de la dépense et des travaux à faire pour amener les eaux de la Selle dans l'aqueduc. 24 août 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant la précédente délibération, et insistant sur l'utilité dudit projet. Amiens, 26 août 1784. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux, approuvant les résolutions qu'ils ont prises dans leur délibération du 24 août. 23 octobre 1784. — « État des avances faites pour l'analyse des eaux de la ville d'Amiens et de ses environs. » Novembre 1784 — « Mémoire contenant renseignements sur les motifs qui ont porté les officiers municipaux de la ville d'Amiens à faire faire l'analyse des eaux de la rivière de Selle. » v. 1784. — « Mémoire de la commission intermédiaire provinciale de Picardie, au sujet de la nomination faite par MM. les officiers municipaux d'Amiens à la place de directeur des fontaines publiques de cette ville, conférée par ladite commission plus d'un an auparavant. » 1789, — etc.

C. 730. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1762. — AMIENS. — Grenier à blé. — « Projet d'établissement d'un grenier à déposer et garder le blé » par le sieur Jumel-Riquier. v. 1762. — Mémoire de M. Dallery à l'Intendant sur les plans et devis d'un grenier à blé. 8 mars. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant sur ledit projet. Amiens, 30 avril 1762. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, l'informant que « quoique la machine que le sieur Dallery a faite pour servir de modèle au grenier à vent que je projette de faire exécuter ne remplisse point l'objet que je m'étais proposé, il ne faut pas moins le payer du temps et des soins qu'il a employés pour faire cette machine. » Remiencourt, 21 août. — Ordonnance de 350 livres à payer au sieur Dallery pour son modèle de grenier

à vent, 8 septembre. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, l'informant que le sieur Dallery lui a dit que 12 louis ne seront qu'une faible indemnité pour le temps qu'il a passé à confectionner ledit modèle. Amiens, 9 septembre, — etc.

C. 731. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

1766-1780. — AMIENS. — Halle au blé : — Requête des officiers municipaux d'Amiens, à l'effet d'obtenir l'autorisation de construire une halle couverte dont la nécessité se fait de plus en plus sentir depuis que la liberté indéfinie a été accordée au commerce des grains. Amiens, 30 septembre 1766. — « Copie de la lettre écrite par les officiers municipaux et notables de la ville d'Amiens à Monseigneur l'Intendant, sur la nécessité et les avantages de la construction à Amiens d'une halle au blé couverte, et sur la préférence que mérite cet édifice sur la construction d'un hôtel d'Intendance. » Ils lui demandent à cet effet de renoncer pour le moment au projet de construire ledit hôtel et même de les appuyer auprès du ministre. 30 septembre 1766. — Délibération des officiers municipaux d'Amiens, repoussant le projet d'établir le marché au blé dans la halle foraine, décidant que le seul moyen d'obvier aux inconvénients qui résultent de la tenue dudit marché sur la place d'Armes, est de construire une halle au blé couverte, et qu'enfin le meilleur emplacement pour la construction de ladite halle est celui de la maison de la dame d'Hailles. 1779. — « Devis estimatif pour une halle au blé dans le terrain de la maison de Madame d'Hailles, entre les rues des Trois-Cailloux et des Jacobins », par M. Sellier. Amiens, 10 septembre 1779. — Observations par M. Florimond Leroux, maire d'Amiens, insistant sur la nécessité de ne pas manquer l'occasion d'acquérir le terrain de l'hôtel d'Hailles, qui est on ne peut plus favorable pour l'emplacement d'une halle au blé. L'acquisition peut d'ailleurs en être faite du produit des emplacements déjà acquis par la ville dans ce but. v. 1779. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens » arrêtant « que le conseil de ville sera convoqué au lundi 4 octobre prochain 6 heures, pour y délibérer, tant sur le projet de vente des terrains acquis sur le Marché au Blé, que sur l'acquisition de la maison de la veuve d'Hailles, à l'effet d'y établir la halle au blé couverte, et sur toutes les circonstances de l'exécution de ce projet. » 23 septembre 1779. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens, » arrêtant que le projet de halle aux grains, autorisé par arrêt du Conseil du 30 juillet 1758 sera mis à exécution, qu'il sera fait acquisition de la maison de la dame d'Hailles, que, pour le prix de ladite acquisition, les terrains précédemment acquis sur le Marché au Blé actuel seront revendus, que, pour subvenir à la dépense de ladite construction, il sera demandé permission d'emprunter, si besoin est, une somme 40,000 livres, etc.

4 octobre 1779. — « État des terrains acquis sur le Marché au Blé de la ville d'Amiens, en vertu de l'arrêt du Conseil du 30 juillet 1758. » 4 octobre 1779. — Promesse de vente de deux maisons appartenant à Madame d'Hailles en faveur de la ville d'Amiens, pour la construction projetée d'une halle aux grains. Amiens, 2 novembre 1779. — Lettre de M. Necker à M. d'Agay intendant, lui demandant ce que pourra produire le droit de 18 deniers que la ville d'Amiens demande à percevoir sur chaque sac de grains qui sera resserré dans la halle. Paris, 26 mars 1780. — « Mémoire sur la rétribution que la ville d'Amiens demande à percevoir sur les grains qui resteront en resserre dans la nouvelle halle. » 17 avril 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, lui donnant les renseignements qu'il a demandés sur ledit droit, qui n'est autre que le juste loyer du local que la ville fournira aux marchands de grains. 20 avril 1780. — « Lettres patentes sur arrêt du 11 juillet 1780, qui permet à la ville d'Amiens l'acquisition d'une maison pour construire une halle couverte, un emprunt de 30,000 livres, et la perception d'un droit de 18 deniers par sac de grains qui sera resserré, pour servir à la garde d'iceux et à l'entretien de ladite halle, et la vente de plusieurs terrains anciennement acquis pour le même objet, devenus inutiles par l'acquisition ci-dessus permise. » 13 septembre 1780, — Projet de traité relatif aux droits d'amortissement à payer par la ville au sujet de l'acquisition d'une maison sur l'emplacement de laquelle doit être construite la halle au blé. 20 septembre 1780. — « Copie de la lettre de M. Le Riche, directeur des domaines, à M. Delahaye, lieutenant de maire, » l'informant que le projet de traité précédent a été accepté. Amiens, 10 octobre 1780, — etc.

C. 732. (Liasse.) — 27 pièces, papier (2 imprimées, 14 plans).

1781. — AMIENS. — Halle au blé. — Plans et dessins de la halle au blé à construire à Amiens, rue des Trois-Cailloux, par M. Rousseau ingénieur de la ville d'Amiens. — Lettre de M. Sellier, professeur de mathématiques et architecte de la ville à l'Intendant, lui envoyant son aperçu de plan pour la halle aux grains. Amiens, 2 avril 1781. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens, » arrêtant qu'il serait établi une caisse particulière pour y verser tous les fonds destinés à la construction de la halle aux grains. 6 octobre 1781. — « Détail estimatif des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture, plomberie, menuiserie, gros fers, serrurerie, vitrerie, paillolage, peinture, pavé et au-

tres dépenses à faire pour la construction d'une halle au blé à établir à Amiens sur le terrain nouvellement acquis par l'hôtel-de-ville, de feu Madame veuve d'Hailles, entre la rue des Trois-Cailloux et celle des Jacobins, laquelle halle sera surmontée d'un étage en attique, où se tiendra le marché au fil. Le tout suivant les dessins du sieur Rousseau, ingénieur de la ville, approuvés par MM. les officiers municipaux et M. l'Intendant. » 1781. — « Devis de la halle au blé d'Amiens. » 1782. — « Observations sur les trois projets de halle. » v. 1782. — Annonce de l'adjudication de la construction de la halle au blé d'Amiens, pour les 15 et 19 juin 1782 (impr. affiche), — etc.

C. 733. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1784-1788. — AMIENS. — Halle au blé. — Requête de l'entrepreneur des travaux de la halle au blé à l'Intendant, à l'effet d'envoyer des cavaliers de la maréchaussée pour faire hâter les gressiers chargés de fournir les grès devant former la base de l'édifice, et dont la lenteur lui fait craindre de ne pouvoir faire arriver cette année les travaux au point qu'il avait promis. 14 juillet 1784. — Ordonnance de l'Intendant, qui enjoint aux gressiers de Pierregot de fournir à l'entrepreneur de la halle au blé, les grès dont il a besoin. 14 juillet 1784. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à M. d'Agay, intendant, se plaignant de la lenteur des travaux de la halle au blé, faute d'un nombre d'ouvriers suffisant, demandant l'autorisation d'y commettre le nombre qui sera jugé nécessaire pour terminer les travaux au terme fixé par l'adjudication, et ce, aux frais des entrepreneurs. 2 juillet 1785. — Observations des entrepreneurs de la halle au blé sur la précédente requête. 10 juillet 1785. — Mémoire de M. Derveloy sur ladite requête, et concluant à ce qu'il y a lieu d'enjoindre au sieur Desvignes, entrepreneur, de commettre le nombre d'ouvriers suffisant pour que les ouvrages nécessaires pour la sûreté des voisins soient achevés en dedans le 1^{er} octobre, et le reste de la construction pour le 1^{er} août 1786. Juillet 1785. — « Mémoire au sujet du retardement des ouvrages de la halle aux grains, » par M. Rousseau. Amiens, 22 août 1788. — Pourvoi des officiers municipaux d'Amiens par-devant l'Intendant, à l'effet de prendre les voies nécessaires pour contraindre les entrepreneurs de la halle au blé à terminer leur ouvrage. Amiens, 6 septembre 1788, — etc.

C. 734. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

1783-1785. — AMIENS. — Halle au blé. — Requête du sieur Louis Piorette, maître tailleur d'habits à Amiens, à l'Intendant, à l'effet d'être indemnisé du préjudice causé à lui et à sa maison par la construction de la halle au blé, et tendant à ce que des mesures soient

prises pour l'en garantir à l'avenir. 10 juillet 1783. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur envoyant ladite requête, et les priant de nommer deux commissaires pour l'examiner et de lui indiquer les moyens que la ville propose contre ces demandes. Amiens, 14 juillet 1783. — « Rapport des sieurs Carron et Laurent, échevins et commissaires aux ouvrages de la ville d'Amiens, et Rousseau, ingénieur de ladite ville, sur la requête présentée à M. l'Intendant par le sieur Piorette, tailleur. » d'après lequel aucune des demandes de celui-ci n'est fondée. Juillet 1783. — Lettre de M. l'Intendant à M. Derveloy, le priant de mander le sieur Piorette pour lui faire lecture dudit rapport. Amiens, 6 août 1783. — Requête à l'Intendant du sieur Machuel dit l'Écuyer, propriétaire de l'hôtel du Grand Turc à Amiens, à l'effet d'être indemnisé du préjudice à lui causé par la construction de la halle aux grains. 27 avril 1784. — Réponse des officiers municipaux d'Amiens à la requête du sieur Machuel. Amiens, 23 mai 1784. — Rapport de M. Derveloy, concluant au mal fondé de la demande du sieur Machuel. Amiens, 26 juillet 1784. — Requête de Jean-Charles Laurendeau, avocat au Parlement, demeurant à Amiens, à l'Intendant, à l'effet d'obtenir des entrepreneurs de la halle la construction des murs de séparation de sa maison. 10 mars 1784. — « Copie de la lettre écrite aux officiers municipaux de la ville d'Amiens par M. Laurendeau, » exposant la situation faite et le préjudice causé à sa maison à découvert depuis près de deux ans, par la lenteur apportée par les entrepreneurs de la halle au blé dans la construction du mur mitoyen, les priant d'enjoindre aux entrepreneurs d'activer les travaux. 14 juin 1785. — « Copie de la lettre écrite aux officiers municipaux de la ville d'Amiens par M. Rousseau, » constatant la lenteur apportée par les entrepreneurs à la construction de la halle au blé. 28 juin 1785. — Lettre de M. Derveloy à M. Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens, lui demandant divers renseignements au sujet de l'affaire du sieur Bourgeois contre les entrepreneurs de la halle aux grains. « Le sieur Bourgeois s'est obligé de reconstruire pour le jour de Noël prochain une maison au sieur Debray. Il a prétendu qu'il en était empêché par le défaut d'élévation des murs de la halle. » Amiens, 16 décembre 1785. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur l'affaire du sieur Bourgeois, estimant qu'il y a lieu de déclarer celui-ci, quant à présent, non recevable dans sa demande. Amiens, 20 décembre 1785. — Ordonnance de l'Intendant qui déclare, quant à présent, le sieur Bourgeois non recevable dans sa demande. 24 décembre 1785, — etc.

C. 735. (Liasse.) — 15 pièces, papier (2 plans).

1772-1787. — AMIENS. — Halle marchande. — Lettre du duc de la Vrillière à M. d'Agay, intendant, au sujet de l'incendie arrivé à Amiens le 5 de ce mois. Le Roi a été fort sensible à ce malheureux événement. « Je concourrai volontiers en tout ce qui dépendra de moi pour faire obtenir à cette ville des secours que sa situation lui rend bien nécessaire. » Versailles, 14 décembre 1772 — « Plan des plus basses fondations de la nouvelle halle d'Amiens, » par M. Montigny. 12 juin 1773. — « Conditions d'une partie d'ouvrages de maçonnerie de la halle d'Amiens, que MM. les officiers municipaux de la ville se proposent de faire construire dans le courant de la présente année 1774. Cette partie de construction est composée d'une rue d'environ 30 toises de longueur, sur 21 pieds 3 pouces de largeur. Entre les colonnes, sur les bas côtés de ladite rue sont des boutiques de 17 pieds de profondeur compris les épaisseurs des murs extérieurs. Lesdites boutiques sont séparées les unes des autres par des petits murs de refend, et au milieu de la longueur de ladite halle sont deux tours creuses pour recevoir deux grands escaliers, le tout comme il est plus au long détaillé aux plans, coupes et élévations qui ont été dressés par le sieur Montigny, architecte, qui les a cotés sur tous les sens, et pour l'adjudicataire s'y conformer ainsi qu'aux ordres qui lui seront prescrits par le sieur Sellier, architecte de la ville, et contrôleur desdits travaux. » 27 mars 1774. — « Conditions de la construction d'une partie de la halle de la ville d'Amiens que MM. les maire et échevins se proposent de faire exécuter dans le courant de la présente année 1775. Cette partie de halle de 30 toises ou environ de longueur, depuis la porte des fontaines jusqu'au pavillon de l'hôtel-de-ville, sur 55 pieds de largeur hors œuvre, et 9 pieds 3 pouces de hauteur à prendre depuis le sol des entresols jusques et y compris les chapiteaux des colonnes et dossierers, le tout à exécuter conformément aux plans, élévations, coupes et profils qui en ont été dressés par le sieur Montigny, architecte à Paris, et sous la conduite du sieur Sellier, architecte de la ville et contrôleur desdits travaux. » 16 février 1775. — « Projet d'adjudication des bois de charpente pour la halle. » Amiens, 23 octobre 1775 — « État général de la quantité, longueur et grosseur des bois de charpente qu'il conviendra d'employer pour la construction du comble de la halle d'Amiens. » 23 octobre 1775. — « Conditions pour l'adjudication pour la construction d'une partie de la halle que MM. les maire et échevins de la ville d'Amiens se proposent de faire exécuter dans le courant de la présente année 1776. Cette partie de construction sera celle des voutes et autres parties de maçonnerie sur toute la longueur et largeur de l'édifice, ainsi que les voutes des escaliers. » etc. Amiens, 23 janvier 1776. — « Conditions de

l'adjudication des plombs et soudures nécessaires à la construction de la couverture de la halle, des qualités, échantillons, largeurs et façons ci-dessous détaillés et indiqués par le sieur Montigny, architecte de Paris. » 14 août 1776. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant la soumission de deux couvreurs pour la couverture de la halle, et lui demandant son approbation pour l'adjudication. Amiens, 16 octobre 1776. — « État de situation de la caisse de reconstruction » de la halle marchande. 3 mars 1777. — « Bâtimens projetés pour la cour du bailliage. Plan, v. 1778. — « Devis de la maçonnerie, charpenterie, plomberie, couverture, menuiserie, serrurerie et gros fers, vitrerie, pavage, peinture d'impression, etc., qu'il convient de faire pour la construction des bâtimens, pour les loges des marchands forains et le logement du concierge des marchands, pour la maison de l'adjudicataire des poids de la halle, pour les hangards ou hallettes du poids, qui seront situés dans la grande et petite cour du poids, pour les lieux communs de la petite cour, pour les marches de communication de la petite cour à la grande, et pour les pavés desdites cours, le tout suivant les plans, coupes et profils qui en ont été faits par M. Jacques Sellier, architecte de la ville, signés, cotés, arrêtés par MM. les maire et échevins et approuvés par M. l'Intendant. » 5 mars 1778. — « État de ce qui reste dû sur la caisse de reconstruction du 1^{er} mai 1781. » 8 juin 1781. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant de les appuyer dans la demande qu'ils font au ministre des finances d'être déchargés du droit d'amortissement pour la reconstruction de la grande halle, ainsi que du contrôle des loyers des loges de la foire. Amiens, 2 juillet 1784. — « Compte que rend M. Marie-Hyacinthe-Laurent-Bernard Decléry, seigneur du Pont-de-Metz, trésorier-receveur de la ville d'Amiens, à MM. les officiers municipaux de ladite ville, de la recette et dépense faite sur la caisse de reconstruction de la halle foraine, incendiée le 5 décembre 1772. » Amiens, 18 octobre 1787, — etc.

C. 736. (Liasse.) — 28 pièces, papier, (1 plan).

1754-1784. — AMIENS. — Hôtel du bureau des Finances. — Lettre de l'Intendant à M. de Courteille, lui envoyant une requête des officiers du bureau des finances d'Amiens, au sujet de réparations à faire à leur hôtel. Il lui demande au plus tôt ses intentions, attendu l'urgence. Paris, 30 septembre 1754. — Ordonnance de M. d'Invaux, intendant, qui prescrit que par le sieur Tardif, ingénieur des ponts et chaussées de la généralité de Picardie, il sera

dressé un devis et état estimatif des réparations à faire aux mur et porte d'entrée dudit hôtel. Amiens, 13 novembre 1754. — Lettre de l'Intendant aux trésoriers de France à Amiens, leur demandant de la part de M. de Courteille, copie de l'acte d'acquisition dudit hôtel, passé le 16 avril 1630 avec les abbé et religieux de Saint-Acheul. Amiens, 19 décembre 1754. — Mémoire de l'Intendant à M. de Courteille sur les réparations à faire aux mur et porte d'entrée du bureau des finances. Amiens, 8 octobre 1755. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant le mémoire des frais desdites réparations, avec les plans, coupes et élévations. Paris, 1^{er} novembre 1755. — Lettre de l'Intendant à M. Tardif, lui demandant de dresser au plus tôt le plan des bâtiments du bureau des finances. Amiens, 19 décembre 1755. — Lettre de l'Intendant à M. de Courteille, lui envoyant les plans du bureau des finances et l'état des frais des réparations qui y ont été faites. Il lui observe « que la grande porte d'entrée du côté de la rue Saint-Denis est tellement défectueuse qu'il est fort à craindre qu'elle n'écrase les passants par sa chute, et qu'il serait à propos de la faire réparer incessamment. » Paris, 16 avril 1756. — Lettre de l'Intendant aux trésoriers de France à Amiens, les informant que, bien qu'ils aient fait faire les réparations à leur hôtel sans attendre l'autorisation, le contrôleur général veut bien que les mémoires du maçon et du paveur soient acquittés sur les fonds du Domaine « mais à l'égard des mémoires du serrurier, du peintre et du menuisier, il me charge de vous prévenir qu'ils peuvent se pourvoir pour leur paiement contre ceux qui les ont fait travailler, parce qu'il ne s'agit dans ces mémoires que de réparations usufruitaires qui, dans tous les tribunaux sont à la charge des officiers qui y tiennent leurs séances, et qu'il en doit être de même du rétablissement de la grande porte, le Roi n'étant tenu dans tous les bâtiments qui servent à l'administration de la justice que de l'entretien ou rétablissement des quatre gros murs, des poutres, des planchers entiers ou voûtes et des couvertures. » Paris, 21 mai 1756. — Lettre de l'Intendant à M. Fonblanche, le priant d'aller visiter la porte du bureau des finances sur la rue du Séminaire, laquelle menace ruine. Remiencourt, 30 novembre 1757. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, l'autorisant vu l'état périlleux de la porte de l'hôtel du bureau des finances, à la faire démolir, et à faire dresser le projet d'une nouvelle, le plus économiquement possible « et sans donner dans la décoration. » Paris, 16 décembre 1757. — Lettre de M. Fonblanche à l'Intendant, au sujet de la porte du bureau des finances dont l'état de ruine expose le public à de graves accidents. Il a donc pris le bon parti en la faisant abattre. « Il est vrai qu'alors le bâtiment sera à découvert, mais peut être aussi se décidera-t-on, si vous souhaitez, d'examiner le projet que j'en ai

composé. Je vous l'enverrai sur le-champ. » Amiens, décembre 1757. — Procès-verbal de visite de la porte de l'hôtel du bureau des finances à Amiens, par Guillaume Desvignes et Charles-Antoine Genty, maîtres maçons et entrepreneurs de bâtiments à Amiens. 5 décembre 1757. — Lettre de l'Intendant à M. Fonblanche, le priant de dresser les plans, devis et détail estimatif d'une nouvelle porte pour l'hôtel du bureau des finances. Remiencourt, 26 décembre 1757. — Lettre de l'Intendant aux trésoriers de France, les informant que le contrôleur général a approuvé qu'ils fassent abattre provisoirement la porte de leur hôtel ; « et comme il a paru que la reconstruction du tout doit être à la charge du Roi, » le ministre l'a aussi chargé de faire dresser les plans devis et détails estimatifs d'une nouvelle porte. Remiencourt, 20 décembre 1757. — Plan et élévation de la nouvelle porte du bureau des finances d'Amiens. » par M. Rousseau. 4 septembre 1784, — etc.

C. 737. (Liasse.) — 10 pièces, papier, 1 parchemin.

1755. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Lettre de M. Dodent à l'Intendant, l'informant que l'abbé Levasseur offre le terrain de son bénéfice pour la construction de son hôtel. Amiens, 13 mars. — Lettre de M. Dodent, contenant plusieurs projets pour la construction d'un hôtel de l'Intendance. Amiens, 17 mars. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les informant que le contrôleur général a approuvé le dessein de la ville d'Amiens de lui construire un hôtel, et consent qu'elle prenne dès à présent les précautions nécessaires pour s'assurer du terrain vendu par M^{lle} Mouret à MM. de Runne et Brunel du Rozel. Paris, 1^{er} avril. — Arrêt du conseil d'État qui ordonne l'expropriation des terrains des sieurs de Runne et Brunel du Rozel et des maisons de la dame Vaquette de Fréchencourt et des sieurs d'Allonville et Assaullé, sis à Amiens, rue des Rabuissons est nécessaires pour la construction de l'hôtel de l'Intendance. 10 mai. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui envoyant ledit arrêt et ajoutant : « Mais M. le contrôleur général m'a chargé de vous marquer en même temps, Monsieur, qu'il désire qu'avant toute chose l'on achève les ouvrages auxquels le produit de cet octroi est spécialement destiné, et principalement la construction des fontaines dans la ville d'Amiens. » Paris, 14 mai. — Lettre de M. de Courteille à M. d'Invaux, intendant, l'informant que le contrôleur général consent à ce que le prix des maisons et terrains acquis pour l'hôtel de l'Intendance soit pris sur l'octroi de Picardie. Paris, 31 mai, — etc.

C. 738. (Liasse.) — 49 pièces, papier.

1732-1766. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Contrat de vente par M^e Louis-Antoine Petyst, conseiller du Roi et son avocat au bailliage et siège présidial d'Amiens à Jean-Baptiste Vaysse, écuyer, seigneur d'Allonville, et à dame Thérèse Jourdain, son épouse, demeurant à Allonville, d'une maison sise à Amiens, rue des Rabuissons, et deux petits louages « dont le total tient d'un côté à M. de Fréchencourt, conseiller ; d'autre à M. Ducrocquet, comme étant aux droits de M. de Guignemicourt, conseiller ; par derrière à la demoiselle Mouret, et par devant sur rue. » 10 mars, 1732. — Lettre de M. d'Espiès à l'Intendant, le priant de ne pas comprendre la maison de la dame d'Allonville parmi celles que la ville d'Amiens doit acquérir pour la construction d'une Intendance, à cause du tort que cela causerait aux cadets de ladite dame et à lui. Amiens, 7 avril 1755. — Ordonnance de M. d'Invau, intendant, prescrivant une expertise par devant M. Ducastel, subdélégué, pour procéder à l'estimation de la maison de M. d'Allonville. 22 juillet 1755. — « Amiens, Rue des Rabuissons. Procès-verbal de nomination d'experts pour la visite et estimation de la maison de la dame et héritiers du sieur Vaysse d'Allonville. » 29 juillet 1755. — Procès-verbal d'estimation et visite de ladite maison. 5 août 1755. — Lettre de M. d'Espiès à l'Intendant, réclamant contre ledit procès-verbal, et proposant une transaction. Amiens, 5 août 1755. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet des prétentions de M^{me} d'Allonville sur sa maison. Amiens, 6 août 1755. — Ordonnance de M. d'Invau, intendant, prescrivant une nouvelle expertise de ladite maison. Amiens, 11 août 1755. — Procès-verbal de nomination de nouveaux experts. 19-20 août 1755. — Procès-verbal de nouvelle expertise de ladite maison 25 août 1755. — Requête d'Alphonse Vaysse, chevalier, seigneur d'Allonville, tuteur de la dame Thérèse Jourdain, sa mère, à M. d'Invau, à l'effet de faire dresser le contrat de vente de ladite maison pour le prix de 18,300 livres, suivant le procès-verbal d'estimation. 16 octobre 1756. — Ordonnance de l'Intendant conforme à ladite requête. Remiencourt, 23 novembre 1756. — Procès-verbal de défaut du sieur Vaysse d'Allonville, à la vente de ladite maison. 17 décembre 1756. — Nouveau procès-verbal de défaut dudit sieur Vaysse. 24 décembre 1756. — Ordonnance de l'Intendant, attendu les deux défauts successifs, envoyant les maire et échevins d'Amiens en possession de ladite maison, à la charge par eux de payer aux sieur Vaysse et dame d'Espiès, les intérêts de la somme de 18,300 livres à laquelle ladite maison a été estimée. 24 décembre 1756. — Testament de Thérèse Vaysse d'Allonville, veuve de haut et puissant seigneur Charles-Louis de Cossart, chevalier d'Espiès, seigneur

de Ville et autres lieux. 1^{er} février 1757. — Requête à l'Intendant par Louis-Alexandre Vaysse de Longueval, écuyer, ancien mousquetaire du Roi, à l'effet de toucher dans la huitaine le prix principal de ladite maison, ainsi que les intérêts d'icelui. 5 janvier 1759. — Observations des maire et échevins d'Amiens sur ladite requête. 5 avril 1759. — Ordonnance de l'Intendant, statuant qu'il sera sursis au paiement du prix principal de 18,300 livres de ladite maison, jusqu'à ce que l'état des finances de la ville puisse le permettre, et que les intérêts de ladite somme seront comptés au suppliant. Paris, 14 avril 1759. — Lettre de M. Vaysse de Longueval à l'Intendant, à l'effet d'être remboursé desdites 18,300 livres. Amiens, 10 décembre 1765. — Ordonnance de 18,300 livres à payer au sieur Vaysse de Longueval, sur les octrois de 10 sols par velte d'eau-de-vie. 10 juin 1766. — Quittance desdites 18,300 livres. 25 juin 1766, — etc.

C. 739. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1755. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Ordonnance de M. d'Invau, intendant, prescrivant une expertise par-devant M. Ducastel, subdélégué, pour procéder à l'estimation de la maison du sieur Assaulé, sise à Amiens, rue des Rabuissons. 22 juillet. — « Amiens, Rue des Rabuissons. Procès-verbal de nomination d'experts pour la visite et estimation de la maison du sieur Hergosse. » 29 juillet. — « État des débours faits par le sieur Pierre Hergosse, marchand à Amiens, au sujet de l'acquisition par lui faite devant M^e Turbert, notaire audit Amiens, le 14 décembre 1754, du sieur Jean-Baptiste Assaulé, d'une maison sise audit Amiens, rue des Rabuissons. » Amiens, 19 novembre. — Ordonnance de l'Intendant, statuant qu'il sera passé contrat de vente de ladite maison au prix de 3,867 l. 14 s. 5 d. Amiens, 20 novembre. — Vente de ladite maison par les sieur et demoiselle Hergosse, au profit de la ville d'Amiens. 30 novembre, — etc.

C. 740. (Liasse.) — 45 pièces, papier.

1755-1764. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Lettre de M. de Fréchencourt, conseiller au présidial d'Amiens à l'Intendant, le priant de ne pas comprendre la maison de sa mère parmi celles qui doivent être achetées par la ville pour la construction d'un hôtel de l'Intendance. Avril 1755. — Lettre de M. de Fréchencourt à l'Intendant, le priant de ménager ses intérêts dans la vente de ladite maison. Daours, 16 mai 1755. — « Mémoire pour le sieur de Fréchencourt, propriétaire, à la charge de l'usufruit de

la dame sa mère, d'une maison, sise rue des Rabuissous, qui doit être unie aux autres terrains pour bâtir une Intendance. » v. 1755. — Ordonnance de M. d'Invau, intendant, prescrivant une expertise par-devant M. Ducastel, subdélégué, pour procéder à l'estimation de la maison de la dame de Fréchencourt et autres propriétaires d'icelle. Amiens, 22 juillet 1755. — « Amiens, rue des Rabuissous. Procès-verbal de nomination d'experts pour la visite et estimation de la maison de MM. de Fréchencourt. » 29 juillet 1755. — « État des meubles qui se sont trouvés dans la maison de feu M. Isaac Goubé, qui y sont restés, ayant été faits à l'usage d'icelle. » v. 1755. — Lettre autographe de M. de Gribeauval à l'Intendant, à l'effet d'obtenir qu'une maison louée par le sieur Goubé aux Cordeliers, pût être cédée à sa mère M^{me} de Fréchencourt, en remplaçant celle dont celle-ci a été expropriée. Versailles, 30 novembre 1755. — Procès-verbal de visite et estimation de ladite maison. 31 juillet-1^{er} août 1755. — Lettre de l'Intendant à M. de Séchelles, lui exposant que la maison achetée par la ville à Mme de Fréchencourt et ses enfants, « appartenait en propre à l'aîné, la mère en avait l'usufruit pour sa vie, et elle y est logée avec trois de ses autres enfants qu'elle a pris avec elle. Le prix de la maison a été fixé à 24,000 l., et il a été convenu que l'aîné, à qui elle appartient, paierait à sa mère une rente viagère de 1,200 l. pour lui tenir lieu de son usufruit. Cette somme est de beaucoup plus forte que le prix du plus fort loyer de la ville qui est de 6 à 800 l., encore ceux de ce prix sont-ils fort rares ; mais comme en général les maisons de loyer ne sont pas en grand nombre dans cette ville, la dame de Fréchencourt n'en trouve pas qui lui remplace celle qu'elle est obligée de quitter, et elle demande que par la même autorité qui l'oblige à quitter sa maison, le sieur Goubet, receveur du tabac soit obligé à lui en céder une qu'il a louée (aux Cordeliers) et qu'il n'habite pas. » Il appuie la demande de la dame de Fréchencourt. Amiens, 11 octobre 1755. — Mémoire au sujet de la maison du sieur Goubé. v. 1755. — Vente de la maison de Fréchencourt à la ville d'Amiens. 12 mars 1757. — Procès-verbal notarié constatant le refus fait par M. Adrien Vaquette de Fréchencourt, écuyer, seigneur de Daours, Vecquemont et autres lieux, conseiller du Roi au bailliage et siège présidial d'Amiens, de signer ledit contrat de vente. 12 mars 1757. — Ordonnance de l'Intendant qui envoie les maire et échevins d'Amiens en possession de la maison de Fréchencourt nonobstant le refus par M. Vaquette de Fréchencourt de souscrire le contrat de vente de ladite maison. 21 mars 1757. — Ordonnance de 10,000 l. à payer à la dame de Fréchencourt en déduction de la somme de 24,000 l. prix principal de la maison vendue par elle à la ville d'Amiens. Paris, 21 mars 1757. — Lettre de M. de Fréchencourt à l'Intendant à l'effet d'être payé des 14,000 l. qui lui

reviennent sur le prix de la maison de sa mère et lui demandant s'il ne trouvera pas mauvais qu'il appelle au Conseil pour y parvenir. Amiens, 2 avril 1757. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, l'informant que M. de Fréchencourt est d'accord avec M. et Mme Goubé sur le bail de la maison des cordeliers. Amiens, 4 avril 1757. — Ordonnance de 150 l. à payer au sieur Goubé pour indemnité d'un terme de loyer de la maison des Cordeliers. Paris, 12 avril 1757. — Mémoire de M. Vaquette de Fréchencourt sur la vente de ladite maison, à l'effet d'être payé des 14,000 l. qui lui sont dues. Amiens, 17 juillet 1764. — Réponse des maire et échevins d'Amiens audit mémoire. 28 juillet 1764. — Note de M. Ducastel sur la demande de M. de Fréchencourt. 3 août 1764. — Lettre de l'Intendant aux maire et échevins d'Amiens, les priant de faire la liquidation de la somme par eux due à M. de Fréchencourt et de lui en envoyer l'état au bas duquel il fera expédier son ordonnance pour le paiement. 12 août 1764. — « État de liquidation des sommes qui sont dues à M. de Fréchencourt de Daours, pour restant du prix principal de la maison à lui appartenant cédée à la ville, ensemble des intérêts qui écherront au jour du remboursement » etc. 13 août-15 décembre 1764. — Ordonnance de 14,484 l. à payer à M. de Fréchencourt. 22 décembre 1764, — etc.

C. 741. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1755-1764. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Lettre du maréchal de Noailles à l'Intendant, lui recommandant, s'il le peut, d'éviter au marquis de Runne le désagrément d'être exproprié du terrain qu'il avait acheté il y a près d'un an à la ville d'Amiens pour y construire une maison. Versailles, 10 mars 1755. — Réponse de l'Intendant au maréchal de Noailles. Il n'est pas encore décidé si la ville aura besoin du terrain acheté par M. de Runne. Dans ce cas même, il lui assure que cette acquisition ne fera aucun tort à celui-ci. Paris, 14 mars 1755. — Lettre de M. de Séchelles à l'Intendant, l'informant qu'il a répondu à M. de Runnes qui lui demandait à conserver la possession de son terrain, qu'il ne peut adhérer à sa proposition. Versailles, 26 mars 1755. — Observations sur les propositions de M. de Runnes. v. 1755. — « Vente de maison. M. François-Honoré-Alexandre de Runnes au profit de la ville d'Amiens. » 12 juin 1755. — « État des pièces concernant la propriété de la maison acquise par M. et Mme de Runnes de Baizieux, rue des Rabuissous, provenant de la succession de dame Marguerite Mouret, à son décès épouse du sieur Joseph-Alexis Dumollin, ancien garde du corps et officier des Invalides. Amiens, 6

juillet 1755. — « Extrait des pièces concernant la propriété de cinq maisons situées rue des Rabuissons, provenant de la succession de dame Marguerite Mouret », etc. 7 juillet 1755. — « Contrat de vente de cinq maisons et un jardin, par M. Brunel et son épouse au profit de la ville. » 10 juillet 1755. — Requête des directeurs et régisseurs des biens vacants de la succession de feu dame Marguerite Mouret, épouse d'Alexis Dumollin, à l'effet du paiement de 3,645 l. 18 s. 8 d. qui restent dus sur le prix de l'acquisition à faire par M. de Runnes, d'un terrain appartenant à ladite Marguerite Mouret. 1763. — Observations des maires et échevins d'Amiens favorables à ladite requête. 7 septembre 1763. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite requête. 10 septembre 1763. — Requête des maire et échevins d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à payer ladite somme de 3,645 l. 18 s. 8 d. Amiens, 2 mai 1764. — « Liquidation des sommes dues par l'hôtel-de-ville d'Amiens, tant en principal qu'intérêts, pour le restant du prix de la maison acquise par contrat du 12 juin 1755 », etc. 9 mai 1764. — Ordonnance d'une somme de 5,200 l. 6 s. 6 d., montant du précédent état, à payer auxdits directeurs et régisseurs. 12 mai 1764, — etc.

C. 742. (Liasse.) — 26 pièces, papier, 1 parchemin.

1758-1761. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant, lui exposant les conditions dans lesquelles il met à sa disposition sa maison de la rue des Rabuissons pour l'hôtel de l'Intendance. Amiens, 3 juin 1758. — Lettre de l'Intendant à M. Ducrocquet, l'informant que, pour le bien de la ville, il s'est décidé à employer les fonds que le Roi avait mis à sa disposition pour construire un hôtel de l'Intendance, à construire au plus tôt un hôtel pour loger la compagnie des gardes du corps en garnison à Amiens. « Avant que de faire une destination de ces fonds pour l'hôtel dont il s'agit, je serais bien aise d'en tirer préalablement le prix de votre maison ; si cela peut s'arranger, afin que ce fût une chose faite et que j'eusse par là le moyen de continuer mes projets que je ne veux pas abandonner tout à fait... Ayant tout le terrain que je désire, je travaillerais toujours peu à peu à le disposer avec de petites sommes que j'épargnerais sur les fonds que j'aurais faits pour l'hôtel des gardes, et je ne laisserais pas que d'avancer toujours l'ouvrage avec ces petites sommes. Mais comme l'article de votre maison est considérable, je ne pourrais plus y penser de longtemps si une fois les arrangements pour l'hôtel des gardes sont arrêtés avant que cet article soit consommé. » Il lui expose les conditions dans lesquelles il pense que la ville pourrait faire ladite acquisition. Paris, 20 avril 1759. — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant, contenant plusieurs observations sur les conditions posées par celui-ci pour l'acquisition de sa

maison. Il espère bientôt le voir à Remiencourt. 22 avril — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant, l'informant que, bien qu'il lui ait manifesté qu'il renonçait à l'acquisition de sa maison, il peut maintenant la lui céder aux conditions qu'il lui proposait naguère. « Le seul objet qui faisait ma peine dans cette affaire cesse, dès lors que je trouve à assurer à mes enfants chacun une habitation. Je trouve ce moyen dans l'acquisition que je pourrais faire de la maison de M. de Clermont qui est en vente et affichée depuis quelque temps. » Amiens, 18 juillet 1761. — Lettre de l'Intendant à M. Ducrocquet, lui mandant que, les conditions ainsi réglées, il consent à acquérir sa maison. Paris, 25 juillet 1761. — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant, l'informant qu'il va faire tout ce qu'il conviendra pour terminer cette affaire le plus promptement possible. 28 juillet 1761 — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant. Il n'a pu encore conclure l'acquisition de la maison de M. de Clermont, et lui demande un délai jusqu'à ce qu'il puisse terminer cette affaire. Il ajoute : « Les fermiers de l'octroi ne seront pas fâchés d'un délai ; ils sont sans fonds et n'en trouvent pas : l'argent est vraiment très rare ici. » 5 août. — Lettre de l'Intendant à M. Ducrocquet lui accordant le délai qu'il lui demande, mais à la condition seulement qu'il lui donne dès à présent sa parole de vendre sa maison à la ville en tout événement, soit que l'acquisition de la maison de M. de Clermont ait lieu ou non à Paris. 6 août 1761. — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant, l'informant que, bien qu'il n'ait pu acquérir la maison de M. de Clermont qui a été adjugée à M. Dumesnil pour 40,000 l., il consent cependant à céder la sienne ; mais il demande si la ville, qui est autorisée à acquérir tous les terrains nécessaires à la construction de l'Intendance, ne pourrait pas se mettre aux lieu et place de l'acquéreur de la maison de M. de Clermont pour en faire l'échange contre la sienne qui y est contiguë. 9 août 1761. — Lettre de l'Intendant à M. Ducrocquet, lui observant que, malgré le désir qu'il aurait de lui être agréable, la proposition qu'il lui fait ne lui paraît pas praticable. Paris, 11 août 1761. — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant sur les dispositions à prendre pour la conclusion du contrat de vente de sa maison. 14 août. — Lettre de M. de Sachy de Carouges à l'Intendant, contenant ses observations sur le projet d'acquérir la maison de M. Ducrocquet. Amiens, 18 août 1761. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, consentant, malgré l'élévation du prix, à l'acquisition de ladite maison, mais demandant que les formalités usitées en pareil cas pour les maisons déjà acquises, soient exactement observées. Amiens, 18 août 1761. — Arrêt du conseil d'État qui autorise les maire et échevins d'Amiens à acquérir la

maison de M. Ducrocquet, et leur permettant d'en payer le prix sur l'octroi de Picardie. 20 novembre 1761. — Contrat de vente par M. Ducrocquet à la ville d'Amiens d'une maison, sise en ladite ville, rue des Rabuissons. 22 décembre 1761. — Ordonnances de paiement de divers acomptes du prix principal de 45,000 l., et des épingles et pots de vins de ladite maison. 21-30 décembre 1761, — etc.

C. 743. (Liasse.) — 14 pièces, papier (2 imprimées).

1758-1763. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Lettre de M. Fonblanche à l'Intendant, au sujet du nivellement du terrain sur lequel doit être bâti l'hôtel de l'Intendance. Amiens, 10 février 1758. — « Estimation des bâtiments situés sur le terrain de l'Intendance, pour la valeur des matériaux qui en proviendront, dans laquelle se trouvent compris les frais de démolition et des décombres » par M. Fonblanche, ingénieur en chef des ponts et chaussées de Picardie. Amiens, 19 août 1758. — « Conditions à observer par l'adjudicataire des bâtiments à démolir sur toute l'étendue du terrain de l'Intendance, et le décombre des matériaux » par M. Fonblanche. Amiens, 9 août 1758. — Avis de l'adjudication des matériaux provenant desdites démolitions pour le 17 août 1758 (impr. affiche). — Id. pour le 19 août 1758 (impr. affiche). — « État et conditions de la vente à faire par adjudication des bâtiments et matériaux sur toute l'étendue de l'emplacement destiné à la construction de l'Intendance. » 20 août 1758. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de l'adjudication, mais lui observant que ces matériaux pourraient, en procurant à la ville une très grande économie, être utilisés soit dans les nouveaux bâtiments de l'Intendance, soit dans les écuries de l'hôtel de Cerisy, soit à construire « un magasin sur le port, que les négociants demandent pour y resserrer des marchandises qu'ils n'ont pas le temps de faire transporter. » Il lui propose en conséquence de faire annuler ladite adjudication. Amiens, 20 août 1758. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, lui mandant que ladite adjudication lui ayant paru parfaitement en règle, il n'a pas hésité à l'approuver. Remiencourt, 20 août 1758. — Note au sujet des observations faites par le contrôleur ambulant des domaines sur ladite adjudication. 21 novembre 1763, — etc.

C. 744. (Liasse.) — 6 pièces, papier, 1 parchemin (1 plan).

1772. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui faisant le tableau de l'état de délabrement où se trouve son logement à Amiens. Il consiste « en quelques corps de vieux bâtiments dont mes prédécesseurs ont fait à grands frais une espèce d'ensemble qui, malgré leurs soins, est fort incommode. Je me déterminerais

cependant à continuer de l'habiter, si ces vieux bâtiments, qui ne sont plus susceptibles d'être réparés, n'écroulaient pas de toutes parts et n'étaient dans un état à faire appréhender quelque accident funeste. Il s'en est peu fallu à la fin du mois de mars dernier que, moi et ma maison nous n'ayons été les victimes des vices intérieurs de ce local. Mais si je suis mal logé, mes bureaux le sont encore bien davantage. Faute d'emplacement, on a été obligé de les établir dans des chambres basses, qui sont sous un vieux corps de bâtiments ; on y communique par une galerie souterraine et obscure, et ils ne reçoivent le jour que par une petite cour attenante à un cul de sac où sont logés des gens du bas peuple qui brûlent de la tourbe, dont la vapeur infecte les bureaux, noircit les papiers, et se répand dans tous mes appartements. L'humidité qui règne nécessairement dans ces chambres basses, pourrit les papiers et dérange sans cesse la santé de mes secrétaires. C'est ce que vient d'éprouver bien vivement le premier secrétaire que j'avais en Bretagne et qui m'a suivi en Picardie. Il jouissait d'une santé robuste ; le mauvais air qu'il a respiré dans les bureaux lui a causé une maladie dangereuse dont il a beaucoup de peine à se rétablir. » Ses prédécesseurs avaient déjà songé à la construction d'un hôtel pour l'Intendance, et la ville avait acquis dans ce but des terrains considérables dans un quartier sain et aéré, mais ces projets avaient été interrompus par la nécessité de construire des casernes à l'hôtel de Cerisy et par les travaux du canal de la Somme. Sur ces terrains une seule maison subsiste, elle est actuellement occupée par l'imprimeur du Roi, qui est obligé d'en sortir au premier avis. Il propose d'approprier cette maison pour son logement, en y ajoutant quelques corps de bâtiments, et de revendre le surplus des terrains, pour couvrir les frais. 6 novembre. — Arrêt du conseil d'État, qui autorise la ville d'Amiens à vendre lesdits terrains, pour en employer le prix à couvrir en partie les frais d'un logement convenable pour l'Intendant. Versailles 22 novembre. — Lettre de l'Intendant à M. de Boullongne, lui accusant réception dudit arrêt, et le remerciant de la part qu'il a prise à son obtention. 21 décembre. — « Observations sur les acquisitions des terrains destinés à l'emplacement de l'Intendance. » — « État des acquisitions faites pour l'emplacement de l'hôtel de l'Intendance. » — Plan des terrains acquis pour la construction dudit hôtel, — etc.

C. 745. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1773. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Procès-verbal d'adjudication des terrains acquis pour l'hôtel de

l'Intendance, et arrêtant que « attendu que les offres s'éloignent si considérablement de la valeur réelle des fonds, nous avons, sous le bon plaisir de M. l'Intendant, remis l'adjudication à des temps plus favorables. » 15 janvier. — « Tableau pour se régler sur la valeur de deux portions de terrain : la première en entier contient 260 toises superficiel ou 23 verges $\frac{2}{3}$. La seconde divisée en trois parties, contient 275 toises, ou 25 verges. » — Lettre de l'Intendant au prieur de l'abbaye de Corbie, lui demandant de lui céder cinq à six ouvriers pour achever la campagne des travaux de l'hôtel de l'Intendance, l'entrepreneur n'ayant pu s'en procurer de nouveaux. Amiens, 24 juillet. — Réquisition des nommés Grenée, Joseph Lépée, Joseph Prévot, Jean Péquet dit Capet et Pierre Cailly, bateliers, de se trouver avec des bateaux pour transporter de Pont-Remy à Amiens, les pierres nécessaires à la construction de l'hôtel de l'Intendance. 27 septembre. — Lettre de l'Intendant au prieur de l'abbaye du Gard, lui demandant de céder au sieur Isnard, entrepreneur de l'hôtel de l'Intendance, quelques pierres de sa carrière, celles de Pont-Remy commençant à s'épuiser. Amiens, 27 septembre. — Réponse de dom Guillemain, prieur de l'abbaye du Gard à l'Intendant, mettant sa carrière à sa disposition. Gard, 28 septembre, — etc.

C. 746. (Liasse.) — 22 pièces, papier (2 imprimées ; 1 plan).

1774-1776. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Avis fixant au 10 janvier 1775 l'adjudication d'un terrain vague sis à Amiens, rue des Rabuissons, tenant au terrain réservé pour la construction de l'hôtel de l'Intendance (impr. affiche, 1774). — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens, » déléguant MM. Ogier, Duparc et Gresset de Bussy, échevins, pour assister à ladite adjudication. 29 décembre 1774. — « Plan du terrain vague de l'Intendance. » 10 janvier 1775. — Procès-verbal d'adjudication dudit terrain au sieur Delamarre, moyennant la somme de 18,000 l. 10 janvier 1775. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de ladite adjudication. Amiens, 11 janvier 1775. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, l'informant que les dames de la Visitation désirent une partie dudit terrain, et se sont arrangés pour cela avec l'adjudicataire. Amiens, 22 février 1775. — Lettre de l'Intendant à M^{me} de Villers, lui marquant qu'il doute fort que les dames de la Visitation réussissent dans les démarches qu'elles ont faites pour obtenir des fermiers généraux une remise sur les droits qui sont dus à ceux-ci pour l'acquisition dudit terrain. Paris, 15 mars 1775. — Lettre de M^{me} de Lameth de Clermont à M. d'Agay, intendant, en faveur des dames de la Visitation chez lesquelles elle a été élevée. Bertangles, 17 mars 1775. — Ordonnance de 204 l. à payer au monastère de la

Visitation d'Amiens pour indemnité de la dépense faite par ledit monastère pour le rehaussement du mur de séparation du jardin du nouvel hôtel de l'Intendance avec celui de ladite communauté. 17 juin 1776, — etc.

C. 747. (Liasse.) — 39 pièces, papier (38 plans).

1756-1775. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Projets divers. Plans, coupes, élévations des bâtiments, dessins des jardins, etc. dont plusieurs signés Montigny. — Lettre de M. de Vigny à l'Intendant au sujet de modifications à faire au projet d'hôtel de l'Intendance. Paris, 18 janvier 1756.

C. 748. (Liasse.) — 89 pièces, papier.

1773-1776. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Mandat de paiement des honoraires de M. de Montigny, architecte, 28 mars 1774-13 mai 1776. — Id. au sieur Lecomte, entrepreneur de la charpente 9 juillet 1773-27 octobre 1775. — Id. au sieur Lemaire, charpentier, pour la construction de l'escalier, 3-28 avril 1774. — Id. au sieur Isnard, entrepreneur, 26 mars 1773-15 octobre 1776. — Id. à M. Sellier, inspecteur des travaux, 28 mars 1774-22 août 1776. — Ordonnance de 680 l. à payer au sieur Deslandes, marbrier, pour un chambranle « de marbre blanc veiné et sculpté, » qu'il a fourni pour le salon dudit hôtel. 29 novembre 1774. — Ordonnance de paiement, au sieur Gaudy, marbrier, 21 mai 1775. — Id. au sieur Renier, stuccateur, 5 août 1775-1^{er} février 1776. — Id. au sieur Cavois, menuisier, 28 mars 1774 — 1^{er} mars 1776. — Id. au sieur Prévost, menuisier, 1^{er} juin 1773-2 mars 1776. — Id. au sieur Poidevin, menuisier, 15 janvier 1774-28 mai 1775. — Id. au sieur Isnard, menuisier, 21 octobre 1774-20 mai 1775. — Id. au sieur Barny, miroitier 10 mars-13 juillet 1775, — etc.

C. 749. (Liasse.) — 80 pièces, papier.

1773-1776. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — Ordonnances de paiement au sieur Ramier, peintre d'impression, 10 février-23 septembre 1775. — Id. au sieur Labonde, peintre d'Impression, 15 octobre 1774-7 mars 1776. — Id. au sieur Descardin, peintre 29 janvier-13 mai 1775. — Id. au sieur Thuilier, peintre, 29 janvier-18 mai 1775. — Id. au sieur Bourgain, peintre et doreur, 23 février 1776. — Id. au sieur Desmarais, plafonneur, 2 avril 1774-23 février 1776. — Id. au sieur Bienaimé, plafonneur, 2 avril 1774-13 juillet 1775. — Id. au sieur Mali-

voir, plombier, 11 juin 1774-28 janvier 1776. — Id. au sieur Thibauville, sculpteur, 25 juin 1774-13 mai 1776. — Mémoire de travaux de serrurerie de Jacques Cozette, père, 9 septembre 1776. — Id. par le sieur Painblanc, serrurier, 21 octobre 1775-9 septembre 1776. — Ordonnances de paiement desdits mémoires. — Id. pour un bâtiment destiné aux bureaux de l'Intendance, et pour les écuries dudit hôtel, 30 juin 1776 — « Mémoire de Vimeux, charron, pour la voiture de M. Maugendre. » 9 septembre 1776, — etc.

C. 750. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1774-1776. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance — Ordonnance de 4,000 livres à payer à la dame veuve Godard pour lui tenir lieu des indemnités qui lui sont dues, tant pour ouvrages d'augmentation et de commodité qu'elle a fait faire à une maison louée par elle à Amiens, rue des Rabuissous, que pour les dépenses que lui a occasionné sa sortie de ladite maison avant l'expiration de son bail. 5 février 1774. — Procuration donnée à M^e Louis-Jean-Baptiste Hertault, procureur au bailliage et siège présidial d'Amiens, par Claude-Louis Vacquette, chevalier, seigneur des Cardonnois, conseiller au grand Conseil, à Paris, pour visiter l'hôtel occupé à Amiens, par M. d'Agay, intendant, sis rue des Augustins, vis-à-vis l'église desdits religieux, lequel hôtel il doit quitter, et cesser d'habiter le 1^{er} janvier prochain, faire dresser le procès-verbal des réparations locatives, etc. 15 décembre 1774. — Procès-verbal de visite dudit hôtel. 15 décembre 1774. — « État des réparations à faire à la maison de Madame Tondou, ci-devant occupée par les bureaux de l'ancien hôtel de l'Intendance. » Amiens, 20 décembre 1774. — « Mémoire de dépense faite par Isnard, entrepreneur, pour le déménagement des bureaux et dépôt de l'hôtel de l'Intendance. » Amiens, 25 janvier 1775. — Ordonnance de paiement dudit mémoire. 28 janvier 1775. — « Mémoire de dépense des bureaux, remises et écuries de l'hôtel de l'Intendance, non compris le petit pavillon qui sert de bureau à M. Maugendre. » Amiens, 1^{er} février 1775. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant de faire payer au sieur Isnard, entrepreneur des travaux de l'hôtel de l'Intendance, l'intérêt de ses avances, les bâtiments s'étant trouvés en état d'être occupés dès le mois de novembre précédent 12 février 1775. — Reconnaissance des sieurs Boullet de Varennes et Degand, échevins d'Amiens, tous deux commissaires en cette partie, arrêtant le total de la dépense pour la construction de l'hôtel de l'Intendance à 40,640 l. 16 s. 6 d., et statuant sur les intérêts de partie de ladite somme à payer au sieur Isnard, entrepreneur 14 février 1775. — « Devis estimatif d'un hangard de vingt-quatre pieds de longueur et seize pieds de largeur hors-œuvre, à construire dans le terrain destiné à la salle

de spectacle à l'encontre du mur commun avec le sieur Lecomte. » par M. Sellier. Amiens, 9 juin 1775. — Lettre de M. Montigny à M. Maugendre, lui envoyant dix mandats pour les différents entrepreneurs de l'hôtel de l'Intendance. Paris, 20 juin 1775. — « Acquit du loyer de l'ancienne Intendance rue des Augustins en 1775. » Paris, 28 juin 1776. — « Mémoire pour Jacques Sellier, architecte. » Amiens, 22 juillet 1776, — etc.

C. 751. (Liasse.) — 86 pièces, papier.

1782-1789. — AMIENS. — Hôtel de l'Intendance. — « État estimatif des ouvrages d'entretien et réparations de l'hôtel de l'Intendance. » par M. Rousseau. Amiens, 15 avril 1782. — Mémoires de maçonnerie ; — de vitrerie ; — de tapisserie ; — de menuiserie ; — de ferblanterie ; — de jardinage ; — de plomberie ; — de serrurerie ; — de plafonnage ; — de couverture ; — de paillotage ; — de peinture ; — d'éclairage ; — de charpenterie ; — de sculpture. Gruaux, sculpteur : « avoir fait une corbeille de fleurs pour le panneau de la chambre à coucher du rez-de-chaussée. » — Id. de tonnellerie ; — de marbrerie. — « État de dépense des réparations et ouvrages d'entretien faits à l'hôtel de l'Intendance pendant les six premiers mois de 1788 en vertu des ordres de M. l'Intendant. » — Id. six derniers mois de 1788. — Id. six premiers mois de 1789. — Id. six derniers mois de 1789, — etc.

C. 752. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1209-1756. — AMIENS. — Hôtel-de-Ville. — « Concessio plateæ sitæ ante ecclesiam Sancti Firmini in Castellione. » Concession par Renaud d'Amiens ; à la commune de ladite ville, d'un terrain vague sis à Amiens au Castillon, vis-à-vis l'église Saint-Firmin le Martyr, tenant d'un côté à la maison de Jean Leclerc, et de l'autre à celle de la commune, moyennant un cens annuel de 2 sols et 2 chapons, plus une somme d'argent une fois payée. Février 1209. Copie du XVIII^e s. — Ordonnance de M. d'Invau, intendant, autorisant la communauté des trois corps réunis d'emprunter 20,000 livres pour acquérir de la ville d'Amiens l'usufruit perpétuel du local nécessaire à ladite communauté. Amiens, 23 mars 1756, — etc.

C. 753. (Liasse.) — 35 pièces, papier.

1756-1762. — AMIENS. — Hôtel-de-Ville. — Lettre de M. d'Incourt d'Hangard à l'Intendant, au sujet des travaux de l'hôtel-de-ville et du paiement des entrepreneurs.

Il lui demande sa signature pour plusieurs délibérations prises par le corps de ville, notamment une qui accorde 300 livres aux Jésuites « pour être employées en livres et distribués aux écoliers à la fin de l'année » ; une autre pour l'établissement d'une école de mathématiques, etc. Amiens, 15 avril 1758. — Requête du sieur Bourgeois, maître maçon, à l'Intendant, à l'effet d'être payé de ce qui lui est dû pour travaux par lui faits à l'hôtel-de-ville. Amiens, 21 août 1758. — « Extrait concernant les bâtiments de l'hôtel-de-ville, l'état actuel de ces bâtiments, les sommes reçues par les entrepreneurs, et ce qui peut leur être dû » 1758. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ledit état. Amiens, 12 septembre 1758. — « Toisé et estimation, tant des ouvrages de menuiserie que de paillis fin avec ornements de moulures, dont les entrepreneurs pour la construction de la maison de ville d'Amiens étaient tenus et obligés de faire par leur marché pour la décoration de la chambre consulaire de ladite ville » etc. Amiens, 10 novembre 1759. — Requête des juges consuls de la ville d'Amiens à l'Intendant, à l'effet de fixer à 3,920 livres le prix des travaux d'embellissements faits à la salle de leurs séances, et d'ordonner que ladite somme sera payée proportionnellement suivant l'état annexé à ladite requête. 5 avril 1760 ; et ordonnance de l'Intendant sur ladite requête. 6 juin 1760. — Procès-verbal de répartition d'une somme de 3,920 livres entre les différents corps de marchands, pour les frais de décorations faites à l'auditoire des juges consuls. 5 mai 1760. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet de ladite répartition. Amiens, 10 mai 1760. — Requête du sieur Bourgeois, entrepreneur, à l'Intendant, à l'effet d'être payé de ce qui lui reste dû sur le prix des travaux de reconstruction de l'hôtel-de-ville. 24 janvier 1761. — Lettre de l'Intendant, aux maire et échevins d'Amiens, leur envoyant ladite requête, et leur demandant : 1° un état de ce qui a déjà été payé au sieur Bourgeois ; 2° si les marchands ont effectivement payé ce qu'ils doivent pour l'aménagement de leurs salles. Remiencourt, 28 janvier 1761. — « État pour connaître ce que les marchands des trois corps réunis, et les autres communautés intéressées au consulat, se sont obligés de payer, et en outre ce qui reste dû à l'entrepreneur de l'hôtel-de-ville d'Amiens. » 7 février 1761. — Lettre des sieurs Tilloloy et Bourgeois, entrepreneurs de l'hôtel-de-ville, à l'Intendant, lui accusant réception, et le remerciant, de l'ordonnance de paiement de ce qui leur reste dû pour ledit hôtel-de-ville. Ils lui observent toutefois que la susdite ordonnance ne fait point mention des honoraires de M. Bompert pour la réception des ouvrages dudit hôtel-de-ville, et se plaignent des délais qu'on veut leur imposer pour leur paiement. Amiens, 4 mars 1761. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur

demandant les procès-verbaux d'adjudication des travaux de l'hôtel-de-ville, afin qu'il puisse statuer sur la demande des entrepreneurs. Paris, 10 mars 1761. — Ordonnance de M. d'Inveau, intendant, fixant à 400 l. les honoraires de M. Bompert et les mettant à la charge des entrepreneurs. 25 mars 1761. — « Compte des parties à déduire sur le montant des ouvrages faits par l'entrepreneur des réparations de l'hôtel-de-ville d'Amiens, relativement à ce qui devait être exécuté dans la chambre du conseil du consulat. » Amiens, 20 août 1761. — Requête des juges-consuls d'Amiens à l'Intendant, lui demandant la répartition de la somme contenue au précédent état. 11 décembre 1761 ; et ordonnance de M. d'Inveau sur ladite requête. 3 septembre 1762. — Procès-verbal de répartition de ladite somme. 7 juillet 1762. — « Résultat des dépenses faites ou à faire pour l'acquit des ouvrages des chambres de la juridiction consulaire d'Amiens » 9 septembre-11 novembre 1762, — etc.

c. 754. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1758. — AMIENS. — Hôtel-de-Ville. — Lettre de l'abbé de Bauldry, en faveur de la femme et de la famille du nommé Boutin, tué par accident, dans les travaux de l'hôtel-de-ville. Abbaye de Saint-Fuscien. 1^{er} avril. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens au sujet de la requête de la femme Boutin, à l'effet d'obtenir un secours, et estimant qu'il y a lieu de lui accorder une gratification de 100 l. sur le patrimoine de la ville. Amiens, 29 mai. — Ordonnance de 200 l. à payer à la femme Boutin, à titre de gratification. Paris, 3 juin.

c. 755. (Liasse.) — 61 pièces, papier (1 plan).

1767-1768. — AMIENS. — Hôtel-de-Ville. — Procès-verbal dressé par Jacques Sellier, architecte, Jamet et Delamarre, charpentiers, en vertu de la délibération des notables du 7 octobre dernier, pour aménagements à faire dans l'hôtel-de-ville d'Amiens : « Sommes unanimement convenus que la chapelle actuelle de l'hôtel-de-ville était de grandeur suffisante pour servir d'antisalle et de passage à la chambre consulaire, que le meilleur parti à prendre pour la rendre propre à cet effet et la décorer convenablement consistait : 1° à ôter la balustrade et l'autel pour y substituer un autel pliant, dont toutes les pièces resserrées contre la muraille ne puissent faire plus de six pouces de saillie, et puissent être renfermées dans une espèce d'armoire faite de manière à pouvoir servir de soubassement au piédestal de la statue de la Vierge, et de décoration à l'antisalle ; 2° à fermer la grande arcade communiquant de la

grande salle à ladite chapelle par une porte à deux battants de décoration convenable. Lesdits battants ouvrant du côté de ladite chapelle pourront servir au soutien de la tapisserie qui pourra être mise des deux côtés dudit autel quand il en sera besoin pour y faire un sanctuaire décent. Bien entendu que cette porte ne s'ouvrira que quand il sera question de dire la messe aux jours de cérémonie ; 3° à percer une porte de cinq pieds de largeur au moins, à deux battants pour l'entrée de ladite antisalle par le grand pallier, et que pour donner à ladite entrée toute la décence possible, la porte communiquant dudit pallier à la seconde cage d'escalier serait agrandie, que le dossier et le piédroit qui lui est opposé seraient abattus pour lui donner toute la largeur dudit pallier ; 4° à faire un petit vestibule vis-à-vis la nouvelle porte qui soit convenablement décorée, par le moyen duquel on puisse cacher l'aspect disgracieux du grenier et du corridor qui conduit aux loges des marchands forains, » et copie d'une délibération de l'assemblée de notables d'Amiens, arrêtant que lesdits travaux seraient exécutés. 11 novembre 1767. Expédition du 11 août 1768 — Mémoire des juges-consuls d'Amiens à l'Intendant, se plaignant de ce que, malgré l'usage constant, les officiers municipaux d'Amiens veulent leur ôter la jouissance de la grande chambre de leur hôtel-de-ville. Amiens, 14 novembre 1767. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens, » arrêtant de soutenir un procès contre les juges consulaires. 18 novembre 1767. Expédition du 19 novembre 1767. — Consultation au sujet de l'opposition faite par les juges consuls aux travaux entrepris dans la grande chambre et la chapelle de l'hôtel-de-ville par les officiers municipaux. 21 novembre 1767. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à se défendre contre les juges consuls. 23 novembre 1767. — Lettre de M. de Laverdy à M. Dupleix, intendant, lui envoyant une lettre à lui adressée par les juges consuls d'Amiens, se plaignant des entreprises des officiers municipaux sur leur droit d'usage de la grand chambre de l'hôtel-de-ville, le priant de se faire rendre compte de l'affaire et de prendre tous les moyens qu'il jugera convenables pour prévenir et arrêter cette contestation. Paris, 26 novembre 1767. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant d'instruire ladite affaire et de lui en rendre compte. Amiens 1^{er} décembre 1767. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens, sur les prétentions des juges consuls. 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. Amiens, 10 décembre 1767. — « Copie de la lettre écrite par M. Ducastel subdélégué de l'Intendance, aux officiers municipaux d'Amiens, » les priant de fixer un jour avec les juges-consuls pour le débat contradictoire qui doit avoir lieu

par-devant lui. Amiens, 19 janvier 1768. — Lettre des officiers municipaux à l'Intendant, refusant de comparaître par-devant M. Ducastel, et lui réitérant leur demande afin d'être autorisés à plaider contre les juges consuls. Amiens, 22 janvier 1768. Expédition du 28 juillet 1768. — Note au sujet de ladite affaire. « Il est très ridicule que les officiers municipaux et notables d'Amiens envoient à M. l'Intendant les lettres que son subdélégué leur écrit de sa part, comme ils l'ont fait par leur lettre du 24 de ce mois, et qu'en même temps ils affectent de ne pas répondre au subdélégué. Tout cela annonce un air d'aigreur, de prétentions, etc. qui depuis quelque temps augmente outre mesure. Ils mériteraient bien qu'on leur écrivît sur cela une lettre des plus vertes... Il paraît que MM. les notables se disposent à en tant faire qu'on sera obligé de prendre les voies de sévérité ; ceux de Calais n'en avaient pas plus fait. Le pauvre maire est à bout ; ce sera probablement contre les écuries qu'ils viendront échouer ; s'ils s'emportent sur cela, on aura très beau jeu à leur faire donner sur les oreilles. » 29 janvier 1768. — « Mémoire pour les juges et consuls tant anciens qu'en charge de la ville d'Amiens, contre les maire, échevins et officiers municipaux de ladite ville. » v. 1768. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de la mission de conciliation dont il l'avait chargé entre les juges consuls et les officiers municipaux. « J'ai inutilement mandé les officiers municipaux par deux différentes reprises... J'ai appris que les officiers municipaux veulent procéder judiciairement... Les juges consuls ont comparu par leur député... Dans le fait, les juges consuls paraissent avoir raison de se plaindre par les dérangements qu'on a mis à la liberté de leur entrée dans la chambre consulaire, en leur ôtant l'usage d'une salle commune arrangée et destinée aux réjouissances publiques. » Amiens, 29 janvier 1768. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens. C'est par son ordre et pour se conformer aux intentions du contrôleur général que M. Ducastel a agi. S'ils persistent dans leur abstention, le subdélégué « ne pourra que me rendre compte de tout ce qu'il aura fait en votre absence, et j'informerai moi-même M. le contrôleur général de tout ce qui a été fait pour l'exécution de ses ordres. » Quant à l'autorisation qu'ils demandent de poursuivre les juges consuls en justice, ce serait tout à fait s'écarter des vues du ministre que de la faire expédier. Paris, 30 janvier 1768. — Mémoire des officiers municipaux et notables d'Amiens à l'Intendant, exprimant tous leurs regrets, au moment où ils viennent de recevoir des témoignages réitérés de ses bontés, de ce que les intérêts de la ville qu'ils doivent défendre avant tout, ne leur permettent pas d'en-

trer dans ses vues de conciliation. La nécessité d'établir l'auditoire municipal dans la grand'chambre est incontestable et incontestée. Dans ce cas est-il décent que l'auditoire municipal serve de passage à l'antichambre des juges consuls ? Rien d'ailleurs de moins fondé que le prétendu droit de passage que ceux-ci revendiquent. Ils ne peuvent donc que le supplier à nouveau de leur obtenir l'autorisation de poursuivre l'affaire en justice. Amiens, 9 février 1768. — Note au sujet de ladite affaire. « Je crois que le seul parti à prendre est d'empêcher les deux compagnies de s'entremanger, comme il paraît que les officiers municipaux notamment en ont envie. Au fait, le sujet est misérable, et entre gens qui voudraient s'entendre, il serait très aisé de trouver des tempéraments à la satisfaction de tout le monde..... Au fait, il paraît que c'est l'importance des notables et des officiers municipaux qui est cause de tout cela : ils veulent avoir des chambres bien décorées, car il me paraît qu'il est question de cheminées de marbre. Ils feraient beaucoup mieux de payer leurs dettes les plus urgentes. » 10 février 1768. — Note de l'Intendant à M. d'Hesbon : « J'en suis bien fâché, mais il faut faire donner sur les doigts aux officiers municipaux : leur véritable raison, qu'ils ne disent pas, c'est qu'ils ne veulent pas aller chez mon subdélégué. D'aussi petits motifs conduiront-ils toujours les hommes ? Il faut rendre compte de tout à M. le contrôleur général, et ne pas lui dissimuler la raison secrète qui les fait agir. En quoi le procès verbal préjudicierait-il à leur droit ? Comme cette même ombre de délicatesse peut se présenter plus d'une fois, il est bon de ne pas laisser prendre pied à une chimère de cette espèce. C'est d'ailleurs M. le contrôleur général qui m'a mis lui-même en avant sur cette affaire, et s'il en est une où il soit à désirer qu'on n'en vienne pas à un procès en règle, c'est celle-ci. D'un autre côté, des députés d'un corps quelconque vont partout, chez un meunier, un boulanger, un avocat, toutes les fois que les affaires de la commune y sont intéressées. Il ne sera pas mal de parler de la vivacité avec laquelle on faisait les travaux nuit et jour et même les dimanches et fêtes, malgré l'opposition et le scrupule que j'ai eus de n'y pas mettre la main, mais de renvoyer les consuls devant les juges ordinaires pour obtenir provisoirement un jugement de défense comme le seul moyen qui put arrêter des travaux qui entamaient à bon compte le fonds du droit. Voilà le plan de la lettre, dont M. d'Hesbon pourra prévenir le maire s'il le trouve en son chemin. » 10 février 1768. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, en conséquence de ladite note. Paris, 19 février 1768. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui assurant qu'ils se conformeront à tout ce que le contrôleur général leur recommande. Amiens, 4 mars 1768. — Plan du local en litige. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général.

Dès son retour à Amiens il a examiné par lui-même les lieux litigieux, et il pense « que les officiers municipaux n'ont tort que dans la forme et la manière brusque et précipitée dont ils ont fait travailler pour l'exécution de leurs projets : ils ont certainement manqué à toutes bienséances, et ils sont inexcusables en ce point. Mais au fond il me paraît actuellement assez clair que, soit du côté des titres, soit du côté des circonstances locales, les juges consuls n'ont aucun droit ni même aucune raison pour s'opposer aux changements que le corps de ville veut faire. » Amiens, 13 juillet 1768. — « Copie de la lettre de M. le contrôleur général aux officiers municipaux d'Amiens, » les informant que s'ils ont raison quant au fonds dans leurs contestations avec les juges-consuls, les moyens dont ils ont usé sont très répréhensibles dans la forme. Il les réprimande également sur la résistance qu'ils opposent aux vues de l'Intendant dans la construction de l'hôtel de Cérisy. Juillet 1768. — Lettre du contrôleur général à l'Intendant ; adoptant ses conclusions dans l'affaire des juges-consuls et lui envoyant copie de la lettre précédente. Paris, 20 juillet 1768. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens, » arrêtant qu'il sera écrit aux juges-consuls « pour savoir s'ils sont dans l'intention de déférer à la décision de M. le contrôleur général et de se désister en conséquence de l'opposition par eux ci-devant formée. » 27 juillet 1768. Copie du 28 juillet 1768. — « Copie de la lettre écrite par les officiers municipaux aux juges et consuls. » Amiens, 28 juillet 1768. — « Copie d'une lettre écrite à M. le contrôleur général par MM. les officiers municipaux et notables de la ville d'Amiens le 7 août 1768. » Ils remercient de la solution favorable donnée à leur contestation avec les juges consuls, protestant d'ailleurs, « que jamais l'esprit de hauteur ni d'indépendance n'a présidé à nos délibérations. » — « Copie de la lettre écrite par MM. les juges et consuls de la ville d'Amiens à MM. les officiers municipaux de la ville d'Amiens, en date du 9 août 1768. » Ils se soumettent à la décision du ministre pourvu qu'il leur soit donné « des assurances en bonne forme de l'entière liberté et usage sans troubles de ce qu'il nous reste, et notamment de la pièce désignée pour servir d'antichambre à notre auditoire. » — Lettre des officiers municipaux et notables d'Amiens à l'Intendant, réclamant contre la condition mise par les juges-consuls à leur soumission à la décision du ministre. Amiens, 11 août 1768. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur marquant que la réclamation des juges-consuls lui paraît assez fondée, et que l'établissement d'une chapelle dans l'antichambre en

question lui semble outrepasser le droit que leur reconnaît le ministre, et serait en outre très déplacé. Les juges-consuls d'ailleurs qu'il a interrogés à ce sujet ne s'opposent nullement à ce que la ville fasse usage de ladite antichambre chaque fois qu'elle en aura besoin. Amiens, 17 août 1768. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui exposant que leur droit d'établir une chapelle dans ladite antichambre résulte du traité même passé entre la ville et les négociants, et qu'ils ont prévenu toute irrévérence en ordonnant que ladite chapelle serait, en temps ordinaire, renfermée dans une armoire. Amiens, 26 août 1768. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux, leur marquant qu'il leur a déjà exprimé son opinion sur cette question, et que, si l'arrangement qu'il leur indique ne leur convient pas, ils n'ont qu'à se pourvoir de nouveau devant le contrôleur général. Paris, 2 septembre 1768. — Nouvelle lettre des officiers municipaux à l'Intendant, lui demandant sa médiation dans la difficulté que leur suscitent les juges-consuls, et le priant de venir encore une fois s'en rendre compte sur les lieux. Amiens, 5 octobre 1768. — Projet de transaction entre les notables d'Amiens et les juges-consuls. 22 octobre 1768 — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, l'informant que les juges-consuls adhèrent audit projet de transaction moyennant une légère modification. Amiens, 3 novembre 1768. — Lettre de l'Intendant aux maire et échevins d'Amiens, leur faisant part de l'adhésion des juges-consuls et de la modification qu'ils demandent au projet de transaction. Amiens, 4 novembre 1768. — « Quelques observations sur la délibération de MM. les consuls du 2 novembre 1768, » par les notables de la ville d'Amiens » au sujet de la prétention par les juges-consuls d'avoir des clefs de leur côté aux portes de ladite antichambre. 9 novembre 1768. — Nouveau projet de transaction entre les juges-consuls et les officiers municipaux. Novembre 1768. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens. » acceptant ledit projet. 19 novembre 1768. Copie du 20 novembre 1768. — Transaction entre les juges-consuls et les officiers municipaux sur l'usage de l'antichambre de l'hôtel-de-ville. Amiens, 21 novembre 1768. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui demandant son avis sur la demande faite par les juges-consuls d'Amiens que les trois corps de marchands de cette ville soient tenus de contribuer aux frais de la contestation qu'ils ont eue avec l'hôtel-de-ville. Paris, 8 décembre 1772. — Lettre de l'Intendant priant M. Ducastel d'examiner la question, 27 décembre 1772. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite question. Amiens, 17 février 1773, — etc.

C. 756. (Liasse.) — 32 pièces papier. (2 plans).

1757-1759. — AMIENS. — Hotoie. — « Extrait du projet de l'acte d'échange d'une portion du grand marais d'Amiens appartenant à ladite ville, à l'encontre d'une autre portion prise dans le marais de Renancourt, appartenant au seigneur et aux habitants dudit Renancourt, pour former le grand bassin qui est au bout du Cours, transcrit sur les registres aux chartres de l'hôtel commun de la ville d'Amiens. » XVIII^e s. — Procès-verbal de sondage par Mathieu Léger, inspecteur des communes, du terrain désigné à la Hotoie « devoir former les nouveaux canaux, pour connaître s'ils étaient de nature à produire de la tourbe. » 18 novembre 1758. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui envoyant ledit procès-verbal et y ajoutant des renseignements complémentaires. Amiens, 3 décembre 1758. — Plan d'une partie du canal de la Hotoie. v. 1758. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet des terrains pris pour le bassin de la Hotoie et réclamés par le syndic de Renancourt. Amiens, 25 novembre 1758. — Lettre de M. Jumel-Riquier à l'Intendant l'informant que les travaux des canaux de la Hotoie sont commencés. Amiens, 21 juin 1759. — « Aperçu des dépenses à faire pour l'ouverture des nouveaux canaux de la Hotoie, la disposition de leurs cuves à pouvoir être plantées l'automne prochain, et pourvoir en même temps à l'arrangement des canaux actuels, » par M. Jumel-Riquier. Amiens, 29 juin 1759. — Lettre de M. d'Hangard à l'Intendant, au sujet des travaux qui s'exécutent dans les canaux de la Hotoie, lui envoyant l'aperçu de la dépense et lui demandant de lui indiquer les fonds sur lesquels elle se prendra. Amiens, 1^{er} juillet 1759. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de l'état des travaux de la Hotoie. La tourbe est assez abondante, mais de médiocre qualité. Amiens, 7 juillet 1759. — Lettre de M. d'Hangard à l'Intendant, au sujet des travaux de la Hotoie. Il lui demande de baisser le prix des tourbes de 20 s. par voiture. Il l'informe en outre que « M. de Roncherolle, chef de brigade de résidence, arrive ici avec la compagnie le 11. Je vais encore, Monsieur, essayer de nouveaux assauts : il faut une autre maison, on me la demande, on la veut. J'ai beau dire que je ne la trouve pas, parce que effectivement elle n'existe pas. » Amiens, 8 juillet 1759. — Lettre de M. d'Hangard à l'Intendant sur le même sujet. Amiens, 15 juillet 1759. — Lettre de M. d'Hangard à l'Intendant, l'informant de la cession que les prémontrés ont fait à la ville de l'angle d'un pré nécessaire pour faire passer la rivière avant d'entrer dans le nouveau canal de la Hotoie. Il ajoute : « J'ai hier remis, Monsieur, à M. Ducastel, la requête des aubergistes et notre réponse. Je ne

saurais trop vous représenter ce que souffre cet ordre de gens et de l'embarras de la ville aux passages de troupes. L'on ne sait où placer les officiers et leurs équipages : je suis dans le cas de m'en plaindre plus qu'un autre, parce que c'est moi qui essuie les reproches des officiers. Je l'ai bien senti au passage du régiment de Montrevel, qu'un capitaine de ce corps est venu chez moi à 10 heures du soir, me demander un lit. Plus je l'ai pressé de le prendre, plus il s'est défendu de l'accepter : je l'ai fait coucher dans la maison de résidence où j'ai envoyé mon domestique lui faire un lit comme ma seule ressource à cette heure, ne voulant pas coucher chez moi. » Amiens, 27 juillet 1759. —

Lettre de M. d'Hangard à l'Intendant, l'informant qu'il n'a « découvert que d'hier que M. de Chaulnes, en sa qualité de vidame d'Amiens, est seigneur du fonds de la rivière. L'on a déjà plusieurs fois travaillé et changé son cours, chaque fois il en a été prévenu ; il ne l'a pas été à ce nouveau changement. Vous savez, Monsieur, qu'il ne manque pas de gens à l'instruire. Ne profiterait-il pas de cette occasion pour nous chercher noise et nous donner du chagrin ? » Il lui demande ce que doit faire la ville dans cette position. Amiens, 29 juillet 1759. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant au sujet de l'arrangement à prendre avec les Prémontrés pour détourner le cours de la Somme, que l'on cherche à retarder sous prétexte qu'il serait bon d'en informer le duc de Chaulnes, à qui cette opération ne peut en rien préjudicier. Amiens, 17 août 1759. — Plan d'une partie du canal de la Hotoie annexé à ladite lettre. —

« Extrait des états de dépenses faites pour les nouveaux canaux de la Hotoie depuis le 18 juin jusqu'au 18 août 1759. » — Lettre du sieur Jumel-Riquier à l'Intendant, lui envoyant ledit état et l'entretenant tant des travaux déjà faits, que de ceux qui restent à faire à la Hotoie. Amiens, 20 août 1759. —

Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, l'informant qu'il verra M. d'Hangard dès le retour de celui-ci pour presser l'arrangement avec les Prémontrés. « Je n'aurais rien opéré en m'adressant aux échevins, puisque c'est d'eux que vient la proposition d'en instruire M. le duc de Chaulnes, et qu'on m'a rapporté qu'ils y sont fort attachés. » Il lui fait part en même temps que le sieur Riquier lui a demandé l'autorisation de faire curer « le petit canal contre Saint Roch..... qui fournit la cascade à l'angle du petit cours, en forme une île et va se perdre au pied du moulin à l'entrée du faubourg vis-à-vis le château de Milan, » lequel canal est en fort mauvais état. Amiens, 31 août 1759. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de l'objet de la dépense à laquelle monterait le curement dudit canal. Amiens, 6 septembre 1759 ; avec réponse de l'Intendant autorisant ledit curement. Paris, 8 septembre 1759. —

Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui envoyant une requête que M. d'Hangard lui a enfin envoyée pour

terminer l'affaire des Prémontrés, et que les échevins ne se sont déterminés à signer qu'après bien des hésitations et que « sur l'assurance, dans le cas où M. le duc de Chaulnes prendrait de l'humeur.... vous les protégeriez. » Il lui rend compte de la réponse des religieux, qui ont posé trois nouvelles conditions dont il n'avait pas été question tout d'abord. Amiens, 21 septembre 1759 ; avec la réponse de l'Intendant à qui les nouvelles conditions des religieux paraissent exorbitantes. Paris, 23 septembre 1759. — « Inventaire des pièces concernant l'échange fait entre les maire et échevins de la ville d'Amiens et les religieux de l'abbaye de Saint-Jean d'Amiens le 13 octobre 1759. » 1^{er} novembre 1759. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant lui envoyant toutes les pièces de l'échange conclu et terminé entre les maire et échevins d'Amiens et les Prémontrés. Amiens, 1^{er} novembre 1759, — etc.

c. 757. (Liasse.) — 22 pièces papier. (1 plan).

1757-1760. — AMIENS. — Hotoie. — Mémoires et reçus de fournitures diverses pour réparations au pont à Vaches de la Hotoie. 1757-1759. — Requête du sieur Lenoir, syndic du faubourg du Cours à Amiens, à l'effet d'être désintéressé d'avances faites par lui pour réparations au pont à Vaches. 26 août 1759. — Requête des habitants du faubourg de la Hotoie à Amiens, exposant que le pont à Vaches, seul accès qu'ils aient pour aller aux pâtures dans le grand marais d'Amiens, est en fort mauvais état, et demandant qu'il soit fait une visite des réparations à faire audit pont. 24 avril 1759 ; avec ordonnance de l'Intendant, commettant le sieur Jumel-Riquier pour faire ladite visite. 30 avril 1759. — Procès-verbal de visite du pont à Vaches par le sieur Jumel-Riquier. 3 mai 1759. — « Plan profil et élévation du pont à reconstruire pour l'entrée du marais d'Amiens, nommé le pont à Vaches, projeté le 11 mai 1759 » par le sieur Jumel-Riquier. — « Détail estimatif des ouvrages à faire au pont à Vaches, conformément aux devis, plan et profils dressés le 11 mai 1759. » par le sieur Jumel-Riquier. Amiens, 12 mai 1759. — Requête à l'Intendant des gardes en charge, corps et communauté des marchands bouchers d'Amiens, se plaignant de ce que les habitants des faubourgs de Beauvais et de la Hotoie veulent les porter au rôle de répartition pour le paiement de la reconstruction du pont à Vaches Jointe la liste des 69 bouchers d'Amiens. 9 août 1759. — Requête à l'Intendant par Charles Corroyer, maître charpentier et entrepreneur de bâtiments à Amiens, adjudicataire de la reconstruction du pont à Vaches, demandant la visite et réception de ses travaux audit pont. 2 octobre

1759 ; avec l'ordonnance de l'Intendant commettant le sieur Jumel-Riquier à ladite réception. 12 novembre 1759. — Procès-verbal de réception des travaux du pont à Vaches. 11 décembre 1759. — Note des maire et échevins d'Amiens estimant qu'il y a lieu de débouter les syndic et habitants des faubourgs de Beauvais de leur demande tendant à faire contribuer la ville aux frais de reconstruction du pont à Vaches Amiens, 19 janvier 1760. — Mémoire de M. Ducastel sur la même question. 4 février 1760. — Ordonnance de l'Intendant, statuant que « la somme de 540 livres faisant la moitié de celle de 1,080 livres, prix total de l'adjudication des ouvrages de reconstruction dudit pont sera payée par le sieur Lemarchand, receveur de ladite ville, au sieur Charles Corroyer, entrepreneur desdits ouvrages.... Et en ce qui concerne pareille somme de 540 livres faisant l'autre moitié de celle de 1,080 livres.... qu'elle sera imposée sur tous les habitants desdits faubourgs de Beauvais et de la Hotoie, par proportion au nombre de chevaux, vaches ou ânes que chacun d'eux possède. » Amiens, 24 février 1760. — « Rôle de répartition fait par nous, Charles Ducastel, conseiller au bailliage et siège présidial d'Amiens, subdélégué de l'Intendance de Picardie, de la somme de 540 livres, moitié de 1,080.... pour la construction du pont à Vaches qui fait le passage des communes des faubourgs de Beauvais et de la Hotoie, celle de 24 livres 10 sols avancée par le syndic de la Hotoie pour mêmes réparations faites audit pont, avancée dans le courant des années 1757 et 1758 par le même, celle de 6 livres 10 sols, montant de son état de dépenses faites depuis ce temps.... et ce sur tous les bestiaux des habitants desdits faubourgs de Beauvais et de la Hotoie, à laquelle répartition lesdites sommes faisant au total celle de 608 livres 1 sol, nous avons procédé sur les déclarations à nous remises par les syndics et principaux habitants desdits faubourgs de Beauvais et de la Hotoie, ainsi qu'il suit, à raison de 10 sols 1 denier par cheval, vache ou âne. » Amiens, 23 mai 1760, — etc.

c. 758. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1783-1785. — AMIENS. — Hotoie. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant, d'approuver une délibération qu'ils ont prise pour faire faire une échelle roulante pour le service des plantations de la Hotoie. Amiens, 4 septembre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant le priant d'approuver la délibération qu'ils ont prise pour faire réparer les dégradations causées à la Hotoie par les derniers débordements. Amiens, 13 mai 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver la délibération qu'ils ont prise de faire abattre plusieurs rangées d'arbres dans les deux quinconces de la Hotoie, pour rendre la promenade mieux aérée. Amiens, 20 novembre 1785, — etc.

c. 759. (Liasse.) — 16 pièces papier. (5 plans).

1759-1784. — AMIENS. — Logis du Roi. — Plan du Logis du Roi, XVIII^e siècle. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de la visite qu'il a faite sur la demande des officiers du bureau des finances, du mur de clôture du Logis du Roi sur la rue des Trois-Cailloux, lequel menace ruine. Amiens, 7 mai 1759. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, l'informant que les officiers du bureau des finances d'Amiens « représentent que la muraille qui ferme la maison du Roi sur la rue des Trois Cailloux à Amiens, menace une ruine prochaine, et ils demandent qu'il soit incessamment pourvu, soit à la démolition de cette muraille, et soit à sa reconstruction, en observant néanmoins que les réparations de cette maison, toute inutile qu'elle est, sont à la charge du Roi, suivant l'arrêt de réunion qui est déposé à leur bureau. Ils ajoutent que le pavé qui règne le long de cette muraille est d'un grand entretien, et ils demandent que le Conseil veuille bien déterminer sur quels fonds la dépense en sera prise, afin d'éviter les difficultés qu'ont éprouvées jusqu'ici les ouvriers qu'ils y ont employés pour obtenir leur paiement. » Il le prie de faire examiner ledit mur par un homme de l'art et de lui donner son avis sur ces différents objets. Paris, 5 septembre 1759. — Lettre du comte de Périgord à l'Intendant lui demandant son avis sur un mémoire du sieur Isnard, cessionnaire des parties du Logis du Roi concédées au sieur Levasseur. Paris, 26 octobre 1781. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens leur envoyant ledit mémoire, et leur demandant leurs observations. 5 novembre 1751. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur envoyant une requête du sieur Isnard qui prétend que c'est sur son terrain que l'on construit le four qui doit servir aux opérations du cours public sur l'art de la boulangerie que l'Intendant compte faire ouvrir. Il les prie d'examiner le local avec M. Rousseau et de lui faire part du résultat de leur visite et de leurs observations. Amiens, 26 septembre 1782. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant sur la réclamation du sieur Isnard. Amiens, 10 octobre 1782. — Procès-verbal de réception du petit bâtiment élevé par le sieur Lavette, entrepreneur, à côté de la salle de spectacle derrière la salle de concert. 22 janvier 1783. — Plans des bâtiments à élever au Logis du Roi de part et d'autre de la salle de spectacle sur la rue des Trois-Cailloux. 11 mai 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'autoriser

le traité qu'ils ont fait avec le sieur Isnard, relativement au vestibule de la salle de concerts, sur laquelle ils lui permettent de s'établir « en considération de l'embellissement public qui résultera du bâtiment qu'il va faire élever à droite de la salle de spectacle. » Amiens, 27 mai 1784, — etc.

C. 760. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1785 — AMIENS. — Malmaison. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver le devis des réparations urgentes à faire aux bâtiments de la Malmaison. Amiens, 2 mai 1785. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, l'informant que, vu le péril imminent d'un mur mitoyen entre le bailliage et la maison voisine, ils ont dû y mettre les ouvriers sans prendre la forme de l'adjudication. Ils le prient d'approuver le devis de cette réparation. Amiens, 31 mai 1785. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, au sujet de réparations à faire à la couverture de la Malmaison. Amiens, 20 juillet 1785. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, au sujet de réparations urgentes à la galerie extérieure du bailliage. Amiens, 20 août 1785, — etc.

C. 761. (Liasse.) — 9 pièces, papier. (1 imprimée. — 1 plan).

1726-1754. — AMIENS. — Maisons à la ville — Avis d'adjudication d'ouvrages à faire à une maison appartenant à la ville d'Amiens, sise paroisse Saint-Maurice, par-devant à Adrien Vacquette, écuyer, conseiller du Roi, garde-scel au bailliage et siège présidial d'Amiens, subdélégué de l'intendance de Picardie à Amiens. Amiens, 27 juin 1726 (impr. Affiche). — « Devis des ouvrages urgents et nécessaires à faire à une maison appartenant à la ville, sise à la paroisse Saint-Maurice, occupée par Charles Poulain, » et procès-verbal d'adjudication desdits ouvrages. 16 juillet 1726. — « Devis estimatif des ouvrages à faire pour un mur de revêtement, et la prolongation d'un pont au coin de la maison de M. Morgan, du côté de la Grève. » v. 1752. — « Conditions d'ouvrages à faire en excavation et transport de terre, charpenterie et maçonnerie pour un mur de revêtement bordant la petite rivière au derrière de la maison de M. Morgan, et dans la prolongation d'un pont au coin de ladite maison, le tout relativement aux plan et profil annexés à ces présentes » ; et procès-verbal d'adjudication desdits ouvrages. 20 août 1752 — Plan et profil desdits ouvrages. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville d'Amiens », relativement à l'agrandissement du bureau des auneurs-jurés de ladite ville. 17 août 1754. Procès-verbal d'enquête faite par M. Ducastel, subdélégué à Amiens, sur l'utilité dudit agrandissement. 9 août 1754, — etc.

C. 762. (Liasse.) — 15 pièces, papier. (3 imprimées. — 6 plans).

1781-1782. — AMIENS. — Place Périgord. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui approuve et autorise les plans d'alignement et les élévations de façade de la place d'Armes d'Amiens, qui permet aux officiers municipaux de ladite ville, d'acquérir les portions de maisons qui doivent entrer dans ladite place, et qui attribue à M. l'Intendant, la connaissance des contestations relatives à l'exécution dudit arrêt. » 20 juillet 1781 (impr. 7 p. in-4°. Amiens, 1781.) — « Toisé des terrains à vendre et à acquérir pour la construction de la nouvelle place. » v. 1782 — « Toisé de la surface de terrain appartenant à la ville, sur laquelle Lucas a bâti. » v. 1782. — « Plan de la place à construire à l'endroit appelé le Marché au Blé à Amiens, » par M. Rousseau. v. 1782. — « Plan relatif à la disposition et à la vente des nouveaux ruisseaux de la place de Périgord à Amiens. » 19 août 1782. — Coupe et élévation d'un pavillon de la place Périgord. v. 1782. — Médaille commémorative de la pose la première pierre de la place Périgord, en 1782, par M^{me} la duchesse de Mailly, fille de M. le comte de Périgord. Gravée par Debray. — « Devis estimatif des ouvrages à faire pour la construction d'une fontaine en forme d'obélisque, à élever au centre de la place de Périgord à Amiens. » v. 1782, — etc.

C. 763. (Liasse.) — 16 pièces, papier. — (6 imprimées.)

1766-1767. — AMIENS. — Pompes à incendies. — Certificat des officiers municipaux d'Abbeville, comme quoi le sieur Josse Picot, maître et marchand pompier, fondeur en ladite ville, a fait jouer en leur présence « six pompes de sa façon, tant grandes que petites, qu'il nous a déclaré être sur le point d'envoyer en Espagne, suivant la demande qui lui en a été faite ; lesquelles pompes ont très bien fait leur effet, et peuvent passer pour un ouvrage parfait en ce genre et qui égale au moins la perfection de celles de la ville. » Abbeville, 30 juin 1766. — Requête à l'Intendant par Josse Picot, bourgeois d'Abbeville, représentant que, après avoir fourni une pompe à la ville d'Amiens, n'ayant pu naguère s'arranger avec les officiers municipaux de cette ville pour y créer un établissement, il avait appris que d'autres s'étaient présentés pour se procurer l'établissement qu'il paraissait avoir refusé. Il propose de l'accepter aux mêmes conditions que ceux qui se sont présentés. Il observe « qu'il est en outre fondeur en cuivre et en fer, artiste qui manque depuis longtemps à Amiens, ce qui met les lustreurs, fondeurs, calendriers et autres de la même ville dans le cas d'avoir recours à l'étranger. » Il cite à l'appui de sa demande les travaux

qu'il a déjà faits, tels que des pompes pour le roi d'Espagne la machine de l'abbaye de Valoires « qui fait monter l'eau à 63 pieds perpendiculaires, sans corps de pompe, soupape ni pistons, et qui a été faite quatre ans avant la mécanique du Château-d'Eau d'Amiens. » 30 juin 1767. — Note au sujet de la demande du sieur Picot. « Cet homme qui est effectivement un très bon artiste d'Abbeville s'est présenté aux maire et échevins d'Amiens, dans le moment où ils étaient transis de peur des incendies. Ils lui ont fait le plus grand accueil ; ils ont voulu, non seulement faire marché avec lui pour les nouvelles pompes qu'ils veulent acheter pour la ville, ils ont même voulu lui faire un sort permanent, le faire gardien et inspecteur de leurs pompes, de leurs eaux, etc. Un nommé Malivoir, plombier à Amiens, est venu sur son marché, a offert de faire des pompes à meilleur compte, a aussi demandé à en être l'inspecteur, etc. Les maire et échevins d'Amiens ont écouté celui-ci et éconduit le premier ; on ne voulait pas moins que faire ce Malivoir inspecteur du Château-d'Eau, probablement dans la vue de congédier Riquier, qui, depuis longtemps leur tient au cœur. » 24 février 1767. — « Résultat de l'expérience faite à Amiens le 27 juillet 1767, en présence de M. Dupleix, intendant de la province de Picardie, d'une pompe à incendie, de l'invention de M. Delinière, par comparaison avec une de la ville. » — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens, » arrêtant que, « des cinq pompes à l'acquisition desquelles la ville est autorisée, par arrêt du Conseil du 7 février 1767, il en serait acquis trois moyennes de celles de l'invention du sieur Darles-Delinières, et du calibre semblable à la pompe qu'il annonce du prix de 1,500 l..... Qu'à l'égard des deux autres pompes à acquérir dont une grosse et une moyenne, on s'adresserait au sieur Tillaye pour en avoir une moyenne du calibre de celle du sieur Delinières dont il vient d'être parlé, d'une autre au-dessus pour faire la grosse pompe. Mais qu'auparavant, ledit sieur Tillaye, fera un essai desdites pompes en présence de l'assemblée pour, sur l'examen qui en sera fait, être passé marché avec lui s'il y a lieu. » 29 juillet 1767. — Marché passé avec le sieur Darles-Delinières, pour les fournitures de trois pompes à incendie pour la ville d'Amiens, Amiens 1^{er} août 1767. — « Avis concernant les pompes de la marine et autres, de l'invention de M. Darles-Delinières » (impr. 8 p. in-4°, 1766). — « Précis des avantages que l'État et le commerce peuvent tirer des moyens proposés par le sieur Delinière, pour le service de la marine et pour augmenter les productions des colonies. » 1767. — « Nouvelles pompes » par le sieur Delinière (impr. 2 p. in-4° XVIII^e s.) — « Avis sur l'usage des pompes » (impr. 4 p. in-4° XVIII^e s.) — « Tarif du prix des pompes à incendie, de l'invention de M. Darles de Linière, écuyer, prises à sa manufacture royale, établie à Paris, rue Neuve Saint-Gilles au Marais. » XVIII^e s. —

« Description des différentes pompes faites par le sieur Nicolas Thillaye, privilégié et pompier du Roi, demeurant à Rouen, rue des Bons-Enfants » (impr. 4 p. in-fol. XVIII^e s.) — Requête du sieur Josse Picot à l'Intendant, en réfutation de plusieurs critiques faites par le sieur Tillaye à la pompe qu'il avait fournie à la ville d'Amiens, et demandant à être logé au Château-d'Eau, et la direction des pompes de la ville. Amiens, 28 août 1767, — etc.

C. 764. (Liasse.) — 7 pièces papier, (2 plans).

1763-1764. — AMIENS. — Pont Becquerel. — Procès-verbal de visite par le sieur Lavette, du pont Becquerel sur la chaussée Saint-Leu et des réparations à y faire 18 septembre 1763. — Procès-verbal de visite dudit pont par le sieur Jumel-Riquier. 10 octobre 1763. — « Ville d'Amiens. Devis des ouvrages à faire pour la reconstruction du pont Becquerelle sur un des bras de la rivière de Somme, dans la ville d'Amiens, » par le sieur Bompert. Amiens, 25 mai 1764. — « Ville d'Amiens. Détail des ouvrages à faire pour la reconstruction du pont Becquerel sur un des bras de la rivière de Somme dans la ville d'Amiens, » par le sieur Bompert. Amiens, 25 mai 1764. — « Plan du pont Becquerel à construire à neuf sur un bras de la Somme, dans la traverse de la ville d'Amiens. » — « Plan d'une partie de la rue Saint-Leu de la ville d'Amiens, avec le projet du pont Becquerel à construire à neuf. » — Lettre de M. Bompert à l'Intendant, lui rendant compte que sur l'examen qu'il a fait du pont Becquerel, il n'y a pas de meilleur parti à prendre que de le refaire à neuf. Il lui envoie les plans et devis de cette construction. Amiens, 2 juin 1764.

C. 765. (Liasse.) — 17 pièces, papier,

1767-1768. — AMIENS. — Pont Saint-Michel. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les informant que, relativement aux réparations à faire au pont Saint-Michel, le contrôleur général pense qu'il y a lieu de les exécuter conformément aux dernières observations du sieur Moreau, architecte. Paris, 9 janvier 1767. — Lettre de M. de Courteille à M. Dupleix, intendant, au sujet de la demande à lui faite par les notables d'Amiens d'un secours pour subvenir à la dépense des réparations à faire au pont Saint-Michel, évaluée par le devis à 12,451 l. « Comme cette dépense est à la charge de la ville, c'est à elle à chercher les moyens d'y pourvoir sur ses revenus ordinaires ou autrement, et le Roi ne peut y entrer pour rien. » Il le prie de s'informer sur quels fonds la dépense peut être af-

fectée et de lui en rendre compte. Paris, 29 janvier 1767. — Note au sujet de la lettre de M. de Courteille. L'Intendant « ne doit pas donner son avis sur cette affaire, sans avoir préalablement constaté la nécessité et l'utilité de la dépense : cela est d'autant plus nécessaire que je me rappelle que la manière dont on a fait dresser ce projet a été fort singulière. Il semble qu'on ait affecté d'agir en cachette de M. d'Invaux. Il ne manquait pas de bons ouvriers, architectes, ingénieurs dans la ville, mais on a cru devoir faire venir à grands frais M. Moreau, architecte de la ville de Paris, et cela, a-t-on dit alors, parce qu'il était protégé de M. Langlois. MM. Leroux et Cucu, commissaires des bâtiments l'ont promené par la ville, on lui a donné un grand festin où était tout l'hôtel-de-ville, etc. » M. Bompard est plus propre que qui que ce soit pour éclairer l'Intendant sur la nature de l'ouvrage et la bonté du projet. « Quant à la manière de payer, les secours que les municipaux demandent ne sont autres que des secours sur l'octroi, mais cela n'est guère proposable ; il faudrait que cet octroi parât tout. Ils ont ce qu'on appelle leur gros octroi, dont le produit est spécialement destiné à l'entretien des ponts, portes, murailles et autres ouvrages publics. C'est sur ce fonds que cet ouvrage devra être payé. » 7 février 1767. — Lettre de l'Intendant à M. Bompard, lui envoyant pour les examiner, les projets de réparations du pont Saint-Michel. Paris, 8 février 1767. — « Observations sur le projet de M. Moreau pour le rétablissement du pont Saint-Michel de la ville d'Amiens. » Février 1767. — Lettre de M. Bompard à l'Intendant, lui envoyant lesdites observations et le suppliant de ne plus lui donner à l'avenir de pareils projets à examiner, dans la crainte qu'il ne soit obligé de les improuver, ce qui pourrait lui attirer bien des désagréments. Amiens, 21 février 1767. — Lettre de l'Intendant à M. de Courteille, lui transmettant les observations de M. Bompard sur le projet de restauration du pont Saint-Michel par M. Moreau. Paris, 26 février 1767. — Lettre de M. Moreau à l'Intendant, lui envoyant copie de la réponse qu'il a faite à la ville d'Amiens sur le mémoire d'observations qu'il avait fait faire sur son projet. Il l'informe aussi qu'il a engagé les officiers municipaux d'Amiens à prendre les pompes « dont M. le lieutenant-général de police a fait adoption, et qu'on voit opérer avec tant de succès » de préférence à celles du sieur Tillaye, parceque, indépendamment de ce que leur construction est plus solide et les différentes parties de leur mécanisme dans un rapport plus exact, elles sont à meilleur marché. 16 juin 1767. — Lettre de M. Langlois à M. Dupleix, lui renvoyant les observations de la ville d'Amiens sur le mémoire de M. Bompard relativement au projet de restauration du pont Saint-Michel. Il le prie d'examiner le tout et de lui en rendre compte. Paris, 24 novembre 1767. — Lettre de l'Intendant à M. Bompard, le priant d'examiner ces

nouvelles observations. Amiens, 29 novembre 1767. — Réponse de M. Bompard à l'Intendant. Amiens, 6 décembre 1767. — Réponse de l'Intendant à M. Langlois. « Il m'est assez difficile de vous dire précisément mon sentiment à ce sujet, parceque je ne pourrais le dire que d'après celui des gens de l'art en qui j'aurai une parfaite confiance, et qu'au moyen de ce que le projet a été fait par un architecte aussi célèbre que M. Moreau expressément appelé à cet effet, je ne trouverai personne qui veuille se charger d'aller faire en public un examen détaillé et approfondi des ouvrages dont il s'agit, dans la crainte de se compromettre. » Il croit pourtant qu'il faudrait s'en tenir à la réparation des fondements des deux premières arches, au lieu de les démolir pour en reconstruire une seule à la place. Amiens, 8 décembre 1767. — Lettre de M. Langlois à M. Dupleix, l'informant que le contrôleur-général pense qu'il y a lieu d'exécuter les ouvrages dont il s'agit conformément aux dernières observations de M. Moreau, et que l'adjudication sera payée sur le gros octroi. Paris, 15 décembre 1767, — etc.

C. 766. (Liasse.) — 12 pièces, papier (2 imprimées).

1714-1761. — AMIENS. — Port. — Placet des marchands de la ville d'Amiens au contrôleur général, se plaignant de ce que les moulins de la ville retiennent toute l'eau et chargent la rivière d'immondices, de sorte que « la navigation est tout à fait interrompue et les gribanes qui viennent de Saint-Valery, ne peuvent plus venir ni entrer dans le quai qu'une seule à la fois, avec beaucoup de peine et à force de monde, même qu'après avoir allégé partie des marchandises en trois ou quatre bateaux, ce qui fait que les gribaniers se font payer par les suppliants pour leur voiture, la moitié plus qu'il n'est porté par le règlement de M. d'Herbigny... pendant lequel temps aussi il se commet des abus en nombre par ces gribaniers et par les gens de leurs équipages... et, particulièrement à l'égard des eaux-de vie et autres liqueurs, dont ils boivent et en tirent autant qu'il leur plaît. » Ils demandent, en conséquence, que la navigation de ladite rivière puisse être rétablie. v. 1714. — Lettre de M. Debery à M. de Bernage, intendant, lui demandant son avis sur ledit placet. Paris, 29 juillet 1714. — Lettre de M. Vuillart d'Auvillers à l'Intendant, lui rendant compte des visites qu'il a faites au pavé de la ville d'Ardres et aux chaussées de Gravelines, de Doullens et de Dompierre. Quant au quai d'Amiens, son avis est que le seul moyen d'y rétablir la navigation, est de déplacer le moulin aux frais de la ville. Saint-Omer, 11 novembre 1714. — Avis de l'adjudication au rabais pour

le 15 mai suivant « des ouvrages à faire pour le rétablissement d'une partie de 23 toises 3 pieds de longueur, sur 6 pieds d'épaisseur du quai de maçonnerie du port de cette ville d'Amiens, affaissée et hors de son alignement du côté de la rue Sainte-Catherine, suivant le devis qui en a été dressé par le sieur Le Veneur, ingénieur du Roi pour les ponts et chaussées en cette généralité. » Amiens, 6 mai 1733 (impr. Affiche). — « Devis et conditions auxquelles seront obligés ceux qui entreprendront le rétablissement d'une partie de 23 toises 3 pieds de longueur, sur 6 pieds d'épaisseur du quai de maçonnerie du port de cette ville d'Amiens, affaissée et hors de son alignement du côté de la rue Sainte-Catherine. » Dressé par M. Leveneur, ingénieur du Roi pour les ponts et chaussées en Picardie. Amiens, 3 mai 1733. — Lettre de M. d'Argenson à M. Chauvelin, intendant, l'informant qu'on peut permettre l'augmentation de 18 pieds que l'on propose de faire au port d'Amiens, en supprimant l'ancien canal. « Mais M. Langlois observe qu'il n'en serait pas de même de celle de 25 toises que l'on voudrait entreprendre aussi dans la suite : il représente qu'elle occasionnerait une ouverture exorbitante qui serait très préjudiciable à la sûreté de la place : que la Somme, au lieu de défendre cette partie du port, pourrait livrer, étant guéable en plusieurs endroits, une entrée libre à un parti ennemi ; ce qui serait d'autant plus à craindre que l'on peut se tenir à couvert de l'autre côté de la rivière à la faveur du petit rideau dans lequel le chemin de tirage des bateaux est pratiqué... M. Langlois... me donne avis qu'il y a plusieurs brèches et quelques parties d'empiétement totalement dégradés aux parapets supérieurs de l'enceinte. Le magistrat percevant un octroi pour ces sortes de réparations, je suis surpris qu'il n'y fasse point travailler. Il a d'ailleurs demandé en 1743 la permission de démolir le pont des Célestins et de disposer des matériaux qui en proviendraient, sous la condition de faire rétablir le pont sur-le-champ : cependant cet engagement n'est point encore rempli. Je vous prie de donner à la ville les ordres les plus précis pour l'exécution de ces ouvrages. » Paris, 28 avril 1751. — Note des officiers municipaux d'Amiens au sujet de terrains pris par la ville aux sieurs et demoiselles Salempin pour agrandissement du port. Amiens, 25 juillet 1761, — etc.

C. 767. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1757-1760. — AMIENS. — Remparts. — Lettre de M. d'Incourt d'Hangard à l'Intendant, au sujet de diverses réparations aux murailles de la ville d'Amiens, notamment à la porte de la Hotoie. Amiens, 22 novembre 1757. — Lettre de M. d'Incourt d'Hangard à l'Intendant, lui demandant s'il veut que le rempart soit achevé jusqu'à la porte de Noyon cet hiver, et l'entretenant de divers autres objets. Amiens,

1^{er} décembre 1757. — Mémoire de M. d'Incourt d'Hangard sur une requête de la veuve Caron, se plaignant de la chute d'une partie d'un mur qu'elle attribue à l'abattage des arbres du rempart Amiens, 27 avril 1758. — « État et toisé des ouvrages faits aux remparts, ponts et chaussées et corps de garde des portes de la ville d'Amiens, pendant les années 1757, 1758, 1759 et 1760. » 30 décembre 1760, — etc.

C. 768 (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1758. — AMIENS. — Remparts. — Procès-verbal d'enquête faite par M. Ducastel, subdélégué, au sujet du non achèvement des travaux adjugés par la ville d'Amiens à Jacques Cotte, maître-maçon en ladite ville 22 avril. — Procès-verbal par M. Fonblanche, ingénieur du Roi en chef des ponts et chaussées, d'expertise des travaux faits par le sieur Cotté « pour la reconstruction d'une partie de revêtement du mur du rempart, à gauche de la porte de la Hotoie. » Amiens, 26 avril. — Avis des maire et echevins d'Amiens sur lesdits travaux. Amiens, 27 avril. — Lettre de M. d'Incourt d'Hangard à l'Intendant, lui envoyant l'avis précédent et se plaignant de la mauvaise exécution du travail du sieur Cotté. Amiens, 28 avril. — Réponse de l'Intendant à M. d'Hangard, lui exprimant que, ne pouvant résilier l'adjudication faite en bonne forme au sieur Cotté, sans observer les formalités requises, il va ordonner une expertise desdits ouvrages. Paris, 9 mai. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de l'expertise que, sur son ordre, il a fait faire desdits ouvrages. Amiens, 28 mai. — Lettre de M. l'Intendant à M. Ducastel, le priant de nommer un tiers expert pour trancher la question. Paris, 31 mai. — Requête du sieur Cotté à l'Intendant, à l'effet d'être payé de ce qui lui reste dû sur son adjudication. 17 novembre. — Ordonnance d'une somme de 1,499 l. 15 s. à payer au sieur Cotté. 26 novembre 1758, — etc.

C. 769. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1758-1759. — AMIENS. — Remparts. — Lettre de M. Roger à l'Intendant, lui demandant s'il ne serait pas curieux d'avoir un plan de la citadelle d'Amiens pour joindre à celui qu'il fait lever de la ville. « Il ne nous est pas permis de laisser lever de plans de forteresses par d'autres que par les ingénieurs ordinaires du Roi, employés dans les places. Ici j'ai voulu, les années dernières, travailler pour ma propre satisfaction, à rectifier le plan de cette citadelle, qui n'est pas juste dans bien des parties : après les avoir bien retournées et m'être bien fatigué, je n'ai pu en venir à mon honneur, premièrement, par défaut

de vue, par défaut de main qui n'est plus propre à dessiner. En outre, je n'ai plus d'instruments nécessaires pour lever. Dans cette position, Monsieur, j'ai l'honneur de vous supplier, s'il est possible d'ordonner, comme de vous, à quelqu'un de vos ingénieurs des ponts et chaussées, de lever ce plan, comme si c'était à mon ordre qu'ils travaillassent pour le Roi..... J'ai de quoi aussi l'aider beaucoup dans cette opération ; sûrement avec moi il trouvera bien de l'abréviation dans sa besogne, mais il faut un homme capable. » Citadelle d'Amiens, 31 août 1758. — Lettre de M. Fonblanche à l'Intendant, lui envoyant le procès-verbal de réception des ouvrages exécutés par Charles-Antoine Genti, à divers points des remparts. Amiens, 25 novembre 1758. — « Mémoire sur le bâtiment qui sert depuis un très long temps de magasin à poudre dans la citadelle d'Amiens, lequel est à abandonner et vendre au profit du Roi. » Amiens, 5 février 1759. — Lettre de M. Roger à l'Intendant, au sujet du projet d'achever l'enceinte de la citadelle d'Amiens, et du déplacement du magasin à poudre. Amiens, 3 mars 1759, — etc.

C. 770. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1758-1760. — AMIENS. — Remparts — « Extrait des registres aux délibérations de l'hôtel commun de la ville d'Amiens, » arrêtant de faire par économie des réparations urgentes au pont de la porte de Noyon. 16 août 1768 Expédition du 18 août 1758. — Mémoire de M. Fonblanche à l'Intendant, au sujet desdites réparations exécutées par le nommé Genti. Amiens, 25 août 1758. — « Extrait des registres aux délibérations de l'hôtel commun de la ville d'Amiens, » nommant le sieur Nicolas Trépied, échevin en charge, pour visiter et recevoir les réparations faites au pont de la porte de Noyon. 13 mai 1760. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur l'expertise desdits ouvrages. Amiens, 13 juin 1760. — Procès-verbal de réception des travaux de réparations exécutés au pont de la porte de Noyon. 4 juillet 1760. — Ordonnance de 4,595 l. 15 s. 9 d. prix desdits travaux. 18 juillet 1760, — etc.

C. 771. (Liasse.) — 4 pièces, papier. (2 plans.)

1761-1763 — AMIENS. — Remparts. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens, tendant à démontrer que de toute antiquité les arbres des remparts de ladite ville ont été plantés, ébranchés et vendus par les soins de celle-ci et à son profit, les officiers du génie venant de faire marquer le restant des anciennes plantations, et se disposant à les faire abattre. XVIII^e s. — « Projet de plantation de la porte de Beauvais. » XVIII^e s. — « Projet de plantation de la porte de Noyon. » XVIII^e s. — Lettre de M. Jumel-Riquier à l'Intendant, lui envoyant un état des dépenses faites pour les plantations de la ville, et demandant à en être remboursé. Amiens, 17 février 1761.

C. 772. (Liasse.) — 18 pièces, papier, (2 plans).

1762-1763. — AMIENS. — Remparts. — Mémoire sur les fortifications d'Amiens. XVIII^e s. — « Mémoire concernant les remparts et les fossés d'Amiens, du côté du midi, en deçà de la Somme. » XVIII^e s. — « Plan d'Amiens relatif au rétablissement de son enceinte. » 1762. — « Profil sur la ligne E F du plan général » 1762. — « Extrait des registres aux délibérations de l'hôtel commun de la ville d'Amiens, » au sujet de l'état de dépérissement des remparts, et des promptes réparations demandées par le duc de Chaulnes, arrêtant que le Conseil sera supplié d'envoyer des hommes de l'art pour visiter lesdits remparts et dresser les projets nécessaires pour leur remise en état. 17 juillet 1762. — Lettre de l'Intendant au duc de Choiseul, pour appuyer la demande des officiers municipaux d'Amiens, à laquelle il prévoit que le génie et l'état-major de la place mettront le plus d'obstacles qu'ils pourront. Remiencourt, 22 juillet 1762. — Mémoire de l'Intendant à M. de Courteille, sur les fortifications d'Amiens, les moyens proposés par la ville pour les mettre en état, et l'opposition faite par le génie et l'état-major aux offres de celle-ci. Amiens, 5 août 1762. — Lettre du duc de Choiseul à M. d'Invaux, intendant, l'informant qu'il a désigné un ingénieur pour faire le travail demandé par la ville d'Amiens. Versailles, 10 août 1762. — Lettre de M. Bernard à l'Intendant, se plaignant du mauvais état des remparts d'Amiens, où des brèches nombreuses rendent le service de la régie presque impossible. Il demande qu'il y soit pourvu au moins par des palissades. Amiens, 28 août 1762. — Mémoire de M. Jumel-Riquier à l'Intendant, lui rendant compte de la mission de M. de Ramsault, chargé de visiter les remparts d'Amiens, et dans laquelle il l'a accompagné et guidé, et des divers projets qui en ont été la suite. Amiens, 28 septembre 1762. — Lettre de M. de Ramsault à l'Intendant, lui indiquant sommairement les différents moyens qu'il soumettra au ministre pour réparer l'enceinte d'Amiens. Valenciennes, 14 novembre 1762. — Lettre de l'Intendant à M. de Ramsault, lui marquant que des cinq plans par lui proposés « le troisième qui est de raser tout le massif du rempart jusqu'au niveau des rues et d'élever un mur d'enceinte, est celui que les maire et échevins s'étaient proposés, et celui que je croirais préférable. A la vérité, c'est ôter toutes ressources militaires en cette partie, et faire perdre à la ville l'agrément de ses boulevards, mais le ministre de la guerre me paraît avoir regardé déjà la fortification de la ville d'Amiens, dans cette partie, comme tout-à-fait inutile, en permettant de raser les

demi-lunes qui couvraient les portes, et les habitants regagneraient l'équivalent des agréments de leurs boulevards par beaucoup d'autres qu'ils préféreraient, et notamment par la liberté d'entrer ou de sortir de nuit comme de jour qu'ils ne tarderaient pas à avoir en se concertant avec les fermiers généraux, et qui embellirait en peu de temps leurs faubourgs, où ils pourraient alors avoir des jardins et des maisons de plaisance. » Remiencourt, 9 décembre 1762. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet de l'opposition mise par le sieur Roger, ingénieur des fortifications, à la plantation de palissades aux brèches occasionnées aux remparts par la chute de quelques pans de mur. Il l'entretien, en outre, d'une contestation de la ville avec M. de Vignacourt, seigneur de Renancourt, au sujet des arbres de l'avenue, que M. Chauvelin avait été jadis autorisé à planter au-delà du bassin de la Hotoie sur des terrains appartenant au chapitre d'Amiens et à la seigneurie de Renancourt. Amiens, 28 février 1763. — Lettre du duc de Choiseul à l'Intendant, l'informant que sur les quatre projets proposés par M. de Ramsault de Reaulcourt, le Roi a adopté celui qui consiste à « rétablir l'enceinte au même emplacement, à quelques petites rectifications près de ses alignements, de réduire le terre-plein du rempart à neuf pieds seulement de hauteur au-dessus du pavé des rues, de le rétrécir pour réserver une communication autour des maisons, en lui conservant cependant une largeur convenable, et de répandre les terres excédantes dans le fossé ; et S. M. entend que les magistrats se conforment dans l'exécution de ce projet, aux alignements et hauteurs qui seront indiquées par le directeur des fortifications ou les ingénieurs qui sont à ses ordres, que les massifs des portes, les bastions et tous les ouvrages extérieurs resteront dans leur état actuel, et qu'enfin, il ne sera entrepris chaque année que la portion d'enceinte qui pourra être reconstruite et finie la même année, afin que la place ne soit point exposée à demeurer ouverte pendant la saison où les travaux seront interrompus. » Versailles, 31 mars 1763. — Note au sujet des remparts. « Les ordres du ministre pour les remparts étaient arrivés hier aux maire et échevins..., et dès hier cet événement commençait à se répandre par la ville et à faire la matière de toutes les conversations. De dire ce qu'on en pensait cela est assez difficile, car je crois qu'on n'avait pas encore eu le temps de penser. C'est toujours une bonne affaire que le ravalement de ces remparts à neuf pieds ; cela ne remplit pas encore tout ce que M. l'Intendant se proposait, mais cela y mène. Ma première réflexion était tombée sur le ridicule effet que vont faire les portes, mais plus elles seront ridicules, plus il y aura de raison d'en demander la suppression. En général, il paraît que dans le premier moment on regrette beaucoup la vue de la campagne et

de la ville que procurent l'élévation des remparts dans l'état actuel. » 9 avril 1763, — etc.

C. 773. (Liasse.) — 7 pièces, papier, (4 plans.)

1765-1766. — AMIENS. — Remparts. — « Mémoire des maire et échevins de la ville d'Amiens, sur la conversion des portes dites de Noyon et de Beauvais en arcades fermées par des grilles de fer. » Protégé par Lille, Arras et Doullens, Amiens ne se trouve donc qu'en 4^e ligne et même en 5^e si l'on compte Douai. Ses fortifications n'ont donc plus grande utilité. « L'état de démolition où se trouvent actuellement les voutes de ces portes est devenu une précaution urgente et indispensable. Celle de Noyon fardait, plusieurs grosses pierres s'en étaient échappées ; celle de Beauvais annonçait le même danger, et il était de la vigilance des maire et échevins d'en prévenir les suites par leur démolition.... Leurs voutes extrêmement basses et les passages très étroits entraînaient des inconvénients fréquents pour les voitures. La porte de Noyon est celle par laquelle arrivent toutes les laines de la province, du Soissonnais, du Vermandois et de la Thiérache, dont la ville d'Amiens est l'entrepôt, soit pour sa propre manufacture, soit pour celles d'Abbeville, Grandvilliers et autres. Les voitures chargées de ces laines se sont trouvées souvent arrêtées sous cette porte, soit par la longueur des balles dont elles étaient chargées et la nécessité de les décharger en partie sous la porte même.... La porte de Beauvais est celle par laquelle sortent les voitures chargées des étoffes de la manufacture d'Amiens pour être transportées à Paris et dans tout le royaume. Les balles et ballots forment sur ces voitures un volume très élevé et conséquemment assujetti au même inconvénient que sous la porte de Noyon. Les voituriers qui chargent à Amiens, informés de ce défaut d'élévation de la voute sont obligés d'y conformer celle de leur charge, et cela devient non-seulement une gêne dans le commerce, mais il en résulte un préjudice réel, en ce que les voituriers, restreints et bornés dans leur charge, en augmentent d'autant le prix des voitures. Celles chargées de bois et de foin pour la consommation de la ville y sont également assujettis, et le même obstacle s'opposerait au passage facile de la diligence publique qu'il est question d'établir entre Paris et Calais par Amiens pour la communication avec l'Angleterre, à l'instar de celle de Lille qu'on sait très élevée et contenir des voyageurs jusque sur l'impériale. » Juillet 1765. — Lettre des lieutenant général de police, maire et échevins d'Amiens à l'Intendant, lui encoyant le précédent mémoire, et le priant de vouloir bien l'appuyer auprès du ministre de la guerre. Amiens, 21 juillet 1765. — Nouvelle lettre

des lieutenant général de police, maire et échevins d'Amiens à l'Intendant, au sujet de la démolition des portes de Noyon et de Beauvais que le ministre de la guerre leur a refusée, et faisant valoir de nouveau les raisons qui leur font demander cette démolition. Amiens. 18 février 1766. — Projets, plans, coupes et élévations d'un arc de triomphe à élever à la place de la porte de Noyon (style Louis XVI), — etc.

C. 774. (Liasse.) — 49 pièces, papier (1 plan).

1780-1788. — AMIENS. — Remparts. — « Mémoire des maire et échevins de la ville d'Amiens, au sujet de la promenade publique nommée le Mail, » sur laquelle le sieur de Tauros, nouvel ingénieur en chef de la ville et citadelle d'Amiens veut induement étendre ses fonctions. v. 1780. — « Extraits de pièces concernant le Mail de la ville d'Amiens. » XVIII^e siècle. — Plan de la promenade du Mail à Amiens, XVIII^e siècle. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à M. d'Agay, intendant, le priant d'examiner un mémoire des officiers municipaux d'Amiens qui demandent la concession des murs, fossés, remparts et fortifications extérieures de la ville, à la charge d'une redevance envers le domaine, et de lui donner son avis. Paris, 27 avril 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui renvoyant l'examen de ladite affaire. 7 juin 1786. — Lettre de M. Dejean, sur la même affaire. Amiens, 17 juin 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, lui rendant compte de l'examen qu'il a fait de ladite affaire. Il estime qu'il y a lieu d'accueillir la requête des officiers municipaux. Amiens, 18 juin 1786. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens », arrêtant de faire dresser par M. Rousseau, sous la direction des commissaires aux ouvrages, l'état de la dépense du projet pour la démolition des remparts et la levée du plan de toutes les fortifications. 28 décembre 1786. Expédition du 10 janvier 1787. — « Copie de la lettre de M. l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens » approuvant la précédente délibération. 11 février 1787. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à M. Rousseau, lui envoyant la précédente délibération, et le priant de vouloir bien se charger desdits travaux. Amiens, 19 février 1787. — Lettre de M. Rousseau aux officiers municipaux d'Amiens, leur rendant compte de l'état d'avancement du travail dont ils l'ont chargé. 13 décembre 1787. — « Copie de la lettre écrite par M. l'Intendant le 14 avril 1788 aux officiers municipaux d'Amiens » au sujet du trop long retard qu'ils mettent à envoyer les pièces désirées par le gouvernement pour statuer sur leur demande. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à M. Rousseau, lui envoyant la précédente copie, et lui réclamant sans retard les plans qu'ils l'avaient chargé de dresser. Amiens, 19 avril 1788. — « Calcul des terrassements pour démolir les remparts de la ville d'Amiens », 26 avril

1788. — « État des moyens de subvenir à la dépense à faire pour applanir les remparts et fortifications de la ville d'Amiens, depuis le Port neuf en tournant du côté du midi, jusqu'au pont de Barabant, et y substituer de nouveaux boulevards avec portes, corps de garde et autres constructions dépendant desdits boulevards » 17 mai 1788. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur les plans proposés par la ville d'Amiens pour convertir les remparts en promenades publiques. « Les plans proposés méritent la plus pleine approbation, le bon goût a présidé à leur invention, et la sagesse aux moyens de l'exécution. » Amiens, 20 mai 1788. — Mémoire de l'Intendant à M. Debonnaire de Forges, lui rendant compte des dispositions proposées par la ville, et qui, selon lui, méritent pleine approbation. 27 septembre 1788. — « Notes concernant les plans du projet d'accensement et d'aplanissement des remparts d'Amiens. » v. 1788. — « Objets de dépense à faire par l'hôtel-de-ville, concernant le projet d'aplanissement des remparts, etc. » v. 1788. — « État estimatif des arbres du rempart d'Amiens. » v. 1788. — « Tableau de la division de la dépense du projet de démolition des remparts et fortifications pendant dix ans, et des moyens d'y subvenir pendant chacune des dix années. » v. 1788. — Toisés desdits travaux, — etc.

C. 775. (Liasse.) — 3 pièces, papier.

1785. — AMIENS. — Remparts. — « Copie de la première lettre écrite à M. Delahaye, maire, par M. de Virgile lieutenant de Roi de la citadelle d'Amiens » le priant de vouloir bien faire emplir la glacière de la citadelle, au cas où le temps deviendrait favorable. 5 février ; « Deuxième lettre » 23 février ; « Copie de la lettre écrite à M. de Virgile... par les officiers municipaux » lui observant que rien dans les ordonnances ou règlements ne les autorise à imposer aux habitants des corvées de cette nature. 21 février. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant lui envoyant lesdites copies et l'extrait de la délibération qu'ils ont prise en conséquence. Ils le prient de l'approuver. Amiens, 24 février, — etc.

C. 776. (Liasse.) — 7 pièces, papier (2 plans).

1786-1788. — AMIENS. — Remparts. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, au sujet de la concession faite en 1784 par arrêt du Conseil, au nommé Denis, du cavalier ou plateforme du Four des Champs sur le rempart de leur ville et du terrain en dépendant, pour y construire un moulin à vent. Ils se plaignent de n'avoir pas été prévenus de cette concession, et demandent

l'autorisation d'être subrogés audit Denis, en l'indemnisant. Amiens, 30 mai 1786. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, exprimant la crainte que leur demande ne soit vaine. 7 juin 1786. — « Plan géométrique d'une place vague, située à la porte du Cours de la ville d'Amiens, dans la mouvance du Roi, à concéder à cens, contenant 26 verges 7 pieds.... levé par Guidé, arpenteur royal. » Amiens, 16 juillet 1787. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à M. d'Agay, intendant, au sujet de deux demandes en concession de terrains sur les remparts d'Amiens, faites par des particuliers. Paris, 18 juillet 1788. — « Plan géométrique du terrain situé à l'angle saillant des remparts de la ville, entre la porte de Noyon et l'ancienne porte de Paris, borné par le jardin de M. Roussel, chanoine de la cathédrale, par celui de M. du Royer et par la maison et tènement de M. Gard. » 4 septembre 1788, — etc.

C. 777. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1780-1781. — AMIENS. — Salle de concerts. — Délibération des souscripteurs et associés de la salle de concerts et de la société de musique d'Amiens, vu les réparations à faire à ladite salle, dans laquelle les concerts sont interrompus depuis trois ans et pour laquelle ils vont être obligés de payer un cens, en conséquence de la réunion du Logis du Roi au Domaine, arrêtant d'offrir ladite salle à la ville d'Amiens, à condition que l'hôtel-de-ville s'obligera à leur livrer dans la salle de spectacle une place suffisante pour donner leurs concerts les jours où le spectacle n'aura pas lieu, et qu'ils ordonneront « autant que faire se pourra, aux directeurs de comédie, d'obliger leurs musiciens et musiciennes de se joindre aux associés, et d'assister aux répétitions et concerts qu'ils donneront, et cela sans aucune rétribution quelconque. » 24 février 1780. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'ordonner l'exécution des travaux à faire à la salle de concerts. Amiens, 20 juillet 1780. — Lettre de l'Intendant au sieur Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens, le priant de charger le sieur Lavette, de mettre incontinent les ouvriers à la salle de concerts. Amiens, 23 juillet 1780. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens » acceptant l'offre à eux faite de la salle de concerts, par la société de musique. 23 août 1780. — Ordonnance de 1,282 l. 20 s. 4 d. pour réparations à la salle de concerts. 30 janvier 1781, — etc.

C. 778. (Liasse.) — 6 pièces, papier. (5 plans).

XVIII^e siècle. — AMIENS. — Salle de spectacle. — Projet, plans, coupes et élévations d'une salle de spectacle à construire à Amiens, rue des Rabuissons, à côté du nouvel hôtel de l'Intendance. (Ce projet n'a pas été exécuté), — etc.

C. 779. (Liasse.) — 43 pièces, papier. (19 plans).

1777-1779. — AMIENS. — Salle de spectacle. — Lettre de l'Intendant au comte de Périgord, gouverneur de Picardie, à Paris, lui exposant que « la salle de spectacle d'Amiens est construite dans un ancien jeu de paume, dont l'entrée est située dans une rue fort étroite, incommode et extrêmement dangereuse pour les passants et les gens de pied lors de l'entrée et de la sortie du spectacle. Les accidents qui y sont arrivés, l'incommodité, la malpropreté et la mauvaise distribution de la salle, les craintes d'un incendie qui ferait périr les trois quarts des spectateurs faute d'issues suffisantes pour sortir, éloignent le public du spectacle, dégoutent les comédiens et les ruinent. » Il lui demande en conséquence la concession d'un terrain vague, dépendant du Logis du Roi, pour y construire une nouvelle salle. Amiens, 2 août 1777. — « Plan de partie du Logis du Roi, donnant sur la rue des Trois-Cailloux. » 1777. — « Extrait de la lettre écrite par M. le comte de Périgord, gouverneur de Picardie, à M. d'Agay, intendant de cette province », par laquelle il consent à la concession demandée. 28 août 1777. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, lui demandant son agrément au projet de construire une salle de spectacle au Logis du Roi. Amiens, 30 août 1777. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, le remerciant de l'agrément qu'il a bien voulu lui donner pour la construction de ladite salle. 28 septembre 1777. — Soumission faite par Louis Lavette, architecte et entrepreneur de bâtiments à Amiens, pour la construction de la salle de spectacle. Amiens, 8 novembre 1777. — Lettre de M. de Brall à M. Maugendre, au sujet des arrangements pris avec le sieur Lavette. Paris, 11 novembre 1777. — Soumission du sieur Marck, maître charpentier. Amiens, 8 janvier 1778. — « Extrait des registres aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens », acceptant le sieur Lavette pour l'exécution des travaux de la salle de spectacle. 5 février 1778. — Projet, plans, coupes, élévations et détails de la salle de spectacle, rue des Trois-Cailloux v. 1778. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, approuvant les plans de la salle de spectacle ainsi que leur délibération pour l'exécution desdits plans. 16 février 1778. — « Observations sur le projet d'une nouvelle salle de spectacle à Amiens, » par MM. Ogier et Leleu, observant entre autres choses, qu'« entre le théâtre et le parterre est un parquet immense qui éloigne le parterre du théâtre, et qui le rejette à l'extrémité de la salle. Le parterre, comme on

l'a dit ci-dessus, est composé de la partie la plus nombreuse des spectateurs ; des amateurs aiment à s'y placer de préférence, pour mieux jouir et pour mieux juger : c'est pour ainsi dire le siège du public, on ne peut donc le reléguer à l'extrémité de la salle. Ce premier inconvénient en entrainerait d'autres qui occasionneraient des troubles continuels : lorsque ceux qui seraient au parquet se tiendraient debout, le parterre n'y verrait plus, de là des cris pour faire asseoir ; mais les femmes auraient beau se tenir assises au parquet, la hauteur, l'ampleur de leurs coiffures et de leurs panaches déroberaient toujours au parterre la plus grande partie de la scène ; de là des murmures, des cris qu'on voudra faire cesser pas des punitions..... Un réservoir d'eau est de nécessité indispensable pour la sûreté publique, pour avoir sous la main les premiers secours en cas d'incendie. » Février 1778. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant les précédentes observations. Amiens, 10 février 1778. — « Réponse aux observations faites sur le projet d'une nouvelle salle de spectacle à Amiens. » Février 1778. — Soumission du sieur Jacques Cozette, maître serrurier à Amiens, pour les travaux de son art à la salle de spectacle. Amiens, 15 février 1778. — Lettre de M. Mannessier, au sujet d'un dissentiment entre le sieur Lavette et lui. Amiens, 15 mai 1778. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les priant d'examiner par eux mêmes les difficultés entre les sieurs Mannessier et Lavette, Amiens, 15 mai 1778. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les informant que, « plusieurs personnes de goût ayant trouvé vicieuse et sans grâce la façade projetée pour la nouvelle salle de spectacle de cette ville, j'ai consulté de nouveaux artistes qui m'ont remis le plan ci-joint qui m'a paru réunir les formes les plus agréables avec les bons principes de l'architecture. » Il les prie d'y mettre leur approbation. Amiens, 6 juillet 1778. — Réponse des maire et échevins d'Amiens à l'Intendant, l'informant qu'ils ont mis leur approbation audit projet, l'ayant trouvé sans contredit, supérieur au premier. Amiens, 11 juillet 1778. — Soumission des sieurs Antoine Cavrois, Jean-Baptiste Trannoy et Pierre Prévôt, maîtres menuisiers à Amiens, pour les travaux de leur art à la salle de spectacle. Amiens, 29 juin 1779, — etc.

C. 780. (Liasse.) — 13 pièces, papier, (4 plans).

1780. — AMIENS. — Salle de spectacle. — Lettre du comte de Périgord à l'Intendant, au sujet des réparations qu'il avait mises comme conditions à son autorisation de construire une salle de spectacle sur une partie du terrain du Logis-du-Roi, et qui ne s'exécutent point. Il demande comme titre de reconnaissance de cette condition, et afin de sauvegarder les droits de sa place, qu'il soit dressé un plan en double de la salle de

spectacle et des bâtiments en dépendant. Paris, 13 juin. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur faisant part du désir du comte de Périgord, et les priant de se mettre promptement en état d'y satisfaire. 23 juin. — Quatre plans du Logis-du-Roi. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant les plans demandés, et lui exposant les raisons pour lesquelles la ville ne peut pas s'engager à entretenir le Logis-du-Roi. Amiens, 16 octobre. — Lettre de l'Intendant au comte de Périgord, lui transmettant lesdits plans et lui faisant part des réserves faites par la ville d'Amiens pour l'entretien du Logis-du-Roi. 2 novembre. — Lettre du comte de Périgord à l'Intendant, exprimant les réserves qu'il fait sur la propriété des terrains concédés à la ville pour la salle de spectacle et la salle de concerts et ajoutant de sa main : « On m'assure que le sieur de Valville qui est avec une troupe à Reims vous serait agréable ainsi qu'à la ville d'Amiens. Je lui fais dire, Monsieur, qu'il s'adresse à vous, et que si vous l'agréez, je lui donnerai volontiers mon privilège. » Paris, 16 novembre, — etc.

C. 781. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1780. — AMIENS. — Salle de spectacle. — Procès-verbal de réception de la salle de spectacle, construite sur les plans de M. Manessier, par le sieur Lavette, maître maçon, entrepreneur de bâtiments. 7 janvier. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant diverses pièces concernant l'établissement de la nouvelle salle de spectacle. Amiens, 6 février. — Lettre de M. Brall à M. Maugendre, lui demandant les plans de la salle de comédie d'Amiens, en vue d'une salle qu'il doit construire à Paris. Paris, 7 février. — Lettre de l'Intendant au comte de Périgord, au sujet du sieur Bouveresse, à qui il a accordé le privilège du café de la salle de spectacle ; et que la nouvelle communauté des cafetiers a fait assigner pour se faire recevoir à la maîtrise. Il lui demande s'il pense que le sieur Bouveresse peut se prévaloir de la franchise de l'hôtel du Gouvernement. Amiens, 17 août. — Lettre de l'Intendant au comte de Périgord, l'informant que, sur sa lettre, la communauté des cafetiers-limonadiers respectera la franchise dont doit jouir le sieur Bouveresse. Amiens, 12 septembre. — « Copie de la lettre de M. Leriche, directeur des domaines, à M. Delahaye, lieutenant de maire de la ville d'Amiens », au sujet de la soumission du sieur Lavette, entrepreneur, qui n'a point été soumise à la formalité du contrôle. 19 octobre. — « Copie de la lettre des officiers municipaux à M. Leriche, directeur des domai-

nes » en réponse à la prétention de celui-ci. Octobre. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant les deux pièces précédentes et protestant contre la nouvelle prétention des fermiers généraux. Amiens, 27 octobre. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens. M. Leriche a dû écrire aux fermiers généraux « pour les engager à retirer leur demande, qui est sans objet raisonnable dans les circonstances actuelles. » 31 octobre, — etc.

C. 782. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1781. — AMIENS. — Salle de spectacle. — « État estimatif du bâtiment construit à côté du fond de la salle de spectacle, suivant mes marchés faits avec les ouvriers dénommés en marge », par le sieur Lavette. Amiens, 4 janvier. — « État des journées d'ouvriers maçons et des matériaux employés par Lavette, entrepreneur, pour la construction d'une nouvelle salle de spectacle. » Amiens, 4 janvier. — « État de la dépense faite par le sieur Lavette, entrepreneur, pour la construction de la nouvelle salle de spectacle à Amiens, depuis le mois de novembre 1777, jusqu'en juillet 1780. » 4 janvier. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur envoyant lesdits états et les priant de charger le sieur Rousseau, ingénieur de la ville, de les vérifier. 7 janvier. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui observant que, d'après leurs délibérations des 5 février et 23 décembre 1779, le sieur Sellier doit être adjoint au sieur Rousseau, pour faire ladite vérification, en présence des deux commissaires aux ouvrages. Amiens, 13 janvier. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens. Il ne s'oppose pas à l'exécution de leurs délibérations, mais leur observe « que, lorsque ces délibérations ont été prises, vous n'avez pas pressenti les difficultés sans nombre qui s'élèveront entre les deux artistes lors de la vérification dont il s'agit, les désagréments et l'ennui qui en résulteront pour MM. les commissaires qui assisteront en votre nom à l'opération, la nécessité où ils se trouveront de faire venir à chaque instant un tiers expert pour départager les deux autres qui, par leur position actuelle, ne tomberont d'accord sur aucun art, ce qui sera d'autant plus désagréable pour le sieur Rousseau, que ses talents sont bien supérieurs à ceux du sieur Sellier. » 16 janvier. — Procès-verbal de vérification des comptes du sieur Lavette, 23 mars. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens », arrêtant que les états de dépense de la nouvelle salle de spectacle « seront envoyés à M. l'Intendant, sans que l'arrêté du montant desdits états puisse nuire et préjudicier à la ville, ni engager ses revenus en aucune manière, les officiers municipaux n'ayant pris part à cette opération que pour satisfaire aux désirs de M. l'Intendant, et n'ayant jamais entendu y concourir qu'en leur seule qualité de juges de

police, et non en celle d'administrateurs des revenus de la ville, pourquoi les réserves portées en la délibération du 5 février 1778 réitérées au conseil de ville du 23 août 1780, demeureront en leur force et vertu. » 14 avril. Expédition du 19 avril. — Ordonnance de l'Intendant approuvant l'arrêté desdits états. 19 mai. — Requête du sieur Lavette à l'Intendant, à l'effet de débouter le sieur Maret, charpentier, d'une demande qu'il a faite relativement au paiement de ce qui lui est dû. 11 juillet. — Requête du sieur Lavette à l'Intendant, à l'effet de débouter les sieurs Cavois, Trannoy, Prévôt, maîtres menuisiers, et Cozette, maître serrurier, de demandes par eux faites relativement à leur paiement. 11 juillet. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, au sujet des demandes faites par les charpentier, menuisiers et serrurier de la salle de spectacle. Amiens, 19 juillet. — « État des paiements faits par Lavette, entrepreneur, aux sieurs Cavois, Tranoi et Prévot, menuisiers et au sieur Cozette, serrurier, pour les ouvrages qu'ils ont faits à la Comédie, à-compte de la moitié, suivant les obligations de leurs marchés. » — Lettre de l'Intendant aux avocats du comité pour les affaires des communautés à Amiens, leur demandant de prononcer arbitralement dans la contestation entre l'entrepreneur de la salle de spectacle et les charpentiers et menuisiers. 22 juillet. — Sentence de MM. Morgan et Boulet de Varennes, sur ladite affaire. Amiens, 3 août. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur envoyant copie de la sentence arbitrale prononcée par les avocats du comité, les priant d'en donner connaissance aux parties. Amiens, 6 août. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un mémoire qui a pour objet « de faire accorder annuellement 6,000 l. sur l'octroi de la province pour payer les intérêts, et rembourser la dépense qu'a occasionnée la construction de la salle de spectacle de la ville d'Amiens. » Il lui demande son avis. Paris, 17 novembre. — Réponse de l'Intendant à M. Joly de Fleury, contenant le produit de l'octroi de Picardie, les dépenses qui y sont affectées, ce qui reste disponible et quelle doit être la durée de cet octroi, après avoir tracé l'historique de la construction de la salle de spectacle. « J'ai eu occasion dans le temps de parler à M. Necker de cet édifice public, et de la nécessité de procurer à la ville d'Amiens des secours pour cet établissement ; je lui ai fait connaître qu'il n'y avait d'autre ressource que l'octroi, et que c'était le vœu général de la ville que le gouvernement employât ce moyen ; mais je lui observai que le produit en était presque totalement absorbé par les dépenses de tout genre qui sont assi-

gnées sur cet objet, et qu'il ne fallait employer cette ressource qu'après avoir essayé pendant un an ou deux quel serait le produit annuel de la nouvelle salle... M. Necker convint que ces observations étaient très justes et ajouta qu'il s'en rapportait à ma prudence pour faire les arrangements provisoires que je jugerais convenables. Je ne crus point devoir laisser ignorer à M. Necker dans cette conférence, que le clergé employait secrètement toutes sortes de ressorts pour empêcher la construction de cette salle, soit par un zèle malentendu, soit par humeur contre la ville qui avait demandé l'établissement d'une contribution sur toutes les maisons pour payer l'illumination de la ville. Il avait même intenté à ce sujet un procès contre la ville, dont les mémoires remplis d'invectives sont dans vos bureaux... Les officiers municipaux avaient calculé que, moyennant l'augmentation de prix mise sur les places du spectacle, du consentement des principaux habitants qui s'étaient assemblés à cet effet, on pourrait retirer de cette salle les intérêts dus à l'entrepreneur, et même les frais d'entretien, mais cette augmentation ayant fait désertir le spectacle, il a fallu rétablir l'ancien prix, ce qui a diminué de beaucoup le produit que l'on avait espéré, et il paraît certain que le déficit sera annuellement de 2 à 3,000 l. » On a eu alors recours au comte de Périgord « gouverneur de la province et protecteur à ce titre des spectacles, pour obtenir du gouvernement une assignation fixe et prompte des secours que l'on demande dans le mémoire que vous m'avez fait l'honneur de me renvoyer. Cette demande, à laquelle M. le comte de Périgord s'intéresse beaucoup parce qu'il connaît l'état des affaires de la ville d'Amiens et qu'il la protège particulièrement, paraît fondée sur des motifs très justes et conformes aux vues du gouvernement. Le produit de l'octroi appartient originairement à la ville d'Amiens, et depuis que l'on en a fait la distraction pour les besoins généraux de la province, mes prédécesseurs et moi, avons été autorisés dans tous les temps à aider la ville dans les circonstances où elle a eu absolument besoin de secours extraordinaires, et je ne crains point, M., d'avoir l'honneur de vous assurer que jamais elle n'en a eu plus besoin que dans l'occasion actuelle. » 28 novembre. — Lettre de M. Joly de Fleury, ministre chargé de l'administration des finances, à M. d'Agay, intendant, consentant à ce qu'il soit pris annuellement sur l'octroi de Picardie 6,000 l. pour les frais de la salle de spectacle. Paris, 21 décembre, — etc.

C. 783. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1781-1783. — AMIENS. — Salle de spectacle. — « Ordonnance pour le remboursement des 600 livres que M. l'Intendant a fait payer au sieur Brall, pour les plans de la salle de spectacle d'Amiens en juillet 1780. » 28 juin 1781. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, à l'occasion de l'incendie de la

salle de l'Opéra de Paris, leur recommandant certaines précautions à prendre contre les incendies dans la salle de spectacle d'Amiens, et entre autres, de charger le sieur Malivoir fils de se trouver à toutes les représentations pour y veiller. Amiens, 23 juin 1781. — Réponse des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant. Ils ont pris toutes les précautions demandées. Amiens, 25 juin 1781. — Ordonnance de 688 l. 9 s. 9 d. à payer au sieur Lavette, pour ouvrages faits pour prévenir les incendies dans la salle de spectacle. 15 novembre 1781. — Renonciation par le sieur Lavette à faire exécuter les cinq balcons en fer restants à faire à la salle de spectacle, et consentant à la réduction de dépense qui en résulte. 1783. — Mémoire de quincaillerie. 1783. — Notice sur le Logis du Roi et la salle de spectacle d'Amiens. « Cette salle, quant à la disposition intérieure a été exécutée sur les projets de MM. Bralle et Manessier, et quant à sa principale façade sur la rue des Trois-Cailloux, d'après les dessins de M. Rousseau. Elle est vaste, de forme ovale, et contient dans sa hauteur trois rangs de loges faisant retraite les unes au-dessus des autres. Le rideau d'avant-scène et les décorations du théâtre sont de la plus grande beauté : il suffit de dire qu'elles ont été peintes par le célèbre Sarrasin. » Suit une courte description de la salle de concerts attenant à la salle de spectacle. XVIII^e s., — etc.

C. 784. (Liasse.) — 27 pièces, papier (1 imprimée, 3 plans).

1758-1790. — AMIENS. — Travaux divers. — Lettre de M. Fonblanche à l'Intendant au sujet d'un jeune homme nommé M. de La Planche que, par son ordre il avait demandé à M. Peronnet, comme dessinateur pour les travaux de la ville d'Amiens et autres. Amiens, 25 mars 1758. » — Copie par extrait de la lettre écrite par M. Perronet à M. Fonblanche le 30 mars 1758. » — Lettre de M. Fonblanche à l'Intendant, l'informant qu'il va écrire à M. Peronet pour lui dire que « toutes réflexions faites, nous pourrions nous passer de l'homme qu'il propose.... parce que je trouverai dans mon bureau tous les dessinateurs nécessaires. M. Perronet sait bien que l'intention même de M de Trudaine est que les chefs employent les sous-ingénieurs, dessinateurs, géographes, etc., aux différents projets qu'il peut y avoir à faire dans une province, pour les instruire et les former. Il s'agit seulement de concilier tout cela avec les opérations pour les ponts et chaussées, et c'est notre affaire. » Il le remercie des bontés qu'il a eues pour lui, en le chargeant des projets pour les travaux de la ville d'Amiens : il s'en remet tout à fait à lui

pour les conditions à lui faire. Amiens, 3 avril 1758. — Requête du sieur Duprat, adjudicataire des travaux de reconstruction du beffroi, de l'aqueduc de la fontaine des Frères, du Château d'Eau et des murs de clôture du Jardin des Plantes afin de faire procéder à la réception desdits travaux. 1^{er} novembre 1758 ; ordonnance de M. d'Aligre, intendant, commettant le sieur Lecarpentier, architecte à Paris, pour procéder à ladite réception. Amiens. 12 novembre 1758 ; et procès-verbal de réception desdits travaux. 13 novembre 1763. — « État des arbres nécessaires à la plantation de la ville pour cette présente année. » 1762. — Lettre de M. Jumel-Riquier à l'Intendant, se plaignant de ce que plusieurs particuliers font indument l'élagage des arbres de la grande avenue de la Hotoie. Amiens, 2 mars 1763. — « État de ce qui est dû à Jean-Louis Mauclerc, par l'hôtel commun de la ville d'Amiens pour acquisition d'une loge au Pilon, par contrat du 15 septembre 1757. » Amiens, 4 juin 1763. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant lui envoyant les pièces d'acquisition de la maison de Sainte-Barbe, pour « faciliter l'exécution des projets formés depuis longtemps sur le Marché au Blé, comme la construction d'une halle, l'agrandissement et l'embellissement de la place qui doit régner devant. » Ils demandent dans le même but d'acquérir aussi la maison de la Patenôtre. Amiens, 14 février 1768. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur mandant qu'il ne lui est pas possible de s'occuper en ce moment de cette affaire. Il lui paraît « qu'il est inutile de faire de nouvelles dépenses pour des projets éloignés, tandis qu'il y en a dont l'exécution est très prochaine. » Paris, 8 mai 1768. — Mémoire au sujet du sieur Jean-Népomucène Paulick, architecte, élève de Dumont et de Blondel, employé à la construction de la nouvelle halle aux grains, en qualité de premier inspecteur, sous le sieur Camus de Mezières, auteur du château de Vaudreuil au président Portail, etc. 1773. — Lettre de M. Cochin à M. d'Agay, intendant, lui recommandant le sieur Paulick pour la place d'architecte de la ville d'Amiens. Paris, 23 novembre 1773. — Lettre de l'Intendant à M. Cochin. La place d'architecte de la ville d'Amiens n'est point vacante ; « elle est occupée depuis longtemps par le sieur Sellier, pensionnaire de la ville : il la remplit à la satisfaction des officiers municipaux et du public. » 29 novembre 1773. — Lettre de M. Sellier à l'Intendant, se plaignant des intrigues et cabales que l'on fait contre lui, et lui demandant encore pour cette année une gratification. Amiens, 19 janvier 1779. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur envoyant celle du sieur Sellier et leur observant que celui-ci, ayant des appointements manuels, n'est pas dans le cas de recevoir de gratifications quand il n'y a pas de travaux

extraordinaires. 22 janvier 1779. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, appuyant la demande du sieur Sellier, à cause des soins qu'il prend depuis quelques années des bâtiments de l'hôtel des gardes du corps, cette surveillance exigeant même de sa part des avances d'argent. Amiens, 25 février 1779. — Ordonnance de 300 livres de gratification à payer au sieur Sellier. 30 mars 1779. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver les délibérations qu'ils ont prises, malgré la détresse de leurs finances, pour réparations urgentes à faire aux couvertures de la Malmaison, de la salle des pestiférés, de la poissonnerie, de la maison des filles pénitentes, de la halle de la fabrique et d'une maison rue des Viésiers ; « il pleut dans tous ces différents bâtiments. » Amiens, 22 novembre 1783. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne l'exécution de l'édit d'avril 1683 et des arrêts du Conseil des 7 mai et 2 décembre 1783 ; qui casse et annule toutes les procédures faites au parlement de Paris par le chapitre d'Amiens depuis l'arrêt du Conseil du 2 décembre 1783, tant contre les officiers municipaux en exercice que les sieurs Morgan, Ogier, Baron, Gossard et Leleu, officiers municipaux de l'exercice de 1776, et notamment les arrêts des 8, 20 et 31 mars 1783, ensemble tout ce qui pourrait s'en être ensuivi ; fait défenses au chapitre de faire à l'avenir de semblables procédures, à peine de toutes pertes, dépens, dommages et intérêts ; condamne ledit chapitre à rendre et restituer les sommes que les officiers municipaux en exercice et les sieurs Morgan, Ogier, Baron, Gossard et Leleu auraient pu être contraints de payer ; les condamne pareillement aux frais faits au Parlement et au coût du scel, contrôle et signification de l'arrêt. » 22 juin 1784 (impr. 15 p. in-4°. Amiens). — « Rapport sur la requête présentée par les habitants des rues du Hoquet et de la Barrette, qui demandent qu'on opère le curement du canal du Hoquet, à raison des atterrissements qui s'y sont formés, et du mauvais air qui s'en exhale », par M. Rousseau. 18 avril 1790. — Requête des officiers municipaux à l'évêque d'Amiens à l'effet du curage du canal du Hoquet. Amiens, 22 avril 1790. — Plan de l'hospice Saint-Charles à Amiens. XVIII^e s. — « Plan de l'hôtel de la chaussée d'Eu, qui fait la maison abbatiale de Saint-Jean d'Amiens, rue Saint-Jacques. XVIII^e s., — etc.

C. 785. (Liasse.) — 31 pièces, papier (1 imprimée, 1 plan).

1732-1779. — AMIENS. — Voirie. — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, interdisant de mettre des fumiers sur la chaussée de la Hotoie, et de laver du linge dans les canaux de la promenade. Amiens, 20 mai 1732

(impr. affiche). — « Mémoire sur une nouvelle prétention formée par les trésoriers de France d'Amiens, contre les officiers municipaux de ladite ville », au sujet de la condamnation induement prononcée par les trésoriers de France, contre le maçon chargé par la ville des réparations au pont à Bras, pour n'avoir pas demandé permission à ceux-ci. 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant copie dudit mémoire qu'ils ont présenté au Conseil. Amiens, 11 mai 1767. — Lettre de M. Boutin à l'Intendant, le priant de tâcher de terminer par la voie de la conciliation, la contestation entre les officiers municipaux d'Amiens et les trésoriers de France. Il lui paraît d'ailleurs que, les trésoriers de France ayant la connaissance exclusive de tout ce qui concerne la voirie, les officiers municipaux doivent se concerter avec eux, pour tous les ouvrages nouveaux, entrepris pour l'utilité ou la décoration publique. Paris, 25 mai 1767. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant de se charger de ladite affaire. Paris, 9 juin 1767. — Lettre des présidents trésoriers de France à Amiens à l'Intendant, acceptant sa médiation dans leur contestation avec la ville. Amiens, 16 juin 1767. — Id. des officiers municipaux d'Amiens. Amiens, 20 juin 1767. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, Il n'a pas de médiation à donner entre eux et les trésoriers de France ; c'est aux parties à s'arranger amiablement. Paris, 24 juin 1767. — Lettre de l'Intendant à M. Boutin, lui rendant compte de l'arrangement intervenu entre les trésoriers de France et les officiers municipaux d'Amiens. Amiens, 2 août 1767. — Lettre de M. Boutin à M. Dupleix intendant, lui envoyant un mémoire « par lequel les maire et échevins d'Amiens se plaignent de ce que les officiers du bureau des finances de cette résidence, ont attenté à leur juridiction de police, en ordonnant l'inscription du nom des rues aux maisons qui en font le coin. » Il croit les maire et échevins assez fondés dans leur réclamation, et le prie d'entendre les trésoriers de France, d'examiner l'affaire et de lui en rendre compte. Paris, 13 février 1768. Avec ces mots de la main de l'Intendant à M. d'Hesbon : « Voilà encore de quoi mettre le feu aux étoupes par la communication de ce mémoire moitié savant, moitié badin. Il faut avoir bien du temps de reste pour écrire sans cesse sur de pareils objets. Cela ne peut pas manquer de rallumer la guerre. Il faut faire cette communication par la voie de M. Ducastel. Peut-être les hautes parties litigantes trouveront-elles encore cela mauvais, mais il n'en faut pas moins que cela soit : 1° pour conserver toujours beaucoup de considération aux subdélégués, ce qui est essentiel pour le bien du service ; 2° pour la commodité même du service, attendu qu'on ne peut pas faire directement toutes ces instructions. » — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le chargeant de ladite affaire.

Paris, 23 février 1768. — Lettre des trésoriers de France à l'Intendant, lui envoyant copie de la lettre qu'ils ont écrite au contrôleur général, et se plaignant des infractions commises par les officiers municipaux au traité intervenu entre eux. Amiens, 7 mars 1768. — Note au sujet de ladite affaire. « La forme que les officiers du bureau des finances ont adoptée pour répondre au mémoire des officiers municipaux est fort singulière. Si tout le monde veut prendre ce ton, il faudra que le ministre ne renvoie plus d'affaires à MM. les intendants. Cela fait pitié ; et ce qui est encore plus pitoyable, c'est que le gouvernement laisse faire tout cela. On passera cela très doux, de même qu'on a passé la conduite que les officiers municipaux ont tenue à l'égard de M. Ducastel ; au sujet de l'affaire avec les consuls. » 14 mars 1768. — Lettre de l'Intendant à M. Boutin, l'informant que les trésoriers de France s'étant directement adressés au ministre, il ne peut donner son avis sur une instruction aussi brève. Il lui envoie toutefois les pièces qu'il lui a demandées, et pense qu'il conviendrait de voir ce qui se fait à Paris en pareille matière. Paris, 15 mars 1768. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens, au sujet de la prétention des trésoriers de France, à étendre aux édifices publics, leur juridiction sur la voirie 20 août 1774. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant le précédent mémoire, et se plaignant de ce que les trésoriers de France veulent encore assujettir à leur autorisation les réparations aux ponts publics. Amiens, 20 août 1774. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur marquant que, pour prévenir à l'avenir de pareilles contestations, il convient de faire régler avec les trésoriers de France, leurs droits respectifs d'une manière invariable. 3 septembre 1784. — Lettre de l'Intendant à M. Boullongne, lui donnant son avis sur la contestation entre les officiers municipaux d'Amiens et les trésoriers de France. « Les motifs que la ville fait valoir me paraissent aussi sensés que solides, et la condamnation d'amende prononcée contre l'ouvrier qui était chargé de réparer un petit pont de bois, pour les gens de pied, dans un quartier désert de la ville au-dessus des remparts, est une pure tracasserie de la part du bureau des finances, et annonce un dessein marqué de la part des officiers qui le composent, d'étendre leur juridiction et de troubler les opérations des officiers municipaux, qui se conduisent cependant avec beaucoup de sagesse, et qui ne font absolument rien sans avoir mon agrément. » Amiens, 26 septembre 1774. — « Mémoire sur le défaut de méthode des alignements des rues de la ville d'Amiens, et sur la nécessité d'un plan général de la

ville pour y remédier. » v. 1778. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui demandant que les plans d'alignements tracés pour chaque rue, leur soient communiqués. Amiens, 24 juillet 1778. — Id. 15 avril 1779. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les informant que lesdits plans leur seront communiqués. Amiens, 11 mai 1779. — « Idée des alignements à tracer dans les rues Saint-Leu et Basse Saint-Martin. » Plan indiquant les noms des propriétaires riverains et l'état des maisons de l'église Saint-Martin à l'église Saint-Leu. 1779, — etc.

C. 786. (Liasse.) — 19 pièces, papier (4 imprimées, 1 plan).

1779-1788. — AMIENS. — Voirie. — « Ordonnance des officiers municipaux de la ville d'Amiens, portant nouveau règlement sur la police de la navigation des hortillons de la haute Somme. » Amiens. 14 août 1779 (impr. 7 p. in-4°). — « Ordonnance des officiers municipaux, juges de police de la ville d'Amiens, au sujet des périls imminents aux maisons et bâtiments de la ville et banlieue. » Amiens, 28 septembre 1782. (impr. affiche). — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, au sujet de dégradations commises au chemin de la Fosse-Ferneuse, par la voiture du sieur Genti, maçon. Amiens, 30 janvier 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens, la terre étant couverte d'une grande quantité de neige, priant l'Intendant de donner des ordres aux syndics des villages de la vallée de la Selle de faire lever toutes les vannes des moulins, pour parer aux inondations en cas de dégel. Amiens, 19 février 1784. — Plan du chemin d'Amiens à Cagny, v. 1784. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, au sujet d'une reconstruction à faire au pont du faubourg de Hem à Amiens, par suite de la fonte des neiges. Paris, 27 avril 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, au sujet de ladite reconstruction. Amiens, 12 mai 1784. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant qu'il pense comme lui que la ville ne doit pas être tenue à la réparation du pont. 8 juin 1784. — Lettre de M. Delessart à l'Intendant, lui envoyant une requête des habitants de Saint-Maurice lès Amiens, qui se plaignent de ce que les officiers municipaux d'Amiens les ont commandés pour casser les glaces et nettoyer les rues de leur ville ; il lui demande son avis. Paris, 31 mars 1785. — « Extrait du registre aux délibérations de la ville d'Amiens, » arrétant que les commissaires aux ouvrages seront priés de faire la visite générale des édifices, ponts, quais, chaussées et pavés de la ville et de dresser un devis estimatif des réparations à y faire. 26 avril 1785. Expédition du 1^{er} mai 1785. — « Mémoire pour les officiers municipaux d'Amiens, contenant plusieurs plaintes au sujet de plusieurs parties des places publiques et des rues de la ville, concédées à

des particuliers par les trésoriers de France, au préjudice du bien public et en contravention des lois et règlements. » 7 mars 1787. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens, » à l'effet de profiter de la circonstance de la suppression du bureau des finances, pour demander à ce que la voirie soit réunie aux fonctions municipales. 5 juin 1788. Expédition du 13 juin 1788. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui condamne la veuve Létocart, en 100 livres d'amende, pour avoir fait faire des réparations à la façade extérieure de sa maison, sans en avoir obtenu la permission. » 22 juillet 1788 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, interdisant aux teinturiers et autres de rien jeter dans le canal allant du pont du Don à l'abreuvoir du Quai, pendant le curement dudit canal. XVIII^e s., — etc.

C. 787. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1757-1759. — AMIENS. — Affaires militaires. — Lettre de M. Settier, major des gardes françaises à l'Intendant, en réponse à la demande qu'il lui a faite de quatre soldats du régiment pour empêcher les dégradations aux remparts de la ville d'Amiens. Il n'en à point « à pouvoir être dispensés du service pendant toute une année : ceux qui demandent des congés soit pour aller passer trois à quatre mois dans leur patrie, soit pour être employés aux contraintes des tailles, soit enfin pour garder les biens de la campagne avant la moisson, reviennent aux drapeaux à l'expiration du terme de leur permission ; d'autres obtiennent la liberté de travailler à Paris ou aux environs, et rejoignent au bout de quelque temps de leur absence.... Tous ces absents sont obligés de payer leur service à leurs camarades, et par là, tant ceux qui sont employés que ceux qui restent à la troupe, trouvent un bénéfice qui supplée à la médiocrité de leur paye pour les faire subsister. Seconment, la paye qu'on propose aux quatre hommes ne paraît pas suffisante : les 300 l. de gages ne font que 16 s. 6 d. par jour. Ils ne pourront guère se passer à moins pour la nourriture seule : il leur faut en outre le blanchissage, le tabac, l'entretien du linge, bas et souliers.... Comme le régiment pourra bien marcher l'année prochaine en campagne et qu'il s'y trouvera des soldats peu propres à faire la guerre, qui peut-être demanderont les invalides et qui pourront encore être très capable à remplir les fonctions qu'on leur destine à Amiens, je serai attentif à les proposer à ceux que je croirai convenir le mieux à tous égards et sans être sujets au vin. » Paris, 6 juillet 1757. — Lettre de M. Settier à l'Intendant, l'informant qu'il a plusieurs hommes à sa disposition. Il lui demande seulement si la

religion et le mariage peuvent être un obstacle. Il serait bien aise « de donner la préférence aux protestants parce qu'ils ont le malheur de ne pouvoir être reçus aux invalides. » Paris, 15 juillet. — Lettre de M. Settier à l'Intendant, l'informant qu'il a pris ses dispositions pour lui envoyer les quatre hommes qu'il désire. Paris, 20 juillet 1757. — Lettre de M. Settier à l'Intendant, lui envoyant un caporal et trois hommes, dont un seul est catholique. Paris, 24 juillet. 1757 — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant, l'informant de l'arrivée des Suisses. 28 juillet 1757. — Ordonnance des lieutenant général de police, maire et échevins d'Amiens, établissant une garde de quatre hommes pour la surveillance des remparts. Amiens, 28 juillet 1757. — « Extrait des ordonnances de l'hôtel-de-ville, pour servir de consigne aux Suisses préposés à la garde des remparts et promenades publiques. » v. 1757. — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant. « J'ai fait hier le tour des remparts avec les quatre Suisses à moustaches : tous les ouvriers sauteurs étaient à leurs fenêtres à nous conduire des yeux. Ils ont commencé aujourd'hui à exercer leurs fonctions.... Ils ont choisi le corps de garde de la porte d'Hotoie du côté de la ville pour un de leurs postes et logement.... Je ne vous ai proposé les fusils à deux coups que par la possibilité d'y ajuster des baïonnettes. » 30 juillet 1757. — Lettre de M. Settier à l'Intendant, au sujet des quatre gardes des fortifications. « À l'égard de l'habit uniforme du régiment dont vous vous proposez de les faire vêtir, je crois comme vous, Monsieur, que c'est celui qui imposera le plus dans leurs fonctions. Je n'y vois aucun inconvénient. » Paris, 17 août 1757. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens, estimant que le sieur Desjardin, greffier des portes de la ville, est à débouter de sa demande à être payé d'une somme de 110 livres à lui due par la ville pour gratifications. Amiens 3 septembre 1759. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite demande. « Les fonctions du suppliant paraissent bien utiles au bon ordre public, la tenue des registres des bourgeois qui forment les détachements destinés au service des patrouilles... est un contrôle qui renseigne dans le cas de désordre ou de malversation. » 28 octobre 1759, — etc.

C. 788. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1766-1770. — AMIENS. — Affaires militaires — « Ordonnance du Roi, concernant les dispositions relatives au passage, séjour et logement de ses troupes et la manière d'y pourvoir. » 17 mai 1766. — Lettre de M. Dupeuty à l'Intendant, lui faisant ses représentations sur la difficulté qu'il éprouve à être payé des 400 l. qui lui sont dues par la ville d'Amiens, pour l'année de son logement échue le 31 décembre précédent. Amiens, 9 avril 1770. — Note de l'Intendant à M. d'Hesbon, le priant d'écrire aux officiers municipaux, « non comme donnant un ordre, mais une invitation pressante de

satisfaire à cette dette. » 10 avril, 1770 ; et réponse de M. d'Hesbon. « Il faut bien écrire aux municipaux par la raison que M. l'Intendant en donne, mais il n'y a en vérité que cette seule raison qui puisse y déterminer, car on doit avoir la plus grande répugnance à écrire une lettre qui ne servira qu'à attirer une réponse dans le style ordinaire et accoutumé, qui n'est autre qu'un persiflage fort insolent. M. Dupeuty, que j'ai vu ce matin, m'a dit qu'il en avait parlé à l'avocat Baron, échevin, qui est le grand faiseur, et qu'il avait vu très clairement qu'ils n'ont d'autre but que de faire crier tout le monde ; c'est un parti pris chez eux. M. Dupeuty prétend qu'ils font aussi essuyer des retards au major, à M. Larcher, etc. Il faudra voir ce que tout cela deviendra... Au reste ce n'est pas à eux qu'il faut en vouloir, ils font leur métier ; ils veulent être indépendants, c'est un désir qui est naturel à tous les hommes ; ils ne sont coupables que quand ils y mettent de la malhonnêteté ; mais au fond la faute en est au gouvernement seul d'avoir mis la bride sur le cou à de pareilles têtes, et de ne pas s'occuper des moyens de les faire rentrer dans la subordination. » 12 avril 1770. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, leur marquant que le ministre verrait avec un très grand déplaisir leur résolution de ne plus payer le logement du commissaire des guerres, et les priant d'y réfléchir encore. Paris, 14 avril 1770. — Lettre de l'Intendant à M. Dupeuty, lui envoyant copie de la lettre précédente. Si les officiers municipaux persistent dans leur refus, il n'aura d'autre parti à prendre que de s'adresser directement au ministre de la guerre. Paris, 14 avril 1770. — Lettre des officiers municipaux et notables d'Amiens à l'Intendant, protestant de leur meilleure volonté, mais assurant que c'est la seule impossibilité où ils se trouvent, qui les a empêchés de satisfaire à cette dépense dont ils reconnaissent toute l'importance. Ils terminent en réclamant l'indulgence de l'Intendant. Amiens, 27 avril 1770. — Lettre du duc de Choiseul à l'Intendant, lui envoyant une plainte que M. Dupeuty lui a adressée. Il le prie de lui marquer sur quoi les officiers municipaux fondent ce refus, en faisant savoir à ceux-ci « que l'intention du Roi est qu'ils acquittent par préférence tout ce qui a une destination relative au service de S. M. » Versailles 20 mai 1770. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, les informant des intentions du ministre, et leur demandant ce qu'ils ont fait pour s'y conformer. Paris, 30 mai 1770. — Réponse des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant. Ils insistent sur le manque de fonds, et protestent qu'ils ne refusent pas de

payer ladite indemnité, mais qu'ils sont seulement obligés de l'ajourner. Amiens, 8 juin 1770 — Lettre de M. Dupeuty à l'Intendant, le priant d'écrire à nouveau au duc de Choiseul, et de lui indiquer les moyens de faire cesser « la désobéissance et la mauvaise volonté de ces officiers municipaux. » Amiens, 28 juin 1770. — Lettre de l'Intendant au duc de Choiseul, relativement à ladite affaire. 18 juillet 1770. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui rendant compte de ladite affaire. 19 juillet 1770, — etc.

C. 789. (Liasse.) — 10 pièces papier (1 imprimée).

1767-1769. — AMIENS. — Affaires militaires. — « Copie de la lettre écrite par M. Dupleix, intendant de Picardie, aux officiers municipaux d'Amiens » les informant que le Roi a décidé qu'ils paieraient à l'avenir une somme de 300 l. à M. de la Combe, prévôt général de la maréchaussée de Picardie, à titre d'indemnité de logement. Paris, 10 juillet 1767. — « Extrait des nouvelles observations sur les états envoyés par la ville d'Amiens, en exécution de l'édit de mai 1765, art. 50 ; « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens » arrêtant qu'il y a lieu de payer ladite somme demandée par l'Intendant. 15 juillet 1767. Expédition du 18 juillet 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à M. Langlois, demandant que ladite somme de 300 l. soit imputée sur l'octroi de Picardie. Amiens, 18 juillet 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens au contrôleur général, sur le même objet. Amiens, 14 août 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'attendre pour prendre une nouvelle délibération, qu'ils aient reçu une réponse du contrôleur général. Amiens, 14 août 1767. — Lettre de M. de Laverdy à l'Intendant, lui envoyant les deux lettres des officiers municipaux, et l'engageant à avoir égard aux représentations qu'elles contiennent, « attendu que la ville d'Amiens est très obérée et n'est point en état de supporter une augmentation de charges. » Paris, 29 août 1767. — « Instruction pour les officiers majors des places, sur ce qu'ils ont à faire, en exécution du titre 36 de l'ordonnance du 1^{er} mars 1768, concernant le partage de leurs émoluments. » Fontainebleau, 12 octobre 1768 (impr. 6 p. pet. in-fol.) — « État des appointements et émoluments de l'état-major de la ville d'Amiens, année 1769. » — « Moyens allégués par les officiers municipaux de la ville d'Amiens, pour être dispensés de deux articles d'émoluments à leur charge répétés par l'état-major de la place. Réponses et observations de l'état-major de la ville d'Amiens à Messieurs de l'hôtel-de-ville. » Août 1769, — etc.

C. 790. (Liasse.) — 7 pièces, papier,

1784-1795. — AMIENS. — Affaires militaires. — « Copie de la lettre écrite à M. le prince de Tingry, par MM. les officiers municipaux de la ville d'Amiens, » tendant à ce qu'on laisse à ceux des habitants qui ne peuvent fournir le logement dans leurs maisons aux gardes du corps, la faculté de s'associer jusqu'au nombre de trois, pour louer une chambre en commun, et que cette chambre puisse servir à loger successivement les gardes de chacun, pourvu que chacun de ces trois gardes soit d'une résidence différente des deux autres. « Chaque compagnie est composée de cinq brigades : il y a toujours nécessairement une de ces cinq brigades de service près de Sa Majesté ; il ne peut donc jamais y avoir que quatre brigades rassemblées au quartier.... L'état général du complet monte, pour les cinq brigades, à 318 logements. Nous n'y comprenons pas : 1^o le logement du chirurgien major payé en argent par la ville ; 2^o l'hôtel loué et meublé aux dépens de la ville pour le logement de MM. les commandants ; 3^o les pavillons de l'hôtel de Cerisy, qui contiennent encore deux logements d'officier majors, 34 logements de gardes et 18 logements de trompettes, piqueurs et maréchaux. Dans ces 318 logements, il y en a 228 fournis en nature chez les habitants Le complet des quatre brigades qui pourraient être réunies en même temps au quartier n'est que de 252 logements..... On ne peut.... se dissimuler que nos habitants ne souffrent depuis longtemps de la charge qui les écrase, puisque tel d'entre eux qui ne peut être imposé à 12 livres de capitation a été obligé de payer 100 livres par an depuis 1758 pour le logement d'un garde du corps : en second lieu, parmi tous les moyens de consolider le rapprochement que M. le prince de Luxembourg a eu intention d'opérer pendant son séjour à Amiens, il n'en est pas de plus efficace ni de plus solide, que celui de procurer du soulagement aux habitants, et de leur bien persuader que la compagnie y concourt avec bienveillance. » 23 novembre 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant lui envoyant la précédente copie et le priant de l'appuyer. Amiens, 25 novembre 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant leurs observations à la réponse du prince de Luxembourg. Amiens, 15 décembre 1784. — « Copie de la lettre écrite par M. le baron de Breteuil à MM. les officiers municipaux d'Amiens. » Il a pris les ordres du Roi, qui a jugé « que la difficulté que vous avez faite n'était pas fondée. Les dispositions de l'ordonnance du 1^{er} mars 1768 sont trop précises pour que vous ayez pu vous y méprendre : l'intention de Sa Majesté est que vous vous y conformiez

exactement, et que vous fournissiez les logements, à la compagnie de Luxembourg au complet de chaque brigade. » S'ils ont quelque adoucissement à espérer, ce n'est que du prince de Luxembourg, et qu'autant que le bien du service ne s'y opposera pas. 17 février 1785. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant copie de leurs observations à la lettre précédente. Amiens, 2 avril 1785, — etc.

C. 791. (Liasse.) — 30 pièces, papier (4 imprimées).

1788-1790. — AMIENS. — Garde et milice bourgeoise. — « Règlement pour les bourgeois marqués de la ville d'Amiens » par le duc de Chaulnes, gouverneur de Picardie. 24 septembre 1738. — « Mémoire sur les marqués de la ville d'Amiens. » v. 1765. — « Emploi des deniers provenant de la recette des marqués, suivant les ordres et règlement de Monseigneur le duc de Chaulne, du 24 septembre 1738. Il est accordé 18 marqués par jour, par l'article 7 de ladite ordonnance. » Juillet 1765. — Sentence de l'échevinage d'Amiens, qui condamne les notaires de cette ville à continuer de faire le service personnel de la garde. 30 juillet 1768. — Requête des officiers municipaux d'Amiens à M. Dupleix, intendant, à l'effet de contraindre les notaires de cette ville au service personnel de la garde. 13 juillet 1769. — « Règlement pour la garde bourgeoise de la ville d'Amiens. » Paris, 26 avril 1769 (impr. affiche). — « Sur les marqués. Tous les bourgeois d'Amiens sont sujets au service de la garde, à moins qu'ils n'en soient exempts par charge ou autres privilèges. Mais parmi les non exempts, il en est qui sont dispensés du service personnel, moyennant une contribution annuelle. On accorde cette dispense à ceux dont la profession est plus utile au public, tels que notaires, procureurs, etc. Ceux qui sont ainsi dispensés s'appellent *marqués*, parce qu'ils sont marqués ou inscrits sur un rôle particulier. » v. 1769. — Mémoire du chevalier de La Ferrière, gouverneur d'Amiens, en réponse à l'avis de l'Intendant sur l'affaire des marqués. v. 1771. — « Réponse du sieur de Romainville, major d'Amiens, à l'avis qui vient d'être donné à Mgr le marquis de Monteynard sur l'origine et le produit des marqués de ladite ville. » v. 1771. — Requête à l'Intendant des sieurs « Dejardin, aide major de la ville d'Amiens, Joubert, capitaine des portes, Dejardin, commandant de la garde bourgeoise, de Béthune, greffier des portes, tous ces trois officiers à la nomination de M. le gouverneur, et payés de leurs appointements par MM. les maire et échevins, sur le produit des marqués établis depuis plus de cent ans, en outre des deux tambours » à l'effet d'être payés intégralement sur les fonds de l'octroi de leurs appointements qui, depuis plus de douze ans, ne leur sont servis qu'imparfaitement. v. 1772. — « Copie du règlement de Mgr le maréchal duc de Chaulnes,

gouverneur d'Amiens, concernant les marqués, du 24 septembre 1738... ; Copie du règlement de M. Chauvelin, intendant d'Amiens, du 28 août 1689. » — Lettre de M. de Monteynard à M. d'Agay, intendant, le priant d'examiner, pour la terminer, la contestation entre les officiers municipaux d'Amiens et l'état-major, au sujet des marqués. Versailles, 18 janvier 1772. — « Extrait du registre aux chartes et aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens » contenant un règlement relatif à la milice bourgeoise. Amiens, 24 septembre 1738. Expédition du 8 avril 1772. — « Extrait du registre aux chartes et aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens. » Ordonnance de M. Chauvelin astreignant au service de la garde tous les habitants de la ville, à l'exception des nobles, officiers du bureau des finances, du présidial, maire et échevins et officiers de ville actuels seulement, etc. 4 septembre 1740. Expédition du 9 avril 1772. — « Ordonnance du Roi, concernant la discipline et la juridiction de la garde bourgeoise de la ville d'Amiens. » 11 janvier 1773 (impr. 5 p. in-4°). — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, sur une requête du sieur de Béthune, greffier des portes, tendant à obtenir une gratification sur la caisse des marqués. Amiens, 24 décembre 1782. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'autoriser une délibération qu'ils ont prise, pour accorder une gratification au nommé Groseille, tambour de la ville, en récompense des soins qu'il s'est donnés pour veiller à la distribution du chauffage dans les corps de garde. Amiens, 11 décembre 1785. — Lettre de l'Intendant au comte de Saint-Priest, à M. Necker, au comte de la Tour du Pin, à M. Lambert et au garde des sceaux, leur rendant compte de troubles survenus à Amiens au sujet de nouveaux règlements donnés à la milice citoyenne. 17 décembre 1789. — Réponse du comte de Saint-Priest à l'Intendant. L'affaire a été déférée à l'Assemblée Nationale. Celle-ci a rendu un décret qui, il l'espère, ramènera le calme à Amiens. Paris, 20 décembre 1789. — Lettre de l'Intendant aux mêmes, les informant que « le calme et la tranquillité règnent dans la ville d'Amiens, depuis le 15 de ce mois, que l'on y a déployé le drapeau rouge. » 22 décembre 1789, — etc.

C. 792. (Liasse.) — 14 pièces, papier (6 imprimées).

1754-1789. — AMIENS. — Police. — « De par les lieutenant général de police, maire et échevins de la ville d'Amiens. Ordonnance pour la police en général, et notamment des remparts, fortifications,

travers d'eau, promenades, assemblées, jeux, cabarets et autres lieux publics, lanternes et batailles ou mahonnages. » Amiens, 2 novembre 1754 (impr. 8 p. in-4°). — Lettre de M. d'Hangard, informant qu'il a fait arrêter à la halle un jeune homme liégeois qui vendait des anneaux de cuivre, qu'il faisait passer pour de l'or, et qui est réclamé par un sergent d'O'Gilwy irlandais, disant l'avoir engagé. Amiens, 25 novembre 1757. — « Copie de la lettre écrite par M. de Fréchencourt (conseiller au bailliage, faisant fonction de lieutenant criminel) aux officiers municipaux », les priant de révoquer l'autorisation qu'ils ont donnée de faire un combat d'animaux dans la cour de la Malmaison, parce que « cela peut porter préjudice à la sûreté de la prison royale, qui n'est déjà que trop mauvaise, par les dégradations que l'on peut causer aux murs de clôture, et donner lieu à des malveillants de s'insinuer dans les entours de cette prison. » Il les menace, en cas de refus, « de rendre une ordonnance rigoureuse qui, en défendant de semblables jeux, pourvoira à la sûreté des prisons royales. » 12 septembre 1769. — « Copie de la lettre écrite par les officiers municipaux d'Amiens à M. de Fréchencourt de Daours, conseiller au bailliage de ladite ville. » Les craintes que le geôlier de la Malmaison lui a suggérées sont exagérées. « La cour de la Malmaison, dans laquelle les combats d'animaux doivent avoir lieu, appartient à la ville : ce ne sont point les murs du cachot ni du préau, ni des autres parties intérieures de la prison, qui donnent sur cette cour, c'est seulement l'un des murs extérieurs du bâtiment de la geôle ; il y a dans ce mur des vues à hauteur d'appui pratiquées sur la cour en question, mais ces vues sont tout aussi libres, aussi accessibles à tous venants, en tout autre temps, qu'elles le seront lors des combats ; et elles ne le seront pas avec plus de danger que ne le sont d'autres vues pratiquées dans la façade même de la Conciergerie, sur la place où le peuple s'assemble en foule à chaque entrée ou à chaque sortie de prisonniers. Les combats dont il s'agit n'auront lieu que de jour ; le concours de monde qu'ils attireront ne peut pas plus donner lieu aux malveillants de s'insinuer dans les entours de la prison, que lorsqu'une cause célèbre attire un pareil concours aux audiences du bailliage. Il y aurait encore moins de possibilité que lors des audiences, parce que, pendant le combat, toutes les portes du bailliage... seront exactement fermées et exactement gardées, au lieu que, pendant les audiences, tout est ouvert, et rien n'est gardé. » Ils font enfin observer que l'ordonnance qu'il les menace de rendre pour interdire ces combats, serait un empiétement sur les droits de police de la ville. 14 septembre 1769. — « Copie de la lettre écrite par les officiers municipaux et notables de la ville d'Amiens à Mgr le duc de Choiseul, ministre et secrétaire d'État » le priant de lever la défense qu'il leur

a faite d'accorder à l'avenir la permission de donner des combats d'animaux dans la cour de la Malmaison. Ils font observer que le terrain sur lequel ils ont accordé cette permission « appartient à la ville, l'huissier-concierge de l'hôtel-de-ville y a son logement, les sergents à masse, officiers de la ville y ont leur bureau : sur ce terrain est encore une grande et ancienne salle appelée la Malmaison, appartenant aussi à la ville : cette salle tient et sert d'entrée à l'auditoire du bailliage ; l'un des murs de la prison donne sur le terrain en question : le perron de maçonnerie qui est au devant de la porte d'entrée de la salle touche au mur de la prison, et se trouve même dans l'angle formé par ce mur et par celui de la salle. Voilà l'idée exacte du local. Il n'y a point eu de loges construites lors des combats, c'est un fait vrai ; il n'y a eu seulement qu'une enceinte de planches pour mettre les spectateurs en sûreté, et qu'une espèce de théâtre pour les y placer. Ce théâtre était à la suite du perron, contre le mur de la prison. » Il n'y a pas eu plus de foule « que les jours de la prestation de serment des maires, dont la cérémonie se fait dans la salle en question, et lors de laquelle le terrain dont s'agit, et la salle, et le perron, et tous les autres environs de la prison sont remplis d'une multitude de peuple. Il n'y en avait pas plus lorsque, par la permission de nos prédécesseurs, l'on a donné des spectacles nocturnes dans cette salle. » Amiens, 16 décembre 1769. — Lettre de l'Intendant à M. de Vergennes, l'informant de l'écroulement de la maison en réparations d'un ecclésiastique, rue des Fossés, et dans lequel un charpentier fut tué, et les autres ouvriers grièvement blessés. Amiens, 18 avril 1777. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui approuve et autorise les règlements des officiers municipaux de la ville d'Amiens, pour les secours à apporter lors des incendies. » 29 mai 1782 (impr. 8 p. in-4°). — « Ordonnance des officiers municipaux de la ville d'Amiens, portant règlement sur le bois de corde, et établissement d'une membrure pour l'encordage d'icelui. Suivie d'une instruction sur tous les objets de ladite ordonnance. » Amiens, 24 octobre 1786 (impr. 25 p. in-4°. Amiens). — « Notes sur les poids, mesures, commerce, et autres objets particuliers à la ville d'Amiens et ses environs. » XVIII^e siècle. — « Ordonnance des officiers municipaux, juges de police de la ville d'Amiens, portant fixation du nombre des jeux de billard en cette ville, et règlements pour lesdits jeux. » Amiens, 21 août 1788 (impr. affiche). — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant au sujet de la demande faite par le sieur Lordel, qui a créé sur le Mail une maison où il tient un cabaret et un billard, de continuer, malgré l'ordonnance des maire et échevins du 21 août dernier, à cumuler les deux états de

cabaretier et de maître de billard. « Cette ordonnance est fort sage dans ses dispositions : quoique le billard soit par lui-même un jeu d'un exercice honnête et utile, la multiplicité des salles n'en devient pas moins dangereuse à la jeunesse qui les fréquente : la cumulation de l'état de maître de billard avec d'autres états qui facilitent les occasions de dépense et de débauche est aussi très prudemment défendue. » Il y a donc lieu de maintenir le sieur Lordel dans l'exercice de sa salle de billard, mais à charge par lui de cesser d'exercer en même temps l'état de cabaretier. Amiens, 10 février 1789, — etc.

C. 793. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1757-1785. — AMIENS. — Assistance publique. — Ordonnance de 300 l. à payer sur l'octroi de Picardie au sieur Nicolas Brasseur, « par forme de gratification, pour les peines et soins qu'il s'est donnés gratuitement envers les pauvres malades de ladite ville (d'Amiens), et pour le dédommager des livraisons de bandages qu'il a faites aussi gratuitement. » Paris, 21 avril 1757. — Nouvelle ordonnance de 300 l. en faveur du sieur Brasseur. Remiencourt, 21 novembre 1757. — Mémoire des maires et échevins d'Amiens, observant que les 300 l. de gratification sont plus que suffisantes pour indemniser le sieur Brasseur, et estimant que le surplus de la requête de celui-ci est à rejeter. 17 février 1759. — Avis de M. Ducastel, sur la gratification à accorder au sieur Brasseur. 19 février 1759. — Ordonnance de 300 l. à payer au sieur Brasseur. Amiens, 22 février 1759. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens, appuyant la demande faite par le sieur Brasseur, d'une gratification de 200 l. indépendamment de celle de 300 l. qu'il reçoit tous les ans. 21 septembre 1764. — Avis de M. Ducastel sur ladite demande. « Le suppliant est un homme très utile aux pauvres de cette ville atteints d'hernies : il les affectionne, les soulage et même en guérit gratuitement plusieurs, lorsqu'ils sont encore jeunes.... Il s'en faut que le suppliant soit à son aise. » Il y a lieu de lui accorder la gratification. 1^{er} octobre 1764. — Ordonnance de 500 l. à payer au sieur Brasseur. 5 octobre 1764. — Requête de Nicolas Brasseur à M. Dupleix, intendant, à l'effet d'obtenir une somme de 300 l. par augmentation de 600 l. que le corps municipal lui accorde par forme de pension. 25 août 1769. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite requête. 13 septembre 1769. Avec une note de l'Intendant, se refusant à ladite augmentation. 18 septembre 1769. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver une délibération par laquelle ils ont rendu au sieur Lebel, médecin herniaire, une somme annuelle de 200 l., qui avait été retenue sur ses appointements de 600 l., au profit de la femme de son prédécesseur. Amiens, 27 novembre 1784. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'approuver une délibération qu'ils ont prise au sujet de la pension de

1501. de la veuve du sieur Marteau, médecin. Amiens, 4 mars 1784, — etc.

C. 794. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1768-1783. — AMIENS. — Assistance publique. — « Observations du commissaire nommé pour l'exécution de la délibération de l'assemblée de notables du 26 septembre 1768, par lesquelles il fait voir ce que pourra coûter l'approvisionnement de tourbes qu'il y est projeté. » — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées des officiers municipaux de la ville d'Amiens », arrêtant l'acquisition de 200 piles de tourbes, pour parer à une disette probable de ce combustible. 22 septembre 1768 ; et approbation de cette délibération par l'assemblée de notables. 26 septembre 1768. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant le priant d'approuver ladite délibération. Amiens, 28 septembre 1768. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui exposant que le mauvais temps n'ayant pas permis à la ville d'acquiescer de tourbes, la disette menace de s'en faire sentir. Il y en a dans les environs de l'Étoile et de Condé Folie, les propriétaires abusant de leur besoin ont porté de 80 l. à 100 l. la batelée. Ils le prient d'employer son autorité pour forcer ceux-ci à mettre leurs tourbes à un prix raisonnable. 24 novembre 1768 ; avec cette note de l'Intendant à M. Bouteiller : « Cette proposition n'a pas le sens commun ; je ne suis pas le maître d'obliger les marchands de tourbes à vendre au prix que je voudrai. Il faut avoir le despotisme bien fourré dans la tête, pour penser qu'on va tarifer toute espèce de marchandise au gré des acheteurs. Répondre aux officiers municipaux, qu'en désirant de seconder leurs vues charitables, je ne le pourrai dans une semblable occasion. » 26 novembre 1768. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui exposant que, dans une ville de manufacture comme la leur, qui occupe près de 40,000 ouvriers, il est de leur devoir de s'occuper de la nécessité de ceux-ci. Or, ils ont appris que les magasins de tourbes, le seul chauffage dont les ouvriers puissent faire usage, sont vides, et la disette de ce chauffage se fait craindre pour l'hiver. « Il est encore à craindre, pour surcroît de misère, que les travaux de la manufacture ne diminuent.... les craintes à cet égard ne sont que trop fondées, beaucoup de fabricants ont déjà renvoyé une partie de leurs ouvriers ; les teinturiers, les apprêteurs en ont fait autant. » Ils ne voyent qu'un moyen, c'est de traiter directement avec les marchands de tourbes de la vallée de Long : cela ferait pour la ville une avance d'environ 4,000 l., dont elle

perdrait environ un sixième. Malheureusement l'état des finances de la ville ne leur permet pas cette œuvre de bienfaisance. « Vous connaissez, Monseigneur, sa position facheuse, tous les détails vous en ont été mis sous les yeux. » Il le prie de venir à leur secours. Amiens, 22 novembre 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le priant d'appuyer leur requête au baron de Breteuil, tendant à faire cesser les émigrations des ouvriers tourbiers. Amiens, 16 avril 1784, — etc.

C. 795. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1768. — AMIENS. — Assistance publique. — Note par laquelle la compagnie des curés d'Amiens, « ayant eu quelques sujets de mécontentement de MM. les officiers municipaux, par rapport aux aumônes accordées aux pauvres dont on les a privés en partie », envoie à l'Intendant la liste des pauvres de chaque paroisse. — Note de l'Intendant à M. d'Hesbon : « J'imagine que ce qui a donné occasion aux curés de m'écrire et de m'envoyer la liste de ces pauvres, c'est la représentation que j'aurai faite aux officiers municipaux et au maire, pour ménager les secours qu'une charité très louable avait procurée dans le moment du froid le plus rigoureux. Et voilà la preuve la plus sensible qu'on trouve toujours, même dans le bien, les plus grands obstacles. » Il croit d'ailleurs exagéré le chiffre de 13.000 pauvres, donné par les curés. 12 février. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui marquant que les curés ne les ayant pas secondés, ils ne peuvent lui envoyer la liste des pauvres pour cette année. Amiens, 14 février, — etc.

C. 796. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1771-1772. — AMIENS. — Assistance publique. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées de notables de la ville d'Amiens. » Arrêtant d'attribuer au sieur Collignon fils, successeur de son père dans la charge de chirurgien des pauvres, un traitement de 600 livres, à la charge « d'avoir soin des pauvres et de faire annuellement deux cours, l'un d'anatomie, l'autre de chirurgie » ; et de servir sur lesdites 600 livres une pension viagère de 300 livres à la veuve du sieur Collignon père. 17 mai 1771. Expédition du 9 mars 1772. — Requête des doyen et sous-doyen du collège des médecins d'Amiens à l'Intendant, demandant à leur profit la charge de médecins des pauvres, et la direction des cours d'anatomie et de chirurgie, moyennant une pension de 600 livres par an. 9 janvier 1772. — Requête de Mme veuve Collignon à l'Intendant, à l'effet d'approuver la délibération des officiers municipaux d'Amiens en sa faveur. 10 janvier 1772. — « Extrait du registre aux délibérations des assemblées des maire et échevins de la ville d'Amiens » arrêtant qu'il n'y a pas lieu de prendre en considération la

requête des doyen et sous-doyen du collège des médecins d'Amiens. 3 février 1772. Expédition du 4 février 1772. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire, estimant que, quels que soient les mérites de MM. Gauchain et Desmery, doyen et sous-doyen des médecins d'Amiens, leur réclamation ne lui paraît pas fondée. 25 février 1772. — Mémoire de M. Ducastel sur la requête de la dame veuve Collignon. « Le sieur Collignon, un des premiers chirurgiens de l'Europe fut mandé par M. Chauvelin, lors intendant de Picardie, et engagé de former son établissement en cette ville ; pour le fixer, par arrêt du Conseil, on lui assigna 1,400 livres de pension sur les revenus de l'hôtel-de-ville. Ses leçons publiques, les opérations merveilleuses qu'il a faites, ont réveillé les talents assoupis de nos chirurgiens, qui regardaient le sieur Collignon comme le plus grand maître qui eut paru jusqu'alors... Le sieur Collignon fils, instruit par un père aussi savant qu'adroit, démontre par les cures qu'il a faites, qu'il a été élevé à bonne école. » Il y a donc lieu d'approuver la délibération des officiers municipaux en faveur de ladite dame Collignon. 25 février 1772. — Ordonnance de l'Intendant, annulant la délibération de l'hôtel-de-ville du 17 mai 1771, et approuvant celle du 3 février 1772, par laquelle le sieur Collignon fils est nommé à la charge de chirurgien des pauvres, etc. 11 mars 1772, — etc.

C. 797. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1784-1789. — AMIENS. — Assistance publique. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant le priant d'approuver une délibération qu'ils ont prise en faveur des incendiés de Belloy-sur-Somme. 23 juin 1784. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens » arrêtant, sur le désir de M. Boistel de Belloy, de réduire de 300 livres à 100 livres le secours accordé par eux aux incendiés de Belloy. 26 juin 1784. Expédition du 27 juin 1784. — Ordonnance de 3,000 livres pour travaux de charité. 13 septembre 1789. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel-de-ville d'Amiens. » arrêtant de remercier la commission provinciale du nouveau secours de 6,000 livres qu'elle vient d'accorder à la ville par sa délibération du 5 ce mois, tout en protestant formellement « contre les termes insolites insérés dans l'article 3 de la délibération de MM. de la commission, et persister dans les fins et moyens contenus au mémoire par elle remis à l'Assemblée Provinciale, le 29 novembre 1787. » 8 janvier 1789, — etc.

C. 798. (Liasse.) — 13 pièces, papier (2 imprimées).

1744-1787. — AMIENS. — Subsistances. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui confirme et approuve le compte rendu par les maire et échevins de la ville d'Amiens, en exécution de l'arrêt du Conseil du 11 octobre 1740, devant le sieur Chauvelin, commissaire départi en la généralité d'Amiens, des deniers provenant de l'emprunt de la somme de 500,000 livres du prix des achats des blés et autres grains, des frais faits à l'occasion desdits achats, et des deniers qui sont provenus de la vente desdits grains. » 3 mars 1744 (impr. 6 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les arrêts du Conseil du 11 octobre 1740 et 3 mars 1744, seront exécutés selon leur forme et teneur, et que, sans s'arrêter à l'arrêt de la chambre des comptes du 21 octobre 1740, que Sa Majesté a cassé et annulé, les maire et échevins de la ville d'Amiens ne seront tenus de rendre, ni en ladite chambre des comptes, ni ailleurs, aucun compte de l'emprunt de 500,000 livres, ni de l'emploi, tant des deniers en provenant, que de ceux provenus de la vente des blés et autres grains, que, par devant le sieur commissaire départi en la généralité d'Amiens. » 7 avril 1744 (impr. 8 p. in-4°). — Lettre de M. Dincourt d'Hangard à l'Intendant, se plaignant des tracasseries qu'il a essuyées, au sujet du remplacement de 200 sacs de blé que la ville doit faire à M. Hecquet de Berenger, de la part de celui-ci, et des entrepreneurs généraux. Amiens, 8 février 1758. — Lettre de M. d'Hesbon, subdélégué à Abbeville, à l'Intendant, l'assurant qu'il fera tout son possible pour empêcher les tracasseries faites à M. Dincourt d'Hangard. Abbeville, 13 février 1758. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, l'informant que, la nuit de Noël, « la femme du sieur François, négociant, a trouvé pendant matines dans la chapelle de M. le doyen de la cathédrale une lettre anonyme adressée à M. le doyen lui-même, par laquelle on avertit qu'il y a complot formé entre des ouvriers de mettre le feu aux maisons des principaux négociants en blé. Les sieurs Poujol et Debray sont venus apporter cette lettre à M. d'Hérival qui nous a convoqués pour en délibérer : ces négociants paraissent ajouter foi à ces menaces ; ils se font garder toutes les nuits. Quoique leurs craintes ne soient pas fondées, elles peuvent réveiller l'émeute du mois de septembre dernier, et donner au peuple des idées qu'il n'a peut-être pas. Nous avons cru devoir faire monter double garde bourgeoise pour rassurer ceux qui craignent, et contenir ceux qui menacent. » Ils le supplient de leur faire en conséquence obtenir la garnison qu'ils lui ont demandée. Amiens, 26 décembre 1766. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le remerciant des 20 balles de riz qu'il a accordées aux pauvres de leur ville. « Comme les aumônes des paroisses sont

ordinairement assez abondantes, les fêtes de Noël, nous avons cru remettre la distribution des 20 balles que vous avez accordées à notre demande, pour les premiers jours qui suivront ces fêtes. » Amiens, 26 décembre 1766. —

« Mémoire sur la nécessité de mettre un taux à la petite bière, et sur le droit que les officiers municipaux en ont. » — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant le précédent mémoire, fait à la suite de nouvelles plaintes qui leur ont été portées contre les brasseurs, ayant pour objet le défaut de contenance de leurs barils. Amiens, 10 décembre 1768. —

« Mémoire pour joindre aux délibérations de l'assemblée de notables de la ville d'Amiens des 27 juillet et 1^{er} août 1768, par lesquelles il a été arrêté d'acquiescer au nom de la ville deux moulins, ou si l'acquisition ne peut avoir lieu, d'en faire construire à son profit. » On observe que « la nouvelle mouture économique a l'avantage de rendre plus de farine que l'ancienne mouture dite *à la grosse*, quoique à quantités égales de blé... La ville d'Amiens qui, par sa position sur la Somme, deviendrait naturellement le centre et l'entrepôt général de la nouvelle exportation, et dont la population est d'environ 60,000 âmes, parmi lesquelles on compte près de 30,000 ouvriers de la manufacture qui ne vivent que de pain, a donc aussi le même intérêt que la province dont elle est capitale, à adopter la nouvelle mouture. Les officiers municipaux et notables de cette ville... ont tenté plusieurs moyens de procurer au sieur Bucquet, inventeur de la nouvelle mouture, un moulin pour l'y établir dans l'enceinte de leurs murs. Ils s'assemblèrent pour cet effet le 14 juillet, ils appelèrent tous les meuniers de la ville et banlieue, auxquels le sieur Bucquet en personne expliqua les avantages de la nouvelle mouture ; ils tâchèrent d'en engager quelques-uns à l'adopter ; tous furent opiniâtement résistants, malgré les offres qui leur furent faites. Le chapitre de la cathédrale à qui appartiennent presque tous les moulins à blé de la ville, s'était déjà ouvertement déclaré contre la mouture économique ; son opinion était seule capable d'arrêter la bonne volonté des meuniers : d'ailleurs la cupidité de ceux-ci ne leur laisse voir dans l'établissement de la nouvelle mouture qu'une moindre consommation de blé pour la subsistance du peuple, et par conséquent qu'une moins fréquente occasion de percevoir leur droit de mouture. » Après avoir énuméré toutes les malversations commises par les meuniers dans la perception du droit de mouture, et les règlements qui ont été faits en vain pour les empêcher on observe que « le mal n'est si difficile à extirper, que parce qu'il a pour racine divers intérêts privés compliqués

les uns avec les autres, qui se prêtent mutuellement leurs forces, et contre la réunion desquels la règle sera toujours impuissante. Il n'y a plus d'autre moyen à tenter pour y apporter remède, que d'opposer l'intérêt à lui-même, en établissant une concurrence avec les anciens meuniers, par la construction de nouveaux moulins, et en dirigeant d'une manière sûre cette concurrence à l'avantage public. » Nul ne peut en prendre l'initiative que la ville d'Amiens elle-même. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire qu'ils ont fait faire pour M. Duparc, leur avocat au Conseil. Amiens, 10 décembre 1768. — « Prix des grains vendus à Amiens. » v. 1774. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant la délibération qu'ils ont prise le 2 de ce mois, pour faire payer aux trois chasse-marées qui ont ramené le plus de poisson en cette ville pendant le carême dernier, une gratification de 300 livres. Amiens, 7 juin 1785. — Prix du blé froment le lundi 31 décembre 1787.

C. 799. (Liasse.) — 104 pièces, papier.

1766. — AMIENS. — Subsistances. — Bulletins de la taxe du pain. Quatre espèces de pains : pain claiet, pain blanc, pain bis-blanc, pain bis.

C. 800. (Liasse.) — 6 pièces, papier (1 imprimée).

1789. — AMIENS. — Subsistances. — Lettre de M. de Montaran à l'Intendant, au sujet de l'émeute qui a eu lieu à Amiens et lui exprimant sa satisfaction des soins qu'il s'est donnés dans cette circonstance, et ajoutant : « Il aurait seulement été à désirer pour ne pas intimider les fermiers et les marchands qui ont coutume d'approvisionner le marché de cette ville, que vous eussiez été assez en force pour empêcher que la denrée ne fût livrée au-dessus du prix, mais il faut espérer qu'au moyen des troupes qui voussont arrivées, vous serez en état d'en imposer aux mutins, et de rétablir les choses dans l'ordre ordinaire. » Paris, 6 mai. — Lettre de M. Necker à M. d'Agay sur le même sujet, et lui accordant un secours de 10,000 l. Versailles, 7 mai. — Lettre de M. Necker à M. d'Agay sur le même sujet, et approuvant « les mesures que vous prenez pour alimenter votre généralité, et pour faire concourir les personnes aisées au secours de la classe indigente.... Vous avez bien fait de concerter avec M. le comte de Rochambeau les mesures à prendre pour donner protection aux négociants qui attendent des grains de l'étranger. » 9 mai. — « Ordonnance des officiers municipaux, juges de police de la ville d'Amiens, qui fixe le taux de la mouture, en exécution de l'arrêt du conseil d'État du Roi du 14 juin 1789, et qui renouvelle les règlements concernant les meuniers. » Amiens, 2 juillet (impr. affiche). — « Taux du pain à Amiens. » XVIII^e s. — Requête du sieur Nicolas Cocquet à

l'Intendant, se plaignant de plusieurs abus qui existent dans la vente de la tourbe, et demandant à son profit l'inspection sur l'arrangement des voitures de tourbes. XVIII^e s.

C. 801. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1757-1768. — AMIENS. — Mesurage des grains. — Requête du sieur Boulet, commissaire de quartier, sur le Marché au Blé, à l'Intendant, demandant, pour couper court aux abus qui se sont glissés dans la vente du blé, l'érection de six charges de facteurs titrés qui géreront désormais la vente et la distribution du blé. 17 novembre 1757. — « État du poids des mesures locales pour les blés et autres grains, et du boisseau de l'étape qui représente celui de Paris constaté par le même grain dans les deux mesures, pour servir à déterminer le rapport de leur contenance. » 11 juillet 1767. — « Marché d'Amiens, état des dimensions de la plus grande des mesures matrices pour le mesurage des grains dans ledit marché. » 11 juillet 1767. — Requête du sieur Pierre Delahaye, se plaignant de ce que les mesureurs de grains du vidamé d'Amiens, prétendent induement prélever un droit sur le mesurage des farines, comme sur celui des grains. 9 mai 1768. — « Réplique des sieurs Pierre Delahaye et frère, écuyers, négociants d'Amiens, au mémoire des stelliers et francs sergents du vidamé de ladite ville. » 14 juin 1768.

C. 802. (Liasse.) — 3 pièces papier (2 imprimées).

1740-1786. — AMIENS. — Foires et marchés. — « Lettres patentes portant confirmation de la foire en la ville d'Amiens, pendant l'octave de Saint-Jean-Baptiste. » mars 1740 (impr. 6 p. in-4°). — « Ordonnance des officiers municipaux de la ville d'Amiens, concernant la police du marché aux volailles. » 19 janvier 1786 (impr. 4 p. in-4°, Amiens). — « Mémoire concernant la façon dont se fait la vente du blé sur le marché de la ville d'Amiens. » XVIII^e s.

C. 803. (Liasse.) — 17 pièces, papier.

1756-1757. — AMIENS. — Foires et marchés. — Mémoire à l'effet de l'établissement à Amiens d'une franche foire aux chevaux. v. 1756. — Lettre de M. Trudaine à M. d'Invaux, intendant, lui envoyant la précédente requête des maire et échevins d'Amiens, le priant de consulter sur cette proposition ceux qui pourraient avoir quelque intérêt à s'y opposer. « La seule chose qui me paraisse devoir faire difficulté, est la franchise que l'on demande pour la foire. Ces franchises

diminuent beaucoup les droits du Roi, parce que tout le monde prend le temps de la foire franche pour faire venir les marchandises qui doivent profiter de la franchise. Les fermiers généraux ne manqueront pas de demander une indemnité considérable. D'ailleurs on doute que ces foires franches soient fort avantageuses au commerce : les marchandises, dont l'importation est favorable, doivent être franches toute l'année : telles sont toutes les matières premières qui s'emploient dans nos manufactures ; elles ont été exemptées de tous droits par les arrêts de 1749 ; les marchandises manufacturées en pays étranger ; d'autres encore sont dans le cas d'être défavorables pour l'importation : il ne faut point les admettre sans payer au moins des droits considérables, même sous prétexte de foire franche : il en est de même réciproquement de l'exportation. » Paris, 22 janvier 1756. — Note au sujet de la demande des maire et échevins d'Amiens. « Il peut se faire que l'établissement projeté attire effectivement de beaux et bons chevaux à Amiens, mais il est de notoriété publique que, jusqu'à présent, le marché aux chevaux de cette ville n'est rempli que de chevaux de peu de conséquence, et souvent de haridelles, qui cependant trouvent leur débouché. Il est certain aussi que, soit le défaut de fourrage dans une partie de la Picardie ou autre cause, les laboureurs n'ont que des chevaux très médiocres pour la culture des terres ; il n'y a que ceux qui font le roulage et dont les chevaux ne restent presque jamais chez eux qui en ont de bons, qu'ils ne tiennent vraisemblablement pas de la Picardie : c'est ce qu'on a pu voir dans l'assemblée des voitures des communautés, pour les convois des munitions de guerre. Aussi convient-on par la requête que les chevaux de trait se tirent principalement du Ponthieu. C'est effectivement dans le Ponthieu, le Vimeu, la Marquenterie et l'Ardres où se trouvent non-seulement de beaux et bons chevaux de trait, mais aussi pour les remotes de cavalerie et de dragons : on y trouve même aussi des chevaux propres pour le carrosse. Et c'est ce qui rend le franc-marché d'Abbeville pour les chevaux très considérable et fort essentiel pour cette partie de commerce, indépendamment de ceux qui se tiennent aussi à Gamaches et à Blangy. Il y a aussi à Beauvais une foire franche de chevaux, également considérable, où l'on en trouve aussi de toute espèce. » v. 1756. — Lettre de l'Intendant à M. Le Picard, directeur des fermes à Amiens, lui envoyant la requête des maire et échevins d'Amiens, et lui demandant son avis. Amiens, 2 avril 1756. — « Réponse du directeur des fermes du Roi au département d'Amiens, à une requête présentée au Conseil par MM. les maire et échevins de la ville d'Amiens, au sujet de l'établissement d'une franche foire pour les chevaux. » Il ne voit aucun inconvénient à cette foire, pourvu qu'en l'autorisant il soit ordonné qu'on n'entend nullement

« préjudicier aux droits des fermes générales sur ce qui regarde les chevaux venant de l'étranger et des provinces réputées étrangères » (Flandre, Artois). Amiens, 7 avril 1756. — Réponse des maire et échevins d'Abbeville à ladite requête, qui « ne peut leur offrir qu'une nouvelle preuve du projet que la ville d'Amiens paraît avoir toujours eu de concentrer en elle tous les avantages du commerce, et de les accroître, sur la ruine et au préjudice de ceux des autres villes de la province, et en particulier de celle d'Abbeville qui en est une des plus considérables..... Il est certain.... que les maieur et échevins de la ville d'Abbeville.... jouissent d'un revenu très borné, et à peine suffisant pour le payement et l'acquit de ses charges ordinaires, ce qui les met dans l'impuissance absolue de contribuer par des ouvrages utiles et nécessaire, à l'embellissement de leur ville et au plus grand avantage de ses habitants. Cette impuissance, dont leur zèle a toujours murmuré procède du même principe que celui qui se manifeste dans le nouveau projet de la ville d'Amiens, qui a trouvé le moyen, sous des prétextes que l'imagination fournit toujours au besoin, de se perpétuer dans la perception du droit sur les eaux-de-vie qui se consomment dans la ville d'Abbeville, et qui sort par conséquent de la bourse des citoyens. L'on ne disconvient pas que ce droit qui forme un objet au moins de 30.000 l. par an, et qui n'est cependant que la partie d'un total beaucoup plus considérable, ne soit utilement employé : de vastes entreprises heureusement consommées, des ouvrages magnifiques et publics qui font l'ornement de la ville d'Amiens et l'admiration des étrangers, ne permettent point à ce sujet d'élever le moindre doute. Mais cet emploi ne peut être autorisé et approuvé qu'autant que le prix en est légitimement acquis : or le zèle des mayeur et échevins d'Abbeville ne leur permet pas de dissimuler au conseil de S. M., qu'il est contre l'exacte équité qu'un droit qui séperçoit chez eux et sur eux, se trouve destiné aux dépenses en quelque sorte voluptuaires d'une ville étrangère, quand la leur (contre ce qui a été accordé à celles d'Ardres, de Boulogne et de Calais) se trouve dépourvue des secours nécessaires pour une infinité d'ouvrages beaucoup plus pressants et plus indispensables. » Les principaux motifs qui s'opposent à l'établissement d'une foire franche aux chevaux dans la ville d'Amiens, sont : 1° Les marchés aux chevaux sont très multipliés dans la Picardie, en augmenter le nombre serait nuire aux villes qui en possèdent déjà. 2° Les marchands du Ponthieu « dont le plus grand commerce consiste dans celui des chevaux, sont pour la plupart beaucoup plus à portée d'Abbeville que d'Amiens, ainsi ils trouvent par conséquent dans cette proximité le moyen de faire ce

commerce avec beaucoup moins de frais, et ce qui importe infiniment plus, sans que cela les détourne du labourage et de plusieurs autres occupations également utiles. Si l'établissement d'un marché de franche foire pouvait les attirer à Amiens, il n'est pas douteux, qu'étant obligés à une plus grande dépense, il faudrait la rejeter sur le prix des chevaux, ou qu'ils se contentassent d'un profit plus médiocre. Dans le premier cas, le public en souffrirait, dans le second, l'établissement de ce marché, loin d'être avantageux aux habitants du Ponthieu leur serait préjudiciable. » 3° Le marché établi à Abbeville « se tient le dernier mercredi de chaque mois, et les marchands de Paris et ses environs, ainsi que de plusieurs autres villes du Royaume s'y rendent pour y vendre ou y acheter... Or, en établissant le dernier samedi de chaque mois, c'est-à-dire deux jours après, un semblable marché dans la ville d'Amiens, il est plus que probable que les marchands de Paris et de Beauvais, qui sont plus à la proximité de cette dernière ville, choisiront son marché par préférence, ce qui conduirait conséquemment à la désertion et à la chute de celui d'Abbeville. » 10 mai 1756. — Mémoire de M. Blondin, subdélégué à Abbeville, au sujet de la franche foire aux chevaux demandée par la ville d'Amiens, pour appuyer la réclamation des maieur et échevins d'Abbeville. 23 mai 1756. — Lettre de M. Blondin à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. Il est fort éloigné de penser que la demande la ville d'Amiens ne doive pas lui être accordée, quant au franc marché, mais c'est le jour choisi qui est nuisible aux intérêts de la ville d'Abbeville. Abbeville, 23 mai 1756. — « Observations sur la réponse des mayeur et échevins de la ville d'Abbeville, au mémoire présenté au Conseil par les maire et échevins de la ville d'Amiens, tendant à l'établissement d'un marché aux chevaux en franche foire, tous les derniers samedis des mois dans la ville d'Amiens, » par les officiers municipaux d'Amiens. Loin d'être nuisible « la multiplication des marchés est un bien public... le ministère en a si bien connu l'importance, que de quatre lieues en quatre lieues, il y a des marchés établis dans des bourgs qui, avec cet avantage, ont celui d'avoir ou tous les mois, ou certains jours de l'année, des marchés en franche foire... MM. les maieur et échevins de la ville d'Abbeville, gardent le silence sur le commerce des chevaux venant de Flandre. Ils n'y ont aucun intérêt : à peine les connaissent-ils. En effet, les marchands venant de cette province ne prennent pas cette route détournée d'Abbeville, pour passer à Beauvais : leur route droite est de passer par Amiens ; y trouvant un débouché, n'est-il pas au moins probable qu'ils y arrêteront et que le débit favorable les engagera à se pourvoir d'un plus grand nombre de chevaux ? Le particulier de cette province, effrayé jusqu'à présent des longues routes de

Beauvais à Abbeville, profitera de cet établissement, il ne sera plus forcé d'en passer par les offres du marchand pour la vente de son cheval, il viendra en concurrence avec lui à ce marché, ils y amèneront l'abondance : les fermes du Roi trouveront une augmentation des droits qu'elles perçoivent sur les chevaux qui passeront en plus grand nombre à Doullens et autres endroits qui servent de barrière. Il est intéressant de lier un commerce avec un pays aussi abondant en bons chevaux. » v. 1757. — « Réponse de MM. les maire et échevins de la ville d'Amiens à celle du directeur des fermes, sur le mémoire qui lui a été communiqué, aux fins d'établir dans la ville d'Amiens, une franche foire de chevaux, les derniers samedis de chaque mois. » Ils n'entendent pas du tout que cette foire préjudiciera aux droits du Roi sur les chevaux venant de Flandre et de l'étranger. Amiens, 18 janvier 1757. — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant, lui envoyant les deux précédentes réponses. Amiens, 19 janvier 1757. — Lettre de l'Intendant à M. Trudaine, lui rendant compte de l'enquête qu'il a faite sur la demande de la ville d'Amiens d'avoir une foire franche aux chevaux. Les motifs allégués par les maire et échevins d'Amiens lui ont paru plus solides que ceux des maire et échevins d'Abbeville, à qui cette foire ne peut préjudicier, et il pense qu'il y a lieu de permettre ladite foire franche le dernier samedi de chaque mois. Amiens, 26 janvier 1757. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant le projet de l'arrêt nécessaire pour établir ladite foire « et en même temps, de vouloir bien me mander ce que l'on entend par la franchise accordée à ces foires, et quels seront les droits dont elles seront exemptes. Par le terme de foire franche, on entend ordinairement des foires auxquelles le Roi a bien voulu accorder l'exemption des droits qui lui sont dus, pour les marchandises qui y vont, ou qui en reviennent dans un temps limité, et il paraît par votre lettre, par la demande des échevins, et par la réponse du directeur des fermes, qu'il ne s'agit d'aucune franchise qui puisse concerner les droits du Roi. » Paris, 30 janvier 1757. — Projet d'arrêt du Conseil qui établit une foire franche aux chevaux en la ville d'Amiens, le dernier samedi de chaque mois. v. 1757, — etc.

C. 804. (Liasse.) — 7 pièces, papier (6 imprimées).

1766-1778. — AMIENS. — Foires et marchés. — Ordonnance des lieutenant-général de police, maire et échevins de la ville d'Amiens, relative aux marchés aux grains. 5 août 1766, (impr. affiche). — « Ordonnance des officiers municipaux de la ville d'Amiens, concernant le règlement pour la police du marché au blé. »

17 juin 1767 (impr. affiche). — « Ordonnance des officiers municipaux de la ville d'Amiens, portant nouvelles défenses de vendre ni mesurer aucuns grains ailleurs qu'aux marchés publics. » 2 juillet 1768 (impr. affiche). — Procès-verbal dressé contre Jean-Baptiste Quignon, garçon imprimeur chez le sieur Deflesselle, imprimeur d'étoffes, à Amiens, rue de l'Andouille, pour avoir conduit au moulin à brasseurs une voiture de graines de bucaille achetée au faubourg Saint-Pierre, au mépris des ordonnances de police qui défendent de vendre les grains, ailleurs qu'au marché. 8 février 1774. — « Ordonnance des officiers municipaux de la ville d'Amiens qui défend à toute personne d'aller au-devant des grains qui arrivent au marché de cette ville, de les acheter aux portes et dans les rues. » Amiens, 26 novembre 1778 (impr. affiche), — etc.

C. 805. (Liasse.) — 5 pièces, papier (1 imprimée).

1777. — AMIENS. — Foires et marchés. — Lettre de M. Trudaine à M. d'Agay, intendant, lui envoyant, pour l'examiner et lui en donner son avis, un mémoire des officiers municipaux d'Amiens « par lequel ils exposent que l'emplacement de la foire qui se tient dans cette ville pendant l'octave de la fête de Saint-Jean Baptiste, est si resserré, si incommode, qu'il en résulte beaucoup de tumulte, et qu'on a une peine infinie à traverser le quartier. Ils demandent, en conséquence, que cette foire se tienne à l'avenir dans la grande halle et dans la place de l'hôtel-de-ville ». Paris, 18 mars. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant de prendre tous les éclaircissements nécessaires sur la demande des officiers municipaux d'Amiens. 22 mars. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet du projet de déplacement de la foire de la Saint-Jean. Après s'être défendu de tout intérêt personnel, parce que le terrain vis-à-vis la porte de sa maison est chaque année garni de boutiques, et consenti à abandonner le profit qu'il en retire, il observe que « presque toutes les foires sont auprès des églises qui renferment les reliques des saints qu'on visite, parce qu'il y a concours de dévotion, et qu'en allant ou revenant on se laisse tenter des marchandises étalées dans les boutiques, qu'on n'irait peut-être pas chercher dans l'éloignement. Jusqu'à ce moment-ci, l'hôtel-de-ville a fait beaucoup de tentatives inutiles pour placer le champ de foire où il l'indique : les principaux forains s'y sont toujours opposés, malgré les signatures qu'on s'était fait donner de quelques-uns. Le champ de foire n'est pas chose facile à changer. Il est à considérer que la plupart des maisons, rues de Notre-Dame, du Beau-Puits et de Saint-Martin, sont louées par les occupants à des forains qui ont des marchandises précieuses que les pluies, les poussières et l'humidité pourraient altérer sous des baraques de planches exposées aux intempéries, et que les propriétaires ont attention aux prix des locations qu'ils

en retirent pendant la foire, ce qui fait que celui du bail est bien au-dessus d'une juste proportion aux loyers ordinaires, de sorte que les locataires qui ont des baux subsistants seraient visiblement lésés. Le champ de foire, de tous les temps, a existé contre la cathédrale, et la révolution qu'en occasionnerait le déplacement serait un événement inattendu pour les ouvriers ou de petits débiteurs, qui les exposerait à perdre par la cherté de leurs loyers. Personne n'a paru encore se plaindre de gêne de pénétrer à l'église cathédrale, à qui il reste quatre issues, en supposant que la cinquième soit un peu gênée. Les chanoines qui sont nécessités d'entrer et de sortir six fois le jour de leur église, n'en ont encore dit mot jusqu'à ce moment-ci. Le champ de foire est placé dans le centre de la ville, et même dans le plus beau quartier, meublé de personnes qui achètent les plus belles étoffes et les choses les plus rares : d'ailleurs il est des instants où cette foire n'est pas garnie de populace : elles ont la liberté depuis le matin les jours ordinaires jusqu'à huit heures du soir d'y être fort à l'aise ; les ouvriers qui quittent leurs ateliers, viennent s'y promener jusqu'à neuf à dix heures du soir, et dans ce temps, les boutiques d'étoffes et de bijouterie sont fermées ; il ne reste que celles des sucreries et de petits colifichets à leur portée, où ils achètent. Les jours de dimanche et fêtes, où le concours est plus considérable pour l'église, les boutiques, pendant les offices, doivent être fermées, et elles le sont, la police y veille. Il pourrait encore résulter plus d'inconvénients du transport de cette foire à l'endroit proposé par MM. les officiers municipaux : les avenues de la place de l'hôtel-de-ville sont étranglées, sales, malpropres, on n'aurait pour y pénétrer que la rue des Jeunes-Mâtins, la halle et les deux côtés assez serrés contre le beffroi, dans un quartier écarté du beau monde ; les femmes seraient obligées de mettre pied à terre dans des rues étroites et boueuses. Les allants et venants, soit aux audiences de l'hôtel-de-ville, soit au bailliage, rendraient la place dans le jour encore plus chargée de populace qu'aucune autre : les arrivées des malfaiteurs souvent en voiture qu'on met à la conciergerie, attirent un peuple qui couvre toute la place ; s'il arrive des exécutions au temps de la Saint-Jean, qui est celui que l'on choisit de préférence, pour l'exemple, à cause du peuple que cette foire attire, toute la place est couverte de monde à s'y écraser : les boutiques des forains seraient renversées et peut-être pillées ; il reste donc l'issue de la halle. Outre qu'elle est étroite et qu'elle serait remplie d'allants et de revenants, les dispositions des boutiques paraissent peu propres à

donner de la confiance et à conserver les couleurs tendres et les choses précieuses, à donner de la confiance, en ce qu'elles sont obscures, à ne pas laisser apercevoir les défauts de l'ouvrage et des étoffes, on aime à acheter au grand jour pour n'être pas trompé, surtout par des forains qui n'ont pas communément les marchandises les plus finies, à conserver les choses précieuses : ces boutiques sont en masse de pierres où l'humidité réside continuellement, les terres du derrière sont plus exhaussées que le dedans, les étoffes, les bijouteries, les ouvrages délicats, y prendront un terne nuisible aux forains et aux habitants. Aux forains, je viens de le démontrer. Aux habitants, en ce que les forains se dégoûteraient de se rendre à cette foire, d'y apporter des marchandises aussi bien conditionnées que celles des boutiques de nos marchands, qu'on achète un quart, même un tiers au-dessous du prix des détailliers de cette ville qui sont insatiables et qui exercent une juiverie manifeste : ils ne demandent pas mieux de les dégoûter pour rester les maîtres du champ de bataille. Il y a longtemps que les officiers municipaux font les mêmes représentations : on s'est assemblé ainsi que fit le conseil de Carthage, pour savoir, comme le dit Scarron, si on y établirait un présidial, on n'a jamais pu se décider si on ferait bien ou mal. » Amiens, 27 mars. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine. La translation du champ de foire n'aura que des avantages pour les forains aussi bien que pour le public. « La ville s'est fort épuisée pour reconstruire sa halle qui avait été incendiée à la fin de 1772. Lorsqu'il eut été arrêté qu'elle serait reconstruite, je fus le premier à dire aux officiers municipaux qu'il fallait y ménager des boutiques hautes et basses pour les marchands forains qui se rendent à Amiens en grande affluence, pour la foire qui se tient dans cette ville pendant l'octave de la fête de Saint-Jean-Baptiste. Les locataires des maisons voisines du champ de foire actuel réclameront peut-être, mais leurs propriétaires seront obligés de diminuer leurs loyers. D'ailleurs, « toutes les foires ne se tiennent pas auprès des églises ; il n'y a ni loi, ni nécessité à cet égard. Il serait même à désirer qu'il y eût une loi qui le défendit, car il n'en résulte que de la gêne, de l'embarras, du trouble et souvent du scandale. » C'est la première fois que les officiers municipaux demandent cette translation, quoique les marchands forains l'aient souvent réclamée. « Ils présentèrent le 3 juillet 1770 une requête tendant à ce que la foire se tint sur la place du Grand Marché. Les officiers municipaux leur permirent seulement de s'établir si bon leur semblait dans la grande rue Saint-Denis qui est longue et fort large, et qui joint l'emplacement actuel de la foire. » Il ne doit pas y avoir plus de difficulté à changer ce champ de foire « qu'il n'y en a eu pour changer le lieu de l'établissement de plusieurs autres foires et marchés.

Celle aux chevaux qui se tenait à Amiens, dans la rue du Four-des-Champs, a été transférée au faubourg du Cours, en vertu de lettres patentes du 23 février 1758, malgré les allégations des habitants de la rue du Four-des-Champs...., parceque le bien général est toujours préférable à celui des particuliers... La situation de la nouvelle halle offre les abords les plus commodes et les plus multipliés... Toutes ces rues sont tenues aussi proprement que celles où la foire se tient actuellement, et le public pourra les parcourir commodément pour se rendre à la halle à pied ou en voiture. Il s'y trouvera tout de suite à couvert, avantage que le champ de foire actuel ne peut jamais procurer. » Les audiences du bailliage et de la police, l'affluence du monde lors du transport des prisonniers et des exécutions des criminels (fort rares d'ailleurs), ne seront pas un obstacle sérieux si l'on prend les précautions voulues ; et les curieux ne songeront guère à piller les boutiques des forains. Enfin, « le nouveau champ de foire désigné ne serait pas nuisible aux forains : au contraire, ils y trouveraient des emplacements avantageux et moins chers que dans les rues où la foire se tient actuellement ; ils y trouveraient des boutiques commodes à l'abri des incendies, bien éclairées et bien sèches. » Avec cette note dans la marge : « L'avis de M. Ducastel est absolument contraire à la demande de la ville, et je m'y attendais bien ; il retire plus de 200 l. des marchands forains qui s'établissent auprès de sa maison. » 1^{er} avril. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui permet de transférer le champ de foire de Saint-Jean-Baptiste, des environs de la cathédrale, dans la nouvelle halle et dans la place de l'Hôtel-de-Ville, si besoin est. » 8 avril (impr. 4 p. in-4°. Amiens).

C. 806. (Liasse.) — 11 pièces, papier (2 imprimées).

1780-1782. — AMIENS. — Fêtes et cérémonies publiques. — « Recherches curieuses des principales cérémonies de l'hôtel-de-ville d'Amiens » (impr. 39 p. in-4° Amiens, 1730). — Ordonnance des lieutenant général de police, maire et échevins d'Amiens, qui défend « à tous particuliers de tirer aucunes fusées, pétards, pistolet ou autres armes à feu dans les rues.... les jours de la Fête de Dieu et autres fêtes suivantes » et enjoint « à tous bourgeois de tendre ou faire tendre le devant de leurs maisons, dans toutes les rues par lesquelles les processions du Très-Saint-Sacrement doivent passer, sous peine de 50 l. d'amende. » Amiens, 18 juin 1734 (impr. affiche). — Lettre de M. Debray de Flesselle, trésorier de la société de musique, à l'Intendant, lui demandant, comme l'an passé 100 l. pour les bougies du concert. Amiens, 2 juin 1756. —

Ordonnance de 390 l. pour achat, réparation et emballage d'une contre-basse pour la société de musique. Paris, 8 avril 1759. — Lettre de M. Noël Roussel, secrétaire de la société de musique à l'Intendant, lui demandant la gratification annuelle de 600 l., pour le luminaire de ladite société. Amiens, 7 juin 1763. — Lettre de l'Intendant à M. de Vergennes, lui rendant compte du Te Deum et autres fêtes publiques célébrées à Amiens, en l'honneur de l'heureux accouchement de la reine et de la naissance d'une princesse. Amiens, 26 décembre 1778. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui accusant réception des détails qu'il lui a envoyé sur le passage du comte et de la comtesse du Nord à Amiens. Versailles, 8 juillet 1782, — etc.

C. 807. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1757-1758. — AMIENS. — Correspondance diverse. — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant, au sujet du prix des blés, de l'adjudication de l'octroi et du balcon de la porte de Beauvais qui va être posé. v. 1757. — Id. au sujet du prix des blés et des travaux du beffroi. 25 juillet 1757. — Id. au sujet du prix des blés et du pain 30 juillet 1757. — Id. au sujet du prix des blés, de la taxe du pain et de dégradations arrivées au mur de la porte d'Hotoie. 1^{er} août 1757. — Id. sur le prix des blés, et lui demandant s'il désire deux cygnes pour son « beau canal. » 2 août 1757. — Id. sur le prix des blés et une dame facteuse qui a fait banqueroute. 3 août 1757. — Id. sur le prix des blés, l'adjudication de l'octroi, et lui envoyant quatre cygnes. 6 août 1757. — Id. informant qu'un vaisseau de froment « chargé à La Rochelle par le capitaine Kimpert pour un des ports de la Manche, a été convoyé par des vaisseaux anglais jusqu'à Rotterdam, où il a été obligé de faire sa décharge », contenant quelques renseignements sur l'éducation des cygnes, et informant qu'« on voit le fond de la caisse de Marchand, receveur. » 8 août 1757. — Id. au sujet des suisses préposés à la garde des remparts, de la destruction du pilori. « C'est une grande satisfaction pour la ville et principalement pour le quartier : porteurs, crocheteurs, revenderesses, tous ont travaillé à sa démolition » ; de l'établissement du passage de communication du fossé de la demi-lune à la porte de Beauvais ; d'un projet de rue de la porte de Beauvais « jusqu'au Rabuisson » ; etc. 21 septembre 1757. — Lettre de M. d'Incourt d'Hangard à l'Intendant, au sujet des travaux des remparts et de l'incendie du faubourg Saint-Pierre. Amiens, 8 décembre 1757. — Id. au sujet de l'obligation imposée aux habitants du faubourg Saint-Pierre de couvrir en tuiles les maisons qu'ils rebâtiront. Amiens, 9 décembre 1757. — Id. au sujet des plantations des remparts, et de l'acquisition de la maison de Mme de Fréchencourt. Amiens, 12 décembre 1757. — Id. au sujet des plantations des remparts, des incendiés du faubourg Saint-Pierre, du logement en nature que lui demande le commissaire. Amiens, 14 décembre 1757.

— Id. au sujet d'une fille détenue par ordre du Roi aux filles pénitentes, des subsistances, d'une contestation avec les comédiens, de prix à donner aux Jésuites, de la mauvaise qualité des réparations faites au rempart près de la porte de la Hotoie, d'une contestation avec les dames de l'Hôtel-Dieu qui prétendent retenir les habillements du suisse mort audit hôpital ; des exemptions de logement ; de l'établissement d'une « belle barrière peinte en vert, tant pour l'ornement que pour l'utilité » devant l'hôtel-de-ville ; du projet de suspendre le premier paiement à faire aux entrepreneurs de l'hôtel-de-ville qui ne vont pas assez vite, etc. Amiens, 30 mars 1758. — Id. lui demandant des nouvelles de sa santé qui lui cause une grande inquiétude ; l'informant que le marquis de Castellane vient de saisir les biens de la ville ; l'entretenant enfin du pavage des chaussées de Beauvais et de Noyon. Amiens, 11 avril 1758. — Id. sur une affaire que la ville a à régler avec le sieur Riquier ; sur l'expertise des travaux de la porte de la Hotoie, etc. Amiens, 27 mai 1758. — Id. au sujet des indemnités accordées aux particuliers du faubourg de Beauvais qui se trouvent dans le nouvel alignement de la route de Paris, et qu'il estime insuffisantes ; de la reconstruction d'un pont prêt à tomber ; de droits d'amortissement à payer par la ville, etc. Amiens, 11 juin 1758. — Id. sur le désordre des affaires de la ville ; sur l'alignement du faubourg de Beauvais, etc. Amiens, 13 juin 1758. — Id. sur la reconstruction dudit pont ; demandant s'il n'y aurait pas moyen de se débarrasser des farines dont la ville est dépositaire, et qui menacent de se gater ; sur un bruit d'après lequel le Roi voudrait s'emparer des octrois accordés aux villes. Amiens, 26 juin 1758. — Id. sur le désordre des finances ; sur la reconstruction du pont des Minimes ; sur un artiste chassé du concert, etc. Amiens, 29 juin 1758, — etc.

C. 808. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1775. — AMIENS. — Affaires diverses. — Requête au contrôleur général de citoyens d'Amiens, se plaignant « contre ce qui se passe, soit dans l'administration des revenus de leur ville, soit contre les droits que l'édit d'Henri IV de 1597, formant sa loi municipale, lui a concédés. » — Lettre de M. Varlet, ancien échevin, à l'Intendant, lui demandant son agrément pour ladite requête. Amiens, 15 janvier. — Lettre du duc de la Vrillière à l'Intendant, lui envoyant ladite requête, et lui marquant que les détails qu'elle renferme « s'ils sont vrais, jettent un grand jour sur les abus qui se sont introduits depuis

1765 dans l'administration municipale de la ville d'Amiens, et vous trouverez, je pense, comme moi, qu'il est très urgent d'y remédier. » Il le prie de vérifier les faits, et de préparer un arrêt de règlement pour l'administration municipale de cette ville. Versailles, 22 mars. — Mémoire de l'Intendant au duc de la Vrillière, établissant la fausseté de ladite requête, œuvre de deux chanoines et du sieur Varlet seul, et démontrant que les affaires de la ville d'Amiens sont au contraire conduites avec intelligence et honnêteté. 3 mai. — Observations sur le mémoire de trois particuliers d'Amiens contre l'administration municipale de la même ville », — etc.

C. 809. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

1739-1787. — ANDECHY. — État des déboursés du syndic d'Andechy pour 1787. — ARMANCOURT. — État des déboursés du syndic d'Armancourt pour 1787. — ARTEMPS (Aisne). — Lettre de M. Leleu à l'Intendant, lui demandant son ordonnance pour une somme de 162 l. 8 s. 8 d. à payer aux syndics de la communauté d'Artemps. Amiens, 1^{er} février 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lyonne, pour lui demander si la somme de 162 l. 8 s. 8 d. payée par M. Leleu à la communauté d'Artemps pour rente d'indemnité pour le canal de Picardie de 1772 à 1775, lui était légitimement due. 24 février 1780. — Ordonnance desdites 162 l., 8 s., 8 d. 21 juin 1780. — ARVILLERS. — État des déboursés du syndic de la paroisse d'Arvillers pour 1787. — AUBY (Nord). — Lettre de M. de Courteille à M. d'Aligre, intendant, lui demandant son avis sur l'homologation d'un contrat de vente passé le 29 mai 1718, par les habitants d'Auby aux héritiers Boussemart et au nommé Courtecuisse, de quelques rasières de terre tant en labour qu'en prairies. Paris, 24 mars 1753. — AUCHY-LES-LA BASSEE (Pas-de-Calais). — Lettre de l'Intendant à M. de Caumartin, intendant de Lille, lui envoyant l'expédition d'un arrêt du Conseil du 20 avril dernier, qui le commet par erreur pour procéder à la revente et adjudication provisoire de 110 mesures de terre, sises au territoire d'Auchy. 31 mai 1775. — AUCHY-LA-MONTAGNE (Oise). — État des déboursés du syndic d'Auchy-la-Montagne pour 1787. — AULT. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, au sujet de difficultés relatives au paiement de l'adjudication faite au sieur Boucher du 2^e épi du bourg d'Ault. Saint-Valery, 1^{er} mai 1776. — Lettre de l'Intendant à M. Dubrun, le priant de faire une assemblée tant des principaux habitants du Perroir d'Ault que des bas champs de Cayeux, pour qu'ils puissent se concilier ensemble pour le paiement du sieur Boucher. 23 juillet 1776. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, lui rendant compte des démarches qu'il a faites auprès des habitants du Perroir d'Ault et des bas champs de Cayeux. Ceux-ci, mécontents du travail, n'ont consenti à payer que

moyennant une diminution. Saint-Valery, 29 juillet 1776. — Acquiescement du sieur Gomel à ladite décision. 26 août 1776. — AUTHEUX. — Requête des habitants, corps et communauté des Authieux à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à former une demande au bailliage d'Amiens contre les habitants de Fienvillers « pour leur faire faire défenses de faire pâturer leurs troupeaux et bestiaux sur telle partie que ce soit du territoire paroissial de la paroisse des Authieux », etc. 4 août 1785. — Délibération des habitants de Fienvillers sur ladite affaire. 24 janvier 1786. — « Réplique pour les seigneur et habitants des Authieux, contre les habitants de Fienvillers. » 5 mars 1786. — Mémoire de M. Santerre, estimant que les habitants des Authieux sont dans le cas d'obtenir l'autorisation qu'ils demandent. » Doullens, 25 juin 1786, — etc.

C. 810. (Liasse.) — 20 pièces, papier (1 imprimée, 1 plan).

1764-1789. — AUTHIE. — Mémoire du receveur des fermes à Doullens, se plaignant de ce que les habitants d'Authie, mécontents de ce que la régie avait établi des barrières le long de leur rivière, pour empêcher la contrebande, ont pratiqué trois nouveaux passages sur ladite rivière. « Les habitants de ladite paroisse, composée de 113 feux, sont si portés à frauder, qu'on fait état de 95 ménages qui se servent de chiens à cet usage, et comme les employés... leur tuaient beaucoup de chiens chargés de sel et de tabac, ils s'ameutèrent le 16 septembre 1764 à la porte de l'église, et s'en furent à la suite de leur cabale, au nombre de plus de cent, sans être autorisés ni du syndic, ni de M. de la Motte, chargé de la régie de ladite terre, en l'absence du seigneur, avec des pioches et des pelles, sur la rivière, dont ils rabattirent les bords de l'un et de l'autre côté et y pratiquèrent trois passages, savoir : deux à côté des deux barrières, et le troisième entre lesdites barrières. » 1764. — « Réplique pour les habitants d'Authie au mémoire des fermiers généraux du 23 novembre 1764. » 1764. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, le priant d'examiner la question. Paris, 6 décembre 1764. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. Paris, 10 décembre 1764. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui demandant, pour être à même d'éclaircir la question, la réplique du comte de Ligny au mémoire de la ferme, ainsi que le plan des lieux joint à ladite réplique. Doullens, 26 mars 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne. La réplique du comte de Ligny et le plan ne lui sont pas encore parvenus. Amiens, 3 septembre 1765. — Mémoire de M. Le Senne sur ladite affaire. Il pense qu'il serait

prudent que le contrôleur général réglât le nombre de gués que les habitants d'Authie peuvent établir sur leur rivière, en les obligeants à détruire ceux qui excèdent ce nombre. Doullens, 12 septembre 1765. — Plan approximatif de la rivière entre Thièvres et Authie. 1765. — Mémoire de l'Intendant à M. Trudaine de Montigny, estimant les habitants d'Authie mal fondés dans leur demande d'enlever les barrières dont ils se plaignent. Amiens, 17 septembre 1765. — Mémoire sur ladite question. v. 1765. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à M. d'Invaux, intendant, lui envoyant ledit mémoire des fermiers généraux qui acquiescent à ses conclusions, et le priant de donner ordre aux habitants d'Authie de ne point s'opposer à l'établissement desdites barrières. Paris, 1^{er} décembre 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, lui notifiant la décision du ministre. Paris, 6 décembre 1765. — Ordonnance de M. d'Invaux, prescrivant un nouveau dénombrement des forces de la communauté d'Authie, tant en hommes qu'en chevaux sujets à la corvée, le dernier ayant été reconnu inexact, et condamnant les syndic et principaux habitants en 100 l. d'amende. 12 mars 1766 (impr. affiche). — Lettre de M. Blondel à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements au sujet d'une pièce par laquelle les nommés Binet et Fontaine, habitants d'Authie se plaignent de vexations qu'ils ont reçues des principaux habitants de ladite paroisse, relativement au paiement d'une somme à laquelle la communauté avait été condamnée envers les fermiers généraux. Paris, 18 mai 1789. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant. Tous les griefs des nommés Fontaine et Binet sont dénués de fondement. Doullens, 18 novembre 1789. — Lettre de l'Intendant à M. Blondel, concluant au rejet des représentations des suppliants. 22 novembre 1789, — etc.

C. 811. (Liasse.) — 14 pièces, papier,

1769-1787. — AUTHIEULE. — Requête de Jean-Baptiste Boquet, ancien syndic d'Authieule, de présent fermier du domaine de la Houssoye, proche Corbie, en réponse à une requête des habitants d'Authieule, lui demandant compte de la recette par lui faite d'une petite portion de commune affectée à l'entretien de l'église et du pont. 12 juillet 1769. — Mémoire de M. Le Senne sur ladite question, donnant raison aux habitants d'Authieule. Doullens, 28 juillet 1769. — Requête de la communauté d'Authieule à l'Intendant, à l'effet d'être autorisée à donner de nouveau à bail ladite portion de commune, pour l'entretien de l'église et du pont. Authieule, 7 mars 1773. — Procès-verbal d'adjudication de ladite portion de commune. 4 avril 1773. — Lettre de M. Santerre à l'Intendant, appuyant une délibération prise par les habitants d'Authieule, à l'effet d'être autorisés à aliéner 8 journaux de communes pour

subvenir au paiement de leur part dans la dépense du redressement et du curement de la rivière d'Authie. Doullens, 21 décembre 1786. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite délibération. 10 janvier 1787. — Requête des officiers municipaux de Doullens à l'Intendant, revendiquant la propriété des communes dont la commune d'Authieule veut faire l'aliénation à son profit. Doullens, 6 février 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, le priant de vérifier l'exactitude de la requête des officiers municipaux de Doullens, et de lui en rendre compte. 17 février 1787, — etc.

C. 812. (Liasse.) — 26 pièces papier. (2 plans).

1765-1784. — AUXY-LE-CHATEAU. (Pas-de-Calais). — Note au sujet d'une requête des habitants d'Auxy-le-Château, qui demandent la permission de « faire adjuger 20 journaux de communes, pour payer une somme de 1,060 l. qu'ils doivent pour leur don gratuit, ainsi qu'une somme de 500 l. qu'ils disent être une ancienne dette de la communauté. » 8 août 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, au sujet de ladite requête, à laquelle il est peu disposé à avoir égard, lui demandant toutefois des éclaircissements. Paris, 8 août 1765. — Mémoire de M. Le Senne sur l'état des communes d'Auxy-le-Château. Doullens, 28 août 1765. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui envoyant ledit état. Les habitants d'Auxy-le-Château sont en retard pour le don gratuit, parce qu'ils ont négligé de l'établir par la perception des droits fixés par le tarif et les règlements. Quant à la somme de 500 l., elle a été empruntée imprudemment par quatre des principaux habitants au sieur Sabras, en leur propre et privé nom, pour le paiement des frais d'un procès par-devant le bailliage d'Hesdin, entre Auxy-le-Château (Artois) et Auxy-le-Château (Picardie). Doullens, 28 août 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, l'informant qu'il a rejeté la demande des habitants d'Auxy-le-Château. Il le prie d'engager ceux-ci à se mettre au plus tôt en règle à l'égard du don gratuit. 24 octobre 1765. — Délibération des lieutenant, gens de loi, syndic et principaux habitants d'Auxy-le-Château, à l'effet de continuer l'aliénation des 16 journaux de communes, et d'en aliéner douze autres, pour l'entretien des écoles publiques de ladite localité, « pour l'entretien de deux sœurs de Providence, loyer d'une école, et fourniture des meubles et effets qui leur sont nécessaires, employées à instruire les filles dudit lieu et du côté de Picardie; » établissement d'autant plus indispensable à soutenir « qu'outre les démarches qu'on avait été obligé de faire dernièrement pour en ravoier, qu'il avait fallu payer à leur maison de Rouen, par forme de dot, une somme de 300 l.,

avec une autre de 230 l., passées pour le coût et insinuation de l'acte qu'on a fait avec cette maison, par lequel ladite communauté d'Artois et celle de Picardie se sont engagées de fournir annuellement, et par quartier, à ces sœurs 344 l. pour leur pension, au lieu de celle de 300 l. qu'on leur fournissait seulement ci-devant... sans compter le loyer de ladite école, et 100 l. environ qu'il a coûté pour l'augmentation et réparation des meubles qu'on leur a fourni en dernier lieu pour tenir leur ménage... Cette circonstance est d'autant plus onéreuse à ces communautés, que, dans le premier établissement de ces sœurs, l'on ne leur payait par an que 800 l., et que le surplus du produit des 16 journaux de communes était employé utilement à l'acquit par supplément des gages des deux maîtres d'écoles pour les garçons établis audit Auxy-le-Château (Artois et Picardie), outre que le produit de ces 16 journaux est diminué par le résiliement qu'on a été obligé d'en agréer de François d'Arsy qui les tenait; c'est que cette diminution, occasionnée par le résiliement, va laisser ces maîtres d'écoles sans être payés, surtout celui d'Artois, celui de Picardie ayant l'avantage d'avoir une condition honnête de 200 l. passées, à cause d'un legs fait à ce sujet. Comme il n'est pas moins intéressant que le maître d'école d'Artois soit aussi bien payé que celui de Picardie, étant de l'avantage égal de la Picardie et de l'Artois qu'il y ait dans l'un ou l'autre côté de bons maîtres d'école, par la liberté qu'ont les enfants d'aller à l'un ou l'autre, et par l'émulation que cette concurrence du nombre d'écoliers doit exciter entre eux, il convient nécessairement aussi qu'on donne une condition pareille au maître d'école d'Artois qu'à celui de Picardie.» 23 août 1767. — Requête des habitants d'Auxy-le-Château à l'Intendant, à l'effet d'approuver ladite délibération, octobre 1767. — Requête des habitants d'Auxy-le-Château (Picardie), à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à faire l'adjudication de nouvelles communes pour l'entretien de leurs écoles. 21 mai 1768; et ordonnance favorable de l'Intendant. 5 août 1768. — Requête des habitants d'Auxy-le-Château (Artois) au même effet. juin 1768. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant, au sujet du contenu desdites requêtes, qui lui paraît devoir convenir aux deux communautés. Abbeville, 3 août 1768. — Note sur le même sujet. 5 août 1758. — Procès-verbal d'adjudication desdites communes. 25 septembre 1768. — Lettre de M. de Branlicourt à l'Intendant, concluant à l'approbation des nominations de Jean-François-Joseph Lavergne et d'Augustin Durier pour faire la recette, chacun par moitié, des portions de communes d'Auxy-le-Château données en adjudication. Abbeville 3 novembre 1768. — Requête des lieutenant, gens de loi et habitants d'Auxy-le-Château (Artois) à l'Intendant, à l'effet d'approuver la nomination du sieur Lavergne, pour leur

receveur. 27 novembre 1768. — « Adjudication de 37 journaux de communes à Auxy-le-Château. » 5 septembre 1773. — Plans et profils d'un pont en bois à construire sur l'Authie à Auxy-le-Château. 1778. — Certificat de M. Lesergeant de Guigny, syndic d'Auxy-le-Château (Picardie), de l'injonction par lui faite à Augustin Duriez, d'avoir à faire passer, sous quinze jours, ses comptes des communes dudit lieu. Auxy-le-Château 17 août 1784. — Lettre de M. de Guigny à l'Intendant, lui envoyant ledit certificat, et lui demandant ce qu'il doit faire des deniers restants de la vente des tourbes qui, d'après l'ordonnance de l'Intendant, de 1872, doivent servir à la réparation de la chapelle Notre-Dame. Auxy-le-Château 17 août 1784, — etc.

C. 813. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1776-1777. — AVELUY. — Fragment d'une requête des sieurs Coquelet et Duchaussoy à l'Intendant, à l'effet de contraindre les sieurs Labateux et Margotin à payer au syndic d'Aveluy ce qu'ils doivent depuis deux ans, pour environ 2 journaux 1/2 de communes sur lesquels ils font sécher leurs tourbes. Aveluy, 7 juillet 1776. — « Réponse au mémoire fourni par Margotin et Labateux. » 23 novembre 1776. — Lettre de M. Laborie à l'Intendant, sur ladite affaire. Albert, 2 avril 1777. — « Ordonnance préparatoire pour faire constater l'indemnité due aux habitants d'Aveluy, pour des portions de la commune dudit lieu, qui ont servi pour étendre et sécher des tourbes appartenant à des particuliers. » 20 mai 1777. — Procès-verbal de nomination d'expert. 11 juillet 1777. — Procès-verbal d'expertise dudit terrain. 12 juillet 1777. — Ordonnance de l'Intendant, prescrivant l'exécution dudit procès-verbal. 16 août 1777. — etc.

C. 814. (Liasse.) — 32 pièces, papier (2 imprimées).

1757-1787. — BACOUËL. — Note et ordonnance de l'Intendant, sur une contestation relative à la réparation d'un pont et d'un gué à Bacouel, et à l'aliénation de communes de ladite paroisse. Amiens, 3 mars 1757. — Ordonnance de l'Intendant sur le même objet. Paris, 15 avril 1757. — Ordonnance de 51 l. 14 s. 9 d. à payer au syndic de Bacouel, sur le produit des communes de ladite paroisse, pour subvenir à plusieurs charges. 4 décembre 1758. — BARLEUX. — Ordonnance de M. Dupleix, intendant, qui condamne les syndics d'Hesbécourt et de Barleux, pour ne s'être pas présentés par eux-mêmes ou fait représenter pour rendre les comptes desdites communautés. 23 mai 1769. — BAYONVILLERS. — État des déboursés du syndic de la paroisse de Bayonvillers pour 1787. — BEALCOURT. — Adjudication de la dépouille pendant neuf années, de

sept quartiers de communes appartenant à la communauté de Béalcourt. 7 mai 1774. — Requête des syndic et principaux habitants de Mons et Béalcourt à l'Intendant, à l'effet de prononcer la saisie des biens meubles de Jacques Marchand et de Nicolas Bellotte, jusqu'à concurrence de trois années de redevance pour six quartiers de communes, dont ils jouissent, et qu'ils refusent de payer. Mons-Béalcourt, 12 novembre 1785. — Réponse des habitants de Béalcourt à une requête de cinq particuliers de ladite paroisse, exposant, que les syndics sont en retard de rendre leurs comptes des deniers de la commune, et d'autres objets. 6 août 1786. — Observations de M. Santerre sur ladite affaire. Doullens, 29 novembre 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui déboute les suppliants de leur demande. 2 décembre 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve les comptes des receveurs du produit des communes mises en réserve dans les marais de Béalcourt. 2 décembre 1786. — BEAUDEDUIT (Oise). — Lettre de M. de Boullongne à M. d'Agay, intendant, lui envoyant un mémoire présenté par la marquise de Gouffier au contrôleur général, pour les habitants de Beaudéduit, qui demandent les droits de marque, de halle et de marché, que les impositions auxquelles ils sont assujettis leur donnent le droit de réclamer. Il le prie de mettre le contrôleur général, en état de statuer sur cette demande. Paris, 26 janvier 1775. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, lui demandant son avis sur la requête des habitants de Beaudéduit. 20 février 1775. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant. Il ne croit pas les habitants de Beaudéduit fondés dans leur demande. Amiens, 26 mars 1776. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui marquant qu'il ne voit pas l'utilité d'un marché à Beaudéduit. 6 avril 1776. — BEAUFORT. — État des dépenses du syndic de la paroisse de Beaufort pour 1787. — BEAUMONT-HAMEL. — État très exact des pertes causées par la grêle arrivée le 19 septembre 1787, à trois heures après midi, sur les avéties en mars de la paroisse de Beaumont-Hamel. » 1787. — BEAUPUIS (Oise). — État des dépenses du syndic de Beaupuis pour 1787. — BEAUQUESNE. — Mémoire de M. Le Senne, au sujet du sieur Dembreville, adjudicataire pour moitié d'un marché de 25 journaux de terre à la solle, qui demande la résiliation de son bail, pour cause d'insolvabilité. Doullens, 31 décembre 1764. — Note au sujet de ladite affaire. 5 janvier 1765. — Ordonnance de l'Intendant n'ayant égard à la proposition de résiliation, prescrivant qu'à défaut de paiement par ledit adjudicataire, le receveur des deniers communaux de la paroisse de Beauquesne se pourvoira contre ses cautions. 9 janvier 1767. — « État des revenus et charges des biens donnés à la communauté de Beauquesne par M^e Jumel, ancien curé de ladite paroisse. » Beauquesne, 20 septembre 1777. — BEAUVAIS (Oise). « Arrêt du

conseil d'État du Roi, qui maintient les officiers municipaux de la ville de Beauvais dans le droit de rendre seuls les ordonnances nécessaires dans les cas de réjouissances publiques, dans ladite ville. » 22 décembre 1781, — etc.

C. 815. (Liasse.) — 12 pièces, papier, (1 imprimée).

1726-1787. — BEAUVOIR (Oise). — État des dépenses du syndic de la paroisse de Beauvoir pour 1787. — BEAUVOIR-RIVIERE. — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, imposant la paroisse de Beauvoir-Rivière à la somme de 258 l., 10 s., pour le droit de confirmation sur les usages, à cause du joyeux avènement du Roi à la couronne. 1^{er} avril 1726 (impr. affiche). — Délibération des habitants de Wavans et de Beauvoir-Rivière, à l'effet d'être autorisés à aliéner deux parties de communes, pour la poursuite d'un procès entre eux et M. Alexandre-Joseph de Baillencourt, vicomte de Marle, seigneur dudit Wavans, pour l'abattage et enlèvement des arbres sur les communes desdites paroisses. 9 février 1772 ; ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite délibération. 13 mars 1772 ; et procès-verbal d'adjudication desdites communes. 7 avril 1772. — Mémoire de M. Le Senne, favorable à la demande des habitants de Beauvoir. Doullens, 10 mars 1772. — Procès-verbal d'arpentage desdites parties de communes. 1^{re} avril 1772. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, au sujet d'une demande faite par les habitants de Wavans et Beauvoir, de faire une nouvelle adjudication pour continuer ledit procès. Doullens, 19 novembre 1774, — etc.

C. 816. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1785-1787. — BELLEUSE. — Lettre de l'Intendant au comte de Casteja, maréchal des camps et armées du Roi, au sujet de la délibération prise par les habitants de Belleuse le 13 de ce mois, aux fins d'être autorisés « à faire mesurer, arpenter et borner toutes les possessions qui composent le terroir de cette paroisse. » Cette opération n'a aucun rapport avec son administration. 27 novembre 1785. — Lettre de M. de Vergennes à M. d'Agay, intendant, lui demandant son avis sur ladite affaire. Paris, 11 août 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Vergennes, contenant ses observations sur la requête des habitants de Belleuse. 16 août 1786. — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant, lui renvoyant les pièces de ladite affaire, et le priant de prendre de nouveaux renseignements, pour mettre le ministre en état de statuer. Paris, 14 septembre 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, lui rendant compte de ladite affaire. Il ne voit aucune difficulté de proposer au Conseil l'homologation des délibérations dont s'agit. Amiens, 11 février 1787. — Lettre de M. de Casteja à l'Intendant, le priant d'accélérer l'expédition de ladite

affaire. Paris, 16 avril 1787. — Mémoire de l'Intendant à M. de Vergennes. Il ne voit aucune difficulté à ce que le Conseil homologue lesdites délibérations. 20 avril 1787. — Lettre de M. Blondel à l'Intendant, l'informant que, par arrêt du 19 de ce mois, le Conseil a homologué les délibérations des habitants de Belleuse, relatives au bornage de leur territoire. Paris, 30 juin 1787, — etc.

C. 817. (Liasse.) — 7 pièces, papier (1 imprimée).

1769-1787. — BELLOY-SUR-SOMME. — Arrêt du conseil d'État, qui fait défense à Jacques Picquet, écuyer, sieur de Belloy, de contraindre les particuliers, habitants de Belloy-sur-Somme, au paiement de sommes portées à un exécutoire rendu en Parlement le 26 octobre 1707. Versailles, 30 avril 1709 (impr. affiche). — Arrêt du Parlement rendu entre les seigneur et habitants de Belloy-sur-Somme, au sujet des communes dudit lieu. 4 septembre 1762. — Lettre de M. d'Agay, intendant, à M. Derveloy, lui envoyant l'ordonnance qu'il vient d'expédier, pour l'autoriser à procéder à l'adjudication, pour 9 ans, de portions de communes de la paroisse de Belloy. 30 avril 1787. — Procès-verbal d'adjudication desdites communes. 28 mai 1787, — etc.

C. 818. (Liasse.) — 18 pièces, papier.

1748. — BELLOY-SUR-SOMME. — Lettre de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, au sujet de son affaire pour le tourbage, avec les habitants de Belloy. Amiens 14 mars — Délibération des syndic, habitants, corps et communautés de Belloy-sur-Somme, arrêtant de lever une somme de 500 l., qui est en dépôt aux mains du sieur Gresset, receveur de la capitation, provenant de la vente d'un journal de marais communs, pour soutenir un procès qu'ils ont avec le sieur Picquet de Belloy, « qui voudrait par des chicanes injustes, ainsi qu'a fait son père, parvenir à dépouiller les habitants de leurs marais communs, mouvant et relevant de la couronne, comme les marais communs des paroisses voisines. » 3 avril. — Requête des habitants de Belloy à l'Intendant, à l'effet d'approuver ladite délibération. 3 avril. — Requête des habitants de Belloy à l'Intendant, à l'effet d'ordonner au sieur Picquet de Belloy, de déduire sans délai, ses moyens par-devant le subdélégué. 4 avril. — « Réponse à la requête des habitants de Belloy. » — Lettre de M. Varlet, procureur, chargé d'affaires de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, au sujet de la dernière requête des habitants de Belloy. Amiens 23 avril. — Requête du curé de Belloy-sur-Somme à l'Intendant, en faveur de ses paroissiens, injustement accusés par le sieur Picquet de Belloy, d'avoir mis le feu dans ses bois. Belloy, 10 juin. — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, enjoignant aux parties de faire diligences respectives, pour faire

juger, en dedans le mois d'octobre suivant, le procès pendant entre elles au baillage d'Amiens, sur la question de propriété des marais de Belloy. 4 septembre. — Lettre du chancelier d'Aguesseau à l'Intendant, lui envoyant un placet des habitants de Belloy, et le priant de lui en rendre compte. Paris 20 septembre. — Réponse de l'Intendant au chancelier. Il juge la requête des habitants de Belloy mal fondée. 26 septembre. — Lettre de M. de Saint-Florentin à l'Intendant, lui envoyant un placet du sieur Sagnier, syndic de Belloy, sur la même affaire, et lui demandant son avis. Fontainebleau, 5 octobre. — Trois mémoires au sujet de la propriété des marais de Belloy, — etc.

C. 819. (Liasse.) — 20 pièces, papier (1 plan).

1771-1773. — BELLOY-SUR-SOMME. — « Copie de l'ordonnance rendue par M. l'Intendant, en conséquence du procès-verbal du sieur Riquier, inspecteur des communes, à l'occasion du chauffage des habitants de Belloy-sur-Somme, » permettant à ceux-ci de tourber trois quartiers de marais. 6 juin 1771. — Requête des habitants de Belloy à M. d'Agay, intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber trois quartiers de marais. 14 mai 1772 ; et ordonnance autorisant ledit tourbage. 5 juin 1772. — Procès-verbal d'emparquement des marais à tourber à Belloy-sur-Somme. 20 mai 1772. — Procès-verbal d'emparquement des marais à tourber à Belloy, par le sieur Jumel-Riquier. 14 avril 1773. — « Conduite que le sieur Riquier a tenue, à l'occasion d'une ordonnance de M. Dupleix, intendant. » v. 1773. — Mémoire de M. Ducastel, au sujet dudit tourbage. 16 avril 1773. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui envoyant la déclaration du nommé Brunel, arpenteur, sur les opérations par lui faites pour établir ledit tourbage. Il lui propose de faire défenses au sieur de Belloy et à tous autres de l'empêcher. Amiens, 16 avril 1773. — Requête de M. Boistel de Belloy à l'Intendant, en faveur des habitants de Belloy, se plaignant des envahissements du sieur Piquet de Belloy sur lesdits marais, et le priant d'ordonner que les opérations commencées par le sieur Riquier pour le sondage desdits marais soient parachevées. 17 avril 1773. — Lettre de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, se plaignant de la conduite du sieur Riquier et du sieur Boistel de Belloy. Amiens, 19 avril 1773. — Ordonnance de M. d'Agay, prescrivant que, en vertu de l'ordonnance de M. Dupleix du 6 juin 1771, le sieur Riquier se transportera à nouveau dans les marais de Belloy, pour faire les opérations prescrites par ladite ordonnance. 16 mai 1773. — Signification de ladite

ordonnance au sieur Picquet de Belloy. 22 mai 1773. — « Mémoire des déboursés et vacations qui ont été employées aux opérations faites par la commune de Belloy-sur-Somme en 1773. — Requête des habitants de Belloy-sur-Somme à l'Intendant, se plaignant de ce que le sieur Riquier veut faire des opérations qui ne sont pas prescrites par l'ordonnance de 1771. 25 mai 1773. — « Plan des marais et communes de Belloy-sur-Somme, » etc. 20 juillet 1773. — Mémoire de M. Ducastel sur les opérations de levée du plan des communes de Belloy. 31 juillet 1773. — Mémoire de M. Picquet de Belloy, contre le procès-verbal du sieur Jumel-Riquier. 7 août 1773. — « Observations sur le mémoire présenté à Mgr l'Intendant, par M. Picquet de Belloy. » v. 1773, — etc.

C. 820. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1774. — BELLOY-SUR-SOMME. — Procès-verbal de visite du presbytère de Belloy-sur-Somme. 23, 24 février. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour la reconstruction du presbytère de la paroisse de Belloy, fait par moi, Jean-Baptiste Cozette, expert, nommé d'office par M. Le Senne, subdélégué à Doullens. » Doullens, 25 février. — « Devis des ouvrages à faire pour la reconstruction du presbytère de la paroisse de Belloy, fait par moi, Jean-Baptiste Cozette, maître menuisier de la ville de Doullens, expert, nommé d'office par M. Le Senne, subdélégué en ladite ville, en exécution de l'ordonnance rendue par Mgr le comte d'Agay, intendant de Picardie, le 5 février 1774 ; » et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 23 avril. — Mémoire de M. Le Senne, sur le point de savoir, si les travaux faits à la nef de l'église de Belloy en 1769, et ceux qui viennent d'être adjugés pour la reconstruction du presbytère de ladite paroisse, seront payés par une imposition territoriale, ou par une aliénation de communes. Doullens, 7 mai. — Ordonnance de l'Intendant, statuant que lesdits ouvrages seront payés au moyen d'un tourbage fait dans les réserves des marais communs de Belloy. 15 mai. — Procès-verbal des opérations faites aux marais de Belloy-sur-Somme, par M. Jumel-Riquier, en vertu de l'ordonnance précédente. 30 mai. — Requête des syndic et quatre principaux habitants de Belloy-sur-Somme à M. Maugendre, premier secrétaire de l'Intendance, réclamant contre la décision de l'Intendant, qui arrête que le prix des travaux à l'église et au presbytère de Belloy et autres ouvrages, sera payé au moyen d'un tourbage. 9 juin. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, au sujet de modifications à apporter au devis de réparations du presbytère de Belloy-sur-Somme. Doullens, 29 novembre. — Requête des habitants de Belloy-sur-Somme à l'Intendant, exposant qu'ils sont affligés depuis six mois d'une maladie cruelle, dont plus

de 200 habitants sur 500 qui composent la paroisse, ont été attaqués, et demandant à titre de secours, à être autorisés à tourber un demi journal à l'orient de la réserve. 24 mars. — Mémoire de M. Ducastel, estimant que malgré l'infortune des habitants de Belloy, on ne peut pas tourber « pour une portion d'habitants, une commune qui appartient au général. » 10 juin. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur l'épidémie qui règne à Belloy-sur-Somme. « 15 à 1,800 l. distribuées relativement au nombre des enfants de chaque famille, serait un léger secours qui les aiderait à avoir une partie de leur pain, en attendant la récolte. Belloy est un village qui renferme bien de la misère : ce n'est pas seulement la nourriture qui fait leur besoin, mais le linge et les vêtements. » Amiens, 14 juillet, — etc.

C. 821. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

1775. — BELLOY-SUR-SOMME. — Mémoire de M. Le Senne, sur l'affaire des tourbages de Belloy-sur-Somme. Doullens, 21 février. — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, réclamant contre une requête du syndic de Belloy, relativement au tourbage. 5 avril. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur la contestation entre M. Picquet de Belloy et les habitants dudit lieu. Amiens, 5 avril. — Note sur ladite affaire. 14 avril. — Ordonnance de l'Intendant, prescrivant une expertise sur les tourbages exploités par le sieur Picquet de Belloy, pendant les années 1773 et 1774. 15 avril. — Requête de Philippe Duboile, marchand de bois à Vignacourt, adjudicataire des ouvrages faits au presbytère de Belloy, à l'effet de procéder à la réception desdits ouvrages. 20 avril. — Avis de l'adjudication fixée au 2 mai, des marais à tourber de Belloy-sur-Somme. — Procès-verbal de ladite adjudication. 2 mai. — Procès-verbal de réception desdits ouvrages. 6 juin. — Requête de Joseph Thuillier, syndic à Belloy à l'Intendant, le remerciant des 15,000 l. qu'il a bien voulu accorder aux pauvres de ladite paroisse, éprouvés par la maladie, et lui exposant que « les habitants sont sur le point de faire leur tourbage annuel. Ce tourbage dure huit jours ; les pauvres manqueront sûrement de pain pendant ces huit jours, parce qu'ils travailleront pour leur compte à ce tourbage. Ils ne pourront gagner de quoi subsister pendant ce temps. » Il lui demande en conséquence, par provision, une somme de 300 l., pour être distribuée aux plus nécessiteux, dont il joint la liste. 2 juillet. — Ordonnance de 2,530 l. à payer au sieur Louis Deflesselles, entrepreneur des ouvrages de reconstruction du presbytère de Belloy. 7 juillet. — Id. de 145 l. au sieur Brunel, arpenteur, pour l'arpentage des marais à tourber dudit Belloy. 7 juillet. —

Id. de 209 l., 8 s. au sieur Riquier, pour avoir constaté l'état et dressé un plan figuratif desdits marais. 7 juillet. — Id. de 1,030 l., au sieur Jean-Baptiste Thuillier, entrepreneur des ouvrages faits en 1770, à l'église de Belloy. 7 juillet. — Id. de 9 l., au nommé Desmarest, syndic ad hoc des habitants de Belloy, pour voyages à Amiens relativement à ladite affaire. 7 juillet, — etc.

C. 822. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1776-1778. — BELLOY-SUR-SOMME. — Requête de Joseph Thuillier, syndic de Belloy-sur-Somme, à l'Intendant, à l'effet de toucher la somme de 1,200 l. qui reste de celle de 1,500, que celui-ci avait accordée aux indigents de Belloy, atteints de l'épidémie. Belloy, 5 février 1776. — Mémoire de M. Ducastel sur le tourbage de Belloy. 15 novembre 1776. — Procès-verbal du réarpentage de 50 verges de marais à tourber à Belloy. 10 septembre 1776. — « Compte que rend pardevant vous, Mgr le comte d'Agay.. M. Marie-Hyacinthe-Laurent Bernard de Cléry, trésorier-receveur de la ville d'Amiens et des octrois, préposé par vous, Monseigneur, à la recette et dépense des sommes provenant du produit de la portion de commune prise dans les marais de Belloy-sur-Somme » etc. 15 mars 1777. — Mémoire de M. Ducastel, sur une requête de M. Picquet de Belloy, relative au tourbage. 17 janvier 1778. — Requête des habitants de Belloy-sur-Somme, à l'effet de tourber trois quartiers de marais pour leur chauffage. 28 mars 1778. — Procès-verbal d'emparquement de soixante-quinze verges à tourber dans les marais de Belloy. 5 mai 1778. — Id. 18 août 1778. — Mémoire de M Ducastel sur ledit tourbage. 12 octobre 1778, — etc.

C. 823. (Liasse.) — 47 pièces, papier (3 plans).

1779 — BELLOY-SUR-SOMME. — Requête des syndic et habitants de Belloy-sur-Somme à M d'Agay, intendant, à l'effet d'être autorisé à tourber trois quartiers de marais pour leur chauffage. 22 mars. — Requête des syndic et habitants de Belloy à l'Intendant, se plaignant de ce que le sieur Picquet de Belloy tourbe en dehors de l'emparquement qui lui a été tracé. 12 avril. — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, en réponse à celle des syndic et habitants de Belloy. 20 avril. — Enquête contradictoire sur les faits allégués par les habitants de Belloy contre le sieur Picquet. 27 avril. — Rapport de M. Jumel-Riquier sur ladite affaire. 30 avril. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur la même affaire. Amiens, 8 mai. — Autre mémoire sur la même affaire. 24 mai. — Ordonnance de l'Intendant, prescrivant l'emparquement de 75 verges de marais à tourber au profit des habitants de Belloy, à la suite du demi journal tourbé l'année précédente par le sieur Picquet,

et celui du demi journal que ledit sieur Picquet a droit de tourber pour la présente année. 25 mai. — Procès-verbal d'emparquement desdites portions de marais. 1^{er} juin. — Plan desdites portions de marais. — Mémoire de M. Ducastel sur lesdits tourbages. 3 juin. — Délibération des syndic, principaux habitants, corps et communauté de Belloy, relativement au tourbage. 3 juin. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant ladite délibération. 14 juin. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant le sieur Picquet à reporter en 1780 les parties non exploitées du tourbage de 1779. 14 juin. — Procès-verbal d'arpentage de la portion de marais tourbée en 1779, par M. Picquet de Belloy. 23 juin. — Délibération des syndic, principaux habitants, corps et communauté de Belloy, relativement aux tourbages. 24 juin. — Requête des habitants de Belloy à l'Intendant, à l'effet d'ordonner l'arpentage des parties de marais tourbées ou à tourber par M. Picquet. 25 juin. — Réponse de M. Picquet de Belloy à la délibération des habitants de Belloy, du 24 juin. 30 juin. — Réponse du même à la requête des habitants de Belloy du 25 juin. 30 juin. — Mémoire sur la contestation entre les habitants de Belloy et M. Picquet. Amiens, 4 juillet. — Ordonnance de l'Intendant faisant droit à la requête des habitants de Belloy. 6 juillet. — Procès-verbal de mesurage et emparquement desdites portions de marais, par M. Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens. Amiens, 12 juillet. — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, demandant communication du procès verbal de M. Rousseau, pour y répondre. 16 juillet. — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, demandant l'emparquement du demi-journal qu'il est autorisé à tourber par an, dans les marais de Belloy. 25 août. — Procès-verbal de récolement des portions de marais tourbées par les habitants de Belloy. 21 septembre. — Mémoire de M. Ducastel, sur les contestations entre M Picquet et les habitants de Belloy, au sujet du tourbage. 24 septembre. — Réponse de M. Picquet de Belloy au procès-verbal de M. Rousseau, du 12 juillet. 25 juillet. — Ordonnance de l'Intendant, prescrivant le récolement et emparquement de la portion de marais tourbée par le sieur Picquet en 1778, et la portion à lui assignée pour 1779. 30 septembre. — Procès-verbal de récolement et emparquement des portions de marais tourbées par M. Picquet de Belloy, en 1778 et 1779. 16 octobre. — « Plan d'arpentage dressé le 16 octobre 1779, en vertu de l'ordonnance de Mgr l'Intendant du 30 septembre » de la portion de marais tourbée par M. Picquet de Belloy en 1778. — Id. du terrain assigné audit M. Picquet pour 1779, — etc.

C. 824. (Liasse.) — 37 pièces papier. (2 plans).

1780. — BELLOY-SUR-SOMME. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet de la contestation entre M. Picquet de Belloy et les habitants dudit lieu. Amiens, 20 janvier. — Mémoire de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, réclamant contre l'ordonnance du 31 janvier 1780, qui le condamne en 50 l. d'amende et en 400 l. de restitution envers la communauté de Belloy. Amiens, 10 février. — Procès-verbal d'emparquement de 150 verges de marais à tourber au profit des habitants de Belloy. 9 mai. — Id. d'un demi-journal à tourber au profit de M. Picquet de Belloy. 9 mai. — Plan desdits tourbages. — Requête des habitants, corps et communauté de Belloy-sur-Somme à l'Intendant, réclamant contre les dernières opérations d'emparquement. 11 mai. — Réponse de M. Jumel-Riquier à ladite requête. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite requête. 23 mars. — Plan des tourbages de Belloy. 4 juin. — Procès-verbal d'emparquement des tourbages du sieur Picquet. 4 juin. — Opposition des syndic et communauté de Belloy audit emparquement, signifiée au sieur Jumel-Riquier. 4 juin. — Requête des habitants de Belloy à l'Intendant, réclamant contre ledit emparquement. Belloy, 5 juin. — Mémoire de M. Ducastel à l'intendant sur ladite affaire. Amiens, 10 juin. — Procès-verbal d'emparquement d'un demi-journal de marais à tourber au profit de M. Picquet de Belloy en 1781. 19 septembre. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet d'une requête des habitants de Belloy, tendant à être autorisés à « faire faire une horloge semblable à celle de la paroisse de Revelle, en y augmentant les divisions des heures, et d'en prendre la dépense, ainsi que celle d'un puits à faire percer, sur le tourbage d'une langue de leurs marais. » Il pense qu'il y a lieu de donner ladite autorisation. 18 novembre. — Requête de Joseph Thuillier, syndic à Belloy, à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à payer 100 seaux d'osier, quatre grands crochets, seize petits et le raccommodage des quatre vieux, au moyen d'un tourbage. v. 1780. — Copie d'une requête du sieur Bullot, vicaire de Belloy-sur-Somme, exposant que « le vicariat de la paroisse de Belloy-sur-Somme a été érigé en l'année 1765, à la sollicitation des seigneurs et habitants de cette paroisse, qui se chargent pour lors de la portion congrue ordinaire pour la subsistance du vicaire. Le Roi ayant jugé cette portion insuffisante, a ordonné qu'on fit une augmentation de 50 l., par lettres patentes du 12 mai 1778. » Il demande à être payé desdites 50 l. par ladite paroisse. Belloy, 7 janvier. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur la demande du sieur Bullot, qu'il croit juste. 18 juin, — etc.

C. 825. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1781. — BELLOY-SUR-SOMME. — Note de M. Ducastel, relative aux tourbages de Belloy-sur-Somme. 4 janvier. — Requête des habitants de Belloy, et ordonnance de l'Intendant au sujet du tourbage. 19 janvier. — Procès-verbal d'emparquement des tourbages de Belloy. 12 avril. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur les opérations de l'emparquement des tourbages de Belloy. Amiens, 20 mai. — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, demandant l'emparquement des tourbages à faire à son profit dans les marais de Belloy. 26 juillet. — Requête à l'Intendant des syndic et habitants de Belloy, réclamant contre une requête de M. Picquet de Belloy, qui demande réformation d'une sentence de l'Intendant, qui le condamne en 50 l. d'amende et à la restitution de 400 l. aux habitants. 15 août. — Procès-verbal d'emparquement des réserves de la commune de Belloy. 17 septembre. — Procès-verbal de récolement des tourbages exploités par M. Picquet de Belloy. 18 septembre, — etc.

C. 826. (Liasse.) — 27 pièces, papier (1 plan).

1782. — BELLOY-SUR-SOMME. — Procès-verbal de réception par Jean Desgroux, horloger à Picquigny, d'une horloge publique dans le clocher de l'église de Belloy-sur-Somme. 14 janvier. — Lettre de M. Boistel de Belloy à M. Ducastel, au sujet de ladite horloge. Amiens, 15 janvier. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant l'emparquement des tourbages à faire au profit de M. Picquet de Belloy. 1^{er} mars. — Délibération des habitants de Belloy-sur-Somme, arrêtant de demander le tourbage de 75 verges de marais pour leur chauffage. Amiens, 23 mars. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur les tourbages de Belloy. Amiens, 2 mai. — Procès-verbal d'emparquement de 75 verges de marais à tourber au profit des habitants de Belloy. 22 mai. — Procès-verbal de récolement des tourbages de Belloy, au profit des habitants. 20 août. — Procès-verbal de récolement des tourbages faits au profit de M. Picquet de Belloy. 20 août. — Enquête au sujet d'une réclamation faite par M. Picquet de Belloy, contre le bornage de la réserve des habitants dans le marais dudit lieu. 24 septembre. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 27 septembre. — Ordonnance de l'Intendant, prescrivant la vérification de l'alignement, sous lequel la réserve des habitants de Belloy a été placée. 1^{er} octobre. — Procès-verbal de ladite vérification. 10 octobre. — « Observations que fait Jumel-Riquier, inspecteur des communes, au sujet des marais de Belloy. » Amiens, 16 octobre. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 23 octobre. —

Procès-verbal d'enquête sur ladite affaire. 7 novembre. — « Plan du marais de Belloy. » 7 novembre. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, lui envoyant le précédent procès-verbal, avec ses observations. 8 novembre. — Observations de M. Jumel-Riquier sur ladite affaire. 15 décembre, — etc.

C. 827. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1788. — BELOY-SUR-SOMME. — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, à l'effet d'obtenir l'emparquement du demi-journal de tourbage auquel il a droit, pour la présente année. 15 janvier. — Mémoire d'Alexandre Billot, arpenteur royal au bailliage d'Amiens, défendant ses opérations sur les marais de Belloy, accusées de fausseté. 24 janvier. — Procès-verbal d'enquête sur la contestation entre les sieurs Billot et Jumel-Riquier. 29 janvier. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur ladite contestation. Amiens, 29 janvier. — Délibération des habitants de Belloy, arrêtant de demander à l'Intendant 75 verges de marais à tourber pour leur chauffage de la présente année. 2 mars. — Requête à l'Intendant par Pierre et Joseph Desmarest, habitants de Belloy, exposant qu'ayant été incendiés il y a trois ans, ils demandent un secours de 600 l., à prendre sur les communes en réserve de ladite paroisse. 1^{er} avril. — Procès-verbal d'emparquement des portions de marais à tourber au profit des habitants de Belloy. 3 avril. — Id. au profit de M. Picquet de Belloy. 3 avril. — Procès-verbaux de récolement desdits tourbages. 12 août, — etc.

C. 828. (Liasse.) — 85 pièces, papier. (2 imprimées).

1784. — BELOY-SUR-SOMME. — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, demandant l'emparquement du demi-journal à tourber, auquel il a droit dans les marais de Belloy. 15 janvier. — Requête des habitants de Belloy, demandant l'emparquement des trois quartiers de marais, auxquels ils ont droit pour leur tourbage. Mars. — Procès-verbal d'emparquement desdits tourbages, au profit des habitants de Belloy. 21 avril. — Id. au profit de M. Picquet de Belloy. 21 avril. — Requête des habitants de Belloy à l'Intendant, exposant que « leur village a essuyé le 5 de ce mois le plus terrible incendie qu'il n'y ait jamais eu dans la province. Il n'y reste que 15 maisons aux différentes extrémités du village. L'église et le presbytère et 158 maisons ont été brûlés, avec tous les effets qui y étaient renfermés. » Ils lui demandent en conséquence des secours, avec la permission de tourber la réserve fixée par l'arrêt de 1762 sur leurs marais communs, pour fournir aux besoins extraordinaires de la paroisse. Belloy, 15 juin. — Délibération des habitants de Belloy, assemblés « au son de la cloche du château de M. Boistel, où se célèbre actuellement

l'office divin à défaut de l'église paroissiale, qui a été comprise dans l'incendie du 5 juin, » prise en présence de MM. Boistel de Belloy et Picquet de Belloy, seigneurs dudit lieu, et arrêtant : « 1^o que M. l'Intendant sera supplié d'accorder à la communauté le tourbage de 45,000 l. qui lui a été demandé par la requête dudit jour 15 juin dernier, et aux conditions qui sont énoncées dans l'avis de M. Boistel, seigneur de cette paroisse ; 2^o que le cimetière sera transféré hors de l'enceinte dudit Belloy, pourquoi M. Boistel sera prié d'indiquer le lieu où il pourra être transféré ; 3^o enfin, qu'il sera ouvert un passage autour de l'église, suffisant pour la circulation des voitures, à l'effet qu'aucun bâtiment ne puisse approcher de l'église. » La communauté acceptant avec reconnaissance l'offre à elle faite par M. Boistel de lui donner gratuitement un terrain de 12 verges 1/4, qui lui appartient, sur la place dudit Belloy vis-à-vis de l'église, pour bâtir le nouveau presbytère, n'imposant d'autre charge à son bienfait « qu'une couronne de fleurs qui aura reposé sur le Saint-Sacrement, et qui lui sera remise en son château, à lui et à ses successeurs, seigneurs de Belloy ou leurs représentants, le jour de la Fête-Dieu, par le marguillier en charge. » 4 juillet ; et ordonnance de l'Intendant approuvant ladite délibération. 16 juillet. — Lettre du syndic de Belloy à l'Intendant, lui envoyant ladite délibération. « Il avait été arrêté par la délibération de transférer le collatéral (de l'église) dans le cimetière, s'il n'y avait pas d'autre moyen de former un passage autour de l'église qui était nécessaire. Mais M. Boistel, l'un de nos seigneurs, ayant considéré que les ancêtres de M. Picquet y étaient inhumés, a si bien arrangé les choses, qu'il nous fournit ce passage à ses dépens... Le plus pressé présentement est de faire nettoyer les puits du village qui manquent d'eau absolument... nous n'avons pas un moment à perdre pour cette opération ; on rebatit de toutes parts, et l'eau manque partout. » Belloy, 8 juillet. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur la délibération des habitants de Belloy. Amiens, 10 juillet. — « Devis estimatif des puits de Belloy-sur-Somme. » 12 juillet. — Mémoire sur les secours demandés par les habitants de Belloy-sur-Somme. 14 juillet. — Procès-verbal des opérations préparatoires du tourbage accordé aux incendiés de Belloy-sur-Somme, par M. Jumel-Riquier. 26 juillet. — « Devis et conditions d'un tourbage à exploiter dans les marais et communes de Belloy-sur-Somme, suivant l'ordonnance de Mgr le comte d'Agay, intendant de Picardie, du 16 du présent mois... » par M. Jumel-Riquier. juillet. — Procès-verbal de récolement du tourbage annuel accordé aux habitants de Belloy. 4

août — Id. à M. Picquet de Belloy. 3 août : — Avis de l'adjudication pour le 16 août, du tourbage de 45,000 l. accordé aux incendiés de Belloy-sur-Somme. (impr. affiche). — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant au sujet dudit tourbage. 6 août. — Lettre du syndic de Belloy à M. Derveloy, à l'effet d'être indemnisé des frais par lui faits, tant en voyages qu'autrement, pour les affaires de ladite paroisse. Picquigny, 15 août. — Procès-verbal du tourbage de 45,000 l. 16 août. — « État des dépenses qui sont en la charge personnelle de la communauté de Belloy, et qui doivent être prélevées sur les 45,000 l. de leur tourbage. » Entre autres : réfection d'une nouvelle horloge ; seaux, crochets et une petite pompe à incendie ; les cloches ; reconstruction de l'école sur une partie du terrain de l'ancien presbytère ; contribution aux constructions de l'église et du presbytère, etc. Le tout montant à 4 ou 5,000 l. « Vraisemblablement l'intention de M. l'Intendant a été qu'ils eussent 45,000 l. nets ; cette intention ne peut être remplie, qu'en leur accordant les 97 verges qui restent dans la partie orientale du marais. » Août. — Lettre de M. Boistel de Belloy à l'Intendant, lui envoyant ledit état. Amiens, 21 août. — Requête des sieurs Jacques Barbier et François Brunet, adjudicataires du tourbage de Belloy à l'Intendant, à l'effet d'obtenir un délai de deux ans pour payer le prix de ladite adjudication. 7 septembre ; et ordonnance de l'Intendant leur accordant un an seulement. 26 septembre. — Délibération des habitants de Belloy, arrêtant entre autres choses, que le cimetière sera placé hors du village : « que le collatéral de l'église sera conservé, tant pour éviter la dépense que pourrait coûter sa translation dans le cimetière, que par respect pour la sépulture de M. Picquet ; que M. Boistel sera remercié d'avoir procuré à la paroisse l'avantage de conserver ce collatéral » etc. 8 septembre. — Procès-verbal de réarpentage et vérification du mesurage des marais de la commune de Belloy. 9 septembre. — « État des frais relatifs à l'affaire du bornage de la réserve de Belloy-sur-Somme. » 2 octobre. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, au sujet de la délibération des habitants de Belloy du 8 septembre ; il ne voit aucun inconvénient à ce qu'elle soit approuvée. Amiens, 7 octobre. — Délibération des habitants de Belloy, relativement à la répartition provisoire de la somme de 49,850 l. à laquelle est montée l'adjudication du tourbage de Belloy-sur-Somme. 17 octobre. — Requête de sept habitants de Belloy à l'Intendant, se plaignant de ne pas avoir été compris dans l'état de répartition du prix du tourbage. 10 octobre. — Requête de treize habitants de Belloy à l'Intendant, exposant que, « par délibération prise au jour d'hier dans l'assemblée générale de la communauté de Belloy, il a été arrêté, sous votre bon plaisir, Monseigneur, que

ceux qui ont reçu le prix des tuiles que vous avez la bonté d'accorder aux incendiés, recevraient provisoirement 150 l., à-compte sur la part qu'ils doivent avoir dans le produit du tourbage accordé à la communauté. » Ils demandent à être payés chacun desdites 150 l. 18 octobre. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur la délibération des habitants de Belloy, du 17 octobre, qu'il estime devoir être approuvée, sauf en ce concerne les états de répartition que, pour éviter toute cause d'erreur ou de réclamation, il serait utile de communiquer de nouveau dans une assemblée générale, présidée par un notaire. Amiens, 20 octobre. — Requête de François Sagnier à l'Intendant, se plaignant de n'avoir été compris dans l'état de répartition, que pour une seule maison, pour la sienne et celle de son fils. 22 octobre. — Ordonnance de 26 l., 10 s. à payer sur le produit du tourbage, au sieur Claude du Pontrué, syndic de Belloy, pour ses déboursés. 6 novembre. — Acte notarié établissant l'état de répartition du produit du tourbage. 7 novembre. — Requête de M. Picquet de Belloy, se plaignant de ce que les habitants de Belloy ont omis de mettre sur l'état de répartition une maison à lui appartenant, et occupée par son garde de chasse. 12 novembre. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, lui envoyant l'état de répartition du 7 novembre avec ses observations. 12 novembre. — Requête de plusieurs habitants de Belloy, se plaignant d'avoir été supprimés de l'état de répartition du prix du tourbage, ou réclamant contre ledit état 14, 15 novembre. — Requête à l'Intendant par les lieutenant, syndic, habitants, corps et communauté de Belloy, désavouant l'état de répartition du 7 novembre. Il n'y a jamais eu d'assemblée plus tumultueuse ; « quinze particuliers, presque tous manouvriers, et entre autres un nommé Charles Corbin, qui n'a point été incendié, et qui n'avait par conséquent aucun intérêt à la chose, se sont emparés de l'assemblée, ont étouffé par leurs cris et par leur acharnement, les réclamations et les observations des habitants les plus qualifiés et les plus raisonnables, qui ont été obligés de se retirer et de les laisser les maîtres du champ de bataille. » Novembre. — Lettre du syndic de Belloy à l'Intendant, lui envoyant ladite requête, dont l'objet est « de désavouer l'état arrêté par quinze particuliers dans l'assemblée du 7 novembre, tenue devant M. Tondu. Ils n'ont consulté que leur intérêt personnel, et le désir d'augmenter leurs parts dans la répartition du tourbage, et ils ont rayé le plus de cotes qu'il leur a été possible. Comme il pourrait en arriver des inconvénients pour la communauté, elle prend le parti du desaveu.... j'ose vous supplier de vouloir bien faire en sorte qu'il y ait une prompte distribution, car tous les habitants souffrent, et sont menacés par leurs ouvriers et

fournisseurs. » 15 novembre. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, au sujet des réclamations faites contre l'état de répartition du prix du tourbage. Amiens, 17 novembre. — Requête de Charles-François Hulot, horloger à Domart, à l'Intendant, réclamant le paiement de ce qui lui reste dû, sur le prix d'une horloge par lui construite dans le clocher de l'église de Belloy. 20 novembre. — Mémoire sur le projet de déplacer le presbytère et le cimetière de Belloy, M. Boistel de Belloy, ayant offert gratuitement des terrains pour l'un et pour l'autre. v. 1784. — Procuration donnée par les sous-prieur et religieux du Gard, le chapitre de Vignacourt, le curé de Belloy, le collège d'Amiens, le prieur de Saint-Pierre-à-Gouy, tous décimateurs de la paroisse de Belloy-sur-Somme à M. Bonnard, curé de Belloy, pour requérir l'adjudication au rabais des réparations à faire au chœur de l'église dudit lieu. v. 1784, — etc.

C. 829. (Liasse.) — 79 pièces papier (3 imprimées, 8 plans).

1785. — BELLOY-SUR-SOMME. — « Omissions faites dans l'état arrêté par M. l'Intendant, le 21 janvier 1785, des habitants de Belloy, qui doivent avoir part à la répartition du tourbage. » Janvier. — Requête des adjudicataires du tourbage de Belloy à l'Intendant, à l'effet d'obtenir l'autorisation de construire une baraque en bois, pour se mettre à l'abri pendant l'exploitation dudit tourbage. 22 janvier. — Réponse des habitants de Belloy à la demande formée par M. Picquet de Belloy d'être compris dans la répartition du produit du tourbage pour une mesure à lui appartenant. Ils pensent qu'« il est également incroyable que l'idée d'une telle demande, dans les circonstances présentes, ait pu venir à M. Picquet, et qu'il ait pu se flatter d'y réussir. » M. Picquet n'a aucun droit sur la portion de réserve attribuée par l'arrêt du 4 septembre 1762 à la communauté de Belloy. Le garde de M. Belloy a bien droit au tourbage annuel, mais en sa qualité d'habitant, et non pas à cause de la maison qu'il occupe. « Les habitants de Belloy ont tout perdu par l'incendie du 5 de juin : il ne leur reste que la bienfaisance et l'aumône que l'on exerce à leur égard. La portion de marais qui leur a été attribuée par Mgr l'Intendant est une véritable aumône, qui a pour but de les aider à se rétablir. Or, quel est l'objet de M. Picquet ? Au lieu de faire sentir à ses malheureux paroissiens les effets de sa bienveillance, au lieu de leur donner les secours qu'ils avaient osé espérer de lui, il demande dans ce moment sa part dans cette même aumône, il demande que, sur chaque habitant, il soit prélevé une somme de cinquante sols pour le dédommager de la faible perte d'une mesure sans valeur. M. Boistel, seigneur de la paroisse a perdu comme M. Picquet une mesure qui a été comprise dans l'incendie, et il ne croit point qu'il lui soit permis de rien

réclamer. » 30 janvier. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur la requête de M. Picquet de Belloy et la réponse des habitants. « Le garde qui occupait cette maison a une part dans le chauffage : ce n'est pas le garde qui réclame une part, c'est M. Picquet comme propriétaire du fonds. La propriété est, je crois, la cause productive du droit au tourbage dont s'agit : la propriété de M. Picquet étant incontestable, il est fondé à réclamer comme incendié, une part de propriétaire. Je pense, Monsieur, que c'est le cas de le comprendre dans l'état du supplément qui aura lieu. » Amiens, 4 février. — Nouveau mémoire de M. Derveloy sur la contestation entre M. Picquet et les habitants de Belloy. Il persiste à croire M. Picquet bien fondé dans sa demande. Amiens, 6 février. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur une réclamation du nommé Jean-Baptiste Delhommel, relativement à sa part au produit dudit tourbage. Amiens, 10 février. — Requête de Charles Corbin, manouvrier et consorts, à l'effet d'être compris dans l'état des incendiés de Belloy. Amiens, 24 mars. — Requête des habitants de Belloy à l'Intendant, à l'effet de faire reconstruire l'église, le presbytère et l'école de leur paroisse. 29 mars. — Requête du sieur Bonnard, curé de Belloy, à l'Intendant, à l'effet d'avoir part au produit du tourbage, en raison des pertes qu'il a faites dans l'incendie. 2 avril. — Procès-verbal des opérations faites à Belloy-sur-Somme, par M. Derveloy, subdélégué pour déterminer les conditions dans lesquels seront rétablis l'église, le presbytère, l'école et le cimetière dudit lieu, et les moyens de pourvoir à ces dépenses. Après une contestation entre M. Picquet et M. Boistel, il est arrêté que le presbytère, l'école et le cimetière seraient maintenus sur leurs anciens emplacements. « Par M. Boistel a été observé que, depuis le 5 juin dernier, il n'a été entièrement occupé qu'à réparer le malheur arrivé à la communauté, que M. l'Intendant et nous, connaissons les démarches sans nombre qu'il a faites pour y parvenir, que c'est par un effet de son affection pour la communauté, qu'il faisait le sacrifice d'un terrain pour y construire un nouveau presbytère, et prévenir les accidents pareils à ceux qui sont arrivés par l'incendie de l'ancien, qu'il espérait, par les sacrifices qu'il faisait, de réunir tous les suffrages, que son offre étant devenue une pierre de scandale, il la retire, et qu'il déclare vouloir conserver son terrain, ajoutant que la construction du presbytère n'aurait pas coûté une obole de plus à la communauté, qu'elle y aurait gagné l'emplacement de l'école, qu'elle y aurait gagné l'augmentation du cimetière qui était trop petit, et que tous ces avantages ayant été contredits, tant par M. Picquet que par les externes et quelques habitants mal intentionnés, il croit devoir se désister des propositions ci-devant faites. » 17 avril. — Procès-verbal de la visite

de la nef et clocher de l'église de Belloy et devis des travaux à y exécuter, dressé par Charles Delamarre, maître charpentier et entrepreneur de bâtiments à Amiens. 18 avril. — Id. du chœur de ladite église. 18 avril. — Devis du presbytère de Belloy, par le même. 18 avril. — Devis de l'école et des murs du cimetière de Belloy, par le même. 18 avril. — Procès-verbal d'emparquement de 75 verges de marais à tourber au profit des habitants de Belloy. 18 avril. — Id. d'un demi-journal au profit de M. Picquet de Belloy. 18 avril. — Procès-verbal de l'assemblée des habitants de Belloy, convoquée par-devant M. Derveloy, subdélégué, relativement au partage du produit du tourbage accordé aux incendiés. 19 avril. — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, pour contraindre le sieur Jumel-Riquier à refaire l'emparquement du tourbage de réserve accordé aux habitants de Belloy incendiés. 20 avril. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, lui rendant compte de ses opérations à Belloy. « Il a été arrêté que l'église serait rétablie sans agrandissement, que le presbytère resterait dans son ancien local, ainsi que l'école, que le cimetière ne serait pas transféré, qu'il serait pourvu au paiement par la voie d'un tourbage dans la partie orientale de la commune, en accordant un journal à la commune et un demi-journal à M. Picquet... la part réclamée par M. Picquet pour la maison de son garde n'a pas éprouvé de difficulté. » Amiens, 20 avril. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, au sujet du refus fait par M. Jumel-Riquier, de refaire l'emparquement du tourbage de Belloy. Il propose d'envoyer à sa place le sieur Billot. Amiens, 21 avril. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur les opérations par lui faites à Belloy. 30 avril. — Requête de M. Picquet de Belloy à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à tourber 25 verges en sus du demi-journal auquel il a droit dans les marais de Belloy. 30 avril. — « État estimatif de la reconstruction à faire de l'église et clocher de la paroisse de Belloy-sur-Somme, dressé par moi, Charles de Lamare, expert. » Amiens, 2 mai. — Procès-verbal de réarpentage d'une partie de la réserve des marais de Belloy, par le sieur Jumel-Riquier. 2 mai. — Requête de M. Boistel de Belloy à l'Intendant, réclamant contre les décisions de l'assemblée des habitants de Belloy du 17 avril, et tendant entre autres choses à ce que le presbytère de Belloy soit reconstruit sur un autre emplacement et le cimetière transféré hors du village. Amiens, 3 juin ; avec l'ordonnance de M. d'Agay, intendant, qui déboute M. Boistel de sa demande. 19 juin. — Plans et coupes de la nef, du clocher et du chœur de l'église de Belloy. — Plan du presbytère de Belloy 19 juin. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, au sujet de la demande de la veuve d'Antoine Carbonnier, de Belloy-sur-Somme, à l'effet

d'obtenir un secours de 150 livres. Amiens, 25 juin. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, concluant à l'approbation d'une délibération des habitants de Belloy, à l'effet de prendre sur le tourbage le paiement d'une somme de 100 l. 14 s., dont 39 l. 4 s. pour le coût d'une petite cloche qu'ils ont fait monter provisoirement dans un arbre du cimetière, pour suppléer à celles qui ont été fondues dans l'incendie, et 61 l. 10 s. qu'ils allouent au syndic pour vacations. Amiens, 25 juin. — Notification à M. Derveloy par M. Boistel de Belloy, qu'il va interjeter appel de l'ordonnance de l'Intendant du 19 juin qui le déboute de sa demande. 28 juin. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant. Il estime que l'appel interjeté par M. Boistel n'oblige pas de surseoir aux adjudications des édifices publics de Belloy. « L'acte de M. Boistel est un nouvel épouvantail, il s'anéantit devant les principes de l'administration ». Amiens, 28 juin. — Avis de l'adjudication des travaux des édifices publics de Belloy fixée au vendredi 1^{er} juillet (impr. affiche). — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant lui envoyant les procès-verbaux d'adjudication des travaux des édifices publics de Belloy. Amiens, 4 juillet. — Délibération des habitants de Belloy, arrêtant entre autres choses, qu'on ne plaiderait pas contre M. Boistel « qui ne veut que le bien et l'avantage de la paroisse », qu'il est dangereux de reconstruire le presbytère et le cimetière dans leur ancien emplacement, etc., et que requête serait adressée à l'Intendant sur cet objet. 3 juillet. — Lettre de M. Boistel à l'Intendant, lui envoyant la précédente délibération. « Je n'ignore pas qu'on empoisonne à vos yeux toutes mes démarches, et cependant il n'en est aucune qui ne soit dictée par mon respect pour vous et par le désir de concilier mon devoir avec vos volontés... Si l'avis sage et prudent qui avait été ouvert par M. Maugendre d'envoyer M. Rousseau sur les lieux, avait été suivi et n'avait point été contredit, tout serait terminé. » Amiens, 8 juillet. — Requête des habitants de Belloy à l'Intendant, demandant l'exécution de la délibération par laquelle ils ont arrêté de transférer le presbytère, etc., délibération prise « dans un temps non suspect, voisin de l'incendie, lorsqu'il n'y avait encore aucune division dans la paroisse et que tous les esprits étaient réunis pour son plus grand avantage... C'est depuis ce temps, Monseigneur, qu'on a fomenté la division dans la paroisse. Un homme né pour son malheur, sans autre objet que de contredire tout ce qui avait été fait pour son avantage jusqu'à ce moment, a pratiqué quelques habitants qui lui étaient dévoués et mal intentionnés. Vous voudrez bien observer que c'est le syndic qui avait proposé lesdites délibérations du 4 juillet et du 8 septembre ; c'est par lui présentement que cet ouvrage va être détruit. Il fut question au mois de mars dernier de demander la visite des

bâtiments publics incendiés, il ne devait être question dans la requête qu'on devait donner à cet effet que de former cette demande ; au lieu de s'y borner, on y inséra furtivement, sans délibération préalable, que le presbytère serait rétabli dans son ancien emplacement, et c'est cette requête furtive, qui n'a jamais été délibérée en pleine assemblée, qui a été signée dans l'intérieur des maisons particulières, qui n'est souscrite, à ce que l'on pense, que de dix, douze ou quinze personnes séduites, ignorantes ou intimidées, qu'on oppose aux deux délibérations authentiques du 4 juillet et du 8 septembre. » Il a été arrêté dans la délibération du 3 juillet 1785 « qu'on ne plaidera pas contre M. Boistel. Et comment la paroisse pouvait-elle prendre une autre délibération ? C'est lui seul, vous le savez, Monseigneur, qui s'est occupé du rétablissement du village, c'est lui seul qui a sollicité les secours abondants que vous avez jetés sur la paroisse et dont elle conservera une éternelle reconnaissance. Il a donné l'hospitalité à M. le curé et à 75 personnes de la paroisse et à tous leurs bestiaux pendant six mois. Il a été cinquante fois chez M. le subdélégué pour hâter les secours que vous avez eu la bonté d'accorder et pour solliciter vos faveurs, et c'est de lui seul que la paroisse a reçu des secours particuliers et des aumônes qu'il continue encore tous les jours... A l'égard du cimetière, dont M. Boistel demande aussi la translation, il est constant qu'il est trop resserré ; il ne contient que treize verges, terrain absolument insuffisant pour une paroisse de 8 à 900 habitants ; mais il peut être agrandi de la plus grande partie de l'emplacement du presbytère, et alors il sera suffisant... Dans l'assemblée du 17 avril il y a eu une voix unanime pour la conservation du cimetière, et il n'y a eu de réclamation que de la part de M. Boistel. Il est vrai que sa translation avait été arrêtée dans l'assemblée du 4 juillet 1784, et qu'il serait plus avantageux qu'il fût hors du village, mais le désir des habitants est qu'il soit conservé. Les suppliants ne vous le dissimuleront pas. » Ils s'associent à l'opposition faite par M. Boistel à la reconstruction du presbytère dans son ancienne place. 9 juillet. — Mémoire sur ladite délibération. — « Partie du plan du village de Belloy-sur-Somme. » 9 juillet. — Requête des habitants de Belloy-sur-Somme à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à prélever sur le prix de vente des tourbages la somme de 5050 l. pour la réfection de leurs trois cloches qui devront peser en tout 4,000 environ. 1^{er} août. — Procès-verbal de récolement des 75 verges de marais tourbés pour le chauffage des habitants de Belloy. 23 août. — Id. du tourbage fait au profit de M. Picquet de Belloy. Celui-ci étant décédé le 1^{er} mai de la précédente année, cette exploitation est restée imparfiée. 23 août. — « Plan des deux parties de tourbages en réserve de la commune de Belloy, pour

servir à guider l'exploitation qui doit s'en faire. » v. 1785, — etc.

C. 830. (Liasse.) — 43 pièces, papier (2 imprimées, 2 plans).

1785-1786. — BELLOY-SUR-SOMME. — Requête d'Antoine et Alexis Daboval à l'Intendant, à l'effet d'être compris dans la répartition du produit du tourbage accordé aux incendiés de Belloy. 16 mars 1786. — Procès-verbal de réception des puits de Belloy. Belloy, 19 mars 1786. — Réponse de habitants de Belloy à la requête des sieurs Daboval. Belloy, 3 avril 1786. — Mémoire de M. Derveloy, sur la requête des sieurs Daboval qu'il estime devoir être mise au néant. Amiens, 5 avril 1786. — Réponse favorable des syndic et habitants de Belloy à une demande de 18 l., 16 s. 6 d. réclamée par Joseph Thuilier. Amiens, 12 avril 1786. — Marché passé entre les habitants de Belloy et Jean-Baptiste Delarche, fondeur de cloches à Élencourt, pour la fonte des trois cloches dudit Belloy. 1^{er} août 1785. — Mémoires desdites cloches. 28 juin et 18 octobre 1786. — Requête de Louis Morand, marchand chaudronnier à Amiens, à l'Intendant, à l'effet d'être payé du prix de 4116 l. de cuivre rouge qu'il a fournies pour les cloches de Belloy. 13 septembre 1786. — « État de la dépense relative à la fonte des cloches de la paroisse de Belloy-sur-Somme. » 15 octobre 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur la requête du sieur Morand. 18 octobre 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur une requête des nommés Barbier et Brunet, adjudicataires des marais de Belloy, qui « exposent que lors de l'adjudication, il a été convenu dans l'assemblée qu'il serait fait un régal de 24 l. dont 12 l. seraient payés par les adjudicataires et 12 l. par les habitants, qu'ils ont avancé les 24 l. Ils demandent qu'il leur soit tenu compte de 12 l. et qu'ils en soient remboursés sur les deniers étant ès mains de M. de Cléry. Cette demande est une véritable dérision. J'ignore ce qui a pu se dire à ce sujet au moment de l'adjudication ; des propos de cette espèce sont faits pour être oubliés. La prétendue convention est sans cause et nulle. Ce n'est pas au sein de la plaisanterie que se forme un lien de droit, et les biens communaux ne sont pas destinés à payer des régals. Cette dette ne fait pas partie de celles dont j'ai eu l'honneur de vous envoyer l'état. C'est le cas de mettre néant sur la requête. » Amiens, 21 octobre 1786. — Ordonnance de l'Intendant qui arrête à 17578 l., 6 s. les dépenses de reconstruction des édifices publics de Belloy et autres frais, et ordonnant l'adjudication d'un tourbage dans les marais de Belloy, jusqu'à concurrence de ladite somme. 31 octobre 1786. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 7 no-

vembre 1786. — « Rapport en estimation d'un tourbage à exploiter dans la commune de Belloy, en conséquence d'une adjudication qui doit en être faite par M. Derveloy, subdélégué, laquelle estimation ou appréciation doit être ignorée des enchérisseurs, pour éviter toute espèce de complot entre eux. » 25 novembre 1786. — « État des avances faites par Claude du Pontreuvé, syndic, pour les sondages des communes de Belloy. » Belloy, 26 novembre 1786. — Avis de l'adjudication pour le 27 novembre 1786 des marais à tourber de Belloy (impr. affiche). — Procès-verbal d'adjudication de 266 verges à tourber dans la commune de Belloy. 27 novembre 1786. — Requête du sieur Morand, à l'effet d'être payé de ce qui lui reste dû sur le prix du métal des cloches de Belloy. 29 novembre 1786. — Requête des habitants de Belloy qui répètent « pour vin de marché, pour la vente du marais, une croix de station avec un crucifix de 2 pieds 1/2 ou 3 pieds de hauteur, comme étant dépourvue de toute représentation de dévotion. » Novembre 1786. — Procès-verbal d'arpentage des 266 verges de marais à tourber. Décembre 1786. — « Plan figuratif de 266 verges et 2/5 de verge en trois parties vendues par adjudication le 27 novembre 1786, dans la commune de Belloy-sur-Somme. » — « État général du montant des deux tourbages accordés à la paroisse de Belloy-sur-Somme, des sommes qui ont été payées aux incendiés et pour d'autres objets sur le produit desdits tourbages et de celles qui restent à acquitter pour payer généralement toutes les dettes de cette communauté. » v. 1786, — etc.

C. 831. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1787. — BELLOY-SUR-SOMME. — Requête à l'Intendant par dame Clotilde de Sarcus, veuve de Messire Pierre-Nicolas de Baurin, écuyer, seigneur de Belloy-sur-Somme et autres lieux, au nom et comme tutrice de son fils et dudit sieur; dame Marie-Madeleine Delarue-Hubert et sieur René-Nicolas-Sulpice Hémerly, tous héritiers paternels et maternels de feu messire Claude Picquet, chevalier, seigneur de Belloy-sur-Somme, à l'effet qu'il soit procédé à l'adjudication à leur profit d'une portion de marais à tourber égale à la moitié des 266 verges accordées à la paroisse de Belloy pour la reconstruction de ses édifices publics. 2 mars; avec la réponse des habitants de Belloy, comme quoi ledit M. Picquet « qui avait avec ladite communauté droit de tourbage aux marais dudit Belloy, a donné à titre de bienfait à ladite communauté la contre partie qui devait lui revenir par concurrence, lors de l'adjudication qui serait faite d'une portion à tourber dudit marais, pour la réédification de l'église et autres édifices publics dudit lieu, ainsi qu'il est stipulé dans le procès-verbal du 17 avril 1785, et qu'en

conséquence les héritiers dudit feu M. Picquet sont non-recevables dans leur demande. » — Requête des habitants de Belloy à l'Intendant à l'effet du renouvellement des baux des terres labourables en communes. 21 avril. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur la requête des héritiers de M. Picquet de Belloy du 2 mars. « Les habitants répondent que M. Picquet, lors du procès-verbal du 17 avril 1785, a consenti au tourbage dans la partie orientale, à titre de bienfait, que ses représentants sont tenus de ses faits et promesses. Vous vous rappelez, Monsieur, les difficultés élevées sur l'assignat de la partie où devait se faire le tourbage pour le paiement des édifices publics de la paroisse de Belloy. M. Boistel a proposé, pour le plus grand avantage, de le faire dans la partie orientale où est la bonne tourbe, en accordant à la paroisse un tourbage extraordinaire d'un journal, et à M. Picquet un demi-journal l'année suivante par forme d'indemnité. M^e Varlet, stipulant pour M. Picquet a accepté cet arrangement en ces termes : Le projet de M. Boistel ne tendant qu'au bien et à l'avantage de la communauté, il s'empresse d'y accéder. M. Picquet n'a fait alors aucune réserve de ses droits résultants de l'arrêt de 1762; il a consenti au tourbage dans la partie orientale purement et simplement.... Il est vrai qu'il a témoigné quelque regret de la générosité de son sacrifice le 30 avril 1785; il a conclu à être réservé dans ses droits résultants de l'arrêt de 1762, et à tourber pendant un certain nombre d'années, 25 verges en sus du demi-journal qui lui appartient.... Par ce consentement; M. Picquet a renoncé pour le bien de la communauté à ses droits sur la partie orientale du marais qui serait tourbée, pour pourvoir à la dépense des édifices publics. S'il vivait encore, la joie de son triomphe lui rendrait léger le sacrifice d'un intérêt qui ne se réalisera que dans un avenir isolé. Ses héritiers sont enchaînés par ce même consentement : ils sont non-recevables à le critiquer..... Je pense, Monsieur, que c'est le cas de les débouter de leur demande. » Amiens 21 avril. — Procès-verbal d'emparquement des 75 verges à tourber pour le chauffage des habitants de Belloy. 25 avril. — Id. d'un demi journal au profit de la dame de Belloy, 25 avril. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant au sujet d'une requête des habitants de Belloy, se plaignant de ce que les travaux des édifices publics ne sont pas encore commencés, et requérant qu'il soit procédé à une nouvelle adjudication sur la folle enchère de l'entrepreneur. Amiens 19 mai. — Procès-verbal de récolement du tourbage annuel de Belloy, au profit des habitants. 11 juillet. — Id. au profit de la dame de Belloy. 11 juillet. — Requête d'Alexis Ducrocq, charpentier au Grand-Lavier, adjudicataire des travaux de la nef de l'église de

Belloy, à l'effet de faire recevoir lesdits travaux, 20 novembre. — Procès-verbal de réception des travaux de l'église de Belloy. 18 décembre. — « État des ménages qui composent la communauté de Belloy, pour le tourbage de cette présente année 1787 », — etc.

C. 832. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

1788-1790. — BELLOY-SUR-SOMME. — Procès-verbal de visite par les syndic et principaux habitants de Belloy-sur-Somme des travaux du presbytère, de l'école et autres, « dont l'état d'imperfection ne nous permet pas d'accorder audit Duboile au-delà de la somme de 1800 l. à-compte sur le montant de ladite adjudication. » 6 janvier 1788. — Procès-verbal de réception de l'horloge placée à l'église de Belloy. 18 janvier 1788. — Procès-verbal d'emparquement de 75 verges à tourber, pour le chauffage des habitants de Belloy. 23 avril 1788. — Id. d'un demi-journal au profit des seigneurs de Belloy. 23 avril 1788. — Procès-verbaux de récolement desdits tourbages. 7 juillet 1788. — Procès-verbal de réception du presbytère de Belloy. 21 octobre 1788. — Id. de l'école et du mur du cimetière. 21 octobre 1788. — Procès-verbal d'emparquement des 75 verges à tourber pour le chauffage des habitants de Belloy. 17 mai 1790. — Id. d'un demi-journal au profit des seigneurs de Belloy. 17 mai 1790, — etc.

C. 833. (Liasse.) — 13 pièces, papier (2 plans.)

1760-1789. — BERGICOURT. — « État du revenu du domaine de Bergicourt, fait le 20 septembre 1784. » — LA BERLIERE (Oise). — État des déboursés faits par le syndic de la Berlière pendant l'année 1787. — BERNAVILLE. — Note sur la mairie de Bernaville. « Bernaville n'est point du nombre des villes et lieux de la généralité où il a été créé des maires et échevins, aussi n'est-il point compris dans l'état arrêté au Conseil, contenant la fixation de la finance de ces offices municipaux. Il n'est point compris non plus dans le nombre des villes et lieux de la généralité qui, en exécution de l'arrêt du Conseil du 21 novembre 1747, parmi les droits établis pour raison de la finance 700,007 l. pour la réunion des offices municipaux aux corps et communautés des villes et lieux de la généralité pour lesquels ils ont été créés. Il n'y a donc et ne peut y avoir à Bernaville d'autre maire que par un ancien usage, qui s'est perpétué par les prétentions des seigneurs. Comme à Long et autres lieux, ces sortes de maires nommés par la communauté, mais toujours vraisemblablement avec l'agrément des seigneurs, ne paraissent devoir être considérés que comme syndics sous une autre dénomination, d'autant plus que c'est en cette qualité qu'ils dirigent et suivent les affaires qui

intéressent la communauté et le service du Roi, relativement aux ordres adressés dans ces paroisses par M. l'Intendant. » XVIII^e s. — BERTEAUCOURT-LES-DAMES. — Quittance par les syndic et principaux habitants de Berteaucourt-les-Dames, de la somme de 420 l. prêtée par le sieur Savary pour l'achat d'un homme pour le service du Roi. Berteaucourt, 10 février 1760. — Requête des habitants de Berteaucourt à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés « vu la misère des temps et le débordement des eaux qui ont entièrement endommagé les terres aux chanvres qui est la seule ressource desdits habitants », à affermer deux journaux ou environ de marais pour rembourser ladite somme de 420 l. 24 février 1760 ; ordonnance de M. d'Invaux, intendant, prescrivant ladite adjudication. Amiens 18 mars 1760. — Autorisation donnée par les syndic et principaux habitants de Pernois à ceux de Berteaucourt, de rétablir à leurs dépens une digue en partie sur le territoire de Pernois, pour garantir ledit Berteaucourt des inondations. 21 avril 1760. — Procès-verbal d'adjudication des deux journaux de marais accordés aux habitants de Berteaucourt. 21 avril 1760. — Procès-verbal d'adjudication de 2 journaux 1/2 de marais pour quatre années, pour parfaire le paiement de la somme de 405 l., pour réparations à faire au clocher de l'église de Berteaucourt-les-Dames. 11 juillet 1765. — Deux plans de l'église de Berteaucourt-les-Dames. XVIII^e s. — BERTEAUCOURT-LES-THENNES. — Délibération des habitants de Berteaucourt-lès-Thennesses, à l'effet de faire une nouvelle adjudication des herbes et foin de 7 à 8 journaux de communes. 26 avril 1789. — Ordonnance de l'Intendant approuvant ladite délibération. Amiens, 18 mai 1789, — etc.

C. 834. (Liasse.) — 29 pièces, papier.

1754-1787. — BERTRANCOURT. — Requête de Jean Delaporte, laboureur à Bertrancourt, à l'Intendant, exposant que « le 15 septembre dernier, étant à ensemençer en blé une terre tenant au bois nommé le Bois de Branles auprès du village de Colincamp, et ayant posé un sac dans lequel il y avait 4 mesures de blé sur une autre pièce de terre auprès de celle que le suppliant ensemençait, il fut surpris d'apercevoir la nommée Gabrielle Jovlet, femme de Jean Masclef, laboureur, demeurant à Colincamp, accompagnée d'un homme à lui inconnu qui venait pour prendre ledit sac de quatre mesures de blé, ce qui obligea le suppliant de quitter sa charrue pour s'opposer à l'enlèvement de son dit sac de blé ; mais ladite Jovlet outrée de colère, à l'aide de cet inconnu, accabla le suppliant d'injures, de calomnies et de menaces, et cet inconnu lui porta un coup de poing sur la poitrine, duquel il tomba à

la renverse par terre. Pendant ce temps, ladite Jovlet vida ledit blé par terre et emporta le sac. Dans cette triste circonstance, le suppliant se mit à crier : *Au meurtre, au voleur et à l'assassin*, sans avoir été secouru de qui que ce soit, quoiqu'il y ait eu plusieurs personnes dans ledit bois de Branles, que la dite Jovlet y avait sans doute fait poser pour satisfaire son dessein médité. » 12 décembre 1759. — BETHENCOURT-SUR-SOMME. — Requête des habitants de Bethencourt-sur-Somme à l'Intendant à l'effet d'être autorisés à couper pour leur chauffage des bousins dans leurs communes le long de la Somme. 12 mars 1754. — Procès-verbal dressé par le sieur Léger, inspecteur des communes de Picardie, au sujet des bousins de Bethencourt. 18 mai 1754. — Procès-verbal dressé par l'inspecteur des communes, comme quoi les habitants de Bethencourt ont tiré des bousins de leurs communes sans autorisation de l'Intendant. 7 août 1755. — Requête des habitants de Bethencourt-sur-Somme à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à se défendre en Parlement contre ceux de Saint-Ouen. 30 janvier 1787. — Note de M. Santerre au sujet de la contestation entre les habitants de Bethencourt et ceux de Saint-Ouen sur la propriété de différents marais. Doullens, 14 avril 1787. — Nouvelle requête des habitants de Bethencourt, à l'effet de suivre l'instance contre les habitants de Saint-Ouen. 17 mai 1787. — Lettre de M. Doria à l'Intendant, au sujet d'une irrégularité dans la délibération des habitants de Bethencourt, relative à ladite affaire. Cayeux, 20 mai 1787. — Lettre de l'Intendant au comte Doria, au château de Cayeux, par Corbie, l'informant qu'il vient de faire expédier son ordonnance d'autorisation aux habitants de Béthencourt. 26 mai 1787. — BEUVRAIGNES. — Requête des habitants, corps et communauté de Beuvraignes à l'Intendant, expositive que la « coutume dans la paroisse de Beuvraignes est que, quand un particulier possédant un lot d'usage s'absente volontairement pendant un an et un jour, il le perd, et ce droit d'usage est dévolu au plus ancien marié et taillable. Dans la circonstance présente, la nommé Louis Vitte s'est absenté volontairement de la paroisse en se vendant milicien, pour quoi il a été bien payé, les habitants, corps et communauté de la paroisse de Beuvraignes, considérant le lot d'usage possédé par ledit Louis Vitte comme vacant, ont obligé Louis Picard, dit Hachette, de se mettre en possession de ce lot d'usage, attendu que ledit Louis Picard, dit Hachette, était plus ancien, marié et taillable. » 9 décembre 1765. — Mémoire de M. Martinot sur la réclamation du sieur Louis Vitte, dit Saint-Louis, ancien milicien du bataillon de Péronne ; il estime que sa part de commune doit lui être rendue, sans restitution de fruits. Montdidier, 27 décembre 1765. — Ordonnance de l'Intendant conforme à l'avis de M. Martinot.

31 décembre 1765. — Requête du sieur Louis Vitte à l'Intendant, à l'effet d'être réintégré dans son lot d'usage dans la jouissance duquel il se trouve troublé. Juillet 1766. — Mémoire de M. Martinot sur ladite réclamation. Montdidier, 17 décembre 1766. — Réponse des syndic et habitants de Beuvraignes à ladite réclamation. v. 1766. — Réponse du sieur Delarue, syndic de Beuvraignes à une réclamation de Charles Delarue, invalide, pour une portion de communes. Beuvraignes, 22 octobre 1769. — Mémoire de M. Martinot sur la réclamation de Charles Delarue. Il estime qu'il serait juste d'accorder audit Delarue, en récompense de ses services, la première portion de commune qui viendrait à vaquer par le décès du possesseur actuel. Montdidier, 25 octobre 1769. — BIERMONT (Oise). — Lettre de la marquise de La Vieffville à l'Intendant, pour appuyer une requête de ses vassaux. 31 octobre 1785. — Réponse de l'Intendant à la marquise de La Vieffville au sujet de la requête « par laquelle les habitants de Sorel, Orvillers, Biermont et Mortemer demandent à être dispensés de corvée pendant trois années, pour leur donner la facilité de réparer les rues de leurs villages qui sont impraticables » etc. Il demande une délibération des habitants desdits villages, pour aviser, mais quant à l'exemption de corvée, il lui sera impossible de la leur accorder. 6 novembre 1785. — Mémoire de M. Pucelle sur ladite requête. La réclamation susdite lui paraît fondée et il serait à désirer qu'on pût accorder auxdits habitants une diminution sur la corvée des années 1786 et 1787, ainsi que les rebuts des pavés de la route de Flandres à Paris. Montdidier, 3 décembre 1785. — Rapport présenté à M. de la Touche, d'après lequel il n'y a pas d'inconvénients à accorder auxdits habitants les pavés de rebut. 4 janvier 1786. — BLANCFOSSE (Oise). — Lettre à M. de Vergennes l'informant d'un incendie considérable arrivé la nuit précédente au village de Blancfossé près de Breteuil, et qui a détruit 45 maisons. « Le sieur Levavasseur, maître de poste de Breteuil, qui avait à Blancfossé dans une grosse ferme de forts approvisionnement pour le service de sa poste et les équipages de six charrues, a tout perdu. M. d'Agay, intendant d'Amiens, a donné des ordres pour assurer dans les premiers moments la subsistance des malheureux incendiés, en attendant de plus grands secours qu'il espère obtenir pour eux de la bienfaisance du gouvernement. Breteuil, 7 juin 1779. — État des déboursés du syndic de Blancfossé pour 1787, — etc.

C. 835. (Liasse.) — 23 pièces, papier.

1760-1784. — LE BOISLE. — Délibération des curé, marguilliers et fabriciens, syndic et habitants du Boisle,

acceptant que la fondation de deux messes que le prieur de Vergeollet est tenu de faire acquitter par semaine, le soit dans l'église du Boisle, et s'opposant à la translation qui en avait été faite par ordonnance de l'évêque d'Amiens à l'église de Bouflers-Monstrelet. 3 août 1760. — Délibération des habitants de Vergeollet, s'opposant à toute translation desdites messes, et demandant le rétablissement de la chapelle du prieuré détruite depuis environ 50 ans, et où lesdites messes devront être célébrées conformément aux intentions des fondateurs, et pour satisfaire à la dévotion des habitants, le revenu dudit prieuré étant plus que suffisant pour subvenir à toutes ces charges. 21 septembre 1760. — Arrêt du Parlement qui déboute les habitants de Vergeollet de leurs requêtes, et ordonne que lesdites messes seront acquittées dans l'église du Boisle, soit par le vicaire, soit par tout autre prêtre, lorsque le titulaire du prieuré ne pourra les acquitter lui-même. 19 avril 1782. — « Mémoire de la taille de ceux qui ont signé la délibération et fait leur marque des habitants de la communauté du Boisle, en date du 12 janvier 1783. » — Délibération des habitants du Boisle, arrêtant d'aliéner une portion de leur commune pour payer les frais de leur procès contre le sieur Lemaeschal, prêtre, curé de Lombron, diocèse du Mans, prieur commendataire du prieuré simple de Sainte-Marie-Madeleine de Vergeollet. 12 janvier 1783. — « Mémoire des frais avancés et déboursés dus à M^e Moynat, procureur au Parlement pour avoir occupé pour les habitants du hameau de Vergeollet, dans leur instance contre le sieur Lemaeschal. » 26 janvier 1783. — Id. des frais dus à M^e Fremy, procureur au Parlement, par les habitants du Boisle. 9 février 1783. — Mémoire à l'Intendant, au sujet de la demande faite par les habitants de Vergeollet d'aliéner une partie de leurs communes pour payer les frais de leur procès. Abbeville, 15 mars 1783. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant, sur le paiement des frais dudit procès par les habitants du Boisle. Abbeville, 15 mars 1783. — Ordonnance de l'Intendant, prescrivant la visite des marais communs du Boisle et de Vergeollet, pour voir s'il est possible d'en mettre une portion en réserve pour subvenir aux dépenses dont s'agit. 20 mars 1783. — « Visite, arpentage et emparquement des marais communs du Boisle et de Vergeollet. » 14 juin 1783. — Ordonnance de l'Intendant, statuant qu'il sera procédé à l'adjudication 1^o de deux portions de communes dans les marais du Boisle ; 2^o d'une portion dans ceux de Vergeollet. » 26 décembre 1783, — etc.

C. 836. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1758-1787. — BLANGY-TRONVILLE. — Quittance par J.-B. Delattre, syndic de Blangy, de la somme de

101. 4 s. donnée par M. de la Loudre pour l'habillement de milice. Blangy, 17 février 1758. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet d'une adjudication de plusieurs portions de communes faite indument à Blangy. Amiens, 27 mai 1758. — « Mémoire des ouvrages que j'ai faits, moi Louis Deparis maître couvreur..... pour le raccommodage de l'église et du clocher de Blangy ». Amiens, 1^{er} juin 1758. — Procès-verbal par l'inspecteur des communes de l'adjudication illégale des portions de marais de Blangy. 15 juin 1758. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant. Ladite adjudication n'a eu lieu que par ignorance des règlements. Amiens, 19 juin 1758. — Requête des habitants de Blangy à l'Intendant, tendant à ce qu'il soit fait par le subdélégué la criée d'une portion de pré pour une seule année. 13 juillet 1787. — BONCOURT (Oise). — État des dépenses faites par le syndic de Boncourt pour l'année 1787. — BONNEUIL (Oise). État des dépenses faites par le syndic de Bonneuil pour l'année 1787. — BOUCHOIR. — Requête des entrepreneurs associés de la reconstruction du presbytère de Bouchoir, à l'effet d'assigner au bailliage de Montdidier le sieur Pétré, menuisier à Arvillers, leur coentrepreneur, pour obliger celui-ci à terminer les travaux qu'il a commencés. Montdidier 17 avril 1787. — État des dépenses du syndic de Bouchoir pour 1787, — etc.

C. 837. (Liasse.) — 30 pièces, papier (1 plan).

1436-1777. — BOUFLERS. — Transaction entre Jacques de Brimeu, chevalier, sieur d'Ignaucourt, Grigny et Villeroy d'une part, et Pierre de Bouflers, écuyer, seigneur dudit lieu de Bouflers et de Dauconay d'autre part, relativement aux pâturages dans un quartier de communes sis entre Bouflers et Villeroy. Abbeville, 17 octobre 1436. Copie du XVIII^e s. — « Procès-verbal d'adjudication de 62 journaux de marais dans les communes de Bouflers. » 22 mars 1738. — Procès-verbal de réception des travaux de reconstruction de l'église, du presbytère, de l'école et de l'oratoire de Saint-Mauguille à Bouflers. 25 novembre 1741. — Bail de deux journaux dans les marais communs de Bouflers. 28 juillet 1759. — Mémoire des héritiers de l'adjudicataire de la construction à faire d'une église, presbytère et école à Bouflers, produisant les trois pièces précédentes, dans une contestation qu'ils ont avec les habitants de Bouflers, relativement à ladite adjudication. Doullens, 18 juillet 1767 ; et réponse des syndic et habitants de Bouflers. Bouflers, 8 septembre 1767. — Requête à l'Intendant par Georges Duflos, marchand drapier à Doullens, l'un des cohéritiers de Jacques Duflos, entrepreneur des édifices publics de Bouflers, à l'effet d'être payé d'une somme de 325 l., 7 s., 6 d. dus à

son auteur, pour prix de bois neufs fournis par augmentation dans la construction desdits édifices. 18 juillet 1767 ; et réponse des syndic et habitants de Bouflers. 8 septembre 1767. — Mémoire de M. Bouteiller sur la contestation entre les habitants de Bouflers et les héritiers Duflos. Abbeville, 29 mai 1768. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant que les héritiers Duflos rapporteront le devis desdits travaux d'augmentation, et qu'il sera fait par expert mesurage et arpentage des portions de communes aliénées audit Duflos. 2 juin 1768. — Procès-verbal de mesurage et arpentage desdites portions de communes. 10, 11 octobre 1768. — Plan des portions de marais communs du village de Bouflers, aliénés au sieur Duflos. 1768. — Mémoire des héritiers Duflos sur ladite affaire. 1768. — Requête des syndic et habitants de Bouflers à l'Intendant, à l'effet de faire payer aux héritiers Duflos 31 années de jouissance de 3 mesures, 86 verges excédant les 62 qui avaient été adjugées au sieur Duflos. 9 décembre 1768. — Mémoire à l'Intendant au sujet de ladite affaire, et favorable à la demande des habitants de Bouflers. 16 décembre 1768. — Mémoire à l'Intendant, au sujet de l'opposition formée par les héritiers Duflos à l'ordonnance de l'Intendant du 16 décembre précédent, qui les condamne à payer aux habitants de Bouflers la surmesure de 3 journaux, 86 verges. 21 janvier 1769. — Mémoire de M. Bouteiller à l'Intendant, au sujet d'une requête par laquelle les habitants de Bouflers demandent à être autorisés à mettre 4 mesures de leurs communes en réserve pour en mettre la jouissance en adjudication, à la charge d'exécuter plusieurs ouvrages pour dessécher la majeure partie de cette commune, dont ils ne tirent aucune utilité parce qu'elle est en tout temps couverte d'eau. « Comme je connais parfaitement cette commune pour l'avoir parcourue plusieurs fois en chassant, je n'ai pas eu besoin de recourir aux informations pour m'assurer de la vérité de l'exposé de ces habitants, qui est exact. » Abbeville, 2 août 1765. — Note sur la demande des habitants de Bouflers. 5 août 1765. — Ordonnance de l'Intendant autorisant ladite adjudication. 6 août 1765. — Délibération des habitants de Bouflers, arrêtant de faire le dessèchement de leurs marais, en partie submergés et devenus impraticables, et, pour payer les frais dudit dessèchement, de mettre la partie non submergée desdits marais en adjudication. 5 juin 1775. — Nouvelle délibération desdits habitants sur le même objet. 1^{er} décembre 1776. — Requête des syndic et habitants de Bouflers à l'Intendant, à l'effet d'approuver ladite délibération. 1^{er} décembre 1776. — Ordonnance de l'Intendant prescrivant la visite par expert et l'estimation des travaux à faire auxdits marais. 12 décembre 1776. — Procès-verbal de visite des

marais de Bouflers et d'estimation des travaux à y faire par Claude-Salomon Noël, architecte à Abbeville, expert nommé par M. Delegorgue, subdélégué. 27 février 1777. — Ordonnance de l'Intendant approuvant ledit procès-verbal, ainsi que les devis et plans y joints, et prescrivant l'adjudication pour 15 années de 30 journaux de communes dudit Bouflers. 10 mai 1777. — « Marais de Bouflers. Récolement de la partie renclose et aliénée pour 15 années dans les marais communs de la paroisse de Bouflers. » 30 juin 1777, — etc.

C. 838. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1779-1787. — BOUILLANCOURT-EN-SÉRY. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, au sujet d'une requête présentée au Conseil par les principaux habitants de Bouillancourt-en-Séry, par laquelle ils demandent la cassation d'une sentence rendue à leur préjudice par l'élection d'Abbeville. Amiens, 7 février 1785. — BOULOGNE-LA-GRASSE (Oise). — État des déboursés du syndic de Boulogne-la-Grasse pour 1787. — BOULOGNE-SUR-MER. — Lettre de M. de Belterre à l'Intendant, lui rendant compte d'un incendie considérable survenu à Boulogne le 16 octobre à midi, dans les écuries et magasins de deux des plus grandes auberges de la Basse-ville. « La garnison s'est portée avec empressement à donner les secours que la circonstance exigeait : M. le commandant, les officiers municipaux, ceux du génie et de l'artillerie, et on peut dire les citoyens de tous les ordres et de tous les états ont aussi donné des preuves de leur zèle. M. l'évêque s'y est rendu pour encourager ceux qui travaillaient, offrir des secours à ceux qui en auraient besoin, et lui-même s'est prêté à porter des seaux d'eau pour en donner l'exemple. Le danger lui a paru assez urgent pour ordonner l'exposition du Saint-Sacrement à la paroisse, où il est allé se mettre en prière, après avoir passé environ une demi-heure près des lieux incendiés. On a distingué parmi les ecclésiastiques qui ont porté du secours M. l'abbé de Montgazin, les capucins et les frères des écoles chrétiennes. Ils s'y sont livrés avec un zèle infatigable. » Boulogne, 17 octobre 1779, — etc.

C. 839. (Liasse.) — 38 pièces, papier.

1764-1790. — BOURDON. — Requête de Pierre Rose, syndic de Bourdon, à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à passer un nouveau bail avec l'abbaye du Gard pour le pâturage de 16 journaux de prés appartenant à ladite abbaye, et dont ils jouissent depuis plusieurs années, pour le prix de 42 l. par an. Il observe « que l'avantage que la paroisse de Bourdon retire de l'herbage de ces prés est considérable, que depuis qu'ils en jouissent, ils

ont augmenté le nombre de leurs vaches, le lait et le beurre sont d'une meilleure qualité, les engrais des terres sont plus abondants, tandis que d'un autre côté, le prix de 42 livres de loyer est très modique, et qu'enfin de quelque côté que l'on regarde la chose, le profit est considérable pour la paroisse » 12 avril 1764 ; et ordonnance de l'Intendant qui, attendu que ladite requête n'est signée que de sept habitants, déboute les suppliants de leur demande, « sauf à eux à nous rapporter une délibération prise à cet effet dans une assemblée générale de la communauté, convoquée dans les formes prescrites, et qui constate d'une manière non équivoque le vœu de la majeure et plus saine partie des habitants. » 30 avril 1764. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant sur ladite requête. Doullens, 26 avril 1764. — Lettre de M. Ducastel envoyant la délibération des habitants de Bourdon autorisés par l'Intendant, à l'effet de passer le bail desdits prés. Amiens, 8 avril 1765. — Requête de Pierre Rose, syndic de Bourdon, à l'Intendant, à l'effet d'ordonner que le prix de la location desdits 16 journaux de pré, autorisée par lui soit prélevé sur les derniers appartenants à ladite communauté 1765. — Procès-verbal d'adjudication des communes de Bourdon, par-devant M. Ducastel, conseiller au bailliage et présidial d'Amiens, subdélégué de l'Intendance, et directeur des communes de Picardie. 16 novembre 1765. — Requête des syndic, habitants, corps et communauté de Bourdon à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre de nouveau en adjudication 300 journaux de mauvaise terres communes, pour subvenir aux charges de ladite communauté. 13 décembre 1774 ; ordonnance de l'Intendant donnant ladite autorisation. 27 février 1775 ; procès-verbal de ladite adjudication. 3 mai 1775. — Délibération des habitants de Bourdon consentant à ladite adjudication. 5 février 1775. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, sur la demande des habitants de Bourdon. 24 février 1775. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne lui demandant s'il n'y aurait pas moyen de rendre lesdites terres d'une meilleure qualité, en imposant aux fermiers la condition d'y faire des améliorations. 29 mai 1775. — Réponse de M. Le Senne à l'Intendant. Il résulte des éclaircissements qu'il a pris de M. de Bourdon « qui est un bon cultivateur » et des principaux habitants, « que le sol dont s'agit est absolument trop mauvais pour provoquer à la dépense qu'entraînerait un amendement. » Doullens, 5 décembre 1776. — Délibération des syndic et habitants de Bourdon à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber dans leurs marais pour leur chauffage de la présente année. 10 mars 1782. — Id. 9 mars 1783. — Id. 14 mars 1784. — « État des feux et ménages de la paroisse de

Bourdon pour l'année 1782. » — Id. 1783. — Procès-verbal d'emparquement des tourbages de Bourdon. 17 mai 1782. — Id. 8 avril 1783. — Id. 20 avril 1784. — Id. 18 avril 1785. — Id. 24 avril 1787. — Id. 22 avril 1788. — Id. 6 mai 1790. — Procès-verbal de récolement desdits tourbages. 19 août 1782. — Id. 11 août 1783. — Id. 2 août 1784. — Id. 23 août 1785. — Id. 10 juillet 1787. — Id. 6 juillet 1788, — etc.

C. 840. (Liasse.) — 16 pièces, papier (1 plan).

1731-1742. — BOUTAVENT (Oise). — Plan du presbytère de Boutavent. XVIII^e s. — BOUVAINCOURT. — Lettre de M. Orry à M. Chauvelin, intendant, lui demandant des éclaircissements sur un placet présenté au Roi par les habitants de Bouvaincourt, Lisle-Saint-Hilaire et Campie, « qui se plaignent que M. le marquis d'Hémont veut s'emparer d'un terrain qui appartient à ces communautés, et qu'il a sur ce même terrain fait faire plusieurs fossés qui défendent à leurs bestiaux le passage des communes dans lesquelles ils ont coutume de les faire pâturer. » Fontainebleau, 25 juin 1731. — Lettre à M. de Ray, le priant d'éclaircir ladite affaire. Amiens, 27 juin 1731. — Lettre de M. de Fontaines, major des cheveau-légers de la garde ordinaire du Roi à l'Intendant, pour appuyer la réclamation des habitants de Bouvaincourt. Fontainebleau, 30 juin 1731. — Lettre de l'Intendant à M. de Ray. Ce que demandent les habitants lui paraît juste, mais leur droit ne lui semble pas assez bien établi pour donner un avis favorable. Il le prie d'engager lui-même M. d'Hémont à entrer en accommodement. Amiens, 22 août 1731. — Lettre de M. de Fontaines à l'Intendant, le priant de hâter ladite affaire, car en attendant « cette misérable commune souffre considérablement. » Il l'engage à charger son subdélégué d'Abbeville à se transporter sur les lieux. Versailles, 27 août 1731. — Lettre de M. d'Hémont à l'Intendant, l'informant qu'il est tout disposé à entrer en l'arrangement qu'il lui propose, quelque onéreux qu'il puisse être pour lui. Hémont, 16 septembre 1731. — Lettre de M. de Ray à l'Intendant, lui renvoyant les pièces de ladite affaire, et lui faisant part des bonnes dispositions de M. d'Hémont. Abbeville, 19 septembre 1731. — BOUZINCOURT. — Règlement par Jean-Robert Bouteville, avocat en Parlement et au bailliage de Péronne, bailli général du marquisat d'Albert, subdélégué audit Albert, du chemin d'Albert à Doullens, à la traverse de Bouzincourt 13, 14 juillet 1739. — Requête à l'Intendant par Louis Ruin et Étienne Lécavelé, laboureurs à Bouzincourt, tuteurs des enfants mineurs de feu Jean Lécavelé, réclamant contre son ordonnance qui prescrit l'enlèvement d'une haie appartenant auxdits

enfants sur la rue dudit Bouzincourt, v. 1739. — Lettre de M. de Lameth à l'Intendant, en faveur des enfants Lécavelé. Hénencourt, 2 avril 1742, — etc.

C. 841. (Liasse.) — 20 pièces, papier (1 imprimée, 9 plans).

1749-1789. — BOVES. — Ordonnance de l'Intendant aux syndic, lieutenant et principaux habitants de Boves, d'avertir les sergents, grenadiers et miliciens qui pourraient être absents de ladite paroisse, de s'y rendre au plus tard dans les premiers jours d'avril 1750 pour y recevoir les ordres qui leur seront adressés à l'occasion de l'assemblée des trois bataillons des milices de Picardie. Amiens, 15 novembre 1749. — Ordonnance de l'Intendant, faisant défenses au nommé Vatel d'extraire des tourbes sur les communes de Boves. Amiens, 9 juin 1759. — Procès-verbal d'enquête sur ladite affaire par le sieur Manier. 12 juin 1759. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite affaire. 20 juin 1759. — Ordonnance de l'Intendant, qui condamne le sieur Vatel à payer à la communauté de Boves la somme de 16 livres, à laquelle ont été estimées les tourbes qu'il a enlevées induement et vendues, plus en 500 l. d'amende, modérées à 30. 25 juin 1759. — « Plan d'un petit bâtiment proposé à joindre à la maison de la communauté de Boves, à usage d'école. » 27 juillet 1762. — « Plan d'un pont en charpente proposé à reconstruire à neuf sur le ruisseau dit la Grande Écluse. » 27 juillet 1762. — Plans et coupes de la nef de l'église Saint-Nicolas de Boves. 1^{er} octobre 1776. — « Plan du bout de la commune de Boves, à l'effet d'y établir un tourbage. » 6 novembre 1777. — Délibération des habitants de Boves acceptant l'offre faite par Louis-Joseph Deville, écuyer, trésorier de France au bureau des finances d'Amiens, d'échanger un terrain servant de passage à la communauté de Boves pour faire entrer les bestiaux dans le marais de Saint-Nicolas. 8 mars 1789. — « Plan visuel du marais commun à pâture de Boves, dit de Saint-Nicolas. » XVIII^e s. — « Figure de la voirie de Boves qui conduit à Cottenchy. » XVIII^e s. — BRACHES. — Lettre de M. Martinot à l'Intendant, l'informant d'un incendie considérable arrivé à Braches, et qui a consumé 40 maisons, n'en laissant que 10 à 12 sur pied. Montdidier 19 décembre 1775, — etc.

C. 842. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1746-1790. — BRAY-SUR-SOMME. — État des revenus et charges de la ville de Bray. Bray, 3 juin 1746. — Lettre de M. de Bonneval à M. de la Combe, l'informant que le conseil du comte de Toulouse, seigneur de Bray, autorise les maire et échevins de ladite ville à tourber trois des 66 arpents qu'ils tiennent dudit comte. Paris, 9 septembre 1746. — Lettre de M. Turquet à M. Ducastel, au sujet desdits tourbages.

Bray, 25 février 1754. — Renseignements par forme de questionnaire sur les terrains communaux de Bray. Bray, 15 mars 1754. — Renseignements supplémentaires fournis par M. Turquet sur lesdites communes. Bray, 15 mars 1754. — « État des revenus, des charges et dettes de la ville de Bray-sur-Somme. » 28 septembre 1759. — Approbation par Marie-Victoire-Sophie de Noailles, veuve de Louis-Alexandre de Bourbon, duc de Penthievre etc., de la réélection de Louis Turquet, le cadet, comme maire, et de Louis Galland l'aîné, Éloi Carlier, Jean-Baptiste Leroux et Louis de Moyencourt, comme échevins de la ville de Bray. 20 juillet 1760. — État des revenus et charges de la ville de Bray. 7 septembre 1777. — « Observations sur l'état des revenus et charges de l'hôtel-de-ville de Bray-sur-Somme » par M. Gonnet de Fiéville. Péronne, 20 novembre 1782. — Lettre de M. Delessart à M. d'Agay, intendant, lui demandant des éclaircissements sur le projet de réunion de l'office de receveur de Bray-sur-Somme. Paris, 4 février 1784. — Lettre de M. Delessart à M. d'Agay, lui soumettant un mémoire des officiers municipaux de Bray-sur-Somme, qui demandent l'homologation d'une délibération qu'ils ont prise, « où il a été arrêté d'acquérir des moulins qui appartenaient autrefois à cette ville, et dont la vente est aujourd'hui poursuivie par décret, et de vendre différentes portions de terres labourables, pour y employer le prix à l'acquisition de ces moulins. Il paraît.... que l'acquisition dont il s'agit a pour objet de rédimmer les habitants de la banalité de ces moulins, et de fournir en même temps un revenu à la ville. » Paris, 28 février 1785. — Lettre de M. Ducastel à M. de Fiéville, le priant d'examiner la question. Amiens, 6 mars 1785. — Réponse de M. Gonnet de Fiéville. Il pense que cette acquisition offrira beaucoup d'avantages aux habitants de Bray. Péronne, 25 mai 1785. — Réponse de l'Intendant à M. Delessart. Il ne croit pas que la demande des officiers municipaux de Bray doive être accueillie favorablement. 31 mai 1785. — « Mémoire et observations pour la ville de Bray-sur-Somme », présenté à l'assemblée provinciale de Picardie. Le terroir de Bray est un des plus mauvais de l'élection de Péronne. « La ville de Bray ne jouit de l'avantage d'aucun commerce ni industrie : elle n'est composée que de cultivateurs et batteurs en granges, et quoique le citoyen soit laborieux, il est malheureusement pauvre, et la paroisse, qui se trouve composée de 220 ménages, suivant le rôle alphabétique, non compris quelques exempts, du nombre 140, sont assujettis à l'hôpital, suivant le catalogue arrêté par le bureau d'administration. » On demande que l'assemblée s'occupe de faire ouvrir des chemins à la ville de Bray. « La ville de

Bray est par sa position un passage pour les troupes de S. M. ; elle vont de cette ville en celles de Péronne, Bapaume, Corbie et Moreuil.... Enfin la ville de Bray a eu très longtemps un marché franc, tous les mois suivant les lettres patentes obtenues sous le règne de Louis XIV. Il n'y a que 45 à 46 ans que ce marché est éteint, l'on en ignore les motifs. 29 octobre 1787. — Procès-verbal de visite par M. Rousseau, inspecteur des communes, du tourbage projeté à Bray-sur-Somme. Bray, 3 mai 1790, — etc.

C. 843. (Liasse.) — 30 pièces, papier (2 imprimées).

1758-1790. — BREILLY. — Requête des syndic et habitants de Breilly à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber pour leur chauffage de la présente année. 15 mars 1758. — Id. 20 mars 1782. — Id. 1783. — Id. 1784. — Id. 1787. — Id. 1790. — État des ménages de la paroisse de Breilly-sur-Somme, 15 mars 1758. — Id. 1782. — Id. 1783. — Id. 1787. — Procès-verbal d'emparquement des tourbages de Breilly. 16 mai 1758. — Id. 18 mai 1782. — Id. 8 avril 1783. — Id. 23 avril 1784. — Id. 21 avril 1785. — Id. 27 avril 1787. — Id. 25 avril 1788. — Id. 18 mai 1790. — Procès-verbal de récolement desdits tourbages. 31 juillet 1758. — Id. 21 août 1782. — Id. 16 août 1783. — Id. 6 août 1784. — Id. 25 août 1783. — Id. 13 juillet 1787. — Id. 8 juillet 1788. — « Ordonnance de M. l'intendant de Picardie, qui condamne les syndic et deux principaux habitants ou plus haut cotisés à la taille de la communauté de Breilly, élection d'Amiens, solidairement en l'amende de 1,000 livres, et les syndic et deux principaux habitants ou plus haut cotisés à la taille de celle de Molliens en Beauvoisis, même élection, solidairement en l'amende de 1,500 l, pour être contrevenus aux dispositions de son ordonnance du 2 janvier dernier pour la rédaction des états contenant les noms, surnoms, âge, taille et profession de tous les garçons et hommes veufs sans enfants, exempts ou non exempts du tirage pour les troupes provinciales, etc. » 20 mai 1785 (impr. affiche), — etc.

C. 844 (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1723-1777. — BRETEUIL (Oise). — État des revenus et charges de la ville de Breteuil. 1723. — Id. 1746. — Id. 1759. — Id. 1763. — Id. 1777. — « Mémoire des moyens que proposent les officiers de ville du bourg de Breteuil, pour la levée de 991 l. des gages des officiers municipaux créés et rétablis par édit du mois d'août 1722 pour ledit bourg de Breteuil. » etc. v. 1723. — Lettre de MM. Tassart et Davalet à l'Intendant, lui accusant réception de « la lettre par laquelle vous nous mandez qu'il serait avantageux de se rédimer de la formalité d'un homme vivant et mourant et des droits casuels pour raison des offices municipaux... Nous

n'avons, Monseigneur aucuns offices municipaux ; nous ne sommes pas dans le cas de l'arrêt du 24 décembre dernier ; il n'est autre chose au bourg de Breteuil qu'une justice seigneuriale, dont les officiers sont chargés du logement des gens de guerre. Breteuil, 14 juillet 1760. — Lettre de M. Levavasseur à l'Intendant, lui rendant compte d'une émotion qui a eu lieu la veille à Breteuil, « occasionnée sur ce que deux particuliers, qui avaient entendu quelque rumeur et craignant de la révolte, avaient ôté du marché différents sacs d'orge qui y avaient été apportés pour y être vendus. » Grâce à l'intervention du juge de police, « tous les esprits irrités se sont modérés, et les projets que voulait former cette populace de crever les sacs et piller le grain n'a pas été exécuté. Je ne sais, Monseigneur, d'où provient cette fermentation : j'ai vu dans différentes années les grains beaucoup plus chers, sans qu'il soit jamais arrivé pareille chose. J'ai ouï dire que dans les marchés de Noailles et Méru près Beauvais, il y avait eu la semaine dernière des pillages totaux de tous les grains. Tout ceci fait craindre considérablement les marchands de grains et les laboureurs, qui vraisemblablement vont s'éloigner des marchés et les rendre déserts. » Breteuil, 4 mai 1775, — etc.

C. 845. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1770-1771. — BRETEUIL (Oise). — Lettre de M. Trudaine à M. Dupleix, intendant, lui envoyant une requête des syndics du bourg de Breteuil, « qui demande la confirmation d'un marché et de six foires qui se tiennent dans ce bourg, en vertu de lettres patentes de 1640 et 1656. » Il le prie de communiquer cette demande aux habitants des paroisses circonvoisines et autres intéressés, et de lui donner son avis. 30 novembre 1770. — Lettre de l'Intendant à M. Levavasseur, le priant de prendre les éclaircissements demandés par M. Trudaine sur la requête des syndics de Breteuil. Amiens, 4 décembre 1770. — Réponse de M. Levavasseur à l'Intendant. Il ne voit aucun obstacle à la confirmation desdits foires et marchés. « Ces foires ont toujours été exactement suivies, et elles deviennent même de plus en plus intéressantes pour le public. » Les syndics des communautés voisines qu'il a consultés lui ont tous déclaré n'avoir aucun intérêt à s'opposer au rétablissement desdites foires qu'ils regardent au contraire comme très commodes et très utiles pour eux. Breteuil, 15 décembre 1770. — Notes sur la demande des syndics de Breteuil. 29 décembre 1770. — Circulaire de l'Intendant à MM. Ducastel, Martinot et Derveloy, leur demandant si les foires de

Breteuil ne doivent pas préjudicier à celles établies dans leurs subdélégations. Paris, 6 janvier 1771. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant. Parmi les foires de Breteuil, « il n'y aurait que celles de la Pentecôte et celles de la Sainte-Catherine qui pourraient concourir avec nos foires de mai et de novembre ; mais la durée des leurs est trop courte pour pouvoir nuire aux nôtres qui durent quinze jours : d'ailleurs le principal objet de ces deux foires de notre ville est l'étape aux vins, qui nous attirera toujours les autres sortes de marchandises en abondance. » Ils ne voient donc aucune difficulté à accorder la demande des syndics de Breteuil. Amiens, 15 janvier 1771. — Lettre des maire et échevins de Picquigny, à l'Intendant. Ils ne voient aucun inconvénient aux foires de Breteuil. Picquigny, 17 janvier 1771. — Lettre de M. Fanchon à l'Intendant. « De mémoire d'homme l'on n'a pas vu ces foires durer plus d'un jour, quoiqu'elles soient très considérables. Il est vrai que le lendemain de la Pentecôte il y a un pèlerinage à l'abbaye, que l'on voudrait sans doute faire passer pour une foire : il ne s'y étale et s'y vend presque rien que des misères. Enfin ces foires n'ont jamais eu de lendemain. » Ces foires sont très avantageuses pour le commerce, mais il y aurait de grands inconvénients à les faire durer plus d'un jour, parce que « à 3, 4 et 5 lieues à la ronde de Breteuil il y a quantité de marchés et de foires, tels que Conty, Grandvilliers, Moreuil, Montdidier, Maignelay, Crèvecœur, Poix, etc., à qui ces jours répétés feraient un tort considérable ». Conty, 20 janvier 1771. — Lettre de M. Sellier, échevin d'Airaines à l'Intendant. Les foires de Breteuil ne peuvent point préjudicier à celles d'Airaines. Airaines, 22 janvier 1771. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant. Les foires de Breteuil nuisent bien à quelques marchés voisins, mais il ne voit pas de moyen de parer à cet inconvénient. Grandvilliers, 23 janvier 1771. — Lettre du maire de Poix. Il ne voit aucun inconvénient aux foires et marchés de Breteuil. Poix, 24 janvier 1771. — Lettre du maire d'Oisemont à M. Ducastel. Id. Oisemont, 25 janvier 1771. — Lettre de M. Martinot à l'Intendant. Id. Montdidier, 26 janvier 1771. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui envoyant l'état des officiers municipaux et syndics qui lui ont donné leur avis sur les foires et marchés de Breteuil. Amiens, 7 février 1771. — « État des officiers municipaux ou syndics qui ont fait réponse à la question de savoir si les jours de foires dont on propose l'établissement à Breteuil seraient nuisibles aux marchés établis dans les lieux de leurs résidences. » 8 février 1771. — Lettre de l'Intendant à M. Trudaine. Le maintien desdits foires et marchés, loin d'être préjudiciable ne peut être que très avantageux au public. Paris, 5 avril 1772. — Lettre de

M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur la requête du duc de Béthune, qui demande à être maintenu dans le droit de lever 12 deniers pour le mesurage de chaque mines de grains et autres droits dans les marchés de Breteuil. Paris, 5 juin 1771. — Lettre ds l'Intendant à M. Levavasseur, le priant d'examiner ladite requête. 14 juin 1771. — Réponse de M. Levavasseur à l'Intendant. La perception du droit de 1 sol par mine de grains se fait de temps immémorial, et il ne croit pas qu'elle doive nuire au commerce et à la circulation des grains. « Quant à l'origine de ce droit, je sais qu'il prend sa source dans une indemnité offerte en 1654 à M. le duc de Béthune, pour les dépenses considérables qu'ils avaient faites pour clore de murs le bourg de Breteuil et le mettre en état de défense contre les incursions des partis ennemis. » Breteuil, 27 juillet 1771. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine. Amiens, 3 août 1771, — etc.

C. 846. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1754-1789. — BRIE-SUR-SOMME. — Procès-verbal d'attribution par l'inspecteur des communes, de 160,000 bousins ou tourbes, pour les 84 ménages qui composent la paroisse de Brie-sur-Somme. 17 mai 1754. — Procès-verbal dressé contre les habitants de Brie, pour avoir tiré des bousins de leurs communes sans autorisation de l'Intendant. 5 avril 1755. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, au sujet de huit requêtes faites par les habitants de Brie, Suzanne, Briost, Cizancourt, Frise, Mesnil-Bruntel et Falvy, demandant la permission d'extraire des bousins ou tourbes dans les marais communs de leurs paroisses. Péronne, 9 mai 1787. — Ordonnance de l'Intendant, qui permet seulement aux pauvres desdites paroisses d'extraire des tourbes, et prescrivant plusieurs mesures pour la police des communes. 17 mai 1787. — BRIOST. — Procès-verbal d'attribution par l'inspecteur des communes, de 222,000 bousins pour 111 ménages qui composent les paroisses de Briost et de Saint-Christ. 17 mai 1754. — Procès-verbal du refus opposé par les habitants de Briost et de Saint-Christ de satisfaire à l'ordonnance de M. d'Aligre, intendant, du 24 mai 1754, sur les tourbages. 26 août 1754. — BROYES (Oise). — État des déboursés du syndic de Broyes pour 1787. — BUIRES-SOUS-CORBIE. — Requête des syndic et principaux habitants de Buire à M. d'Agay, intendant, exposant que, « vivement touchés de l'extrême indigence de nos frères qui sont sans aucun travail, pressés par les cris de l'humanité, et plus encore par la voix de la religion, de venir à leur secours, ne pouvant par nous mêmes fournir à leurs besoins pressants, puisque, par vos ordres, nos

greniers ont été vidés pour soulager les citoyens, celui d'entre nous qui paraît le plus à l'aise n'étant que le moins souffrant ; dans cette impuissance, nous recourons à votre autorité pour la supplier d'autoriser les habitants de la paroisse de Buire entre Corbie et Albert, à vendre une portion de leurs communes pour le soulagement de tant de malheureux qui composent la moitié de la paroisse, et dont la misère est si grande qu'on aurait peine à la croire. Supplie aussi votre grandeur lesdits habitants de Buire, de vouloir apporter la plus grande célérité, à cause que tous sont sans pain. » 8 juillet 1789. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, le priant d'indiquer aux habitants de Buire les formalités à remplir pour procéder à l'adjudication desdites communes, le plus promptement possible. Amiens, 11 juillet 1789. — Ordonnance de l'Intendant autorisant ladite adjudication jusqu'à concurrence de 1000 livres à distribuer aux pauvres de la paroisse. 23 juillet 1789. — Nomination par les habitants de Buire du sieur Jean-Louis Abamé, syndic, procureur fiscal, comme délégué pour ladite adjudication. 2 août 1789. — Réclamation du comte d'Esserteaux, contre la requête des habitants de Buire, ses vassaux, laquelle a été faite sans lui avoir été soumise. Esserteaux, 5 août 1789. — Lettre au comte d'Esserteaux, contenant plusieurs explications au sujet de ladite requête. 6 août 1789. — Approbation par le subdélégué général de l'Intendance de l'adjudication des tourbages de Buire. Amiens, 21 août 1789. — Bus. — État des déboursés du syndic de Bus pour 1787. — BUSSU. — État des déboursés du syndic de Bussu pour 1787, — etc.

C. 847. (Liasse.) — 23 pièces, papier (1 plan.)

1782-1790. — BUSSY-LES-DAOURS. — Délibération des habitants de Bussy, à l'effet d'être autorisés à tourber dans leurs communes pour leur chauffage de la présente année. 24 mars 1782. — Id. 23 février 1783. — « État des ménages de la communauté de Bussy, pour le tourbage de leur chauffage. » 1782. — Id. 1783. — Procès-verbal d'emparquement des tourbages de Bussy. 14 mai 1782. — Id. 12 avril 1783. — Id. 30 avril 1784. — Id. 13 avril 1785. — Id. 20 avril 1787. — Id. 16 avril 1788. — Id. 4 mai 1790. — Procès-verbal de récolement desdits tourbages. 14 août 1782. — Id. 22 août 1783. — Id. 10 août 1784. — Id. 18 août 1785. — Id. 18 juillet 1787. — Id. 2 juillet 1788. — Plan des marais et plantations de Bussy-les-Daours. XVIII^e s., — etc.

C. 848. (Liasse.) — 25 pièces, papier (2 plans.)

1776-1787. — CAIX-EN-SANTERRE. — État des déboursés du syndic de Caix pour 1787. — CAMON. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, l'informant de l'incendie considérable survenu à Camon. « Au

moment que je l'ai su, j'ai fait avertir le sieur d'Horville de s'y rendre avec des cavaliers de maréchaussée pour maintenir le bon ordre et exciter les travailleurs. J'avais envoyé chercher des chevaux pour m'y faire conduire : on me vint dire que le feu était apaisé, et que le sieur d'Horville et le sieur Glène, inspecteur de police qui y avait été envoyé avec des seaux par M. le maire avaient fait des merveilles. » Amiens, 29 juillet 1775. — Bulletin pour la *Gazette de France* sur ledit incendie, qui a dévoré 22 maisons. Amiens, 2 août 1775. — Plans du presbytère de Camon. 1^{er} août 1782. — Requête des syndics de Camon à l'Intendant, à l'effet d'approuver une délibération de leur communauté. 20 avril 1785. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, au sujet du projet formé par les habitants de Camon de substituer « un pont au bac qui sert maintenant au passage des bestiaux dans la commune. Comme MM. du chapitre sont propriétaires du marais, ils leur ont proposé de pourvoir à cette dépense par un tourbage qui sera pris dans le second tiers de la commune, et d'ajouter le prix du tourbage qui sera celui de la construction du pont, à la masse des dettes que la communauté leur doit, et ce sans intérêts, à la charge d'entretenir le pont de toute réparation..... Ce sera un accroissement des dettes de la communauté, mais elle en tirera un profit réel. Je ne vois, Monsieur, aucun inconvénient d'approuver cette délibération. » Amiens, 26 avril 1785. — Nouveau mémoire de M. Derveloy sur le même objet, et à l'effet d'approuver les délibérations, plans et devis y relatifs. Amiens, 9 février 1786. — Réponse de l'Intendant à M. Derveloy. Tout lui paraît bien en règle, mais comme la dépense forme un objet de 13,016 l. 10 s., il ne lui paraît pas régulier de donner son approbation avant que le tout ait été communiqué au chapitre de la Cathédrale, et que celui-ci ait donné son consentement. 28 février 1786. — Lettre de M. Derveloy envoyant l'acte capitulaire contenant le consentement du chapitre. Amiens, 26 avril 1786. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant l'établissement dudit pont. 28 avril 1786. — Accord entre Élisabeth Guyot et Noël Guérard, syndic de Camon, à cause des dommages causés au foin de ladite Élisabeth par suite des travaux du pont de Camon. v. 1786. — Mémoire de M. Laurent de Lyonne à l'Intendant, sur l'affaire entre Élisabeth Guyot et les habitants de Camon. — Requête des habitants de Camon à l'Intendant. 17 septembre 1786 ; et ordonnance de celui-ci sur ladite affaire. 21 décembre 1786. — CAMPREMY. — État des déboursés du syndic de Campremy pour 1787. — CANAPLES. — Certificat des syndic et principaux habitants de Canaples, comme quoi leur communauté n'a pas d'octrois

ni de droits patrimoniaux perpétuels. Canaples, 15 juillet 1746. — LE CANDAS. — Requête des principaux habitants du Candas au contrôleur général, sur les dons gratuits qu'on veut les forcer à payer par édit d'août 1758. « La paroisse du Candas a été imposée à 80 l. pour chaque année, quoique cette paroisse ne soit qu'un simple village, qui n'a jamais été ni ville ni bourg, où il n'y a ni marché ni foire qui puisse le rendre recommandable..... Le village du Candas est ouvert de tous les côtés : il n'est pas possible d'y établir un bureau qui puisse déterminer exactement ce qui y entre en foin, bois, bestiaux et boissons. Vu cette impossibilité locale, les habitants n'ont rien payé jusqu'au 2 janvier 1763 ; qu'enfin après les avertissements, commandements faits aux syndic et principaux habitants et les menaces d'exécution réitérées par le directeur des aides de Doullens, s'ils ne se rendaient les cautions pour toute la communauté des sommes que tous les habitants auraient dû payer,.... il fut délibéré par le syndic et les dix principaux habitants qui ont signé la délibération, qu'ils consentaient et s'obligeaient solidairement à satisfaire aux demandes de S. M. pour le don gratuit, et pour lors ils sont entrés en paiement. Ils ont payé en différentes fois la somme de 311 l., 9 s., 1 d., qui ne fait pas tout à fait quatre années, à raison de 80 l. chacune. Ils espéraient que leur zèle et leur bonne volonté à exécuter les ordres de S. M. auraient été récompensés par la restitution qui leur serait faite par le reste de la communauté de leurs avances.... Dans cet espoir, ils firent une délibération pour établir la perception du don gratuit sur la consommation de l'eau-de-vie, en augmentant le prix de la potée d'un liard,.... et en assujettissant les cabaretiers au paiement d'un droit de 12 sols par velte d'eau-de-vie qu'ils eussent débitée.... Cependant les cabaretiers qui gagnaient six sols par velte par cet arrangement s'y opposèrent, je ne sais par quel motif.... Après cette opposition des cabaretiers, le syndic et les principaux habitants présentèrent une requête à M. Dupleix, intendant de Picardie, à l'effet d'être autorisés à établir la perception du don gratuit de cette manière dans leur paroisse. Sa réponse fut qu'il ne pouvait pas faire cet établissement, et qu'il fallait s'adresser à vous, Monseigneur, pour l'obtenir.... Les années s'écoulèrent, et, à la faveur de quelques paiements faits qui n'ont monté en tout qu'à 311 l., 9 s., 1 d., comme nous l'avons déjà dit, on nous laissa tranquilles ; on s'endormit dans cette paix et on oublia qu'on devait, ou plutôt qu'on avait demandé un don gratuit. Mais les régisseurs, aussi avides que vigilants, munis avec cela de la délibération du 2 janvier 1763 qui oblige solidairement le syndic et les dix habitants qui l'ont signée, ont renouvelé les poursuites et les menaces pour être payés ; par commandement donné aux habitants le 14 octobre dernier au nom des régisseurs de

Jean Faidi, ils ont fait monter à 496 l., 7 s., 11 d. leurs prétentions sur la paroisse du Candas ; prétentions onéreuses à la paroisse, mais encore plus ruineuses pour les dix malheureuses victimes qui se sont sacrifiées pour le reste de la communauté, en souscrivant une obligation qu'ils n'ont contractée que pour éviter les frais et les exécutions dont ils étaient menacés..... Hélas, Monseigneur, malgré toute la meilleure volonté, malgré l'envie qu'ils ont de voir détourner de dessus leurs têtes l'orage qui se prépare contre eux ; leurs facultés épuisées ne leur permettent pas de satisfaire à des obligations qu'ils n'avaient contractées que dans l'espérance d'être remboursés ». Ils demandent d'être déchargés de cette nouvelle imposition. « La misère qui règne dans la paroisse du Candas est beaucoup plus grande qu'on ne l'a jamais vu. La récolte de 1767 a été très modique : la cherté du blé et du pain, qui augmente plutôt que de diminuer, a épuisé toutes les petites ressources des habitants : ils se sont trouvés hors d'état de pouvoir acheter les lins et chanvres qui leur servent à fabriquer les toiles qui font l'objet de leur commerce. Ceux qui en ont fait n'ont trouvé à les vendre qu'à un très bas prix, qui ne leur procure aucun bénéfice. Les mulots, vers et limaçons ont ravagé et ruiné la récolte dernière ; à peine a-t-on dépouillé le blé nécessaire à resemencer les terres et à payer les redevances qui sont dues..... » Ils demandent à être déchargés du cautionnement qu'ils ont souscrit, et remboursés de leurs avances par la communauté, et à ce que leur paroisse soit rayée du nombre de celles qui doivent le don gratuit. Novembre 1768. — Lettre de M. d'Invaux à M. Dupleix, intendant lui envoyant ladite requête : « Je ne puis déférer à la dernière partie de ces demandes, mais quant aux deux premières, je me porterai bien volontiers à venir au secours de ces habitants autant qu'il me sera possible. » Il lui demande par quelle voie il pourra arriver à les faire rembourser de leurs avances. Versailles, 26 décembre 1768. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, le priant d'étudier ladite affaire. Paris, 31 décembre 1768. — Délibération des principaux habitants du Candas, à l'effet de rembourser les avances faites pour le don gratuit, au moyen d'un droit sur les boissons et porcs massacrés. 15 janvier 1769. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, sur la requête des habitants du Candas. Doullens, 20 janvier 1769. — CANTIGNY. — État des déboursés du syndic de Cantigny pour 1787, — etc.

C. 849. (Liasse.) — 42 pièces, papier.

1776-1786. — CAPPY. — Lettre de M. Morgan, à l'Intendant, au sujet des procès entre la communauté de

Cappy et le marquis d'Estourmel. « Comme le but des comités établis par le Conseil sous vos auspices est d'empêcher les communautés de se ruiner en procès, et que les deux dont il s'agit entraîneront des frais très considérables, il dépend de votre prudence, soit d'ordonner que les procédures et actes vous seront remis avant tout, soit d'enjoindre, attendu la requête des dix soi-disant plus haut taillables, que nouvelle assemblée sera convoquée en présence de votre subdélégué de l'arrondissement. J'ai eu depuis notre arrêté la visite de l'intendant de M. le marquis d'Estourmel. Il m'a dit qu'en nous faisant remettre toutes les pièces, ce seigneur en passerait par notre avis. » Amiens, 23 novembre 1776. — Requête des syndic, habitants et communauté de Cappy à M. d'Agay, intendant, exposant que « ils possèdent aux village et terroir de Cappy une commune consistante en eaux et marais. Contre les dispositions précises de l'édit du mois d'avril 1667, M. le marquis d'Estourmel prétend des droits au tiers de cette commune. Suivant cette prétention, il en a distraait de son propre mouvement différentes portions considérables qu'il a affermé à plusieurs particuliers. Il a vendu depuis peu pour environ 10,000 l. d'arbres plantés sur diverses autres portions : l'on assure même qu'il a obtenu de Votre Grandeur et qu'il a reçu le tiers de l'indemnité due à la communauté pour les parties d'eaux et marais entrées dans le canal de Picardie. » Ils demandent d'être autorisés à poursuivre le marquis d'Estourmel en justice. 5 mai 1778. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville, concluant qu'il n'y a aucune difficulté d'accorder aux habitants de Cappy l'autorisation qu'ils demandent, parce que « d'après le mémoire qui est joint à ladite délibération, et l'avis des avocats qui ont été consultés sur cette affaire, ils paraissent bien fondés dans leur demande, parce que, en admettant que M. le marquis d'Estourmel ait le droit de triage dans leur commune, il est certain qu'il n'a dû en distraire aucune portion, ni vendre aucun des arbres qui y étaient plantés sans en avoir fait faire le partage judiciairement. » Péronne, 4 juin 1778. — Lettre de M. Necker à M. d'Agay lui demandant des éclaircissements sur une somme de 3,000 l. que les habitants de Cappy demandent à être autorisés à emprunter, pour soutenir un procès contre le marquis d'Estourmel. Paris, 10 août 1779. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur l'emprunt demandé par les habitants de Cappy Péronne, 20 septembre 1779. Lettre du marquis d'Estourmel à l'Intendant. Il pense qu'avant faire droit, l'Intendant devrait ordonner que les habitants s'assemblent devant le subdélégué, pour délibérer et voir s'il n'y aurait pas moyen de reprendre l'arbitrage. Il l'invite à

passer à Suzanne pendant son département. « Madame d'Estourmel y viendra pendant le voyage de Fontainebleau, Madame Victoire lui ayant donné un congé ». Saint-Mihiel, 22 septembre 1779. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de se faire donner par les habitants de Cappy un mémoire détaillé des moyens qu'ils ont à opposer à M. d'Estourmel, avec ses observations. Amiens, 24 septembre 1779. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire, ainsi que celui du marquis d'Estourmel. Péronne, 10 novembre 1779. — Lettre de l'Intendant aux avocats du comité, leur envoyant lesdits mémoires pour les examiner. Amiens, 13 novembre 1779. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de se faire remettre par les habitants de Cappy les pièces des deux procès dont s'agit, et de les lui envoyer. Amiens, 28 novembre 1779. — Lettre de M. Hubert de Matigny, avocat des habitants de Cappy, à l'Intendant, l'informant que « la communauté des habitants de Cappy est menacée d'un péril prochain. Les gens d'affaires de M. le marquis d'Estourmel ont conçu le projet nouveau d'enlever à ces habitants la pêche et la chasse des oiseaux sauvages : usages anciens, à l'ombre desquels ce climat marécageux s'est pleuplé, et sans lesquels il faudrait que les deux tiers de ce peuple abandonnassent le pays, faute d'y pouvoir subsister. On leur demande aussi le triage de leurs communes, mais sur cela ils sont prêts de consentir s'il y a lieu, car ils ne cherchent qu'à éviter tout procès. Ils sollicitent, Monseigneur, votre autorisation depuis plus de six mois, pour se défendre contre une première sentence des requêtes du palais qui leur enlève par provision leurs usages. Comme ils ont annoncé un esprit de conciliation, on leur demande dans votre bureau leurs titres et pièces pour les arranger selon l'arbitrage de quatre avocats d'Amiens, dont pas un seul n'est de leur choix, motif de leur refus. Par l'espoir qu'ils y adhéreront, on tarde, Monseigneur, de mettre cette affaire sous vos yeux, en sorte qu'il ne peuvent obtenir votre autorisation ; et tandis qu'on leur lie ainsi les mains sous le prétexte de les arranger, M. le marquis d'Estourmel les poursuit vivement au Parlement, afin d'exécution provisoire de la sentence qui les dépouille. J'apprends à l'instant, Monseigneur, que M. Pommier, rapporteur, va juger sous quatre jours cette demande provisoire. Comment les défendre ? Nos mémoires et consultations sont à l'Intendance ; ils ne peuvent compulser leurs titres dans certains dépôts, par le fait de M. le marquis qui s'opposent à ce qu'ils perçoivent leurs revenus. Il s'oppose aussi à la coupe de leurs bois en âge, tandis que la justice ait prononcé s'il le doit. On leur ôte tous les moyens de se défendre, pour les faire

périr dans une inaction forcée. On menace les plus considérables de ne point renouveler leurs baux expirés, en conséquence ils n'osent se montrer. De là cette prétendue division de la communauté, dont on se fera peut-être un moyen auprès de Votre Grandeur, et on traitera les autres de mutins. » Paris, 27 décembre 1779. — Réponse de l'Intendant à M. Hubert de Matigny, 1^{er} janvier 1780. — Lettre de l'Intendant au marquis d'Estourmel, le priant « de vouloir bien user de ménagements envers vos vassaux, et de ne pas presser le jugement de cette affaire avant de vous être assuré qu'ils ont réellement recouvré les pièces qu'ils réclament, et que je ne leur avais demandées que pour répondre à vos intentions. » 4 janvier 1780. — Requête des syndic et principaux habitants de Cappy à l'Intendant, exposant que « depuis plusieurs années certains membres de la troisième et dernière classe de leur communauté ayant élevé plusieurs difficultés relativement à certaines prétentions de la commune de Cappy contre M. le marquis d'Estourmel, seigneur baron dudit lieu, que ces difficultés ont entraîné ces communiens dans des procès ruineux qui, au but du succès, ne seraient d'aucun avantage aux suppliants qui, de leur côté, n'ont souscrit aucun acte de délibération quant à ces difficultés, qui, au contraire, se seraient portés aux voies de conciliation qu'aurait proposées leur seigneur M. le marquis d'Estourmel d'en passer par des arbitres. » Ils demandent en conséquence d'être reçus opposants à toute procédure intentée contre le marquis d'Estourmel. 8 novembre 1779 ; et ordonnance de l'Intendant, ordonnant que, dans une assemblée générale des habitants de Cappy qui sera tenue en présence de M. de Fiéville, subdélégué à Péronne, il sera délibéré sur le point de savoir si lesdits habitants entendent poursuivre ladite instance. 20 janvier 1780. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, lui envoyant les pièces desdits procès, l'informant que dix ou quinze des principaux habitants de Cappy étaient opposés à tout procès et disposés à la conciliation, et ajoutant : « Il ne m'a été remis, Monsieur, aucune pièce de la part des habitants de Cappy, c'est mal à propos que leur avocat au Parlement vous a mandé que cette communication était très préjudiciable à ses parties, puisqu'elle n'a pas eu lieu. Je sais qu'en effet M. le marquis d'Estourmel vient d'obtenir un jugement favorable contre ces habitants dans l'affaire pendante aux Requêtes du Palais, mais il est certain que ces derniers ne peuvent en imputer la faute qu'à la mésintelligence qui règne entre eux, ou au peu de fondement de leurs prétentions. Péronne, 20 janvier 1780. — Lettre du marquis d'Estourmel à l'Intendant. Les habitants de Cappy n'ont produit aucun titre qui constate leur prétention sur la chasse et la pêche. Il lui renouvelle le désir qu'il a de voir cette

affaire terminée par l'arbitrage du comité d'avocats. Paris, 20 janvier 1780. — Lettre de l'Intendant au marquis d'Estourmel, le priant de charger son homme d'affaires de le représenter dans l'assemblée générale des habitants de Cappy. Amiens, 24 janvier 1780. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, lui envoyant le procès-verbal de l'assemblée générale des habitants de Cappy. « Plus des trois quarts des habitants qui composaient l'assemblée, après en avoir conféré entre eux avec beaucoup de chaleur, ont refusé de délibérer et se sont retirés sans en vouloir dire la cause, en sorte qu'il n'est resté dans cette assemblée que les syndic et principaux habitants qui ont signé la requête qui vous a été adressée, Monsieur, lesquels m'ont déclaré insister dans les conclusions de leur requête, et d'être d'avis pour l'avantage de leur communauté, de terminer par arbitrage tant l'instance pendante aux Requêtes du Palais, que les deux autres pendantes au Parlement contre M. le marquis d'Estourmel. » Il lui observe que ces délibérants, quoique en petit nombre, paient entre eux les deux tiers de la taille de la paroisse, et que c'est sur eux que retomberaient presque tous les frais du procès. Péronne, 24 février 1780. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de demander aux parties les pièces des procès pour être communiquées aux avocats du comité. 6 mars 1780. — Requête des syndic et habitants de Cappy à l'Intendant à l'effet d'ordonner que leur délibération du 23 avril dernier sera suivie dans sa forme et teneur. 12 mai 1780. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, l'informant que les habitants de Cappy viennent de prendre une nouvelle délibération signée d'un plus grand nombre d'habitants, confirmative de celle du 13 février, et contenant plusieurs dispositions tendant à arrêter la procédure, et à retirer les pièces des mains des gens de loi. Péronne, 15 mai 1780. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite délibération. Amiens, 27 mai 1780. — Requête des syndic et habitants de Cappy à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à emprunter 3,000 l. pour subvenir aux frais de leurs procès. Avril 1781. — « État des frais dus par la communauté de Cappy, pour le procès de ladite commune contre M. le marquis d'Estourmel, seigneur de ladite paroisse. » 12 août 1781. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, lui envoyant ledit état, avec la délibération et la requête des habitants de Cappy. Il ne voit aucune difficulté à autoriser ceux-ci à emprunter lesdites 3,000 l. Péronne, 16 août 1781. — Lettre de l'Intendant à M. de Fleury, à l'effet d'autoriser les habitants de Cappy à emprunter lesdites 3,000 l. Ils pourvoiront au remboursement de ladite somme, des derniers de l'indemnité qu'ils ont à recevoir de la partie

de marais qui a été prise pour l'établissement du canal. 25 août 1781. — Lettre du marquis d'Estourmel à l'Intendant, l'informant que le nommé Pelletier, nonobstant la révocation de sa nomination au syndicat de la communauté de Cappy, s'ingère de nouveau dans cette affaire. Il lui paraît essentiel « d'arrêter cet homme qui ne manquera pas de faire faire des frais..... Pour le contenir, ne pourriez-vous pas, Monsieur, employer M. le lieutenant de police, qui le menacera de le faire enfermer s'il va en avant. C'est un homme qui n'a rien, et qui a constitué cette communauté en des frais considérables, dont il a sûrement eu quelque chose pour lui. » Paris, 31 décembre 1781. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de faire au sieur Pelletier, les défenses les plus expresses de persévérer dans sa conduite. 11 janvier 1782. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant. Le sieur Pelletier lui a déclaré qu'il regardait sa révocation comme nulle, attendu que la délibération qui l'a prononcée ne contenait le vœu que de 18 habitants sur plus de 100, et que quand il s'agit d'affaires de communautés, on s'en rapporte toujours à l'avis du plus grand nombre, sans considérer les facultés des délibérants. Péronne, 30 janvier 1782. — Lettre du marquis d'Estourmel à l'Intendant, au sujet de la conduite des habitants de Cappy. Paris, 18 février 1782. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui envoyant celle du marquis d'Estourmel. « Le nommé Pelletier vous a observé que sa nomination était régulière, parce que c'est le nombre des constituants et non la valeur des cotes qui doit prévaloir. Son raisonnement paraît assez juste, surtout dans une affaire où il s'agit comme ici de la propriété des communes qui appartiennent à tous les habitants. » Il lui demande si quelque autre motif puissant ne pourrait pas exclure le sieur Pelletier des fonctions de syndic. 27 février 1782. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant. On ne peut reprocher au sieur Pelletier que son goût prononcé pour la chicane et son attachement à sa place de syndic, qui lui permet d'aller à Paris solliciter pour la communauté. Son élection est d'ailleurs valable, n'ayant eu que deux voix contre lui, et n'a pu être annulée par la délibération subséquente prise par 31 habitants seulement, quoique des plus imposés Péronne, 22 mars 1782. — Délibération des habitants de Cappy, pour aviser aux moyens de payer les 3,000 livres qu'ils ont dû emprunter pour couvrir les frais de leur procès avec le marquis d'Estourmel. 12 février 1786. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant sur ladite délibération. Péronne, 3 juin 1786, — etc.

C. 850. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1782-1790. — CAPPY. — Certificat des syndic et habitants de Cappy, constatant qu'ils sont autorisés à tourber une partie de leurs marais communs pour le

chauffage des pauvres habitants. Cappy, 20 mars 1782. — Requête des habitants de Cappy à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à faire ledit tourbage. 25 mars 1782. — Id. 14 mars 1783. — Id. 20 mars 1784. — Id. 25 mars 1787. — Id. 14 avril 1790. — Liste des chefs de famille de la paroisse de Cappy. 13 mai 1782. — Id. 1783. — Id. 1787. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage de Cappy. 13 mai 1782. — Id. 11 avril 1783. — Id. 27 avril 1784. — Id. 12 avril 1785. — Id. 17 avril 1787. — Id. 14 avril 1788. — Id. 3 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 12 août 1782. — Id. 21 août 1783. — Id. 9 août 1784. — Id. 16 août 1785. — Id. 16 juillet 1787. — Id. 29 juillet 1788, — etc.

C. 851. (Liasse.) — 10 pièces, papier (1 plan).

1782-1788. — CARNOY. — « Procès-verbal de l'assemblée municipale de la paroisse de Carnoy, pour la nomination d'un troisième membre, suivant la lettre à nous adressée en date du 13 avril 1788 par MM. les président et membres du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne. » 20 avril 1788. — CAULIERES. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur une contestation entre les habitants de Caulières et M. de Caulières, seigneur du lieu, au sujet de plusieurs travaux faits à leur église et de la refonte de la grosse cloche. Amiens, 22 décembre 1786. — CAVILLON. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant au sujet d'une délibération des syndic et habitants de Cavillon, sur la demande formée en l'élection par Antoine Delhommel, maître du moulin à blé de Cavillon « aux fins que les habitants susnommés seront tenus de se faire régler avec les habitants de Saisseval, sur le droit d'imposer ledit Delhommel soit au rôle de Saisseval, soit au rôle de Cavillon. » 2 juin 1782. — Sentence des avocats du Comité sur l'affaire Delhommel. Amiens, 14 août 1782. — Élévation du clocher de Cavillon, 14 septembre 1782, — etc.

C. 852. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1746-1790. — CAYEUX-SUR-MER. — Lettre de M. Machart à l'Intendant, lui faisant connaître que le bourg de Cayeux n'a aucun octroi ni revenu patrimonial. Saint-Valery, 31 mai 1746. — « Dépenses syndicales faites par Parmentier, syndic de la municipalité et paroisse de Cayeux » etc. 28 décembre 1788. — Requête de Claude Parmentier, syndic de la paroisse de Cayeux, à l'Intendant, à l'effet d'être remboursé d'une somme de 180 l., 18 s. par lui avancée pour les affaires de ladite paroisse. Amiens, 30 décembre 1788. — Procès-verbal de nomination des collecteurs de la taille et autres impositions pour le bourg

de Cayeux pour les années 1789 et 1790. 28 septembre 1788. — « État des pertes des incendiés de Cayeux. » 24-25 octobre 1788. — Requête des incendiés de Cayeux à l'assemblée intermédiaire du département d'Amiens, à l'effet d'obtenir des subsides. 23 novembre 1788. — Requête des incendiés de Cayeux aux membres du bureau intermédiaire du département d'Amiens, à l'effet d'être exemptés de trois années de taille, capitation, etc. Amiens, 25 avril 1789. — Requête des principaux propriétaires de Cayeux aux membres du bureau intermédiaire du département d'Amiens, réclamant contre une décision de la municipalité dudit lieu sur l'entretien des canaux, digues, ponts et haies. 2 juin 1789. — Lettre de M. Dubrun, curé de Saint-Valery, aux membres du bureau intermédiaire, leur envoyant et appuyant ladite requête. Saint-Valery, 15 juin 1789. — Requête des principaux propriétaires et cultivateurs des bas champs de Cayeux, Brutelles, le Hamel, Autebut, Woignarue et Onival, aux membres des assemblées intermédiaires provinciales et de département, aux fins d'adopter les règlements faits sur leur demande par l'Intendant, pour l'entretien des différents travaux qu'ils ont exécutés pour le dessèchement desdits champs, dans laquelle ils exposent tout le détail desdits travaux. 27 juin 1790, — etc.

C. 853. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1784-1787. — CAYEUX-EN-SANTERRE. — Requête de Charles Legerot, marchand de tourbes à Cayeux à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à tourber dans les prairies de Cayeux et de Chuignolles. 7 avril 1787. — Lettre de M. de Fiéville à l'Intendant, lui donnant des éclaircissements sur ladite demande. Péronne, 9 mai 1787. — État des déboursés du syndic de Cayeux pour 1787. — CERISY-GAILLY. — Plans du presbytère de Cerisy-Gailly. XVIII^e s. — CHAULNES. — Lettre de M. Blondel à M. d'Agay, intendant, lui demandant son avis sur une requête du duc de Chaulnes « qui demande la suppression des lettres patentes portant établissement d'une foire franche à Chaulnes, ou la translation de cette foire à Péronne. Il expose que le sol du Santerre est très fertile, mais peu cultivé ; que les habitants se livrant à l'espoir du gain qui résulte pour eux de la tenue fréquente des foires, négligent l'objet principal de leur travail, et que les fermiers font par conséquent la loi aux seigneurs sur le prix des baux. » Paris, 11 octobre 1784. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant des éclaircissements sur la question. 17 octobre 1784. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant. « On ne peut disconvenir, Monsieur, qu'en effet la culture du terroir de Chaulnes qui est supérieur en qualité, ne soit moins soignée que celle des terroirs des autres paroisses circonvoisines, et que la pauvreté,

l'insubordination et le désordre qui règnent dans ce bourg, ne soient les suites de la fainéautise dans laquelle les habitants s'entretiennent par les petits bénéfices ou les rapineries qu'ils exercent sur les étrangers qui viennent chaque mois vendre ou acheter à leur foire. Mais on ne doit pas attribuer à cette seule cause les différents délits dont M. le duc de Chaulnes présente un tableau effrayant dans sa requête : c'est à l'horreur inconcevable que presque tous les laboureurs et fermiers de la contrée du Santerre ont conçu de ce qu'ils appellent *dépointement*, qu'on doit imputer tous les malheurs qui arrivent si fréquemment dans le pays : c'est à l'idée folle qu'ils se sont formés que les propriétaires de biens ne sont pas les maîtres d'augmenter le prix de leurs baux proportionnellement à la plus value actuelle des denrées, et qu'ils n'ont pas le droit de transmettre l'exploitation de leurs immeubles à des laboureurs étrangers, sans exposer ces derniers à tout ce que la haine et la vengeance peuvent leur suggérer de plus funeste. On ne voit pas que les habitants de Chaulnes soient plus attaqués de ce délire que ne le sont ceux des autres paroisses du Santerre ; on ne peut leur reprocher de plus qu'un goût décidé à l'oisiveté, qui forme presque toujours des sujets inutiles et même quelquefois dangereux à la société, et beaucoup de personnes sensées en attribuent la cause aux foires franches qui se tiennent dans ce bourg. » Il pense que le public gagnerait beaucoup au transfert de cette foire à Péronne. Il prévoit des oppositions de la part des habitants de Chaulnes et de quelques marchands de Péronne. On pourrait, pour donner satisfaction à ces derniers, réduire la franchise de la foire. Il joint une requête des officiers municipaux de Péronne dans ce but. Péronne, 17 décembre 1784. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville l'informant qu'il fera volontiers le transfert de ladite foire à Péronne. Il le prie de dresser de concert avec le maire de cette ville un projet d'arrêt dans ce but. 27 décembre 1784. — Lettre du duc de Chaulnes à M. Letellier, avocat en Parlement, à Péronne. La requête envoyée en son nom pour le transfert de la foire de Chaulnes est l'œuvre du chevalier de la Coste. Il l'approuve en tous points, toutefois des raisons particulières le déterminent à en différer l'effet. Paris, 6 avril 1785. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, l'informant des difficultés survenues entre le duc de Chaulnes et le chevalier de la Coste, et de l'intention du duc de Chaulnes de suspendre l'effet de sa requête. Péronne, 12 avril 1785. — Lettre de l'Intendant à M. Blondel, lui faisant part desdites difficultés. 21 avril 1785. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, lui rendant compte d'une entrevue

qu'il a eue avec le duc de Chaulnes, et dans laquelle celui-ci « ne m'a pas laissé ignorer qu'il sentait tout le tort qu'une pareille suppression causerait à une partie de ses vassaux, les uns étant marchands, les autres aubergistes ou cabaretiers. » Il pense donc qu'on peut considérer sa demande comme non avenue. Péronne, 24 mai 1785. — Lettre de M. Blondel, à M. d'Agay, l'informant qu'il n'y a quant à présent à donner aucune suite à la demande du duc de Chaulnes. Paris, 13 juin 1785, — etc.

C. 854. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1747-1788. — CHAUSSOY-ÉPAGNY. — État des déboursés du syndic de Chaussoy-Épagny pour 1787. — CHELERS (Pas-de-Calais). — Mémoire des frais d'un procès soutenu par la paroisse de Chélers. v. 1747. — CHEPOIX. — État des déboursés du syndic de Chepoix pour 1787. — CHIPILLY. — Requête de Jean-Jacques Verry frères et consorts, à l'effet d'être autorisés à tirer des tourbes. Chipilly, 31 mars 1787. — Lettre de M. de Fiéville à l'Intendant. Il ne voit aucune difficulté à accorder ladite autorisation. Péronne, 9 mai 1787. — COIVREL (Oise). — État des déboursés du syndic de Coivrel pour 1787. — CONCHY-LES-POTS (Oise). — Id. du syndic de Conchy-les-Pots. — CONTAY. — Requête des syndic et communauté de Contay à l'Intendant, représentant que le 16 juin précédent un incendie consuma cinquante-deux maisons de leur village, et demandant pour les incendiés la décharge de la corvée. Août 1785. — Nouvelle requête dans le même but. 18 décembre 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, lui demandant pourquoi la communauté de Contay n'a éprouvé aucune diminution sur sa tâche de corvée. 21 décembre 1786. — Requête des incendiés de Contay à l'Intendant, se plaignant de n'avoir reçu aucune diminution sur leur tâche de corvée. 10 janvier 1788. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, lui demandant des explications sur ce fait. 16 janvier 1788. — Ordonnance de 146 l., 16 s., 3 d., montant des taxes à la contribution représentative de la corvée des incendiés de Contay. 13 février 1788, — etc.

C. 855. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1743-1787. — CONTEVILLE. — Délibération des habitants de Conteville « à l'effet de prendre de nouveaux arrangements au sujet du journal à eux appartenant, et du demi-journal laissé par Nicolas Pichon pour les soues des puits et pour les cordes de l'église » l'adjudicataire refusant de remplir les charges. 13 janvier 1743. — Requête des habitants de Conteville à l'Intendant, protestant contre une adjudication dudit journal et demi, induement faite par le nommé Antoine Alexandre. 13 novembre 1769; et ordonnance de

M. Dupleix, intendant, annulant ladite adjudication. 30 décembre 1769. — Requête d'Antoine Alexandre à l'Intendant, à l'effet d'approuver ladite adjudication et les délibérations qui l'ont ordonnée. 4 décembre 1769. — Requête à l'Intendant signée d'Antoine Alexandre, se plaignant des tracasseries suscitées par M. Boivin, curé de Conteville au sujet de la location dudit journal et demi. 26 janvier 1770. — Mémoire de M. Le Senne sur ladite affaire. La délibération, qui nomme Antoine Alexandre syndic ad hoc, contient le vœu de la majeure et plus saine partie de la population, et doit à ce titre être approuvée, mais il y a lieu de défendre à ce syndic de procéder lui-même à l'adjudication. Doullens, 9 mars 1770. — Ordonnance de l'Intendant approuvant la nomination d'Antoine Alexandre, et ordonnant que l'ordonnance du 30 décembre 1769 sera exécutée suivant sa forme et teneur. 1^{er} avril 1770. — Procès-verbal d'adjudication dudit journal et demi, en présence de M. Le Senne, subdélégué. 18 avril 1770. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite adjudication. 27 avril 1770. — État des déboursés du syndic de Conteville pour 1787, — etc.

C. 856. (Liasse.) — 16 pièces, papier (1 plan).

1755-1787. — CONTOIRE. — État des déboursés du syndic de Contoire pour 1787. — CONTRE. — Requête des habitants de Contre à l'Intendant, à l'effet d'approuver le projet d'accomodement dans leur contestation avec M^{me} de Mareuil au sujet de leurs communes. 16 septembre 1755. — Lettre de M^{me} de Mareuil à M. d'Invau, intendant, le priant d'autoriser au plus tôt le projet d'accomodement entre elle et ses paysans. Contre, 7 novembre 1755. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant le transport du sieur Morel à Contre, pour mesurer le terrain litigieux et écouter les dires des parties. Amiens, 16 décembre 1753. — Lettre de M^{me} de Mareuil à M. Ducastel, le remerciant du choix qu'il a fait de M. Morel pour terminer son différent avec les habitants de Contre. « Ils sont si déraisonnables que j'ai regret au nouveau sacrifice que M. Morel m'a engagé de faire en leur faveur. » Elle le prie de presser l'Intendant de décider promptement pour ou contre une affaire qui a déjà beaucoup languì. Contre, 1^{er} janvier 1756. — « Mémoire que M. de Mareuil, seigneur de Contre, a l'honneur de présenter à M. Ducastel pour l'arrangement des contestations qu'il a avec les habitants de Contre. » XVIII^e s. — Plan du terrain litigieux XVIII^e s. — Lettre du comte de Mareuil à M. Derveloy, se plaignant de ce que le berger de Brassy vient faire paître ses moutons sur le territoire de Contre, et endommager les moissons en les traversant. 28 mai 1787. — Lettre de la

comtesse de Mareuil à M. d'Agay, intendant, sur le même objet. Elle le complimente de la place que vient d'obtenir M. de Villedeuil. 28 mai 1787. — Réponse de l'Intendant à M^{me} de Mareuil. 2 juin 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant. Il y a lieu d'autoriser les habitants de Contre à poursuivre ceux de Brassy. Amiens, 5 juin 1787. — Avis des avocats du comité, concluant au bien fondé de la demande des habitants de Contre. Amiens, 16 juin 1787, — etc.

C. 857. (Liasse.) — 16 pièces papier. (2 plans).

1720-1787. — CONTY. — « État de ce que doit la ville et communauté de Conty tant en principaux qu'intérêts, jusqu'au 1^{er} avril 1720, pour reste des emprunts par elle faits tant pour le service de l'État que pour les besoins particuliers de la ville. » Conty, 8 juillet 1720. — « Produit annuel des revenus patrimoniaux du bourg de Conty, n'ayant aucun droit d'octroi dans ladite paroisse. » 8 septembre 1746. — « Plans, coupe et élévation d'une fontaine à construire dans le milieu du bourg de Conty » 1755. — Requête à l'Intendant par les habitants de Conty, sur une contestation qu'ils ont avec ceux de Tilloy, au sujet d'un marais commun aux deux communautés. 9 décembre 1756. — « État des débets des anciens receveurs des communes de Conty. » Amiens, 4 juillet 1757. — Procès-verbal de M. Ducastel, comme quoi le sieur Louis Fauchon, conseiller du Roi en l'élection d'Amiens « étant à sa maison de campagne au bourg de Conty et faisant les fonctions de maire lorsqu'il s'y trouve, a déclaré que le vendredi 5 du présent mois, jour de marché audit lieu, plusieurs femmes au même lieu, le couteau à la main, entre une et deux heures, s'efforcèrent de vouloir crever les sacs de blé exposés sous la halle : deux à trois hommes se sont joints à ces femmes et voulaient forcer le sieur comparant de mettre le taux tant au blé qu'à la paille. La plus grande partie des habitants du bourg se sont transportés à cette halle, probablement par curiosité : les menaces desdites femmes et des hommes qui s'y sont joints et les cris qu'ils poussaient obligea le sieur comparant, pour les faire taire et empêcher le désordre, de faire estimer un sac de blé pour être distribué à la mesure à ceux qui en avaient besoin, et parvenir à apaiser l'émeute, qu'il a été distribué, qu'il y avait des apprêts pour le marché prochain, ce qui a transpiré, et occasionnera le dégarnissement des marchés nécessaires à la subsistance du canton, ce qu'il serait nécessaire de prévenir : enfin ce n'a été que par la douceur que le sieur comparant a employée, que le tumulte s'est dissipé. Ledit sieur comparant, enquis de dénommer les auteurs qui ont occasionné ce trouble, a observé qu'il s'exposerait à leur vengeance s'il les désignait, que pour le mettre en sûreté, ce serait d'ordonner une information

sommaire, et qu'alors il se soumettrait à l'autorité, sans suspicion de délation. » 8 mai 1775. — Certificat du syndic de Conty, comme quoi la délibération prise ce jour par les habitants dudit lieu sur la réparation de deux fontaines et d'un puits a été régulièrement prise. Conty, 22 avril 1783. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, le priant de soumettre à un homme de l'art les devis des réparations à faire aux fontaines et au puits de Conty. 27 avril 1783. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant lesdits devis. 20 mai 1783. — Requête des syndic et habitants de Conty à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à la vente pour une seule dépouille des herbes croissant sur les réserves à eux appartenant. 1^{er} juillet 1787. — Plan de l'église paroissiale Saint-Antoine de Conty. XVIII^e s., — etc.

C. 858. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1777. — CONTY. — Requête des habitants de Conty à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à se défendre dans un procès à eux intenté par M. Fauchon, conseiller en l'élection d'Amiens, afin de réduction de ses impositions au rôle des tailles. 12 mai. — Protestation de plusieurs habitants de Conty contre l'assemblée faite par d'autres habitants dudit lieu « au sujet de l'affaire de taille que plusieurs habitants avaient intentée par humeur contre M. Fauchon. » Conty, 27 juin. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite affaire. 21 juillet, — etc.

C. 859. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 87 papier (1 imprimée).

1781-1784. — CONTY. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à M. d'Agay, intendant, lui demandant ses observations sur une requête par laquelle le procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts de Clermont-en-Beauvoisis, demande « qu'en interprétant un arrêt du Conseil du 3 avril 1753, les officiers des eaux et forêts soient maintenus dans le droit de connaître des marais, prés et pâtis appartenant aux communautés, et qu'il soit en conséquence ordonné qu'une sentence de la maîtrise de Clermont, qui ordonne le partage d'une partie des prés appartenants à la communauté de Conty, sera exécutée selon sa forme et teneur. » Paris, 10 avril 1781. — Requête des habitants de Conty à l'Intendant, à l'effet qu'il soit procédé à la vente par adjudication, tant de la partie de prairie commune en litige entre la communauté de Tilloy et celle dudit Conty, que des différentes parties de communes qui appartiennent à leur communauté seule. 30 avril 1781. — Procès-verbal dressé par Charles-Auguste Follet, garde de bois, plaines et chasses, sergent des justice, terre et seigneurie de Conty, contre Charles-

François Follet, couvreur de chaumes et consorts, surpris à couper de l'herbe dans les prés communs de la réserve de Conty. 25 mai 1781. — « Pièces produites par le procureur du Roi de la maîtrise des eaux et forêts de Clermont en Beauvoisis. » Amiens, 21 juillet 1781. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 21 juillet 1781. — Mémoire de l'Intendant en réponse à M. Debonnaire de Forges. Il pense que le Conseil, sans avoir égard aux représentations du procureur du Roi de la maîtrise de Clermont, ne fera aucune difficulté d'ordonner l'exécution de l'arrêt du 3 avril 1753 « dont l'utilité est généralement reconnue dans mon département. » 1^{er} août 1781. — Lettre de M. Joly de Fleury à M. d'Agay, lui demandant des éclaircissements sur les difficultés qui se sont élevées au sujet du partage de 22 journaux de communes en réserve du bourg de Conty, ordonné par le lieutenant de la maîtrise des eaux et forêts de Clermont. Versailles, 2 août 1781. — Procès-verbal dressé par Charles Auguste Follet, garde et sergent du marquisat de Conty, certifiant que « étant ce jour audit Conty, sur ce que le syndic de Conty, hier dimanche, issue de la messe, a fait lecture à haute voix après avoir fait sonner la cloche, à l'endroit ordinaire, de l'ordre de M. Ducastel, par lequel il prévient qu'en exécution de l'ordonnance de Mgr l'intendant d'Amiens, du 26 juillet dernier, il serait procédé à l'adjudication de la portion de communes mise en réserve entre Tilloy et Conty..... sur ce que le même jour d'hier, issue de vêpres, le nommé Charles-François Follet, couvreur en chaume audit Conty, a dit que le syndic pour le Roi et la paroisse avait parlé à l'issue de la messe, et que lui, comme syndic de la canaille, il provoquait et ameutait tous les gens de son parti à se rendre ce jour d'hui, cinq heures du matin, chez le nommé Antoine Patenotte de la Branche, sergent et garde de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens, et marchand épicier audit Conty, pour y prendre quelques verres d'eau-de-vie, et ensuite se rendre dans la commune pour y faucher l'herbe croissante ; et sur ce que ledit Charles-François Follet et plusieurs autres se sont assemblés ce jour d'hui, environ les 5 heures du matin, armés de faux chez ledit Patenotte, d'où ils sont sortis pour se rendre en la prairie de Conty..... Et de fait étant.... dans le premier demi-journal des prés communs dudit Petit Marais, nous avons remarqué qu'il y en avait une partie de fauché, et que les nommés Charles-François Follet....., tous armés de faux, fauchaient ladite prairie du Petit Marais du haut en bas et traversaient toutes les pièces distribuées par demi journaux du midi au nord, et qu'il y avait déjà environ deux journaux de ladite prairie fauchés malgré le mauvais temps et la pluie continue ; que

moi Follet, ayant parlé..... aux susdits quatorze dénommés, pour savoir de quel ordre ils se permettaient de faucher l'herbe de ladite prairie, à quoi ils répondirent que c'était leur bien.... Les ayant sommé de cesser leur fauchage, ils m'ont dit qu'ils continueraient jusqu'à ce que tout soit fauché ; et à ce moment ledit Charles-François Follet, chef de la bande, a observé qu'il était 8 heures, et qu'il fallait cesser leurs opérations pour déjeuner, et qu'après ils les reprendraient. » 6 août 1781. — Procès-verbal par M. Ducastel, subdélégué, de l'adjudication des réserves des communes de Conty, 11 août 1781. — Information par M. Ducastel sur les auteurs des délits commis sur les marais de Conty. 11 août 1781. — « Déclarations des nommés Follet et Caron sur les procès-verbaux dressés à leur charge les 28 juin et 6 août 1781. » 12 août 1781. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur les désordres arrivés à Conty. « Je me suis transporté dans les meilleures parties des communes en réserve ; les personnes qui s'employaient à faucher, lier et à charger les voitures n'ont pas cessé d'un instant, et j'ai vu, sans qu'elles en eussent été troublées, autant d'activité dévaster ces communes que si elles n'avaient été vues de personne. » Il demande une répression sévère, « sinon toutes les autres paroisses du canton se prêteront aux mêmes excès. » Amiens, 18 août 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Debonnaire de Forges, lui rendant compte des faits qui se sont passés à Conty. Il ne veut pourtant pas sévir, avant que le Conseil ait statué sur les représentations du procureur du Roi en la maîtrise de Clermont. Il le prie en conséquence de vouloir bien hâter cette décision. 23 août 1781. — Ordonnance de l'Intendant approuvant l'adjudication de la dépouille des réserves de Conty. 23 août 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Debonnaire de Forges, l'informant que la partie des herbes qui restait et qui avait été adjugée pour 87 l. a été aussi fauchée par les mutins, et que par conséquent les adjudicataires seront en droit de demander la résiliation. 13 septembre 1781. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, l'informant que M. de Fleury a rendu le 18 de ce mois un arrêt qui déboute le procureur du Roi en la maîtrise de Clermont de sa demande, et ordonne l'exécution de l'arrêt du Conseil du 3 avril 1753. Paris, 25 septembre 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant d'informer contre ceux qui ont enlevé les herbes des communes de Conty, et de lui indiquer les peines qu'il juge convenable de leur infliger. 27 septembre 1781. — Arrêt du conseil d'État qui déboute le procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts de Clermont en Beauvoisis, de sa demande à l'effet d'être maintenu dans le droit de connaître des marais,

prés et pâtis appartenant aux communautés, et qui ordonne l'exécution de celui du 3 avril 1753. 18 septembre 1781. Expédition du 3 décembre 1781. — « Relevé des prix des adjudications des communes de Conty, d'après les procès-verbaux des années 1771 à 1781. » — Signification de l'arrêt du 18 décembre 1781 à la maîtrise des eaux et forêts de Clermont en Beauvoisis. 16 janvier 1782. — Signification dudit arrêt aux syndic et habitants de Conty. 17 janvier 1782. — Requête des syndic et principaux habitants de Conty à l'Intendant, expositive que, malgré l'arrêt du Conseil du 18 septembre dernier, le nommé Charles-François Follet, chef de la cabale « n'a cessé depuis ledit jour 17 janvier dernier, de menacer de ravager et faire ravager par ses adhérents les bois plantés sur les prés en réserve, et de s'emparer à force ouverte, ainsi qu'ils ont fait l'année dernière, de la récolte prochaine à faire des foin. Ces menaces, Mgr, ont eu déjà quelques effets : 1° Tous les saules plantés sur lesdits prés en réserve aux cantons du Petit Marais et Derrière les Clos, dont les suppliants avaient fait faire la tonture, il y a trois ans, ont été bottés furtivement et presque entièrement dégradés dans le courant du mois de février dernier ; 2° ledit Charles-François Follet s'est permis, le dimanche 14 du présent mois, à l'issue de la grand-messe, en présence de tous les habitants, à l'endroit où le syndic se place pour la lecture des arrêts et de vos ordonnances, et à haute voix, d'ameuter les complices de ses déprédations, et de les engager à se joindre à lui à l'issue des vêpres ledit jour, pour épandre les taupinières desdits prés en réserve ; ce qu'il a exécuté en partie avec trois ou quatre de ses complices ; 3° Le même Follet, pour ajouter à ses excès, s'est encore permis depuis ledit jour, 4 de ce mois, de planter lui-même sur le pré dont jouit le maître d'école de cette paroisse, vingt à trente fiches de peuplier, à dessein d'interrompre sa jouissance, dont l'époque remonte au delà des connaissances des plus anciens habitants ; 4° selon ses expressions rendues après la messe dudit jour 14 de ce mois, ses déprédations et voies de fait sont autant d'actes conservatoires de la possession qu'il a acquise par l'enlèvement de la dernière récolte des foin produits par lesdits prés en réserve. » Ils réclament une prompte punition et demandent que les mutins soient « condamnés solidairement et par corps, au paiement de la somme de 400 l. à laquelle ils déclarent se restreindre, ou en telle autre somme qu'il plaira à Votre Grandeur de fixer. » 22 avril 1782. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur l'affaire de Conty. « Ce Follet est un homme hardi, insolent et entreprenant : il a été excité par un nommé Allart qui porte des poissons d'eau douce et des écrevisses dans quelques maisons à Paris..... Follet,

chef de cette licencieuse association est le seul, suivant les instructions que j'ai prises, qui possède 5 à 600 l. de biens : tous les autres n'ont que de mauvaises chaumières sans rien posséder d'ailleurs. » Il pense que « pour les contenir ainsi que ceux des paroisses voisines qui ne sont pas moins disposés que les susnommés au ravage que la populace de Conty a exercé » qu'il y aurait lieu de les condamner solidairement et avec contrainte par corps en 400 l. d'indemnité à la commune, plus 300 l. d'amende. Amiens, 10 mai 1782. — Requête de Follet et consorts à l'Intendant, se plaignant de la manière dont se fait le partage des revenus des prés mis en réserve des communes de Conty qui « sont touchés par quelques riches particuliers du bourg, qui seuls en profitent depuis nombre d'années, mais les ménages ne retirent pas le moindre avantage d'un bien commun qui, lorsqu'il était à usage de pâture, leur était utile à tous pour la nourriture de leurs bestiaux..... Le pauvre n'a rien, et trois ou quatre familles riches et accréditées, secondées par François Dangest syndic et copartageant envahissent tout, tantôt sur un prétexte, tantôt sur un autre ». Ils demandent qu'il soit convoqué une assemblée générale des habitants de Conty, afin de délibérer sur la manière équitable de faire le partage des deniers et des prés. 18 mai 1782. — Note au sujet de ladite affaire, d'après laquelle il convient, vu la pauvreté des mutins, de réduire l'indemnité à 300 l., et de les dispenser de l'amende. 9 juin 1782. — « Ordonnance de M. l'intendant de la généralité de Picardie, qui, en ordonnant l'exécution des arrêts du conseil d'État du Roi des 3 avril 1753 et 18 septembre 1781, condamne les nommés Charles-François Follet,..... au paiement d'une somme de 300 l., par forme de restitution et de dommages et intérêts, pour avoir coupé et enlevé des herbes, en contravention des règlements, dans les portions de pré mises en réserve dans les marais communs de la paroisse de Conty. » 9 juin 1782 (impr. affiche). — Signification de ladite ordonnance à Charles-François Follet et consorts. 15 juin 1782. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, le priant de faire arrêter le nommé Follet par les cavaliers de Poix. 15 juin 1782. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués, leur donnant connaissance des événements de Conty, et leur envoyant, pour la faire publier, son ordonnance du 9 juin 1782. 17 juin 1782. — Requête de Charles-François Follet et consorts, à l'Intendant. Ils reconnaissent l'irrégularité de leur conduite, mais demandent en raison de leur pauvreté à être exemptés de l'indemnité à laquelle ils ont été condamnés. 20 juin 1782. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, lui envoyant ladite requête. « Quelque

repentir qu'ils témoignent, il serait de la plus dangereuse conséquence de leur faire une remise entière de cette condamnation : il paraît même indispensable que le nommé Follet, principal auteur des contraventions qui y ont donné lieu, subisse la contrainte par corps s'il ne paie pas, sauf, lorsqu'il sera emprisonné, à modérer s'il y a lieu le montant des dommages et intérêts. Je pense que les habitants ne se refuseraient pas dans ce cas à une remise. » 22 juin 1782. — Lettre de M. Ducastel à M. Fauchon, lui envoyant copie de ladite requête, et lui faisant part des intentions de l'Intendant à ce sujet. Amiens, 25 juin 1782. — Procès-verbal d'absence dudit Follet. 10 juillet 1782. — Commandement fait à Charles Follet de payer la somme de 300 l. en laquelle il a été condamné, et procès-verbal de son refus. 10 juillet 1782. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, l'informant qu'il a fait mander les nommés Allart, Caron et Guérin de Conty, pour leur faire part du pardon qu'il a bien voulu leur accorder. « Allart est comparu samedi, et a joué le rôle d'un homme reconnaissant du pardon que je lui annonçais de votre part. Il vient de m'amener ses deux consorts, mais ce n'est plus le même homme que samedi : l'audace était dans ses yeux et le pardon, loin de le calmer, l'irrite. Ce n'est donc point encore une affaire finie, puisque ces mutins persistent à demander le partage des communes. » Amiens, 12 août 1782. — Réponse de l'Intendant à M. Derveloy. Il ne voit d'autre parti à prendre pour en imposer aux mutins que d'exécuter le plus promptement possible son ordonnance contre Follet. 22 août 1782. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant. Le 15 juin son ordonnance a été signifiée aux condamnés au domicile de Follet, avec commandement de payer. Le 10 juillet, itératif commandement, « et le même jour, procès-verbal de perquisition dudit Follet au village de Catheux chez le nommé Gerbet, en la maison duquel il travaille en qualité de couvreur en chaume, et ensuite à son domicile à Conty. L'appareil de cette perquisition qui fut faite à l'assistance de quatre cavaliers de maréchaussée, outre l'huissier et ses deux recors, n'eut aucun succès : il n'intimida pas même Follet qui, après s'être absenté, reparaît avec confiance et fait à présent la moisson à Conty. Cependant l'exécution de votre ordonnance paraît ardemment désirée par les principaux habitants de ce bourg. Il paraît qu'ils ont eu recours à la maréchaussée de Poix, mais que les cavaliers de cette brigade ne se sont donnés aucun mouvement..... S'il fallait continuer les poursuites avec les formalités judiciaires, les frais augmenteraient beaucoup, et ce trop grand appareil pourrait favoriser encore l'évasion de Follet..... Le motif de la confiance des condamnés est sans doute la requête qu'ils vous

ont présentée..., et par laquelle ils implorent votre miséricorde, et demandent la décharge de la condamnation des 300 l. D'après ce qui s'est passé à l'égard du nommé Allart, cette décharge serait d'une dangereuse conséquence pour l'avenir : elle enhardirait le projet encore subsistant du partage des communes, et deviendrait le germe de nouveaux embarras pour la suite. » Amiens, 27 août 1782. — Requête au contrôleur général, par les pauvres habitants de Conty, signée par Jean Alart, leur syndic, protestant contre l'ordonnance de l'Intendant qui condamne Follet, et contre l'emprisonnement de celui-ci, et tendant à ce que tous les ans il soit procédé avant la récolte à la vente d'une partie suffisante des prés communs, pour subvenir aux charges de la communauté, et le reste partagé également entre tous les habitants, à ce que ceux qui ont touché les deniers des ventes faites les précédentes années soient tenus d'en rendre compte, enfin à ce que Follet et consorts soient déchargés de payer lesdites 300 l. Août 1782. — Procès-verbal d'arrestation dudit Follet. 24 septembre 1782. — Requête de Charles-François Follet à l'Intendant, attendu sa pauvreté et la famille dont il est chargé, à l'effet d'être déchargé de sa condamnation. 31 octobre 1782. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, le priant de communiquer ladite requête aux habitants de Conty, et de lui donner leur réponse. 4 novembre 1782. — Délibération des syndic et habitants de Conty sur ladite requête. Follet n'est pas pauvre et ses enfants sont en état de travailler pour vivre. Il mérite d'autant moins son élargissement, « que plus de ses complices auraient contribué à la condamnation prononcée par l'ordonnance du 9 juin, si, par un esprit de rébellion et de mépris, il ne s'était persuadé d'en éluder l'effet, ainsi que par des menaces et des déprédations faites dans le cours de l'été sur les grains, légumes et autres fruits, et en faisant périr plus arbres dont ils ont lacéré l'écorce dans le contour. » Ils veulent bien pourtant consentir à la remise des deux tiers de la condamnation, et même de la totalité, si l'Intendant le juge à propos, ainsi qu'à l'élargissement de Follet, à condition par celui-ci de payer tous les frais. 10 novembre 1782. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant. Il y a lieu de déférer à la délibération des habitants de Conty. « Je sens combien peut être à craindre la vengeance de gens de cette espèce, néanmoins il ne pourra à cet égard avoir lieu que de faire à Follet des injonctions de se bien comporter. » Amiens, 16 novembre 1782. — Lettre de Follet à M. Derveloy, consentant au paiement des frais, mais le suppliant de le délivrer de sa captivité. Conciergerie d'Amiens, 29 décembre 1782. — Ordonnance d'élargissement de Charles-François Follet. 3 janvier 1783.

— « Relevé des comptes des receveurs des communes de Conty depuis l'année 1757 jusqu'en 1779. » v. 1783. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, au sujet de la requête présentée par Allart au ministre et de l'obstination dans laquelle Follet persiste, malgré la clémence dont il a été l'objet. Il lui envoie ledit relevé. Il pense qu'il faut maintenir ce qui a été fait à Conty, notamment l'ordonnance du 9 juin, sans quoi il n'y aura plus rien d'assuré dans les affaires des communautés. Amiens, 23 janvier 1783. — Promesse par François Follet de se bien comporter à l'avenir. 27 janvier 1783. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant l'informant que Follet a payé les frais et a été en conséquence élargi. Amiens, 27 janvier 1783. — Requête des syndic et habitants de Conty à l'Intendant, à l'effet de procéder à l'adjudication de la dépouille de leurs réserves. 18 juin 1783. — Requête des pauvres habitants de Conty au contrôleur général, à l'effet d'infirmer l'ordonnance de l'Intendant du 9 juin 1783. 1^{er} juillet 1783. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant son avis sur ladite requête. Paris, 19 juillet 1783. — Requête des pauvres habitants de Conty à l'Intendant dans le même but. 24 septembre 1783. — Nouvelle requête des mêmes au contrôleur général. 24 octobre 1783. — Nouvelle requête des mêmes. 10 janvier 1784, — etc.

C. 860. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1788-1789. — CONTY. — « Réponse à la lettre circulaire de MM. les procureurs syndics du département d'Amiens, en date du 15 avril 1788 ». Conty, 12 mai 1788. — Requête des syndic, membres et adjoints de la municipalité de Conty à l'Intendant, exposant que, malgré les arrêts du Conseil des 3 avril 1753 et 18 septembre 1781, et l'ordonnance de l'Intendant du 9 juin 1782, il se trouve encore dans leur paroisse des rebelles disposés à y contrevenir, et qu'en particulier le nommé Jean-Baptiste Delaporte et Marguerite Caullier, sa femme viennent encore d'être surpris à faucher de l'herbe dans les communes et à y commettre d'autres dégâts. Ils requièrent peines et amendes contre les délinquants, et demandent qu'il soit procédé dans le plus bref délai à l'adjudication de la coupe restant à faire dans lesdites communes. 6 juin 1789. — Ordonnance de l'Intendant relative à ladite adjudication. 16 juin 1789. — Procès-verbaux contre plusieurs habitants de Conty, pour fauchage illicite et autres dégâts commis dans les prés appartenant à la communauté. 13-21 juillet 1789. — Lettre M. Derveloy à l'Intendant, lui faisant part de ces faits, et lui demandant la conduite à tenir. Amiens, 19 juillet 1789. — Enquête par M. Derveloy sur les faits précités. 21 juillet 1789. — Procès-verbal d'adjudication des communes à faucher de la paroisse

de Conty, par M. Derveloy, subdélégué. « Sur la représentation à nous faite que la totalité des trois réserves détaillées ci-dessus a été fauchée par des quidams,..... nous avons proposé d'adjuger tout présentement en gros tous les foins existants dans lesdites trois parties de communes, sans préjudice aux droits de la communauté. Les nommés Joseph et Antoine Guérin frères, accompagnés de leurs enfants ayant élevé la voix, ont déclaré qu'ils enlèveraient les foins qu'ils ont ménagés. M. Lequien a ajouté qu'il a ouï dire à l'un desdits Guérin qu'il tuerait ceux qui entreraient dans lesdits prés pour en faire la récolte. Sur ce, et attendu la violence extrême du tumulte, nous nous sommes retirés en la maison du sieur Fauchon, syndic de la communauté, accompagné des membres de ladite municipalité. Nous leur avons réitéré l'offre d'adjuger en gros les foins existants dans lesdites communes : ils ont déclaré ne pouvoir courir prudemment un pareil risque à cause du caractère violent des quidams..... » 21 juillet 1789. — Procès verbal d'adjudication des communes à faucher de Famechon, par M. Derveloy, subdélégué. « Le sieur Charles Dutilleul, syndic de la municipalité, a déclaré au nom des habitants, s'opposer à ce qu'il soit procédé à l'adjudication de la commune en réserve jusqu'après le règlement qu'ils attendent des États-Généraux..... Personne n'ayant voulu mettre à prix la commune dont s'agit, nous nous sommes retiré. » 22 juillet 1789. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, lui rendant compte de sa tournée pour l'adjudication des communes en réserves. « Un esprit de mécontentement et d'indépendance absolue éclate de toutes parts. Je vous épargnerai des détails humiliants à raconter. » Il lui rapporte ce qui s'est passé à Conty. « Dans l'état actuel, ce qui intéresse le plus ce serait d'arracher aux délinquants la satisfaction de profiter de leur vol. Il faudrait pour cela une très grande célérité, et que la justice fut suffisamment en force ». Amiens, 23 juillet 1789. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant sur les faits qui se sont passés à Famechon. « C'est le cas de les condamner en l'amende de 500 l., ou de les laisser tranquilles. C'est alors le triomphe de l'insubordination » Amiens, 23 juillet 1789. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy le priant de se transporter à Conty, et de dresser procès-verbal des faits qui s'y sont passés. Amiens, 23 juillet 1789. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui accusant réception du procès-verbal des faits qui se sont passés à Famechon et à Conty. « Je ne trouverais pas prudent de sévir en ce moment contre eux, ni de faire quelque autre acte qui annonçât qu'on donne la moindre suite à leur délit : il me paraît au contraire

préférable que les honnêtes habitants prennent toutes les mesures nécessaires et néanmoins les plus secrètes pour connaître les particuliers qui auront participé au partage de la dépouille de la réserve, et vous en remettent un état ». Amiens, 24 juillet 1789, — etc.

C. 861. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1723-1787. — CORBIE. — État des revenus et charges de la communauté de Corbie. 1723. — Id. 1746. — Id. 1752. — Id. 1769. — Id. 1783. — Id. 1787. — Id. XVIII^e s. — « Bref état des paiements faits par le receveur des deniers communs de la ville de Corbie » v. 1769, — etc.

C. 862. (Liasse.) — 7 pièces, papier (3 plans).

1779-1788. — CORBIE. — « Plan du rez-de-chaussée du geole de Corbie. » 1779. — « État estimatif de ce que pourra coûter l'escalier qu'on désire construire dans l'intérieur du geole de Corbie, pour conduire jusqu'à la chambre de l'auditoire. » v. 1779. — Requête de M^e Gilles-François Desvignes, prêtre, caritable de Corbie, au cardinal de Luynes, archevêque de Sens et abbé de Corbie, à l'effet d'avoir un escalier séparé, le sien étant commun avec les officiers de la justice abbatiale, pour monter en leur salle d'audience. 23 février 1779. — Note sur un incendie considérable survenu à Corbie le 6 décembre 1788. « La maison abbatiale a été donnée pour retraite au plus grand nombre de ces incendiés qui se trouvaient absolument sans asile. Les religieux de l'abbaye leur ont fourni sur-le-champ des lits et la nourriture. Ils se proposent de leur continuer ces secours pendant tout l'hiver, et on est certain qu'ils ne borneront pas là leur bienfaisance. » 15 décembre 1788. — « Devis des ouvrages qu'il convient faire pour le rétablissement de la maison de ville de Corbie, en place de celle qui est en totale ruine et partie tombée. » XVIII^e s. — Plan et élévation de la nouvelle maison de ville de Corbie. XVIII^e s., — etc.

C. 863. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1744-1768. — CORBIE. — Lettre de M. Dubois à l'Intendant, l'informant qu'un pont entre Corbie et Fouilloy est sur le point de crouler, sans que l'abbaye de Corbie, qui en a l'entretien à sa charge, fasse rien pour le réparer. Corbie, 10 février 1744. — Lettre de M. Trudaine à M. d'Aligre, intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relatif aux réparations des ponts de Corbie. Paris, 1^{er} septembre 1753. — Requête de François Coquillart, d'Amiens, à l'Intendant, demandant que visite soit faite des réparations exécutées par lui au pont de Limage à Corbie. 11 septembre 1753. — Procès-verbal de visite dudit

pont. 5 octobre 1753. — Ordonnance de l'Intendant, mettant à la charge de l'évêque de Mirepoix le prix de la réparation dudit pont. 29 octobre 1753. — Lettre de M. Dubois à l'Intendant, au sujet de réparations à faire à un pont de Corbie. Corbie, 17 février 1754. — Lettre de l'Intendant à M. Dubois, subdélégué à Corbie, sur le même sujet. 14 novembre 1754. — Lettre de M. Dubois à l'Intendant, au sujet des ponts de Corbie. « L'abbaye de Corbie de tout temps a entretenu les cinq ponts tant en charpente qu'en maçonnerie qui sont entre Corbie et Fouilloy, dont les deux en grès sont dans Fouilloy » ; la suppression du droit de péage que l'abbé de Corbie percevait sur ces ponts n'a pas paru à M. d'Aligre une raison suffisante pour exonérer celui-ci de ladite charge. Corbie, 18 novembre 1754. — Ordonnance de l'Intendant commettant le sieur Fropos pour visiter des travaux faits aux ponts de Corbie. Amiens, 20 février 1755. — Lettre de M. Trudaine à M. d'Inveau, intendant, lui demandant son avis sur une requête du cardinal de Luynes, abbé commendataire de Corbie, qui demande que la dépense de l'entretien et rétablissement des ponts et chaussées de Corbie soit à la charge du Roi ou des différents corps, communautés et paroisses qui se servent habituellement desdits ponts. 7 septembre 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Bompard, lui demandant des renseignements sur lesdits ponts. Amiens, 11 septembre 1765. — Note au sujet de ladite requête. 12 septembre 1765. — Réponse de M. Bompard à l'Intendant. Aucun de ces ponts n'a été entretenu aux frais du Roi, mais si, par suite de la suppression du péage, l'abbé de Corbie est déchargé dudit entretien, c'est aux frais de la ville qu'il doit être mis, sauf à l'aider des deniers du Roi si ses fonds n'y peuvent suffir. Amiens, 14 septembre 1765. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine. Amiens, 18 septembre 1765. — Lettre à M. Ducastel par M. Lagon, premier échevin, faisant fonction de maire de Corbie : « Obligé de vous répondre seul, attendu la mésintelligence qui règne dans notre ville parmi les officiers municipaux dont j'ai le malheur de faire partie.... par les soins et veilles de nos saints pères bons moines, » l'informant que, sur la signification qui lui a été faite de l'arrêt obtenu par l'abbé de Corbie, la communauté a chargé son député en la ville de Paris de le remettre aux mains de leur avocat au Conseil pour y répondre. Corbie, 29 juin 1766. — Lettre de M. Trudaine à M. Dupleix, intendant, lui mandant que le droit de péage étant supprimé, il est juste que l'abbé de Corbie soit déchargé de l'entretien desdits ponts, lequel devra incomber à la ville ; mais il faut avant tout qu'il les mette en bon état. 20 janvier 1767. — Lettre de M. Trudaine à

l'Intendant, au sujet d'un nouveau mémoire du cardinal de Luynes, abbé de Corbie. 23 novembre 1767. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine. C'est sur la ville de Corbie seule que doit retomber l'entretien des ponts : mais comme ses revenus sont insuffisants, il n'y a pas d'autre moyen d'y subvenir que celui d'une imposition particulière sur les habitants, toutes les fois que le cas le requerra. Paris, 18 janvier 1768. — Mémoire sur le travers de Corbie. XVIII^e s., — etc.

C. 864. (Liasse.) — 26 pièces, papier, parchemin (1 plan).

1755-1788. — CORBIE. — Note au sujet de l'affermage de portions de communes de Corbie, pour fournir aux frais d'un procès. 11 juillet 1755. — Mémoire de M. Ducastel au sujet des habitants de la Neuville et de la rue des Prés, faubourg de Corbie, réclamant contre la nouvelle adjudication desdites portions de communes. Amiens, 12 juin 1755. — Arrêt du conseil d'État, qui déboute les habitants de la Neuville et de la rue des Prés de leur requête, et approuve la délibération de la communauté de Corbie relative à l'adjudication desdites communes. 3 mars 1778. — Plan d'une partie des communes de la ville de Corbie, dite marais de la Barette. 1781. — Ordonnance de M. d'Agay, intendant, qui approuve la délibération des officiers municipaux de Corbie arrêtant d'aliéner à faculté de tourber 15 journaux et quelques verges du marais de la Barette. 1^{er} avril 1782 ; et procès-verbaux d'adjudication desdits marais. 6 mai 1782. — Requête des habitants de Corbie, à l'effet d'être autorisés à adjudger à bail une portion de marais pour acquitter une dette de 2,286 l. envers l'abbaye. 1^{er} mars 1788. — Délibération prise par les habitants de Corbie, à la suite d'une requête des habitants de La Neuville et de la rue des Prés, qui réclament contre ladite adjudication. 25 mars 1788. — Requête des habitants de Corbie en réponse à celle de ceux de La Neuville et de la rue des Prés. 2 avril 1788. — Contre requête des habitants de la Neuville. 10 mai 1788. — « État général et détaillé des feux, habitants, marais communs, chevaux et bestiaux de la communauté de Corbie, rue des Prés, Étampes et la Neuville, formé par les officiers municipaux et principaux habitants de Corbie, pour être joint à leur réplique, en 1777. Pareil état que de l'autre part, pour joindre également à leur requête en réplique à celle des habitants de la Neuville, fait en 1788. » — Mémoire de M. Santerre à l'Intendant, au sujet de l'affaire des marais de Corbie. Doullens, 26 juin 1788, — etc.

C. 865. (Liasse.) — 16 pièces, papier (1 imprimée).

1767-1770. — CORBIE. — Délibération des habitants de Corbie, à l'effet entre autres, d'appeler de toutes les sentences rendues contre eux et leur communauté en l'élection de Doullens, tant au profit des abbé et

religieux de Corbie que d'autres. 11 août 1767. — Lettre de M. de l'Averdy aux officiers municipaux et notables de Corbie, leur marquant que « vous négligez totalement les affaires de votre administration, qu'il n'est pas possible de vous engager à vous assembler pour délibérer sur les objets les plus importants, et que les intérêts des habitants n'ont jamais été plus abandonnés que depuis qu'ils vous ont été confiés. » Il leur ordonne de convoquer une assemblée des notables, dans laquelle il sera donné lecture de la présente lettre, et où chacun « à commencer par le 1^{er} échevin jusqu'au dernier des notables passera sa déclaration s'il entend remplir ses fonctions avec le zèle et l'assiduité convenables..... On m'annonce que vous devez porter toute votre attention sur une affaire qui a pour objet un rejet sur les habitants d'une portion considérable de la taille, et je dois vous prévenir que les difficultés qui se présentent au sujet de l'imposition des tailles doivent être discutées dans une assemblée générale de ceux qui contribuent à cette imposition. Il faudra donc faire inviter tous les plus forts taillables à s'assembler avec vous, pour délibérer sur le rejet dont la demande a été formée devant M. l'Intendant. » Compiègne, 19 août 1768. — Procès-verbal de l'assemblée tenue en exécution de la lettre précédente. 23 août 1768. — « Arrêt de la cour de Parlement, qui maintient les abbé et religieux de l'abbaye royale de Saint-Pierre de Corbie dans le droit de nomination des officiers municipaux de la ville de Corbie. » 5 septembre 1768 (impr. affiche). — Mémoire de Pierre Nion, procureur au comté de Corbie, à M. d'Invaux, contrôleur général, exposant que « il y a deux ans et deux mois ou environ qu'il a plu à Monseigneur le cardinal de Luynes, abbé de Corbie, le nommer échevin de la dite ville, conjointement avec le sieur Charles-Antoine Bellot, marchand audit lieu, lequel n'a voulu marcher, et le suppliant fut forcé de faire le service seul ; qu'ayant, dans le cours de son exercice, provoqué différentes assemblées de notables pour parvenir à nommer des conseillers de ville et délibérer des affaires d'icelle, notamment pour des rejets de taille très importants, toujours les notables ont méprisé ses billets invitatoires, le suppliant se trouvait toujours seul aux assemblées et ne pouvait conséquemment délibérer. Comme il n'était pas possible d'engager les notables à s'assembler et qu'il fallait nécessairement délibérer sur différentes ordonnances du seigneur intendant de Picardie, le suppliant fut forcé de provoquer une assemblée générale des habitants, au son du tambour, en la manière ordinaire et accoutumée, à laquelle les habitants ayant remarqué qu'il n'était pas possible qu'une personne seule

ne pouvait remplir toutes les fonctions d'un corps de ville sans en être indemnisé, délibérèrent qu'il serait passé au suppliant 9 livres par chacun jour de voyage, et 6 livres par chacun jour de corvées, suivant leur délibération du 11 août 1767..... Un homme seul ne peut pourvoir aux charges d'une ville qu'à son grand préjudice..... le service du Roi est dans le cas d'en souffrir, si votre autorité n'y met la main : c'est ce qui est arrivé, Mgr, quelquefois, et notamment dans le temps que le suppliant était à commander les corvées des grandes routes, passant à Corbie un détachement, qui ne fut logé qu'à son retour, personne ne l'ayant voulu loger..... Il fallut que le suppliant fasse tout ; mais il fut cinq jours et quatre nuits sans se déshabiller, ce qui lui causa une petite maladie. » Il demande à être indemnisé des dépens qu'il a faits en exerçant lesdites fonctions. 9 mars 1769. Suivi d'un extrait d'un mémoire de quatre notables de Corbie, du 1^{er} décembre 1768 en réponse à la délibération des habitants de Corbie du 11 août 1767, et concluant ainsi. « Puisque ledit sieur Nion ne peut délivrer aucun mandement à prendre sur le receveur de ladite ville sans être d'eux signé, qu'il ne peut, que de concert avec eux, rien faire faire ni ordonner, conduite qu'il n'a jamais su suivre, d'ailleurs il n'ignore pas non plus que tous les habitants, que les revenus de ladite ville ne peuvent suffir pour le paiement de ses charges, c'est pourquoi il n'a pu prétendre être en droit de les augmenter. » — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant lui envoyant ladite requête, et le priant d'arrêter les désordres qui existent dans l'administration de la ville de Corbie et de s'informer des faits allégués par le sieur Nion. S'ils sont exacts « il ne paraît pas juste de le priver d'une récompense que les habitants assemblés lui ont promise, et qui peut lui être nécessaire pour faire subsister sa famille. » Versailles, 22 mars 1769. — Note au sujet de ladite affaire. « La cause de tout ce désordre, qui sûrement ne finira pas si tôt, vient d'un procès entre la ville de Corbie et M. le cardinal de Luynes qui prétend avoir le droit de nommer aux offices municipaux : il n'y a sur cela que des arrêts interlocutoires rendus au Parlement, et la provision adjugée au cardinal. Ainsi lorsqu'il sera question de statuer quelque chose, il faudra prendre garde de se compromettre, en ordonnant sur des objets dont le Parlement voudrait prendre connaissance. 29-30 mars 1769. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant de se rendre à Corbie pour enquêter sur ladite affaire. Paris, 2 avril 1769. — Procès-verbal de l'enquête faite à Corbie par M. Ducastel. « Lesdits sieurs officiers municipaux comparants ont promis d'assister à l'avenir avec exactitude aux assemblées, de concourir avec zèle au bien de la commune, et de faire ce qu'il sera possible pour ne plus donner lieu aux réprimandes de

Mgr le contrôleur général. » Ils approuvent en outre, avec réductions, l'état des frais faits par le sieur Nion. 17 mai 1769. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte de ladite enquête. « De tout temps ces habitants se sont ligués contre les abbés et religieux bénédictins de Corbie : ils sont continuellement en procès et en querelle. En examinant les choses de près, on voit assez clairement que c'est la jalousie qui anime la mauvaise humeur, réchauffe l'esprit d'indépendance contre leurs seigneurs qui les secourent et les aident au besoin. Ces habitants ne vivent pas mieux entre eux : ils se déchirent et se dévorent ; leurs assemblées sont désagréables par les insultes qui s'y débitent et les prises à partie. De toute la généralité de Picardie il n'est aucun endroit qui ait autant fatigué l'administration. De quelques précautions qu'on use, on ne les rendra ni plus sages ni plus modérés. Corbie n'est plus composé que de gens de profession et d'éducation médiocres. » Amiens, 20 mai 1769. — Lettre de M. Nion à l'Intendant, se plaignant de n'avoir pas encore reçu le remboursement de ses avances. Corbie, 29 juillet 1770. — Requête de M. Nion à l'Intendant, dans le même but. 12 septembre 1770. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant d'enjoindre au syndic-receveur de Corbie d'avoir à payer au sieur Nion ce qui lui est dû. Amiens, 6 octobre 1770, — etc.

C. 866. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1770-1787. — CORMEILLES (Oise). — État des déboursés faits par le syndic de Cormeilles, pour l'année 1787. — COTTENCHY. — Donation par François-Aymard Desmery, avocat au Parlement et au bailliage et siège présidial d'Amiens, au nom et comme fondé de procuration de Nicolas Levasseur, prêtre, demeurant à Paris, à la communauté de Cottency, de 268 livres de rente annuelle, à la charge d'instituer « une école de charité pour l'instruction chrétienne des filles de la paroisse. » Sur lesquelles 268 l., 200 seront affectées au traitement de la maîtresse, et le reste aux besoins de l'école, à l'entretien des bâtiments, etc. ; réservant audit Desmery le droit de présenter la maîtresse. 10 novembre 1770. — COULEMELLE. — État des déboursés faits par le syndic de Coulemelle pour l'année 1787. — COURCELLES-ÉPAYELLES (Oise). — État des déboursés faits par le syndic de Courcelles-Épayelles pour l'année 1787, — etc.

C. 867. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1761-1776. — CRAPEAUMESNIL (Oise). — Lettre de M. de Beaumont à M. d'Invaux, intendant, lui demandant

ses observations sur une requête des habitants de Crapeaumesnil, à l'effet d'être autorisés à vendre le quart de réserve de leurs bois, pour soutenir un procès contre le marquis de la Chesnelaye. Paris, 17 février 1761. — Lettre de l'Intendant à M. Martinot, lui demandant des éclaircissements sur ladite requête. Paris, 22 février 1761. — Réponse de M. Martinot à l'Intendant. Il ne voit pas d'autre moyen de tirer cette communauté de l'embarras où elle se trouve. Montdidier, 13 mars 1761. — Réponse de l'Intendant à M. de Beaumont. La permission demandée lui paraît d'une nécessité absolue, et il ne voit pas d'inconvénient à l'accorder. Paris, 16 mars 1761. — Réponse favorable de l'Intendant à M. de Beaumont, au sujet d'une nouvelle demande des habitants de Crapeaumesnil, à l'effet d'être autorisés à aliéner un quart de leurs bois communaux mis en réserve, pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées pour rentrer dans la jouissance de 46 arpents de bois en commune, ci-devant aliénés au profit du seigneur de la paroisse d'Amy, et qu'ils ont obtenu par arrêt du Conseil. 5 octobre 1776, — etc.

C. 868. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1746-1777. — CRECY-EN-PONTHIEU. — État des revenus et charges de la ville de Crécy. 31 mai 1746. — Id. 3 octobre 1759. — Id. 12 octobre 1777. — Lettres patentes qui réunissent au corps et communauté de Crécy les deux offices de conseillers, maires ancien et alternatif mi-triennaux, les deux lieutenants de maire ancien et alternatif mi-triennaux, les deux d'échevins ancien et alternatif mi-triennaux, les deux d'assesseurs ancien et alternatif mi-triennaux, les deux de secrétaires-greffiers ancien et alternatif mi-triennaux, les deux de contrôleurs des greffiers ancien et alternatif mi-triennaux, et les deux d'avocat et de procureur du Roi. Paris, 17 décembre 1750. — Lettre de M. Trudaine à M. d'Invaux, intendant, lui demandant ses observations au sujet d'une plainte des maire et échevins d'Abbeville contre les officiers municipaux de Crécy qui trouvent le moyen de multiplier le marché-franc qui se tient le premier lundi de chaque mois, en faisant publier au son du tambour le jour dudit marché qu'il est remis à huitaine. Paris, 26 mars 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Bouteiller, le priant de communiquer aux habitants de Crécy la requête des maire et échevins d'Abbeville et leur demander leur réponse. Paris, 29 mars 1765. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant lui envoyant la réponse des habitants de Crécy. Bien que ceux-ci aient senti l'irrégularité de leur procédé et aient promis de se renfermer à l'avenir dans les limites de leurs titres, il serait pourtant « à propos de les y obliger par des défenses d'y contrevenir, par la raison que les officiers municipaux dans ce bourg étant le plus souvent des gens qui vendent à boire ou des hôteliers, ou de petits

marchands qui trouvent leur avantage dans la multiplicité de ces marchés, je soupçonne que leur intérêt particulier est plutôt le motif qui les leur a fait remettre. » Abbeville, 8 juin 1765, — etc.

C. 869. (Liasse.) — 24 pièces, papier (2 plans).

1751-1790. — CREVECŒUR (Oise). — État des déboursés faits par le syndic de Crèvecœur pour l'année 1787. — Lettre de l'Intendant au comte de Saint-Priest, à MM. Necker et Lambert et au garde des sceaux, leur faisant part d'un incendie survenu dans le bourg de Crèvecœur composé d'environ 450 feux, dans la nuit du 23 au 24 de ce mois, et qui a détruit le tiers des maisons. 26 mars 1790. — CROISSY (Oise). — « Élévation du carré et flèche du clocher de l'église de la paroisse de Croissy. » 24 mai 1784. — CROIX-MOLIGNAUX. — Lettre du sieur d'Hervilly, syndic de Croix, à l'Intendant, lui demandant un délai pour faire la déclaration des usages dudit lieu. Croix, 13 décembre 1787. — CROTOY. — Plan du Crotoy, avec son enceinte et l'emplacement du château ruiné, par Letellier. Cayeux, 29 juillet 1751. — Lettre de M. Dumortier, receveur du comté de Ponthieu, à l'Intendant, lui envoyant le rôle d'imposition faite par les habitants du Crotoy, pour le paiement d'une partie des arrérages de censives qu'ils doivent au comté de Ponthieu, à cause des marais dont ils jouissent. Abbeville, 18 janvier 1786. — Ordonnance de l'Intendant exécutoire dudit rôle. 26 février 1786. — CROUY. — Note de M. Ducastel au sujet d'une délibération des habitants de Crouy, arrêtant d'assigner au bailliage d'Amiens le sieur Louis Leblond, pour avoir interrompu la communication d'une rue qui conduit au cimetière de leur paroisse. Si les faits allégués sont exacts, il y a lieu d'accorder ladite autorisation. 6 juin 1782. — Consultation des avocats du comité au sujet de ladite affaire. Amiens, 16 juin 1782. — CURLU. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville lui demandant des éclaircissements sur une requête de six particuliers de Curlu à l'effet d'être autorisés à lever des bousins dans les marais de cette paroisse. 4 avril 1787. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant. Aucun motif particulier ne peut dispenser les suppliants à se conformer à la loi générale qui défend d'extraire les bousins avant le 15 mai de chaque année. Péronne, 9 mai 1787. — CUVILLY (Oise). — État des déboursés faits par le syndic de Cuvilly pour l'année 1787. — etc.

C. 870. (Liasse.) — 14 pièces, papier (2 plans).

1736-1787. — DAMERY. — État des déboursés du syndic de Damery pour 1787. — DANCOURT. — Ordon-

nance de M. Martinot, subdélégué à Montdidier, arrêtant la largeur du fossé servant à l'écoulement des eaux de la paroisse de Dancourt, 23 novembre 1736. — Ordonnance de l'Intendant relative audit fossé. Remiencourt, 1^{er} décembre 1757. — Requête des habitants de Dancourt à M. d'Agay, intendant, se plaignant de ce que, en contravention à l'ordonnance de 1736, le nommé Adolphe Boulanger a fait audit fossé certains travaux qui ont occasionné plusieurs inondations. 7 janvier 1784. — Mémoire de M. Cathoire à l'Intendant sur ladite affaire. Roye, 26 janvier 1784. — Lettre de l'Intendant à M. Cathoire. Pour parer aux inondations, il est nécessaire de curer et de nettoyer ledit fossé. 5 février 1784. — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, l'informant que le curé de Dancourt et le sieur Boulanger consentent à l'exécution des travaux proposés aux fossés pour mettre la paroisse à l'abri des inondations. Roye, 14 février 1784. — Ordonnance de l'Intendant qui autorise lesdits travaux. 10 mars 1784. — Plans desdits fossés. v. 1784. — État des déboursés du syndic de Dancourt pour 1787, — etc.

C. 871. (Liasse.) — 12 pièces, papier (1 imprimée, 1 plan).

1710-1764. — DAOURS. — Lettre de M. Desmaretz à M. de Bernage, intendant, lui demandant son avis sur un placet des habitants de Daours à l'effet, pour les aider à acquitter leur dettes et payer les charges publiques, d'être autorisés à tirer de leurs marais communs « des terres qu'ils disent être propres à brûler. » Versailles, 22 janvier 1710. — Requête des habitants de Bussy-lès-Daours à l'Intendant, demandant qu'il ne soit pas statué sur le placet des habitants de Daours sans que toutes les parties intéressées aient été entendues. 18 février 1710. — Procès-verbal d'enquête par M. Firmin Ducrocquet conseiller du Roi au bailliage et siège présidial d'Amiens, et subdélégué de M. de Bernage, intendant, sur le bien fondé de la requête des habitants de Daours. 22 février 16 avril 1710. — Mémoire de M. Ducrocquet à l'Intendant, au sujet de l'opposition mise par M. d'Hinneville, seigneur de Daours, au projet de tourbage des habitants dudit lieu. Ceux-ci n'ont pas d'autre moyen de se libérer de leurs dettes: le tourbage de 30 arpents environ, sur 705 que possède la commune ne causera d'ailleurs pas grand préjudice aux pâturages. « L'opposition du seigneur même ne peut l'empêcher, quand il paraît évidemment qu'il y va de l'intérêt et du bien de leurs vassaux. » Amiens, 18 avril 1710. — Lettre de M. d'Hinneville contestant aux habitants de Daours le droit de tourber dans les marais dudit lieu. Citadelle d'Amiens, 22 avril 1710. — Mémoire de l'Intendant à M. Desmaretz, établissant la nécessité dudit tourbage pour les habitants de Daours, malgré l'opposition du

seigneur du lieu. Arras, 18 juin 1710. — Nouveau mémoire de M. Ducrocquet à l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 20 juin 1710. — Consultation sur la contestation entre le sieur Leleu et les communautés de Daours, Bussy et Vecquemont, au sujet des tourbages. v. 1731. — Ordonnance de l'Intendant qui condamne le nommé Leleu à payer aux communautés de Daours, Bussy et Vecquemont une somme de 2,478 l., 2 s., 2 d. Amiens, 2 mai 1731. — Mémoire de M. Ducastel, au sujet de la réclamation d'un des adjudicataires des tourbages de Daours contre une anticipation sur son lot par sept ou huit particuliers. 20 janvier 1760. — Arrêt du Parlement rendu sur une contestation entre les habitants de Daours, Bussy et Vecquemont d'une part, et Pierre-Adrien Vacquette de Fréchencourt, seigneur de Daours et Vecquemont, conseiller au bailliage et siège présidial d'Amiens, de l'autre, au sujet des communes desdits lieux. 19 mai 1764 (impr. 52 p. in-fol.). — Plan d'une partie des marais de Daours. XVIII^e s., — etc.

C. 872. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

1782-1790. — DAOURS. — Délibération des habitants de Daours au sujet de leur tourbage annuel. 24 mars 1782. — Id. 9 février 1783. — Id. 7 mars 1784. — Requête des habitants de Daours à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber pour leur chauffage de la présente année. 27 mars 1782. — Id. 10 mars 1783. — Id. 14 mars 1784. — Id. 6 avril 1787. — Id. 1^{er} avril 1790. — Procès-verbal d'emparquement des tourbages de Daours. 15 mai 1782. — Id. 12 avril 1783. — Id. 29 avril 1784. — Id. 14 avril 1785. — Id. 19 avril 1787. — Id. 16 avril 1788. — Id. 4 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 15 août 1782. — Id. 22 août 1783. — Id. 10 août 1784. — Id. 18 août 1785. — Id. 18 juillet 1787. — Id. 1^{er} juillet 1788. — Délibération des syndic, principaux habitants, corps et communauté de Daours, arrêtant « pour éviter la grande perte et le grand tumulte qui se fait tous les ans, tant au tirage de tourbe qu'au manouvragement d'icelle, qu'on donnerait.... pouvoir à Pierre Dinouart et à Jean Dinouart, manouvriers dudit lieu, de conduire l'atelier de tourbes. » 16 juin 1782. — « Observations au sujet du tourbage de Daours » par Jumel-Riquier, rendant compte de vaines tentatives faites par lui pour faire cesser une cabale de « cinq à six mutins » relativement aux tourbages. 14 août 1782. — « État de répartition de ce qui a coûté en frais d'exploitation pour le tourbage de la paroisse de Daours, et de ceux qui n'ont point satisfait en tout ou en partie aux susdits frais. » v. 1782. — « Liste des ménages de la paroisse de Daours sujets à recevoir leur

chauffage en leurs communes. » 9 mars 1783. — « Liste des habitants du village de Daours qui doivent avoir des tourbes, sous l'ordonnance de Mgr l'Intendant. » v. 1787, — etc.

C. 873. (Liasse.) — 27 pièces papier (4 imprimées, 2 plans).

1786. — DAOURS. — « Devis d'un nouveau bac à construire au village de Daours. » Amiens, 12 février. — Ordonnance d'une somme de 322 l., 12 s., à payer aux syndics de Daours, Bussy et Vecquemont, à prendre sur les deniers provenant des communes desdits lieux, pour les vingtièmes desdites communes. 22 février 1786. — Délibération des habitants de Daours arrêtant d'envoyer une requête à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à aliéner une portion de marais à tourber jusqu'à concurrence de 1,800 l., pour payer la part que doit la communauté dans les frais de reconstruction du bac de Daours sur la Somme. 2 avril. — Requête de Madame Vacquette de Moyenneville, dame de la châtellenie de Daours à l'Intendant, pour appuyer ladite demande ; observant que « les malheurs des inondations, des incendies dont ladite communauté a été affligée depuis deux ans, l'ayant constituée en dépenses extraordinaires telles que reconstruction de presbytère et autres, elle est tellement arriérée, que les réparations faites au bac depuis plus d'un an ne sont point encore payées. » 7 avril. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, à l'effet d'approuver le devis des réparations au bac de Daours et la délibération des habitants dudit lieu y relative. Amiens, 17 avril. — Mémoire de M. Prégaldin à l'Intendant, au sujet desdites réparations. Daours, 17 avril. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant lesdits devis et délibération. 22 avril. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage autorisé pour le paiement des réparations au bac de Daours, 15 mai. — Plan d'une portion de communes à tourber au village de Daours, par Brunel, arpenteur. 16 mai. — Avis de l'adjudication dudit tourbage fixée au 29 mai 1786. (impr. affiche). — Procès-verbal d'adjudication dudit tourbage. 29 mai. — Nouvel emparquement dudit tourbage. 13 juin. — Plan dudit emparquement, par Brunel, arpenteur. 13 juin, — etc.

C. 874. (Liasse.) — 32 pièces, papier (4 plan).

1774-1790. — DARGIES (Oise). — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, l'informant que la nuit du 11 au 12 un incendie a détruit 7 à 8 maisons au village de Dargies. Grandvilliers. 13 octobre 1774. — DAVENESCOURT. — « Plan, coupe et élévation du presbytère de Davenescourt. » 26 octobre 1782. — État des déboursés du syndic de Davenescourt pour 1787. — Lettre de M. de Montaran à M. d'Agay, intendant, lui demandant son avis sur une contestation entre les

habitants de Davenescourt et la comtesse de la Mire, propriétaire du moulin dudit lieu, au sujet du refus du meunier de se conformer à l'arrêt du 20 novembre précédent, qui fixe le prix de la mouture des grains pour la Picardie à 8 s. du quintal. Paris, 31 décembre 1789. — Réponse de l'Intendant à M. de Montaran. 4 janvier 1790. — DEMUIN ET COURCELLE. — Ordonnance de 126 l. 8 s. à payer au sieur Saburel, entrepreneur des ouvrages à faire par la communauté de Démuin sur la route d'Amiens à Roye. Amiens, 26 janvier 1786. — État des déboursés du syndic de Démuin pour 1787. — DERNANCOURT. — Requête de Jean Lemai, marchand à Dernancourt, à l'Intendant, à l'effet d'obliger plusieurs particuliers à creuser le fossé qui a été ordonné par M. de la Borie, subdélégué, pour préserver sa maison des inondations, 22 janvier 1775. — Certificat des syndic, greffier et député de Dernancourt, constatant que ladite paroisse a pour bien 33 journaux de communes servant de pâture. Dernancourt, 21 décembre 1787. — DEVISE. — Consultation des avocats du comité, à l'effet d'autoriser les habitants de Devise à plaider contre le seigneur de cette paroisse, pour raison des entreprises que lui et son prédécesseur ont faites sur les marais appartenant à la communauté de ce lieu. 30 juillet 1787. — DOMART-SUR-LA-LUCE. — Délibération des habitants de Domart-sur-la-Luce, commettant François-Sébastien Oger, clerc de la paroisse dudit lieu, pour recevoir par écrit le détail du dénombrement de toutes les terres, bois et prés composant le territoire de Domart et les héritages, pour faire le rôle de répartition des réparations faites au presbytère dudit lieu. 2 juillet 1784. — Requête des habitants de Domart-sur-la-Luce à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à affermer, comme ils le font annuellement, deux journaux de prés pour payer les vingtièmes et cens des autres marais communs. Mai 1786. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant l'adjudication desdits deux journaux. 8 mai 1786, — etc.

C. 875. (Liasse.) — 13 pièces, papier.

1746-1780. — DOMART-LES-PONTHIEU. — État des revenus et charges de la communauté de Domart-les-Ponthieu, 11 septembre 1746. — Note au sujet d'une requête des habitants de Domart, à l'effet d'être débarrassés d'une des deux compagnies qui sont en quartier audit lieu, et aux frais desquelles ils ne peuvent plus subvenir, parce que le sieur Élie-Jean Laire, adjudicataire de trois journaux de communes, refuse de payer plusieurs années de redevance, et que celui-ci, aussi bien que le sieur Debraulle son successeur, refusent de rendre compte des

deniers qu'ils ont touchés pendant le temps qu'ils exerçaient la charge de maire. 7 septembre 1759. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant qu'il sera dressé par le sieur François Coffinier, receveur des deniers patrimoniaux du bourg de Domart, le compte de la recette des deniers communaux depuis son entrée en exercice, lequel compte sera soumis à une assemblée générale des habitants dudit lieu, et condamnant le sieur Lair à payer trois années de redevance. Paris, 2 novembre 1759. — Réclamation du marquis de Wargemont contre la précédente ordonnance, comme contraire à ses droits sur Domart. « Les biens de ville dudit lieu se consistant en un pré et le droit de pesage et mesurage des grains que l'on porte au marché, ne sont autres qu'une concession des anciens seigneurs de Domart, comme il appert par les titres, et non des domaines cédés par le Roi. En conséquence, les comptes en ont toujours été rendus, depuis un temps immémorial, par-devant les officiers de la seigneurie, savoir le sénéchal et son lieutenant, en une assemblée. » Il lui réclame en outre 500 toises de corvée pour les chemins qui conduisent à Domart et qui commencent à se détruire « au point qu'il ne sera plus possible d'arriver en voiture aux foires et marchés de Domart, qui est en blé un des plus forts de la province, ainsi que pour les lins et fils, et je peux même dire qu'il est l'entrepôt de la ville d'Amiens, ce que ces petits républicains ne sentent pas. » Ribeaucourt, 10 décembre 1759. — Réponse de l'Intendant au marquis de Wargemont. Remiencourt, 22 décembre 1759. — Note au sujet d'un incendie survenu à Domart, le 4 novembre 1775. — « État des charges et revenus annuels du bourg de Domart. » 20 septembre 1777. — Lettre de M. Amelot à M. d'Agay, intendant, l'informant que le Roi a bien voulu dispenser le sieur Bondelu de remplir plus longtemps l'office de maire de Domart, et agréer le sieur Lair pour le remplacer. Versailles, 23 février 1780, — etc.

C. 876. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1787. — DOMELIERS. — État des déboursés du syndic de Domeliers pour 1787. — DOMFRONT (Oise). — État des déboursés du syndic de Domfront pour 1787. — DOMMARTIN. — État des déboursés du syndic de Dommartin pour 1787, — etc.

C. 877. (Liasse.) — 39 pièces, papier.

1772-1789. — DOMPIERRE. — « Adjudication de la dépouille d'herbes des 8 mesures encloses du marais de Dompierre. » 21 juin 1772. — Id. 13 juin 1773. — Délibération des syndic et principaux habitants de Dompierre, arrêtant que le marais dudit lieu, pour être rendu plus praticable, sera incessamment digué. 6 décembre 1772. — Requête à l'Intendant des

lieutenant, manants e principaux habitants de Dompierre, côté d'Artois, et d'autres, côté de Picardie, se plaignant de ce que les syndic et principaux habitants dudit Dompierre, côté de Picardie, ont enclos de fossés, sans autorisation, environ 8 mesures de marais communs, les ont mis en adjudication, et ont refusé de leur attribuer une part dans le prix de ladite adjudication. 14 février 1776. — Réponse des syndic et principaux habitants de Dompierre-Picardie à la prétention de ceux de Dompierre-Artois. 28 mars 1774. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, le priant d'examiner ladite affaire. 6 avril 1775. — Mémoire de M. Le Senne au sujet de la contestation entre les habitants de Dompierre. Il pense qu'il y a lieu de faire droit à la réclamation des habitants de Dompierre-Artois, et de déclarer nulles les adjudications dont s'agit. Doullens, 25 avril 1774. — Procès-verbal de voies de fait commises par le sieur Duponchel, syndic de Dompierre, envers les sieurs Pierre Poyelle et consors, qui venaient réclamer leur part au prix de l'adjudication des herbes des marais dudit lieu. 16 mai 1775. — Requête de Poyelle et consors à l'Intendant, se plaignant desdites voies de fait, et de ce que ledit Duponchel refuse de leur donner leur part dans l'adjudication. 4 juin 1775. — « A Monseigneur l'Intendant de Picardie. Observations concernant la requête ci-jointe. » 5 juin 1775. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, le priant d'examiner ladite requête. Amiens, 17 juin 1775. — Mémoire de M. Le Senne sur ladite affaire. Doullens, 23 juin 1775. — Notes sur la même affaire. 28 juin 1775. — Ordonnance de l'Intendant, qui déclare nulles les deux adjudications de huit journaux de communes de la paroisse de Dompierre, défend d'en faire d'autres à l'avenir, ordonne que le sieur Duponchel, syndic, sera tenu de rendre compte du produit desdites adjudications, et que dans le courant d'octobre suivant les habitants de Dompierre devront s'assembler pour prononcer sur la continuation ou la destitution dudit Duponchel, etc. 28 juin 1775. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Dompierre, constatant que, « comme il s'est élevé dans ladite assemblée des discussions et altercations tumultueuses et même des sottises proférées publiquement par ledit Duponchel et par ledit Poyel à l'encontre de quelques-uns des habitants », il n'a pu être statué sur le maintien ou la destitution dudit Duponchel. 30 novembre 1775. — Mémoire de M. Le Senne sur le compte rendu par le sieur Duponchel, syndic de Dompierre, en exécution de l'ordonnance du 28 juin 1775. — Requête du sieur Duponchel, ancien syndic de Dompierre, à l'Intendant, pour désavouer sa conduite et s'en excuser. 12 décembre 1776. — Mémoire de M. Delegorgue sur une

requête des habitants de Voisin, pour obtenir le dessèchement et amélioration de leur commune. Abbeville, 30 juin 1779. — « Copie de la lettre écrite par M. Le Senne à Madame la Comtesse de Lameth, le 7 juillet 1776 », sur le dessèchement des marais d'Argoules, Dominois, Ponches et Dompierre. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, l'informant que son ordonnance du 21 novembre 1776, relative au dessèchement des marais de Dompierre, n'a pas été exécutée, parce que la comtesse de Lameth, sous le nom des habitants d'Argoules, Dominois, Ponche et Dompierre, en a provoqué une générale à cette partie de la vallée d'Authie. Doullens, 31 juillet 1779. — Mémoire de M. Le Senne sur le dessèchement de la vallée d'Authie. Doullens, 27 août 1779. — Ordonnance de l'Intendant qui prescrit la visite des marais de Dompierre et de Voisin en vue d'un dessèchement. 5 octobre 1779. — Mémoire de M. Santerre sur le dessèchement des marais de Dompierre et de Voisin. Doullens, 3 septembre 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui prescrit que les plans, devis, etc., des ouvrages à faire pour dessécher les marais de Dompierre seront communiqués aux habitants de Voisin, à l'effet par lesdits habitants de déclarer s'ils entendent requérir l'exécution du projet dont s'agit. 9 septembre 1787. — Lettre du sieur Parmentier, syndic de Voisin, à M. Santerre, subdélégué à Doullens, au sujet dudit dessèchement. Dompierre, 19 février 1788. — Mémoire de M. Santerre à l'Intendant, favorable à une délibération des habitants de Voisin qui demandent l'exécution desdits dessèchements, et l'autorisation d'aliéner 24 journaux de marais pour y parvenir. Doullens, 17 mars 1788. — Note au sujet desdits dessèchements. 20 janvier 1789. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, le priant de mander ceux des principaux habitants de Dompierre qui se sont plus particulièrement occupés dudit dessèchement, à l'effet d'envoyer un mémoire au Conseil dans ce but. Amiens, 22 janvier 1789. — Lettre de M. Blondel à l'Intendant lui demandant des éclaircissements sur une requête des habitants de Voisin relative audit dessèchement. Paris, 29 juin 1789. — Réponse de l'Intendant à M. Blondel. Amiens, 8 juillet 1789, — etc.

C. 878. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1775-1787. — DOMPIERRE-EN-SANTERRE. — État des déboursés du syndic de Dompierre pour 1787. — DOUILLY. — Lettre des agents généraux du clergé, pour appuyer une requête de la fabrique de Douilly, au sujet de l'imposition faite sur celle-ci au rôle des vingtièmes, pour une petite portion de bien fond. Paris, 27 avril 1775. — Mémoire de M. Debry à l'Intendant, au sujet des comptes que, sur son ordre, il s'est fait rendre par les derniers syndics de Douilly depuis 1774, des deniers

procédant du produit de partie des communes que cette paroisse est dans l'usage d'affermir. Saint-Quentin, 13 décembre 1782. — « Copie de la signification faite aux habitants de Douilly le 1^{er} octobre. (1786) par le seigneur et habitants de Villers-Saint-Christophe, » d'un extrait des dénombrements uniformes de la terre et seigneurie dudit Villers. 1^{er} octobre 1786. — Requête de Pierre Martine, secrétaire du Roi, seigneur de Villers-Saint-Christophe et autres lieux, à l'Intendant, réclamant contre une délibération des habitants de Douilly qui ont résolu de mettre en culture une portion de pré de 50 setiers dépendant de sa seigneurie, sise entre Douilly et Villers, à usage de pâturage, en commun entre les deux dites paroisses. Villers-Saint-Christophe, 4 octobre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Collette, le priant de communiquer ladite requête aux habitants de Douilly, et de lui transmettre leurs observations avec son avis. 20 octobre 1786. — Réponse des habitants de Douilly à la requête de M. Martine. Douilly, 5 novembre 1786. — Délibération des habitants de Villers-Saint-Christophe autorisant leur syndic à plaider avec le seigneur dudit Villers contre les habitants de Douilly. 26 novembre 1786. — Mémoire de M. Collette à l'Intendant sur ladite affaire. L'une et l'autre partie lui paraissant avoir des titres à l'appui de sa prétention, il estime qu'il convient de les renvoyer devant les juges qui en doivent connaître. Saint-Quentin, 6 décembre 1786. — Ordonnance de l'Intendant qui renvoie les parties devant les juges qui doivent connaître de leur contestation. 17 décembre 1786, — etc.

C. 879. (Liasse.) — 8 pièces, papier.

1780-1786. — DOULLENS. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, pour le remercier des soins qu'il a pris pour lui faire obtenir l'agrément du comte d'Artois pour l'office de maire de Doullens. Doullens, 10 janvier 1780. — Lettre de M. Dufour à l'Intendant, lui demandant s'il n'y a pas d'inconvénient à accorder à M. Le Senne l'office de maire qu'il sollicite. Paris, 20 janvier 1780. — Réponse de l'Intendant à M. Dufour. M. Le Senne a toutes les capacités nécessaires pour remplir la place de maire qu'il l'a engagé lui-même à solliciter. Loin de voir aucune incompatibilité avec les fonctions de subdélégué qu'il occupe déjà il pense qu'il n'en peut que résulter beaucoup d'avantages pour le bien du service du Roi et des habitants de Doullens. 31 janvier 1780. — « État des officiers composant le corps municipal actuel de Doullens en Ponthieu. » M. Le Correur, maire, M. Marchand, lieutenant de maire ; MM. Darras, Hémar, Dieulouart, La Palme échevins ; MM. Fardel et Paillat assesseurs ; M. Nourtier, secrétaire-greffier, garde des archives. 1786. — Lettre de

M. Oursin de Monchevrel à M. d'Agay, intendant, lui envoyant ledit état, à la suite d'un changement qui venait d'être opéré dans la municipalité de Doullens, dépendant de l'apanage du comte d'Artois. Paris, 3 avril 1786, — etc.

C. 880. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1777-1786. — DOULLENS. — Lettre de M. Élie de Beaumont aux officiers municipaux de Doullens, leur mandant que la loi qui astreint les communautés à ne pouvoir intenter aucun procès sans l'autorisation de l'Intendant continue d'être en vigueur, malgré l'établissement de l'apanage, et leur indiquant les formalités à remplir pour concilier cette loi avec les droits du prince apanager. Paris, 1^{er} août 1777. — Lettre de M. Dufour à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur le sieur Jean-Baptiste-Pierre Cottin, nommé par ordre du Roi secrétaire-greffier de l'hôtel-de-ville de Doullens, et qui s'est présenté aux parties casuelles, pour y lever le même office en titre, dont il offre 600 l. de finance. Paris, 17 septembre 1777. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne lui demandant lesdits renseignements. Amiens, 20 septembre 1777. — Lettre du sieur Cottin à l'Intendant, se plaignant du mauvais vouloir de M. Le Senne à son égard, lequel veut l'empêcher de lever l'office de secrétaire-greffier de l'hôtel-de-ville de Doullens. Doullens, 25 novembre 1777. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant. Le sieur Cottin a sans doute les capacités nécessaires pour faire un bon greffier « il lui manque seulement de la modération et de la subordination. » Il le dépeint comme méprisant l'autorité de l'Intendant, depuis que la ville a été mise dans l'apanage du comte d'Artois. Doullens, 28 novembre 1777. — Lettre de l'Intendant à M. Cottin, avocat au Parlement et président des traites à Doullens. C'est au conseil du comte d'Artois qu'il doit adresser sa réclamation. 11 décembre 1777. — Lettre de l'Intendant à M. Dufour, intendant du commerce à Paris. Le sieur Cottin ne lui paraît pas convenir à la place de secrétaire-greffier, mais c'est le conseil du comte d'Artois que l'affaire regarde. 11 décembre 1777. — Lettre de M. Dufour à l'Intendant, lui demandant de plus amples renseignements sur le sieur Cottin ; lui observant que la première finance des offices appartenant au Roi, il en résulte : 1^o que c'est à la caisse des parties casuelles du Roi qu'elle doit être payée ; 2^o que les villes peuvent être admises à la réunion des offices municipaux de la création de 1771. Paris, 22 décembre 1777. — Lettre de M. d'Ormesson à l'intendant de Soissons, lui demandant si le sieur Cottin, qui demande à être pourvu de l'office de secrétaire greffier de la ville de Doullens, pour lequel il a obtenu l'agrément du comte d'Artois, a les qualités requises pour remplir les fonctions dudit office. Paris, 2 septembre 1783. — Placet de M. Cottin à l'Intendant,

se recommandant auprès de lui pour lever ledit office, dans lequel il est combattu par M. Le Senne. Il a obtenu l'agrément du comte d'Artois « sous les auspices de M. de Villedeuil, votre gendre, de qui j'ai l'honneur d'être particulièrement connu. » Paris, 4 septembre 1783. — Lettre de M. Lepeletier de Morfontaine, intendant à Soissons, à l'Intendant, lui renvoyant la lettre de M. d'Ormesson du 2 septembre précédent, la ville de Doullens n'étant pas de sa généralité. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, lui demandant les renseignements demandés par le ministre sur le sieur Cottin. Amiens, 23 décembre 1783. — Réponse de M. Le Senne à l'Intendant. « Les officiers municipaux ayant le projet de demander la réunion de ces offices à l'hôtel-de-ville, et ayant d'ailleurs à se plaindre de M. Cottin, m'engagent à vous prier, Mgr,... de les entendre avant de renvoyer au Conseil le mémoire de M. Cottin. » Doullens, 24 septembre 1783. — Délibération de l'échevinage de Doullens, arrêtant de solliciter aux conseils du Roi et du comte d'Artois la réunion au corps municipal de l'office de secrétaire-greffier, sous la finance de 600 l. 6 octobre 1783. Expédition dudit jour. — Lettre de l'Intendant à M. d'Ormesson, lui faisant part de ladite délibération et l'appuyant. Amiens, 12 octobre 1783. — Mémoire du sieur Duflos, à l'effet d'obtenir la préférence pour les fonctions de secrétaire-greffier que le sieur Cottin, son beau-père, ne peut plus remplir, ne séjournant plus à Doullens. Doullens, 9 février 1786. — Lettre de la marquise Léger de Vassan, douairière, à l'Intendant pour lui recommander le sieur Duflos. Château-Thierry, 10 février 1786, — etc.

C. 881. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1778-1779. — DOULLENS. — Lettre de M. Dufour à M. d'Agay, intendant, lui demandant s'il ne voit aucun inconvénient à ce que le sieur Jean-Baptiste Buttin obtienne l'agrément de lever l'office de trésorier-receveur de la ville de Doullens, et à quelle somme il estime que cette charge doive être taxée. Paris, 23 novembre 1778. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant. Le sieur Buttin remplissant cette place par commission depuis près de 30 ans, sans qu'aucune plainte ait été faite sur sa gestion, il ne voit aucun inconvénient à accorder l'agrément qu'il demande. Il estime à 400 l. le prix de cette charge. Doullens, 3 décembre 1778. — Réponse de l'Intendant à M. Dufour, reproduisant les termes de la lettre précédente. Amiens, 10 décembre 1778. — Expédition d'une délibération de l'échevinage de Doullens, arrêtant, pour obvier aux irrégularités qui se produisent dans la tenue

des assemblées du corps municipal, que lesdites assemblées auront lieu tous les vendredis à 10 heures du matin, « et que chaque membre dudit corps municipal sera invité par le secrétaire-greffier, une fois pour toutes, de se trouver régulièrement auxdites assemblées et prévenu qu'il sera tenu note sur le registre des absents et des présents. » 26 septembre 1779. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui envoyant une délibération du corps municipal de Doullens qui, vu la pénurie de médecins dans ladite ville, accorde une gratification annuelle de 300 l. à M. Rigollot, médecin de la faculté de Montpellier, pour l'y fixer. Doullens, 3 octobre 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, lui mandant qu'il approuve la délibération qui accorde une gratification à M. Rigollot, pour l'attacher au service des pauvres de la ville de Doullens. Amiens, 6 octobre 1779. — Requête à l'Intendant par Charles-Henri-Nicolas Lagère, médecin à Doullens, à l'effet d'obtenir la même faveur que M. Rigollot. 6 octobre 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne lui envoyant ladite requête pour la communiquer aux officiers municipaux de Doullens. Amiens, 7 octobre 1779. — Délibération du corps municipal de Doullens sur la requête du sieur Lagère. M. Le Senne, procureur du Roi ayant conclu au rejet de ladite requête, « le sieur Artus, premier échevin..... s'est retiré en déclarant qu'étant parent au sieur Lagère, il ne pouvait concourir à la délibération ; et comme d'un côté M. le maire ne s'est pas rendu à ladite assemblée et refuse constamment de se trouver aux assemblées régulières voulues par la délibération dudit jour 26 septembre dernier, quoiqu'il ait lui-même concouru et signé cette délibération, et que d'un autre côté les sieurs de Rougemont, Marchand et Darras échevins et assesseurs sont aussi parents audit sieur Lagère, moi Gervais Ringard, lieutenant de maire, me trouvant seul pour répondre à la demande du sieur Lagère..... déclare par les motifs et raisons détaillés au réquisitoire du procureur du Roi que j'admets dans leur entier, ne devoir et ne pouvoir consentir à la demande dudit sieur Lagère. » 29 octobre 1779. — Déclaration des maire et officiers municipaux en charge de Doullens, certifiant « que depuis notre délibération du 3 octobre de la présente année en faveur de MM. Lagère et Rigollot, médecins audit lieu, nous n'avons rien délibéré à ce contraire, et que la requête présentée à Mgr d'Agay intendant de Picardie par M. Lagère au sujet de cette même délibération ne nous a été jusqu'aujourd'hui communiquée. Pourquoi nous déclarons que nous sommes également disposés à améliorer la condition de l'un et l'autre médecin autant qu'il nous sera possible, nonobstant toutes représentations contraires à nos présentes dispositions. » Doullens, 23 octobre 1779. — Lettre de

M. Le Senne à l'Intendant lui envoyant la délibération du 29 octobre précédent, et se plaignant de l'absence systématique de M. de Boisseran aux assemblées municipales, malgré la délibération du 27 septembre, à laquelle il avait lui-même concouru. « Ses variations et la mauvaise humeur qu'il me conserve de ce que, sans l'avoir recherché, vous m'avez commis il y a quelques mois pour procéder à l'adjudication des travaux qui sont à faire aux bâtiments de la ville, me fatiguent on ne saurait plus. » Doullens, 29 octobre 1779, — etc.

C. 882. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1774-1786. — DOULLENS. — Arrêt du conseil d'État qui proroge pour six ans et élève le taux de l'octroi sur les boissons accordé à la ville de Doullens pour l'acquit de ses charges. Marly, 21 juin 1774. — Délibération du corps municipal de Doullens, à l'effet de demander la prorogation pour quinze ans dudit octroi, ayant, outre les charges ordinaires, à subvenir à plusieurs dépenses extraordinaires telles que « la nécessité où furent lesdits officiers municipaux, à cause du dépérissement et du mauvais état des bâtiments dudit hôtel-de-ville, de déplacer les auditoires de différentes juridictions, et d'en former un nouvel établissement au couvent des R. P. cordeliers où ils sont actuellement, jusqu'à ce que les circonstances permettent de faire réédifier ledit hôtel-de-ville ; que les régisseurs des droits réservés appartenant à S. M. s'étant voulu emparer de quelques-unes des fermes muables de ladite ville, ils furent obligés de soutenir à la Cour des aides de Paris un procès considérable contre lesdits régisseurs ; qu'ils furent également obligés d'en soutenir et suivre un autre non moins considérable contre les fermiers généraux, à l'occasion des violences et exactions commises par leurs employés sur différents bourgeois et habitants dudit Doullens. » 18 mai 1780. Expédition dudit jour. — « État des revenus et charges annuels de la ville de Doullens en l'année 1780. » Doullens, 21 mai 1780. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Doullens, leur permettant de se donner tous les soins et les mouvements nécessaires pour que ladite prorogation leur soit accordée. Amiens, 23 mai 1780. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui demandant son avis sur ladite prorogation sollicitée par les officiers municipaux de Doullens. Paris, 14 juillet 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, lui demandant son avis sur ladite prorogation. Amiens, 19 juillet 1780. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant. L'exposé de la requête est la plus exacte vérité. Les revenus de la ville « diminueront peut-être encore par la perte des 1,192 l. que la ville retirait des

émoluments du gouverneur à elle abandonnés par S. M., et dont le régisseur général des domaines vient de la dépouiller. » Il le supplie de protéger la ville. Doullens, 27 juillet 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, appuyant la demande des officiers municipaux de Doullens. Amiens, 29 juillet 1780. — « Copie de l'état des revenus et charges de la ville de Doullens pour l'année 1786. » 24 avril 1786. — Lettre de M. Delessart à l'Intendant lui demandant son avis sur une requête des officiers municipaux de Doullens, qui sollicitent la continuation de leur octroi. Paris, 22 mai 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre sur le même objet. 29 mai 1786. — « État raisonné du produit annuel que donnera à la ville de Doullens la continuation de son octroi, à raison seulement de 2 s. par pot d'eau-de-vie, 1 s., 6 d. par pot de vin, 5 d. par pot de cidre, et 3 d. par pot de grosse bière » par M. Santerre. Doullens, 12 juillet 1786. — « Observations sur l'état des revenus et des charges de la ville de Doullens, certifié véritable par le maire, le 24 avril 1786, et produit au Conseil à l'appui de la demande du corps municipal pour la continuation de l'octroi sur les boissons vendues en détail » par M. Santerre. Doullens, 12 juillet 1786. — Mémoire de M. Santerre à l'Intendant, au sujet de la prorogation dudit octroi. Elle peut être accordée, mais en en réduisant le taux. Doullens, 12 juillet 1786. — Mémoire de l'Intendant à M. Delessart, conforme au précédent. 25 juillet 1786, — etc.

C. 883. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1788-1789. — DOULLENS. — Lettre de M. Blondel à M. d'Agay, intendant, le consultant au sujet d'une lettre et d'un mémoire de la commission intermédiaire provinciale d'Amiens « sur la négligence que l'on apporte dans la comptabilité de la ville de Doullens que l'on annonce fort arriérée et en fort mauvais état. Il paraît que vous vous êtes déjà occupé du soin de rétablir l'ordre dans cette comptabilité, mais qu'on est parvenu à éluder les dispositions que vous avez prescrites. » Paris, 1^{er} août 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, lui demandant ses observations et le parti à prendre pour remettre de l'ordre dans la comptabilité de la ville de Doullens. 5 août 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, lui réclamant lesdites observations et ajoutant : « Il est certain que de toutes les subdélégations de la province, la vôtre est celle où les affaires traînent et languissent le plus longtemps. Les ministres m'en ont déjà fait des reproches qui m'ont beaucoup affecté. Je vous prie de faire ce qui pourra dépendre de vous pour mettre plus d'activité à l'avenir dans votre service. » 31 décembre 1788. — Mémoire de M. Santerre à l'Intendant, sur la comptabilité de la ville de Doullens. Doullens, 5 janvier

1789. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Millière, conforme au précédent, 8 janvier 1789. — Réponse de M. de la Millière à l'Intendant. Quoique les plaintes du procureur du Roi en la ville de Doullens lui paraissent exagérées, il pense comme lui « qu'il y a toujours lieu de communiquer son mémoire dans une assemblée de ville composée des anciens et nouveaux officiers municipaux, pour être discuté et examiné en sa présence. » Il lui demande d'y ajouter son avis. Paris, 29 janvier 1789. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, le priant de faire convoquer ladite assemblée. 5 février 1789. — Lettre de M. Santerre à l'Intendant. La municipalité n'a pas encore commencé à s'occuper de ladite affaire. Le maire lui a dit que la cause de ce retard « provenait des occupations relatives à la rareté des grains et aux troubles qui ont eu lieu. » Doullens, 27 septembre 1789, — etc.

C. 884. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1751-1760. — DOULLENS. — Arrêt du conseil d'État qui autorise la ville de Doullens à affermer plusieurs portions de marais pour subvenir aux frais de réfection de son pavé. 21 février 1751. — Procès-verbal d'adjudication desdites portions de marais. 21 avril 1751. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, lui demandant une copie de l'arrêt du Conseil du 21 février 1751 et un état des parties de communes qui ont été aliénées en vertu dudit arrêt. Amiens, 16 janvier 1760. — Réponse de M. le Senne à l'Intendant. Doullens, 1^{er} février 1760. — « État des parties de communes appartenantes à la ville de Doullens, dont les jouissances ont été aliénées en conséquence d'un arrêt du Conseil du 2 février 1751. » v. 1760, — etc.

C. 885. (Liasse.) — 9 pièces, papier.

1720-1777. — DOULLENS. — « État de ce que doit la ville et communauté de Doullens jusqu'au 1^{er} avril 1720, pour des emprunts par elle faits, tant pour le service de l'État, que pour les besoins particuliers de ladite ville, qui n'a fonds suffisants pour en acquitter les charges. » Doullens, 22 août 1720. — État des revenus et charges de la ville de Doullens, v. 1723. — Id. 9 juin 1746. — Id. 11 octobre 1759. — Id. 12 juin 1763. — Id. 15 septembre 1777. — « État des droits d'octroi dont jouit la ville de Doullens, dressé en conséquence et en exécution de la déclaration du 11 février 1764. » Doullens 29 juillet 1764. — « État des revenus patrimoniaux dont jouit la ville de Doullens, dressé en conséquence et en exécution de la déclaration du 11 février 1764. » Doullens, 29 juillet 1764, — etc.

C. 886. (Liasse.) — 12 pièces, papier.

1776-1788. — DOULLENS. — Délibération du corps municipal de Doullens, à l'effet de continuer le bail de six journaux au Marais Merlin, au sieur Jean-Baptiste Cerf, entrepreneur d'une blanchisserie qui y est établie, attendu qu'elle est « d'une nécessité indispensable tant pour les habitants dudit Doullens, que pour ceux des bourgs et villages circonvoisins. » 21 octobre 1776 ; ordonnance de l'Intendant qui approuve ladite délibération. 2 janvier 1777 ; et procès-verbal d'adjudication de ladite portion de marais à Jean-Baptiste Cerf. 1^{er} février 1777. — Avis de ladite adjudication pour le 1^{er} février 1777. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui envoyant et appuyant la copie d'une délibération des officiers municipaux de Doullens, à l'effet de continuer l'aliénation desdits 6 journaux de marais. Doullens, 8 avril 1783. — Ordonnance de l'Intendant qui approuve ladite délibération. 13 avril 1783, — etc.

C. 887. (Liasse.) — 5 pièces, papier.

1604-1780. — DOULLENS. — Lettres patentes de Henri IV, roi de France, rendues sur les représentations du sieur de Rambures, capitaine et gouverneur de Doullens, sur « l'incommodité que lui et tous ceux qui sont sous sa charge en garnison ès dits lieux, ont de nourrir des chevaux en icelle pour être la situation de notre dite ville et château en lieu de frontière où commodément l'on ne peut trouver des vivres, fourrages et foin pour chevaux, moins encore du bois de chauffage, » affectant audit gouverneur 40 journaux de prés dans les communes dudit Doullens. Fontainebleau, octobre 1604. Expédition du 18 mai 1780. — Délibération des officiers municipaux de Doullens, arrêtant de former opposition à l'arrêt du Conseil du 28 février précédent, qui leur enlève au profit du domaine le bénéfice des émoluments du gouverneur de cette ville qui leur avaient été abandonnés lors de la suppression de cette charge à la mort de M. de la Rue de Lannoy en 1777. 18 mai 1780. — « État des revenus et charges de la ville de Doullens en l'année 1780 ». Doullens, 18 mai 1780. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, pour appuyer la réclamation des habitants de Doullens. Doullens, 18 mai 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne. Il approuve l'opposition des habitants de Doullens, et espère qu'ils y réussiront. Il les secondera avec beaucoup de zèle et d'empressement. Amiens, 21 mai 1780.

C. 888. (Liasse.) — 27 pièces, papier.

1785-1786. — DOULLENS. — Lettre de recommandation de la marquise de Couturelle, dame de

l'ordre de l'impératrice-reine, en faveur des habitants du petit Milly, relativement à une réclamation faite par ceux-ci de l'usage d'une portion de commune affermée depuis huit ans au profit de la ville de Doullens. Couturelle, 1^{er} juillet 1785. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. 11 juillet 1785. — Réponse de M. Santerre à l'Intendant. Il ne voit pas « sur quoi peut être fondée la réclamation des habitants de Milly : ils ne forment point une communauté, leur endroit est un des faubourgs de Doullens, ils n'ont d'autre paroisse que celle de Saint-Pierre de la même ville, et c'est au nom de cette ville seulement que sont payés le droit d'usage et les vingtièmes des communes situées à Milly. » Doullens, 22 juillet 1785. — Réponse de l'Intendant à la marquise de Couturelle. Le produit de l'adjudication de ladite portion de commune a été employé au paiement des charges également personnelles aux habitants de la communauté de Milly et à ceux de la paroisse Saint-Pierre de Doullens dont ils font partie. Quoiqu'il en soit, s'il y a lieu à une nouvelle aliénation de cette portion de commune, il prendra des mesures pour que le pâturage des bestiaux de Milly n'en éprouve aucun préjudice. 31 juillet 1785. — Délibération des officiers municipaux de Doullens, à l'effet d'être autorisés à continuer pour quinze années l'aliénation de plusieurs portions de communes parmi lesquelles celles de Milly. 31 décembre 1785. — Requête à l'Intendant par les seigneur, habitants, corps et communauté des grand et petit Milly-lès-Doullens, exposant que par suite de l'adjudication pendant neuf années desdites communes « ils n'ont eu d'autre ressource que le pâturage d'environ deux journaux et demi qu'ils croient faire partie de la commune de Grouches ; au moins pendant tout ce temps, quand les bestiaux des suppliants allaient paître le matin sur cette portion de commune, ceux des habitants de Grouches y allaient l'après-midi, ce qui en défendait l'entrée à ceux-là, et en rendait la production on ne saurait plus stérile. Aussi ceux des habitants de Milly, qui jusque-là avaient eu trois et quatre vaches, n'en conservèrent plus qu'une ou deux, même la plupart d'entre eux n'en conservèrent plus du tout, et singulièrement il leur fut impossible de continuer de faire des élèves comme par le passé. » Ils demandent que ladite adjudication ne soit pas continuée. 12 février 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre lui envoyant ladite requête pour être communiquée aux officiers municipaux de Doullens, et lui demandant ses observations sur le tout. 19 février 1786. — Requête des habitants des grand et petit Milly à M. de Calonne, contrôleur général, sur ladite affaire. 5 avril 1786. — Requête des habitants des grand et petit Milly à l'Inten-

dant, exposant qu'à la suite de leur requête du 12 février précédent, les officiers municipaux de Doullens se sont pourvus directement au Conseil. Ils protestent contre ce déplacement de l'affaire. 20 avril 1786. — « État des maisons situées à Milly-lès-Doullens, ensemble des bestiaux possédés par les habitants dudit lieu. » (39 maisons, 67 vaches, 38 chevaux et 6 poulains) 1786. —

Requête des syndic, manants et habitants du faubourg de la Varenne paroisse de Notre-Dame à Doullens, à M. de Calonne, contrôleur général exposant que « depuis un temps immémorial ils jouissaient d'environ 36 journaux de marais qui leur procuraient la subsistance pour leurs bestiaux, de sorte que en l'année 1749 les sieurs maire et échevins de ladite ville de Doullens ont obtenu la jouissance desdites communes qu'ils ont affermé au profit de ladite ville pour subvenir à la construction du pavé de ladite ville, que vos illustres prédécesseurs leur ont accordé pour 27 années. Au lieu de 27, voilà 36 années que nous sommes privés des susdites communes, ce qui nous met dans la dernière et la plus grande nécessité pour la subsistance de nos bestiaux. Vous observerez, s'il vous plaît, Monseigneur, que notre faubourg est l'endroit le plus isolé et le plus misérable du Royaume : l'on en peut faire la preuve par la médiocrité des sommes que nous sommes imposés sur les rôles des tailles et accessoires. Ledit faubourg est composé de 32 maisons, dont l'on peut en compter les deux tiers de mendiants, et le reste sont des pauvres jardiniers qui fournissent les légumes nécessaires pour ladite ville.... et que malheureusement et trop fréquemment pour eux, au moment où ils espèrent recueillir le fruit de leur travaux, des débordements d'eau fréquents arrivent et leur ôtent toute l'espérance de récolter le fruit de leurs peines ; c'est malheureusement ce qui arrive presque toutes les années. » Ils réclament d'être réintégrés dans leur droit de pâture. 25 avril 1786. — Mémoire de M. Santerre à l'Intendant sur les réclamations des habitants du grand et petit Milly et de la Varenne. Ces réclamations lui paraissent fondées, et il y a lieu, à son avis, de mettre néant sur la demande des officiers municipaux de Doullens, sauf pour ceux-ci à proposer d'autres moyens pour subvenir à leurs charges. Doullens, 12 mai 1786. — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant lui demandant des détails sur ladite affaire. Paris, 12 mai 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Vergennes lui transmettant les observations données par M. Santerre. 8 juin 1786. — Lettre de M. de Vergennes à M. d'Agay, intendant, l'informant que le ministre adopte son avis sur ladite affaire et l'autorise à rendre une ordonnance conforme à ce qu'il propose par sa lettre du 8 juin. — Ordonnance de l'Intendant, qui déboute les officiers municipaux de Doullens de leur demande d'aliénation, et ordonne que la jouissance des

parties de communes en question sera conservée aux habitants de Milly et de la Varenne. 30 septembre 1786, — etc.

C. 889. (Liasse.) — 36 pièces, papier.

1777-1786. — DOULLENS. — Délibération des officiers municipaux de Doullens, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication les herbes des marais formant les émoluments du gouverneur adjudés par le Roi à la ville. 19 mai 1777. Expédition du 20 mai 1777. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Doullens, les informant qu'il a approuvé ladite délibération. 7 juin 1777. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, l'informant qu'il a approuvé la délibération des officiers municipaux de Doullens « sans vous nommer pour faire l'adjudication, parce qu'il paraît qu'ils réclament le droit de le faire eux-mêmes suivant l'ancien usage. » Si cependant ce droit ne lui paraît pas bien fondé, il pourra la faire lui-même en leur présence. 7 juin 1777. — Réponse de M. Le Senne à l'Intendant. Il est vrai « que les officiers municipaux de Doullens sont dans l'usage de faire eux-mêmes les adjudications de la majeure partie des biens patrimoniaux de la ville, mais cet usage, notamment depuis l'arrêt du Conseil du 3 avril 1753, ne s'est jamais étendu à leurs marais ou communes.... Ces sortes d'adjudications ainsi faites devant les officiers municipaux sont fort frayeuses, soit à raison des émoluments qu'ils s'attribuent, soit à raison des droits de contrôle. Voilà 22 ans que je suis subdélégué, depuis cette époque il s'est présenté quatre à cinq adjudications des communes de la ville, et j'ai été chargé de les faire en présence des officiers municipaux qui n'en ont pas fait une seule. » Doullens, 26 juin 1777. — Lettre du prince de Montbarey, ministre de la guerre, aux officiers municipaux de Doullens, les informant que, par suite de la mort de M. de la Rue de Lannoy, le gouvernement de Doullens se trouvant supprimé, le Roi a bien voulu adjuger au profit de la ville les émoluments qui étaient attachés à ce gouvernement. « Ils consistent en 2601. que la ville payait pour le logement, en herbes de la citadelle, des remparts et fossés, en un jardin et 36 journaux de marais. » 5 mars 1777. Copie collationnée du 2 juin 1777. — Lettre de M. de Boisseran à M. Le Senne, l'informant que la ville de Doullens est résolue à former opposition à l'adjudication desdits marais, parce que l'arrêt du Conseil du 3 avril 1753 n'exige pas d'ordonnance de l'Intendant. 5 juillet 1777. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui envoyant la lettre de M. de Boisseran, et contenant plusieurs observations sur ladite affaire. Ce n'est pas l'intérêt de la communauté qui

dirige les officiers municipaux, mais le leur personnel. Il lui demande la conduite à tenir. Doullens, 5 juillet 1777. — Requête des officiers municipaux de Doullens à l'Intendant, pour revendiquer le droit de faire eux-mêmes ladite adjudication que M. Le Senne, subdélégué, veut faire faire par-devant lui. Doullens, 5 juillet 1777. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, le chargeant de faire ladite adjudication en présence des officiers municipaux. Amiens, 1^{er} juillet 1777. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Doullens, leur exposant qu'il lui est impossible de les autoriser à procéder eux mêmes à ladite adjudication. « La portion de prairie dont il s'agit fait partie des marais de la ville. Vous savez qu'anciennement elle était, comme le surplus, à usage de pâture, qu'elle a été distraite dans les temps de guerre par un accord fait entre la ville et le gouverneur. Par cet accord, les jouissances en ont été abandonnées au gouverneur pour tant et si longtemps qu'il entretiendrait une compagnie de gendarmes pour la défense de la place. » Il résultera d'ailleurs une économie pour la ville à ce que l'adjudication soit faite par le subdélégué et non par eux. 8 juillet 1777. — Avis de ladite adjudication fixée au 21 juillet 1777. — Procès-verbal de ladite adjudication, par M. Le Senne, subdélégué. 21 juillet 1777. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant. La lettre de l'Intendant du 8 juillet « a amorti mais non détruit la fermentation qui était parmi eux, et que M. l'avocat Morgan avait fomentée par une consultation aussi violente que dépourvue de fondement. Je dois vous dire, Mgr, qu'en même temps qu'ils vous ont adressé leurs représentations, ils ont envoyé un mémoire à M. le prince de Montbarey pour se plaindre de la prétendue entreprise faite sur leurs droits. La veille de l'adjudication, ils n'en avaient pas encore reçu de réponse et ne savaient trop que faire. Votre lettre, Mgr, démontrait clairement leur tort, mais la consultation de M. Morgan continuait de les échauffer. Dans cette perplexité ils m'ont proposé un tempéramment que j'ai cru devoir accepter, parce qu'il ne tire à aucune conséquence. Ce tempéramment a été d'insérer dans l'adjudication que les députés n'y comparaissent que sous la réserve des droits de la ville..... À la faveur de ce tempéramment, Mgr, les choses se sont passées au mieux. » Doullens, 31 juillet 1777. — Avis de l'adjudication des herbes desdits marais fixée au 22 juin 1779. — Procès-verbal de ladite adjudication par M. Le Senne, subdélégué. 22 juin 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, au sujet d'une requête des seigneurs, syndics et principaux habitants d'Occoche, Hem et Ricquemesnil « par laquelle ils demandent à être confirmés dans la jouissance du pâturage libre..... de 36 journaux de pré dont jouissait le gouverneur de Doullens, et qui, après la suppression de ce

gouvernement, ont été réclamés par les domaines du Roi. » Il le prie d'examiner l'affaire et de statuer suivant le cas. 25 juillet 1786. — Réponse de M. Santerre à l'Intendant. L'art. 1 du bail desdits prés porte « que l'adjudicataire en jouira ainsi qu'en ont joui les anciens gouverneurs de Doullens. Cette clause..... est une confirmation de la jouissance de pâturage aujourd'hui réclamée par les habitants d'Occoche, Hem et Ricquemesnil. » Il a en conséquence, écrit à M. Genet, directeur des domaines à Amiens, pour le prier de donner ordre à l'adjudicataire de ne pas troubler les suppliants dans leur ancienne jouissance. Mais il paraît que cet objet ne regarde plus M. Genet, mais l'administration du comte d'Artois. Doullens, 30 août 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, le priant d'informer les suppliants que c'est à l'administration du comte d'Artois qu'ils doivent adresser leur requête. 27 septembre 1786, — etc.

C. 890. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1777-1778. — DOULLENS. — Lettre de M. de Saisseval à l'Intendant, lui demandant le jour où il devra produire ses titres et mémoires pour un procès qu'il a avec la ville de Doullens relativement à la justice de sa seigneurie de Ricquemesnil, Hem, Laleu et Hardinval. Il observe que « si vous prenez le parti de confier le soin du procès-verbal à quelqu'un de vos subdélégués,.... le sieur Le Senne, votre subdélégué à Doullens est procureur du Roi et l'un des principaux officiers municipaux de Doullens. » Tous les autres lui sont indifférents. Château de Ricquemesnil, 13 mai 1777. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, lui envoyant la requête de M. de Saisseval pour la communauté aux officiers municipaux de Doullens, et lui demandant son avis sur le tout. 26 mai 1777. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui renvoyant ladite requête avec la réponse des officiers municipaux et un mémoire sur cette affaire. Doullens, 13 août 1777. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant avant faire droit que le suppliant justifiera par-devant M. Le Senne de l'arrêt du Conseil du 16 janvier 1753 invoqué dans sa requête. Amiens, 27 août 1777. — Lettre de M. de Saisseval à l'Intendant, consentant à produire ledit arrêt « malgré la répugnance naturelle que je dois avoir à communiquer mes titres par les mains de quelqu'un qui est en quelque sorte partie dans mes affaires. » Il demande qu'il lui soit donné communication des réponses des officiers municipaux de Doullens. Ricquemesnil, 4 septembre 1777. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant sur ladite affaire. Doullens, 10 février 1778 ; et ordonnance de l'Intendant qui commet M. Ducastel pour

instruire ladite affaire. 24 février 1778. — Lettre de M. Delessart à M. d'Agay, intendant, lui demandant ses observations sur deux requêtes, l'une de M. de Saisseval, et l'autre des officiers municipaux de Doullens « concernant la contestation qui les divise relativement à la justice et à la voirie dans la communauté de Riquemesnil. M. de Saisseval demande que les parties soient tenues de plaider au Parlement sur l'appel de la sentence arbitrale rendue entre elles, et les officiers municipaux demandent au contraire la nullité de cette sentence, et que la contestation soit jugée par le Conseil, sur le fondement qu'elle y a été jadis évoquée. » Paris, 11 avril 1786. — Lettre du vicomte de Saisseval, capitaine au régiment de Normandie, recommandant l'affaire engagée entre son père et la ville de Doullens. « Le très mauvais état de la santé de mon père l'empêche de vaquer à ses affaires, et celle dont il est question avec la ville de Doullens intéresse très particulièrement ma fortune, comme étant l'héritier féodal de ma famille. » Il insiste pour que cette affaire soit portée au Parlement, de cette manière il est sûr de gagner « par la justice de mes droits, et par l'arrêt que le Parlement a déjà prononcé pour un procès tout semblable au mien en faveur des moines de Cercamp qui ont comme nous été en lutte à la cupidité de la ville de Doullens. » Poitiers, 29 mai 1786. — Lettre de M. Le Correux, maire de Doullens à l'Intendant, lui envoyant plusieurs pièces relatives à ladite affaire le priant de s'en occuper le plus promptement possible. Paris, 19 juin 1786. — Note sur ladite affaire. v. 1786. — Mémoire de l'Intendant à M. Delessart sur ladite contestation. « Avant l'édit de Moulins de février 1566, les maire et échevins de Doullens exerçaient depuis plus de 500 ans dans leur ville et dans sa banlieue toute justice, haute, moyenne et basse, tant au civil qu'au criminel, par prévention sur les juges royaux, en vertu d'une concession à titre de commune et à prix d'argent, faite par Guy, comte de Ponthieu, mise par écrit en double par Guillaume II, petit-fils de Guy, le 7 juin 1202, confirmée par Philippe-Auguste et par plusieurs rois. Le parchemin est encore sain et entier. Les fiefés, dans la ville et banlieue n'y avaient qu'une simple justice foncière sur leurs hommes et tenanciers, suivant différentes chartes et transactions interprétatives de la charte de commune. L'édit de Moulins ayant ôté aux villes la connaissance du civil, le prévôt royal de Doullens voulut s'en emparer : il y eut un procès suivi d'arrêts des 11 juillet 1575 et 26 janvier 1576. Ce dernier, en appointant sur le fond, ordonna par provision *que les maire et échevins auraient la justice civile et criminelle ainsi que de tout temps ils avaient accoutumé de faire avant l'édit de Moulins*. En 1622, nouveau trouble du prévôt royal, nouvel arrêt du Parlement du 7 septembre 1622,

qui ordonna l'exécution des précédents. Le 5 août 1629, désistement des officiers de la prévôté, sur la question appointée au fond. Plus de 80 ans après, nouveau procès, et le maire se trouvant le frère du prévôt royal, ils obtinrent entre eux un arrêt qui privait la ville de toute justice civile et criminelle, sauf sa justice dans les fiefs et Hem et Hardinval, ainsi que les autres fiefés de la coutume d'Amiens. Cet arrêt du 7 août 1711 fut bientôt attaqué par requête civile qui fut entérinée par autre arrêt du 29 mars 1726, mais ce dernier arrêt ordonna qu'il serait procédé au jugement du fond, appointé en 1576 et 1622. Les officiers du bureau des finances de la généralité d'Amiens voulurent alors s'emparer de la police et voirie de Doullens. Appel au parlement des jugements du bureau, appointment au Conseil, par arrêt du 12 février 1727. Requête du bureau des finances au conseil aux fins d'évocation ; 22 avril 1727, arrêt du Conseil portant évocation et renvoi par-devant le commissaire départi en la généralité d'Amiens pour entendre les parties et dresser procès-verbal de leurs dires et contestations, pour le tout vu et rapporté au Conseil, avec son avis, être ordonné par S.M. ce qu'il appartiendrait. Après cet arrêt, le prévôt royal de Doullens voulut aussi s'emparer de la justice et voirie. Procès : appel au bailliage d'Amiens, requête des maire et échevins au Conseil, arrêt d'évocation du 14 juillet 1733, pareil au précédent, portant jonction de l'instance évoquée par l'arrêt du 22 avril 1727. » Survient la contestation avec M. de Saisseval, dont les diverses phases sont rappelées en détail, et sur laquelle il pense qu'il y a lieu d'accueillir les conclusions des maire et échevins de Doullens, tendant à porter ladite affaire au Conseil. Il examine ensuite le fonds de l'affaire. « À l'appui de ces soutenues, le sieur de Saisseval produit un dénombrement de la partie de son fief de Riquemesnil, relevant du château de Doullens, servi au comte de Chatillon, le 15 janvier 1337, dans le temps que la maison de Chatillon possédait la châtellenie de Doullens par donation de Louis Hutin en février 1315 ; un relief du 3 février 1378 pour le même fief ; un dénombrement du 22 novembre 1367 servi au Roi pour le fief de la prévôté de Ham ; un dénombrement du 20 octobre 1545 servi au seigneur de Beauval pour la partie de Riquemesnil qui relève de Beauval ; une saisine du 20 février 1658 donnée au bureau des finances pour la partie de Riquemesnil relevant du château de Doullens ; un dénombrement de cette même partie, du 16 janvier 1662 ; un relief pour la même partie servi en la chambre des comptes le 16 janvier 1662 ; une saisine au bureau des finances du 26 mai 1670, pour le fief de la prévôté de Hem, banlieue de Doullens ;

un relief pour le même fief du 2 septembre 1679 ; un relief servi à Beauval pour la partie de Ricquemesnil dans la mouvance de cette terre, du 11 août 1693 ; un dénombrement de cette partie à Beauval, du 9 août 1695 ; un autre dénombrement à Beauval pour la même partie servi le 7 mai 1701 ; un relief servi au bureau des finances le 6 juin 1703, pour les fiefs de Ricquemesnil et de Hem ; un autre relief pour les mêmes fiefs du 10 juin 1713 ; un autre relief semblable du 19 octobre 1722 ; un relief au bureau des finances du 24 juillet 1744, pour le fief de Rigauville, à Hardinval, banlieue de Doullens ; le dénombrement servi au bureau des finances le 27 avril 1745, pour les trois fiefs de Ricquemesnil, prévôté de Ham, et Rigauville, sur lequel il y a eu procès appointé évoqué au Conseil ; un relief du 31 août 1763 pour le fief de Rigauville ; le dénombrement servi au bureau des finances le 20 décembre 1773 conforme au précédent, et reçu le même jour ; enfin un relief pour les mêmes fiefs du 31 mai 1783. Il se dit, à raison de ces actes de vasselage, pair et baron de Doullens, et il prétend être excepté des concessions à la commune par les termes de la charte : *excepto jure baronum meorum*. » Titres invoqués par les maire et échevins de Doullens : Transaction du 21 mai 1285, sur l'interprétation de la charte communale de 1202 ; reconnaissance des privilèges et chartes de la ville de Doullens par le roi Jean en 1362 ; coutumes locales de Doullens de 1507 déposées aux archives du bailliage d'Amiens ; traité avec Guérard de Ricquemesnil du 19 mai 1285. Reconnaissance de Timon Dragon aux maire et échevins de Doullens, le 20 mars 1460, « portant qu'un arrière-fief de son fief, du chef de sa femme, comme situé dans la banlieue, était soumis à la justice de la commune, ainsi que ses hommes et tenants *ayant eu la justice*, dit cet acte, *de toute éternité, en tous les lieux où leur banlieue s'étend après leur ban, par prévention à mon bailli* » ; lettre du bisaïeul de M. de Saisseval au procureur du Roi de la mairie de Doullens en 1689 et 1690. « Je vous assure que je vous ferai maintenir en votre marais et justice. Je me fais un honneur de vous protéger et vos tenanciers. Le roi Henri IV confirme tous vos privilèges et possessions, même *vos seigneuries et justices*. Je vous proteste que j'agirai avec honneur et courage et que je remuerai tout le conseil du Roi pendant que je vis. Il est expédient que je fasse maintenir les droits de la ville sans lui être à charge » ; confirmations des privilèges de la ville de Doullens par Philippe-Auguste, 1221 ; Saint Louis, 1264 et 1266 ; Philippe III, 1272, 1273, 1278 et 1280 ; Philippe IV, 1286 ; Jean, septembre et novembre 1362 et 1363 ; Charles V, 1365 et 1366 ; Charles VI, 1406 ; Henri IV, 1594 et 1596 ; Louis XIII, 1616. « Les

habitants de Doullens n'ont pas seulement acquis leurs privilèges à prix d'argent, ils les ont mérités au prix de leur sang, par leur résistance courageuse à la fureur de la Ligue. Les lettres patentes du mois d'août 1598 qui ont confirmé celles de 1594 en rendent témoignage : Lorsque, y dit Henri IV, par nos ennemis notre dite ville fut prise d'assaut, et nous fait aussi d'autant plus porter de déplaisir et de regret de voir les grandes pertes et ruines, incommodités et afflixions qu'on lui a fait alors et depuis supporter, s'étant trouvé de morts plus des deux tiers d'iceux à la furie de cette entrée, le reste prisonnier, tyrannisé, dépressuré, rançonné et après chassé et contraint de vacquer hors de leurs biens et maisons, dont se seroit ensuivi le comble de leur misère et ruine. » Il conclut à ce que les maire et échevins de Doullens doivent être « maintenus et gardés dans les droit et possession d'exercer seuls et pour le tout sur les fiefs du sieur de Saisseval sis en leur banlieue, toute justice, haute, moyenne et basse, civile, criminelle et de voirie tant par eau que par terre » etc. 31 octobre 1786. — « Extrait sommaire du procès évoqué au Conseil entre la ville de Doullens et le seigneur de Ricquemesnil » v. 1786. — Conclusions de M^e Isnard de Bonneuil, avocat, pour les maire et échevins de Doullens. v. 1786. — « Réflexions pour les maire, lieutenant de maire, échevins et assesseurs de la ville de Doullens, servant d'ampliation à la requête qu'ils ont présentée au Conseil » par M^e Isnard de Bonneuil, avocat. v. 1786. — Délibération des officiers municipaux de Doullens arrêtant, sur une lettre de M. Isnard de Bonneuil leur avocat, d'envoyer à Paris M. Le Correur comme député, pour suivre ladite affaire et celle relative aux pré et jardin du Gouverneur. 6 mai 1788. Expédition dudit jour. — Lettre de l'Intendant à M. Le Correur, maire de Doullens, lui accusant réception de ladite délibération. Il lui est absolument interdit par le Conseil d'autoriser de pareilles députations. 11 mai 1788, — etc.

C. 891. (Liasse.) — 11 pièces, papier (3 plans et dessins).

1755-1787. — DOULLENS. — « Plan, coupe et élévation, où sont marqués en jaune les ouvrages à faire pour réparer et agrandir les prisons de la ville de Doullens, relativement au procès-verbal et devis dressé par moi soussigné en exécution des ordres de M. l'Intendant » signé Beffara. 14 février 1755. — Procès-verbal de visite des travaux à faire à l'hôtel-de-ville de Doullens par M. Beffara, architecte de la ville d'Arras. Arras, 12 juin 1773. — « Plan du rez-de-chaussée et premier étage de l'hôtel-de-ville de Doullens avec celui des prisons, ensemble le plan de l'emplacement de trois maisons avec

leurs jardins adjacents à l'hôtel-de-ville, pour être joint au procès-verbal du 12 juin 1773 » par M. Beffara. — « État des revenus et charges annuels de la ville de Doullens en l'année 1773. » Doullens, 17 juin 1773. — Mémoire des officiers municipaux de Doullens, sur les travaux urgents à faire à leur hôtel-de-ville. Il résulte du procès-verbal de M. Beffara que l'état de ruine des bâtiments est tel qu'il n'y a à songer à aucunes réparations mais qu'une reconstruction complète s'impose. « Il y a longtemps que l'humanité souffre de voir les prisonniers qui sont détenus dans les prisons dudit Doullens dans un état de malpropreté, d'indécence et de puanteur qui ne peut qu'être funeste à leur santé et aux bonnes mœurs. Il en est plus d'un exemple. Il est des jours où on ne saurait rester dans aucune des chambres dudit hôtel-de-ville à cause des mauvaises odeurs qui s'exhalent de ces prisons et qui se communiquent quelquefois au dehors. » Mais l'état d'épuisement des finances de la ville ne leur permet pas de faire face à une pareille dépense, si le Roi ne leur vient en aide. Doullens, 17 juin 1773. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre lui demandant son avis sur une délibération des officiers municipaux de Doullens « sur une affaire contentieuse qui s'est élevée relativement à la conservation de quelques droits qui appartiennent à l'hôtel-de-ville. » 10 novembre 1787. — Mémoire de M. Santerre à l'Intendant sur ladite affaire. Il pense qu'il y a lieu d'autoriser la délibération des officiers municipaux de Doullens ayant résolu de se pourvoir au Conseil « à l'effet d'y obtenir la concession d'une maison et d'un jardin contigus à leur hôtel-de-ville, et qu'ils disent être très nécessaires, tant pour la régularité de l'hôtel-de-ville, que pour y faire une geôle et agrandir les prisons. » Doullens, 8 décembre 1787. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Doullens, les informant qu'il a approuvé ladite délibération. 13 décembre 1787. — Plan de terres appartenant à M. de Mironval, situées entre la rivière et la chaussée d'Abbeville. XVIII^e S., — etc.

C. 892. (Liasse.) — 14 pièces, papier.

1779-1785. — DOULLENS. — « Devis des ouvrages et réparations urgentes et indispensables à faire aux bâtiments et ponts à la charge de l'hôtel-de-ville de Doullens, fait par moi. Jean-Baptiste-Charles-Antoine Delapalme, entrepreneur audit Doullens » etc. Doullens, 21 juin 1779 ; délibération des officiers municipaux de Doullens à l'effet d'être autorisés à mettre lesdits travaux en adjudication. 4 juillet 1779. Expédition du 6 juillet 1779 ; approbation par l'Intendant de ladite délibération. 9 août 1779 ; procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 30 août 1779. — « Détail estimatif des ouvrages à faire aux bâtiments et ponts de l'hôtel-de-ville de Doullens, d'après, le devis

qui a été dressé par moi, Jean-Baptiste-Charles-Antoine Delapalme, entrepreneur audit Doullens, expert nommé par MM. les officiers municipaux de ladite ville. » Doullens, 29 juin 1779. — Avis de l'adjudication desdits travaux pour le 30 août 1779. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant lui rendant compte de ladite adjudication, et ajoutant : « Avant, Mgr, de fixer le jour de cette adjudication, j'avais vu M. de Boisseran, maire, pour me concerter avec lui. Mais je l'ai trouvé très mécontent et plein d'humeur de ce que vous n'avez pas obtempéré à la demande que le corps municipal vous a faite de faire lui-même cette adjudication. Je lui ai dit que je n'avais en aucune manière sollicité cette commission, et que j'étais prêt à différer pour lui donner le temps de vous faire les représentations qu'il jugerait à propos. Il m'a répondu qu'il n'avait aucune représentation à vous faire, qu'il ne se trouverait pas à l'adjudication, et qu'aucun des officiers municipaux ne devait s'y trouver. L'avant-veille j'ai écrit à ces officiers municipaux la lettre dont une copie est ci-jointe, à laquelle ils n'ont fait aucune réponse. En la recevant, M. de Boisseran a seulement dit publiquement au greffier de cette subdélégation qui la lui a remise, qu'il ne se trouverait pas à l'adjudication et que ses collègues feraient très bien de ne pas s'y trouver. Vous verrez, Mgr, que tous, à l'exception d'un seul, ont suivi ce sentiment. » Doullens, 17 septembre 1779. — Réponse de l'Intendant à M. Le Seine. « Les adjudications des ouvrages publics de villes doivent être faites par mes subdélégués. C'est l'intention du Conseil manifestée par plusieurs arrêts et règlements. Vous pourrez le dire à M. de Boisseran et lui ajouter que, s'il a quelques doutes à cet égard, je ne trouverai pas mauvais qu'il fasse des représentations à M. le directeur général. » Il a approuvé ladite adjudication. Amiens, 21 septembre 1779. — Lettre de M. Santerre à l'Intendant, l'informant qu'il a procédé à la visite et réception des ouvrages fait par le sieur Delapalme à deux ponts de Doullens. Doullens, 16 décembre 1785. — Ordonnance de 195 l. à payer au sieur Delapalme pour prix de son adjudication et des augmentations y faites. 27 janvier 1786, — etc.

C. 893. (Liasse.) — 39 pièces, papier (2 imprimées, 1 plan).

1697-1763. — DOULLENS. — Procès-verbal par Jérôme Hallot, arpenteur juré à Beauval, sur l'ordre de M. Prévost, subdélégué à Doullens, d'arpentage du terrain « des héritages qui sont compris dans les ouvrages qui ont forme de fortification, dont M. le major jouit dans les dehors de ladite ville de Doullens ». 18 septembre 1697. — Requête à M. Lepelletier-Desfors par les héritiers

de feu Jean Gigault, expositive que « le peu de bien qu'ils avaient consistant en une maison, grange, étable jardin, pré et terres labourables leur fut pris en 1637 de la part du Roi pour construire une demi-lune, et fut estimé à la somme de 600 l. dont ils n'ont eu aucun remboursement ; et comme depuis 3 ans cette demi-lune a été démolie, le sieur de Mérigon, aide-major de Doullens, s'est mis en possession dudit bien. Les suppliants s'en sont plaints à M. de Bernage, intendant d'Amiens, qui a trouvé leur demande juste, comme il paraît par sa lettre dont voici copie écrite à M. Devornes subdélégué de Doullens, même au sieur de Mérigon, pour les remettre en possession de leurs biens, ce qu'il refuse de faire. » Ils demandent que lesdits biens leur soient restitués. v. 1715. — « Copie de la lettre écrite par M. Lepelletier à M. de Bernage, » le priant d'user de son autorité pour obliger le sieur de Mérigon à abandonner ledit terrain aux héritiers Gîgault, à qui il appartient incontestablement. 12 octobre 1715. — Lettre de M. de Bernage, intendant, à M. Devornes, le priant de faire part à M. de Mérigon de la décision de M. Lepelletier au sujet dudit terrain. Amiens, 18 octobre 1715. — « Copie de la lettre écrite par M. Lepelletier à MM. Desfugerais et de Mérigon... Il doit y avoir des glacis à une citadelle, et suivant l'usage, les officiers majors sont en droit de jouir de ces glacis dans l'étendue de 15 toises qu'ils doivent avoir. Il n'en est pas de même d'une demi-lune démolie dont on ne prouve point que les propriétaires du fond aient été dédommagés..... Et quand l'on pourrait justifier que les propriétaires de cette demi-lune ont été dédommagés, la demi-lune étant rasée, les officiers majors de la place ne seraient point en droit d'en jouir, mais bien les fermiers du domaine. » Paris, 26 octobre 1715. — « Copie d'une lettre écrite par M. Lepelletier à M. de Bernage, » sur le même objet. 26 octobre 1715. — Lettre de M. de Paulmy à M. d'Invau, intendant, lui faisant savoir qu'ayant été informé « que l'on a usurpé une partie des glacis de Doullens, je viens de prendre les ordres du Roi pour leur faire restituer leur première étendue. S. M. a décidé qu'il fallait en fixer la largeur à 15 toises dans tout le circuit de la place, suivant la règle ordinaire des fortifications. » Il le prie d'user de son autorité pour que les bornes une fois placées ne soient pas dérangées à l'avenir par les propriétaires adjacents. Versailles, 29 novembre 1757. — « Fortifications de Doullens. État des bornes qui ont été plantées autour de cette place pour borner les glacis à 15 toises, suivant les ordres de Mgr le marquis de Paulmy, en date du 29 novembre 1757. » Amiens, 20 mars 1758. — Lettre de M. Langlois à l'Intendant, lui envoyant ledit état, et lui mandant qu'il fera « grand plaisir à MM. de l'état-major d'envoyer votre ordonnance pour empêcher à

l'avenir pareil désordre. » Amiens, 20 mars 1758. — Ordonnance de M. d'Invau, qui fait défense à toutes personnes d'enlever les bornes plantées dans le circuit des ville et citadelle de Doullens. Paris, 25 mars 1758 (impr. affiche). — Lettre de M. de Crémille à M. d'Invau, l'informant « que quelques particuliers de Doullens ont encore labouré nouvellement les glacis de cette place..... Vous serez sans doute étonné de cette dernière entreprise. Je vous prie de la réprimer sévèrement, et de tenir la main à ce que l'on observe mieux à l'avenir l'ordonnance que vous avez rendue. » Versailles 18 septembre 1758. — Requête de Jean-Jacques Lombart et Claude Machet, tous deux bourgeois de Doullens, à l'Intendant, se plaignant de ce que le major de la place s'est emparé de terrains à eux appartenants, et qui depuis lors restent incultes. Ils demandent à être autorisés à cultiver lesdits terrains. 26 décembre 1758. — Nouvelle requête dudit Lombart et de Nicolas Dumetz sur le même objet. 29 mars 1759. — Lettre de l'Intendant à M. de Crémille lui demandant une prompté décision sur ladite affaire. Dès le moment que les suppliants « avaient commencé à remettre ces terres en culture, ils avaient été taxés pour raison de leur produit à la taille, au vingtième et autres impositions, et quoiqu'ils eussent interrompu cette culture en vertu des ordres que je leur avais donnés..... ils ont néanmoins toujours été portés jusqu'à présent dans les rôles des impositions, et ils sont aujourd'hui poursuivis vivement par les collecteurs pour le paiement de plusieurs années, et par les seigneurs fonciers pour le paiement des droits seigneuriaux. » Paris, 2 avril 1759. — Lettre de M. Duquesnel à l'Intendant en faveur des habitants de Doullens, injustement dépouillés par le ministre de la guerre. Doullens, 26 avril 1761. — « Copie de la lettre de Mgr le duc de Choiseul à M. Langlois, » lui accusant réception d'un plan de Doullens indiquant les limites des glacis de cette place « conformément au procès-verbal d'arpentage qui en a été fait en 1697. Sur le compte que j'ai rendu au Roi des opérations qui ont été faites en 1758 pour porter ces glacis à 15 toises de largeur, et des représentations qui ont été faites à ce sujet par les habitants qui ont réclamé le prix des terrains qui leur ont été pris à cette occasion, S. M. n'a pas jugé à propos de faire l'acquisition de ces terrains pour conserver aux glacis cette étendue, et elle a ordonné que ces terrains seraient rendus à leurs propriétaires, et que les glacis seraient bornés à l'étendue qu'ils avaient en 1697. » 26 octobre 1762. — Procès-verbal par M. Jean-Baptiste-Gabriel Le Senne de reconnaissance des bornes plantées sur les glacis de Doullens lors de l'arpentage de 1697. 5 février 1763. — Plan

des fortifications de Doullens. XVIII^e s. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui rendant compte de ladite opération. Il lui renvoie le plan précédent pour être réintégré au bureau de la Guerre. « Après beaucoup de difficultés, M. de Chermont s'est enfin déterminé à en tirer une copie que vous trouverez aussi jointe au procès-verbal. Malgré vos lettres dont je lui ai donné communication, il avait d'abord refusé nettement de faire cette copie, mais il s'est, quelque temps après, décidé à la faire, en supprimant les parties étrangères à l'opération, ce qui est fort égal. Je ne connais pas bien quelle est la subordination de MM. du génie vis-à-vis MM. les intendants, mais il me paraît que notre viel ingénieur est imbu à cet égard de forts préjugés d'indépendance. Il a au surplus trouvé au-dessous de lui de signer purement et simplement mon procès-verbal, et s'est donné le ton d'en faire un second au pied. Pour éviter pareille chose à l'avenir, si vous approuvez mon projet, je ne lui enverrai plus de procès-verbaux à signer chez lui, et le prierai de passer en mon bureau, où selon moi, ces sortes de pièces doivent être signées. » Doullens, 8 mai 1763. — Notes au sujet de ladite affaire. 12 mai 1763. — Ordonnance de l'Intendant qui prescrit que les bornes placées en 1758 aux glacis de Doullens seront replacées conformément au procès-verbal du 5 février 1763. 13 mai 1763, — etc.

C. 894. (Liasse.) — 24 pièces, papier.

1786-1788. — DOULLENS. — Lettre du baron de Breteuil à M. d'Agay, intendant, au sujet du comte de Bourbon-Chalus évadé dans la nuit du 25 au 26 décembre précédent du château de Doullens où il était détenu. « Je viens d'être informé que le maire de cette ville fit mettre alors les scellés sur l'appartement qu'occupait M. le comte de Bourbon-Chalus, que ces scellés existent encore, que cependant il y a dans cet appartement quelques meubles qui y dépérissent, et que le commandant est d'ailleurs, par ce fait, privé d'un local qui lui est très nécessaire pour ses prisonniers. Il paraît en conséquence instant que les scellés soient levés. Je vous prie d'y déterminer le maire de Doullens, mais s'il existe des motifs qui s'y opposent, vous voudrez bien m'en faire part, ainsi que de vos observations et de votre avis. Le commandant de ce château représente aussi qu'il ne peut répondre de la sûreté des prisonniers, s'il leur est permis d'entretenir des correspondances étrangères. Il demande en conséquence qu'il soit ordonné au directeur de la poste de lui remettre les lettres qui sont à leurs adresses. La sûreté et le bon ordre du château exigeant cette précaution, je vous prie de faire dire à ce directeur qu'il ne doit faire aucune difficulté à cet égard. » Versailles, 22 septembre 1786. — Lettre de M. Le Correur à

l'Intendant. Il ne peut lever les scellés sans une requête du comte de Bourbon-Chalus ou de ses créanciers, ou un ordre particulier du ministre. Doullens, 5 octobre 1786. — Réponse de l'Intendant à M. Le Correur. « Vous auriez dû vous expliquer sur cela avec M. Santerre qui vous en a écrit de ma part, afin d'éviter une double correspondance fort inutile, et qui ferait penser que vous ne voudriez pas reconnaître les pouvoirs que je lui ai confiés », avec cette note en marge : « Il est important de ne pas souffrir que les corps municipaux déclinent la juridiction des subdélégués. » 16 octobre 1786. — Lettre de l'Intendant au baron de Breteuil, lui rendant compte de la réponse du maire de Doullens. 16 octobre 1786. — Lettre de M. de Vaujours de Châtillon, lieutenant de Roi à Doullens, à l'Intendant, le priant de hâter ladite affaire. « Ce sont des effets qui appartiennent aux habitants de la ville, ayant enlevé les siens, et c'est le seul logement que je puisse occuper, puisque l'on doit jeter bas le vieux château. » Doullens, 17 octobre 1786. — Lettre de M. Santerre à l'Intendant, l'informant qu'il a communiqué ses ordres au directeur de la poste de Doullens, relativement aux lettres des prisonniers. Doullens, 19 octobre 1786. — Lettre de M. Le Correur à l'Intendant. « M. Santerre vous a, Monseigneur, avancé m'avoir écrit à ce sujet. Il n'en est rien : il m'a fait seulement passer l'extrait ci-joint de votre lettre, sans même être cacheté. C'est son usage assez familier. Ne m'ayant pas écrit, je n'ai pas dû lui expliquer mes raisons. J'ai cru au contraire devoir vous les rendre directement. Je suis d'ailleurs, Monseigneur, très éloigné de ne pas reconnaître les pouvoirs que vous lui avez confiés ; je respecterai toujours vos ordres, mais de son côté M. Santerre devrait en agir avec moi tout différemment. Ma qualité de chef du corps municipal, entre autres, mérite certains égards qu'il se plaît de rejeter, qu'il affecte même de braver. Tous autres de MM. vos subdélégués, Monseigneur, se comportent mieux très sûrement envers un syndic de village que le fait M. Santerre vis-à-vis de moi et du corps que je préside. » Doullens, 25 octobre 1786. — Lettre du baron de Breteuil à l'Intendant. Il n'a vu aucune difficulté à expédier les ordres qu'il lui envoie et qui autorisent le maire de Doullens à lever les scellés. Fontainebleau, 26 octobre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, lui envoyant lesdits ordres. M. Le Correur lui a donné des explications sur sa conduite à son égard. « Il ne pouvait guère agir autrement..... Ces sortes de tracasseries des citoyens de petites villes doivent être au-dessous d'un subdélégué. Je vous exhorte à n'y donner aucune suite, et à faire en sorte de n'employer jamais dans les affaires qui inté-

ressent le service, qu'un ton de décence et d'honnêteté vis-à-vis des corps, et même vis-à-vis des particuliers avec lesquels vous avez à correspondre en votre qualité de subdélégué. Il faut même faire quelques sacrifices : c'est en cela qu'on fait connaître qu'on est digne de suivre des affaires, en allant au but sans s'arrêter à des vétilles. » 2 novembre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Le Correur, l'informant qu'il vient de donner à M. Santerre des instructions sur les procédés qu'il doit employer vis-à-vis de lui. 2 novembre 1786. — Lettre de M. Le Correur à l'Intendant : « Nous nous sommes communiqués réciproquement, M. Santerre et moi, les lettres que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire au sujet du différend qui paraissait nous diviser. Tout est réglé entre nous, et nous ne connaissons désormais que le bon accord. » Doullens, 10 novembre 1786. — Lettre de M. Santerre à l'Intendant. Il a fait passer ses ordres au maire de Doullens qui les a pleinement exécutés, de façon que l'appartement jadis occupé par le comte de Bourbon-Chalus se trouve libre. Il ajoute quelques explications sur sa conduite à l'égard de M. Le Correur et lui fait part de la réconciliation. Doullens, 10 novembre 1786. — Lettre du baron de Breteuil à l'Intendant, lui demandant ce qu'il convient de faire à l'égard des meubles trouvés dans l'appartement du comte de Bourbon-Chalus, et qui sont réclamés par divers particuliers qui prétendent les avoir prêtés ou loués. Versailles, 19 décembre 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, lui demandant des explications au sujet desdits meubles. 24 décembre 1787. — Réponse de M. Santerre à l'Intendant. Le maire de Doullens lui a observé que « ces effets étant sous les scellés, il ne peut en faire la remise sans que M. le comte de Bourbon-Chalus ait été dûment appelé, pour allouer ou contester les réclamations, et qu'il doit tenir à cette formalité, à moins qu'un ordre du Roi ne l'en dispense. » Doullens, 8 février 1788. — Lettre du baron de Breteuil à l'Intendant. L'observation du maire de Doullens lui paraît juste, mais comme il y aurait beaucoup d'inconvénients à faire faire l'opération en vertu d'ordres du Roi, il lui paraît plus prudent de renvoyer les réclamants à se pourvoir par les voies de droit. Versailles, 14 mars 1788, — etc.

C. 895. (Liasse.) — 6 pièces, papier.

1786. — DOULLENS. — Lettre du baron de Breteuil à M. d'Agay, lui envoyant un placet « par lequel les chevaliers de l'arc de Doullens demandent la confirmation de leurs privilèges. Le Roi veut bien laisser jouir ces associations des privilèges qu'ils ont obtenus, mais en général S. M. est peu disposée à leur en accorder le renouvellement. » Si pourtant les chevaliers de l'arc de Doullens ont quelque motif particulier à faire valoir, il le prie de le lui marquer.

Versailles, 19 août. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, lui faisant part de la réponse du ministre, et lui demandant si les chevaliers de l'arc de Doullens ont quelques motifs particuliers qui puissent déterminer le Roi à leur accorder la grâce qu'ils sollicitent. 27 août. — Réponse de M. Santerre à l'Intendant. « L'établissement de cette compagnie est fort ancien. Il est prouvé que depuis 1587 jusqu'à présent, la ville de Doullens lui a toujours payé annuellement une somme de 27 l. 4 s. de gages pour récompense des services que les chevaliers de l'arc rendent à cette ville à toute réquisition de l'état-major, comme en cas d'incendie, de tumulte, aux jours de foires, aux Fêtes-Dieu et de la Saint-Louis, et à toutes les réjouissances publiques. » Il pense qu'il y a lieu d'accorder à ladite compagnie la confirmation qu'elle sollicite. Doullens, 10 septembre. — Lettre de l'Intendant au baron de Breteuil, lui transmettant les renseignements donnés par M. Santerre. Il ne voit pas toutefois la nécessité d'accorder la confirmation demandée. Les anciens privilèges suffisent, et il sera toujours temps de les confirmer si quelqu'un vient à les troubler. 20 septembre. — Lettre du baron de Breteuil à l'Intendant, le priant de faire connaître à la compagnie de l'arc que le Roi avait jugé qu'il n'y avait pas lieu d'avoir égard à sa demande, mais voulait bien consentir à la laisser subsister telle qu'elle est, tant qu'il n'en résultera pas d'inconvénients. Fontainebleau, 29 octobre, — etc.

C. 896. (Liasse.) — 4 pièces, papier.

1778. — DOULLENS. — Lettre de M. Cottin à l'Intendant, le priant d'approuver une délibération des officiers municipaux de Doullens du 31 juillet précédent, à l'effet de le rembourser des frais et avances par lui faits comme député à Paris, pour suivre le procès de la ville contre les employés des fermes. Doullens, 8 août. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, lui demandant son avis sur ladite délibération. Amiens, 12 août. — Réponse de M. Le Senne à l'Intendant. Il pense qu'il y a lieu d'autoriser ladite délibération. Doullens, 15 septembre. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, l'informant qu'il a approuvé ladite délibération. Amiens, 17 septembre, — etc.

C. 897. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1785-1788. — DOULLENS. — « Délibération des officiers municipaux de Doullens, pour faire passer à un maître d'école nouvellement établi en cette ville, une pension de 90 l. qui était ci-devant payée par l'hôtel-de-ville

à deux maîtresses d'école qui n'ont plus d'écolières, parce que la plus intelligente s'est mariée. Bon à approuver par M. l'Intendant » 1785. — Requête à M. d'Agay, intendant, par « sœur Becquart, des dames de la Providence de Doullens, maîtresse de l'école de charité fondée en la ville de Doullens par Mgr l'évêque d'Amiens, disant qu'une des conditions de son établissement est qu'elle doit être logée par la ville, de manière à pouvoir remplir l'intention de son fondateur qui est de donner l'instruction gratuite à toutes les filles qui lui seront envoyées, pour leur apprendre à lire, à écrire, leur catéchisme et leur religion, surtout lors de leur première communion. Cet établissement qui a eu son principe dans les libéralités de feu M. d'Amiens, chanoine d'Arras, a été reconnu avantageux par les officiers municipaux. Dès 1760, ils avaient été autorisés par M. d'Invaux l'un de vos prédécesseurs, à fournir sur les revenus de la ville le prix du loyer de la maison occupé par la maîtresse d'école chargée de l'instruction gratuite, et cette dépense a toujours été acquittée jusques et compris l'année 1785, à toutes celles qui m'ont précédée. Monseigneur l'évêque d'Amiens, toujours attentif à procurer à tous les fidèles de son diocèse tous les secours qui peuvent dépendre de lui, a voulu rendre cet utile établissement solide et permanent, d'accord avec M. Le Senne qui réunissait alors les places de maire de la ville, de votre subdélégué et de père temporel de l'Hôtel-Dieu, il a constitué une rente de 200 l. sur le clergé de France, payable à toujours à la sœur de la Providence chargée de l'école gratuite de Doullens par la supérieure de l'Hôtel-Dieu, avec la certitude de la continuation du paiement du logement par l'hôtel-de-ville de Doullens. Mais, Mgr, quelle a été la surprise de la suppliante, lorsque s'étant présentée dans le mois de septembre dernier par devant M. Le Correur, maire actuel, pour obtenir de lui l'ordonnance du paiement du loyer échu le 1^{er} août 1786,..... il dit qu'il ne lui était pas possible de m'accorder ma demande, que les revenus de la ville venaient d'être considérablement diminués, et que M. Le Senne, son prédécesseur, par une délibération à laquelle vous aviez donné votre autorisation, avait fait changer la destination des 90 l. qu'on donnait à la sœur qui enseignait gratuitement les filles de la ville, en faveur du sieur Harenger, maître d'école qui enseigne les enfants tant de la ville que de la campagne qui vont chez lui en payant mois par mois : qu'il était de toute nécessité pour que je sois payée, que vous ayez la bonté de rendre une ordonnance qui autorise de nouveau MM. les officiers municipaux à me faire payer par le syndic receveur de la ville. » Ce n'est que parce que le logement lui a été assuré, que sa communauté l'a envoyée à Doullens, mais si ce

logement lui est retiré, elle se verra obligée d'abandonner une école dont pourtant les avantages sont reconnus à Doullens et ailleurs. 10 août 1787. — Lettre de M. de Verville à M. Maugendre, en faveur de la requête de la sœur Becquart. Doullens, 13 août 1787. — Lettre des officiers municipaux de Doullens à l'Intendant, le priant d'autoriser la délibération qu'ils ont prise au sujet du logement de la sœur Becquart, ainsi que la continuation de la rétribution dont jouit le sieur Harenger. Doullens, 20 septembre 1787. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Doullens, les informant qu'il a approuvé la délibération qu'ils ont prise « pour rétablir à partir du 1^{er} octobre prochain la pension de 90 l. qui avait été supprimée à la sœur Becquart, maîtresse d'école entretenue par M l'évêque d'Amiens, sans néanmoins supprimer cette pension au maître d'école pour les jeunes garçons, à qui elle avait été attribuée, et ce, jusqu'à ce que vous puissiez former dans votre ville un établissement de deux frères des écoles chrétiennes. » 27 septembre 1787. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Doullens, leur envoyant une nouvelle requête de la sœur Becquart qui « demande que l'arrangement que vous avez bien voulu faire pour rétablir l'ancien logement, qui avait été ci-devant accordé à son école gratuite, ait un effet rétroactif à commencer du 1^{er} août 1785, époque à laquelle il a été supprimé. Je vous serai très obligé de terminer promptement cette affaire à la satisfaction de la sœur Becquart, et à celle de M. l'évêque d'Amiens, qui m'a témoigné y prendre le plus vif intérêt. » 10 décembre 1787. — Lettre de M. Le Correur à l'Intendant, soumettant à son approbation la délibération des officiers municipaux de Doullens relative à la rétribution accordée à la sœur Becquart. Doullens, 22 avril 1788. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Doullens, les informant qu'il a approuvé ladite délibération. 27 avril 1788. — Lettre de M. Le Correur à l'Intendant, l'informant que le sieur Haranger, maître d'école, ayant quitté la ville, le corps municipal a cru devoir accorder la rétribution de 90 l. dont il jouissait au sieur Oger « qui depuis 49 ans s'est donné entièrement à l'instruction des jeunes gens qu'il a formés à la satisfaction de toute la ville. » Il lui demande son autorisation. Doullens, 13 octobre 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, lui demandant son avis. 20 octobre 1788. — Réponse de M. Santerre à l'Intendant « Le sieur Oger est un excellent maître d'école : il y a longtemps qu'il mérite la gratification dont il s'agit. » Doullens, 5 novembre 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Le Correur, l'informant qu'il a approuvé la délibération qui accorde les 90 l. au sieur Oger. 9 novembre 1788, — etc.

C. 898. (Liasse.) — 1 pièce, papier.

1722. — DOULLENS. — « Ville de Doullens. État du prix des fourrages, des bestiaux et des autres denrées pendant les 15 premiers jours du mois d'octobre 1722. »

C. 899. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1788-1789. — DOULLENS. — Lettre de M. de Chastillon à l'Intendant, réclamant l'exécution d'un arrangement fait pour partager la pension que la ville de Doullens accorde à l'accoucheuse jurée qui a assisté au cours public sur l'art des accouchements, entre la fille Bareys qui a eu le brevet du professeur, et la mère de cette fille qui est aussi accoucheuse à Doullens. Doullens, 11 novembre 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, le priant de communiquer ladite lettre aux officiers municipaux de Doullens, et de lui envoyer leur réponse avec son avis. 17 novembre 1788. — Réponse de M. Santerre à l'Intendant. Les officiers municipaux ont délibéré qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir ladite demande. Il pense qu'il y a lieu de s'en tenir à leur délibération. Doullens, 5 mars 1789. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, l'informant qu'il a approuvé ladite délibération, 9 mars 1789, — etc.

C. 900. (Liasse.) — 33 pièces, papier (1 plan).

1756-1790. — DRELINCOURT. — Élection de Georges Serpette et de Charles Baillet comme députés de Drelincourt à l'assemblée d'arrondissement qui doit se tenir à Lihons. 28 septembre 1788. — DREUIL-LES-AMIENS. — Ordonnance de l'Intendant, à l'effet de faire mesurer les communes de Dreuil-lès-Amiens et déterminer les parties à tourber. 1^{er} avril 1756. — Délibération des habitants de Dreuil, à l'effet d'être autorisés à tourber pour leur chauffage. 17 mars 1782. — Id. 2 mars 1783. — Requête des habitants de Dreuil à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber. 18 mars 1782. — Id. 10 mars 1783. — Id. mars 1784. — Id. mars 1787. — Id. mars 1790. — Procès-verbal d'emparquement de tourbages de Dreuil. 21 mai 1782. — Id. 9 avril 1783. — Id. 23 avril 1784. — Id. 22 avril 1785. — Id. 28 avril 1787. — Id. 26 avril 1788. — Id. 8 mai 1790. — Procès-verbal de récolement desdits tourbages. 23 août 1782. — Id. 20 août 1783. — Id. 5 août 1784. — Id. 26 août 1785. — Id. 14 juillet 1787. — Id. 9 juillet 1788. — Requête de la communauté de Dreuil à l'Intendant, se plaignant de ce que le nommé Alexis Boyeldieu, clerc lai de leur paroisse, a entrepris sur leur commune de 5 à 6 pieds de largeur sur la longueur de son pré. Ils demandent qu'il en soit dressé procès-verbal. 7 mai 1787. — Plan du terrain en litige. v. 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui commet M. Jumel-Riquier pour vérifier l'entreprise faite par le

sieur Boyeldieu. 31 juillet 1787. — Délibération des syndic et habitants de Dreuil, à l'effet d'être autorisés à faire des réparations pour environ 150 l. au pont qui traverse la Somme. 20 mai 1787. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, opinant qu'il y a lieu d'approuver ladite délibération. Amiens, 16 juillet 1787. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite délibération. 31 juillet 1787, — etc.

C. 901. (Liasse.) — 3 pièces, papier, (1 Imprimée).

1766-1783. — DUNKERQUE (Nord). — « Règlement pour la pêche, le pacage et le commerce de la morue de Dunkerque ». 11 octobre 1766 (impr. 3 p. in 4°, Dunkerque, 1766). — DURY (Aisne). — Procès-verbal de vente faite par M. Debry, subdélégué à Saint-Quentin, de 124,000 tourbes extraites des marais communaux de Dury. 31 août 1783, — etc.

C. 902. (Liasse.) — 16 pièces, papier.

1750-1772. — EAUCOURT. — Cahier de 10 feuillets contenant : 1° Bail fait par Charles Leroi, syndic de la paroisse d'Eaucourt, en présence de M. Blondin, subdélégué à Abbeville, au profit de Jacques Oger, laboureur à Eaucourt, de 6 journaux de communes pour 9 ans. 15 mai 1750 ; 2° Requête dudit Leroi à M. d'Aligre, intendant, à l'effet de commettre un des habitants d'Eaucourt, pour recevoir des mains dudit Oger les redevances dedits 6 journaux de communes, v. 1750 ; 3° Ordonnance de M. d'Aligre, qui déboute ledit Leroi de sa demande 19 août 1752 ; 4° Commandement fait audit Oger par Thomas Leroi, huissier en l'élection d'Abbeville, de payer la somme de 96 l. pour deux années de redevances. 5 septembre 1752 ; 5° Saisie faite par le même huissier d'un chariot trouvé près du pont d'Eaucourt, et appartenant audit Oger. 13 octobre 1752 ; 6° Sentence de la sénéchaussée de Ponthieu, qui distribue le produit de la vente dudit chariot pour le paiement des frais faits, et ordonne que Leroi et autres créanciers qui avaient formé opposition à la vente se pourvoiront ainsi qu'ils aviseront, attendu que les fonds manquent ; 7° Ordonnance de M. d'Aligre, qui déclare nulle l'adjudication faite à Jacques Oger des 6 journaux de communes dont s'agit, et ordonne qu'il en sera fait une nouvelle. 27 septembre 1753 ; 8° Signification à Jacques Oger de ladite ordonnance. 4 octobre 1753 ; 9° Extrait d'un procès-verbal de visite par le maître particulier des eaux et forêts d'Abbeville, du marchepied de la rivière de Somme le long dudit village d'Eaucourt, duquel il résulte que ledit marchepied est à réparer. 12 avril 1754 ; 10° Ordonnance de M. Beauvarlet de Bomicourt, maître par-

ticulier des eaux et forêts à Abbeville, qui ordonne que copie du précédent procès-verbal sera donnée aux habitants d'Eaucourt. 3 juin 1754 ; 11^o Procès-verbal de remise dudit procès-verbal aux habitants d'Eaucourt. 13 juillet 1754 — Requête de Charles Leroi, syndic d'Eaucourt à l'Intendant, à l'effet d'être déchargé de répondre à l'assignation à lui donnée par le procureur du Roi en la maîtrise d'Abbeville, par-devant le maître particulier dudit lieu. 12 octobre 1754. — Nouvelle requête de Charles Leroi à M. d'Invau, intendant, aux mêmes fins. 10 avril 1756. — Requête des habitants d'Eaucourt à l'Intendant, au sujet du paiement de l'amende en laquelle ils ont été condamnés par la maîtrise d'Abbeville. 27 avril 1756. — Requête des habitants d'Eaucourt à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication 6 journaux de communes. 21 janvier 1772. — Lettre de M. de Branlicourt à l'Intendant. Il pense qu'il y a lieu d'autoriser l'adjudication desdits 6 journaux, dont le prix est destiné à subvenir aux charges de la communauté. Abbeville, 25 février 1772. — Ordonnance de l'Intendant autorisant ladite adjudication. 28 février 1772. — Avis de ladite adjudication pour le 16 mars 1772. — Lettre de l'Intendant à M. de Branlicourt, l'informant qu'il a approuvé ladite adjudication. Amiens, 15 avril 1772, — etc.

C. 903. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1772. — L'ÉCHELLE-SAINT-AURIN. — Signification du syndic et habitants de L'Échelle-Saint-Aurin, de l'opposition formée par Louis Bazin, tailleur d'habits, et consors, au partage de trois pièces de pré au terroir de L'Échelle, 14 juillet. — Requête à l'Intendant par Louis Bazin et consors, se plaignant de n'avoir pas été compris dans le partage desdites trois pièces de pré, et demandant qu'il en soit fait un nouveau. 21 juillet. — Requête des syndic et habitants de L'Échelle à l'Intendant, en réponse à la précédente. 20 août 1772. — Mémoire de M. Martinot sur ladite affaire. Montdidier, 26 août. — Lettre de l'Intendant à M. Martinot. « Comme il paraît, d'après ce que vous me marquez, qu'il n'existe aucune délibération approuvée sur la manière de faire ce partage, mon intention est de ramener les habitants de L'Échelle à la règle généralement observée dans toutes les paroisses de ma généralité où il se trouve des pâturages plus que suffisants pour les bestiaux de la communauté, c'est-à-dire de les obliger à se pourvoir devant moi quelque temps avant la récolte des foin, à l'effet d'être autorisés à faire procéder à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur de la dépouille des prés dont il s'agit, pour être le produit de ladite adjudication employé aux besoins de la communauté. » Il le prie d'en prévenir les habitants de L'Échelle et de faire savoir au sieur Bazin et

consors qu'il n'a rien à statuer sur leur demande. Paris, 18 septembre 1772, — etc.

C. 904. (Liasse.) — 25 pièces, papier.

1782-1788. — ÉCLUSIERS-VAUX. — Requête des syndic et habitants d'Éclusiers-Vaux à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à poursuivre un procès contre les habitants de Frise. Mai 1782. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville sur ladite délibération. Péronne, 12 juin 1782. — Consultation des avocats du comité sur le même objet. Ils estiment qu'il y a lieu d'autoriser les habitants à poursuivre ledit procès. 3 juillet 1782. — Délibération des habitants d'Éclusiers, à l'effet d'être autorisés à tourber dans leurs communes pour leur chauffage. 10 mars 1782. — Id. 9 mars 1783. — Id. 18 mars 1787. — Requête des habitants d'Éclusiers à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber. 18 mars 1782. — Id. 9 mars 1783. — Id. 18 mars 1787. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage d'Éclusiers. 14 mai 1782. — Id. 11 avril 1783. — Id. 27 avril 1784. — Id. 12 avril 1785. — Id. 18 avril 1787. — Id. 14 avril 1788. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 13 août 1782. — Id. 21 août 1783. — Id. 9 août 1784. — Id. 16 août 1785. — Id. 16 juillet 1787. — Id. 29 juillet 1788, — etc.

C. 905. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1786-1788 — EMBREVILLE. — Requête de Madeleine Tétu à l'Intendant, à l'effet d'être déchargée d'impositions, en raison de l'incendie de sa maison, dans lequel son mari a péri. 23 janvier 1788. — ENGUILLAUCOURT. — État des déboursés faits par le syndic d'Enguillaucourt pour 1787. — ENNEMAIN. — Requête des syndic et habitants d'Ennemain à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à intervenir dans l'instance pendante au bailliage de Péronne entre le chapitre de Reims, seigneur dudit lieu, et la veuve Picard, de Saint-Christ, relativement au droit de vaine pâture sur deux pièces de terre tenues en censive de ladite seigneurie. 12 mai 1786. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville au sujet de ladite délibération qu'il estime devoir être approuvée. Péronne, 28 mai 1786. — Consultation des avocats du comité sur ladite affaire. Ils ne voient aucune difficulté à accorder aux habitants d'Ennemain l'autorisation qu'ils demandent. Amiens, 14 juin 1786. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, au sujet de l'autorisation demandée par les habitants de Saint-Christ et Ennemain de tourber dans leurs marais pour leur chauffage. Péronne, 19 juin 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui autorise ledit tourbage. 25 juin 1787. — Éclaircissements donnés par le sieur Deplanque, greffier de la municipalité, sur les marais et tourbages de

Saint-Christ et Ennemain Saint-Christ, 9 décembre 1787. — ÉPAGNETTE. — Requête à l'Intendant par Adrien Domet, syndic, Jean-Baptiste Domet, Antoine et Jacques Riquier, tourbiers à Épagnette, se plaignant de ce que certains particuliers veulent les empêcher de passer dans les entailles avec des bateaux pour extraire leurs tourbes. Ils demandent qu'il leur soit permis de traverser lesdites entailles, à la charge de payer aux propriétaires deux sols par chaque bateau, ou telle autre somme qu'il jugera convenable. 22 mai 1786. — Note au sujet de ladite affaire. Mai 1786. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant sur ladite affaire. Il croit qu'elle est de la compétence des juges ordinaires. 8 juillet 1786. — ÉPENANCOURT. — Requête des habitants d'Épenancourt à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à plaider contre les officiers de l'abbesse de Notre-Dame de Soissons, qui veulent établir une espèce de surcens de deux boisseaux de blé par chaque journal de terre. 28 novembre 1788. — Requête des habitants de Morchain et Potte à l'Intendant, sur le même objet. 28 novembre 1788. — Id. des habitants de Pargny et Fontaine. 28 novembre 1788. — Délibération des habitants de Pargny et Fontaine, arrêtant de se pourvoir au bailliage de Péronne contre l'abbesse de Soissons. 31 novembre 1788. — Id. des habitants de Morchain et Potte. 7 décembre 1788. — Consultation des avocats du comité sur ladite affaire. Amiens, 24 juillet 1789, — etc.

C. 906. (Liasse.) — 14 pièces, papier (1 plan).

1784-1788. — ÉPLESSIER. — « Élévation du clocher d'Éplessier-sous-Poix. » 20 mai 1784. — Procès-verbal de visite et réception des travaux faits pour la réparation de la nef et la reconstruction du clocher de l'église d'Éplessier, par Charles Delamare, maître charpentier et entrepreneur de bâtiments à Amiens. 5 juillet 1787 ; et ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que dans trois jours la veuve Malivoir, sera tenue de réparer les défauts et omissions signalées au précédent procès-verbal, 12 juillet 1787. — Requête de la veuve Malivoir à l'Intendant, demandant qu'il soit fait nouvelle visite desdits travaux qui sont achevés. 22 décembre 1787. — Procès-verbal de visite desdits nouveaux travaux, par le sieur Delamare. 12 février 1788. — Délibération des habitants d'Éplessier ainsi que des propriétaires externes de Meigneux, Caullière, Lamaronde, Thieulloy-l'Abbaye, Croixrault, etc., arrêtant que, sans adopter les conclusions du procès-verbal d'expertise du sieur Delamare, qui fixent à 300 l. les dommages et intérêts dus par la veuve Malivoir pour la défectuosité des travaux faits au clocher dudit lieu, attendu le peu de solidité desdits ouvrages qui « déperissent tous les jours à cause des dégradations aux murailles », il y a lieu d'ordonner leur démolition. 31 mars 1788. — Requête de Félix Thiébaud, représentant et sous-traitant de la veuve

Malivoir à l'Intendant, demandant une nouvelle expertise. 12 avril 1788 ; et ordonnance de l'Intendant faisant droit à ladite requête. 14 août 1788. — Délibération des gros décimateurs, curé, seigneur, syndic et principaux habitants d'Éplessier, à l'effet de récuser le sieur Delamare comme expert. 27 avril 1788. — Certificat de l'assemblée municipale d'Éplessier, comme quoi la paroisse ne possède aucune commune. « Nous avons une pelouse qui sert au divertissement de la jeunesse et n'est susceptible de plantation. Il y avait autrefois deux plouées vagues, l'une de 30 verges, l'autre de deux journaux, que l'on dit avoir appartenu à notre paroisse ; mais le seigneur du lieu s'en est emparé et les a fait planter d'ormes et de blancs. » Esplessier. 2 mai 1788. — Procès-verbal d'expertise des travaux faits au clocher d'Éplessier par Jacques Péteil et Charles Delamare, tout deux maîtres charpentiers et entrepreneurs de bâtiments à Amiens. 3 septembre 1788. — Ordonnance de M. d'Agay, intendant, qui déclare lesdits ouvrages définitivement reçus à la déduction d'une somme de 300 l. à laquelle a été fixée l'indemnité due par les entrepreneurs pour les irrégularités qui se sont glissées dans l'exécution desdits ouvrages, et ordonne que le prix de l'adjudication, ainsi que les frais des procès, seront payés par une contribution sur tous les habitants. 8 septembre 1788, — etc.

C. 907. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1785-1787. — ÉRONDELLE. — Requête à M. d'Agay intendant par Nicolas Carton, d'Érondelle, à l'effet d'être déchargé d'une somme de 2 l., 19 s., 6 d., à laquelle il a été imposé au rôle de corvée malgré la remise des impositions qui lui a été faite pour trois années, en considération des pertes qu'il a faites dans l'incendie qu'il a éprouvé en 1784. 30 décembre 1787. — ESQUENNOY (Oise). — État des déboursés faits par le syndic d'Esquennoy pour 1887. — ESTREES-LES-CRECY. — Requête des habitants d'Estrées-lès-Crécy à l'Intendant, à l'effet de faire amender les rues de leur village qui sont devenues impraticables, et pour ce, d'être exemptés de contribuer aux chaussées royales. — 15 mars 1785. — Mémoire de M. Santerre à l'Intendant sur ladite requête. On peut « ordonner que les habitants travailleront à la réparation des rues de leur paroisse, mais sans pouvoir prétendre d'être dispensés de la corvée des grandes routes. » Doullens, 14 janvier 1786. — ÉTELFAY. — Certificat des syndic et principaux habitants d'Ételfay, constatant qu'il est dû au sieur Cagniard, syndic, une somme de 20 l., 5 s. pour ses déboursés. 4 novembre 1787, — etc.

C. 908. (Liasse.) — 21 pièces, papier.

1741-1790. — ÉTINEHEM. — Procès-verbal d'emparquement d'un tourbage dans les communes d'Étinehem, par François Biart, inspecteur du tourbage des communes et marais de Picardie. 20 avril 1741. — Signification de l'opposition formée par Claude du Marocans, marquis du Brachet, lieutenant général des provinces des haute et basse Marches, seigneur d'Étinehem, Cilly et autres lieux, audit tourbage « pour subvenir à la construction et accroissement que lesdits habitants ont dessein de faire faire à l'église dudit Étinehem. » 16 juin 1741. — Accord entre les adjudicataires des marais à tourber, suivant l'adjudication faite par-devant M. de Fréchencourt, subdélégué à Amiens. 5 juin 1742. — Désistement par le marquis du Brachet de son opposition. Château d'Étinehem, 17 octobre 1742. — Requête à l'Intendant par Claude Quéquet, adjudicataire de 22 journaux de marais à tourber sur le terroir d'Étinehem pendant 20 ans à partir du 18 mai 1841, à l'effet de prolonger ledit délai pendant 3 ans, ayant été empêché de terminer à cause des inondations. 4 mars 1760. — « Réponse des syndic et habitants d'Étinehem à la requête présentée à Monseigneur l'Intendant par Claude Quéquet dudit lieu, le 4 mars 1760. » 20 mars 1760. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire. Il estime qu'il n'y a pas lieu d'accorder la prolongation demandée. 13 mai 1760. — Procès-verbal d'emparquement de portions de marais à tourber sur les communes d'Étinehem. 8 juin 1777. — Requête des habitants d'Étinehem à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber pour leur chauffage. Avril 1787. — Id., 15 février 1790. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage d'Étinehem. 18 avril 1787. — Id., 15 avril 1783. — Id. 4 mai 1790. — Nouvel emparquement dudit tourbage, à la suite d'un dissentiment entre les habitants. 1^{er} juin 1787. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 17 juillet 1787. — Id., 30 juin 1788, — etc.

C. 909. (Liasse.) — 65 pièces, papier.

1766-1783. — L'ÉTOILE. — Délibération des habitants de l'Étoile et Condé-Folie-le-Bas, à l'effet de faire payer par Antoine Danten et consors 20 sols à la verge pour la jouissance de marais à tourber dans les communes desdits lieux. 13 avril 1766. — Délibération des habitants de l'Étoile arrêtant de faire opposition à une plantation d'arbres fruitiers faite dans leurs communes par M. Jourdain de l'Éloge, seigneur dudit lieu. 29 décembre 1768. — Consultation de M. Baron, avocat, sur ladite affaire. Les habitants de l'Étoile lui paraissent fondés à faire opposition. Amiens, 30 décembre 1768. — Consultation de M. Morgan, avocat, portant même conclusion. Amiens, 31 décembre

1768. — Délibération des habitants de l'Étoile, arrêtant de se pourvoir en la maîtrise des eaux et forêts, sur ce que « leur nouveau seigneur, après avoir occasionné le submergement de son bac par la négligence du passager, ne faisait aucune diligence pour le tirer de l'eau, en sorte que, depuis le 2 décembre dernier, eux et le public sont privés du passage ; ajoutant que leur nouveau seigneur qui, par les règlements au sujet des péages, travers, droit de bac et de pontonnage, doit tenir les chemins qui avoisinent de côté et d'autre, ainsi que les vergnes en bon état, ne fait aucune sorte de réparations audit chemin, qu'il a tenté de faire faire à corvée par les habitants de Condé et Folie et par eux-mêmes, en sorte que ces chemins sont et étaient, même avant l'hiver, absolument impraticables. » 6 janvier 1769. — Consultation de M. Baron, avocat, sur ladite affaire. Il estime que la précédente délibération doit être autorisée. Amiens, 9 janvier 1769. — Consultation de M. Morgan, portant même conclusion. Amiens, 9 janvier 1769. — Délibération des habitants de l'Étoile, à l'effet d'interjeter appel de la sentence de la maîtrise d'Amiens, qui les condamne aux dépens. 8 février 1769. — Consultation de M. Morgan, avocat, concluant qu'il y a lieu d'autoriser ladite délibération. Amiens, 13 février 1769. — Consultation de M. Duval, avocat, portant même conclusion. Amiens, 13 février 1769. — Délibération des habitants de l'Étoile, arrêtant de plaider contre le sieur Jourdain, écuyer, négociant à Amiens, seigneur de l'Étoile, Condé-Folie-Bas « au sujet de la propriété des arbres plantés dans les marais de l'Étoile, hors ligne et à 75 pieds d'une rangée à l'autre, que lesdits habitants ont fait botter à leur profit l'année dernière. » 27 mars 1769. — Consultation de M. Duval, avocat, concluant à l'approbation de la précédente délibération. 1^{er} avril 1769. — Consultation de M. Morgan, portant même conclusion. Amiens, 3 avril 1769. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite délibération. 7 avril 1769. — Délibération des habitants de l'Étoile, à l'effet de nommer un expert dans une contestation qu'ils ont avec le seigneur du lieu, relativement au bac. 1^{er} mars 1772. — Délibération des habitants de l'Étoile concernant les chemins et le bac. 28 mars 1773. — Délibération des habitants de Condé et Folie-Bas arrêtant de se joindre aux habitants de l'Étoile dans l'instance qu'ils ont au Parlement contre le sieur Jourdain, leur seigneur. 28 mars 1773. — Consultation de MM. Gossart et Morgan, avocats, concluant à l'approbation de ladite délibération. Amiens 2 avril 1773. — Pièces de procédure concernant ladite affaire. — « État de ce qui a été touché par Barnabé Beaussart, syndic ad hoc du village de l'Étoile, et Antoine Tellier, syndic ad hoc du village

de Condé-Folie, provenant du tourbage qu'ils ont été autorisés à faire faire, et des sommes par eux payées avec les deniers dudit tourbages. » 4 mai 1771. — « Compte du syndic ad hoc de l'Étoile et Condé-Folie-Bas. » 4 juillet 1783. — « État que donnent par-devant vous, M. l'intendant de la province de Picardie à Amiens, Bernabé Beaussart, syndic ad hoc du village et paroisse de l'Étoile, y demeurant, et Jean Danten, syndic ad hoc de Condé-Folie-le-Bas, y demeurant, des voyages, paiements, débours et avances par eux faits pour les communautés de l'Étoile et Condé-Folie-le-Bas, durant les instances qu'elles ont eues contre le sieur Jourdain de l'Éloge, leur seigneur. » 4 juillet 1783. — Requête de Bernabé Beaussart et Jean Danten à l'Intendant, exposant que le sieur Jourdain de l'Éloge ayant acquis il y a 15 à 16 ans les terres et seigneuries de l'Étoile et de Condé-Folie-le-Bas, il n'y a point de contestations que les deux communautés n'aient eu à essuyer de sa part. Non-seulement elles ont eu contre lui différents procès au bailliage d'Amiens, mais elle en ont encore eu un au Parlement, à la Table de marbre, et au Conseil du Roi. » Ils demandent à être remboursés des avances qu'ils ont faites pour suivre lesdits procès. 4 juillet 1783 », — etc.

C. 910. (Liasse.) — 28 pièces, papier.

1771-1782. — L'ÉTOILE — Mémoires et récépissés des frais faits par les paroisses de l'Étoile et Condé-Folie-Bas, dans les instances qu'ils ont soutenues contre M. Jourdain de l'Éloge, leur seigneur.

C. 911. (Liasse.) — 41 pièces, papier
(4 imprimées, 6 plans).

1783-1784. — L'ÉTOILE. — Requête à l'Intendant, par les habitants de l'Étoile et Condé-Folie-Bas, à l'effet d'être autorisés à tourber dans leurs marais, jusqu'à concurrence de 8,658 l., pour rembourser leurs syndics des frais faits dans leurs procès contre leur seigneur. 12 octobre 1783. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant. Il estime qu'il y a lieu d'approuver le compte des syndics, et d'ordonner l'adjudication d'une portion de communes à tourber demandée par les communautés de l'Étoile et Condé-Folie-Bas. Amiens, 21 octobre 1783. — Ordonnance de l'Intendant relative audit tourbage. 28 octobre 1783. — Plans des portions de marais à tourber. v. 1783-1784. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 11 mai 1784. — Avis de l'adjudication dudit tourbage pour le 27 mai 1784 (impr. affiche). — Procès-verbal d'adjudication dudit tourbage. 27 mai 1784. — Procès-verbal de tiercement fait par Jean-François-Hermant et consorts, sur l'adjudication dudit tourbage. Amiens, 30 mai 1784. — Avis de l'adjudication d'une portion des communes de l'Étoile et Condé-Folie-Bas, jusqu'à concurrence de la somme de 1,378 l., pour le 25 octobre 1784 (impr.

affiche). — Procès-verbal de ladite adjudication. 25 octobre 1784. — Plan d'emparquement du tourbage adjugé le 25 octobre 1784, — etc.

C. 912. (Liasse.) — 2 pièces, papier (plans).

1785. — ÉTREJUST. — Coupe et plan du presbytère de la paroisse d'Étrejust. 1^{er} juillet.

C. 913. (Liasse.) — 26 pièces, papier (1 plan).

1754-1788. — LA FALOISE. — Requête des habitants de La Faloise à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à plaider contre le sieur du Gard, seigneur de La Faloise, qui a formé une demande en la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens « aux fins de triage, partage et division des pâturages et marais de La Faloise, pour lui en être assigné un tiers et en jouir par lui à divis, et en faire et disposer à sa volonté. » 10 août 1782. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur ladite affaire. Il pense que les habitants de La Faloise sont fondés dans leur opposition, et qu'il y a lieu de leur accorder l'autorisation qu'ils demandent. Amiens, 24 août 1782. — FALVY. — Requête des habitants de Falvy et Vuillecourt à M. d'Aligre, intendant, à l'effet d'être autorisés à continuer de tirer des bousins de leurs communes pour leur chauffage. Avril 1754. — Procès verbal de répartition des bousins aux habitants de Falvy (49 ménages). 18 mai 1754. — Procès-verbal dressé par le sieur Léger, inspecteur des communes, contre les habitants de Falvy, pour avoir tiré des bousins de leurs communes sans la permission de l'Intendant. 6 août 1755. — FAMECHON. — Ordonnance de M. d'Agay, intendant, rendue sur ce que « les habitants de Famechon ont, au mépris des défenses portées par l'arrêt du Conseil du 3 avril 1753....., mis en réserve une portion de leurs communes, dont ils se partagent la dépouille », ordonne qu'il sera procédé par-devant M. Derveloy, subdélégué, à l'adjudication pour six ans de la dépouille de ladite portion de commune, « à la charge par les adjudicataires de payer annuellement le montant de leurs redevances entre les mains du receveur qui sera à cet effet choisi par lesdits habitants, lequel ne pourra se dessaisir des deniers que sur les ordonnances que nous ferons expédier à cet effet. » 30 juin 1783. — Procès-verbal de ladite adjudication. 8 juillet 1783. — Requête des habitants de Famechon à l'Intendant, à l'effet d'obliger le sieur Decaix, adjudicataire desdites communes, et la veuve Mortier, receveuse, à rendre compte. Août 1789. — Ordonnance de l'Intendant qui oblige lesdits Decaix et veuve Mortier à rendre compte. 6 avril 1790. — FAVEROLLES. — État des déboursés du syndic de Faverolles pour 1787. —

FAVIERES. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, sur ce que « lorsqu'il fut question des canaux de dessèchement du canton de Rue et du canal de navigation de la Maye qui passe à travers des terrains de Favières pour aller au Crottoy, les commissaires de Monseigneur le comte d'Artois firent avec la communauté de Favières un traité par lequel, entre autres dispositions, il fut convenu que, pour la facilité de la culture et exploitation de ce territoire, il serait construit aux dépens du prince trois ponts sur ce canal aux endroits indiqués par le traité. » Deux de ces ponts ayant été faits, l'inutilité du troisième fut reconnue, et on a proposé à la communauté ou de faire exécuter ledit pont, ou de lui remettre une somme de 1,978 l. à laquelle avait été estimée sa construction. La communauté de Favières vient de s'arrêter à ce dernier parti, dans une délibération qu'il soumet à son approbation. 30 septembre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, lui demandant si le traité intervenu entre l'administration du prince et les habitants de Favières intéresse ou non les propriétaires externes et, dans le premier cas, si ceux-ci ont été entendus. 23 octobre 1786. — Réponse de M. Delegorgue à l'Intendant. Les propriétaires externes consultés ont donné leur adhésion à la délibération des habitants de Favières. 30 janvier 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui approuve ladite délibération. 2 février 1787. — FERRIERES (Oise) — État des déboursés du syndic de Ferrières pour 1787 — FERRIERES. — « Municipalité de Ferrières. État des domaines et forêts du Roi, biens patrimoniaux des princes du sang, de l'ordre de Malte et des hôpitaux situés dans l'étendue de ladite municipalité. » 1788. — FLESSELLES. — « Plan du presbytère de la paroisse de Flesselles fait par moi, Jean-Baptiste Cozette, expert ordinaire de la subdélégation de Doullens. » XVIII^e s. — FLEURY. — Requête des syndic et habitants de Fleury à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication la dépouille des prés communs appartenant à leur communauté. 14 juin 1783. — Id. juin 1787, — etc.

C. 914. (Liasse.) — 27 pièces, papier (2 plans).

1575-1790. — FLIXECOURT. — Délibération des maire et principaux habitants de Flixecourt réunis « dans la maison des écoles dudit Flixecourt, lieu ordinaire des assemblées », à l'effet d'être autorisés à retirer du greffe des consignations sur les fonds qui y sont déposés, provenant des revenus patrimoniaux de ladite communauté de Flixecourt, une somme de 744 l. 6 s. 6 d. pour le paiement de leurs dettes, plus une somme de 39 l. 11 s. 6 d. pour payer le 20^e denier dû au Roi pour lesdits revenus patrimoniaux. 26 décembre 1754. — Requête des maire, échevins, syndic, corps et communautés de Flixecourt à l'Intendant, à l'effet

d'autoriser ladite délibération. 27 décembre 1754. — Mémoire sur la demande des habitants de Flixecourt. « La communauté de Flixecourt, depuis plusieurs années jusques et compris 1753, à tiré annuellement du produit de ses communes une somme de 600 l. ou environ, qui devaient servir au paiement des dettes et charges des habitants. Nous ne prévoyons pas la raison pour laquelle le maire de Flixecourt de l'année 1753 ne les a pas acquittées.... Le parti qui reste à prendre est de faire rendre compte à ceux qui ont touché les deniers antérieurement à 1754, de leur administration. M. d'Aligre qui s'est aperçu que la plupart des deniers des communautés disparaissaient sans qu'elles en tirassent aucun profit, a cru pouvoir y remédier en nommant un receveur pour être le dépositaire des revenus à écheoir, et il nous a en même temps autorisés à faire rendre compte de ceux précédemment échus. Mais comme, depuis un temps immémorial, il n'a par ces receveurs particuliers été rendu aucun compte, de les demander indéfiniment et sans limitation de temps, ce serait mettre dans l'embarras ceux qui auraient pu perdre les pièces justificatives de leurs dépenses, ou occasionner la ruine de ceux qui ont effectivement mal géré, M. d'Aligre se détermina et nous donna verbalement ordre de ne faire rendre les comptes que des 10 années antérieures à l'année 1753. Nous avons notifié ses instructions aux habitants de Flixecourt. » v. 1754. — Ordonnance de M. d'Invaux, intendant, ordonnant au sieur Gorin, receveur des revenus des communes, de payer au maire de Flixecourt 355 l., 18 s. seulement pour le paiement d'une partie desdites dettes, et statuant sur les autres qu'il lui en sera plus amplement justifié. Amiens, 15 janvier 1755. — Délibération des maire, échevins et habitants de Flixecourt, à l'effet de retirer une somme de 253 l. 15 sols du greffe des consignations des revenus communs, pour paiement de plusieurs dettes et charges. 31 octobre 1756. — Requête à l'Intendant par Louis Lognon, maire de Flixecourt, à l'effet d'être autorisé à retirer ladite somme. 6 novembre 1756. — Ordonnance de 353 l. 15 s. à payer au sieur Lognon, pour les causes ci-dessus. Remiencourt, 18 décembre 1756. — Accord entre « Godefroy de Paussey, écuyer, seigneur de la Blatière, gentilhomme servant de feu Madame la duchesse [de] Sçavoy et de Berry, gouverneur de Monsieur Philibert-Emmanuel Dailly, vidame d'Amiens, au nom et comme soy faisant et portant fort de haut et puissante damme Madame Françoise de Warty, dame de Picquigny et de Reinval, l'une des dames de la reine, mère du Roy, veuve de feux haut et puissant seigneur messire Charles Dailly, en son vivant chevalier, sieur dudit Picquigny, capitaine de cinquante homme d'armes

des ordonnance du Roy, mère et tutrice naturel et légitime dudit sieur vidame » et les habitants de Flixecourt, au sujet de la justice dudit lieu. 17 septembre 1575. Copie collationnée du 3 février 1757. — « État des biens immeubles appartenant à la communauté de Flixecourt, suivant les adjudications d'iceux faites le 12 septembre 1771 et 21 mai 1777 », etc 20 septembre 1777. — Requête des échevins, notables, habitants, corps et communauté de Flixecourt à M. d'Agay, intendant, exposant que le sieur Jourdain de l'Éloge, négociant à Amiens, propriétaire de plusieurs moulins à l'Étoile veut les priver « du droit et de la possession immémoriale dans laquelle ils sont de tirer de la petite rivière de Nère (Nièvre) un filet d'eau pour servir à abreuver les bestiaux qu'ils envoient paître dans leur commune. » Ils demandent à être autorisés à se joindre à la veuve Pierre Lair, de Flixecourt, dans l'instance qu'elle soutient en la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens contre ledit sieur Jourdain. 28 décembre 1786. — Mémoire de M. Santerre à l'Intendant sur ladite demande. Il lui paraît que les habitants de Flixecourt, sont fondés à demander l'autorisation de plaider contre le sieur Jourdain. Doullens, 8 février 1787. — Consultation des avocats du comité sur ladite affaire. Le sieur Jourdain est sans droit et sans qualité, et la communauté de Flixecourt a l'intérêt le plus sensible à la conservation de l'eau nécessaire à ses bestiaux. Amiens, 17 février 1787. — Délibération des échevins, conseillers et notables de Flixecourt, vu « la masse énorme de misère en laquelle sont plongés lesdits habitants, notamment de se procurer du chauffage devenu d'une cherté excessive depuis quelques années », à l'effet d'être autorisés à tourber certaines portions de marais pour le chauffage des habitants. 4 mars 1787. — Requête des échevins, conseillers et notables de Flixecourt à l'Intendant, à l'effet d'autoriser ledit tourbage. Mars 1787. — Id. 15 avril 1790. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. — 29 mai 1787. — Id. 23 avril 1788. — Id. 6 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 11 juillet 1787. — Id. 6 juillet 1788. — Plans et coupe de la caserne de la maréchaussée de Flixecourt. XVIII^e s., — etc.

C. 915. (Liasse.) — 23 pièces, papier (2 plans).

1722-1787. — FLUY. — Élévation extérieure de l'église de Fluy, par Delamare. Amiens, 31 mai 1761. — Plan et coupes de l'église de Fluy par le même. Amiens, 31 mai 1761. — FOLIES-EN-SANTERRE. — État des déboursés du syndic de Folies pour 1787. — FOLLEVILLE. — État des déboursés du syndic de Folleville pour 1787. — FONTAINE-LES-CAPPY. — Requête des habitants de Fontaine-lès-Cappy à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à défendre sur une

demande qui a été formée contre eux à la requête du seigneur et des habitants de Foucaucourt, aux fins de bornage de leurs territoires. 4 novembre 1783. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville concluant à ladite autorisation. Péronne, 13 décembre 1783. — Consultation des avocats du comité, qui estiment que ladite autorisation ne peut souffrir de difficulté. Amiens, 17 décembre 1783. — FONTAINE SAINT-LUCIEN (Oise). — Requête des curé, syndic et habitants de Fontaine Saint-Lucien à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à réparer les rues de leur village qui sont devenues tellement impraticables « que le sieur curé a été obligé pour se rendre chez des malades où son devoir l'appelait, de faire ouvrir plusieurs passages, quoique difficiles, à travers les haies, de prendre le même chemin pour administrer les sacrements, tenant d'une main le saint ciboire, et appuyant l'autre sur la terre pour s'aider à monter : de se servir même de bottes pour aller lever des cadavres qu'on fut obligé de mettre dans des charettes. » Janvier 1786. — Avis sur ladite requête, par M. Pucelle. Montdidier, 4 février 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne à tous les habitants de Fontaine-Saint-Lucien de faire les réparations nécessaires aux rues de leur village. 8 février 1786. — État des déboursés faits par le syndic de Fontaine-Saint-Lucien pour 1787. — FONTAINE-SOUS-CATHEUX (Oise). — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant, lui demandant le degré d'attention que mérite une lettre du sieur Josse, chirurgien de la paroisse de Corneille, près Breteuil, à l'effet « de faire fermer le cimetière du village de Fontaine-sous-Catheux qui, situé au milieu de la paroisse, y répand des exhalaisons fétides infiniment pernicieuses. » Paris, 6 avril 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Levavasseur lui demandant lesdits éclaircissements. 11 avril 1786. — Réponse de M. Levavasseur à l'Intendant. Le cimetière de Fontaine-sous-Catheux est en effet situé « dans une espèce de marécage, qui, par cette raison, se trouve souvent exposé à être submergé par les eaux sauvages qui y passent abondamment, de sorte, Monseigneur, que les fosses que l'on y pratique à trois ou quatre pieds de profondeur se remplissent tellement d'eau, que les corps qu'on y dépose se trouvent quelquefois élevés jusqu'à la la superficie de ces fosses, au moyen de ce que la terre dont elles étaient comblées se trouve trempée et liquide, ce qui produit conséquemment un mauvais air dans cette paroisse. » Breteuil, 26 octobre 1786. — Réponse de l'Intendant à M. de Vergennes, lui envoyant les éclaircissements demandés et ajoutant : « Jusqu'à présent, Monsieur, cet objet a été confié à la vigilance des juges ordinaires, et je pense que M. le contrôleur général trouvera vraisemblablement convenable d'en écrire à M. le procureur général au Parlement, pour l'engager à

donner ordre aux habitants de Fontaine-sous-Catheux de prendre promptement des mesures pour placer leur cimetière dans un endroit décent et convenable. 1^{er} novembre 1786. — FONTAINE-SOUS-MONTDIDIER. — Requête du commandeur de Courtebourne, commandeur de Saint-Maulvis, réclamant contre sa mise au rôle de contribution aux frais des réparations à l'église et clocher de Fontaine-sous-Montdidier ; et ordonnance de l'Intendant qui déboute ledit commandeur de l'objet de sa requête. 17 avril 1722, — etc.

C. 916. (Liasse.) — 25 pièces, papier (2 imprimées).

1727-1790. — FONTAINE-SUR-SOMME. —

Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, qui annule l'aliénation faite le 28 mars 1726 de 12 verges de communes de la paroisse de Fontaine-sur-Somme, au profit de Jean de Machy, et tous les actes qui en ont été la suite, comme ayant été faite sans autorisation, et qui condamne le syndic et les quatre habitants les plus haut cotisés à la taille, à rapporter à la communauté 72 l., prix de ladite aliénation. Amiens, 30 juillet 1727 (impr. affiche). — Procès-verbal d'adjudication d'un terrain à tourber dans les communes de Fontaine-sur-Somme. 9 juin 1770. — Ordonnance de M. d'Agay, intendant, qui ordonne l'emparquement d'une portion de marais à tourber dans les communes de Fontaine-sur-Somme, et l'adjudication dudit tourbage, pour payer une somme de 4,880 l., prix de réparations à faire à la nef de l'église dudit lieu, et adjugées au sieur Bellegueulle. 16 août 1776. — Liste des ménages de Fontaine-sur-Somme. Avril 1782. — Délibération des habitants de Fontaine-sur-Somme, à l'effet d'être autorisés à tourber pour leur chauffage. 1^{er} avril 1782. — Id. 15 février 1784. — Requête desdits habitants à l'Intendant, à l'effet d'obtenir ladite autorisation. 4 avril 1782. — Id. avril 1784. — Id. 26 février 1787. — Id. 13 avril 1790. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 16 mai 1782. — Id. 19 avril 1784. — Id. 16 avril 1785. — Id. 23 avril 1787. — Id. 21 avril 1788. — Id. 5 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 17 août 1781. — Id. 31 juillet 1784. — Id. 22 août 1785. — Id. 9 juillet 1787. — Id. 4 juillet 1788, — etc.

C. 917. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1775-1776. — FONTAINE-SUR-SOMME. —

« Estimation de la perte de Jean Sueur, syndic et habitant de la paroisse de Fontaine-sur-Somme, élection de Ponthieu, qu'il a soufferte dans l'incendie arrivé le 19 mars dernier » etc. 25 mars 1775. — Requête de Jean Sueur à l'Intendant, à l'effet d'approuver une délibération des habitants de Fontaine qui l'autorisent à faire tourber 40 verges de marais communs, pour l'indemniser des pertes qu'il a subies

dans ledit incendie. 1775. — Adhésion des propriétaires externes à la délibération des habitants de Fontaine, attendu que le sieur Jean Sueur, syndic « s'est toujours comporté avec beaucoup de sagesse et d'intelligence dans ses fonctions de syndic. » Abbeville, 11 avril 1775. — Mémoire de M. de Branlicourt à l'Intendant. L'usage constant de la paroisse de Fontaine, qui est d'accorder à tout habitant qui éprouve un incendie quarante verges de marais, l'honnêteté reconnue du sieur Sueur, tout concourt à l'approbation de ladite délibération. Abbeville, 28 mai 1775. — Ordonnance de l'Intendant qui approuve ladite délibération, et autorise le sieur Jean Sueur à tourber à son profit 40 verges de marais. 2 juin 1775. — Requête des syndic et habitants de Fontaine-sur-Somme à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication les prés en réserve de leur communauté. Avril 1776. — Annonce de ladite adjudication pour le 30 mai 1776. — Procès-verbal de ladite adjudication. 30 mai 1776. — Lettre de l'Intendant à M. Lebel, l'informant qu'il a approuvé ladite adjudication pour 9 ans. 15 juin 1776, — etc.

C. 918. (Liasse.) — 28 pièces, papier (1 plan).

1719-1790. — FORMERIE (Oise). — Arrêt du conseil d'État, qui décharge les habitants de Formerie des tailles pendant dix ans, en considération d'un incendie qui a détruit 114 maisons. Paris, 25 juillet 1719. Expédition de 1721. — FOSSEMANANT. — « Plan de la commune de Fossemanant, contenant 32 journaux, 47 verges 1/8, à raison de 20 pieds pour verges, et de 12 pouces pour pied, et 100 verges pour journal, » par Jumel-Riquier et Brunel. 5 août 1776. — Requête des syndic et habitants de Fossemanant à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber pour leur chauffage. 29 mars 1782. — Id. 1^{er} mars 1783. — Id. 19 février 1784. — Id. 23 février 1787. — Id. 18 mars 1790. — État des ménages de Fossemanant. 23 février 1783. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 23 mai 1782. — Id. 14 avril 1783. — Id. 24 avril 1784. — Id. 22 avril 1785. — Id. 30 avril 1787. — Id. 29 avril 1788. — Id. 11 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 16 août 1782. — Id. 20 août 1783. — Id. 6 août 1784. — Id. 27 août 1785. — Id. 20 juillet 1787. — Id. 10 juillet 1788. — « Devis de la chapelle de Fossemanant » 12 juin 1785. — Procès-verbal d'emparquement d'un tourbage de 1,100 l. pour satisfaire aux réparations de la chapelle de Fossemanant. 20 juin 1785. — Requête de Pierre Brunel, adjudicataire des travaux à la chapelle de Fossemanant, à l'Intendant, à l'effet de nommer un expert pour faire la visite des ouvrages par

lui faits. Amiens, 27 mai 1786. — Procès-verbal de visite de ladite chapelle par Charles Delamare, maître charpentier, entrepreneur de bâtiments à Amiens. 16 juin 1786, — etc.

C. 919. (Liasse.) — 18 pièces, papier (3 plans).

1758-1789. — FOUCAUCOURT-HORS-NESLE. — Plan d'une partie du terroir de Nesle-et-Foucaucourt. 22 août 1778. — Plan d'une partie du terroir de Foucaucourt. 22 août 1778. — FOUILLOY. — Lettre de M. Dubois à l'Intendant, le priant de vouloir bien autoriser la cession à lui faite par les habitants de Fouilloy d'un terrain contigu à son jardin. Corbie, 21 janvier 1758. — Requête à M. d'Invau, intendant, par Antoine Dubois, procureur du Roi au grenier à sel de Corbie, aux mêmes fins. 3 février 1758. — Délibération des habitants de Fouilloy, arrêtant de vendre ledit terrain à M. Dubois. 27 décembre 1758. — Mémoire de M. Ducastel concluant à l'approbation de ladite délibération. 2 janvier 1759. — Lettre de l'Intendant à M. Dubois, lui faisant part de plusieurs difficultés qui s'opposent à ce qu'il autorise la cession qu'il demande. Amiens, 21 janvier 1759. — Plan d'une partie du territoire de Fouilloy. XVIII^e s. — FRANCASTEL (Oise). — État des déboursés du syndic de Francastel pour 1787. — FRECHENCOURT. — Délibération des habitants de Fréchencourt élisant le sieur Louis Lengellé comme syndic, tant pour faire la recette de ce qui lui est actuellement dû, que pour recevoir à l'avenir des fermiers qui jouiront d'une portion de pré commune. 13 janvier 1788 ; Ordonnance de l'Intendant qui approuve ladite nomination, et approuvant par grâce, et sans tirer à conséquence, certains actes faits par ledit syndic sans autorisation, avec défense d'en user ainsi à l'avenir. 28 juin 1788. — LE FRETOY (Oise). — État des déboursés du syndic du Frétoy pour 1787. — FRISE. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant des éclaircissements sur une requête des habitants de Frise, à l'effet d'être autorisés à tourber dans leurs marais. 6 mars 1787. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant. « Il y a d'autant moins de difficulté à accorder aux suppliants la permission qu'ils demandent, que le bois est très rare dans le pays. » Péronne, 27 mars 1787. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville. Il consent à autoriser ledit tourbage, mais lui demande l'état des ménages de la paroisse de Frise, afin d'y proportionner la quantité à tourber. « Il serait même à désirer qu'il ne fût pas libre aux particuliers qui obtiennent la permission d'extraire de la tourbe ou des bousins, de les vendre aux habitants d'une autre paroisse, parce qu'on ne doit pas faire un commerce d'une chose qu'on n'obtient qu'à titre de secours indispensable. » 4 avril 1787, — etc.

C. 920. (Liasse.) — 34 pièces, papier, (3 plans).

1752-1787. — FROHEN-LE-GRAND. — Plan du presbytère de Frohen-le-Grand 1752. Id. 1783. — Délibération des syndic et habitants de Frohen-le-Grand sur l'opposition faite par les habitants de Meillard et leur seigneur, aux travaux faits au presbytère dudit Frohen. 6 mars 1785. — Requête à l'Intendant par Jean-Baptiste-Charles-Antoine Delapalme, entrepreneur à Doullens, à l'effet d'être remboursé de son adjudication des travaux du presbytère de Frohen. 1^{er} juin 1785. — Plan de Frohen pour le dessèchement des marais, 1774. — Mémoire de M. Le Senne sur une requête des curé et quelques habitants de Frohen-le-Petit, qui demandent une visite d'expert dans leurs prairies, attendu que depuis nombre d'années lesdites prairies « sont inondées et ne produisent rien, et que les chemins qui traversent ce village, par suite de cette inondation, sont impraticables. Ils prétendent que cette inondation est occasionnée par les eaux des sources qui n'ont plus leur écoulement dans la rivière d'Authie, et aussi par la trop grande retenue des eaux au moulin de Frohen-le-Grand. » Il lui paraît qu'il y a lieu d'ordonner ladite visite. Doullens, 7 juillet 1774. — Requête à l'Intendant par les syndic et habitants de Frohen-le-Grand et le Petit, exposant que leur communauté « a affirmé une grande partie commune pour faire un grand canal le long du terroir dudit Frohen pour l'écoulement des eaux qui croupissent depuis longtemps dans ledit terroir dudit Frohen, lequel canal rend tous les fonds aujourd'hui praticables et les terres de grande valeur, surtout ceux qui aboutissent audit canal. » Ils demandent en conséquence que ledit canal soit curé aux frais des propriétaires riverains. 1782. — Mémoire de M. Le Senne sur ladite requête. La demande ci-dessus est contraire au vœu général des deux communautés et il y a lieu de la rejeter. Doullens, 11 mars 1782. — Requête à l'Intendant par Marguerite Blondel de Fercourt, veuve de François-Marie-Hector Perrot, comte de Fercourt, à son décès, seigneur de Frohen-le-Grand et Frohen-le-Petit et autres lieux, demeurant au château de Frohen, ayant la garde noble de ses enfants, à l'effet de faire rendre compte par François Delaire, syndic de Frohen-le-Grand « des deniers qu'il a reçus du produit des marais aliénés et des ventes d'arbres faites dans lesdits marais, pour en connaître l'emploi, et de ne pas permettre d'autres aliénations desdits marais, à l'exception de 3 journaux seulement, pour servir à l'écurement des égouts desdites deux paroisses. » 24 avril 1785. — Requête des syndic et habitants de Frohen-le-Grand et Frohen-le-Petit, en réponse à celle de Madame de Fercourt. 20 juin 1785. — Requête à l'Intendant par les habitants de Frohen-le-Petit contre une

délibération de ceux de Frohen-le-Grand faite sans leur participation « afin d'obtenir la permission d'aliéner 12 journaux de communes pour l'espace de 9 années, et employer le prix de ces aliénations tant aux réparations faites au presbytère de Frohen-le-Grand, qu'à construire des écluses pour le curement des fossés et reconstruire en briques une fontaine. » Les habitants de Frohen-le-Petit, qui ont droit à un tiers desdites communes, refusent de participer à des dépenses dont ils ne profiteront pas. « La construction du presbytère de Frohen-le-Grand ne peut être payée que par les propriétaires de cet endroit.... D'ailleurs il n'est pas question de construction du presbytère, pas même de réparation.... mais d'un bâtiment d'agrément très superflu et excédant le logement curial.... Ce qui ne surprend pas peu, c'est d'apprendre que les habitants de Frohen-le-Grand se soient permis d'intituler leur requête à Votre Grandeur tant en leur nom qu'en celui des suppliants, tandis qu'ils n'ont pas été appelés à la délibération et ne l'ont pas signée.... En second lieu, l'établissement demandé des écluses est inutile, d'ailleurs nuisible non seulement aux habitants dont la retenue des eaux inonderait le terrain, mais à Madame de Fercourt, dame du lieu, par la privation des eaux qui tournent son moulin, et qui ne manquera pas de s'y opposer. Au surplus il en coûterait trop cher pour payer un homme au service de ces écluses.... En troisième lieu, il est ridicule de demander cette année la construction en briques de la fontaine, puisque cette construction a été faite l'année dernière. Cette fontaine, d'ailleurs, n'est utile qu'à cinq ou six ménages : ce serait donc à ceux-ci à l'entretenir.... Cette construction a été, dit-on, soldée avec l'argent provenant des revenus et du prix des aliénations des communes : elle devait bien plutôt l'être avec l'argent des quêtes et du tronc exposé dans l'église à la dévotion et à la générosité des pèlerins qui, à l'imitation de saint Fursy, viennent se rafraîchir avec l'eau de cette fontaine. Il est baroque d'en vouloir faire deux fois le paiement. » 10 juillet 1785. — Requête des syndic et habitants de Frohen-le-Grand à l'Intendant, en réponse à la précédente. 24 juillet 1785. — Lettre de Madame Blondel de Fercourt à l'Intendant, réclamant contre le projet des habitants de Frohen-le-Grand d'établir des écluses ; lesquelles seraient d'un côté très onéreuses pour la communauté, et de l'autre causeraient un tort considérable à ses moulins. Frohen, 27 juillet 1785. — Lettre de Madame Perrot, comtesse d'Urre, à l'Intendant pour appuyer la demande de Madame de Fercourt, sa belle-sœur. Paris, 29 juillet 1785. — Requête des habitants de Frohen-le-Petit à l'Intendant, en réponse à celle des habitants de Frohen-le-Grand, du 24 juillet précédent, qui n'est « qu'un tissu de faits controuvés, de

sophismes, d'erreurs et d'inconséquences. » 1^{er} août 1785. — Mémoire de M. Santerre à l'Intendant sur ladite affaire, ainsi que sur celle du presbytère de Frohen. Il estime qu'il y a lieu, sans s'arrêter aux requêtes de Madame de Fercourt et des habitants de Frohen-le-Petit, d'approuver la délibération des habitants de Frohen-le-Grand, du 6 mars 1785, « d'ordonner pareillement, du consentement des habitants de Frohen-le-Grand, que le tiers du produit de ladite adjudication appartiendra à la communauté de Frohen-le-Petit, qui le touchera par les mains du receveur qu'elle nommera à cet effet, et qui ne pourra également s'en dessaisir que sur vos ordonnances » etc. Quand à la demande du sieur Delapalme à l'effet d'être payé de son adjudication des réparations au presbytère de Frohen-le-Grand, il y a lieu de l'admettre. Doullens, 19 avril 1786. — Observations de M. Santerre « sur les comptes rendus par les receveurs du produit des aliénations faites avec autorisation par les deux communautés de Frohen-le-Grand et de Frohen-le-Petit, depuis le 1^{er} décembre 1774 jusqu'à présent, pour subvenir à la dépense du dessèchement des marais communs et à d'autres besoins. » Doullens, 20 avril 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui déboute la comtesse de Fercourt et les habitants de Frohen-le-Petit de leurs demandes, autorise la délibération des habitants Frohen-le-Grand, du 6 mars 1785, et ordonne l'adjudication des 12 journaux de communes dont s'agit. 28 avril 1786. — Avis de ladite adjudication pour le 15 mai 1786. — Procès-verbal d'adjudication desdits 12 journaux de communes. 15 mai 1786. — FROISSY (Oise). — État des déboursés du syndic de Froissy pour 1787, — etc.

C. 921. (Liasse.) — 27 pièces, papier (2 plans).

1746-1787. — GAMACHES. — Requête des officiers municipaux de Gamaches à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à plaider contre les habitants de Longroy. 26 janvier 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur la requête des habitants de Gamaches aux fins qu'il soit fait défenses à ceux de Longroy de conduire à l'avenir leur troupeau sur un canton du territoire de Gamaches. Il pense qu'il y a lieu d'obtempérer à ladite demande. Amiens, 3 janvier 1787. — Consultation des avocats du comité, qui estiment qu'il y a lieu d'accorder ladite autorisation. Amiens, 11 février 1787. — Requête des officiers municipaux de Gamaches à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à appeler à la table de marbre de Paris d'une sentence rendue contre eux par la maîtrise d'Abbeville le 7 mai 1781. 2 avril 1787. — Lettre des officiers municipaux de Gamaches à M. Derveloy, subdélégué de l'Intendance, établissant qu'ils ont été autorisés

par l'Intendant, à se défendre en la maîtrise d'Abbeville de la demande en triage de leurs marais communs. Gamaches, 23 avril 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant. Il estime qu'il y a lieu d'autoriser les officiers municipaux de Gamaches à poursuivre ladite affaire. Amiens, 26 avril 1787. — Consultation des avocats du comité, établissant le bien fondé de la demande des officiers municipaux de Gamaches. Amiens, 30 avril 1787. — GAUCHY (Aisne). — Lettre de l'Intendant à M. de Villecholles, lui demandant son avis sur une requête des syndic et habitants de Gauchy, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication sept portions de communes pour neuf années. 20 mai 1777. — GLISY. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui demandant des éclaircissements sur une requête des habitants de Glisy, à l'effet d'être remboursés par la veuve et les enfants de Pierre Brucamp, marchand de tourbes à Amiens, d'une somme de 208 l. 7 s. 6 d., pour avoir employé en 1780 et 1783 une portion de leurs communes pour l'étente de ses tourbes. 10 janvier 1786. — Requête de Marie-Ulphe Mérel, veuve de Pierre Brucamp à l'Intendant, en réponse à celle des habitants de Glisy. 16 janvier 1786. — Procès-verbal d'enquête par M. Derveloy, subdélégué, sur ladite affaire. 17 janvier 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui condamne la veuve et les héritiers de Pierre Brucamp à payer à la communauté de Glisy la somme de 63 l. pour les étentes de tourbes en 1780 et 1783. 26 février 1786. — GODENVILLERS (Oise). — État des déboursés du syndic de Godenvillers pour 1787. — GORGES. — « Profil de la charpente de la nef et du clocher de l'église de Gorges » par Cozette, expert. XVIII^e s. — GOUY-LES-GROSEILLERS (Oise). — Plan du presbytère de Gouy-les-Groseillers. 2 juillet 1783. — GRANDVILLIERS (Oise). — État constatant que le bourg de Grandvilliers n'a aucuns biens, octrois, communes ni autres revenus. 1746. — Lettre de M. Dhermart à l'Intendant, lui envoyant ledit état, et se plaignant que plusieurs lettres concernant le service, qu'il a reçues de l'Intendance, ont été taxées, et le prie de donner les ordres nécessaires pour qu'il n'en soit plus ainsi. Grandvilliers. 17 juillet 1746. — Lettre de M. Dhermart à l'Intendant, l'entretenant d'une épizootie qui règne sur les vaches, qui l'ont prise des bœufs qui passent pour l'armée de Flandre. Il lui demande que ces bœufs ne traversent plus Grandvilliers. Grandvilliers, 29 août 1746. — Délibération des syndic, marguilliers et principaux habitants de Grandvilliers, élisant M^e Martin Hanicque, notaire royal, pour, au nom d'icelui, être expédiées les lettres patentes pour tenir lieu de provision des charges et offices municipaux, « qui se consistent dans les charges de maire ancien et alternatif, lieutenants de maire ancien et alternatif, échevins anciens et

alternatifs, assesseurs anciens et alternatifs, secrétaires-greffiers ancien et alternatif, avocat du Roi, procureur du Roi », en vertu de l'arrêt du conseil d'État du 5 août précédent. 21 décembre 1749. — Requête des habitants de Grandvilliers à l'Intendant, lui exprimant que, vu l'état d'épuisement de leurs finances, les impôts dont ils sont accablés (30,000 l.) « à joindre encore le dépérissement presque total du commerce, » il leur est de toute impossibilité de profiter du rachat de l'homme vivant et mourant. Grandvilliers, 15 avril 1760. — Lettre de M. Hanique, lieutenant de Grandvilliers, constatant que la communauté ou hôtel-de-ville dudit lieu n'a aucuns revenus et que « quand il passe ici quelque soldat malade et qu'il est forcé d'y rester quelques jours, le bourgeois en a soin, après quoi on le fait transporter au premier hôpital qui est Beauvais. » Grandvilliers, 28 juillet 1763, — etc.

C. 922. (Liasse.) — 46 pièces, papier.

1783-1787. — GUERBIGNY. — Requête des habitants de Guerbigny à l'Intendant, à l'effet de reconstruire leur école qui est insuffisante et tombe de vétusté. 22 avril 1782. — Requête à l'Intendant par les principaux habitants de Guerbigny et Warsy « dont la réunion ne forme qu'une seule paroisse, disant que, par rapport à la manière dont se paient les gages de leur commun magister, il s'est introduit un abus qui la rend en même temps injuste et insuffisante, et qui consiste : 1^o en ce que les célibataires de l'un et l'autre sexe ayant ménage à part ne paient rien ; 2^o en ce que les plus haut cotisés à la taille ne paient pas davantage que ceux qui le sont moins, ce qui répugne à la justice qui devrait se rencontrer dans cette espèce de contribution publique, où la proportion géométrique doit toujours être observée. Ce qui peut avoir donné lieu à ce double abus, Monseigneur, c'est qu'autrefois le nombre des célibataires était moins grand, et que d'un autre côté l'égalité de fortune régnait davantage parmi les membres des deux communautés dont l'occupation était de cultiver la vigne, genre de production qui ne met guère d'inégalité parmi ceux qui s'y dévouent ; et s'il s'y en rencontrait quelquefois, elle était compensée par une plus ample contribution dans la quête du vin que le magister était dans l'usage de faire dans la paroisse. Mais depuis que l'intempérie des saisons a fait négliger cette culture, et que l'industrie a porté ses vues sur d'autres objets de profit, on a vu une différence marquée s'introduire insensiblement entre les facultés, et la quête du vin que faisait le magister ayant cessé d'avoir lieu, ses gages, faute de ce supplément, sont devenus insuffisants. Pour parer à ces inconvénients,

et pour remettre la proportion dans la contribution aux gages d'un magister, capable de bien instruire la jeunesse d'une paroisse composée de près de 800 communians, les supplians ont recours à l'intervention de Votre Grandeur, Monseigneur, et la conjurent, prosternés à ses genoux, de vouloir sceller de son autorité le projet de contribution qu'ils vont mettre sous ses yeux. Le nombre des habitants de Guerbigny étant à peu près le même que ceux de Warsy, les supplians ont arrêté dans une assemblée tenue à cet effet, de former quatre classes de contribuables aux gages du magister. La première sera composée de 48 plus bas cotisés à la taille, dont 32 de Guerbigny, et 16 de Warsy, lesquels paieront seulement un boisseau de blé chacun par chacun an. La seconde sera composée de 30 plus bas cotisés à la taille dans le surplus des habitants, dont 20 de Guerbigny et 10 de Warsy, lesquels ne paieront que chacun deux boisseaux de blé. La troisième sera composée du surplus des habitants des deux villages, lesquels paieront chacun trois boisseaux de blé, à l'exception de 33 d'entre eux pris parmi ceux qui auront plus de taille, dont 22 seront de Guerbigny et 11 de Warsy, lesquels paieront chacun 4 boisseaux de blé, ce qui formera la 4^e et dernière classe... Un dernier avantage résultant de ce projet, c'est qu'on aura de quoi payer un homme pour chanter à l'église les jours ouvrables, tandis que le magister fera son école, de laquelle autrement il serait continuellement détourné, à cause que, dans une paroisse aussi considérable, il y a à chaque moment quelque chose à faire qui se trouve toujours incompatible avec l'assiduité et l'attention qu'exige la fonction nécessaire et importante de l'éducation de la jeunesse. » 22 avril 1782. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant au sujet des deux précédentes requêtes. Tous les habitants de Guerbigny ne paraissant pas d'accord sur ce double objet, il y a lieu de convoquer une assemblée générale des habitants. Montdidier, 28 juin 1782. — Procès-verbal de visite de l'école de Guerbigny et devis estimatif des travaux de reconstruction de ladite école, par Charles Sénéchal, maître charpentier, entrepreneur de bâtimens à Montdidier. 10 août 1782. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant, au sujet des travaux à faire au bâtiment de l'école de Guerbigny. « Les habitants de Guerbigny et Warsy sont convenus qu'il était nécessaire de le reconstruire à neuf, et ils ont déclaré..... que leur intention était de faire faire une classe de 18 pieds de long, sur 17 de large dans œuvre, avec une cheminée en pierres et briques et un logement pour le maître d'école, de faire mettre les principales pièces de ces deux pièces en bois de chêne, les autres en bois blanc, ainsi que le plancher, de couvrir le tout en chaume, et de faire faire du côté du jardin un mur entier en pierres

pour soutenir les terres, et un autre de clôture. » A l'égard du mode de traitement du magister, il existe un dissentiment entre les habitants : il croit qu'il y a lieu d'user d'autorité. Montdidier, 4 septembre 1782. —

Ordonnance de l'Intendant qui approuve le précédent devis et ordonne l'adjudication des travaux, et autre ordonnance qui approuve la délibération des habitants de Guerbigny relativement aux gages du maître d'école « à la charge que le paiement des gages dont il s'agit aura lieu à raison de deux boisseaux de blé par ménage et d'un boisseau par demi-ménage, à la charge en outre que le rôle de répartition desdits gages nous sera rapporté à la fin de chaque année pour être par nous vérifié et rendu exécutoire s'il y a lieu. » 12 septembre 1782. — Annonce de l'adjudication des travaux de l'école de Guerbigny pour le 29 septembre 1782. —

Ordonnance de l'Intendant qui approuve ladite adjudication. 2 novembre 1782. — Requête à l'Intendant par Firmin Véret, adjudicataire des travaux de l'école de Guerbigny, qui vient d'être terminée, à l'effet d'être payé du prix de son adjudication. 23 mars 1784. — Procès-verbal de visite et réception desdits travaux par Charles Sénéchal, maître charpentier, entrepreneur de bâtimens à Montdidier, expert nommé d'office par M. Pucelle, en vertu des ordres de l'Intendant. 13 avril 1784. — État des déboursés du syndic de Guerbigny pour 1785 et 1786. — Requête des habitants de Guerbigny à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à affermer à l'avenir 19 à 20 journaux de communes, au lieu de 13, pour subvenir à leurs charges. 10 avril 1787. — La lettre de l'Intendant à M. Pucelle, lui demandant des éclaircissements sur ladite requête. Avril 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Pucelle, lui demandant des éclaircissements sur une requête des habitants de Guerbigny, à l'effet d'être autorisés à vendre 75 ormes plantés sur leurs communes, pour en employer le produit au paiement d'une plantation en blanc de Hollande, qu'ils se proposent de substituer à la première. 30 avril 1787. —

Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant. Le projet des habitants de Guerbigny d'affermir 19 ou 20 journaux ne peut être qu'avantageux à la communauté. Montdidier, 7 mai 1787. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant. Le projet de remplacer les ormes par des blancs de Hollande sera également avantageux à la communauté de Guerbigny. Montdidier, 7 mai 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui ordonne la mise en adjudication des 75 ormes dont s'agit. 13 mai 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui ordonne la mise en adjudication de 7 journaux de communes en sus des 13 que la communauté de Guerbigny affermait précédemment. 14 mai 1787. — Annonce de l'adjudication desdits 75 ormes pour le 28 mai 1787, — etc.

C. 923. (Liasse.) — 4 pièces, papier (1 plan).

1784-1788. — GUIGNEMICOURT. — Plan du presbytère de Guignemicourt. 3 juin 1784. — GUIZANCOURT. — Requête des syndic et habitants de Guizancourt à l'Intendant, à l'effet d'obtenir une amélioration dans les rôles des vingtièmes où il y a beaucoup d'abus et de double-emplois, ce qui est très onéreux pour le syndic. 22 septembre 1788. — Note au sujet de ladite requête, v. 1788. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve le devis de travaux à exécuter à Guizancourt. 4 juillet 1788.

C. 924. (Liasse.) — 31 pièces, papier (1 plan).

1783-1790. — HAINVILLERS (Oise). — État des déboursés du syndic d'Hainvillers pour 1787. — HALEINE (Oise). — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant au sujet des habitants d'Haleine, qui sollicitent avec instance le jugement d'une demande sur l'opposition dusieur de Moyencourt à sa cote au rôle des dépenses relatives à l'érection de la succursale, faite en 1787, en vertu du don d'une personne pieuse. Amiens, 1^{er} février 1790. — LE HAMEL. — « Plan figuratif de la partie vendue à tourber dans le marais du Hamel, dit Marais de Bracheux. » 10 mai 1783. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pendant l'année 1786, pour la réparation des rues et abords du village du Hamel. Amiens, 18 juillet 1786. — Procès-verbal d'expertise d'une maison incendiée au Hamel. 16 juillet 1787. — Requête des syndic et habitants du Hamel à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à prélever sur le produit de leurs tourbages, une somme de 258 l. 16 s. pour secourir Claude, Boulogne et Nicolas Noiret, victimes d'un incendie causé par la chute du tonnerre, et ce, suivant l'avis à eux donné par messire Lefort, écuyer, seigneur de Hamel et Francmanoir, disant « que ce charitable et salutaire avis a tellement affecté les habitants, membres de l'assemblée, encore remplis de l'effroi de cet incendie, dont le progrès n'a été rapidement arrêté que par la vigilance dudit seigneur de Hamel, qui a non seulement dirigé et maintenu le bon ordre dans le travail, mais a bien voulu présider à la jaculation de la pompe. » 20 juillet 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur ladite requête, qui « ne peut mériter trop d'éloges et être trop tôt accueillie, dirigée par un seigneur bienfaisant, dont l'intelligence a arrêté les progrès du malheur, et par le zèle actif du sieur Soyer, un des meilleurs citoyens de cette province. » Amiens, 27 juillet 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui approuve la délibération des habitants du Hamel, en faveur des sieurs Boulogne et Noiret. 30 juillet 1787. — HANGARD. — Délibération des habitants de Hangard, à l'effet de vendre l'herbe d'un marais leur appartenant, dit le Petit-Marais, et d'y

creuser un fossé, pour empêcher les habitants de Démuin d'y envoyer paître leurs bestiaux. 21 mai 1786. — « État de la vente de l'herbe de la commune d'Hangard, nommée le Petit-Marais ». 17 septembre 1786. — « État des dépenses faites par le syndic de la paroisse d'Hangard, à l'occasion de la fermeture du Petit-Marais. » 18 septembre 1786. — Requête des habitants d'Hangard à l'Intendant, à l'effet d'ordonner l'emploi du produit de l'adjudication desdites herbes. 27 septembre 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant. Il y a lieu d'avoir égard à la requête des habitants d'Hangard. Amiens, 1^{er} octobre 1786. — Ordonnance de l'Intendant, faisant droit à ladite requête. 7 octobre 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, à l'effet d'approuver une délibération des habitants d'Hangard arrêtant d'employer 18 l. restant de l'adjudication de leurs communes à l'amendement des trous les plus impraticables. Amiens, 16 juin 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui approuve ladite délibération. 19 juin 1787, — etc.

C. 925. (Liasse.) — 32 pièces, papier.

1754-1787. — HANGEST-SUR-SOMME. — Arrêt du conseil d'État qui subroge l'Intendant actuel de Picardie, pour juger les contestations entre les habitants d'Hangest et la dame de Bichecourt, dame dudit lieu, au sujet du tourbage, circonstances et dépendances. Versailles, 19 avril 1754. — Requête des habitants d'Hangest à M. d'Invaux, intendant, se plaignant de ce que la dame de Mautort, dame dudit Hangest veut, sans droit, les empêcher de tourber dans leurs marais, et demandant l'autorisation de faire ledit tourbage pour leur chauffage de la présente année. 1755. — Mémoire de M. Ducastel sur la requête des habitants d'Hangest. Il estime qu'on ne peut les autoriser à tourber sans qu'ils se soient pourvus au Conseil. Amiens, 3 juin 1755. — Note au sujet d'une requête de la dame de Mautort, dame d'Hangest, tendant à être reçue opposante à l'ordonnance de tourbage accordée le 15 du présent mois aux habitants d'Hangest, sur le fondement de l'arrêt du Parlement du 2 mars 1736, par lequel il est défendu à ceux-ci de tourber sans la permission de leur seigneur, et projet d'ordonnance qui deboute la dame d'Hangest de sa requête, sauf à elle à se pourvoir au Conseil. 30 juin 1755. — Mémoire de M. Ducastel, sur une requête de neuf particuliers d'Hangest-sur-Somme, qui exposent qu'ils sont tombés au sort dans une partie de marais dont il s'est trouvé plus de la moitié sans tourbe et dans l'autre très peu, et demandant à tourber une verge et demie de supplément. Il pense qu'il y a lieu de les débouter de leur demande, mais d'ordonner qu'il leur sera remis par chaque maison une

partie de tourbes à déterminer au prorata de ce que chaque maison aura tourbé. Amiens, 19 juillet 1756. — Mémoire de M. Ducastel sur une requête des habitants d'Hangest qui demandent la délivrance d'une somme de 150 l., 10 s., sur le produit de leurs communes, pour acquitter quatre années de censives dont leurs communes sont chargées vers la dame de Mautort, dame dudit lieu. Il estime qu'il y a lieu d'accorder lesdites 150 l. Amiens, 14 janvier 1757. — Mémoire de M. Ducastel estimant qu'il y a lieu d'accorder aux habitants d'Hangest une somme de 66 l., 10 d., qu'ils demandent sur le produit de leurs communes, pour payer leurs vingtièmes pour 1759. 24 octobre 1759. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, lui annonçant un incendie éclaté ce même jour vers 2 heures du matin à Hangest-sur-Somme, et qui a détruit environ cent maisons. Amiens, 29 août 1777. — Lettre à M. de Vergennes lui faisant part dudit incendie. « M. l'Intendant, qui a commandé sur-le-champ tous les habitants des paroisses voisines pour aller au secours des infortunés habitants d'Hangest, a fait former un état des pertes faites par chaque ménage. Elles montent au total à environ 140,000 l. La maréchaussée, qui s'est transportée sur les lieux pour veiller au bon ordre et commander les travailleurs, a amené le lendemain dans les prisons d'Amiens un particulier violemment soupçonné d'avoir mis le feu dans l'affreux dessein de brûler sa femme avec laquelle il vivait fort mal. D'autres crimes dont ce particulier est accusé, les menaces qu'il avait faites la veille du jour de l'incendie et le cri public de tous les habitants qui voulaient s'en faire justice eux-mêmes, donnent de nouvelles forces à ce soupçon. » Amiens, 29 août 1777. — Procès-verbal d'arrestation par la maréchaussée d'un individu soupçonné d'être l'auteur de l'incendie d'Hangest. 30 août 1777. — « État des incendiés d'Hangest-sur-Somme du 29 août 1777, et des pertes qu'ils ont souffertes. » 30 août 1777. — Lettre à M. de Vergennes l'informant que le village d'Hangest vient d'essuyer le 2 de ce mois un nouvel incendie, qui a consumé les habitations de cinquante-cinq ménages. « M. l'Intendant qui a procuré de puissants secours aux premiers incendiés, au point de les mettre en état de couvrir toutes leurs nouvelles maisons en tuiles, prend des mesures pour faire traiter aussi favorablement les nouveaux incendiés, et à condition qu'ils couvriront leurs nouvelles habitations en tuiles, car les couvertures en chaume sont la véritable cause des fréquents et grand incendies qu'essuyent les villages de Picardie. » Amiens, 5 juillet 1778. — Requête à l'Intendant par Jean Léraillé, laboureur, et François Dacheux, tous deux du village d'Hangest, à l'effet d'être reçus au tiercement de l'adjudication du tourbage dans le marais d'Hangest au profit des seconds incendiés. 7 juillet

1779. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant de recevoir ledit tiercement, et de procéder à une nouvelle adjudication. Amiens, 9 juillet 1779. — Procès-verbal d'acceptation dudit tiercement, et fixation de la nouvelle adjudication dudit tourbage au 27 juillet suivant, par M. Ducastel, subdélégué. 15 juillet 1779. — Ordonnance de l'Intendant, qui adjuge définitivement ledit tourbage aux sieurs Léraillé et Dacheux. 14 août 1779. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, au sujet de la réclamation faite par Alexis Bécasse et consorts d'Hangest, qui se plaignent que, dans la portion de marais à eux assignée pour leur tourbage de cette année, il ne se trouve pas de tourbes. Il pense qu'il y a lieu de les débouter de leur demande. Amiens, 5 mai 1786. — Lettre de M. Boullet, curé d'Hangest, à l'Intendant, en faveur d'Alexis Bécasse et consorts, et lui envoyant la requête qui suit. Hangest, 29 mai 1786. — Requête à l'Intendant par Alexis Bécasse et consorts formant 36 ménages, à l'effet d'être autorisés à prendre 12 verges de marais, pour remplacer leur lot, où il ne s'est point trouvé de tourbes. 30 mai 1786. — Avis de M. Jumel-Riquier sur ladite demande. Il n'y a pas lieu d'y faire droit. « Ceci n'est autre chose qu'un esprit de cabale dont plusieurs des consorts sont assez connus. » Amiens, 3 juin 1786. — Lettre de M. Derveloy à M. Jumel-Riquier, le priant de se transporter sur les lieux, pour vérifier l'exactitude de la requête d'Alexis Bécasse et consorts. Amiens, 20 juin 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve le nouvel emparquement des tourbages d'Hangest au profit des suppliants. 12 juillet 1786. — Requête des habitants d'Hangest-sur-Somme à l'Intendant, lui demandant d'approuver une délibération qu'ils ont prise le 3 du présent mois, à l'effet de se pourvoir contre M. de Bichécourt, aux fins de partage par moitié de 300 journaux de terre dite les Communes, et autres objets. 15 juin 1787. — Mémoire de M. Derveloy sur ladite affaire. Les habitants d'Hangest exposent dans leur délibération « que, suivant une transaction passée avec le seigneur, le 22 novembre 1609, il leur appartient la moitié de 300 journaux de terres appelés les Communes, dont ils ne jouissent cependant que de 37 journaux ; que M. de Bichécourt s'est emparé d'une chaussée appelée la Chaussée et qu'il l'a défrichée ; que ce seigneur a fait devant l'église une plantation d'arbres qui nuit à sa conservation ; qu'il veut empêcher les habitants de rouir leurs chanvres dans les trous à tourbes de leurs marais, dans lesquels il prétend avoir le droit de pêche. » La réclamation des habitants d'Hangest lui paraît juste ; « qu'on ne peut méconnaître le vœu comme l'intérêt de la commune, et qu'il y a lieu d'accorder votre autorisation. L'autorité doit sa protection

aux faibles. » Amiens, 16 août 1787. — Consultation des avocats du comité sur ladite affaire. Ils estiment qu'il y a lieu d'autoriser la délibération des habitants d'Hangest. Amiens, 10 septembre 1787, — etc.

C. 926. (Liasse.) — 43 pièces, papier.

1782-1790. — HANGEST-SUR-SOMME. — Délibération des syndic et principaux habitants d'Hangest-sur-Somme, à l'effet d'être autorisés à tourber dans leurs marais pour leur chauffage. 17 mars 1782. — Id. 23 février 1783. — Id. 7 mars 1784. — Id. 30 mars 1788. — « État des feux actuels de la paroisse d'Hangest-sur-Somme, pour l'année 1782. » 185 feux. 18 mars 1782. — Id. 1783, 187 feux. 24 février 1783. — Requête des habitants d'Hangest à l'Intendant, à l'effet d'autoriser ledit tourbage. 20 mars 1782. — Id. 27 février 1783. — Id. 15 mars 1784. — Id. 20 mars 1787. — Id. 31 mars 1788. — Id. 28 mars 1790. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 17 mai 1782. — Id. 7 avril 1783. — Id. 20 avril 1784. — Id. 18 avril 1785. — Id. 24 avril 1787. — Id. 22 avril 1788. — Id. 6 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 19 août 1782. — Id. 11 août 1783. — Id. 2 août 1784. — Id. 23 août 1785. — Id. 10 juillet 1787. — Id. 5 juillet 1788. — Délibération des syndic et habitants d'Hangest, arrêtant de demander à l'Intendant le rejet de la requête d'Élisabeth Joly, veuve de Pierre Tiron, à l'effet d'obtenir son chauffage sur les communes dudit lieu, attendu que « jamais aucune veuve dont le mari était employé dans les fermes du Roi ait pu avoir part dans le tourbage commun. » 5 mai 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant. Il pense qu'il y a lieu de débouter la veuve Tiron de sa demande. Amiens, 6 mai 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que la veuve Tiron aura droit au tourbage des communes d'Hangest. 15 mai 1786, — etc.

C. 927. (Liasse.) — 31 pièces, papier.

1766-1787. — HARDIVILLERS (Oise). — Lettre de M. Barentin à M. d'Agay, intendant, le priant d'accorder aux incendiés d'Hardivillers la décharge de la taille pour 1787. Paris, 15 février 1787. — HARGICOURT. — Lettre du marquis d'Hargicourt à l'Intendant, pour appuyer une requête des habitants dudit lieu relativement à un marais. Hargicourt, 23 mai 1766. — Requête des syndic et habitants d'Hargicourt à l'Intendant, à l'effet de mettre en adjudication 15 à 16 journaux de prés en nature de marais, pour le produit en être employé au paiement du droit d'usage et des impositions, et le reste aux besoins et affaires de leur communauté. Hargicourt, 25 mai 1766. — Délibération des habitants d'Hargicourt à l'effet de demander la mise en adjudication dudit marais. 15 juin 1766. — Mémoire de M. Martinot à l'Intendant. Il estime que ladite

délibération peut être approuvée. Montdidier, 19 juin 1766. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve ladite délibération. 22 juin 1766. — Annonce de ladite adjudication pour le 5 août 1766. — Procès-verbal de ladite adjudication. 5 août 1766. — Lettre de M. Trudaine à M. Dupleix, intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un mémoire du marquis d'Hargicourt qui demande la réparation du chemin d'Hargicourt à Pierrepont. 26 mai 1767. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, adoptant le parti que celui-ci a proposé d'employer les deux communautés de Pierrepont et d'Hargicourt sur ledit chemin, à condition de le mettre en état dans une campagne, et de les dispenser pendant ce temps de la corvée des grandes routes. 10 septembre 1767. — Requête de L. Gallampoix, syndic d'Hargicourt à l'Intendant, à l'effet de rendre compte des deniers qu'il a reçus du fermier de la commune. 1775. — Lettre de l'Intendant à M. Martinot, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. 11 mai 1775. — Procès-verbal de reddition des comptes du sieur Gallampoix. 25 mai 1775. — Mémoire de M. Martinot, estimant que ledit compte peut être approuvé. Montdidier. 28 juin 1775. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve ledit compte. 30 juin 1775. — Annonce de l'adjudication de 16 à 17 journaux de marais communs à Hargicourt, pour le 25 juillet 1775. — Procès-verbal d'adjudication desdits marais. 25 juillet 1775. — Mémoire des déboursés du syndic d'Hargicourt pour 1787. — HEDENCOURT (Oise). — État des déboursés du syndic d'Hédencourt pour 1787, — etc.

C. 928. (Liasse.) — 16 pièces papier
(6 imprimées, 2 plans).

1749-1778. — HEILLY. — Arrêt du conseil d'État qui autorise M. Louis-Charles, marquis de Gouffier, maréchal des camps et armées du Roi, seigneur d'Heilly, Ribemont, et autres lieux, à creuser à ses frais un canal de 35 à 40 arpents dans une prairie sise entre Heilly et Ribemont, au-devant de son château. Versailles, 8 novembre 1749 ; et autre arrêt qui ordonne sur la requête du marquis de Gouffier, qu'avant de procéder à l'estimation des terrains nécessaires pour la confection dudit canal et dépendances, les experts feront sonder en la manière accoutumée ceux de chaque propriétaire, etc. Versailles, 18 février 1750 (impr. 15 p. in-4° 1750). — Procès-verbal de mesurage et arpentage des parties de terrains et maisons qui doivent entrer dans ledit canal. 30 juillet 1750 ; et rapport d'expertise desdits terrains. 26 septembre 1750 (impr. 82 p. in-4° 1750). — « Réponse à la requête de M. le marquis de Gouffier à fin d'établisse-

ment d'un canal au lieu d'Heilly, pour M. l'ancien évêque de Mirepoix, abbé commendataire et comte de Corbie et les prieur et religieux de ladite abbaye..... Réplique pour M. le marquis de Gouffier, contre M. l'ancien évêque de Mirepoix, abbé commendataire et comte de Corbie et les prieur et religieux de l'abbaye de Corbie. » v. 1753 (impr. 64 p. in-fol.). — « Requête au Conseil, des habitants de Corbie, Bonnay et Méricourt, portant opposition à la navigation proposée, et demande à fin de suppression du moulin de Ribemont..... Réponse du marquis de Gouffier. » 1753 (impr. 13 p. in-fol.). — « Requête présentée au Roi par M^{re} Jean-François Boyer, ancien évêque de Mirepoix, abbé et comte de Corbie et les prieur et religieux de l'abbaye de Corbie, en réponse à la seconde requête de M. le marquis de Gouffier, concernant le projet d'établissement d'un canal à Heilly » (impr. 32 p. in-4°, 1754). — « Mémoire sur le nouveau projet d'un canal de navigation depuis Heilly jusqu'à la Somme, proposé par M. le marquis de Gouffier. » v. 1762. — Plan de l'Encre et de la rivière de la Boulangerie, avec l'embouchure du canal à ouvrir jusqu'à Heilly. v. 1762. — « Sur le projet de rendre la rivière d'Encre navigable depuis Heilly jusqu'à la rivière de Somme, proposé par M. le marquis de Gouffier. v. 1762. — Arrêt du conseil d'État, qui homologue l'acte passé entre le marquis de Gouffier et les abbé, prieur et religieux de Corbie, le 9 juin 1762, contenant les conditions auxquelles le marquis de Gouffier s'est soumis pour former un canal de navigation d'Heilly à la Somme, et permet audit marquis d'établir ladite navigation et de faire ledit canal. Versailles, 7 septembre 1762. « Ensuite la teneur de ladite convention. » 29 juin 1762. — Lettre de M. de Beaumont à M. d'Invaux, intendant, lui demandant des éclaircissements sur une requête présentée au Conseil par les habitants d'Heilly, par laquelle ils demandent, contre les abbé et religieux de Corbie, la destruction de deux digues établies dans leur territoire sur la rivière d'Heilly. Paris, 30 octobre 1760. — « Observations préliminaires sur la requête présentée au Conseil au nom des habitants d'Heilly, en ce qui concerne le renvoi au Conseil prononcé par M. l'Intendant, et dont on lui demande les motifs. » novembre 1760. — Réponse de l'Intendant à M. de Beaumont sur ladite affaire. Amiens, 6 novembre 1760. — Délibération des habitants d'Heilly, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication leurs prés communaux. 27 août 1769 : et ordonnance de l'Intendant qui autorise ladite adjudication. 4 septembre 1769. — Plan d'emparquement d'un tourbage à faire pour la reconstruction de l'église d'Heilly par Bozenval, arpenteur de la châtellenie d'Heilly. Heilly, 12 juin 1778, — etc.

C. 929. (Liasse.) — 11 pièces, papier (1 imprimée, 6 plans).

1768-1788. — HERBECOURT-EN-SANTERRE. — Lettre des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, lui envoyant un procès-verbal dressé par eux contre la communauté d'Herbecourt-en-Santerre « qui était commandée pour une charette attelée de deux chevaux, et qui a manqué à ce service. Nous nous y sommes portés d'autant plus volontiers que nous nous apercevons de beaucoup de relâchement de la part des communautés. » Péronne, 12 octobre 1768. — Ordonnance de M. Dupleix, intendant, qui condamne les syndics d'Herbecourt et de Barleux chacun en 20 l. d'amende pour avoir refusé : l'un de fournir à la réquisition des maire et échevins de Péronne une voiture attelée de deux chevaux à l'effet de transporter cinq soldats à Roye ; l'autre de fournir un chariot attelé de quatre chevaux pour transporter jusqu'à Bray les équipages d'une compagnie de canonnières du régiment de La Fère, et un cheval de selle pour l'officier. 23 mai 1769 (impr. affiche). — Plan de la nef de l'église d'Herbecourt. XVIII^e s. — HESCAMP. — Requête à M. d'Agay, intendant, par plusieurs habitants d'Hescamps à l'effet d'être déchargés du vingtième et de la corvée, en raison d'un incendie qu'ils ont éprouvé les 19 et 20 mai précédents. 9 avril 1788. — L'HEURE. — Plan du presbytère de L'Heure, par C.-L. Noël. 1775. — L'HORTOY. — Plan de l'église de L'Hortoy. 25 mai 1785. — Coupe transversale de la nef de ladite église. 25 mai 1785. — HOURGES. — État des déboursés du syndic de Hourges pour 1787. — LA HOUSOYE. — Ébauche d'un plan de La Housoye, en 10 feuilles. XVIII^e s. — HUCHENNEVILLE. — « Plan visuel du presbytère d'Huchenneville. » XVIII^e s. — IRLES. — « Estimation de la perte que la grêle du 19 du mois de septembre 1787 a causée sur le territoire de la paroisse d'Irles, fait par nous lieutenant, syndic et principaux habitants de ladite paroisse soussignés. » Irles, 25 septembre 1787, — etc.

C. 930. (Liasse.) — 10 pièces, papier.

1784-1787. — LABROYE (Pas-de-Calais). — Certificat des principaux habitants de Labroye, constatant que Philippe Bouilly, adjudicataire d'une portion de leur grand marais commun, a fidèlement rempli les charges de son adjudication. Labroye, 11 mai 1784. — Requête des syndic et habitants de Labroye à l'Intendant, à l'effet d'obliger le sieur Bouilly d'entretenir un fossé d'égout dans leurs marais. 2 juillet 1784. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, lui demandant des éclaircissements sur ladite requête. 30 octobre 1784. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant sur ladite affaire. Abbeville, 29 décembre 1784. — Requête de Philippe Bouilly à l'Inten-

dant, en réponse à celle des syndic et habitants de Labroye. v. 1784. — Ordonnance de l'Intendant, qui déboute les syndic et habitants de Labroye de l'objet de leur requête. 16 février 1785. — Requête de Philippe Bouilly à l'Intendant, contre les syndic et habitants de Labroye qui persistent dans leur prétention, malgré la précédente ordonnance. 23 octobre 1785. — Requête des syndic et principaux habitants de Labroye à l'Intendant, à l'effet d'annuler l'adjudication faite au sieur Bouilly. 15 novembre 1785. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, le priant d'informer les habitants de Labroye qu'il ne peut rien changer à ses précédentes dispositions. 6 février 1786, — etc.

C. 931. (Liasse.) — 19 pièces, papier.

1754-1786. — LACHAUSSEE-TIRANCOURT. — Procès-verbal d'adjudication de communes de Lachaussée. 13 juin 1754. — Id. 9 novembre 1763. — Id. 6 mai 1773. — Id. 28 mai 1787. — Mémoire de M. Ducastel, sur une contestation entre les habitants de Lachaussée-Tirancourt et ceux de Saint-Vast relativement à la vaine pature d'un pré appartenant à l'Hôtel-Dieu d'Amiens, nommé le Pré d'Acon. 22 octobre 1756. — Requête des syndic et habitants de Saint-Vast, à l'Intendant, à l'effet d'être reçus opposants à l'exécution de l'ordonnance de celui-ci, qui fait défense à leur vacher et à tous autres de conduire les bestiaux dans ledit pré. 5 octobre 1756. — Requête des maître, mère et religieuses de l'Hôtel-Dieu d'Amiens à M. d'Invaux, intendant, à l'effet d'être reçus parties intervenantes dans l'instance entre les habitants de Lachaussée-Tirancourt et ceux de Saint-Vast, et de conclure contre lesdits habitants de Saint-Vast. 13 octobre 1756. — Notes sur ladite affaire et projet d'ordonnance de l'Intendant qui reçoit les habitants de Saint-Vast opposants, déboute les maître, mère et religieuses de l'Hôtel-Dieu de leur requête, et fait mainlevée aux habitants de Saint-Vast des défenses à eux faites par la précédente ordonnance. 2 novembre 1756. — Consultation de MM. Duval, Baron et Maisnel, établissant que les habitants de Lachaussée sont bien fondés à agir contre un fermier qui refuse de curer un fossé formant séparation entre les pâtures communes et le domaine du duc de Chaulnes, dont elles relèvent à cause de la baronnie de Picquigny. Amiens, 14 juin 1768. — Assignation des habitants de Lachaussée par le duc de Chaulnes par devant le bailli général de la baronnie de Picquigny. 24 juin 1769. — Délibération des habitants de Lachaussée, à l'effet d'être autorisés à plaider contre le duc de Chaulnes. 25 juin 1769. — Requête des habitants de Lachaussée à l'Intendant, à l'effet d'autoriser ladite délibération. 26 juin 1769. — Consultation de MM. Morel d'Herival et Langlier, établissant que les habitants de Lachaussée

sont bien fondés à se défendre contre le duc de Chaulnes. Amiens, 26 juin 1769. — Requête des habitants de Lachaussée-Tirancourt au duc de Chaulnes, à l'effet de savoir si Desmarets, du village de Belloy, est son contre-maître ou son fermier, auquel cas il devrait la taille. 8 mai 1772. — Estimation d'un pont à construire sur un fossé qui traverse le marais commun de Lachaussée. 7 avril 1786. — Avis de M. Derveloy concluant à autoriser la construction dudit pont. Amiens, 11 avril 1786. — Ordonnance de l'Intendant qui autorise la construction dudit pont. 15 avril 1786, — etc.

C. 932. (Liasse.) — 99 pièces, papier.

1765-1787. — LACHAUSSEE-TIRANCOURT. — « Compte que rend à la communauté de Lachaussée de Picquigny et Tirancourt par-devant Monseigneur le comte d'Agay, intendant de Picardie, Jacques Barbier, ancien syndic et receveur des deniers communaux de ladite communauté depuis le 10 mai 1773, jusques y compris l'année 1781 pour la recette, et pour la dépense jusques y compris l'année 1778 qu'il a quitté le syndicat. » 6 septembre 1785. — « Compte que rend Agnès Horville, veuve de Nicolas Horville, décédé, syndic et receveur des communes de la paroisse de Lachaussée de Picquigny, nommé par la délibération des habitants, homologuée par ordonnance de Monseigneur l'Intendant du 24 mai 1778 aux syndic, habitants, corps et communauté dudit Lachaussée de Picquigny, pour être ledit compte arrêté définitivement par Monseigneur l'Intendant et opérée la délibération de la rendante et des héritiers de son mari. » Amiens, 3 mai 1786. — « Compte que rend Marie-Catherine Wargnier veuve de Jean-Baptiste Deflandre, receveur des biens de la communauté de Lachaussée de Picquigny, pour l'année 1785. » 25 juillet 1787. — Pouvoir donné par les syndic et habitants de Lachaussée à Jean-Baptiste Mercier, de payer à Philippe Guillerand 22 livres, pour avances faites à la communauté. Lachaussée, 25 mars 1765. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise les habitants de Lachaussée à combler eux-mêmes par corvée les fouilles qui ont été faites sur le bord du chemin qui conduit de Belloy à Saint-Sauveur, en passant par leur village. 14 mars 1772. — Délibération des habitants de Lachaussée assemblés à l'école dudit lieu, à l'effet de prier Jacques Barbier, syndic « de donner le logement au sieur Moignet ingénieur, qui ne trouvait pas de lieu pour se loger. » 22 novembre 1772. — Récipissé par M. Prophette de 83 l., 6 s., 9 d., pour censive de la maison d'école et du presbytère de Lachaussée. Picquigny, 9 janvier 1775. — Délibération des syndic et habitants de Lachaussée, à

l'effet de demander à l'Intendant qu'il ordonne que le nommé Pierre Carle soit débouté de sa charge de garde messier « parce qu'il n'est d'aucune utilité ». 12 février 1776. — « Devis de l'horloge de Lachaussée de Piquigny et Tirancourt, et placée dans le clocher de l'église et paroisse de Lachaussée. » 6 mai 1781. — « Copie de l'ordonnance de M. l'Intendant, rendue sur la délibération des habitants de Lachaussée-lès-Piquigny du 24 mai 1781 » et qui approuve la nomination de Nicolas Horville pour exercer les fonctions de receveur des deniers provenant du produit des communes de Lachaussée, au lieu et place de Jacques Barbier. 8 août 1781. — Récepissé par Renouard, arpenteur à Crouy, pour avoir borné les communes en labour appartenant à la communauté de Lachaussée. 6 septembre 1781. — « État des arrrages des biens de la communauté de Lachaussée, d'un bail passé le 6 mai 1773, dû par les fermiers ci-après dénommés jusques y compris la dépouille de 1781 ». Lachaussée, 25 octobre 1781. — Récepissé par Pierre Daboval de 61., 8 s., pour livraison de 16 bornes pour borner les communes de Lachaussée. 18 novembre 1781. — Récepissé par Louis Magnier, horloger, de 212 l. pour fourniture d'une horloge placée dans le clocher de Lachaussée. 3 décembre 1781. — Ordonnance de 840 l. sur les deniers provenant des communes de Lachaussée, à payer au sieur Claude Horville, adjudicataire des réparations à faire à la nef de l'église et au presbytère de Lachaussée. 30 mars 1782. — Id. de 140 l. sur les deniers provenant des communes de Tirancourt. 30 mars 1782. — Requête à l'Intendant par les syndic et habitants de Lachaussée-lès-Piquigny « disant que la seule croix de station qu'il y ait dans leur paroisse, située sur le chemin d'Amiens entre Lachaussée et Tirancourt sa dépendance, tomberait en ruines par défaut de la maçonnerie et qu'il serait d'autant plus fâcheux de la laisser périr que cette croix en grès est très belle et que les grès qui la composent sont tout entiers et très bons, mais que les frais nécessaires pour la réparer devaient être au moins de 72 l., à cause de la hauteur de la croix et de la masse de son piédestal, les aumônes des fidèles ne pourraient suffir à cette réparation à cause de la pauvreté et de la misère des paroissiens ». Ils demandent en conséquence à être autorisés à prélever la somme nécessaire, ainsi que d'autres, sur les revenus des biens de la communauté. 28 juillet 1782. — Récepissés pour travaux de réparations à la croix de station de Lachaussée. 1782. — Récepissé par Pierre Cauchy de 61., 12 s. pour travaux à l'école. Lachaussée, 23 novembre 1782. — Récepissé par le sieur Delamarre de 91. pour ses honoraires de la visite et réception des travaux faits à l'église de Lachaussée 14 novembre 1783. — Récepissé par Charles Gavois

de 30 s., pour avoir posé les tables et les bancs de l'école de Lachaussée au mois de novembre 1783. 29 juin 1784. — Récepissé par Blimond Canteleu de 27 l. 16 s., « pour deux tables de 8 l. par chaque table et deux bancs à 4 l. par chaque banc, et un tableau pour l'usage des enfants pour apprendre à additionner, 1 l. 16 s., le tout pour l'école de ladite paroisse ». Lachaussée, 4 avril 1785, — etc.

C. 933. (Liasse.) — 22 pièces, papier.

1768-1778. — LACHAUSSEE-TIRANCOURT. — Ordonnance de l'Intendant, qui accorde à Firmin Caron une portion de tourbage égale à celle des autres habitants de Lachaussée, 5 août 1768. — Id. à Charles Mathieu. 3 juillet 1769. — Id. à Jean Ducrotoy et Louis Letitre. 13 juin 1770. — Récepissé par Philibert Brunel de 68 s. pour ses honoraires d'avoir fait la division des communes de Lachaussée pour le chauffage des habitants. Lachaussée, 2 juin 1772. — Copie d'une ordonnance de l'Intendant qui déboute les habitants de Lachaussée de leur requête aux fins de ne point accorder de chauffage à J.-B. Dupuis, « qui n'est demeurant dans leur paroisse que depuis 15 mois, et de ne point lui en accorder à moins qu'il y ait 3 ans de résidence dans leur paroisse. 13 juillet 1773. — Requête à l'Intendant par Pierre Carles, ancien cavalier d'ordre des fermes, demeurant depuis trois ans à Lachaussée, à l'effet d'être autorisé à prendre comme les autres habitants son chauffage dans les marais communs dudit lieu. 15 juillet 1773. — Requête à l'Intendant par Firmin Gadré, chirurgien à Lachaussée-lès-Piquigny, à l'effet d'obliger les habitants dudit lieu à lui donner sa part de chauffage dans les tourbages dudit lieu. 10 avril 1775. — Requête à l'Intendant par Jacques Houleau, se plaignant de ce que les autres habitants de Lachaussée veulent le priver de sa part de chauffage, parce qu'il a été absent pendant huit mois. 10 juillet 1776. — Réponse des habitants de Lachaussée à une requête du sieur Houssaux, jardinier, à l'effet d'avoir sa part au chauffage. 21 juin 1778, — etc.

C. 934. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1782-1788. — LACHAUSSEE-TIRANCOURT. — Délibération des habitants de Lachaussée à l'effet d'être autorisés à tourber pour leur chauffage. 24 mars 1782. — Id. 23 février 1783. — Requête des syndic et habitants de Lachaussée à l'Intendant, pour demander ladite autorisation. 25 mars 1782. — Id. 23 février 1783. — Id. 7 mars 1784. — Id. 10 mars 1787. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 22 mai 1782. — Id. 3 avril 1783. — Id. 21 avril 1784. — Id. 20 avril 1785. —

Id. 26 avril 1787. — Id. 24 avril 1788. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 20 août 1782. — Id. 12 août 1783. — Id. 4 août 1784. — Id. 24 août 1785. — Id. 12 juillet 1787. — Id. 7 juillet 1788, — etc.

C. 935. (Liasse.) — 26 pièces, papier
(2 imprimées, 2 plans).

1787-1789. — LACHAUSSEE-TIRANCOURT. — Requête de plusieurs habitants de Lachaussee, entre autres de Charles Deflandre, maître d'école, à M. d'Agay, intendant, à l'effet d'être exemptés de la taille, d'obtenir d'autres secours et une portion de marais à tourber dans les communes de Lachaussee, pour les aider à rebatir leurs maisons incendiées le 19 novembre précédent. 22 novembre 1788. — Délibération des curé, syndic, officiers municipaux et principaux habitants de Lachaussee établissant l'état estimatif des pertes éprouvées par l'incendie du 19 novembre, et consentant à ce qu'il soit pris dans leurs marais communs un tourbage jusqu'à concurrence de 3,053 l., pour être distribuées aux incendiés, au prorata de leurs pertes. 28 décembre 1788. — Requête de Martin Deflandre, syndic de Lachaussee, à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à prendre sur ledit tourbage une somme de 200 l., pour se fournir de 70 paniers d'osier pour le feu, et faire un pignon de pierre à l'école qui, sans cela, quoique couverte en tuile, est exposée à devenir la proie des flammes dans un nouvel incendie. 3 janvier 1789. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 28 janvier 1789. — Plan dudit tourbage. 30 janvier 1789. — Annonce de l'adjudication dudit tourbage pour le 16 février 1789 (impr. affiche). — Procès-verbal d'adjudication dudit tourbage. 16 février 1789. — « État des incendiés de la paroisse de Lachaussee-Picquigny, qui doivent participer à la somme de 3,053 l. accordée sur le produit du tourbage, en exécution de l'ordonnance de M. l'Intendant du 1^{er} de ce mois, d'après l'arrêté porté dans la délibération du 28 décembre 1788. » 21 février 1789. — « État de la perte des incendiés de la paroisse de Lachaussee-Picquigny du 19 novembre 1788 », v. 1789. — Procès-verbal d'emparquement définitif dudit tourbage. 26 février 1789. — Plan joint audit procès-verbal. — LAFRAYE (Oise). État des déboursés du syndic de Lafraye pour 1787, — etc.

C. 936. (Liasse.) — 62 pièces, papier.

1760-1773. — LANCHÈRES. — Mémoire de M. Bouteiller à l'Intendant, au sujet d'une requête des seigneur et habitants de Lanchères, par laquelle « il paraît que cette communauté est propriétaire de plusieurs parties de communes, pour lesquelles elle rend à différents seigneurs 51 l., 15 s. de cens par chacun an ; ces habitants ajoutent qu'ils payent en outre

les vingtièmes à raison de cette propriété, qu'ils doivent de plus 90 l. de rentes annuellement à différents particuliers, et qu'ils sont obligés de faire curer aussi tous les ans les fossés qui entourent ces communes pour l'écoulement des eaux, de manière que, pour satisfaire à toutes ces charges, l'homme vivant et mourant de cette communauté s'est ingéré jusqu'aujourd'hui de lever telles sommes qu'il a voulu sur les bestiaux qui se mettent en pâture dans ces communes, sans leur aveu et leur rendre aucun compte, se contentant de se retirer par-devant les officiers de la justice de M. le marquis de Gamaches, pour être autorisé à faire ces impositions, en leur payant pour ce des honoraires ». Ils considèrent ce procédé comme abusif, et demandent qu'il soit fait « défense à tous collecteurs de leur communauté de recueillir dorénavant les sommes nécessaires pour payer ces charges, si ce n'est sur un rôle par eux fait conjointement avec leur seigneur, et par vous rendu exécutoire, desquelles sommes le collecteur qui sera nommé sera tenu de leur rendre compte. » Ladite requête lui paraît juste. Abbeville, 20 novembre 1760. — Procès-verbal d'enquête par M. d'Hesbon, subdélégué à Abbeville, sur une contestation entre les seigneur, propriétaires et habitants de Lanchères au sujet du procès actuellement pendant au grand conseil sous le nom de la communauté de Lanchères contre le sieur Leseigneur. 2-3 juillet 1761. — Mémoire de M. d'Hesbon à l'Intendant, lui envoyant ledit procès-verbal avec ses observations. Cet acte « contient une vive image de toutes les passions et de tous les intérêts particuliers qui agitent et dirigent ordinairement les délibérations d'habitants. Je n'ai encore guère vu d'assemblée plus tumultueuse que celle-ci, et j'ai eu toutes les peines imaginables à y mettre tout le monde à l'aise. » Abbeville, 23 juillet 1761. — Requête à l'Intendant par Claude-Louis Vacquette, chevalier, seigneur du Cardonnoy, conseiller ordinaire du Roi en son grand conseil, seigneur de Lanchères et les habitants, dudit lieu, à l'effet qu'il soit fait défenses à tous habitants, collecteurs de ladite communauté de Lanchères, de se pourvoir par-devant d'autres juges que par-devant l'Intendant, à raison de l'imposition à mettre sur les bestiaux. 12 octobre 1761. — Requête à l'Intendant par Laurent Maison, homme vivant et mourant de Lanchères ; en réponse à celle des seigneur et habitants dudit lieu. 27 octobre 1761. — Délibération des habitants de Lanchères au sujet de ladite requête. 1^{er} novembre 1761. — « État dressé par le syndic de la communauté de Lanchères, en exécution de l'ordonnance de M. d'Invaux, intendant de Picardie, du 19 décembre 1761, des charges que ladite communauté doit acquitter

pour l'année 1761, à raison de la propriété qu'elle a des communes dudit Lanchères, Laleu, Poutraincourt et Wathiehurt, et des dépenses qu'elle a été obligée de faire pendant ladite année pour l'entretien desdites communes ». 20 janvier 1762. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant sur ladite affaire. Abbeville, 28 janvier 1762. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant, lui envoyant le rôle d'impositions que les habitants de Lanchères ont fait sur leurs bestiaux pour subvenir à leurs charges. Il le prie de l'approuver. Abbeville, 28 janvier 1762. — Ordonnance de l'Intendant rendant ledit état exécutoire. 16 mars 1762. — « Observations sur le compte du nommé Laurent Maison, tant du recouvrement qu'il a fait des sommes imposées en 1759 et 1760 sur la communauté des habitants de Lanchères, Laleu et Poutraincourt à raison du nombre de bestiaux par eux mis en pâture pendant lesdites deux années et autres sommes qu'il a touchées pour ladite communauté, que de l'emploi qu'il a fait de ces derniers ». 21 avril 1763. — Ordonnance de l'Intendant qui arrête ledit compte. 24 avril 1763. — « Compte que rend par-devant vous, monseigneur Dupleix de Bacquencourt, intendant de Picardie, Honoré Descamps, ancien syndic des habitants, corps et communauté de la paroisse de Lanchères, de la recette et dépense faites par le rendant compte pour les frais en voyage et débours, pour parvenir au jugement de l'instance que lesdits habitants de Lanchères ont eue au grand conseil contre le sieur Leseigneur, jugé par arrêt définitif du 13 juin 1763. » 3 juin 1767-18 août 1768. — « Mémoire pour parvenir à régler les habitants, corps et communauté de la paroisse de Lanchères demandeurs en reddition de comptes, contre Honoré Descamps leur ancien syndic et fermier de ladite communauté, défendeur et rendant compte » par M. Blondin, subdélégué à Saint-Valery, 10 mai 1768. — Requête à l'Intendant par les syndics ad hoc de Lanchères et hameaux en dépendant, à l'effet de rendre une prompte décision sur leur contestation au sujet des comptes d'Honoré Descamps, étant constamment menacés par leurs créanciers. 11 août 1768. — Mémoire sur la « discussion entre les habitants de Lanchères et le nommé Descamps ancien syndic, à l'occasion de la liquidation des frais d'un procès que cette communauté a perdu contre le sieur Leseigneur et le nommé Delahaye, son fermier ». 16 août 1768. — Ordonnance de l'Intendant qui arrête le compte du sieur Descamps. 18 août 1768. — Délibération des syndic et principaux habitants de Lanchères, à l'effet d'être autorisés à défricher dans leur paroisse et les hameaux en dépendant 25 à 30 journaux de communes pour « satisfaire et payer tous les dépens du procès ruineux dont la communauté a eu le malheur de succomber, et pour tâcher de se

mettre à l'abri des frais dont elle est menacée de subir ». 28 janvier 1770. — « État pour les frais faits après le compte présenté. » 8 février 1770. — Requête d'Honoré Descamps, laboureur et ancien syndic de Lanchères, à l'Intendant, à l'effet de contraindre François Watré et Nicolas de Rambures à rapporter les pièces justificatives de son compte qu'ils ont en communication depuis le 23 février précédent. 7 avril 1770. — « Débat sur le compte d'Honoré Descamps, fait par nous François Watré et Nicolas de Rambures » etc. 10 juillet 1770. — Requête d'Honoré Descamps à M. Dupleix, intendant, à l'effet de régler son compte. 16 juillet 1770. — Requête à l'Intendant par François Watré et Nicolas de Rambures à l'effet de prendre connaissance du débat qu'ils ont fait dudit compte et d'en ordonner ce qu'il appartiendra. 4 novembre 1770. — Procès-verbal par acte notarié de la délibération des habitants de Lanchères, à l'effet d'être autorisés à défricher 30 journaux de pâtures. 2 décembre 1770. — Mémoire sur ladite affaire par M. de Branlicourt. 21 décembre 1770. — « État de ce qui est dû à Charles-Xavier-Louis Leseigneur, mineur émancipé d'âge, par les habitants, corps et communauté de Lanchères ». 14 janvier 1771. — Mémoire sur la discussion entre les habitants de Lanchères et le nommé Descamps. 20 juin 1771. — Ordonnance de l'Intendant, qui arrête le compte d'Honoré Descamps, et ordonne que les habitants, corps et communauté de Lanchères seront tenus de payer au comptable la somme de 1,878 l., 1 s., 10 d., dont la dépense excède la recette. 13 juillet 1771. — État des dettes de la communauté de Lanchères. 24 novembre 1771. — Requête d'Honoré Descamps à M. d'Agay, intendant, à l'effet de régler les états de frais fournis par les habitants de Lanchères. 25 juillet 1772. — Mémoire sur ladite affaire par M. de Branlicourt. Abbeville, 11 février 1773. — « Observations sur l'état des avances et frais de voyage de François Watré, syndic de la paroisse Lanchères et de Charles Fruitier adjoint, en vertu de la délibération du 28 juin 1767, approuvée par l'ordonnance du 3 juillet suivant ». 11 février 1773. — Mémoire sur ladite affaire. 18 février 1773. — Ordonnance de l'Intendant qui approuve la cession faite de la jouissance d'un journal et demi de communes au profit d'Honoré Descamps, et d'un autre journal et demi au profit de François Watré pour six ans, etc. 19 février 1773. — Délibération des habitants de Lanchères et hameaux en dépendant, pour faire le mesurage et emparquement de 30 journaux de communes à défricher. 7 mars 1773. — Procès-verbal d'arpentage desdits 30 journaux. 8 mars 1773. — Annonce de l'adjudication de 66 mesures de communes

pour le 1^{er} avril 1773. — « État des sommes dues par la communauté de Lanchères aux dénommés ci-après, tant en principal qu'intérêts et frais, dressé en exécution de l'ordonnance de Monseigneur le comte d'Agay, intendant de Picardie, du 19 février 1773, par nous subdélégué à Abbeville soussigné. » 31 mars 1773. — Procès-verbal d'adjudication des communes de Lanchères. 1^{er} avril 1773. — Réclamation des habitants de Lanchères contre ceux du hameau de Wathiéhurt qui veulent s'opposer au défrichement de 22 journaux de communes, sous prétexte de leur proximité de leur hameau. 16 avril 1773. — Mémoire de M. de Branlicourt à l'Intendant établissant que les habitants de Wathiéhurt ne sont pas recevables dans leur opposition. Abbeville, 17 avril 1773, — etc.

C. 937. (Liasse.) — 12 pièces, papier (2 plans).

1777-1787. — LANCHÈRES. — Plan et élévation du clocher de l'église de Lanchères, XVIII^e s. — « Plan et partage de 12 journaux de terrain communal de Lanchères traversé par le canal, loués et affermés à seize particuliers ». 15 décembre 1777. — Mémoire de M. Dubrun à l'Intendant, sur une délibération des habitants de Lanchères du 11 de ce mois, « par laquelle ils demandent que vous leur permettiez de conserver à usage de labour 11 journaux et demi, moins 8 verges de terre de leurs marais communs dans la longueur que le canal de Lanchères traverse ces marais communs, lesquels 11 journaux 1/2 affermés le 7 septembre 1777 pour être mis à usage de labour. » Il pense que la sûreté des bestiaux qu'on met dans la commune et la conservation du canal demandent que les langues de terre dont s'agit continuent d'être affermées. Saint-Valery, 19 mars 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui approuve ladite délibération. 27 mars 1787. — Procès-verbal d'adjudication de la jouissance pour neuf ans de 11 journaux, 40 verges de terre de la commune de Lanchères. 9 avril 1787. — « Compte que rendent Honoré Descamps et Blimond Lephay, tous deux laboureurs à Wathiéhurt, paroisse de Lanchères nommés par les propriétaires et habitants desdits Lanchères et Wathiéhurt, par délibération du 16 février 1777, pour faire curer les anciennes courses mentionnées en ladite délibération, lesquels curements sont estimés compris les réparations à faire aux ponts, à 1,500 l. 10 s. » etc. 9 mai 1779. — Requête d'Honoré Descamps et Blimond Lephay à l'Intendant, à l'effet d'imposer sur les habitants de Lanchères une somme de 604 l., 7 s., pour subvenir aux frais desdits curements. 10 mai 1779. — Mémoire de M. Dubrun, subdélégué à Saint-Valery, sur ladite requête qui lui paraît fondée. 13 août 1779, — etc.

C. 938. (Liasse.) — 4 pièces, papier (1 plan).

1785-1787. — LANCHES. — Requête des habitants de Lanches à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à se pourvoir en justice. 18 mai 1785. — LANNOY-LES-RUE. — Plan du presbytère de Lannoy-les-Rue. XVIII^e s. — LATAULE (Oise). — État des déboursés du syndic de Lataule pour 1787. — LAUCOURT. — État des déboursés du syndic de Laucourt pour 1787.

C. 939. (Liasse.) — 13 pièces, papier (2 plans).

1769-1775. — LIERCOURT. — Requête des syndic et principaux habitants de Liercourt à M. Duplex, intendant, à l'effet d'obliger les adjudicataires de 4 journaux de prés de leurs communes à mettre les fossés en état, et d'ordonner une nouvelle adjudication desdits 4 journaux, pour subvenir aux charges de la communauté, entre autres 36 l. par an pour le clerc lai ou maître d'école. 6 juin 1769. — Mémoire de M. de Branlicourt sur ladite requête. Abbeville, 6 juillet 1769. — Note sur la même affaire. 19 juillet 1769. — Ordonnance de l'Intendant qui autorise ladite adjudication, et qui enjoint aux anciens adjudicataires de faire dans le délai d'un mois le curage des fossés 19 juillet 1769. — Annonce de ladite adjudication pour le 26 juillet 1769. — Procès-verbal de ladite adjudication. 6 juillet 1769. — Plan du marais du Pont-Remy commun avec Liercourt et Duncq pour l'usage du pâturage. 1775. — Ordonnance de M. d'Agay, intendant, qui ordonne, sur la demande en opposition des habitants du Pont-Remy, qu'il sera sursis à l'exécution du fossé demandé par les habitants de Liercourt et qui traverse les marais communs aux habitants de Liercourt, Duncq et Pont-Remy et que les travaux déjà faits seront comblés, etc. 20 juillet 1775. — « Procès-verbal de visite des pâtures communes du Pont de Remy, Duncq et Liercourt en août 1775 », par le sieur Noël, 31 août 1775. — Plan du marais du Pont-Remy, commun avec Liercourt et Duncq, annexé au précédent procès-verbal, par le sieur Noël. 31 août 1775. — Requête à l'Intendant par dame Louise-Charlotte d'Aigneville, veuve de Louis-Bernard de Camp, comte de Mannay, capitaine des grenadiers au régiment royal de la marine, dame de Liercourt, et les autres propriétaires et habitants dudit Liercourt, formant opposition à l'ordonnance du 20 juillet 1775. 9 octobre 1775 ; et ordonnance de l'Intendant qui les déboute de leur opposition. 3 novembre 1775, — etc.

C. 940. (Liasse.) — 2 pièces, papier (1 plan).

1786-1787. — LIGNIÈRES-LES-ROYE. — État des déboursés du syndic de Lignières pour 1787. — LIGNIÈRES-HORS-FOUCAUCOURT. — « Élévation du petit clocher de

l'église du village de Lignières-Foucaucourt. » 24 avril 1786.

C. 941. (Liasse.) — 15 pièces, papier.

1777. — LIOMER. — Requête de Joseph Morel, syndic, et autres habitants de Liomer, au bailli de la terre et seigneurie dudit lieu, à l'effet d'être autorisés à assigner par-devant lui le sieur Charles Hatté, agent d'affaires du comte d'Hervilly, seigneur de Liomer, pour avoir dérangé et baissé les vannes des relais de la rivière dudit Liomer, ce qui les expose à être inondés par les eaux sauvages. 21 février. — Sentence du bailli de la seigneurie de Liomer, qui autorise par provision les habitants de Liomer à remettre lesdites vannes en état, pour parer à l'inondation des eaux sauvages. 22 février. — Requête des syndic, corps et communauté de Liomer à l'Intendant, à l'effet d'obtenir justice dans l'instance qu'ils ont contre le sieur Hatté meunier du comte d'Hervilly leur seigneur. 28 février. — Requête à l'Intendant par Joseph Morel, syndic, et autres habitants de Liomer, à l'effet qu'il soit fait défense au sieur Hatté de toucher aux vannes du relais dont s'agit. 4 mars. — Procès-verbal d'enquête sur ladite affaire par Louis-François Grévin, notaire royal à Abbeville, procureur postulant à la justice seigneuriale de Liomer, faisant fonction de juge en l'absence du bailli de ladite justice. 8 mars. — Sentence du bailli seigneurial de Liomer, qui renvoie la cause par-devant l'Intendant. 10 mars. — Requête de Charles Hatté à l'Intendant, à l'effet de débouter les syndic et habitants de Liomer de leur demande. 22 mars. — Mémoire de M. Delegorgue sur ladite affaire. 16 juin, — etc.

C. 942. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1780-1787. — LŒUILLY. — Procès-verbal d'adjudication de la dépouille de plusieurs portions de communes de Lœuilly. 11 juillet 1780. — Requête à l'Intendant par les habitants de Lœuilly, à l'effet d'être autorisés à toucher sur les deniers provenant des communes en réserve de leur paroisse la somme de 1,007 l., 18 s., pour être ajoutée à celle de 2,000 l. qu'une personne pieuse avait laissée à leur paroisse pour l'établissement d'une sœur d'école pour les filles, ladite somme de 2,000 l. étant insuffisante pour cet établissement qui serait « un avantage des plus grands pour notre paroisse. » 9 mars 1782. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant de demander aux habitants de Lœuilly les pièces qui tendent à prouver la consignation de la totalité de la somme, et d'y joindre ses propres observations. 2 avril 1782. — Requête des habitants de Lœuilly à l'Intendant, à l'effet d'approuver la délibération qu'ils ont prise à cet égard. 11 octobre 1783. — Mémoire de M. Derveloy

à l'Intendant. Il pense qu'il y a lieu d'approuver la délibération des habitants de Leuilly du 13 août 1781 « en ce qui touche l'emploi d'une somme de 4,000 l. en rentes pour la pension de la maîtresse d'école dont s'agit, et attendu que le sieur Lucas est dépositaire d'une somme 3,500 l. dont 2,000 provenant d'une personne inconnue, et 1,500 des largesses de différents habitants, d'autoriser le receveur des deniers communaux à avancer la somme de 500 l. nécessaire pour parfaire ledit emploi, l'autoriser même à avancer s'il est besoin une somme de 400 l. à la charge de justifier par-devant vous de l'emploi qui en sera fait. » Amiens, 15 octobre 1783. — Ordonnance de l'Intendant qui autorise les syndic et quatre principaux habitants de Lœuilly à faire faire la tonture des peupliers plantés dans leurs marais et à faire la vente des fagots en provenant. 8 avril 1787, — etc.

C. 943. (Liasse.) — 39 pièces, papier (4 plans).

1755-1790. — LONG-SUR-SOMME. — Lettre de M. de Long à l'Intendant, le priant d'autoriser ses vassaux à tourber pour leur chauffage de la présente année. Paris, 20 février 1755. — Délibération des syndic, échevins et habitants de Long, à l'effet d'être autorisés, comme précédemment, à tourber pour leur chauffage. 24 mars 1782. — Id. 2 mars 1783. — Id. 22 février 1784. — Id. 4 mars 1787. — Requête du syndic de Long à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à tourber. 25 mars 1782. — Id. 4 mars 1783. — Id. 22 février 1784. — Id. 21 mars 1790. — « État des feux de la communauté de Long et Catelet. » 1782. — Id. 1783. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 16 mai 1782. — Id. 7 avril 1783. — Id. 19 avril 1784. — Id. 1785. — Id. 23 avril 1787. — Id. 21 avril 1788. — Id. 5 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 17 août 1782. — Id. 9 août 1783. — Id. 31 juillet 1784. — Id. 22 août 1785. — Id. 9 juillet 1787. — Id. 5 juillet 1788. — « Plan, élévation et profils actuels du pont en charpente du village de Long, levés les 25 juillet 1757 et jours suivants par le sieur Dufour, sous-ingénieur des ponts et chaussées, en conséquence des ordres de M. l'Intendant. » Amiens, 15 février 1758. — « Second projet du pont en charpente du village de Long-sur-Somme, ayant pour objet la reconstruction de la culée du côté du Nord à construire en maçonnerie établie sur pilotis, racinaux et plates-formes » par Dufour. Amiens, 30 avril 1758. — « Détail estimatif des reconstructions et réparations à faire au pont de bois construit en 1741 sur la rivière de Somme, d'après la visite et l'état de situation que nous en avons dressé, en juillet 1757, en conséquence des ordres de M. l'Intendant

datés du 8 mars, ensemble la requête des habitants, corps et communauté dudit Long et leur délibération, » par Dufour. Amiens, 30 avril 1758. — « État de situation du pont de bois construit en 1741 sur la rivière de Somme au lieu dit le village de Long, suivant la visite que nous en avons faite les 24 juillet dernier et jours suivants », etc., par Dufour. Amiens, 30 avril 1758. — « Détail estimatif des réparations à faire au pont de bois construit en 1741 sur un des bras de la Somme entre les villages de Long et Longpré », etc., par Dufour. Amiens, 2 mai 1758. — Lettre de M. Trudaine à M. d'Invaux, intendant, lui envoyant « une requête de M. de Buissy, officier dans le régiment des gardes françaises, qui demande la permission d'établir dans le lieu et châellenie de Long, dont il est seigneur haut-justicier ; deux marchés qui se tiendront les mercredi et samedi de chaque semaine. » Il le prie de communiquer ladite requête aux paroisses circonvoisines et autres intéressés et de lui envoyer son avis sur le tout. 27 juillet 1763. — Lettre de l'Intendant à M. Bouteiller lui envoyant ladite requête, pour faire le nécessaire. Paris, 17 août 1763. — Lettre de M. de Buissy à l'Intendant, lui demandant son avis, et lui recommandant ladite affaire. Paris, 12 septembre 1763. — Mémoire de M. Bouteiller à l'Intendant. Tous les villages voisins s'opposent à cet établissement et lui aussi, bien que pour des raisons différentes, ne voit aucune nécessité d'établir ledit marché à Long. Abbeville, 29 octobre 1763. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine. Il ne pense pas que l'opposition des lieux circonvoisins où il y a des marchés doive influencer sur l'établissement d'un nouveau. Si, comme on le prétend, l'établissement dont il s'agit ne doit procurer aucune utilité, il ne peut en tous cas léser personne. Si le marché est fréquenté, ce sera une preuve qu'il était utile de l'établir : s'il ne l'est pas, personne n'aura souffert de la permission qui en aura été accordée. Il croit « que ce serait un bien qu'on voulut essayer partout d'en établir. » Amiens, 30 novembre 1763. — Requête à l'Intendant par Jean-François-Félix Cailly, marchand de tourbes à Long, à l'effet d'autoriser les adjudications qui lui ont été faites de terrains à tourber des communes de Long et Catelet. 25 avril 1782. — Délibération des syndic, échevins et habitants de Long, arrêtant de donner à surcens à Jean-François-Félix Cailly un terrain pour y établir une maison. 12 mai 1782, — etc.

C. 944. (Liasse.) — 9 pièces, papier (1 plan).

1769-1789. — LONGPRE-LES-AMIENS. — « Réponse à la requête des habitants de Longpré du 15 août 1769 » — Appréciation d'un tourbage demandé par les habitants de Longpré, 18 juillet 1785. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage.

19 août 1785. — Plan dudit tourbage 19 août 1785. — Signification aux officiers municipaux d'Amiens de l'opposition faite par les habitants de Longpré à ce que lesdits officiers municipaux fassent piquer ou houer dans une portion de prairie dont lesdits habitants de Longpré jouissent de temps immémorial. 7 novembre 1787, — etc.

C. 945. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1757-1787. — LONGPRE-LES-CORPS-SAINTS. — Requête à M. d'Invaux, intendant, par Jean-Baptiste Thuillier receveur de Belloy, demeurant à Tirancourt, à l'effet de ne payer que 10 sols par verge pour un fossé qu'il a pratiqué dans les communes de Longpré, au lieu de 20 sols que veulent lui réclamer les habitants dudit lieu. 26 février 1757. — Avis de M. Ducastel sur ladite requête. Il pense qu'il y a lieu de fixer l'indemnité à raison de 10 s. la verge, et ordonner le mesurage par experts. 3 mars 1757. — Requête des syndic, échevins et principaux habitants de Longpré à l'Intendant, en réponse à celle de Jean-Baptiste Thuillier. 15 mars 1757. — Ordonnance de l'Intendant qui nomme les sieurs Léger, inspecteur des communes, et Philibert Brunel, arpenteur, pour mesurer le terrain litigieux et fixer l'indemnité à accorder aux habitants de Longpré. Paris, 9 avril 1757. — Avis de M. Ducastel sur ladite affaire. 7 mai 1757. — Ordonnance de l'Intendant, qui condamne Jean-Baptiste Thuillier à payer annuellement au profit de la communauté de Longpré 12 l. pour le dédommagement de 56 verges de terrain par lui occupé pour l'ouverture dudit fossé, etc. Paris, 18 mai 1757. — Lettre de Pierre Tillez, syndic de Longpré, à M. Derveloy, subdélégué, se plaignant de ce que les deux échevins nommés par la justice du lieu pour régler et partager les communes entre les habitants ont fait cette année dans leur partage « cinquante portions de trop, qu'ils ont vendues à la criée argent comptant, de façon qu'avec environ deux journaux un quartier desdites prairies et communes qu'on a affermé... ils ont fait cette année ici 485 l. d'argent, et tous les pauvres habitants crient vengeance contre lesdits échevins. » Il lui demande le moyen d'empêcher ces malversations. Longpré-les-Corps-Saints. 18 juin 1787. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, lui faisant part de la précédente. Amiens, 22 juin 1787. — Réponse de l'Intendant à M. Derveloy. Il ordonnera, comme il le lui propose, le dépôt de la dite somme de 485 l. entre les mains du syndic. Mais auparavant, il le prie de communiquer aux échevins la demande du syndic et de prendre leur réponse par écrit. 25 juin 1787, — etc.

C. 946. (Liasse.) — 4 pièces, papier. (3 imprimées).

1750-1759. — LONGUEAU. — « Mémoire signifié pour les syndic, habitants, corps et communauté du village de Longueau intimés, contre le Chapitre de l'église cathédrale d'Amiens, appelant de sentence rendue en la maîtrise particulière des Eaux et Forêts d'Amiens, le 12 juillet 1748 », au sujet de la propriété des arbres plantés dans les marais de Longueau. 20 octobre 1750 (impr. 11 p. in-fol.). — « Mémoire signifié pour le chapitre de l'église cathédrale d'Amiens appelant, demandeur, contre les habitants de Longueau intimés, défendeurs » (impr. 18 p. in-fol. 1750). — « Examen des requêtes respectivement présentées par les habitants et communauté de Longueau, et par le chapitre d'Amiens ». 14 février 1755. — « Mémoire signifié pour le chapitre de l'église cathédrale d'Amiens, seigneur haut justicier de Longueau appelant défendeur, contre les habitants de Longueau intimés demandeurs. » 12 juin 1759 (impr. 36 p. in-fol.).

C. 947. (Liasse.) — 34 pièces, papier.

1751-1758. — LONGUEAU. — « Copie de la requête présentée à M. Chauvelin le 1^{er} avril 1751 par les habitants de Longueau », à l'effet de faire examiner et sonder le terrain destiné à creuser une nouvelle rivière dans les marais de Longueau ; « Copie du procès-verbal fait pour ce sujet par le sieur Biart. » 18 mars 1751. — Requête des habitants de Longueau à l'Intendant, se plaignant de ce que les sieurs Davalet et Duflos, adjudicataires des ponts et chaussées de Longueau, « se seraient avisés de pratiquer depuis quelque temps un nouveau canal au travers des communes dudit Longueau, et d'en tirer la tourbe en grande quantité qu'ils se sont appropriée et s'approprient au préjudice des suppliants, à qui lesdites tourbes appartiennent ». 19 mai 1752. — Réponse du sieur Davalet à la requête des habitants de Longueau. 7 juin 1752. — Nomination d'experts. 5 août 1752. — Nomination par les syndic et principaux habitants de Longueau de six principaux d'entre eux, pour être présents aux opérations à faire par l'ordonnance de l'Intendant du 28 juillet précédent au nouveau canal ouvert dans le marais de leur commune. 6 août 1752. — Procès-verbal de visite du lit du nouveau canal prescrite par l'ordonnance des 28 juillet 1752. 10 août 1752. — « État certifié véritable par Alexandre Davalet entrepreneur des ponts de Longueau. » Amiens, 5 octobre 1752. — Lettre de M. Trudaine à M. d'Aligre, intendant, lui envoyant un mémoire par lequel le nommé Davalet « demande à être déchargé de payer à la communauté de Longueau les 2,092 l. auxquelles vous l'avez condamné envers cette communauté par votre ordonnance du 26 décembre

dernier, pour le prix de la tourbe qui s'est trouvée dans le terrain excavé pour former le canal du pont de Longueau, ou que, si cette condamnation avait lieu, il lui soit accordé une indemnité de 4,000 l. ». Il a examiné la question attentivement « et si les faits sont tels qu'on me les a assurés, je crois que vous penserez qu'il ne serait pas juste que cet entrepreneur fut écrasé, surtout s'il a travaillé en honnête homme, et que ses ouvrages soient bien faits ». Il le prie en conséquence de s'en faire rendre compte à nouveau. Paris, 27 février 1753. — Nouveau mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 22 mars 1753. — Certificat de M. Beaudouin sur le canal de Longueau. 20 décembre 1753 (copie). — « Réception des ouvrages portés en l'art. 5. de l'état du Roy de 1753. » Amiens 10 novembre 1754 (copie). — Certificat de M. Fropos sur ledit canal v. 1754 (copie). — Lettre de M. Trudaine à M. d'Invaux, intendant, lui envoyant les pièces de la contestation entre les habitants de Longueau et le sieur Davalet, le priant d'en conférer avec l'ingénieur et de lui donner son avis sur le tout. Paris, 29 août 1755. — Requête d'Alexandre Davalet à M. d'Invaux, intendant, appelant de l'ordonnance de M. d'Aligre du 22 décembre 1752 qui l'avait condamné en 2,092 l. envers les habitants de Longueau. 22 septembre 1755. — « Mémoire et avis de M. d'Invaux, intendant de Picardie, sur la contestation d'entre le sieur Davalet, entrepreneur des ponts et chaussées d'une part, et les syndic et habitants de la paroisse de Longueau, d'autre » etc. Il estime qu'il y a lieu de mettre à néant l'appel interjeté par le sieur Davalet de l'ordonnance de M. d'Aligre. Amiens, 9 octobre 1755. — Lettre de M. Trudaine à M. d'Invaux, lui exprimant qu'ayant éprouvé quelques difficultés à se conformer à son avis, il a fait examiner l'affaire par un homme compétent qui pense absolument comme lui. Il lui envoie son avis lui demandant les observations qu'il peut avoir à y faire. Paris, 23 décembre 1755. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine. Amiens, 28 décembre 1755. — Arrêt du conseil d'État qui, sans s'arrêter à l'ordonnance de M. d'Aligre, condamne le sieur Davalet à payer à la communauté de Longueau une somme de 1,500 l., à titre d'indemnité. Versailles, 3 février 1756. — « Certificat de réception du pont de Longueau, art. 5 de l'état du Roi de 1753. » par M. Fontblanche, ingénieur. Amiens, 30 mai 1756. — Requête d'Alexandre Davalet à M. d'Invaux, intendant, à l'effet d'obtenir des indemnités pour les pertes qu'il a souffertes dans la construction du canal de Longueau. 29 août 1758. — « Représentations faites par Alexandre Davalet, entrepreneur des ponts de Longueau, sur l'augmentation qu'il est juste de lui accor-

der pour les ouvrages ci-après » etc. v. 1758. — « Observations particulières » sur l'affaire du sieur Davalet. v. 1758. — etc.

C. 948. (Liasse.) — 7 pièces, papier.

1745-1754. — LONGUEAU. — Requête des habitants de Longueau à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à affermer pour neuf nouvelles années une portion de communes pour payer les frais de la refonte d'une cloche. 4 avril 1745. — Requête à l'Intendant par Alexis Bossu, manouvrier à Longueau, adjudicataire de ladite portion de communes, se plaignant de ce que le sieur Flamant, marchand de tourbes, a interrompu sa jouissance en y étendant des tourbes. 12 janvier 1753. — Réponse des habitants de Longueau à ladite requête. 27 janvier 1753. — Procès-verbal d'arpentage par Nicolas de Flocques, clerc lai et arpenteur de Glisy, de ladite portion de communes. 27 avril 1753. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire. Amiens, 22 septembre 1754, — etc.

C. (Liasse.) — 30 pièces, papier.

1763-1780. — LONGUEAU. — Constitution par la communauté de Longueau, de 40 l. de rente aux carmes déchaussés d'Amiens, pour la somme de mille livres. 26 juin 1763. — Requête à l'Intendant par les curé, manants et habitants de Longueau, à l'effet d'être autorisés à se pourvoir au bailliage d'Amiens contre le chapitre de la cathédrale de cette ville qui veut les assujettir à un droit de champart qu'ils ne doivent point, et les obliger « de souffrir la rupture de leur dixmeaux, pour fournir à leurs fermiers la dixme des grains qui se récoltent sur le terrain, avant que le laboureur enlève ses grains ». Ils demandent en outre à emprunter une somme de 1,000 l. pour payer ce qu'ils doivent et fournir aux frais dudit procès. 29 juin 1763. — Délibération des habitants de Longueau, arrêtant de prendre sur le produit de l'ébranchement des arbres de leurs marais de quoi payer les dettes de leur communauté. 26 janvier 1772. — Requête à l'Intendant par les habitants de Longueau, à l'effet d'être autorisés à prendre sur le produit de l'ébranchement une somme de 200 l. pour le paiement d'une rente qu'ils doivent aux sieurs Demoiselle et Leuillier. 4 janvier 1773. — « Compte que rendent par-devant vous, Monseigneur l'intendant de Picardie, Nicolas Blandin et Charles Roselet, habitants du village de Longueau et syndics nommés par leur communauté pour la suite des affaires en litige. » Longueau, 11 juillet 1776. — Délibération des habitants de Longueau, à l'effet de nommer quatre principaux d'entre eux, pour la remise et vérification des titres et pièces en vertu desquels leur communauté est débitrice. 18 décembre 1779. — « Mémoire des nommés Nicolas Blandin et Charles Roselet, tous deux syndics ad hoc de la communauté de Longueau,

nommés par acte de délibération et autorisation de Monseigneur d'Invau, lors intendant, depuis y compris 1761, jusques et compris 1771 », etc. Longueau, 20 février 1780. — Délibération des habitants de Longueau, qui nomme Pierre de Beauvais et Marc-Antoine d'Heilly députés à l'effet de solliciter tant à Paris qu'à Versailles le procès qu'ils ont contre les officiers municipaux d'Amiens. 10 avril 1774. — « État des débours, avances et voyages faits par Marc-Antoine d'Heilly, syndic de la paroisse de Longueau, depuis et compris 1773, jusques et compris 1776. Longueau, 15 février 1777. — Délibération des habitants de Longueau, qui nomme Marc-Antoine d'Heilly et Boniface Lescarbotte pour suivre ledit procès. 25 février 1778. — « État des débours, avances, peines et voyages dus par la communauté de Longueau à Marc Antoine d'Heilly, ancien syndic de ladite communauté, et syndic ad hoc nommé pour suivre les affaires de ladite communauté dans la contestation d'entre MM. les officiers municipaux de la ville d'Amiens et elle, à l'occasion du tourbage », etc. Longueau, 8 juin 1778. — « État des débours et avances faits par Pierre Beauvais et Marc-Antoine d'Heilly, députés par la communauté de Longueau, pour aller solliciter le jugement de l'opposition formée par ladite communauté à l'arrêt de provision obtenu par défaut au conseil des Finances du Roi, par MM. les officiers municipaux de l'hôtel de ville d'Amiens, le 21 septembre 1773, qui autorise lesdits officiers à tourber 24 journaux de marais dans les marais dudit Longueau » v. 1778. — « Compte que rend par devant Votre Grandeur, Monseigneur l'intendant de Picardie, aux habitants, corps et communauté du village de Longueau, le nommé Antoine d'Heilly, syndic dudit Longueau, de la gestion et administration qu'il a eues des deniers procédant de la vente et ébranchement des arbres plantés dans les marais communs dudit Longueau appartenant à ladite communauté. » v. 1780. — Délibération des habitants de Longueau approbative dudit compte. 2 février 1780, — etc.

C. 950. (Liasse.) — 5 pièces, papier (2 plans).

1780-1781. — LONGUEAU. — Arrêté par M. Ducastel des dettes de la communauté de Longueau. 11 janvier 1780. — Procès-verbal d'adjudication de parties de communes de Longueau jusqu'à concurrence de 14,000 l. 10 avril 1781. — « Plan d'une partie du terroir de Camon et de Longueau » v. 1781. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage de Longueau. 9 mai 1781. — « Plan figuratif d'une portion de la commune de Longueau,

relatif tant à l'adjudication qui en a été faite, qu'au procès-verbal d'emparquement tenu le 9 mai 1781 ».

C. 951. (Liasse.) — 20 pièces, papier.

1786-1790. — LONGUEAU. — Délibération des habitants de Longueau, à l'effet d'être autorisés à vendre les blancs et ormes plantés dans leurs marais et qui dépérissent, pour du produit de ceux-ci faire une nouvelle plantation. 25 mai 1786. — Requête des habitants de Longueau à l'Intendant, pour obtenir ladite autorisation. 25 mai 1786. — Délibération des chapitre d'Amiens, propriétaires externes et habitants de Longueau, consentant à la vente desdits arbres. 11 juin 1786. — « État estimatif des arbres, ormes et blancs qui existent dans les marais et communes de la paroisse de Longueau » v. 1786. — Mémoire de M. Derveloy qui ne voit aucun inconvénient à autoriser ladite vente. Amiens, 12 juin 1786. — Réclamation des officiers municipaux d'Amiens contre la délibération du 11 juin précédent, comme préjudiciable à leurs droits sur les marais de Longueau, et opposition faite par eux à ladite vente. 6 juillet 1786. — Avis de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite réclamation. Amiens, 18 juillet 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy. Il pense, comme les officiers municipaux d'Amiens l'observent, que lesdits arbres ne sont pas encore arrivés à un point de maturité tel qu'on doive craindre de sitôt leur dépérissement. Il lui demande où en est le procès pendant depuis longtemps entre la communauté de Longueau et la ville d'Amiens, et le prie de lui donner tous les éclaircissements qu'il aura pu se procurer à cet égard. 31 juillet 1786. — Requête à l'Intendant par Cécile de Beauvais, veuve de Louis d'Heilly, fermière à Longueau, à l'effet d'être autorisée à faire abattre un orme pour pouvoir clore de murs une grange qu'elle possède audit Longueau. 15 février 1787. — Délibération des habitants de Longueau, à l'effet d'être autorisés à mettre ledit orme en adjudication avec 25 autres arbres qui sont morts. 18 mars 1787. — Observations du syndic de Longueau sur ladite délibération. Longueau 18 mars 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant. Il pense qu'il faut surseoir à cette demande jusqu'au jugement de la contestation entre les habitants de Longueau et la ville d'Amiens. Amiens, 19 mars 1787. — Réponse de l'Intendant à M. Derveloy. Si les arbres dont il s'agit sont réellement morts, il y a lieu de les mettre en adjudication, ainsi que celui qui est réclamé par la veuve d'Heilly, sauf à mettre le produit sous séquestre jusqu'au jugement de la contestation. Il le prie d'engager les officiers municipaux à s'assurer de l'état desdits arbres, et à prendre promptement un parti qui fasse cesser les réclamations des habitants

de Longueau. 24 mars 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy sur une nouvelle requête des habitants de Longueau, qui se plaignent du dépérissement des ormes plantés sur leur commune. Il le prie de demander aux officiers municipaux d'Amiens copie du procès-verbal de la visite qu'ils ont dû faire faire desdits arbres. 27 décembre 1787. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale au bureau intermédiaire du département d'Amiens, sur une requête des habitants de Longueau qui se plaignent d'avoir été troublés dans la jouissance de leurs marais communs par les officiers municipaux d'Amiens. Amiens, 13 mai 1789. — Lettre au sujet des tourbages de Longueau. 11 mai 1790, — etc.

C. 952. (Liasse.) — 11 pièces, papier.

1783-1787. — LOUVENCOURT. — Requête des habitants de Louvencourt à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à plaider. 23 octobre 1786. — Mémoire de M. Santerre sur la requête des habitants de Louvencourt qui demandent « à intervenir en deux causes pendantes au bailliage d'Amiens entre leur seigneur et deux particuliers de la même paroisse, au sujet de fossés ouverts par ceux ci sur leurs héritages contigus à un chemin, et que le seigneur et les habitants qui veulent se joindre à lui soutiennent devoir être comblés en partie, pour le passage avec charrues et voitures dans les terres au-dessus ». Doullens, 6 avril 1787. — Notes sur ladite affaire. 10 avril 1787. — Lettre de Firmin Tripet à M. Maugendre sur ladite affaire. Louvencourt. 17 avril 1787. — Consultation des avocats du comité, émettant l'avis que la délibération des habitants de Louvencourt doit être autorisée. Amiens, 2 mai 1787. LUCHEUX. — « État des revenus patrimoniaux du bourg de Lucheux et des octrois qui se perçoivent à son profit, ensemble des charges tant ordinaires qu'extraordinaires », d'où il résulte que « le peu de titres qui étaient à la maison de ville ont été consumés par l'incendie de 1708. » 1723. — État des revenus annuels et des dépenses ordinaires de la communauté de Lucheux. 14 octobre 1759. — LUCHY (Oise). — État des déboursés du syndic de Luchy pour 1787. — LUZIERES. — Consultation du sieur Maillart, au sujet du droit de parcours dans la coutume de Clermont. Amiens, 1^{er} octobre 1784. — Lettre de M. Dehault de Lassus à M. Maugendre, au sujet d'une contestation qu'il a avec les habitants de Monsures relativement au marais de Luzières. Bouchain, 10 décembre 1784, — etc.

C. 953. (Liasse.) — 5 pièces papier (1 plan).

1768-1787. — MACHIEL. — Requête à M. Dupleix, intendant, par les syndic, marguilliers, corps et communauté de Machiel, partie Ponthieu et partie bailliage d'Amiens, à l'effet d'être autorisés à renouveler le bail de deux journaux de leurs communes, pour subvenir aux charges de leur communauté. 10 juillet 1768 ; et ordonnance de l'Intendant qui autorise l'adjudication desdites communes. 22 avril 1769. — MAIGNELAY (Oise). — État des déboursés du syndic de Maignelay pour 1787. — MAINTENAY (Pas-de-Calais). — « Plan de l'église de Maintenay, pour faire voir les réparations urgentes à y faire. » XVIII^e s., — etc.

C. 954. (Liasse.) — 29 pièces papier.

1752-1789. — MAREUIL-CAUBERT. — Récépissés des sommes dues par la communauté de Mareuil, pour le droit d'usage des marais d'Épagnette. 1752-1779. — Délibération des habitants de Mareuil, nommant Jean-Charles Legrand et Jean-Baptiste Robart, à l'effet de présenter en leur nom requête à l'Intendant, pour obtenir des ressources pour la reconstruction du presbytère. 21 avril 1782. — Requête des habitants de Mareuil à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à donner une portion de leur commune du grand marais d'Épagnette, à faculté de tourber, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire à la reconstruction de leur presbytère. Ils font valoir que la même ressource a été accordée récemment aux habitants d'Épagnette pour réparations à leur église. 28 avril 1782. — « Réponse des habitants de Mareuil, sous l'approbation de messire Augustin-Louis-Charles marquis de Lameth, leur seigneur, au mémoire des habitants d'Épagnettes, concernant les marais communs entre ces habitants. » 13 juillet 1783. — « Réponse des habitants de Mareuil à la réplique de ceux d'Épagnettes, datée du 1 novembre 1783. » 16 mai 1784. — Requête des habitants d'Épagnettes à l'Intendant, à l'effet d'approuver la délibération par laquelle ils ont résolu de se défendre en justice contre la demande du marquis de Lameth, à fin du triage du marais d'Épagnettes. 21 septembre 1786. — Mémoire de M. Delegorgue sur la délibération des habitants d'Épagnettes, qui entendent se défendre de la demande formée par le nommé Domet sous le nom de sa mère. 21 octobre 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui défend à la veuve Domet de se pourvoir contre les habitants d'Épagnettes, ailleurs que par-devant lui. 9 novembre 1786. —

Requête des habitants d'Épagnettes à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à conserver en réserve 12 journaux de communes, pour par eux en user comme ils faisaient auparavant. 10 avril 1787. — Mémoire de M. Delegorgue sur la demande des habitants d'Épagnettes. Il pense

que l'on peut autoriser ceux-ci. Abbeville, 2 juillet 1787. — Ordonnance de l'Intendant qui autorise l'adjudication de ladite portion de commune. 7 juillet 1787. — Procès-verbal d'adjudication desdites portions de communes. 30 juillet 1787. — Requête des habitants de Mareuil à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication 12 journaux réservés à leur profit dans la commune, d'entre eux et les habitants d'Épagnettes. 10 mai 1789. — Mémoire de M. Dargnies à l'Intendant. Il pense qu'il y a lieu d'accorder ladite autorisation. Abbeville 16 juin 1789. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise les habitants de Mareuil à faire exécuter les réparations à faire aux différents ponts, fossés, etc. de leurs marais communs, jusqu'à concurrence de 322 l., et pour le paiement desdits travaux, ordonne la mise en adjudication de 12 journaux de prés mis en réserve au profit de la communauté de Mareuil, dans le marais dudit lieu. 20 juin 1789, — etc.

C. 955. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1773-1790. — MAREUIL-CAUBERT. —

« Honoraires et frais dus à M. Cousin, avocat en la Cour. » 3 avril 1773. — Requête des syndic et habitants de Mareuil à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication 6 à 7 journaux de marais, pour payer des avances faites par la damoiselle veuve Barbier. 21 mars 1777. — Mémoire de M. Delegorgue favorable à ladite requête. 12 avril 1777. — Lettre de l'Intendant aux ministres, les informant que les habitants de Mareuil « ayant refusé le paiement des droits d'aides, 4 commis et 6 fusilliers du régiment de Bervick se sont transportés le 26 du mois dernier chez le nommé Dauxy, cabaretier et buraliste dans ce village, à l'effet de vérifier ses boissons et d'arrêter ses registres. Le peuple s'est attroupé, l'on a sonné le tocsin au village de Caubert, voisin de celui de Mareuil ; tous les paysans des paroisses de Caubert, Villers et le Scellier, armés de faux, de fourches, bâtons, etc., y sont accourus, ont attaqué les commis et les soldats, ont pris leurs registres et ceux du buraliste qu'ils ont déchirés : les commis et soldats assaillis de pierres ont été obligés de fuir. L'on informe à l'élection d'Abbeville de cet attroupement qui est fort grave, quoiqu'il n'y ait eu personne de tué ni de blessé dangereusement. » 3 mars 1790, — etc.

C. 956. (Liasse.) — 28 pièces papier.

1756-1787. — MAREUIL-LA-MOTTE (Oise).

— Lettre de M. de Beaumont à l'intendant de Soissons, relativement à une contestation entre les

habitants de Mareuil et ceux de La Motte-Havet, sur la propriété d'un canton de bois, le priant de tâcher d'amener les parties à conciliation. Compiègne, 14 juillet 1756. — Lettre de M. Méliand, intendant de Soissons, à l'Intendant, lui renvoyant la lettre de M. de Beaumont, Mareuil étant dans la généralité de Picardie. Soissons, 18 juillet 1756. — Lettre de l'Intendant à M. Martinot, le priant de faire venir les syndics de Mareuil et de La Motte, afin de tâcher de les concilier. Saint-Valery, 21 juillet 1756. — Lettre de M. de Gournay à M. d'Invau, le priant de tâcher de concilier les habitants de Mareuil et de La Motte, ses vassaux, afin de leur éviter un procès coûteux. Gournay 11 août 1756. — Lettre de M. Martinot à l'Intendant. Il pense que si l'Intendant voulait amener les deux syndics par-devant lui, il pourrait les décider à arranger l'affaire amiablement. Montdidier, 15 septembre 1756. — Lettre de M. Martinot à l'Intendant, lui envoyant les mémoires des deux communautés, qui s'en rapportent à son avis. Montdidier, 18 septembre 1756. — Notes au sujet de ladite affaire. 8 octobre 1756. — Requête des habitants de La Motte-Havet à l'Intendant, se plaignant de ce que leurs adversaires enlèvent les bois en litige, sans leur en faire part, et le suppliant de les en empêcher jusqu'à ce qu'il ait rendu sa décision. 18 novembre 1756. — « Mémoire sur l'affaire d'entre les habitants de Mareuil-La-Motte d'une part, et les particuliers habitants de La Motte-Havet de l'autre. 22 novembre 1756. — Réponse de l'Intendant à M. de Beaumont, l'informant que les habitants de Mareuil et de La Motte sont prêts à se concilier, et des mesures qu'il a prises pour interrompre le procès et éviter les frais. Remiencourt, 22 novembre 1756. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui proposant un tempérament pour terminer ladite affaire. Paris, 18 février 1757. — Lettre de l'Intendant à M. Martinot, le priant de faire connaître aux parties la proposition de M. de Beaumont, et de les engager à l'accepter. Amiens, 22 février 1757. — Réponse de M. Martinot à l'Intendant. Le syndic de Mareuil lui a mandé, qu'après avoir donné communication de sa lettre aux habitants, ils ont déclaré ne pouvoir consentir à ce qu'on leur propose. Montdidier, 25 mars 1757. — Lettre de l'Intendant à M. de Beaumont, lui faisant part de la réponse de M. Martinot. Paris, 29 mars 1757. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui envoyant une nouvelle requête des habitants de Mareuil au Conseil, au sujet de la contestation qu'ils ont avec ceux de La Motte-Havet, le priant de la faire communiquer à

ceux-ci, pour voir s'ils adopteront l'arrangement proposé. Paris, 25 juillet 1759. — Mémoire de M. Martinot à l'Intendant, l'informant que les habitants de La Motte refusent absolument toutes les propositions ; il croit qu'il n'y a qu'un ordre supérieur qui puisse les engager à faire cet arrangement. Montdidier, 18 décembre 1759. — État des déboursés du syndic de Mareuil-La-Motte pour 1787, — etc.

C. 957. (Liasse.) — 3 pièces papier (1 plan).

1752-1788. — MARICOURT. — Plan de Maricourt. XVIII^e s. — MARLY. — Lettre de la municipalité de Marly sur les communes dudit lieu. Marly, 5 mai 1788. — MARLES (Pas-de-Calais). — Lettre de M. Auvringhen à l'Intendant, sur un placet des habitants de Marles qui demandent à tourber leurs marais pour leur chauffage. Boulogne, 15 décembre 1752.

C. 958. (Liasse.) — 23 pièces papier (2 plans.)

1658-1738. — MARQUENTERRE. — Arrêt de la sénéchaussée de Ponthieu, rendu entre François Lequen, écuyer, sieur de Moyenneville, conseiller du Roi, trésorier général des finances en Picardie, et Pierre de Villeray, seigneur de Villers-sur-Authie, à cause de dame Henriette de Gouy, sa femme, sœur et héritière par bénéfice d'inventaire de défunt Henri de Gouy, vivant sieur de Campremy et dudit Villers demandeur, d'une part, et Jean Hibon, Jacques Perembert, Nicolas Flamen et Pierre Delozier, habitants du pays de Marquenterre défendeurs, de l'autre, qui condamne lesdits Jean Hibon et consors à réparer une digue ou royon ou battant en mer, par eux rompue, et à la remettre en bon et suffisant état, etc. 23 décembre 1658. — Requête des maieur et échevins du Marquenterre à M. Chauvelin, intendant, se plaignant de ce que les anciens greffiers ou leurs héritiers refusent de délivrer des expéditions des actes qu'ils ont reçus, et qu'ils conservent chez eux malgré les règlements, « ce qui apporte un dérangement considérable dans les familles. » Ils demandent que les anciens greffiers et leurs héritiers soient condamnés à déposer et remettre au coffre littéral de la mairie, toutes les minutes des actes qu'ils ont reçus et passés. 26 juin 1731 ; ordonnance de l'Intendant qui ordonne que, dans la quinzaine, tous ceux qui auront des minutes d'actes reçus et passés en la mairie du Marquenterre, ensemble des titres ou papiers ayant rapport à ladite mairie, seront tenus de les remettre au coffre littéral. Amiens, 13 juillet 1731. — Requête à l'Intendant par les maieur et échevins du Marquenterre, exposant que, malgré l'ordonnance du 13 juillet 1731, les veuves et

héritiers des anciens greffiers refusent de remettre lesdits titres. 5 janvier 1733. — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, portant que les revenus de communes aliénées du Marquenterre seront déposés entre les mains d'un collecteur, et que les habitants qui en tiennent quelque partie, en feront la déclaration au greffe de la subdélégation de Montreuil. 19 novembre 1733. — « Extrait des déclarations faites au greffe de la subdélégation de Montreuil par les habitants de Quend, des biens immeubles à eux aliénés par les maire et échevins dudit Quend, pour satisfaire à l'ordonnance de Mgr. l'Intendant, du 18 novembre 1733. » 2 juillet 1734. — « Plan du pays appelé Marquenterre en Ponthieu. » 1736. — Certificats de publication de l'ordonnance de l'Intendant du 17 mai 1737, au sujet des réparations à faire dans le Marquenterre. 1737. — « Plan général des molières du Marquenterre ». 1738, — etc.

C. 959. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1740-1743

— MARQUENTERRE. —

Consultation des sieurs Leroy, Brunel et Delavigne, avocats, pour les habitants du Marquenterre, relativement à la propriété des terres qui composent ce pays. 17 septembre 1740. — Lettre de M. de Saint-Jullien à l'Intendant, lui envoyant l'arrêt du Conseil rendu le 16 août précédent, au sujet des molières du Marquenterre. Rue, 16 septembre 1740. — Arrêt du conseil d'État, qui évoque audit conseil l'instance pendante en la sénéchaussée de Ponthieu entre le sieur de Châteauneuf et le curé de Quend, pour raison des dîmes prétendues sur les molières du Marquenterre nouvellement défrichées, pour être jointe à celle d'entre les héritiers du comte de Boulainvilliers, le comte de Mailly, l'abbaye de Saint-Valery et les habitants du Marquenterre. 7 mars 1741. — Requête de M. Bernard de Rieux, président au parlement de Paris et du comte de la Boissière, lieutenant de Roi de Dieppe, afin de faire dresser un procès-verbal des molières bornées et désignées dans le brevet du don du Roi de 1716. 29 mars 1741. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que par-devant M. de Saint-Jullien, subdélégué, il sera dressé procès-verbal des molières bornées et désignées dans le brevet du don du Roi de 1716, etc. 29 mars 1741. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant sur l'affaire du Marquenterre. Paris, 14 avril 1741. — Délibération des habitants du Marquenterre, qui députent Charles Cozette, leur curé, et M de Lamiré de la Retz, pour agir en leur nom dans la poursuite du procès

qu'ils ont contre les héritiers du sieur de Boulainvilliers, et qui s'opposent à l'établissement d'une église dans la molière et à l'édification d'aucune autre avant le rétablissement de leur église paroissiale, acceptant d'ailleurs l'offre faite par M. de la Retz d'un terrain pour bâtir une chapelle au pont de la Maye, etc. 16 avril 1741. — Lettre de M. de la Boissière à l'Intendant sur ladite affaire. Molières du Marquenterre, 11 mai 1741. — Copie d'une requête des maire, échevins et habitants du Marquenterre au conseil d'État, à l'effet d'être reçus opposants à l'exécution de l'arrêt du Conseil du 16 août 1740, qui ordonne, avant faire droit, qu'il sera par l'intendant d'Amiens dressé procès-verbal de l'état des lieux contentieux, comme aussi des demandes, dires, etc. des parties, etc., et de renvoyer les parties au Parlement. 29 mai 1741. — Lettre de M. de la Boissière à l'Intendant, lui envoyant ladite requête, qui est selon lui en « tissu de mensonges. » Dieppe, 24 juin 1741. — Mémoire de M. Pingré sur ladite affaire. Les moyens d'opposition formés par les habitants du Marquenterre à l'arrêt du Conseil du 16 août 1740, lui paraissent fondés, et il est d'avis que les parties doivent être renvoyées au Parlement. Foucaucourt, 8 juillet 1741. — « Précis pour les maire, échevins, corps et communauté du pays de Marquenterre, contre les héritiers du feu comte de Boulainvilliers, concernant la propriété des molières du Marquenterre. » Janvier 1742. — Lettre de M. de Châteauneuf à l'Intendant sur la contestation qu'il a avec le curé de Quend au sujet de la dixme. Amiens, 22 avril 1742. — Procès-verbal des demandes, dires et contestations, relatifs au procès pendant entre le sieur de Châteauneuf et le curé de Quend, pour la perception des dixmes sur les molières. 10 mai 1742. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, l'informant que la contestation entre le curé de Quend et le sieur de Châteauneuf a été terminée par un arrêt du Conseil qui accorde à ce dernier l'exemption de la dixme pendant les dix premières années de son exploitation des molières. Paris, 16 juillet 1742. — « Mémoire contenant l'avis de M. Chauvelin, sur la contestation d'entre les sieurs comte de la Boissière et président de Rieux, représentant feu M. le comte de Boulainvilliers, donataire du Roi, par brevet de 1716, d'une certaine quantité de molières du Marquenterre, et les maire et échevins, habitants dudit Marquenterre, opposants. » v. 1743. — « Extrait des titres, pièces et procédures respectivement produites tant au Parlement qu'au Conseil, dans le procès d'entre les sieurs de la Boissière et de Rieux, représentant M. le comte de

Boulainvilliers, et les habitants du Marquenterre, au sujet du don fait en 1716 au sieur comte de Boulainvilliers d'une certaine quantité de molières. » v. 1743. — « Mémoire contenant l'avis de M. Chauvelin sur la contestation d'entre le sieur de Châteauneuf et le sieur curé de Quend, au sujet de la dixme des molières nouvellement encloses et desséchées. » v. 1743, — etc.

C. 960. (Liasse.) — 36 pièces papier.

1758-1759. — MARQUENTERRE. — Réponse des maire et échevins du Marquenterre à la requête présentée par Louis-Claude Heudre, éclusier. Quend, 27 février 1752. — Mémoire de M. Blondin sur deux requêtes dudit Heudre, aux fins de paiement de ses gages sur le pied de 200 l. Abbeville, 2 mars 1752. — Requête des habitants du Marquenterre à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber dans leurs marais pour leur chauffage. 28 mars 1758. — Certificat de M. Nozot, ingénieur en chef de Montreuil, établissant que c'est à tort que les maire et échevins de Rue se sont avisés d'avancer que ce marais était impraticable, et qu'il était impossible d'en faire le mesurage et l'arpentage prescrits par l'arrêt du Conseil du 17 septembre précédent. Villers-sur-Authie, 14 novembre 1763. — Protestation par Sébastien Huart, maître serrurier, demeurant à Rue, contre une délibération pour plaider contre le comte d'Houdan, et au bas de laquelle on a extorqué sa signature. 20 avril 1775. — Lettre du comte d'Houdan à l'Intendant, lui envoyant ladite protestation, et le prévenant contre ladite délibération, qui a été extorquée aux habitants de Rue par trois ou quatre « mauvais praticiens qui sont les sangsues de notre peuple. » Abbeville, 23 avril 1775. — Lettre de M. Gaucher à M. Dallery, premier échevin de la ville de Rue, lui expliquant pourquoi il n'a pu se dispenser de convoquer ladite assemblée. 23 avril 1775. — Lettre de l'Intendant à M. de Branlicourt, lui envoyant les délibérations des habitants de Rue et de Vercourt, à l'effet d'être autorisés à plaider contre le comte d'Houdan, ainsi qu'un mémoire de celui-ci, le priant de prendre des éclaircissements sur cette affaire et de lui en rendre compte. Amiens, 21 mai 1775. — Requête des habitants de Vercourt à l'Intendant, à l'effet d'autoriser la délibération qu'ils ont prise pour plaider contre le comte d'Houdan. 16 juin 1775. — Mémoire de M. de Branlicourt à l'Intendant. Les habitants de Rue et de Vercourt paraissent fondés dans leur réclamation. Abbeville, 8 juillet 1775. — Mémoire sur une

demande faite par les habitants de Saint-Quentin et Froise, de faire le curement de toutes les courses qui composent les différentes nocages de ce canton. 12 novembre 1784. — Procès-verbal de perquisitions chez les habitants de Quend, par Antoine Godard, inspecteur des chasses et bois du comte d'Artois, en Ponthieu, pour s'assurer s'ils ne détiennent pas de tourbes en contravention des défenses publiées l'année précédente. « Étant sur le point d'entrer chez le nommé Jacques Lenoir, tailleur d'habits et aubergiste, dans la cour duquel on voyait un tas de tourbes, est survenu comme un furieux le nommé Devauchel, père, magister et greffier de cette même communauté, lequel ayant débuté par repousser d'un coup de poing moi Godard, m'a dit, ainsi qu'à mes confrères, que nous étions sans ordres et sans droits de faire de semblables perquisitions, qu'il avait lui-même de la tourbe chez lui, qu'il nous défiait d'y aller, qu'il se moquait de tous nos rapports ainsi que des défenses et affiches, qu'il allait se mettre à la tête de la communauté et qu'il la soutiendrait ; et ses menaces et ses cris ayant rassemblé autour de nous une quantité de personnes qui allait toujours s'augmenter, et qui s'écriait qu'il fallait prendre des fourches et fourchets pour nous recevoir, nous avons cru prudent de nous retirer, en déclarant audit Devauchel procès-verbal de rébellion. » 16 août 1786. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, lui rendant compte de ladite perquisition qu'il a ordonnée, parce qu'un certain nombre des particuliers poursuivis pour raison du tourbage paraissent se moquer des ordonnances. « Il y a une espèce de confédération général à Rue et à Quend. Ceux qui sont venus à grâce ont été bafoués des autres habitants. En un mot, la dévastation des marais ne fait que s'augmenter de jour en jour. » Il demande qu'il soit fait des exemples. 19 août 1786. — Ordonnance de l'Intendant qui condamne les nommés Douzinel et Devauchel, chacun en 500 l. d'amende. 24 août 1786. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, lui rendant compte de l'exécution de ladite ordonnance. « Mes deux gaillards étaient aux aguets depuis que l'ordonnance a été imprimée et affichée ; ils se sont évadés et cachés. La maréchaussée est revenue les mains vides ; mais ils ont bien senti que ce n'était que partie remise, et qu'ils ne pouvaient pas toujours rester hors de chez eux. Ils sont venus ce matin me supplier de consentir qu'ils se rendissent en prison, sans esclandre et sans l'appareil de la capture, avec offre de payer tous les frais, et prier d'intercéder auprès de vous, Monsieur, pour obtenir remise de l'amende. Je me suis fait tenir à quatre pour leur

donner la permission de se rendre en prison. » Cependant, la perquisition de leur personne ayant été publique, l'effet moral est produit : et comme on saura d'ailleurs qu'ils sont en prison, il lui demande de leur faire remise de l'amende et de les mettre en liberté après 8 jours de détention. Novembre 1786. — Procès-verbal dressé par les gardes du comté de Villers, contre plusieurs particuliers qui extrayaient des tourbes en contravention dans le marais sous la ferme de Halbourdin. 14 juin 1786. — Lettre de M. d'Houdan, envoyant un mémoire pour réformer un abus qui se commet dans le marais de Villers. Villers, 15 juin 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui déclare confisquées les tourbes extraites en contravention, et condamne les délinquants en 500 l. d'amende. 25 juillet 1786. — Lettre de M. d'Houdan, au sujet d'une assemblée des habitants de Villers, pour demander à faire des tourbes dans leurs marais. Villers, 2 avril 1787. — Requête de l'Intendant par les propriétaires, maire et échevins du Marquenterre, à l'effet de fixer les sommes dont la communauté est débitrice, en raison des procès qu'elle a soutenus, et d'être autorisés à aliéner pour un temps une portion de leurs communes, pour parvenir au paiement desdites dettes. 15 juin 1789. — Lettre de M. Dargnies à l'Intendant au sujet des tourbages du Marquenterre et des moyens d'y rétablir l'ordre. Abbeville, 25 juin 1789, — etc.

C. 961. (Liasse.) — 25 pièces papier.

1759-1790. — MAULERS (Oise). — État des déboursés du syndic de Maulers pour 1787. — MEAULTE. Certificat des principaux habitants de Méaulte, attestant la nullité des motifs invoqués par Athanase Engramer, pour refuser la charge de syndic. 27 novembre 1774. — Lettre de M. d'Agay, intendant, à M. Balis, lui envoyant une ordonnance par laquelle il autorise les habitants de Méaulte à faire à leur presbytère une réparation estimée à 500 l. 16 mai 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui réduit et arrête la dépense desdites réparations à 490 l. et ordonne qu'il sera procédé au rôle de répartition de ladite somme sur les habitants. 5 avril 1787. — « Procès-verbal de l'assemblée de la paroisse de Méaulte, pour l'élection de trois nouveaux membres, qui doivent compléter l'assemblée municipale de ladite paroisse, en exécution du règlement de S. M. du 8 juillet 1787, et de l'ordonnance de MM. du bureau intermédiaire au département de Péronne, du 15 avril dernier. » 4 mai 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Balis, lui envoyant une requête des habitants de Méaulte, qui se plaignent de ce que

les bergers de cette paroisse conduisent leurs troupeaux dans un endroit destiné au pâturage des vaches des pauvres, ce qui porte préjudice à ceux-ci. Il le prie de faire savoir aux suppliants que c'est aux juges ordinaires qu'ils doivent s'adresser. Amiens, 1^{er} juin 1789. — MEHARICOURT. — État des déboursés du syndic de Méharicourt pour 1787. — MENEVILLERS (Oise). — Lettre de M. de Courteille à M. d'Invau, intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur une requête des syndic et habitants de Ménévillers, qui demandent « d'être autorisés à rentrer en possession de 30 journaux ou environ de marais situés le long de la rivière d'Aronde, entre les villages de Montiers et de Vacquemoulin, dont les pères Jésuites du collège Louis-le-Grand, en qualité de seigneurs de Vacquemoulin, se sont emparés. » Paris, 16 novembre 1761. — Réponse de l'Intendant à M. de Courteille. Il pense qu'il y a lieu de donner communication de ladite requête aux Jésuites du collège Louis-le-Grand qui sont intéressés en cette affaire, à cause de la réunion qui a été faite à ce collège de la mense abbatiale de l'abbaye de S. Martin-aux-Bois. Amiens, 30 novembre 1761, — etc.

C. 962. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1759-1788. — MERICOURT-SUR-SOMME. — Avis de M. Ducastel sur le compte de la dépense de deux ponts, dont l'Intendant a autorisé la construction sur les communes de Méricourt. 1 août 1659. — Sentence de la maîtrise des eaux et forêts de Noyon, qui autorise la communauté de Méricourt à vendre quatre journaux de tourbages. Noyon, 13 octobre 1786. — Procès-verbal d'adjudication de 4 journaux de marais à tourber à Méricourt. 6 novembre 1786. — Consultation des avocats du comité, sur une contestation entre les habitants de Méricourt et ceux de Proyard, au sujet d'une portion de communes. Amiens, 18 avril 1788, — etc.

C. 963. (Liasse.) — 6 pièces papier (3 plans).

1779-1789. — LE MESGE. — Plan et coupe du presbytère du Mesge. 29 mai 1779. — MESNIL-CONTE-VILLE (Oise). — État des déboursés du syndic de Mesnil-Conteville pour 1787. — MESNIL-ST-GEORGES. — Plan de Mesnil-St-Georges. XVIII^e s. — MIANNAY. — Requête des syndic et assemblée municipale de la paroisse de Miannay et Lambercourt au bureau intermédiaire du département d'Amiens, exposant qu'ils ne possèdent aucunes communes, et demandant à prendre possession de quelques terrains vagues et sans propriétaires. Miannay, 12 mai 1788.

— Lettre du chevalier de Reynard à M. Sagnier, à Marquenneville, à l'effet d'être mis au rôle de la capitation de Miannay, pour pouvoir toucher sa pension. Miannay, 28 avril 1789.

C. 964. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1714-1787. — MIRAUMONT. — « Compte que fait et rend par-devant vous, MM. les lieutenants et premiers échevins en charge de l'échevinage de Miraumont, Denis de Lestrée, ancien dudit Miraumont, en la présence de Pierre Delattre, lieutenant de la terre et seigneurie de Miraumont, des principaux et anciens échevins, habitants dudit Miraumont, de tous les biens et revenus de la ville de Miraumont, qu'il a reçus ou dû recevoir en l'année 1713, jusques à finir à pareil jour de la sainte Trinité 1714. » — Id. par Antoine Arrachart 1716, 1717, 1718. — Id. par François Nangiez. 1718, 1719. — « État des revenus patrimoniaux et de fonds dus et restant appartenant à la ville de Miraumont, élection de Péronne, subdélégation d'Albert. » 4 février 1759. — « État des revenus et charges de la ville et communauté de Miraumont ». 1^{er} octobre 1777. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, favorable à une requête des officiers municipaux de Miraumont, qui demandent à faire des travaux de réparations au pont en bois qui conduit au Petit Beaumont, et qui tombe de vétusté. Péronne, 20 avril 1787, — etc.

C. 965. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1755-1781. — MOLLIENS-VIDAME. — Avis de M. Ducastel, au sujet du remboursement des avances faites par les syndics ad hoc dans les contestations de la communauté de Molliens-Vidame, avec le duc de Chaulnes et le chapitre de Picquigny. Amiens, 30 octobre 1755. — Requête à M. d'Agay, intendant, par Pierre-Marie de la Haye, écuyer, seigneur châtelain de Molliens-Vidame, réclamant son autorité contre « la déprédation que font les maire et échevins de Molliens-le-Vidame des revenus dudit hôtel de ville, qu'ils emploient mal à propos, et plus particulièrement à certains jours fixes de chaque année, en dépenses de cabaret, au lieu de les rapporter à leur véritable emploi. » 17 mai 1780. — Requête de Pierre de Lahaye à l'Intendant, se plaignant de ce que « les maire, échevins et receveur de l'hôtel de ville dudit Molliens, sortis de l'exercice dernier, sont décidés à ne pas lui rendre les comptes par lui ordonnés, ni même de répondre davantage aux lettres d'ordre de son subdélégué à ce sujet, attendu, disent-ils, ne pas dépendre de lui, sur ce qui concerne les revenus communaux. »

11 août 1780. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite affaire, et ajoutant : « Dans cette paroisse, les habitants sont plaideurs, tortillards et entêtés. Ce serait assez qu'ils sentissent que leurs comptes ne doivent se rendre que par-devant leur seigneur ou ses officiers, pour profiter du défaut de forme prise à cet effet, et se pourvoir contre les ordonnances qui tendraient à les forcer d'obéir ailleurs. » Amiens, 22 août 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel le priant d'exiger les dits comptes sous peine de désobéissance « et leur faire dire qu'en cas de refus, je prendrai les ordres du Roi pour les faire punir sévèrement. » Amiens, 9 septembre 1780. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, l'informant que, malgré ses sommations, les officiers municipaux de Molliens-Vidame ne donnent aucun signe de vie. Il lui propose deux moyens de les contraindre à rendre leurs comptes. Amiens, 16 octobre 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, le priant de se rendre à Molliens-Vidame, de convoquer les officiers municipaux, et leur faire représenter sur-le-champ leurs comptes, et, s'ils refusent, d'en dresser procès-verbal et leur annoncer qu'ils paieront personnellement les frais de son déplacement et tous ceux qu'occasionnera leur refus. 4 novembre 1780. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, le priant d'examiner une requête du seigneur de Molliens-Vidame sur la déprédation des revenus de cette communauté, et sur la nécessité de faire rendre compte au maire. Paris, 24 juillet 1781. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 20 août 1781. — Mémoire de l'Intendant à M. Joly de Fleury. Il lui propose la suppression de l'échevinage, qui est inutile, et même nuisible dans une localité si peu importante, qui ne contient qu'environ 240 feux et qui n'est pas comprise dans les municipalités établies par l'édit de 1771. « Il est de la dernière indécence que les habitants de Molliens résistent depuis un grand nombre d'années à tous les ordres que mes prédécesseurs et moi avons donnés pour avoir connaissance de l'emploi des revenus de cette communauté. C'est la seule paroisse de Picardie où l'on éprouve de pareilles difficultés, sous le prétexte d'une ancienne charte (de 1209) tombée en désuétude, et contraire à tous les règlements faits postérieurement pour la bonne administration des biens des communautés. » Il propose en outre d'ordonner que les officiers municipaux des années 1778, 1779 et 1780 seront tenus de rendre leurs comptes devant lui. Amiens, 6 septembre 1781, — etc.

C. 966. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1784-1790. — MONSURES. — Requête des maire, officiers municipaux et conseil général de la communauté de Monsures au lieutenant général au bailliage et comté de Clermont en Beauvoisis, sur une contestation qu'ils ont avec le sieur Pierre-Charles de Haut, ci-devant seigneur de Lassus et Luzières, au sujet de leurs marais et communes. v. 1789. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Monsures, constatant que, étant en contestation avec le sieur de Lassus au sujet d'un fossé qu'ils ont fait combler dans leurs communes, celui-ci « qui préfère les voies d'autorité aux voies judiciaires, s'est avisé d'envoyer ce jour d'hui le nommé Labranche, son garde, armé d'un fusil, escorté de trois cavaliers de la maréchaussée de la brigade de Poix et six soldats du régiment de Conty, chez le procureur syndic de la municipalité dudit Monsures pour l'arrêter, comme si le comblement du fossé dont il s'agit était plus son ouvrage que celui des autres habitants, que le procureur syndic étant alors absent, cette troupe armée s'est permis des violences et des menaces dans sa maison ; qu'étant arrivé un instant après, il demanda de quel ordre cette troupe armée se présentait chez lui, qu'on lui répondit durement qu'on n'avait pas d'ordres à lui montrer, que les autres membres de la municipalité, instruits des violences que l'on exerçait envers son procureur, ont sur-le-champ convoqué au son de la cloche une assemblée de la communauté, qu'une grande partie des habitants s'étant rendue en la maison du procureur syndic, lieu ordinaire des assemblées, ils demandèrent aux cavaliers de maréchaussée la représentation des ordres dont ils devaient être porteurs, que, sur cette représentation qui leur a été faite avec toute la modération possible, l'un desdits cavaliers commanda aux soldats du régiment de Conty de mettre bayonnette au bout du fusil et se jeta sur-le-champ sur le secrétaire de la municipalité, que les soldats du régiment de Conty, ayant mis bayonnette au bout du fusil, l'un des habitants leur observa que leur conduite et celle des cavaliers de maréchaussée était très imprudente, que l'intention de la communauté n'était point de se permettre aucune violence, mais qu'ils leur conseillaient de ne pas en donner l'exemple, qu'ils devaient savoir qu'ils ne pouvaient agir sans ordres, ni se dispenser de les exhiber ; qu'alors un des cavaliers, reconnaissant l'irrégularité de leur procédé, dit aux soldats de Conty de remettre leurs bayonnettes dans leurs fourreaux, après quoi il fit lecture d'une

lettre de M. Saint-Léger, lieutenant de la maréchaussée d'Amiens. Alors le procureur syndic de la municipalité observa que cette lettre ne pouvait être que l'effet d'une délation sourde de la part du sieur Delassu, qu'elle avait été évidemment surprise, sur un faux exposé, à la religion de M. Saint-Léger ; qu'au surplus les cavaliers avaient outrepassé leur mission, en se permettant des violences.... Après quoi plusieurs membres de la municipalité ayant demandé aux soldats de Conty de quel ordre et à quelle réquisition ils assistent les cavaliers de maréchaussée, ils répondirent qu'ils n'avaient aucun ordre : qu'ils avaient été envoyés à Luzières sur la réquisition du sieur Delassus, et qu'y étant arrivés, ils ont été sur-le-champ commandés par les personnes qui sont actuellement en la maison dudit sieur Delassus, d'escorter lesdits cavaliers de maréchaussée, sans qu'ils eussent même le temps de prendre les nourritures dont ils avaient besoin, mais qu'ils reconnaissaient qu'ils avaient eu tort et faisaient leurs excuses à l'assemblée..... Lesdits cavaliers et les soldats de Conty se sont retirés. Après quoi, la communauté restant assemblée, considérant que, dans la circonstance où l'assemblée nationale travaillait effectivement à la régénération de la liberté française, où elle a déjà détruit l'aristocratie féodale, sous laquelle les habitants des campagnes n'ont que trop longtemps gémi, la conduite que le sieur Delassus vient de tenir à leur égard, est un attentat à leur liberté, qu'elle est d'autant plus répréhensible, qu'elle leur a troublé l'ordre et la tranquillité publiques ; pourquoi la communauté a arrêté que la présente délibération sera adressée à l'assemblée nationale, avec prière d'interposer son autorité, pour mettre la communauté de Monsures à l'abri des violences que l'esprit de féodalité et d'aristocratie du sieur Delassus pourrait se permettre contre quelqu'un de ses membres. » 7 octobre 1789. — Lettre du sieur Thierry à son frère, procureur à Amiens, le priant de lui envoyer un modèle de procès-verbal de la nouvelle élection de la municipalité, dont il lui donne la composition : « M. le curé, président, Victorice Maréchal, secrétaire, et moi maire, le sieur François Caussin échevin premier nommé, et Claude Cornette aussi nommé échevin », etc. Monsures, 9 janvier 1790. — Délibération du conseil général de la commune de Monsures, qui arrête de donner, sous le nom collectif de la communauté de Monsures, une requête d'intervention en l'instance introduite au bailliage de Clermont, de la part du sieur de Lassus, contre plusieurs habitants de Monsures, à cause du comblement dudit fossé dans les marais communs,

à Monsures et à la Luzières, et sur lesquels le sieur de Lassus prétend, à tort, avoir des droits. 21 mars 1790. — Requête au lieutenant général du bailliage, domaine et comté de Clermont, contenant les moyens du sieur de Lassus contre les habitants de Monsures. 27 octobre 1790, — etc.

C. 967. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1786-1787. — MONSURES. — Requête des habitants de Monsures à M. d'Agay, intendant, à l'effet d'approuver les devis, marchés et conventions par eux faites pour la confection d'une horloge publique dans le clocher de leur église. v. 1786. — Lettre des sieurs De Berny et Thierry au sujet de ladite horloge. Monsures, 23 octobre 1786. — « Devis contenant les proportions en grandeur et épaisseur qui doivent être observées pour le rouage d'une horloge à faire et à placer dans le clocher de l'église de Monsures. » 22 octobre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui demandant des éclaircissements sur ladite requête. 11 février 1786. — Lettre du comte de Bourdin, seigneur de Monsures, à M. Derveloy, lui envoyant le devis de ladite horloge et de la délibération qui en a été la suite, l'entretenant des empêchements mis par les sieurs de Berny et Thierry. Monsures, 23 octobre 1785. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, au sujet de l'opposition faite par lesdits de Berny et Thierry au devis de ladite horloge, qui se monte à 400 l., voulant en faire prévaloir un autre de 700 l. Amiens, 26 octobre 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui, sans avoir égard à ladite opposition, approuve le devis de 400 l. 29 novembre 1786. — Procès-verbal de réception de ladite horloge. 7 juin 1787, — etc.

C. 968. (Liasse.) — 40 pièces papier. (2 imprimées)

1676-1789. — MONTDIDIER. — « Règlement du Conseil sur la manière de procéder à l'élection et nomination des maieur et échevins de la ville de Montdidier..... fait et arrêté par le Roi étant en son conseil d'État, tenu à Montdidier le 17^e jour d'avril 1676. » — Remontrances du procureur du Roi au bailliage et gouvernement de Montdidier à M. Chauvelin, intendant contre le sieur Trespaigne, ci-devant maire alternatif supprimé, et qui s'est fait rétablir par arrêt du Conseil, pour avoir, malgré l'arrêt du conseil d'État de 1676, laissé continuer le sieur Bauchy de Boullencourt dans la charge d'échevin, pour une seconde année 1719 ; et ordonnance de l'Intendant, qui annule l'élection dudit sieur Bauchy de Boullen-

court. Amiens, 25 juillet 1719. — Mémoire de M. Mouret sur la requête présentée par le procureur fiscal contre la précédente ordonnance. « Il ne tourne pas à la gloire du procureur fiscal, qui prétend parler au nom des habitants, de dire que la fonction de garde aux archives est à proprement parler inutile, n'y ayant que des chiffons et papiers de peu de conséquence. Il est vrai qu'il est assez jeune pour ignorer bien des choses, mais cependant il sait comme tout le monde que la ville a ses revenus et ses privilèges ; fera-t-on passer pour papiers de rebut ceux qui les concernent ? Je veux qu'il y en ait une bonne partie de soustraits : donnera-t-on pour cela les mains à laisser envahir le reste ? Le peu qui s'en trouve est toujours précieux, quand ce ne serait même que les minutes des sentences dispersées de toutes parts, que le sieur maieur prend soin de rassembler, pour être déposées, comme les autres titres, entre les mains du garde des archives. » Montdidier, 12 novembre 1730 : — Ordonnance de l'Intendant, qui déboute le procureur fiscal de sa requête. Amiens, 12 février 1731. — « Délibération des habitants de Montdidier, à l'effet d'être autorisés à mettre en vente la commission de receveur des deniers patrimoniaux et celle de garde des archives, pour payer les dettes les plus pressantes dont la ville est accablée, et les travaux urgents à faire au pavé de la ville qui est rompu et impraticable, au collège qui tombe en ruines, etc., de demander un moyen de subvenir au surplus desdites dépenses, et enfin qu'à l'avenir, les maieurs dont les habitants auraient été contents, pour avoir bien régi, ne fussent point changés et relevés chaque année, mais qu'ils puissent être continués pendant deux et trois, ainsi qu'il se pratique dans les villes voisines. » 28 septembre 1732. — Requête des maieur, échevins, avocat et procureur fiscaux de Montdidier à M. Chauvelin, intendant, lui exposant le désordre où se trouvent les finances de leur ville, et lui demandant, pour subvenir à ses charges, l'autorisation de mettre en vente les charges de receveur des deniers patrimoniaux et de garde des archives ; lui représentant en outre que, pour le bien de l'administration, il soit « permis aux habitants de pouvoir continuer pendant deux ou trois années, dans les fonctions et exercice de la magistrature, ceux de qui ils auraient eu lieu d'être contents, et ce, parce qu'il est impossible qu'un maire annal acquière ni le respect, ni l'autorité, ni la connaissance des affaires de la ville qu'un prédécesseur laisse souvent très dérangées, ni que, pendant une année, il puisse s'attacher suffisamment au bien et intérêt de la chose publique, qu'il y a eu par-dessus une espèce

d'indécence qu'un maire, le plus souvent titré et en dignité, devienne subalterne et sous-ordonné à un particulier qui n'en a d'autre que celui de s'être fait élire, ce qui donne lieu et occasionne nombre d'abus, d'entreprises mal conçues et de changements, au détriment et charge du public. » Septembre 1732. — « Extrait du règlement concernant la forme de l'élection des maires et échevins de la ville de Montdidier, du 17 avril 1676. » — « État des recettes et dépenses faites par le sieur Bosquillon, receveur des derniers patrimoniaux de la ville de Montdidier, pendant les années de magistrature de MM. Martinot et de Baillon, ensemble des fonds restants pendant celle de M. Caron, à présent maieur. » 11 octobre 1732. — Requête à l'Intendant par MM. Fourmant, prévôt royal, syndic de la prévôté ; de Parviller, syndic du grenier à sel ; Bosquillon, syndic de l'élection ; Pillon-Delatour, syndic des avocats, et Gambart, médecin syndic, protestant contre une délibération portée de porte en porte dans la ville de Montdidier, « dont les sujets également importants intéressent particulièrement les premiers corps de la ville, lesquels nous avons l'honneur de représenter, » et demandant que ladite délibération leur soit communiquée. Montdidier, 20 octobre 1732. — Requête des maieur et échevins de Montdidier à l'Intendant, se plaignant de ne pas avoir la libre disposition des Archives, dont les clefs sont entre les mains du procureur du Roi au bailliage. Ils exposent que « les maieurs précédents se sont contentés, quand ils ont eu besoin de quelques titres concernant les intérêts de la ville, de prier le sieur procureur du Roi de venir lui-même faire ouverture des armoires, et il ne leur a jamais abandonné les pièces nécessaires, que sous un récépissé. Mais quel inconvénient n'arrive-t-il pas de là ? Il faut prier le procureur du Roi ; s'il est absent, il faut différer les affaires pressantes ; s'il est occupé à ses fonctions, il faut retarder. En un mot, il faut que le maieur indépendant, prenne le temps d'un autre. Quel dégoût pour un maieur de se voir dans cette dépendance, pour un manque de confiance dans sa personne, et que cette confiance seule soit toute entière dans la personne du procureur du Roi ? Les titres appartiennent incontestablement aux habitants, qui sont représentés par le maieur et les échevins à leur tête. Il y a un procureur fiscal en la mairie, également choisi par le peuple ; quel droit le procureur du Roi a-t-il d'avoir les clefs à son exclusion ? » Et ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que le procureur du Roi au bailliage remettra les clefs des Archives entre les mains du maire de Montdidier, à condition que ledit maire et ses

successeurs se chargeront de l'inventaire, titres et papiers. Amiens, 1 août 1729. — Mémoire de M. Mouret sur ladite affaire. Montdidier, 7 mai 1730. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne la remise, par le procureur du Roi au bailliage, des papiers de la mairie de Montdidier au maire de ladite ville, pour être procédé au récolement desdits papiers, et ceux-ci être mis en la garde et possession du sieur François Cotelte, procureur à Montdidier, nommé garde desdites archives, et que les clefs desdites archives seront remises : « une entre les mains du maire en exercice, l'autre en celles dudit garde des archives, et la troisième en celles du procureur fiscal. Ne pourront les maire et échevins exiger dudit garde des archives la communication d'aucuns titres ou papiers pour être déplacés, qu'en se chargeant par eux, sous leur récépissé, et s'obligeant de les remettre à la première réquisition dudit garde, lequel, en faveur et considération du service qui sera par lui rendu gratuitement à la ville, nous avons, du consentement desdits maire et échevins, dispensé et dispensons de la sujétion au logement des gens de guerre et ustensiles, et ce tant qu'il nous plaira et à nos successeurs. » 9 mai 1730. — Délibération des maire, échevins et avocat fiscal de Montdidier, sur l'opposition formée par le procureur fiscal de ladite ville, contre la nomination du sieur Cotelte comme garde des Archives. 20 août 1730. — Requête du sieur Cotelte à l'Intendant, se plaignant de ce que, malgré l'ordonnance de M. Chauvelin du 9 mai 1730, qui le commet à la garde des archives de la ville de Montdidier, cette commission de garde des Archives vient d'être mise en vente dans une assemblée de ville, sous prétexte de subvenir aux dettes de la ville que l'on « fait monter à plus de 3.000 l., dont le contraire se prouve par le certificat du receveur de la ville. Et l'on s'est bien donné de garde de l'appeler à cette assemblée, lui qui était la partie principale, et qui aurait fait connaître que toutes les dettes de la ville se trouveront acquittées par la recette de cette année, avec un revenant bon de 273 l., toutes charges payées. » Montdidier, 21 octobre 1732. — Lettre de M. Mouret à l'Intendant sur ladite affaire. « A l'égard des deux autres propositions que doit contenir la délibération qui vous est adressée, elles regardent, je crois, la vente de commission de receveur et celle de garde des Archives. Je pense que c'est assez sans réflexion qu'on propose de les diviser, les deux commissions devant convenir à la même personne et se réunir. Au surplus, il peut être intéressant de les mettre en vente, pour tâcher de boucher quelques dettes la ville étant effectivement fort arriérée par rapport aux rentes qu'elle doit, mais

toujours sans division, afin d'éviter la multiplicité d'exemptions qu'on ne pourrait refuser. Le sieur Cotelte, qui vous écrit, n'a d'autre droit dans la chose, sinon qu'il a été nommé garde des archives par ordonnance de M. Chauvelin, conseiller d'État, du 9 mai 1730, et qu'il pourrait courir risque de ne l'être plus. » Montdidier, 28 octobre 1732. — Lettre de l'Intendant à M. Le Caron, maire de Montdidier, lui réclamant le compte qu'il s'était engagé à lui rendre de l'inventaire des archives de l'hôtel de ville. Amiens, 14 novembre 1732. — Réponse de M. Le Caron à l'Intendant. L'inventaire ne pourra être terminé qu'après le retour du lieutenant général, qui est absent pour le moment. Il lui expose en outre que le moulin de la Porte de Paris, appartenant à la ville, doit autant et plus qu'il n'a de revenus. Il y a nombre de réparations à y faire, et il ne voit d'autre ressource pour subvenir à ces charges, que dans la vente de la commission de receveur et de garde des Archives. Montdidier, 17 novembre 1732. — Lettre de M. Le Caron à l'Intendant, lui demandant l'autorisation d'échanger une terre avec Mlle Michaut, à la condition que la capitation de celle-ci sera réduite de 55 l à 30. Il lui demande de presser sa décision, sur la requête que les habitants de Montdidier lui ont envoyée, il y a près de six mois, pour la vente des commissions de receveur et de garde des Archives, et l'autorisation de se pourvoir au Conseil, pour obtenir la faculté de pouvoir prolonger au-delà d'un an les fonctions du maire. Il lui demande enfin d'être autorisé à se défendre au Conseil « contre le receveur des consignations qui, contre l'usage, droit et raison, veut exercer son droit dans notre mairie, qui est une justice patrimoniale. » Montdidier, 22 février 1733. — Lettre de M. Le Caron à l'Intendant, lui envoyant un projet des articles pour la réformation de règlements concernant la magistrature municipale de Montdidier. Montdidier, 18 mars 1733. — Procès-verbal du refus fait par Jean-François Cotelte, garde des archives de la ville de Montdidier, de livrer celle des cinq clefs qu'il possède desdites archives, à Henri-François de Bertin, chevalier, seigneur d'Inneville, président lieutenant général au bailliage et gouvernement de Montdidier, pour être procédé à la clôture de l'inventaire des dites archives, conformément aux ordres contenus dans la lettre de l'Intendant du 23 courant, pour ladite clef être remise à Louis Lefèvre, adjudicataire de la commission de garde des Archives. 28 mars 1733. — « Extrait du récolement fait des titres

et papiers trouvés dans l'armoire des archives de la ville de Montdidier, dont inventaire a été fait par M. le lieutenant général de Montdidier en l'année 1725, conformément à l'ordonnance de Mgr. Chauvelin, intendant. » 30 mars 1733. — Lettre de M. Le Caron à l'Intendant, l'informant que l'inventaire a été clos la veille. Cotelte ne peut empêcher l'exécution de ses ordres, mais il veut *per fas et nefas* la retarder. « Ce pendant, Monseigneur, *patitur justus*, notre pavé, pour être réparé, attend après votre approbation de l'adjudication faite à Lefèvre, et le paiement du prix qui, sous votre bon plaisir, y sera employé. » Montdidier, 31 mars 1733. — Mémoire de M. Mouret à l'Intendant, sur l'adjudication faite au sieur Lefèvre, de la commission de garde des archives de la ville de Montdidier, à l'approbation de laquelle il conclut. Montdidier, 6 avril 1733. — « Mémoire sur les contestations qui agitent le corps de ville de Montdidier, au sujet de la vente de la commission de receveur des deniers patrimoniaux, et de celle de garde des Archives. » v. 1733. — Lettre des officiers de l'élection de Montdidier à l'Intendant, sur le bruit qui court qu'il est question de faire un nouveau règlement au sujet de la nomination des officiers municipaux de cette ville. « Nous sentons trop la nécessité et les avantages d'un nouveau règlement, pour contredire un dessein si utile à notre ville ; nous souhaiterions seulement, pour l'honneur de nos charges et pour prévenir et éviter les procès, qui sont déjà à cette occasion pendants au Conseil, qu'il vous plût ordonner que tous les articles proposés nous soient communiqués, pour vous faire les représentations que nous croirions convenables. » Montdidier, 16 avril 1733. — Lettre de M. Delavillette, lieutenant criminel au bailliage de Montdidier, et syndic du bailliage, à l'Intendant, lui demandant communication des projets de modifications aux arrêts du Conseil des 17 avril 1676, et 14 juillet 1679, sur l'élection des officiers municipaux de Montdidier. Montdidier, 17 avril 1733. — « Projet des articles pour la réformation du règlement de 1676, concernant la magistrature de la ville de Montdidier, auquel Mgr l'Intendant est très humblement supplié de vouloir, bien donner son approbation. » 1733. — Lettre de M. Mouret à l'Intendant, pour appuyer la demande faite par le maire et en général les habitants de Montdidier, pour la réformation des règlements concernant l'élection des officiers municipaux. Montdidier, 20 avril 1733. — Lettre de l'Intendant à M. Le Caron, maire de Montdidier, sur son projet de modification du règlement de 1676, qu'il trouve bon, sauf quelques détails. Amiens, 21 avril 1733. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui ordonne que, par le sieur intendant

de la généralité d'Amiens, il sera, après trois publications, procédé à la vente, à titre d'engagement, au plus offrant et dernier enchérisseur, des offices de jurés-vendeurs de cuirs, prudhommes et contrôleurs de Montdidier. » 21 avril 1750 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement pour l'élection des officiers municipaux de la ville de Montdidier. » 4 août 1759 (impr. 11 p. in-4°. Amiens). — « Mémoire des maire et échevins de la ville de Montdidier, dressé en exécution de l'art. 10 de l'édit du mois d'août 1764, et conformément aux ordres particuliers contenus dans la lettre de M. l'Intendant du 24 novembre. » Curieux mémoire de 11 pages in-fol., sur l'élection des officiers municipaux, sur l'administration des affaires et revenus de la ville et sur les préséances, depuis le XV^e s. 1764. — Lettre des maire et échevins de Montdidier à l'Intendant, lui envoyant le précédent mémoire, et lui parlant de divers autres objets, entre autres de l'entretien des chemins. Montdidier, 18 décembre 1764. — Lettre de l'Intendant aux ministres, les informant que les habitants de Montdidier ayant appris qu'il n'y aurait dans leur ville ni assemblée de département, ni assemblée de district, ont envoyé à Paris douze députés, pour réclamer contre cet arrangement. 21 décembre 1789, — etc.

C. 969. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1723-1777. — MONTDIDIER. — « Table des revenus patrimoniaux de la ville de Montdidier et des octrois qui se perçoivent à son profit, ensemble des charges tant ordinaires qu'extraordinaires en 1722, octobre. » 7 avril 1723. — État des revenus et charges de la ville de Montdidier. 20 août 1746. — « État des revenus, charges et dettes de la ville et communauté de Montdidier. » 5 octobre 1759. — Lettre des maire et échevins de Montdidier à l'Intendant, lui envoyant ledit état, qui lui fera connaître « que la ville ne jouit d'aucun octroi, et que ses charges annuelles excèdent ses revenus patrimoniaux. Nous n'avons pas cru qu'il fût nécessaire d'entrer dans un plus grand détail, pour faire connaître au ministre notre situation, et combien nous sommes éloignés de nous permettre des dépenses de décoration et d'embellissement, tandis que nous n'avons pas le nécessaire. Notre état ne fait aucune mention des différents droits qui se paient aux entrées au profit du Roi et qui sont très considérables, parce qu'il nous a paru que cela ne nous était pas demandé. » Montdidier, 5 octobre 1759. — État des revenus et charges de la ville de Montdidier. 18 mai 1763. — Lettre de M. Martinot

à l'Intendant, lui envoyant ledit état, avec un semblable pour la ville de Roye. « Il ne me reste, Monseigneur, qu'une observation à vous faire, pour rendre les maires et échevins de ces deux villes plus circonspects, dans l'emploi qu'ils font quelquefois de leurs deniers patrimoniaux, en les obligeant à vous remettre chaque année un double du compte qui leur est rendu par le receveur, et qu'ils reçoivent seuls, car, quoique les habitants aient le droit d'y assister, cependant il est certain qu'aucun ne s'y présente, au moyen de quoi, les maires et échevins, qui donnent les mandements pour toucher chez le receveur, se rendent compte pour ainsi dire à eux-mêmes, et il n'y a jamais de contradicteurs. Cela serait peut-être encore plus nécessaire pour la ville de Roye, où on rend compte des patrimoniaux devant le maire, et des octrois à la chambre des Comptes. Ces deux comptes, mis ensemble sous les yeux de Votre Grandeur, lui donneraient une connaissance exacte et précise de l'emploi de tous les deniers. » Montdidier, 22 juin 1763. — « État des revenus et charges annuelles de l'hôtel-de-ville de Montdidier. » Montdidier, 15 septembre 1777, — etc.

C. 970. (Liasse.) — 18 pièces papier.

1719-1726. — MONTDIDIER. — Lettre de MM. Athenas, procureur du collège de Beauvais et Tampier, procureur du collège des Trois-Évêques dit de Cambrai, à Paris, à M. Chauvelin, intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui le subroge à M. de Bernage, son prédécesseur, pour achever le procès-verbal des dires et contestations des parties, dans le procès qu'ils ont contre la ville de Montdidier, le suppliant de « rendre une prompte justice à des pauvres boursiers, qui souffrent depuis longtemps des chicanes de leurs parties adverses, lesquelles nous ayant fait essuyer pendant une longue suite d'années un procès au Parlement, ne s'en tiendraient point encore à la décision du conseil d'État, s'ils pouvaient trouver un tribunal supérieur, où ils puissent encore prolonger les contestations, et par là éloigner le paiement d'une dette des plus légitimes et frustrer ces pauvres boursiers du petit revenu qu'ils tiennent des libéralités de leurs fondateurs. » Paris, 29 août 1719. — Arrêt du conseil d'État, qui subroge M. Chauvelin, commissaire départi en la généralité d'Amiens, à M. de Bernage, son prédécesseur, nommé intendant en Languedoc, pour, dans l'affaire des collèges de Beauvais et de Cambrai contre la ville de Montdidier, « entendre les parties, dresser procès-verbal de leurs dires, contestations et réquisitions, et donner son avis sur le tout. » Paris, 7 juillet 1719 ; et ordonnance de M. Chauvelin,

exécutoire dudit arrêt. Amiens, 2 septembre 1719. — Lettre de M. Athenas à l'Intendant, réclamant contre la commission par lui donnée, pour instruire ladite affaire, au subdélégué de Montdidier, dont la qualité d'habitant de Montdidier, peut faire soupçonner l'impartialité. Paris, 6 septembre 1719. — Lettre de l'Intendant à M. de l'Esperon, subdélégué à Montdidier, l'informant que, bien qu'il l'ait commis à l'effet de dresser procès-verbal des dires et contestations des parties dans l'affaire de la ville de Montdidier contre les collèges de Cambrai et de Beauvais, « cette commission fait peine à ces derniers, dans la crainte que vous n'incliniez plus pour votre ville que pour eux. Quoique je fasse peu d'attention à des inquiétudes aussi peu raisonnables, je crois cependant que, pour ne leur donner aucun lieu de se plaindre, vous jugerez qu'il est plus à propos que je nomme un autre que vous pour cette affaire ; c'est pourquoi, je prends le parti de commettre en votre place M. Dufresne de Fretteval, conseiller au présidial de cette ville. » Amiens, 8 septembre 1719. — Lettre des procureurs des collèges de Beauvais et de Cambrai à l'Intendant, lui faisant observer que le procès-verbal des dires et contestations des parties avait déjà été fait par M. de Bernage, et qu'il ne restait plus à celui-ci qu'à donner son avis, que revenir sur cette procédure pourrait passer pour une vexation vis-à-vis des habitants de Montdidier. Paris, 18 octobre 1719. — Lettre de M. Tampier à l'Intendant, le priant de terminer promptement ladite affaire, comme il l'avait promis dès le commencement de son intendance. « MM. de Montdidier recommencèrent à nous payer, sur les ordres que vous leur donnâtes, mais, comme ils discontinuent depuis deux ans, et qu'il est d'ailleurs important pour nos collèges de terminer ce procès, dont les frais sont considérables, et qui était commencé du temps même de feu M. Chauvelin, votre oncle, nous vous supplions tous, Monseigneur, d'avoir la bonté d'y donner votre attention. J'ai aussi l'honneur de vous assurer, Monseigneur, que, depuis près de quatre cents ans que nos fondateurs nous ont laissé ces rentes sur MM. de Montdidier, les frais que nos collèges ont été obligés de faire contre eux en différents temps, montent plus que tout ce que nous en avons reçu. Cependant ils doivent jouir de fonds considérables s'ils ne les ont pas aliénés, pour de modiques rentes qu'ils ont toujours très mal payées... J'espère, Monseigneur, que vous voudrez bien y avoir quelque égard, vous faisant souvenir qu'en 1688 (l'époque en est reculée), j'avais l'honneur d'étudier avec vous sous M. Vittemant. » Paris, 14 décembre 1721.

— « Mémoire contenant les prétentions des principal, chapelain, procureur et boursiers du collège des Trois-Évêques dit de Cambrai, et des principal, chapelain, procureur et boursiers du collège de Dormans dit de Beauvais, contre les maire, échevins et habitants de la ville de Montdidier, et les contestations et soutènements formés par lesdits maire et échevins et habitants, contre les prétentions desdits collèges, sur lesquelles Mgr l'intendant d'Amiens doit donner son avis, suivant l'arrêt du conseil d'État du 6 février 1712. » Suivi d'un « Avis sur les demandes et prétentions des collèges de Beauvais et de Cambrai contre les maire, échevins et habitants de la ville de Montdidier, » par M. Lecaron de l'Esperon. 1 mai 1723. — « Nouveaux éclaircissements sur l'affaire des collèges de Cambrai et de Beauvais et les habitants de Montdidier, » par M. Lecaron de l'Esperon. « Le 1^{er} titre est de Philippe-Auguste de l'année 1195, qui a érigé la ville en communauté, et à laquelle il a cédé tous les droits de justice, haute, moyenne et basse, et autres droits qui lui appartenaient dans ladite ville, à la charge de lui payer annuellement par les habitants de ladite ville, la somme de 600 l. parisis. Je joins pour ce une copie collationnée par moi de chartres, ou lettres patentes que j'ai tirée sur le livre communément appelé le *Livre-Rouge*, dans lequel sont inscrits tous les titres qui regardent la ville, la ville n'en ayant point d'autre, à cause de plusieurs incendies, l'un sous le règne de Louis XI et un autre sous celui de François I, et dans ce dernier l'hôtel-de-ville dans lequel étaient renfermés tous les titres a été entièrement brûlé, ainsi que tous les titres. De cette somme de 600 l., le roi Philippe-le-Bel a fait une donation de 40 l. parisis en l'année 1290 à Gilles de Compiègne, dont le remboursement a été fait par les habitants de Montdidier à Robert de Brouilly, le 15 octobre 1479. Lesdits habitants ont titre original de ladite donation qui est en latin, scellée de cire verte, en lacs de soie rouge et verte, en parchemin : d'un côté est l'effigie dudit roi Philippe... Ils ont aussi la quittance dudit de Brouilly, d'une écriture si ancienne et si ternie, qu'il n'est pas possible de la lire. Au dos de la quittance est écrit : « Rachat de 40 l. de rente due par la ville de Montdidier à Robert de Brouilly »... Ce même roi Philippe-le-Bel, par sa chartre de l'année 1297, a confirmé la chartre de Philippe-Auguste, à la charge de lui payer annuellement 560 l. parisis qui restaient dues des 600 l.... Le roi Louis XIV, au mois de septembre 1658, a confirmé les chartres de Philippe-Auguste et de Philippe-le-Bel... Le même roi Philippe-le-Bel, par une chartre du mois de juin 1298, a donné par échange à Guillaume d'Hangest,

trésorier du Roi, 120 l. parisis à prendre sur les susdites 560 l. que les habitants lui devaient. Ledit Guillaume d'Hangest a disposé desdites 120 l. parisis, savoir : 36 l. pour être employées par les mayeur et échevins dudit Montdidier à vêtir les pauvres, plus 30 l. pour acheter douze lits et les placer dans une maison acquise pour cet effet par feu son père, pour y coucher 24 pauvres chaque nuit, les chauffer et leur donner à chacun la moitié d'un pain. C'est ce que, par tradition, était jadis l'hôpital de St-Jacques dans le faubourg de Paris dudit Montdidier, que les habitants ont cédé et abandonné à l'Hôtel-Dieu de Montdidier, avec plusieurs terres qui leur appartenaient, au moyen de quoi la ville a cessé de payer lesdites 36 l. d'une part et 30 l. d'autre, depuis un temps immémorial. Il a encore chargé ladite ville de donner 12 l. pour desservir une chapelle dans l'église du Saint-Sépulcre qui était alors proche ledit hôpital, laquelle somme de 12 l. l'on ne paie plus depuis la donation dudit hôpital à l'Hôtel-Dieu. Il a encore donné 30 livres parisis par an aux pauvres de la ville de Beauvais, et 12 l. pour desservir une chapelle dans la maison des béguines dudit Beauvais. Ces deux dernières sommes qui montent à 42 l. parisis et qui font 52 l. 10 s. tournois de rente se paient par ladite ville encore tous les ans, savoir : 15 l. au chapelain, et 37 l. 10 s. au bureau de l'hôpital général dudit Beauvais. Le même roi Philippe-le-Bel, par une chartre du mois de septembre 1307, Philippe-le-Long, par une chartre du mois de janvier 1316, et Charles-le-Bel au mois de mai 1325 par une autre, ont assigné à Jean de Chepoix, fils aîné de Thibaut, 260 l. tournois, à prendre sur la ville de Montdidier... Le même roi Philippe-le-Bel a encore cédé à Gilles de Compiègne 100 l. parisis de rente à prendre sur la ville de Montdidier... Cette rente a été donnée depuis au collège de Beauvais à Paris, que les habitants de Montdidier paient encore actuellement : ce sont les 100 l. qui sont actuellement dues audit collège de Beauvais, et qui font 125 l., tournois. Ce collège en a les titres... Le roi Louis XII, par une chartre du mois de décembre 1504, enregistrée en la chambre des Comptes le 14 janvier 1507, a accordé aux habitants de Montdidier la faculté de racheter des particuliers ce que les rois de France, ses prédécesseurs, leur avaient donné, aliéné ou échangé des 600 l. parisis de rente, que lesdits habitants devaient au Roi, en payant le denier dix, et à la charge de pouvoir par le Roi les retirer desdits habitants, pour les réunir à son domaine, et non autrement.

Cette chartre est pareillement transcrite dans le *Livre-Rouge*... Les habitants de Montdidier ont racheté des successeurs de Jean de Chepoix ladite rente de 260 l. parisis au denier 10, 140 ans après la chartre du roi Louis XII, et ce, en vertu d'un arrêt du Parlement du 16 janvier 1644... Les habitants font encore voir par plusieurs mémoires que, par plusieurs comptes qui ont été levés à la chambre des Comptes, qui ont été rendus par les receveurs du domaine des villes, prévôtés et châtelainies de Péronne, Montdidier et Roye, depuis 1485 jusqu'en 1552, il appartenait à ladite ville 20 l. parisis de rente à prendre sur elle-même, que Guillaume d'Hangest leur avait encore donnés, de sorte que des 600 l. parisis que la ville de Montdidier devait au Roi, il en avait été donné, aliéné ou échangé celle de 572 l., et qu'ainsi il restait encore 28 l., qui, avec 9 l. parisis qui étaient dues encore au Roi pour les portes de la ville, le tout faisant 37 l. parisis, ont été aliénés en 1570 par des commissaires députés par le roi Charles IX pour le fait et adjudication de son domaine, savoir : 37 l. 17 s. tournois au profit de M^e Pierre de Baillon,... et le surplus montant à 14 l. tournois au profit de Jacques Hublet... Ledit sieur de Baillon a acquis les droits dudit Hublet en l'année 1587, et ces deux rentes, qui sont de 16 l., 17 s. 6 d. tournois, sont encore dues et se paient annuellement aux héritiers dudit Pierre de Baillon, qui ont les titres... A l'égard des deux autres rentes que ladite ville de Montdidier doit aux collèges de Beauvais et de Cambrai, à Paris, qui est à chacun de 103 l. 10 s. parisis, et qui tirent leur origine d'une rente créée par ladite ville, qui était de 237 l. 1 s. parisis, au profit de Jean de La Tournelle, pour vente par amortissement des droits de justice et autres qui lui appartenaient, les habitants, par une ancienne tradition et des mémoires qu'ils ont, tiennent que le même Jean de La Tournelle, par contrat de l'an 1294 agréé par le roi Philippe-le-Bel en 1302, a fait un échange de 30 l. parisis de rente, faisant reste des 237 livres 1 s., avec les maître, frères et sœurs de la maison de Saint-Lazare de Montdidier, qui étaient ceux qui avaient la direction et administration de la maladrerie dudit Montdidier, pour la maison et terres situées à Rollot, près Montdidier (une lieue et demie), qui appartenaient à cette maison de Saint-Lazare. Cette maladrerie a été donnée par les rois aux religieuses de Saint-François de Montdidier, et elle était tenue envers la commanderie de Fontaine, qui est joignante, d'un muid de blé, mesure de Montdidier par chacun an. La ville paie ce muid de blé à ladite commanderie, à la décharge de ladite maladrerie, et l'on tient par tradition que la ville ne

paie ce muid de blé que pour et au lieu de 30 l. restant dues de la susdite rente de 237 l. 1 s. Et en effet, depuis un temps immémorial, on ne voit pas que la ville ait payé davantage de ladite rente que les 103 l. 10 s. à chacun desdits collèges, personne n'ayant jamais demandé le surplus. » Montdidier, 20 décembre 1724. — Lettre de M. de l'Esperon à l'Intendant, au sujet du titre nouvel que les maire et échevins de Montdidier auraient passé le 24 mars 1696 au collège de Beauvais, reconnaissant qu'il était encore dû à celui-ci 422 l. 12 s. 2 d. d'arrérages. Montdidier, 18 janvier 1725. — « Mémoire contenant l'avis de M. Chauvelin, intendant de Picardie et Artois, sur la contestation pendante au Conseil entre les maire, échevins et habitants de la ville de Montdidier, et les principaux, chapelains, procureurs et boursiers des collèges de Beauvais et de Cambrai à Paris, renvoyée par arrêt du Conseil des 6 février 1712 et 7 juillet 1719. » Amiens, 22 janvier 1725. — Arrêt du conseil d'État, qui condamne la ville de Montdidier à payer les arrérages de la rente due aux collèges de Beauvais et de Cambrai, suivant la liquidation qui en sera faite par le commissaire départi en la généralité d'Amiens. Versailles, 31 décembre 1726, — etc.

C. 971. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1721-1724. — MONTDIDIER. — Lettre de M. de la Vrillière à M. Chauvelin, intendant, le priant de prendre des informations, et de lui donner son avis sur un mémoire du sieur de Haizecourt, lieutenant de maire de Montdidier, « sur ce que le sieur Trépaigne, maire, a fait abattre une montagne qui était de quelque utilité pour la sûreté de la ville, et sur ce que l'on lui porte journellement des plaintes contre les vexations de ce maire. » Paris, 20 juin 1721. — Lettre à M. de Lesperon, pour le prier de vérifier les faits contenus dans le mémoire de M. de Haizecourt. Amiens, 23 juin 1721. — Ordonnance de l'Intendant, rendue sur ce qui a été représenté au Conseil que le sieur Trépaigne, maire alternatif de Montdidier, « avait fait raser une montagne autrement dite cavalier, qui servait de fortification à ladite ville, et ce, dans le dessein de se l'approprier et de l'enfermer dans une de ses maisons qui est proche, » commettant le sieur de Lesperon, subdélégué à Montdidier, pour instruire ladite affaire et faisant défenses audit sieur Trépaigne de faire aucunes démolitions ou constructions sur ledit lieu, jusqu'à ce qu'il ait été statué. 11 juillet 1721. — Lettre de M. de la

Vrillière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur la demande faite par le sieur La Morlière, commandant à Montdidier, des profits des portes et corps de garde de cette ville. Paris, 18 juillet 1721. — Lettre de l'Intendant à M. de Lesperon, lui demandant lesdits éclaircissements. Amiens, 20 juillet 1721. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, le priant de vérifier les faits contenus dans une requête du sieur Trépaigne, « par laquelle il expose qu'il a une concession de la ville, et que les ouvrages en question sont utiles au public, et demande la levée des défenses que vous lui avez faites de continuer. » Paris, 30 août 1721. — « Extrait concernant l'entreprise du sieur Trépaigne, maire de la ville de Montdidier, sur les remparts de ladite ville. » par M. Le Caron de Lesperon. Le sieur Pierre de Haizecourt expose, à l'appui de sa requête, que les habitants de la ville ont la liberté d'aller sur et autour de cette montagne « pour leurs nécessités, attendu que ladite ville est fort petite, qu'une grande partie des habitants est logée dans les caves où il ne se trouve point de lieux pour leurs besoins ; que, non content, ce maire a encore fait percer dessous des carrières, où il fait tirer des pierres en quantité, lesquelles, par la suite du temps, venant à fondre, pourront entraîner des terrains voisins, et endommager les maisons. » Le sieur Trépaigne représente dans sa requête « qu'il a une maison qui tient aux remparts, où sont des écuries, d'un très grand secours pour les habitants sujets aux logements ; qu'ayant beaucoup de terres dans la banlieue, dont la récolte lui produira beaucoup de grains, il avait d'abord résolu de se servir de ces écuries pour les resserrer, n'y ayant point de granges, mais que, connaissant le tort que cela ferait aux habitants et notamment aux cabaretiers, s'ils n'en trouvaient plus chez lui, et pour leur faire plaisir, il fit connaître aux nouveaux officiers du corps de ville et aux habitants, la nécessité où il était de se servir de ses écuries, et après plusieurs expédients, il leur proposa de lui accorder un terrain appartenant à la ville, situé derrière sa même maison, du côté des remparts qui, de tout temps, était resté vague et de nul usage, et ne servant qu'à recevoir les immondices et ordures des voisins, qui infectent ladite maison, pour faire construire sur ledit terrain une grange, que cette proposition donna lieu à une assemblée desdits habitants le 24 novembre 1720, qui jugea ne pouvoir mieux faire, que de lui faire cette concession d'une partie du terrain. Que sur ce terrain ainsi concédé, était une petite butte vulgairement dite motte, laquelle joignait immédiatement le fossé qui, en cet endroit, est rempli de plus de 40 toises de murailles

de la ville qui se sont éboulées par vétusté depuis longtemps ; en sorte qu'on entre et monte aussi aisément dans la ville que par la porte, n'y ayant plus que les murs des jardins voisins, qui servent de fermeture. » Dans une nouvelle requête du 15 juillet 1721, le sieur Trépaigne expose « que le sieur Le Caron, maître sortant, son ennemi mortel, serait dans le cas, ayant, pendant son année d'exercice, fait abattre une haute motte en forme de bastion, trois fois plus spacieuse que celle dudit Trépaigne, avec une dépense de 180 l. sans nécessité, sous laquelle il s'est trouvé une carrière qui a fondu, et dont le dommage coûterait considérablement pour le réparer, ce qu'il a fait sans en avoir informé le ministre. » Le sieur de Haizecourt répond, que les concessions obtenues par le sieur Trépaigne ne sont « au fond qu'un mystère d'iniquité, d'injustice et de tyrannie qu'exerce dans la ville le sieur Trépaigne, dont on craint la vengeance par les logements et les impositions... ; que sa magistrature n'a été qu'un enchaînement d'exactions et de monopoles ; qu'il réunit dans une même personne les charges et les fonctions incompatibles de maire dans une année, de premier échevin dans l'autre, de juge, de greffier, de priseur et vendeur, d'étaquier, de laboureur et de fermier des biens de la ville, de commissaire aux saisies réelles, de receveur des consignations, de contrôleur des jugements et de greffier du bailliage, de la prévôté et de l'écritoire, emplois qu'il a fait succéder à ceux de crieur de mort et de marchand de fer. » v. 1722. — Mémoire de M. de Lesperon sur ladite affaire. « On sent par les déclarations qui m'ont été faites par ceux qui ont été assignés par le sieur d'Haizecourt, qu'ils n'osent parler et qu'ils tremblent, depuis le premier jusqu'au dernier de la ville, à désobliger le sieur Trépaigne, et que ceux qui ont parlé, comme naturellement on devait faire pour les intérêts communs, sont ou ses ennemis, ou ont eu des affaires avec lui. En effet, je peux assurer que le pouvoir et l'autorité que se donne ce maire rétabli et qui augmente tous les jours, est monté au point que, si l'envie lui prenait de bâtir une maison au milieu de la place, il en obtiendrait la permission, sans que personne osât s'y opposer. L'on a eu beau présenter des mémoires à MM. les Intendants, et au Conseil et au Parlement contre lui, faire des informations de toutes ses exactions, etc., qui ne sont que trop prouvées par les dépositions, le voilà rentré en place, où il continue sa première vie avec autant de hardiesse, et je peux dire d'effronterie, que s'il était le plus innocent des hommes. Aussi ne néglige-t-il rien pour ôter aux puis-

sances les justes impressions que toutes ces plaintes, ces informations et ces mémoires souvent réitérés ont dû leur donner contre lui. Il dispose à son gré des biens de la ville ; il en est lui-même le fermier, ce qui fait sans doute un préjudice indicible à ses intérêts. Il dispose de même des charges municipales, et tout nouvellement il produit pour maieur, dans l'élection qui se doit faire le lendemain de la Pentecôte, le plus indigne sujet qui soit dans la ville. Permettez-moi, Monseigneur, cette digression, dont il est même à propos que vous teniez une note si vous ne croyez pas même lui devoir donner l'exclusion. C'est le sieur Carlier, procureur en l'élection, connu généralement pour un fripon et un faussaire que, comme chef de cette juridiction, je connais pour tel encore mieux qu'un autre, sans qu'on puisse s'en défaire, exposé qu'on est au contraire d'être pris à partie, et d'un esprit séditieux. Il a une langue facile à imposer et à surprendre sous des prétextes les plus spécieux, comme de vouloir se faire le père du peuple. « Je suis votre père, dit-il au menu peuple, je veux vous délivrer de la tyrannie de ces canaux (canaux, terme dont il se sert en dérision pour dire canailles) d'officiers du bailliage ; vous faire diminuer vos impositions, vous garantir des logements, » et autres discours dont je ne me souviens pas, qui, accompagnés de quelque argent qu'il leur donne pour boire, inspire et augmente l'esprit de mutinerie qui ne règne que trop parmi eux, et qu'on ne peut empêcher d'éclater, qu'avec une prudence la plus étudiée, et qui parte d'un homme qui ait déjà quelque poids et quelque mérite par lui-même. C'est un homme violent, et qui, dans la moindre contestation qui peut survenir avec les troupes, excitera la sédition plutôt que de l'apaiser, et exposera la ville à une punition qu'il mériterait tout seul. C'est un tel homme qu'on est ici à la veille de voir gouverner la ville, le nombre des bas corps surpassant dans l'élection du maire et des échevins, de beaucoup celui des premiers et des honnêtes gens... Ce qui rend l'entreprise du sieur Trépaigne moins supportable, c'est que c'est un quartier tout entier de la ville, autour duquel on peut tourner en passant par le rempart et éviter cent accidents, dont nous avons de tristes exemples, arrivés dans les endroits où l'on a fermé ces remparts, ce qui n'est que trop ordinaire dans le temps des troupes et pendant la nuit, qu'on ne trouve par où se sauver quand on est poursuivi. Ce terrain, comme plusieurs autres côtés de la ville, sert pour les commodités de ceux qui habitent dans les caves, ce qui est très vrai et très réel, et d'une fâcheuse conséquence pour le reste de la ville, si on privait ce petit peuple de ce secours. Que ces sortes de cavaliers et hauteurs,

indépendamment de cette raison si souvent répétée, ne soient dans une ville très nécessaires, et ne servent à sa sûreté, je crois, qu'on n'en doit nullement douter. Quelques exemples : En 1636, ceux de Montdidier ont souvent fait des courses sur des partis ennemis, et ont arrêté des convois. Ces cavaliers avaient pour lors leur utilité. Quand les ennemis étaient maîtres de Cambrai, ils ont fait plusieurs courses dans ce pays ; ils sont venus mettre le feu autour et auprès de Roye. On voyait ces feux de nos cavaliers, et l'on prenait de là les précautions convenables, ou l'on en prenait occasion de rassurer le peuple. « C'est bon signe », disait le maire d'alors à ce peuple alarmé, « c'est signe que les ennemis se retirent. » etc. Il y en a près de chaque tour pour leur défense. Quand M. le Prince quitta ce pays et Guerbigny, pour lors d'une de ses terres qui n'est qu'à deux lieues d'ici, on mit le feu à plusieurs fermes de nos environs. C'était encore le signe de la retraite et nos mottes servaient plus sûrement à ces découvertes que des clochers, etc. Elles couvrent la ville. Pourquoi perdre ces restes de fortifications ? Quoique les murailles de la ville de Montdidier soient en fort mauvais état, il n'est pas impossible qu'on n'en puisse faire un jour une forteresse. Dieu veuille qu'on n'y soit jamais obligé, mais l'affaire assez récente de Demain fait trembler. On dit qu'on pensait alors à fortifier Montdidier, et qu'on avait arrêté qu'on le mettrait au moins en état de se défendre d'un coup de main. C'est pour lors que ces cavaliers sont d'usage, et qu'ils aident la valeur et la bonne volonté des habitants, et à se défendre au moins des contributions, quand nos armées ne sont pas heureuses, comme ont tenté de le faire les Hollandais dans la dernière guerre. Ils ont écrit pour ce aux officiers de l'élection, qui ont envoyé la lettre à M. l'Intendant... Je crois donc que, bien loin d'accorder ce terrain au sieur Trépaigne, dont la ville n'est pas maîtresse de disposer, mais le Roi seulement, il faut le punir d'avoir fait abattre une pièce de fortification telle qu'était ce cavalier, » etc. Montdidier, 22 avril 1722. — « Mémoire au sujet des plaintes qui ont été portées à M. le marquis de la Vrillière contre le sieur Trépaigne, maire alternatif en titre de la ville de Montdidier, que l'on prétend avoir, de son autorité privée, fait raser un cavalier ou motte de terre, qui fait partie des remparts de ladite ville, pour en joindre le terrain à une de ses maisons et se l'approprier. » Amiens, 10 septembre 1724, — etc.

C. 972. (Liasse.) — 23 pièces papier (1 plan).

1729-1730. — MONTDIDIER. — Lettre de M. de St-Florentin à M. Chauvelin, intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un placet « par lequel les maieur et échevins de Montdidier demandent que le Roi leur permette de faire faire des écuries dans un fort situé entre les deux ports, pour y placer les chevaux des gardes du corps qui y sont au quartier, et un terrain situé près le jeu de l'arc. » Versailles, 10 septembre 1729. — Lettre de l'Intendant à M. Mouret, subdélégué à Montdidier, lui demandant lesdits éclaircissements. Amiens, 12 septembre 1729. — Plan et élévation du bâtiment demandé par les officiers municipaux de Montdidier. v. 1729. — « Mémoire des bois nécessaires pour la construction des écuries qui se peuvent pratiquer dans le bâtiment qui forme un éperon à la porte de Paris. » v. 1729. — Mémoire de M. Mouret. « Les moyens de parvenir à la construction pourront se tirer des revenus de la ville même, suivant le projet dont m'a prévenu M. le maire et qu'il doit vous communiquer. Par son économie, il a su traiter avec les créanciers de la ville, qui lui font remise de la moitié de leurs arrérages, et reçoivent le reste par doublement d'années. En cet état, la ville qui jouit de 2,000 l. de revenu aura pendant un certain nombre d'années 8 à 900 l. de rentes à payer. Chaque maire pourra, pour les dépenses courantes employer 500 à 600 l. Il restera encore 500 l. de deniers assurés, qui pourront s'employer au paiement de la construction à faire.... Tout l'inconvénient qui est à craindre, c'est que les maires qui succèdent ne suivent pas volontiers le dessein de celui qui les a précédés : l'un veut planter, l'autre bâtir..... et tout à la fois on voit les meilleurs projets dérangés » (une partie de ces mots barrés). Montdidier, 15 octobre 1729. — Lettre de dom Joseph Berthelon, prieur claustral de Montdidier, à l'Intendant, au sujet des contestations que ses religieux et lui ont avec les maire et échevins de Montdidier pour le terrain qui contourne leur église. « J'ai prié ces messieurs de se contenter d'environ 12 pieds de terrain pour agrandir leur jeu. C'est tout ce qu'on peut faire, Monseigneur, pour ne point venir jusques au pied du sanctuaire y troubler le service divin et exposer l'office à mille interruptions. » Montdidier, 22 octobre 1729. — Lettre de l'abbé Leblond à M. Chauvelin, Intendant, lui demandant d'indiquer aux maire et échevins de Montdidier un autre lieu plus favorable pour établir leur jeu de boules, à cause de l'indécence qu'il y aurait à le placer aussi près de ladite église. Frascati, 27 octobre 1729. — Lettre de l'Intendant au comte de St-Florentin,

secrétaire d'État, appuyant la requête des maire et échevins de Montdidier, à l'effet d'être autorisés à construire des écuries, et relativement aux prétentions des religieux du prieuré, qui lui paraissent très hasardées. Amiens, 29 octobre 1729. — « Brevet en faveur des habitants de Montdidier », autorisant ceux-ci à bâtir lesdites écuries et leur faisant don du terrain contigu à l'église du prieuré, pour l'agrandissement de leur jeu de l'arc. 11 novembre 1729. — « Mémoire au sujet de la contestation qui est entre MM. de la ville de Montdidier et les religieux bénédictins, pour raison d'un terrain vague situé entre le jardin de l'arc et l'église du prieuré », par M. Mouret, subdélégué. En vertu de la concession faite par Philippe-le-Bel à la ville de Montdidier de tous les droits de seigneurie et de domaine qui pouvaient lui appartenir dans l'étendue de ses banlieues, celle-ci a incontestablement la pleine propriété de tous les terrains vagues. « C'est en continuant ce droit que, sur la prière de MM. de la compagnie de l'arc, composée de personnes de considération », ils entendaient leur céder le terrain en question. Il ajoute que « dans les compagnies de l'arc et de l'arquebuse, il ne s'y fait point d'exercice pendant le service divin ; la police règne fidèlement à ce sujet. » Montdidier, 19 novembre 1729. — Lettre de M. de St-Florentin à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des prieur et religieux de Montdidier, qui demandent la révocation du précédent brevet. Marly, 18 décembre 1729. — Lettre du cardinal de Polignac à l'Intendant en faveur des religieux du prieuré de Montdidier. Paris, 19 décembre 1729. — Lettre de dom Berthelon à l'Intendant, sur ladite affaire, et lui proposant un nouvel accommodement avec les officiers municipaux de Montdidier. Montdidier, 23 décembre 1729. — Lettre de M. Chauvelin, garde des sceaux, à l'Intendant, lui recommandant les religieux de Montdidier, en considération de l'abbé Leblond, prieur commendataire de Montdidier, secrétaire du cardinal de Polignac, et qui « sert très bien le Roi, et mérite que, surtout pendant son absence, l'on le favorise autant que la justice le peut permettre. » Il le prie donc, si cela ne doit pas faire un tort évident aux habitants de Montdidier, de suspendre la décision dans cette contestation, jusqu'au retour de l'abbé Leblond. Paris, 10 octobre 1730. — Lettre de M. Mouret à l'Intendant sur ladite affaire, lui mandant que les religieux se refusent à toute transaction raison-

nable, en faisant à la ville des propositions inacceptables. Montdidier, 21 novembre 1730. —

Lettre de dom Berthelon à l'Intendant, lui envoyant copie du projet d'accommodement qu'il propose à la ville. Montdidier, 19 novembre 1730. — Accord entre les maieur et échevins de Montdidier et les prieur claustral et religieux du prieuré N.-D. de ladite ville, sur ladite affaire. 3 décembre 1730. —

Lettre de M. Martinot, maieur de Montdidier, à l'Intendant, lui envoyant ledit accord, qu'il le prie d'approuver. Montdidier, 3 décembre 1730, — etc.

C. 973. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1748-1772. — MONTDIDIER. — « Extrait et avis » sur l'opposition formée par les propriétaires des huit moulins de Montdidier, à l'autorisation accordée par une assemblée générale des syndics et maîtres de bannières de cette ville au nommé Antoine Vaillant, acquéreur d'un moulin à tan en partie incendié, de convertir ledit moulin en moulin à blé, vu la décadence de la tannerie ; estimant ladite opposition mal fondée. v. 1748. — Mémoire sur la même affaire, où l'on voit qu'à cette époque la ville de Montdidier était composée de 8 ou 900 feux. v. 1749. — Nouveau mémoire sur cette affaire. v. 1749. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête du sieur Lefèvre, qui demande l'arrentement d'un terrain inculte situé derrière sa maison, dans la ville de Montdidier. Paris, 13 décembre 1752. — Mémoire de M. Martinot sur la demande du sieur Lefèvre, qui a été recommandée à M. de Courteille par le sieur Jacquenoud, suisse de la marquise de Pompadour. Il pense que ladite concession peut être accordée. Montdidier, 11 janvier 1753. — « Mémoire sur l'affaire des bénédictins de Montdidier contre les officiers municipaux de cette ville, » au sujet du refus fait par les religieux de laisser les officiers municipaux se placer dans les premières stalles à gauche du chœur de leur église, les jours de processions générales, ainsi que cela se pratiquait de temps immémorial, du droit prétendu par le maire d'aller le premier à l'offrande, et de ce que le premier officier municipal exige qu'un des religieux vienne l'inviter la veille desdites cérémonies. Le 23 octobre 1769, « jour de la fête des patrons, une partie du corps municipal, en habits de cérémonie, se plaça dans les stalles à gauche, et un échevin avec le procureur du Roi dans les stalles à droite. C'est dans ce moment que la scène commença, par un religieux qui voulut faire sortir ces deux derniers officiers de leurs places, en les menaçant de faire venir le bedeau pour les en chasser. Ils donnèrent d'abord une preuve de leur

modération et du respect qu'ils avaient pour le lieu où ils se trouvaient, s'étant retirés pour se placer ailleurs. Ce fait est connu de la plus grande partie des habitants de la ville... Depuis ce moment, les maire et échevins ne se sont plus trouvés à ces deux cérémonies, et quoique insultés publiquement, ils n'ont rien dit ni écrit. Mais, le prieur ayant adressé au ministre en 1772, un mémoire pour se plaindre du désordre qui régnait aux processions lorsque les maire et échevins n'y assistaient pas, ce mémoire fut communiqué au corps municipal : il y répondit peu après et... les bénédictins reçurent... la décision... qui maintient le corps de ville dans la possession immémoriale où il était sur ces trois objets.... Les vrais motifs des difficultés qu'a formées le prieur dans cette affaire, c'est que, l'ayant commencée légèrement et par humeur, il n'a point voulu, par une vanité déplacée et très répréhensible, plier sous les ordres du Roi, et comme on devait tenir l'année suivante un chapitre général de son ordre, dont il était visiteur, il comptait demander son changement et faire beaucoup valoir son zèle pour sa congrégation qui, loin d'approuver sa conduite, n'aura pas manqué de lui faire au contraire une sévère réprimande pour s'être écarté de la paix que les bénédictins prennent pour symbole, et dont il est fort rare de les voir s'écarter. » v. 1772, — etc.

C. 974. (Liasse.) — 8 pièces papier (1 imprimée).

1722-1790. — MONTDIDIER. — « Arrêts du conseil d'État du Roi, le premier qui condamne le nommé Trépaigne, maire de la ville de Montdidier, en son propre et privé nom, en 50 l. de dommages et intérêts envers le nommé Deshaizecourt, distributeur du papier et du parchemin timbré de ladite ville, et au coût du présent arrêt liquidé à 60 l., pour avoir envoyé loger chez ledit Deshaizecourt un garde du Roi ; et ordonne l'exécution de l'art. XI de l'ordonnance de 1681, titre commun pour toutes les fermes, et de tous les arrêts et règlements rendus en conséquence pour les privilèges des commis. Et l'autre qui déboute ledit Trépaigne de l'opposition par lui formée audit arrêt et le condamne en outre au coût d'icelui. » 14 juillet et 29 septembre 1722 (impr. 11 p. in-4°). — Lettre de M. Martinot à l'Intendant, l'informant qu'« il est arrivé hier sur les 9 à 10 heures du matin un tumulte considérable dans le marché de cette ville, où le blé a été enlevé au taux qu'y ont mis les acheteurs, et une quantité pillée sans aucun paiement... L'affluence du peuple était si considérable, que l'exempt de la maréchaussée, avec ses cavaliers et les

sergents de ville, n'ont pu absolument le contenir. » Il ne pense pas qu'on puisse rétablir ledit marché, non plus qu'à Maignelay, avant qu'on ait envoyé des troupes pour maintenir l'ordre. Montdidier, 7 mai 1775. — Lettre de M. Pucelle à l'Intendant, l'informant d'une petite émeute qui s'est élevée à Montdidier à propos d'une discussion sur le prix du blé très méteil. Montdidier, 23 mars 1789. — Lettre de M. Pucelle à l'Intendant, l'informant « d'une insurrection qu'il y a eu à Montdidier dans l'après-midi du 22 de ce mois. Trente à quarante hommes, armés de pelles, fourches, etc., se sont rassemblés et ont été se présenter chez M. de Bertin, notre lieutenant général. Ils l'ont prié de se rendre à l'hôtel de ville pour y rendre compte de sa conduite. Il y a été on ne peut pas plus maltraité : on lui a reproché d'avoir dit que les ouvriers, qui travaillaient depuis longtemps aux chemins vicinaux et aux ouvrages désignés sous le titre d'ateliers de charité, ne seraient point payés ; qu'il avait reçu une lettre de la commission intermédiaire provinciale, par laquelle on lui avait mandé quelque chose de semblable. Il paraît que ces trente à quarante hommes étaient de ces gens occupés à ces travaux, qu'ils lui ont reproché que c'était lui qui était cause de ce que Montdidier allait perdre sa splendeur, en n'ayant ni district, ni département. Ils ont voulu le forcer à rester au corps de garde jusqu'au retour de la députation, en disant qu'il paierait de sa tête la non-réussite. La ville de Montdidier avait cependant, le matin, reçu une lettre de MM. les députés, par laquelle ils lui annonçaient les plus grandes espérances. Deux officiers de la garde citoyenne ont répondu sur leur tête de la présence de M. de Bertin pendant le séjour des députés à Paris, et sur cette promesse on l'a laissé sortir et retourner chez lui. On a seulement exigé que le sergent de garde se rendît tous les matins chez lui, pour savoir s'il y était. Tout est rentré dans l'ordre le soir ; M. de Bertin a été tranquille la nuit suivante, et le calme régnait encore au départ du courrier du 23. » Montdidier, 24 décembre 1789. — Lettre de l'Intendant aux ministres, pour les informer des faits ci-dessus. 27 décembre 1789, — etc.

C. 975. (Liasse.) — 35 pièces papier.

1762-1766. — MONTIERS (Oise). — Note de l'Intendant à M. d'Hesbon, lui mandant, à la prière du marquis de Montiers, de surseoir à l'autorisation à donner aux habitants de Montiers, de plaider contre ce seigneur, jusqu'à ce que ledit seigneur se soit rendu dans sa terre pour voir de quoi il s'agit, et tacher de se concilier avec eux.

28 février 1762. — Copie de la signification faite, à la requête de Jean-Marie Pittou, tailleur d'habits, syndic *ad hoc* pour les habitants de Montiers, à Alexandre-Charles Tarteron, seigneur de Montiers et autres lieux, demeurant en son château de Proisy, de l'opposition faite par ledit Pittou au nom desdits habitants, « à ce que ledit seigneur de Montiers continue de faire botter et élaguer les arbres qui sont dans les marais communs et viages dudit Montiers et appartenant auxdits habitants, comme aussi de ne point enlever le bois provenant des dites bottures. » 24 mars 1762. — Lettre du marquis de Montiers à l'Intendant, réclamant contre ladite opposition, comme étant formée sur un acte d'assemblée des habitants de Montiers, fait contre toutes les règles « qui a été porté tout dressé par le sieur Froissart, notaire à la résidence d'Halluin, et icelui lu le dimanche, 14 mars, à la porte de l'église. Aucun habitant ne l'a voulu signer. Le notaire retourné chez lui fut redemandé par le curé de Montiers, le lendemain, jour ouvrier, avec le même projet. Quelques paysans appelés chez lui par sa servante, signèrent nuitamment ledit acte ; le mardi, le curé alla dans plusieurs maisons du village, menacer ceux qui avaient refusé de signer, en leur disant qu'ils auraient à faire à lui et aux autres. Ces signatures sont au nombre de 22, tandis qu'il y a soixante et douze chefs, qui doivent tous signer un pareil acte. » Château de Proisy, par Guise, 29 mars 1762. — Réponse de l'Intendant à M. de Montiers. Les contestations qu'il a avec ses vassaux sont de la compétence des juges ordinaires, « et tout ce qui me concerne, c'est d'autoriser la communauté à plaider lorsqu'elle le requerra, si elle me représente une délibération en bonne forme et appuyée d'une consultation d'avocats, qui estiment ses prétentions bien fondées. » Tout ce qu'il peut faire c'est de lui accorder le sursis qu'il lui a demandé, avant de donner son autorisation. « Et si quelques habitants faisaient des procédures sans attendre mon autorisation, tout ce qui en résulterait, c'est que les frais en seraient à leur propre charge, sans recours contre la communauté. » Paris, 3 avril 1762. — Requête à l'Intendant par les syndic, manants et habitants de Montiers, se plaignant de ce que le nommé Legrand, agent du seigneur de Montiers, a fait planter des arbres dans des marais à eux appartenant, et demandant à être autorisés « à demander audit seigneur de Montiers ; toutes les tontures des arbres qui sont plantés sur le sol de leur commune et usage, comme

aussi de réclamer les aliénations et anticipations par eux et leurs prédécesseurs faites sur lesdites communes et usages, comme de prélever une partie des foins croissants sur iceux, pour subvenir aux frais qui ont été et qui pourraient être faits par la suite, pour le soutien desdites communes, et d'ordonner que les suppliants aient les titres de propriété desdites communes et usages en communication, par les sieurs procureur fiscal, curé et marguilliers dudit Montiers, dépositaire d'iceux. » Signé Pittou, syndic *ad hoc*. 23 juin 1732. — Note sur ladite affaire. « De toutes ces délibérations, qui s'entrechoquent les unes contre les autres, il résulte qu'il y a beaucoup de division dans cette communauté, et que M. le marquis de Montiers a un peu remis de son côté pour avoir des gens dans son parti, et qu'au surplus, il n'y a rien de régulier dans tout ce qui a été fait jusqu'à présent. Pour y remettre l'ordre, je ne vois d'autre parti que d'ordonner une assemblée générale, qui sera tenue devant tel notaire, qui sera nommé par M. Martinot ou par-devant M. Martinot lui-même, à l'effet de connaître quel est ou sera le vœu de la majeure et plus saine partie de la communauté : et comme il est intéressant par provision, que les habitants ne s'entrepillent point les foins qui sont actuellement sur la partie de communes mises en valeur, il convient de faire provisoirement défenses à ces habitants et à chacun d'eux, de rien déranger à la distribution qui a été faite entre eux de cette portion de communes mises en valeur. » 11 juillet 1762. — Ordonnance de l'Intendant qui ordonne « par provision et sans tirer à conséquence, que le partage encommencé par le suppliant, suivant l'usage ordinaire et accoutumé de la partie de communes mise en culture et en portions égales au nombre des feux ou ménages, sera parachevé, suivi et exécuté suivant sa forme et teneur. » 12 juillet 1762. — Lettre de l'Intendant à M. Martinot, au sujet de trois délibérations contradictoires, qu'il a reçues des habitants de Montiers. Il ne peut accorder son autorisation pour intenter un procès, dès que les habitants ne s'accordent point entre eux à cet égard. Il le prie de leur faire savoir qu'il n'a rien à répondre sur ces délibérations, qui se détruisent l'une l'autre. 17 juillet 1762. — Note à l'Intendant sur une transaction survenue entre le seigneur de Montiers et les habitants dudit lieu. « Dans le vrai, cette affaire a toute la mine d'un coup d'autorité d'un seigneur sur ses vassaux, ou du moins sur une partie d'entre eux, car il y a toute apparence, qu'il y a encore beaucoup d'opposants. » 11 novembre 1762. — Ordonnance de l'Intendant, qui déclare nulle la transaction entre le seigneur et une partie des

habitants de Montiers en ce qui concerne « la permission accordée aux habitants de Montiers de mettre en valeur six arpents et demi de leurs pâturages communs, dans le grand marais dudit lieu. » 19 novembre 1762. — Requête des habitants de Montiers, au nom de Jean-Marie Pittou, leur syndic *ad hoc*, à l'Intendant, demandant que les pièces de la contestation qu'ils ont avec le seigneur de Montiers leur soient rendues, et à être autorisés à plaider contre celui-ci « qui profite des pièces des suppliants qui lui ont été mises entre les mains, pour faire une grande quantité d'élagages dans l'étendue des communes et usages des suppliants, dont le nombre va à près de mille pieds d'arbres. » 1^{er} mars 1763. — Mémoire de M. Martinot à l'Intendant sur ladite affaire. Montdidier, 29 mars 1763. — Requête de Jean-Marie Pittou à l'Intendant, se plaignant d'être troublé dans sa charge de syndic *ad hoc*, par Pierre Leroy, syndic pour le Roi audit Montiers, qui parcourt toutes les maisons du village, pour faire signer un acte ou une requête pour se faire recevoir syndic *ad hoc*, au lieu et place du suppliant. Trois raisons doivent le rendre suspect : « La première est qu'il a gardé malicieusement pendant cinq mois une ordonnance que Monseigneur a bien voulu lui adresser pour le bien et l'arrangement public, sans en faire aucune communication aux habitants ; la seconde est qu'il a eu le front de faire lire une ordonnance par le sieur Debacq, son gendre, et procureur d'office, comme venant de Votre Grandeur, pour intimider une partie des habitants ; la troisième, qu'il est fermier de mon dit seigneur de Montiers, et qu'étant nommé syndic, il serait à craindre qu'il ne se laisse gagner par son maître. » 17 juin 1764. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Montiers, convoquée par le sieur Pierre Leroy, syndic, et réunie devant la porte de l'église, « lieu ordinaire où se tiennent les assemblées de ladite communauté » protestant contre ladite requête du sieur Pittou, et contre la qualité de syndic *ad hoc* qu'il s'attribue. 24 juin 1764. — Requête à l'Intendant, par les habitants de Montiers, demandant, comme c'est l'usage, d'être continués dans le droit d'avoir un syndic particulier pour le partage des communes, en remplacement de Pierre Mention, qui s'est démis de ses fonctions à cause de son grand âge « en faveur de Jean-Marie Pittou, ou bien, Monseigneur, son fils, Antoine Mention, ou tout autre. » 25 juin 1764. — Requête de Jean-Marie Pittou à l'Intendant, en réponse à l'acte d'assemblée du 24 juin.

Montiers, 26 juin 1764. — Mémoire de M. Martinot à l'Intendant sur ladite affaire. Montdidier, 26 juin 1764. — Ordonnance de l'Intendant qui ordonne que celle du 12 juillet 1762 sera exécutée suivant sa forme et teneur, et, en conséquence, autorise Pierre Leroy, syndic de Montiers, à faire le partage desdites communes, suivant la forme prescrite ; faisant défenses à Pittou et à tous autres de lui apporter aucun trouble. 1^{er} juillet 1764. — Mémoire de M. Martinot, au sujet des empêchements mis par Jean Pittou à l'adjudication par Pierre Leroy, syndic, de travaux à faire dans les communes de Montiers et sur la demande faite par ledit Pittou qu'il soit nommé un syndic *ad hoc* pour le gouvernement des communes. Montdidier, 31 mars 1765. — Copie de l'ordonnance de M. d'Invaux, intendant, ordonnant, par provision, que le partage des communes de Montiers commencé par Pierre Leroy sera continué, faisant défense à Pittou et à tous autres d'y apporter aucun trouble. 18 avril 1765. — Requête à l'Intendant par Jean-Marie Pittou et autres habitants de Montiers, demandant qu'il soit nommé comme par le passé, un syndic *ad hoc* pour le gouvernement des communes dudit lieu. 1 mai 1765. — Nouvelle requête de Jean Pittou à l'Intendant. 2 mai 1765. — Notes sur ladite affaire. 9 juin 1765. — Ordonnance de l'Intendant qui fait défenses à Pittou et à tous autres de se mêler des affaires de la communauté, et condamnant ledit Pittou en 50 l. d'amende, pour s'y être ingéré sans qualité. 12 juin 1765. — Certificat de plusieurs habitants de Montiers en faveur de la requête de Pierre Leroy. v. 1765. — Lettre du marquis de Montiers à l'Intendant, le priant d'interposer son autorité, pour empêcher les habitants de Montiers, séduits par Pittou, qui s'est fait nommer syndic *ad hoc* par la majeure partie des habitants, de s'engager contre lui dans un procès ruineux et qu'ils perdraient infailliblement, sur la propriété des pâtis, marais et communes dudit Montiers qui lui appartiennent incontestablement, et que ledit Pittou a fait partager entre les habitants. Château de Proisy, 7 décembre 1766. — Mémoire de M. Martinot à l'Intendant sur ladite affaire. Montdidier, 24 décembre 1766, — etc.

C. 976. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1755-1782. — MONTIÈRES-LES-AMIENS. — Requête de Laurent Bouttemy, manouvrier à Montières, à l'Intendant, à l'effet d'être payé de 9 livres, pour avoir couché chez lui, pendant 2 mois, trois personnes chargées d'extraire de la tourbe pour la communauté dudit Montières. 27 septembre 1755. — Requête à l'Intendant, par Pierre-Nicolas Delarue et Pierre Lefèvre, marchands de tourbes à Amiens, en

réponse à une réclamation faite, contre eux, par les habitants de Montières. 24 septembre 1759. — Requête des habitants de Montières à l'Intendant, au sujet du droit qu'ils exigent desdits Delarue et Lefèvre, pour le passage de tourbes dans leurs communes. 28 octobre 1759. — Avis de M. Ducastel sur ladite affaire, 1^{er} décembre 1759 ; et ordonnance de l'Intendant, condamnant lesdits Delarue et Lefèvre, à réparer le dommage causé par eux aux communes de Montières, en y faisant passer leurs tourbes. 6 décembre 1759. — Délibération des habitants de Montières à l'effet d'être autorisés à tourber dans leurs marais. 22 avril 1773. — Requête des habitants de Montières à l'Intendant, pour obtenir ladite autorisation. 22 avril 1773. — « Etat de ceux qui veulent avoir de la tourbe pour leur chauffage. » 1773. — Requête des habitants de Montières, à l'effet d'être autorisés à tourber pour ladite année. 19 mars 1782. — « Liste des habitants de Montières. » 24 mars 1782. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 23 mai 1782. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 31 juillet 1782, — etc.

C. 977. (Liasse.) — 7 pièces papier (1 imprimée, 1 plan).

1786-1787. — MONTIGNY (Oise). — Etat des déboursés du syndic de Montigny pour 1787. — MONTREUIL-SUR-MER (Pas-de-Calais.) — Lettre anonyme en caractères romains, adressée à M. de Berne, maieur à Montreuil, et ainsi conçue : « Monsieur de Berne, je vous averti que si vous n'empêchez pas Monsieur de Lépinet dans le marche au bled est plusieurs de ce gonbon, le peuple vous averti que dans deux de jour il arrivera un fameux tapage dans le marche, et faire viissitte dans ce grenier à bled, comme ausy Mosieur Avet est de Bruyerie que c'é tous gense qu'il nous vieulle faire mourir de faim, c'é pourquoy mourir pour mourir. Vous voirez quelque chose dans deux. » XVIII^e s. — MORCOURT. — « Plan figuratif d'une partie de terrain dans la commune de Morcourt, contenant 91 verges. » 28 juin 1786. — Avis de l'adjudication d'une portion de communes à tourber à Morcourt, pour le 17 juillet 1786 (impr. affiche). — Procès-verbal d'adjudication dudit tourbage. 17 juillet 1786. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 19 juillet 1786, — etc.

C. 978. (Liasse). — 1 pièce, parchemin, 48 papier.

1729-1732. — MOREUIL. — Vidimus daté du mois de juillet 1269 par Adrien de Roye, chevalier, sire de

Garmegny et Adrien, chevalier, sire de Milly, entre Raoul de Praiaus, seigneur de Renneval, d'une part et Bernard, chevalier, seigneur de Moreuil, de l'autre, d'un accord entre Jean de Praiaus, chevalier, sire de Renneval, et Bernard, chevalier, sire de Moreuil, sur le droit de chaussée et de travers de Moreuil, l'usage des habitants de Renneval dans les marais, le droit de tourbage des seigneurs de Moreuil dans les marais, la banalité des habitants de Renneval aux moulins de Moreuil, etc. Traduction du XVIII^e s. — Requête des habitants de Morisel à l'Intendant, se plaignant de ce que ceux de Moreuil envoient paître leurs bestiaux dans leurs marais. « Voici ce qu'opposent les habitants de Moreuil dans la requête qu'ils ont eu l'honneur de vous présenter le 2 juin 1725. Ils s'y donnent d'abord un air de maîtres : ils disent que, si les habitants de Morisel pâturent dans les communes, c'est une pure grâce qu'ils ont bien voulu leur faire, et s'égayant dans une idée si vaine et si absurde, ils traitent les habitants de Morisel de gens ingrats et méconnaissants, indignes de la faveur et du bien qu'ils leur ont fait jusqu'à présent. Un si plaisant début découvre tout d'un coup l'injustice du procédé des habitants de Moreuil : il ne se conçoit pas qu'une communauté d'habitants ait aucun droit de seigneurie et de supériorité sur une autre communauté d'habitants, dont la paroisse et le territoire sont distincts et séparés. Quelque grande que soit la ville de Paris, elle a son territoire limité et circonscrit, au-delà duquel elle ne peut passer, et le moindre des villages qui l'environne a aussi son territoire indépendant de celui de Paris, et l'on n'a pas encore vu que la communauté des habitants de Paris ait entrepris de jouir et de se mettre en possession des territoires adjacents, sous prétexte que c'est une grâce de leur avoir accordé un territoire particulier et d'avoir souffert qu'ils en jouissent, pouvant s'en emparer comme étant les plus forts et en plus grand nombre. » Ils demandent à être maintenus dans le droit de jouir seuls de leurs marais, etc. v. 1725. — Mémoire de M. Le Caron de l'Esperon, subdélégué à Montdidier, à l'Intendant relativement à une contestation entre les habitants de Moreuil et ceux de Morisel, sur l'usage des prairies, marais et communes. « Quatre ou cinq paroisses voisines doivent avoir leur part dans une aussi grande quantité de marais qui se trouvent entre Moreuil, Morisel, Laneuville, Rainneval etc., ce qui se justifie par les titres, et qu'il n'y a que Morisel qui est plus à portée d'y avoir sa part qu'aucune autre, et qu'il est le seul qui ne l'ait pas certaine, Moreuil la lui disputant. C'est en quoi il me paraît une injustice manifeste et visible, et qui

peut être redressée fort facilement selon moi. » Montdidier, 30 mars 1729. — Nouveau mémoire de M. Le Caron de l'Éperon sur ladite affaire et les différents titres produits par les parties. « Les habitants de Morisel se prétendant propriétaires d'environ 100 journaux de prés, entre leur village et le vieux lit de la rivière qui va de Pierre-pont à Moreuil, et voyant que ceux de Moreuil s'en rendaient les maîtres et voulaient également en jouir, ils les firent assigner devant le prévôt de Montdidier, par exploit du 28 janvier 1724 pour en avoir raison ; il se fit beaucoup de procédure, tant qu'enfin les habitants de Moreuil présentèrent requête à M. l'Intendant, le 16 février de la même année, pour par lui évoquer la connaissance de cette affaire. » Montdidier, 30 mars 1729, et ordonnance de M. Chauvelin, intendant, qui renvoie les parties par-devant les juges ordinaires. Amiens, 6 avril 1729. — Sentence du prévôt de Montdidier qui fait défenses aux habitants de Moreuil de mener et envoyer paître leurs bestiaux sur le terroir de Morisel et dans l'étendue de la pièce de 100 journaux ou environ dont s'agit. 1^{er} mars 1731. — Requête des habitants de Moreuil au bailliage de Montdidier, formant opposition aux sentences des 27 juillet et 9 novembre 1731. Montdidier, 23 avril 1732. — Requête des habitants de Morisel à l'Intendant, formant opposition à son ordonnance du 18 de ce mois. 3 mai 1732. — « Mémoire ou rapport du procès jugé par arrêt rendu en la deuxième chambre des enquêtes du Parlement, du 31 mai 1755, en faveur de la communauté des habitants de Moreuil contre les habitants de la communauté de Morisel, pour savoir si les habitants de Morisel sont bien fondés à se pourvoir par requête civile contre cet arrêt », par MM. Trannoy, Malmarmé et Boullenois. Paris, 18 août 1750. — Délibération des habitants de Moreuil, à l'effet de faire cesser le sursis accordé à ceux de Morisel pour le remboursement des dépens auxquels ont été condamnés les habitants de Morisel. 23 janvier 1780. — Requête des habitants de Moreuil à l'Intendant, en conséquence de ladite délibération. 29 janvier 1780. — Délibération des habitants de Morisel sur le même objet. 27 février 1780. — « Avis sur une demande aux fins d'être relevés d'un sursis de poursuites faites en vertu d'arrêt. Paroisse de Moreuil » par M. Pucelle. Montdidier, 4 mars 1780. — Délibération des habitants de Morisel sur le même objet, considérant entre autres choses que « s'il n'a pas été jusqu'à présent statué, ce n'a été que parce que les habitants de Moreuil et de Morisel ont été perpétuellement en proposition d'arrangement, par l'entre-

mise de M^{me} la duchesse d'Elbeuf, dont ils relèvent respectivement, et à laquelle ceux de Morisel ont consenti de s'en rapporter. » 13 juillet 1783. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 21 juillet 1783. — Lettre de M. Caboche, lieutenant de Moreuil, à l'Intendant, au sujet d'une cabale montée à Moreuil sur ladite affaire. Moreuil, 19 octobre 1783. — Lettre de M. Gallé, syndic de Moreuil, à l'Intendant, sur ladite cabale. « La populace de Moreuil s'est chagrinée de ce que l'on ne lui rendait point compte de ce qui se passait. Ils ont fait une cabale, et ont fait une délibération entre eux sans régularité; ils se sont nommé un syndic *ad hoc* et ont été pendant une semaine de porte en porte, pour faire signer leur délibération. » Moreuil, 10 novembre 1783. — Requête des syndic et habitants de Moreuil à l'Intendant, exposant « qu'ils ont obtenu des lettres de requête civile contre un arrêt du Parlement, rendu en faveur des habitants de Moreuil, le 31 mai 1755, que la Cour, par arrêt du 2 du présent mois, a entériné les lettres de requête civile, a annulé l'arrêt du 31 mai 1755, et, en conséquence, a rétabli les suppliants dans la jouissance de leurs marais.... qu'entre autres choses, il se trouve 8 journaux de prés en réserve, que les habitants de Moreuil avaient laissés à leur magister pour leur tenir lieu de pension, que ces prés ne sont point affermés. » Ils demandent l'autorisation de mettre lesdits 8 journaux en adjudication. 1786; et procès-verbal d'adjudication desdits 8 journaux par-devant Pierre-Claude-Hippolyte Pucelle, subdélégué à Montdidier. 17 septembre 1786. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Moreuil, d'être autorisés à emprunter, pour payer les frais dudit procès. Montdidier, 23 décembre 1786. — Lettre de M. de Vergennes à M. d'Agay, intendant, lui demandant son avis sur une requête des habitants de Moreuil, à l'effet d'être autorisés à emprunter 4,000 l. pour payer les frais dudit procès, et à affermer une prairie commune pour payer lesdites 4,000 l. Paris, 12 février 1787. — Délibération des habitants de la paroisse de Saint-Vaast de Moreuil, à l'effet de payer à M^e Turquet, avocat en Parlement, la somme de 400 l. pour ses honoraires. 2 mars 1788. — Lettre de M. Lécureux à M. Grenot, syndic de Moreuil, l'informant, entre autres choses, que la duchesse d'Elbeuf a trouvé très bon que M^e Turquet soit chargé de défendre la communauté de Moreuil dans son procès contre celle de Morisel, et, par conséquent, qu'elle n'est pas fâchée contre Moreuil. Paris, 20 mars 1788. — Lettre de M^e Turquet au curé de Moreuil, lui rendant compte d'une entrevue

avec la duchesse d'Elbeuf, relativement audit procès. Paris, 24 mars 1788. — Mémoire de M^e Turquet sur ladite affaire. 28 avril 1788. — Lettre de M. Pucelle à M. Grenot, receveur des deniers communaux de la paroisse de Moreuil, à l'effet de lui faire rendre ses comptes. Montdidier, 3 avril 1789. — Requête des habitants de Moreuil à la commission intermédiaire du département de Montdidier, à l'effet d'obtenir une réponse sur la demande d'emprunt qu'ils ont faite à l'Intendant en 1787, pour payer les frais de leur procès contre ceux de Morisel. Mai 1789. — Requête des habitants de Morisel à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à faire mettre à fin ledit procès. v. 1789, — etc.

C. 979. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1771-1778. — MOREUIL. — Requête de Pierre Ballin, ancien syndic et receveur des communes de Moreuil à l'Intendant, à l'effet de faire assigner les veuves et héritiers des anciens et nouveaux adjudicataires des communes de Moreuil, pour le paiement des sommes dues par leurs auteurs. 22 octobre 1771. — Nouvelle requête de Pierre Ballin, sur le même objet. 16 novembre 1771. — Réponses des intéressés auxdites requêtes, par-devant les officiers de la justice de Moreuil. Moreuil, 19 janvier 1772. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire. 23 mars 1772. — « État des revenus des biens communaux en réserve de la communauté des habitants du bourg de Moreuil », etc. Moreuil, 21 juin 1776. — Requête à l'Intendant, par Michel-Nicolas-Joseph De Lettres, écuyer, seigneur de l'Épinoy, représentant, « qu'il apprend que dimanche dernier, la communauté de Moreuil s'est rassemblée, à l'effet de vous demander la permission d'affermir le marais de l'Épinoy, ce qui oblige le suppliant de vous représenter, Monseigneur, que ce marais fait partie de la communauté de Moreuil depuis que, vers le commencement du XIV^e siècle, la peste et la guerre ont rendu désert et détruit le village de l'Épinoy, appartenant alors au seigneur de Moreuil, dont un successeur a depuis aliéné par donation la seigneurie, telle qu'elle existe aujourd'hui, pour en jouir au même titre que lui-même. Depuis ce temps, le village toujours détruit et même l'église, l'Épinoy n'a cessé de faire partie de la communauté de Moreuil; jouissant en commun de ce marais, et c'est à ce titre que ledit sieur De Lettres vous supplie, Monseigneur, de trouver bon qu'il fasse opposition entre vos mains à tout usage de ce marais de la part de la commu-

nauté de Moreuil, qui pourrait être préjudiciable à ses droits et à la jouissance du pâturage dudit marais. Sur quoi, expliquant les motifs de sa demande, il déclare que, comme au su de tout le monde, il fait valoir un des sols les plus ingrats de la province, il ne peut avoir moins de 40 bestiaux, dont 20 chevaux et 20 vaches ou bœufs, tous élèves de chez lui, dont il répand tous les ans une partie dans le commerce, vendant à mesure qu'il élève. » Il demande si l'Intendant juge à propos d'accorder aux habitants de Moreuil la disposition de ce marais, que 15 journaux environ soient laissés à sa portée. 20 décembre 1786. — « Copie d'une requête du sieur Gallé, marchand de tourbes, demeurant au bourg de Moreuil, à Mgr. le comte d'Agay, intendant de Picardie, » à l'effet d'être payé d'une somme de 2,034 l. 8 s., dont il prétend les habitants de Moreuil lui être redevables. 23 janvier 1788.

C. 980. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1772-1779. — MOREUIL. — Requête à M. d'Agay, intendant, par Pierre Ballin, ancien syndic de Moreuil, au nom des habitants et communauté dudit lieu, à l'effet d'autoriser ladite communauté à acheter une maison appartenant à Quentin Bouillie, laboureur, pour servir de logement à la brigade de maréchaussée établie à Moreuil. 30 janvier 1772. — Mémoire de M. Martinot sur ladite requête. Les revenus de la communauté sont suffisants pour faire ladite acquisition, et il estime qu'on peut l'autoriser. Montdidier, 21 février 1772. — Requête à l'Intendant, par Pierre Ballin, lieutenant de la châellenie du bourg de Moreuil, faisant fonctions de maire audit lieu, au sujet du refus fait par le nommé Barbier, brigadier de la maréchaussée, de déloger de la maison primitivement occupée par la maréchaussée, pour aller dans celle nouvellement achetée par la communauté, ce qui occasionne à celle-ci un procès avec les propriétaires de ladite maison. 16 mai 1772. — Mémoire de M. Martinot sur ladite affaire. Il estime qu'il y a lieu de condamner Barbier à sortir de ladite maison, à peine de désobéissance et de tous dépens, dommages et intérêts envers la communauté de Moreuil. Montdidier, 3 juin 1772. — « Mémoire pour les habitants et communauté du bourg de Moreuil. » Exposant que, « aux malheurs des habitants de Moreuil, survenus par les incendies de 1759 et de 1760, qui ont ruiné les trois quarts des habitations de cette paroisse, ont succédé dès 1768 des charges immenses tant en réparations d'église, que presbytère, acquisition de maison pour servir de

caserne à la maréchaussée, par un emprunt dont ils paient annuellement la rente, logements de gens de guerre, que don gratuit, octrois et entrées sur les marchandises de première nécessité, et aujourd'hui menacés d'une reconstruction presque totale de cette maison de caserne, par les défauts que les grosses gelées et les grandes humidités de cet hiver ont occasionnées à tous les principaux murs et cheminées de cet édifice, qui, pour assurer les jours utiles des trois cavaliers qui l'habitent, vient d'être étayé de toutes parts; et dont le rétablissement urgent et nécessaire ne peut être retardé, sinon par l'incapacité de cette communauté, épuisée de toutes manières, qui ne peut l'entreprendre, si, comme dans plusieurs endroits de la généralité d'Amiens, comme le Castelet, Poix, etc., elle n'est secourue tant pour cette dépense que pour le paiement de la rente de cette maison, jusqu'à son extinction, des communautés de Maisnières, Quesnel, Hangest et autres du district de la sous-brigade de Moreuil, qui profitent sans contredit comme ce bourg de leurs courses continuelles, notamment au temps des moissons, pour contenir le bon ordre dans les plaines, en maintenant les glaneurs dans les justes bornes de la police, et empêcher dans tous les temps les vols de jour et de nuit, sur les grands chemins, même les émeutes populaires, comme on l'a éprouvé le printemps dernier, ce qui serait un soulagement considérable pour eux », etc. 12 mars 1776. — Mémoire de M. Martinot sur ladite requête. Il ignore si on peut faire peser les frais de la reconstruction urgente de ce logement sur les localités voisines, mais il sait fort bien que les revenus de la communauté de Moreuil, déjà obérés, sont insuffisants pour y subvenir. Montdidier, 1^{er} avril 1776. — Procès-verbal d'expertise par Charles Sénéchal, charpentier à Montdidier, contenant un devis de construction de casernes pour la maréchaussée de Moreuil. 15 août 1776. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui approuve le devis de reconstruction des casernes de la maréchaussée de Moreuil, et ordonne que le prix en sera imposé sur tous les propriétaires de l'arrondissement. Paris, 31 mai 1777. — Délibération des habitants de Moreuil, arrêtant, attendu la suppression de la brigade de maréchaussée de Moreuil, que la maison actuellement en construction pour lui servir de caserne, serait néanmoins terminée, pour être plus facilement vendue. 5 juillet 1778. — Procès-verbal d'adjudication de ladite maison. 31 décembre 1778. — « Avis pour la communauté de Moreuil, » par M. Cauvel, au sujet de l'abus que veulent faire les

habitants de Moreuil de l'arrêt du Conseil du 22 avril 1772, qui ordonne que la dépense de la construction de ladite caserne serait supportée par tous les propriétaires de l'arrondissement, et sur l'indemnité exigée par l'entrepreneur pour les travaux qui n'ont pas été faits. Montdidier, 6 février 1779, — etc.

C. 981. (Liasse.) — 60 pièces papier.

1786-1789. — MOREUIL. — « Compte que met et rend par-devant vous Monseigneur le comte d'Agay, intendant de la province de Picardie, et aux habitants, corps et communauté de Moreuil, Louis Gallé, syndic et receveur des deniers communaux, provenant des biens d'icelle, de sa gestion, et l'administration des revenus des 9 années desdites communes, suivant l'adjudication d'icelles, passée devant M. Ducastel, directeur desdites communes, le 18 août 1775.... et pour des années de l'adjudication, passée devant M. Pucelle, subdélégué général en l'élection de Montdidier, le 11 juillet 1784 », etc. 16 octobre 1786. — « Compte que met et rend par-devant vous.... Louis Gallé, syndic et receveur des deniers communaux d'icelle paroisse, nommé par le procès-verbal d'adjudication des communes dudit lieu, passée par-devant M. Ducastel, pour lors directeur des communes de Picardie, le 18 août 1775, de sa gestion et emploi qu'il a fait desdits deniers pour l'année 1786, des trois cantons, restants des biens communs dudit lieu, qui sont les 6 journaux de prés au Long Pont, les dix journaux au canton de la rue des Marais et ceux du canton du marais de Genonville ; suivant le procès-verbal d'adjudication qui en a été passé devant M. Pucelle, votre subdélégué général en l'élection de Montdidier, le 18 août 1784 », etc. 23 septembre 1787. — Procès-verbal de reddition de comptes à la communauté de Moreuil, par Louis Gallé, syndic et receveur, 15 octobre 1786. — Lettre de M. Pucelle à l'Intendant, sur ladite reddition de comptes. Montdidier, 5 novembre 1786. — « Inventaire des pièces justificatives du compte à rendre par devant M. le comte d'Agay, intendant de la province de Picardie, par Louis Gallé, syndic et receveur du revenu des biens communaux de la paroisse de Moreuil », etc. v. 1786. — « Inventaire des pièces justificatives du compte que rend Louis Gallé, de la gestion qu'il a faite des biens de la communauté de Moreuil, pour l'année 1786, tant en recette que dé-dépense. » v. 1787. — Quittances pour travaux faits à la maison d'école de Moreuil 1787. — « Mémoire de dépenses qu'a faites Louis Gallé, syndic et receveur des deniers communaux de la paroisse de

Moreuil, qu'a faites pour icelle communauté, à compter du 1^{er} janvier 1786 jusqu'à cejourd'hui (*la date en blanc*) 1787, qu'ils n'ont pas été portés en son compte précédent. » v. 1787. — Requête de Louis Gallé, syndic de Moreuil à l'Intendant, au sujet de plusieurs articles de son compte, que les habitants de Moreuil ne veulent pas lui allouer. 31 juillet 1787. — Requête de Louis Gallé à l'Intendant, se plaignant de ce que les habitants de Moreuil refusent de se rendre aux assemblées qu'il convoque pour rendre ses comptes. 13 octobre 1787. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Moreuil, convoquée par M. Pucelle, subdélégué, à l'effet de nommer une commission, pour examiner les comptes dudit Gallé, et rapport de ladite commission. 25 novembre 1787. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Moreuil, portant révocation de Joseph Lambert, clerc-lai, maître d'école dudit lieu. 27 décembre 1787. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Moreuil, relativement à un procès qu'ils ont avec ledit Lambert, pour le paiement de ses gages. 10 février 1788. — Requête de Louis Gallé à l'Intendant, à l'effet d'être remboursé de 2,0341. 8 s., qui lui restent dues sur son compte, et que la communauté de Moreuil refuse de lui payer. 23 février 1788. — « Mémoire du pain fourni à la garde par Lointier, boulanger à Moreuil. » 1789. — « Mémoire pour la communauté de Moreuil, des ouvrages que moi, Louis du Bois, menuisier, ai faits pour le compte de ladite communauté, à l'auberge du Grand hôtel, le 9 mai présente année 1789. » Moreuil, 24 mai 1789, — etc.

C. 982. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1787-1788. — MOREUIL. — « Role de répartition faite par nous, syndic et principaux habitants de la paroisse du bourg de Moreuil, pour la rétribution accordée aux maître d'école et le chantre de ladite paroisse, laquelle sera imposée à raison de 25 s. par ménage en plein, et 12 s. 6 d. par demi-ménage, sur tous les habitants de ladite paroisse de Moreuil, excepté les pauvres assistés journellement, pour leurs gages de l'année présente 1787, savoir 20 s. pour le maître d'école, et 5 s. pour le chantre, par chacun ménage, à proportion pour les demi-ménages, le tout en vertu de la délibération des habitants de Moreuil, du 8 octobre 1786, approuvée de Mgr. le comte d'Agay, intendant de Picardie, le 21 novembre suivant. » 4 janvier 1787. — « Procès-verbal de contravention contre les sieurs curé, marguilliers, corps et communauté de Moreuil, et le sieur Joseph Lambert, ancien maître d'école dudit bourg », la convention intervenue entre eux n'ayant

pas été passée par-devant notaire. 8 janvier 1788. — Autre procès-verbal de contravention. 8 février 1788.

C. 983. (Liasse.) — 32 pièces papier.

1780-1786. — MORISEL. — Procès-verbal d'adjudication de la dépouille de 7 journaux, 13 verges, des communes de Morisel. 29 septembre 1780. — Procès-verbal d'adjudication de prés et terres labourables appartenant à la communauté de Morisel. 10 septembre 1782. — « Compte que rend par-devant vous, Monseigneur le comte d'Agay, intendant de Picardie, et provisoirement par-devant M. Derveloy, subdélégué et directeur général des communes de ladite province, Jean-François Julliard, syndic et receveur des communes particulières de la paroisse de Morisel, élection de Montdidier, de la gestion et administration qu'il a faites des biens appartenant à la communauté dudit Morisel pendant 10 années, suivant les baux par adjudication passés par-devant M. Ducastel, le 17^e jour de septembre 1762 et 22 avril 1773. » 10-14 septembre 1782. — Délibération des habitants de Morisel, arrêtant d'emprunter à la fabrique dudit lieu une somme de 1 000 livres, pour le paiement des frais du procès qu'ils ont avec ceux de Moreuil. 7 mai 1786. — Annonce pour le 17 septembre 1786, de l'adjudication de 8 journaux de prés communs de la paroisse de Morisel. 7 septembre 1786, — etc.

C. 984. (Liasse.) — 6 pièces papier. (4 plans).

1787-1788. — MORTEMER (Oise). — État des déboursés du syndic de Mortemer pour 1787. — MOYENCOURT. — Plans, coupes et élévations de l'église de Moyencourt. 5 décembre 1787. — MOYENNEVILLE. — Lettre des syndic et principaux habitants de Moyenneville à l'Intendant, établissant que « 1^o notre paroisse ne possède point de communes, et il n'y a aucune place vaine ni vague ; 2^o les places et rues sont plantées en ormes par M. le marquis de Valenglart, seigneur voyer de notre paroisse. » Moyenneville, 1^{er} mai 1788.

C. 985. (Liasse.) — 15 pièces papier, (3 plans).

1773-1798. — NAMPONT-SAINT-FIRMIN (Pas-de-Calais). — Lettre de l'Intendant à M. Darnies de Fresnes, lui demandant des éclaircissements sur une requête présentée par les habitants de Nampont-Saint-Firmin, à l'effet d'être autorisés à tourber 6 journaux de leurs communes pour leur chauffage. Amiens, 31 mars 1789. — Plan d'une portion du marais à tourber à Nampont-Saint-Firmin. 6 mai 1789. —

Réponse de M. Darnies à l'Intendant. « Quoique ce canton soit peut-être un de ceux où il y ait plus de bois, à cause du voisinage de la forêt de Crécy et des bois des abbayes de Valloires et de Longviller et autres, il y est cependant devenu très cher, parce que les grandes routes qui ont été ouvertes, en facilitent l'exportation en Artois et au Crotoy : qu'en ce dernier endroit, on l'embarque pour Amiens et même pour les autres provinces du royaume. Il se fabrique aussi beaucoup de charbon, dont le transport est plus facile, en sorte qu'il reste très peu de bois dans le pays, ce qui a engagé beaucoup de propriétaires des prairies de la vallée d'Authie à y tirer de la tourbe. C'est ce qui est pratiqué à Dompierre, Dourier, le Chaussoy, Maintenay et autres endroits, où l'on ne connaissait pas l'usage de la tourbe, il y a 25 ans. Je regarde donc le bois comme trop cher dans le canton, pour que le peuple en puisse faire usage pour son chauffage ordinaire. Il n'y a pas non plus de chaumes dans le canton qui puissent substituer le bois. » Abbeville, 15 mai 1789. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise ledit tourbage. Amiens, 18 novembre 1789. — NAUROY. (Aisne). — Lettre de M. de Villedeuil à l'Intendant, au sujet d'un mémoire « des nommés Hubert et De la Porte, de la paroisse de Nauroy, bailliage de Saint-Quentin, qui se plaignent de ce que l'on s'est emparé d'un terrain qui leur appartient, pour former un cimetière à l'usage des non-catholiques, et de ce que l'on ne veut leur en payer le prix qu'à un taux inférieur à la valeur de ce terrain. » Versailles, 5 octobre 1788. — NESLE. — Lettre de l'intendant de Picardie à celui de Soissons, lui renvoyant une requête qui lui a été adressée par erreur, des bureaux de M. Blondel, et qui tend à obtenir l'établissement d'un marché franc à Nesle. Amiens, 16 octobre 1783. — Lettre de l'intendant de Picardie à celui de Soissons, lui renvoyant un mémoire qui lui a été adressé par erreur, des bureaux de M. de la Millière, et qui concerne une affaire relative aux places municipales de la ville et communauté de Nesle, qui dépend de la généralité de Soissons. 16 décembre 1788. — NESLE-L'HOPITAL. — Plan et coupes de l'église de Nesle-l'Hôpital. 17 novembre 1773. — NEUFVY (Oise). État des déboursés du syndic de Neufvy pour 1787. — LA NEUVILLE-LES-BRAY. — Lettre de M. Balis à l'Intendant, sur une requête des habitants de la Neuville-les-Bray, au sujet de la défectuosité de leur pont Albert, 21 octobre 1786, — etc.

C. 986. (Liasse.) — 18 pièces papier (3 plans).

1778-1799. — NEUVILLE-LES-LÆUILLY. — Plans

et coupe de la nef de Neuville-les-Lœuilly. 27 juin 1790. — Requête des habitants de Neuville-les-Lœuilly à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber dans leurs communes pour leur chauffage. 1^{er} mars 1784. — Id. 24 février 1787. — Id. 12 mars 1790. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 24 avril 1784. — Id. 22 avril 1785. — Id. 30 avril 1787. — Id. 29 avril 1788. — Id. 11 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 6 août 1784. — Id. 27 août 1785. — Id. 20 juillet 1787. — Id. 10 juillet 1788. — Lettre de M. Petyst Duploux à M. Derveloy, en faveur des habitants de Neuville, en contestation avec les nouveaux fermiers du chapitre, sur le tort que ceux-ci font à leurs pâtures. Neuville, 25 juillet 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 28 juillet 1787, — etc.

C. 987. (Liasse.) — 15 pièces papier (1 plan).

1721-1788. — NEUVILLE-ROY. (Oise). — État des déboursés du syndic de Neuville-Roy pour 1787. — NEUVILLE-SAINT-GERMAIN. — Lettre des syndic et membres de la municipalité de Neuville-Saint-Germain à l'Intendant, en réponse à sa lettre du 15 avril précédent, concernant le projet de faire planter les communes de toute la province, et lui faisant savoir que leur commune jouit « tant elle seule qu'en commun avec une autre paroisse (Vieux Rouen) d'environ 120 journaux de communes. » Neuville-Saint-Germain, 22 mai 1788. — LA NEUVILLE-SIRE-BERNARD. — Requête des syndic et habitants de la Neuville-Sire-Bernard à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre, comme par le passé, en adjudication la dépouille de leurs communes, usage interrompu depuis quelques années. 25 mars 1783 ; ordonnance de l'intendant, qui autorise ladite adjudication. 10 avril 1783. — Procès-verbal de ladite adjudication. 24 juin 1783. — État des déboursés du syndic de la Neuville-Sire-Bernard pour 1787. — NOIREMONT (Oise). — État des déboursés du syndic de Noirémont pour 1787. — NOYELLES-SUR-MER. — « Plan d'un presbytère neuf pour Noyelles-sur-Mer. » 1778. — NOYER-SAINT-MARTIN (Oise). — État des déboursés du syndic de Noyer pour 1787. — NURLU. — Lettre de M. d'Ormesson à M. Chauvelin, intendant, au sujet de l'appel interjeté de l'ordonnance rendue par ledit intendant, pour la répartition du prix de l'adjudication des réparations du presbytère de Nurlu. Paris, 31 décembre 1721, — etc.

C. 988. (Liasse.) — 30 pièces papier.

1781-1789. — OCCOCHE. — Procès-verbal du transport fait à Occoche par « Jean-Baptiste-Gabriel Le Senne, seigneur de la Tour, conseiller du Roi, son procureur ès sièges royaux de la ville de Doullens, maire perpétuel de ladite ville, subdélégué de l'Intendance de Picardie au département dudit Doullens, » à l'effet de procéder : « 1° à la visite du marais dudit Occoche, à l'effet de constater l'état dans lequel il se trouve, les causes de l'inondation dont lesdits habitants se plaignent, et ce qu'il conviendrait faire pour parvenir au dessèchement dudit marais ; 2° à la visite du pont de la grande rue dudit village, et au devis des ouvrages qui seront jugés nécessaires pour son rétablissement ; 3° à la visite des rues et avenues dudit village, et au devis des réparations qui seront jugées nécessaires pour les rendre praticables ; 4° enfin au détail estimatif de la dépense desdits objets. » 30 mars 1781. — « Devis des ouvrages à faire pour la réparation des rues du village d'Occoche, fait par moi, Jean-François Sénépart, arpenteur royal à Courcelles, expert, nommé d'office par M. Le Senne, subdélégué de l'intendance de Picardie en la ville et élection de Doullens, en exécution de l'ordonnance rendue par Monseigneur le comte d'Agay, intendant de Picardie, le 20 janvier dernier. » 19 octobre 1781 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 10 mars 1782. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour la construction d'un pont et une vergne sur la rivièrette d'Occoche, fait par moi, Jean-François Sénépart, » etc. 19 novembre 1781. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour la réparation des rues et avenues du village d'Occoche, fait par moi, Jean-François Sénépart, » etc. 19 novembre 1781. — Requête des syndic et habitants d'Occoche à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication une petite commune de 6 à 7 journaux, appelée le Biez, pour subvenir aux frais desdits travaux. 7 février 1782 ; ordonnance de l'Intendant, autorisant ladite adjudication. 3 mai 1782 ; et procès-verbal d'adjudication de ladite commune du Biez. 27 mai 1782. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, sur la requête des habitants d'Occoche, du 7 février précédent. Doullens, 6 avril 1782. — Lettre de M. de Coupigny, seigneur d'Occoche, à M. Maugendre, secrétaire de l'intendance, lui recommandant ladite affaire. Occoche, 15 avril 1782. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, à l'effet de faire nommer un expert pour visiter les ouvrages déjà faits par le sieur Volet, adjudicataire des travaux d'Occoche. Doullens, 22 janvier 1784. — Lettre

de l'Intendant à M. Santerre, lui demandant des éclaircissements sur une délibération des habitants d'Occoche, à l'effet de refaire le pont en charpente qui traverse l'Authie, et qui est hors d'état de servir, et, pour y pourvoir, de mettre en adjudication deux portions de communes, de 6 journaux chacune. Amiens, 28 mars 1789. — Réponse de M. Santerre à l'Intendant. Il pense que les demandes des habitants d'Occoche sont dans le cas d'être accordées. Doullens, 12 avril 1789 — Requête des habitants d'Occoche à l'Intendant, demandant sa décision, ledit pont menaçant ruine. 25 avril 1789. — Lettre de M. Blondel à M. d'Agay, intendant, lui demandant pourquoi les pièces de ladite affaire n'ont pas encore été envoyées au Conseil. Paris, 8 novembre 1789. — Réponse en forme de mémoire de M. d'Agay, fils, à M. Blondel, sur ladite affaire. 20 novembre 1789. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant l'ordre du Roi « pour faire emprisonner le nommé Bouffel, syndic d'Occoche, à l'occasion du refus fait par sa communauté de venir au secours des habitants de Hem dans un incendie. Comme cet emprisonnement ne doit durer que deux jours et qu'il n'est destiné qu'à faire un exemple, je m'en rapporte à vous sur les mesures à prendre pour que la cause en soit bien connue. » Paris, 17 mai 1782. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui rendant compte dudit emprisonnement. « Bouffel a été emprisonné, le 23, à cinq heures d'après-midi, et hier, 25, à pareille heure, il a été remis en liberté. J'avais recommandé aux cavaliers de maréchaussée de l'emprisonner de jour, et ils s'y sont conformés. Ils ont aussi rendu publique la cause de cet emprisonnement, et de mon côté, j'en instruis tous les syndics et paysans que j'ai occasion de voir dans mon bureau. » Doullens, 26 mai 1782, — etc.

C. 980. (Liasse.) — 1 pièce papier.

1778. — OFFRETHUN (Pas-de-Calais.) — « Une maison de la paroisse d'Offrethun, appartenant au syndic, a été consumée par le feu, la nuit du 5 au 6 de ce mois. Ce incendie a été causé par la foudre. Ce syndic, sa femme, deux de leurs enfants et un jeune homme d'une paroisse voisine, que le mauvais temps avait empêché de retourner chez lui, étaient alors dans cette maison. A 9 heures 1/2 du soir, la foudre entra par la porte qui était ouverte, passa en serpentant entre les deux enfants, sans les blesser, de là elle passa entre les jambes du syndic qui était assis auprès d'une table, s'éleva vers le plancher et s'élança par une trappe dans le grenier. Le syndic, par une sorte de mouvement

involontaire, courut à la suite de la foudre, monta au grenier, et y vit une flamme intérieure qui se glissait le long du faîte. Le couronnement de ce toit qui était en chaume, fut embrasé en un instant dans toute sa longueur, et le feu consuma le corps de logis, deux écuries qui y étaient jointes, et une bergerie, formant en tout environ 200 pieds de bâtiments. Ce syndic n'a presque rien sauvé de ses meubles et effets ; la très grande partie a été la proie des flammes ; ainsi que 35 à 40 septiers de blé et environ 300 bottes de paille. Il n'a été secouru que par le curé et par ses domestiques. La nuit a empêché que les habitants un peu éloignés eussent connaissance de l'incendie, et ses plus proches voisins, plus occupés de leurs propres intérêts que des siens, n'ont agi que pour eux-mêmes, et n'ont songé qu'à sauver ce qu'ils avaient de plus précieux, dans la crainte que le feu ne se communiquât à leurs maisons. Heureusement il ne s'est pas étendu loin, et il n'a pas même atteint les granges de la maison incendiée. Il n'est péri personne dans l'incendie, et les bestiaux ont été sauvés. » Boulogne-sur-Mer, 7 juin.

C. 990. (Liasse.) — 18 pièces papier.

1765-1778. — OISEMONT. — « Extrait des registres plunitifs de l'hôtel-de-ville d'Oisemont. » Délibération de l'échevinage d'Oisemont, qui arrête, attendu qu'« entre autres abus, il en est un concernant le languéage des porcs et cochons qui se vendent dans les francs marchés, abus qu'il est d'autant plus urgent de réprimer, que les fonctions d'élangueur sont ordinairement remplies par gens entreprenants, qui n'ont prêté aucun serment par-devant nous, en sorte que leur hardiesse forme leur seul titre.... que le droit d'élanguer les porcs et cochons dans les francs marchés de cette ville, sera incessamment adjugé à l'encan sur affiches et publications, au profit de cet hôtel-de-ville. » 7 avril 1759. Copie collationnée. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel-de-ville d'Oisemont. » Délibération des « échevins, conseillers de ville et notables habitants d'Oisemont, assemblés sur convocation par billets, dans la forme prescrite, en l'auditoire de la prévôté royale de Vimeu, à défaut d'hôtel-de-ville, pour délibérer en exécution des édits des mois d'août 1764 et mai 1765, en la présence des officiers royaux de judicature qui, ayant été invités de s'y rendre, sont venus y prendre leur place et remplir leurs fonctions », arrêtant : 1° « Étant convenable de régler l'époque à laquelle doivent se faire les élections des officiers municipaux époque qui n'est pas bien certaine, tant

parce qu'il y a eu ci-devant un maire perpétuel, que parce qu'il est survenu différentes interruptions dans les nominations précédentes... qu'à l'avenir les échevins, conseillers, syndic-receveur et secrétaire-greffier, seront exactement élus et remplacés le 28 décembre, ou au plus tard dans la huitaine suivante ; » 2° que le cautionnement du syndic-receveur sera fixé à 2000 l. ; 3° que les remises et appointement dudit syndic-receveur seront de 6 deniers pour livre ; 4° que le secrétaire-greffier aura 100 l. de gages ; 5° que le nombre des sergents-massiers-hérauts d'armes sera réduit à deux, à la rétribution de 200 l. par an pour les deux, « outre une casque à chacun tous les trois ans, de la valeur de 50 l. ; » qu'il sera en outre entretenu un concierge geolier aux gages de 50 l. par an, et du 1^{er} avril à la Toussaint, deux sergents massiers, gardes-verdures, au salaire de 100 l. chacun ; 6° que le corps de ville s'assemblera tous les 15 jours, à l'issue de l'audience qui aura lieu tous les mardis, deux heures de relevée, « pour y juger les affaires de police et autres, qui sont de la compétence desdits officiers municipaux ; » 7° qu'il sera tenu le dernier samedi de chaque mois, 3 heures de relevée, par lesdits officiers municipaux, une assemblée « à laquelle seront portées toutes les autres affaires quelconques, à l'exception seulement de celles qui sont ou seront réservées aux notables. » 8° Attendu « que la communauté qui a toujours fourni aux dépenses inévitables, par la voie onéreuse de la cotisation, n'est actuellement chargée d'aucune rente ni dette, si ce n'est toutefois la somme de 609 l. 13 s. 9 d. due aux héritiers du sieur Samson, pour reste de dépens à cause d'un procès..., celle de 744 l. 7 s. pour loyers d'écuries ou autres coûts occasionnés par logement des gens de guerre, et 132 l. 10 s. 8 d., pour avances faites par quelques syndics-receveurs, mais qu'aussi la commune n'a aucuns fonds ni revenus pour acquitter ces charges, non plus que les autres charges inséparables d'une bonne administration, » ainsi que certaines dépenses qui s'imposent : « tels sont, par exemple, la construction d'un hôtel-de-ville, dans un terrain joignant à l'auditoire de la prévôté de Vimeu, où il y avait autrefois une chambre de conseil, le rétablissement des mesures matrices et poids étalons, qui sont ou perdus ou détruits ; l'achat d'un coffre-fort à 3 clefs, prescrit par l'art. 7 de l'édit d'août 1764, de pompes, paniers goudronnés, et de crocs, pour arrêter les progrès du feu en cas d'incendie, le paiement du maçon pour la visite des fours et cheminées, l'entretien d'une maison où se tient une école gratuite pour les filles, » etc. Pour quoi subvenir, que le Roi sera supplié « d'ordonner que les octrois municipaux de 20 sols par velte sur les eaux-de-vie

dont l'hôtel-de-ville d'Amiens a seul précédemment profité, seront désormais perçus dans le pays de Vimeu, dont Oisemont est la capitale, ou au moins dans le département des aides dudit Oisemont, au profit de la commune exclusivement, jusqu'à ce qu'elle soit en état de supporter, sans ce secours extraordinaire, ses charges indispensables, à l'effet de quoi, elle sera autorisée à placer tous deniers oisifs, à mesure qu'elle en aura... que par le même mémoire, S. M. sera aussi très humblement suppliée d'ordonner au titulaire actuel de la commanderie d'Oisemont, ordre de Malte, de justifier entre les mains de M. le procureur général, dans un délai fixe, des titres de propriété, en vertu desquels il jouit dans les marchés des droits de mesurage, pesage, hallage, languéage et autres appartenant ordinairement aux hôtels-de-ville, à peine de réunion à celui d'Oisemont, sans autre forme de procès, et où il établirait qu'il est effectivement propriétaire ; en ce cas, charger sa cour de Parlement de l'obliger à représenter le tarif dûment homologué qui doit exister, ou, à défaut de représentation, d'y pourvoir de manière cependant qu'en tout événement, le commandeur soit tenu, comme ayant le bénéfice des poids et mesures, de fournir les poids, étalons et mesures matrices, les entretenir même, pour l'augmentation du commerce et son propre avantage, faire construire des halles qui sont ici d'une nécessité presque absolue. » 9° « Qu'indépendamment des assemblées de notables, qui seront convoquées toutes les fois que les circonstances l'exigeront, il s'en tiendra deux, à jour certain, l'un le lendemain de la fête des Rois, l'autre le 25 juin, dans lesquelles il sera rendu compte en général de l'état des affaires de la commune. » 10° « Comme, sans le meilleur ordre et la plus grande économie, aucun établissement politique ne saurait se soutenir... que les officiers municipaux ne pourront expédier, sans la participation des notables que ce qui concernera la régie journalière, comme mandement pour dépenses fixées, ou qui n'excéderont pas la somme de 10 l., et tous autres actes de police généralement quelconques. » 8 octobre 1765. (Copie collationnée.) — « Mémoire adressé à Monseigneur, Monseigneur le contrôleur général des finances du Roi, pour l'exécution des édits du mois d'août 1764 et mai 1765, par les échevins et conseillers de la ville-bourgeoisie-mairie et banlieue d'Oisemont. » Oisemont, 18 octobre 1765. — « État de l'hôtel-de-ville d'Oisemont » (revenus et charges). Oisemont, 19 novembre 1765. — « Mémoire pour les échevins,

conseillers, notables, habitants, corps et communautés d'Oisemont. » 19 novembre 1765. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, relativement à une contestation sur le point de savoir si les réparations de l'auditoire d'Oisemont doivent être supportées par la municipalité, ou par le comte de Ponthieu. « L'embarras, c'est qu'il y a aussi dans cette bourgade une municipalité bien délabrée. J'ai pressé MM. de Sainte-Foy et de Chéveru de remonter ce bourg, ainsi que S. Valery, d'officiers municipaux. On ne sait vraiment à qui s'y adresser, et le bien du service peut en souffrir. Si vous êtes, Monsieur, à portée de voir ces messieurs, je vous engage à venir à l'appui, pour faire cesser dans ces deux endroits de votre généralité l'état anarchique dans lequel ils languissent. » 16 mars 1779. — « Logement d'une brigade de cavaliers de maréchaussée établie à Oisemont, généralité et élection d'Amiens. » Procès-verbal d'état des lieux, et des travaux de réparations et d'aménagement à y faire. 20 avril 1775 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 11 avril - 15 mai 1776. — « Devis estimatif des réparations à faire à un logement pour une brigade de maréchaussée à Oisemont. » 15 juin 1775. — Requête à l'Intendant par Pierre Gomel, entrepreneur de bâtiments à Bouillancourt-en-Séry, adjudicataire des travaux des casernes de maréchaussée d'Oisemont, à l'effet d'être maintenu dans ladite adjudication, nonobstant les rabais subséquents faits depuis au greffe de la subdélégation d'Abbeville. 17 avril 1776. — Mémoire de M. Lebel à l'Intendant, sur ladite requête, sur laquelle il estime qu'on doit mettre néant, l'usage de la subdélégation d'Abbeville étant de recevoir des rabais après l'adjudication. Abbeville, 24 avril 1776, — etc.

C. 991. (Liasse.) — 127 pièces papier (4 imprimées).

1787-1790. — OISEMONT. — Mémoire des commissaires nommés par l'Académie royale d'architecture, pour l'examen de nouvelle construction de voûtes et planchers en briques légères et creuses, « dont les avantages ont été exposés dans un mémoire lu à la même séance (du 9 mai 1787), par le sieur de Saint-Fart, architecte des hôpitaux. » 11 mai 1787 (impr. 7 p. in-8°). — Délibération des notables et principaux habitants d'Oisemont, considérant que le 16 de ce mois « l'incendie le plus désastreux s'étant subitement manifesté, s'est propagé avec une rapidité incroyable, qu'il a embrasé tout le cœur du bourg en moins d'une heure, détruit de fond en comble l'église paroissiale, dévoré le dépôt du greffe de la prévôté royale, ceux des notaires et des autres officiers de justice, ainsi que le bureau du contrôle

et autres, établis pour la perception des droits du Roi, en outre plus des 3/4 des maisons particulières, presque toutes importantes, en sorte qu'à 2 ou 3 maisons près, il ne reste plus que quelques chaumières éparses çà et là ; que les pertes souffertes sont si énormes, si accablantes, qu'il n'est pas possible de se dissimuler que la plupart des propriétaires, réduits à la fâcheuse impuissance de reconstruire, seraient dans la dure nécessité de s'expatrier, si la suprême bonté du souverain ne les secourait efficacement, et qu'ils doivent d'autant plus se flatter de toucher son cœur paternel, que, n'ayant ni bois, ni tourbages, ni autres biens communaux, ils se trouveraient absolument sans ressources. » Ils arrêtent de demander un secours et la décharge de toutes impositions pendant 10 ans ; à la charge : « 1° que les maisons qui seront reconstruites seront couvertes en tuiles ou ardoises, avec pignons de séparation en maçonnerie ; 2° que les granges et autres bâtiments en chaume seront placés sur les derrières ou dans les rues écartées, à la distance au moins de 60 pieds des habitations ; 3° que la place du Marché, sur laquelle il ne reste aucun édifice particulier, sera élargie et alignée, ainsi que les rues adjacentes, de manière à n'avoir plus un pareil désastre à craindre pour l'avenir. » 18 juillet 1787. — « Projet présenté à Monseigneur le comte d'Agay, intendant de Picardie, sur les secours à accorder aux habitants du bourg d'Oisemont en Vimeux, incendié le 16 juillet 1787, et en même temps, sur le meilleur moyen de réparer les pertes, et procéder aux reconstructions des maisons et de l'église, par le sieur Cointeraux, architecte de Lyon... Le lundi, 16 dudit mois de juillet, à midi et demi, le feu prit à une maison couverte en chaume ; dans l'espace de moins de deux heures, 108 maisons et 12 granges furent réduites en cendres. L'incendie était si fort, que les flammes allumèrent la lanterne à la cime du clocher de l'église et se communiquèrent à toute sa charpente, qui fut consumée ainsi que la chaire, boisages, bancs et statues des saints. Mais ce qui est inconcevable, les cloches tombées avec fracas furent en plus grande partie fondues à rez-de-chaussée, les murs, surtout dans le clocher ont été calcinés et restent seuls existants sur leurs fondements. Les flammes et la fumée se répandirent bientôt dans les rues, et empêchèrent toute communication pour porter les secours. Cependant il y avait de l'eau dans les mares. Mais ce furieux incendie, qui détruisait aisément et avec rapidité des

maisons artificielles, telles que l'on les fait dans toute la Picardie, embrasa bientôt tout ce que contenaient ces maisons, et tout fut perdu à jamais pour les propriétaires, et pour plusieurs locataires. Suit la liste des propriétaires et locataires incendiés, prise exactement sur le rôle de la taille.... Ce qu'il y a d'étonnant, c'est qu'après un pareil malheur, l'on ne songe du tout point à l'avenir, et l'on laisse rebâtir les habitants suivant leur ancienne coutume, de manière que l'on s'abandonne, sans y penser et sans le vouloir, à de pareils accidents. Aussi a-t-on vu incendier des villages peu de temps après leur nouvelle reconstruction. Le bourg d'Oisemont va se trouver encore dans ce cas. Déjà quelques habitants songent à se faire reconstruire en bois de charpente.... J'ai fait ces observations aux incendiés d'Oisemont, je leur ai dit qu'il y avait plusieurs genres incombustibles de bâtir à employer, sans se servir de tant de bois, comme il y a plusieurs étoffes de différentes qualités et de divers prix, et qu'ils pouvaient chacun en leur particulier faire construire suivant leurs facultés, contre les incendies : ils m'ont demandé l'explication, je leur l'ai faite, à quoi ils m'ont répondu qu'ils n'oseraient point bâtir autrement que suivant leurs usages, qu'autant qu'ils verraient exécuter sous leurs yeux mes méthodes. » Oisemont, 24 juillet 1787. — Procès-verbal dressé contre deux particuliers de Villers-Campsart, dont l'un a refusé d'obéir, et l'autre a insulté le syndic dudit lieu, à qui il avait été ordonné de commander 8 voitures attelées de deux chevaux, avec 5 manouvriers par chaque voiture, pour éteindre l'incendie d'Oisemont et conduire les débris dans les champs. 25 juillet 1787. — « État et tableau des pertes des incendiés d'Oisemont, dressé dans l'assemblée des trois états de ce bourg, les jour et an susdits. » 7 août 1787. — « Arrêt de la cour de Parlement, qui ordonne qu'aucune maison ne pourra être construite ou réédifiée à l'avenir dans le bourg d'Oisemont, qu'elle ne soit couverte en tuiles ou en ardoises, avec pignons de séparation en maçonnerie ; fait défenses de mettre aucune traverse de bois dans les souches ou atres des cheminées, et que les granges ou autres bâtiments qu'il ne serait pas possible de couvrir autrement qu'en chaume, ne pourront être construits que sur les derrières ou dans les rues écartées, à la distance au moins de soixante pieds des habitations. » 7 août 1787 (impr. 3 p. in-4°. Paris, 1787). — « Délibération générale des habitants, corps et communauté d'Oisemont », au sujet de la partialité mise par le prévôt de Vimeu, « se disant chargé des ordres de M. Derveloy, subdélégué général » dans l'état des pertes subies dans ledit incendie. « Transportés à la commanderie avec le général des habitants, les

anciens syndics se présentèrent en la salle, où étaient avec le sieur prévôt, M. le commandeur Anfri et les trois gentilshommes. Ils requièrent la communication des états des pertes, pour les arrêter définitivement. Elle leur fut refusée par le sieur prévôt, et on les fit sortir de la salle, sans leur expliquer le motif du refus, ni la cause et sujet de l'assemblée. Une demi-heure après, M. le commandeur Anfri, les trois gentilshommes, le sieur prévôt, MM. Watiné et Decaïeu, descendirent dans la cour de la commanderie. M. Anfri portant la parole, dit que l'objet de l'assemblée était de faire une réparation provisoire à la nef de l'église, où l'on placerait le maître-autel, et qu'il fallait pour cela consentir que, sur les charités qui seraient faites aux incendiés, on prélèverait 1,200 l. A cette proposition ; les habitants assemblés répondirent unanimement : 1° qu'ayant une chapelle à l'Hôtel-Dieu, on pouvait décentement y faire l'office, même faire biner les vicaires voisins, les dimanches et fêtes pour plus grande commodité ; 2° que les habitants étant dans le plus affreux état d'indigence, on ne pouvait les priver d'une partie des aumônes publiques ; 3° que le chœur n'étant pas dans un plus mauvais état que la nef, il était en tous cas plus expédient de prier M. le commandeur d'Oisemont, curé primitif, gros décimateur et seigneur temporel, de faire une réparation provisoire à ce chœur, même de donner des secours pour faire la même chose à la nef ; 4° que si M. le commandeur, dont on connaît les dispositions charitables, ne voulait pas faire cette réparation provisoire, il était encore plus expédient, avant d'entamer les aumônes, de supplier Mgr l'Intendant de contraindre les propriétaires des terres du terroir, dont la majeure partie est externe, à contribuer à ce rétablissement provisoire de la nef, parce qu'enfin le fonds des aumônes étant destiné aux besoins les plus urgents, on ne peut changer la destination de ce fonds sacré. 5° On ajouta qu'avant tout, il fallait réviser l'état des pertes, que le sieur prévôt avait arrêté seul, parce qu'on se défiait de lui à cause de sa partialité et de son intérêt personnel, et qu'on avait d'autant plus de raison de se défier de lui, qu'il avait écarté ceux qui pouvaient le mettre à portée de faire l'état d'une manière judicieuse.... Les habitants ont d'ailleurs à lui reprocher d'être la cause de la majeure partie du désastre, soit parce qu'il ne tient pas la police, soit parce qu'il a contrecarré les habitants qui voulaient

acheter et crochets et paniers pour empêcher les progrès des incendies, soit parce qu'il s'était approprié les crochets de la communauté, lesquels auraient été d'une grande utilité, surtout pour arracher des flammes des effets et marchandises, qu'on a vus brûler plus de 24 heures après le commencement de l'incendie. C'est à ce défaut de police qu'on doit attribuer les vols faits sur les incendiés. Les effets tirés des flammes, au péril de la vie, étaient la proie des voleurs excités par l'impunité. » 9 août 1787. — Requête des habitants d'Oisemont à l'assemblée provinciale de Picardie, se plaignant de n'avoir pas encore été secourus, la priant « d'interposer votre médiation auprès du Roi, à l'effet d'être autorisés à répartir annuellement sur toute la généralité, et pendant 10 ans ou autre terme qui sera fixée par Sa Majesté, la somme de 100,000 l. ; les trois quarts de laquelle seront distribués aux incendiés au marc la livre de leurs pertes, dont procès-verbal estimatif sera incessamment dressé par tels officiers municipaux ou autres personnes intègres et désintéressées que vous trouverez à propos de commettre, et l'autre quart payé par forme de soulagement à ceux qui reconstruiront, eu égard au nombre de toises de couverture qu'ils auront en tuiles ou en ardoises. A l'effet aussi d'obtenir en faveur des incendiés la décharge de toute contribution aux impositions personnelles ou foncières, pendant le même intervalle de temps », et enfin d'approuver les résolutions prises dans leur délibération du 18 juillet précédent, dont ils envoient copie. 14 août 1787. — Requête de Charles-Jacques Vuatiné, avocat et procureur en la prévôté de Vimeux, à l'Intendant, se plaignant de ce que l'estimation des pertes qu'il a subies dans l'incendie d'Oisemont, a été injustement réduite par le sieur Dumont, prévôt de Vimeux, chargé par M. Derveloy de dresser l'état desdites pertes. 25 août 1787. — Lettre de M. Blondel à l'Intendant, sur la demande faite par celui-ci de « 1° un secours extraordinaire de 60,000 l. sur le trésor royal, pour la reconstruction des maisons du bourg d'Oisemont incendié ; 2° 1,500 l. sur les fonds libres de la capitation, pour faire faire à l'église de ce bourg des réparations, qui donneraient le moyen d'y célébrer le service divin pendant plusieurs années. Le ministre n'a pu qu'approuver cette dernière proposition ; et, à l'égard de la première, il m'a observé que les circonstances ne permettaient malheureusement pas au trésor royal de faire un semblable sacrifice. Il paraît que vous avez aperçu la possibilité de réserver 12 ou 15,000 l. en faveur des incendiés du bourg d'Oisemont, sur la portion des fonds libres de la capitation qui est destinée à subvenir aux

accidents de cette nature dans votre généralité. Le fonds des dépenses variables pourra vous offrir encore des ressources sur les différents exercices dont les comptes ne sont pas encore rendus. Vous devez, en outre, recevoir de la caisse du commerce une somme de 35,000 l. dont vous aviez proposé d'appliquer une portion au paiement des indemnités de terrains. Peut-être jugerez-vous que l'on pourrait changer cette destination, quoique infiniment juste en elle-même, afin d'accroître d'autant les ressources qui vous sont nécessaires, pour procurer aux incendiés d'Oisemont les secours dont ils ont un si pressant besoin. » Paris, 1^{er} septembre 1787. — « Requête d'atténuation à M. le lieutenant criminel au bailliage d'Amiens », par Jacques-Antoine Leclercq, huissier royal, et Geneviève Dieudonné, sa femme, accusés d'être les auteurs volontaires de l'incendie d'Oisemont. 25 octobre 1787 (impr. 8 p. in-4° 1787.) — « Extrait du registre aux délibérations du corps municipal d'Oisemont », arrêtant entre autres choses, de demander à l'assemblée provinciale la décharge des impositions, de demander un ingénieur, afin de dresser un nouveau plan d'alignement du bourg, et enfin de faire dresser un état estimatif des pertes souffertes dans ledit incendie. 28 octobre 1787. — Requête des officiers municipaux d'Oisemont à l'assemblée provinciale, lui envoyant la précédente délibération. 30 octobre 1787. — Requête des habitants et officiers municipaux d'Oisemont à l'assemblée du département d'Amiens, sur le même objet. 31 octobre 1787. — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, au sujet des secours à accorder aux habitants d'Oisemont, « ils ne peuvent en aucune manière être supportés par les gabelles, à cause du préjudice infini qui pourrait en résulter pour cette partie des revenus du Roi. La forme des levées et du paiement du sel d'impôt est absolument à l'avantage des contribuables. Ils reçoivent en effet le sel à crédit, et sans se déplacer, et en acquittent la valeur par petites parties. Il n'y aurait ainsi aucun avantage pour les habitants d'Oisemont de s'approvisionner aux regrats. Il en résulterait au contraire pour eux une augmentation de prix, et moins de facilité pour le paiement. Je crois, en conséquence, qu'il est plus convenable de leur accorder une remise sur toute autre imposition. » Paris, 31 octobre 1787. — « État des pertes des incendiés d'Oisemont, et observations générales. » 1^{er} novembre 1787. — Requête des habitants d'Oisemont, demandant que ceux qui n'ont pas souffert de l'incendie, soient également déchargés d'impositions, en raison

de ce qu'ils ont été obligés, par humanité, de partager leurs maisons, leurs provisions et même leurs vêtements avec les incendiés. 4 novembre 1787. — « Extrait du registre aux délibérations de MM. les officiers municipaux d'Oisemont », considérant « qu'il a été surpris à Mgr. l'évêque d'Amiens une lettre, par laquelle il désigne un petit nombre de personnes seulement pour la répartition des bienfaits particuliers accordés aux incendiés, et que la compagnie s'en trouve exclue, ce qui doit l'affliger et la consterner d'autant plus, qu'elle se flattait de mériter la confiance de Monseigneur l'Évêque, à qui elle est principalement redevable de ces bienfaits. En conséquence, il a été arrêté qu'on écrira à l'instant même à Monseigneur, dans les termes les plus honnêtes et les plus respectueux, pour réclamer contre la surprise évidente faite à son intégrité, en représentant à Sa Grandeur que la compagnie est essentiellement établie pour veiller à tout ce qui intéresse la commune, et que, spécialement préposée à la répartition des charges, celle des bienfaits ne doit pas lui être enlevée. » 7 novembre 1787. — Requête des officiers municipaux d'Oisemont aux membres de l'assemblée provinciale, se plaignant de ce que « un homme entreprenant » essaye de les dépouiller de la prérogative de répartir les secours particuliers apportés aux incendiés. Ils demandent que cette répartition soit faite par l'assemblée de département d'Amiens ou par la commission intermédiaire. 12 novembre 1787. — « Observations présentées à MM. de l'assemblée du département d'Amiens, sur la répartition en faveur des incendiés d'Oisemont, des fonds provenant de la bienfaisance publique. » 14 novembre 1787. — Requête des officiers municipaux d'Oisemont à l'assemblée provinciale, demandant 1° l'établissement d'un chaufour, d'une tuilerie et d'une briqueterie ; 2° la répartition équitable des secours « par des mains pures et non suspectes ; » 3° des mesures, tant dans les nouvelles constructions que dans les nouveaux alignements, pour prévenir de nouveaux incendies. « M. Soyer, membre de l'assemblée de département, a solidement discuté la matière dans un mémoire qui a publiquement reçu des éloges mérités, à la séance de l'académie. Bon patriote, il ne refusera surement point, s'il y est invité, d'aider de ses lumières et d'accompagner l'ingénieur-géometre qu'il convient de charger de la rédaction du plan figuratif. » 16 novembre 1787. — Requête des officiers municipaux d'Oisemont à l'Intendant, à l'effet d'homologuer le traité qu'il ont passé avec un chaufournier, pour la reconstruction du bourg. 20 novembre 1787. — « Extrait de la délibération prise par la commission intermédiaire du

département d'Amiens, » arrêtant entra autres choses de borner à trois ans la décharge d'impositions demandée par les habitants d'Oisemont, en demandant en revanche des secours présents, qui les mettent en état de rétablir leurs maisons. 22 novembre 1787. — « Réflexions pour les officiers municipaux d'Oisemont, sur la nécessité d'aligner et élargir les rues, pour être moins exposé aux progrès des incendies. » Par M. Duval-Duquesnel, syndic. 28 novembre 1787. — Lettre de M. Blondel à l'Intendant, sur les secours et la décharge d'impositions à accorder aux habitants d'Oisemont. Paris, 9 décembre 1787. — Mémoire en faveur d'Auguste de Rancé, incendié d'Oisemont, recommandé par le duc de Villequier. 10 décembre 1787. — Lettre de M. d'Havrincourt à M. d'Agay, intendant. « Vous aurez été informé, Monsieur, du nouveau désastre arrivé à Oisemont, où un nouvel incendie a consumé le peu de maisons que le premier avait épargnées. Il semble en vérité que la Providence ou des méchants aient juré la ruine absolue de ce bourg, et il me paraît impossible qu'il puisse jamais se relever de ses pertes. Vous avez été, Monsieur, trop témoin de la vie affliction que le premier événement m'a causé, pour n'être pas convaincu combien ce nouveau malheur a droit de m'accabler ; il a même quelque chose de plus sinistre que l'autre, en ce que, dans les nouveaux bâtiments incendiés, il y avait plusieurs granges pleines, dont les propriétaires n'ont pu rien sauver. Je vous ai vu, Monsieur, si vivement pénétré du sort de ces infortunés, que je n'ai sûrement pas besoin d'implorer, pour les nouvelles victimes de ce second désastre, votre humanité et les premiers secours de nécessité. Je ne vois plus même à présent d'asile assuré pour le plus grand nombre de ces habitants, puisque le feu vient de les priver du peu de maisons où s'étaient réfugiés les premiers incendiés. Cette extrémité affreuse, dans la saison où nous sommes, et le spectacle de mille malheureux errants, dénués de tout, est bien déchirante. » Il lui demande de nouveaux secours. Paris, 17 décembre 1787. — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, le priant de faire connaître aux collecteurs d'Oisemont, « qu'il n'est pas possible d'accorder de remises sur l'impôt du sel, et que, pour se ressentir des secours que le gouvernement est disposé à accorder à la paroisse, ils doivent au préalable remettre au receveur du grenier d'Abbeville, les fonds qu'ils ont dans les mains, et continuer à faire leur collecte avec exactitude. » Paris, 20 décembre 1787.

— Requête des officiers municipaux d'Oisemont au contrôleur général, « disant que leur malheur est à son comble : l'incendie désastreux du 16 juillet les avait ruinés, un nouvel incendie du 12 de ce mois vient de consumer plusieurs granges, remplies de grains, une douzaine de maisons, et la seule auberge qui avait échappé aux flammes. Sans secours, Monseigneur, et sans des secours puissants, il est impossible, absolument impossible, que la plupart des incendiés se rétablissent, car ils n'ont aucune ressource. C'est une triste vérité que les suppliants ne se lasseront point de vous remettre sous les yeux. Dans l'espoir d'obtenir de prompts soulagements, ils se sont adressés tant à Messieurs de l'assemblée provinciale qu'à M. l'intendant de Picardie, et tous, sans doute convaincus des besoins urgents des suppliants, n'attendent que la sanction de l'autorité souveraine pour leur faire éprouver les effets de sa bienfaisance. Mais, tandis que l'espérance soutient leur courage, et que quelques-uns des malheureux incendiés essaient de reconstruire leurs habitations, ils sont en butte à une exaction bien cruelle. Oisemont, quoique non fermé, est sujet aux droits d'entrée sur la plupart des approvisionnements. Ces droits sont sous-fermés conjointement avec ceux de pied fourché, moyennant 2,400 l. ou environ, à un particulier, nommé Christophe Dault, qui, comme incendié lui-même, a déjà profité d'une remise de plus de 100 pistoles. Mais ce petit sous-fermier n'est pas encore content, et il ne tient pas à lui de mettre l'infortune à contribution et de profiter de la calamité publique pour s'enrichir. En effet, Monseigneur, quoique en prenant la sous-ferme des droits d'entrée, il n'ait envisagé ni pu envisager que les objets qui sont d'une consommation habituelle et journalière ; quoiqu'il n'ait pas surtout dû s'attendre à des événements affreux, qui obligent à la reconstruction presque totale du bourg, il ne laisse pas de percevoir avec rigueur les droits d'entrée sur les bois de charpente qui arrivent, en sorte que la voiture la plus mince lui paie 3 l. au moins. Si une pareille perception était autorisée sur des infortunés, outre qu'elle formerait une surcharge accablante et vexatoire, elle deviendrait une source odieuse de richesse pour le percepteur, qui tirerait des bois de construction seuls un produit très considérable et beaucoup plus que suffisant pour solder les arrérages de son bail, quelle qu'en soit la durée. » Décembre 1787. — Rabais fait par Bernard Blondel, chauxfournier, pour la fourniture de la chaux et autres matériaux, pour la reconstruction d'Oisemont. 6 janvier 1788. — Lettre à l'Intendant, pour l'informer des gratifications que le Roi a accordées aux cavaliers de la maréchaussée d'Oisemont, pour les indemniser des pertes qu'ils

ont subies dans l'incendie. Versailles, 26 janvier 1788. — Requête de Charles Daussy, briquetier à Oisemont, à l'Intendant, « d'après les bienfaits du Roi à la paroisse d'Oisemont, en accordant la houille gratuitement pour faire cuire la brique, demandant à être chargé de la fourniture desdites briques. 27 janvier 1788. — Lettre de M. de La Boullaye à l'Intendant, l'informant qu'il est impossible de décharger les habitants d'Oisemont du droit sur les bois qui a été affermé, « l'avantage que procure en ce moment à l'abonnataire l'entrée d'une plus grande quantité de bois de charpente, ne fait que compenser la perte qu'il a éprouvée d'ailleurs par la diminution que les deux incendies ont opérée dans les consommations. » Paris, 28 janvier 1788. — « État de la perte des incendiés de la paroisse d'Oisemont, du 12 décembre 1788. 23 janvier 1788. — Requête de plusieurs habitants d'Oisemont à l'Intendant, se plaignant qu'une cabale arrête la bienfaisance de leur seigneur. « M. le commandeur voulut bien faire un marché avec un briquetier, auquel il donna du terrain propre à faire la brique, et un autre propre à faire la chaux... Les mêmes rebelles s'opposent à cet établissement. » Ils demandent : 1° la délivrance de l'argent déposé chez M. Houzé, pour en faire le partage ; 2° que le charbon soit envoyé au briquetier, établi par le commandeur. 21 février 1788. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux du bourg d'Oisemont », arrêtant de faire marché avec Blondel, pour la fourniture des briques, de préférence à Lefèvre, précédent adjudicataire. 2 mars 1788. — Requête des officiers municipaux d'Oisemont à l'Intendant, à l'effet d'approuver et homologuer ledit marché. 3 mars 1788. — « Copie d'un mémoire laissé au corps municipal d'Oisemont, par le sieur Blondel de St-Valery. » v. 1788. — Copie d'une correspondance, entre l'Intendant et la commission intermédiaire, relative à la reconstruction du bourg d'Oisemont et à l'emploi des secours, 14 mars. 28 avril 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du corps municipal d'Oisemont », à l'effet de demander de nouveaux secours, le désastre étant loin d'être réparé avec les premiers. 4 mai 1788. — Lettre de l'Intendant à la commission intermédiaire, sur les moyens à employer pour la distribution des secours accordés par le gouvernement aux incendiés d'Oisemont. Amiens, 17 mai 1788. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », sur la four-

niture de la brique et de la chaux pour la reconstruction d'Oisemont. 19 mai 1788. Expédition du 24 mai 1788. — Copie d'une lettre du commandeur d'Oisemont à l'Intendant, sur le même objet. 20 mai 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens », sur la mise en adjudication de la fourniture de la brique et de la chaux, et commettant le chevalier de Belloy-Dromesnil pour procéder à l'exécution de toutes ses décisions y relatives. 27 mai 1788. Expédition du 30 mai 1788. — « Observation d'un incendié impartial, au sujet de la distribution de l'argent accordé par le gouvernement aux incendiés d'Oisemont. » Mai 1788. — « Rapport de M. le chevalier de Belloy-Dromesnil, sur l'établissement d'une briqueterie et d'un four à chaux à Oisemont. » 27 mai 1788. — « Détail estimatif des ouvrages à faire à Oisemont, pour la fabrication de 1,500,000 de briques, que l'assemblée provinciale se propose de faire fournir aux incendiés de ce bourg à 8 l. 13 s. du mille, par l'entrepreneur qui fera la condition meilleure. » 1^{er} juin 1788. — « Mémoire pour l'assemblée provinciale de Picardie, » par le sieur Duval, avocat, à l'effet de faire obtenir un secours aux habitants d'Oisemont, pour leur permettre de couvrir leurs maisons en tuiles. 2 juin 1788. — « Tableau général des observations faites par les incendiés du bourg d'Oisemont, en l'assemblée régulièrement convoquée et présidée par M. le chevalier de Belloy-Dromesnil, en présence de MM. Duval, syndic de la municipalité, Louvet, Delacourt, Dumesnil, Vatblé, Decaieu, Watiné, Martin et du greffier, contenant les déclarations des incendiés d'Oisemont, sur l'étendue des pignons que doivent avoir leurs maisons à reconstruire. » 5 juin 1788. — « Devis de la chaux à fournir par entreprise aux incendiés du bourg d'Oisemont, pour être employée à la reconstruction de leurs habitations, et conditions de l'adjudication. » 5 juin 1788. — Requête des officiers municipaux d'Oisemont à l'Intendant, exposant que, malgré les deux incendies qu'ils ont subis, il vient de paraître encore pour cette année, un rôle des vingtièmes, dans lequel tous les propriétaires sont imposés sans distinction. Ils demandent à en être exemptés. 13 juin 1788. — « Extrait de la séance du 13 juin 1788, de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », approuvant l'adjudication des briques pour la reconstruction d'Oisemont, et arrêtant qu'il en sera fait une nouvelle pour la chaux. Expédition du 17 juin 1788. — « Devis de la chaux à fournir par entreprise aux incendiés du bourg d'Oisemont, pour être employée à la reconstruction de leurs habitations, et conditions de

l'adjudication. » 27 mai 1788. — Procès-verbal d'adjudication de ladite chaux, par-devant Augustin-Louis Asselin, l'un des membres du bureau intermédiaire du département d'Amiens. 15 juillet 1788. — « Copie de la lettre écrite par M. l'Intendant à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens », au sujet des secours à accorder aux habitants d'Oisemont, pour les couvertures en tuiles et en ardoises. 17 juillet 1788. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, du 18 juillet 1788 », arrêtant d'accorder une gratification de 3 l. 10 s. par toise carrée de couverture aux incendiés d'Oisemont qui n'ont pas participé aux secours en nature. Expédition du 28 juillet 1788. — Requête de la veuve Fossé, à l'effet d'obtenir un secours pour la reconstruction qu'elle a faite de sa maison. v. 1788. — « Noms des incendiés à Oisemont, qui ont obtenu des secours, à cause des couvertures en tuiles de leurs nouvelles maisons. » v. 1788. — Requête des officiers municipaux d'Oisemont à l'assemblée provinciale, exposant « que ceux des incendiés de ce bourg, qui ont réédifié les premiers, soit maisons ou autre bâtiments, et qui ont couvert en tuiles ou ardoises, ont obtenu sans retard le remboursement du tiers du prix de leurs couvertures. Mais ceux qui ont reconstruit depuis, n'ont rien pu obtenir. » 20 juillet 1788. — « Rapport du bureau du bien public, sur les mesures prises pour secourir les incendiés d'Oisemont », d'où il résulte que le gouvernement a accordé une somme de 20,000 l. dont 1,200 ont servi à procurer la diminution du prix des briques, et 5,250 à réduire le prix de la chaux. 29 juillet 1788. — Requête de François Gosselin, aubergiste à Oisemont, à l'assemblée provinciale, à l'effet d'avoir le remboursement du tiers des couvertures qu'il a fait faire à sa maison. 22 septembre 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du corps municipal de la paroisse d'Oisemont », relativement à la distribution des briques. 1^{er} octobre 1788. Expédition du 6 octobre 1788. — « Extrait de la séance de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, du 3 octobre 1788 », approuvant le rôle de répartition des briques aux incendiés d'Oisemont. Expédition du 18 octobre 1788. — Procès-verbal dressé par Jean-Baptiste-Joseph Decaieu, commissaire à l'effet de surveiller l'emploi des briques fabriquées, pour être distribuées aux incendiés d'Oisemont, au sujet de la livraison de brique, faite induement par l'adjudicataire de la fourniture desdites briques, pour

la ferme de la commanderie d'Oisemont, au préjudice desdits incendiés. 10 octobre 1788. — « Extrait du registre aux délibérations de la municipalité d'Oisemont », au sujet des vingtièmes. 11 octobre 1788. Expédition du 12 octobre 1788. — « Extrait du registre aux délibérations de la municipalité d'Oisemont », à l'effet de se pourvoir en dommages et intérêts contre l'adjudicataire des briques, pour la fourniture par lui faite à la ferme de la commanderie. 26 octobre 1788. — Lettre du sieur Lefebvre, entrepreneur à Oisemont, et adjudicataire de la fourniture des briques, au bureau intermédiaire du département d'Amiens, pour se justifier des plaintes portées contre lui par la municipalité d'Oisemont, 23 novembre 1788. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur un mémoire du sieur Loyer, fabricant de tuiles à Vignacourt, qui expose qu'il a fourni des tuiles à plusieurs particuliers d'Oisemont, qui lui ont délégué en paiement les secours promis à ceux qui feraient recouvrir leurs maisons en tuiles, et qui demande que ces habitants soient mis à portée de payer lesdites fournitures. Paris, 9 janvier 1789. — « Extrait du registre aux délibérations de l'assemblée paroissiale municipale, et des adjoints de la paroisse d'Oisemont », sur ce que « s'est présenté le sieur Bigorne, receveur des vingtièmes de cette paroisse, lequel a dit que les incendies des 16 juillet et 12 décembre 1787 ont considérablement retardé son recouvrement : la perception a été suspendue, dans l'espérance flatteuse de la décharge générale des vingtièmes pour les années 1786, 1787 et 1788. Cette espérance s'est évanouie : les habitants ont obtenu avec peine la décharge de 1,400 l. qui semblait restée due pour l'année 1786, dont le rôle a été brûlé. On se promettait la décharge entière des années 1787 et 1788, on a seulement obtenu une ordonnance du 20 juin dernier, qui prononce la décharge pour les seules maisons incendiées pour l'année 1788, expression qui paraît avoir supposé pareille décharge pour l'année 1787, qui est celle du désastre, et en laquelle toutes les maisons sont devenues nulles. Dans l'attente de la réussite des différents mémoires présentés pour la décharge, l'exposant n'avait fait aucun recouvrement, et de l'autre côté, MM. les receveurs avaient suspendu leur activité. Mais ces mémoires n'ayant pas eu l'effet qu'on en espérait, MM. les receveurs ont impitoyablement envoyé coup sur coup des garnisons qui ruinent l'exposant, car comment peut-il faire cesser l'effet des contraintes ? Il est de règle que le syndic, dont le recouvrement languit par la faute des contribuables, envoie lui-même la garnison chez les débiteurs, et fait des procès-

verbaux, pour autoriser des poursuites judiciaires. Mais dans les circonstances, chez qui l'exposant enverra-t-il la garnison ? Partie des habitants sont sortis d'Oisemont ; ceux qui ont commencé à rebâtir n'occupent pas encore leurs maisons. A qui donc s'adresser dans cette calamité publique ? L'exposant a fait les derniers efforts pour solder l'année 1787, et il n'a pas été fait raison de la contribution pour les maisons incendiées ; cette raison faite donnerait cependant une facilité aux incendiés, pour donner un acompte sur l'année 1788. L'exposant a été réduit à faire des emprunts personnels, pour faire cesser les contraintes pour cette année 1787, pour laquelle il a payé en moins de six semaines, une somme de plus de 200 l. Actuellement, il y a contrainte pour les trois quartiers échus en 1788, et la déduction n'est pas même faite pour raison des maisons, en exécution de l'ordonnance du 20 juin dernier. Il y a déjà un mois que la garnison est chez l'exposant sans en sortir, sans vouloir même dresser procès-verbal sur l'impossibilité actuelle du recouvrement, car l'exposant ne peut rien tirer des habitants, épuisés par les paiements précédents et par les autres subsides. On a exigé provisoirement des non-incendiés le recouvrement des corvées, la décharge en est prononcée, et cependant leur montant reste ès mains de MM. les receveurs, et ce montant serait encore une allégeance et une facilité pour le paiement du vingtième. Si M. le receveur a 3 ans pour faire son recouvrement, la calamité publique n'est-elle pas une juste raison pour qu'il suspende le recouvrement pour cette malheureuse paroisse ? » 11 janvier 1789. Expédition dudit jour. — « Relevé des délibérations prises par le bureau intermédiaire du département d'Amiens, sur les différents objets concernant Oisemont, depuis le mois de septembre 1787, jusqu'au mois de mai 1789. » Mai 1789. — « Tableau général du toisé des couvertures faites et à faire par les incendiés d'Oisemont, tant en tuiles qu'en ardoises, en exécution de l'arrêt rendu sur le réquisitoire de M. le procureur général, le 7 août 1787, et rédigé par les officiers municipaux », etc. 5 juin 1789. — « Paiement aux incendiés d'Oisemont, pour couvertures en tuiles, du 18 novembre 1789. » — Requête de Charles-Jacques Watini et Honoré Martin, membres de la municipalité d'Oisemont, au sujet de plaintes qui se sont élevées sur la répartition des briques, et de l'indemnité pour les couvertures en tuiles. 19 octobre 1789. — Lettre de M. Asselin à la commission intermédiaire provinciale,

mandant que « l'insurrection de la plupart de ces habitants d'Oisemont, dont j'ai été témoin, contre la municipalité, ne me permet point de vous taire les dangers imminents que courraient les personnes qui y sont en place, si vous ne vous hâtiez d'y ramener l'ordre et la paix, en y déléguant un commissaire avec une personne de l'art qui vérifiassent » les points en contestation. Amiens, 20 novembre 1789. — Lettre des sieurs Decaïeu, Watini et Martin, au bureau intermédiaire du département d'Amiens, au sujet de l'autorisation donnée par la commission intermédiaire à M. Duval, leur syndic, de s'abstenir de ses fonctions. « Nous sommes, Messieurs, dans une position assez critique, vous ne l'ignorez pas. Notre municipalité devrait être composée de 12 membres actifs, mais l'un est décédé et n'a pas été remplacé ; le représentant du seigneur absent est aussi décédé, sans avoir été remplacé, M. le curé et M. Louvel de la Cour d'Auneuil ont cessé depuis longtemps toutes fonctions ; M. Vatblé a suivi leur exemple depuis plusieurs mois, et si l'on dispense M. Duval, nous ne resterons que six. Encore des six, trois sont des cultivateurs peu propres aux affaires, de sorte qu'à proprement dire, nous serons les seuls chargés de tout le travail, dans un moment où restent à faire le rôle des corvées, celui d'impositions additionnelles sur les privilégiés, celui des impositions de 1790, et d'autres choses aussi pressantes, sans compter tous les travaux relatifs aux distributions de briques et chaux aux incendiés. Vous savez au surplus, Messieurs, tous les désagréments que nous avons essuyés depuis notre nomination. Malgré la pureté de nos intentions et la régularité de notre conduite, nous avons perdu la confiance de la plupart de nos concitoyens, que le malheur a rendus très difficiles à contenter, et qui, prévenus contre nous, se sont portés à des excès, à des menaces, dont M. Asselin, l'un de vous, Messieurs, peut vous donner des idées justes, ayant été témoin d'une partie. » Ayant les mêmes raisons que M. Duval de ne pas continuer leurs fonctions, ils envoient leur démission. 29 novembre 1789. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens », nommant l'abbé de Baisnes, l'un de ses membres, pour aller rétablir l'ordre à Oisemont. 9 décembre 1789. — Adresse à l'abbé Douay de Baisnes, dans laquelle on expose que, à cause du retard que le bureau intermédiaire a apporté à la décision qu'elle désire, la communauté s'est adressée directement à la nation et aux ministres, et où on se plaint de l'injustice avec laquelle s'est faite la distribution des secours envoyés aux incendiés d'Oisemont, de laquelle les pauvres n'ont rien eu et les riches seuls ont profité.

14 décembre 1789. — Procès-verbal des opérations de l'abbé Douay de Baisnes, archidiacre et vicaire général du diocèse d'Amiens, au bourg d'Oisemont, en vertu de la commission à lui donnée par le bureau intermédiaire du département d'Amiens. 14 décembre 1789. — Toisé des couvertures en tuiles et ardoises des nouvelles maisons d'Oisemont. 30 décembre 1787. — Id. 12 janvier 1788. — Id. 7 mai 1788. — Id. 15 mai 1788. — Id. 25 mai 1788. — Id. 30 mai 1788. — Id. 28 juin 1788. — Id. 14 juillet 1790, — etc.

C. 992. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1787-1789. — OISEMONT. — « Devis pour la réparation provisoire à l'église d'Oisemont. » Oisemont, 23 septembre 1787. — « Devis pour l'église d'Oisemont, dont les bois pourraient servir pour la reconstruction de ladite église. » 23 septembre 1787. — Requête des curé, fabriciens et principaux habitants d'Oisemont à l'Intendant, renvoyant à son choix lesdits deux devis pour la réparation de leur église. 23 septembre 1787. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, sur la réparation provisoire de l'église d'Oisemont. Amiens, 28 septembre 1787. — Lettre du commandeur Anfry à l'Intendant, sur la réparation provisoire de l'église d'Oisemont. « Il en résultera un bien pour le spirituel et le temporel, la chapelle de l'hôpital, dont ils se servent, ne peut contenir qu'environ 150 personnes, et le bourg en contient plus de 700. Cette chapelle est hors le village, et l'église se trouve au milieu. Les habitants des villages voisins y venaient le dimanche à la messe : ils voyaient leurs notaires, leurs procureurs, et finissaient des affaires dans le jour, que les occupations de la campagne ne leur permettent pas de faire les jours de travail. » Septembre 1787. — « Devis pour la réparation provisoire à l'église d'Oisemont. » 3 octobre 1787. — « Extrait du registre aux délibérations de la municipalité d'Oisemont », s'opposant à la restauration provisoire de l'église sur les derniers accordés par le gouvernement aux incendiés d'Oisemont, ladite restauration provisoire devant être inutile et même nuisible. 6 janvier 1788. — Requête des officiers municipaux et habitants d'Oisemont à l'Intendant, à l'effet d'homologuer ladite délibération. 8 janvier 1788. — Requête des officiers municipaux d'Oisemont à l'assemblée provinciale de Picardie, demandant l'achèvement de la réparation provisoire de leur église qui a été interrompue et est,

par conséquent, absolument inutile en l'état. 14 septembre 1788. — Requête de François Dupont fils, entrepreneur, à l'Intendant, à l'effet qu'il soit procédé à la réception des travaux qu'il a faits à l'église d'Oisemont. 27 octobre 1788. — Procès-verbal des travaux faits à l'église d'Oisemont. 5 mai 1789, — etc.

C. 993. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1788. — OISEMONT. — « Extrait du registre aux délibérations de la municipalité d'Oisemont », sur ce que « le jour d'hier, sur les 6 heures d'après-midi, comme ils étaient assemblés en la salle commune, lieu ordinaire des assemblées, à l'effet de dresser l'état de répartition de la brique et de la chaux, que le gouvernement a bien voulu accorder aux incendiés, ainsi que leur avait recommandé M. le chevalier de Belloy-Dromesnil, nommé par MM. du bureau intermédiaire, et par-devant lequel l'adjudication en avait été faite, ils ont été instruits qu'il existait dans la boutique du nommé Déjardin, regrattier et détailleur d'eau-de-vie et de la bière, demeurant vis-à-vis l'auditoire, un libelle diffamatoire en forme de placard, attaché chez lui, et qui leur a paru n'attaquer qu'eux, d'après les différents écrits de cette espèce qui avaient déjà couru dans le public. Deux des soussignés se sont transportés chez Déjardin, pour s'assurer du fait, et après en avoir acquis la certitude, ils l'ont engagé à ôter l'affiche, mais il leur a répondu qu'elle resterait en place, tant qu'elle tomberait d'elle-même. Cependant, les officiers de la commanderie, qui sont juges de police, se sont transportés chez Déjardin, accompagnés du maréchal des logis et d'un cavalier de maréchaussée ; ils ont détaché le placard, malgré sa grande résistance, ce que nous avons aperçu de l'auditoire où nous étions. Nous avons remarqué par Déjardin faisait des menaces et des efforts pour se procurer l'affiche, qui les forcèrent de se retirer : que même il les suivit de près, le bâton à la main, qu'il arracha de celles du maréchal des logis, qu'il s'en servait pour maltraiter le greffier, en faisant des jurements et des cris si perçants, qu'au même instant, on vit paraître plus de soixante personnes du peuple, ce qui obligea les officiers de police de se retirer en l'auditoire, comptant que le respect dû à ce lieu les mettrait en sûreté ; mais Déjardin les suivit et entra sur-le-champ à la force, et ses instances étaient si vives, qu'au même instant le sanctuaire de la justice et les rues qui l'avoisinent étaient pleins de monde. Nous eûmes la douleur de nous voir accabler d'insultes ; on nous accusa encore d'avoir formé opposition à la délivrance des deniers de charité qui sont à Amiens, et on nous fit des menaces. Plusieurs de

nous trouvèrent leur salut dans la fuite : l'un sortit, sous le prétexte d'aller chercher le placard qu'on demandait à grands cris, et l'autre fut forcé de sauter par une fenêtre, au risque de se tuer. La rage tomba sur le greffier. On veut de lui une affiche, qui lui est échappée des mains dans le tumulte et qu'il n'avait plus : on l'invectiva, on le maltraita, on le retint pendant 4 heures comme en chartre privée, et on lui dit qu'il ne sortirait pas avant qu'il n'ait rendu le placard à Déjardin, dut-on lui faire passer la nuit au lieu de la séance. Notre registre, ainsi que toutes les pièces nécessaires à nos opérations, furent enlevés par deux des plus séditieux, aidés du cavalier de maréchaussée, des mains du greffier de la municipalité, qui les rassemblait pour s'échapper avec. D'un autre côté, les officiers de police dressèrent procès-verbal de tout ce qui s'était passé : ils dépêchèrent à Abbeville chez l'officier de la maréchaussée, qui envoya promptement plusieurs de ses cavaliers. En vertu d'un décret décerné *de plano*, Déjardin et un autre des plus séditieux furent arrêtés et conduits dans les prisons d'Abbeville.... Les officiers municipaux ne sauraient se dissimuler que les têtes ont été échauffées par l'auteur du placard, que les esprits sont aigris d'ailleurs depuis longtemps, et que la scène aurait été moins tragique, si le cavalier de maréchaussée, qui accompagnait le maréchal des logis, et qui a beaucoup de parents et amis dans l'endroit, eut mieux rempli son devoir. » Ils demandent à être placés sous la protection immédiate de l'assemblée provinciale, sans quoi, ils ne pourront continuer leurs fonctions, et réclament l'indulgence en faveur des coupables. 8 juin. — « Copie de la lettre écrite à M. le contrôleur général par MM. de la commission intermédiaire d'Amiens », sur ladite affaire. 26 juillet. — « Copie de la lettre écrite par M. Lambert, contrôleur général, à MM. de la commission intermédiaire d'Amiens. » 30 juillet. — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, lui envoyant ladite lettre, le priant de donner aux officiers de la maréchaussée les ordres nécessaires et de prendre toutes les autres mesures convenables pour prévenir de pareils tumultes, et faire respecter la municipalité. Paris, 30 juillet. — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, lui demandant son avis sur une délibération de l'assemblée municipale d'Oisemont, qui paraît désirer que le procès à l'extraordinaire, intenté contre les mutins, ne soit pas suivi. Paris, 4 août. — Lettre de l'Intendant au procureur du Roi au grand bailliage d'Amiens, lui demandant des

éclaircissements sur ledit procès. 7 août 1788. — « Précis des circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi l'émeute arrivée à Oisement, le 7 juin dernier. Il paraît d'abord que le retard de la distribution des aumônes recueillies pour les incendiés y a donné lieu. Il est constant au procès commencé par les officiers de la justice d'Oisemont, que, quelque temps avant cette émeute, il s'est tenu des assemblées dans lesquelles on a lu un mémoire qui portait tous les caractères de la sédition, en y accusant les officiers de la municipalité d'être les auteurs de ce retard. Que précédemment encore il avait été attaché à la barrière du syndic de la municipalité, un billet anonyme, portant menaces de l'assassiner, de le brûler et qui l'avertissait qu'on avait tiré sur lui un coup de pistolet, qui, heureusement pour le syndic, n'avait point parti. » Amiens, 9 août. — Lettre de M. Fontaine, procureur du Roi au grand bailliage d'Amiens, à l'Intendant, lui envoyant ledit précis. Amiens, 9 août. — Lettre de M. de Lamoignon, garde des sceaux, à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur la demande faite par la municipalité d'Oisemont, d'arrêter ledit procès. Versailles, 18 août. — Réponse de l'Intendant au garde des sceaux, lui envoyant lesdits éclaircissements. 24 août, — etc.

C. 994. (Liasse.) — 56 pièces papier.

1789. — OISEMONT. — Mandats des gratifications à accorder aux incendiés d'Oisemont, pour couvertures en tuiles.

C. 995. (Liasse.) — 8 papier (3 plans).

1765-1787. — ONVILLERS. — État des déboursés du syndic d'Onvillers pour 1787. — ORVILLERS-SOREL. (Oise). — État des déboursés du syndic d'Orvillers pour 1787. — OURCEL-MAISON (Oise). — État des déboursés du syndic d'Ourcel-Maison, pour 1787. — OUTREBOIS. — Plans, coupes et élévations de l'église d'Outrebois, par Lemaire. Amiens, 3 avril 1765.

C. 996. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1757-1787. — PAILLART (Oise). — Délibération des syndic et principaux habitants de Paillart, au sujet de l'ouverture à faire d'un fossé pour l'écoulement des eaux dans le fond du canton nommé le Marais de Roye. 27 mai 1757. — Requête de plusieurs habitants d'Équennoy, à l'Intendant, réclamant contre ledit fossé. 4 mai 1758. — État des déboursés du syndic de Paillart, pour 1787. — PARGNY. — Procès-verbal dressé par l'inspecteur des communes, pour accorder aux habitants de Pargny 2,000 bousins par ménage, pour leur chauffage.

18 mai 1754. — Procès-verbal dressé par le sieur Léger, inspecteur des communes, contre les habitants de Pargny, pour avoir tiré des bousins sans autorisation. 7 août 1755. — « Procès-verbal de l'assemblée de la paroisse de Pargny. » Élection d'un membre de l'assemblée municipale. 20 avril 1784. — PENDE. — « État des sommes auxquelles les particuliers de Pendé, incendiés le 18 octobre 1786, ont été imposés au rôle des travaux des routes de la présente année, rendu exécutoire pour (*sic*) Mgr. l'Intendant, le 15 juillet dernier. » Saint-Valery 28 novembre 1787. — PERENNES (Oise). — État des déboursés du syndic de Pérennes pour 1787. — PERNOIS. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise les habitants de Pernois à mettre deux journaux de communes en adjudication. 4 avril 1770, — etc.

C. 997. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1765-1788. — PERONNE. — « Mémoire pour les maieur, échevins, bourgeois, manants et habitants, composant la commune, faubourgs et banlieue de la ville de Péronne », au sujet de l'affranchissement de toutes tailles et crues dont jouit ladite ville, en considération du siège mémorable qu'elle soutint en 1536. 30 mars 1765. — Lettre des officiers municipaux de Péronne à l'Intendant, lui marquant que « la révocation de l'abonnement des droits de francs fiefs de notre ville, prononcée par l'art. 6 de la déclaration du 1^{er} juin dernier, a jeté la plus grande consternation parmi nos concitoyens. » Ils ont nommé deux députés, pour solliciter au Conseil la réussite d'un mémoire qu'ils ont envoyé, pour se faire maintenir « dans la possession d'un privilège qui leur est aussi glorieux qu'utile. » Ils lui demandent son appui dans ladite affaire. Péronne, 10 novembre 1771. — Requête des maieur, échevins et habitants de Péronne à l'Intendant, à l'effet qu'il soit sursis à un avertissement à eux envoyé par le sieur Blondeau, contrôleur des actes au bureau de cette ville, d'avoir à satisfaire, sous huitaine, au paiement des droits de francs fiefs des biens nobles qu'ils possèdent, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur requête au Conseil. 21 novembre 1771. — Lettre du baron de Breteuil à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur une requête des officiers municipaux de Péronne, qui demandent la confirmation de leurs privilèges. Versailles, 31 juillet 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant lesdits éclaircissements. 26 août 1786. — Réponse de

M. de Fiéville à l'Intendant. « Les habitants de Péronne ont joui, jusqu'à présent, sans interruption, de tous les privilèges et avantages qui leur ont été anciennement accordés, si j'en excepte cependant l'exemption du logement des gens de guerre, auquel ils sont assujettis depuis 1768 et des droits de franc fief et de nouveaux acquets, dont ils sont privés depuis 1771. Il paraît qu'on tente encore à leur enlever l'exemption du droit de gros sur les vins, dont ils jouissent depuis un temps immémorial. Il est certain, Monsieur, que cette ville ne pourrait subvenir à l'acquit des charges considérables dont elle est tenue, si on supprimait ou si même on restreignait aucun des dons et octrois qui lui ont été concédés. Outre ses charges ordinaires et communes à toutes les villes, dont le détail serait ici trop long, elle est spécialement obligée à l'entretien d'une chaussée en pavés de 1,200 toises de longueur, sur 6 toises de largeur, qui est on ne peut pas plus fréquentée, et à celui de tous les murs d'appui des remparts, qui ont plus d'une demie lieue de circonférence ; elle est encore tenue des réparations et reconstructions de différents corps de garde et petites casernes, ainsi que de la fourniture du chauffage et de la lumière des corps de garde, tant de la milice bourgeoise que des troupes de passage, et enfin du paiement d'une somme de 2,100 l. par an, pour le logement de MM. les gouverneur, lieutenant de roi et officiers de l'état-major, du génie, de l'artillerie et autres officiers attachés au service de la place. Les habitants, de leur côté, fournissent en tout temps une garde de nuit et de jour, pour la sûreté et défense de cette place, composée d'un capitaine, un sergent, un caporal et 30 factionnaires. » Péronne, 30 septembre 1786. — Lettre de l'Intendant au baron de Breteuil, lui transmettant les renseignements fournis par M. de Fiéville, 15 octobre 1786. — Requête des officiers municipaux de Péronne à l'Intendant, en faveur de la confirmation de leurs privilèges. 31 mars 1757. — Lettre de M. de Villedeuil à l'Intendant, l'informant que le Roi avait décidé que la ville de Péronne « devait rester dans l'état où elle est à cet égard, et qu'il ne lui serait point accordé de lettres patentes de confirmation. » Versailles, 31 juillet 1788, — etc.

C. 998. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1674-1756. — PERONNE. — Arrêt du conseil d'État qui ordonne que, « lorsqu'il sera procédé à la nomination des prud'hommes, les mayeurs de mairerie (*sic*) et leurs lieutenans, présenteront aux habitans de leur mairerie, une liste générale de tous ceux qui la composent, pour être sur icelle fait choix, par lesdits habitants, de deux

prud'hommes entre tous ceux contenus en ladite liste indifféremment, et sans autre restriction que de ne pouvoir nommer ceux qui auront déjà exercé lesdites charges. Que le nombre des échevins ne sera plus à l'avenir que de sept, compris le mayeur, ainsi qu'il a été réglé dans plusieurs autres villes de ce royaume et dans ladite province de Picardie, à Amiens, à Saint-Quentin. Pour cet effet, lesdits prud'hommes en nommeront trois en la manière accoutumée, et lesdits trois nommés en nommeront deux autres et lesdits cinq deux autres, pour faire tous ensemble ledit nombre de sept, lesquels choisissent un d'entre eux à la pluralité des suffrages, pour faire la charge de mayeur. Et en outre que lesdits mayeur et lesdits échevins ne pourront être continués plus que de trois ans, sans le consentement de Sa Majesté, laquelle fait très expresses défenses, tant au mayeur, lieutenant de mairerie, qu'aux maieur et échevins, de faire aucuns festins pour raison desdites élections, soit dans l'hôtel commun, soit dans les maisons particulières, à peine de 300 l. d'amende, applicable à l'hôpital de ladite ville. » Saint-Germain-en-Laye, 4 décembre 1674. Expédition du 9 juin 1756. — Arrêt du conseil d'État qui « fait très expresses inhibitions et défenses aux habitants de Péronne, de faire aucunes brigues pour les suffrages des nominateurs, à peine d'être exclus de l'élection, comme aussi aux nominateurs de s'assembler dans les cabarets et aux cabaretiers de les y recevoir, à peine de 100 l. d'amende contre chaque contrevenant, applicables aux pauvres de l'hôtel-Dieu de ladite ville. Ordonne Sa Majesté, qu'il ne sera employé à l'avenir dans la liste ou carte des maireries, que les habitants de ladite ville et faubourgs, les laboureurs et chefs de famille de la banlieue seulement ; que les valets, garçons de boutique, porte-sac, manouvriers, commis et autres employés dans les fermes en seront retranchés, et que les prud'hommes seront faits par scrutin et non par élection ; à l'effet de quoi, les habitants de ladite ville, faubourgs et banlieue, composant les six mairies, comparaitront le jour de la Saint-Jean, à 7 heures du matin à la chambre de l'hôtel-de-ville, avec chacun un billet, où ils inséreront leurs noms. Lesquels billets seront par eux mis dans une petite boule, qui leur sera donnée par les maieur et lieutenant de leur mairie, pour ensuite être mises toutes ensemble dans une urne, qu'on brouillera, dont il sera tiré deux par un enfant, qui seront les deux prud'hommes, lesquels, l'instant, prendront séance dans un lieu séparé, afin qu'ils ne puissent être brigüés, ce qui sera observé par

toutes les autres mairies, les unes après les autres, et procédé ensuite par les 12 prud'hommes, à l'élection en la manière accoutumée, suivant les chartres et privilèges de la ville et le susdit arrêt du conseil d'État. Ne pourront lesdits prud'hommes être faits plus d'une fois ; et attendu que, dans lesdites mairies, il y a plusieurs personnes dont les conditions sont inégales, ordonne Sa Majesté que les sergents, cabaretiers et tonneliers, qui sont de la première mairie nommée du Vin, dans laquelle sont les plus notables bourgeois, officiers et avocats, en seront ôtés, et lesdits sergents et cabaretiers, mis dans la mairie nommée du Pain, et les tonneliers dans celle qu'on nomme de l'Eau, dans laquelle mairie de l'Eau, il y sera mis les couvreurs et manneliers qui sont de la mairie nommée des Marchands mêlés : ordonne, en outre, Sa Majesté que la mairie du Vin et celle des Marchands éliront à l'avenir trois prud'hommes chacune au lieu de deux, et les mairies de l'Eau et du Cuir à Poil, un prud'homme chacune au lieu de deux ; fait défenses aux prud'hommes d'élire le nommé Huot, procureur, lequel demeurera exclu de l'élection, attendu les brigues qu'il a faites pour avoir les suffrages des nominateurs, ainsi qu'il est justifié par la susdite information. » Fontainebleau, 12 octobre 1705. Expédition du 9 juin 1756. — Arrêt du conseil d'État, qui ordonne, entre autres choses, que tous les habitants de la ville et faubourgs de Péronne, ainsi que les laboureurs et chefs de famille de la banlieue, visés par l'arrêt du 12 octobre 1705, « seront admis dans les assemblées des maîtres lors de l'élection des prud'hommes, sans que ceux qui auront été nommés prud'hommes dans les précédentes années, puissent s'en exempter », et que tous ceux qui doivent composer les mairies, sont tenus de comparaître à l'élection des maîtres et échevins, à peine d'amende. Versailles, 14 juin 1738. Expédition du 9 juin 1756. — Mémoire sur l'élection des maîtres et échevins de Péronne, par les six mairies qui composent ladite ville : savoir du Vin, du Pain, des Marchands, de l'Eau, des Marchands mêlés et du Cuir à poil. On se plaint de ce que « les deux tiers de ceux de la mairie du Vin, qui sont les plus en état de discerner le mérite et la capacité des personnes qui peuvent entrer dans la magistrature et d'en remplir les différentes charges, négligent cette fonction, qu'ils abandonnent aux moins éclairés d'entre eux, comme si ce choix important leur était indifférent. L'exemple de cette première mairie, séduit les habitants des autres mairies ; ils ne comparaissent pour ainsi dire que par députés, le nombre diminue d'année en année, en sorte que d'une mairie de 150 personnes, il ne s'en trouvera pas quelquefois 40. C'est en vain que le procureur du Roi

a souvent réclamé contre un abus si contraire à la disposition des arrêts du Conseil ; les conclusions qu'il a prises jusqu'à présent, pour faire supporter les peines prononcées, notamment par l'arrêt du Conseil du 14 juin 1738, contre les habitants qui ne comparaissent pas à cette élection, ont été infructueuses. La raison en est simple : les magistrats devant qui il les prend, sont souvent eux-mêmes susceptibles de répréhension à cet égard. En cet état se condamneront-ils, condamneront-ils leurs parents, leurs amis ? » v. 1756.

C. 999. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1719. — PERONNE. — Lettre de l'Intendant à M. Hutellier, lui marquant qu'il a reconnu dans le sieur Le Tellier, maître de Péronne, « tant d'application pour établir le bon ordre, et tant de zèle pour le bien public, que je penserais qu'il serait à désirer qu'il pût être encore continué une année, pour achever ce qu'il a si heureusement commencé ; mais, comme il pourrait s'y trouver de l'obstacle, je vous prie de prendre la peine d'examiner ce qu'il y aurait à faire pour parvenir à le faire continuer. Je croirais que l'on pourrait prendre la voie de faire présenter un placet au Conseil au nom des habitants... Vous entendez bien que vous devez agir en ceci secrètement et comme de vous-même, et sans parler en aucune manière de moi. » Amiens, 16 mai. — Lettre de M. de La Vrillière à M. Chauvelin, intendant, lui demandant son avis sur un placet des bourgeois et habitants de Péronne, qui demandent que le sieur Le Tellier soit continué dans ses fonctions de maître. Paris, 31 mai. — Lettre de l'Intendant à M. Hutellier, le priant de communiquer ledit placet aux parties intéressées, et de lui marquer s'il n'y a pas d'inconvénients à en accorder le contenu. Amiens, 6 juin. — Réponse de l'Intendant à M. de La Vrillière. « Rien n'est plus utile, je dis même plus nécessaire pour le bien de la ville de Péronne, que de continuer maître le sieur Le Tellier, qui, depuis qu'il est en place, n'a cessé de travailler avec zèle et avec une application infinie, à rétablir le bon ordre dans cette ville, pleine de cabales, et où l'emploi des revenus se fait avec la dernière dissipation, de sorte que le public ne peut que profiter d'une aussi bonne et aussi sage administration, dont elle a encore un extrême besoin. » Amiens, 11 juin. — Ordonnance royale, qui continue le sieur Le Tellier dans la charge de maître de Péronne. 21 juin. — Information par Jacques

Le Tellier, conseiller du Roi, son médecin ordinaire, et maïeur en charge de Péronne, sur un tumulte survenu en ladite ville, le 22 juin 1719, à 3 heures du matin, « en plusieurs endroits de la grande rue de la paroisse de Saint-Sauveur... lesquels comparants nous auraient dit et déclaré qu'à l'heure susdite, ayant entendu tirer plusieurs coups d'armes à feu, ils seraient sortis de leur maison, et se seraient rendus vers la porte du sieur Pincepré, où ils auraient vu M. Jacques Lalane, avocat au bailliage de cette ville, enveloppé de la garde bourgeoise, ledit Jacques Lalane, insultant de paroles atroces et injurieuses la garde, traitant ceux qui la composaient de gueux, maraudeurs, fripons et J... f... pourquoi l'un de ladite garde aurait dit et proposé de le consigner au corps de garde, et de nous porter leur plainte desdits mauvais traitements ; et étant survenu un officier du régiment Royal Allemand, de présent en garnison en cette ville, aurait fait retirer ledit Lalane... Quelque temps après, seraient venus à la porte de notre hôtel, deux valets d'officiers de ladite garnison, dont l'un jetait une très grosse quantité de pierres et de grès vers nos fenêtres, sans néanmoins les atteindre, à cause de la grosseur desdites pierres, et, se promenant devant notre porte, criait à haute voix : « Je suis M. le maïeur, bougre de maïeur, foutre, Jean-foutre de maïeur ; es-tu capable d'être maïeur ? » ajoutant ledit Nicolas Leblanc avoir vu, peu de temps auparavant lesdites insultes dudit valet, le sieur de Montjois, son maître, capitaine audit régiment, s'efforcer d'arracher la porte de notre cave donnant sur ladite rue, et, ne pouvant réussir, il aurait jeté une grosse pierre à grands coups sur ladite porte, et se serait retiré... Pierre Fouquet, marchand de soie en cette ville..., nous a dit et déclaré, qu'à l'heure susdite, ce jourd'hui, ayant entendu frapper plusieurs fois brusquement à sa porte, il se serait levé de son lit, et ayant ouvert sa porte, il aurait vu un nombre d'officiers vers notre porte, attroupés, accompagnés de plusieurs joueurs de violon et des sieurs du Caillouet, bourgeois, et Lalane, avocat, lesquels criaient à haute voix « la garde ! » laquelle étant survenue, ledit Lalane l'aurait dénoncé, en traitant ceux qui la composaient de maraudeurs et fripons, leur disant : « Retirez-vous, sinon je vous donnerai du pied dans le ventre, et vous ferai mettre dans un cul de basse fosse. » A l'effet de quoi, aurait repoussé ladite garde jusqu'à leur corps de garde ; et croyant lesdits officiers que ledit Lalane était arrêté et consigné audit corps de garde, ils s'y seraient tumultueusement rendus... Et à l'instant sont encore comparus par devant nous, juge susdit, Jean Clérembeau, maître tisserand en cette ville, capitaine de la garde bourgeoise de la nuit dernière, Antoine

Aubry..., etc., tous fusilliers de ladite garde... lesquels nous auraient dit et déclaré, qu'à l'heure susdite de ce jourd'hui, ayant entendu hautement appeler la garde en plusieurs fois, ils se seraient détachés dudit corps de garde pour aller au bruit, et étant arrivés vers la porte du sieur Pincepré, ils auraient vu venir à eux les sieurs Lalane, avocat, et Frazier de Bias, bourgeois, accompagnés d'un officier du régiment Royal-Allemand-cavalerie, de présent en garnison en cette ville ; lesquels sieurs Lalane et Bias auraient prié lesdits capitaine et fusilliers de ladite garde, de se retirer en leur corps de garde, et sur ce que l'un d'entre eux proposait d'arrêter lesdits bourgeois, savoir lesdits sieurs Lalane et Bias, pour les bruits par eux nuitamment excités, ledit officier aurait donné un petit soufflet audit Clérembeau, capitaine, lequel avec les fusilliers composant ladite garde, se serait retiré à la prière desdits sieurs Lalane et Bias, au corps de garde de la place, leur poste, où à peine arrivé, ledit officier de garnison serait survenu, l'épée à la main, et entré dans ledit corps de garde, assisté desdits sieurs Lalane et Bias, tous trois également maltraitants d'injures atroces tous les fusilliers de ladite garde, les appelant fripons et maraudeurs ; même ledit Lalane aurait donné un coup de pied au nommé Jean-Pierre Miagou, l'un de ladite garde, et l'aurait pris aux cheveux. Et à l'instant, le sieur Lemercier, notre lieutenant, s'étant présenté audit corps de garde, aurait fait retirer lesdits sieurs Lalane et Bias. » 22 juin. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant que l'information commencée par le sieur Le Tellier, maïeur de Péronne, contre les auteurs du tumulte du 22, serait continuée, et qu'il serait sursis à l'élection des maïeur et échevins, jusqu'à ce qu'elle soit terminée. Amiens, 23 juin. — Lettre de l'Intendant à M. de la Vrillière, lui rendant compte de ladite affaire, demandant que le Roi fit savoir ses intentions sur la continuation du sieur Le Tellier, comme maïeur de Péronne, sinon, lui mandant qu'il lui paraissait nécessaire de commettre quelqu'un pour y présider. Amiens, 23 juin. — Procès-verbal de l'opposition faite par les sieurs Frazier, Maillart et Denis Bruslé, commis-greffier au bailliage de Péronne, tous de la mairie du Vin, à l'ordonnance de l'Intendant, qui prescrit de surseoir à l'élection des maire et échevins, et de celle faite par les gens du Roi au bailliage, à l'ordonnance royale du 21 juin, qui maintient le sieur Le Tellier dans ses

fonctions de maieur. 24-25 juin. — Requête des maieur et échevins de Péronne au conseil d'Etat, au sujet de malversations commises par quelques officiers du bailliage envoyés en députation à Paris, pour défendre certains privilèges de la ville. v. 1719 — « Extrait de l'information faite par le sieur Jacques Le Tellier, maieur de Péronne, à l'occasion des brigues et cabales qui se font pour l'élection des maieur et échevins de la même ville, les 20 et 21 juin 1719. Claude Jullien, poissonnier, au faubourg de Paris, dépose que la semaine dernière, Clément Le Tellier, procureur au bailliage de Péronne et lieutenant de la maîtrise des eaux et forêts, avait envoyé audit faubourg un sergent desdits eaux et forêts, pour ordonner aux poissonniers des faubourgs et des communes de Biaches et de Sainte-Radegonde, de lui députer incessamment deux de chaque commune, que lui, Jullien, ayant été député, en conséquence de cet ordre, il s'était rendu, le dimanche 18, chez ledit Clément Le Tellier, qui lui avait dit que, si quelqu'un d'entre eux tombait prud'homme pour l'élection des maieur et échevins, ils eussent à donner leur voix à ceux qu'il leur indiquerait, sinon qu'en qualité de lieutenant des eaux et forêts, il trouverait bien le moyen de les en faire repentir ; qu'ensuite il l'avait envoyé chez le nommé Leclerc, maieur de la mairie des poissonniers du faubourg, pour lui en demander le dénombrement, ce que Leclerc avait refusé. » — Lettre de l'Intendant à M. Hutellier, lui envoyant l'ordonnance royale, qui maintient le sieur Le Tellier, dans ses fonctions, et ajoutant : « Vous entendez bien qu'il n'y a plus d'inconvénients, que le sieur Le Tellier lève l'arrêt qu'il avait fait de la personne du lieutenant des eaux et forêts. » Amiens, 24 juin. — Liste des maieur et échevins de Péronne, nouvellement élus. 25 juin. — « Extrait du registre extraordinaire du bailliage de Péronne. » Procès-verbal de prestation de serment des maieur et échevins de cette ville. 25 juin. — Lettre de M. Le Tellier à l'Intendant, lui rendant compte des faits qui se sont passés à Péronne à la réception des ordres de la cour et des siens, « lesquels n'ont cependant point eu assez de force pour imposer silence aux conseillers de ce bailliage, à la sollicitation desquels les gens du Roi ont osé conclure, à la prestation de serment, à protestation de se pourvoir contre l'ordonnance du Roi. Tout le peuple, témoin d'une pareille entreprise, criait vengeance contre leur témérité, laquelle demanderait de ne point demeurer impunie, non plus que les vains efforts que les sieurs Frazier et Maillart ont employés pour disposer le peuple au mépris de votre surséance,

Monseigneur, du 23 du présent mois, à procéder à l'élection des maieur et échevins, le jour de Saint-Jean-Baptiste, ayant à cet effet, de leur autorité, fait sonner plusieurs fois la cloche, pour assembler le peuple à l'hôtel-de-ville, d'où nous étions descendus en conséquence de votre ordonnance. » Il lui exprime sa gratitude pour la protection dont il l'a honoré dans cette circonstance. Péronne, 26 juin. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit au sieur Hutellier, subdélégué, « de se faire représenter par le greffier, le registre du bailliage de Péronne, dans lequel est inscrit ledit acte de prestation de serment, et, en présence du procureur du Roi dudit bailliage et dudit greffier, d'y rayer et biffer les protestations faites contre la nomination dudit sieur Le Tellier », et ainsi conçues : « Sans que la nomination du sieur Le Tellier puisse nuire, ni préjudicier aux droits et privilèges de la ville. » Amiens, 12 août. — Procès-verbal dressé par M. Hutellier, en exécution de la précédente ordonnance. 21 août. — Lettre de l'Intendant à M. de la Vrillière, lui envoyant copie des principales pièces, concernant ladite affaire, et requérant punition contre les officiers du bailliage. Amiens, 27 août. — Réponse de M. de la Vrillière à l'Intendant, l'informant que S.A.R. « n'a pas estimé à propos de rien faire en cette occasion contre ces officiers, d'autant plus que, par les copies des actes mêmes que vous m'avez envoyées, il paraît que le sieur Le Tellier a été installé, et qu'il a prêté son serment en la manière accoutumée, et que la clause qu'ils ont insérée dans l'acte de sa prestation de serment et que vous traitez de protestation, n'a rien d'extraordinaire ni de particulier, m'arrivant à moi-même le plus souvent, de m'en servir dans de pareilles ordonnances de prorogations ou continuations de magistrats, comme d'une suite de celle qui porte que les continuations ou prorogations ne tireront point à conséquence. » Paris, 31 août, — etc.

C. 1000. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1719-1730. — PERONNE. — Mémoire de M. Hutellier à l'Intendant, sur une requête du sieur François Tattegrain, greffier en chef de l'hôtel-de-ville de Péronne, qui demande l'approbation de l'Intendant, pour être maintenu dans une somme annuelle de 200 l. Péronne, 29 août 1719. — Lettre de M. de la Vrillière à M. Chauvelin, intendant, au sujet de contestations entre le sieur de Brazilly et les maieur et échevins de Péronne. Comme il y a des certificats pour et contre lesieur de Brazilly, le duc d'Orléans

« a cru qu'il était à propos de différer la décision de cette affaire jusqu'après l'élection des nouveaux officiers de cette ville, à laquelle elle juge à propos que vous vous trouviez, afin de voir par vous-même dans l'assemblée, dans quels sentiments sont ces habitants, si leurs certificats ne sont pas mendiés, et s'il n'y aurait pas moyen de concilier les esprits. » Paris, 15 juin 1721. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit que, pour cette année, il sera sursis à l'élection des officiers municipaux de Péronne, jusqu'au 27 juillet suivant, afin qu'il puisse y assister, conformément aux ordres du Roi. Amiens, 17 juin 1721. — « Noms de ceux qui composent la mairie du Vin. » v. 1721. — Mémoire de M. Hutellier, sur une requête des maire et échevins de Péronne, qui demandent que le produit des deux octrois concédés à ladite ville, servira par chacun an, comme ci-devant, à l'acquittement de partie de ces charges. Péronne, 6 avril 1723 ; et ordonnance de l'Intendant, qui autorise à payer annuellement divers officiers, sur le produit desdits octrois. 17 avril 1723. — Lettre de l'Intendant au comte de Saint-Florentin, lui marquant que, « depuis quelques années, il y a eu beaucoup de dissipation dans l'administration des revenus de la ville de Péronne, par la négligence et la mauvaise économie des officiers municipaux. Comme il est tout à fait à craindre que celui qui doit être élu maire de cette ville, le jour de Saint-Jean prochain, ne suive les errements de ceux qui l'ont précédé,... il serait bien à souhaiter pour cette ville, que le Roi voulut bien, pour cette fois, mais sans tirer à conséquence, y nommer, comme il a déjà fait en cas à peu près semblable, un sujet capable de rétablir les affaires, que je sais être fort en désordre. Si vous agréiez ma proposition, je ne vois personne qui y soit plus propre que le sieur Dournel, conseiller au bailliage, dont j'ai déjà expérimenté, en pareille circonstance, la capacité, la prudence et la droiture, pour l'avoir vu dans la même place, administrer les revenus de la ville, de manière que, non-seulement il l'acquitta de tout ce qu'elle pouvait devoir des années antérieures, mais qu'il se trouva encore du revenant bon. » Amiens, 10 juin 1729. — Ordonnance royale, qui nomme pour cette fois, et sans tirer à conséquence, le sieur Dournel en qualité de maire de Péronne. Versailles, 16 juin 1729. — Réponse du comte de Saint-Florentin à M. Chauvelin, intendant, lui marquant que, sur sa demande, le Roi a rendu ladite ordonnance, qu'il lui envoie. Versailles, 16 juin 1729. — Instructions de l'Intendant à M. Dournel, maire de Péronne. Arras, 1^{er} juillet 1729. — Ordonnance royale, qui continue pour une année, le sieur Dournel, dans la place de

maieur de Péronne, en considération des services qu'il a rendus à cette ville dans son administration. Versailles, 11 juin 1730. — Lettre de l'Intendant à M. Hutellier, lui envoyant ladite ordonnance, le priant de la garder secrète, jusqu'au moment où l'assemblée pour la nomination des prud'hommes sera formée. Amiens, 23 juin 1730. — Acte par lequel Mathias-Barthélemy de Haussy de Robécourt, avocat du Roi au bailliage de Péronne, accepte l'élection qui a été faite de lui et de Jacques Carpentier à la magistrature populaire, au lieu de trois personnes, attendu les ordres du Roi, sous la réserve « qu'il n'entendait point, en acceptant sa nomination, et procédant avec M. Dournel et M. Carpentier à l'élection des autres échevins, déroger aucunement aux très humbles remontrances, qu'il se réserve de faire à S.M., pour obtenir de sa bonté la révocation de la lettre de cachet, qui continue pour cette année M. Dournel dans les fonctions de maire, et ce, parce que cette lettre de cachet est non-seulement contraire aux privilèges de la ville et à ses véritables intérêts, mais encore parce qu'il y a apparence qu'elle aura été secrètement sollicitée sous de frivoles prétextes, dont on aura pu se servir, pour surprendre la religion de la cour. 24 juin 1730. — Certificat donné par deux anciens maires et échevins de Péronne, attestant « qu'il est d'usage constant que les lettres adressées aux maire et échevins, sont portées par le facteur chez le maire en charge, qu'il en voit le contenu et en fait son rapport à la chambre assemblée extraordinairement, quand le cas le requiert, ou aux assemblées ordinaires, quand il n'y a rien de pressant. » Péronne, 11 juillet 1730. — Mémoire de M. de Haussy de Robécourt à l'Intendant, au sujet d'une contestation qu'il a avec M. Dournel, sur un point de la rédaction de son acte de réserves à son élection, et sur la manière dont les lettres doivent être remises aux maire et échevins. « L'amour que Votre Grandeur a pour la justice, ainsi que son affection pour le bien public, me font espérer que les sentiments d'honneur et de désintéressement que le public me connaît, et l'esprit de paix, de bienséance et de conciliation, suivant lequel je me suis toujours conduit, me procureront l'avantage de balancer la protection que M. Dournel se prévaut d'avoir acquise auprès de Votre Grandeur, et dont il a la témérité de nous menacer, sur la moindre opposition qu'il rencontre dans ses sentiments. » Il a d'ailleurs donné des marques de son zèle pour le

bien public, « dans le règlement que j'ai sollicité pour cette ville contre l'état-major, quoique j'eusse pu, avec honneur, me dispenser de la sollicitation de cette affaire, puisque je n'étais point alors du corps de ville ; j'ai néanmoins quitté ma famille ; dans un temps où ma présence lui était le plus nécessaire, et je l'ai fait, parce que j'ai cru que mes soins pourraient être utiles à la ville. Je me flatte de m'en être acquitté à la satisfaction du public, puisque j'ai détourné le règlement que M. Le Blanc voulait faire rendre, et dont je crois avoir, dans ce temps remis une copie à Votre Grandeur.... Mais les désagréments que j'ai reçus dans cette affaire, les peines et les longueurs qu'il m'a fallu essuyer pour effacer les idées désavantageuses, que l'on avait cherché à insinuer dans les esprits, sur les motifs qui portaient les maïeur et échevins de ce temps à se plaindre des officiers de l'état-major, m'ont appris à ne me plus charger personnellement de la sollicitation des affaires publiques dans de pareilles conjonctures, content de proposer dorénavant mon sentiment sur les intérêts de l'hôtel-de-ville, je ne croirai jamais mon honneur chargé du succès de ce que j'aurai proposé, et si j'avais le malheur de trouver l'esprit de Votre Grandeur prévenu contre moi, je me contenterais de me déporter de toutes les délibérations qui pourraient souffrir, de la part de M. Dournel, quelque contradiction. » Péronne 1^{er} juillet 1730, — etc.

C. 1001. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 9 papier.

1731. — PERONNE. — Arrêt du conseil d'Etat, qui destitue les sieurs d'Aussy de Robécourt et Tattegrain de leurs fonctions d'échevins de Péronne, attendu qu'ils « se conduisent dans l'exercice de leurs fonctions d'une manière aussi préjudiciable au bon ordre, que contraire au bien de son service (du Roi). » Marly, 8 mai. — Lettre de M. Orry à l'Intendant, lui envoyant ledit arrêt, et le priant de mander les sieurs d'Aussy de Robécourt et Tattegrain, « pour leur faire entendre que, s'ils ne se conduisent pas à l'avenir avec plus de circonspection et de soumission, le Roi ne s'en tiendra pas là à leur égard. » Versailles, 28 mai. — Réponse de l'Intendant à M. Orry. « Comme ces deux officiers se sont, depuis ma lettre du 8 avril dernier, mis en règle pour les visites, et que le magistrat doit être renouvelé à Péronne le 24 de ce mois, il me paraît que la destitution, par un arrêt, avant le temps si proche de la nouvelle élection, serait trop diffamante pour eux, et que, pour le présent, la punition ayant été retardée, et en l'état actuel des choses, ils seront assez punis d'être exclus de l'élection prochaine par un simple ordre.

Je crois donc qu'il suffirait que vous m'écrivissiez une lettre, pour me marquer que telle est l'intention du Roi. Cette peine, qui ne laissera pas leur faute impunie, et qui sera publique, produira le même effet que l'arrêt et ne sera pas de la même conséquence pour ces deux officiers, à qui d'ailleurs il n'y a rien à reprocher dans les fonctions des offices dont ils sont pourvus, l'un d'avocat du Roi, et l'autre de procureur du Roi du bailliage. Je ne dois pas oublier de vous faire observer, qu'aux termes dans lesquels est conçu l'arrêt, qui ne dit rien du motif qui l'a fait rendre, et dont le seul objet, quand je vous l'ai proposé, était de réprimer promptement la résistance que ces deux officiers avaient manqué publiquement à remplir leur devoir, pour établir le bon ordre dans la manufacture, on ne manquerait pas d'en conclure contre eux ce qu'il y a de plus grave, sans que cela produisît, par rapport à la manufacture, le bien qu'on s'est proposé. » Arras, 3 juin. — Lettre de M. Orry à l'Intendant. Il consent à ce que l'arrêt de destitution ne soit pas signifié aux sieurs d'Aussy de Robécourt et Tattegrain, « mais il est absolument nécessaire qu'ils soient exclus à la nomination prochaine, non-seulement de cette place, mais de toutes autres charges de l'hôtel-de-ville. » La Chapelle, 6 juin. — Lettre de l'Intendant à M. Dournel, le priant de venir le trouver sans délai pour une affaire urgente. Arras, 9 juin. — Lettre de l'Intendant à M. Hutellier, lui mandant de donner lecture de l'ordre du Roi, qui exclut les sieurs Tattegrain et de Robécourt de toute fonction municipale, le jour de la Saint-Jean prochaine, après l'élection des prud'hommes. Arras, 13 juin. — « Extrait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne. » Procès-verbal constatant que le 24 juin, « immédiatement après l'élection des douze prud'hommes, et auparavant leur prestation de serment, M. Dournel, maïeur, a présenté à M. le subdélégué, présent à l'élection, un paquet cacheté, qu'il a dit lui avoir été envoyé par Mgr. l'Intendant, sous enveloppe à son adresse, au-dessus de laquelle sont écrits ces mots : « Pour être ouvert le 24 juin 1731. » Duquel paquet, mondit sieur le subdélégué ayant fait ouverture se serait trouvé autre enveloppe adressant à mondit sieur subdélégué, de laquelle ayant pareillement fait ouverture, aurait trouvé une lettre de mondit seigneur l'Intendant, dont il aurait pris lecture, et ensuite l'aurait lue à haute et intelligible voix, tant auxdits prud'hommes qu'aux assistants et à mesdits sieurs.

Et a été ladite lettre enregistrée, conformément à ce qui est ordonné par icelle. Signé Hutellier et Dournel. Et à l'instant MM. de Haussy de Robécourt et Tattegrain auraient déclaré qu'ils étaient surpris d'une pareille exclusion ordonné par Mgr. l'Intendant, sans les avoir en aucune façon entendus, laquelle exclusion leur est d'autant plus injurieuse, qu'on a affecté de la faire paraître en présence desdits sieurs de Robécourt et Tattegrain, à la vue de tout le peuple, pourquoi ils se réservent de se retirer devant S.M., qu'au surplus, quoiqu'ils ne croient point qu'une simple lettre, sans aucune forme d'ordonnance, puisse opérer une pareille exclusion injurieuse à leur honneur, qu'ainsi ils seraient bien fondés à demander une surséance, pour faire révoquer cette exclusion sur leurs remontrances ; néanmoins ils priaient MM. les prud'hommes de ne point penser à eux dans l'élection qu'ils allaient faire, et, en cas qu'ils passent outre, que lesdits sieurs de Robécourt et Tattegrain protestaient de se pourvoir, pour faire annuler ladite nomination. » 24 juin. Expédition dudit jour. — Lettre de l'Intendant au comte de Saint-Florentin, au sujet du désordre des finances de la ville de Péronne, « particulièrement par la mauvaise administration du sieur Eudel, précédent maire. La connaissance que j'en avais, jointe au cri public, m'a déterminé à une révision de comptes, et, après l'examen que j'en ai fait, je n'ai pas hésité à en rayer plusieurs articles de dépenses considérables, et à condamner ces jours-ci, nommément, le sieur Eudel, à rapporter plusieurs sommes, dont, ainsi qu'il en est lui-même convenu, il avait fait de faux emplois. Mais, comme cette condamnation demeurerait sans effet, si le sieur Dournel, actuellement maire, par les soins de qui toutes ces découvertes ont été faites, sortait de sa place, par les intrigues du sieur Eudel, et par l'autorité que lui donne sa charge de lieutenant général au bailliage, je ne balance pas à vous proposer, comme chose vraiment essentielle, de vouloir bien obtenir de la bonté du Roi, de continuer encore, cette année, le sieur Dournel, pour pouvoir faire mettre à exécution les rapports que je viens d'ordonner contre le sieur Eudel et autres ; cela est encore plus nécessaire que, s'il en était autrement, ce serait sûrement le sieur Daussy de Robécourt, gendre du sieur Eudel, qui serait maire, par l'adresse qu'a eu le sieur Eudel de se faire nommer l'année dernière, lieutenant du maire, place qui a mis le sieur de Robécourt en état de pratiquer les moyens de se faire élire maire. Au surplus, que le sieur Dournel soit maire trois ans de suite, il n'y a en cela rien de contraire aux privilèges de la ville, et qui ne soit d'accord avec

l'usage. » Amiens, 21 mai. — Réponse du comte de Saint-Florentin à l'Intendant. Le cardinal de Fleury n'a pu admettre ses raisons de continuer le sieur Dournel dans les fonctions de maire de Péronne, à cause des conséquences. Il « estime qu'il est à propos de laisser faire, suivant l'usage, le renouvellement du magistrat de cette ville, et, en cas qu'il se pratiquât quelques mauvaises menées dans l'élection qui doit se faire, d'un sujet pour remplacer le sieur Dournel, sur l'avis que vous m'en donnerez, S.M. ne fera aucune difficulté de casser cette élection et de nommer d'autorité à cette place. » Versailles, 2 juin, — etc.

C. 1002. (Liasse.) — 22 pièces papier (1 imprimée).

1755-1756. — PERONNE. — Arrêt du conseil d'Etat, qui confirme et approuve la liquidation des charges assignées sur le revenu des octrois de la ville de Péronne, par les ordonnances de M. Chauvelin, intendant, des 5 juin 1690 et 17 avril 1723, et ordonne que, conformément auxdites ordonnances, lesdites charges seront fixées et liquidées à la somme de 2,363 l. 13 s. d'une part, et à celle de 3,880 l. 6 s., d'autre part. Versailles, 17 juin 1755. — Mémoire de M. Desachy, subdélégué à Péronne, sur une contestation entre le sieur Bourdon, greffier de l'hôtel-de-ville de Péronne, et les maire et échevins de ladite ville. 21 septembre 1755. — « Mémoire succinct par supplément, en réponse à la requête du sieur Bourdon, greffier de l'hôtel-de-ville de Péronne, opposant à l'ordonnance rendue par Mgr. l'Intendant, du 21 mai 1755. » 22 septembre 1755. — « Précis du procès entre M^e Pierre-Louis-Antoine Bourdon, greffier en chef de l'hôtel-de-ville de Péronne, contre MM. les maire et échevins de ladite ville. » 9 octobre 1755. — « Mémoire pour maître Pierre-Louis-Antoine Bourdon, greffier en chef de l'hôtel-de-ville de Péronne, contre MM. les maire et échevins de la même ville » (impr. 31 p. in-4°. Amiens 1755.) — Mémoire sur ladite affaire. v. 1755. — « Mémoire concernant plusieurs abus préjudiciables aux intérêts de l'hôtel-de-ville de Péronne et du public. » v. 1755. — « Résumé de la requête de Pierre-Louis Antoine Bourdon, greffier en chef de l'hôtel-de-ville de Péronne. » v. 1755. — Requête du sieur Bourdon à l'Intendant, le priant de hâter la solution de son procès contre les maire et échevins de Péronne. Amiens, 9 octobre. — Ordonnance de l'Intendant, qui reçoit le sieur Bourdon opposant à son ordonnance du 22 mai

précédent. Amiens, 27 novembre 1755. — « Extrait des requête et mémoire du sieur Bourdon, réponses de MM. les maieur et échevins, et répliques dudit sieur Bourdon, dans son affaire à l'Intendance. » v. 1755. — Lettre de M. Pillot, maieur de Péronne, à l'Intendant, réclamant contre l'ordonnance de celui-ci, du 27 novembre. Péronne, 4 décembre 1755. — « Mémoire contre les abus nuisibles au bien public de la ville de Péronne », par lequel on expose que « le procureur du Roi et le greffier de la ville de Péronne en sont les seuls officiers perpétuels, en vertu de leurs offices créés héréditaires ; les autres membres se renouvellent tous les ans par l'élection du peuple. On ne doit attribuer qu'à ces officiers perpétuels l'insuffisance des biens de la ville, pour l'acquit de ses charges. Les droits injustes qu'ils s'attribuent sur les biens de cette ville, tant par d'anciens que par de nouveaux abus, ne peuvent être modérés, ni par les maieur et échevins, ni même par les ordonnances des seigneurs intendants. Comme ils sont continuellement en poste avantageux pour obliger leurs amis et se venger de leurs ennemis, il est très rare que les maieur et échevins osent les contenir ou les contredire. Les magistrats de la précédente élection ont osé le faire par devoir, mais combien de traits de vengeance n'en ont-ils pas essuyé jusqu'à présent, et n'essuieront-ils pas par la suite, s'il n'y est pourvu ? » v. 1755. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une requête des maieur et échevins de Péronne, qui demandent la réunion des offices de procureur du Roi et de greffier de l'hôtel-de-ville. Paris, 14 janvier 1756. — « Mémoire des frais de deux adjudications faites à l'hôtel-de-ville de Péronne par les maieur et échevins, audience tenante, de la ferme des poids et mesures, l'une du 11 mars 1754, annulée par ordonnance de Mgr. l'Intendant, pour différentes duplications de droits dans les affiches, et l'autre renouvelée le 27 février 1756, en exécution de la même ordonnance. » Péronne, 29 mars 1756, — etc.

C. 1003. (Liasse.) — 28 pièces papier.

1773-1777. — PERONNE. — « Précis pour le procureur du Roi en l'hôtel-de-ville et en la police de Péronne, contre les maire et échevins de la même ville », sur ce que lesdits maire et échevins prétendent réunir au corps municipal ledit office de procureur du Roi et celui de greffier, par le sieur Dassonvillers. v. 1773. — Requête des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, attendu « les tracasseries et les mauvaises façons du sieur Dassonvillers, ancien marchand, homme fort entreprenant et peu éclairé, qui est pourvu de

l'office de procureur du Roi, depuis 18 mois », demandant la réunion dudit office au corps municipal, à charge de remboursement. v. 1773. — Requête de M. Dassonvillers à l'Intendant, réclamant contre le projet des maire et échevins de Péronne, de réunir son office de procureur du Roi. Péronne, 22 janvier 1774. — Lettre de l'Intendant à M. François, avocat à Péronne. « L'estime publique dont vous jouissez et qui est due à votre probité et à vos lumières, m'engage à vous prier de prendre des éclaircissements particuliers sur cette affaire, et de me marquer en confiance ce que vous pensez de l'imputation faite par le corps municipal contre le sieur Dassonvillers, et du mémoire justificatif de celui-ci. » 24 février 1774. — Réponse de M. François à l'Intendant. La ville de Péronne, bien qu'endettée, est cependant en état d'opérer la réunion qu'elle se propose de faire, laquelle lui serait très avantageuse. Quant au sieur Dassonvillers, la méfiance qu'il inspire au corps municipal lui paraît fondée. Péronne, 8 mars 1774. — Lettre de M. François à l'Intendant, sur un nouveau mémoire de M. Dassonvillers. Péronne, 17 mars 1774. — « Observations sur l'état de situation des affaires de la commune de Péronne, fourni dans un mémoire du sieur Dassonvillers. » v. 1774. — « Mémoire sur la demande faite au ministre par les officiers municipaux de Péronne, pour réunir à la communauté l'office de procureur du Roi de cette ville, et sur les motifs de l'opposition formée, par le sieur Dassonvillers, qui a acquis cet office, en conformité de l'édit du mois de novembre 1771. » v. 1774. — Note accompagnant ledit mémoire, et de laquelle il résulte que, « comme M. de Fiéville (subdélégué) est partie dans cette affaire comme maire de Péronne, M. l'Intendant s'est adressé à M. François, excellent avocat, et homme d'une probité reconnue, pour avoir des éclaircissements. » 25 mars 1774. — Lettre de M. Fargès à l'Intendant, lui demandant si les finances de la ville de Péronne lui permettent de rembourser les offices de procureur du Roi et de secrétaire greffier garde des archives, qui ont été levés aux parties casuelles par les sieurs de Rougemont et de Guehagny, afin de les réunir aux autres offices de la création de 1771, que cette communauté a acquis en 1773, ainsi que les officiers municipaux de Péronne en ont fait la demande. Paris, 4 juillet 1776. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant lesdits éclaircissements. 10 juillet 1776. — « Extrait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne. » Délibé-

ration qui, en considération des services rendus par le sieur de Guehagny, lui accorde, sa vie durant, la jouissance de l'office de secrétaire greffier, dont la commune a délibéré de poursuivre la suppression et réunion au corps municipal. 25 novembre 1776. — Lettre des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, lui envoyant la précédente délibération, dont ils le prient d'appuyer le contenu. Péronne, 29 novembre 1776. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant. « Je pense, Monsieur, qu'il serait très avantageux à la communauté de rembourser l'office de procureur du Roi de l'hôtel-de-ville et de la police, pour demeurer réuni aux autres offices qu'elle a acquis en 1773. Il s'agit d'une dépense de 10.000 l. environ. La ville a actuellement en argent plus de 70.000 l. Quand elle serait nécessitée de prendre à constitution de rentes 3.000 l., elle ne tarderait pas à rembourser cette somme de ses épargnes ; ses revenus excédant aujourd'hui ses charges. Par là, elle profiterait de plus de 400 l. par an qu'elle paie au sieur Dassonvillers, pour intérêts de finance de son office. Elle a, on en convient, beaucoup d'autres dettes, mais presque toutes sont des constitutions au dernier 50, qu'elle n'a pas autant d'intérêt à rembourser que celles au dernier 20. On ne lui connaît de somme exigible que 13.819 l., qu'elle a empruntées anciennement à l'hôtel-Dieu, et qu'elle pourra encore garder, jusqu'au temps où on reconstruira la salle des malades, ce qui n'est pas pressant. » Quant au sieur Dassonvillers, procureur du Roi, « il sait combien il aurait peu d'espérance d'être continué dans cette place, si cela dépendait du choix du peuple. Il s'est attiré la haine universelle des officiers municipaux et de ses concitoyens, par son caractère impérieux, ses tracasseries continuelles et ses impérities dans ses fonctions. Il est certain qu'il y a dans la ville un nombre infini de citoyens plus éclairés et plus capables que lui, à tous égards, de s'acquitter du ministère public. » Péronne, 26 mars 1777. — Lettre de M. François, avocat et maieur de Péronne, à M. Maugendre, l'informant qu'il vient de recevoir l'arrêt du Conseil, qui « homologue et confirme l'acte de délibération de l'assemblée générale tenue l'année dernière sur cet objet en notre hôtel-de-ville, et nous autorise, en conséquence, à faire au sieur Deguehagny, secrétaire greffier actuel de l'échevinage et en la police, le remboursement de la finance de son office, ce que nous ne manquerons pas de faire. » Il ne reste donc plus à réunir que l'office de procureur du Roi possédé par le sieur Dassonvillers : « mais qui, loin de se prêter, comme vient de faire le sieur Deguehagny, au vœu de la cour, fait au contraire les

derniers efforts pour se maintenir, contre la délibération générale et la réclamation unanime de toute la commune, dans la possession et l'exercice de son office. A des mémoires hardis qu'il a osé donner à M. l'Intendant et même au Conseil, où sont blessées également la décence, la justice et surtout la vérité, et dans lesquels il se permet crument l'imposture même, nous venons, Monsieur, de faire rédiger notre réponse et la remettre avec les pièces justificatives à M. de Fiéville, qui nous assure avoir fait passer le tout avec son avis à M. l'Intendant. » Quant au sieur Dassonvillers, « je ne crains pas de vous dire, Monsieur, qu'il n'y a en cette ville qu'un cri sur lui, depuis l'instant même, où, à l'âge de plus de 60 ans, et après avoir fait toute sa vie le commerce de draperie en détail, et dans les dernières années, une sorte de fortune dans les recettes, il eut la vanité de se décorer d'une charge municipale, de l'office de procureur du Roi en l'échevinage, et je puis vous assurer à la vérité, qu'inepte à bien des égards, et incapable d'ailleurs de faire aucuns fruits dans les fonctions et les détails de cette charge, il a le malheureux désavantage de ne mériter la confiance de personne, ou plutôt de répugner à tous les ordres indistinctement de nos concitoyens ; et cette vérité est prouvée par quatre délibérations générales, qui le concernent, tenues en différents temps, et dans lesquelles il n'a jamais eu la satisfaction de recueillir en sa faveur une seule voix. » 30 mars 1777. — Lettre de l'Intendant à M. de Fargès, sur la réunion de l'office de procureur du Roi en l'hôtel-de-ville de Péronne, et lui transmettant les éclaircissements et les conclusions contenus dans la lettre de M. de Fiéville du 26 mars précédent. 6 avril 1777, — etc.

C. 1004. (Liasse.) — 30 pièces papier.

1776-1777. — PERONNE. — « Extrait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne », arrêtant de ne point recevoir au serment de portefaix, le nommé Fursy Delamarre. 27 juin 1776 ; et protestation du sieur François, maieur en charge, contre ladite décision, « fondée sur l'irrégularité desdits actes, et principalement sur nos deux sentences, contradictoirement intervenues en audience, les 21 juillet et 20 octobre de l'année dernière, et une troisième du 15 décembre suivant, qui ont juridiquement lavé ledit Lamarre des chefs d'accusation portés contre lui, et l'ont, sous la protection de ces trois jugements, rétabli et renvoyé dans ses fonctions de portefaix. » 15 juillet 1776. Expédition du 30 août 1776. — « Ex-

trait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne. » Protestation contre ladite protestation. 19 juillet 1776. Expédition du 30 août 1776. — « Extrait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne, » arrêtant qu'il sera sursis au remplacement du sieur Delamarre, comme portefaix, jusqu'à la solution du procès avec celui-ci. 27 juillet 1776. Expédition du 30 août 1776. — « Extrait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne, » sur la même affaire. 2 août 1776. Expédition du 30 août 1776. — « Information faite à Péronne, par nous Louis-François François, avocat en Parlement, président aux traites foraines de Péronne, maieur en charge, juge civil, criminel et lieutenant général de police de ladite ville, faubourgs et banlieue, en la chambre du conseil de l'hôtel-de-ville dudit Péronne, à la requête de M. Fursy-Hubert Bruslé Debaune, échevin, faisant [fonctions] de procureur du Roi, pour le déport dudit procureur du Roi, demandeur et plaignant, contre Fursy Lamarre, portefaix, demeurant audit Péronne, défendeur, et accusé, en exécution de notre ordonnance du 5 de ce mois ; » et autres pièces relatives audit procès. 5-30 juillet 1776. Expédition du 30 août 1776. — Requête de Fursy Lamarre, portefaix à Péronne, à l'Intendant, « pour obtenir la restitution de son état, dont il vient d'être dépouillé par une délibération surprise par les intrigues de sa communauté, d'une partie de MM. les officiers municipaux de l'hôtel-de-ville de Péronne, contre le gré et la réclamation du chef de cette compagnie. » 23 juillet 1776. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. « On voit, Monsieur, par l'examen des pièces de la première affaire, que Lamarre a été justifié par l'information, des faits très graves contre lui portés dans la plainte ; aussi le jugement qui est intervenu le 27 juillet 1775, ne l'a-t-il condamné qu'à six mois d'interdiction, pour violents soupçons de négligence, d'inattention et d'inconduite ; le terme de son interdiction a même été depuis réduit à quatre mois, par sentence du 20 octobre suivant. Ses confrères, désespérés de n'avoir pu parvenir à le faire destituer de sa place, comme ils se l'étaient proposés, s'avisèrent, le 20 novembre dernier, pour donner lieu à une seconde procédure, de faire un acte par-devant notaire, par lequel ils arrêterent unanimement que MM. les officiers municipaux seraient suppliés de les dispenser de confraterniser davantage avec Lamarre. Le lendemain 21, ils se présentèrent à l'audience de l'hôtel-de-ville, où ils accusèrent de nouveau Lamarre de différents délits, qui n'existaient que dans leur imagination échauffée par l'animosité, et qui tous étaient d'une époque

antérieure à la première affaire. Lamarre fut mandé à l'audience, et se justifia vis-à-vis de ses confrères des différents faits dont ils l'accusaient, au sauf d'un seul dont il convint, qui ne fut pas trouvé assez grave pour mériter aucune peine. Il fut dressé procès-verbal du tout, et sur-le-champ, les juges ordonnèrent que leur sentence du 20 octobre précédent serait suivie et exécutée, suivant sa forme et teneur, et firent défenses à la communauté des portefaix d'y contrevenir, ni de troubler Lamarre dans ses fonctions ; et au principal renvoyèrent les parties à la première audience. Sentence sur délibéré intervint le 15 décembre suivant..., qui déclara nul l'acte du 20 novembre, passé devant notaire par la communauté des portefaix, lui fit défenses d'y donner aucune suite ni effet, ni récidiver à l'avenir, sous les peines de droit, et sur le surplus mit les parties hors de cour. Le 27 juin dernier, les officiers municipaux, en l'absence de M. le maieur, délibérèrent de ne point recevoir Lamarre au serment, en qualité de portefaix, qui, selon l'usage, devait se renouveler le dimanche suivant, et, au contraire, de le renvoyer. En effet, on refusa son serment et on le congédia. M. le maieur, à son retour de la campagne, surpris d'une pareille délibération, protesta le 15 juillet contre son exécution, mais on n'eut aucun égard à sa protestation. Lamarre se trouvant privé de son état, fut conseillé, Monsieur, de recourir à votre autorité, il vous donna, en conséquence, sa requête tendante à ce qu'il vous plaise ordonner qu'il sera renvoyé dans les fonctions de sa place de portefaix, dont il a été destitué illégalement et sans cause... L'échevin faisant fonctions de procureur du Roi, a fait signifier à ce particulier, appel au Parlement, de la sentence du 15 décembre de l'année dernière. Le motif de cet appel est aisé à deviner : la voie qu'avait prise Lamarre, en réclamant votre justice, a paru trop simple et trop facile ; on a imaginé qu'en l'obligeant à soutenir un procès dispendieux au Parlement, ce serait le contraindre à abandonner toute idée de rentrer dans sa place. Je suis cependant persuadé, Monsieur, que, si vous faisiez connaître votre intention à ce sujet aux officiers municipaux, ils s'ils conformeraient. » Péronne, 31 août 1776. — « Mémoire pour Fursy Lamarre, portefaix à Péronne. » v. 1776. — Requête de Fursy Lamarre à l'Intendant, exposant que l'état de misère où il se trouve, ne lui permet pas de poursuivre l'appel au Parlement, et invoquant l'autorité de l'Intendant, pour le faire réintégrer dans ses fonctions de portefaix. 2 septembre 1776. — Lettre de

l'Intendant aux officiers municipaux de Péronne, les priant de renoncer à l'appel au Parlement, et d'« assoupir cette affaire, entreprise sans mon autorisation, qui était cependant indispensable, aux termes des règlements du Conseil, et dans laquelle vous pourriez succomber, surtout si j'informe M. le procureur général de ses véritables circonstances et du défaut d'autorisation. Vous me feriez grand plaisir de m'éviter ce désagrément. » Amiens, 9 septembre 1776. — Lettre de M. Dassonvillers, procureur du Roi en la police et la ville de Péronne, à l'Intendant, l'informant que, malgré toutes ses remontrances, les échevins refusent de réintégrer Lamarre dans ses fonctions. Péronne, 7 octobre 1776. — Lettre de M. Blondeau, faisant savoir que M. François, maieur de Péronne, étant absent lors de la réception de la lettre du 9 décembre, les échevins refusent de la lui communiquer et d'y répondre. Il demande une nouvelle lettre pour M. François, à qui l'Intendant « demandât raison de ce qui a été fait en vertu de sa première, et des motifs qui ont empêché de lui répondre, en recommandant de terminer cette affaire sans autre délai, et de remettre l'homme en place. Ce serait un arrêt de sa part, qui ne manquerait pas d'être exécuté à l'heure même. » Péronne, 8 octobre 1776. — Lettre de l'Intendant à M. François, maire de Péronne, lui exprimant son étonnement de n'avoir reçu aucune réponse à sa lettre du 9 septembre, qui, sans doute, ne lui a pas été communiquée. Il le prie de se la faire remettre, et d'en mettre l'objet en délibération. 19 octobre 1776. — « Extrait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne, » arrêtant « qu'il sera incessamment fait réponse à Mgr. l'Intendant sur les objets portés en sa lettre. » 26 octobre 1776. Expédition du 27 octobre 1776. — Lettre de M. François à l'Intendant, lui envoyant la précédente délibération. Tout ce qu'il a pu obtenir du corps municipal a été qu'ils répondraient incessamment à l'Intendant, pour expliquer leur conduite. Péronne, 28 octobre 1776. — Lettre de M. Blondeau sur ladite affaire. La lettre de l'Intendant et les représentations de M. François, n'ont eu pour effet que d'« animer davantage contre son autorité le parti opposant, et à le soulever jusqu'au point d'avoir obligé le procureur du Roi à sortir de leur première assemblée, parce qu'il voulait parler (car il s'en est tenu trois), sans qu'il ait été rien décidé, qu'aujourd'hui qui a été la dernière. Persistant donc toujours dans leur entêtement et dans leur obstination, ils ont arrêté que Sa Grandeur serait suppliée de cesser ses menaces, comme d'abandonner l'affaire dont s'agit... Ils prétendent

que cette affaire les regarde seuls, et que M. l'Intendant n'aurait dû aucunement s'en mêler, comme n'étant pas de sa compétence, qu'au surplus n'ayant point autrement affaire à lui, ils n'ont rien à craindre de sa part... J'estime que, si M. l'Intendant voulait bien réclamer l'autorité de M. le procureur général, il ne manquerait pas de donner les ordres convenables à humilier l'entêtement de nos adversaires, et à rendre au sujet malheureux sa tranquillité, son état et son pain. » Péronne, 28 octobre 1776. — Lettre des officiers municipaux de Péronne à l'Intendant, pour expliquer leur conduite à l'égard de Lamarre. Péronne, 29 octobre 1776. — Lettre de M. Dassonvillers à l'Intendant, lui rendant compte de ladite affaire. « L'assemblée était déjà formée à mon arrivée, et il est apparent que les choses étaient déjà portées à un certain point. M. Merchier de Gonnellieu, l'un d'eux, homme très vif, même violent, le plus passionné contre Lamarre, m'aborde et me dit : « Cette affaire ne regarde ni M. l'Intendant, ni vous, on ne délibérera point, tant que vous serez ici. Retirez-vous..... Je me retirerai donc, pour éviter une de ces avanies, auxquelles je suis tous les jours exposé depuis que je me suis ouvert sur le respect et les déférences dus aux intentions de Votre Grandeur. » Le bruit court que « M. Le Merchier de Gonnellieu et quelques autres d'entre eux se vantent de s'exposer à tout ce qui peut leur arriver de pis, plutôt que de lâcher le pied. Il serait malheureux que nos concitoyens se ressentissent de leur obstination. On les nomme ici la *chambre ardente*. L'arbitraire seul décide de tout. M. François, seul contre six, est contraint de se renfermer dans les bornes de la politique. Il m'en a donné le conseil ; je le suis. Ils achètent, paient souvent au-delà de la valeur des choses, bâtissent et font mille dépenses sans adjudication, sans autorisation de Votre Grandeur, souvent même sans délibération. Je ne me plains pas de ce qui me regarde personnellement ; dans l'espérance d'un avenir plus paisible, je me suis condamné au silence dans toutes leurs assemblées. » Péronne, 31 octobre 1776. — Lettre de l'Intendant au procureur général du Parlement, à Paris, sur ladite affaire. 12 janvier 1777. — « Extrait de la lettre de M. Blondeau, écrite à M. Genet, le 9 février 1777. » — Lettre de l'Intendant à M. Lepelletier de Saint-Fargeau, président de la chambre des vacations au Parlement, pour lui recommander ladite affaire 24 octobre 1777. — Lettre de M. Lepelletier de Saint-Fargeau à l'Intendant, lui annonçant que l'affaire du sieur Lamarre a été

jugée à sa satisfaction. Saint-Fargeau, 3 novembre 1777, — etc.

C. 1005. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1777-1781. — PERONNE. — Lettre de M. Amelot à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des officiers municipaux de Péronne, qui « demandent un arrêt confirmatif de deux délibérations qu'ils ont prises, le 10 juillet 1775 et le 19 novembre de l'année dernière, pour donner plus de stabilité à leurs délibérations, et pour en assurer l'exécution. » Versailles, 19 juin 1777. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite requête. Péronne, 8 juillet 1777. — Réponse de l'Intendant à M. Amelot. Les délibérations dont il s'agit ont pour objet : « 1° Qu'aucun acte de résolution du corps municipal ne puisse dorénavant avoir d'effet, qu'après avoir été relu et confirmé dans l'assemblée suivante ; 2° que les actes ainsi confirmés après une seconde lecture, ne puissent être changés, qu'en y appelant tous ceux qui auront été présents et auront voté pour la formation des mêmes actes ; 3° enfin que tous les actes consignés dans les registres, et confirmés par une seconde lecture, ne puissent à l'avenir, être réformés ou détruits par une nouvelle chambre, que dans le cas d'une nécessité évidemment reconnue par l'unanimité des suffrages..... Comme le projet de règlement, que je me propose d'avoir l'honneur de vous adresser incessamment pour la ville Péronne, contiendra des dispositions relatives aux délibérations dont il s'agit, il me paraît inutile de les confirmer quant à présent. » Amiens, 14 juillet 1777. — Lettre de M. Amelot à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur une lettre d'un des échevins de Péronne, « pour se plaindre de ce que le procureur du Roi de la ville veut exiger que les sentinelles de la milice bourgeoise portent les armes pour lui, de même qu'ils le font pour le maire et pour les échevins. Il paraît que c'est une innovation de sa part. » Versailles, 5 septembre 1778. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant lesdits éclaircissements. Amiens, 9 septembre 1778. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant. « Le procureur du Roi, Monsieur, et ses prédécesseurs, ont toujours joui à Péronne des mêmes avantages, honneurs et prérogatives que les maire et échevins. C'est par une singularité qui a été désapprouvée du corps municipal, que le sieur Goguet de Sérauville, échevin, chargé du détail de la garde bourgeoise, s'est avisé, de son autorité privée, et contre l'usage observé jusqu'à présent, de défendre, au moins de juillet dernier, aux sentinelles de continuer de porter les armes pour le sieur Dassonvillers, procureur du

Roi, de la ville et police. Il se fonde sur ce que le commandement de la place ne peut jamais lui être dévolu, suivant l'ordonnance rendue par S.M. en 1728, pour la ville de Péronne. Mais il s'en suivrait, si la conséquence était juste, que les échevins n'auraient pas non plus le droit de prétendre à cet honneur, puisqu'en aucun cas ils ne peuvent être saisis du commandement, qui est réservé au maire seulement, en l'absence du lieutenant de Roi. » Péronne, 31 octobre 1778. — Lettre de l'Intendant à M. Amelot, lui transmettant les renseignements et les conclusions contenus dans la lettre précédente. 16 mars 1778. — Lettre des officiers municipaux de Péronne à l'Intendant, laissant à sa disposition la nomination à la place de receveur des vingtièmes de cette ville. Péronne, 22 janvier 1778. — Mémoire du sieur Laurent de Lyonne à l'Intendant, le priant de continuer le sieur Dupontlévêque dans lesdites fonctions qu'il remplit depuis 24 ans, à la satisfaction de tous. v. 1778. — Ordonnance de l'Intendant, qui nomme le sieur Fursy Dupontlévêque, en qualité de receveur de la capitation et des vingtièmes de la ville de Péronne. 28 janvier 1778. — Lettre de M. Dassonvillers, procureur du Roi en l'hôtel-de-ville de Péronne à l'Intendant, se plaignant de ce que, au moment où il s'est présenté à l'assemblée de l'échevinage pour la répartition de la capitation, à laquelle il doit, par ses fonctions mêmes, assister, le maire de Péronne a dissous l'assemblée. Péronne, 7 février 1781. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant des éclaircissements et son avis sur ladite affaire. 12 février 1781. — Lettre des officiers municipaux de Péronne à l'Intendant, pour expliquer leur conduite à l'égard du sieur Dassonvillers. Si celui-ci a, comme il le prétend, une lettre de l'Intendant qui l'autorise, malgré les précédents, à assister à la répartition de la capitation, c'est qu'il l'a surprise à sa religion. « Si le sieur Dassonvillers était un homme modéré, et s'il ne cherchait point à mettre le trouble parmi nous, comme dans toutes les autres sociétés où il se trouve, il nous serait égal qu'il concourût avec nous ; mais nous sommes convaincus qu'il nous serait impossible avec lui d'éviter les querelles, ce qui retarderait nos opérations, et peut-être même nous empêcherait de les conduire à leur fin. Nous sommes persuadés encore que chaque particulier qui supporterait quelque augmentation en serait instruit de sa part, et qu'il se laverait de l'augmentation pour la rejeter sur nous, quand même il y aurait contribué. » Péronne, 12 février 1781. — Mémoire de M. de Fiéville

à l'Intendant. Les raisons sur lesquelles le sieur Dassonvillers appuie sa prétention sont imaginaires. « Le sieur Dassonvillers, Monsieur, doit imputer à son peu de connaissance des affaires, à l'esprit d'autorité, qui est toujours le guide de ses démarches, et à toutes les mauvaises tracasseries qu'il a faites aux officiers municipaux, depuis 1772 qu'il est pourvu de l'office de procureur du Roi, les désagréments dont il se plaint. Le maire actuel, qui est aujourd'hui l'objet de sa haine, est âgé de 83 ans, chéri et respecté de ses concitoyens, par les services qu'il a rendus dans la magistrature, depuis environ 50 ans qu'il est conseiller au bailliage de cette ville. Ce n'est pas lui qui a engagé les échevins à quitter l'assemblée, lorsque le sieur Dassonvillers a paru, pour assister à l'imposition de la capitation de l'année dernière : il n'a fait que suivre le vœu de toute la chambre, qui redoutait la présence de cet officier, qui aurait gêné la liberté des suffrages dans la répartition, par son indiscretion à rapporter tout ce qui se passe dans les affaires les plus secrètes. » Péronne, 23 février 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Dassonviller, lui mandant que, pour tous les motifs contenus dans la lettre précédente, il ne peut blâmer la conduite des officiers municipaux à son égard. 1^{er} mars 1781, — etc.

C. 1006. (Liasse.) — 21 pièces papier.

1782-1789. — PERONNE. — Lettre de M. Amelot à l'Intendant, lui demandant son avis sur un placet du sieur Grenier, échevin de Péronne, « qui demande, en qualité de chevalier de Saint-Louis, la préséance sur le sieur Dournel, qui est aussi échevin, et lieutenant particulier du bailliage. » Versailles, 31 juillet 1782. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ledit placet, qui ne lui paraît pas fondé. Péronne, 16 août 1782. — Réponse de l'Intendant à M. Amelot, conforme au mémoire précédent. Amiens, 23 août 1782. — Lettre de M. Amelot à l'Intendant. « Sa Majesté a jugé que, pour régler le rang et la préséance entre des échevins, c'était uniquement l'ancienneté de leur admission dans le corps municipal qu'il fallait considérer, et non les titres ou places qu'ils peuvent avoir d'ailleurs..... Les sieurs Dournel et Grenier, ayant été élus échevins le même jour, il ne peut y avoir entre eux d'ancienneté proprement dite, mais Sa Majesté a décidé que la préséance appartiendrait à celui des deux qui a été nommé le premier, ce qu'il est facile de vérifier par le procès-verbal de nomination. » Versailles, 6 septembre 1782. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, sur un mémoire par lequel le sieur Brehon demande d'être admis à consigner la somme à laquelle sera fixée la finance de l'office de

chirurgien juré et royal en la ville, faubourgs et banlieue de Péronne, dont le sieur Payen, décédé, était pourvu. Paris, 10 août 1784. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, au sujet de la demande faite par le sieur de Massac, d'être admis à lever les offices de conseiller du Roi, trésorier receveur des deniers patrimoniaux de la ville et communauté de Péronne, comme aussi ceux de contrôleurs desdits receveurs : lui demandant s'il n'y voit pas d'inconvénients. Paris, 25 octobre 1785. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite demande. « Les revenus de notre ville, Monsieur, montent, année commune, à 18,000 l., y compris les octrois affermés, 5,100 l. par an. » Péronne, 28 novembre 1785. — Lettre du garde des sceaux à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire « contenant les représentations des officiers municipaux de Péronne, au sujet de l'office de procureur du Roi de la ville, le seul des offices municipaux qui ne soit pas éligible, dont ils demandent à faire l'acquisition, et ensuite la réunion à leur corps. » Versailles, 16 septembre 1789. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant. L'office de procureur du Roi étant devenu vacant par la mort du titulaire, « je ne pense pas, Monsieur, que ce mémoire mérite le moindre égard, parce que la ville est considérablement endettée et dans l'impuissance absolue d'effectuer un remboursement d'office, dont l'objet monterait à près de 10.000 l. ; que ce mémoire d'ailleurs n'est l'ouvrage que de quatre des membres du corps municipal, à l'insu des autres membres et de toute la commune ; qu'enfin il paraît certain que tous les offices municipaux des villes et bourgs du royaume sont ou vont être supprimés par un décret de l'assemblée nationale, et recrées sous une nouvelle organisation. » Péronne, 28 novembre 1789. — Lettre de l'Intendant au garde des sceaux, lui transmettant les observations précédentes. 10 décembre 1789. — « Mémoire au sujet des plats de poissons prétendus par le maire de Péronne. » Bien que l'affaire ne paraisse pas à première vue d'être de la compétence de l'Intendant, mais plutôt des juges supérieurs, du juge de police, il paraît être du bien public, que l'Intendant en prenne connaissance. « Au fonds, la prétention du sieur Le Tellier ne paraît pas trop bien fondée ; il ne suffit pas d'alléguer l'usage en pareille matière, il faut des titres, et on sait du reste que ces sortes d'usages ne sont proprement que des abus, qui ne peuvent être autorisés par la possession, quelque longue qu'elle puisse être..... Au surplus, comme le sieur Le Tellier paraît être dans la bonne foi, et qu'il n'a fait que suivre ce qu'il a trouvé

établi, on pourra, quand il sera question de juger le fond, se contenter de lui faire défenses et à tous autres, de continuer de se faire donner par les vendeurs de marée aucuns poissons, comme il s'était ci-devant pratiqué. Il est encore bon d'observer que l'expédient que M. Hutellier dit avoir pratiqué, pendant qu'il était en place, qui était de donner ces plats de poissons aux religieux mendiants, serait sujet à trop d'inconvénients, s'il était approuvé, en ce qu'il pourrait n'être pas exécuté bien fidèlement, ou que, s'il l'était, ce pourrait être une occasion dans la suite d'exiger le double des marchands de marée, savoir : un plat pour le couvent, et un autre pour le maieur. » XVIII^e s., — etc.

C. 1007. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1785-1787. — PERONNE. — Obligation contractée par Macaire Le Neutre, envers Louis Quentin, geôlier de la prison royale de Péronne, de lui payer 1,000 l. pour la place de portefaix de Péronne qu'exerçait J.-B. Quentin, frère de ce dernier, à condition que les 1,000 l. seront pour les enfants du cessionnaire. 13 juin 1785. — Mémoire des maieur et échevins de Péronne, pour établir qu'« il est défendu aux portefaix de vendre leurs états, le bon ordre de la police et le bien public exigeant que ces sortes de gens soient toujours dans la dépendance des officiers municipaux, ont nécessité ce règlement, afin que le public soit fidèlement servi, et que la crainte de la destitution prévienne toute malversation et exaction, » et que d'ailleurs les finances de la ville ne lui permettent pas de faire d'indemnité à la veuve Quentin. 7 juillet 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant où en est cette affaire, et le priant d'en parler de sa part très sérieusement au corps municipal et à M. d'Haussy, maire, en particulier. « Vous avez connaissance de toutes les contestations qui se sont élevées contre cette convention (du 13 juin), ainsi que du vif intérêt que j'y ai pris, par des principes d'humanité et de justice, et pour secondar les vues charitables de M. le marquis et de M^{me} la marquise d'Estourmel. » 24 août 1785. — Lettre du marquis d'Estourmel à l'Intendant, l'informant que la veuve Quentin « a été mandée à l'hôtel-de-ville et quoiqu'on nous eût dit qu'il lui serait compté 600 l., on lui a offert la moitié, en la menaçant que, si elle n'acceptait pas, elle perdrait tout. On l'a sommée de remettre la hallebarde et le bonnet, que son mari avait (je suppose que ce sont les marques d'honneur de sa charge), on a envoyé un sergent de ville pour les enlever chez elle. » Chantilly, 11 décembre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui transmettant les faits

signalés par le marquis d'Estourmel, et lui exprimant son mécontentement sur la conduite de l'hôtel-de-ville de Péronne. 17 décembre 1786. — Lettre des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, pour expliquer leur conduite envers la veuve Quentin. Péronne, 26 décembre 1786. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 26 janvier 1787. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Péronne, leur enjoignant de réparer le dommage causé à la veuve Quentin, et de terminer promptement cette affaire. 6 avril 1787. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, l'informant que les officiers municipaux de Péronne ont délivré les 600 l. à la veuve Quentin. Péronne, 14 avril 1787, — etc.

C. 1008. (Liasse.) — 35 pièces papier.

1785-1788. — PERONNE. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui demandant son avis sur la demande faite par les 24 portefaix de Péronne, que leurs places soient érigées en titre d'offices. Paris, 26 avril 1785. — Billet du marquis d'Estourmel à M. Maugendre, lui donnant des nouvelles de la santé de M. d'Agay, « qu'il a vu hier, et qu'il a trouvé un peu moins avancé en convalescence qu'il ne le croyait, à cause d'un petit retour de fièvre causé par trop de nourriture. » Paris, 1^{er} mars 1786. — Lettre du marquis d'Estourmel, sur l'affaire des portefaix de Péronne : « Je crois que leur objet est de se soustraire à la dépendance des maire et échevins de cette ville, qui, quand il vauque une de ces places, la donnent à leurs protégés. Vous pouvez vous rappeler ce qui s'est passé l'année dernière, au sujet du nommé Quentin. » Paris, 1^{er} mars 1786. — Lettre de M. de Haussy, maieur de Péronne, à l'Intendant, sur ce que les portefaix de cette ville refusent de lui remettre leurs règlements. Péronne, 21 mars 1786. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, s'excusant du retard mis dans l'affaire des portefaix de Péronne, sur ce que ce sont les portefaix eux-mêmes, qui y ont mis des entraves. 17 décembre 1786. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Il ne voit pas d'inconvénients à l'érection des charges de portefaix en titre d'office, comme il a d'ailleurs été fait à Amiens, Roye et Noyon. Péronne, 22 janvier 1787. — Mémoire de l'Intendant à M. de Calonne, concluant conformément au mémoire précédent 30 janvier 1787. — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel le sieur Bournisien

demande la création de 24 charges de portefaix à Péronne, sous l'offre de 12,000 l. de finance pour la totalité. Paris, 14 décembre 1787. — Lettre des officiers municipaux de Péronne à l'Intendant, lui exposant que les finances de la ville ne leur permettent pas d'acquérir la totalité des offices de portefaix pour 12,000 l. offerts par le sieur Bournisien. 31 décembre 1787. — Lettre des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, lui annonçant leur intention de mettre opposition à l'acquisition des offices de portefaix, par le sieur Bournisien. 8 janvier 1788. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 11 janvier 1788. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, sur ladite affaire. 22 août 1788. — « Noms des particuliers qui exercent actuellement les places de portefaix de la ville de Péronne, en vertu des nominations qui en ont été faites par les officiers municipaux. » XVIII^e s. — « Projet d'édit, » qui érige en titre d'offices héréditaires, 24 places de portefaix, pour la ville de Péronne. XVIII^e s., — etc.

C. 1009. (Liasse.) — 47 pièces papier.

1761-1789. — PERONNE. — Composition de la magistrature municipale. Élections du 24 juin 1761. — Id. 24 juin 1762. — Id. 19 août 1765. — Id. 1769. — Id. 24 juin 1774. — Id. 24 juin 1775. — Id. 24 juin 1776. — Id. 24 juin 1777. — Id. 24 juin 1778. — Id. 24 juin 1780. — Id. 24 juin 1781. — Id. 24 juin 1783. — Id. 24 juin 1784. — Id. 24 juin 1785. — Id. 24 juin 1786. — Id. 24 juin 1787. — Id. 24 juin 1788. — Id. 24 juin 1789, — etc.

C. 1010. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1720-1777. — PERONNE. — « État de ce que doit la ville et communauté de Péronne, tant en principaux qu'intérêts, jusqu'au 1^{er} avril 1720, pour reste dû des emprunts par elle faits, tant pour le service de l'État que les besoins particuliers de ladite ville. » 3 août 1720. — « Tarif des droits qui ont été perçus en la ville de Péronne, en conséquence de l'arrêt du conseil d'État du Roi, portant permission, du 18 avril 1713, pour l'acquit du don gratuit demandé à ladite ville. » v. 1723. — « Table des revenus patrimoniaux de la ville de Péronne, et des octrois qui se perçoivent à son profit, ensemble des charges tant ordinaires, qu'extraordinaires. » 12 mars 1723. — État des revenus et charges de la ville de Péronne. 18 juillet 1746. — « État des revenus patrimoniaux et octrois de la ville de Péronne, ensemble des charges et dépenses ordinaires et extraordinaires, année commune, qui y sont affectées. Péronne, 28 avril 1755. — « État des sommes qui étaient dues par la ville de Péronne en

1745, suivant l'état détaillé qui en a été produit le 26 novembre audit an, ensemble des ouvrages et réparations qui étaient à faire en ladite année, détaillés dans deux devis estimatifs, faits les 18 janvier 1744 et 7 juin 1745, par feu M. Rousseau, alors ingénieur en chef audit Péronne. Montant lesdites dettes à la somme de 29,094 l. 11 s. 9 d., et les ouvrages à celle de 15,633 l., revenantes lesdites deux sommes à celle de 44,727 l. 11 s. 9 d., pour l'extinction desquelles dettes et confection d'ouvrages a été ordonnée la levée des octrois détaillés en l'arrêt du Conseil, du 27 septembre 1746, jusqu'à concurrence de ladite somme de 44,727 l. 11 s. 9 d. », etc. Péronne, 10 mai 1755. — « État contenant les sommes dues par l'hôtel-de-ville de Péronne, pour intérêts de rentes constituées au profit des pauvres chartriers, hôtel-Dieu de Péronne, et autres particuliers, les noms des créanciers, et les dates des titres desdites rentes. » Péronne, 10 mai 1755. — « État des revenus des anciens octrois de la ville de Péronne. » 5 novembre 1759. — État des revenus et charges de la ville de Péronne. 8 août 1763. — « État des droits d'octrois dont jouit la ville de Péronne, dressé en conséquence et en exécution de la déclaration du 11 février 1764. » 25 novembre 1764-22 mars 1765. — « État de situation, contenant le montant par détail des revenus patrimoniaux et de ceux d'octrois perpétuels appartenant à la ville de Péronne, le montant aussi des charges, tant ordinaires qu'extraordinaires, affectées sur ces revenus, ensemble celui des dettes exigibles et dues à différents créanciers y dénommés, le tout suivant et en exécution de la lettre de Mgr. l'Intendant, adressée à M. de Fiéville, son subdélégué en cette ville, en date du 28 août 1777. », — etc.

C. 1011. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1721-1787. — PERONNE. — Mémoire de M. Hutellier, subdélégué à Péronne, sur une requête de Remy de Sailly et consorts, adjudicataires du courtage sur les toiles de batiste et toilettes, qui entrent dans la ville de Péronne, moyennant 2,610 l. par an, et qui demandent à être déchargés de 2,000 l. pour l'année 1720, et de leur bail pour la présente année 1721, « le commerce étant entièrement tombé, par l'effet du temps, depuis leur entreprise, notamment en 1720, pendant laquelle les ouvriers n'ont plus été en état de fabriquer les toiles, ni les marchands en gros d'acheter. » Péronne, 4 février 1721. — Ordonnance de

M. Chauvelin, intendant, qui fait défenses expresses aux maïeur et échevins de Péronne, de faire menues dépenses secrètes et extraordinaires, pour les affaires mêmes de la ville, sans son autorisation. 25 avril 1731. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à M. de Blossac, intendant de Soissons, lui demandant son avis sur une requête, par laquelle les officiers municipaux de Péronne demandent la permission de disposer de 300 arbres plantés sur un terrain d'environ 6 journaux, pour en employer le produit à l'acquit des charges de la ville. Paris, 31 août 1787. — Lettre de M. de Blossac à M. d'Agay, intendant, lui transmettant ladite lettre, qui lui a été envoyée par erreur. Soissons, 4 septembre 1787. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite requête, à l'admission de laquelle il ne voit aucun inconvénient. Péronne, 12 novembre 1787, — etc.

C. 1012. (Liasse.) — 10 pièces papier (4 imprimées).

1725-1790. — PÉRONNE. — Requête d'Adrien Crozot, adjudicataire de l'octroi de 30 sols par muid de vin à l'entrée de la ville de Péronne, à l'Intendant, afin d'obtenir un délai de 8 ans, pour le paiement d'une somme de 6,500 l., dont il est reliquataire, sur le prix de son adjudication. 4 novembre 1725. — Avis de la mise en adjudication de la jouissance des droits sur les bois, charbons, grains et autres denrées et marchandises entrant dans la ville de Péronne. Amiens, 5 mai 1728 (impr. affiche). — « Extrait du registre aux résolutions de la chambre de l'hôtel-de-ville de Péronne », qui établit un receveur des revenus d'octrois, appartenant à la ville. 11 novembre 1730. — Avis de la mise en adjudication des droits d'octrois de la ville de Péronne. XVIII^e s. (impr. affiche). — « Tarif des droits de chaussée, conformément à l'arrêt du conseil d'État du Roi, du 10 juillet 1731 » ; et : « Tarif pour les droits de tonnelieux, sterlage ou étalage de la ville de Péronne, qui se perçoivent aux deux portes d'entrée de ladite ville. » 5 février 1570 (impr. affiche.) — Avis de la mise en adjudication des dons et octrois de la ville de Péronne. v. 1756 (impr. affiche.) — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un mémoire du sieur Gauthier, caution du bail des octrois de la ville de Péronne, et qui « expose les pertes qu'il éprouve, depuis le renversement des barrières, et l'injustice qu'il y aurait de lui faire payer le prix de ce bail. Il demande à compter de clerc à maître, depuis le 18 juillet dernier, jour où les perceptions ont cessé, jusqu'à celui où elles reprendront leur activité. » Paris, 10 mars 1790. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. « Il n'a

dépendu, ni du sieur Gauthier, ni du sous-fermier des octrois, d'en continuer la perception, depuis le 18 juillet dernier, qu'elle a été interrompue, ainsi que celle des droits de la régie des aides, les commis ayant été menacés par la populace d'être massacrés ou pendus, s'ils s'avisait de continuer leurs fonctions, et les cabaretiers et brasseurs, de leur côté, ayant annoncé ouvertement qu'ils n'entendaient plus leur permettre l'entrée de leurs maisons, ni souffrir leurs exercices. Ces derniers ont même pris une délibération à ce sujet, qui est consignée dans le registre de leur communauté... Ce n'a donc pas été une timidité puérile qui a empêché les commis de continuer leurs fonctions, mais une force majeure notoirement connue... D'ailleurs, la cessation de la perception des droits d'aides et de celle des octrois, qui sont assimilés au même régime, a eu également lieu dans un grand nombre de provinces, et les commis de plusieurs départements de campagne, des environs de Péronne, qui ont eu la témérité de rester dans leurs résidences, en ont été chassés par la populace, qui a menacé de les tuer, s'ils reparaissent dans le pays. Il est vrai que les officiers municipaux ont donné la consigne aux soldats de l'un des corps de garde de la milice bourgeoise, de veiller à ce que les voituriers eussent soin de faire leurs déclarations au bureau des aides du faubourg de Bretagne, et d'acquitter les droits dus à l'entrée pour les boissons, mais cette consigne n'a pas été bien exactement observée, et les autres portes de la ville, dont les employés avaient été chassés, fournissaient un libre passage aux fraudeurs. Il est encore à considérer que les droits d'octroi dus à l'entrée sont un faible objet, par comparaison à ceux dus au détail par les cabaretiers. » Péronne, 29 mars 1790. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, lui envoyant lesdits renseignements. 6 avril 1790, — etc.

C. 1013. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1728-1730. — PÉRONNE. — Mémoire de M. Hutellier, sur une requête de Hubert Bedu et consorts, adjudicataires du droit de tonnelieu appartenant à la ville de Péronne, aux fins d'obtenir une diminution sur leur adjudication, « le prix du blé étant considérablement diminué, et le commerce des autres espèces étant tombé totalement. » Péronne, 25 mars 1728. — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, qui ordonne la reddition des comptes par le sieur Malafait, échevin argentier de la ville de Péronne, pour l'année 1728-

1729. Amiens, 1^{er} décembre 1729. — « Compte du sieur Malafait, argentier de la ville de Péronne, de l'année 1728 à 1729. » v. 1730. — « Observations sur le compte du sieur Mallafait, échevin et argentier de la ville, pour l'année 1728 à 1729. » v. 1730. — Ordonnance de l'Intendant, qui rejette ou modère plusieurs articles dudit compte. Amiens, 14 octobre 1730. — Requête des maieur et échevins de Péronne à l'Intendant, à l'effet de rétablir lesdits articles. Amiens, 18 décembre 1730. — Ordonnance de l'Intendant, sur ledit compte. Arras, 2 juin 1731, — etc.

C. 1014. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1759. — PÉRONNE. — « Extrait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne », arrêtant d'accepter les offres faites par un particulier de prendre à ferme une partie de terrains communaux, pour y planter des arbres blancs. 21 mai. Expédition dudit jour. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Péronne, faisant des difficultés à approuver ladite délibération, et les renvoyant au Conseil, pour obtenir ladite autorisation. Paris, 27 mai, — etc.

C. 1015. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1750-1755. — PÉRONNE. — Adjudication de la ferme et droits de vendre le poisson de mer dans la poissonnerie de Péronne, et celle de fournir les cuvelles pour vendre le poisson d'eau douce dans ladite poissonnerie. 13 avril-11 mai 1750. Expédition du 13 octobre 1755. — « Extrait des adjudications de la ferme et droits de vendre le poisson de mer dans la poissonnerie, et d'y fournir cuvelles pour le poisson d'eau douce, appartenant à l'hôtel-de-ville de Péronne, contenues dans une liasse étant aux archives dudit hôtel-de-ville. » 20 mai 1678-11 mai 1750. — Information sur ce que le fermier de la ferme des cuvelles exige et perçoit de plus grands droits que ceux à lui adjugés par l'adjudication du 11 mai 1750. 26 septembre 1755. — Lettre de M. Pillot, maieur de Péronne, à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 30 septembre 1755. — Réponse de l'Intendant aux maire et échevins de Péronne. Il s'étonne qu'ils aient été si longtemps à s'apercevoir de ces prévarications et à les réprimer. Il ne suffit pas de faire défenses au fermier de les commettre à l'avenir, mais il doit être puni, non seulement par la restitution des droits induement exigés, mais par d'autres châtimens. Il envoie à son subdélégué un ordre pour faire mettre en prison le fermier et sa femme. Amiens, 7 octobre 1755. — Lettre de M. Desachy à l'Intendant, lui mandant qu'il a fait, sur son ordre, arrêter le fermier

et sa femme, mais qu'il ne les croit pas coupables, et ajoutant : « Les effets d'artillerie pour Albert sont partis le jour d'hier 9, et j'ai fait arriver sur la place de Péronne 133 chevaux pour les conduire. Les effets d'artillerie sortant du magasin de Péronne, destinés pour Saint-Quentin, sont partis le même jour, 9 du présent mois. Les deux convois ont été escortés par la maréchaussée. J'ai aussi commandé 80 chevaux des paroisses de cette élection, pour aider à conduire les équipages de trois bataillons suisses, lesquels sont très considérables en chariots et chevaux de monture : ils sont partis ce jour d'hui d'ici pour aller à Bapaume, les chevaux, tant de la ville que de la banlieue, n'ayant pas suffi pour des équipages aussi nombreux. J'en serai de même pour le convoi d'artillerie, qui doit arriver le 20 du présent mois à Péronne, et qui doit être conduit à Saint-Quentin par des chevaux de cette élection. » Péronne, 10 octobre 1755. — Interrogatoires par le maieur de Péronne, de l'adjudicataire du fermier des cuvelles, et de sa femme. 10 octobre 1755. — Lettre de M. Pillot à l'Intendant, lui envoyant lesdits interrogatoires, et lui faisant observer que les adjudicataires n'ont péché que par ignorance : il lui demande leur élargissement sous caution. Péronne, 10 octobre 1755. — Requête de Charles-Louis Tattegrain, procureur du Roi en l'hôtel-de-ville de Péronne, à l'Intendant, « disant que, de temps immémorial, deux égards choisis parmi les cuisiniers, doivent veiller à ce qu'il ne se vende dans cette ville aucuns poissons de mer, dont la corruption puisse nuire aux citoyens qui s'en nourrissent : leurs fonctions se réduisent sur ce point à visiter les poissons exposés en vente et à en faire leur rapport au suppliant ; c'est pour cela que, de temps immémorial, les égards ont perçu 3 sols et le suppliant 18 deniers par chaque panier de poissons de mer. D'un autre côté l'hôtel-de-ville perçoit 7 s. 6 d. par chaque panier de poissons de mer, et 9 d. par chaque cuvelle de poissons d'eau douce. L'hôtel-de-ville afferme ce droit, on l'appelle vulgairement le droit de cuvelle. Tous ces différents droits paraissent avoir toujours marché d'un pas égal : les mêmes actes qui contiennent les uns, contiennent aussi les autres. Le droit du suppliant lui fait peut-être un produit de 8 ou 9 l., dans les années où le poisson de mer est le plus abondant. Ce droit modique vient d'ouvrir une vaste carrière à l'indignation de MM. les maieur et échevins. Leurs foudres vengeurs ont respecté les droits des égards et ceux de l'hôtel-de-ville : ils ont

frappé sur ceux du suppliant, qui ont été anéantis par acte du 26 septembre dernier. » Péronne, 11 octobre 1755. — Mémoire sur ladite affaire. 14 octobre 1755. — Requête à l'Intendant, par Jacques Billet, tonnelier, et Catherine Fontaine, sa femme, fermiers des cuvelles de la ville de Péronne, exposant qu'ils sont « les malheureuses victimes de la passion avec laquelle M. Pillot veut se venger sur M. Tattegrain, procureur du Roi en l'hôtel-de-ville de Péronne, de l'insulte qu'il prétend lui avoir été faite dans un mémoire attribué au sieur Tattegrain fils, avocat audit Péronne, dans une affaire qui est pendante par-devant vous, Monseigneur, au sujet des gages contestés par MM. les maire et échevins, au sieur Bourdon, leur greffier. » Ils demandent, envers le sieur Pillot, des dommages et intérêts, pour l'emprisonnement qu'il leur a fait subir. 16 octobre 1755, — etc.

C. 1016. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1723-1778. — PERONNE. — Ordonnance portant arrêté de compte des octrois de Péronne, de 1720, 1721 et 1722. 20 décembre 1723. — « Observations préliminaires sur les lettres de MM. de Péronne, en réponses à celles de M. l'Intendant », relativement aux octrois et aux revenus patrimoniaux. v. 1755. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des maieur et échevins de Péronne, qui demandent un arrêt qui confirme la liquidation des charges assignées sur les revenus des octrois de cette ville, par deux ordonnances, de M. Chauvelin, des 5 juin 1690 et 17 avril 1723. Paris, 28 avril 1755. — Lettre de M. Pillot à l'Intendant, sur divers objets relatifs aux finances de la ville de Péronne. Péronne, 10 mai 1755. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des maieur et échevins de Péronne, qui demandent la permission de lever à perpétuité, et à titre de bien patrimonial, les droits d'octroi sur les bois à brûler. Paris, 11 mai 1755. — Arrêt du conseil d'État, qui proroge pour 9 années un octroi sur les bois à brûler, au profit de la ville de Péronne. 10 juin 1755. — Arrêt du conseil d'État, qui ordonne que la première moitié dudit octroi sera employée à l'acquit des charges ordinaires de la ville. Fontainebleau, 7 octobre 1755. — Adjudication dudit octroi. 12 décembre 1755-1^{er} mars 1756. Expédition du 21 juin 1758. — Lettre de M. de Boullongne à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des officiers municipaux de Péronne, qui demandent l'homologation « d'une délibération par laquelle il a été arrêté d'établir des droits perceptibles à la nouvelle porte qu'ils se proposent de faire construire, d'après la translation

des cimetières hors de l'enceinte de la ville. » Paris, 29 juillet 1778. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite requête. Il pense que l'objet est assez important « pour exiger le consentement de la commune, dans une assemblée générale, tenue par députés et régulièrement convoquée. Cette formalité paraît d'autant plus essentielle, que la dépense dont il s'agit monte à plus de 12,000 l. suivant les plans, devis et détails estimatifs dont je viens d'avoir communication ; que l'hôtel-de-ville n'a pas actuellement de fonds en caisse, et que ce projet n'est pas goûté de la majeure partie des habitants. » Péronne, 31 octobre 1778. — Réponse de l'Intendant à M. de Boullongne. Il pense qu'il faut considérer ladite requête comme non avenue. 12 mars 1778. — « État des octrois à temps et tarifs des villes et communautés de la généralité d'Amiens. » Ville de Péronne. XVIII^e s., — etc.

C. 1017. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1756-1757. — PERONNE. — Mémoire de M. Levasseur de Sachy, subdélégué à Péronne, relativement à une contestation entre l'hôtel-de-ville de Péronne et le sieur Ducastel, échevin et argentier de ladite ville, qui demande à « être déchargé de la somme de 547 l. 10 s., touchée par le nommé Lacquemant, ancien sergent de ladite ville, sur de fausses quittances, qu'il a signées du nom de Ducastel. » Péronne, 30 septembre 1756. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne, avant faire droit, que, dans la quinzaine, le sieur Ducastel sera tenu de rapporter les cueillerets des droits et revenus appartenant à la ville de Péronne, qui lui ont été remis lors de sa nomination à la place de receveur-argentier, et pendant sa gestion, ensemble les diligences qu'il a dû faire pour le recouvrement desdits droits et revenus. Amiens, 19 février 1757. — Lettre des maieur et échevins de Péronne à l'Intendant, sur la contestation qu'ils ont avec le sieur Ducastel. Péronne, 23 février 1757. — Mémoire des maieur et échevins de Péronne, sur ladite affaire. Péronne, 15 mars 1757. — « Observations et projet d'ordonnance interlocutoire, dans l'affaire d'entre la ville de Péronne et le sieur Fursy Ducastel, ancien argentier. » 1757. — « Suite des observations dans l'affaire d'entre le sieur Ducastel, argentier de la ville, et les maire et échevins de Péronne. » 1757. — Ordonnance de l'Intendant, qui condamne le sieur Ducastel à payer 610 l., 17 s., 9 d. Paris, 24 mars 1757, — etc.

C. 1018. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1764-1786. — PERONNE. — « Extrait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne. » Délibération tendant à obtenir l'autorisation d'établir de nouveaux octrois, pour l'acquit des charges de la ville. 23 janvier 1764. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville, sur une requête par laquelle « la veuve Pierre Viltard, fermière des poids et mesures de la ville de Péronne, demande une indemnité de 100 l. sur sa redevance de chacune des années qui restent à parfaire de son bail, attendu qu'elle n'a pas joui de tous les objets qui lui ont été affermés... On ne peut disconvenir que ses affaires sont en assez mauvais état, par les pertes qu'elle a éprouvées sur sa ferme, les approvisionnements des marchés de grains, qui en formaient le principal produit étant diminués de moitié depuis quelques années. » Péronne, 26 octobre 1782. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui mandant qu'il consent à l'indemnité de 100 l., que le corps municipal de Péronne est d'avis d'accorder à la veuve Viltard. 4 novembre 1782. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, sur une requête de la veuve Viltard, fermière des poids et mesures de la ville de Péronne, qui demande « que sa redevance, portée à 956 l. par l'adjudication sur triplement du 6 courant, soit réduite et modérée à la somme de 800 l. » 31 mars 1786. — Réponse de M. de Fiéville à l'Intendant. « Les adjudications sont des actes sérieux, contre lesquels on ne peut revenir, qu'en prouvant qu'il y ait eu surprise. » Il pense donc que la veuve Viltard doit être déboutée de sa demande. Péronne, 23 mai 1786. — Ordonnance de l'Intendant qui déboute la suppliante. 30 mai 1786.

C. 1019. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1766. — PERONNE. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des maire et échevins de Péronne, qui demandent « qu'il plaise à S. M., sans s'arrêter à l'assignation à eux donnée au bailliage, à la requête du sieur Auberlique et Lamotte, sous prétexte du paiement des arrérages d'une rente de 108 l. qu'ils prétendent leur être dus par la communauté, depuis plus de 40 ans, faire défenses à ces particuliers de faire aucunes poursuites ni procédures ailleurs qu'au Conseil. » Courteille, 18 août. — Notes sur ladite affaire, 1^{er} septembre. — Lettre de l'Intendant à M. de Courteille. Il pense que la requête des maire et échevins de Péronne doit être rejetée. Paris, 4 septembre. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un mémoire, par lequel les maire et

échevins de Péronne demandent à employer, pour les besoins les plus urgents de cette ville, « une somme de 3,422 l. 4 s. 6 d., provenant de l'excédant du don gratuit, comme aussi d'être autorisés, conformément à une délibération des notables, à lever par continuation, au profit de la ville, les menus droits ci-devant établis pour le don gratuit. » Courteille, 9 septembre. — Notes sur ladite affaire. 2 octobre. — Réponse de l'Intendant à M. de Courteille. A la rigueur, les officiers municipaux auraient dû faire cesser la perception desdits droits, aussitôt la somme à laquelle la ville avait été taxée réunie, mais comme l'excédant est modique, et que les notables y consentent, on peut lui donner la destination demandée. A l'égard de la continuation de l'imposition, il pense qu'il faut surseoir, jusqu'aux lettres patentes qui doivent être expédiées en conséquence des édits d'août 1764 et 1765, pour fixer les revenus et charges de cette ville. Paris, 3 octobre. — Requête des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, sur plusieurs objets relatifs aux finances de leur ville, et sur le projet d'y établir des casernes, pour loger les troupes. Péronne, 13 décembre, — etc.

C. 1020. (Liasse.) — 15 pièces papier (1 plan).

1768-1786. — PERONNE. — Lettre de M. Langlois à l'Intendant, lui demandant ses observations sur une requête du sieur Zelgens, dit Éclair, adjudicataire des moulins banaux de la ville de Péronne, qui demande la résiliation de son bail, sous prétexte de pertes qu'il prétend éprouver. Paris, 3 juin 1768. — Requête du sieur Zelgens à l'Intendant, sur le même objet. v. 1768. — Lettre de M. Rossignol, président de la chambre des Comptes, pour recommander le suppliant. v. 1768. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Il pense que le sieur Zelgens n'a pas droit à la résiliation de son bail, ni même à une diminution sur le prix de l'adjudication. Péronne, 14 juillet 1768. — Réponse de l'Intendant à M. Langlois, portant mêmes conclusions. Amiens, 17 juillet 1768. — Arrêt du conseil d'État, qui prononce la résiliation du bail des moulins banaux de Péronne, passé au sieur Zelgens, dit Éclair, chirurgien-major du régiment des gardes suisses. Compiègne, 16 août 1768. — Lettre de M. Langlois à l'Intendant, lui envoyant un arrêt, qui déboute le sieur Zelgens d'une nouvelle demande, à l'effet d'être indemnisé du chômage desdits moulins, pendant 6 mois qu'a duré la reconstruction du pont de Péronne. Paris, 10 décembre 1768. — « Plan et élévation de la maison du meunier, à reconstruire. »

XVIII^e s. — « Projet des conditions à imposer à l'adjudicataire des moulins de Péronne. » 17 mars 1786. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ledit projet. 17 mars 1786, — etc.

C. 1021. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 24 pièces (1 imprimée).

1776-1790. — PERONNE. — Lettre du sieur Dassonvillers, procureur du Roi à l'hôtel-de-ville de Péronne, à l'Intendant, se plaignant amèrement des procédés qu'exercent vis-à-vis de lui les officiers municipaux de cette ville, à l'occasion de la recette qu'il a faite gratuitement des arrérages de censives qui étaient dus à la ville, sur lesquels le nommé Aubry, un des sergents à verge de l'hôtel-de-ville, qu'il avait chargé de ses quittances pour aller recevoir chez les censitaires, aurait dissipé une somme de 450 l. environ, dont on veut le rendre responsable. Péronne, 10 décembre 1776. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville, sur ladite affaire. Il croit le sieur Dassonvillers garant et responsable de ladite somme. Péronne, 26 janvier 1777. — Lettre à l'Intendant, du sieur Dassonvillers, qui se plaint de ce qu'on veut lui ôter l'influence qu'il doit avoir dans l'examen et l'arrêté des comptes des biens et revenus de l'hôtel-de-ville de Péronne, et des différentes parties d'administration qui en dépendent. Péronne, 4 mars 1779. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Le sieur Dassonvillers « fonde sa prétention sur un usage qui lui est tout à fait contraire. Les receveurs, lorsqu'ils ont fait dresser leurs comptes par le greffier de l'hôtel-de-ville, et qu'ils sont en Etat de les rendre, en préviennent les officiers municipaux, qui nomment deux d'entre eux pour commissaires, à l'effet d'examiner les comptes dont il s'agit, conjointement avec le procureur du Roi, et faire le rapport à la chambre, le jour indiqué pour la reddition. Tel est l'usage qui a été observé jusqu'à présent. Il est bien vrai que le sieur Dassonvillers, toujours jaloux d'étendre ses droits, a prétendu différentes fois avoir en communication chez lui les pièces justificatives des comptes, mais les receveurs ont refusé de les lui confier.... Je crois cependant, Monsieur, que le sieur Dassonvillers n'aurait pas essuyé le refus dont il se plaint, si ses mauvaises difficultés et ses tracasseries continuelles ne le rendaient à charge aux officiers municipaux et au public. » Péronne, 16 avril 1779. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête du fermier des octrois de la ville de Péronne, qui demande l'évocation de deux instances, l'une relative à l'indemnité qu'il réclame pour la suppression des

droits sur les grains, l'autre, au sujet du paiement du prix de sa ferme. Paris, 15 mars 1781. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite requête. Péronne, 23 avril 1781. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant ses observations sur une requête du nommé Louis Barloy, cabaretier à Péronne, adjudicataire des droits de travers, chaussée et stélage sur les grains et autres denrées de ladite ville, qui demande une décharge sur le prix de son bail, et même la résiliation dudit bail, en raison de la diminution considérable du commerce, depuis que ces droits lui ont été adjugés. 16 mars 1788. — Mémoire de M. de Fiéville. Il pense qu'on peut accorder au nommé Barloy la résiliation du bail, mais non la décharge qu'il demande. Péronne, 23 mai 1788. — Ordonnance de l'Intendant, conforme aux conclusions de M. de Fiéville. 16 juin 1788. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant son avis sur une requête des nommés Hubert Colombier, boulanger, et Pierre Martin, manouvrier, adjudicataires de la ferme des droits de tonnelieu, stélage et chaussée de Péronne, qui demandent une indemnité pour les pertes qu'ils font, dans les circonstances actuelles de la rareté et de la cherté des grains. 27 mai 1789. — Mémoire de M. de Fiéville. Il pense que les suppliants sont bien fondés dans leur demande, malgré l'opposition de l'hôtel-de-ville. Péronne, 10 juillet 1789. — Réponse de l'Intendant à M. de Fiéville. Il faut envoyer les parties se pourvoir au Conseil. 15 juillet 1789. — Procès-verbal dressé contre Charles-Antoine Marchandise, fermier des moulins banaux de Péronne, qui veut continuer à percevoir le droit de mouture des grains, en nature, comme précédemment, malgré l'arrêt du Conseil du 14 juin précédent, qui ordonne que ce droit cessera d'être perçu en nature dans la généralité de Picardie. 23 juin 1789. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, lui envoyant ledit procès-verbal, et lui marquant que les officiers municipaux de Péronne ont fixé à un taux exorbitant le prix en argent de la mouture des grains, et qu'ils prétendent que l'arrêt du Conseil du 14 juin ne peut pas faire loi. Péronne, 25 juin 1789. — Lettre de M. de Montaran à M. d'Agay, intendant, lui demandant ses observations sur une requête de la communauté des maîtres boulangers de Péronne, sur ledit objet. Paris, 2 juillet 1789. — « Arrêt du conseil d'Etat du Roi, qui fixe le prix de la mouture de toutes espèces de grains, en argent, dans la province de Picardie, à raison de 8 sols du quintal, poids de marc. » Paris, 20 novembre 1789 (impr. affiche.) — Lettre de M. Pucelle à l'Intendant, lui faisant quelques observations

sur la modicité du prix de la mouture des grains, fixé par l'arrêt précédent. Paris, 1^{er} janvier 1790. —

Lettre de M. Pucelle à l'Intendant, lui exposant les nombreuses difficultés que l'exécution de l'arrêt du 20 novembre a fait surgir dans son département. Montdidier, 28 février 1790, — etc.

C. 1022. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 16 papier (1 plan).

1755-1777. — PERONNE. — Ordonnance de M. d'Invaux, intendant, qui ordonne qu'en présence de M. De Sacy, subdélégué à Péronne, et en celle du procureur du Roi dudit bailliage, il sera, par un architecte ou tel autre expert, procédé à la visite des bâtiments composant l'auditoire royal du bailliage de Péronne, auquel il y a à faire des réparations urgentes. Amiens, 17 novembre 1755. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui mandant que le Roi n'a jamais été chargé d'aucunes dépenses pour ce bâtiment, «et que, comme il fait partie du domaine engagé à M. le marquis de Crussol, il serait à propos que vous eussiez la bonté de le faire avertir, ou ses gens d'affaires sur les lieux, de pourvoir au plus tôt aux réparations nécessaires, faute de quoi, l'on serait obligé d'y mettre des ouvriers aux frais et dépens de l'engagiste.» Paris, 1^{er} juillet 1757. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, l'informant que les experts envoyés par M. de Crussol n'ont pas trouvé les choses en si mauvais Etat. «Il y a même assez d'apparence que M. Vaillant, lieutenant général du bailliage, qui est le principal plaignant, n'aurait pas été fâché qu'on abaissât de 9 pieds ou environ le toit de l'auditoire, comme le proposait l'architecte, afin de procurer plus de clarté à la maison que ce juge a fait depuis peu construire en face de l'auditoire.» Il lui demande, en outre, ses observations sur un mémoire du marquis de Crussol, sur ladite affaire. Paris, 30 novembre 1757. — «Détail estimatif des réparations à faire au bâtiment de l'auditoire de Péronne, par M. Kolly de Montgazon.» Saint-Quentin, 1^{er} juin 1758. — «Devis des réparations les plus urgentes à faire au bâtiment de l'auditoire de la ville de Péronne», par M. Kolly de Montgazon, sous-ingénieur des ponts et chaussées. Saint-Quentin, 1^{er} juin 1758, et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 19 août 1759. — Plan de l'auditoire royal du bailliage de Péronne. v. 1759. — Mémoire sous forme d'avis, de M. Pillot, au sujet desdites réparations. Péronne, 28 mars 1759. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui marquant que le contrôleur général ne voit pas d'expédient plus juste que de partager la dépense par tiers entre le Roi, la ville et le marquis de Crussol. Courteille, 5 août 1759. — «Devis des

ouvrages en maçonnerie à faire au bâtiment de l'auditoire royal du bailliage de Péronne, et ce, par augmentation à ceux portés dans le devis du 1^{er} juin 1758», par M. Kolly de Montgazon. Péronne, 3 octobre 1759. — Détail estimatif desdits ouvrages. 3 octobre 1759. — Arrêt du conseil d'Etat, qui approuve l'adjudication du 19 août 1759. Versailles, 9 octobre 1759. — «Réception des ouvrages en réparation faits au bâtiment de l'auditoire du bailliage de la ville de Péronne», par M. Kolly de Montgazon. Amiens, 21 janvier 1761. — Procès-verbal de visite des réparations faites à l'auditoire royal du bailliage de Péronne. 25 janvier 1761. — Lettre des officiers du bailliage de Péronne à l'Intendant, lui envoyant une expédition du procès-verbal de réparations faites à leur auditoire et de celles restant à faire. Péronne, 28 août 1777. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, au sujet desdites réparations, que ni la ville, ni M. de Crussol ne veulent payer. Il le prie de faire part aux officiers du bailliage qu'ils n'ont qu'un seul parti à prendre, c'est d'adresser une requête au Conseil. Amiens, 1^{er} septembre 1777, — etc.

C. 1023. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1749-1755. — PERONNE. — «Extrait du registre aux audiences de la police de la ville de Péronne.» Sentence qui condamne plusieurs particuliers de ladite ville, à entourer de palissades des mesures qui leur appartiennent, et qui sont un danger pour la sûreté publique. 1^{er} août 1749. Expédition du 23 mai 1755. — «Extrait du registre aux actes et aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne.» Cession du terrain sur lequel étaient bâties lesdites mesures, à l'angle de la rue du Gladimont et de la rue de la Poissonnerie, à la ville de Péronne, pour le prix de 450 l. 14 août 1750. Expédition du 23 mai 1755. — Requête des poissonniers et communiers de Péronne, aux maieur et échevins de ladite ville, demandant la construction d'une halle sur l'emplacement desdites mesures, offrant pour cela de payer 2 sols, 6 deniers par cuvelle, au lieu d'un sol qu'ils payaient précédemment. 2 mai 1755. — Requête des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, lui envoyant et appuyant ladite requête. Ils exposent que «s'étant établi, depuis quelques années, à Péronne, un concert ou société de musique, dont l'établissement ne peut être encore que très louable et très avantageux dans une ville, plusieurs des souscripteurs de ce concert s'offrent de contribuer pour moitié à l'établissement projeté, par la

construction d'un bâtiment, dont le bas bien voûté formera la halle aux poissons, qui appartiendrait à l'hôtel-de-ville, et le haut, une salle de concert pour le délassement et la récréation des honnêtes gens. » Péronne, 9 mai 1755, — etc.

C. 1024. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1723-1776. — PERONNE. — Mémoire de M. Hutellier, sur une requête des maire et échevins de Péronne, à l'effet d'être autorisés à payer sur le produit des octrois, diverses réparations à l'hôtel-de-ville, aux grands moulins et à l'abreuvoir. Péronne, 6 avril 1723 ; et ordonnance de l'Intendant, qui autorise ledit paiement. 17 avril 1723. — « Détail estimatif des ouvrages à faire à l'hôtel-de-ville de Péronne », par M. Kolly de Montgazon. Péronne, 3 octobre 1759. — « Devis des ouvrages de maçonnerie à faire au bâtiment de l'hôtel-de-ville de Péronne », par le même. Péronne, 3 octobre 1759. et procès-verbal d'adjudication desdits ouvrages. 23 mars 1760. — Arrêt du conseil d'Etat, qui permet aux officiers municipaux de Péronne, de faire reconstruire l'escalier de l'hôtel-de-ville, et de faire une nouvelle horloge au beffroi. Versailles, 22 avril 1770. — Mémoire et lettre de plusieurs habitants de Péronne, à qui le projet du corps municipal de cette ville, de reconstruire l'hôtel-de-ville, non sur l'emplacement de l'ancien, mais sur une partie de la place, doit gravement préjudicier. Ils demandent une assemblée générale de la commune, pour faire valoir leurs droits. Péronne, 21 novembre 1775. — Mémoire et lettre des chanoines de Saint-Léger en Saint-Fursy de Péronne, réclamant contre ledit projet, qui doit diminuer de beaucoup la valeur de leurs bénéfices. Péronne, 26 novembre 1775. — Lettre de M. de Boullongne à l'Intendant, lui demandant son avis sur les deux mémoires précédents. Paris, 23 décembre 1775. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Le projet en question « est trop peu réfléchi pour devoir jamais être suivi. On convient qu'il y a nécessité de reconstruire l'hôtel-de-ville de Péronne : les bâtiments en sont si vieux et si défectueux, qu'ils ne sont point susceptibles d'être utilement réparés. Mais pourquoi vouloir le placer en un autre endroit... lorsqu'on peut le reconstruire sur le même emplacement, pour deux tiers moins de dépense, et sans nuire à aucun citoyen ?.... Je pense, Monsieur, que les maire et échevins actuels ne peuvent rien changer à ce qui a été résolu dans l'assemblée des notables du 22 avril 1771, sans consulter de nouveau la commune, qui vraisemblablement n'adoptera pas leur projet, dont l'exécution coûterait, de leur aveu, au moins

60,000 l., et nécessiterait à demander de nouveaux octrois pour acquitter cette dépense. » Péronne, 20 janvier 1776, — etc.

C. 1025. (Liasse.) — 61 pièces papier (1 imprimée).

1781-1785. — PERONNE. — Lettre de M. Lemerchier de Gonnellieu, avocat, conseiller en l'élection de Péronne, à l'Intendant, lui exposant que « les magistrats de Péronne, n'ayant osé se promettre des secours sur le trésor royal ou sur l'octroi de Picardie, pour reconstruire l'hôtel-de-ville, ont imaginé de faire faire une réparation qui équivaldrait un bâtiment neuf. Ces ouvrages décidés dans leurs assemblées, ils en ont dressé plans et devis, et par malheur, c'est moins pour l'utilité publique, que pour celle du greffier. Ce projet, présenté hier dans une assemblée générale où j'étais au nom de l'élection, (on négligea, Monseigneur, d'y appeler le chapitre, premier corps de la ville, et il n'y parut aucun échevin de l'année dernière). Il ne se trouva à cette assemblée générale que treize personnes.... Huit des treize en furent révoltés. On voulait détruire des ouvrages faits depuis peu, au seul avantage du greffier, par le seul motif de lui faire une cour plus spacieuse. » Péronne, 28 juillet 1781. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Le parti proposé par l'hôtel-de-ville fut adopté par 25 voix contre 5. « Il est certain que l'on ne parviendrait que très rarement à l'exécution des délibérations, s'il fallait réunir la totalité des suffrages. » Péronne, 11 août 1781. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis, sur une requête des officiers municipaux de Péronne, à l'effet d'être autorisés à emprunter 18,000 l. pour réparations à leur hôtel-de-ville. Paris, 3 octobre 1781. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville, démontrant qu'en quatre années, on peut faire face à ladite dépense, avec les revenus ordinaires de la ville, et qu'il n'y a pas de nécessité à emprunter pour cet objet. Péronne, 9 janvier 1782. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, le priant de prévenir les officiers municipaux de Péronne, que l'emprunt qu'ils demandent ne peut avoir lieu. Paris, 2 février 1782. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, lui demandant son avis sur une demande faite par les lieutenant général du bailliage et officiers municipaux de Péronne, à l'effet d'être autorisés à agrandir, « par l'acquisition de deux maisons, leur hôtel-de-ville qu'on est sur le point de reconstruire, et leurs prisons qui sont très resserrées et fort malsaines. » Paris,

juin 1782. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville. « On ne peut disconvenir du trop peu d'étendue des bâtiments et de la cour des prisons de Péronne, du mauvais air qu'on y respire, à cause des édifices fort élevés qui les environnent de toutes parts, et des maladies contagieuses qui y règnent quelquefois, surtout lorsque les prisonniers s'y trouvent en plus grand nombre que d'ordinaire. Il n'est personne qui ne déplore le sort des malheureux qui y sont renfermés, d'autant que presque tous ne sont détenus que pour faits de contrebande, et à défaut de paiement des amendes auxquelles ils ont été condamnés. Leur situation intéresse vraiment l'humanité, et la circonstance de la reconstruction de l'hôtel-de-ville est la seule occasion qu'on puisse saisir, pour remédier au mal. Mais il est à observer que la ville, déjà épuisée par la dépense de l'ouverture d'une poterne ou fausse porte, qui vient d'être percée sous le rempart, pour communiquer dans la campagne, se trouve dans l'impuissance de faire exécuter le projet d'agrandissement des prisons, sans un secours de 20.000 l. au moins. » Il est d'avis d'autoriser lesdits travaux, et de prendre la somme de 20.000 l. sur les terres, prés et bois, situés dans l'étendue du bailliage de Péronne, exempts ou non exempts. Péronne, 6 juillet 1782. — Lettre de l'Intendant à M. d'Ormesson, conforme au mémoire précédent. 10 juillet 1782 — Réponse de M. d'Ormesson à l'Intendant, lui mandant qu'il n'est pas besoin de recourir à une imposition extraordinaire, pour se procurer les 20.000 l. en question, mais qu'on peut les obtenir au moyen d'un emprunt. Paris, 22 août 1782. — Avis pour le 24 septembre 1782, de l'adjudication de vieux bois provenant de la démolition d'un pont. — Id. pour le 25 septembre, d'arbres morts, déposés dans la cour du château, et de vieux bois provenant de la démolition de deux ponts. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne qu'estimation sera faite par experts, de deux maisons, dont l'acquisition est nécessaire pour l'agrandissement de l'hôtel-de-ville de Péronne. 23 octobre 1782. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui mandant que le ministre a décidé que le motif qui détermine l'acquisition desdites deux maisons est trop pressant, pour ne pas opposer l'autorité à la mauvaise volonté d'un des propriétaires, et que rien n'est plus naturel que d'autoriser les officiers municipaux à prendre sa maison sur le pied de l'estimation qui en sera faite par les experts. 23 octobre 1782. — Lettre de M. Huet, lieutenant criminel au bailliage de Péronne, à l'Intendant, manifestant son étonnement, de ce que le projet d'agrandissement de prisons ne contienne pas de

cachots. « Je puis vous assurer que, depuis 14 ans que j'exerce ici les fonctions de lieutenant criminel, et quoique je me sois trouvé assez souvent dans le cas, notamment pour le procès du cordelier de Mailly, qui vous est bien connu, il ne m'a jamais été possible de faire usage des cachots pendant plus de 24 heures, l'humanité et la raison même se refusant absolument à laisser de malheureux accusés dans des caves en forme de souterrains, où l'on descend par quinze à vingt marches, et où l'eau source de toutes parts, depuis surtout que le niveau de la rivière est monté à un point, par le haussement continuel des digues des moulins, que les quartiers bas de cette ville se trouveront bientôt aussi entièrement submergés, si l'autorité n'y met ordre incessamment. » Péronne, 28 octobre 1782. — Annonce de l'adjudication des travaux à faire à l'hôtel-de-ville de Péronne, pour le 10 décembre 1782 (impr. affiche). — « Devis et conditions à observer pour la reconstruction de l'hôtel-de-ville de Péronne, tant en maçonnerie, charpente, couverture, plomberie, menuiserie, serrurerie, gros fers, vitrerie et peinture d'impression, placages, plafonds, carrelages, sculptures et pavés en grès, le tout exécuté suivant les clauses et conditions ci-après, et suivant les plans paraphés ci-joints », par François Nozo, maçon et architecte à Péronne. 1^{er} novembre 1782 ; et procès-verbaux d'adjudication desdits travaux. 10-30 décembre 1782. — « Etat sommaire et estimatif concernant la reconstruction des bâtiments de l'hôtel-de-ville de Péronne », etc., par Nozo, architecte. v. 1782. — « Etat sommaire de la somme à laquelle montera la dépense des ouvrages à faire, tant pour la reconstruction des bâtiments de l'hôtel-de-ville de Péronne, que pour l'agrandissement des prisons royales, la construction de trois cachots, et la réunion de deux petites maisons au terrain dudit hôtel-de-ville. » 7 avril 1783. — « Projet de l'arrêt du Conseil à obtenir, tant pour l'agrandissement des prisons royales de la ville de Péronne et la construction de nouveaux cachots, que pour construire à neuf les bâtiments de l'hôtel commun dudit lieu, et faire l'acquisition de deux petites maisons nécessaires à la confection des bâtiments dont il s'agit. » v. 1783. — Arrêt du conseil d'Etat, qui ordonne la réunion des maisons nécessaires pour l'agrandissement de l'hôtel-de-ville et des prisons de Péronne, et autorise les officiers municipaux à emprunter 22.000 l. pour le paiement de partie des frais desdits travaux. Versailles, 6 mai 1783. — Attestation par M. de Fiéville, que le sieur

Nozo, architecte, a déjà fait la moitié desdits ouvrages. Péronne, 17 septembre 1783. —

Ordonnance de 14.701 l. 9 s. pour paiement desdits travaux. 23 octobre 1783. — Requête du sieur Nozo à l'Intendant, se plaignant de ce que les officiers municipaux de Péronne refusent de lui faire les avances nécessaires à la continuation desdits travaux. 25 janvier 1784. — Réponse des maire et échevins de Péronne à ladite requête. 8 mars 1784. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant. Il pense qu'il y a lieu d'enjoindre au sieur Nozo de mettre sous trois mois ses ouvrages en état d'être reçus. Péronne, 11 avril 1784. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que, par expert, il sera procédé à la réception desdits ouvrages. 7 juin 1785, — etc.

C. 1026. (Liasse.) — 22 pièces papier (1 plan).

1762-1786. — PERONNE. — « Copie d'un mémoire adressé le 20 août 1762 à M. le duc de Choiseuil, par les maieur et échevins de Péronne, pour l'hôtel commun de cette ville. Entretien à la charge de l'hôtel-de-ville du garde-fou du pont des Rondes de la garde bourgeoise. » — Plan de l'entrée de la ville de Péronne par la porte de Paris. v. 1762. — « Détail des ouvrages à faire pour la construction d'un pont de deux arches en maçonnerie, sur la rivière de Somme, à l'entrée de la ville de Péronne, servant pour la grande route de Paris en Flandres, » par M. Bompert. 8 août 1764. — Lettre des officiers municipaux de Péronne à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à abandonner des arbres à l'entrepreneur des ponts de leur ville. Péronne 22 mars 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Bompert, l'informant que M. de Sarcus a marqué au ministre qu'il ne sera pas nécessaire de démolir la porte de Paris à l'extrémité du pont de Péronne. 3 novembre 1765. — « Compte préliminaire des dépenses faites pour la construction du pont de Péronne. » 27 janvier 1766. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville, maieur de Péronne, à l'Intendant, au sujet de travaux urgents à faire aux ponts du faubourg de Paris, de ladite ville. Péronne 7 mai 1770. — Copie d'une requête des officiers municipaux de Péronne, au maréchal de Ségur, se plaignant de ce que M. Richard du Bersu, ingénieur de cette place, sollicite des ordres du Roi pour interrompre les communications par Péronne, de l'Île de France à la Flandre, pendant le temps nécessaire pour rétablir ou reconstruire des ponts défectueux, situés à l'entrée et à la sortie de la place, ce qui causerait à la ville le plus grand préjudice. v. 1782. — Lettre de M. de Haussy, maieur de Péronne, à l'Intendant, lui demandant l'autorisation de faire, par économie, les réparations nécessaires au pont des

Rondes. Péronne, 15 juillet 1783. — Lettre de l'Intendant à M. de Haussy, l'informant qu'il a consenti à ce que lesdites réparations soient faites par économie. Amiens, 8 août 1783. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, au sujet d'un mémoire de M. du Vignau, directeur des fortifications à Péronne, qui « représente la nécessité de convertir en chaussée massive de pierres sèches, le pont dormant de charpente du fossé de l'avancée du faubourg de Bretagne à Péronne, et propose de faire faire, par les ponts et chaussées, ces travaux. » 29 mai 1786. — Rapport de M. de la Touche sur ledit projet. Amiens, 3 novembre 1786, — etc.

C. 1027. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1766-1784. — PERONNE. — Lettre des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, lui annonçant que le 2 de ce mois, « le feu prit par accident, à une caserne de cette ville, d'où partaient deux bataillons du régiment de Navarre. » Ils réclament des secours pour l'acquit des dettes de leur ville, aggravées par la reconstruction de ladite caserne. Péronne, 7 septembre 1766. — Procès-verbal dressé par M. de Haussy, écuyer, seigneur de Maigremont, maieur de Péronne, d'une inondation survenue dans cette ville, et des travaux faits pour la faire cesser. 23-25 février 1784, — etc.

C. 1028. (Liasse.) — 12 pièces papier (1 imprimée).

1728-1779. — PERONNE. — Ordonnance royale, portant règlement pour la garde de la ville de Péronne. Marly, 25 janvier 1728 (impr. affiche). — « État des greniers donnés à Péronne par M. Pilot, maire de la ville, pour servir d'emplacements pour le service des vivres de l'année 1755. » Péronne, 7 novembre 1755. — « Extrait du marché passé à Blaise Bruneau, le 24 décembre 1754, pour la fourniture du pain de munition aux troupes qui doivent tenir garnison dans les places, depuis la mer jusqu'au Rhin, pendant l'année 1755. » — Lettre de M. d'Argenson à l'Intendant, lui marquant entre autres choses, « qu'au défaut des greniers des particuliers, on doit permettre d'en prendre chez les privilégiés, et même de se servir des cloîtres et des églises, ainsi qu'il s'est toujours pratiqué, lorsqu'il n'y a pas moyen de mieux faire. » Versailles, 14 novembre 1755. — Lettre de M. Vaillant, maire de Péronne, à l'Intendant, au sujet du logement des ingénieurs et capitaines d'artillerie. Péronne, 26 septembre 1759. — Placet des maire et échevins de Péronne au Roi, exposant que l'autorité militaire

ayant trouvé les anciennes casernes de leur ville, où les soldats étaient couchés par terre sur de la paille, trop peu confortables, ils ont résolu d'en construire de nouvelles, en état de recevoir 480 lits. Ils se plaignent des ordres qui ont été donnés de loger les soldats chez les habitants, en attendant l'achèvement desdites casernes. 20 février 1767. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur un mémoire adressé au duc de Croy, « par lequel les officiers et chevaliers de la compagnie du jeu de l'arc, établie à Péronne, demandent d'être maintenus dans les prérogatives dont leurs prédécesseurs ont toujours joui, qui consistent dans le droit de porter les armes dans toutes les cérémonies et processions publiques..... Les prérogatives que les suppliants réclament sont chimériques et mal fondées. L'ancienne compagnie du jeu de l'arc était à la vérité dans l'usage d'assister sous les armes aux cérémonies publiques, notamment à la procession qui se fait le 11 de septembre de chaque année, en mémoire de la levée du siège que les habitants ont soutenu en 1536 ; mais cette compagnie n'était composée que de citoyens honnêtes, qui ne se sont jamais écarté des devoirs de la subordination ; ils savaient qu'ils n'avaient pas le droit de prendre les armes et de paraître dans les cérémonies publiques, sans en avoir préalablement obtenu la permission du commandant de la place et des officiers de la police, qui se sont toujours fait un plaisir de la leur accorder, parce qu'ils étaient bien persuadés qu'il n'y avait aucun d'entre eux capable d'en mesurer ; au lieu que la plupart de ceux qui composent la nouvelle compagnie, sont des artisans et journaliers, sans éducation et sans fortune, sujets à se livrer à la boisson, qui se croient indépendants, lorsqu'ils sont revêtus d'un uniforme, et entre les mains desquels le port d'armes est souvent dangereux... Il conviendrait, dans cette affaire, de déférer à l'ancien usage, en laissant à M. le lieutenant de Roi et à MM. les officiers municipaux la liberté d'accorder ou de refuser à cette compagnie la permission qu'elle sollicite, suivant les circonstances. » Péronne, 11 décembre 1779, — etc.

C. 1029. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1726-1768. — PERONNE. — Mémoire de M. Hutellier, subdélégué à Péronne, sur un conflit de juridiction entre l'hôtel-de-ville de Péronne et M. Courtin, abbé commendataire du Mont-Saint-Quentin, au sujet d'apposition de scellés dans la maison mortuaire de la veuve Rogeré. Péronne, 7 novembre 1726. — Lettre de M. Dumouriez à l'Intendant, au sujet de l'opposition faite à l'union de l'abbaye de Biache à celle de Fervaques à Saint-

Quentin, dont Madame Dumouriez, sa nièce, est abbesse, par plusieurs habitants de Péronne, qui veulent y établir un hôpital. 2 mai 1768. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. L'intention des officiers municipaux de Péronne est louable, mais peu réfléchie, l'union de l'abbaye de Biache à celle de Fervaques est un fait consommé, et il n'y a plus à y revenir. Péronne, 12 mai 1768. — Requête des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, à l'effet d'obtenir une partie des revenus de l'abbaye de Biache, pour créer un hôpital. Péronne, 12 mai 1768. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Péronne. Il a approuvé la délibération qu'ils ont prise, pour former opposition à la réunion de l'abbaye de Biache. C'est tout ce qu'il peut faire pour eux. Paris, 23 mai 1768, — etc.

C. 1030. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1775-1778. — PERONNE. — Requête des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, à l'effet d'approuver la délibération par laquelle ils ont député à Paris, le sieur Bruslé de Baune, l'un d'eux, pour suivre au Conseil l'affaire qui leur a été intentée par l'inspecteur des domaines du Roi, à l'occasion du franc alleu, à cause des maisons situées dans l'étendue de ladite ville et faubourgs, mouvant en censives de la loi et échevinage. 1775. — Lettre des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, lui envoyant ladite requête. Péronne, 29 décembre 1775. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux de Péronne, les informant qu'il a approuvé ladite délibération. 13 janvier 1776. — Lettre de M. François, maire de Péronne, à l'Intendant, l'informant que les officiers municipaux de cette ville ont envoyé à Paris un nouveau député, pour presser ladite affaire, sans attendre son autorisation, parce que à l'importance et à l'urgence de l'affaire, s'est jointe la certitude « que le sieur Dassonvillers fait actuellement au Conseil les derniers efforts, et y emploie les sollicitations les plus vives auprès des commis de tous les bureaux chez lesquels nos chanoines privilégiés résidant à la cour ou à Paris, ses protecteurs ouverts, ont et lui ont procuré les accès les plus faciles et les plus fréquents, pour faire juger incessamment à son avantage l'affaire de la réunion de son office de procureur du Roi, et se maintenir en cet office, et contre les vues de la cour, et contre le cri général et unanime des citoyens de tous les ordres de notre ville. » Il l'entretient également d'un projet de règlement d'administration municipale, que l'Intendant avait chargé M. de Fiéville de concerter avec l'échevinage.

Il lui observe, que la ville de Péronne, qui, comme d'autres villes de la généralité, a fait le rachat de ses offices municipaux, ne l'a fait que sur les termes de l'arrêt de 1772, qui, en faisant cette réunion, « l'a expressément conservée dans ses usages anciens, respectivement à l'administration, et aussi dans l'ancienne forme d'élection de ses officiers municipaux, laquelle se faisant par douze nominateurs ou électeurs nommés prud'hommes, pris dans tous les ordres de ses habitants, compris en six classes appelées mairies, sont tirés et tombés au sort à l'instant même de l'élection, devient par là à l'abri des séductions, des intrigues et des cabales, et cette forme dont l'expérience a prouvé jusques ici les avantages, a toujours été favorablement accueillie au Conseil. » 30 mai 1777. — Réponse de l'Intendant à M. François. « Ces affaires existent depuis longtemps, et on a dû prévoir à l'avance la nécessité d'une députation, et prendre à ce sujet une délibération pour recevoir mon approbation, afin de légitimer la députation, et les dépenses qu'elle occasionne. Aucune ville dans la province n'agit comme celle de Péronne. » 15 juin 1777. — Lettre des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, lui envoyant la délibération par laquelle ils ont député à Paris MM. Bruslé de Baune et de Robécourt. Ils espèrent qu'il l'approuvera d'autant mieux, « que ces MM. veulent bien se charger gratuitement du soin de suivre non-seulement cette affaire, mais encore celles qui leur seront confiées à l'avenir, de manière qu'il n'en coûtera à l'hôtel-de-ville que les faux frais et déboursés. » Péronne, 13 mars 1778. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux de Péronne, les informant qu'il a approuvé ladite délibération. 29 mars 1778.

C. 1031. (Liasse.) — 33 pièces papier.

1773-1774. — PERONNE. — Placet des maieur, échevins et officiers municipaux de Péronne au Roi, à l'effet d'établir dans leur ville un marché franc le 12 de chaque mois. Ils exposent que la population et le commerce de ladite ville, considérables jadis, ont sensiblement diminué par suite des guerres. « A toutes ces révolutions se joint l'énorme cherté des denrées, suite nécessaire du dépérissement du commerce. Depuis 30 ans, les vivres ont doublé de prix ; la viande surtout est portée à un prix excessif. » Péronne, 4 juin 1773. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, le priant de communiquer ledit placet aux paroisses circonvoisines et aux particuliers intéressés, et de lui transmettre leurs observations avec son avis. Paris, 14 juin 1773. — Observations des habitants de Chaulnes sur ledit placet. Ledit marché ruinera le marché franc de

Chaulnes, et fera un tort considérable à ses habitants. 4 septembre 1773. — Id. de ceux de Templeux-la-Fosse. Le marché demandé ne pourrait avoir que des avantages. 20 octobre 1773. — Id. de ceux de Bussus. 22 octobre 1773. — Id. de ceux de Tincourt. 24 octobre 1773. — Id. de ceux de Doingt. 26 octobre 1773. — Id. de ceux de Cartigny. 27 octobre 1773. — Id. de ceux d'Éterpigny. 28 octobre 1773. — Id. de ceux de Barleux. 5 décembre 1773. — Id. de ceux de Buire-Courcelles. 2 novembre 1773. — Id. de ceux d'Herbécourt. 5 novembre 1773. — Id. de ceux de Moislains. 6 novembre 1773. — Id. de ceux de Flamicourt. 7 novembre 1773. — Id. de ceux d'Allaines. 8 novembre 1773. — Id. de ceux de Driencourt. 10 novembre 1773. — Id. de ceux de Cléry. « Mais que ce marché franc ne peut avoir lieu le 12 de chaque mois, attendu que, par lettres patentes du roi Louis XI, il a été établi une foire audit lieu de Cléry, le 12 de novembre de chacune année. » 11 novembre 1773. — Id. de ceux d'Aizecourt-le-Haut. 12 novembre 1773. — Id. de ceux d'Athies. 20 novembre 1773. — Id. de ceux d'Erme et Mesnil-Bruntel. 21 novembre 1773. — Id. de ceux de Villers-Carbonnel. 1^{er} décembre 1773. — « Mémoire pour la communauté des marchands réunis de Péronne, sur l'établissement à Péronne d'un marché, un jour de chaque mois. » Ils pensent que ledit marché sera avantageux aux citoyens, à condition qu'il soit défendu aux marchands forains de vendre à Péronne, les autres jours que celui du marché en question. 3 janvier 1774. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant. La restriction demandée par les marchands de Péronne ne lui paraît pas praticable. Il pense que, pour éviter toute difficulté, « il conviendrait de n'accorder la permission d'un marché franc chaque mois, que pour la vente des chevaux, bestiaux et laines, qui sont les objets les plus intéressants et les seuls qui ont donné lieu à la demande des officiers municipaux. » Péronne, 8 janvier 1774. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine. Il estime qu'on ne doit pas avoir égard à la demande des officiers municipaux de Péronne, à cause du tort considérable que l'établissement de ce marché ferait à celui de Chaulnes. Avec cette note en marge. « Cette lettre est plus conforme à la façon de penser de M. l'Intendant qu'à l'avis du subdélégué. Celui qu'il a donné sur la demande de M. de Caulaincourt, rend fort suspect celui qu'il donne en faveur de la ville, dont il a signé la requête comme maire. » 26 janvier 1774. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, l'informant que le Roi n'a pas jugé devoir

acquiescer à l'établissement de ce franc marché. Compiègne, 9 août 1774, — etc.

C. 1032. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1775-1787. — PERONNE. — Procès-verbal d'une émeute survenue sur le marché aux grains de Péronne, dans laquelle « une grande quantité de femmes, parmi lesquelles il y avait quelques hommes mêlés, » ont maltraité un garçon meunier de la campagne, qui avait conseillé à un laboureur de ne point céder son blé à moins de 29 l. le sac, quoiqu'il ne l'eût fait que 28. 6 mai 1775. Expédition du 7 mai 1775. — Lettre de M. Amelot à l'Intendant, lui demandant son avis sur un placet par lequel les officiers municipaux de Péronne demandent l'établissement dans leur ville d'un marché franc par mois. Versailles, 1^{er} août 1783. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, lui marquant que ledit marché aurait les plus grands avantages pour la ville de Péronne, qui n'a ni commerce ni manufacture, et qui se dépeuple de jour en jour. Péronne, 25 août 1783. — Lettre du chevalier de Lacoste à l'Intendant, sur ladite affaire, et le remerciant de l'envoi qu'il lui a fait de son « intéressant ouvrage sur la navigation des canaux. Je m'en faisais une idée avantageuse, d'après la trop courte conversation que j'eus l'honneur d'avoir avec vous sur les vues générales de l'administration intérieure ; mais j'étais loin de m'attendre à trouver un tableau aussi vaste dans le modeste cadre du discours, et je suis encore à concevoir comment, sans rien enlever aux moments réclamés par les détails de votre place, vous avez pu, même en prenant ceux d'un délassement nécessaire, en trouver assez pour parcourir la foule d'auteurs qui nous ont conservé le souvenir des différentes entreprises de ce genre. » Château de Chaulnes, 12 septembre 1783. — Lettre de l'Intendant à M. Amelot, lui marquant que le marché demandé ne peut être que de la plus grande ressource pour la ville de Péronne et pour le public. Amiens, 14 septembre 1783. — Lettre de M. Blondel à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements complémentaires sur la franchise sollicitée et sur les avantages qui peuvent en résulter pour la ville ou pour le commerce des bestiaux. Paris, 8 octobre 1783. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville. La franchise demandée « est celle accordée à presque tous les marchés francs du royaume, la liberté à tous marchands de venir vendre, débiter et échanger une fois par mois dans leur ville, au jour qui sera indiqué, toutes sortes de bestiaux, denrées et marchandises licites, sans pouvoir être inquiétés par les marchands du lieu, à la charge néanmoins d'acquitter les droits d'entrée, de sortie et autres dus au Roi. » Péronne,

29 octobre 1783. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant des éclaircissements sur une requête des sieurs Jougleux et Bruyant, menuisiers, à Péronne, adjudicataires de la construction des loges de cette ville, qui demandent une augmentation sur le prix de leur bail, attendu l'augmentation survenue sur le prix des bois et sur celui des frais de transport. 11 août 1787. — Observations des maire et échevins de Péronne sur ladite requête. 27 août 1787. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville. Il pense que la demande des suppliants doit être rejetée. Péronne, 29 août 1787. — Ordonnance de l'Intendant, qui déboute les suppliants de leur demande. 20 octobre 1787, — etc.

C. 1033. (Liasse.) — 18 pièces papier.

1729-1778. — PERONNE. — « Copie d'une lettre écrite de Paris au maieur de Péronne, par un de ses amis, » lui envoyant le modèle d'une médaille. « M. le comte de Caylus, que vous savez être fort au fait de ces sortes de choses, soutiendra M. Burrier, qui est si agréable à M. S^t Florentin, qu'il le va voir travailler pendant des heures entières, comme le plus habile ouvrier de l'univers. J'ai consulté M. Fréret pour ce nouveau modèle, il a vu les plus habiles de ses confrères de l'académie des Inscriptions. Ils sont convenus, après bien des disputes, qu'il fallait représenter Péronne dans la médaille, sous la figure d'une pucelle, assise au milieu d'une ville fortifiée : quelques joncs et roseaux en marquant la situation marécageuse ; la figure assise sera habillée de blanc, et couronnée de fleurs, pour marquer le pucelage. Elle tiendra à la main droite un sponton, qui signifie le commandement, elle aura la main gauche appuyée sur un bouclier, chargé du P couronné, et de trois fleurs de lis, d'où tombera un trousseau de clefs, qui désigne le droit que le maieur a de les garder..... Les émaux feront voir tous ces petits détails. Les académiciens se sont fort applaudis d'avoir ainsi ordonné cette médaille, où l'on n'a rien changé d'essentiel : ils retranchent le mot de *Urbs* de la légende, la ville étant assez bien désignée par la figure assise au milieu d'une fortification. On regarde les médailles, où l'on exprime la même chose en figure et en parole, comme une enseigne. Ainsi ils veulent qu'il y ait seulement pour légende : « *Nescia vinci*, » et dans l'exèdre (*sic*), les trois P couronnés, et au revers, au lieu du cavalier, il sera écrit en lettres d'or : « *Intemeratæ fidei præmium*. » L'épithète *d'intemeratæ* est fort heureuse, elle signifie dans cette occa-

sion : *invariable*. Elle convient aussi à la pucelle. « *Fidei intemeratæ præmium* » signifie encore la récompense d'une fidélité invariable, que l'attachement inviolable à la foi catholique, dont Péronne ne s'est jamais départi, lui a méritée. Le cavalier que l'on plaçait dans cette médaille, qui tient d'une main un arc, et de l'autre un pistolet, n'appartient point à la ville, mais au jardin des archers, qui n'est pas un objet assez considérable, pour le mettre dans un monument aussi glorieux à la ville que celui dont il s'agit. » v. 1729. —

Requête à l'Intendant par les officiers municipaux de Péronne, « disant que l'écriture et le calcul faisant aujourd'hui une partie essentielle, et souvent trop négligée, de l'éducation des enfants, les suppliants ont jusqu'ici fait tous leurs efforts, pour attirer en leur ville un homme qui joignit au talent de l'exécution, la connaissance des principes de l'art de les enseigner. Mais le faible attrait d'une pension de 12 setiers de blé, destinée de tout temps pour un maître écrivain et arithmétique, n'ayant pu déterminer aucun de ceux qui se sont présentés jusqu'à présent, à se fixer dans notre ville, où le petit nombre des habitants et la modicité de leur fortune ne leur promettaient pas un sort avantageux, il vient d'être délibéré dans une assemblée de notables, que, pour parvenir plus aisément à une fin si louable, si utile, et en même temps si pressante, la pension de 12 setiers de blé serait augmentée d'une somme de 100 l., qui serait prise annuellement sur les derniers patrimoniaux. » v. 1771. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant sur ladite requête. Il est impossible avec l'ancien traitement de trouver un bon maître, « pour remplacer celui qui est mort, il y a quelques mois, dont les talents étaient très médiocres. » L'augmentation demandée « est une dépense trop modique, pour surcharger les revenus de l'hôtel-de-ville, qui excèdent les charges ordinaires. » Péronne, 16 janvier 1772. — Requête des doyen, chanoines, et chapitre de S^t-Fursy à l'Intendant, se plaignant d'avoir été exclus, contre tous les usages, d'une assemblée générale de la commune de Péronne, tenue le 25 novembre précédent, au sujet des corvées auxquelles sont assujettis les faubourgs et la banlieue de Péronne. Péronne, 30 décembre 1776. — Réponse des maieur et échevins de Péronne à ladite requête. 1777. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville, établissant que le chapitre de Saint-Fursy n'a jamais été convoqué aux assemblées générales de la commune, que dans des occasions exceptionnelles. Péronne, 30 avril 1777. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de prévenir le chapitre qu'il ne prononcera pas dans ladite

discussion, cet article se trouvant arrangé par le règlement projeté. 7 juin 1777. — Sommutation faite à Foilain Fernet, marchand briquetier à Péronne, et à Thérèse Nobécourt, veuve Caron, marchande briquetière audit lieu, d'avoir, en vertu d'une sentence de police du 13 décembre 1776, à cuire leurs briques au charbon de terre, et du refus par eux d'y obtempérer. 12 décembre 1778. — Requête des maire, échevins et procureur du Roi de Péronne, à l'Intendant, exposant que « l'extrême cherté du bois de chauffage, causée par la rareté qui se fait de plus en plus sentir dans nos cantons, nous a déterminés à renouveler les règlements rendus dans des temps où cette denrée était pourtant beaucoup moins rare qu'elle ne l'est aujourd'hui. Ces règlements portaient défenses à tous chapeliers, teinturiers, brasseurs, etc., d'user de bois pour leurs professions. Nous avons eu la satisfaction de voir ces états s'empresse à s'y conformer. » Ils ont voulu étendre les mêmes défenses aux briquetiers. « Depuis longtemps, les chauxfourniers avaient, de leur propre mouvement, renoncé à l'usage du bois ; quoique le bénéfice doive être le même pour les briquetiers, nous n'avons pas trouvé chez eux la même docilité.... Nous n'avons ici que deux briquetiers, tous deux très aisés : ils se sont conjurés pour ne cuire leurs briques qu'avec le bois ; leur aisance les met à portée de suspendre la cuisson de celles dont ils ont pourtant un très grand nombre prêtes à recevoir le feu, et actuellement il n'en existe pas une cuite dans toute la ville. Cependant les ouvrages vont tout-à-coup recommencer : plusieurs maisons sont sur le point d'être reconstruites ; l'édifice de l'hôtel-de-ville menace d'une ruine très prochaine, il est urgent de le reconstruire ; les ouvrages aux fortifications, au compte du Roi, paraissent devoir être très considérables, la campagne prochaine.... Il est notoire qu'il se trouve dans les environs les plus prochains de cette ville, pour ainsi dire à nos portes, plusieurs veines de terre tout-à-fait propres à la cuisson de la brique au charbon de terre. Le seigneur de Moismont en a fait faire 3 à 400 milles, pour la construction de sa maison seigneuriale, la terre en a été prise à très peu de distance de nos glaciis : les briques ont très bien réussi. Le sieur Gaultier, directeur des aides, a eu le même succès : la terre en a été prise à 5 ou 600 pas de distance de l'endroit où nos briquetiers prennent la leur. Ce n'est donc pas le défaut de terre propre qui fait la prétendue impossibilité qu'ils prétextent. Nous pourrions citer un certain nombre de seigneurs et de particuliers, qui ont eu le même succès. Nous citerions surtout M. Laurent, directeur du canal

de la Somme.... Ils ont actuellement sous leur hangard 7 à 800 milles de briques crues et prêtes, depuis 6 mois, à être mises au feu. Ils préfèrent de les laisser en cet état, au profit que leur soumission leur procurerait. Leur intention est de lasser et de faire crier le public contre le règlement, qui n'a pourtant d'autre but que l'utilité publique. Leur aisance, nous le répétons, les met en état de prétendre à donner la loi. Ils n'opposeront point avec succès que le bois dont ils usent, n'est point du bois de chauffage ordinaire, la rareté et la cherté qui règnent sur les bois de chêne, charme, hêtre, frêne, force un grand nombre de particuliers, même aisés, de faire usage de leur bois ; ce bois, que nous avons vu ne se vendre que 12 l. la corde, se vendait l'année dernière 24 et 25 l. et s'il a baissé cette année, ce rabais en est dû à leur entêtement. Ils ont cessé leurs cuissons, la consommation de ce bois en est devenue beaucoup moindre.... Dans cette extrémité, il se présente des particuliers, très au fait de la fabrication et de la cuisson de la brique au charbon de terre ; ils ont éprouvé la terre des environs les plus voisins de notre ville, ils en trouvent de très propre à cette fabrication.... Ils offrent d'ouvrir une nouvelle briqueterie, et de fournir à 12 l. le mille de briques cuites au charbon de terre, et conduites aux endroits des constructions, mais c'est à une condition qu'il ne nous est pas possible d'accepter, elle surpasse nos pouvoirs : ils exigent le privilège exclusif, pendant trois ou quatre années, de fabriquer et débiter seuls la brique dans cette ville. » Ils demandent un arrêt du Conseil pour leur obtenir ledit privilège, et, pendant que dureront les formalités nécessaires, qu'il soit enjoint aux deux briquetiers de Péronne de cuire au charbon toutes les briques crues qu'ils ont en magasin. Péronne, 9 janvier 1779. — Mémoire de M. de Fiéville à l'Intendant, lui marquant que la demande des officiers municipaux de Péronne, si elle leur était accordée, occasionnerait plus de mal que de bien, et qu'en conséquence elle doit être rejetée. Péronne, 28 février 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Debonnaire de Forges, portant même conclusion. 7 mars 1779, — etc.

C. 1034. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1746-1757. — PICQUIGNY. — État des revenus et charges de la communauté de Picquigny. 31 mai 1746. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, au sujet du chauffage refusé par les maire et échevins de Picquigny, aux nommés Berthe et Petit, employés des fermes audit lieu, bien que ceux-ci contribuent aux taille, capitation, logement des gens de guerre et autres charges publiques ; sur ce que lesdits maire et échevins ont projeté de priver un autre employé du

chauffage, parce qu'il n'acceptait pas la charge de collecteur, bien que les employés de la ferme du ressort soient expressément exempts de la collecte ; et enfin sur ce que lesdits maire et échevins ont osé faire, de leur autorité, des changements aux listes annexées aux procès-verbaux, sur lesquels il a permis le tourbage. Amiens, 22 juillet 1757. — Avis de M. Ducastel sur ladite affaire. Lesdits employés ne sont pas dans le cas d'avoir leur chauffage. v. 1757, — etc.

C. 1035. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 106 papier (6 imprimées, 1 plan).

1771-1777. — PICQUIGNY. — « Compte que rend par-devant vous, Monseigneur le comte d'Agay..., intendant de justice, police, finances et des troupes de Sa Majesté en Picardie, Boulonnois, Pays conquis et reconquis, M^e Marie Hyacinthe-Laurent Bernard de Cléry, trésorier-receveur de la ville d'Amiens et des octrois, préposé par vous, Monseigneur, à la recette des sommes provenantes du produit de la portion de communes de Picquigny, dont l'adjudication a été faite par-devant M. Ducastel, subdélégué, le 4 juillet 1775, approuvé le 8 en suivant, et des emplois desdites sommes, suivant l'état des dettes dues par la communauté de Picquigny, par vous arrêté, Monseigneur, le 15 juillet 1775, délivré au comptable, par expédition, sous la signature de M. Ducastel, ledit état, ensemble l'expédition de l'adjudication jointe au présent compte. » 15-19 mars 1777. — Pièces justificatives dudit compte. — Délibération des officiers municipaux de Picquigny, qui députe à Paris, aux frais de la communauté, le sieur Jean-Baptiste-Théodore Bernard, collecteur dudit lieu, pour suivre un procès en Parlement, entre ledit Bernard, et le sieur du Chasteret, fermier général de la baronnie de Picquigny, pour raison des impositions. 18 août 1771. — « Mémoire des frais et avances faits par M. Dusuel, procureur d'Honoré Brandicourt et consorts. » Amiens, 5 septembre 1772. — Lettre de M. Ducastel aux maire et échevins de Picquigny, au sujet d'une somme de 770 l., 1 s., 7 d. que leur ville doit encore sur le don gratuit supprimé en 1768. « Sur ce que vous avez prétendu être quittes, et au-delà, de ce que vous redeviez, le directeur des aides a observé, que les six années du premier don gratuit avaient été bien acquittées, mais qu'à l'égard du second, vous n'aviez point voulu souffrir la perception des droits. M. le contrôleur général,

marque à M. l'Intendant que, quoique cette résistance, et la négligence des officiers municipaux à pourvoir à cette perception, vous mettent dans le cas d'être poursuivis personnellement, en exécution des lettres patentes du 26 mars 1765, il veut bien cependant consentir aux arrangements ci-après, et de vous enjoindre de sa part de les exécuter, qui sont de travailler sans délai à la confection d'un rôle de répartition sur les habitants, de ladite somme de 770 l., 1 s., 7 d. » Amiens, 20 juillet 1773. —

Constitution de 200 l. de rente par le sieur Bernard, au nom des syndic et habitants de Picquigny, à Jean Dumollin, ancien boulanger à Amiens, et à Marie-Catherine Denelles, son épouse, sur un capital de 4,000 l. pour payer les impositions de la ville de Picquigny, pour les années 1771 et 1772. 2 août 1773. — Remboursement desdites 4.000 l. 12 août 1775. — « État des débours et avances faits pour la communauté des habitants de Picquigny, par Jean-Baptiste-Théodore Bernard, leur syndic *ad hoc* », etc. Picquigny, 23 août 1773. — « Observations sur le compte arrêté le 23 août 1773, par les habitants de Picquigny. » v. 1773. — Assignation des syndic, habitants, corps et communauté de Picquigny, en l'élection d'Amiens, à la requête de Geneviève Petit, aux fins d'être rayée du rôle des tailles et autres impositions de ladite paroisse. 24 avril 1774. — « Mémoire du remboursement du coût de l'arrêt rendu..., le 7 janvier 1774, au profit de M. de Chartret, et des syndics et directeurs des créanciers de feu M. le duc de Chaulne, contre les syndic, habitants et communauté de Picquigny. » v. 1774.

— Lettre de M. Foisy, avocat en Parlement à M. De La Porte, à Picquigny, relativement audit procès, et à une affaire entre le prieuré de Saint-Pierre à Gouy et l'abbaye du Gard. Paris, 19 mai 1774. — Lettre de M. Ducastel aux officiers municipaux de Picquigny, pour le paiement des frais d'instruction de Madeleine Darras, femme d'Adrien Protais, qui est à Amiens, pour suivre les cours d'accouchement de M^{me} Ducoudray. Amiens, 25 mai 1774. —

Délibération des officiers municipaux, syndic et habitants de Picquigny, arrêtant l'état des dettes de la communauté, et à l'effet d'être autorisés à tourber une partie de leurs marais, pour l'acquit desdites dettes. 12 juin 1774. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite délibération. Juin 1774. — « Mémoire des frais, faux-frais et déboursés dus par les habitants de Picquigny », au sieur Niverd. 12 juin 1774. —

Délibération des officiers municipaux, syndic, corps et habitants de Picquigny, sur une requête de Jean-Remy Herbet, fermier de la cense de la Bassecourt dudit Picquigny, tendant à être déchargé de la taille à laquelle il est imposé, ou à Fourdrinoy,

où il est également porté au rôle. 24 juin 1774. —

Copie d'une requête à l'Intendant, par « Sœur Gosse, fille de la Providence de Rouen, maîtresse des écoles de charité des filles de Picquigny, disant que le modique revenu desdites écoles et de la communauté, fait que les habitants ont négligé depuis longtemps de faire la réparation à la maison qu'elle occupe, de sorte qu'elle est à couvrir à neuf entièrement, et qu'un des pignons où est construite la cheminée de sa cuisine, lieu où elle couche et fait son ménage, menace ruine, ce qui fait qu'elle n'est logée, ni à sec, ni en sûreté ; l'impuissance des habitants et leur bonne volonté pour remédier aux frayeurs de la suppliante et la loger plus commodément, leur ont fait prendre le parti de joindre les frais de ces réparations, d'environ 320 l., au placet contenant l'état de leurs dettes, actuellement sous les yeux de Votre Grandeur, à l'effet d'obtenir un tourbage de partie de leurs communes ; mais comme cela pourra encore traîner en longueur, attendu le péril qu'il y a pour la suppliante de faire sa demeure en cette maison, elle se décidait à rentrer en celle de Rouen ; sur quoi des personnes charitables et pieuses, attendu le préjudice que sa retraite apporterait à l'instruction des filles dudit lieu, lui ont proposé de faire les avances nécessaires à ces réparations, si elle pouvait obtenir l'ordre de Votre Grandeur, qui les assurerait du remboursement sur le tourbage demandé. » 27 octobre 1774. Copie du 22 novembre 1774. — Délibération des officiers municipaux, syndic et habitants de Picquigny, relative auxdites réparations . 4 décembre 1774. — « Frais de l'instance au présidial, entre Louis Routtier, Jean-Baptiste-Théodore Bernard, de Picquigny, et les administrateurs des biens des écoles et des pauvres dudit lieu. » 26 novembre 1774. — « État des frais à payer par les administrateurs des écoles et des pauvres de Picquigny. » Amiens, 26 novembre 1774. — Délibération des habitants de Picquigny, à l'effet de payer sur le tourbage, des réparations au presbytère de ladite ville. 4 décembre 1774. —

Mémoire de M. Ducastel, sur l'état des dettes et charges de Picquigny, et sur l'opportunité d'y subvenir au moyen d'un tourbage. Amiens, 1^{er} mai 1775. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 30 mai 1775. — Mémoire de M. Ducastel, au sujet dudit tourbage. Amiens, 7 juin 1775. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise ledit tourbage. 15 juin 1775. — Plan dudit tourbage. 15 juin 1775. —

« État des sommes dues par la communauté

de Picquigny, qui doivent être acquittées du produit de la portion de communes, dont l'adjudication a été autorisée. » 15 juin 1775. — Avis de l'adjudication dudit tourbage, pour le 4 juillet 1775 (impr. affiche). — Procès-verbal d'adjudication dudit tourbage. 4 juillet 1775. — Devis des réparations à faire à la maison et dépendances des écoles de charité des filles de Picquigny. 17 juillet 1775. — Procès-verbal de visite des réparations à faire à l'école des filles de la ville de Picquigny, par Charles Delamare, maître charpentier. 13 septembre 1775. — « État estimatif des réparations à faire à la maison à usage d'école des filles de Picquigny, dressé par moi, Charles de Lamare, expert soussigné », etc. 14 septembre 1775. — Lettre de M. Ducastel à l'Intendant, sur l'adjudication des travaux de l'école des filles de Picquigny. Amiens, 17 septembre 1775. — Annonce de l'adjudication desdits ouvrages, pour le 25 octobre 1775 (impr. affiche). — « État des frais et débours dûs à M. Lamy, procureur, pour avoir occupé pour la communauté de Picquigny. » 17 octobre 1775. — Mémoire de M. Ducastel, concluant à l'approbation de l'adjudication des ouvrages de l'école des filles de Picquigny. 28 octobre 1775. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve ladite adjudication. 6 novembre 1775. — Délibération des propriétaires de Picquigny, consentant à ce que le supplément du don gratuit soit pris sur le produit du tourbage. 1^{er} novembre 1776. — Procès-verbal de visite et réception des travaux faits à l'école des filles de Picquigny, par Delamare, maître charpentier, et entrepreneur de bâtiments à Amiens. 3 novembre 1776. — Mémoire de M. Ducastel, sur ce que les habitants de Picquigny refusent de livrer leurs rôles de tailles, pour faire la répartition d'une somme de 225 l. qui reste dûe sur les travaux faits à l'école des filles, et demandent que ladite somme soit prise sur le restant du prix de l'adjudication du tourbage. 22 janvier 1777. — Ordonnance de l'Intendant, qui déboute les habitants de Picquigny de leur demande. 27 janvier 1777, — etc.

C. 1036. (Liasse.) — 21 pièces papier (1 plan).

1783. — PICQUIGNY. — « Délibération des officiers municipaux et habitants dudit lieu, au sujet des soupçons de forcement de listes des parts de ménages, au tourbage accordé pour chauffage. » 22 avril. — Lettre de l'abbé Le Pruvost de Glimont à l'Intendant, se plaignant de ce que le sieur Rousseau, syndic de Picquigny, commet des dégradations sur les biens de la communauté, et monopolise la fabrication du pain, qu'il vend à un

prix exorbitant et à faux poids. Picquigny, 24 avril 1783. — Lettre de M. Desavoye, curé de Lachaussée, à l'Intendant, lui donnant, sur sa demande, des renseignements sur ladite affaire. Lachaussée, 20 mai. — Lettre de M. Jumel Riquier à M. Derveloy, sur le même objet. Amiens, 26 mai. — Procès-verbal d'enquête faite par M. Derveloy, subdélégué à Amiens, sur ladite affaire. 28 mai. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, lui rendant compte de ladite affaire. Amiens, 30 mai. — Requête des habitants de Picquigny à l'Intendant, à l'effet d'obtenir justice contre le sieur Rousseau. 1^{er} juin. — Requête à l'Intendant, par le sieur Rousseau, résignant ses fonctions de syndic, et offrant de rendre compte de son administration. 9 juillet. — Ordonnance de l'Intendant, qui convoque les habitants de Picquigny, pour nommer un nouveau syndic, et ordonne : 1° qu'il sera fait récolement du tourbage de 1775 ; 2° que les accusateurs du sieur Rousseau seront tenus de spécifier, devant les habitants de Picquigny assemblés, les parts qu'ils prétendent excédantes sur le chauffage de 1782 ; 3° que le sieur Rousseau rendra compte de son administration devant ladite assemblée. 7 août. — Procès-verbal de récolement du tourbage de 1775. 13-23 août. — Suite dudit procès-verbal. 26 août. — Plan de récolement dudit tourbage. — « Observations des officiers municipaux et habitants de Picquigny, lors du récolement fait par M. Jumel-Riquier, les 13, 14 et 18 août 1783, en présence des sieurs Brunel et Sainte, arpenteurs royaux à Crouy et Flixecourt, et du sieur Rousseau, pour être jointes au procès-verbal de M. Riquier. » Picquigny, 18 août. — Représentations et moyens de défenses, par Charles Rousseau, contre les habitants, sur les opérations faites dans les communes, les 13 et 14 août 1783, pour le récolement du tourbage donné par adjudication, le 4 juillet 1775. » 18 août. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Picquigny, en exécution de l'ordonnance de l'Intendant du 7 août précédent. 11 septembre. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, d'où il résulte que « Rousseau est convaincu d'avoir bénéficié, sur la communauté de Picquigny, de 40 verges 1/2 de tourbages estimées à 1,204 l. 50 ; il est convaincu d'avoir bénéficié en excédant les parts de chauffage de 1782, en grossissant la dépense relative à ce chauffage, mais restant des doutes sur la quotité de ce bénéfice, il ne peut y avoir lieu qu'à des dommages et intérêts, dont la somme est arbitraire. » Amiens, 12 septembre. — « Détail par extrait des tourbages qui ont été accordés aux habitants du bourg de Picquigny,

depuis 1771, jusques y compris 1783, à l'effet de découvrir la cause des difficultés qui se présentent. » — « État du mesurage et récolement d'une portion de terrain vendue à faculté de tourber, dans le marais commun de Picquigny, en 1775 », etc. — Réponse pour le sieur Rousseau, à la délibération des habitants de Picquigny. » — « Observations sur des difficultés qui s'élèvent entre les syndic et habitants du bourg de Picquigny, au sujet du tourbage annuel qui leur est accordé par Mgr. l'Intendant », — etc.

C. 1037. (Liasse.) — 36 pièces papier (2 plans).

1779-1790. — PICQUIGNY. — « Plan indicatif d'un tourbage à exploiter à Picquigny, pour être joint au procès-verbal du 29 septembre 1779 », par Jumel-Riquier. 18 octobre 1779 — 18 mars 1780. — « Énumération des habitants de la paroisse de Picquigny, pour avoir leur chauffage dans les marais communs dudit Picquigny, pour l'année 1782. » — Id. 1783. — Requête des habitants de Picquigny à l'Intendant, lui envoyant deux doubles états des feux qui composent leur paroisse, « au nombre de 326, y compris quatre portions, pour le bouillon qui se distribue journellement aux pauvres malades. » 2 avril 1782. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage de Picquigny. 18 mai 1782. — Id. 4 avril 1783. — Id. 22 avril 1784. — Id. 20 avril 1785. — Id. 27 avril 1787. — Id. 25 avril 1788. — Id. 8 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 21 août 1782. — Id. 13 août 1783. — Id. 4 août 1784. — Id. 24 août 1785. — Id. 13 juillet 1787. — Id. 14 juillet 1788. — « État des biens et revenus de la communauté de Picquigny, bailliage, élection et subdélégation d'Amiens, et de ses charges annuelles, fait des ordres de M. l'Intendant. » 25 octobre 1782. — Délibération des habitants de Picquigny, considérant « que cet endroit, considérable par la population, est chargé d'une quantité d'enfants de différents sexes, que la bienfaisance de quelques particuliers a pourvu à l'instruction et au logement d'une institutrice pour les filles, que les garçons ne reçoivent d'instruction que par le ministère d'un maître d'école amovible, assujetti aux caprices des différentes classes d'une communauté, qui, tous en particulier, se regardent comme ses maîtres, d'autant qu'il n'existe aucune fondation pour ses honoraires, ni même de logement, tant pour lui que pour l'exercice de ses fonctions. » Ils ont en conséquence pensé « de recourir aux moyens et expédients qui sont en eux, pour pourvoir tant au paiement des honoraires, qu'au logement d'un maître d'école, pour l'instruction gratuite des garçons de ladite paroisse. Ils ont d'autant cet objet à cœur,

que la plupart d'entre eux sont pauvres et indigents, hors d'état de payer une modique rétribution par mois... Ils ajoutent à ces... motifs de considérations, qu'il n'existe aucun lieu d'assemblée, pour régler et administrer les affaires de la communauté. Pour pourvoir à ces besoins, ils ont... reconnu qu'ils n'ont d'autre moyen, que celui d'un tourbage dans la commune, dont le prix serait employé en l'acquisition d'une maison, pour le logement du maître, et le surplus employé en constitution de rente, pour le paiement de ses honoraires. » 19 janvier 1783. — Requête des habitants de Picquigny à l'Intendant, à l'effet d'approuver ladite délibération. 29 janvier 1783. — Approbation de ladite délibération par les propriétaires externes. 23 février 1783. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ladite délibération, qu'il ne voit aucun inconvénient à approuver. Amiens, 22 mars 1783. — Plan des marais de Picquigny. XVIII^e s., — etc.

C. 1038. (Liasse). — 35 pièces papier. (2 imprimées, 2 plans).

1786-1787. — PICQUIGNY. — « État des pertes des incendiés de la paroisse de Picquigny, du 20 mai 1786. » 26 mai 1786. — Délibération des habitants de Picquigny, à l'effet de tourber dans leurs marais, jusqu'à concurrence de 10,000 l., pour réparer les pertes produites par ledit incendie. 18 juin 1786. — Requête des incendiés de Picquigny à l'Intendant, à l'effet de leur accorder ledit tourbage. Amiens, 2 juin 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant. Il ne voit aucun inconvénient à approuver ladite délibération. Amiens, 28 juin 1786. — Requête des incendiés de Picquigny à l'Intendant, à l'effet d'obtenir l'indemnité pour les couvertures en tuiles. 20 juin 1786. — Procès-verbal de visite des marais de Picquigny, par les sieurs Jumel-Riquier et Philibert Brunel, établissant que le tourbage projeté ne portera aucun préjudice au pâturage, et en faisant l'emparquement. 23 août 1786. — Plan dudit tourbage. Août 1786. — Ordonnance de l'Intendant, prescrivant l'adjudication dudit tourbage. 21 octobre 1786. — Annonce de ladite adjudication pour le 6 novembre 1786 (impr. affiche.) — Procès-verbal d'adjudication dudit tourbage. 6 novembre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, le priant d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'établir dans la distribution des secours, une distinction entre les biens meubles et les immeubles, et s'il n'y aurait pas lieu de garder en réserve, sur le montant de l'adjudication, « une somme quelconque, pour être employée à d'autres besoins communs, comme, par exemple, la cons-

truction d'un bâtiment éloigné des habitations, dans lequel les habitants du bourg seraient obligés de préparer leurs chanvres. » 12 novembre 1786. — Réponse de M. Derveloy à l'Intendant. Ce qu'il lui propose lui paraît fort juste. Amiens, 16 novembre 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit que, « sur ladite somme de 10,000 l., il sera réservé 2,000 l. pour être employées aux besoins communs des habitants, et notamment à la construction d'un bâtiment isolé, pour recevoir la préparation des chanvres, et que les 8,000 l. restantes seront réparties savoir : 6,000 l. au marc la livre des l'estimation des pertes en immeubles, à la charge néanmoins par les propriétaires, de faire reconstruire leurs habitations avec des pignons en maçonnerie et des couvertures en tuiles, et 2,000 l. au prorata de l'estimation des pertes en meubles. » 28 novembre 1786. — Procès-verbal d'emparquement définitif dudit tourbage. 4 décembre 1786. — Plan dudit tourbage. 5 décembre 1786. — Délibération des habitants de Picquigny, arrêtant l'état de répartition du produit dudit tourbage, sur les incendiés, faisant en outre des difficultés au sujet de l'emploi de 2,000 l. ordonné par l'Intendant, pour la construction d'un bâtiment isolé pour préparer le chanvre. 8 décembre 1786. — « État des incendiés du bourg de Picquigny, qui doivent participer à la somme de 8,000 l. accordée sur le produit du tourbage. » 25 janvier 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui marquant qu'il consent à ce que, sur les 2,000 l. restant du produit dudit tourbage, les habitants de Picquigny fassent l'acquisition de 200 seaux pour les incendies, et fassent réparer les anciens. 25 janvier 1787. — « État de distribution des secours accordés aux incendiés de Picquigny, qui ont fait couvrir en tuiles leurs nouvelles maisons. » 9 février 1787, — etc.

C. 1039. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1765-1789. — PIERREPONT. — État des déboursés du syndic de Pierrepont pour 1787. — PINCHEFALIZE. — Requête de Jean-Baptiste Guillebaut, demeurant à Pinchefalize, à l'effet d'obtenir un secours pour la perte de deux vaches, par suite d'une maladie inconnue. Saint-Valery, 10 février 1789. — PLACHY. — Procès-verbal de visite du pont de Plachy, par l'inspecteur des ponts-et-chaussées. 17 avril 1789. — « Détail estimatif des ouvrages à faire, pour la reconstruction du pont en charpente situé sur la rivière de Selle, près le moulin du village de Plachy. » Amiens, 2 mai 1789. — PLAINVILLE (Oise). — État des déboursés du syndic de Plainville pour 1787. — PLESSIER-SUR-SAINT-JUST (Oise). — Lettre de M. Chauvelin à

M. d'Invaux, intendant, sur une contestation entre les habitants du Plessier-sur-Saint-Just et les fermiers généraux, au sujet d'une portion de terrain que les premiers prétendent être du territoire du Plessier, et les autres du territoire de Saint-Just. Paris, 5 mars 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Martinot, le priant d'entendre contradictoirement les parties sur ladite affaire. Paris, 9 mars 1765. — Mémoire de M. Martinot sur ladite affaire. Montdidier, 6 septembre 1765. — Notes sur ladite contestation qui « se réduit à savoir si le vignoble de Mermont est dépendant du territoire de Saint-Just, et par là sujet au droit de subvention, ou si au contraire, il est celui du Plessier, et par conséquent non sujet à la subvention. » 16 septembre 1765. — Lettre du président Sulpice, seigneur du Plessier-Saint-Just, au sujet de ladite affaire. v. 1766. — Mémoire de l'Intendant à M. Chauvelin. Il pense qu'il y a lieu d'affranchir ledit vignoble du droit de subvention. Amiens, 19 mars 1766, — etc.

C. 1040. (Liasse.) — 5 pièces papier (2 plans).

1711-1777. — POIX. — Adjudication par la ville de Poix, de 8 journaux de terre, pour payer les avances faites par le sieur Martin Cardon, maire alternatif de ladite ville, pour obtenir des lettres patentes du 10 janvier 1710, pour faire loger les villages de Croixrault et d'Éplessier, à cause de l'incendie arrivé à Poix en juin 1707. 13 mai 1711. Extrait des minutes de M^e Lefèvre, notaire à Poix. — « État de ce que doit la ville et communauté de Poix, tant en principaux qu'intérêts, jusqu'au 1^{er} avril 1720, pour reste des emprunts par elle faits, tant pour le service de l'État, que pour les besoins particuliers de la ville. » v. 1720. — Plans, coupes et élévations de l'hôtel-de-ville de Poix. 1774. — « État des revenus patrimoniaux dont jouit la ville de Poix, dressé en exécution des ordres de Mgr. l'Intendant, portés en la lettre de M. Ducastel, son subdélégué, du 29 août 1777. »

C. 1041. (Liasse.) — 22 pièces papier.

1731-1789. — PONCHES. — Requête des habitants de Ponches à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à louer une petite portion de communes pour mettre en culture. 26 juillet 1785. — PONT-DE-METZ. — Réponse des habitants du Pont-de-Metz à une requête de Charles Carette, marchand de tourbes à Amiens, disant « qu'il ne leur est pas possible de lui accorder cette partie de communes, dont il parle par

sa dite requête. » 27 septembre 1755. — Réplique de Charles Carette à ladite requête. 11 octobre 1755. — Projet d'ordonnance de l'Intendant, qui déboute le sieur Carette des fins de sa requête. 1755. — « Reddition de comptes faite par Jacques Boulenger, ancien syndic de la paroisse du Pont-de-Metz, concernant l'état de sa recette et dépense qu'il a faite pour ladite paroisse, tant pour l'année 1777 et 1778. » 24 juillet 1787. — Procès-verbal d'assemblée des principaux habitants du Pont-de-Metz, arrêtant de mettre leurs communes en adjudication, pour parer aux envahissements qu'y font plusieurs propriétaires. 8 octobre 1786. — Mémoire de M. Derveloy, sur ladite affaire. Amiens, 7 novembre 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise ladite adjudication. 12 novembre 1786. — Requête des habitants du Pont-de-Metz à l'Intendant, se plaignant de ce que le nommé François Boulenger et la veuve François Bralant conduisent leurs chevaux boire à une fontaine à l'usage de la plus grande partie d'entre eux, tandis qu'il y a un abreuvoir « qui est le plus bel abreuvoir du canton. » 16 octobre 1787. — Procès-verbal d'expertise, sur ladite affaire. 10 décembre 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui marquant qu'il ne pense pas que ce soit à lui de connaître de ladite affaire, mais à la police du lieu. 21 décembre 1787. — PONTHOILE. — Requête de Charles de Saint-Jullien, notaire royal à Rue, premier échevin de ladite ville, et greffier de la mairie de Ponthoile, à l'Intendant, à l'effet d'obliger les veuves et héritiers des anciens greffiers, et les anciens greffiers dudit lieu, à lui remettre toutes les minutes qu'ils peuvent avoir en leur possession. 4 janvier 1731. — Requête des maire, échevins et habitants de Ponthoile à l'Intendant, à l'effet d'approuver une délibération par eux prise, pour raison d'une entreprise sur un chemin. Décembre 1786, — etc.

C. 1042. (Liasse.) — 19 pièces papier (2 imprimées).

1742-1790. — PONT-NOYELLE. —

Délibération des habitants de Pont-Noyelle, à l'effet d'être autorisés à tourber 40 journaux de marais, entre Pont et Querrieu, pour payer une somme de 4,000 l., par eux due pour réparations à leur église. 15 avril 1742. — Enquête sur ladite affaire, par Adrien Vacquette, écuyer, seigneur de Fréchencourt, Daours, Vecquemont et autres lieux, conseiller du Roi, garde du scel vétérân au bailliage et siège présidial d'Amiens, subdélégué de l'intendance de Picardie, en ladite ville et élection d'Amiens. 11 mai 1742. — Procès-verbal

d'emparquement dudit tourbage. 11 juin 1742. — Lettre de M. de la Houssaye à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une requête du sieur Paul Joly, trésorier des ponts et chaussées de la généralité d'Amiens, qui demande l'homologation de l'adjudication faite à son profit dudit tourbage. Paris, 28 juin 1744. — Réponse de l'Intendant à M. de la Houssayé. 25 juillet 1744. — Nouvelle requête du sieur Joly à l'Intendant. 23 mai 1745. — Requête dudit sieur Joly. v. 1745 (impr. 8 p. in-fol.) — Lettre du marquis de Querrieu à l'Intendant, réclamant contre la demande faite par les communautés de Pont-Noyelle et de Querrieu, à l'effet d'être autorisées à tourber dans les marais qui lui appartiennent et dont il prétend que les habitants desdites communautés n'ont que l'usage de l'herbe. Paris, 22 avril 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui demandant son avis sur ladite affaire. 26 avril 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui déboute les habitants de Pont-Noyelle et de Querrieu de leur demande. 5 mai 1786. — « Rôle de répartition, pour la réparation du presbytère de Pont-Noyelle », etc. 28 mai 1790, — etc.

C. 1043. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1776-1788. — PONT-REMY. — Adjudication de 5 journaux de communes au Pont de Remy, pour le paiement du vicaire et du maître d'école. 10 mars - 22 octobre 1776. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise ladite adjudication. 18 avril 1776. — Lettre de M. Dufestel, pour appuyer la demande faite par Jean-Baptiste Poulter, incendié de Pont-Remy, et Nicolas Carton, incendié d'Airondel, à l'effet d'être déchargés de leurs cotes aux rôles de la corvée. Pont-Remy, 7 février 1788. — Certificat de l'ingénieur des ponts-et-chaussées, constatant que Jacques Duflos, adjudicataire de la construction de deux ponts au Pont de Remy, route de Paris en Angleterre, a bien et dûment fait tous les ouvrages compris dans son adjudication, et d'autres. XVIII^e s. — POPINCOURT. — État des déboursés du syndic de Popincourt, pour 1787. — PORT-LE-GRAND. — Requête des habitants de Port-le-Petit à l'Intendant, se plaignant de ce que Honoré Prévôt, marchand de bois à Port-le-Grand, cherche à faire pâturer ses bestiaux dans les pâtures de Port-le-Petit. 24 juin 1782. — Requête des habitants de Port-le-Grand et de Port-le-Petit à l'Intendant, sur ce que Pierre Toullet, de Port-le-Petit, fait pâturer ses bestiaux dans les marais communs. 26 juin 1782. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant, sur ladite affaire. Il pense que, quant au pâturage, Port-le-

Grand et Port-le-Petit, forment deux communautés différentes, et que la délibération des habitants du Petit Port mérite d'être approuvée. Abbeville, 11 juillet 1782. — Consultation de MM. Morgan, Boistel et Boulet de Varennes, sur ladite affaire. Amiens, 24 juillet 1782. — Nouveau mémoire de M. Delegorgue, d'où il résulte que « les habitants de Port-le-Grand n'ont réellement aucun droit sur les communes et pâturages de Port-le-Petit. » Abbeville, 21 février 1783. — POTTE. — Certificat des membres de la municipalité de Potte, établissant qu'ils se trouvent dispensés de donner état d'administration des biens de communauté et des pauvres, pour n'en posséder aucun. Potte, 21 décembre 1787. — POULAINVILLE. — Compte rendu d'un incendie arrivé à Poulainville le 22 mars 1776, dans lequel 36 maisons ont été détruites et 5 personnes ont péri par les flammes. — Requête des incendiés de Poulainville à l'Intendant, à l'effet d'être exemptés de la corvée. 29 octobre 1787, — etc.

C. 1044. (Liasse.) — 30 pièces papier (1 plan).

1748-1787. — PROYART. — Requête des syndic, habitants, corps et communauté de Proyard à l'Intendant, se plaignant d'être troublés dans la jouissance de leurs marais, par ceux de Méricourt et d'Étinehem. 13 décembre 1748. — Requête des habitants de Proyard à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à plaider contre ceux de Méricourt et d'Étinehem. 22 juillet 1755 ; et ordonnance de l'Intendant, qui déboute les habitants de Proyard de leur demande. Amiens, 9 septembre 1755. — Nouvelle requête des habitants de Proyard à l'Intendant, sur la même affaire. 25 juillet 1760. — Mémoire sur ladite affaire. 18 mai 1761. — Lettre de l'Intendant à M. Gaullière, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. Paris, 21 mai 1761. — « Plan des marais contestés entre les habitants de Proyard, Méricourt et Étinehem. » 1761. — « Mémoire des habitants de Méricourt, servant de défense à la requête des habitants de Proyard, du 10 mai 1761. » 23 août 1761. — Nouvelle requête des habitants de Proyard. v. 1762. — Requête des habitants de Proyard à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à intervenir en la maîtrise des eaux et forêts de Noyon, dans l'instance pendante entre les communautés de Méricourt et d'Étinehem. 12 juillet 1786. — Consultation des avocats du comité, qui estiment que les habitants de Proyard sont bien fondés à intervenir audit procès. Amiens, 26 juillet 1786. — Requête des habitants de Proyard à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à plaider

contre ceux de Méricourt et Étinehem, qui entreprennent sur leurs marais. 20 septembre 1786. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville, estimant qu'il y a lieu d'accorder ladite autorisation. Péronne, 2 mai 1787. — Consultation des avocats du comité, sur ladite affaire. Amiens, 18 juillet 1787, — etc.

C. 1045. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1779-1787. — PYS. — Compte rendu d'un incendie survenu à Pys, le 31 août 1779, et dans lequel la moitié du village, y compris l'église, a été consumée. 2 septembre 1779. — Certificat des membres de la municipalité de Pys, attestant que ladite paroisse ne possède aucuns biens de communauté, sauf ce qui appartient aux pauvres. 16 décembre 1787. — État des biens des pauvres de la paroisse de Pys. 22 février 1788.

C. 1046. (Liasse.) — 26 pièces papier (1 plan).

1779-1789. — LE QUESNOY-EN-SANTERRE. — État des déboursés du syndic du Quesnoy, pour 1787. — Plan du presbytère du Quesnoy. XVIII^e s. — QUEVAUVILLERS. — Délibération des habitants de Quevauvillers, contenant nomination d'experts pour réparations à faire au presbytère. 21 juin 1789. — Délibération des habitants de Quevauvillers, approuvant le procès-verbal de rapport desdits experts, et consentant à faire les réparations qui y sont contenues. 24 juin 1789. — QUINCAMPOIX (Oise). — Requête des habitants de Quincampoix à l'Intendant, exposant qu'ils ont l'intention de construire une maison d'école, au moyen d'une somme de 100 l., qu'ils ont reçue de la fabrique dudit lieu, pour les voitures qu'ils ont faites pour la construction d'une sacristie, et de 36 l. données par le comte de Lescalopier, seigneur de la paroisse, et demandant à être autorisés à répartir sur les habitants une somme de 180 l., nécessaire pour parfaire le prix de ladite construction. v. 1779. — Requête des habitants de Quincampoix à l'Intendant, exposant que le terrain sur lequel doit être construite ladite école leur a été donné par les seigneur et dame du lieu. v. 1779. — Soumission des couvreur de chaume, charpentier, maçon et maréchal, pour la construction de ladite école. 26 novembre 1779. — Délibération des habitants de Quincampoix, décidant de construire ladite école. 29 novembre 1779. — Avis de M. Pucelle, sur ladite délibération. Il y a lieu d'autoriser ladite construction. Montdidier, 3 décembre 1779. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve

ladite délibération, à condition que la somme à répartir n'excèdera pas 148 l., 10 s. Amiens, 7 décembre 1779. — Requête de Louis Budin, fermier à Quincampoix à l'Intendant, exposant qu'étant le seul fermier de Quincampoix, et payant à lui seul le quart de la taille, il serait fâcheux pour lui de payer le quart dudit bâtiment, dont le prix doit être réparti au marc la livre de la taille. 20 mai 1780. — Lettre de M. de Lescalopier à l'Intendant, pour appuyer ladite requête de son fermier. Le Plessis, 21 mai 1780. — Réponse de l'Intendant à M. de Lescalopier, lui marquant que, malgré tout son désir de lui être agréable, il lui est impossible de modérer d'office la somme pour laquelle son fermier est dans le cas de contribuer au paiement de la dépense dont s'agit. Amiens, 24 mai 1780. — Procès-verbal de réception de ladite école. 28 janvier 1781. — État des déboursés du syndic de Quincampoix pour 1787. — QUIRY-LE-SEC. — État des déboursés du syndic de Quiry-le-Sec pour 1787, — etc.

C. 1047. (Liasse.) — 18 pièces papier (2 imprimées, 2 plans).

1775-1789. — RAVENEL (Oise). — Mémoire de M. Gravet, au sujet de troubles survenus à Ravenel, à l'occasion des grains. Ravenel, 8 mai 1775. — Lettre de M. Gravet, notaire, laboureur à Ravenel à l'Intendant, relativement à ladite affaire. Ravenel, 11 mai 1755. — REMIENCOURT. — État des biens de la communauté de Remiencourt. 1^{er} juin 1788. — RENANCOURT. — Mémoire de M. Derveloy, sur une requête des habitants de Renancourt, à l'effet d'être autorisés à défendre au procès à eux intenté par les héritiers de M. d'Hailles, aux fins de titre nouvel d'une rente de 130 l., au capital de 3,000 l. Il ne pense pas qu'on puisse refuser ladite autorisation. Amiens, 25 janvier 1783. — Consultation de MM. Boullet de Varennes et Boistel, estimant qu'il n'y a pas lieu d'accorder l'autorisation demandée. Amiens, 7 avril 1783. — Plan et projet d'un tourbage à exploiter dans les marais de Renancourt. 1^{er} octobre 1783. — Annonce de l'adjudication des tourbages de Renancourt, pour le 26 novembre 1783 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise à répartir sur les habitants de Renancourt, une somme de 170 l. pour paiement des frais d'un procès, par eux perdu, contre M. Bettefort. 5 mai 1787. — Délibération des habitants de Renancourt, arrêtant de répartir entre eux, les frais faits pour la prise à cens d'un chemin, par ladite communauté, des héritiers de M. de Louvencourt. 6 mai 1787 ; et ordonnance de l'Intendant, qui approuve ladite

délibération. 7 juin 1787. — Ordonnance de l'Intendant, qui arrête le compte du sieur Sauvalle, syndic de Renancourt, 12 juillet 1789, — etc.

C. 1048. (Liasse.) — 31 pièces papier (1 plan).

1581-1789. — RESSONS (Oise). — État des déboursés du syndic de Ressons pour 1787. — RICQUEBOURG (Oise). — État des déboursés du syndic de Ricquebourg pour 1787. — RIENCOURT. — Plan du presbytère de Riencourt. 15 avril 1775. — Délibération des habitants de Riencourt, à l'effet d'intervenir au procès entre Jean-Baptiste Fourquer, collecteur de la taille, et les héritiers du sieur Pie, curé dudit lieu. 9 février 1783 ; et ordonnance de l'Intendant, qui approuve ladite délibération. 20 mars 1783. — « État des avances et faux frais faits par M. Thierry, pour les habitants et communauté de Riencourt, dans leur procès contre les héritiers de feu M. Pie, curé dudit Riencourt. » Requête des habitants de Riencourt à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication la dépouille des foins de leurs communes. 24 mai 1783. — Requête des habitants de Riencourt à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication la réserve de leurs communes, pour payer les frais d'un procès qu'il ont en Parlement, contre les habitants de Dreuil. 7 août 1786. — Délibération des habitants de Riencourt, tendant à être autorisés à prélever 600 l. sur les deniers communaux, à compte de 2.500 l., montant des frais adjugés aux habitants de Dreuil par l'arrêt du Parlement qui a réglé la contestation qui divisait ces deux paroisses. 30 novembre 1778. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve ladite délibération. 8 janvier 1789. — « Précis pour les habitants, corps et communauté du village de Riencourt. » XVIII^e s. — RIVERY. — Requête des habitants de Rivery à l'Intendant, demandant que leur village, ainsi que les rues et chemins qui l'avoisinent, soient amendés et cailloutés. 7 juin 1786. — ROCQUENCOURT (Oise). — État des déboursés du syndic de Rocquencourt pour 1787. — ROLLOT. — « Lettres patentes pour l'exécution et établissement des marchés et foires à Roollot, donné par le Roy Henry III^e, avec l'enregistrement qui en a été faite au baillage de Péronne, donné à Paris au mois de mars 1581, et enregistré le 28 juin 1582. » Copie du XVII^e s. — « Extrait des registres du greffe de l'élection de Montdidier. » Nomination d'office d'un collecteur pour la communauté de Rollet, sur le refus fait par les habitants dudit lieu d'en élire un. 13 septembre 1787. Expédition du 19 septembre

1787. — État des déboursés du syndic de Rollet pour 1787. — ROMESCAMPES (Oise). — Requête des habitants de Romescamps, au sujet de plantations faites par la fabrique, et dont le commandeur s'est emparé. Romescamps, 1^{er} mai 1788. — ROSIERES-EN-SANTERRE. — Compte-rendu d'un incendie survenu à Rosières, et qui a détruit 22 maisons. XVIII^e s., — etc.

C. 1049. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1744-1772. — ROUTHIAUVILLE. — Requête des habitants de Routhiauville, tendant à être autorisés à intervenir au procès pendant entre la veuve du Preuil et les bénédictins de l'abbaye de Saint-Valery, au sujet d'une portion de pâturage contestée avec ladite abbaye. Saint-Valery, février, août 1744. — Mémoire de M. Machart, subdélégué à Saint-Valery, sur ladite requête. 15 février 1744. — Requête des pauvres habitants de Routhiauville à l'Intendant, à l'effet d'obtenir restitution de leurs pièces, qui sont entre les mains du P. Matillart, procureur et cellérier de l'abbaye de Saint-Valery. 25 août 1744. — Réponse du P. Matillart à ladite requête, protestant qu'il n'a jamais eu lesdites pièces. 26 août 1744. — Lettre de M. Machart à l'Intendant. Il lui a renvoyé les pièces le 15 février précédent, et il ne croit pas que le cellérier de Saint-Valery les ait eues en communication. Saint-Valery, 1^{er} septembre 1744. — Réponse de l'Intendant à M. Machart. Il a fait vainement chercher lesdites pièces dans ses bureaux. Il croit donc à propos « que vous fassiez venir ces habitants, par leur syndic et quelques principaux, pour les faire expliquer, et, par une espèce de procès-verbal, prendre les premiers errements et leurs prétentions contenues dans leur requête, qui sera ensuite communiquée aux religieux. Du tout on pourra faire un précis et une décision, qui sera contestée ou non : si elle ne l'est pas, les pièces égarées ne seront plus à regretter ; si elle l'est au contraire, les dires et réquisitions des parties feront sans doute connaître, même sans pièces, ce qui est de vrai. » Amiens, 10 septembre 1744. — Procès-verbal par-devant le subdélégué de Saint-Valery, des dires des habitants de Routhiauville. 23 septembre 1744. — « Extrait de l'affaire des habitants de Routhiauville contre les religieux de Saint-Valery. » v. 1744. — Mémoire de M. Machart sur ladite affaire. Il estime que « les habitants de Routhiauville ont sur les molières contentieuses un droit fondé. » Saint-Valery, 20 février 1745. — Ordonnance de l'Intendant, qui déboute les prier et religieux de Saint-Valery de leur requête. Paris, 28 février 1745. — Requête des habitants de Routhiauville, à

l'Intendant, à fin du curage de leurs courses et fossés, dont l'état les expose aux inondations. 11 septembre 1772. — etc.

C. 1050. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1787-1790. — ROUVREL. — État des déboursés du syndic de Rouvrel pour 1787. — ROUVROY-LES-MERLES (Oise). — État des déboursés du syndic de Rouvroy pour 1787. — ROUVROY-EN-SANTERRE. — « État des arrérages de pensions dues par les fermiers du domaine de Rouvroy.... et que M. de Rabardet a chargé M. Longuecamp, procureur à Roye, de poursuivre, par sa lettre du 22 novembre 1788, — etc.

C. 1051. (Liasse.) — 2 pièces papier (1 imprimée).

1773. — ROYE. — « Mémoire présenté au conseil du Roi, par les maire et échevins de la ville de Roye, contre les officiers du bailliage de la même ville. » — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement pour la forme des élections des officiers municipaux de la ville de Roye, et l'administration des revenus patrimoniaux et d'octroi de ladite ville. » 11 septembre (impr. 10 p. in-4°.)

C. 1052. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1753-1757. — ROYE. — Réception de Jean-Charles de la Rouzée, à un des quatre offices d'inspecteur et contrôleur, dans le corps et communauté des cuisiniers et cabaretiers. Roye, 10 février 1753. Expédition du 9 décembre 1753. — Mémoire de M. Martinot, sur l'opposition faite par les maire et échevins de Roye, à la demande faite par le sieur de la Rouzée, en sa qualité d'inspecteur de la communauté des cuisiniers, tendant à ce que son fils soit exempté de la milice. Montdidier, 26 mars 1754. — Lettre de l'Intendant à M. Hannique, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. Amiens, 12 février 1755. — Réponse de M. Hannique à l'Intendant. M. d'Aligre a déjà rendu une ordonnance, le 29 mars 1754, qui a débouté le sieur Larouzée de sa demande. Roye, 20 février 1755. — Lettre de M. de Moras à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une requête du sieur de la Rouzée, qui réclame contre l'ordonnance de M. d'Aligre, qui oblige son fils à tirer à la milice. Paris, 16 juin 1755. — Réponse de l'Intendant à M. de Moras. Les maire et échevins de Roye avaient opposé à la demande du sieur de la Rouzée, « que, n'y ayant dans leur ville, ni maîtrise, ni jurande, pour aucun art ou métier, l'édit du mois de février 1745 ne pouvait point y avoir d'effet. » Ce

moyen ne lui semble pas suffisant, et il estime que le sieur de la Rouzée aurait dû être maintenu dans ses privilèges. « Je n'ai appris et je ne présume aucunes raisons particulières qui aient pu porter M. d'Aligre à décider au contraire, si ce n'est que ces exemptions sont fort multipliées, rendent les charges publiques bien plus pesantes aux pauvres qui n'ont pas le moyen de s'en libérer, et font l'objet continuel de leurs plaintes mais ces raisons ne détruisent point les privilèges, qu'il a plu au Roi d'accorder, moyennant une finance qui a été payée sous cette condition, et ne peuvent qu'engager à les restreindre dans leurs justes bornes. » (Cette dernière phrase, en marge, est d'une autre main.) Amiens, 12 mars 1756. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements, sur une requête du sieur de la Rouzée au contrôleur général, se plaignant « de ce qu'au moindre passage de troupes par Roye, les officiers municipaux de cette ville le chargent de logement de gens de guerre, quoiqu'il en soit exempt, en vertu de l'office dont il est revêtu... C'est sur le fondement de ce privilège, que M. le contrôleur général a décidé au mois d'avril dernier, que le fils aîné du sieur de la Rouzée devait être dispensé du tirage de la milice. » Paris, 1^{er} décembre 1756. — Mémoire de M. Hannique à l'Intendant, sur ladite affaire, et lui envoyant la réponse des maire et échevins de Roye. « Il est certain que le suppliant n'a jamais fait aucune fonction dudit office, et ce d'autant plus qu'il n'y a en cette ville, ni maîtrise, ni jurande. » Roye, 28 décembre 1756. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que le sieur la Rouzée sera exempt du logement des gens de guerre aussi longtemps qu'il sera pourvu desdits offices. Amiens, 29 janvier 1757, — etc.

C. 1053. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1766-1771. — ROYE. — Lettre de M. Billecocq, lieutenant général, à l'Intendant, au sujet d'un mémoire qu'il a envoyé au contrôleur général, « pour obtenir quelques grâces de la cour, et je demande ces grâces, à cause des services que mes ancêtres ont rendus à leur patrie, dans toutes les charges de judicature qu'ils ont possédées. J'observe en outre que l'aïeul d'un de mes grands oncles a été annobli par Louis XIV en 1653, pour avoir, dans un temps de crise, défendu la ville de Roye, et donné, par ce moyen, le temps à l'armée royale de s'assembler. » Roye, 21 mai 1766. — Lettre du duc de la Vrillière à l'Intendant, lui envoyant le procès-verbal d'élection du maire de Roye, le priant de lui désigner celui qu'il estime le

plus capable parmi les trois sujets proposés. Versailles, 3 juillet 1771. — Réponse de l'Intendant à M. de la Vrillière. Il pense que le choix du Roi doit tomber sur M. Cathoire, qui a réuni le plus grand nombre de suffrages. Paris, 9 juillet 1771. — Lettre de M. de la Vrillière, à l'Intendant, lui envoyant l'ordonnance par laquelle le Roi a nommé M. Cathoire, ancien officier d'infanterie, maire de la ville de Roye. Versailles, 12 juillet 1771, — etc.

C. 1054. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1772. — ROYE. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville de Roye », sur ce que l'intention du Roi étant de donner la préférence aux hôtels-de-ville sur les particuliers, pour l'acquisition des offices municipaux créés par édit de novembre 1771, le prix desdits offices étant fixé à 10,500 l. pour la ville de Roye, bien que leur hôtel-de-ville ne soit pas en état de faire le rachat de ses offices municipaux, à cause de ses charges, arrêtant qu'il serait cependant offert au contrôleur général 5,000 l., pourvu que la ville soit autorisée à les emprunter. 23 juin. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux de Roye, leur marquant qu'il doute beaucoup que le contrôleur général accepte les 5,000 l., qui ne sont que la moitié de la finance à laquelle lesdits offices ont été taxés. 9 juillet. — Arrêt du conseil d'État, qui modère à 5,000 l. la finance desdits offices. Compiègne, 15 juillet. Expédition du 4 août. — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, lui demandant d'autoriser la ville de Roye à emprunter lesdites 5,000 l. Roye, 7 août. — Réponse de l'Intendant à M. Cathoire, lui marquant qu'il a autorisé ledit emprunt. 17 août. — Lettre de l'Intendant à M. Cathoire, lui mandant qu'il a autorisé la ville de Roye à « accepter l'offre faite par le sieur Goret, syndic-receveur de la ville, d'avancer les 5,000 l..... sans exiger aucun intérêt..... Un pareil désintéressement est bien louable, et me donne l'opinion la plus avantageuse du zèle patriotique du sieur Go et. Je vous prie de lui en témoigner tout mon contentement. » 27 août, — etc.

C. 1055. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1772-1774 — ROYE. — « Extrait du registre des délibérations de l'hôtel commun de la ville de Roye » ; attendu que, « malgré le soin que M. le maire se donne pour l'exécution des règlements de police, et le zèle avec lequel nous veillons à l'exécution desdits règlements, nos soins sont presque toujours sans

effet, par l'impossibilité où nous nous trouvons de découvrir les coupables », arrêtant d'établir un commissaire de police, et nommant Louis-François Gonnet auxdites fonctions. 8 mai 1772. Expédition dudit jour. — Requête des officiers municipaux de Roye à l'Intendant, à l'effet d'approuver ladite délibération. Mai 1772. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Roye, leur marquant que, « comme il s'agit d'établir une dépense annuelle et permanente, il convient que vous en demandiez l'agrément à M. le contrôleur général. » Amiens, 27 mai 1772. — Lettre de M. de Boullongne à l'Intendant, lui demandant son avis sur ladite affaire. « Les fonctions dont on veut charger ce commissaire ont dû être remplies jusqu'à présent par le procureur du Roi ; elles sont une dépendance essentielle de sa place... Je pense que les circonstances ne sont guère propres à permettre l'augmentation des charges des villes, et je ne doute pas que M. le contrôleur général ne s'y refuse absolument. » Paris, 24 juin 1772. — Lettre de l'Intendant au subdélégué de Montdidier, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. Paris, 1^{er} juillet 1772. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville de Roye. » Destitution du sergent de ville François Delaire, pour négligence dans son service, et insultes envers le maire. 20 mars 1773 ; et « Réponse à la requête présentée à Mgr. l'intendant d'Amiens, le 24 avril dernier, par François Delaire ci-devant sergent de ville. » 14 mai 1774, — etc.

C. 1056. (Liasse.) — 21 pièces papier (1 imprimée).

1773-1774. — ROYE. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville de Roye. » Délibération portant règlement pour l'administration municipale de ladite ville : un maire élu pour trois ans, deux échevins élus pour deux ans, quatre conseillers élus pour quatre ans, un procureur du Roi, un secrétaire-greffier et un syndic-receveur, élus chacun pour trois ans. Les élections faites à trois degrés : chacun des ordres de citoyens élisant un député, lesquels députés élisant dix notables pris, « un dans l'ordre ecclésiastique, un parmi les nobles et officiers militaires, un dans chaque juridiction, un parmi les commensaux de la maison du Roi, avocats, médecins et bourgeois vivant noblement, un dans la communauté des notaires et procureurs, deux parmi les marchands en gros, marchands détailliers, chirurgiens et autres exerçant une profession libre ou des arts libéraux, et deux parmi les laboureurs et artisans », lesquels notables chargés d'élire les officiers municipaux. Les élections municipales auront lieu la veille de la

Saint-Jean. La nomination des notables sera faite pour cinq ans, celle des députés pour un an. Nul ne pourra être député, qu'il ne sache écrire. Les officiers municipaux et notables pourront être continués dans leurs fonctions. 1^{er} juin 1773. — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, l'informant que, suivant le nouveau règlement, les notables de Roye l'ont continué dans les fonctions de maire, où le Roi l'avait précédemment nommé. Roye, 28 juin 1773. — Réponse de l'Intendant à M. Cathoire, maire de Roye, lui marquant que, « par l'article 1^{er} de l'édit du mois de novembre 1771, la nouvelle forme introduite dans l'administration des villes et communautés du royaume par les édits d'août 1764 et de mai 1765, a dû cesser d'avoir lieu, à compter du jour du nouvel édit, et que dans l'arrêt du Conseil du 14 août 1772, expédié pour autoriser le rachat des offices municipaux de Roye, et l'état de la cour qui m'a été envoyé, le corps municipal ne doit être composé que d'un maire, un lieutenant de maire, deux échevins, deux assesseurs, un procureur du Roi, un greffier et un receveur et contrôleur des octrois. Hâtez-vous donc de rectifier ces actes imprudents..., afin d'écartier le désagrément de les voir casser par un arrêt du Conseil, et de recevoir en même temps une sévère réprimande du ministre. » Amiens, 19 juillet 1773. — Réponse des officiers municipaux de Roye à l'Intendant, observant que « la ville étant rentrée dans le droit d'élire les officiers municipaux, le nom que porteront ces officiers semble indifférent, et que, si nous avons cru donner la préférence aux formalités introduites par les édits de 1764 et 1765, c'est que l'expérience nous en a fait sentir l'utilité. » Roye, 25 juillet 1773. — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, l'informant qu'il a convoqué une assemblée générale, et que le corps de ville est composé maintenant conformément à ses ordres. Roye, 1^{er} août 1773. — « Copie de l'acte des protestations signifiées à MM. les officiers municipaux, au sujet de la délibération de l'assemblée générale, portant nomination de plusieurs officiers, conformément à la lettre de Mgr. l'Intendant. » Août 1773. — Lettre des officiers municipaux de Roye à l'Intendant, relativement aux protestations faites par les officiers du bailliage de cette ville, sur de prétendues irrégularités dans la nomination faite le 29 juillet. » Roye, 2 août 1773. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux de Roye. Il a approuvé la délibération du 29 juillet, malgré les réclamations du procureur du Roi du bailliage. « Il

paraît, par quelques endroits de sa protestation, qu'il n'a pas lu avec attention l'édit de 1771. » Pour terminer ces contestations, qui occasionnent des frais à la ville, il leur demande un projet de règlement, pour l'administration de la communauté. 8 août 1773. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement pour la forme des élections des officiers municipaux de la ville de Roye, et l'administration des revenus patrimoniaux et d'octroi de ladite ville. » Un maire élu pour trois ans, un lieutenant de maire, élu pour deux ans, deux échevins et deux assesseurs, élus pour deux ans, de façon qu'il en sorte un chaque année, un procureur du Roi, un secrétaire-greffier, un trésorier-receveur et un contrôleur des octrois et biens patrimoniaux, élus pour trois ans : les maire, lieutenant de maire, échevins et assesseurs, élus le 23 juin par 14 députés, élus eux-mêmes par chacun des 14 corps et classes de la ville ; les autres officiers, élus par les premiers, le lendemain de la Saint-Jean. Les maire et lieutenant de maire ne pourront être continués. 11 septembre 1773 (impr. 10 p. in-4°.) — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, le remerciant dudit arrêt. 24 octobre 1773. — Lettre de M. Cathoire, maire de Roye, à l'Intendant, lui mandant que tous les corps de la ville, sauf les officiers du bailliage, seront soumis au nouveau règlement. Roye, 1^{er} avril 1774, — etc.

C. 1057. (Liasse.) — 24 pièces papier.

1636-1779. — ROYE. — « Déclaration du Roy du 20 décembre 1636, portant permission de lever des droits sur les communautés, pour payer les emprunts qui seront fait sur eux par Sa Majesté. » Expédition du 12 juillet 1666. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Roye, présidée par « Antoine Fraillon, Claude Billecocq, et Pierre Goulliart, eschevins dudit Roie, pour l'absence et destemption de M. Anthoine Berthe, maieur, pour cause du prest, et en vertu de l'ordonnance de Mgr. de Bellejaume, intendant général de la justice, en la province de Picardie. A esté représenté par ledit Fraillon, aux habitans de laditte ville estans en grand nombre, qu'il importoit présentement, de trouver moien pour parvenir à l'eslargissement et liberté dudit M. Antoine Berthe, maieur, M. Pierre Hennique et M. Cristofle Brunel, aussy détenus, en vertu de la susdite ordonnance, en la ville de Mondidier, à l'effect de quoy il convenoit trouver des adjudicataires, pour la perception de six deniers d'augmentation, sur chacun septier de grains, qui se venderont sur le marché dudit Roie », constatant que lesdits Berthe, Hennique et Brunel, ayant

déclaré se rendre adjudicataires d'un tiers de ladite somme, aucun des habitants dudit Roye, n'a voulu prendre les deux autres tiers, « estans restraints dans l'impuissance toutes notoire et misères dont ils sont accablée, pour la perte totale de leurs biens. » 3 septembre 1637. Expédition du 2 février 1673. — Ordonnance de Louis Le Maistre, sieur de Bellejaume, intendant, « sur la remonstrance à nous faictes par les habitans de la ville de Roye, et par M. Anthoine Berthe, maieur de laditte ville, Christophle Brunel et Pierre Hennique, amenez prisonniers, par nostre ordonnance, en cette ville de Mondidier, faulte d'avoir satisfaict au désir de Sa Majesté, pour le payement de l'emprunt auquel laditte ville de Roye a esté taxée, n'ayant moyen de trouver argent, pour la nécessité de laditte ville, ruinée de toute part, tant en la prise par les ennemis, que reprise par les armées de Sa Majesté, ayant aussi les habitans esté contrains payer la subsistance aux gens de guerres, qui ont esté en garnison l'espace de sept à huict mois dans laditte ville », ordonnant que ledit droit de 8 deniers sera mis en vente, à faculté de rachat. Montdidier, 5 septembre 1637. Expédition du 2 février 1673. — Procès-verbal d'adjudication de la ferme du droit de 8 deniers sur chaque setier de grains qui se vendent en la ville de Roye. 17 août 1660. — « Compte et estat que rend par-devant vous, MM. les maieur et eschevins de la ville de Roye, honorable homme Charles Le Tellier, maistre du Cheval Blanc, de laditte ville, héritier de feu maistre Charles Le Tellier, vivant controlleur des fortifications dudict Roye, son père.... de la recepte et despence, que ledict feu Le Tellier a faict, de ce qu'il a touché du droict de huict deniers sur le bled qui se vend par les forains, au marché de laditte ville », etc. En 1652, travaux à la porte Saint-Pierre, au bastion de la porte d'Amiens et aux murailles ; 850 l. de plomb, converties en balles à mousquets ; barrières, etc. XVII^e s. — Placet des officiers municipaux de Roye au Roi, demandant le maintien du droit de 8 deniers par setier de grains, dont jouit ladite ville, malgré les arrêts du Conseil des 21 mai et 3 juin précédents, qui ordonnent la suspension des droits sur les grains, attendu que ledit droit est trop minime pour nuire au commerce des grains, et leur est indispensable pour faire face aux charges de la ville. « Avant la suspension du droit de 8 deniers.... les revenus communs de la ville montaient par année de 7 à 8,000 l., et ses charges annuelles en logemens d'officiers militaires et autres, cens, rentes, gages, impositions et frais locaux, à 4,500 l. Il restait, pour

fournir à ses charges d'entretien des ponts et chaussées, murs des remparts, bâtiments et frais de toutes natures, 3,500 l. Dans l'état de suspension du droit de 8 deniers, il ne reste que 1,000 à 1,100 l., somme insuffisante pour les acquitter. En exécution de la déclaration du Roi du mois d'août 1770, les suppliants ont fait construire un corps de casernes pour le logement de la maréchaussée, dont la dépense a monté au-delà de 6,000 l. En vertu de l'édit de novembre 1771, ils ont fait en 1772, l'achat des offices municipaux, recréés par cet édit, pour une somme de 5,800 l. En la même année, sur l'ordre de M. l'Intendant, ils ont fait reconstruire un pont et les chaussées pavées des routes de Paris en Flandres et d'Amiens en Champagne, traversant cette ville, qui leur a occasionné une dépense de 3,600 l. L'arrêt du Conseil du 29 mars 1773, assujettissant les villes à fournir et entretenir les auditoires royaux et les prisons, il n'y avait point en cette ville d'auditoire qui appartient au Roi. On louait aux frais du domaine une salle du couvent des Minimes. Les suppliants, jaloux de se conformer aux dispositions de cet arrêt, se sont pourvus au Conseil, et en ont obtenu, le 22 mars 1774, un arrêt qui leur permet de faire reconstruire et agrandir l'hôtel-de-ville, en sorte qu'il puisse fournir un auditoire. » 1^{er} septembre 1775. — Placet des officiers municipaux de Roye au Roi, demandant l'établissement d'un octroi de deux sols par velte sur les vins, et d'un sol par velte sur le cidre et la bière, pour indemniser leur ville de la perte qu'elle éprouve par la suspension indéfinie du droit de 8 deniers sur les grains. 12 avril 1776. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville de Roye. » Délibération de l'assemblée générale des habitants de Roye, arrêtant de demander l'établissement dudit octroi. 6 juillet 1776. Expédition dudit jour. — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, appuyant ladite délibération. Roye, 8 juillet 1776. — Lettre de l'Intendant à M. Cathoire, l'informant que le droit sur les grains vient d'être rétabli par arrêt du Conseil, le priant d'assembler la communauté, pour savoir s'il n'y a pas lieu, par conséquent, de retirer la demande faite d'un octroi sur les vins, cidres et bières. Amiens, 22 juillet 1776. — « Ordonnance de M. l'Intendant, portant règlement sur la perception du droit de 8 deniers par setier de grains vendus dans les marchés de la ville de Roye. » 26 janvier 1779 (impr. affiche), — etc.

C. 1058. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1720-1790. — ROYE. — « État de ce que doit la ville et communauté de Roye, tant en principal qu'intérêts, jusqu'au 1^{er} avril 1720, pour reste des emprunts par elle faits, tant pour le service de l'État, que pour les besoins particuliers de ladite ville. » 2 octobre 1720. — État des revenus et charges de la ville de Roye. 11 avril 1723. — Id. 21 juillet 1746. — Id. 31 juillet 1746. — « État des revenus de l'hôtel-de-ville de Roye, tant en patrimoniaux qu'en octrois. » 1^{er} octobre 1757. — « État des revenus et des charges de l'hôtel-de-ville de Roye. » 26 septembre 1759. — Id. 16 juin 1763. — « État des recettes et dépenses des revenus patrimoniaux et d'octrois de la ville de Roye ». 10 août 1765. — Lettre du comte d'Orillac, chevalier de Saint-Louis, maire de Roye, à l'Intendant, lui envoyant ledit état, et lui proposant la suppression des charges de lieutenant de roi des villes, comme onéreuses et inutiles, et leur remplacement, dans toutes les villes qui n'ont point d'état-major militaire, par un maire commandant pour le Roi, « chargé de la police de la ville, de l'exécution des ordres du Roi. » Roye, 13 août 1765. — Compte des recettes et dépenses, rendu par Antoine Goret, trésorier-receveur des revenus communs, patrimoniaux et d'octrois de la ville de Roye. 1773. — Id. 1774. — Id. 1775. — Id. 1778. — Id. par Pierre Fabignon. 1786. — Id. 1787. — Id. 1789. — Id. 1790. — « État sommaire des revenus et charges de la ville de Roye. » 1^{er} octobre 1773. — Id. 1^{er} avril 1776. — Id. 1^{er} septembre 1777. — « État des rentes constituées sur emprunts faits par les officiers municipaux de Roye, affectées et hypothéquées sur les revenus patrimoniaux appartenant à ladite ville. » Roye, 18 octobre 1775, — etc.

C. 1059. (Liasse.) — 11 pièces papier (2 plans).

1767. — ROYE. — « Plan où était ci-devant le bastion servant de marché pour les bestiaux. » — Requête de François Delaire à l'Intendant, à l'effet d'autoriser une délibération de l'échevinage de Roye, qui lui concède le droit d'agrandir sa maison au-dessus d'un passage public, dans ladite ville. 28 mars. — Lettre du comte d'Orillac à l'Intendant, lui recommandant ladite requête. Roye, 28 mars. — Lettre de l'Intendant à M. de l'Averdy, soumettant ladite délibération à son autorisation. Amiens, 31 mars. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général a approuvé ladite délibération. Paris, 29 avril. — « Croquis des maisons de la porte d'Amiens de la

ville de Roye. » — Lettre de M. Gaulière à l'Intendant, lui observant : « 1° Je ne vois pas qu'il y ait aucun terrain vague dont on ait pu faire la concession ; 2° le prétendu sieur Delaire est un sergent de ville protégé, qui ne mérite aucunement la qualité de sieur ; 3° il y a inutilité de concéder ni d'aliéner aucun terrain à Delaire ; 4° il me paraît étonnant que vous n'ayez pas été consulté, Monsieur, sur cet objet. » Il démontre en outre les inconvénients qu'il y a à autoriser l'établissement d'une chambre au-dessus d'un passage public. Roye, 14 mai. — Réponse de l'Intendant à M. Gaulière. Le contrôleur général ayant approuvé la délibération des notables de Roye, il y a lieu de prévenir Delaire qu'il peut lever l'arrêt qui a été rendu à cet égard. Paris, 16 mai. — Note à M. d'Hesbon. « Il y a un peu de confusion dans cette affaire : la lettre de M. de Courteille parle d'un terrain vague, la première que j'ai écrite à M. Gaulière en parle aussi. Dans ma seconde, on dit que ce n'est plus un terrain vague mais le haut d'un passage, ce qui est vrai, pour unir ensemble deux maisons séparées par une rue. C'est une chose faite, l'arrêt est expédié, ainsi il ne faut plus y revenir. Mais j'observe que la délibération des notables... n'est pas jointe, que le maire seul a écrit pour ce de Laire, qu'on l'a cru sur sa parole, sans faire part au subdélégué de cette demande, ce qui aurait été plus régulier ; enfin qu'un bâtiment en l'air sur un chemin public peut avoir des inconvénients, surtout lorsque c'est un particulier qui en est chargé, et non la ville. Ces observations serviront pour l'avenir. » 20 mai, — etc.

C. 1060. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1751-1773. — ROYE. — « Copie de la permission accordée par Mgr. d'Argenson, ministre, le 12 mars 1751, pour démolir le bastion de la porte d'Amiens et les deux tours » des portes de Paris et d'Amiens. Versailles, 31 août 1751. — « Copie de la lettre de M. de Paulmy, ministre de la guerre. Permission de faire cultiver les fossés de la ville de Roye en jardins potagers. » Versailles, 23 décembre 1757. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel commun de la ville de Roye », au sujet de l'annulation par l'Intendant de la concession de divers terrains provenant des fossés, revers de remparts et courtines, à divers particuliers, par bail emphytéotique. 21 juillet 1759. — Mémoire des officiers municipaux de Roye sur ladite affaire. « Il y a quatre ans, que les remparts inégaux et raboteux ne pouvaient servir de promenades : quelques arbres plantés au hasard, sans ordre et sans goût,

formaient un coup d'œil disgracieux : les avant-fossés ou revers de ces remparts, toujours chargés d'immondices, ne produisaient que des horties. Les murs étaient sans couronnement ou en brèche, les portes démolies, et les fossés pleins de ronces. Le corps de ville s'occupa d'abord de l'aplanissement des remparts, les fit planter en ormes, et y planta des bancs pour l'utilité des citoyens. Ensuite il s'employa aux réparations des murs entièrement délabrés..... Les habitants de Roye manquent de légumes, manquent de fruits : ces légumes et ces fruits sont tirés ordinairement des villes de Montdidier, Clermont, Compiègne, Laon et Noyon. Outre l'altération qu'ils souffrent dans le transport, leur achat en augmente le prix, par le double profit qu'il faut faire, et forme une contribution d'autant plus désavantageuse, que le commerce n'est pas respectif. Pour obvier à ces inconvénients, les maire et échevins ont demandé au Roi la permission de réduire les fossés à usage de jardins potagers. » 23 juillet 1759. — Lettre du comte d'Orillac à l'Intendant, à l'effet de faire des baux à longue durée, à ceux qui ont entrepris le défrichement des fossés de la ville. Roye, 27 mai 1767. — Lettre de M. Cathoire, maire de Roye, à l'Intendant, au sujet d'un mur de soutènement à construire entre le jardin du collège et le rempart. Roye, 14 octobre 1772. — Requête des maire et échevins de Roye à l'Intendant, pour la construction dudit mur. 1^{er} novembre 1772. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise ladite construction. 15 novembre 1772. — « Réponse des maire et échevins de la ville de Roye, à une requête présentée à Mgr. l'Intendant, le 19 juin 1773, par le nommé Paul Carpentier, serrurier de ladite ville », pour travaux supplémentaires faits aux portes en forme de grilles. Roye, 3 juillet 1773. — Mémoire de M. Gaulière, estimant qu'il y a lieu de débouter Carpentier de sa demande. Roye, 6 juillet 1773, — etc.

C. 1061. (Liasse.) — 9 pièces papier (4 plans).

1764-1770. — ROYE. — Requête des maire et échevins de Roye à l'Intendant, exposant que le clocher de l'église Saint-Gilles a été reconstruit, en vertu d'une assemblée des paroissiens, qui n'a pas été tenue à l'hôtel-de-ville, de laquelle ils ont ignoré, défaut d'autant plus fâcheux que ledit clocher a été reconstruit de façon à ne pouvoir subsister longtemps. Ils demandent qu'il soit fait défenses de tenir à l'avenir aucunes assemblées qui intéressent la ville, ailleurs qu'à l'hôtel-de-ville, que celles qui ont été tenues ainsi

irrégulièrement soient annulées, et ledit clocher visité par experts. 3 août 1764. — Mémoire de M. Gaullière, sur ladite affaire. « Les véritables motifs de cette requête, sont la gloire du maire, et l'entêtement de Boitel et de Chevalier. La gloire du maire est de dominer sur les trois faubourgs, comme sur l'intérieur de la ville : il ne veut pas reconnaître les syndics que M. l'Intendant a nommés d'office dans les faubourgs. Je suis même informé qu'il a défendu à tous les habitants des trois faubourgs d'obéir à leurs syndics, leur disant qu'ils n'avaient d'ordres à recevoir que de lui ; c'est de là qu'il argue de nullité les assemblées qui ont été faites à Saint-Gilles en 1762 et en 1763, en ma présence, à la diligence du syndic..... On ne lui discute pas le droit de convoquer les assemblées de la commune et d'y présider ; mais pour les assemblées des faubourgs, il est d'usage qu'elles se font sur la convocation de leurs syndics, par les ordres de M. l'Intendant, qui les adresse à son subdélégué à Roye. » Il estime qu'il y a lieu de mettre à néant ladite requête. Roye, 16 août 1764. — Lettre de l'Intendant à M. Gaullière, le priant de faire savoir aux suppliants que leur demande, tendant à faire visiter le clocher de Saint-Gilles par experts, est prématurée ; ce sera à l'entrepreneur à la demander, quand il aura achevé l'ouvrage. 19 août 1764. — Requête des maire, échevins, conseillers et notables de Roye au contrôleur général, exposant que « cette ville est située au confluent des deux grandes routes de Paris en Flandre et d'Amiens en Champagne ; ses portes ne se ferment point, ce qui laisse au voyageur la liberté de la traverser à toutes heures ; ses rues, très fréquentées par les passages de la poste, des diligences, carrosses et voitures publiques, sont étroites : l'habitant et les étrangers, qui marchent le soir, sont exposés à des dangers fréquents, faute de lumière. Il serait possible de remédier à cet inconvénient, par l'établissement de 50 lanternes publiques, qui seraient entretenues aux frais de la ville, dans les rues et chaussées de passages, s'il plaisait à Sa Majesté d'en accorder la permission aux suppliants. On estime la première dépense de l'établissement à une somme de 500 l., et celle annuelle d'entretien et fourniture de chandelles, pendant les nuits obscures de l'hiver, c'est-à-dire depuis le mois d'octobre, jusqu'à la fin de mars, à 400 l. » 31 octobre 1765. — « Plan et distribution du sieur Riquier, pour le casernement de la maréchaussée dans l'ancienne écurie des gardes du Roi. » v. 1770. — « Plan des officiers municipaux dans le premier étage. » v. 1770. — « Plan des prisons royales et des casernes de la

maréchaussée à construire en la ville de Roye. » 7 septembre 1770, — etc.

C. 1062. (Liasse.) — 72 pièces papier (12 plans).

1766-1778. — ROYE. — Procès-verbal des officiers du bailliage de Roye, constatant que, s'étant transportés dans leur auditoire ordinaire pour y tenir leurs audiences, « avons trouvé les tapisseries dudit auditoire détendues, les boiseries en partie enlevées, et plusieurs ouvriers occupés à casser le plafond, enlever les poutres et démolir un des gros murs ; le sieur Gorest, inspecteur des ouvrages de la ville, donnait des ordres à ces ouvriers, et guidait leurs ouvrages. Nous avons demandé audit sieur Gorest d'où provenait tout ce désordre, et pourquoi l'on faisait ces démolitions. Ledit sieur Gorest nous a répondu que ce bâtiment était l'hôtel commun de la ville, dont partie avait été louée au Roi pour servir d'auditoire, qu'il y faisait travailler par l'ordre des sieurs maire et échevins, que dans l'abord, il n'avait été question que de réparer le beffroi et les couvertures du bâtiment, ce qui cependant était un objet de plus de mille écus de dépense ; mais que tout récemment, on venait de découvrir qu'un des gros murs, n'étant retenu par aucune ancre, s'était considérablement déversé, que les poutres étaient toutes pourries, et que le danger s'était trouvé si pressant, qu'il avait fallu sur-le-champ mettre des ouvriers à démolir ; qu'au surplus il ignorait comment on parviendrait à rétablir les choses dans leur premier état, faute de deniers en caisse..... Et, en effet, ayant examiné les choses de près, nous avons reconnu le péril..... Comme dans le vrai, notre auditoire ordinaire n'était qu'un lieu emprunté aux sieurs maire et échevins, attendu la ruine totale depuis plus d'un siècle de l'auditoire royal, qui auparavant était sur l'une des portes de la ville, aujourd'hui détruite....., que le Roi est dans le cas de nous fournir un auditoire pour administrer la justice à ses sujets, et que nous n'avons aucun endroit où nous puissions actuellement tenir nos audiences, nous avons arrêté qu'il serait dressé procès-verbal, pour être envoyé à Mgr. le vice-chancelier et à Mgr. le procureur général, pour qu'il y soit pourvu. » 15 septembre 1766. — Lettre des officiers du bailliage de Roye à l'Intendant, l'informant que l'hôtel-de-ville de Roye, où ils tenaient leurs audiences, depuis la démolition de la porte d'Amiens, au-dessus de laquelle était leur ancien auditoire, menace ruine, « et que c'est par un heureux hasard que nous n'avons point été écrasés. » Ils réclament son appui pour obtenir du Roi un nouvel

auditoire. Roye, 17 septembre 1766. — Lettre de M. de Maupeou à M. d'Invaux, intendant, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. Compiègne, 18 septembre 1766. — Mémoire des officiers du bailliage de Roye, où ils observent, entre autres choses, qu'« il est à supposer, qu'au moment même que le lieu des audiences a été transporté dans une des salles de l'hôtel-de-ville, les prisons ont également été transportées dans un endroit particulier, que les maire et échevins disent appartenir à l'hôtel-de-ville. Ce qu'il y a de sûr, c'est que ces prisons sont autant éloignées de l'hôtel-de-ville que de l'ancien auditoire. Dans cette salle de l'hôtel-de-ville, où les officiers du bailliage ont depuis longtemps tenu leurs audiences, il n'y avait ni chambre du conseil, ni parquet ; et dans les prisons, ni chapelle, ni chambre de question ; les procès par écrit se jugeaient chez le lieutenant général ; les communications des causes se faisaient chez l'avocat ou le procureur du Roi ; les prisonniers n'entendent point de messe, et les interrogatoires des accusés se prenaient dans une chambre de prisonniers. » Ils proposent un arrangement avec la ville, pour la construction, sur l'emplacement de l'ancien hôtel-de-ville facilement agrandi, d'un édifice commun au bailliage et à l'hôtel-de-ville. 18 septembre 1766. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire, par lequel les officiers municipaux de Roye « demandent que, pour indemniser cette ville du logement qu'elle fournit gratuitement dans l'hôtel commun aux officiers des différentes juridictions royales, il plaise à Sa Majesté faire remise à cette ville d'une rente de 600 l., qu'elle devra au domaine après le décès de M^{me} de Croze, ci-devant engagiste à vie du droit de péage du pont Saint-Gilles, auquel engagement la ville a été subrogée par un arrêt du Conseil du 29 avril 1749. Paris, 1^{er} octobre 1766. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, le priant de faire chercher à Roye une maison convenable, pour permettre aux officiers royaux de tenir provisoirement leurs audiences. Courteille, 10 novembre 1766. — Réponse de l'Intendant à M. de Courteille, au sujet de la rente de 600 l., dont la ville de Roye demande la remise. « Il y a effectivement très longtemps que les officiers du siège royal tiennent leurs audiences dans une des salles de l'hôtel-de-ville. On voit par les comptes des revenus patrimoniaux, que l'on portait en recette une somme de 25 l. pour le loyer annuel de cette salle : mais il y a tout lieu de croire que cette somme n'a jamais été acquittée, puisqu'on en a toujours fait remise au comptable dans le chapitre

des reprises. Il paraît assez difficile actuellement, de constater par quelles raisons la ville en a été privée ; mais dans aucun cas, je ne pense pas qu'il y ait lieu de faire ici compensation d'un objet avec l'autre. » Paris, 26 novembre 1766. — Lettre de M. de l'Averdy à l'Intendant, l'autorisant à louer, pour servir aux audiences du bailliage, le grand réfectoire des Minimes de Roye, à raison de 150 l. de loyer annuel, et à y faire les aménagements nécessaires, jusqu'à concurrence de 197 l. Versailles, 31 décembre 1766. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, le priant d'informer les officiers municipaux de Roye, que le contrôleur général avait décidé que leur demande en remise des 600 l. de rente n'était pas bien fondée. Paris, 21 janvier 1767. — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une mémoire des officiers du bailliage de Roye, qui prétendent qu'il ne leur est pas possible de demeurer plus longtemps dans le réfectoire des Minimes, à cause des difficultés qu'ils y éprouvent journellement, et demandent un autre auditoire. « Vous observerez que le domaine n'est nullement en état de faire la dépense d'une construction à neuf, et qu'il faut de nécessité attendre un temps et des circonstances plus favorables. » Paris, 1^{er} juin 1768. — « Procès-verbal de visite des prisons et cachots de Roye, à l'occasion de bris desdits cachots », d'où il résulte que lesdites prisons sont insuffisantes, malsaines et peu sûres. 10 juin 1768. — Lettre de M. Cochin à l'Intendant. Il reconnaît la nécessité de loger plus commodément le bailliage de Roye, et l'inconvénient de l'éloignement des prisons du lieu des séances. La caducité de l'hôtel-de-ville, qui contient aussi le magasin à sel, forcera bientôt la ville à le réparer. Il pense, comme lui, qu'on pourrait concilier ces différents besoins, et qu'en se bornant au strict nécessaire, la dépense n'en serait pas considérable. On pourrait la diviser par quarts, « dont un serait supporté par le domaine, le second par la ville, un troisième par les fermiers généraux, et le quatrième serait imposé sur tous les justiciables du bailliage. » Il désirerait que la ville demeurât chargée de l'entretien des bâtiments, sauf en cas de reconstruction. Il lui demande son avis sur toutes ces idées. Paris, 11 octobre 1768. — Lettre de M. Gaullière à l'Intendant, lui donnant les renseignements demandés par M. Cochin. Roye, 13 décembre 1768. — « Devis estimatif de la dépense, pour la reconstruction de l'hôtel-de-ville de Roye, suivant les plans levés par nous, Pierre Dercheu et Valentin Nancelle, entrepre-

neurs ordinaires de bâtiments, experts à ce choisis. » Roye, 17 mai 1770. — Plan de la grande place de Roye et des rues avoisinantes, avec le nouvel alignement projeté pour l'hôtel-de-ville. v. 1770. — Plans et élévations du nouvel hôtel-de-ville de Roye. v. 1770. — « État estimatif de la dépense, pour la construction à neuf des prisons royales en la ville de Roye, dans l'intérieur de la cour des casernes de ladite ville, fait par nous, Valentin Nancele, maître maçon, et Joseph Boulnois, maître charpentier, experts choisis par MM. les maire et échevins de la ville. » Roye, 1^{er} septembre 1770. — Requête des officiers municipaux de Roye au contrôleur général, à l'effet d'être autorisés à faire reconstruire par économie leur hôtel-de-ville, y compris un auditoire et des prisons royales, à faire avancer lesdits bâtiments sur la grande place et la rue de Paris, à exproprier le terrain et les bâtiments appartenant aux veuve et héritiers Clocquemant, et pour suffire aux frais desdites constructions, à faire tous les emprunts nécessaires. 9 septembre 1770. — « Copie d'une lettre écrite à M. le procureur général, par le procureur du Roi de Roye », se plaignant de n'avoir plus de nouvelles du projet de reconstruire l'hôtel-de-ville de Roye, en y joignant un auditoire et les prisons royales, ledit projet arrêté au Conseil. 25 janvier 1772. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant ladite lettre, et lui marquant que le bien public et la sûreté des citoyens exigent qu'on fasse travailler le plus tôt possible à la reconstruction de l'auditoire et des prisons. Paris, 28 janvier 1772. — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, lui marquant qu'il n'est pas possible de retarder plus longtemps la décision de cette affaire. Paris, 20 mars 1772. — « Mémoire au sujet d'une commission donnée au soussigné, pour examiner un projet de construction dans la ville de Roye », par M. Jumel Riquier. Il indique plusieurs moyens de fournir aux différents services, sans nécessiter la dépense d'une reconstruction totale de l'hôtel-de-ville. Amiens, 25 mai 1772. — « Projet pour la prison de la ville de Roye », par Jumel Riquier. Amiens, 3 juin 1772. — « Devis des ouvrages à faire en réparations et additions, aux prisons royales de la ville de Roye », par M. Jumel Riquier. Amiens, 5 juin 1772. — « Appréciation des ouvrages à faire en réparations à la maison de ville de Roye », par M. Jumel Riquier. Amiens, 6 juin 1772. — « Devis des réparations à faire à la maison de ville de Roye », par M. Jumel Riquier. Amiens, 6 juin 1772. — Lettre de M. Cathoire, maire de Roye, à l'Intendant, lui envoyant et soumettant à son approbation les plans et mémoires

des réparations à faire à l'hôtel-de-ville, en vertu de l'arrêt du Conseil du 29 mars 1773, qui ordonne que les villes seront à l'avenir obligées à leurs réparations et constructions, ainsi qu'à celles des prisons royales. Roye, 22 juillet 1773. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, le priant de terminer promptement ladite affaire. Versailles, 25 septembre 1773. — « Extrait du registre aux délibérations du corps et communauté des habitants de la ville de Roye », arrêtant que le Roi serait « très humblement supplié d'agréer l'offre que fait le corps des officiers municipaux de Roye, de faire reconstruire, aux frais des revenus communaux de ladite ville, les bâtiments » de l'hôtel-de-ville en état d'être réoccupés à l'usage d'auditoire royal, et à cet effet, de les autoriser à faire l'emprunt d'une somme de 12, 000 l. 9 octobre 1773. — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, lui envoyant ladite délibération. Roye, 12 octobre 1773. — Arrêt du conseil d'État, qui approuve la délibération des habitants de Roye du 9 octobre 1773, et autorise lesdits travaux à l'hôtel-de-ville. 22 mars 1774. Expédition du 25 avril 1774. — Lettre de M. Cathoire, maire de Roye, à l'Intendant, lui proposant d'acheter, pour les travaux de l'hôtel-de-ville, les matériaux provenant de la démolition d'un bâtiment du couvent des Cordeliers de ladite ville, ou d'un bâtiment des Minimes, qui se trouve dans le même cas, si ceux-ci sont meilleur marché. Roye, 15 avril 1774. — Lettre de l'Intendant à M. Cathoire, l'autorisant à faire ladite acquisition. 22 avril 1774. — « Extrait des registres aux délibérations de l'hôtel commun de la ville de Roye. » Délibérations de l'assemblée générale des habitants de Roye, vu « les preuves constantes qu'ont tous les habitants du zèle, de l'intelligence et de la vigilance qu'apportent MM. les officiers municipaux, pour porter l'administration des revenus à sa plus haute perfection, divers ouvrages exécutés sous leurs yeux et à leurs soins, par économie, ayant été faits avec la plus grande solidité, et cependant la dépense n'en ayant monté qu'à des sommes très inférieures aux estimations qu'en avaient fait des entrepreneurs, étant la preuve complète du fruit de leur zèle, ce qui les a mis en état de faire construire : 1° en 1771, le bâtiment des casernes, ordonné pour le logement de la maréchaussée ; 2° en 1772, de faire l'achat des offices municipaux ; et 3° en 1773, la reconstruction de la chaussée et du pont de Saint-Médard et autres ouvrages importants, sans néanmoins avoir été obligés de recourir à la voie de l'emprunt », arrêtant unanimement de demander l'autorisation de faire les travaux de leur

hôtel-de-ville par économie. 25 avril 1774. Expédition dudit jour. — Requête des officiers municipaux de Roye à l'Intendant, à l'effet d'approuver ladite délibération. 1774. — Note sur ladite demande. Bien qu'il soit dans l'usage de faire toujours faire par adjudication les travaux autorisés par le Conseil, parce qu'« une adjudication constate toujours d'une manière plus claire et plus précise l'objet de la dépense, qu'une exécution par économie, qui est susceptible de plusieurs abus », cependant « ces abus ne règnent pas partout, et particulièrement à Roye, où les officiers municipaux viennent de faire construire par économie un corps de casernes pour la maréchaussée, à l'applaudissement du public. M. l'Intendant les a pareillement autorisés à faire exécuter par économie d'autres ouvrages importants, dont la dépense a été fort modérée, d'après les soins qu'ils ont pris pour faire des approvisionnements de matériaux, et veiller avec exactitude à l'emploi de la main-d'œuvre. » Il y a donc lieu de les autoriser à faire lesdits travaux par économie. 24 juin 1774. — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, lui demandant l'autorisation de faire par économie des réparations urgentes aux prisons de Roye. Roye, 29 août 1778. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel-de-ville de Roye. » Délibération de l'assemblée générale des habitants de Roye, arrêtant de faire lesdites réparations aux prisons. 29 août 1778. — Procès-verbal de visite des réparations à faire aux prisons de Roye. 29 août 1778. — Plan de la place et des prisons de Roye. 29 août 1778. — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, au sujet des réparations à faire aux prisons de Roye. Roye, 2 septembre 1778. — Lettre de l'Intendant à M. Cathoire, lui mandant que l'économie avec laquelle a été faite la reconstruction de l'hôtel-de-ville, le portera bien certainement à proposer au Conseil l'approbation du projet de restauration des prisons, mais lui en demandant un devis et un détail estimatif. Amiens, 3 octobre 1778. — Lettre de M. Cathoire à l'Intendant, lui envoyant les plans, devis et détail estimatif des réparations à faire aux prisons. Roye, 14 octobre 1778. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, l'informant que le Conseil a, le 25 novembre précédent, rendu un arrêt, qui autorise les officiers municipaux de Roye à faire exécuter les travaux qu'ils demandent aux prisons, au corps de garde et à la halle au poids. Paris, 12 décembre 1778, — etc.

C. 1063. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1767-1775. — ROYE. — « Copie d'un mémoire adressé de la ville de Roye à M. le

contrôleur général, le 18 novembre 1767. » Plaintes relatives à la contrainte exercée envers des particuliers, pour les forcer à vendre leurs blés au marché. « M. Lescalopier, conseiller d'État, a une terre près cette ville. Personne n'a des vues plus étendues et plus lumineuses que lui sur la partie de l'agriculture et le commerce du blé. Il a d'ailleurs une parfaite connaissance du local. Il a trouvé le moyen de ne pas avoir un pauvre dans sa paroisse. » — Lettre de M. Prévost à l'Intendant, l'informant que « M. Cadet et son élève sont arrivés en cette ville, le 24 du mois dernier : ils y sont restés trois jours, pour préparer l'analyse qu'ils doivent faire de nos eaux minérales. M. Cadet nous a promis d'y travailler incessamment avec M. de la Sone. Malgré la façon généreuse dont il a agi, les frais de voyages et les faux-frais pour faire les expériences... se monteront environ à cent écus ; indépendamment de cette dépense, nous avons été dans le cas de murailler et paver un petit bassin à cette source. M. Cadet nous a dit qu'il serait encore à propos d'en faire autant à un avant-bassin, dont l'eau communique à celle du premier. » Il lui demande s'il ne serait pas possible d'indemniser de ces dépenses la ville, déjà obérée par de nombreuses charges. Roye, 3 août 1770. — Lettre de l'Intendant à M. d'Ormesson, lui demandant de l'autoriser à prendre sur les fonds libres de la capitation une somme de 300 l., pour indemniser la ville de Roye desdites dépenses. Amiens, 15 août 1770. — Réponse de M. d'Ormesson à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général consent à ce que lesdites 300 l. soient délivrées à la ville de Roye. Paris, 21 août 1770. — « État général de la dépense faite, à la diligence et sous les ordres des maire échevins de la ville de Roye, à la source d'eau minérale découverte sur la banlieue de cette ville, au village de Saint-Mard. » Roye, 6 septembre 1770. — Requête des laboureurs de la banlieue de Roye à l'Intendant, se plaignant des dégâts que des maraudeurs font dans leurs terres, demandant que la brigade de maréchaussée de Roye soit employée à la garde desdites terres, moyennant 300 l. qu'ils s'engagent à lui payer. Roye, 8 avril 1774. — Lettre de l'Intendant à M. Cathoire, maire de Roye, au sujet de la requête précédente, qui lui paraît susceptible de plusieurs inconvénients. Il vaut mieux que les laboureurs fassent choix de deux particuliers, pour remplir les fonctions de gardes messiers. 12 avril 1774. — Mémoire des officiers municipaux de Roye, sur ce que, « informés par M. de Vignereuil, maire de la ville de Montdidier, que sa-

medi dernier, jour de marché de ladite ville, le menu peuple et les habitants des villages voisins s'étaient attroupés seditieusement, avaient pillé et enlevé les blés resserrés dans différents greniers, et que notre ville était menacée des mêmes incursions ; informés aussi que la ville de Noyon avait essuyé beaucoup de troubles à l'occasion des blés, que le même jour de samedi dernier, le marché de cette denrée y avait été et contraint et très tumultueux, et enfin que ces excès, et le bruit de ceux commis dans les villes plus éloignées, causaient une fermentation générale parmi les gens de la campagne, les excitaient à s'ameuter, et même à penser que, se rendant dans cette ville en un nombre capable d'intimider, ils auraient des blés à un prix bien inférieur à celui qu'ils ont dans le commerce ordinaire, ou la facilité de s'en emparer, sans bourse délier. Nous nous sommes persuadés que ces circonstances exigeaient de nous que nous prissions des mesures pour la conservation du bon ordre, des blés resserrés en cette ville... Nous avons, dès hier au soir, cru devoir faire battre les tambours en dedans et au dehors de la ville, pour informer les citoyens des dangers dont ils étaient menacés... Nous avons d'ailleurs pensé que les bruits de ces tambours, répandus au loin dans le silence de la nuit, annonceraient aux habitants des campagnes voisines, les précautions que nous prenions pour la sûreté commune, ou extirperait en eux le germe de la sédition, ou en suspendrait le cours, par la crainte qu'ils auraient que leurs efforts et leurs attroupements ne fussent impuissants. L'effet a en partie répondu à notre attente : nous avons eu la satisfaction de voir tous les ordres des citoyens se réunir et concourir au soutien de la cause publique et du bon ordre. Dès et pendant le cours de la nuit, M. le maire a fait faire les gardes et patrouilles les plus exactes dans la ville, les faubourgs et les environs, pour s'assurer s'il n'entraît personne qui put être suspect ; et à cinq heures du matin, tous les citoyens assemblés ont été réunis en différentes troupes, dispersées dans différents endroits, où ils pourraient être plus nécessaires, notamment à chacune des portes de la ville. Nous avons néanmoins retenu quelques corps particuliers postés sur la place, pour les porter et donner du secours où il en serait besoin. Neuf heures du matin n'étaient point encore sonnées, que nous nous sommes convaincus de la nécessité de ces dispositions : le peuple des campagnes, et voisines et éloignées à plus de six lieues à la ronde, arrivait de tous les côtés, et remplissait les chemins qui conduisent à la ville. Nous avons alors regardé comme important... de ne point laisser entrer cette

multitude, et de la contenir dans les faubourgs... on laissa seulement entrer les laboureurs et quelques autres particuliers connus et sûrs. Des laboureurs qui avaient des blés dans les resserres et dépôts publics s'étant la plupart présentés pour les mettre sur le marché, on leur a donné toutes les facilités et sûretés possibles... Cependant aucun laboureur, retenu apparemment par la crainte du pillage, n'a amené de nouveaux blés. L'heure du marché arrivée, nous avons cru que, dans ce moment critique, il convenait que les pauvres particuliers de la ville, à qui la fortune n'avait pas permis de se prémunir d'une quantité de blé, fussent d'abord fournis, de la quantité seulement que le pressant besoin exigeait qu'ils eussent. Les laboureurs se prêtèrent à ces arrangements... La quantité des blés exposés sur la place était peu considérable, ne suffisait pas à beaucoup près, et fut bientôt débitée. Le peuple de la ville, qui n'avait pas été fourni criait, celui des campagnes menaçait de forcer les portes, il fallut en laisser entrer une partie de plus de deux mille particuliers, qui se présentaient, et chercher les moyens d'apaiser leurs plaintes... Ces blés enlevés, il n'en restait plus que ceux appartenant à des marchands, et vendus pour l'approvisionnement de Paris ; la nuit approchait, et il était instant de n'en plus fournir... La circonstance que les citoyens étaient épuisés par la fatigue, et que nous étions menacés de nous voir assaillis de nouveau pour mercredi prochain, un des principaux jours de marché de cette ville,... et la nécessité d'une garde plus capable d'inspirer le respect et d'en imposer, nous ont portés à profiter de l'arrivée d'un bataillon du régiment de Navarre, et à en prier le commandant de nous laisser une cinquantaine de soldats pour ledit jour, jusqu'à deux heures de l'après-midi, à l'effet de contenir le peuple pendant la durée du marché, pour quoi nous leur ferions fournir à chacun une ration, et des voitures pour les conduire à Gournay, les mettre à portée de se joindre à temps au reste de la troupe... ce à quoi ledit sieur commandant a bien voulu se prêter. Mais ces secours ne sont que passagers et momentanés... Cependant nous sommes menacés que les marchés prochains seront très tumultueux », c'est pourquoi ils ont arrêté que copie des présentes serait adressée au maréchal de Muy, ministre de la guerre, et à l'Intendant, pour aviser ce qu'il appartiendra. Roye, 8 mai 1775. — Mémoire constatant que, grâce aux précautions prises par la municipalité de Roye, le marché du mercredi, 10 mai, s'est passé avec calme et tranquillité. 10 mai 1775. — Mémoire de M. Gaullière, estimant qu'il y a

lieu de débouter les habitants de Vrély d'une demande par eux faite, à l'effet d'être indemnisés des pertes qu'ils prétendent avoir souffertes dans les événements du 8 mai. Roye, 13 juin 1775, — etc.

C. 1064. (Liasse.) — 24 pièces, papier (1 plan).

1772-1789 — ROYE-SUR-MATZ (Oise). —

Adjudication par-devant Michel-Ambroise Caron, lieutenant de la justice de Roye-sur-Matz, de deux pièces de terre appartenant à la communauté dudit lieu, au lieu dit Proche le bois Saint-Martin. 23 avril 1772. — Adjudication de 8 mines de terres labourables, des communes de ladite paroisse, au lieu dit les Hayes Borgnes. 3 mars 1774. — Requête à l'Intendant, par « les plus pauvres habitants de la paroisse de Roye-sur-le-Matz... au nombre de 80 ménages au moins, de 120 qu'il y a dans cette paroisse », se plaignant de ce que, depuis 15 ou 16 ans, il n'a été rendu aucuns comptes des deniers provenant des communes affermées, tandis qu'ils sont dans la dernière misère. 29 juin 1783. — Mémoire de M. Pucelle sur ladite affaire. « De ces plaintes il y a lieu de soupçonner que les officiers de la justice se partagent certains deniers du prix de l'adjudication, comme ceux des pots de vins, etc. Pour remédier à ces abus, vous pouvez ordonner que les adjudications de ces terres se feront par-devant un de vos subdélégués, en présence des habitants. » Montdidier, 24 août 1783. —

Ordonnance de l'Intendant, prescrivant la mise en adjudication desdites terres par-devant M. Pucelle, subdélégué à Montdidier, et ordonnant que les particuliers, qui se sont immiscés dans les précédentes adjudications, rendront incessamment compte de leur gestion. 27 août 1783. — Procès-verbal d'arpentage desdites terres. 13 septembre 1783. — Requête de plusieurs habitants de Roye-sur-Matz à l'Intendant, exposant que les communes dudit lieu « furent anciennement divisées et partagées entre les habitants, de sorte que chacun d'eux en avait pour son lot trois journaux un quart, ou environ.... Le nombre de ladite communauté s'étant augmenté et multiplié, ils firent des conventions, qu'au fur et à mesure que les parts vaqueraient par mort, les plus anciens mariés représenteraient les décédés ; et présentement l'usage d'entre eux est d'attendre la vingt-cinquième année de ménage accomplie. Lors du partage anciennement [fait], il en est demeuré vingt à vingt-deux journaux et plus, qui n'ont point entré dans ce partage,... de même que plusieurs parcelles attenantes lesdits lots, de manière qu'il s'en trouve peut-être plus de cinquante journaux de plus que lesdits lots, dont 20 journaux ou environ,

s'affermement tous les neuf ans... et le surplus desdites parcelles ont été prises par les voisins, au point qu'il s'en trouve un nombre, qui jouissent aujourd'hui de trois journaux et demi à quatre journaux, au lieu de trois un quart... en sorte que les suppliants se trouvent entièrement privés de la libéralité faite par ceux qui ont abandonné tous lesdits fonds au profit de ladite communauté. » Ils demandent à être reçus opposants à l'adjudication faite desdites terres : 13 septembre 1783. — Procès-verbal d'adjudication desdites terres, par-devant M. Pucelle. 14 septembre 1783. — État des déboursés du syndic de Roye-sur-Matz, pour 1786 et 1787. — Avis de la mise en adjudication de 19 journaux de communes de Roye-sur-Matz, pour le 26 avril 1789. — Procès-verbal d'adjudication desdits 19 journaux de communes, par-devant M. Pucelle. 26 avril 1789, — etc.

C. 1065. (Liasse.) — 22 pièces, papier (3 plans).

1723-1787. — RUE. — « État des revenus

patrimoniaux de la ville de Rue, et des octrois qui se perçoivent à son profit, ensemble des charges tant ordinaires qu'extraordinaires. » 1723. — État des revenus et charges de la ville de Rue. 17 juin 1746. — Id. 13 novembre 1777. — « Plan et arpentage du marais de Canterenne, près de Rue, en Picardie. » 1765. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, lui dénonçant un abus qui se pratique dans les communes de Rue, Favières, Morlaix, Nollette, Sailly-Bray, Ponthoile et Noyelle, et qui consiste en ce que « les habitants se permettent de tourber dans ces communes, et nuisent infiniment par là, tant aux pâturages qu'aux opérations du dessèchement de ce canton, dont l'administration de Mgr. le comte d'Artois s'occupe avec la plus grande activité dans ce moment. » Abbeville, 21 mai 1785. — Ordonnance de l'Intendant, qui interdit aux habitants desdits lieux d'extraire de la tourbe dans les marais communs, sans permission. 25 mai 1785. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, l'informant, qu'au préjudice de l'ordonnance précédente, les habitants de Lannoy (banlieue de Rue), et de Romaine (banlieue de Ponthoile), recommencent à tourber, et que, sous prétexte que ladite ordonnance n'a pas spécifié les villages de Villers-sur-Authie, Quend et Vercourt, on s'y permet ouvertement des entreprises du même genre. Il lui propose de faire arrêter sur les lieux les délinquants, à Lannoy et à Romaine, et à rendre une nouvelle ordonnance pour les villages de Villers, Quend et Vercourt, en y ajoutant la peine de la prison. Abbeville, 5 juin

1786. — Réponse de l'Intendant à M. Delegorgue. Il convient que la peine de la prison en imposerait plus aux populations, mais l'arrêt de règlement ne l'y autorise pas ; et ordonnance de l'Intendant, portant mêmes défenses pour les habitants de Villers, Quend et Vercourt. 23 juin 1786. — Procès-verbal dressé par Martin Facquet, garde des domaines du comte d'Artois, contre plusieurs particuliers de Rue et autres localités voisines, qui extrayaient de la tourbe dans les marais desdits lieux. 14 juillet 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui condamne les délinquants désignés audit procès-verbal, chacun en 500 l. d'amende, et ordonne que les tourbes ainsi extraites seront confisquées au profit des hôpitaux et des pauvres. 25 juillet 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, au sujet d'une délibération et d'une requête des principaux habitants de Rue, se plaignant d'entreprises faites sur leurs communes par plusieurs particuliers. 31 mai 1787. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, lui envoyant un procès-verbal pour fait de tourbage dans un marais de la banlieue de Rue, nommé depuis peu le marais Gorenflos et avant, marais de Flandre ou de Bretagne. Abbeville, 21 juin 1787. — Plans, coupes et élévations du presbytère de Rue. XVIII^e s., — etc.

C. 1066. (Liasse.) — 1 pièce papier (plan).

1781. — RUMIGNY. — Plan du presbytère de Rumigny. 14 mars.

C. 1067. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1764-1787. — SAILLY-LE-SEC. — Mémoire de M. Le Senne, sur une requête des nommés Claude Bled et Firmin Rouxel, receveurs des communes de Sailly-le-Sec, exposant « qu'ils ne peuvent parvenir à faire payer les adjudicataires desdites communes, et que, n'ayant aucuns deniers en caisse, ils se trouvent à l'impossible de payer de leur côté les vingtièmes des communes de ladite paroisse. » Doullens, 1^{er} mars 1764. — Procès-verbal de surenchère, sur la criée verbale, faite à Sailly-le-Sec, des ouvrages dont s'est chargée ladite communauté, pour l'excavation du canal royal de Picardie, dans l'étendue de ses communes, et du bénéfice qui pourrait en résulter, par le produit de la tourbe. 25 février 1780. — SAINS-MORAINVILLIERS (Oise). — État des déboursés du syndic de Sains-Morainvilliers pour 1787, — etc.

C. 1068. (Liasse.) — 21 pièces papier (1 imprimée).

1409-1791. — SAINT-ACHEUL. — Extraits : 1° d'un aveu et dénombrement par Jean de Saint-Acheul, dit Désiré, écuyer, seigneur de Saint-

Acheul et de Montigny en partie, de ce qu'il tient du Roi à cause de sa châellenie de Doullens et de ce que David, seigneur d'Aussy, chevalier, et Jean de Prouville, tiennent de lui, à cause de la terre et juridiction de Saint-Acheul. 4 juin 1409 ; extrait fait le 11 août 1731 du registre IV des anciens aveux de France, de la chambre des Comptes ; 2° d'un aveu et dénombrement, par Robert Dupuis, laboureur, demeurant à Montigny-les-Jongleurs, à François-Procope, comte d'Egmont, seigneur d'Auxy et autres lieux, de ce qu'il tient de lui, à cause de son fief de Saint-Acheul. 2 novembre 1702 ; 3° d'un aveu et dénombrement, par Pierre Sanniet, laboureur à Genville, se portant fort pour les héritiers d'Antoine de Cayeu, au même, à cause dudit fief. 15 mai 1704 ; 4° d'un dénombrement du fief de Machicourt, terroir de Saint-Acheul, par le fondé de pouvoirs de Casimir Pignatelly, comte d'Egmont, demeurant à Paris, à dame Marie-Jeanne-Josèphe-Bernard Cossart, veuve de Jean-Baptiste-Robert Boistel, dame de Saint-Acheul et Montigny, demeurant à Amiens, à cause de sa seigneurie de Saint-Acheul. 14 mai 1788. Expédition du 23 mars 1791. — Accord entre les habitants de Saint-Acheul et de Montigny, pour la délimitation de leurs biens communaux. 7 janvier 1615. Expédition du 5 juillet 1746. — Sentence du bailliage d'Amiens, sur une contestation entre le curé de Saint-Acheul et l'abbaye de Corbie d'une part, et le curé de Montigny, de l'autre, relativement aux dîmes de Montigny. 17 juillet 1658. — Requête de Thomas Maillart, curé de Saint-Acheul, au bailliage d'Amiens, aux fins de se faire payer sa portion congrue par l'abbé de Corbie, comme prieur de Saint-Sulpice de Doullens, le commandeur de Fieffes et les religieuses de Berteaucourt. 13 mai 1687. — « Extrait du rôle de Montigny-aux-Jongleurs, pour la réparation ou construction du presbytère. » 1722. — Id. de Saint-Acheul 1730. — « Rôle de répartition fait par nous, Jacques-Sulpice Hémerly, conseiller du Roi, subdélégué en la ville et élection de Doullens,... de 980 l., pour le prix des ouvrages faits au presbytère de la paroisse de Saint-Acheul. » 10 juillet 1744. — Requête de Charles-Louis Manessier, chevalier, seigneur de Brasigny, Montigny et Saint-Acheul, à l'effet d'être déchargé d'une somme de 53 l., 15 s., 6 d., à laquelle il a été imposé, pour contribuer aux travaux du presbytère de Saint-Acheul, sous prétexte qu'en 1722, il y a déjà été pareillement imposé, pour le presbytère de Montigny. 26 juillet 1744. — Requête à l'Intendant, par

demoiselles Rose et Élisabeth Bourrée, demeurant à Amiens, à l'effet d'être déchargées d'une somme à laquelle elles ont été imposées pour le presbytère de Saint-Acheul. 17 décembre 1744. — Requête de Marianne Caignart, veuve Dupuis et consorts, habitants de Montigny, à l'Intendant, aux mêmes fins. 1744. — Réponse des habitants de Saint-Acheul à ladite requête. 1774. — Taxation de la paroisse de Saint-Acheul à 53 l. 18 s., pour le droit de nouvel acquêt, pour les usages dont elle jouit. Amiens, 5 avril 1726 (impr. affiche.) — Délibération des habitants de Saint-Acheul, à l'effet d'aliéner une partie de leurs communes, pour réparer les rues de leur village, détériorées par les eaux sauvages, un pont qui tombe en ruine, et autres dépenses indispensables. 28 février 1773 ; ordonnance de l'Intendant, qui approuve ladite délibération. 21 mars 1773 ; et procès-verbal d'adjudication desdites communes. 27 avril 1773, — etc.

C. 1069. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1770-1787. — SAINT-FIRMIN. — État des déboursés du syndic de Saint-Firmin, pour 1786 et 1787. — SAINT-GOBAIN (Aisne). — Lettre de l'Intendant à M. Lepelletier de Morfontaine, intendant à Soissons, lui envoyant une requête « par laquelle le sieur De Lille demande permission de vendre une verrerie qu'il possède, à titre de surcens, dans la paroisse de Saint-Gobain », et qui lui a été envoyée par erreur par M. de Beaumont. 17 octobre 1775. — SAINT-JUST (Oise). — État des déboursés du syndic de Saint-Just, pour 1787. — SAINT-LEGER-LES-AUTHIE. — « Rôle détaillé et autres impositions de la paroisse de Saint-Léger-les-Authie, pour l'année 1787 », etc. — SAINT-MARD-LES-ROYE. — Requête des principaux habitants de Saint-Mard à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à affermer deux journaux de leurs communes, pour, de l'argent en provenant, faire les fossés, plantations et autres travaux nécessaires, pour l'amélioration et le dessèchement d'une commune, dans laquelle ils font pâturer leurs bestiaux. 18 janvier 1770. — Mémoire de M. Gaullière à l'Intendant, sur ladite requête. Roye, 24 janvier 1770. — SAINT-MARTIN-AUX-BOIS (Oise). — État des déboursés du syndic de Saint-Martin-aux-Bois, pour 1787, — etc.

C. 1070. (Liasse.) — 29 pièces papier.

1738-1787. — SAINT-OUEN. — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, ordonnant qu'il sera, par le sieur Le Veneur, ingénieur des ponts et chaussées, dressé un devis des travaux à faire à

deux ponts extrêmement caducs, sur la grande route de Paris à Calais par la chaussée Brunehaut, sur la rivière qui passe à Saint-Ouen, et faute par les seigneur ou dame du lieu de faire lesdites réparations, le pont qui est sur le canal conduisant à leur moulin sera supprimé, ainsi que ledit canal. Amiens, 13 mars 1738. — « État des bois neufs à remplacer aux deux ponts de charpente situés dans le village de Saint-Ouen », etc. 2 juin 1738. — Requête à l'Intendant, par Louise Cousin, veuve de Charles-Alexandre Le Roy de Jumel, chevalier, seigneur de Saint-Ouen, tutrice de ses enfants mineurs, demeurant à Montdidier, à l'effet de faire reconstruire lesdits ponts en maçonnerie, sans préjudice de l'état de l'instance pendante au bailliage d'Amiens, entre elle et les habitants de Saint-Ouen, sauf à en répéter contre eux le coût, s'il en est ainsi ordonné. 26 juin 1736. — « Devis pour la reconstruction du pont de Saint-Ouen, en maçonnerie. » v. 1736. — Marché entre François de Savoye, curé de Saint-Ouen, doyen de chrétienté, fondé de procuration de dame Marie-Louise Cousin, d'une part, et Lambert Bourdeau et Jean Flandre, maîtres maçons à Flixecourt de l'autre, pour la construction dudit pont. 22 juillet 1738. — Mémoire de M. Le Senne, sur une requête des habitants de Saint-Ouen, qui exposent « qu'un nommé Louis Lenoir, menuisier et maçon, est très utile à leur communauté, mais qu'il est sur le point de quitter le village, parce qu'il ne trouve plus à s'y loger. Ils demandent, en conséquence, qu'il plaise à M. l'Intendant, les autoriser à lui donner et abandonner 25 verges de leurs communes pour y bâtir une maison. » Cette proposition n'est pas admissible. Doullens, 13 août 1774. — Requête des syndic et principaux habitants de Saint-Ouen à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à renouveler les baux de leurs communes. 27 mars 1775. — Mémoire de M. Le Senne sur ladite requête. Doullens, 19 mai 1775. — « Ordonnance pour l'adjudication de la jouissance de 140 journaux de communes appartenant aux habitants de Saint-Ouen, pendant l'espace de 9 années », etc. 22 mai 1775. — Procès-verbal d'adjudication desdites communes. 21 juin 1775. — Requête des habitants de Saint-Ouen à l'Intendant, exposant que les rues de leur village, notamment la chaussée Brunehaut, sont en si mauvais état, qu'il est dangereux d'y passer à cheval, et impossible d'y passer à voitures chargées. Ils demandent à bailler à ferme quelques journaux de leurs marais, pour subvenir aux réparations desdites rues, et auparavant, que les lieux soient visités par un ingénieur des ponts et chaussées. 7 février 1783.—

Requête des syndic et habitants de Saint-Ouen à l'Intendant, offrant de fournir en nature et en travaux, le tiers des réparations urgentes de leur village. 1^{er} juin 1783. — Lettre de l'abbé Thiron, curé de Saint-Ouen, sur ladite affaire. Saint-Ouen, 4 juin 1783. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, sur ladite affaire. Doullens, 22 juillet 1783. — Lettre de l'Intendant à M. le Senne, l'informant qu'il a accordé aux habitants de Saint-Ouen, une somme de 2,000 l. sur les fonds de charité, à condition qu'ils contribueront pour 1,000 l. auxdits travaux. 26 juillet 1783. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, appuyant une délibération des habitants de Saint-Ouen, par laquelle ils demandent d'aliéner pour 12 ans, 3 journaux de leurs communes, pour pourvoir au paiement desdites 1,000 l. Doullens, 19 septembre 1783. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise l'adjudication desdits trois journaux de communes. 23 septembre 1783. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, lui demandant des éclaircissements sur une requête des habitants de Bettencourt-Saint-Ouen, qui réclament contre la précédente ordonnance, sous prétexte qu'ils ont des droits sur lesdits trois journaux. 5 octobre 1783. — Requête des habitants de Saint-Ouen à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à se défendre sur l'appel interjeté par le comte Doria et les habitants de Bettencourt, de deux sentences du bailliage d'Amiens. 23 avril 1787. — Mémoire de M. Santerre, sur ladite requête. Rien ne s'oppose à accorder l'autorisation demandée. Doullens, 4 juillet 1787. — Consultation des avocats du comité, émettant l'avis qu'il y a lieu d'accorder ladite autorisation. 17 juillet 1787, — etc.

C. 1071. (Liasse.) — 27 pièces papier (3 imprimées, 5 plans et dessins.)

1691-1781. — SAINT-QUENTIN (Aisne). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement pour les charges et dépenses de l'hôtel-de-ville de Saint-Quentin. » 12 juin 1691 (impr. 13 p. in-4°, Saint-Quentin.) — « Recueil des règlements concernant l'élection de MM. les maieur et échevins de la ville de Saint-Quentin » (impr. 50 p. in-4°, Saint-Quentin 1748.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui permet aux maieur et échevins de la ville de Saint-Quentin, de percevoir pendant dix-huit années, les octrois énoncés dans ledit arrêt. » 31 décembre 1748 (impr. affiche.) — Mémoire de M. Gobinet de Villecholles à l'Intendant, sur une requête du curé de Saint-André de Saint-Quentin, qui réclame contre la démolition de trois petites baraques. L'intérêt dudit curé est fort minime, en comparaison du danger d'incendie qu'il y a pour le

beffroi, sous lequel elles sont placées. Saint-Quentin, 3 mars 1760. — Lettre de l'Intendant à M. de Courteille, contenant mêmes conclusions que la précédente. Amiens, 28 mars 1760. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général a mis néant sur la demande du curé de Saint-André. Paris, 29 avril 1760. — Lettres de provision des deux offices de jurés crieurs de Saint-Quentin à Louis Le Besgue. Paris, 13 janvier 1762. Copie non datée. — Lettre de l'Intendant au maire de Saint-Quentin, lui demandant les plans géométriques de l'extérieur et de l'intérieur de la salle de spectacle de cette ville. Amiens, 2 août 1777. — « Description de la salle de spectacle de la ville de Saint-Quentin. » v. 1777. — Plans, coupes et élévations de ladite salle. v. 1777. — Compte rendu du *Te Deum* célébré à la collégiale de Saint-Quentin, feu de joie, illuminations, souper, bal masqué et autres réjouissances publiques à Saint-Quentin, pour l'heureuse délivrance de la Reine. 2 janvier 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne à Paris, lui marquant que les habitants du petit faubourg d'Isle à Saint-Quentin se plaignent de ce que la compagnie des cendres d'engrais, connues sous le nom de *terres vitrioliques* ou *terres houilles*, place depuis plusieurs années, près de leurs habitations, un tas considérable de ces cendres, d'où émanent des vapeurs sulfureuses, ce qui leur occasionne des maladies et autres incommodités. Il le prie de prendre les moyens nécessaires pour faire cesser ces plaintes, si elles sont fondées. Amiens, 3 septembre 1781. — Mémoire de M. Coupeau, docteur en médecine à Saint-Quentin, établissant que le voisinage desdites cendres, loin d'être nuisible à la santé des habitants du faubourg d'Isle, ne peut que lui être favorable. Saint-Quentin, 10 septembre 1781. — Id. du docteur von Mittag-Midy, médecin des hôpitaux, pensionnaire de la ville de Saint-Quentin, portant même conclusion. Saint-Quentin, 10 septembre 1781. — Id. du docteur von Mittag-Midy fils. Saint-Quentin, 10 septembre 1781. — Mémoire de M. Debry à l'Intendant, sur ladite affaire. Il propose un tempéramment, qui consiste à réduire le tas de cendres de moitié. Saint-Quentin, 29 septembre 1781. — Requête des compagnies de Beaurain et de Petit réunies, pour le commerce de terres houilles ou cendres d'engrais à l'Intendant, en réponse à la réclamation des habitants du petit faubourg d'Isle. v. 1781, — etc.

C. 1072. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1723-1787. — SAINT-RQUIER. — « État des revenus patrimoniaux du bourg de Saint-Riquier et des octrois qui se perçoivent à son profit, ensemble des charges, tant ordinaires qu'extraordinaires. » 25 mars 1723. — Délibération des maire et échevins de Saint-Riquier, pour aviser aux moyens de trouver une somme de 972 l. de gages annuels « attribués aux officiers municipaux, tant maire qu'autres, de cette dite ville, rétablis par édit du mois d'août 1722. L'affaire mise en délibération, nous, maire, échevins et communauté susdits, avons déclaré et déclarons que le lieu de Saint-Riquier est hors d'état de pouvoir subvenir au paiement de ladite somme annuelle, et que ledit lieu étant sans trafic et marchés, assujetti à une grosse taille et autres impositions des autres villages, qui est proprement réduit comme simple village, et à l'instar des impôts des villes, elle ne peut trouver aucun moyen de pouvoir établir aucuns droits, octrois, ni impôts ; laquelle communauté se trouve dans l'état présent, dans une nécessité réduite à la misère, et notamment par l'incendie arrivé depuis trois ans, ajoutant que le revenu de la ville n'étant que de 320 à 30 livres, et que les charges d'icelle ville se trouvant monter à 340 et tant de livres, suivant l'état envoyé, il est impossible de pouvoir trouver des fonds, ni des droits à établir pour payer les droits et gages attribués aux officiers municipaux. » 12 avril 1723. — État des revenus et charges du bourg de Saint-Riquier. 20 juin 1746. — Délibération des officiers municipaux de Saint-Riquier, arrêtant, sur la lettre du secrétaire-greffier de la commission intermédiaire du département de Doullens, de prévenir les receveurs anciens et en charge de rendre leurs comptes dans le délai fixé par la délibération de l'assemblée provinciale de Picardie, etc. 2, 20 décembre 1787. — « État de recette et dépense annuelle de la ville de Saint-Riquier. » 2 décembre 1787, — etc.

C. 1073. (Liasse.) — 10 pièces papier (2 plans).

1753-1787. — SAINT-ROMAIN. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur une requête des habitants de La Haye, qui demandent à transiger, pour arrêter un procès qu'ils ont contre ceux de Saint-Romain, relativement aux pâturages. Amiens, 13 février 1787. — Consultation des avocats du comité, sur ladite affaire. Amiens, 16 février 1786. — SAINT-SAUFLIEU. — Plan de l'église de Saint-Sauflieu. 20 mars 1753. — Coupe transversale de l'église de Saint-Sauflieu. v. 1753. — Lettre de l'abbé Degove, curé de Saint-Sauflieu, à

M. Ducastel, à l'effet d'obtenir des secours dans un incendie qui a déjà dévoré les maisons de 40 habitants, et qui menace de s'étendre encore. Saint-Sauflieu, 29 février 1776, quatre heures du matin. — Lettre de M Ducastel à l'Intendant, lui rendant compte que, au reçu de la lettre du curé de Saint-Sauflieu, il a fait porter des ordres aux syndics d'Oresmeaux, Rumigny et Grattepanche, d'avoir à envoyer des secours pour ledit incendie. S'il n'était indisposé, il s'y serait transporté lui-même, connaissant « la lenteur et la nonchalance et même la maladresse qu'emploient les gens commandés dans de semblables occasions. » Il ajoute en post-scriptum, qu'un des deux gros coups de tonnerre qui se sont fait entendre la veille à quatre heures du soir, a incendié une grange à Dreuil-les-Amiens. 29 février 1776. — Note à M. de Vergennes, sur un incendie survenu à Saint-Sauflieu, le 3 avril (l'année manque), et qui a consumé 250 maisons sur 400, la perte évaluée à 800,000 l. XVIII^e s., — etc.

C. 1074. (Liasse.) — 46 pièces papier (3 plans).

1769-1790. — SAINT-SAUVEUR. — Plan et coupe transversale de l'église de Saint-Sauveur. 16 juillet 1771. — Coupe du clocher de ladite église. 16 juillet 1771. — Adjudications de communes à tourber, à la paroisse de Saint-Sauveur. 19 juillet 1777. — Note au sujet d'une délibération des habitants de Saint-Sauveur, à l'effet d'aliéner une portion de leurs communes, pour venir au secours de trois particuliers dudit lieu, incendiés le 9 novembre 1779. — « État des pertes faites par les ci-après nommés, dans l'incendie arrivé au village de Saint-Sauveur, le 9 novembre 1779 », etc. 20 novembre 1779. — Requête des incendiés de Saint-Sauveur à l'Intendant, à l'effet d'autoriser les habitants dudit lieu à aliéner une partie de leurs communes en leur faveur, et d'être déchargés d'impositions. 29 novembre 1779. — Délibération des habitants de Saint-Sauveur, arrêtant d'aliéner une portion de leurs communes, pour secourir lesdits incendiés. 16 janvier 1780. — Consentement de M. Demons-Demeigneux, seigneur de Saint-Sauveur, à ladite aliénation. Amiens, 5 mars 1780. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage de la portion de commune à aliéner. 10 mai 1780. — Plan dudit tourbage. v. 1780. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 18 juin 1780. — Procès-verbal d'évaluation des sommes à assigner auxdits incendiés. 16 juillet 1780. — Mémoire de M. Ducastel à l'Inten-

dant, lui rendant compte de ladite affaire. Amiens, 20 juillet 1780. — Délibération des syndic et principaux habitants de Saint-Sauveur, à l'effet de tourber dans leurs communes pour leur chauffage. 10 mars 1782. — Id. 9 mars 1783. — Id. 14 mars 1784. — Id. 11 mars 1787. — « Rôle et dénombrement de tous les habitants de la paroisse de Saint-Sauveur, qui doivent participer au tourbage du marais », etc. 10 mars 1782. — Id. 9 mars 1783. — Requête des habitants de Saint-Sauveur à l'Intendant, à l'effet d'autoriser ledit tourbage. 11 mars 1782. — Id. 10 mars 1783. — Id. 17 mars 1784. — Id. 19 mars 1787. — Id. 26 avril 1790. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 21 mai 1782. — Id. 8 avril 1783. — Id. 22 avril 1784. — Id. 21 avril 1785. — Id. 28 avril 1787. — Id. 26 avril 1788. — Id. 8 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage, 22 août 1782. — Id. 19 août 1783. — Id. 5 août 1784. — Id. 26 août 1785. — Id. 14 juillet 1787. — Id. 9 juillet 1788, — etc.

C. 1075. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1579-1762. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME. — Lettres patentes de Henri III, roi de France, qui établissent à Saint-Valery, deux foires par an, et un marché par mois. Juin 1579. Copie collationnée du 19 décembre 1761. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des maire et échevins de Saint-Valery, à l'effet d'établir en cette ville une foire franche tous les mercredis non occupés par les marchés francs de Gamaches, Eu, Blangy et Abbeville. Paris, 21 janvier 1761. — Mémoire au sujet de ladite affaire. v. 1761. — Mémoire de M. Bouteiller, établissement que ladite foire porterait préjudice aux marchés francs de la ville d'Abbeville. Abbeville, 7 novembre 1761. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui mandant que M. de Fleury s'est opposé à cet établissement. Il lui demande si les raisons de cette opposition sont fondées. Paris, 16 décembre 1761. — Lettre autographe du duc de Fleury à l'Intendant, le priant d'être favorable à son opposition, ladite foire portant préjudice au marché franc d'Abbeville, dont les droits lui ont été aliénés par le Roi. Paris, 29 décembre 1761. — Mémoire de M. Dupont, sur ladite affaire. Il croit l'établissement de ladite foire avantageux pour Saint-Valery et les localités voisines. Saint-Valery, 29 décembre 1761. — Mémoire de l'Intendant à M. Trudaine, sur ladite affaire. L'établissement de nouvelles foires ne peut être que très avantageux pour développer le

commerce. Quant au préjudice qui doit en résulter pour la ville d'Abbeville, il est trop minime pour entrer en ligne de compte. Les moyens du duc de Fleury ne doivent pas exiger non plus une longue discussion, parce qu'ils sont les mêmes que ceux d'Abbeville. Paris, 18 février 1762, — etc.

C. 1076. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1723-1768. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME. — « Table des revenus patrimoniaux de la ville de Saint-Valery et des octrois qui se perçoivent à son profit, ensemble des charges ordinaires et extraordinaires. » 10 mars 1723. — Délibération des maire et échevins de Saint-Valery, constatant que les revenus de la ville sont insuffisants pour payer les 1,830 l. de gages des officiers municipaux créés par édit d'août 1722, et établissant que, pour trouver ladite somme, il conviendrait de lever sur chaque vaisseau arrivant à Saint-Valery, un droit de 3 derniers pour livre sur le frêt. 14 avril 1723. — État des revenus et charges de la ville de Saint-Valery. 25 juin 1746. — « État des revenus patrimoniaux et octrois de la ville de Saint-Valery-sur-Somme, et de leur emploi, envoyé par les maire et échevins de ladite ville à Mgr. l'intendant de Picardie, suivant ses ordres du 23 du présent mois de septembre. » 30 septembre 1759. — Lettre des maire et échevins de Saint-Valery à l'Intendant, lui envoyant le précédent état, et lui demandant que le logement de la maréchaussée, pour lequel la ville paie 165 l. par an, soit réparti sur toutes les localités de la subdélégation. Saint-Valery, 1^{er} octobre 1759. — « Extrait du registre aux délibérations de la mairie de la ville de Saint-Valery-sur-Somme », arrêtant de se pourvoir au Conseil, en cassation d'un arrêt de la cour des Aides, du 8 avril précédent, confirmatif de la sentence de l'élection d'Amiens du 14 mars 1765, relativement au droit d'octroi sur les grains. 12 mars 1768, — etc.

C. 1077. (Liasse.) — 21 pièces papier (1 plan).

1756-1785. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME. — « Plan et profil du four de munition de Saint-Valery, construit en 1756. » — Arrêt du conseil d'État concernant les droits de mer de Saint-Valery, d'après lequel les sieurs Rouault de Gamaches, seigneurs de Saint-Valery, pouvaient prendre deux des plus gros poissons sur chaque bateau revenant de la pêche, au port dudit Saint-Valery. 27 avril 1756. — Autre arrêt du conseil d'État sur ledit droit. 8 août 1764. — Id. Versailles, 10 avril 1772. — Requête des officiers municipaux de Saint-Valery à l'Intendant, à l'effet d'obliger le comte d'Artois, en tant que seigneur de Saint-Valery, à faire

à ses frais une réparation urgente au quai du port dudit Saint-Valery. 5 novembre 1782. — Mémoire de M. Dubrun à l'Intendant, sur ladite affaire. Saint-Valery, 6 novembre 1782. — Requête à l'Intendant, par le sieur Colignon, écuyer, propriétaire des dépôts de sels de Saint-Valery, à l'effet d'ordonner la réparation et l'entretien des quais vis-à-vis lesdits dépôts. Amiens, 10 octobre 1784. — Observations des officiers municipaux de Saint-Valery sur ladite requête. Saint-Valery, 28 octobre 1784. — Mémoire de M. Dubrun, subdélégué de Saint-Valery, sur ladite affaire. 3 novembre 1784. — Lettre de l'Intendant à M. Dubrun, lui mandant que l'affaire lui paraît assez importante pour en référer au ministre de la marine. 7 novembre 1784. — Mémoire de l'Intendant au maréchal de Castries, sur ladite affaire. 20 avril 1785. — Lettre du sieur Collignon à l'Intendant, le remerciant de l'appui qu'il lui a donné dans ladite affaire. Paris, 30 mai 1735. — Lettre de l'Intendant à M. Dubrun, le priant d'informer le sieur Collignon que le ministre avait jugé qu'il n'y avait pas lieu d'avoir égard à ses représentations. 1^{er} juin 1785, — etc.

C. 1078. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1770-1776. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME. — « Compte que rend par-devant vous, MM. les bailli, maire, échevins, conseillers, de ville et notables de la ville de Saint-Valery-sur-Somme, pour l'année 1770, Joseph Fleury, receveur en ladite ville, au désir de l'art. 32 de l'édit du mois d'août 1764, tant de la recette et dépense par lui faite pendant ladite année 1770. » — « Compte que rend Antoine-Philippe Boulenger, interprète des Anglais, receveur de la ville de Saint-Valery-sur-Somme, à MM. les maire et échevins de ladite ville, de la gestion et administration qu'il a faites pendant l'année 1772... des revenus et droits appartenant à ladite ville, et des paiements faits par ledit rendant », etc. 15 juin 1776. — Id. pour l'année 1773. 28 juin 1776. — Id. pour l'année 1774. 28 septembre 1776.

C. 1079. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1771. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME. — « État des dettes de la ville de Saint-Valery-sur-Somme. » Saint-Valery, 27 juin. — Requête de plusieurs habitants de Saint-Valery à l'Intendant, se plaignant de plusieurs abus dans l'administration de la ville. 12 août. — « Mémoire pour servir de réponse aux ordres de Mgr. l'Intendant, du 19 juillet 1771, concernant différents objets qui regardent la ville de Saint-Valery-sur-Somme », par

M. Blondin, subdélégué. Saint-Valery, 8 septembre, — etc.

C. 1080. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1776. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME. —

Requête des laboureurs des villages circonvoisins de Saint-Valery aux maire, échevins et conseillers de ladite ville, à l'effet de faire changer le marché de place, le marché actuel étant exposé aux vents de la mer et aux intempéries. 10 mai. — Sentence de l'échevinage de Saint-Valery, qui condamne deux particuliers de ladite ville à élever un mur de 10 pieds. 10 août. — Requête de plusieurs habitants de Saint-Valery à l'Intendant, à l'effet de maintenir ledit marché dans la nouvelle place à lui assignée par les maire et échevins, malgré les réclamations du nommé Poulet, aubergiste. 10 août. — Requête des fermiers et laboureurs des environs de Saint-Valery aux maire et échevins de ladite ville, à l'effet de remettre ledit marché à son ancienne place. 16 août. — « Copie de l'ordonnance rendue le 17 août 1776 par les maire et échevins de Saint-Valery, portant rétablissement du marché au blé dans la Grande place. » — Requête des bourgeois et habitants de la Grande place de Saint-Valery à l'Intendant, à l'effet d'autoriser ladite ordonnance. 19 août. — Requête de Simon-François Retel, maître peintre, et Thérèse, Delattre à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à remplacer par un paillis de bois le mur qu'ils ont été condamnés à construire pour abriter le marché de Saint-Valery. 26 août. — Requête de plusieurs habitants de Saint-Valery à l'Intendant, au sujet dudit marché. 27 août. — Réponse des maire, échevins et officiers municipaux de Saint-Valery auxdites requêtes. 28 août. — Mémoire de M. Dubrun, subdélégué, sur ladite affaire. 14 septembre, — etc.

C. 1081. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1776-1779. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME.

— « Extrait du registre des délibérations de la ville de Saint-Valery-sur-Somme », en réponse à une lettre de M. Ducastel, relativement aux prétentions du comte Rouault, marquis de Gamaches, seigneur de Saint-Valery, sur les offices municipaux de ladite ville. 3 juillet 1776. — « Réponses à la délibération des officiers municipaux de Saint-Valery, du 3 juillet 1776 », par Nicolas-Aloph-Félicité Rouault, comte de Rouault, marquis de Gamaches, maréchal des camps et armées du Roi, etc. v. 1776. — « Mémoire pour M. le comte de Rouault, seigneur de la ville de

Saint-Valery-sur-Somme, gouverneur en survivance de la même ville, maréchal des camps et armées du Roi. » v. 1776. — Lettre des maire et échevins de Saint-Valery à l'Intendant, au sujet de ladite affaire. Saint-Valery, 15 novembre 1777. — « Mémoire des principaux habitants de Saint-Valery, contenant l'extrait de quelques-uns des motifs qui ont déterminé l'assemblée générale de ladite ville tenue en l'hôtel commun le 3 juillet 1776, à faire les observations portées dans l'acte du même jour, relativement aux inconvénients résultant de la nomination des officiers municipaux par le seigneur haut-justicier de ladite ville, demandés par M. Ducastel, subdélégué de Mgr. l'Intendant, suivant sa lettre du 20 mai de la même année. » 15 novembre 1777. — Lettre de l'Intendant à M. de Sainte-Foy, surintendant de la maison et finances du comte d'Artois, lui mandant que « l'ancien corps municipal d'Oisemont, qui exerçait ses fonctions en conséquence d'une ordonnance du Roi, qui avait réglé sa composition, ne remplit plus aucunes fonctions, depuis que Sa Majesté a donné le comté de Ponthieu en apanage à Mgr. le comte d'Artois. Le service civil de ce lieu en souffre au point que tout y est tombé dans une espèce d'anarchie. Il en est de même à Saint-Valery, aussi dans l'apanage du prince. Le corps de ville, mal composé, au lieu de s'occuper sérieusement du bien du service, s'est divisé en deux partis, qui se chicanent mutuellement dans toutes les occasions qui se présentent, ou qu'ils font naître. M. le comte de Rouault a des prétentions sur la nomination aux places municipales. J'ignore jusqu'à quel point elles sont fondées ; mais il n'est pas moins nécessaire que MM. de l'administration de Mgr. le comte d'Artois veuillent bien s'occuper des moyens de composer un nouveau corps municipal, tant à Saint-Valery qu'à Oisemont, en faisant préliminairement juger, pour Saint-Valery, la contestation relative à la prétention de M. le comte de Rouault. » 22 mars 1779. — Lettres de M. de Sainte-Foy, à l'Intendant, lui assurant qu'il fera tout son possible pour établir le bon ordre en cette partie. 27 mars, 13 septembre 1779, — etc.

C. 1082. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1778-1779. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME.

— Lettre de M. Masset aux officiers municipaux de Saint-Valery, se refusant à obtempérer à un ordre à lui envoyé par M. Fleury, d'avoir à faire monter la garde à la première escouade de sa compagnie, si ledit M. Fleury lui a envoyé cet ordre en qualité de 1^{er} capitaine des compagnies de la ville, ne considérant celui-ci que comme son égal, et ne

reconnaissant pour son supérieur « que M. Bruslé, premier capitaine des compagnies de la Ferté, qui n'ont jamais été mêlées avec celles de la ville. » Saint-Valery, 9 octobre 1778. — Lettre de M. Masset à M. Fleury, lui faisant part de son refus. Saint-Valery, 9 octobre 1778. — Procès-verbal des maire, échevins et officiers municipaux de Saint-Valery, constatant que « s'est présenté en l'hôtel commun de cette ville M. Jean-Baptiste Fleury, lieutenant de maire de cette ville, colonel et premier capitaine des compagnies bourgeoises de cette ville, lequel nous a dit, qu'ayant été par nous nommé et choisi par acte du 15 août dernier, à l'effet de veiller et donner les ordres convenables pour que notre ordonnance du 6 août dernier, contenant règlement du service que les compagnies bourgeoises de cette ville doivent faire chaque jour pour la défense de cette ville contre les corsaires ennemis, qui pourraient débarquer des hommes à terre, pour faire des coups de main, et aussi pour veiller et reconnaître tous les navires, barques et bateaux qui arrivent en ce port.... que, depuis le 6 août dernier jusqu'au 2 de ce mois, toutes les compagnies ont régulièrement monté chacune leur tour ; mais que le 2 de ce mois, ayant été obligé de s'absenter de cette ville, pour affaire, il a remis avant son départ.... un billet pour le sieur Rivery, capitaine de la 7^e compagnie bourgeoise de la Ferté de cette ville, qui le prévenait que son tour recommençait ledit jour, 2 de ce mois.... Qu'étant de retour en cette ville le jour d'hier, il a été surpris d'apprendre que ledit sieur Rivery n'avait point monté, ni fait monter aucun de ses soldats au corps de garde, qu'André Desgardin, sergent de la compagnie du sieur Larchez,.... s'est transporté chez ledit sieur Rivery, sur les 7 heures du soir, pour lui demander pourquoi il ne paraissait point avec ses soldats.... ledit sieur Rivery lui dit qu'il ne monterait pas, et que le billet du sieur Fleury était bon à torcher son derrière. Que, pour ne point laisser cette ville sans garde cette nuit, il fit avertir le capitaine de la compagnie qui suit celle dudit sieur Rivery, de monter et faire la garde cette nuit, ce qui a été exécuté. » Refus par le sieur Rivery de se rendre à l'assemblée pour expliquer sa conduite, avec réitération de ses propos inconvenants. « Sur ce ouïs M^e Anquier-Dupeuple, procureur du Roi de cette ville, lequel nous a requis défaut contre ledit sieur Rivery non comparant, quoique duement prévenu..... et a représenté que, pour le profit, il serait dans le cas de conclure à ce que ledit sieur Rivery soit condamné à l'amende, pour

avoir refusé de monter, mais qu'il est bien désagréable d'y conclure, attendu que ledit sieur Rivery fait membre de ce siège, en qualité d'assesseur ; que c'est la plus petite peine qu'il pourrait subir, étant celle que l'on imposait anciennement aux capitaines et officiers qui refusaient de monter, qu'on voit par les anciens titres concernant lesdites compagnies bourgeoises, que le sieur Guillaume Bruslé, capitaine, et d'autres officiers, ont été condamnés à vingt livres et à dix livres d'amende, et à ce par corps, pour n'avoir pas monté..... qu'en l'année 1745 ayant été fait un règlement par les officiers municipaux de ce temps, conforme à celui ci-dessus daté..... Nous ; vu le refus fait par ledit sieur Rivery de monter la garde avec sa compagnie, le 2 de ce mois,..... approuvons les ordres que mondit sieur Fleury a donnés le jour d'hier à son arrivée..... et nous avons donné défaut contre ledit sieur Rivery non comparant ; et quant à la peine qu'il a encourue, avons sursis à y faire droit, afin d'en informer nos supérieurs, et de recevoir leurs ordres. » 5 novembre 1778. — Lettre des officiers municipaux de Saint-Valery à l'Intendant, lui envoyant copie dudit procès-verbal, et l'informant qu'ils en ont référé au ministre, « parce que, suivant la lettre que vous avez adressée à M. Lefebvre, maire, le 22 juillet dernier, vous avez marqué que la formation des compagnies bourgeoises et de la jeunesse de villes de votre généralité ne concernent point votre administration. » Saint-Valery, 6 novembre 1778. — Lettre du sieur Rivery à M. Delegorgue, subdélégué à Abbeville, pour se justifier, et le prier de parler en sa faveur à l'Intendant. Il se plaint de n'avoir pas eu communication du procès-verbal dressé contre lui, et demande une information juridique. Saint-Valery, 6 novembre 1778. — Lettre de M. Delegorgue à M. Maugendre, lui envoyant la lettre précédente, et ajoutant au sujet du sieur de Rivery : « Je le connais pour un fort galant homme, et je serais bien surpris qu'il eut des torts de malhonnêteté et grossièreté. » Abbeville, 7 novembre 1778. — Lettre du prince de Montbarey à l'Intendant, le priant d'informer sur ladite affaire, et d'infliger au sieur Rivery, s'il est reconnu coupable, telle punition qu'il lui paraîtra mériter. Versailles, 21 novembre 1778. — Lettre des officiers municipaux de Saint-Valery à l'Intendant, le priant de leur faire connaître la réponse du sieur Rivery. Saint-Valery, 13 décembre 1778. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. Il ne consulte pas M. Dubrun, parce qu'il est parent ou ami des intéressés. En marge, et au crayon : « Lettre adressé par erreur à M. Dubrun. » 26 décembre

1778. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, lui renvoyant la lettre précédente et les pièces qui l'accompagnaient, et ajoutant : « Je n'ai point à me plaindre, Monseigneur, que vous ayez chargé un autre subdélégué de vérifier le contenu de la lettre et du procès-verbal, vous ne l'avez fait que pour rendre justice ; on vous a fait entendre, qu'étant ou parent ou ami des personnes intéressées, je pourrais apparemment, en faveur de la parenté ou de l'amitié, m'écarter d'une exactitude qui me rendrait cependant indigne d'occuper une place quelconque. C'est donc de ceux qui ont essayé de vous donner des soupçons sur mon compte dont je me plains, en attendant que je puisse les connaître, et les faire rougir d'avoir essayé à jeter du louche sur la conduite d'un honnête homme, dont la réputation est faite. » Après avoir exposé les raisons qui pourraient l'engager à favoriser le sieur Rivery, il ajoute : « Voici à présent ce qui a donné lieu aux sollicitations : M. de Rivery, inquiet de la sensation que son refus et sa réponse avaient faites, était venu me voir ; nous avons eu une conversation longue, je lui avais dit entre autres choses, qu'en supposant que l'avertissement n'eut pas été conçu dans des termes qui lui eussent convenu, que le billet ne lui eut pas été remis à lui-même, qu'on en eut chargé une personne qui n'aurait pas de titre, il pouvait s'en plaindre, mais qu'il aurait toujours dû faire monter ses soldats, et ne pas exposer les habitants à un logement de troupes, par la connaissance qu'aurait pu avoir M. le duc de Croy que, pendant deux jours et deux nuits, il n'y aurait point eu de garde ; qu'il avait eu d'autant plus de tort, qu'il était présent quand M. le duc de Croy nous avait dit que c'était sur l'assurance que nous lui donnions que la garde serait exactement faite, qu'il ne ferait point passer de troupes à Saint-Valery. M. de Rivery me parla ensuite de la réponse que le nommé Desgardin avait rapportée aux officiers municipaux qu'il avait faite, et me dit qu'il devait être plus croyable que cet homme. Je lui répondis que, dans une affaire où lui et cet homme seraient sans intérêt, cela ne ferait pas de doute, mais que, dans le cas présent, je craignais qu'on n'ajoutât d'autant plus foi à la déclaration de Desgardin, que lui, M. de Rivery, lui avait donné beaucoup de poids en ne faisant pas monter, ni ce jour, ni le lendemain. J'ajoutai, qu'étant membre du corps de ville, il devait non-seulement faire monter exactement ses soldats, mais veiller à ce que ce service fût exactement fait par les autres. C'est cette conversation, Monseigneur, qui a engagé à

demander le renvoi à un autre subdélégué, et on s'est peu soucié de compromettre un honnête homme. C'est ainsi que, dans une petite ville où il règne deux partis, les personnes les plus exactes, les personnes exactes, ont d'autant plus de désagréments à essuyer, qu'elles se trouvent souvent dans le cas de les mécontenter tous deux. » Saint-Valery, 2 janvier 1779. — Lettre des officiers municipaux de Saint-Valery à l'Intendant, se plaignant de ce que le sieur Rivery n'a pas encore reçu la punition qu'il mérite. « Comme voilà deux mois de passés depuis ce refus, sans que le sieur Rivery ait eu la punition qu'il mérite, et qu'il ne fait pas de service depuis ce temps, ni aucun de sa compagnie, tous les autres capitaines, officiers et soldats se plaignent de ce qu'on les oblige à ce service, tandis que le sieur Rivery reste tranquillement chez lui, et nous craignons que quelques-uns d'eux refusent de monter, et laissent encore cette ville sans garde, ainsi que l'a fait le sieur Rivery ; ce qui pourrait devenir très préjudiciable, vu qu'il paraît journellement, vers la pointe du Hourdel, qui fait l'entrée de notre port, des corsaires et autres vaisseaux anglais. Le 1^{er} de ce mois, il est venu un navire anglais qui a échoué à la pointe du Hourdel : aussitôt que la garde le vit, elle y fut, on s'en est emparé et conduit en ce port, ce qu'il n'aurait pas été possible de faire, si on négligeait le service de la côte et des ports de mer. » Saint-Valery, 10 janvier 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, lui demandant son avis, et ajoutant : « Je vous serai obligé de faire en sorte que M. Dubrun ne sache pas que je vous ai consulté sur cette affaire. » 12 février 1779. — Lettre du sieur Masset à M. Lefebvre, maire de Saint-Valery, l'informant que ses soldats se plaignent de la tourbe avec laquelle on les chauffe, et lui demandant les mesures à prendre, pour faire cesser ces réclamations. Saint-Valery, 17 février 1779. — Lettre de M. Lefebvre, maire, et de trois officiers municipaux de Saint-Valery à l'Intendant, se plaignant de la conduite du sieur Masset, qu'ils ne nomment pas, et qui, suivant eux, est le seul, « qui cause tant d'embarras et de trouble, et qui a divisé les membres de l'hôtel-de-ville, le sieur Œuillio, étant son beau-frère, et le sieur Rivery, intimement ami. » Le duc de Croy ayant ordonné la garde au mois d'août précédent, « nous avons examiné les registres de l'hôtel-de-ville, nous y avons trouvé les règlements qui ont été faits lorsque nous avons été en guerre, nous nous y sommes entièrement conformés. Le 6 août dernier, la personne en question se présenta à l'hôtel-de-ville de la manière la plus indécente et hardie, et d'un ton d'autorité qui ne lui convient pas..... qu'elle

entendait que l'on ait répondu sur-le-champ à une requête dont elle fit la lecture, par laquelle on demandait la suppression et l'incorporation de la compagnie de jeunesse avec les compagnies bourgeoises. Nous lui observâmes que la suppression de cette compagnie n'était pas raisonnable, parce qu'elle a toujours existé, suivant les registres de la ville ; qu'elle devait rester, pouvant être très utile pour des services particuliers, tels que de fournir les gardes aux officiers généraux qui passent à Saint-Valery, aller au-devant d'eux, les reconduire, sortir de la ville pour veiller les vaisseaux ennemis qui pourraient échouer, ou débarquer des hommes pour faire des coups de main, les arrêter, constituer prisonniers, enfin pour toutes les circonstances que l'on ne peut prévoir ; que notre intention n'était pas de la dispenser du service ordinaire, qu'au contraire nous entendions que cette compagnie fasse le service avec les hommes mariés, et que, comme il y a seize compagnies d'hommes mariés, on donnerait à chaque compagnie le seizième de la compagnie de jeunesse, pour demeurer incorporé dans lesdites compagnies, jusqu'à ce qu'elle en soit retirée pour quelque service particulier ; ce particulier n'a pas été satisfait de cet arrangement, a prétendu qu'il n'y aurait plus de compagnie de jeunesse, et qu'il allait chercher un huissier, pour nous sommer de mettre notre refus au bas de sa requête. Pour le calmer, nous avons mis au bas de sa requête que nous ne pouvions y faire droit, attendu que, suivant les registres de la ville, il paraît que la compagnie de jeunesse a toujours existé, que les officiers ont toujours été au nombre de quatre, nommés par les officiers municipaux, que l'on avait procédé à la nomination desdits officiers, et que l'on obligerait cette compagnie à son service ordonné. Les sieurs Œuillio, échevin, et Rivery, assesseur, se sont avisés de faire une protestation de nullité de la nomination faite desdits officiers, que l'on a fait signifier au greffe de l'hôtel-de-ville, à la requête des sieurs Masset et Delahaye, au mois d'août dernier ; laquelle protestation ne pouvait rien arrêter, n'y ayant que ces deux personnes qui ont été pour la suppression, tous les autres ayant été pour la conservation de cette compagnie, et ont tous signé les nominations. Il a été donc fait un règlement, le 10 août 1778, portant ordre au sieur Lefebvre, fils, de fournir le seizième de sa compagnie de jeunesse à chaque compagnie d'hommes mariés, pour y faire le service ordinaire desdites compagnies, sous les ordres des capitaine et officiers des-

dites compagnies ; il a été fait 16 listes contenant les noms des soldats qui devaient être attachés à chaque compagnie. Les sieurs Masset, Œuillio, Derrivery, de Lahaye et autres, les ont refusées ; les autres capitaines les ont acceptées, et font le service avec eux..... Pour faire remettre l'ordre, nous avons hier fait une délibération, que M. Œuillio n'a pas voulu signer, par laquelle nous avons chargé M. Fleury, lieutenant de maire, colonel et premier capitaine des compagnies bourgeoises, de refaire 16 listes contenant chacune les noms des soldats qui seront incorporés dans chaque compagnie d'hommes mariés..... s'il y a encore quelqu'un de ces messieurs qui les refuse, nous vous en informerons. Lorsque nous avons nommé au mois d'août dernier les quatre officiers de la jeunesse, le sieur Delahaye, fils, et le sieur Jacques Bruslé avaient été nommés lieutenant et enseigne ; ayant refusé d'accepter ces places, ils sont dans le cas de monter comme soldats. Nous vous prions de nous dire si nous les ferons monter en cette qualité. » Ils demandent qu'il soit promptement statué sur le refus fait par le sieur Rivery, de monter, au mois de novembre précédent, et enfin que la ville soit maintenue dans l'exemption du tirage au sort de la milice. Saint-Valéry, 19 février 1779. — Lettre des sieurs Œuillio et Rivery à l'Intendant, sur le refus fait par les officiers municipaux de Saint-Valéry, d'incorporer la jeunesse dans les compagnies bourgeoises, malgré les ordres de celui-ci. Saint-Valéry, 19 février 1779. — Mémoire de M. Delegorgue. Des circonstances particulières lui ayant donné l'occasion de passer quelques jours à Saint-Valéry, il a pu se procurer des renseignements, sans avoir l'air d'en chercher. « L'état vraiment déplorable de la municipalité de Saint-Valéry y donne lieu tous les jours à des scènes, et il en résulte une sorte d'anarchie. M. Œuillio et M. Rivery qui sont certainement (ce sans faire injure aux autres membres de l'hôtel-de-ville) le plus en état de discuter les choses d'intérêt public, ne sont pas bien vus du maire et du procureur du Roi. Il est très certain qu'en différentes occasions, ces deux officiers ayant ouvert des avis différents de ceux de leurs collègues dans les assemblées, et demandé à rédiger leurs motifs dans les délibérations, on les a refusés et pris des précautions pour qu'ils n'eussent pas communication du registre. Il est également [certain] que le jour où l'on rapporta à l'hôtel-de-ville l'affaire du sieur Rivery, le sieur Œuillio fit des représentations, demanda le registre pour les y inscrire, et que le registre lui fut ôté des mains. J'ai recueilli sur les lieux, qu'on regarde à l'hôtel-de-ville les sieurs Œuillio, Rivery et Masset, comme les

auteurs d'une réclamation qui se suit à Amiens, sur les abus qui se sont passés dans la répartition des tailles. Il en résulte de l'indisposition et de l'animosité. Ce pourrait bien être là le motif et le germe de l'avanie faite au sieur Rivery, sous le prétexte d'un refus pour la garde. D'un côté, je pense que le sieur Rivery aurait été fondé à réclamer son exemption du service, comme officier municipal. D'un autre côté, il me paraît qu'un homme comme Desgardins, qui est vraiment un serviteur de maçons, n'est pas dans le cas, quoique élevé au grade de sergent dans une compagnie qui n'est pas celle du sieur Rivery, d'aller commander les officiers pour la garde ; à la bonne heure pour arrêter les soldats ; mais puisque dans la dernière guerre, cette fonction se faisait par un aide-major, pourquoi ne pas en user de même dans celle-ci ? Enfin, Monsieur, il me semble que l'officier préposé pour veiller ce service est plus répréhensible que le sieur Rivery. C'est par une cessation entière du service pendant trois jours, qu'il a cherché à aggraver le prétendu refus du sieur Rivery. Ces traits dévoilent une animosité, dont il y a tout lieu de se défier. Je croirais, Monsieur, dans cette position, que ce serait le cas d'ordonner que les avertissements du service seront désormais donnés et portés aux officiers par un aide-major, et attendu que le sieur Rivery est officier municipal, et qu'il n'a pas été averti décemment, ordonner que le procès-verbal dressé contre lui, sera nul et de nul effet. » 15 mars 1779. —

Mémoire de l'Intendant au prince de Montbarey, reproduisant les termes et les conclusions du mémoire précédent. 21 mars 1779. — Lettre du prince de Montbarey à l'Intendant, l'informant que le Roi a décidé qu'à l'avenir, les officiers de la milice bourgeoise ne recevraient que d'un aide-major les avertissements relatifs au service, et que le procès-verbal dressé contre le sieur Rivery « sous le plus vain prétexte », serait supprimé. Versailles, 10 avril 1779. — Requête des sieurs Œuillio, et Rivery à l'Intendant, se plaignant de ce que des ordres pour la formation des compagnies de milices bourgeoises ne sont pas exécutés. « Ces mêmes ordres viennent d'être réitérés par M. le prince de Croui, qui enjoint aux officiers municipaux, par sa lettre du 7 du même mois, de former les compagnies bourgeoises, de façon qu'elles soient régulières, en y répartissant également toutes les personnes non exemptes, en état de porter les armes..... il leur observe encore qu'il convient d'établir une garde au port, comme à la ville. La lettre de ce commandant n'a pas produit plus d'effet

que celle de Votre Grandeur, et les choses restent opiniâtrément dans le même état. Les compagnies bourgeoises, telles qu'elles sont inscrites sur les registres de la ville contiennent à peine les deux tiers des habitants sujets à la garde ; le surplus est commandé arbitrairement, la plupart même ne font aucun service. » Saint-Valery, 18 juin 1779. — Lettre de l'Intendant à M. de Sainte-Foy, surintendant de la maison et finances du comte d'Artois, à Paris, sur la nécessité de donner une nouvelle formation aux corps municipaux d'Oisemont et principalement de Saint-Valery, dont la mésintelligence est cause que ses ordres et ceux du duc de Croy, sur le service de la milice bourgeoise, ne sont pas exécutés ; « et il arrivera qu'une exemption de tirage de la milice de terre et de la milice garde-côtes que j'ai procurée à la ville avec des peines infinies, ne pourra pas subsister, parce que je ne l'ai obtenue que sous la condition que les habitants feraient un bon service dans la ville, et même au dehors, s'il était nécessaire. La jeunesse forme des compagnies particulières. Elles sont établies pour rendre les honneurs militaires aux officiers supérieurs. Mais nous désirons avec justice et raison, que les jeunes gens dont elles sont composées rentrent dans le fond des compagnies bourgeoises, pour faire le service ordinaire de la ville. Quelques officiers municipaux s'y opposent, il en résulte que le service ordinaire de la bourgeoisie et les patrouilles de nuit et de jour, se font par des hommes mariés et que les jeunes gens se reposent, en attendant qu'il survienne quelque événement extraordinaire, tel que l'arrivée d'un officier général, ou une descente d'ennemis à la côte. » Amiens, 4 juillet 1779. — Lettre du prince de Montbarey à l'Intendant, lui envoyant un mémoire du sieur Lefebvre, maire de Saint-Valery, réclamant contre la décision du 10 avril. Il le prie de s'informer, « par une personne impartiale et digne de toute confiance », si la réclamation est fondée, et de lui en rendre compte. Versailles, 10 août 1779, — etc.

C. 1083. (Liasse.) — 6 pièces papier (1 plan).

1782. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME. —

Requête de la veuve Bourbant à l'Intendant, exposant « qu'elle est propriétaire d'une maison où elle fait sa résidence, située sur le quai de la Ferté lès Saint-Valery-sur-Somme ; que cette maison forme l'encoignure d'une rue, vulgairement appelée la rue des Dépôts, rue qui jadis n'était fréquentée que par les gens de pied, mais qui est devenue depuis l'unique chemin qui conduit au port, celui le long des grèves étant devenu impraticable depuis sept à huit ans, par la quantité de vase et de limon

que la mer y dépose et qu'elle y accumule journellement. En 1775, le propriétaire des dépôts ayant acquis un terrain de l'autre côté de ladite rue, en face de ce bâtiment, a jugé à propos, et pour l'utilité publique, et pour la conservation de ses magasins, d'élargir cette rue de 4 pieds 1/2, en sorte que, au lieu de 8 pieds de largeur qu'elle avait précédemment, elle en a actuellement 12 1/2, et pour faciliter l'entrée des voitures dans cette même rue, il a reculé un petit bâtiment qu'il a fait construire à l'encoignure, de 9 pieds encore plus loin, sur toute son épaisseur, d'après lequel il a formé un pan coupé, afin d'introduire les voitures insensiblement et sans danger ; et par des arrangements pris entre lui et le feu sieur Vasseur, propriétaire voisin, il l'a assujetti au même reculement, ce qui a été exécuté. » Depuis ce temps, sa maison n'étant plus soutenue par les maisons voisines, et débordant considérablement, elle est sans cesse exposée au choc violent des voitures qui entrent dans la rue. Ses ressources ne lui permettent pas de la reconstruire. Elle demande un secours de 1,000 livres, moyennant lequel elle reconstruira sa maison sur le nouvel alignement avec un pan coupé, s'engageant à faire abandon de tout le terrain en avant. Septembre. — Plan de la rue des Dépôts et de la maison de la veuve Bourbant. — Délibération des officiers municipaux de Saint-Valery, d'où il résulte que, comme ce sont les propriétaires des dépôts qui ont anticipé sur la rue, en élargissant les murs des dits dépôts, ce serait à eux à s'entendre avec la veuve Bourbant pour rendre à la rue une largeur convenable, mais comme ce parti pourrait entraîner des procès et des lenteurs, et attendu l'urgence, il y aurait lieu de faire dresser un devis des travaux à exécuter à la maison de la veuve Bourbant, et le présenter à l'Intendant, qui pourrait accorder un secours à celle-ci. 5 novembre. — Mémoire de M. Dubrun, subdélégué, à l'Intendant. Il estime qu'on peut accorder à la veuve Bourbant un secours de 700 livres, persuadé que M. de Colignon, propriétaire des dépôts, fera le reste. Saint-Valery, 13 novembre. — Lettre de l'Intendant à M. Du Brun. Il n'a pas de fonds à sa disposition pour ces sortes de dépenses. « Si le commerce de Saint-Valery espère un grand avantage de l'élargissement de la rue des Dépôts, il doit se charger de la dépense, concurremment avec le sieur Colignon, propriétaire des dépôts. Le commerce de Boulogne fait actuellement des dépenses considérables, qui définitivement monteront à plus de 150,000 livres, pour des ouvrages qui l'inté-

ressent, parce qu'ils facilitent l'entrée et la sortie des marchandises. » 19 novembre, — etc.

C. 1084. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1785. — SAINT-VALERY-SUR-SOMME. —

Lettre de l'Intendant à M. Du Brun, lui demandant son avis sur une requête des officiers municipaux de Saint-Valery, « par laquelle ils demandent que j'ordonne la réparation du bâtiment des écoles des pauvres filles de la Ferté, sur la caisse du droit de fret. Je vous prie... de vérifier si c'est une dépense nouvelle que l'on veut rejeter sur la caisse du droit de fret, qui n'a été établie que pour des objets relatifs au bien de la marine. » 20 mars. — Réponse de M. Dubrun à l'Intendant. « Cette école de la Ferté est tenue par des sœurs de la Providence, l'une payée par une fondation, l'autre sur le droit de fret. Il existe aussi une école à la ville, fondée par les auteurs de M. Duliège d'Amiens. La séparation de la ville et de la Ferté a exigé deux écoles. Elles n'ont d'abord été tenues que par deux sœurs, mais l'agrandissement du commerce ayant augmenté la population de la Ferté, une seule sœur s'est trouvée insuffisante. Comme cette Ferté est habitée en grande partie par des marins, MM. vos prédécesseurs ont bien voulu, Monseigneur, pour l'instruction des filles de ces marins, ordonner qu'il serait payé une seconde sœur sur le droit de fret ; mais je ne vois point qu'il doive s'ensuivre qu'une maison construite avant l'établissement de cette seconde sœur, doive être réparée sur ce même droit de fret. » Il estime que cette réparation doit être supportée par tous les habitants, tant de la Ferté que de Saint-Valery, ainsi qu'il a été fait quelques années auparavant pour les écoles de la ville, à la réparation desquelles les habitants de la Ferté et des faubourgs ont contribué. Saint-Valery, 28 mars. —

Ordonnance de l'Intendant, ordonnant que les réparations à faire aux écoles de la Ferté seront visitées par un expert nommé par le subdélégué. 17 avril. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux de Saint-Valery, leur faisant savoir que la dépense desdites réparations sera prise, non sur le droit de fret, mais répartie et imposée sur tous les habitants, tant de la ville que de la Ferté et faubourgs. 17 avril. — Mémoire de M. Dubrun à l'Intendant. Il résulte de l'expertise, que les réparations sont urgentes et s'élèveront à 2,107 l., 2 s. Elles lui paraissent trop importantes, pour être faites par économie. Il y a donc lieu d'en ordonner l'adjudication au rabais. Saint-Valery, 14 mai. —

Requête des sœurs de la Providence de la Ferté à l'Intendant, à l'effet de hâter l'exécution desdits

travaux, afin de prévenir les accidents imminents auxquels elles sont exposées, elles et les enfants qu'elles instruisent. 15 juin. — Ordonnance de l'Intendant, pour la mise en adjudication desdits travaux. 2 juillet, — etc.

C. 1085. (Liasse.) — 25 pièces papier.

1750-1780. — SAISSEVAL. —

Requête à l'Intendant, à l'effet d'agrandir une des mares de Saisseval. Saisseval, 26 mars 1788. — SALLENEL. — Requête à l'Intendant, par les seigneur, syndic et principaux habitants de Sallenel, à l'effet d'être autorisés à faire certains travaux à divers ponts et fossés. Mars 1776. — Mémoire du subdélégué de Saint-Valery, concluant à l'autorisation desdits travaux. 17 avril 1776. — Mémoires sur ladite affaire. 20 avril 1776 ; 18 octobre, 2 novembre 1777. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant lesdits travaux, qui seront supportés par tous les signataires de la délibération, suivant la répartition qui en sera faite. 20 avril 1776. — Compte de l'adjudicataire des travaux de Sallenel. 1^{er} juillet 1777. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, au sujet de l'arrêté de comptes entre les seigneur et propriétaires de Sallenel, et l'entrepreneur du curement de leurs canaux. « J'y ai un petit intérêt personnel, à cause des biens que mon beau-père possède dans ce terroir. Je vous serai obligé, Monsieur, d'en faire le renvoi à M. le subdélégué de Saint-Valery. » 4 juillet 1777. — Procès-verbal d'expertise desdits travaux, par Pierre Remy, ancien sous-inspecteur des ponts et chaussées de la haute Alsace, présentement conducteur des travaux du canal de Lanchères. 14 août 1777. — SAULCHOY-SOUS-DAVENESCOURT. — « Procès-verbal de l'assemblée de la paroisse du Saussoy-sur-Davenescourt, pour la nomination d'un syndic et autres membres, qui doivent composer l'assemblée municipale. » 12 août 1787. — État des déboursés du syndic du Saulchoy, pour 1787. — SAUVILLERS-MONGIVAL. — État des déboursés du syndic de Sauvillers, pour 1787. — SELINCOURT. — Ordonnance de l'Intendant, qui enjoint aux habitants de Dromesnil, Aumont, Hornoy, Boisrault, Belloy-Saint-Léonard, Saint-Pierre-lès-Selincourt, Méricourt et Hallivillers, de se transporter à Selincourt, avec voitures, chevaux, pelles, pioches, etc., à l'effet d'aider à transporter les décombres des lieux incendiés, sous peine d'amende. 25 mai 1789. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui envoyant la lettre qu'il écrit à la commission intermédiaire de Picardie, au sujet d'un incendie qui, le 18 de ce mois,

« a détruit pendant la nuit 84 maisons, l'église et le presbytère du village de Selincourt ; que sur le premier avis, MM. de la commission intermédiaire y ont fait passer deux tonnes de riz et un secours de 600 livres, pour y acheter des draps, des couvertures, des bas et des souliers pour les malheureux incendiés. » Versailles, 31 mai 1789. — SÉREVILLERS (Oise). — État des déboursés du syndic de Sérévillers, pour 1787. — SOMMEREUX. — Délibération des syndic, marguilliers et principaux habitants de Sommereux, nommant Jacques Bus, au nom duquel seront expédiées les lettres patentes, pour tenir lieu de provisions des offices municipaux, qui se consistent seulement dans la charge de maire ancien et alternatif, afin d'obtenir modération des droits de marc d'or, en vertu de l'arrêt du Conseil du 5 août 1749. 11 janvier 1750. — Lettre des membres de l'assemblée municipale de Sommereux, attestant que leur paroisse ne possède point de communes, voiries, etc. Sommereux, 12 mai 1788. — SORENG, BAZINVAL ET L'ÉPINOY. — Lettre des membres de l'assemblée municipale, relativement à leurs communes. Bazinval, 8 juin 1788. — SOREL. — « Procès-verbal de l'assemblée de la paroisse de Sorel et petit Sorel, pour la nomination de quatre nouveaux membres, pour compléter l'assemblée municipale dudit Sorel, en exécution du règlement de Sa Majesté du 8 juillet 1787. » 20 avril 1788, — etc.

C. 1086. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1675-1790. — SUZANNE. — Vente par les habitants de Suzanne de trois journaux de terre, pour « parvenir au paiement de partie des contributions auxquelles ledit village et paroisse a esté imposé par les gouverneur et intendant des contributions de la ville de Cambray, et éviter d'être pilliez et brûlés par les ennemis, faute de paiement des dites contributions. » Suzanne, 27 juillet 1675. Copie collationnée du 25 novembre 1755. — Ordonnance de l'Intendant, qui annule et fait défenses aux habitants de Suzanne de passer toute transaction, relativement à trois journaux de terre, sis audit lieu. Amiens, 17 septembre 1755. — Requête des habitants de Suzanne à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber, comme les années précédentes. 10 avril 1782. — Id. exposant que, n'ayant pas obtenu ladite autorisation l'année précédente, « ils se sont trouvés l'hiver dernier dans la plus affreuse situation et dans la plus grande disette de chauffage, étant privés de cet usage, que plusieurs d'entre eux ont été réduits à brûler une partie de leurs bâtiments et de leurs ustensiles de

labour, par la rareté du bois et autres matières. » 9 mars 1784. — Id. 20 avril 1790. — « Dénombrement de tous les habitants de la paroisse de Suzanne. » v. 1782. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage de Suzanne. 13 mai 1782. — Id. 27 avril 1784. — Id. 13 avril 1785. — Id. 15 avril 1788. — Id. 3 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 12 août 1782. — Id. 9 août 1784. — Id. 7 août 1785. — Id. 30 juillet 1788. — Certificat de l'assemblée municipale de Suzanne, constatant que leur paroisse ne possède que des pâtures, dont ils ignorent la contenance. Suzanne, 21 décembre 1787, — etc.

C. 1087. (Liasse.) — 28 pièces papier.

1754-1787. — TALMAS. — Note sur un incendie survenu à Talmas, le 17 juin 1778, et qui a détruit seize maisons. Amiens, 21 juin 1778. — TARTIGNY (Oise). — État des déboursés du syndic de Tartigny, pour 1787. — THENNES. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Thennes, par-devant M. Ducastel, directeur des communes, au sujet de la vente de la dépouille de leurs communes. 19 septembre 1754. — Procès-verbal d'adjudication provisoire de la dépouille des communes de Thennes. 30 juin 1755. — Requête de plusieurs habitants de Thennes à l'Intendant, se plaignant de ce que le curé dudit lieu veut exiger la dîme sur les portions de communes mises en adjudication. 19 novembre 1755. — Enquête contradictoire par M. Ducastel, sur une contestation entre les habitants de Thennes et ceux de Berteaucourt, relativement à leurs communes. 6 août 1775. — Procès-verbal d'arpentage des prairies de Thennes-les-Berteaucourt. 27 août 1781. — « Thennes et Berteaucourt. Procès-verbal sur la dépouille d'une partie de communes, et adjudication d'une autre partie. » 27 août 1781. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur une contestation, entre les habitants de Thennes et ceux de Berteaucourt, relativement à leurs communes. Amiens, 6 avril 1785. — Consultation des avocats du comité sur ladite contestation. Amiens, 18 août 1785. — Requête à l'Intendant par les habitants de Thennes, ruinés par un incendie, survenu le jour de Pâques 1785, à l'effet d'être autorisés à vendre 10 arpents de communes, pour le produit être réparti entre les victimes. 1787. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite demande. Amiens, 4 avril 1787. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant que ladite demande sera communiquée aux propriétaires externes, et en cas de consentement, prescrivant les mesures à prendre. 9 avril 1787. — Requête des

habitants de Thenne lès Berteaucourt à l'Intendant, relativement à leur contestation avec ceux de Berteaucourt. 25 avril 1787. — Mémoire de M. Derveloy, sur ladite affaire. 11 mai 1787. — Consultation des avocats du comité, sur ladite contestation. Amiens, 27 mai 1787. — Mémoire sur ladite affaire. 6 juin 1787, — etc.

C. 1088. (Liasse.) — 21 pièces papier.

1754-1790. — THEZY. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Thézy, d'employer au paiement des vingtièmes et des avances du syndic, une somme provenant du loyer de l'étente fournie à un marchand de tourbes. Amiens, 9 septembre 1786. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant ledit emploi. 20 septembre 1786. — THIEULLOY-L'ABBAYE. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, sur une difficulté entre l'abbaye de Selincourt et le curé de Thieulloy-l'Abbaye, relative à la permission demandée par ce dernier de couper 3 arpents, 54 perches de bois, formant le quart de réserve, pour en employer le produit à réparer le presbytère. Paris, 30 septembre 1766. — Mémoire de M. Ducastel, sur ladite affaire. 1^{er} décembre 1766. — Réponse de l'Intendant à M. de Beaumont. Bien qu'il paraisse que le curé de Thieulloy ait employé la séduction envers les habitants dudit lieu, le consentement qu'il en a obtenu de faire ladite coupe n'en est pas moins parfaitement valable. Paris, 5 décembre 1766. — TIGNY-NOYELLE (Pas-de-Calais). — Délibération des habitants de Tigny-Noyelle, sur certains travaux d'amélioration à faire dans leur village. 7 mars 1790. — Mémoire de M. Dargnies à l'Intendant, sur l'adjudication desdits travaux. Abbeville, 22 avril 1790. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite adjudication. 7 mai 1790. — TILLE (Oise). — État des déboursés du syndic de Tillé, pour 1787. — TILLOLOY. — État des déboursés du syndic de Tilloloy, pour 1787. — TILLOY LES CONTY. — Procès-verbal d'adjudication des parties de marais entre Tilloy et Conty. 6 juin 1754. — Requête des habitants de Tilloy à l'Intendant, sur une contestation qu'ils ont avec ceux de Conty, sur la moitié du produit de la séparation de leurs marais, pour le nouveau lit de la rivière fait en 1749. Ils demandent que la moitié dudit produit, qui ne leur est pas contestée, soit délivrée au sieur Proyet, adjudicataire de la reconstruction de leur église, et l'autre moitié laissée en dépôt, jusqu'à fin de cause. Novembre 1756. — Mémoire de M. Ducastel, sur ladite affaire. v. 1756, — etc.

C. 1089. (Liasse.) — 21 pièces papier.

1782-1790. — TIRANCOURT. — Délibération des habitants de Tirancourt, à l'effet de tourber pour leur chauffage. 16 mars 1782. — Id. 13 mars 1783. — Id. 10 mars 1784. — Id. 21 mars 1790. — Requête des habitants de Tirancourt à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber. 18 mars 1782. — Id. 15 mars 1783. — Id. 10 mars 1784. — Id. 10 mars 1787. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 22 mai 1782. — Id. 4 avril 1783. — Id. 21 avril 1784. — Id. 20 avril 1785. — Id. 26 avril 1787. — Id. 25 avril 1788. — Id. 25 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 20 août 1782. — Id. 16 août 1783. — Id. 4 août 1784. — Id. 24 août 1785. — Id. 12 juillet 1787. — Id. 14 juillet 1788.

C. 1090. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1787. — TROUSSENCOURT (Oise). — État des déboursés du syndic de Troussencourt, pour 1787. — TUGNY ET PONT (Aisne). — Lettre du comte Félix de Pardieu à l'Intendant, en faveur des habitants de Bray-Saint-Christophe, en procès avec ceux de Tugny, relativement aux marais communs. Château de Vadencourt, par Saint-Quentin, 10 mars. — Deux mémoires de M. Colliette à l'Intendant, sur ladite affaire. Saint-Quentin, 16 avril. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant les pauvres de la paroisse de Tugny, au nombre de 65 ménages, à extraire des bousins dans 5 septiers de leurs marais communs. 21 avril. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise les pauvres de Bray-Saint-Christophe, au nombre de 40 ménages à extraire des bousins, sur la quantité de 3 septiers entre l'atelier des habitants de Tugny et l'étang du seigneur dudit lieu. 21 avril. — Mémoire de M. Colliette à l'Intendant, sur la contestation entre les habitants de Tugny et ceux de Bray. Saint-Quentin, 20 octobre. — Autre mémoire de M. Colliette, sur la même affaire. Saint-Quentin, 23 novembre. — Consultation des avocats du comité, estimant que les habitants de Tugny sont mal fondés dans leur réclamation, et que l'autorisation de plaider doit leur être refusée. Amiens, 3 décembre, — etc.

C. 1091. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1756-1783. — VAUX-SOUS-CORBIE. — Mémoire de M. Ducastel, sur ce que les adjudicataires de quatre journaux de communes de Vaux, dont le produit est destiné à diverses dépenses d'entretien de l'église dudit lieu, ne veulent pas payer leur adjudication,

parce que, depuis plusieurs années, les syndics n'ont pas rendu compte. 1756. — Requête des syndic et habitants de Vaux-sous-Corbie à l'Intendant, à l'effet de faire rendre compte aux anciens receveurs du produit des réserves afferméees. 11 avril 1757. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant le compte du produit des communes de Vaux-sous-Corbie. Paris, 18 mars 1758. — Avis de M. Ducastel, au sujet des communes de Vaux. 22 mai 1759. — Délibération des habitants de Vaux-sous-Corbie, pour la mise en adjudication de leurs communes. 9 juin 1783. — Requête des syndic et principaux habitants de Vaux à l'Intendant, à l'effet d'autoriser ladite délibération. 10 juin 1783. — Mémoire de M. Ducastel, sur ladite délibération. Amiens, 4 juillet 1783. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne la mise en adjudication pour six ans des communes de Vaux. 10 juillet 1783. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite adjudication. 29 juillet 1783. — « Compte que rend Étienne de Riencourt à la communauté de Vaux-sous-Corbie, des derniers qu'il a reçus comme receveur du produit des communes mises en réserve, que la communauté louait annuellement. » XVIII^e s., — etc.

C. 1092. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1782-1790. — VECQUEMONT. — Délibération des habitants de Vecquemont, à l'effet de tourber pour leur chauffage. 24 mars 1782. — Id. 23 février 1783. — Id. 25 février 1787. — « État des ménages de la paroisse de Vecquemont, pour servir au tourbage de la présente année. » 25 mars 1782. — Id. 23 février 1783. — Requête des habitants de Vecquemont à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tourber. 26 mars 1782. — Id. 28 février 1783. — Id. 15 mars 1784. — Id. 3 mars 1787. — Id. 26 mars 1790. — Procès-verbal d'emparquement dudit tourbage. 15 mai 1782. — Id. 12 avril 1783. — Id. 29 avril 1784. — Id. 14 avril 1785. — Id. 20 avril 1787. — Id. 16 avril 1788. — Id. 4 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 13 août 1782. — Id. 22 août 1783. — Id. 10 août 1784. — Id. 17 août 1785. — Id. 17 juillet 1787. — Id. 1^{er} juillet 1788.

C. 1093. (Liasse.) — 27 pièces papier (1 plan).

1759-1787. — VELENNES (Oise). — Ordonnance de l'Intendant, autorisant certaines dépenses de la communauté de Velennes (Oise.) 29 juillet 1787. — VENDEUIL-CAPLY (Oise.) — Requête des syndic et principaux habitants de Vendeuil-Caply à l'Intendant, se plaignant d'une

délibération prise par une partie des habitants de ladite paroisse, à l'effet de partager environ 30 journaux de marais communs, pour les convertir en terres labourables. 21 février 1769. — VERMAND (Aisne). — Compte rendu d'un incendie survenu à Vermand, et dans lequel périrent plusieurs personnes. 14 mars 1777. — VERPILLIERES. — État des déboursés du syndic de Verpillières, pour 1787. — VERS-HEBECOURT. — Mémoire de M. Ducastel, sur une demande faite par les syndic et principaux habitants de Vers-Hébécourt, à l'effet de toucher 70 l. du produit de leurs communes, pour payer certaines dépenses. 4 septembre 1759. — Ordonnance de ladite somme de 70 l. à payer aux habitants de Vers-Hébécourt. Paris, 8 décembre 1759. — Délibération des habitants de Vers, à l'effet de refaire l'état de répartition de la taille de ladite paroisse. 2 septembre 1759. — Plan du presbytère de Vers-Hébécourt. 27 octobre 1782. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant la mise en adjudication de portion de communes de Vers-Hébécourt. 12 août 1783. — Id. 26 août 1786. — Id. 29 août 1787, — etc.

C. 1094. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1780-1782. — VIEULAINES. — Requête de Jean-François Darras, curé de Vieulaines, à l'Intendant, à l'effet de faire supporter par la communauté dudit lieu, des réparations urgentes à l'église et notamment au clocher. 18 avril 1780. — Observations des seigneur, syndic et principaux habitants de Vieulaines, appuyant ladite requête. 16 décembre 1781. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant, sur ladite affaire. 6 février 1782. — Procès-verbal d'expertise des travaux à faire à l'église de Vieulaines, par Salomon Noël, architecte : réfection d'un clocher à la place du campanart qui tombe en ruines, la toiture en chaume à refaire en tuile, réparations au pavé, réfection de l'autel, construction d'un plafond, etc. 24 avril 1782. — « Devis estimatif d'un clocher à faire avec autres réparations, à l'église paroissiale de Vieulaines, en 1782. » 240 l., 7 s., 8 d., par Noël, architecte. Abbeville, 31 mai 1782. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 30 juin 1782. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant l'exécution desdits travaux, et leur mise en adjudication. 2 juillet 1782, — etc.

C. 1095. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1781-1783. — VIEULAINES. — Requête des seigneur, syndic et principaux habitants de Vieulaines à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à tour-

ber une partie de leurs communes, pour indemniser les victimes d'un incendie qui, le 7 avril précédent, a détruit plusieurs maisons de leur village. 19 mai 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, le priant de vérifier ladite requête. Amiens, 20 mai 1781. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant. Il pense qu'il y a lieu d'accorder ledit secours. 13 juin 1781. — Requête de Joseph-Florimond Donné, laboureur, et d'Antoine Jolly, manouvrier, à l'Intendant, à l'effet d'être compris dans ledit secours. 18 septembre 1781. — « État de distribution de la somme de 1,500 l., montant des secours accordés aux incendiés du village de Vieulaines, sur le produit de la partie de communes vendue à faculté de tourber. » 24 mars 1783, — etc.

C. 1096. (Liasse.) — 24 pièces papier.

1781-1788. — VIEULAINES. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage à faire au profit des incendiés de Vieulaines. 15 décembre 1781. — Procès-verbal d'estimation des tourbages indiqués pour les incendiés et la réparation de l'église de Vieulaines. 4 février 1782. — Procès-verbal d'adjudication des tourbages de Vieulaines. 28 novembre 1782. — Requête des syndic et habitants de Vieulaines à l'Intendant, à l'effet de faire procéder au récolement desdits tourbages. 22 juin 1788. — Requête des adjudicataires dudit tourbages à l'Intendant, sur une contestation qu'ils ont avec les habitants de Vieulaines. 28 juillet 1788. — Requête des syndic et habitants de Vieulaines à l'Intendant, sur ladite affaire. 29 septembre 1788. — Mémoire de M. Dargnies à l'Intendant, sur ladite contestation. Crécy, 1^{er} octobre 1788. — Procès-verbal de récolement des tourbages de Vieulaines. 29 décembre 1788, — etc.

C. 1097. (Liasse.) — 22 pièces papier.

1782-1790. — VIEULAINES. — Délibération des habitants de Vieulaines, à l'effet de tourber pour leur chauffage. 24 mars 1782. — Id. 16 mars 1783. — Id. 7 mars 1784. — Id. 11 mars 1787. — Requête des habitants de Vieulaines à l'Intendant, demandant l'autorisation de tourber. 24 mars 1782. — Id. 16 mars 1783. — Id. 7 mars 1784. — Id. 11 mars 1787. — Id. 3 avril 1790. — Procès-verbal d'emparquement du tourbage de Vieulaines. 16 mai 1782. — Id. 6 avril 1783. — Id. 19 avril 1784. — Id. 16 avril 1785. — Id. 23 avril 1787. — Id. 2 juin 1788. — Id. 5 mai 1790. — Procès-verbal de récolement dudit tourbage. 17 août 1782. — Id. 9 août 1783. — Id. 31 juillet 1784. —

Id. 20 août 1785. — Id. 9 juillet 1787. — Id. 4 juillet 1788.

C. 1098. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1754-1787. — VIGNACOURT. — Délibération du chapitre de Vignacourt, sur ce que « le plus grand nombre des paroissiens étant obligés d'être journellement absents de chez eux, pour se procurer la subsistance et à leur famille, les femmes se trouvent totalement chargées de l'éducation entière de leurs enfants ; qu'il n'y a point d'endroit où l'établissement à perpétuité des écoles charitables des filles y soit si nécessaire, que la manière dont un tel établissement s'y est formé, malgré les puissants obstacles qu'on y a apportés, annonce et justifie que Dieu l'a pris sous sa protection dès sa naissance ; les fruits de bénédiction dont cet établissement est récompensé, en est une preuve sensible. Feu M. Bernard, ancien curé de Berteaucourt, touché de voir un aussi grand nombre de garçons et de filles, pêle-mêle dans une même école, sous un seul maître, fut le premier qui conçut le dessein de cet établissement. Pour le faire réussir, il acheta un manoir, de la contenance d'un journal et demi de terre dans le centre de la paroisse, qu'il ne donna à la communauté des habitants en 1702, qu'à condition d'y faire construire un bâtiment capable de servir de demeure à une ou deux maîtresses d'école, et pour y tenir les écoles mêmes. La très pieuse et très illustre maison de Chaulnes ne fut pas plutôt informée de cette bonne œuvre, qu'elle fit résider à Vignacourt, à ses dépens, une sœur de l'institut de M. Boquillon, pour y tenir l'école des filles. Cette fille vertueuse se porta avec tant d'ardeur à quêter elle-même, et à faire quêter dans le lieu et dans Amiens, que peu à peu elle parvint à faire construire le bâtiment, qui a servi pour la demeure des sœurs, et à tenir les écoles jusqu'en 1740, que le nombre des filles s'est si fort multiplié, que le chapitre a cru devoir faire transporter une petite grange du bout du jardin dans la cour, pour en faire une seconde classe pour les plus petites filles. Feu M. Moreau, chanoine d'Amiens et prieur de Boves, imitant la piété du seigneur duc de Chaulnes, fit résider audit Vignacourt, à ses dépens, une seconde sœur du même institut. Feu messire Louis Denis, prêtre et chanoine de cette église, affligé d'apprendre, après la mort de M. Moreau, que le projet qu'ils avaient formé de concert, selon lequel ledit sieur Moreau devait laisser une rente de 200 l. par an, non remboursable, à perpétuité, et ledit sieur Denis, 100 l., pour la pension de deux sœurs, était échoué, dans la vue..... de per-

pétuer, en faveur de la paroisse de Vignacourt, les grands avantages que lui procurait la résidence de deux sœurs de la communauté des filles des écoles charitables de l'Enfant Jésus, établies à Rouen, de l'institut du père Baré, il révoqua son testament, par lequel il avait laissé 29 à 30 journeux de terre et quelques rentes à l'hôpital général de la ville d'Amiens, à condition de payer à perpétuité 100 l., pour contribuer à la pension des maîtresses d'école de Vignacourt, et substitua ladite communauté de Rouen pour ce même legs, à la place dudit hôpital, à la charge par ladite communauté, de faire résider à Vignacourt deux sœurs de son institut, de leur payer, pour leur entretien, 300 l. pour elles deux chaque année, et d'entretenir de toutes réparations, la maison et bâtiment destinés pour la demeure desdites sœurs, et servant aux écoles, jusqu'à concurrence du surplus des revenus desdits biens ; avec cette précaution, qu'en cas que ladite communauté refuse d'accepter ledit legs, ou si elle se trouve hors d'état de pouvoir l'accepter ou d'en exécuter les charges, audit cas le testateur a déclaré que ledit legs, avec les biens y compris, appartiendrait à toujours, et aux mêmes charges, aux sieurs doyen, chanoines et chapitre de Vignacourt ; voulant que, dans tous les cas, le sieur doyen dudit chapitre, et le sieur curé de Vignacourt, aient inspection sur les sœurs qui tiendront lesdites écoles, à l'effet de s'en bien acquitter..... Le chapitre, surpris d'apprendre le traité qui avait été arrêté entre les héritiers du fondateur et les habitants, selon lequel lesdits héritiers s'obligeaient de payer, à perpétuité 300 l. par an, pour la pension de deux sœurs, et les habitants d'entretenir les bâtiments de toutes réparations, au moyen de quoi lesdits héritiers pourraient vendre les immeubles légués, à condition, pour les acquéreurs, de payer à perpétuité à la communauté de Vignacourt, tant par chaque journal par an, pour la pension des maîtresses d'école ; ledit chapitre a cru devoir faire échouer l'exécution d'un pareil traité, tant par ce que, depuis que lesdits bâtiments étaient construits, ladite communauté n'y avait fait aucune réparation, et qu'ils étaient sur le point de tomber en totale ruine, puisqu'on fut obligé pendant du temps, de tenir des écoles dans des maisons voisines..... Le chapitre s'est non-seulement chargé pour faire faire pour 5 à 600 l. de réparations, sans quoi le bâtiment serait tombé en ruine..... Rien ne doit empêcher de profiter de la bonne saison, et pour le plus grand bien de la chose même, de faire présentement ce qui suit : Premièrement..... Secondement..... Troisièmement, faire paver de grés toute la grande classe, attendu que la grande multitude des grandes

filles qui s'y assemblent, pour y recevoir les instructions que leur donnent les sœurs les dimanches et fêtes, et des écolières qui s'y assemblent journellement, casseraient et briseraient bientôt un pavé qui serait fait de carreaux ou de briques ; ce pavé est d'autant plus nécessaire, que, pendant l'hiver, cette classe est remplie de boue, et qu'en tous temps, les bancs qui ne peuvent s'y soutenir, tombent et se brisent. Quatrièmement, aplanir le terrain de la petite école, y faire une aire de terre, en attendant seulement qu'après que tous les droits d'indemnité auront été payés, on puisse faire construire une seconde classe plus grande, à l'endroit à ce destiné, par [ce que] celle là est déjà trop petite, tant le nombre des écolières augmente chaque année, et que d'ailleurs, étant trop exposée au soleil du midi, la maîtresse et les enfants y souffrent beaucoup pendant l'été..... Cinquièmement, comme il est partout d'usage de fournir aux sœurs de cet institut, la batterie de cuisine, les lits, draps, nappes, serviettes, torchons, que ce qui a été livré à cet effet, s'use par l'usage, il est nécessaire de fournir dès à présent auxdites sœurs trois paires de draps, six nappes, deux douzaines de serviettes et six torchons. Sixièmement, de garnir le reste du plant, qui n'a jamais été planté, de 15 ou 16 poiriers bien choisis, au temps de la première plantation des arbres, d'ôter l'argile des trous où ils seront plantés, y mettre de bonne terre, afin de procurer par la suite auxdites sœurs par ce moyen, la boisson qui leur sera nécessaire. » 16 mai 1758. — VILLECOURT. — Tourbage accordé aux habitants de Villecourt, pour leur chauffage. 17 mai 1754. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant ledit tourbage. Paris, 24 mai 1754. — Procès-verbal contre les habitants de Villecourt, pour avoir tiré des bousins, sans l'autorisation de l'Intendant. 6 août 1755. — VILLERS-TOURNELLE. — État des déboursés du syndic de Villers-Tournelle, pour 1787.

C. 1099. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1780-1781. — WACQUEMOULIN (Oise.) —

Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire, par lequel les habitants de Wacquemoulin réclament la propriété de 93 arpents de pré, dont les Jésuites se seraient emparés, lors de la réunion de la mense abbatiale de Saint-Martin-aux-Bois, au collège Louis-le-Grand. Paris, 13 novembre 1780. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. La réclamation des habitants de Wacquemoulin n'est fondée que sur des titres très

équivoques. Montdidier, 7 mars 1781. — Mémoire de l'Intendant à M. Debonnaire de Forges, conforme au mémoire précédent. 11 mars 1781. — Requête des habitants de Wacquemoulin à l'Intendant, le priant de leur être favorable dans ladite affaire. Mars 1781. — Mémoire des déboursés du syndic de Wacquemoulin, pour 1787. — WAILLY-CROY. — Arrêté d'un compte relatif à la paroisse de Wailly-Croy. 28 juillet 1787, — etc.

C. 1100. (Liasse.) — 22 pièces papier.

1779-1787. — WARFUSEE-ABANCOURT. — Acte d'emprunt fait par la communauté de Warfusée-Abancourt, d'une somme de 1,000 l. à titre de rente, pour subvenir aux frais d'un procès contre la communauté du Hamel, pour raison des pâtures, nommées le Marais de Brachut. 31 mai 1779. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, relative audit procès. Versailles, 19 juillet 1781. — Requête de plusieurs habitants d'Abancourt-Warfusée à l'Intendant, à l'effet de répartir les arrérages de ladite rente sur tous les habitants, au marc la livre. 7 janvier 1782. — Nomination par les syndic et habitants d'Abancourt-Warfusée, d'un collecteur pour ladite rente. 27 janvier 1782. — « Rôle de répartition de la somme de 111 l., 17 s., 10 d fait sur tous les habitants taillables et domiciliés en la paroisse de Warfusée-Abancourt. » Juillet 1782. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne la répartition de différentes sommes dues par la communauté de Warfusée-Abancourt, sur tous les habitants de ladite communauté. 8 avril 1787. — Rôle de répartition desdites sommes. 14 octobre 1787, — etc.

C. 1101. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1764-1787. — WARSY. — État des déboursés du syndic de Warsy, pour 1787. — WARVILLERS. — État des déboursés du syndic de Warvillers, pour 1787. — WIRY. — Procès-verbal d'élection par les lieutenant, syndic et principaux habitants de Wiry, de François Dumez, en qualité de magister dudit lieu, aux gages de « huit setiers de blé, mesure d'Airaine, plus la somme de 42 l. à toucher généralement de notre dite communauté, trois pocages à recevoir de chaque ménage, savoir à Noël, à Pâques et à la fête... plus la somme de 11 l. que ledit Dumez recevra aussi annuellement de la fabrique de l'église dudit Wiry ; plus il recevra en outre les droits provenant du casuel. » 29 octobre 1786. — YZEUX. — Requête du syndic d'Yzeux à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à passer bail avec l'abbaye du Gard, pour 100 journaux de pâturages.

12 avril 1764. — Mémoire de M. Le Senne, sur ladite requête. Doullens, 26 avril 1764. — Ordonnance de l'Intendant, autorisant ledit bail. 30 avril 1764. — Requête des habitants d'Yzeux à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à plaider contre le sieur Boussemart, receveur de leur seigneur, qui veut les priver dudit pâturage. 12 juin 1786. — Lettre de l'Intendant à l'évêque d'Arras, lui faisant remarquer le bien fondé de la réclamation des habitants d'Yzeux, et le priant de leur rendre ledit pâturage. 26 juin 1786. — ZOUAFQUES (Pas-de-Calais). — Mémoire de M. Garnier à l'Intendant, établissant la nécessité de réparations que les habitants de Zouafques demandent à faire à leurs chemins. Ardres, 26 mai 1786, — etc.

C. 1102. (Liasse.) — 17 pièces papier (1 imprimée).

1709-1787. — Finances. — « Amortissement des rentes. Extrait des registres du conseil d'État. » Versailles, 12 mars 1709 (impr. placard.) — Extrait d'un arrêt du Parlement des 15 et 17 janvier, relatif aux finances. — « Recouvrement des impositions dans la généralité d'Amiens, pendant le mois de décembre 1775. » — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, sur les mesures à prendre pour parer aux entreprises faites sur les convois d'argent expédiés d'une recette particulière à la caisse de la recette générale et à celle des fermes. Versailles, 31 janvier 1776. — Lettre de M. de Crosne, intendant de Rouen, à M. d'Agay, intendant, le priant de faire remettre par son subdélégué de Doullens, des fonds au sieur Coquerel, gentilhomme de Normandie, dont la détention dans la maison des Bons Fils de Saint-Venant-en-Artois vient d'être commuée en un exil à Doullens, et qui se trouve actuellement sans ressources. Rouen ; 27 décembre 1779. — Nouvelle lettre de M. de Crosne à l'Intendant, sur la conduite à tenir à l'égard de ce personnage. Rouen, 18 janvier 1780, — etc.

C. 1103. (Liasse.) — 27 pièces papier (5 imprimées).

1641-1790. — Finances. — « Extraict des registres du conseil d'Etat. » Arrêt du conseil d'État, qui ordonne « que les sommes auxquelles les officiers de l'eslection d'Amiens ont esté taxez pour lesdits seize sols, pour paroisse, d'augmentation de signatures de roolles, confirmation d'hérédité, descharge du prest et autres taxes, seront perceues et levées par ceux à qui elles appartiennent, sur les gaiges escheüs et à escheoir desdits officiers, et non sur leurs autres biens. » 12 octobre 1641 (impr. 4 p. in-4°.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui confirme les offices de

commissaires aux prisées et ventes de meubles, créés par édit du mois d'août 1712. » 10 octobre 1724 (impr. 4 p. in-4°.) — « Jugement portant que tous les créanciers du sieur Fargès, qui n'ont pas encore produit leurs titres de créance, seront tenus de produire au greffe du sieur Passelaigue, greffier des commissions du Conseil, dans un mois pour dernier délai, à peine de déchéance de leurs créances, ledit temps d'un mois passé, et sans espérance d'autre délai. » Paris, 3 juin 1733 (impr. affiche.) — « Ordonnance du bureau des finances de la généralité d'Amiens », sur les comptes à rendre par tous les receveurs et comptables de la généralité, les états à produire par les greffiers de toutes les juridictions, etc. 21 décembre 1767 (impr. 7 p. in-4° Amiens.) — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, relativement aux attributions respectives des intendants et des cours des aides et élections. Versailles, 30 mai 1769. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur une lettre du sieur Duval, ancien capitaine de grenadiers, qui « demande le changement du sieur Prévost, contrôleur des aides à Roye, qui le menace d'employer la violence, pour devenir son gendre. » Paris, 26 janvier 1775. — « Copie de la lettre écrite à M. Duval, par M. Prévost, le 16 janvier 1775. » — « Réponse de M. Duval à la lettre ci-jointe. » — Mémoire de M. Gaullière à l'Intendant, sur ladite affaire. Roye, 28 février 1775. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général. Bien que la conduite du sieur Prévost lui paraisse plus correcte que ne l'a dépeinte le sieur Duval, il ne voit aucun inconvénient à éloigner le sieur Prévost, et à l'envoyer exercer son emploi dans une autre direction. 23 mars 1775. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, au sujet d'un mémoire par lequel « le sieur Lefebvre, huissier, commissaire aux tailles de l'élection d'Amiens, demande que le Conseil prononce la nullité du traité qu'il a fait de cet office avec le sieur Riou, précédent titulaire, sous prétexte qu'il a été trompé sur le prix. » Cette demande est de la compétence des juges ordinaires. Versailles, 20 avril 1775. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui envoyant, pour la faire afficher et publier, deux exemplaires d'une déclaration du Roi, du 9 mars précédent, rendue « pour ordonner la représentation à la cour des Aides de Paris, des titres et pièces qui y ont été enregistrées, avant que l'incendie arrivé la nuit du 10 au 11 janvier eut consommé les greffes et les dépôts de ses minutes. » Versailles, 4 avril 1776. — Lettre de M. Planel, contrôleur des vingtièmes, à l'Intendant, lui demandant un certificat de sa conduite et de sa capacité depuis quatre ans qu'il

travaille sous ses ordres. Grandvilliers, 9 juillet 1776. — Certificat accordé par l'Intendant, au sieur Planel. Amiens, 9 juillet 1776. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, l'informant qu'il a désigné le sieur de Chalandray, suppléant du receveur général des finances, pour se rendre dans sa généralité ; et y assurer le recouvrement des impositions, etc. Versailles, 25 avril 1781. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur une requête du sieur Leclercq, qui sollicite le remboursement de la finance qu'il a payée, pour un office de conseiller élu en l'élection de Montdidier, dont il a été pourvu par lettres de provisions du 8 juin 1785, et dans lequel il prétend n'avoir pas réussi à se faire recevoir. Paris, 3 octobre 1786. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant, sur ladite affaire. Il ne pense pas que les désagréments qu'a éprouvés le sieur Leclercq soient une raison pour lui procurer le remboursement des droits qu'il a acquittés. « Le désagrément qu'il éprouve arrêtera peut-être l'ambition de quelques riches fermiers, qui maintenant ne prennent des charges d'élus ou autres, que pour sortir de leur état, s'exempter de la taille, se faire considérer, et jouir de certains privilèges, sans songer aux obligations qu'ils contractent ; une fois pourvus, ils s'éloignent du lieu où ils doivent résider, n'y font que les fonctions dont l'omission les priverait des émoluments, des gages de l'office dont ils ont traité, et négligent tout à fait les autres. » Montdidier, 18 décembre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Calonne, portant les conclusions contenues dans la lettre précédente. 3 décembre 1786. — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, l'informant que, dans ce moment, il n'y avait pas lieu de pourvoir au remplacement du sieur Chamont, directeur des vingtièmes de sa généralité. Il le prévient que le travail de cette direction sera suivi par le sieur Chamont fils, contrôleur principal. Paris, 7 mai 1790, — etc.

C. 1104. (Liasse.) — 21 pièces papier (18 imprimées).

1654-1784. — Impositions directes. —

Arrêt du conseil d'État, qui ordonne que « par le sieur de Bordeaux, intendant des finances, départhy en la généralité d'Amiens, ou en son absence, par le sieur Pietre, trésorier de France, commissaire subdélégué, appelés avec eux ceux des officiers desdites élections qu'ils jugeront à propos, il sera procédé à nouvelle assiette et département, en chacune des susdites élections, si besoin est, et fait un roole séparé

tant des officiers supprimez que réservez, qui n'auront point payé leurs taxes, dans lequel seront lesdits officiers supprimez, par eux taxez, cotisez d'office auxdites tailles, et ez autres impositions de ladite présente année 1654. » Paris, 6 juin 1654 (impr. affiche). — « Extrait des registres du conseil d'Estat. » Arrêt qui ordonne que les tailles de l'année suivante 1662, seront moindres que celles de l'année présente, de 3,000,000 de livres, etc. Paris, 2 avril 1661 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État, qui permet aux intendants et commissaires départis, de commettre des officiers, pour faire procéder à la confection des rôles des tailles. » 5 juillet 1707 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant que, dans toute l'étendue de la généralité d'Amiens, ceux qui exploiteront des héritages, soit de leurs propres, ou à fermes, dans différentes élections, seront imposés dans chacune, à proportion de leurs exploitations, quoiqu'elles soient au dessous de 25 arpents, à l'exception néanmoins des héritages, censives et droits, qui ne sont que de petites parties du corps d'une ferme, et qui s'étendent dans des paroisses de différentes élections, auquel cas, les propriétaires, serviteurs ou fermiers, ne seront cotisés que dans la paroisse, dans laquelle sera située la maison et le principal domicile de la ferme, pourvu que le tout soit compris dans un même bail. » 14 février 1713 (impr. affiche.) — Ordonnance de Louis-Guillaume Jubert de Bouville, intendant d'Orléans, pour la répartition des tailles dans sa généralité. 24 février 1718 (impr. affiche.) — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant ; qui ordonne que le syndic, ou lieutenant de chaque paroisse, ou le greffier de la seigneurie, et, au défaut des uns et des autres, le plus haut cotisé à la taille, seront tenus d'assister les collecteurs, pour la confection des rôles du dénombrement des personnes, etc. Amiens, 22 janvier 1725 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui assujettit, à commencer du 1^{er} octobre 1743, et à l'avenir, à l'imposition de la taille et autres impositions, tant ordinaires qu'extraordinaires, telles qu'elles se perçoivent dans les paroisses taillables de la province de Picardie, les paroisses, villages, hameaux, fermes et censes réunies à ladite province, et assujetties aux impositions et levée des différents droits des fermes, par arrêts des 13 avril et 24 juin 1743. » 25 février 1744 (impr. affiche.) — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, sur les déclarations par bouts et côtés de tous les biens des taillables et des privilégiés. Amiens, 12 décembre 1744. — Ordonnance de M. d'Invaux, intendant, sur la confection des rôles de la taille et de la capitation.

Amiens, 1^{er} décembre 1761 (impr. 4 p. in-4°, Amiens, 1761.) — Ordonnance de l'Intendant, pour la répartition de la taille dans l'élection de Ponthieu. 1755 (impr. 4 p. in-fol. Amiens, 1754.) — Ordonnance de l'Intendant, fixant les 224, 823 l. assignées à l'élection de Montdidier, à la somme de 600 l. pour la paroisse de Bonneuil. 15 avril 1768. — Ordonnance de l'Intendant, pour la répartition des impositions. 1772 (impr. 4 p. in-fol.) — Ordonnance de l'Intendant, fixant la part de tailles et accessoires de la paroisse de Senarpont, Réderie et Bernapré, pour 1782. Amiens, 9 août 1781. — Ordonnance de l'Intendant, pour la répartition des impositions de 1784, pour l'élection d'Abbeville (impr. 4 p. in-fol.) — Id. pour l'élection d'Amiens (impr. 4 p. in-fol.) — Id. pour l'élection de Doullens (impr. 4 p. in-fol.) — Id. pour l'élection de Montdidier (impr. 4 p. in-fol.) — Id. pour l'élection de Péronne (impr. 4 p. in-fol.) — Id. pour l'élection de Saint-Quentin (impr. 4 p. in-fol.), — etc.

C. 1105. (Liasse.) — 16 pièces papier (imprimées).

1673-1735. — Impositions directes. — « Règlement du Roy pour le fait des tailles. Vérifié en la cour des Aydes, le 23 mars 1673. » Fragment (impr. 4 p. in-4°, Paris, 1673.) — Ordonnance de l'Intendant, pour la nomination des collecteurs. Arras, 2 juin 1710 (impr. affiche.) — « Avertissement aux collecteurs et autres redevables. » Amiens, 3 septembre 1716 (impr. affiche). — « Instruction pour la confection ou la réformation des tableaux qui doivent servir dans chaque paroisse à la nomination des collecteurs, conformément aux déclarations du Roi des 1^{er} août 1716 et 24 mai 1717 » (impr. 3 p. in-fol.) — Ordonnance pour la remise des listes de ceux qui doivent être nommés collecteurs l'année suivante. Amiens, 23 juin 1722 (impr. affiche.) — Ordonnance de Louis-Guillaume-Jubert de Bouville, intendant d'Orléans, sur les collecteurs des tailles. Orléans, 22 juin 1724 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, sur le recouvrement des impositions des années précédentes. Amiens, 13 février 1725 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, sur la confection des états des collecteurs. Amiens, 19 juin 1725 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, sur le même objet. 30 mai 1734 (impr. affiche), — etc.

C. 1106 (Liasse.) — 58 pièces papier.

1711-1774. — Impositions directes. — « Carte générale de toutes les impositions ordinaires et extraordinaires faites en Picardie, depuis 1700, jusques et

compris 1711. » — « État du montant de l'imposition de la taille dans la généralité de Picardie, depuis 1698, jusques et compris 1718, et des diminutions survenues », etc. — « Bordereau général des sommes contenues dans l'avis sur le brevet pour l'imposition de la taille, sur les six élections de la généralité d'Amiens, pour l'année prochaine 1723. » — Id. 1724. — Id. 1729. — Id. 1730. — État des impositions pour la généralité d'Amiens, pour l'année 1723. — « État général des sommes imposées, sur les six élections de la généralité d'Amiens, pendant l'année 1724. » — « État général des impositions faites dans la généralité d'Amiens, pour l'année 1733, tant dans les six élections, que dans les quatre gouvernements qui la composent. » — « État de l'imposition qui a été faite sur les élections de la généralité d'Amiens, des 3 deniers pour livre en sus de la taille, pour l'année 1733, à quoi le Roi a fixé, par l'arrêt du 3 octobre 1724, la moitié des gages et taxations des syndics et greffiers des rôles réservés aux hôpitaux, par l'édit du mois de juillet audit an, et de celle faite dans le gouvernement du Boulonnois en la même année, aussi pour les hôpitaux, en exécution de l'arrêt du 11 septembre 1731, ensemble du sol pour livre du montant desdites impositions, ordonné pour frais de recouvrement. » Amiens, 1^{er} février 1733. — « Généralité d'Amiens. Carte générale de toutes les impositions de 1734. » — Id. 1735. — Id. 1736. — Id. 1737. — Id. 1738. — Id. 1739. — Id. 1740. — Id. 1741. — Id. 1742. — Id. 1744. — Id. 1745. — Id. 1746. — Id. 1747. — Id. 1748. — Id. 1749. — Id. 1750. — Id. 1752. — Id. 1753. — Id. 1754. — Id. 1755. — Id. 1756. — Id. 1757. — Id. 1758. — Id. 1759. — Id. 1760. — Id. 1761. — Id. 1762. — Id. 1763. — Id. 1764. — Id. 1765. — Id. 1766. — Id. 1767. — Id. 1768. — Id. 1769. — Id. 1770. — Id. 1774. — « État des impositions ordinaires et extraordinaires, faites dans la généralité d'Amiens, depuis et compris 1733, jusques et compris 1767, tant sur les six élections, que dans les quatre gouvernements », — etc.

C. 1107. (Liasse.) — 40 pièces papier (imprimées).

1701-1742. — Impositions directes. —

« Déclaration du Roi, portant l'établissement d'une capitation générale. » Versailles, 12 mars 1701 (impr. 38 p. in-4°, Imp. Roy. 1768). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les états de répartition de la capitation, qui doivent être dressés, en exécution de la déclaration de S. M. du 12 mars 1701. » 16 août 1701 (impr. 4 p. in-4°, Paris 1701.) — « Déclaration du Roi, portant, qu'à commencer

du 1^{er} janvier 1706, la capitation de chacune année sera payée, par préférence à tous les créanciers, sur les revenus des terres échus et à écheoir pendant la même année, nonobstant tous mandements acceptés par les fermiers sur le prix de leurs baux, lesquels n'auront pas été acquités. » Versailles, 7 décembre 1706 (impr. 3 p. in-4°.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les particuliers qui seront compris dans les états de répartition de la capitation de l'année prochaine 1708, seront tenus de payer, outre la portée de leurs taxes, les deux sols pour livre d'icelles, etc. » 11 octobre 1707 (impr. 4 p. in-4°, Paris 1707). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que ceux qui auront acquis l'affranchissement de leur capitation, en exécution de l'édit du mois de septembre dernier, ne pourront être augmentés à la taille, subvention et autres impositions ordinaires usitées, tant dans les pays d'élections et autres provinces, que dans les pays d'états, à de plus grandes sommes que celles auxquelles ils ont été imposés en la présente année, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être, si ce n'est en cas d'augmentation desdites impositions. » 13 novembre 1708 (impr. 4 p. in-4°, Paris 1708.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les particuliers des provinces et généralités du royaume, autres que les pays d'états et la Provence, qui seront compris dans les états qui seront arrêtés au Conseil, pour l'affranchissement de la capitation, seront tenus de payer les sommes pour lesquelles ils y auront été employés, entre les mains des receveurs généraux des finances, etc. » 5 mars 1709, (impr. 3 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les particuliers, qui auront acquis l'affranchissement de leur capitation, seront tenus de représenter aux receveurs préposés pour le recouvrement de cette imposition, leurs quittances de finance », etc. 9 avril 1709 (impr. 4 p. in-4°, Paris 1709). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les particuliers compris pour l'affranchissement de leur capitation dans les états arrêtés en exécution de l'édit du mois de septembre 1708, seront tenus de payer dans le quinzième du mois de février prochain, les sommes pour les quelles ils y auront été employés », etc. 3 décembre 1709 (impr. 4 p. in-4°, Paris 1709.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les particuliers qui seront compris dans les états de répartition de la capitation de l'année prochaine 1713, seront tenus de payer, outre la portée de leurs taxes, les deux sols pour livre d'icelle. » 8 novembre 1712 (impr. 4 p. in-4°,

Paris 1712.) — Ordonnance de l'Intendant, pour la répartition de la capitation sur les habitants du Boulonnois. Amiens, 20 février 1713 (impr. affiche.) — Ordonnance de César-Charles Lescaplier, intendant de Champagne, pour la répartition de la capitation sur l'élection de Langres. Chalons, 20 janvier 1715 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, pour la répartition de la capitation. Amiens, 28 janvier 1716 (impr. affiche.) — Id. 5 février 1717 (impr. affiche.) — Id. 10 février 1719 (impr. affiche.) — Id. 1^{er} décembre 1719 (impr. affiche.) — Id. 23 novembre 1720 (impr. affiche.) — Id. 10 novembre 1721 (impr. affiche.) — Id. 18 octobre 1722 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, pour le recouvrement de l'arriéré de la capitation. Amiens 14 décembre 1722 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, pour la répartition de la capitation. Amiens, 25 octobre 1723 (impr. affiche.) — Id. 4 novembre 1724 (impr. affiche.) — Id. 15 novembre 1727 (impr. affiche.) — Id. 31 octobre 1729 (impr. affiche.) — Id. 29 octobre 1731 (impr. affiche.) — Id. 10 novembre 1733 (impr. affiche.) — Id. 15 novembre 1736 (impr. affiche.) — Id. 15 novembre 1738 (impr. affiche.) — Id. 4 décembre 1742 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, sur ce que plusieurs gentilshommes, compris dans les rôles de la capitation de la généralité, n'ont pas encore payé leurs cotes. 9 mars 1724 (impr. affiche.) — Id. 9 décembre 1726 (impr. affiche.) — Id. 31 décembre 1728 (impr. affiche.) — Id. 15 juillet 1732 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les fermiers, économes, receveurs et régisseurs des biens des gentilshommes et privilégiés, ne pourront payer les prix de leurs fermes, ni le montant de leurs recettes ou régies, qu'il ne leur soit justifié du paiement de la capitation desdits gentilshommes et privilégiés. » 8 mars 1729 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les particuliers qui seront compris dans les états de répartition de la capitation pour l'année 1735, seront tenus de payer, outre la portée de leur taxe, les 2 sols pour livre d'icelle. » 13 juillet 1734 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1734), — etc.

C. 1108. (Liasse.) — 24 pièces papier (18 imprimées).

1705-1737. — Impositions directes. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que, pendant une année, à commencer au 1^{er} avril prochain, il sera levé une augmentation de deux sols pour livre, sur les deniers de la taille. » 3 mars 1705 (impr. 4 p. in-4°.) — « Déclaration du Roi, pour continuer pendant l'année 1706, la levée et

l'augmentation du dixième ou des deux sols pour livre. » Versailles, 26 décembre 1705 (impr. 4 p. in-4°, Paris 1706.) — « Déclaration du Roi pour la levée du dixième du revenu des biens du Royaume. » Marly 14 octobre 1710 (impr. 8 p. in-4°, Paris 1778.) — « Déclaration du Roi portant que les biens ecclésiastiques ne sont point compris dans celle du 14 octobre 1716, qui établit la levée du dixième. » Versailles, 27 octobre 1711 (impr. 4 p. in-4°.) — Ordonnance de l'Intendant, sur la répartition d'une somme de 20,241 l., 18 s., 6 d. à imposer sur les contribuables aux tailles de la généralité, au marc la livre d'icelle. Arras, 20 décembre 1711 (impr. affiche.) — « Édit du Roi portant règlement pour l'égalité dans l'imposition des tailles, et les privilèges accordés en faveur de ceux qui rétabliront les domaines abandonnés, les regarniront de bestiaux, et mettront des fermiers dans les terres qu'ils font valoir par leurs mains. » Janvier 1713 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, pour la répartition d'une somme de 7,180 l., pour partie des ouvrages et construction d'un pont de pierre à Blois. 18 mars 1717 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, pour la répartition de diverses sommes imposées sur les taillables de la généralité, pour un pont sur le Rhône à Lyon, et quelques frais concernant les quartiers d'hiver de 1717 à 1718. Amiens, 22 décembre 1717 (impr. affiche.) — « Ordonnance concernant la remise des restes dûs des impositions des années antérieures à 1719. » 22 janvier 1720 (impr. affiche.) — « De par le Roi, arrêt du conseil d'État du Roi, portant qu'il sera imposé sur la généralité d'Amiens, la somme de 151,869 l. pendant l'année 1721, au marc la livre de la taille de ladite année, pour subvenir à la dépense des troupes, et pour tenir lieu des impositions pour le quartier d'hiver et le logement desdites troupes. » 22 janvier 1721 (impr. affiche.) — Id. de 133,368 l. pour 1722. 30 septembre 1721 (impr. affiche.) — Id. pour 1726. 26 juin 1725 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant qu'il sera imposé sur la généralité d'Amiens la somme de 94,685 l. 8 s., 8 d., avec le sol pour livre pour les frais de recouvrement, au marc la livre de la taille, en trois années consécutives, par égales portions, à commencer l'année présente 1726, pour servir au remboursement dû aux propriétaires des maisons, terres et héritages, qui ont été compris dans les fortifications de la ville d'Abbeville, tant en l'année 1698, qu'en l'année 1712. 30 juillet 1726 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant qu'il sera imposé sur la généralité d'Amiens, au marc la livre de la taille de l'année 1731, la

somme de 200,159 l., 15 s., 11 d., pour subvenir tant à la dépense des troupes pendant le quartier d'hiver de 1730 à 1731, et au logement desdites troupes, que pour la solde des soldats de milice, les frais d'assemblée et l'entretien des cadets, qu'autres dépenses, pour raison de ce, pendant ladite année 1731. » 5 septembre 1730 (impr. 3 p. in-fol.) — « Arrêt de la cour des Aides, qui fixe les droits qui seront payés dans les élections, pour l'enregistrement des provisions des commenceaux de la maison du Roi et des maisons royales. » 21 août 1731 (impr. 4 p. in-4°.) — Ordonnance de l'Intendant, fixant la part de capitation sur la ville de Corbie, pour 1733. Amiens ; 20 novembre 1732 (impr. affiche.) — « État de répartition de la capitation des privilégiés des paroisses du gouvernement de Boulogne, pour l'année 1737, arrêté par nous Jacques Bernard Chauvelin.... intendant.... en exécution de la déclaration du Roi du 12 mars 1701, et des arrêts du Conseil rendus en conséquence. » Amiens, 20 décembre 1736. — Id. élection de Doullens. Amiens, 20 novembre 1736. — Id. élection de Péronne. Amiens, 29 novembre 1736. — Id. élection de Saint-Quentin. Amiens, 29 novembre 1736, — etc.

C. 1109. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1723-1790. — Impositions directes. — Extrait du brevet des tailles et accessoires, pour la généralité d'Amiens, de 1724. — Id. de 1743. — Id. de 1774. — Id. de 1781. — Id. de 1784. — Id. de 1786. — Id. de 1789. — Id. de 1790. — État des impositions pour 1780. — Brevet général des impositions de la généralité pour 1781. — Id. pour 1784. — Id. pour 1787. — Id. pour 1790. — « État de répartition du brevet général des impositions de la généralité d'Amiens, pour l'année 1781. » — « Extrait du brevet général arrêté au Conseil le 28 juin 1788, pour la levée et imposition de la taille, des impositions accessoires d'icelle, ainsi que de la capitation, y compris les 4 s. pour livre, et les impositions établies au marc la livre de la capitation, pendant l'année prochaine 1789 », — etc.

C. 1110. (Liasse.) — 8 pièces papier. (imprimées).

1733-1734. — Impositions directes. — « Déclaration du Roi pour la levée du dixième du revenu des biens du royaume. » Fontainebleau, 17 novembre 1733 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que le recouvrement du dixième des gages, appointements des commis, tant généraux que particuliers, ou autres employés à la régie des fermes et sous-fermes, soit

en titre ou par commission, sera fait à la requête du sieur de Ternantes. » 2 janvier 1734 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que toutes les déclarations, rôles qui seront arrêtés en conséquence, les extraits desdits rôles, les quittances, exploits, assignations et autres expéditions et procédures, qui se feront pour la levée du dixième, pourront être faites sur papier non timbré, et décharge du contrôle des exploits, toutes les significations qui seront faites en conséquence. » 2 janvier 1734 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1734.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne qu'il sera arrêté par les sieurs intendants et commissaires départis dans les provinces et généralités du royaume, des rôles du dixième, en attendant ceux qui doivent être arrêtés en Conseil, et que lesdits rôles seront exécutés selon leur forme et teneur, tant à l'égard de ceux qui auront fourni les déclarations de leurs biens, que de ceux qui seront en demeure de le faire. » 16 février 1734 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1734.) — Avertissement aux propriétaires, de fournir, dans la huitaine, la déclaration des maisons et autres emplacements qui leur appartiennent. Amiens, 8 mars 1734 (impr. placard.) — « Modèle de rôle pour le dixième. » Amiens, 13 mars 1734 (impr. affiche.) — Réitérative injonction aux propriétaires, de fournir la déclaration de leurs biens. Amiens, 5 avril 1734 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, relative à la levée du dixième. Amiens, 22 octobre 1734 (impr. affiche.)

C. 1111. (Liasse.) — 21 pièces papier (2 imprimées).

1734-1767. — Impositions directes. — Projet d'arrêt sur les déclarations à faire pour la confection des rôles des tailles. XVIII^e s. — « Propositions pour imposer la taille proportionnelle dans l'élection de Péronne » avec les observations des différentes élections de la généralité. XVIII^e s. — « Réponses aux propositions pour la taille personnelle. » XVIII^e s. — « Mémoire » sur la répartition des tailles. XVIII^e s. — « Mémoire pour les officiers de l'élection de Doullens. » XVIII^e s. — « Observations faites sur le mémoire qui nous a été remis de la part de Monseigneur l'Intendant », par les membres du bureau de l'élection de Ponthieu. 12 décembre 1736. — « Instruction sur la manière dont on doit opérer, pour porter un rôle de taille proportionnelle à toute la perfection dont il peut être susceptible. » XVIII^e s. — Instruction sur l'établissement de la taille proportionnelle, par M. Chauvelin, intendant. Amiens, 31 octobre 1744 (impr. 14 p. in-fol.) — « Mémoire de MM. les officiers de l'élection d'Amiens », sur la taille

proportionnelle. 1744. — « Instruction générale pour les sieurs intendants et commissaires départis des pays et généralités où la taille est personnelle, contenant les principes sur lesquels la répartition de cette imposition doit être faite. » 1767. — « Instruction pour les commissaires qui seront employés par M. l'intendant de la généralité de Rouen, à la répartition de la taille, dans les villes, bourgs et paroisses de ladite généralité » (impr. 11 p. in-fol., Rouen 1777.) — « État de la taille proportionnelle de l'élection d'Amiens. » 1767. — « Mémoire sur quelques points essentiels des règlements des tailles. » XVIII^e s. — « Mémoire » sur le projet d'égaliser les tailles. 1767. — « Élection de Doullens. Observations sur le nouveau plan de répartition de la taille, dans la généralité de Picardie. » 1767. — « Généralité d'Amiens, élection de Doullens. Mémoire d'observations, sur le nouveau projet d'impositions de la taille, dans les pays d'élection. » 1767, — etc.

C. 1112. (Liasse.) — 8 pièces papier (4 imprimées.)

1741-1755. — Impositions directes. — « Déclaration du Roi pour la levée du dixième du revenu des biens du royaume. » Versailles, 29 août 1741 (impr. 8 p. in-4°. Paris, 1764.) — Ordonnance de l'Intendant, sur la confection des rôles des tailles faits à la prisée. Montdidier, 15 août 1748 (impr. affiche.) — Ordonnance de l'Intendant, pour la vérification de l'assiette des vingtièmes. Amiens, 14 décembre 1754 (impr. affiche.) — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, sur les moyens de tirer du chaos la partie d'administration de son département, relative aux vingtièmes. Paris, 12 octobre 1755. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, sur un parti qu'il vient de prendre, relativement à la perception des vingtièmes « contraire, il est vrai, aux usages suivis de tout temps par le Conseil, mais il m'a paru le seul propre à donner aux contribuables une preuve de l'envie que l'on aura toujours de se prêter, non-seulement à ce qu'ils pourront regarder comme une justice, mais même à ce qu'ils croiront pouvoir espérer à titre de grâce. » Paris, 12 octobre 1755. — Nouvelle lettre de M. de Courteille à l'Intendant, relativement aux vingtièmes. Paris, 12 octobre 1755, — etc.

C. 1113. (Registre.) — In-fol., 194 feuillets papier.

1758. — Impositions directes. — « État de répartition de la somme de 35,448 livres, faite sur les habitants de la ville d'Amiens, à laquelle somme ils ont été taxés par l'ordonnance de M. d'Invaux, intendant de Picardie, Boulonnois, Pays conquis et

reconquis, du 8 novembre 1757, pour la capitation, 4 s. pour livre d'icelle de la présente année ; ensemble de 85 l., 2 s., 9 d., pour le droit d'usage de la même année ; 349 l., 13 s., pour l'imposition des milices gardes de côtes ordonnée aussi être imposée sur les habitants de ladite ville, par l'ordonnance sus-datée ; et enfin de celle de 321 l., 8 s., pour non valeur des rôles de la capitation des années 1755, 1756 et 1757, aussi ordonnée être imposée au présent rôle par M. l'Intendant, suivant différentes ordonnances représentées par M. Gresset, receveur de la capitation, de ladite répartition faite par nous, lieutenant général de police, maire et échevins de ladite ville d'Amiens, soussignés, en exécution des ordonnances sus reprises. »

C. 1114. (Registre.) — In-fol., 576 p. papier.

1776. — Impositions directes. — « Ville d'Amiens. Capitation de 1776. Rôle de répartition faite en exécution de l'ordonnance de Mgr. d'Agay, intendant de Picardie, du 15 avril 1776, par nous, lieutenant général de police, maire et échevins de la ville d'Amiens, de la somme de 47,500 l. ; plus la somme de 108 l., 7 s., 1 d. pour les droits d'usage ; plus la somme de 853 l., 5 s., pour les rejets de l'année 1775 ; et celle de 492 l., 17 s., pour les non valeurs de l'année 1774 », etc.

C. 1115. (Liasse.) — 4 pièces papier (imprimées).

1758-1761. — Impositions directes. — Édit du Roi qui ordonne que, pendant six années consécutives, à commencer du 1^{er} janvier prochain, il sera payé au Roi un don gratuit par toutes les villes et faubourgs et bourgs du royaume. » Versailles, août 1758 (impr. affiche.) — « Déclaration du Roi, en interprétation de l'édit du mois d'août 1758, qui ordonne que, pendant six années consécutives, il sera payé au Roi un don gratuit par toutes les villes, faubourgs et bourgs du royaume. » Versailles, 3 janvier 1759 (impr. 8 p. in-4°. Amiens.) — Circulaire de l'Intendant, relative au don gratuit. Amiens, février 1759 (impr. placard.) — « Lettres patentes du Roi concernant l'abonnement du don gratuit de la ville d'Abbeville, pour les quatre années qui restent à expirer. » Versailles, 20 février 1761 (impr. 4 p. in-4°, Paris 1761.)

C. 1116. (Liasse.) — 52 pièces papier (1 imprimée.)

1759. — Impositions directes. — Circulaire du directeur du contrôle des actes des notaires, et autres y joints, de la généralité d'Amiens, demandant des états des revenus des gens des biens de main morte.

Amiens, 7 septembre (impr. 2 p. in-4°.) — « État des baux des biens et revenus des gens de main-morte, passés devant notaire, et contrôlés au bureau d'Abbeville, pendant les dix dernières années. » — Id., bureau d'Ailly-sur-Noye. — Id., bureau d'Airaines. — Id., bureau d'Albert. — Id., bureau d'Andainville. — Id., bureau d'Ardres. — Id., bureau d'Ault. — Id., bureau d'Auxy-le-Château. — Id., bureau de Boulogne-sur-Mer. — Id., bureau de Breteuil. — Id., bureau de Calais. — Id., bureau du Catelet. — Id., bureau de Caulaincourt. — Id., bureau de Chaulnes. — Id., bureau de Conty. — Id., bureau de Crèvecœur. — Id., bureau de Desvres. — Id., bureau de Domart. — Id., bureau de Doullens. — Id., bureau d'Étaples. — Id., bureau de Gamaches. — Id., bureau de Guines. — Id., bureau de Grandvilliers. — Id., bureau de Ham. — Id., bureau d'Hornoy. — Id., bureau d'Hucqueliers. — Id., bureau de Licques. — Id., bureau de Maignelay. — Id., bureau de Mailly. — Id., bureau de Montreuil-sur-Mer. — Id., bureau de Moreuil. — Id., bureau de Nédonchel. — Id., bureau de Nesle. — Id., bureau d'Oisemont. — Id., bureau de Péronne. — Id., bureau de Picquigny. — Id., bureau de Poix. — Id., bureau de Rue. — Id., bureau de Saint-Just. — Id., bureau de Saint-Maulvis. — Id., bureau de Saint-Quentin. — Id., bureau de Saint-Riquier. — Id., bureau de Saint-Valery. — « État général des biens d'église ou de l'ordre de Malte, situés dans l'élection de Montdidier. » — Id., élection de Ponthieu. — Id., subdélégation de Saint-Quentin. — Id., élection de Doullens. — Id., généralité d'Amiens, — etc.

C. 1117. (Liasse.) — 12 pièces papier (3 imprimées).

1759-1773. — Impositions directes. — « Édit du Roi, portant établissement d'une subvention générale dans le royaume, pour le soutien de la guerre, et l'acquittement de ses charges. » Versailles, septembre 1759 (impr. 8 p., in 4°. Amiens 1759.) — « État arrêté par nous, Etienne Maynon d'Invau,..... intendant...., du doublement des cotes de capitation de la présente année, des habitants des paroisses du gouvernement de Montreuil, de la somme de 24 l. et au dessus, compris les 4 s. pour livre, en exécution des ampliations de l'édit du mois de février 1760, et des ordres du Conseil à nous adressés en conséquence. » 24 juin 1761. — « Arrêt de la cour des Aides, qui ordonne l'exécution des édits et déclarations sur le fait des tailles. » 7 septembre 1763 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1764.) — « Arrêt de la cour des Aides, concernant le recouvrement

des tailles et autres impositions. » 11 avril 1764 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1764.) — Lettre des officiers municipaux et notables de la ville d'Amiens à l'Intendant, lui demandant une réduction sur la capitation de l'année suivante, en raison de la misère qui règne parmi les ouvriers de la ville : « Les ouvriers sans travail désertent la ville, et vont chercher leur subsistance au dehors ; les fabricants, les négociants, et par suite toutes les autres classes de citoyens, se ressentent de ces désordres. » Août 1767. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le remerciant de la décharge de 318 l., qu'il a bien voulu leur faire des non valeurs du rôle de la capitation de 1766. Ils l'entretennent des difficultés qu'ils ont éprouvées à faire le rôle de la présente année, et demandent des réductions. « La cherté du pain et la misère qui en est la suite, se fait sentir à bien des classes d'habitants, nous perdons des cotes considérables, par les privilèges des particuliers qui acquièrent des charges ; cependant nous avons été obligés de hausser toutes les cotes en général, à cause de l'augmentation de l'imposition de cette année, qui est d'un treizième en sus. » Amiens, 5 juillet 1768. — Réponse de l'Intendant aux maire et échevins d'Amiens. Malgré toute sa bonne volonté, le soulagement qu'ils demandent ne dépend pas de lui. D'ailleurs, il serait à présent trop tard ; enfin, au moyen des mesures qui ont été prises, il est assuré que les pauvres seront secourus. 14 décembre 1768. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui demandant une décharge sur la capitation, dont ils éprouvent la plus grande difficulté à établir les rôles. « Les échecs arrivés à notre commerce, et par contre-coup à notre manufacture, ont nécessité beaucoup de décharges, et diminué le nombre des contribuables. Plusieurs fortes cotes d'ailleurs n'existent plus, par le décès de ceux qui les supportaient, et dont les successions sont passées à des particuliers non sujets au rôle de la ville. » Amiens, 21 juin 1769. — Réponse de l'Intendant aux maire et échevins d'Amiens. « Comme la récolte se montre assez bien, il y a tout lieu d'espérer que nous ne nous trouverons plus dans des circonstances aussi fâcheuses que celles que nous éprouvons depuis deux ans. » Il verra ce qu'il pourra faire pour le soulagement de la ville, et il « désire très fort de pouvoir lui rendre le poids des impositions plus aisé à supporter. » 24 juin 1769. — « État général des incendiés de l'élection de Montdidier. » 1768. — Id. 1773, — etc.

C. 1118. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1762-1772. — Impositions directes. — « État du nombre de journaux de marais et pâtures appartenant aux communautés des paroisses de la généralité d'Amiens, compris dans les rôles des vingtièmes de 1762. » — « État général du montant des sommes que doivent payer pour le premier, second et troisième vingtième, deux sols pour livre du dixième, et deux sols pour livre du troisième vingtième, les villes, bourgs et paroisses de la généralité d'Amiens, suivant les rôles arrêtés par M. l'Intendant, pour les biens fonds et l'industrie, les 30 décembre 1761, et 20 mars 1762. » — « État général du montant des vingtièmes et deux sols pour livre du dixième, qui ont eu lieu depuis 1750, jusques et compris 1767, tant sur les biens fonds que sur l'industrie et les offices et droits détaillés par année, par élection et par gouvernement. » — « Relevé du prix des grains du marché de la ville d'Abbeville, pendant vingt années, suivant la prise faite et arrêtée pour chaque année au greffe de l'hôtel-de-ville, à compter de celle faite en 1748, pour la dépouille de 1747, jusques et compris celle faite en 1767 pour la dépouille de 1766. » 7 mai 1772. — Id., ville d'Amiens. — Id., ville d'Ardres. — Id., ville de Boulogne. — Id., ville de Calais. — Id., ville de Doullens. — Id., ville de Montdidier. — Id., ville de Roye. — Id., ville de Saint-Quentin, — etc.

C. 1119. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1762-1774. — Impositions directes. — « État du montant des doublements de la capitation, compris les 4 s. pour livre de l'année 1762, par distinction de la noblesse, officiers, privilégiés et habitants des villes et paroisses. » — Id. 1764. — Id. 1766. — Id. 1767. — Id. 1774, — etc.

C. 1120. (Liasse.) — 50 pièces papier.

1763-1789. — Impositions directes. — « État des noms, qualités et appointements des différents employés des aides de la direction d'Amiens, au 9 décembre 1763. » — Id., direction de Doullens. — « État des employés aux aides de la ville et direction de Montdidier, à imposer à la capitation, pour l'année qui commencera au 1^{er} janvier 1764. » — Id., direction de Péronne. — « Département d'Amiens. État des employés dudit département, pour les traites, gabelles et tabac, et de leurs appointements par année, sur lesquels il doit être déduit 300 l. à ceux qui ont des chevaux, sur la taxe de la capitation, qui est de 6 d. pour livre pour les uns, et pour les autres de 3 deniers. » 1764. —

Id. 1770. — « Rôle des sommes que le Roi, en son Conseil, veut et ordonne être payées par les nobles de la généralité d'Amiens, pour l'année 1784, en exécution de la déclaration du Roi du 12 mars 1701, et de celle du 9 juillet 1715, y compris les 4 s. pour livre desdites sommes, dont la levée est ordonnée par arrêt du Conseil du 23 février 1777. » 1784. —

Id. 1786. — Id., département d'Abbeville. 1789. — « État général des nobles, privilégiés et autres, qui ne sont point imposés au rôle de la capitation de la ville d'Amiens. » 1788. — « Supplément au rôle de la capitation de la ville d'Amiens, pour l'année 1788. » — « Répartition que proposent les députés composant le bureau intermédiaire de l'assemblée du département d'Amiens, de la somme de 14,901 livres à imposer en conséquence du département, par nous arrêté ce jourd'hui, sur les nobles dudit département d'Amiens, pour leur capitation de l'année 1789, en exécution de la déclaration du Roi du 13 mars 1701...., y compris les 4 sols pour livre des sommes principales, dont la levée est ordonnée par l'arrêt du Conseil du 23 février 1777, y compris aussi les 4 deniers pour livre de droit de collecte. » — « Supplément au rôle de la capitation des nobles du département d'Amiens, pour l'année 1789. » — « Répartition de la capitation des nobles du département de Doullens, pour la présente année 1789, faite par nous, députés composant le bureau intermédiaire du département de Doullens. » — « Rôle de supplément à celui de la capitation des nobles du département de Péronne, pour l'année 1789. » —

« Rôle des sommes que le Roi, en son Conseil, veut et ordonne être payées par les officiers de justice, police et finances de la généralité d'Amiens, pour leur capitation de l'année 1786, en exécution des déclarations de Sa Majesté, des 12 mai 1701, et 9 juillet 1715, y compris les 4 s. pour livre desdites sommes, dont la levée est ordonnée par arrêt du Conseil du 23 février 1777. » — Id. 1788. —

« Répartition que proposent les députés composant le bureau intermédiaire du département d'Amiens, de la somme de 1,029 l. à imposer en conséquence du département, par nous arrêté ce jourd'hui, sur les officiers de justice dudit département d'Amiens, pour leur capitation de l'année 1789...., y compris les 4 s. pour livre des sommes principales, dont la levée est ordonnée par arrêt du Conseil du 23 février 1777, y compris aussi les 4 d. pour livre de droit de collecte. » — « Rôle des sommes que le Roi, en son Conseil, veut et ordonne être payées par les officiers de justice de la ville d'Abbeville, pour leur capitation de l'année

1789, » etc. — « Répartition de la capitation des officiers de l'élection de Doullens, pour la présente année 1789, faite par nous, députés composant le bureau intermédiaire du département dudit Doullens. » — « Rôle des sommes que le Roi, en son Conseil, veut et ordonne être payées par les privilégiés de la généralité d'Amiens, pour leur capitation de l'année 1786 », etc. — Id. 1788. — Id. 1789. — « Répartition que proposent les députés composant le bureau intermédiaire du département d'Amiens, de la somme de 1,338 l. à imposer en conséquence du département, par nous arrêté ce jourd'hui, sur les privilégiés dudit département d'Amiens, pour leur capitation de l'année 1789 », etc. — « Rôle de supplément à celui de la capitation des privilégiés du département de Montdidier, pour l'année 1789. » — « Département fait et arrêté, par nous, députés composant le bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Montdidier, de la somme de 3,411 l., 18 s., 4 d., montant de la capitation à payer en la présente année 1789, dans l'étendue de ce département, par tous les nobles, officiers de justice et privilégiés », etc. — « Répartition de la capitation des privilégiés du département de Doullens, pour la présente année 1789, faite par nous, députés composant le bureau intermédiaire dudit département de Doullens. » — « Rôle des sommes que le Roi en son Conseil veut et ordonne être payées par les bourgeois, marchands et artisans des villes franches et abonnées de la généralité d'Amiens, pour leur capitation de l'année 1788 », etc. — Id. 1789. — « Répartition que proposent les députés composant le bureau intermédiaire du département d'Amiens, de la somme de 56,434 l., 12 s., 3 d., sur les bourgeois, marchands et artisans des villes franches et abonnées dudit département d'Amiens, pour leur capitation de l'année 1789, » etc. — « Rôle de la capitation des villes franches ou abonnées du département de Péronne, pour l'année 1789, fait par nous, députés composant le bureau intermédiaire de l'assemblée dudit département, en exécution du mandement pour la capitation des non taillables, à nous adressé par MM. les députés composant la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, le 16 janvier 1789. » — « Rôle de supplément à celui de la capitation de la ville d'Amiens, pour l'année 1789. » — « Supplément au rôle de la capitation des privilégiés du département d'Amiens, pour l'année 1789. » — Lettre de M. Boullet de Varennes, procureur syndic provincial de Picardie, à l'Intendant, lui envoyant les rôles de capitation des nobles, officiers de justice et privilégiés. « Le recouvrement des impôts

étant déjà beaucoup arriéré par diverses circonstances fâcheuses », il le prie de les faire parvenir au plus tôt au Conseil, pour y être approuvés. Amiens, 30 avril 1789, — etc.

C. 1121. (Liasse.) — 36 pièces papier.

1769-1770. — Impositions directes. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, au sujet de la demande faite par les habitants de Cappy, d'être déchargés des dons réservés et du don gratuit. Versailles, 13 février 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Ronsoy, d'être déchargés du don gratuit. 13 février 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Long, d'être déchargés du don gratuit et des droits réservés. Versailles, février 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Maurepas, d'être déchargés des arrérages qu'ils doivent sur le don gratuit et les droits réservés. Paris, 22 mai 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par deux marchands d'eau-de-vie de Beauquesne, d'être affranchis des droits réservés. Paris, 20 juin 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Mons-Boubert, d'être déchargés des droits réservés. Paris, 3 juillet 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Feuquières et de Fouquerolles, d'être déchargés des droits réservés. Paris, 3 juillet 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Saint-Riquier, d'être déchargés des droits réservés. Compiègne, 29 juillet 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants d'Oisemont, d'être déchargés des droits réservés. Paris, 4 septembre 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par les officiers municipaux de Domart, qu'il leur soit fixé une somme à payer annuellement, pour tenir lieu des droits réservés. Versailles, 26 septembre 1769. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Belleuse, que leur abonnement au don gratuit, fixé à 60 l., soit continué. Fontainebleau, 4 novembre 1769. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Boulogne-la-Grasse, d'être déchargés du don gratuit. Paris, 5 janvier 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, sur la demande par les habitants de Dameraucourt, d'être exemptés du don gratuit. Paris, 5 janvier 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, sur la demande par les habitants de Naours,

d'être exemptés du don gratuit ou des droits réservés. Paris, 5 janvier 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, sur la demande par les habitants d'Ognolles, d'être exemptés du don gratuit. Paris, 5 janvier 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, sur la demande des habitants de Naours. Paris, 7 février 1770. — Lettre de l'abbé Terray, sur la demande par le nommé Labitte, cabaretier à Canchy, que ladite paroisse soit exempte du don gratuit. Paris, 14 février 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, sur la demande par les habitants d'Harbonnières, d'être déchargés des arrérages qu'ils doivent sur le don gratuit. Paris, 5 juillet 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, sur la demande par les habitants de Vron, d'être déchargés du don gratuit. Paris, 15 octobre 1770, — etc.

C. 1122. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1769-1770. — Impositions directes. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant de donner à entendre aux seigneur, curé, syndic et habitants du Ronsoy, qui demandent à être affranchis du don gratuit, qu'il est impossible de donner satisfaction à leur demande. 18 février 1769. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, l'informant que le ministre est disposé à accorder aux habitants de Maurepas la décharge qu'ils ont demandée des sommes dont ils sont redevables pour les arrérages de leur don gratuit, mais qu'il faut qu'ils paient les frais faits jusqu'à ce jour. 27 mai 1769. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, l'informant que le Ministre ne peut déférer à la demande des habitants de Belleuse, tendant à ce que leur abonnement pour le don gratuit soit abaissé à 60 l. 8 novembre 1769. — Lettre de l'Intendant à M. Martinot, au sujet de la demande faite par les habitants de Boulogne-la-Grasse, d'être affranchis du don gratuit. On ne peut les en exempter pour l'avenir. Pour ce qui est déjà dû par eux, le Ministre serait assez disposé à leur en faire la remise. Il le prie, en conséquence, de vouloir bien vérifier les faits, et de voir à quelle somme on pourrait étendre cette remise. 13 janvier 1770. — Réponse de M. Martinot à l'Intendant. Quoi qu'il ne puisse assurer que la paroisse de Boulogne soit une des moindres de l'élection, il croit pourtant qu'il ne serait pas possible de lui faire payer les arrérages échus du don gratuit. Il pense en outre, qu'il serait à désirer que ladite paroisse fût déchargée complètement. Montdidier, 6 mars 1770. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, au sujet de la demande faite par les habitants de Dameraucourt d'être déchargés du don gratuit. 13 janvier 1770. —

Lettre de l'Intendant au contrôleur général, au sujet de la demande faite par les habitants de Naours d'être déchargés des droits réservés et des arrérages du don gratuit. « Cet endroit est... un village de plus de 200 feux, qui n'a point la qualité de bourg. Il est situé dans un canton qui a beaucoup souffert par la modicité des récoltes de 1768. » Paris, 2 février 1770. — Lettre de l'Intendant à M. Le Senne, l'informant que le contrôleur général veut bien décharger les habitants de Naours du don gratuit, mais non pas des droits réservés. Paris, 11 février 1770. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, au sujet de la demande faite par les habitants d'Harbonnières, d'être déchargés des arrérages échus du don gratuit. Paris, 11 juillet 1770, — etc.

C. 1123. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1769-1776. — Impositions directes. — Lettre de M. d'Invau à l'Intendant, l'informant qu'il ne peut satisfaire à la demande faite par la veuve du sieur Cousin, conseiller au bailliage de Montdidier, à l'effet de l'exemption de tailles, dont jouissait son mari. Versailles, 5 janvier 1769. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, au sujet de la réclamation du nommé Hormelé, jardinier du comte de Siougeat, au château d'Offin en Artois, contre son inscription au rôle de la taille de Lizencourt (Ligescourt). C'est devant l'élection que ce particulier doit se pourvoir. Paris, 27 mai 1789. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant, pour le faire publier et afficher, un arrêt du Conseil, qui proroge le délai accordé aux officiers du Roi, pour le paiement de leurs impôts. Paris, 2 novembre 1770. — Mémoire sur les vingtièmes. 1772. — « Mémoire sur la régie des vingtièmes dans la généralité d'Amiens, depuis 1750, jusques et compris 1776 », — etc.

C. 1124. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1770. — Impositions directes. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant. « Je suis informé que le haut prix des grains a procuré une telle aisance aux laboureurs, qu'ils s'en sont rendus les maîtres, et par conséquent de la vie du peuple. On pense qu'il serait convenable ; pour les forcer à vendre dans ce moment, de faire agir les recouvrements et de les presser d'y satisfaire. » Il ne s'agit pas ici des petits fermiers et métayers, mais des gros laboureurs, qui tiennent des fermes considérables. « C'est sur quoi je vous prie de diriger les receveurs des tailles de votre province, pour

qu'ils agissent conformément aux dispositions des règlements sur les impositions. En faisant payer exactement les contribuables qui sont riches, les receveurs des tailles se mettent par là à portée d'accorder un délai convenable aux pauvres et indigents, qui à peine ont pu gagner de quoi subvenir à leur subsistance, par le prix auquel est montée la denrée de première nécessité. Il serait fort à désirer que, dans les rôles de la taille pour l'année prochaine, les cotes du journalier fussent diminuées, en augmentant celles des laboureurs, qui n'ont que trop bénéficié sur la vente de leurs grains. » Paris, 8 septembre. — Note au sujet de ladite lettre. « Il faut convenir que ce moyen est un peu turc et présenté trop durement par la lettre. Il est contraire à tous les principes, qui veulent qu'on donne aux cultivateurs le temps de se défaire de leurs denrées. » On propose un projet de lettre à adresser en conséquence aux receveurs des tailles, « qui mitigent la dureté de celle de M. le contrôleur général. » 20 septembre. — Circulaire de l'Intendant aux receveurs des tailles. « On ne peut se dissimuler que le haut prix des grains n'ait répandu une grande misère dans la classe des consommateurs qui n'en recueillent pas, tels que les simples journaliers, manouvriers et artisans. D'un autre côté, la cherté procédant de la médiocrité des récoltes précédentes, on ne peut pas croire qu'elle ait procuré une grande aisance chez les laboureurs et les cultivateurs, parce que cette aisance n'est jamais l'effet que de l'abondance et d'un bon prix, soutenu par la liberté et l'activité du commerce, et que les chertés accessoires, telles que celles que nous avons éprouvées, sont des malheurs dont l'effet porte sur toutes les classes des sujets du Roi. Il faut cependant convenir, que, dans différentes classes, il s'en trouve qui ont été plus à plaindre les unes que les autres, et certainement celle des simples consommateurs se trouve plus épuisée que celle des cultivateurs et des laboureurs. Cette considération doit beaucoup influencer sur la manière dont doivent être dirigées les poursuites pour le recouvrement des impositions. Dans la nécessité que les circonstances des temps rendent indispensable de ne point négliger et laisser en retard ce recouvrement, il faut du moins qu'il soit suivi avec un juste discernement. La classe la plus épuisée demande les plus grands ménagements, et le seul moyen de pouvoir leur accorder les délais convenables, est de s'y appliquer à faire payer les contribuables qui sont riches, avec plus d'exactitude, et dans les termes fixés par les règlements. Je sens, M., que la conduite que vous avez à tenir à cet égard ne saurait être dirigée par

trop de prudence. La grande aisance ne pourrait se trouver que chez les gros laboureurs, qui ont des exploitations considérables, et il y en a peu de cette espèce dans cette généralité, où les fermages sont extrêmement divisés, et où les fermiers rendent presque toutes leurs redevances en grains, en sorte, qu'il ne leur en reste que pour leur subsistance, et qu'il ne portent guère au marché. » Amiens, 21 septembre. — Lettre de M. Houzé à l'Intendant, lui marquant que « depuis le commencement de cet exercice, j'ai toujours recommandé à ceux que nous sommes obligés d'employer à la poursuite des recouvrements, de ne s'adresser dans chaque paroisse, qu'aux habitants un peu aisés. J'ai pensé que, quoique le nombre en soit petit, il n'y avait que la classe de ces contribuables qui, dans les temps malheureux où nous nous trouvons, pouvait suppléer à l'impuissance des autres. Mais voici l'instant où ces derniers peuvent acquitter en partie leurs impositions. C'est après la récolte, que les pauvres ont quelque petite chose, et si les collecteurs ne sont pas attentifs à saisir le moment, il leur est ensuite très difficile de s'en faire payer. Leurs poursuites cependant doivent être dirigées avec prudence, et je ne cesse de leur inculquer qu'avant de faire aucuns frais, ils doivent s'attacher à discerner la mauvaise volonté d'avec l'impossibilité réelle. » Amiens, 26 septembre. — « Extrait du rôle des deux vingtièmes et deux sols pour livre du dixième des offices et droits, pour l'année 1770, arrêté au conseil royal des finances », etc. — « Élection de Ponthieu. Bordereau du montant de la taille et de l'imposition militaire, avec l'état des paiements faits sur iceux, au 1^{er} octobre 1770, par toutes les paroisses de ladite élection. » — Lettre de M. Darger à l'Intendant, lui faisant le tableau de l'état de son recouvrement de la présente année. « Étant très persuadé que l'excessive cherté du blé et de toutes les denrées nécessaires à la vie, réduit à la plus grande misère plus de la moitié des redevables de mon élection, non seulement je n'ai point pressé mon recouvrement avant le mois d'août, mais j'ai recommandé expressément aux collecteurs et aux syndics, de donner répit jusqu'au mois d'octobre, à tous les redevables malaisés qui étaient dans le cas d'acheter du blé. J'en ai usé de même pour un grand nombre de paroisse, qui n'ont point encore soldé l'exercice 1769, parce que l'expérience m'a appris que c'est dans les mois d'octobre, novembre, décembre, et janvier, qu'il faut presser les redevables malaisés. Les récoltes de toute nature ayant été presque généralement bonnes, excepté dans les terres maigres, il est

vraisemblable que le prix du blé baissera beaucoup après les semailles, sans cela, il faudrait s'attendre à la plus affreuse misère dans la classe des pauvres manouvriers et des artisans, alors le recouvrement ne peut que languir, quand même on doublerait les frais. » Abbeville, 26 septembre. — « Bordereau de situation de la recette des tailles de Péronne, au 28 septembre 1770. » — Lettre de M. de Cizancourt à l'Intendant, sur la manière dont il envoie les contraintes. Péronne, 28 septembre. — « Etat de la recette des impositions et vingtièmes de l'exercice 1769, à commencer du 1^{er} janvier 1769, jusqu'au 1^{er} octobre 1770. » — Lettre de M. Cannet, receveur des tailles, à l'Intendant. « L'exportation du blé, qui peut avoir fait un grand bien à d'autres élections, n'a causé dans celle d'Amiens, déjà appauvrie par le défaut de commerce de cette ville pendant plusieurs années, qu'une augmentation de misère. Il se trouve dans cette élection très peu de gros fermiers, et le peu qu'il y en a doit ses redevances en grains. Les propriétaires seuls ont profité du haut prix où est cette denrée depuis quelques années, les fermages, dans cette élection, sont très divisés, et tenus en grande partie par des paysans qui n'ont point de chevaux, et beaucoup plus occupés de leur industrie, que de la culture du peu de terre qu'ils ont, ou par des journaliers. Il n'y a dans presque toutes les paroisses, que trois ou quatre habitants qu'on peut appeler laboureurs ; ils font à prix d'argent le labour des autres, ce lucre est, je crois, cause que les terres même de ces laboureurs ne sont pas aussi bien cultivées qu'elles pourraient l'être. La manufacture d'Amiens fait vivre une grande partie de cette élection. » Il s'est toujours occupé à ménager la classe des consommateurs. Amiens, 6 octobre. — Lettre de M. Gobinet de Villecholles à l'Intendant, l'informant qu'à cause de la cherté excessive des grains, il a fallu user de ménagements dans le recouvrement des impositions des journaliers, manouvriers et artisans. « Les laboureurs, toujours plus à leur aise, à l'acquit de leur quartier, malgré cela, ils n'ont jamais pu parvenir à les remplir, et cependant les traités se sont trouvés toujours acquittés à leur époque, ce qu'on ne peut attribuer qu'aux avances considérables que j'ai été tenu de faire. » Saint-Quentin, 10 octobre 1770, — etc.

C. 1125. (Liasse.) — 16 pièces papier (2 imprimées).

1774-1781. — Impositions directes. — Lettre de M. de Villiers à l'Intendant, réclamant contre une augmentation au rôle des vingtièmes, qui a été

imposée à son beau-père, le chevalier de la Rue, qui demeure du côté de Verdun, et qui a hérité l'année dernière d'une terre en Picardie, du côté d'Aumale, appelée Laneuville-Coppegueule. » Versailles, 26 mars 1774. — Réponse de l'Intendant à M. de Villiers. « Il y a apparence que sa cote au rôle de 1774 est une de celles que l'on a forcées, conformément aux instructions du Conseil, afin d'obliger les propriétaires de représenter les pièces nécessaires pour établir la vraie valeur des revenus de leurs terres. » 30 mars 1774. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, au sujet « des abus qui se sont introduits dans l'exercice des privilèges attachés aux emplois de regrattiers, revendeurs de sel à la petite mesure, marqueurs de cuirs, contrôleurs de la poudre, contrôleurs du papier et autres. Sa Majesté a cru qu'il était de sa justice de réprimer ces abus. L'on a multiplié dans beaucoup de lieux ces commissions sans objet, sans utilité pour la perception des droits du Roi. Ceux qui en sont revêtus se soustraient aux charges publiques, quoiqu'ils partagent avec les autres habitants les avantages qui leur sont communs, quoi qu'ils fassent le commerce et se livrent à d'autres fonctions que celle de leur emploi. Les habitants sont réduits, dans plusieurs paroisses, à la nécessité de confier le recouvrement des impositions à des personnes insolvables, parce que les autres se font revêtir de ces commissions, pour s'affranchir de la collecte et des autres charges de l'Etat... Conformément à la déclaration de 1680, tout employé qui ne se borne point à sa simple commission, » doit rentrer dans la classe ordinaire des taillables. 16 décembre 1775. — Circulaire de l'Intendant aux quinze subdélégués, leur faisant connaître les intentions du contrôleur général. 22 décembre 1775. — Lettre de M. de Clugny à l'Intendant, lui marquant que c'est à tort qu'à la suite de la lettre de M. Turgot du 16 décembre précédent, « on avait assujetti à la collecte, au logement des gens de guerre et autres charges publiques, les commis aux aides et buralistes préposés aux déprix et entrées des boissons, ce qui est contraire aux dispositions de l'ordonnance de 1681. » Versailles, 23 juillet 1776. — Circulaire de l'Intendant aux quinze subdélégués, leur faisant part de l'observation du ministre. Amiens, 5 août 1776. — « Instruction pour les contrôleurs du vingtième. » 25 août 1776 (impr. 11 p. in-4°. Imp. Roy. 1776.) — « Ordonnance de Mgr. l'Intendant, qui condamne au quadruple des vingtièmes de ses biens, le nommé Jean-Baptiste Parment, » pour déclarations mensongères, à l'effet d'obtenir une modération sur les vingtièmes. 29 no-

vembre 1776 (impr. affiche.) — Lettre de M. de Clugny à l'Intendant, l'informant que les employés des différentes régies établies pour le compte du Roi, doivent jouir des mêmes privilèges que les employés aux aides et les buralistes préposés à la perception des droits dus aux déprix et entrées des boissons, qui ont serment en justice. Paris, 26 septembre 1776. — Circulaire de l'Intendant, aux quinze subdélégués, leur faisant part de la décision précédente. 15 octobre 1776. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, au sujet des sommes à ajouter à la capitation, pour le service de la louverie et les secours aux incendiés. Paris, 6 octobre 1776. — « Etat des collecteurs pour 1777. » — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, contenant diverses instructions pour la confection des états des dépenses des provinces, tant fixes et annuelles, que susceptibles de variations. Versailles, 19 novembre 1781, — etc.

C. 1126. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1775-1782. — Impositions directes. — « Etat de répartition fait par nous, François-Marie Bruno, comte d'Agay, chevalier, seigneur de Villers... intendant..., Antoine-Melchior Lagrené, chevalier, seigneur du Chaussoy, président-trésorier de France au bureau des finances de la généralité d'Amiens, et les président, lieutenant, élus-conseillers du Roi sur le fait des aides et tailles en l'élection de Montdidier, de la somme de 131,976 l., 14 s., Id., pour la part que l'élection de Montdidier doit porter sur celle de 625,972 l., 18 s., 9 d., ordonnée être imposée, par arrêt du Conseil du 15 août 1775, tant pour la dépense des ponts et chaussées... et autres dépenses que l'on comprenait ci-devant au brevet de la taille, que pour la dépense du quartier d'hiver de 1774 à 1775, » etc. 29 septembre 1775. — « Recouvrement des impositions. Généralité d'Amiens. Récapitulation de la recette faite mois par mois dans l'élection de Doullens. » 1777. — Id. élection de Montdidier. 1777. — Id. gouvernement de Montreuil. 1777. — Id. élection de Saint-Quentin. 1777. — Id. généralité d'Amiens. 1777. — Id. élection de Doullens. 1778. — Id. élection de Montdidier. 1778. — Id. gouvernement de Montreuil. 1778. — Id. élection de Péronne. 1778. — Id. généralité d'Amiens. 1778. — Id. élection de Montdidier. 1779. — Id. élection de Péronne. 1779. — Id. généralité d'Amiens. 1779. — Id. généralité d'Amiens, 1780. — Id. élection de Montdidier. 1781. — Id. élection de Péronne. 1781. — Id. généralité d'Amiens. 1781. — Id. généralité d'Amiens. 1782. — Id. généralité d'Amiens. 1784. — Id. généralité d'Amiens. 1785. —

Id. généralité d'Amiens. Décembre 1788. — Id. généralité d'Amiens. 1788, — etc.

C. 1127. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1777-1788. — Impositions directes. — « Résultat du produit de la capitation, et 4 s. pour livre d'icelle, de l'année 1777, et des 6 d. pour livre imposés au marc la livre, pour la reconstruction du palais. » — « Généralité d'Amiens. Bordereau des sommes qui sont à la disposition de M. l'Intendant, suivant les soumissions du receveur général, et des paiements qu'il a faits sur les ordonnances, jusqu'au 28 avril 1783. » Exercice 1782. — « Généralité d'Amiens. Résultat de la recette et dépense du receveur général, sur la capitation de 1782, suivant les comptes qui seront arrêtés par M. l'Intendant. » — « Bordereau des comptes de la capitation de la généralité d'Amiens, pour l'année 1783. » — Id. 1784. — Id. 1785. — Id. 1786. — Id. 1787. — « Généralité d'Amiens. Exercice 1784. Tableau des fonds qui sont à la disposition de M. l'Intendant, et des paiements faits par le receveur général, suivant les ordonnances qui lui sont rentrées jusqu'à la fin de décembre 1786. » — Etat des fonds de la généralité d'Amiens. 1788.

C. 1128. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1778-1787. — Impositions directes. — « Etat de l'emploi total de la capitation de la généralité d'Amiens. » 1778. — Id. 1781. — Id. 1782. — « Etat de l'emploi des fonds libres de la capitation de la généralité d'Amiens. » 1781. — Id. 1783. — Id. 1784. — Id. 1785. — Id. 1786. — Id. 1787. — « Etat de l'emploi des fonds destinés à l'acquit des dépenses variables. » 1781. — Id. 1782. — Id. 1784. — Id. 1785. — Id. 1786. — Id. 1787. — « Etat de situation des fonds libres ou variables de la capitation de la généralité d'Amiens, pour l'exercice 1787, au 14 janvier 1789. »

C. 1129. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1780-1788. — Impositions directes. — « Etat des impositions particulières et locales qui ont eu lieu en 1780 dans l'étendue de l'élection de Doullens, et qui ont été comprises dans les rôles de tailles, autres que celles ordonnées par les mandements. » — « Etat des impositions particulières et locales qui ont eu lieu en 1780 dans la généralité d'Amiens. » — « Généralité d'Amiens. Extrait des traités des receveurs particuliers des finances, pour l'année 1782. » — Arrêt du Conseil qui porte à 326,440 l., 7 s., 11 d. le montant

des impositions à lever dans le département d'Abbeville. Versailles, 5 septembre. 1788. — « État des impôts de la province. » 1788, — etc.

C. 1130. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1781-1788. — Impositions directes. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui envoyant, pour sa généralité, l'extrait du brevet général de 1782. « Les taillables jouissent aujourd'hui, pour les impositions qu'ils supportent, de la fixité que l'on avait introduite en partie par la déclaration de 1768, en rendant le brevet de la taille invariable. Il est plus facile que jamais de les éclairer sur l'intérêt qu'ils ont à une bonne et juste répartition. » Versailles, 10 mai 1781. — Lettre du contrôleur général à l'Intendant, lui envoyant, pour sa généralité, l'extrait du brevet général pour 1784. Versailles, 23 juin 1783. — Id. pour 1787. — Id. pour 1789. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant les commissions pour la répartition des impositions de 1782, et lui faisant diverses recommandations sur la manière de faire le département. Versailles, 29 juin 1781. — Id. pour 1784. — Id. pour 1787. — Lettre de M. de Saint-Fuscien à l'Intendant, sur les travaux préparatoires du département, et l'invitant à venir prendre logement chez lui, lors du département, ainsi qu'il l'a toujours fait précédemment. Montdidier, 9 août 1783. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, sur le même objet, et ajoutant : « J'aurais l'honneur de vous proposer ma maison, Monsieur, pour faire le département, si un de mes enfants, qui a la petite vérole n'avait renvoyé tout mon monde à la campagne. » 12 août 1783. — Réponse de l'Intendant à M. de Saint-Fuscien, receveur particulier des finances à Montdidier, acceptant de descendre chez lui lors du département. Amiens, 15 août 1783. — Lettre de l'Intendant à M. de Verville, l'informant qu'il arrêtera le département de son élection, le 22 octobre suivant, et qu'il fera ce travail à Raincheval, où il désirerait passer quelques jours. Il le prie de prévenir les officiers de l'élection de s'y rendre ledit jour. Amiens, 12 septembre 1783. — « État de répartition de la somme de 5,729 l., 3 s., 4 d., pour la seconde moitié du coût des reconstructions et réparations au bureau des finances à Amiens, en vertu de l'arrêt du Conseil du 13 novembre 1784, et des lettres patentes du 16 février 1785, enregistrées à la cour des Aides, le 6 avril suivant », — etc.

C. 1131. (Liasse.) — 35 pièces papier.

1781-1789. — Impositions directes. — Département des tailles pour l'élection d'Amiens.

1781. — Id. élection de Ponthieu. 1781. — Id. élection de Doullens. 1781. — Id. élection de Montdidier. 1781. — Id. élection de Péronne. 1781. — Id. élection de Doullens. 1784. — Id. élection de Montdidier. 1784. — Id. élection de Péronne. 1784. — Id. élection de Ponthieu. 1784. — Id. élection d'Amiens. 1787. — Id. élection de Doullens. 1787. — Id. élection de Montdidier. 1787. — Id. élection de Péronne. 1787. — Id. élection de Ponthieu. 1787. — Id. élection de Ponthieu. 1788. — « Département fait par nous, députés composant le bureau intermédiaire de l'assemblée de département d'Amiens, en la présence et de l'avis de M. Gosselin de Bemicourt et Chaubosse de Saint-Fal, receveurs particuliers des finances de ce département, des rejets sur les paroisses ci-après nommées, des sommes arrêtées par et en exécution, tant d'ordonnance rendue par M. l'intendant d'Amiens, que de délibération de la commission intermédiaire provinciale de ladite généralité d'Amiens, » etc. 1789. — Id. département d'Abbeville. 1789. — Id. département de Doullens. 1789. — Département de la taille du département d'Amiens. 1789. — Département des usages pour la généralité d'Amiens. 1787. — « Tableau du produit de la taille de propriété et de la taille d'exploitation, dans l'élection de Ponthieu, fait sur les rôles de 1789. » — « État des paroisses qui paient le droit d'usages. » XVIII^e s., — etc.

C. 1132. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1782. — Impositions directes. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui règle à 40,000 l. la diminution en moins imposé accordée à la généralité, sur la taille de 1782. Versailles, 14 février 1782. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, au sujet d'un nouvel ordre établi, pour le versement des sommes provenant de la capitation et des 4 s. pour livre. Versailles, 17 octobre 1782, — etc.

C. 1133. (Liasse.) — 96 pièces papier.

1782-1786. — Impositions directes. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, au sujet de la demande faite par le S. Aliamet, receveur de la terre et seigneurie de Lambercourt, appartenant au marquis de Sablé, à l'effet d'être taxé d'office au rôle de la taille de 1783, « pour se soustraire aux tracasseries que les paysans pourraient lui faire. » 21 novembre 1782. — Demande de Quentin Gromard, chevalier de Saint-Louis, chef de la division des canonnières garde-côtes

de Cayeux, de faire taxer d'office le sieur Parmentier, capitaine des canonnières postiches de Cayeux, chargé de faire faire le service du Roi aux postes de Cayeux et du Hourdel, par les paroisses qui y sont assujéties et qui s'en acquitte gratuitement, « ce qui l'expose à des tracasseries de la part des habitants, et particulièrement de la part de ceux de Cayeux, qui ont cru pouvoir s'en venger, en le faisant contribuer immodérément aux impositions royales. » Eu, 26 octobre 1782. — « Extrait du rôle de répartition de la taille, accessoire et capitation de la paroisse de Cayeux, élection d'Amiens, pour l'année 1780. 3 avril 1783. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant. » Il pense qu'il n'y a aucun inconvénient à accorder au sieur Parmentier la grâce demandée. Amiens, 6 avril 1783. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, lui demandant des renseignements et son avis sur la demande faite par le nommé Dalenne, maître de poste à Nouvion, à l'effet d'être taxé d'office pour l'excédent de son privilège. Amiens, 6 juillet 1782. — Relevé des biens de Nicolas Dalenne, maître de poste à Nouvion. 22 septembre 1782. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 13 novembre 1782. — Requête de Nicolas Dalenne à l'Intendant, à l'effet de jouir de ses privilèges de maître de poste, et de ne pas être imposé aux rôles des tailles de Nouvion. 5 août 1784. — Nouvelle requête de Nicolas Dalenne à l'Intendant, sur le même objet. 3 janvier 1786. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant, sur ladite affaire. Il pense qu'il y a lieu de laisser jouir librement ce maître de poste de ses privilèges. 8 avril 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur la demande faite par le sieur Querlin, garde-étalon, aux fins d'être taxé d'office en ladite qualité. Il n'y voit aucune difficulté. Amiens, 14 mai 1783. — Requête de Claude-Louise Grandvallet, veuve de M^c Claude-Louis-Augustin Cocquerel, conseiller honoraire au bailliage de Montdidier, à l'Intendant, à l'effet d'obtenir une diminution à sa capitation. 25 janvier 1783. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant, sur ladite affaire. Il pense qu'il n'y a pas lieu à refuser la grâce sollicitée par M^{me} veuve Cocquerel. Montdidier, 18 septembre 1783. — Requête de Boulanger de la Marlière, officier chez le Roi, demeurant à Conchy-les-Pots à l'Intendant, à l'effet d'obtenir une réduction à sa taxe d'office. 12 juillet 1783. — Mémoire de M. Pucelle, sur ladite affaire. Montdidier, 13 août 1783. — Requête à l'Intendant, par Pierre-Florimond-François Froment, écuyer, ancien exempt de la prévôté de l'hôtel du Roi, fixé récemment à Vellenne où il a fait un héritage, à l'effet d'être taxé d'office.

6 août 1783. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, lui proposant de taxer d'office le sieur Beaurain des Zizonnières, officier au grenier à sel de Grandvilliers. Amiens, 11 août 1783. — Requête à l'Intendant par Michel-Joseph Lemarchant, conseiller du Roi et son président au grenier à sel de Corbie, à l'effet d'être taxé d'office. 12 août 1783. — Mémoire de M. le Senne à l'Intendant. Le sieur Lemarchant lui paraît fondé dans sa demande. Doullens, 31 août 1783. — Requête de Marie-Anne et de Madeleine Cauvel, filles de feu Pierre-Antoine Cauvel de Maucieux, président au grenier à sel de Montdidier et ancien maire de cette ville, à l'effet de faire réunir à leur taxe d'office, ce qu'elles ont recueilli de la succession d'une de leurs tantes. Montdidier, 13 août 1783. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant. Il ne voit rien qui s'oppose à la réunion demandée. Montdidier, 1^{er} septembre 1783. — « Déclaration que fait de ses biens et revenus Jean-Louis-Alexandre Drouart, président au siège du grenier à sel d'Albert. » Albert, 17 août 1783. — « Extrait du rôle des tailles de la ville d'Albert pour l'année 1783. » — Requête de Jean-Louis-Alexandre Drouart, conseiller du Roi, président au grenier à sel d'Albert et procureur fiscal à celui du bailliage du marquisat dudit lieu, à l'effet d'être taxé d'office. 17 août 1783. — « Copie du rôle des taxes d'offices de l'élection de Péronne pour 1783. » 20 août 1783. — Provisions de par Monsieur, frère du Roi, d'une charge de garde de sa porte, à Adrien François. Versailles, 13 février 1780. Contrôlé à Albert, le 12 août 1783. — Requête à l'Intendant par Adrien François, écuyer, sieur du Sart, garde de Monsieur, frère du Roi, demeurant à Acheux, élection de Doullens, à l'effet d'être taxé d'office. 21 août 1783. — Requête d'Adrien François à l'Intendant, se plaignant de ce que, sans égard à ce qu'il ne doit que demi taille, les collecteurs l'ont imposé à pleine taille, au rôle de 1783. 18 juin 1784. — Réponse des habitants d'Acheux à ladite requête. Acheux, 5 septembre 1784. — Requête à l'Intendant par Jean-Baptiste Taupin-Lecomte, laboureur et garde-étalon du Roi au Quesne, élection de Ponthieu, à l'effet d'obtenir une modération à sa taxe. 20 juillet 1785. — Requête à l'Intendant par Jean-Baptiste-Marie Vendosme, huissier royal et syndic de la paroisse de Ressons-sur-le-Matz, à l'effet d'être taxé d'office et d'être exempté de toutes tutelle, curatelle et autres charges publiques, pendant la durée de sa commission de syndic. 23 septembre 1785. — Requête à l'Intendant par M. Lendormy-Laucour, docteur régent de la faculté de médecine de Paris, et médecin de l'hôtel-

Dieu de Montdidier, comme successeur de M. Bosquillon, décédé au mois de janvier précédent, à l'effet de n'être imposé qu'à 20 sols de capitation, ainsi que l'a toujours été le médecin de l'hôtel-Dieu, au lieu de 3 l. auxquelles les collecteurs l'ont imposé pour la présente année. Montdidier, 19 mai 1786. — « Extrait des registres aux délibérations de la ville de Montdidier. » Délibération donnant satisfaction à ladite demande, attendu que les services du médecin de l'hôtel-Dieu seront gratuits. 13 juillet 1786. — « Extrait du rôle de taille de la paroisse de Hamel pour 1786. » — Requête de François Soyer, laboureur au Hamel, à l'Intendant, à l'effet d'être taxé d'office, en qualité de garde étalons. 21 juillet 1786. — Requête à l'Intendant par Alexandre Fontaine, fermier d'une des fermes du Valdemaïson à l'évêque de Noyon, pour être imposé à la taille, en raison de ses revenus. 29 juillet 1786, — etc.

C. 1134. (Liasse.) — 23 pièces papier (1 imprimée).

1783-1787. — Impositions directes. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général : « La grêle a causé l'année dernière les plus grands ravages dans ma généralité. Ce fléau vient de se répéter le 3 de ce mois. Plus de 30 paroisses ont éprouvé des pertes marquées sur leurs récoltes ; le vent, dont cette grêle était accompagnée, a renversé plusieurs moulins, déraciné des arbres et occasionné de grands dommages aux bâtiments. Je vais commencer ma tournée des départements : la vérification de ces pertes fera l'objet d'une partie de mes soins. J'aurai l'honneur, dans le temps, de vous rendre compte plus en détail de ces événements, et de réclamer vos bontés en faveur des malheureux taillables qui auront essuyé des pertes. » 10 août 1783. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui envoyant l'état du produit des récoltes de la présente année, qui n'a rien de satisfaisant. Le mauvais temps et la grêle en ont détruit une grande partie. Des incendies considérables et multiples ont aggravé ces malheurs. « Jamais les contribuables n'ont en plus de droit aux faveurs du gouvernement. » Des épidémies répandues dans un grand nombre de lieux, vont encore augmenter la détresse. Il lui demande une remise de 80,000 l. sur les impositions, plus une somme de 60,000 l. pour travaux de charité, dont les avantages sont de plus en plus démontrés. Amiens, 27 septembre 1783. — Réponse de M. de Calonne à l'Intendant. Le Roi veut bien accorder à sa généralité une remise de 35,000 l. sur les impositions, plus pareille somme pour travaux de charité. Versailles, 17 janvier 1784.

— Lettre de l'Intendant à M. de Calonne. La remise de 35,000 l. lui paraît insuffisante. En calculant sa demande à 80,000, il s'était borné aux besoins les plus indispensables. « Je ne réclamerai plus aujourd'hui de secours en faveur des paroisses dont les récoltes ont été mauvaises, parce que cet accident est trop général : mais on ne peut se dispenser d'accorder aux incendiés la remise de leurs impositions, de faire jouir de la même grâce les familles des matelots dont les chefs, depuis plusieurs années au service du Roi, se trouvent dans l'impossibilité de payer leurs taxes. Il est également de justice d'accorder quelques décharges aux taillables épuisés par les maladies épidémiques, et le nombre en est considérable. Ce fléau, qui a fait tant de ravages dans le cours de l'année dernière, ne s'est point encore ralenti d'une manière sensible. » 28 janvier 1784. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui demandant une augmentation d'au moins 10,000 l. en sus des 35,000 qui lui ont été accordées pour travaux de charité, somme qui lui paraît insuffisante. « J'ai vu avec la plus grande satisfaction, depuis plusieurs années, les avantages infinis que procurent ces sortes de travaux. Des communications très utiles, mais d'un accès impraticable, étaient abandonnées ; plusieurs aujourd'hui sont rétablies, et permettent aux cultivateurs d'exposer leurs denrées, et de se procurer, par ce moyen, une ressource sans laquelle ils ne pouvaient parvenir à payer les impôts. Une circulation plus libre, des rapports plus faciles faisant naître l'émulation dans les campagnes, il en résultera des branches de commerce et d'industrie qui, en occupant des bras jusqu'alors oisifs, procureront une sorte d'aisance parmi une classe d'hommes bien utiles, et dont le sort ne saurait trop fixer l'attention. » 29 janvier 1784. — Lettre de l'Intendant à M. de Vergennes, lui recommandant chaudement l'objet des deux lettres précédentes. 29 janvier 1784. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, l'informant que, par une faveur toute spéciale, le Roi a accordé un supplément de 10,000 l. sur le moins imposé seulement. Versailles, 17 février 1784. — « Extrait du règlement rendu pour la province du Berry. » 6 juin 1785 (impr. 8 p. in-fol. Imp. Roy. 1787). — Lettre de M. de Villedeuil à l'Intendant, l'informant que le moins imposé accordé à sa généralité pour 1787, a été fixé à 24,000 l. Versailles, 22 mai 1787. — Circulaire de l'Intendant aux officiers des six élections, fixant la part de chacune dans ladite réduction. 26 mai 1787, — etc.

C. 1135. (Liasse.) — 144 pièces papier.

1783-1789. — Impositions directes. — État général du travail fait par les contrôleurs des vingtièmes de la généralité d'Amiens, pendant l'année 1784. » — Id. 1785. — Comptes des vingtièmes : Élections d'Abbeville, — Amiens, — Doullens, — Montdidier, — Péronne. 1783. — Id. : Élections d'Abbeville, — Amiens, — Doullens, — Montdidier, — Péronne. 1784. — Id. : Élections d'Abbeville, — Amiens, — Doullens, — Montdidier, — Péronne. 1785. — Id. : Élections d'Abbeville, — Doullens, — Montdidier, — Péronne. 1786. — Id. : Élections d'Abbeville, — Amiens, — Doullens, — Montdidier, — Péronne. 1787. — Id. : Élections de Montdidier, — Péronne. 1789, — etc.

C. 1136. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1781. — Impositions directes. — « État de répartition de la somme de 5,480 l., à laquelle monte la part de l'élection d'Abbeville dans la remise de 45,000 livres accordée par le Roi sur la taille de 1784 de la généralité de Picardie. » — Id. Élection d'Amiens. — Id. Élection de Doullens. — Id. Élection de Montdidier. — Id. Élection de Péronne.

C. 1137. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1784-1787. — Impositions directes. — « Bordereau des ordonnances de M. l'Intendant, acquittées par M. de Bourdeille, jusqu'à ce jour 31 août 1786, sur l'excédant de capitation 1784. » — « État des ordonnances tirées par M. l'Intendant, sur l'excédant de capitation de 1785, acquittées par M. Darjuzon. » — « État des ordonnances de M. l'Intendant, acquittées par M. de Bourdeille, receveur général des finances d'Amiens, sur les fonds libres de la capitation 1786, jusqu'au 22 avril 1788. » — « Bordereau des ordonnances de M. l'Intendant, sur les dépenses fixes et variables, et sur diverses dépenses de la capitation et autres objets qui portent sur l'excédant de ladite capitation, qui sont rentrés à M. de Bourdeille, receveur général des finances, à ce jour, 12 mai 1789. » — « État des ordonnances de M. l'Intendant, qui sont rentrées à M. de Bourdeille, à ce jour 22 avril 1788, sur les dépenses fixes et variables de 1786, qui sont entre les mains de M. Gaudin. » — « État des ordonnances tirées par M. l'Intendant, sur l'excédant de capitation de 1787, acquittées par M. Darjuzon. » — « Bordereau des ordonnances tirées par M. l'Intendant d'Amiens, sur les dépenses fixes et variables de l'exercice 1787. »

C. 1138. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1784-1789. — Impositions directes. — Rôles des cotes des tailles d'office : Élections d'Abbeville, — Amiens, — Montdidier, — Péronne. 1784. — Élections de Doullens, — Péronne, — Saint-Quentin. 1787. — Élections d'Abbeville, — Amiens. — Montdidier, — Péronne. 1788. — Département d'Abbeville. 1788. — Départements de Doullens, — Péronne. 1789. — « Département particulier des rejets et réimpositions ordonnées sur aucunes des villes et communautés du département de Péronne, fait par nous, députés composant le bureau intermédiaire de l'assemblée dudit département, en exécution de l'art. 9 de l'arrêt du Conseil, du 8 août 1788. — Rôle des tailles de la paroisse de Saint-Sulpice pour 1785. — Id. Vauchelles-les-Quesnoy. 1787, — etc.

C. 1139. (Liasse.) — 11 pièces papier (3 imprimées).

1785-1787. — Impositions directes. — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant, contenant plusieurs rectifications à faire au bordereau de l'emploi des fonds libres de la capitation de sa généralité, pour 1782. Paris, 10 mai 1785. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui, sans avoir égard à l'arrêt de la cour des Aides du 20 août 1784, ni aux oppositions formées à l'exécution des lettres patentes des 28 novembre 1782 et 11 juin 1784, évoque à soi et à son Conseil, toutes les contestations relatives à la perception du tarif ordonné par lesdites lettres patentes, et les renvoie par-devant le sieur Intendant et commissaire départi en la généralité d'Amiens, pour y être jugées en première instance, sauf l'appel en son Conseil. » 2 août 1785 (impr. affiche). — Consultation de MM. d'Augy, Damours, Despaulx, Rigault, Auda et Turpin, sur la question de savoir si l'extraction de la tourbe peut donner lieu à la perception des vingtièmes, ou si elle doit en être affranchie. Paris, 26 avril 1786 (impr. 10 p. in-4°). — Lettre des procureurs syndics du département de Doullens à ceux du département de Péronne, leur proposant de s'entendre pour que les paroisses, qui sont en partie dans les deux départements, soient désormais rattachées à un seul, et au sujet du projet de demander un abonnement pour les vingtièmes. Doullens, 11 novembre 1787. — Avertissements pour le paiement des vingtièmes. 1787, — etc.

C. 1140. (Liasse.) — 57 pièces papier (2 imprimées).

1787-1790. — Impositions directes. — « Instruction approuvée par le Roi, le 27 octobre 1787, pour les directeurs des vingtièmes. » — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, au sujet de la confection de rôles provisoires des vingtièmes, pour les six premiers mois

de 1788, en attendant qu'on ait pu réunir les éclaircissements nécessaires pour établir l'imposition de l'année entière, selon les dispositions de l'édit de septembre 1787. Versailles, 7 novembre 1787. —

Lettre de M. Lambert à l'Intendant, lui demandant un état détaillé des vingtièmes dans chaque paroisse, à l'époque où ont commencé les vérifications, et à celles où elles ont cessé. Paris, 18 novembre 1787. —

Réponse de M. Lambert à une demande de renseignements faite par l'assemblée provinciale de Picardie, au sujet des vingtièmes. Paris, 27 novembre 1787. — « Généralité d'Amiens. État du montant des rôles des premiers et seconds vingtièmes, et de 34 s. pour livre du premier vingtième des biens fonds, de l'industrie et des offices et droits de la généralité d'Amiens, non compris le gouvernement de Boulogne, depuis et compris l'année 1772, jusques et compris 1776. » — « État général du montant des rôles des deux vingtièmes et 4 sols pour livre du premier vingtième de la généralité d'Amiens, en 1787, non compris le gouvernement de Boulogne. » —

Id. six derniers mois de 1788. — « Copie de la lettre écrite par M. Lambert, à MM. de la commission intermédiaire d'Amiens, le 3 mars 1788 », relativement à l'abonnement des vingtièmes. —

« Projet d'un modèle général d'arrêt, pour régler les abonnements des vingtièmes. » v. 1778. —

« Observations sur le projet d'arrêt relatif à l'abonnement des vingtièmes, proposé par la commission intermédiaire. » 1778. — Modèles d'états pour servir à la répartition des vingtièmes par l'abonnement. —

« Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les abonnements de vingtièmes, et portant remise de toute augmentation sur ladite imposition, pour la présente année 1788. » 31 mai 1788 (impr. 11 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). —

« Copie de la lettre écrite par M. Lambert à MM. de la commission intermédiaire d'Amiens », leur envoyant l'arrêt du 31 mai, concernant l'abonnement des vingtièmes. 30 juin 1788. — Copie de la lettre écrite par M. Blondel à MM. de la commission intermédiaire de Picardie », sur la confection des rôles, conformément audit arrêt. 23 juillet 1788. —

Lettre de M. Necker à l'Intendant, l'informant que le Roi vient de suspendre l'exécution de l'arrêt du 31 mai, jusqu'à la tenue des États Généraux. Versailles, 18 octobre 1788. —

Lettre de M. Necker à l'Intendant, l'informant qu'il vient de prévenir la commission intermédiaire, de correspondre désormais directement avec lui, pour tout ce qui concernera l'imposition des vingtièmes. Paris, 3 décembre 1788. — « Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur général, à MM. de la commission intermédiaire », pour la confection immédiate des

rôles des vingtièmes pour 1790. 16 novembre 1789.

— Mémoire relatif aux vingtièmes, par M. Chamont.

10 décembre 1789. — « Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur général à MM. de la commission intermédiaire de Picardie », relativement à la confection des rôles des vingtièmes pour 1790. 21 janvier 1790, — etc.

C. 1141 (Liasse.) — 46 pièces papier (2 imprimées).

1788-1789. — Impositions directes. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui envoyant les doubles expéditions des commissions pour la répartition des impositions de l'année 1789, sur chacun des départements de la généralité, et contenant diverses instructions sur ladite répartition. Versailles, 24 septembre 1788. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les opérations du département des tailles pour l'année prochaine 1789. » 4 octobre 1788 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). — Lettre des officiers de l'élection de Péronne à l'Intendant, lui demandant le jour où il viendra en cette ville, pour le département de la taille. « Nous étant parvenu que les membres de l'assemblée du département de notre ville voulaient faire ce travail, à notre exclusion, nous venons de décider qu'il serait fait par nous, comme par le passé, et en votre présence. Nous vous prions, Monseigneur, de nous faire connaître si votre intention est d'y assister, et, dans ce cas, nous avons l'honneur de vous prévenir que nous la commencerons lundi prochain, 13 du courant ; les circonstances ne nous permettant point de retarder plus longtemps, elles nous forceront (pour la conservation de nos droits et privilèges) d'y travailler en votre absence, si vous ne jugez pas à propos d'y paraître. Comme la commission de la taille pour cette élection se trouve en la possession de ces membres, qu'ils nous l'ont refusée jusqu'aujourd'hui, que nous ignorons s'ils déféreront à une sentence que nous venons de rendre sur le réquisitoire du ministère public, par laquelle il leur est enjoint de nous la remettre, et que tout ceci peut occasionner un retard à notre travail et à la perception des deniers royaux, nous supplions votre grandeur de nous mander si la taille de cette année est la même que celle de l'année dernière, et quelle est l'augmentation, si toutefois il s'en trouve une. » Péronne, 7 octobre 1788. — « Copie de la lettre écrite par M. le directeur général à MM. de la commission intermédiaire de Picardie », relativement au département des tailles. 9 octobre 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, lui rendant compte de la lettre des officiers de l'élection de Péronne. « J'ai appris, Monsieur,

que les officiers de plusieurs élections de ma généralité ont adressé des représentations à la cour des Aides, pour se plaindre des attributions données à l'assemblée provinciale, d'une partie de leurs fonctions, et pour demander d'être maintenus dans la plénitude de leurs droits. D'après une réponse provisoire faite notamment à l'élection d'Amiens, les officiers de ce siège se sont empressés de s'occuper de leurs chevauchées, qui est le travail préparatoire pour le département de la taille. L'exemple de l'élection de Péronne pourra influencer sur les autres qui élèveront les mêmes prétentions. » 12 octobre 1788. — Lettre des officiers de l'élection de Saint-Quentin à l'Intendant, se plaignant de ce que, au mépris de la déclaration du 23 septembre précédent, qui leur rend leurs fonctions, l'assemblée intermédiaire du département de Saint-Quentin veut, à leur exclusion, prétendre au droit de procéder au département de la taille et autres impositions. « A cette fin, le prétendu greffier de l'assemblée intermédiaire de cette ville, se serait transporté le 8 de ce mois au greffe de notre élection, pour y retirer, en vertu de prétendus ordres, tous les rôles de ces impositions, minutes, registres, brevets, départements de tailles et autres, à quoi notre greffier, de nous autorisé, se serait refusé, jusqu'à ce qu'il nous fût parvenu des ordres supérieurs, pour le déplacement et la remise de ces pièces. » Saint-Quentin, 14 octobre 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, au sujet de ladite réclamation. 17 octobre 1788. — « Copie du mémoire adressé à M. le directeur général par MM. les officiers de l'élection de Péronne. » 18 octobre 1788. — « Copie d'une lettre écrite par l'assemblée du département de Montdidier, signée du sieur Maillard, leur greffier », sur la nomination et la désignation des collecteurs. 23 octobre 1788. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui mandant que les officiers des élections de Péronne et de Saint-Quentin ne sont pas fondés dans leurs prétentions. Paris, 25 octobre 1788. — « Déclaration du Roi, concernant les formes de la répartition et levée des tailles, et les contestations y relatives. » Versailles, 28 octobre 1788 (impr. 11 p. in-4°. Imp. Roy. 1788.) — Lettre de l'Intendant aux officiers de l'élection de Péronne, leur transmettant la réponse du ministre. 29 octobre 1788. — Id. aux officiers de l'élection de Saint-Quentin. 29 octobre 1788. — Lettre des officiers de l'élection d'Amiens à l'Intendant, se plaignant de ce que les membres du bureau intermédiaire du département, au lieu de se rendre à la convocation qu'ils leur avaient adressée pour le département des tailles, leur « ont adressé une expédition du

département, qu'ils ont arrêté sous la date du 18, et qui n'est autre chose, pour le principal de la taille, que la copie fidèle de celui de 1788..... Le département est un acte de justice, d'où dépendent le bonheur et la tranquillité des campagnes. La déclaration de 1728 a, dans cette élection, la plus entière exécution. La forme extra-judiciaire que nous avons adoptée, y a donné à cette loi la plus grande activité : la taille change, chaque année, de paroisse à paroisse, comme dans les rôles, de particulier à particulier, à raison de la rentrée ou de la sortie des biens. Les minorités, les reprises d'exploitation par privilégiés, opèrent des pertes ; la cessation de ces causes donnent des profits. MM. du bureau intermédiaire avaient en leur possession les pièces qui, jusqu'à ce jour, ont servi de base aux opérations, auxquelles vous présidiez ; le dépôt du greffe leur était ouvert ; ils ont vérifié avec appareil les requêtes qui leur ont été adressées ou renvoyées ; cependant ils ont trouvé plus simple, de tout négliger et de laisser subsister, malgré les changements dont ils avaient connaissance, l'imposition de 1788, ce qui est un déni de justice. Il influera, s'il subsiste, sur toutes les impositions dont la taille est la mesure, et sera un germe fécond de trouble et d'injustice, fatal au recouvrement. » Le travail doit donc être réputé non fait, « et comme au 30 de ce mois, la loi vous subroge, M., pour y procéder, conformément au règlement de 1643, nous osons, M., vous témoigner tout le plaisir, que nous aurons de pouvoir encore travailler sous vos ordres au rétablissement de l'ordre. » Amiens, 27 novembre 1788. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, lui renvoyant ladite réclamation. Il craint que ces réclamations n'apportent des retards au recouvrement des impositions. « Les élections, d'après ce qui m'est revenu, pourraient bien refuser de rendre les rôles exécutoires, sous le prétexte qu'ils seraient rédigés d'après les départements arrêtés sans leur concours, au mépris de l'arrêt subsistant de la cour des Aides, qui réclame ce droit fondé sur les règlements anciens. » 2 décembre 1788. — Réponse de M. Necker à l'Intendant. « Le département fait par le bureau intermédiaire d'Amiens pour l'année 1789, doit avoir son exécution. S'il donne lieu à quelques réclamations de la part des contribuables, ils se pourvoiront devant les officiers, de l'élection, et les inégalités que pourrait présenter la contribution de quelques paroisses, seront rectifiées l'année prochaine. » Paris, 10 décembre 1788. — Lettre de l'Intendant aux officiers de l'élection d'Amiens, leur transmettant la décision du ministre. Amiens, 18 décembre 1788. — Lettre de M. Necker à

l'Intendant, le priant de donner ordre aux officiers de l'élection de Péronne, de remettre sur-le-champ au bureau intermédiaire, toutes les pièces nécessaires au département des impositions. Paris, 19 décembre 1788. — Délibération des officiers de l'élection de Péronne, déclarant, non sans protester, obtempérer à l'injonction qui leur est faite. 26 décembre 1788. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, l'informant que le Roi a accordé à sa généralité une diminution de 32,000 l. sur les impositions, et une somme de 68,000 l. pour travaux de charité pour 1789. Paris, 8 janvier 1789. — Lettre de l'Intendant, à la commission intermédiaire, relativement aux opérations du département. Amiens, 29 janvier 1789. — Nomination par les officiers municipaux et les quarante citoyens les plus imposés, y dénommés, des 8 adjoints, pour la répartition des impositions de la ville d'Amiens. 2 juin 1789, — etc.

C. 1142. (Liasse.) — 9 pièces papier (2 imprimées).

1788-1790. — Impositions directes. — Lettre de M. Blondel à l'Intendant, sur l'emploi des fonds libres de la capitation, et notamment sur le projet par lui proposé, d'appliquer l'excédant de 1786, à la construction d'un dépôt pour les archives de l'Intendance, le local qui les contient actuellement étant insuffisant et humide. Il l'informe que le ministre a approuvé cette proposition. Paris, 8 juillet 1788. — Lettre de M. Lormoy à l'Intendant, au sujet des contraintes pour la taille. Péronne, 13 octobre 1788. — « Copie de la lettre écrite par M. le directeur général à MM. de la commission intermédiaire de Picardie », au sujet des fonds libres de la capitation, des fonds variables, et des formes à observer pour le paiement des dépenses à la charge des provinces. 10 janvier 1789. — « Sentence de l'élection de Paris, rendue sur le réquisitoire de M. le procureur du Roi, qui fait défenses à qui que ce soit, autre qu'au greffier en chef du siège, de délivrer de nouvelles expéditions des rôles de taille. » 5 février 1789 (impr. 3 p. in-4°, Paris, 1789). — Sentence de l'élection de Paris, qui déclare nulles les nominations de collecteurs faites en 1788, pour les années 1790 et 1791, » etc. 4 mars 1789 (impr. 8 p. in-4°, Paris, 1789). — « Mémoire » en faveur de l'ordre de Malte, contre la levée des vingtièmes sur les commanderies. XVIII^e s., — etc.

C. 1143. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1789-1790. — Impositions directes. — Bordereau du montant des rôles des vingtièmes de

l'élection d'Abbeville, arrêté par la commission intermédiaire provinciale, pour 1789. — Id. Élection d'Amiens. — Id. Élection de Doullens. — Id. Élection de Montdidier. — Id. Élection de Péronne. — Bordereau du montant des rôles des offices et droits pour 1789. Élection d'Abbeville. — Id. Élection d'Amiens. — Id. Élection de Doullens. — Id. Élection de Montdidier. — Id. Élection de Péronne. — Bordereau du montant du rôle d'industrie, pour 1789. Élection d'Abbeville. — Id. Élection d'Amiens. — Id. Élection de Doullens. — Id. Élection de Montdidier. — Id. Élection de Péronne. — « Généralité d'Amiens. Rôle de supplément sur les ci-devant privilégiés, pour les six derniers mois de 1789. » 12 avril 1790.

C. 1144. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1789. — Impositions directes. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, sur la nécessité de rassembler à l'avance, sur les impositions, les différents résultats qui pourront être nécessaires, pour la prochaine assemblée des États Généraux. Paris, 24 janvier. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués, sur le travail prescrit par la lettre précédente. Amiens, 28 janvier. — Réponse de M. Darnies de Frêne à l'Intendant, contenant plusieurs observations des officiers de l'élection d'Abbeville, sur ledit travail. Abbeville, 1^{er} février. — Réponse de l'Intendant aux dites observations. Amiens, 6 février. — Lettre de M. Collette à l'Intendant, lui donnant les renseignements demandés, et ajoutant : « MM. les élus regardant leur existence actuelle, qui n'est qu'une résurrection à laquelle ils ne s'attendaient guère, comme précaire et momentanée, je n'en ai reçu aucun secours : ils se sont contentés de me communiquer tous les rôles dont j'ai eu besoin ; j'ajouterai qu'ils l'ont fait de très bonne grâce, mais nul autre travail de leur part. » Saint-Quentin, 7 mars. — Réponse de M. Pucelle à l'Intendant, sur le même objet. Montdidier, 17 avril. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, lui envoyant les renseignements demandés pour sa généralité. « L'imperfection et l'obscurité de la plupart des rôles sont, comme vous l'observerez, Monsieur, un obstacle invincible à la précision de cette opération. Le dépouillement de tous les rôles ne présente même encore qu'une base obscure et douteuse, à cause de la diversité dans la manière d'opérer des différents répartiteurs.... D'après le relevé qui a été fait des rôles, le revenu servant de base à la taille personnelle, composé 1^o du produit des biens donnés à loyer, 2^o des rentes actives, 3^o des bénéfices industriels, 4^o de la moitié du revenu des biens exploités ou propres, a formé le tiers du revenu total, de manière que la taille

d'exploitation des paroisses, se trouve, par compensation, monter aux deux tiers de l'imposition entière. Le résultat de ces nouveaux calculs s'est trouvé conforme à l'opinion commune, et à celle que j'avais conçue d'après les recherches que j'ai faites sur cette imposition, pendant tout le temps que j'ai concouru à sa répartition. Ainsi la taille de propriété de ma généralité peut être évaluée à 366,054 l., 12 s. ; la taille d'exploitation à 732,109 l., 4 s. ; total 1,098,163 l., 16 s., somme égale au brevet de la taille de 1789. » 8 mai. — « Renseignements sur les impôts de la province de Picardie, et sur les sommes accordées annuellement par le Roi, pour faire face à certains objets de dépense. » — « Compte rendu au Conseil des frais d'administration de l'assemblée provinciale de la généralité d'Amiens, pour l'année 1788, » — etc.

C. 1145. (Liasse.) — 7 pièces papier (2 imprimées).

1789-1790. — Impositions directes. —

« Contribution patriotique. Avis sur les arrérages échus des rentes sur l'hôtel-de-ville, que l'on sera dans l'intention de donner en paiement sur la contribution patriotique » (impr. placard 1789). — « Instruction publiée par ordre du Roi, relativement à la contribution patriotique » (impr. 21 p. in-4°. Imp. Roy. 1789). — Lettre de M. Grandsire à l'Intendant, relativement à la fixation du revenu, pour la contribution patriotique. Boulogne, 3 décembre 1789. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, lui transmettant la demande de M. Grandsire. 6 décembre 1789. — Réponse de M. Delessart à l'Intendant. Les réparations peuvent être déduites du revenu pour la fixation de la contribution patriotique. Paris, 9 janvier 1790, — etc.

C. 1146. (Liasse.) — 5 pièces papier (imprimées).

1789-1790. — Impositions directes. —

« Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne qu'il sera sursis à l'envoi aux sièges des élections, d'un arrêt de la cour des Aides de Paris, du 2 septembre 1789, contenant différentes dispositions relatives aux opérations du département des tailles, fait défenses à son procureur général en ladite cour d'y donner aucune suite, et à tous officiers de s'y conformer et de rien innover dans le service ordinaire, relativement aux opérations du département. » 14 septembre 1789 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1789). — « Instructions publiées par ordre du Roi, pour accélérer la confection et le recouvrement des rôles des impositions dans les différentes villes et communautés. » 21 mars 1790 (impr. 6 p. in-4°. Amiens). — « Du cérémonial et autres formes que Sa Majesté entend être observés,

tant par la commission intermédiaire provinciale et bureau intermédiaire de département de la province, que par MM. les trésoriers de France et officiers des élections de ladite province, lors des opérations du département de 1790 (impr. 4 p. in-fol.) — Modèle de nominations d'office de collecteurs des tailles, par M. de Bernage, intendant (impr. placard) XVIII^e s., — etc.

C. 1147. (Liasse.) — 6 pièces papier (5 imprimées).

1655-1785. — Impositions indirectes. — « Bail fait à Me Claude Baudouin de la ferme des neuf livres dix-huit sols pour tonneau de vin, entrant ès villes et bourgs de la généralité de Picardie, de douze deniers pour pot de vin qui se vend et débite en détail en la dite généralité, des soixante sols pour chacun muid de vin sortant le royaume par ladite province de Picardie, et de celles de Champagne et Soissons, ensemble des cent sols pour poinçon de vin, jauge dudit Champagne, et autres vaisseaux à l'équipolent, sortant desdites provinces pour estre transportez dans les pays estrangers, avec les cinq sols pour livre desdits droicts ; commençant au premier d'octobre 1655, et qui finira au dernier septembre 1661 » (impr. 28 p. in-4°. Paris, 1655). — « Extrait des registres de la cour des Aydes » donnant acte à Me Antoine Bouchemel, de son consentement à ce que les vins que les ecclésiastiques feront entrer pour leur provision, ne paient aucun droit. » Paris, 20 octobre 1656 (impr. 2 p. in-4°). — « Arrest du conseil d'Etat du Roy, du 18 aoust 1657, portant que les jugemens donnez pour la levée des XXV sols pour muid de vin vendu en détail en la ville d'Amiens, et pour la levée des droicts sur les bières en ladite ville d'Amiens et de Péronne, seront exécutez selon leur forme et teneur, nonobstant oppositions et appellations quelconques » (impr. 4 p. in-4°). — « Tarif des droicts d'aydes de l'élection de Péronne, arreté au conseil royal, le 27 janvier 1687 » (impr. affiche). — Extrait du tarif des droicts ordonnés être perçus pour 6 ans, en exécution de l'édit d'août 1758. 3 janvier 1759 (impr. 6 p. in-4° Amiens), — etc.

C. 1148. (Liasse.) — 12 pièces papier (10 imprimées).

1660-1751. — Impositions indirectes. —

« Extrait des registres du conseil d'Etat. » Arrêt relatif au paiement des droicts d'aides. 27 mai 1660 (impr. 3 p. in-4°). — « Mémoire pour expliquer à MM. les intendants et commissaires départis, les intentions de Sa Majesté, sur les privilèges dont doivent jouir ceux qui sont employés dans les fermes et autres droicts. » Versailles,

5 septembre 1707 (impr. 4 p. in-fol.) — « Extrait des registres de la cour des Aides. » Arrêt rejetant un appel fait d'une sentence du juge des traites de Chaumont en Bassigny, prononçant la confiscation de marchandises, sur un nommé Nicolas Durand, marchand. 10 juillet 1716 (impr. 3 p. in-4°, Paris 1716). — « Fermes générales ; régie de Charles Cordier ; ordre et instruction pour la régie du droit de Picardie et des droits de rivière. » Paris, 28 avril 1721 (impr. 23 p. in-4°). — Arrêt du conseil d'État, relativement à quatre barils d'eau-de-vie, confisqués sur Antoinette de Boisle. Paris, 7 novembre 1721. — Ordonnance de l'Intendant, sur la requête de Charles Cordier, régisseur des fermes du Roi, ordonnant l'exécution de l'ordonnance de 1680 et autres arrêts et règlements, qui enjoignent aux collecteurs des tailles et autres, de fournir aux receveurs des greniers d'où ils ressortissent, des copies de leurs rôles. Amiens, 30 janvier 1723 (impr. affiche). — « Arrêt de la cour des Aides concernant les inscriptions de faux, contre les procès-verbaux des commis des fermes. » 14 juillet 1724 et 18 mai 1729 (impr. 8 p. in-4°, Paris 1731). — « Bail des aides de la généralité d'Amiens. » Paris, 16 octobre 1726. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que les édits et arrêts concernant les droits sur les huiles et savons, seront exécutés dans tout le gouvernement de Boulogne, comme dans le reste du département. Amiens, 3 mai 1727 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi et lettres patentes sur icelui, registrées en la cour des Aides, portant règlement pour l'imposition, levée, perception et régie des différents droits des fermes, dans les paroisses, villages, hameaux, fermes et censes, réunis à la province de Picardie, par arrêt et lettres patentes du 13 avril 1743. » 24 juin 1743 (impr. 11 p. in-4°). — « Arrêt de la cour des Aides, qui valide les procédures commencées sous le nom de Jean-Baptiste Bocquillon, subrogé à Jean Girardin, adjudicataire des fermes générales, et autorise ledit Bocquillon à reprendre les instances commencées sous celui dudit Girardin. » 7 septembre 1751 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1751), — etc

C. 1149. (Liasse.) — 11 pièces papier (imprimées).

1675-1747. — Impositions indirectes. — « Bail général de la ferme du tabac et marque de l'estain » (impr. 14 p. in-4°. Paris, 1675). — « Arrêt de la cour des Aides de Paris qui condamne Florein Boufflet, courrier de la poste de Rennes, en 30 l. d'amende, pour chaque livre de tabac saisie sur lui, conformément à l'article 29 de l'ordonnance du

tabac, et aux dépens ; ordonne que l'arrêt sera lu, publié et affiché dans les élections du ressort de ladite cour. » 2 septembre 1701 (impr. 3 p. in-4°). — « Arrêt de la cour des Aides, qui fait défenses aux officiers des élections, de faire apporter les tabacs de saisies à leur greffe, et de descendre dans les bureaux, à moins qu'ils n'en soient requis par le fermier ou ses commis. » 15 janvier 1706 (impr. 7 p. in-4°). — Circulaire relative aux faux tabatiers et aux faux sauniers. Amiens, 20 février 1722 (impr. 3 p. in-4°). — « Arrêt de la cour des Aides portant qu'en attendant l'enregistrement des lettres patentes sur les arrêts du Conseil des 22 mars dernier et 1^{er} du présent mois de septembre, Pierre Le Sueur sera mis en possession du privilège de la vente exclusive du tabac, pour la compagnie des Indes. » 23 septembre 1723 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy.) — Ordonnance de l'Intendant qui, pour obvier aux fraudes sur la vente du tabac, interdit de naviguer sur la Somme, avant le lever et après le coucher du soleil. 18 août 1746 (impr. 3 p. in-4°). — « Arrêt contradictoire de la cour des Aides, qui infirme une sentence de l'élection d'Amiens, du 3 février précédent, pour n'avoir prononcé que la confiscation de 50 l. de tabac en fraude, saisi sur le nommé Louis Gaillet arrêté en campagne, sans amende, » etc. 16 juin 1747 (impr. 3 p. in-4°), — etc.

C. 1150. (Liasse.) — 5 pièces papier (imprimées.)

1702-1757. — Impositions indirectes. — Ordonnance de l'intendant Jérôme Bignon, qui interdit le commerce des cartes à jouer, de figures étrangères ou d'ancien patron. Amiens, 3 août 1702 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué, toutes les contestations nées et à naître dans la province d'Artois sur l'exécution de l'édit du mois de février dernier, et de la déclaration du 16 du même mois de février, seront jugées en première instance par le sieur Intendant et commissaire départi en la généralité d'Amiens et province d'Artois. » Gand, 1^{er} août 1745 (impr. affiche). — « Ordonnance de M. l'Intendant, qui déclare la saisie de six jeux de cartes faite chez le sieur Leulie, cafetier à Amiens, bonne et valable, et le condamne en mille livres d'amende, au profit de l'école royale militaire. » 24 novembre 1753 (impr. affiche). — « Ordonnance de M. l'Intendant, qui déclare bonne et valable la saisie de dix-sept sixains de cartes, faite par les employés des aides, à la résidence de Saint-Quentin, sur le nommé François Douillet, domestique, arrêté, colportant, et constitué prisonnier

ès prisons de ladite ville, et qui le condamne en 1.000 livres d'amende et aux dépens. » 18 mars 1757 (impr. affiche). — « Ordonnance de M. l'Intendant, qui déclare bon et valable le procès-verbal du 17 juin dernier, rendu par les employés des fermes générales du Roi, contre le nommé Alexandre Ternissien et sa femme, cabaretier au hameau de la Capelle, paroisse de Bainctun, et en conséquence, adjuge la saisie des six jeux de cartes, tant refaits que de faux moulage, trouvés dans leur maison, et les condamne en mille livres d'amende, et aux dépens. » 2 août 1757 (impr. affiche).

C. 1151. (Liasse.) — 17 pièces papier (4 imprimées).

1703-1781. — Impositions indirectes. —

Ordonnance de Jérôme Bignon, intendant, qui, en exécution de l'arrêt du Parlement du 13 mars 1699, fait défense « à tous marchands, négociants en gros et en détail et à toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles puissent être, de faire venir, recevoir ni débiter d'autres eaux de vie, que celles faites de vin. » Amiens, 23 novembre 1703 (impr. affiche). — « Lettres patentes sur arrêt, portant règlement pour assurer les droits d'aides sur les eaux-de-vie qui entrent dans la généralité d'Amiens. » Versailles, 30 mai 1724 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi et lettres patentes sur icelui.... qui confisquent plusieurs pièces d'eau-de-vie saisies sur Antoine Le Maire, marchand à Amiens, » etc. 11 août 1739 (impr. 15 p. in-4°. Paris, 1740). — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui envoyant un mémoire « d'un sieur Dargent, marchand d'eau-de-vie, de la ville d'Amiens, et les réponses, tant du directeur des aides, que des fermiers généraux. Vous verrez que le sieur Dargent se plaint que le receveur du port refuse de lui faire un crédit, dont jouissent presque tous les autres négociants de cette ville, sur le paiement des droits d'entrée des eaux-de-vie, et que, sous le prétexte du défaut de paiement comptant de ces droits, il a fait saisir quatre pièces d'eau-de-vie, qui étaient arrivées pour le compte du sieur Dargent. Il m'a paru qu'il y avait dans cette affaire peut-être de l'humeur de la part du sieur Dargent, mais plus vraisemblablement encore de la dureté et de l'animosité de la part du receveur du port et du directeur. Je vous prie de vérifier les faits avancés par les parties, que vous ferez venir devant vous. Vous saurez si, en effet, on est dans l'usage d'accorder un crédit à la plupart des négociants, et si on a eu des raisons valables de le refuser au sieur Dargent, et de faire à son égard une distinction, qui est humiliante, et qui peut même attaquer son

crédit, puisqu'elle donne lieu de douter de sa solvabilité. En général, je vois toujours avec peine que le fermier soit le maître d'accorder, dans la perception des droits, des préférences qui procurent à des négociants des avantages que l'on refuse à d'autres, et il serait à désirer qu'il y eut dans cette administration une uniformité qui en bannit tout arbitraire. Si, par l'examen de cette affaire, vous vous apercevez qu'il y ait eu, comme je le soupçonne, de la dureté et de l'animosité de la part du receveur, vous lui ferez les reproches que peut mériter sa conduite, et vous lui recommanderez de mettre à l'avenir plus de modération et de ménagement dans sa perception, et d'avoir pour les négociants les égards qui leur sont dus. » Versailles, 11 juillet 1775. — Lettre de la maréchale de Luxembourg à l'Intendant, lui recommandant l'affaire du sieur Dargent. Le compte qu'elle s'en est fait rendre lui a fait connaître, « combien il est malheureux pour les habitants de la province, d'être toujours victimes des entreprises illicites des employés de la ferme. » Paris, 11 août 1775. — Procès-verbal de l'enquête faite par M. Ducastel sur ladite affaire. 14 août 1775. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant. Il estime « qu'il y a eu un peu de vivacité dans la conduite du receveur du quai, mais néanmoins que la saisie n'a pas fait à la réputation du sieur Dargent tout le dommage qu'il voudrait le faire entendre, et que, pour prévenir par la suite tous ces différents incidents, il y aurait lieu de faire passer au bureau de la direction des ordres précis, pour régler le crédit à l'avenir. » Amiens, 27 novembre 1775. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel. Après examen de ladite affaire, il n'a rien trouvé dans la conduite du directeur des aides et du receveur du port « qui ne soit conforme aux règlements concernant la perception des droits qui sont dûs à l'arrivée des eaux-de-vie au port d'Amiens. Suivant ces règlements, le sieur Dargent devait des droits à l'instant du débarquement des 4 pièces d'eau-de-vie qui lui sont arrivées le 4 avril dernier, et puisqu'il s'est obstiné à ne pas vouloir les acquitter, en prétendant qu'on devait lui faire un crédit qui ne lui était pas dû, les employés ont été bien fondés à faire la saisie de ces quatre pièces, pour sûreté du paiement des droits. Le crédit que le receveur fait de ces droits à des marchands ne peut être regardé que comme une marque de confiance et une faveur qu'il est libre de refuser quand bon lui semble. Il est personnellement responsable envers ses commettants des droits qu'il est censé percevoir à l'instant de l'arrivée des eaux-de-vie ; ainsi il y aurait de l'in-

justice et du ridicule à vouloir l'obliger de faire indistinctement à tous les marchands crédit de ces droits. L'usage dont se prévaut le sieur Dargent est abusif, puisqu'il n'est pas autorisé par la loi, et qu'en le suivant, le receveur peut se trouver dans le cas d'en être la victime. D'après cela, M., je vous prie de faire connaître au sieur Dargent que les plaintes qu'il a portées à M. le contrôleur général, et sur lesquelles ce ministre m'a chargé de faire ce que les circonstances me dicteraient, me paraissent sans fondement. Vous voudrez bien en même temps lui faire sentir tout le tort qu'il a eu de présenter la saisie qui a été faite de ses pièces d'eau-de-vie, comme un effet de haine et d'humeur de la part du directeur et du receveur, puisque c'est son opiniâtreté qui les a forcés à prendre ce parti, et combien les mauvais propos qu'il a tenus à ce sujet sont déplacés. » 8 décembre 1775. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, sur ladite affaire. Le directeur des aides et le receveur du port ont agi conformément à leur droit, et le sieur Dargent lui paraît mal fondé dans sa réclamation. 20 décembre 1775. — « Mémoire de la chambre de commerce de Picardie, pour supplier Sa Majesté et nos seigneurs de son Conseil, de faire ordonner au fermier des aides de se conformer aux anciens règlements et aux usages jusqu'à présent suivis, concernant la perception des droits sur les eaux-de-vie, en destination pour les généralités voisines de la Picardie, et qui restent accidentellement dans ladite province. » (Copie) v. 1780. — « Supplément au mémoire de la chambre de commerce de Picardie, pour supplier Sa Majesté et nos seigneurs de son Conseil, de rappeler le fermier des aides à la teneur exacte des anciens règlements, pour la perception des droits dus sur les eaux-de-vie destinées pour les généralités voisines de la Picardie, et qui restent accidentellement dans ladite province. » (Copie) v. 1780. — Lettre des président et syndics de la chambre de commerce à l'Intendant, lui envoyant lesdites copies, et lui demandant d'appuyer leur réclamation. Amiens, 18 février 1780, — etc.

C. 1152. (Liasse.) — 28 pièces papier (10 imprimées).

1705-1790. — Impositions indirectes. — Ordonnance de Jérôme Bignon, intendant, qui interdit aux bouchers des villes et bourgs de la généralité, sujets aux droits attribués aux inspecteurs des boucheries, de tuer aucuns bestiaux ailleurs qu'aux tueries et lieux de résidence. Amiens, 14 août 1705 (impr. affiche.) — Arrêt du conseil d'État, qui ordonne que les fermiers des aides ne pourront prétendre les droits auxquels les

étapiers sont assujettis par les arrêts des 24 mai 1707 et 15 décembre 1708, pour les vins et autres boissons et denrées servant à la fourniture de l'étape, qu'à compter du jour des demandes qu'ils en auront faites. Marly, 15 juillet 1710. — Ordonnance de M. de Bernage, intendant, relative aux déclarations à faire par les marchands et voituriers d'huiles. Amiens, 3 août 1716 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, qui fait main-levée à Jacques du Castel, d'un baril d'huile d'olive sur lui saisi. Amiens, 26 août 1728 (impr. affiche). — Publication de l'adjudication des droits au profit du Roi sur les bois à brûler, charbons et braises de la ville d'Abbeville, pour le 1^{er} septembre 1719. Amiens, 25 août 1719 (impr. affiche). — Circulaire relative à la saisie des toiles peintes et étoffes de contrebande. Les employés des fermes doivent dresser procès-verbaux contre les personnes vêtues desdites étoffes, mais non les en dépouiller. Paris, 13 septembre 1736 (impr. 2 p. in-4°). — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, relativement à l'entrée et les droits sur les toiles peintes et les toiles de coton. Paris, 27 mai 1786. — « Déclaration du Roi, en interprétation de l'ordonnance du mois de juin 1681, concernant les droits d'abord et de consommation : ordonne que le poisson de mer, frais, sec et salé, entrant par terre dans la province de Picardie, pour y être consommé ou transporté ailleurs, sera sujet auxdits droits, à l'exception de celui qui sera déclaré pour la ville de Paris. » Versailles, 5 mai 1743 (impr. 4 p. in-4°. 1743). — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, au sujet de la demande d'exemption faite par les religieuses minimas d'Abbeville, des droits réservés, sur la bière qu'elles font brasser pour leur usage. « Les droits réservés sont des droits dont le Roi a le progrès de la régie fort à cœur, et dont Sa Majesté n'a pas même voulu accorder l'exemption à ceux qui, dans les villes, ont le privilège d'être exempts des autres droits. » Il ne peut que les autoriser à prendre un abonnement avec le directeur des aides, pour débarrasser leur maison de la visite des préposés. Paris, 27 décembre 1770. — « Arrêt du conseil d'Etat du Roi, et lettres patentes sur icelui, qui contiennent différentes dispositions au sujet des déclarations, soumissions et cautionnements, pour assurer le paiement des droits de subvention, inspecteur aux boissons », etc. 3 décembre 1771 (impr. 12 p. in-4°. Imp. Roy. 1772). — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui faisant savoir que le Roi vient d'exempter les morues sèches de pêche française, des droits de ses fermes. Versailles, 13 février 1775. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui

envoyant un arrêt du Conseil, qui supprime les droits sur les huiles et savons. Paris, 19 juillet 1782. — « Arrêt contradictoire de la cour des Aides de Paris, qui confirme, avec amende et dépens, deux sentences des élus de Ponthieu à Abbeville.... et une troisième sentence des élus d'Amiens...., par lesquelles les syndics, habitants, corps et communautés des paroisses de Frettecuisse, du Quesne et de Saint-Aubin-Rivière, ont été condamnés à souffrir les inventaires et récolements de leurs cidres et poirés, suivant les règlements », etc. 1^{er} juillet 1775 (impr. 12 p. in-4°. Imp. Roy. 1775). — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relatif aux droits sur les fils de lin et de chanvre. Paris, 9 octobre 1782. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relatif aux droits sur les cuirs. Paris, 7 mai 1785. — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, sur le refus par les officiers des traites et ceux de l'hôtel-de-ville de Boulogne, de se conformer à l'arrêt du 13 juin précédent, concernant le droit de marque des fers. Il le prie de tenir la main à l'exécution dudit arrêt. Paris, 20 mai 1789. — « Instructions concernant les impositions de 1790, données par la commission intermédiaire provinciale de Haute-Normandie, aux municipalités, conformément aux décrets de l'Assemblée Nationale et aux instructions de M. le contrôleur général. » Rouen, 14 janvier 1790 (impr. 7 p. in-4°. Rouen 1790), — etc.

C. 1153. (Liasse.) — 13 pièces papier (imprimées).

1709-1786. — Impositions indirectes. —

Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que tous les marchands, facteurs ou voituriers, qui voudront conduire des sels du Boulonnois en Artois, seront tenus de signer les soumissions qu'ils feront, aux bureaux des traites de Calais, Boulogne et Etaples, etc. Amiens, 22 mai 1714 (impr. affiche). — « Ordre et instruction concernant les comptes des gabelles de France. » 31 août 1720 (impr. 8 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'Etat du Roi, portant règlement pour empêcher le faux saunage, qui se fait dans le département d'Amiens par les habitants de la ville de Saint-Pol en Artois. » 21 juin 1723 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant relative à l'impôt du sel. Amiens, 27 octobre 1724 (impr. affiche). — « Edit du Roi portant règlement pour l'arrondissement des greniers à sel de la direction d'Amiens. » Marly, mars 1725 (impr. 24 p. in-4°. Paris 1725). — « Arrêts du conseil d'Etat du Roi, lettres patentes et jugement de MM. les commissaires du Conseil, concernant les enclaves de Picardie, Artois, Boulonnois, etc. » 8 septembre 1739,

10 mai 1740, 27 juillet 1741, 13 avril 1743 (impr. 27 p. in-4°. Imp. Roy. 1748). — « Ordonnance du Roi portant règlement sur la distribution du sel et du tabac aux troupes, dans les trois lieues de l'Artois, du Cambrais et du Hainaut français, limitrophes à la Picardie, au Soissonnais et à la Thiérache. » 14 novembre 1747 (impr. affiche). — « Ordonnance de M. l'Intendant, concernant les gribanniers chargés du transport des sels, de Saint-Valery à Amiens. » 20 octobre 1783 (impr. affiche). — « Ordonnance de M. l'intendant de Picardie, qui modifie, en tant que besoin, l'ordonnance du 20 octobre 1783, et qui prescrit la police à observer sur le transport des sels des grandes gabelles, sur la rivière de Somme. » 7 mai 1784 (impr. affiche), — etc.

C. 1154. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1727-1790. — Impositions indirectes. —

Procès-verbal contre Pierre-Henri Jubainville, marchand mercier-joaillier à Amiens, rue des Trois-Cailloux, sur le Marché-au-Blé, à l'enseigne des Trois-Visages, pour articles d'or ou d'argent trouvés dans sa boutique, non contrôlés. 23 décembre 1727. — Id. contre Pierre Melin, horloger à Amiens, Marché au Blé. 9 janvier 1728. — Id. contre François Caris, mercier-joaillier à Amiens, Marché au Blé. 14 janvier 1728. — Id. contre un marchand lombard, nommé Barthélemy Guillaume, logé au cabaret où pend pour enseigne l'Orfèvre, rue Saint-Germain. 21 janvier 1728. — Id. contre Antoine Hucher, horloger à Amiens, Marché au Blé. 26 janvier 1728. — Id. contre la veuve Goret « horlogeuse » à Amiens. 13 février 1728. — Id. contre Jean-Baptiste Burgeaux, mercier-joaillier à Amiens. 24 janvier 1739. — Id. contre Louis Couvert, marchand orfèvre à Amiens, pour « six croix d'or, dont cinq plates de Compiègne, et une petite à la Maintenon », etc. 24 janvier 1739. — Id. contre la veuve Dodrelle et ses enfants, marchands orfèvres à Amiens, rue des Orfèvres. 28 février 1739. — Id. contre Louis Caron, marchand mercier-joaillier à Amiens, rue de la Fourbisserie. 22 avril 1739. — Id. contre François Caron, marchand mercier-joaillier à Amiens, au coin de la rue du Beau-Puits. 2 mai 1739. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements au sujet de deux requêtes présentées par le curé de Saint-Mauguille-lez-Saint-Riquier, par lesquelles il réclame contre un accommodement qu'il prétend lui avoir été surpris par les commis aux aides de Saint-Riquier. Versailles, 25 janvier 1775. — Mémoire de M. Le Senne à l'Inten-

dant, sur ladite affaire. Doullens, 24 mars 1775. — Procès-verbal d'une rébellion des habitants de Romescamps, contre des commis aux aides. « Nous avons remarqué que, pendant que nous étions occupés à examiner les registres du bureau de ladite régie générale des Aides, établi en la maison de Joseph Delamare, demeurant audit Romescamps, la plupart des habitants de cette paroisse s'étaient assemblés en face de l'église, pour se diviser ensuite en plusieurs compagnies, qui se sont aussitôt rendues dans les pressoirs. Nous avons demandé audit Delamare s'il connaissait le motif de ces attroupements, à quoi ledit Delamare, nous a répondu que, sans en être pertinemment instruit, il pressentait qu'il était prudent de nous retirer sur-le-champ, sans nous permettre de nous présenter dans aucun pressoir, ajoutant qu'il nous en donnait le conseil, parce qu'il était instruit que les trois quarts des habitants de cette paroisse, avaient arrêté et signé une délibération, par laquelle chacun d'eux promet de ne faire aucune déclaration de brassage de cidre et d'entrée de boisson, de s'opposer formellement à ce qu'on fasse les inventaires chez eux, et s'assure des secours mutuels, contre ceux qui voudraient les y contraindre, nous observant en outre, qu'il avait été lui-même menacé de la corde et du feu, s'il persistait à vouloir garder les registres du bureau. A ce récit, pour échapper au danger dont les attroupements nous menaçaient, nous sommes aussitôt remontés sur nos chevaux, et avons traversé au pas la partie du village qui conduit de la maison dudit Delamare à la paroisse de Saint Thibault, sans que personne de ceux qui s'étaient attroupés se permit de nous dire un seul mot. Nous nous en félicitons encore, lorsqu'au moment où on devait nous arrêter, nous nous sommes aperçus, par un son de cloche sonné, heureusement pour nous, deux minutes trop tôt, pour faire échouer leur infâme projet, que ce silence et cette tranquillité que nous avions remarqués en traversant la paroisse, n'était qu'un piège qui tendait à faire de la maison du curé de ladite paroisse de Romescamps, une boucherie de nos corps. En effet, nous allions sortir de cette paroisse lorsque, passant derrière les haies du jardin de M. Devisme, prêtre, curé de ladite paroisse de Romescamps, nous nous sommes vus arrêtés par ledit sieur curé qui, après plusieurs invitations de mettre pied à terre au presbytère, nous a dit qu'il nous en priait, pour conférer avec lui sur une affaire qui concernait toute sa paroisse. Nous nous rendions aux instances dudit sieur curé, dans le jardin duquel nous avons en même temps aperçu, par dessous les haies, cinq de ses paroissiens, lorsque, un pied à terre, et l'autre encore dans

l'étrier, nous avons entendu sonner la cloche du tocsin dans le clocher de ladite paroisse de Romescamps, et aperçu, dans le cimetière, une foule de paysans tous à nous inconnus de noms, et que nous pourrions peut-être reconnaître de vue, s'ils nous étaient représentés, quoique le danger ne nous ait permis de jeter sur eux, qu'un coup d'œil, qui nous a suffi pour juger qu'ils étaient au moins au nombre de quarante, et remarquer qu'ils étaient tous armés, les uns de bâtons et les autres de couperets à pressoir, et criant d'une voix unanime, en s'avançant vers nous d'un pas précipité: *Il faut les pendre*. Sur-le-champ, et sans prendre le temps de répondre audit sieur curé, qui, s'apercevant que le son du tocsin, donné trop tôt, nous laissait encore le temps de nous échapper, nous disait: *Ne craignez rien, Messieurs, je réponds de vous sur ma tête*; et s'adressant en même temps aux gens du jardin, d'une voix qu'il croyait sans doute assez basse pour nous, il leur recommandait d'avertir qu'on nous fermât tous les chemins, nous sommes remontés sur nos chevaux, que nous avons mis au galop, avec plus de confiance sur leurs jambes que nous n'en avions sur la parole dudit sieur curé. » 17 novembre 1789 (Copie collationnée). — Lettre de M. Sissons, directeur de la régie générale à Amiens, à l'Intendant, lui envoyant ladite copie, et le priant d'en référer au ministre, afin que la rébellion des habitants de Romescamps ne reste pas impunie. « Pour arrêter le cours de pareilles entreprises, le régisseur général doit avoir recours au pouvoir exécutif, et pour cette partie, c'est par-devant MM. les officiers de l'élection d'Amiens, qu'il a dû se présenter. Les commis n'ont pu trouver un seul huissier, qui ait voulu porter et signifier la copie de leur procès-verbal, même accompagné de la maréchaussée. » Amiens, 1^{er} décembre 1789. — Lettre de l'Intendant aux ministres, les informant que « quelques précautions que l'on ait prises depuis plusieurs mois dans ma généralité, l'on n'a encore pu parvenir à empêcher l'introduction du sel et la vente publique dans les marchés. Les droits d'aides, M., ne donnent que le plus léger produit, dans plusieurs cantons, les employés ont été insultés par le peuple, et obligés de fuir, pour se soustraire à sa fureur; les droits d'octroi, par suite, tombent presque entièrement: cela est d'autant plus fâcheux que, dans les circonstances actuelles, l'on aurait pu s'aider d'une partie du produit de ces octrois, pour donner quelques secours aux pauvres pendant l'hiver. » 6 décembre 1789. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, au

sujet du sieur Delacroix, inspecteur du canal de Picardie à Ham, « qui, non seulement refuse d'acquitter les droits qui lui sont personnels, mais encore excite les redevables à suivre son exemple. » Paris, 14 avril 1790. — « Précis de la contestation entre l'adjudicataire des fermes unies de France, joint au sous-fermier des aides de la généralité d'Amiens, et les sieurs députés des états d'Artois. Cette contestation porte le Conseil à décider deux points: le 1^{er} si le comté de Saint-Pol pouvait être compris dans la cession de l'Artois faite par le roi de France, François I^{er}, à l'empereur Charles-Quint; le 2^e si quelques paroisses doivent être censées du ressort de l'Artois, ou dans l'enclavement de cette province. » XVIII^e s., — etc.

C. 1155. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1758-1759. — Impositions indirectes. —

Procès-verbal dressé par Pierre-François d'Incourt, chevalier, seigneur d'Hangard et autres lieux, maire en charge de la ville d'Amiens, y demeurant, rue et chaussée de Noyon, paroisse Saint-Michel, assisté de Claude-François Lecouvreur, avocat en Parlement, échevin à Amiens, rue du Beau-Puits, paroisse Saint-Remy, constatant que « nous sommes ce jour d'hui acheminés ensemble, sur les deux heures de relevée, de ladite rue du Beau-Puits vers le cours de la Hotoie, promenade hors la porte de ce nom, et presque y attenante, pour y visiter et diriger les ouvrages et les ouvriers, pourquoi nous avons traversé en toute sa longueur la rue de ladite porte d'Hotoie, au haut de laquelle et assez près d'icelle porte, s'ouvre très largement celle du Vidame, en ce faisant, avons remarqué que tous les marchands, artisans, manufacturiers, ouvriers et ouvrières, en grand nombre en ce quartier, étaient et travaillaient à découvert en dedans et en dehors de leurs boutiques, comme il se pratique en tous les quartiers de manufacture, en beaux jours, tels que celui-ci; et qu'outre les gens du quartier, il y avait aux côtés et au-dessus de ladite porte de la Hotoie, un certain nombre d'ouvriers et d'ouvrières des quartiers voisins, fixement posés, en attente de quelque passage extraordinaire, ce qui nous aurait donné sujet, ainsi qu'à toutes les personnes notables en grand nombre, qui se dirigeaient comme nous, à la même heure, vers ladite promenade, de nous faire informer de la cause de cet attroupement de peuple, et d'apprendre que des employés des fermes ayant arrêté quelques dragons comme contrebandiers, les avaient retenus, avec leurs charges, au village de Montières, en la banlieue d'icelle ville... A peine étions-nous parvenus à l'entrée dudit cours de la

Hotoie... que nous avons aperçu, précédé et suivi d'un grand concours d'enfants et de gens du peuple, ledit détachement de la garde militaire de la place, en deux divisions de trois à quatre soldats chacune, dont l'une en tête et l'autre en queue, qui escortait douze à quinze desdits commis, tous armés de fusils, et tenant en leur centre, à pied et lié par les bras, un homme en veste de couleur rouge sale, ayant les cheveux retenus dans un mouchoir et un chapeau par dessus, et derrière lui un petit homme de la campagne, monté sur un cheval noir, chargé de sacs ou ballots... Quelques minutes après que ce convoi l'eut passée (la porte la Hotoie), nous avons entendu un premier coup de fusil, suivi après quelques secondes de plusieurs autres plus précipités, aussitôt un grand nombre de gens refluer par épouvante au dehors de ladite porte, sur la chaussée du faubourg, et dans le moment, ouï une clameur publique, telle que dans les plus dangereuses alarmes. En conséquence de quoi, suivis de l'inspecteur de police et des sergents de suite, qui se trouvaient lors près de nous, pour faire leur service à l'occasion des ouvrages qui nous attiraient audit lieu, nous sommes diligemment retournés vers ladite porte, et en ladite rue de la Hotoie, que nous avons trouvée entièrement remplie de peuple et de personnes notables, ainsi que toutes celles qui y aboutissent, tandis que la plupart des y domiciliés paraissaient renfermés tant dans le bas que dans le haut des maisons, pourquoi nous n'avons pas pu être précisément informés en ce moment de toutes les circonstances du fait, ayant lors simplement appris, à la clameur publique, que ledit prisonnier ayant aperçu à l'entrée de ladite rue de la Hotoie, dans le nombre des spectateurs sur son passage, quelques soldats du régiment de Thianges, actuellement en garnison en icelle ville, leur aurait adressé quelques paroles, sur quoi quelques-uns ayant leurs sabres ou épées au fourreau, en ceinturon ou sous le bras, auraient coupé avec des couteaux les liens d'icelui prisonnier, que ce prisonnier et ses assistants s'évadant en conséquence, lesdits commis des fermes avaient fait feu sur eux dans la mêlée du peuple indistinctement, auraient blessé bourgeois et soldats, fait courir risque à beaucoup d'autres personnes étant en leurs propres maisons ou allant et venant à leurs affaires... Et à notre retour en la ville, entre les quatre à cinq heures, à l'entrée de ladite rue de Hotoie, du côté où celle susdite du Vidame s'y ouvre très largement, les principaux d'entre les y domiciliés ayant déjà été

questionnés sur les véritables circonstances des faits, par quelques personnes à eux inconnues, mais selon les apparences, relativement auxdits soldats et commis des fermes, sont venus à nous en assez grand nombre, comme gens alarmés des accidents et du péril involontairement encouru par aucuns d'eux, et plusieurs autres bourgeois, par le susdit tirage, en cet endroit, desdits commis des fermes, à feu roulant mal dirigé et assuré ;... nous ont de plus unanimement déclaré que Michel de Raucourt, maître saiteur, qui occupe la six ou septième maison de l'entrée de la rue du Vidame, à gauche, était sur le pas de sa porte avec ses ouvriers,... lorsque lesdits commis des fermes ont fait feu sur un soldat dragon, qui fuyait par le milieu de ladite rue vers le port, de telle sorte qu'indépendamment dudit dragon ou autre lors blessé, et d'un ouvrier bourgeois, aussi blessé de quelques grains de plomb près de l'œil, un ou plusieurs coups à balle ont porté vers la porte dudit de Raucourt, de manière que le nommé François Lucas, l'un de ses ouvriers, y a été atteint d'une balle dans la cuisse. » 31 mars 1758. — Lettre des lieutenant général de police, maire et échevins d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant ledit procès-verbal, lui demandant des dommages-intérêts pour le particulier blessé, et le priant de donner des ordres pour préserver à l'avenir les habitants de pareils accidents. Amiens, 2 avril 1758. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur ladite affaire. Paris, 18 avril 1758. — Procès-verbal de l'enquête faite sur ladite affaire par M. Ducastel, subdélégué. 22-28 mai 1759. — Mémoire de l'Intendant à M. Trudaine. S'il est constant que les employés des fermes ont tiré des coups de fusil, il est certain aussi qu'un des dragons a été vu coucher en joue et tirer, de sorte qu'on ne peut savoir exactement si Lucas a été blessé par un employé des fermes ou par un dragon. « En admettant d'ailleurs que ce fût un des employés qui, dans le temps qu'ils furent attaqués, a lâché ce coup de feu, il paraît qu'il n'y aurait encore rien en cela qui ne dût être considéré comme le cas d'une légitime défense, et qui ne dut aussi faire regarder la blessure du nommé Lucas, comme un événement purement accidentel. Il aurait même pu arriver que, dans le temps de la rixe, et dans un aussi grand concours de peuple, il y eût plusieurs personnes de blessées par les différents coups de fusil qui furent tirés, sans qu'elles pussent l'attribuer qu'à leur imprudence de s'être trouvées dans un lieu où elles n'avaient que faire. Les employés avaient pris toutes les précautions que la prudence exigeait, pour prévenir tout désordre : comme le prisonnier qu'ils conduisaient était un dragon du régiment de

Thiange, ils avaient demandé et obtenu une escorte militaire, sur la foi de laquelle ils marchaient, ce qui n'empêcha cependant pas que ce prisonnier ne leur fût enlevé, à force ouverte, par d'autres dragons du même régiment, qui s'étaient apostés pour cela, et qui, en effet, coupèrent les cordes dont il était attaché, et le firent évader. C'est donc cette entreprise, très criminelle en soi, qui est la première, ou pour mieux dire la seule cause de l'accident arrivé au nommé Lucas, aussi, Monsieur, le procès ayant été instruit par les ordres de M. le maréchal de Bellisle aux dragons auteurs de la spoliation, deux ont été condamnés aux galères perpétuelles, par jugement du conseil de guerre du 29 janvier dernier, indépendamment d'un autre précédemment condamné à mort : et comme, en matière de délits, ce sont ceux qui en sont les auteurs qui, dans la règle, doivent être responsables de tous les événements, il paraît, ainsi que l'observent les fermiers généraux à la fin de leur mémoire, que ce serait au régiment de Thiange, et non à la compagnie, à dédommager le nommé Lucas. » Amiens, 21 juin 1759. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, le priant d'informer le maire d'Amiens que le nommé Lucas n'a aucune indemnité à réclamer à la ferme générale, pour la blessure qu'il a reçue dans l'affaire du 31 mars. Paris, 26 juin 1759, — etc.

C. 1156. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1758-1760. — Impositions indirectes. —

Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur des observations des fermiers généraux, à l'effet d'entrer en arrangement, pour les paroisses du ressort du grenier à sel de Péronne. Paris, 8 août 1758. — Mémoire de M. de Sachy à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 6 septembre 1758. — Lettre de l'Intendant au procureur du Roi au grenier à sel de Péronne, lui demandant ses observations sur ladite affaire. Remiencourt, 10 septembre 1758. — « État des paroisses, hameaux et censes situés en frontière, au Nord de la Somme, qui composent partie du ressort du grenier à sel de Péronne. » 1758. — « Observations sur le mémoire de MM. les fermiers généraux, tendant à mettre en vente volontaire 37 paroisses du ressort du grenier à sel de Péronne, situées en Santerre, au sud de la rivière de Somme, de laisser en impôt le surplus des paroisses de ce grenier, qui sont situées en frontière, au Nord de cette rivière, et de faire supporter aux paroisses de la frontière la totalité du sel d'impôt, en rejetant sur celles-ci le sel que sup-

portent les 37 paroisses du Santerre. » 1758. — Lettre de M. Pillot, procureur du Roi au grenier à sel de Péronne, à l'Intendant, lui envoyant lesdits état et mémoire. Péronne, 30 septembre 1758. —

Observations de M. Domart à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 4 décembre 1758. — Lettre de l'Intendant à M. de Varanchan, directeur des fermes générales à Saint-Quentin, sur le même objet. Amiens, 5 novembre 1759. — Mémoire des fermiers généraux, sur ladite proposition. v. 1759. — « Etat des paroisses du grenier à sel de Péronne, situées en frontière au delà de la Somme, du côté du Nord, dont la plus grande partie et plus grosses paroisses font lisière à l'Artois et Cambrai, lesquels ne sont aucuns de gabelles, que celui qui leur est fourni par impôt, attendu que les contrebandiers y vendent le faux sel blanc, comme on fait à la halle à Paris. Il est à observer que tous les particuliers desdites paroisses demandent à être imposés, suivant le nombre des personnes, par supplément à ce qui leur manque, plutôt que d'y être contraints ; comme il leur a été fait depuis quatre années. » 1760. — « Noms des paroisses qui composent le ressort du grenier de Péronne. » XVIII^e s., — etc.

C. 1157. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1761-1762. — Impositions indirectes. —

Requête au contrôleur général des finances, par trois collecteurs des tailles du bourg de Poix, se plaignant de vexations exercées au grenier à sel de Grandvilliers par les commis et gardes-sextés dudit grenier, qui exigent des sommes, pour admettre les copies de leurs rôles. 27 juin 1761. — Notes sur ladite affaire. 30 juin, 7 juillet 1761. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. Paris, 29 juillet 1761. — Procès-verbal d'enquête sur ladite affaire, par M. Ducastel. 1^{er} septembre 1761. — Lettre du sieur Bazin, collecteur des tailles à Poix, à l'Intendant, se plaignant de ce que, par rancune, les commis du grenier à sel l'ont fait condamner en 220 l. d'amende, pour prétendues omissions dans leur rôle de sexté. Il implore son assistance, étant sur le point d'être exécuté dans ses meubles, faute de pouvoir payer ladite amende. Amiens, 10 octobre 1761. — Mémoire de MM. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 21 octobre 1761. — Procès-verbal d'enquête sur ladite affaire, par M. Ducastel, 22 octobre 1761. — Lettre de l'Intendant à M. Trudaine. Il est certain « que les gardes-sextés ou autres commis, sont dans l'usage d'exiger une rétribution pour l'admission des rôles, et qu'ils cherchent même à se la procurer, en se

rendant difficiles sur la forme de ces rôles. » Il est vrai que les rôles en question n'étaient pas conformes aux règlements, mais peut-être entre-t-il dans cette affaire, de la part des commis, de l'humeur qui serait très répréhensible. Amiens, 31 octobre 1761. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant. Il a communiqué à la ferme générale les plaintes portées contre les commis de Grandvilliers. « Les fermiers généraux observent qu'ils réprimandent tant le directeur que le receveur ; sur le peu d'exactitude qu'ils ont apportée dans la vérification des plaintes dont il s'agit, et que, comme elles se trouvent fondées, ils révoquent en même temps les gardes-sextés du grenier de Grandvilliers. Ils ajoutent qu'ils tiendront exactement la main à ce que le même abus ne s'introduise pas dans les autres greniers. » Il le prie de s'informer si ces mesures s'exécutent bien fidèlement. Paris, 17 novembre 1761. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant. « La révocation des deux gardes-sextés a été réellement effectuée ; deux nouveaux se sont présentés avec une commission des fermiers généraux : mais M. le receveur n'a pas jugé à propos de les recevoir, pour des raisons que j'ignore, en sorte que les anciens gardes font encore leurs fonctions. » Le procureur du Roi au grenier à sel a cru devoir prendre connaissance de l'affaire. Il a rendu plainte contre les gardes-sextés, par-devant les officiers du siège ; trente et un collecteurs ont été entendus, les deux accusés ont subi un interrogatoire, mais, avant que de passer outre, le procureur du Roi doit envoyer un extrait de la procédure au procureur général à la cour des Aides, afin sans doute d'agir conformément à la réponse de ce magistrat. Grandvilliers, 7 décembre 1761. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant. Les deux nouveaux gardes ont enfin été installés ; mais le lendemain, l'un d'eux a donné sa démission. Quant au procès criminel, il ne paraît pas qu'il ait été poursuivi. « On assure que M. le receveur tente l'impossible pour prouver l'innocence de ses gardes, qu'il a présenté un mémoire justificatif de sa conduite personnelle aux fermiers généraux, et qu'il se propose d'en envoyer un au Conseil. » Grandvilliers, 17 décembre 1761. — Mémoire sur ladite affaire. 29 décembre 1761. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant. Il a appris avec surprise que le receveur avait refusé d'installer les nouveaux gardes-sextés ; « ce receveur aurait mérité, par cette conduite, d'être révoqué lui-même », mais il n'a pas cru devoir se refuser aux représentations et aux promesses des fermiers généraux. Il lui demande si les nouveaux ordres donnés ont reçu leur exécution. Paris, 5 janvier 1762.

— Lettre de M. Derveloy à l'Intendant. Le grenier à sel vient de rendre une sentence ainsi conçue : « Nous, attendu que, par les informations, il ne résulte aucune concussion commise par lesdits Charles Cocquerel et Nicolas Godin, mais seulement que ledit Cocquerel seul a reçu des collecteurs, qui se sont volontairement adressés à lui, des sommes modiques, pour ses peines et papiers, d'avoir refait les copies des rôles desdits collecteurs... pour les rendre conformes à l'ordonnance et aux arrêts du Conseil, par proportions aux longueurs desdites copies des rôles, avons lesdits Cocquerel et Godin renvoyés quittes et absous de la calomnieuse accusation contre eux intentée. » Grandvilliers, 21 mars 1762. — Lettre de l'Intendant à M. Trudaine. « Cette procédure paraît avoir été faite pour justifier les gardes-sextés, et à l'instigation du receveur, qui les protège. La sentence peut avoir bien jugé relativement aux informations sur lesquelles elle est rendue, mais elle ne prouve rien, pour la justification de ces gardes-sextés, si, dans cette information, on n'a entendu que ceux qui n'avaient pas à se plaindre d'eux, comme il me paraît qu'on l'a fait, et les déclarations des autres qui s'en sont plaints, n'en demeurent pas moins dans toute leur force. » Paris, 29 mars 1762, — etc.

C. 1158. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1762. — Impositions indirectes. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une plainte des habitants de Saint-Sauflieu, pour voies de fait et insultes commis à leur égard par les employés des fermes. 21 avril. — Lettre de M. Degove, curé de Saint-Sauflieu à M. Ducastel. « Les blessés sont guéris de leurs blessures, et l'affaire est terminée. J'ai été sollicité de la part de M. Bernard, directeur, pour la finir, quand il a su qu'une requête avait été présentée à Mgr. l'Intendant. Je me suis offert à accommoder toutes choses, les blessés s'y sont prêtés à ma sollicitation, et paraissent être contents. » Saint-Sauflieu, 5 mai. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire, avec cette note de l'Intendant : « Cela n'éclaircit en aucune façon ce qui s'est passé ; et il faut pourtant le savoir, pour être en état de juger si les employés méritent punition. » Amiens, 5 mai. — Mémoire de l'Intendant à M. Trudaine sur ladite affaire. « Il est certain, que ces employés, qui étaient au nombre de onze, se sont réellement portés à des excès très répréhensibles, qu'ils ont tiré deux coups de pistolets dans la maison du nommé Dubois, cabaretier à Saint-Sauflieu, qu'ils ont

maltraité de coups d'épée et de poings plusieurs particuliers, sans qu'il paraisse qu'on leur en eut donné le moindre sujet ; en un mot, qu'ils ont excité une telle rumeur dans le village, frappant et insultant indistinctement tout le monde, et tirant même des coups de fusils, qu'on ne pouvait, sans danger, s'exposer à rester dans les rues. De telles violences annoncent, à la vérité, que ces employés étaient échauffés par la boisson, mais ils n'en étaient pas pour cela moins punissables, aussi m'a-t-on assuré que plusieurs avaient été révoqués sur-le-champ. Au surplus, les parties ont fait, dans l'entre-temps du revoir que vous m'avez fait du placet, un accommodement... par lequel les employés se sont engagés à donner quelque argent, par forme de dédommagement, à ceux qu'ils ont blessés, et à payer les frais de pansement ; au moyen de quoi, Monsieur, et de la révocation des employés qui étaient les plus coupables, je pense qu'il y a lieu de regarder cette affaire comme finie, à moins que le Conseil ne juge à propos d'infliger une punition plus sévère, pour servir d'exemple, et obliger les employés à faire leurs fonctions avec circonspection, au lieu de se livrer, comme cela ne leur arrive que trop souvent, à des excès révoltants, qui, quelquefois leur servent de prétexte pour susciter de très mauvaises affaires à ceux même qu'ils ont insultés. » Amiens, 6 juin, — etc.

C. 1159. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1764-1765. — Impositions indirectes. — Mémoire des fermiers généraux, en réponse à une plainte de M. de Verton, écuyer, capitaine de cavalerie, relative au refus qui lui a été fait, à Saint-Valery, d'être admis au privilège du sel de franchise. v. 1764. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, le priant de faire savoir à M. de Verton, qu'il lui a paru, par la réponse des fermiers généraux, « que c'est faute par lui d'avoir fait enregistrer ses lettres de bourgeoisie au greffe de la juridiction des gabelles, qu'on lui refuse la jouissance du privilège qu'il réclame. » Paris, 28 février 1764. — Mémoire de M. Blondin à l'Intendant, sur ladite affaire. Saint-Valery, 21 mars 1764. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, l'informant que les fermiers généraux ont consenti à faire délivrer à l'avenir le sel, pour la salaison en mer et à terre, des poissons de la pêche des habitants de Saint-Valery, au prix de 90 l. le muids, en temps de paix, etc. Paris, 21 avril 1765. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, le priant de faire savoir aux habitants de Saint-Valery, qu'ils ne paieront pas non plus le sixième sol pour livre. Paris, 4 mai 1765, — etc.

C. 1160. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1765-1766. — Impositions indirectes. —

Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur des infidélités imputées aux collecteurs de l'impôt du sel de la ville d'Albert. Paris, 21 décembre 1765. —

Mémoire de M. Cazier à l'Intendant, sur ladite affaire. Albert, 17 janvier 1766. — Lettre de l'Intendant à M. Trudaine de Montigny. Il paraît constant qu'il y a eu un procès-verbal dressé contre les collecteurs, pour malversations, « que ce procès-verbal est resté sans suite, mais que le procureur du Roi convient aujourd'hui de l'avoir en sa possession. Ainsi, c'est par la prévarication, ou du moins par une indigne négligence de cet officier, que les malversations dont il s'agit sont restées impunies. » Paris, 23 janvier 1766, — etc.

C. 1161. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1768-1770. — Impositions indirectes. —

Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, lui demandant son avis sur une demande de plusieurs habitants de Berteaucourt, incendiés le 16 avril précédent, à l'effet d'être déchargés du sel d'impôt. 17 janvier 1768. — Réponse favorable de l'Intendant. Paris, 27 janvier 1768. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, lui demandant son avis sur une demande de plusieurs laboureurs du bourg de Cayeux, à l'effet d'avoir une augmentation de sel de franchise. Paris, 23 septembre 1768. — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, au sujet d'une plainte des officiers du grenier à sel de Montdidier contre le fermier, pour avoir fait déplacer les officiers de la régie, et les avoir envoyés dans les lieux qu'il a pensés le plus convenable à la régie. Il le prie de faire connaître à ces officiers, que le contrôleur général a trouvé leur demande déplacée. Paris, 28 décembre 1769. —

Lettre de M. Martinot à l'Intendant, sur ladite affaire. Montdidier, 25 janvier 1770, — etc.

C. 1162. (Liasse.) — 2 pièces papier.

1769. — Impositions indirectes. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur la demande de plusieurs habitants de La Hérelle, à l'effet d'être exempts du droit de subvention. 21 janvier, — etc.

C. 1163. (Liasse.) — 11 pièces papier (1 imprimée).

1769-1785. — Impositions indirectes. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, accusant réception de l'arrêt du Conseil, qui ordonne que tous les particuliers gens du commun, seront sujets aux droits

de détail, comme les cabaretiers, sur les boissons qu'ils consommeront au delà de ce qui est nécessaire pour leur provision, et qui attribue aux intendants la connaissance des contestations y relatives. 7 juillet 1769. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les marchands détailliers d'eau-de-vie, établis dans les paroisses des généralités de Paris et de Soissons, qui sont situées dans les trois lieues limitrophes des extrémités de la généralité d'Amiens, pourront s'en approvisionner en pièces de 60 à 70 veltes, et au-dessous, dont ils ne pourront avoir qu'une seule à la fois. » 4 mars 1775 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1775).

— Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui envoyant ledit arrêt ; bien que rendu seulement pour les généralités de Paris et de Soissons, « il n'est pas moins intéressant qu'il soit connu des marchands en gros de la Picardie, et particulièrement des négociants et marchands épiciers de la ville de Saint-Quentin, où ces détailliers s'approvisionnent. » Versailles, 12 mars 1775. —

Lettre de M. de Villevault à l'Intendant, l'informant qu'à la demande de plusieurs chambres du commerce, le contrôleur général vient de charger les députés du commerce de travailler, de concert avec la ferme générale, à la rédaction d'un nouvel état, pour fixer la perception des droits de domaine d'occident sur les denrées coloniales. Paris, 16 septembre 1783. — Lettre de l'Intendant à la chambre du commerce de Picardie, lui donnant connaissance de cette décision. Amiens, 21 septembre 1783. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui prescrit les formalités qui devront être suivies par les employés des fermes, pour la retenue des marchandises qu'ils croiront déclarés au-dessous de leur véritable valeur. Fontainebleau, 28 octobre 1785, — etc.

C. 1164. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1769-1788. — Impositions indirectes. —

Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui attribue aux intendants la connaissance des contestations qui pourraient s'élever entre les fermiers des droits d'aides et les particuliers. Versailles, 12 juin 1769. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant deux arrêts du Conseil du 18 du même mois, qui ordonnent la suspension du paiement des billets des fermes générales, et celle du paiement des rescriptions sur les recettes générales des finances, etc. Paris, 21 février 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant une déclaration du Roi du 25 février précédent, qui ordonne que

les remboursements des capitaux d'emprunts faits pour le compte du Roi par les pays d'états ou autres provinces, corps ou communautés, etc. Paris, 23 mars 1770. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui accusant réception d'un arrêt relatif aux dotations des maisons religieuses. 29 mars 1774. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui déclare suspensifs les appels de l'adjudicataire général des fermes, d'ordonnances des intendants portant main levée des saisies en matière de prohibé. Paris, 9 avril 1781. — « Copie de la lettre écrite par M. le contrôleur général des finances à la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, le 5 mars 1788 », la priant de s'adresser à lui-même, plutôt qu'aux employés des fermes, pour les renseignements à demander, — etc.

C. 1165. (Liasse.) — 9 pièces papier (1 imprimée).

1774. — Impositions indirectes. — « Arrêt du conseil d'Etat du Roi, qui déclare sujets aux 8 sous pour livre prorogés ou imposés par l'édit de novembre 1771, les droits de péage, étalage afforage, poids et mesures », etc. 17 mars (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1774). — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur ce que les fermiers généraux se plaignent des frais qu'occasionne en Picardie la vente des chevaux et autres effets saisis ou confisqués sur les fraudeurs. Paris, 30 juillet. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire. Amiens, 12 novembre. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine. Il croit la demande des fermiers fondée, et qu'il y a lieu de rendre l'arrêt qu'ils sollicitent. 4 décembre. — Mémoire sur ladite affaire, — etc.

C. 1166. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1774-1775. — Impositions indirectes. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire des fermiers généraux, qui demandent la cassation d'une sentence de l'élection de Péronne, qui a annulé des saisies faites chez plusieurs particuliers de la paroisse de Combles, de moulins et tamis servant à pulvériser le tabac. Paris, 30 juillet 1774. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville sur ladite affaire. Les habitants de Combles étant fondés sur titres, les fermiers généraux ne lui paraissent donc pas recevables dans leur réclamation. Péronne, 30 août 1774. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine, portant mêmes conclusions. 24 septembre 1774. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, le priant d'examiner un

nouveau mémoire des fermiers généraux sur ladite affaire. 2 mars 1775. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant. Les nouveaux moyens des fermiers généraux ne lui paraissent pas plus recevables que les premiers. Péronne, 30 mai 1775. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine, portant mêmes conclusions. 29 juin 1775, — etc.

C. 1167. (Liasse.) — 5 pièces papier (imprimées).

1774-1786. — Impositions indirectes. — « Départements de MM. les fermiers généraux pour le service des fermes royales unies, pendant la première année du bail de M. Laurent David. » 13 décembre 1774 (impr. 19 p. in-4°, Imp. Roy. 1774). — Id. de M. Nicolas Salzard. 28 septembre 1780 (impr. 12 p. in-4°, Imp. Roy. 1780). — Id. de Jean-Baptiste Mager. 3 décembre 1786 (impr. 12 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Liste des noms et demeures de MM. les fermiers généraux des fermes royales unies, pour la première année du bail de M. Nicolas Salzard » (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1781). — Id. de Jean-Baptiste Mager (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1786).

C. 1168. (Liasse.) — 11 pièces papier (imprimées).

1776-1786. — Impositions indirectes. — « De par le Roi. Commission de l'impôt du sel dans la généralité d'Amiens, pour l'année 1777. » Versailles, 16 août 1776 (impr. 4 p. in-fol.). — Id. pour 1779. Versailles, 25 août 1778. — Id. pour 1780. Versailles, 30 août 1779. — Id. pour 1781. Versailles, 25 août 1780. — Id. pour 1782. La muette, 7 septembre 1781. — Id. pour 1783. Versailles, 17 juillet 1782. — Id. pour 1784. Versailles, 2 août 1783. — Id. pour 1787. Cherbourg, 24 juin 1786, — etc.

C. 1169. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1781. — Impositions indirectes. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur le prix du tabac dans sa généralité, avant l'édit d'août 1781. Paris, 6 septembre. — Mémoire de M. Delaville à l'Intendant, lui envoyant les renseignements demandés. Saint-Quentin, 11 septembre. — « Direction d'Amiens. Etat des natures de tabac et de leurs prix dans la direction d'Amiens, avant l'édit du mois d'août 1781. » — Mémoire de M. Deu à l'Intendant, lui envoyant ledit état. Amiens, 11 septembre. — « Etat du prix auquel se vendaient les différentes espèces de tabacs avant l'édit du mois d'août 1781 », — etc.

C. 1170. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1787-1788. — Impositions indirectes. — Lettre de l'Intendant à M. de Villedeuil, lui recommandant Joseph Sévaut, fils de M. Sévaut, trésorier de France au bureau des finances d'Amiens, pour obtenir un brevet de contrôleur général surnuméraire des fermes à Amiens. « Le père m'est fort attaché, et j'ai pour lui une estime particulière. » 8 août 1787. — Lettre de l'Intendant à M. de la Boullaye, intendant des finances, dans le même but. 8 août 1787. — Réponse de M. de la Boullaye à l'Intendant. Il consent volontiers à faire obtenir à M. Sévaut fils le brevet qu'il désire, tout en observant que « le nombre des contrôleurs généraux surnuméraires s'est tellement accru que, dans l'état actuel, la durée du surnumérariat excède souvent dix années; ce n'est qu'après ce terme que, l'on peut obtenir un emploi utile, et il est même rare que celui qu'on obtient d'abord puisse suffire aux dépenses qu'il nécessite. » Paris, 22 août 1787. — Lettre de l'Intendant à M. de la Boullaye. Malgré ces observations, M. Sévaut père persiste à demander ledit brevet, « parce qu'il espère que son fils, qui est intelligent et fort studieux, se mettra dans le cas, par son travail, de mériter des distinctions particulières de la part de MM. les fermiers généraux. » 28 août 1787. — Lettre de M. Sévaut persister dans sa demande; « l'ordre des progressions pour ces sortes de places suit invariablement la date des admissions; la considération même des talents les plus distingués, n'a jamais fait faire d'exception à cette règle. » Paris, 7 septembre 1787. — Lettre de M. Sévaut, se plaignant de ce que le nom de son fils ne se trouve pas dans la dernière liste de nominations de contrôleurs généraux surnuméraires des fermes. Amiens, 7 novembre 1788. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui faisant savoir que M. Sévaut a été compris dans la dernière nomination de contrôleurs généraux surnuméraires des fermes, et que sa nomination lui sera remise quand il se présentera à l'hôtel des fermes. Paris, 1^{er} décembre 1788, — etc.

C. 1171. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1787-1789. — Impositions indirectes. — Lettre de M. de Vergenne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 16 février précédent, qui ordonne la remise à l'adjudicataire général des fermes, de tout le sel provenant du travail du salpêtre, etc. Paris, 20 janvier 1787. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant la commission pour l'assiette de l'impôt du sel de l'année 1789, dans ceux des greniers de la généralité soumis à ce régime, Paris, 27 septembre 1788. — Lettre de M. Pucelle à l'Intendant, lui rendant compte de quelques troubles

survenus à Montdidier, au sujet de la déclaration du Roi du 27 septembre, concernant la réduction du prix du sel. Montdidier, 5 novembre 1789. — Lettre de M. Balis à l'Intendant, au sujet de troubles survenus dans la subdélégation d'Albert relativement à l'impôt du sel, et sur la création d'une milice bourgeoise à Albert. Albert, 7 novembre 1789, — etc.

C. 1172. (Liasse.) — 15 pièces papier (7 imprimées).

1691-1782. — Produits extraordinaires. —

« Arrest du conseil d'Estat du Roy, qui charge maistre Jean Fumée du recouvrement de la finance des offices de receveurs des amendes, receveurs des épices, de deux offices de vérificateurs et rapporteurs de défauts, et des offices de contrôleurs des exploits. » 6 mars 1691 (impr. 4 p. in-4°). — « Extrait des registres du conseil d'Estat. » Arrêt sur le recouvrement de la finance qui doit provenir de la vente des offices de police, etc. Versailles, 20 septembre 1701 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne qu'il sera incessamment arrêté des rôles au Conseil, jusqu'à la concurrence de la somme de 1,200,000 l. à laquelle S. M. a fixé la finance des offices de commissaires des décimes », etc. 5 août 1704 (impr. 4 p. in-4°). — « Déclaration du Roi, qui ordonne que les offices de commissaires des décimes, créés héréditaires par édit du mois de novembre 1703, seront et demeureront unis et incorporés aux offices de receveurs généraux et particuliers des décimes, ensemble les fonctions et gages y attribués. » Versailles, 4 mars 1704 (impr. 4 p. in-4°). — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt qui prononce la suppression des offices d'essayeurs d'eaux-de-vies dans la généralité d'Amiens. Versailles, 7 mai 1704 (impr. 3 p. in-fol.). — « Extrait des registres du conseil d'État, pour les moulins. » Fontainebleau, 30 septembre 1704 (impr. 2 p. in-4°). — Extrait des registres du conseil d'État. Arrêt qui accepte l'offre faite par les gentilshommes et seigneurs de la généralité d'Amiens, de payer 60,000 l., pour le rachat des offices de gruyers, procureurs du Roi et greffiers créés par édit de mars 1707. Marly, 17 décembre 1709. — Rôle des sommes que le Roi, en son conseil royal des finances, a ordonné être payées par les bureaux des finances, par ceux des élections, par les subdélégués.... pour jouir par chacun corps ou par chaque officier en particulier, de leur part de 1,250,000 l. de taxations fixes, et

héréditaires, au denier douze », etc. Généralité d'Amiens, élection de Montdidier. 29 mai 1714. — Id. Élection du Ponthieu. 29 mai 1714. — Id. Élection de Doullens. 5 juin 1714. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant les lettres patentes du 3 janvier 1782, portant règlement pour les droits des jurés priseurs. Paris, 16 janvier 1782, — etc.

C. 1173. (Liasse.) — 16 pièces papier (1 imprimée).

1761-1783. — Produits extraordinaires. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui casse et annule une sentence des officiers de la sénéchaussée d'Abbeville, du 12 juin 1772, par laquelle le sieur Watel, greffier de l'amirauté d'Abbeville, le sieur Gildemner, et autres intéressés à la cargaison du navire Hollandais la *Dame Elisabeth*, échoué sur la côte de Bereck, prenant le fait et cause dudit Watel, ont été reçus opposants à la contrainte décernée contre ledit Watel, pour le paiement de 4 deniers pour livre du montant de la vente des marchandises provenantes dudit navire, et déchargés de la demande du régisseur des dits droits. » 4 juillet 1772 (impr. affiche). — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant l'édit faisant remise du droit de joyeux avènement. Paris, 31 mai 1774. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, l'informant que le droit de marc d'or ne sera plus fixé qu'au centième du produit des octrois, au lieu du quarantième. Paris, 2 décembre 1775. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil concernant les annoblis depuis 1715, qui sont en retard du paiement des sommes auxquelles ils sont taxés, pour droit de confirmation. Paris, 31 août 1784. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 21 août précédent, qui ordonne l'exécution des règlements concernant les amendes de consignation. Paris, 30 septembre 1782. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 30 avril précédent, sur les 8 sols pour livre du principal des amendes. Paris, 20 mai 1783, — etc.

C. 1174. (Liasse.) — 32 pièces papier (2 imprimées).

1766-1781. — Produits extraordinaires. — « État des actes concernant l'administration des villes, et des droits auxquels ils sont assujettis. » 5 mars 1766 (impr. 9 p. in-4°). — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 28 juin précédent, qui proroge les délais accordés à ceux qui exercent des professions d'arts et métiers non en jurande, pour payer les finances réglées par celui du 30 octobre 1767. Paris, 6 juillet 1769. — Certificats de publication dudit arrêt. —

« Lettres patentes du Roi, concernant les baux à cens dans le ressort de la coutume de Péronne, de Montdidier et de Roye. » Versailles, 24 juin 1781 (impr. 4 p. in-4°, Paris, 1781), — etc.

C. 1175. (Liasse.) — 47 pièces papier (21 imprimées).

1672-1787. — Monnaies. — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt qui ordonne que celui du 1^{er} août 1671, sur le cours des ducats et patagons de Flandres, escalins, écus de Liège, réaux d'Espagne et autres espèces d'or ou d'argent étrangères, à la réserve des pistoles d'Espagne, sera exécuté dans la généralité d'Amiens. Amiens 11 juillet 1672 (impr. affiche). — « Arrest du conseil d'État, qui surceoit la défense de l'exposition des monnoyes estrangères, pendant trois mois, dans les généralitez d'Amiens, Soissons et Châlons. » Saint-Germain-en-Laye, 29 décembre 1674. — Ordre donné par le directeur des fermes du Roi, à tous brigadiers et employés des fermes du département, de redoubler de soins dans les visites qu'ils doivent faire, pour empêcher le transport des espèces hors du royaume. Amiens, 8 février 1726 (impr. placard). — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, pour les changeurs de la monnaie. Hesdin, 20 juillet 1726 (impr. affiche). — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, prononçant la confiscation de guinées et demi-guinées d'or et de cinq pièces d'or de Portugal « appelées quatre millerets. » Amiens, 30 avril 1731 (impr. affiche). — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, sur l'interdiction du cours des sols blancs et patars étrangers. Amiens. 29 juillet 1735 (impr. affiche). — « Lettres patentes du Roi, par lesquelles le Roi, en ordonnant que sa vaisselle sera portée à l'hôtel des monnaies de Paris, pour y être convertie en espèces, fixe le prix de celle qui y sera portée volontairement par les particuliers. » Versailles, 26 octobre 1759 (impr. 4 p. in-4° Amiens). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les reconnaissances qui seront données par les directeurs des monnaies, en exécution des lettres patentes du 26 octobre dernier. » 6 novembre 1759 (impr. 3 p. in-4° Amiens). — « Ordre aux changeurs, dans les villes ou bourgs de la généralité d'Amiens. » Amiens, 21 novembre 1759 (impr. 3 p. in-4°). — Circulaire de M. d'Invaux, sur l'exécution des lettres patentes du 26 octobre. Amiens, 21 novembre 1759 (impr. 2 p. in-4°). — « Monnaie d'Amiens. État de la vaisselle portée à la dite monnaie par les différentes personnes ci-après dénommées, à compter du 8

novembre 1759, jusques et compris le 25 janvier 1760, relativement aux lettres patente de Sa Majesté. » M. d'Invau, intendant, y est pour 359 marcs : M. Langlois de Courcelle, receveur des fermes à Amiens, pour 209 marcs : M. Champion, secrétaire du Roi à Amiens, pour 104 marcs : M. Van Robais à Abbeville, pour 99 marcs : M. Abraham Van Robais, pour 100 marcs : M. Van Robais fils, pour 100 marcs : M. Bourée, receveur des tailles à Abbeville, pour 103 marcs : l'abbaye de Saint-Riquier, pour 254 marcs : M. de Modène, doyen du chapitre de Saint-Quentin, pour 109 marcs, etc. (impr. 4 p. in-4°, Amiens). — « Arrêt de la cour de Parlement, qui condamne Jean-Nicolas Guery, orfèvre en boucles, et Barthelemy Bremart, écrivain pour le palais, à faire amende honorable devant la porte de la Bourse, et à être pendus en place de Grève, pour avoir fabriqué et distribué de faux billets d'Alsace, de l'année 1760. » 1^{er} octobre 1768 (impr. affiche). — « Inventaire de la Monnaie d'Amiens. » 21-26 novembre 1772. — « Minute du procès-verbal de l'adjudication du terrain de la Monnaie d'Amiens. » 4 février 1773. — Procès-verbal de vente des ustensiles, outils, etc, servant à la fabrication de la monnaie. 8 mars 1773. — Arrêt du Conseil, approbatif de la vente de l'hôtel des Monnaies d'Amiens, faite à la veuve du sieur Godard, imprimeur du Roi. Versailles, 9 avril 1773. — Lettre de l'Intendant à M. Foullon, lui rendant compte des opérations de ladite vente. Avril 1773. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant une déclaration du Roi, qui ordonne le changement des empreintes des pièces qui seront fabriquées à l'avenir. Paris, 31 mai 1774. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, enregistré en la cour des Monnaies, qui ordonne que les pièces de 6 s., 12 s. et 24 s. ne pourront entrer dans les paiements que pour appoint, et en espèces découvertes. Paris, 20 février 1775. — Lettre des officiers municipaux et lieutenant général de police de Calais à l'Intendant, se plaignant de ce que, « sur un bruit qui s'est répandu que la circulation totale des espèces frappées sous le règne de Louis XIV allait être défendue, les bureaux des fermes du Roi et les receveurs des impositions en cette ville font, depuis quelques jours, des difficultés d'en recevoir, et même les refusent absolument. » Calais, 2 mars 1775. — Lettre de M. Duflos à l'Intendant, le prévenant « que le sieur Caffiery jette les collecteurs des paroisses dans le plus grand embarras, en refusant de recevoir les louis de 35 l. 5 s. ceux de 23 l. 10 s., qui leur ont été donnés en paiement des impositions. » Calais, 7 mars 1775. — Lettre de M. Garnier à l'Intendant, l'informant que, depuis quelques jours, on fait

difficulté de recevoir les espèces d'or et d'argent fabriquées avant l'édit de 1726, et que le receveur des fermes les refuse absolument. « Le régiment de Schomberg, qui a touché du trésorier de Calais une partie considérable de ces anciens louis d'or, se trouve le plus embarrassé, et m'en parle. » Il lui demande une règle de conduite dans cette circonstance, qui peut devenir critique. Ardres, 7 mars 1775. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, sur le décri des monnaies de Louis XIV arrivé à Calais et aux environs. Il lui demande ses ordres pour porter remède à cette situation. 7 mars 1775. — Lettre de M. de Belterre à l'Intendant, l'informant que le même décri s'étend aussi à Boulogne. Boulogne-sur-Mer, 16 mars 1775. — Réponse de M. Turgot à l'Intendant : il n'est nullement question d'arrêter le cours des pièces de Louis XIV. Il peut donc calmer les alarmes des officiers municipaux de Calais et des autres, et donner des ordres aux bureaux des fermes et aux receveurs des impositions, pour qu'ils ne fassent aucune difficulté d'en user comme précédemment. Versailles, 18 mars 1775. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués de Boulogne, Calais et Ardres, leur transmettant la réponse du contrôleur général. 19 mars 1775. — Lettre de M. de Monsigny à l'Intendant, l'informant que les mêmes inquiétudes existent à Montreuil. Montreuil-sur-Mer, 30 avril 1775. — Réponse de l'Intendant à M. de Monsigny, lui envoyant les mêmes instructions qu'aux subdélégués de Calais, Boulogne et Ardres. 5 mai 1775. — Lettre de M. Taboureau des Réaux à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur la quantité de billon qui circule dans son département, et à quelle quantité il pense qu'on pourrait la restreindre. Paris, 28 novembre 1776. — Réponse de l'Intendant au contrôleur général. On s'est plaint également dans sa généralité, de la trop grande quantité de billon, mais il semble avoir disparu, pour plusieurs raisons. « La première, est l'extraction que la guerre en attirait en Allemagne et vers les frontières de la Hollande, où beaucoup de Juifs sont monétaires par état. Cette extraction a même continué depuis la paix dernière. Les pièces de 18 d. saines et entières, ont toujours été recherchées par les Flamands et les habitants des Pays-Bas Autrichiens. » Il lui est très difficile de calculer la quantité de billon en circulation dans une province comme la Picardie. « La quantité nécessaire pour suffire aux besoins de la province, peut s'arbitrer à 100,000 l. en monnaie de billon, ou environ. » 9 dé-

cembre 1776. — « Tarif pour l'évaluation des vaisselles et bijoux d'or portés aux hôtels des Monnaies, et rédigé d'après les prix fixés par le décret de l'Assemblée Nationale du 6 octobre 1789, et la proclamation du Roi » (impr. 8 p. in-4°. Imp. Roy. 1789.) — « Instruction sur la manière de procéder à la recette des bijoux et vaisselles, rédigée en exécution de l'art. 3 de la proclamation du Roi, du 15 novembre 1789. » (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1789), — etc.

C. 1176. (Liasse.) — 21 pièces papier (11 imprimées).

1637-1775. — Emprunts, etc. — « Extraict des registres du conseil d'Estat. » Arrêt qui ordonne l'imposition sur les villes, bourgs et paroisses de la généralité de Picardie, qui le pourront le mieux porter, d'une somme de 100,000 l., pour le paiement des gens de guerre. Paris, 24 octobre 1637 (impr. 3 p. in-fol.). — « Edit du Roi, portant création de 300,000 l. de rentes actuelles et effectives, au denier 18, à les avoir et prendre sur tous les deniers provenant des recettes générales des finances et dons gratuits, que S. M. déclare spécialement et par privilège, affectés et hypothéqués au paiement desdites rentes. » Versailles, mars 1710 (impr. 4 p. in-fol.). — « Liste des déclarations liquidées au Conseil, pour la ville d'Amiens. » 4 novembre 1722 (impr. affiche). — « Instruction qui doit être exactement suivie, pour l'envoi, tant des feuilles et certificats de liquidation dans les provinces, que des effets qui doivent être envoyés à Paris, après la remise de ces certificats, et généralement de tout ce qui y a rapport. » Paris, 7 avril 1722 (impr. 7 p. in-4°, Imp. Roy. 1722). — Circulaire aux subdélégués, leur envoyant l'arrêt du Conseil du 18 mai 1760, qui ordonne l'ouverture d'un emprunt au trésor royal. Amiens, 20 juin 1760. — « Edit du Roi, concernant la libération des dettes de l'Etat. » Versailles, décembre 1764 (impr. 26 p. in-4°, Amiens). — « Instruction sur la manière de procéder à l'exécution de l'édit du mois de décembre 1764, concernant la libération des dettes de l'État, avec modèles des différents actes » (impr. 30 p. in-4°, Amiens, 1765.) — « Procès-verbal des sommes remboursées par M. Dubu de Longchamp, trésorier de la caisse des amortissements, établie par l'édit de décembre 1764, ... depuis les derniers procès-verbaux dressés sur chacun desdits exercices ; savoir : sur celui de 1766, le 16 décembre 1773 ; sur celui de 1767, le 17 du même mois ; et sur celui de 1768, le 8 juillet 1771. » 17 janvier 1775 (impr. 28 p. in-4°. Imp. Roy. 1775). — « Procès-verbal des sommes remboursées par M. Dubu de Longchamp, trésorier de la caisse des

amortissements, établie par l'édit de décembre 1764, sur son exercice 1768, depuis le dernier procès-verbal dressé sur ledit exercice, par les commissaires de la chambre des Comptes. » 30 décembre 1779 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1780). — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, sur l'envoi d'un édit, qui suspend pendant 4 ans le remboursement des capitaux d'emprunts faits pour le compte du Roi, par les pays d'états, et lui rendant le compte qu'il lui a demandé sur la situation des villes de sa généralité. « Presque toutes les villes sont extrêmement obérées, soit parce que, depuis longtemps, leurs charges ordinaires sont beaucoup plus considérables que leurs revenus, soit parce qu'elles se ressentent encore des charges extraordinaires qu'elles ont eu à supporter pendant la guerre, tant par les garnisons et les fréquents passages de troupes, que par d'autres dépenses relatives au service, en sorte que leurs revenus, tant patrimoniaux que d'octrois, suffisent à peine pour payer les arrérages, et subvenir en même temps à leurs autres charges courantes... Le pays Boulonois jouit d'un octroi sur les eaux-de-vie, dont le produit est destiné à la construction des grandes routes du pays et à celle des quais et casernes de la ville. Cet octroi n'a pas même été suffisant, jusqu'à présent, pour la seule construction des grandes routes, et les autres ouvrages ont toujours été suspendus et différés. La ville de Boulogne, dont les revenus se trouvent fort au-dessous de sa dépense, est encore chargée d'une très grande quantité de dettes, qu'elle a contractées pendant la guerre, pour le service du Roi. On attend que des circonstances favorables permettent de lui donner quelques secours sur l'octroi du Boulonois. Il se lève dans le Calaisis un octroi, qui est uniquement destiné aux réparations et entretien des watergands, fossés, canaux, digues et écluses du bas Calais. Le produit de cet octroi n'a suffi jusqu'à présent, que pour les ouvrages d'entretien, et les habitants de ce pays s'opposent en ce moment, à l'exécution d'un projet qui a été formé pour le dessèchement général, parce qu'ils craignent qu'il n'en résulte une dépense trop considérable, et qu'il n'occasionne des levées de deniers extraordinaires. La ville de Calais, qui est celle de la généralité qui est la plus surchargée de dépenses militaires de toute espèce, parce qu'elle a de fortes garnisons, en temps de paix comme en temps de guerre, est encore plus obérée que toute autre, par les arrérages qu'elle doit. Elle a sollicité la permission de mettre une partie de ses communes en culture, mais il n'a pas encore été possible de juger si cette ressource pourra lui être de quelque utilité. L'Ardresis, qui est

un pays bas et aquatique, de même nature que le bas Calais, jouit aussi d'un octroi qui est destiné à l'entretien de ses canaux, et aux ouvrages de dessèchement. La ville d'Ardres, qui n'a presque aucuns revenus, vient d'obtenir un arrêt, pour affermer une partie de ses communes, mais l'exécution en offre beaucoup de difficultés, par les divisions qui agitent les habitants. La ville de Péronne n'a que des revenus modiques. Il a fallu l'aider, il y a trois ou quatre ans, sur les impositions de la province, pour la construction d'un pont ; elle se trouve actuellement pressée par une construction de casernes pour les troupes, qui exigera une augmentation d'impôts sur les consommations de cette ville... Parmi les corps ecclésiastiques, je n'en connais aucuns qui jouissent d'octrois ou de droits accordés par le Roi pour être employés à des remboursements d'emprunts. Les seuls chapitres de Saint-Quentin, Péronne et Abbeville ont obtenu l'amortissement, pendant quelques années, d'un certain nombre de prébendes, pour le produit être employé, à l'égard des deux premiers, aux réparations de leurs églises, et à l'égard du troisième, au paiement des frais de plusieurs procès considérables qu'il a eu à soutenir. A l'égard des communautés de commerce et d'arts et métiers, j'ai eu occasion de vérifier, par les éclaircissements qui leur ont été demandés en différents temps, qu'elles sont en général peu riches, dans la province de Picardie. Presque toutes sont obligées d'avoir recours à des impositions sur les membres qui les composent ; elle ne jouissent au surplus d'autres droits et octrois concédés par le Roi, que des intérêts des finances qu'elles ont payées, et qui leur servent pour acquitter les intérêts et arrérages des emprunts qu'elles ont été obligées de faire pour le paiement de ces finances. » Paris, 30 mars 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, relativement aux rentes et intérêts sur les tailles, gages, augmentations de gages, ci-devant employés dans les états des recettes générales des finances et autres. Paris, 7 avril 1774. — Avis relatif aux parties assignées sur les états du Roi 1775 (impr. affiche). — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui ordonne que les actes portant extinction des rentes foncières non rachetables, et ceux par lesquels la faculté d'en faire le rachat sera accordée aux débiteurs, demeureront exempts du droit de centième denier. Paris, 20 septembre 1775, — etc.

C. 1177. (Liasse.) — 34 pièces papier (imprimées).

1774-1786. — Loteries et emprunts. Tirages. — « Compagnie des Indes. Quatrième tirage du

remboursement des actions... fait le 4 mars 1774. » (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1774.) — Id. Cinquième tirage. 4 mars 1775 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1775.) — Id. Huitième tirage. 5 mars 1778 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1778.) — Id. Onzième tirage. 13 mars 1781 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1781.) — Id. Seizième tirage. 9 mars 1786 (impr. 8 p. in-4°. Imp. Roy. 1786.) — « Liste générale du premier tirage des remboursements des dettes de l'État. » 27 janvier 1766 (impr. 155 p. in-4°. Imp. Roy. 1766.) — « Fermes générales. Liste ordinaire du quatrième tirage de la loterie de remboursement des reconnaissances, en échange des billets des fermes générales. » 7 février 1774 (impr. 8 p. in-4°. Imp. Roy. 1774.) — Id. Cinquième tirage. 20 février 1775 (impr. 8 p. in-4°. Imp. Roy. 1775.) — Id. Huitième tirage. 3 février 1778 (impr. 8 p. in-4°. Imp. Roy. 1778.) — Id. Onzième tirage. 5 février 1781 (impr. 8 p. in-4°. Imp. Roy. 1781.) — « Liste générale de la loterie de remboursement des reconnaissances données en échange des rescriptions et assignations. Quatrième tirage. » 21 février 1774 (impr. 10 p. in-4°. Imp. Roy. 1774.) — Id. Cinquième tirage. 6 mars 1775 (impr. 10 p. in-4°. Imp. Roy. 1775.) — Id. Huitième tirage. 11 février 1778 (impr. 10 p. in-4°. Imp. Roy. 1778.) — Id. Onzième tirage. 15 février 1781 (impr. 10 p. in-4°. Imp. Roy. 1781.) — « Loterie de l'hôtel-de-ville de Paris... Tirage de juin 1774. Liste générale des billets gagnants de ladite loterie » (impr. 9 p. in-4°. Imp. Roy. 1774.) — « Loterie royale de rentes viagères et perpétuelles, établie par édit de Janvier 1777.... Liste générale des billets qui ont gagné les lots du premier tirage. » 9, 10, 11 avril 1777 (impr. 11 p. in-4°. Imp. Roy. 1777.) — « Loterie royale établie par arrêt du conseil d'État du Roi du 7 décembre 1777. Liste générale du tirage des 300 primes, attribuées aux 3,000 billets de ladite loterie sortis avec des lots de 1,000 livres. » 11 juillet 1780 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1780.) — Id. Tirage de 400 primes. 9 juillet 1781 (impr. 3 p. in-4° 1781.) — « Loterie royale, établie par arrêt du conseil d'État du Roi du 29 octobre 1780. Liste du tirage des 4,000 billets qui doivent participer à celui des 800 primes, du mois de septembre 1781. » 1^{er}, 2 mai 1781 (impr. 12 p. in-4°. Imp. Roy. 1781.) — « Loterie royale, établie par arrêt du conseil d'État du Roi, du 29 octobre 1780. Tirage de 1781. » 27 septembre 1781 (impr. 7 p. in 4°. Imp. Roy. 1781.) — Id. 1^{er} mai 1786 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1786.) — Id. 20 septembre 1786 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1786.) — Id. 1^{er} mai 1787

(impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1787). — Id. 1^{er} mai 1789 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1789). — Id. 12 septembre 1789 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1789). — Loterie royale, établie par arrêt du Conseil du 4 octobre 1783. Troisième tirage. » 24 à 28 avril 1786 (impr. 23 p. in-4°. Imp. Roy. 1786). — Id. Sixième tirage. 27 avril-6 mai 1789 (impr. 30 p. in-4°. Imp. Roy. 1789). — « Loterie royale, établie par arrêt du Conseil du 5 avril 1783. Quatrième tirage. » 16-19 octobre 1786 (impr. 17 p. in-4°. Imp. Roy. 1786). — « Emprunt de 80 millions, établi par édit du mois de décembre 1785. » Tirage des 11-16 décembre 1786 (impr. 23 p. in-4°. Imp. Roy. 1787). — Id. Tirage des 17-23 décembre 1789 (impr. 22 p. in-4°. Imp. Roy. 1790). — « Emprunt de cent millions, établi par édit du mois de décembre 1782, et arrêt du Conseil du 1^{er} décembre 1783. Sixième tirage. » 19 juin 1786 (impr. 11 p. in-4°. Imp. Roy. 1786). — Id. Septième tirage. 4 décembre 1786 (impr. 12 p. in-4°. Imp. Roy. 1786). — « Emprunt de la ville de Paris. Édit de septembre 1786. — Tirage des 18-27 avril 1787 (impr. 34 p. in-4°. Imp. Roy. 1787). — « Liste générale du deuxième tirage de remboursement dudit emprunt. » 29 décembre 1788 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1789.)

C. 1178. (Liasse.) — 8 pièces parchemin, 26 papier (4 imprimées).

1774-1789. — Corvée et contribution représentative. — « Rapport sur la requête présentée par la communauté de Saint-Fuscien et le Petit-Cagny, qui demande un délai pour l'exécution de sa tâche de corvée », par M. de Cessart. Amiens 5 octobre 1774. — Mémoire sur les corvées dans la généralité d'Amiens, dans lequel on se plaint de plusieurs abus introduits dans les corvées. 1777. — « Réponse et observations de l'intendance audit mémoire ». 1777. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui demandant ses réflexions sur deux projets de déclarations à fin de la suppression des corvées, et de leur remplacement par une imposition, et lui indiquant les opérations à faire pour parvenir à ce changement. 28 juillet 1775. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, sur les difficultés qu'éprouve l'exécution de l'édit qui, en supprimant la corvée, ordonne une imposition, au marc la livre du vingtième, pour la confection, réparation et entretien des grandes routes. « On charge, Mgr., les seuls propriétaires de cette dépense, parce qu'on regarde qu'ils profitent singulièrement des grandes routes pour l'exportation des denrées que leurs fonds produisent ; mais le propriétaire n'est pas le seul qui

retire avantage de ces grandes routes ; le commerçant en profite au moins autant que lui, et il ne paie rien ; ce dernier cependant est souvent et très souvent supérieur en fortune au premier. La noblesse, Mgr. réclame contre cette contribution, qu'elle regarde comme l'anéantissement de ses privilèges. Mais quels sont donc ces privilèges ? Sont-ils supérieurs à ceux de la majesté royale, dont les domaines sont sujets à cette contribution ? D'ailleurs cette noblesse peut-elle ne pas reconnaître que la suppression de cette corvée tourne à son profit, puisque cette corvée était faite par ses fermiers, qui, dans le prix de la location, faisaient entrer en considération le prix de cette corvée, et le faisaient entrer supérieurement à l'impôt qui en est représentatif. Le clergé est affranchi de la contribution, et cet affranchissement excite la réclamation des deux autres ordres, qu'il blesse et foule. Si je peux, Mgr. juger des possessions du clergé par celles qui lui appartiennent dans cette subdélégation, je dirai que le clergé a le tiers des biens fonds du royaume. Ce sont, d'après le préambule de l'édit, les propriétés qui profitent singulièrement des grandes routes, et ce sont les propriétaires qui doivent fournir à leur confection et entretien. Pourquoi et par quelles raisons en excepter les principaux, ceux qui, par leur aisance, sont le plus en état d'y contribuer ? Leur qualité de propriétaire semble nécessiter cette contribution, à laquelle le clergé a toujours été tenu par ses cultivateurs, fermiers, et métayers, qui ci-devant concouraient à la corvée. » Doullens, 17 juillet 1776. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur le même objet. « Les propriétaires de fonds, sur qui cette charge tombe entièrement, ne sont pas les seuls à qui les grands chemins sont avantageux : on pense qu'il serait plus juste de la faire supporter à tous ceux qui profitent de la voie publique, en proportion de l'utilité qu'ils en retirent. On pourrait y parvenir, en substituant à l'impôt dont il s'agit, des droits de péages sur toutes les routes ou grands chemins. » Péronne, 15 août 1776. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui envoyant un questionnaire sur les corvées et la contribution qui peut y suppléer. Paris, 8 septembre 1777. — Réponse de M. de la Touche audit questionnaire. Amiens, 2 octobre 1777. — « Réponse au mémoire anonyme adressé à M. le directeur général des finances, au nom de plusieurs paroisses de la généralité de Picardie, et particulièrement du Santerre », sur la contribution représentative de la corvée. Par M. de la Touche. Amiens, 28 janvier 1780. — « Réponse à la requête adressée au Parlement, au nom de plusieurs paroisses de la généralité de Picardie, et particulièrement du

Santerre », sur le même objet. Par M. de la Touche. Amiens, 15 juillet 1780. — Ordonnance de l'Intendant, à l'effet de convoquer les habitants de chaque paroisse, pour délibérer en assemblée générale, sur le parti qu'ils entendent prendre, soit de faire leur tâche par eux-mêmes, soit de s'en racheter par voie d'adjudication. 20 juillet 1781 (impr. affiche). — « État de comparaison de la corvée en nature, avec celle en rachat par adjudication, à raison des trois dixièmes de l'ancien premier brevet de la taille. » 27 mars 1785. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui demandant ses observations sur un projet d'arrêt tendant à supprimer l'option laissée aux communautés, entre la corvée en nature et la contribution pécuniaire, et à y substituer le système uniforme de la contribution. Paris, 5 avril 1786. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, l'informant que, sur les observations des intendants, le Roi a apporté différents changements au projet d'arrêt qu'il lui envoie, le priant, dès avant l'expédition, de prendre toutes les dispositions nécessaires. Paris, 18 août 1786. — Réponses de M. de la Millière à la lettre de M. d'Agay du 21 septembre 1786, sur la même question. 1786. — Projet d'arrêt pour transformer la corvée en une contribution en argent. 1786. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne l'essai, pendant trois ans, de la conversion de la corvée en une prestation en argent. » 6 novembre 1786 (impr. 11 p. in-4° Imp. Roy. 1786). — « Instructions à suivre, en exécution de l'arrêt du Conseil, qui ordonne l'essai pendant trois ans de la conversion de la corvée en une prestation en argent. » v. 1786. — Arrêt du conseil d'État, qui approuve les devis et détails estimatifs des travaux à exécuter en 1787 dans la généralité d'Amiens, pour l'entretien des routes, etc. Versailles, 21 décembre 1786. — Lettre de M. de Villedeuil à l'Intendant, lui envoyant la déclaration du 27 juin précédent, qui convertit la corvée en une prestation en argent. Paris, 10 juillet 1787. — Lettre de M. de Villedeuil à l'Intendant, sur le rôle des receveurs généraux, dans le paiement des travaux des routes. Versailles, 30 juillet 1787. — Lettre de M. de Villedeuil à l'Intendant, sur le même objet. Versailles, 31 juillet 1787. — Arrêt du conseil d'État, qui ordonne qu'il sera procédé par la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, ou ceux des bureaux intermédiaires qu'elle jugera à propos de déléguer, à l'adjudication des travaux à exécuter pour 1788, dans les routes de la généralité. Versailles, 30 mars 1788. — Id. pour 1789. Versailles, 18 avril 1789. — Arrêt du conseil d'État, sur l'imposition représentative de la corvée pour la généralité de

Picardie, pour l'année 1790. Paris, 19 décembre 1789, — etc.

C. 1179. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1786-1787. — Corvée et contribution représentative. — Mémoire de M. Santerre, sur la demande faite par Louis Ducrocquet, collecteur de corvée de la paroisse de Montonvillers, à l'effet d'être déchargé d'une somme de 12 l., 6 s., 9 d., montant de la cote de corvée de Jean Froidure, meunier, que celui-ci, devenu insolvable, n'a pu lui payer. Doullens, 4 mai 1786. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que ladite somme sera avancée par Ducrocquet, et qu'elle sera imposée à son profit dans le prochain rôle. 7 juin 1786. — Requête des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, à l'effet de ne pas être compris dans la contribution pécuniaire représentative de la corvée, l'entretien qu'ils sont obligés de faire de la chaussée royale, devant en tenir lieu. 15 décembre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, l'informant que le ministre a accédé à la demande des officiers municipaux de Péronne, mais à la condition que leur pavé sera toujours entretenu dans le meilleur état possible. 24 décembre 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, sur la demande faite par les officiers municipaux de Péronne, tendant à ce que les habitants des faubourgs de la dite ville jouissent de la même exemption. 4 octobre 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Santerre, lui demandant pourquoi les communautés de Senlis et de Hédouville ont été séparées dans le rôle de la contribution représentative de la corvée, tandis qu'elles doivent être réunies. 4 juillet 1787. — Réponse de M. Santerre à l'Intendant. Ces deux communautés ont été séparées à cause de leur éloignement, et parce qu'elles le sont également pour la taille et les accessoires. Doullens, 14 juillet 1787. — Requête des syndic et collecteurs de Nibas à l'Intendant, expliquant pourquoi ils ont dressé le rôle concernant leur tâche de corvée pour 1787, sur celui de la taille, et non sur les impositions réunies, comme le porte l'arrêt du Conseil. 30 juin 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, au sujet du nommé Nicolas Piart, de Beaudéduit, qui demande, comme infirme, à jouir de l'exemption de la corvée. « La corvée n'ayant plus lieu en nature, et la contribution qui la représente devant être répartie au marc la livre des impositions ordinaires, ce particulier doit supporter cette charge, dans la proportion de sa taille et ses accessoires. » 14 juillet 1787. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue,

lui renvoyant les rôles de corvées de plusieurs communautés, dans lesquels se trouvent des irrégularités. 28 juillet 1787. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, lui faisant quelques observations au sujet des dits rôles. 14 août 1787. — Requête de Jean-Marie Pille, adjudicataire des travaux ordonnés sur les grandes routes du Calaisis et de l'Ardresis, se plaignant de ce que les collecteurs des corvées refusent d'acquitter les ordonnances qui ont été expédiées, pour lui faire toucher des acomptes sur le montant de ses adjudications. Calais, 1^{er} septembre 1787. — Mémoire de M. Houzé à l'Intendant, sur la réclamation du sieur Pille. Amiens, 22 octobre 1787, — etc.

C. 1180. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1787. — Corvée et contribution représentative. — « Généralité d'Amiens. Bordereau de situation des receveurs particuliers des finances, sur l'imposition représentative de la corvée pour l'année 1787. » — « État de la recette faite sur la contribution représentative de la corvée de l'année 1787, dans l'élection de Péronne, à compter du 13 juin dernier, jusques et compris le 16 juillet de la présente année 1787 », — etc.

C. 1181. (Liasse.) — 3 pièces papier.

1787. — Corvée et contribution représentative. — « Élection d'Amiens. État des paroisses dont les taillables ont été incendiés, dressé pour leur accorder la remise des impositions à la corvée de 1787. » — « État des décharges à accorder aux incendiés des paroisses de l'élection de Montdidier, pour la corvée de l'année 1787. » — « État contenant : 1° les noms des paroisses de l'élection de Péronne, où il se trouve des incendiés dans le cas d'être déchargés du montant de leurs contributions aux rôles de répartition du prix de la corvée pour 1787 ; 2° les noms de ces incendiés ; 3° la somme à laquelle chacun d'eux est imposé auxdits rôles. »

C. 1182. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1787. — Corvée et contribution représentative. — Lettre de M. Hocquart à l'Intendant, lui envoyant un mémoire des syndics et principaux habitants de quelques paroisses de sa généralité, sur l'embarras qu'ils éprouvent dans la confection du rôle de la corvée, afin qu'il prenne les moyens nécessaires pour aplanir ces difficultés. Versailles, 23 avril. — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant, lui demandant ses observations, sur un mémoire présenté au nom des syndics et collecteurs de

plusieurs paroisses des subdélégations de Roye, Montdidier et Péronne, qui font des représentations relativement à la confection des rôles de la contribution représentative de la corvée. Paris, 4 mai. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant, sur ladite affaire. « Il me semble d'abord que tout mémoire contenant surtout quelques inculpations contre des personnes en places, doit être rejeté toutes les fois qu'il n'est point signé. Ce sont souvent des ennemis secrets, qui cherchent par ce moyen à nuire à la réputation d'un honnête homme, et à lui ôter toute la confiance qu'il mérite. Des gens qui craignent de se nommer sont toujours suspects dans leurs inculpations, et il est à craindre que, si l'on tolérât les anonymes, l'homme honnête n'en soit souvent la victime... Au surplus, je n'ai rien à me reprocher au sujet de l'inculpation portée contre moi et MM. vos subdélégués de Roye et de Péronne, dans le mémoire sur la confection des rôles de corvée ; elle ne me regarde nullement, parce que je n'ai jusqu'à présent fait aucune démarche pour procurer cette confection à mon secrétaire-greffier. Je ne vous cacherai cependant point que plusieurs syndics et collecteurs s'étant adressés à moi pour faire leurs rôles, je le leur ai indiqué de préférence, et que d'autres, suivant l'usage des années passées, se sont directement adressés à lui ; mais je peux vous assurer que l'on ne s'est permis aucun moyen bas pour captiver la liberté des collecteurs. Il en est plusieurs qui déjà ont employé d'autres personnes que mon greffier, pour faire leurs rôles, on les a reçus comme ceux faits par le greffier de M. Cathoire, sans la moindre réflexion : je les ai fait vérifier, et, après les avoir paraphés à chaque page, j'ai eu l'honneur de vous les envoyer... Quoique personne de MM. vos subdélégués ne s'occupe plus que moi de sa place, je ne peux point encore me passer de greffier. Si l'on privait donc le mien de la liberté de faire des rôles de corvée, il faudrait de toute nécessité que je le payasse de mes deniers, ce qui sans doute ne serait pas juste, puisque je n'ai aucun appointement, et que d'ailleurs on a supprimé aux subdélégués le faible droit de 100^e denier qu'ils avaient pour les adjudications des taches de corvée qu'ils passaient... Les collecteurs sont les maîtres de faire les rôles : ils le savent très bien. Si donc ils veulent confier ceux qu'ils ont entre les mains, ils doivent, avant de le faire, s'assurer des personnes en qui ils mettent leur confiance. Tant qu'ils ne les confieront qu'aux greffiers des subdélégués, ils n'ont rien à craindre : ils sont au moins aussi honnêtes hommes que ceux des élections. Dans la confection des rôles des tailles de 1787, il s'est passé des abus

qui, s'ils étaient connus de M. le procureur général de la cour des Aides, feraient renouveler les règlements qui défendent aux greffiers des élections de faire des rôles des tailles. Il y a eu des plaintes, et elles n'étaient pas sans fondement. » Il termine en se plaignant du peu de complaisance qu'a pour lui le greffier de l'élection, dans la communication des minutes des rôles des tailles. Montdidier, 11 mai. — Mémoire de l'Intendant à M. de Vergennes, sur ladite affaire. « Je ne puis voir avec indifférence, Monsieur, les réflexions que s'est permises ce greffier, sur l'abus d'autorité dont il ose avancer que nos subdélégués se rendent coupables... M. le procureur général de la cour des Aides, qui a reçu un semblable mémoire, m'en a fait passer une copie. Je réponds par cet ordinaire à ce magistrat, en lui observant que ce mémoire est l'ouvrage du greffier de l'élection de Montdidier. Je ne doute pas qu'il ne fasse connaître tout son mécontentement à cet officier, sur sa mauvaise conduite. C'est une justice qui est due au zèle de mes subdélégués pour le bien public, et à leur dévouement pour le maintien de l'ordre. Il serait impossible de trouver des coopérateurs du bien, si l'on souffrait que des personnes mal intentionnées se permissent impunément d'attaquer leurs réputations. » 16 mai. — Lettre de M. Hocquart à l'Intendant. « Il est aisé, Monsieur, de reconnaître que la réclamation de ces habitants n'est pas leur ouvrage, et que le greffier de l'élection de Montdidier est répréhensible de s'être permis d'attaquer sous leur nom les opérations des personnes chargées de votre confiance. J'écris en conséquence à ce greffier, pour lui faire sentir l'indécence de sa conduite, et lui enjoindre d'être plus circonspect à l'avenir. » Versailles, 23 mai. — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant, sur le même objet. Paris, 24 mai. — « Copie de la lettre du greffier de Montdidier à M. le procureur général de la cour des Aides », en réponse aux observations que celui-ci lui a faites sur ladite affaire. « Il était tout naturel, Mgr., qu'après une imputation si flétrissante, je cherche à en découvrir les auteurs ; persuadé que Mgr. l'Intendant n'avait pu me compromettre auprès de vous, Mgr., que d'après l'avis de ses subdélégués, je n'ai point hésité un instant à me retirer auprès de celui de Montdidier, pour m'expliquer avec lui sur la réponse qu'il avait pu faire à M. l'Intendant sur la communication qui lui en avait été faite. Il n'a pu disconvenir d'avoir donné son avis, mais après m'avoir fortement assuré qu'il n'avait rien dit qui put me faire juger coupable de cette démarche imprudente, il a refusé de m'en donner son certificat par écrit, que j'aurais désiré pouvoir me procurer, pour me justifier auprès de Votre Grandeur. Un

pareil refus de sa part, Mgr., ainsi que son air embarrassé dans ses réponses à mes différentes questions, ne me laissent plus le moindre sujet de doute qu'il n'a point été vrai dans ses mêmes réponses, et qu'il aura saisi au contraire avec avidité la première occasion qu'il aura trouvée pour satisfaire son petit ressentiment, sur la résistance qu'il a trouvée plusieurs fois chez moi, à ne pas vouloir, pour lui faire plaisir, m'écarter quelquefois de l'exactitude attachée aux fonctions de ma charge. » — Lettre de M. Hocquart à l'Intendant, lui envoyant ladite copie, et le priant de prendre de nouveaux renseignements, sa religion ayant pu être trompée. Paris, 12 juin. — Lettre de l'Intendant à M. Hocquart, procureur général à la cour des Aides, lui faisant connaître que « ce n'a été qu'en connaissance de cause que j'ai désigné l'auteur du mémoire anonyme relatif aux corvées. La fausseté de ses assertions doit lui rendre plus sensible encore le désagrément d'être connu. Il n'est pas étonnant qu'il fasse tous ses efforts pour empêcher de déchirer le voile dont il a essayé en vain de se couvrir. » Avec cette note en marge : « M. le Procureur général a pu juger par la comparaison des écritures, que le greffier de l'élection de Montdidier est l'auteur du mémoire ; au surplus, il est inutile, comme l'a observé M. de Vergennes, d'entrer dans de nouveaux détails avec ce magistrat, sur cet objet des corvées qui ne le regarde pas. » 16 juin, — etc.

C. 1183. (Liasse.) — 34 pièces papier.

1787. — Corvée et contribution représentative.

— Lettre de l'Intendant à M. de Villedeuil, lui faisant remarquer que l'art. 4 de la déclaration du Roi du 27 juin précédent, qui veut que les deniers provenant de la contribution représentative de la corvée soient provisoirement versés directement des mains des collecteurs, dans celles des entrepreneurs, est en opposition avec l'arrêt du Conseil du 6 novembre, dont ladite déclaration suspend l'effet, en ce qu'elle ne contient aucune exception pour les généralités dans lesquelles les travaux et recouvrements sont commencés en exécution de cet arrêt. 11 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. de Villedeuil, lui accusant réception de la déclaration du Roi du 27 juin, qui convertit la corvée en une prestation en argent. 14 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. Houzé, commis à la recette générale d'Amiens, sur le même objet. 14 juillet. — Lettre de l'Intendant aux receveurs particu-

liers des finances et à M. Caffiery, sur le même objet. 14 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, sur le même objet. 14 juillet. — « Etat de la recette faite par M. Cannet d'Auvillé, receveur particulier des finances de l'élection d'Amiens, sur la contribution représentative de la corvée, au 20 juillet 1787. » Amiens, 20 juillet. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, insistant sur la proposition qu'il avait faite de prendre sur le produit des 4 deniers restants des 10 portés dans les rôles de la corvée, pour les taxations de collecteurs et receveurs, le montant des non valeurs, des cotes des incendiés, qui jusqu'alors ont été dispensés de la corvée. Amiens, 2 août. — « Généralité d'Amiens. Contribution représentative de la corvée. Bordereau des recettes et dépenses faites par le sieur. Houzé, commis à la recette générale, jusqu'à ce jour, 13 août 1787. » — Lettre de M. Houzé à l'Intendant, lui envoyant l'état de sa caisse. Amiens, 16 septembre. — Lettre de M. Darger à l'Intendant, l'informant qu'il n'a encore reçu que 48 l. sur l'imposition représentative de la corvée, et qu'il y a plus d'un tiers des rôles qui ne sont pas encore vérifiés. Abbeville, 11 octobre. — « Généralité d'Amiens. Election d'Abbeville. Bordereau de la recette faite sur l'imposition représentative des corvées, pendant les 15 premiers jours d'octobre 1787. » 16 octobre, — etc.

C. 1184. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1787-1788. — Corvée et contribution représentative. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués, excepté à celui de Boulogne, contenant ses instructions pour la perception et l'emploi de la contribution représentative de la corvée. 27 février. — Réponse de M. Derveloy. Amiens, 3 mars. — Id. de M. Delegorgue. Abbeville, 10 mars. — Id. de M. Dubrun. Saint-Valery, 10 mars. — Id. de M. David. Montreuil, 11 mars. — Id. de M. Duflos. Calais, 15 mars. — Id. de M. Colliette. Saint-Quentin, 15 mars. — Id. de M. Santerre. Doullens, 16 mars. — Lettre de l'Intendant à plusieurs subdélégués, pour les prier de faire hâter la confection des rôles de corvée. 16 juin. — Lettre de M. Levavasseur à l'Intendant, lui demandant sur quel pied doit être payé son greffier, qui a été chargé de faire les rôles de corvées pour les paroisses incapables de faire ce travail. Breteuil 12 juillet. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, lui faisant observer que, depuis sa lettre du 16 juin, pas plus de six communautés de sa subdélégation se sont mises en règle pour leurs rôles de corvées. 12 août. — Lettre de l'Intendant à plusieurs subdélégués, pour leur réclamer les rôles des corvées

de leurs subdélégations, qui ne sont pas encore faits. 14 octobre. — « Etat des fermes de l'élection de Doullens, dans lesquelles il ne se fait point ordinairement de rôle de taille ni de corvée, et dont les impositions se paient à la recette, sur les mandements seulement. » Doullens, 20 octobre. — Réponse de M. Santerre à l'Intendant, à sa lettre du 14. Doullens, 2 octobre. — Réponse de M. Duflos à l'Intendant, lui expliquant pourquoi plusieurs paroisses de sa subdélégation sont en retard. Calais, 22 octobre. — Id. de M. Delegorgue. 31 octobre, — etc.

C. 1185. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1787-1788. — Corvée et contribution représentative. — Lettre de M. Levavasseur à l'Intendant, lui demandant si les syndics peuvent toujours avancer le coût des rôles de corvée, et l'employer dans leur état. Breteuil, 22 novembre 1787. — Paroisses de la subdélégation de Montdidier qui n'ont pas encore envoyé leurs rôles de corvées. — Lettre de l'Intendant à M. Dargnies de Fresnes, lui faisant observer que 23 paroisses ou fermes de sa subdélégation n'ont pas encore payé leur contribution pour la corvée de l'année précédente. 20 mars 1788. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, lui faisant savoir qu'il n'y a plus de rôles à faire dans sa subdélégation. Péronne, 24 mars 1788. — Lettre de M. Dargnies de Fresnes à l'Intendant, relativement aux corvées. Abbeville, 3 avril 1788, — etc.

C. 1186. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1787-1788. — Corvée et contribution représentative. — « Noms et domiciles des incendiés imposés à la corvée, et cotes de leurs impositions, qu'ils seront tenus de payer, mais dont le gouvernement les indemniserà par des assistances particulières, d'après un rôle qui sera envoyé à l'Intendant. » Subdélégation de Saint-Quentin. Saint-Quentin, 24 novembre 1787. — Id. Etat supplémentaire pour les incendiés d'Happancourt. Saint-Quentin, 28 novembre 1787. — « Nom des paroisses de l'élection de Péronne, dont le sieur de Fiéville demande les minutes des rôles de répartition du prix de la corvée de l'année 1787, pour former l'état de décharges des incendiés. » 1788. — « Etat de ce que redoivent les incendiés de la paroisse de Montigny au rôle des tailles de leur paroisse, pour 1787. » Montdidier, 22 avril 1788. — Requête à l'Intendant, par Eloi Petit, collecteur des tailles et des corvées de la paroisse d'Auchy, à l'effet qu'il lui soit tenu compte d'une somme de 61 l., 12 s. 9 d., montant

de la contribution de plusieurs particuliers incendiés, qui se prétendent exempts. 13 mars 1788, — etc.

C. 1187. (Liasse.) — 20 pièces papier. (3 imprimées).

1669-1775. — Douanes. — « Tarif arrêté entre la France et la Hollande, avec la ratification dudit tarif. » 8 décembre 1699 (impr. 12 p. in-4°, Paris, 1699). — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui surseoit jusqu'au 1^{er} janvier 1761, à l'exécution des arrêts qui ont augmenté des augmentations de droits sur les clous et les fers en verges et vergillons venant des pays étrangers. Paris, 7 mars 1759. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui révoque le précédent. Paris, 30 juin 1759. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui modère les droits sur les sucres bruts venus de l'étranger, pendant la guerre. Paris, 8 septembre 1759. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui rétablit les droits sur le poisson de pêche étrangère, suivant les anciens règlements. 29 juin 1763. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui permet l'entrée de toutes les drogues et drogueries servant aux teintures, venant directement des ports d'Angleterre. Paris, 28 janvier 1765. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, portant augmentation des droits sur les peaux de lapins. Fontainebleau, 29 octobre 1770. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relativement aux droits sur le vitriol. Versailles, 1^{er} juillet 1770. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui réduit les droits sur les papiers en laine hachée, dits tontisses. Paris, 19 février 1771. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui met un droit sur les fers blancs venant de l'étranger. Fontainebleau, 3 novembre 1774. — « Arrêt du conseil d'Etat du Roi, qui exempte de tous droits d'entrée dans le royaume les livres imprimés ou gravés, soit en français, soit en latin, reliés ou non reliés, vieux ou neufs, venant de l'étranger. » Versailles, 23 avril 1775 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'Etat du Roi, qui ordonne qu'à l'avenir la garance qui viendra de l'étranger paiera à toutes les entrées du royaume, 25 sous par quintal ; et exempte de tous droits de traites celle qui circulera dans le royaume, ainsi que celle qui proviendra de l'île de Corse, en justifiant de son origine. » Versailles, 28 avril 1775 (impr. affiche). — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui envoyant quatre arrêts du Conseil qui

fixent les droits sur les fers. Paris, 12 mai 1775, — etc.

C. 1188. (Liasse.) — 14 pièces papier (3 imprimées).

1713-1767. — Douanes. — « Etat des droits de sortie du royaume, qui doivent être perçus aux bureaux des traites sur les vins et eaux-de-vie, suivant les jauges. » 6 décembre 1713 (impr. 4 p. in-4°). — Id. 27 février 1720 (impr. 6 p. in-4°). — Mémoire sur ce que les sieurs Morgan, père et fils, négociants à Amiens, se sont plaints de ce que le receveur des traites de Saint-Valery avait refusé d'expédier par acquit à caution, une partie des bois moulus de leur fabrique pour le Languedoc. 4 septembre 1767. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, sur ladite affaire. 18 septembre 1767. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil en faveur des vins de l'Anjou et de la Loire. Paris, 7 décembre 1785. — « Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant modération des droits sur les cartons lisses, façon d'Angleterre, destinés à l'apprêt des étoffes. » 25 août 1786 (impr. affiche). — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, portant réduction des droits sur les vins de l'Aunis. Paris, 16 septembre 1786. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui modère les droits sur les vins de Guyenne. Paris 10 octobre 1786, — etc.

C. 1189. (Liasse.) — 36 pièces papier.

1781-1783. — Douanes. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui règle les droits sur les tôles venant de l'étranger. 29 janvier 1781. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil sur les droits des fermes sur les tabacs provenant de prises amenées dans les ports. Paris, 18 mai 1781. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui fixe les droits d'entrée de la bonneterie étrangère. Paris, 20 novembre 1781. — Lettre de M. de Vilevault à l'Intendant, lui envoyant un arrêt concernant le droit sur les chapeaux. Paris, 7 janvier 1782. — Lettre de M. de Vilevault à l'Intendant, lui envoyant un arrêt relatif au droit sur les chevaux, juments et mulets sortant des cinq grosses fermes. Paris, 22 janvier 1782. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui augmente les droits sur les sucres. Paris, 26 mars 1782. — Lettre de M. de Vilevault à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui fixe les droits sur les tourtes et tourteaux.

Paris, 23 avril 1782. — Lettre de M. de Vilevault à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui établit un droit de 1/2 % dans les ports du Ponent, sur les bâtiments armés à Marseille pour les îles françaises. 8 novembre 1782. — Lettre de M. de Vilevault à l'Intendant, lui envoyant deux arrêts du Conseil, dont l'un établit un droit sur les rubans appelés padoux, et l'autre proroge pour six ans le droit de 60 l. par quintal sur les armes blanches. Paris, 8 novembre 1782. — Lettre de M. de Vilevault à l'Intendant, lui envoyant un arrêt concernant le poisson de pêche étrangère. Paris, 27 juillet 1783. — Lettre de M. de Vilevault à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général a ordonné que la modération de moitié des droits, accordée pendant la guerre aux matières provenant de l'étranger, demeurerait supprimée. Paris, 16 septembre 1783. — Lettre de M. de Vilevault à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui met un droit sur les tresses, rubans et cordons de laine et de fil de chèvre venant de l'étranger. Paris, 16 septembre 1783, — etc.

C. 1190. (Liasse.) — 28 pièces papier.

1784. — Douanes. — Lettre de M. de Colonia à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui fixe les droits d'entrée sur les plombs ouvrés. Paris, 3 mars. — Lettre de M. de Colonia à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui fixe les droits d'entrée par les provinces de Flandre et Hamault sur les fers. Paris, 31 mars. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil portant établissement et confirmation de ports francs dans le royaume. Paris, 17 mai. — Lettre de M. de Colonia à l'Intendant, lui demandant son avis sur une réclamation des fabricants de Saint-Quentin, contre une décision rendue sur les représentations de la chambre du commerce de Lille, qui ordonne que les fils blancs simples continueront à entrer dans le Pays conquis, en payant seulement le droit de 20 s. au quintal, suivant l'ancien tarif, nonobstant l'arrêt du 13 septembre 1782. Paris, 19 juin. — Mémoire de M. de Bry à l'Intendant, sur ladite affaire. Saint-Quentin, 23 juillet. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil portant exemption des droits sur les eaux-de-vie qui sortiront du royaume. Paris, 31 juillet. — Lettre de M. de Colonia à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général a permis l'entrée des soudes ou cendres de varech étrangères, en payant pour tout droit 8 s. par quintal, et les 10 s. pour livre. Paris, 10 septembre. — Lettre de M. de Colonia à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil portant règlement pour le droit d'indult sur

les marchandises de l'Inde et de la Chine. Paris, 10 septembre. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui convertit en gratifications et primes l'exemption du demi-droit accordé aux denrées coloniales provenant de la traite des noirs. Paris, 6 novembre. — Lettre de M. de Colonia à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui établit un droit sur les coutils étrangers. Paris, 4 décembre, — etc.

C. 1191. (Liasse.) — 24 pièces papier (3 imprimées).

1785. — Douanes. — Circulaire de l'Intendant aux subdélégués, leur envoyant un arrêt du Conseil relatif aux droits sur les cuivres. 13 mai. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt portant suppression des droits sur les fourrages venant de l'étranger. Paris, 4 juin. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui fixe les droits sur les fromages étrangers. Paris, 17 juin. — Lettre de M. de Colonia à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui modère les droits de sortie sur le verdet distillé et cristallisé des fabriques du Dauphiné. Paris, 13 juillet. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, portant règlement pour la perception du tarif ou nouveau droit exigible sur toutes les marchandises entrant dans les ports du Crotoy, de Saint-Valery et d'Abbeville, ou en sortant, aux termes des lettres patentes données par Sa Majesté, es 28 novembre 1782 et 11 juin 1784. » 3 septembre (impr. affiche). — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relatif aux droits sur les couperoses vertes venant de l'étranger. Paris, 28 octobre. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui fixe les droits à percevoir sur les voitures étrangères entrant dans le royaume. Paris, 7 décembre. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relatif aux droits de péage sur les charbons de terre. Paris, 21 décembre. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui proroge la modération des droits sur les sels de Saintonge et de Brouage, expédiés à l'étranger. Paris, 31 décembre, — etc.

C. 1192. (Liasse.) — 45 pièces papier (1 imprimée).

1786-1789. — Douanes. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui, pour obvier à la disette de laines sur les marchés français, établit un droit sur la sortie des laines et des formalités propres à prévenir les abus de l'exportation. Paris, 15 février 1786. — Lettre du vicomte

Desandrouin à l'Intendant, sur l'inutilité qu'il y aurait à permettre, ainsi qu'on le réclame, l'entrée du charbon anglais. Hardingen, 16 mars 1786. —

Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant deux arrêts du Conseil, relatifs l'un aux droits sur les sels, et l'autre aux droits de traite à l'entrée sur les peaux d'agneaux. Paris, 31 mai 1786. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt portant suppression des droits sur les eaux-de-vie expédiées par mer, d'une province à une autre. Paris, 17 juin 1786. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relatif aux droits sur les sucres, Paris, 20 juin 1786. —

Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui maintient l'exemption, pour les bois destinés à la construction des navires. Paris, 22 août 1786. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt établissant des droits sur les cotons. Paris, 24 décembre 1786. —

Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant deux arrêts du Conseil relatifs aux droits sur les morues. Versailles, 24 mars 1787. — Lettre de M. de Villedeuil à l'Intendant, lui envoyant un édit portant suppression du droit d'arrérage sur les navires français, etc. Versailles, 13 juillet 1787. —

Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt concernant les droits à la sortie des peaux d'agneaux et de chevreaux mégissés et des gants. Paris, 17 janvier 1789. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relatif aux droits sur les ouvrages d'horlogerie exportés à l'étranger. Paris, 17 janvier 1789. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel les fabricants d'Abbeville demandent l'exemption de moitié des droits d'entrée sur les charbons de terre anglais. Paris, 17 janvier 1789. — Mémoire de M. Dargnies de Fresne à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 29 janvier 1789. — Lettre de M. Tolozan à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil établissant un droit d'importation sur la céruse. Paris, 12 mai 1789. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les bonneteries étrangères acquitteront, à toutes les entrées du royaume ; savoir : celles du fil, 66 l. 13 s. 4 d. par quintal, et les 10 s. pour livre ; et celles de coton, 100 l. aussi par quintal, et les 10 s. pour livre en sus. » 12 août 1789 (impr. affiche), — etc.

C. 1193. (Liasse.) — 11 pièces papier (6 imprimées).

1719-1788. — Postes. — Ordonnance de l'Intendant, qui défend aux loueurs de chevaux et à tous autres de louer des chevaux avec guides à

cheval, pour conduire des chaises de postes, etc. 18 juillet 1719 (impr. affiche). — « Ordonnance portant défenses aux maîtres de postes de mener en traverses plus loin que deux postes. » Paris, 7 décembre 1720 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui fait défenses à toutes personnes, de quelque état et condition qu'elles soient, de se charger, porter ou distribuer aucunes lettres et paquets de lettres, ni de tenir aucun entrepôt pour les recevoir, rendre ou distribuer. » 30 mai 1730 (impr. affiche). — Note de M. Bacler, attestant que « le nommé Mathieu Serin, courrier d'Amiens à Paris pour les malles aux lettres, a déclaré avoir été arrêté, le 31 octobre à 7 heures 1/2 du soir, entre Argenlieu et Clermont, par un quidam habillé d'une veste gris-blanche, qui l'a couché en joue deux fois de suite, avec le fusil dont il était armé, mais heureusement il a raté chaque fois, et ledit Mathieu a poursuivi sa route. Ledit Mathieu a de plus déclaré que ce jourd'hui, 3 novembre 1781, que le nommé Biron, aussi courrier d'Amiens à Paris, a été arrêté par le même inconnu, hier, 2 novembre, à 7 heures 1/2 du soir, entre Argenlieu et Saint-Just, et qu'il a été forcé de donner à ce voleur, armé d'un fusil, l'argent qu'il avait sur lui, dont 4 écus de 6 l., une pièce de 24 s., une de 12, et quelque monnaie. » 3 novembre 1781. — « Ordonnance concernant la police intérieure et le service des postes aux chevaux. » 3 avril 1786 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1786). — « Nouvelles représentations de la chambre de commerce de Picardie, sur le port des lettres de Normandie adressées en Picardie, et sur la nécessité d'établir une communication directe entre ces deux provinces. » 1788, — etc.

C. 1194. (Liasse.) — 7 pièces papier (3 imprimées).

1693-1789. — Eaux et Forêts. — Projet d'arrêt, afin de remédier aux inondations provenant des eaux sauvages. v. 1760. — Sentence de la maîtrise des eaux et forêts de Picardie, relative à la coupe des arbres, Amiens, 12 mars 1762 (impr. affiche). — Lettre de M. Caumartin à l'Intendant, relative au sieur Hallette, qui demande à être pourvu de l'office de greffier de la maîtrise d'Hesdin. Lille, 30 août 1765. — « Lettres patentes du Roi, sur un décret de l'Assemblée Nationale, concernant les délits qui se commettent dans les forêts et bois. » Paris, décembre 1789 (impr. affiche). — etc.

C. 1195. (Liasse.) — 41 pièces papier (2 imprimées).

1696-1784. — Eaux et Forêts. — « Arrest du

conseil d'État du Roy, qui maintient les arpenteurs des maîtrises particulières des eaux et forests du bailliage d'Amiens, et les autres du royaume, en leurs fonctions, suivant l'ordonnance de Sa Majesté sur le fait des eaux et forests de l'année 1669, rendu à Versailles, le 13 mars 1696 » (impr. affiche). —

« Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les inspecteurs-conservateurs des eaux et forêts seront payés de leurs droits de journées, vacations et mises de possession dans les bois des ecclésiastiques, nonobstant que les adjudicataires aient commencé l'exploitation de leurs ventes. » 14 juin 1707 (impr. 4 p. in-4°). — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur le sieur Cordier, qui demande l'office de receveur particulier de la maîtrise d'Amiens, à la place de feu son père. Paris, 13 novembre 1764. — Requête de Charles-Firmin Cordier à l'Intendant, à l'effet d'être pourvu dudit office. 15 novembre 1764. — Renseignements donnés par M. Ducastel : « Le sieur Cordier est un négociant de cette ville, marié depuis deux ans à une femme qui lui a apporté du bien ; il est très attaché à ses affaires, sa bonne foi et sa conduite le font estimer, ses mœurs sont simples et honnêtes. Je pense qu'il est dans le cas d'obtenir les provisions de l'office qu'il demande. » Amiens, 23 novembre 1764. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur le sieur Pingré, qui demande à être pourvu de l'office de maître particulier de la maîtrise d'Amiens. Paris, 1^{er} octobre 1765. — Renseignements donnés par l'Intendant : « Le sieur Pingré est d'une très bonne famille d'Amiens, il est dans l'aisance, il s'est toujours comporté très décemment, et il a, à ce que je crois, toute la capacité requise pour remplir convenablement les fonctions de cet office. » 22 octobre 1765. — Lettre de M. Pingré à l'Intendant, pour le remercier d'avoir écrit en sa faveur. Amiens, 21 novembre 1765. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur le sieur Carrey, qui demande à être pourvu de l'office de maître particulier en la maîtrise d'Amiens. Paris, 9 décembre 1766. — Renseignements donnés par M. Ducastel sur M. Carrey : « J'ai appris qu'il avait été à la suite de l'ambassadeur de Suède, on n'a pu me dire en quelle qualité, qu'il a épousé une femme de la maison de cet ambassadeur, qu'il a négocié en Suède, où il a encore une partie de ses effets : on ne le croit ni lui ni sa femme originaires de la province de Picardie. Il n'est avec sa femme que depuis deux ans en cette ville ; on les donne comme de fort honnêtes gens, pleins de bonne conduite et de mœurs, mais on ne connaît pas leurs facultés, l'extérieur paraît aisé. »

Amiens, 19 décembre 1766. — Certificat de MM. Baillet, Baron, Deville et Lanoy en faveur de M. Carrey. Amiens, 9 janvier 1767. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur le sieur Dottin, qui demande à être pourvu de l'office de receveur particulier de la maîtrise d'Amiens. Paris, 15 avril 1768. — Renseignements favorables donnés par M. Ducastel sur M. Dottin. 5-7 mai 1768. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur le sieur Guerard Despinaux, qui demande à être pourvu de l'office de lieutenant en la maîtrise particulière des eaux et forêts. Paris, 28 février 1769. — Renseignements donnés par M. Ducastel : « Le sieur Guerard est fils d'un bon négociant de cette ville : après la mort de ses père et mère, il a continué le commerce ; sa part héréditaire est de 80 à 90,000 l. Il a des mœurs douces et honnêtes, on lui donne de l'intelligence, et il n'y a point à douter qu'il ne s'acquitte sagement des fonctions de son office. Il a un frère trésorier de France, un autre curé de la paroisse de Saint-Firmin dit en Castillon, qui ont l'estime du public. » Amiens, 11 mars 1769. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur le sieur Gaillard, qui demande à être pourvu de l'office de maître particulier des eaux et forêts du comté de Ponthieu. Paris, 13 février 1771. — Renseignements favorables donnés par l'Intendant sur le sieur Gaillard. Amiens, 22 février 1771. — « Extrait d'une lettre écrite à M. le garde de sceaux, qui l'a fait passer à M. le contrôleur général, qui l'a renvoyée à M. de Beaumont », relativement à des prévarications qui auraient été commises par le grand maître des eaux et forêts de Picardie. Calais, 3 novembre 1776. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, le priant d'éclaircir, avec toutes les précautions possibles, les faits contenus dans ladite lettre. Le Mesnil, 18 novembre 1776. — Mémoire de M. Duflos à l'Intendant, sur ladite affaire. Calais, 25 novembre 1776. — Id. par M. de Belterre. Boulogne, 7 décembre 1776. — Note sur ladite affaire. v. 1776. — « Résultat des éclaircissements faits sur la conduite du grand maître des eaux et forêts de Picardie et de son secrétaire. » v. 1776. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur le sieur Brocot, qui demande à être pourvu de l'office de maître particulier de la maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville. Paris, 15 mars 1784. — Renseignements favorables

donnés par M. Delegorgue, sur le sieur Brocot. Abbeville, 31 mars 1784, — etc.

C. 1196. (Liasse.) — 27 pièces papier (4 plans).

1705-1788. — Eaux et Forêts. — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt qui, sans s'arrêter à l'ordonnance rendue le 8 août 1704, par le sieur du Fayde Grezfontaine, lieutenant pour le Roi, au gouvernement d'Amiens, maintient et garde les officiers de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens dans le droit de connaître du fait de chasse, suivant l'ordonnance d'août 1669. Marly, 21 août 1705. — « Mémoire pour les officiers de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens, contre les sieurs maire et échevins et les officiers de l'état-major de la ville d'Amiens. » XVIII^e s. — Ordonnance des lieutenant général de police, maire et échevins d'Amiens, sur ce que « les bourgeois de cette ville se disposaient à aller chasser dans la banlieue dès demain, ce qui ferait un tort considérable aux grains, dont il est encore une quantité sur pied », faisant défenses aux bourgeois d'entrer dans les grains, et d'y causer aucun dommage. Amiens, 25 août 1754. — Ordonnance de M. Romainville, major et commandant pour le Roi en la ville d'Amiens, faisant défense aux bourgeois de ladite ville, de sortir avec des armes à feu, une grande partie des grains étant encore sur pied. Amiens, 25 août 1754. Copie collationnée du 29 juillet 1755. — Lettre de M. Demoras à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur ce que « les officiers de la maîtrise d'Amiens se plaignent d'une entreprise faite sur leur juridiction par les maire et échevins et l'état-major de cette ville, en ce qu'ils ont fait publier des défenses de chasser dans la banlieue. » Paris, 25 juillet 1755. — Mémoire de l'Intendant à M. Demoras ; sur ladite affaire. « M. le duc de Chaulnes, gouverneur général de la province de Picardie et gouverneur particulier de la ville d'Amiens, a, en cette dernière qualité, un canton de réserve, qu'il fait garder par des gardes qu'il institue lui-même.... Quoique la ville d'Amiens se garde elle-même par la bourgeoisie, les officiers qui composent l'état-major ne sont pas moins militaires comme ceux de la citadelle. Le major et l'aide-major ont même des brevets du Roi, pour commander dans la ville, en l'absence du gouverneur particulier et du lieutenant de Roi. Les maire et échevins ont, de leur part, la juridiction de la police, tant dans la ville que dans la banlieue ; et enfin les habitants d'Amiens, de tout état et conditions, ont, de toute ancienneté, joui du privilège de chasser dans la banlieue, après les récoltes levées : ils tirent cette faculté du droit de port d'armes, pour la garde de la ville, à laquelle ils sont assujettis.... Je pense, Monsieur, que les précautions qui ont été prises par les maire et échevins et par l'état-major de la place,

pour prévenir les désordres, ne blessent en rien les droits et fonctions attribués aux officiers de la maîtrise d'Amiens, et que les plaintes de ceux-ci tiennent plus de l'inquiétude que d'aucuns motifs légitimes. » Amiens, 4 août 1755. — Lettre de M. Demoras à l'Intendant. Le contrôleur général pense comme lui « qu'il y a plus d'humeur et de malentendu dans cette contestation, que d'objets intéressants à régler. » Il pense cependant que l'état-major et l'échevinage ont excédé leurs pouvoirs, et que la connaissance des faits de chasse appartient exclusivement aux officiers des eaux et forêts. Il lui indique des moyens de concilier l'affaire, sans recourir à un arrêt. « Ce serait de faire convenir MM. de l'état-major et les officiers de police, que l'ouverture des chasses serait chaque année déterminée par la maîtrise, qui en accorderait la permission par une ordonnance, et d'engager en même temps les officiers de la maîtrise à ne rendre cette ordonnance, que de concert avec l'état-major et les officiers de police. Peut-être même encore serait-il plus facile et plus sûr d'éviter toute tracasserie à l'avenir, en fixant l'ouverture des chasses, par un règlement, que rendrait la maîtrise, au 10 ou 12 septembre. Quelque tardive que fût la récolte, elle serait sûrement faite à cette époque, et dans les années où elle serait plus avancée, il n'y aurait pas grand inconvénient, quand les habitants d'Amiens seraient privés quelques jours de plus de la permission de chasser, qui est au fond un véritable abus, qu'il serait plus convenable de détruire que de conserver, pour le bien même de la ville. Ce privilège ne peut qu'autoriser la fainéantise et la paresse des artisans, les détourner de leur métier, de leur profession, et il est toujours dangereux de permettre le port d'armes à ceux qui ne sont pas d'un état à en faire usage. » Il le laisse libre de choisir entre ces deux partis. Château de Chuperine, 12 octobre 1755. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, au sujet de représentations faites au Conseil par le procureur du Roi de la maîtrise d'Amiens sur ce que plusieurs habitants de ladite ville ont chassé dans la banlieue avant l'ouverture de la chasse et la fin de la récolte. Paris, 6 septembre 1757. — Mémoire de l'Intendant à M. de Beaumont, sur ladite affaire. Paris, 22 septembre 1757. — Notes sur ladite affaire. 1757. — Notes sur ladite affaire. 1757. — Certificat délivré par M. Lamy, major de la place d'Amiens, des mesures prises par lui, pour empêcher

les dommages causés aux grains par les chasseurs. Amiens, 11 juillet 1766. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, sur des difficultés élevées entre les officiers de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens et l'état-major et les officiers municipaux de la même ville, relativement à la police de la chasse dans la banlieue de ladite ville. Mesnil près Mantes, 25 août 1766. — Notes sur ladite affaire. 3 septembre 1766. — Lettre de l'Intendant à M. Ducastel, lui demandant un mémoire sur ladite affaire. Paris, 4 septembre 1766. — « Mémoire pour le procureur du Roi de la maîtrise des eaux et forêts d'Amiens, contre MM. de l'état-major de la même ville. » 1^{er} octobre 1766. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant. « Il paraît que la conclusion de procureur du Roi, dans son mémoire, est conforme aux fonctions qui lui sont confiées. L'entreprise des commandant et état-major a pour objet d'exclure les bourgeois de la faculté de chasser dans la banlieue, et de s'en faire un quartier de réserve, contre nos privilèges. Le prétexte d'empêcher de gater les grains est mal imaginé. Cet objet n'est pas de leur compétence, mais des gardes de la maîtrise. » Amiens, 10 octobre 1766. —

Ordonnance royale qui fixe les limites de la chasse pour les officiers de l'état-major d'Amiens. Versailles, 20 novembre 1773. — « Démarcation dans la banlieue, pour la chasse du gouverneur et de l'état-major d'Amiens, avec un plan figuré. » 10 mai 1774. — Ordonnance royale qui distrair la seigneurie de Boutillerie des limites fixées par l'ordonnance du 20 novembre 1773, pour la chasse des officiers de l'état-major d'Amiens. Compiègne, 6 août 1774. — « Plan de l'enceinte de la banlieue, depuis le chemin de Saint-Fuscien jusqu'au chemin de Breteuil, réservé pour la chasse de l'état-major de cette ville. » 13 septembre 1775. — « Plan de l'enceinte de la partie de la banlieue d'Amiens, réservée pour la chasse du gouverneur. » 1775. —

Ordonnance royale qui distrair la terre et seigneurie de Rivery des limites fixées par l'ordonnance du 20 novembre 1773, pour la chasse des officiers de l'état-major d'Amiens. Versailles, 17 février 1787. — « Plan géométrique, qui comprend la ligne de démarcation entre les terroirs du faubourg de Saint-Pierre et de Rivery, sur laquelle ont été plantés huit poteaux, pour la séparation de ladite terre, et du surplus du canton destiné pour la chasse du gouverneur de la ville d'Amiens, suivant le procès-verbal dressé en présence de M. Derveloy, subdélégué à Amiens, le 2 septembre 1788, en exécution de l'ordonnance du Roi, du 17 février 1787 » (plan en 4 feuilles), — etc.

C. 1197. (Liasse.) — 9 pièces papier (imprimées).

1734-1785. — Eaux et Forêts. — Ordonnance de l'Intendant, interdisant de chasser du 1^{er} mars au 15 août de chaque année. Amiens, 5 juin 1734 (impr. affiche). — Ordonnance de Noël Baron, sieur de la Maronde, de la Courbe, Vuadencourt, Gencourt, Épaumesnil et autres lieux, conseiller du Roi, maître particulier des eaux et forêts en la maîtrise d'Amiens, relative à la chasse. Amiens, 14 juillet 1734 (impr. affiche). — « Mémoire sur l'utilité et la manière de détruire les loups dans le royaume » (impr. 8 p. n-4, Imp. Roy. 1765). — « Mémoire sur la destruction des loups » (impr. 4 p. in-4, Imp. Roy. 1770). — « Jugement rendu au siège général de la capitainerie royale de Sénart, qui condamne le sieur Le Paige, seigneur de Quincy, en 100 l. d'amende, pour avoir tiré et chassé aux lapins dans son parc de Quincy, nonobstant les défenses à lui faites. » 24 août 1778 (impr. 3 p. in-4, Imp. Roy. 1778). — Id., « qui condamne Jean Rabot, vigneron à Mainville, en 100 l. d'amende, comme responsable de son fils, ayant écrasé un nid contenant 7 œufs de perdrix. » 24 août 1778 (impr. 3 p. in-4, Imp. Roy. 1778). — Id. « qui condamne le nommé Rognon, berger à Gravois, en 50 l. d'amende, pour avoir porté et tiré plusieurs fois nuitamment un fusil, dont il a été trouvé muni », etc. 12 octobre 1781 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1781). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement pour les chasses aux loups. » 15 janvier 1785 (impr. 7 p. in-4°, Imp. Roy. 1785).

C. 1198. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1748-1749. — Eaux et Forêts. — Procès verbal par François de Nerlande, officier des eaux et forêts de la maîtrise d'Amiens, des dégâts produits par une inondation des eaux sauvages, à la suite d'un orage, à Bouchon et à l'Étoile, et des travaux à faire pour leur réparation et pour parer à l'avenir à pareil accident. 17 juillet 1748. — Procès verbal par le même de la remise, des dits travaux après la moisson. 30 juillet 1748. — Procès verbaux par le même de la détermination desdits travaux. 30 septembre, 24 octobre 1748. — Procès-verbal par le même, contre plusieurs habitants de l'Étoile, qui ont refusé de faire leur part dudit travail. 7 janvier 1749. — Procès verbal du refus fait par le nommé Fricot, syndic de l'Étoile, de participer aux dits travaux. 24 février 1749. — Procès verbal de réception des dits travaux 7-11 mars 1749. — Ordonnance de l'Intendant, sur l'entretien des dits ouvrages.

Paris, 2 avril 1749. — Lettre de M. de Nerlande à l'Intendant, lui rendant compte des faits ci-dessus. v. 1749, — etc.

C. 1199. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1765-1774. — Eaux et Forêts. — « Copie de la lettre de M. de Beaumont à M. Baudry, grand maître », sur le transport des bois par mer. 12 mars 1765. — Requête des sieurs Pierre Cordier l'aîné, et Dempster, adjudicataires des bois du Roi situés dans l'étendue de la maîtrise d'Abbeville, à l'Intendant, se plaignant des obstacles qu'ils éprouvent de la part des commis des fermes de Saint-Valery, sur le fondement d'une ordonnance de M. d'Aligre, qui défend d'embarquer du bois au delà de deux cordes, pour l'approvisionnement de chaque navire. 30 août 1768. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui envoyant ladite requête, et lui demandant s'il n'y aurait aucun inconvénient à laisser aux dits marchands la liberté de faire sortir les bois du pays. Paris, 11 octobre 1768. — Mémoire de M. Blondin à l'Intendant, sur ladite affaire. Saint-Valery, 27 octobre 1768. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant. Il est de la plus grande conséquence d'empêcher l'exportation des bois à l'étranger. Mais il peut être permis de les transporter par mer, d'une province à l'autre du royaume. Paris, 22 novembre 1768. — Lettre de M. Trudaine à M. Le Pelletier, lui envoyant son avis sur une requête, par laquelle le sieur Goffin de Lercy demande à être mis en possession des arbres plantés par le sieur d'Avricourt, dans l'étendue de la terre d'Ourscamp, dont il est seigneur. Paris, 6 septembre 1773. — Lettre de M. Le Pelletier à l'Intendant, lui envoyant ladite lettre, qui lui a été adressée par erreur. Soissons, 19 septembre 1773. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. M. Goffin lui paraît bien fondé dans sa réclamation. Péronne, 19 janvier 1774, — etc.

C. 1200. (Liasse.) — 294 pièces, papier.

1783. — Eaux et Forêts. — « Éclaircissements sur les bois, demandés par le gouvernement. » Paroisses d'Acheux, — Agnières, — Ailly-sur-Somme, — Aival-Boiron, — Airaine, — Allery, — Andainville et Fresnoy, — Argies, Réderie, etc., — Aubercourt et Happeglène, — Aubigny, — Aumâtre, — Aumont, — Avelège, — Avesne et Saulchoy, — Bacouel, — Bailleul et dépendances, — Baisnart, — Beauchamps et dépendances, — Beaudéduit, — Behem, — Bellavesne, — Belleuse, — Belloy-Saint-Léonard, — Bergicourt, — Bettembos, — Bettencourt et Rivière, — Biencourt, — Blangy et Tronville, — Blangy-sous-Poix, — Blergies et dépendances, — Boisrault, —

Boismont et dépendances, — Berny, — Bosquet, — Bougainville, — Bouillancourt, Miannay et dépendances, — Bouillancourt-en-Séry, — Bouttencourt, Ensenne et dépendances, — Bouveresse et Boutavant, — Bouzincourt, ferme, — Bovelle, — Boves et dépendances, — Brassy, — Bray-lès-Mareuil, — Breilly, — Briquemesnil, — Bussy, — Cachy, — Cagny, — Cahons et Crouy, — Cambron, — Camps-en-Amiénois, — Cantepie, Saint-Hilaire et Lisle, — Caubercq et le Scellier, — Caulière, — Cavillon, — Cayeux et le petit Hurt, — Cerisy-Buleux, — Cerisy-Gailly, — Chepy et Moncheux, — Choqueuse, — Citerne et Yonville, — Clairiy et le Saulchoy, — Condé-Folie, — Contres, — Conty, Luzières et Rivière, — Contenchy, — Courcelles-sous-Thoix, — Courcelles-sous-Moyencourt, — Creuse, — Croissy, — Croix-au-Bailly et la ferme de Rossigny, — Croixrault, — Crouy, — Dameraucourt, — Domart-sur-la-Luce, — Dourier, — Dreuil-lès-Amiens, — Dreuil-lès-Molliens, — Dromesnil, — Dury et Amilly, — Esserteaux et dépendances, — Estrebœuf, — Estrée, — Estrejus, — Élencourt, — Éplèsier, — Épomesnil, — Éramecourt, — Esquenne, — la Falloise, — Famechon, — Faucoucourt-hors-Nesle, — Fay-lès-Hornoy, — Fayel, ferme, — Ferrières, — Feuquières-Feuquerolles, — Fleury, — Floixcourt, — Flers et le petit Fay, — Fluy, — Fontaine-sous-Catheux, — Fontaine-le-Sec, — Forceville, — Formerie, — Fossemanant, — Fouillo, — Fourdrinoy, — Framicourt-le-Grand, — Fransure, — Frémontier, Susenneville et la ferme du Rot, — Fresne, — Fresneville, — Fresnoy-au-Val, — Fressenneville, — Frettemeulle et dépendances, — Frettemolle, Bertrancourt et Mesnil-Hucho, — Frettecuisse et les Carreaux, — Friaucourt, — Fricamps et le Viage, — Friville et dépendances, — Frucourt-sur-Limeu, — Gamache, — Gentelle, — Glisy, — Gollencourt, — Gouy-lès-Groseillers, — Gouy-l'Hôpital, — Grandvilliers, — Grattepanche, — Guignemicourt, — Guizencourt, — Guyencourt, — Hainneville et Campagne, — Hainneville et Épagny, — Halliviller et Louard, — Halloy, Briot et la ferme de Lalleux, — Hamel, — Hamelet, — Hangard, — Hangest-sur-Somme et dépendances, — Harcelaine, — Heucourt, — Hocquincourt-Estalmesnil, — Honnelie, ferme, — Hornoy et Blanchemaison, — Huppy et le Poutier, — Jumelle, — Lecappel, — Lachaussée et Tirencourt, — Laleu, — Lamaronde, — Lamotte-en-Santerre, — Lanchère, — Laleu, Poutraincourt, Herlaincourt et Bethleem, — Lavacqueresse et Ménéviller, ferme, — Lavacquerie, — Laverrière, —

Lignières et Châtelain, — Lignières-hors-Foucaucourt, — Limeu et la ferme de Chanvrière, — Lincheux et Halliviller, — Lœuilly et le prieuré, — Longueau, — Lortoy, — Maigneux, — Marché le Cave, — Marest et Oust, — Marlers, — Marquenneville et Veaux, — Méraucourt, — Merelessart, — Meriaumont, — Méricourt, — Mesge, — Mesnil-Eudin, — Mesnil-lès-Franleux, — Métigny, — Miannay-Lambercourt, — Molliens-en-Beauvoisis et dépendances, — Molliens-Vidame, — Monsures et Lestocq, — Montagne, — Morcourt, — Mouflière, — Moyencourt, — Namps-au-Mont, — Namps-au-Val, — Nampty et Coppegueule, — Nesle-l'Hôpital, — Neuville-au-Bois, — Neuville-lès-Lœuilly, — Neuville-lès-Molliens, — Neuville-sous-Saint-Germain, — Neuville, Saint-Valery et Drancourt, — Nibat et dépendances, — Offignies et le Grand-Sœuvre, — Offoy, — Oisemont, — Oissy, — Oresmeaux et la Cense, — Paillart, — Picquigny et la Cense, — Pissy, — Poix, — Pont-de-Metz, — Prouzel-le-Mont et le Val, — Quesnoy-sur-Airaines, — Quevauvillers, — Rambure, — Ramburelle, — Remiencourt, — Retiauville, — Revelles, les fermes d'Hanneville et de Gournay, — Rencourt, — Rogy, — Romescamps et dépendances, — Rumesnil, — Rumigny, — Saigneville, — Saleu et Salouel, — Sains, — Saint-Aubin et Montenois, — Saint-Blimond et dépendances, — Saint-Élie, — Sainte-Segrée, — Saint-Fuscien et le petit Cagny, — Saint-Marcq, — Saint-Maulvis et dépendances, — Saint-Maxens et Warcheville, — Saint-Pierre à Gouy, — Saint-Pierre-lès-Selincourt, — Saint-Romain, Lahaye de Frocourt, — Saint-Saulieu, — Saint-Thibault et dépendances, — Sarcus et dépendances, — Sarnoy, — Saisseval et Saissefont, — Saulchoy-sous-Poix, — Saveuse, — Selincourt, — Senarpont, Bernapré et Rederie, — Seux, — Sommereux et la ferme de Marandeuil, — Soreng, Bazinval et Lespignoy, — Soues et le petit Gard, — Souplicourt, — Taisnil, — Thenne et Bertaucourt, — Thézy et Glimont, — Thieulloy-l'Abbaye, — Thieulloy-la-Ville, — Thoix, — Tilloloy, — Tilloy, Floriville et la ferme de Mesnière, — Tours et ses trois dépendances, — Tronchoy et ses deux dépendances, — Vaux et Yonval, — Velenne, — Vergie-lès-Fay et le Valempuy, — Vers-sous-Corbie, — Vers et Heubécourt, — Viefviller, — Villerois, — Villers-Bretonneux, — Villers-Campsart, — Villers-sous-Mareuil, — Vismes, Hautecourt et le Plouy, — Vraigne, — Wailly, — Warfusée et Abancourt, — Warlus, — Wiencourt, Lesquipées, — Woincourt et Izengremel, — etc.

C. 1201. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1784-1787. — Eaux et Forêts. — Fragment d'un mémoire relatif au projet de planter les terrains communaux. XVIII^e s. — Lettre de l'Intendant à M. de Bonnair de Forges, au sujet d'un mémoire « par lequel M. de Moyenneville propose au Conseil d'ordonner la plantation des communes en Picardie, comme un des moyens les plus propres à augmenter la masse des bois, et à en diminuer le prix. » Il a toujours remarqué « que les paroisses qui possèdent des communes dans les vallées, ont le plus grand intérêt, lorsque ces communes excèdent les besoins du pâturage, d'y établir des réserves en foin, que l'on sépare de la pâture commune par des fossés, sur le bord desquels on établit des plantations. J'ai fait exécuter ce projet dans plusieurs communautés, après l'avoir fait approuver par le Conseil, et mon intention est d'engager les habitants de plusieurs paroisses de la vallée de Somme, dans laquelle est située la terre de M. de Moyenneville, à suivre cet exemple ; mais il ne me paraîtrait pas naturel que les seigneurs hauts-justiciers de ces paroisses fussent autorisés à faire ces plantations, et à en recueillir seuls les avantages. Cette faculté, si elle leur était accordée, ne manquerait pas de donner lieu à des contestations qui occasionneraient plus de mal que de bien. J'en tire même un exemple très sensible dans la paroisse de Dours, qui appartient aujourd'hui à M. de Moyenneville. Ses auteurs avaient fait, comme il l'annonce lui-même, des plantations assez considérables dans les communes de cette paroisse, mais cette entreprise excita, longtemps après, la réclamation des habitants, qui, après de longues discussions dans les tribunaux ordinaires, furent envoyés en possession de ces plantations. La mésintelligence qui exista depuis entre eux et leur seigneur, et ceux de la paroisse qui lui étaient dévoués, nuisit infiniment à la conservation des arbres, que les mal intentionnés abattaient, de manière que la communauté prit le parti de les faire vendre, pour éviter leur perte totale. » 20 décembre 1784. — Mémoire de M. Jumel Riquier, sur ledit objet. Amiens, 27 avril 1785. — Lettre du marquis d'Estourmel à l'Intendant, lui recommandant un mémoire signé de plusieurs gentilshommes de Picardie, ayant pour objet de multiplier les arbres dans cette province, par la plantation des communes. Paris, 1^{er} juin 1786. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire, sur lequel il lui demande son avis. Paris, 5 janvier 1787. — « Mémoire »
un

projet de planter les terrains communaux, pour multiplier les arbres en Picardie. v. 1787. — « Mémoire sur le projet de planter les communes de la Picardie. » 18 octobre 1787. — Lettre de l'Intendant à M. de Forges, sur le même objet. 24 octobre 1787. — Projet d'arrêt pour la plantation des communes de Picardie. v. 1787, — etc.

C. 1202. (Liasse.) — 16 pièces papier (13 imprimées).

1666-1732. — Droits seigneuriaux. —

« Extrait des registres du conseil d'Etat », relatif au droit de travers dû dans la ville d'Amiens au profit du Roi et de l'évêque d'Amiens, chacun pour moitié. Paris. 16 septembre 1666 (impr. 3 p. in-fol.). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui nomme des commissaires pour procéder à l'examen et vérification de tous les titres des droits de péages, passages, pontonages, travers et autres, qui se perçoivent sur les ponts et chaussées, chemins et rivières navigables et ruisseaux y affluants, dans toute l'étendue du royaume », etc. 29 août 1724 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne l'exécution de l'arrêt du Conseil du 29 août 1724, concernant les droits de péages, et fait défenses à tous ceux qui n'auront pas représenté leurs titres au 1^{er} mai 1729, de percevoir les dits droits. » 24 avril 1725 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que, dans quinzaine du jour de la publication du présent arrêt, tous les particuliers qui jouissent de privilèges, dons, concessions, exemptions et immunités, droits de péages, bacs, passages, pontonnages, moulins, foires et marchés et autres, seront tenus de représenter les titres en vertu desquels ils jouissent des dits privilèges, faute de quoi, et ledit temps passé, ils seront nuls. » 9 juillet 1726 (impr. 8 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que, dans les six mois du jour de la publication du présent arrêt, sans espérance d'autre délai, les propriétaires des droits de péages et autres, représenteront les titres en vertu desquels ils perçoivent les dits droits, sinon déchus. » 4 mars 1727 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les abbé, prieur et religieux de Saint-Crépin-le-Grand lès Soissons, dans un droit de bac situé sur la rivière d'Aisne. » 21 juillet 1727 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1730). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient le sieur Tarteron dans le droit de travers qui se perçoit à son profit, sur le pont situé sur la rivière d'Aronde, dans le village et seigneurie de Montiers. » 16 décembre 1727 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1730). — « Péages de la subdélégation de Saint-Quentin, qui ont été confirmés, ou qui restent à juger. » XVIII^e s. —

« Péage de Saint-Quentin. » XVIII^e s. — « Arrêt du conseil d'État du Roi », relatif au droit de péage qui se perçoit aux portes de Saint-Quentin, au profit de ladite ville. 12 octobre 1728 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime le droit de vinage, chausséage, travers ou péage, qui se perçoit dans le bourg du Catelet, en Picardie, au profit du sieur de Sart. » 12 octobre 1728 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1731). — « Arrêt du conseil d'État du Roi », relatif au travers de Cappy, au profit du marquis d'Estourmel. 4 janvier 1729 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient le sieur évêque d'Amiens, dans la moitié des droits de travers, chaussées et péages par terre et par eau, dans la ville d'Amiens, et déclare non sujets à la vérification ordonnée par l'arrêt du Conseil du 29 août 1724, les droits prétendus sur le sel, à titre d'indemnité du droit de tonlieu. » 7 octobre 1732 (impr. 28 p. in-4°, Imp. Roy. 1733). — « Extrait des registres du conseil d'Etat. » Arrêt qui confirme l'évêque d'Amiens dans le droit de travers de ladite ville. Fontainebleau, 7 octobre 1732 (impr. affiche), — etc.

C. 1203. (Liasse.) — 21 pièces papier (14 imprimées).

1730-1736. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt

du conseil d'État du Roi, qui confirme la dame comtesse de Verrue, dans un droit de travers ou péage, sur le pont aux Poissons, de la ville d'Abbeville, situé sur la rivière de la Somme, généralité d'Amiens, pour en jouir, sa vie durant, et qui supprime celui qu'elle percevait sous ledit pont. » 3 janvier 1730 (impr. 8 p. in-4°, Imp. Roy. 1731). — « Arrêt du conseil d'État du Roi », relatif au péage de Douilly, au profit des sieurs Lallier et de Sous, seigneurs dudit lieu. 28 février 1730 (impr. affiche). — « Péage de Douilly. » v. 1730. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui fixe les droits de vinage et péage qui doivent être perçus sur les pont et chaussée du village de Douilly, et en exempte les habitants du Haut-Douilly, Montizet, Hérouel et Saucourt. » 12 mars 1737 (impr. affiche). — « Extrait des registres du conseil d'Etat. » Arrêt relatif aux droits de vinages, travers ou péages dans le comté d'Oisy, en Artois. » Fontainebleau, 9 mai 1730 (impr. affiche). — Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les maire et échevins de la ville de Péronne, en Picardie, dans le droit de chaussée ou péage par eux prétendu dans ladite ville. » 10 juillet 1731 (impr. 7 p. in 4°. Imp. Roy. 1732). — « Extrait des

registres du conseil d'État. » Arrêt relatif au travers de la ville d'Amiens. Versailles, 13 février 1731 (impr. affiche). — Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient la dame de Saissac dans la moitié des droits de travers, chaussée ou péage par terre et par eau dans la ville d'Amiens, pour en jouir, en qualité d'engagiste du domaine, sa vie durant, et par indivis avec l'évêque d'Amiens. » 7 octobre 1732 (impr. 11 p. in-4°. Imp. Roy. 1733). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression des droits de pontonage ou péage, prétendu par la dame Belleforière de Soyecourt, tant sur le petit pont du faubourg de Saint-Gilles, de la ville de Roye, en Picardie, que sur la rivière d'Avre, près ledit pont. » 24 février 1733 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression des droits de travers ou péage par terre prétendus par la dame de Belleforière de Soyecourt, dans le lieu de Guerbigny, en Picardie. » 24 février 1733 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, par lequel il est ordonné que l'arrêt du Conseil du 24 février 1733... sera exécuté selon sa forme et teneur, sans avoir égard aux représentations de ladite dame de Belleforière, dont elle est déboutée. » 8 mai 1736 (impr. affiche), — etc.

C. 1204. (Liasse.) — 15 pièces papier (8 imprimées).

1734-1737. — Droits seigneuriaux. — « Péage de Beauvois, Tombes et Trescon. » XVIII^e s. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, pour la perception des droits de travers, vinage ou péage par terre, dans les lieux de Beauvois, Tombes et Trescon, dépendant du marquisat de Caulaincourt. » 7 septembre 1734 (impr. affiche). — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt relatif au droit de péage du comté d'Oisy en Artois. Versailles, 1^{er} février 1735 (impr. affiche). — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt relatif aux droits de péage et de travers du marquisat de Conty. Versailles, 13 mars 1736 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que le tarif inséré dans l'arrêt du Conseil du 4 janvier 1729 sera réformé, et, en conséquence, que le droit de péage ou travers du village de Cappy, généralité d'Amiens, sera perçu, à l'avenir, audit lieu et non ailleurs », etc. 5 février 1737 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1742). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime le droit de travers ou pontonnage prétendu par le sieur d'Hervilly, de Canisy, sur le pont d'Ailly. » 2 juillet 1737 (impr. affiche), — etc.

C. 1205. (Liasse.) — 32 pièces papier (7 imprimées).

1738-1739. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les maire et

échevins du bourg de Gamaches dans le droit de travers ou péage par terre sur les ponts et chaussées dudit lieu, aux charges et conditions, et suivant le tarif inséré audit arrêt. » 28 janvier 1738 (impr. affiche). — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt relatif au droit de travers de l'abbaye du Mont-Saint-Quentin, sur le pont de Feuillancourt. Versailles, 24 juin 1738. — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt relatif au travers de Montdidier, au profit de ladite ville. Versailles, 1^{er} juillet 1738. — « Péage de Seraucourt. » XVIII^e s. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant rétablissement des droits de péages sur la chaussée de Seraucourt. » 1^{er} juillet 1738 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression du droit de péage et travers par terre, prétendu par le sieur de la Mire, dans le lieu de Davenescourt. » 12 août 1738 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression du droit de péage par terre, prétendu par le sieur marquis de Senarpont, dans le bourg de Senarpont. » 12 août 1738 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression du droit de péage ou travers par terre prétendu par le sieur comte d'Enrichemont, représentant le feu sieur comte d'Orval, dans le lieu et la seigneurie de Breteuil. » 21 octobre 1738. — Arrêt du conseil d'État, qui ordonne que le marquis de Gamaches sera tenu de rapporter les pancartes suivant lesquelles se percevaient avant 1569 les péages, tant sur la rivière de Somme, que dans les seigneuries de Saint-Valery et de Cayeux. Fontainebleau, 21 octobre 1738. — Arrêt du conseil d'État relatif à un droit de péage prétendu par le sieur Desart, seigneur du Catelet. Fontainebleau, 21 octobre 1738. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant permission au sieur Vacquette de Fréchencourt de continuer de tenir un bac à Dours. » 25 novembre 1738 (impr. affiche), — etc.

C. 1206. (Liasse.) — 9 pièces papier (2 imprimés).

1740-1742. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient le sieur de Gouffier dans un droit de péage sur le pont de Thennes, généralité d'Amiens, à la charge d'entretenir ledit pont et la chaussée. » 5 juillet 1740 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1752). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression du droit de péage prétendu par le

sieur de Barbançon dans le village de Fromeries. » 21 février 1741. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression du droit de péage prétendu par le sieur de Saint-Vast, au village de Honnecourt. » 21 février 1741. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression du droit de péage prétendu par le sieur commandeur d'Oisemont, dans le bourg d'Oisemont. » 21 février 1741. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression du droit de péage prétendu par le sieur commandeur de Sommereux, dans le village de Sommereux. » 21 février 1741. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression du droit de péage ou pontonnage prétendu par le sieur abbé de l'abbaye de Mont-Saint-Quentin sur le pont de Feuillancourt. » 23 octobre 1742, — etc.

C. 1207. (Liasse.) — 8 pièces papier (imprimées).

1746-1748. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale d'Amiens et les religieux Célestins de la même ville, chacun pour la part et portion qui leur appartient, dans le droit de péage au lieu de Longueau. » 8 mars 1746 (impr. affiche.) — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les doyen et chanoines du chapitre de l'église cathédrale d'Amiens, et les sieurs Bernard, Jourdain et Gorguette, dans un droit de péage sur le pont de Metz, généralité d'Amiens, à la charge d'entretenir en bon état ledit pont et la chaussée. » 8 mars 1746 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1752). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui envoie par-devant les sieurs commissaires nommés pour la vérification des droits de péage, l'examen et vérification des titres de propriété des moulins construits sur les ponts, dans toute l'étendue du royaume. » 20 décembre 1746 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant confirmation du droit de péage sur le Pont de Remy. » 8 mars 1746 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant suppression des droits de péage et de travers qui se perçoivent sur les Ponts de Remy, au profit du seigneur dudit lieu. » 2 mai 1747 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les maire et échevins de la ville d'Abbeville dans un droit de péage ou de chaussée, aux portes de ladite ville d'Abbeville, généralité d'Amiens, à la charge d'entretenir les chemins et chaussées. » 27 septembre 1747 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1752). — « Arrêt de la cour de Parlement, qui maintient dans le droit de percevoir douze sols, six deniers, sur les chariots, et six sols, trois deniers, faisant moitié, sur les charrettes qui passent et repassent dans l'étendue de la baronnie de Boves chargés de toutes marchandises,

telles qu'elles puissent être, et spécifiquement sur les cendres de tourbes et marchandises de laines. » 9 décembre 1747 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime les droits de péage ou travers prétendus par le sieur Rivié, aux lieux de Ressons, Cuvilly et Autrevaux. » 6 octobre 1748 (impr. affiche).

C. 1208. (Liasse.) — 7 pièces papier (6 imprimées).

1749. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime le droit de péage prétendu par les représentants le sieur de Ghimay et la dame de Sarmients, au lieu de Beuvry. » 11 janvier (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime les droits de péage prétendus au village de Crapaumesnil par la dame de Belleforière ou ses représentants. » 11 janvier (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime les droits de péage prétendus au lieu d'Espehy par le sieur baron d'Honnecourt. » 11 janvier (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime les droits de péage, travers ou chaussée prétendus au village de Warsies par la dame de Belleforière ou ses représentants. » 11 janvier (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime le droit de péage ou travers prétendu par le sieur Boutin, au lieu et dans la seigneurie de Paillart. » 28 janvier (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime les droits de péage ou travers prétendus par le sieur marquis de Soyecourt, tant dans le bourg d'Harbonnières, que dans les lieux de Caix, Cayeux et Saint-Mard. » 1^{er} avril (impr. affiche), — etc.

C. 1209. (Liasse.) — 12 pièces papier (imprimées).

1750-1775. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime les droits de péage ou de chaussée, prétendus sur le chemin de Saint-Omer, par les magistrats et habitants de la ville d'Aire. » 11 janvier 1750 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime les droits de péage et de chaussée prétendus sur la ville de Corbie, par les abbé, prieur et religieux de l'abbaye de Corbie. » 11 janvier 1750 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les doyen, chanoines et chapitre de Notre-Dame de Boulogne-sur-Mer, dans le droit de péage par terre, par eux prétendu au lieu de Nempont. » 7 février 1750 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient le sieur marquis d'Hautefort, dans un droit »

de péage ou travers au lieu de Pierrepont, généralité d'Amiens. » 27 février 1750 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1753). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les maire et échevins de Montdidier dans un droit de péage en ladite ville de Montdidier, généralité d'Amiens. » 16 mars 1751 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1752). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui fait défenses au sieur baron de Courières, de percevoir aucun droit de péage, sous quelque dénomination que ce soit, sur les bateaux et marchandises passant, soit en montant, ou descendant, par la rivière de Lens et par celle de haute Douelle, dans l'étendue de la seigneurie de Courières. » 21 mars 1751 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne la réformation du tarif inséré dans un autre arrêt du Conseil, du 8 mars 1746, par lequel les doyen et chanoines du chapitre de l'église cathédrale d'Amiens, et les religieux Célestins de la même ville, ont été maintenus dans un droit de péage à Longueaue », etc. 27 juillet 1751 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1752), — etc.

C. 1210. (Liasse.) — 16 pièces papier (10 imprimées).

1752. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les maire et échevins de la ville de Roye, dans la jouissance d'un droit de péage en la ville de Roye, et aux lieux de Guerbigny, de Saint-Marc et de Roiglise, généralité d'Amiens. » 22 février (impr. 3 p. in-40. Imp. Roy. 1753). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui permet au sieur baron de Courières, de continuer à tenir un bac sur la rivière de la basse Douelle, dans la seigneurie de Courières. » 21 mars (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient le sieur prince de Soubise, dans le droit de péage par lui prétendu sur le pont construit sur la rivière de Canche, au lieu de Frévent. » 20 juin (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui permet aux dévotaires de Saint-François, établis à Aire, de continuer à tenir un bac sur la rivière du Lis, au lieu d'Houleron. » 22 août (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui permet au sieur de Braisedouille, de continuer de tenir un bac sûr la rivière d'Authie, au lieu d'Authie. » 22 août (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui permet au sieur de Rougefay de continuer un bac sur la rivière de Canche, près la citadelle de Montreuil. » 22 août (impr. affiche). — Arrêt du conseil d'État du Roi, qui permet aux administrateurs de la fabrique de Saint-Nicolas, de continuer à tenir un bac sur la rivière d'Aa, audit lieu de Saint-Nicolas. » 22 août (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les

abbé et religieux de l'abbaye de Saint-Bertin, de la ville de Saint-Omer, et les maire et échevins de ladite ville, dans le droit de tenir un bac sur la rivière d'Aa, au lieu de Saint-Mamelin ou Vieil-Montier. » 22 août (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime les droits de péage prétendus par les sieurs du Châtelet, dans la seigneurie de la Ferté-Saint-Riquier, aux lieux de la Ferté-Saint-Riquier, Mésicourt, Maison-lès-Ponthieu, Conteville, Yvrancheu, Bellancourt et Pray. » 8 septembre (impr. affiche). — « État des droits de péage de la généralité d'Amiens, qui ont été confirmés par des arrêts du Conseil. » — « État des droits de péage de la généralité d'Amiens, qui ont été supprimés par des arrêts du Conseil. » — « État des droits de péage de la généralité d'Amiens, pour lesquels il n'a point encore été représenté de titres au greffe de la commission. » — « État des droits de péage de la généralité d'Amiens, sur lesquels il n'a point été statué définitivement », — etc.

C. 1211. (Liasse.) — 15 pièces papier (6 imprimées).

1753-1775. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient les abbé, prieur et religieux de Saint-Vaast d'Arras, et le sieur d'Amerval, dans le droit de tenir un bac sur la rivière du Lys, au lieu de Saint-Maure. » 30 janvier 1753, (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient le sieur de Guines dans le droit de péage par lui prétendu, dépendant du domaine de Lens, qui se lève au lieu de Leawette. » 28 avril 1754. (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui supprime les droits de péages prétendus par le sieur de Buissi, tant sur la rivière de Somme, sous le pont de Long, que par terre sur ledit pont, et dans les prés dudit lieu de Long. » 31 décembre 1754 (impr. affiche). — « État contenant les noms des villes et bourgs de la subdélégation d'Abbeville, où il se tient des marchés de grains, quels sont, dans chacun de ces lieux, les droits de mesurage desdits grains, comment ils se perçoivent, au profit de qui ils se perçoivent, à combien ils peuvent monter par année, jours où se tiennent les marchés francs dans chacun de ces lieux. » 1755. — Id. Subdélégation d'Albert. — Id. Subdélégation d'Amiens. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime le droit de halage ou péage prétendu par le sieur De Lahaye, sur la rivière de Somme, au lieu de Picquigny. » 16 mars 1760 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime le

droit de péage au lieu d'Athies, élection de Péronne, faite par les représentants de M. le marquis de Nesle, d'avoir produit au greffe de la commission, des titres pour raison dudit péage, par eux prétendu audit lieu d'Athies. » 3 juin 1767 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne la suppression des droits de péage au passage dit de Saint-Maurice. » 12 juillet 1771 (impr. affiche). — « Mémoire pour les propriétaires des droits de mesurage de grains de la ville de Montdidier. » — « Domaine du Roi à Saint-Quentin. Extrait des titres probatifs, qu'il appartient audit domaine un droit dit de sterlage, sur tous les grains amenés à Saint-Quentin, vendus ou non sur le marché, à l'exception des grains du crû ou de redevance. » Saint-Quentin, 9 mai 1775. — « État des villes, bourgs et autres lieux où il se tient des marchés de grains, dans l'étendue de la subdélégation de Saint-Valery. » — « Généralité d'Amiens. Droits qui se perçoivent sur les grains. » — « Généralité d'Amiens. État des droits perçus sur la vente des grains au profit du Roi ou des engagistes de ses domaines. » — Généralité d'Amiens. État des lieux où il se tient des marchés, des droits qui s'y perçoivent sur les grains, du produit et des propriétaires de ces droits », — etc.

C. 1212. (Liasse) — 28 pièces papier (5 imprimées).

1771-1775. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, contenant règlement sur les péages et bacs dans l'étendue de la généralité d'Amiens. » 10 mars 1771 (impr. 12 p. in-4°. Imp. Roy. 1771). — « Généralité d'Amiens. Note des erreurs de noms qui se trouvent dans l'état des péages supprimés par différents arrêts, annexé à l'arrêt de règlement du 10 mars 1771. » — « Généralité d'Amiens. État des péages à vérifier, dont les titres ont été représentés, compris dans l'état annexé à l'arrêt du 10 mars 1771. » — « Généralité d'Amiens. État des péages qui se perçoivent, quoique compris dans l'état des péages supprimés, annexé à l'arrêt de règlement du 10 mars 1771, sur les péages et bacs de la généralité d'Amiens. » — Généralité d'Amiens. État des péages et bacs qui ne sont pas compris dans les états annexés à l'arrêt de règlement du 10 mars 1771, sur les péages et bacs dans l'étendue de la généralité d'Amiens. » — « État des péages établis dans la généralité d'Amiens. » — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les droits de péages qui sont possédés par les engagistes qui n'ont pas satisfait aux arrêts du Conseil, et notamment à celui du 10 mars 1771, seront perçus au lieu et place des engagistes, au profit du domaine de Sa Majesté. »

31 janvier 1772 (impr. 2 p. in-4° Imp. Roy. 1772). — Mémoire de M. de Branlicourt à l'Intendant, relativement aux péages de la subdélégation d'Abbeville. Abbeville, 1^{er} avril 1772. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur les péages de la subdélégation d'Amiens. Amiens, 13 juillet 1772. — « Subdélégation d'Abbeville. Extrait de l'état des péages par terre, qui ont été confirmés par des arrêts du Conseil, et de ceux qui restent à juger, dans la généralité d'Amiens. » — « Péages de la subdélégation d'Abbeville qui ont été confirmés, ou qui restent à juger. » — « État des bacs et péages de la subdélégation d'Abbeville. » — « Subdélégation d'Amiens. Extrait de l'état des péages par terre, qui ont été confirmés par des arrêts du Conseil, et de ceux qui restent à juger dans la généralité d'Amiens. » — « Péages par eau de la subdélégation de Doullens. » 19 mai 1775. — « Péages de la subdélégation de Montdidier, qui ont été confirmés, ou qui restent à juger. » — « État des droits de péages qui se perçoivent dans l'étendue de la subdélégation de Montdidier. » 20 mai 1775. — « Péages de la subdélégation de Péronne, qui ont été confirmés ou qui restent à juger. » — « État des péages de la subdélégation de Péronne, qui ont été confirmés, de ceux qui sont supprimés ou réunis au domaine du Roi, et de ceux qui restent à vérifier sur titres représentés, avec les observations que M. l'Intendant a demandées par sa lettre du 29 janvier 1772. » — « Subdélégation de Péronne. Droits de péages par terre. » 17 mai 1775. — « Péages de la subdélégation de Roye, qui ont été confirmés ou qui restent à juger dans la généralité d'Amiens. » — « Subdélégation de Roye. Extrait de l'état des péages par terre, qui ont été confirmés par des arrêts du Conseil, et de ceux qui restent à juger dans la généralité d'Amiens. » — « Péages de la subdélégation de Saint-Valery, qui ont été confirmés ou qui restent à juger. » — « Généralité d'Amiens, État des péages par terre, qui ont été confirmés par des arrêts du Conseil, et de ceux qui restent à juger dans cette généralité. » — « Généralité d'Amiens. État des péages par terre, qui ont été confirmés par des arrêts du Conseil, et de ceux qui restent à juger dans cette généralité. » — « État des péages qui sont situés sur les rivières qui passent dans la généralité d'Amiens, qui ont été confirmés par des arrêts du Conseil, et de ceux qui ne sont point encore jugés définitivement. » — « Généralité d'Amiens. État des droits de péages pour lesquels il n'a pas été représenté de titres au greffe de la Commission », — etc.

C. 1213. (Liasse.) — 18 pièces papier (3 imprimées).

1772-1774. — Droits seigneuriaux. — « Tarif des droits de chaussée ou péage du grand vinage et petit vinage, et de la grande et petite fouée, que le Roi veut et ordonne être payés dans la ville de Saint-Quentin, en exécution des arrêts de son Conseil, des 30 octobre 1703, 12 octobre 1728, 11 février 1750 et 10 mars 1771. » 1772 (impr. affiche). — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur la demande faite par M. de Warluzel, seigneur de Guillaucourt, de l'érection en fief d'une pièce de terre labourable, sise au terroir de l'Équipée, pour être le chef-lieu de la seigneurie de ce nom. Paris, 26 avril 1772. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire. Amiens, 5 juillet 1772. — Lettre du marquis de Doria sur ladite affaire Cayeux, 10 juillet 1730. — Réponse de l'Intendant à M. Cochin. 16 juillet 1772. — « Mémoire sur le droit de péage ou de travers qui se perçoit à Roye, Guerbigny ou Saint-Mard-lès-Roye. » v. 1772. — « Péages. Subdélégation de Roye. » XVIII^es. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les maréchaussées, dans l'exercice de leurs fonctions, jouiront, comme les autres troupes de Sa Majesté, de l'exemption de tous droits de bacs sur toutes les rivières du royaume. » 5 décembre 1773 (impr. affiche). — « Ordonnance de M. l'Intendant, qui enjoint aux propriétaires des bacs, dans l'étendue de la généralité de Picardie, de faire afficher sur un poteau, qui sera placé au bord des rivières où ils sont établis, en caractères lisibles, la pancarte des droits fixés par les arrêts du Conseil, sous peine de 100 l. d'amende. » 24 mai 1774 (impr. affiche). — Lettre de l'Intendant à M. Dubrun, lui demandant ses observations sur une requête du comte de Rouault, par laquelle il conclut à ce que l'Intendant fasse vérifier le droit que percevait avant l'arrêt de 1756 le seigneur de Saint-Valery, sur les parties de marchandises non portées au tarif de 1756. Amiens, 19 septembre 1776. — Mémoire de M. Dubrun sur ladite affaire. 28 septembre 1774. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, sur ladite affaire. 18 octobre 1774, — etc.

C. 1214. (Liasse.) — 11 pièces papier (3 imprimées).

1774-1775. — Droits seigneuriaux. — « Mémoire pour madame la duchesse d'Elbeuf, dame de Moreuil en Picardie. » Relativement au droit de cayage et de déchargeage sur la rivière de Moreuil. XVIII^es. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient la dame duchesse d'Elbeuf dans

la possession et jouissance des droits de cayage ou quéage et de déchargeage, par elle prétendus sur les denrées et marchandises allant et venant sur le canal ou rivière de Moreuil. » 26 mars 1774 (impr. affiche). — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui demandant des renseignements et son avis relativement à des plaintes qui lui ont été faites sur la perception qui se fait à Abbeville du droit de palette, appartenant au duc de Fleury. Versailles, 10 février 1775. — Lettre de l'Intendant à M. de Fargès, lui accusant réception d'un arrêt du Conseil qui suspend la perception de tous les droits qui se lèvent sur les grains à Abbeville, et particulièrement le droit de palette, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. 3 juin 1775. — « Mémoire sur la perception du droit de palette à Abbeville. » v. 1775. — Réponse de l'Intendant au contrôleur général, s'excusant de son retard par ces mots : « Le mauvais état de la santé de mon subdélégué d'Abbeville m'a forcé, quoique ce soit un très excellent sujet, de lui donner un successeur, mais les ménagements qu'il méritait, eu égard à son mérite et au fâcheux état de sa santé, ont malheureusement apporté beaucoup de lenteur dans les affaires de son département. » 23 octobre 1775. — Mémoire sur une contestation entre M. Jourdain de l'Éloge et les habitants de l'Étoile et de Condé-Folie, relativement au bac de l'Étoile, par M. Le Senne. Doullens, 23 septembre 1775. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, sur le même objet. 1^{er} novembre 1775, — etc.

C. 1215. (Liasse.) — 21 pièces papier (2 imprimées).

1775. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que tous les droits des seigneurs sur les grains, dont la perception n'a pas été suspendue par des arrêts particuliers, continueront d'être perçus. » 20 juillet (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1775). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que, dans six mois, tous seigneurs ou propriétaires de droits sur les grains, seront tenus de représenter leurs titres de propriétés, et nomme des commissaires à l'effet de les examiner. » 13 août (impr. affiche). — « Droits perçus sur la vente des grains. Subdélégation d'Abbeville. » — Id. Ville d'Amiens. — Id. Subdélégation d'Ardres. — Id. Subdélégation de Boulogne. — Id. Subdélégation de Breteuil. — Id. Subdélégation de Calais. — Id. Subdélégation de Doullens. — Id. Subdélégation de Grandvilliers. — Id. Subdélégation de Montdidier. — Id. Subdélégation de Montreuil. — Id. Subdélégation de Péronne. — Id. Subdélégation de

Roye. — Id. Subdélégation de Saint-Quentin. — Id. Subdélégation de Saint-Valery, — etc.

C. 1216. (Liasse.) — 31 pièces papier (9 imprimées).

1776-1790. — Droits seigneuriaux. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant réduction des droits établis sur le canal de Picardie et la rivière d'Oise. » 11 août 1776 (impr. 6 p. in-4°. 1776). — Lettre de la chambre du commerce d'Amiens à l'Intendant, relativement au péage de Picquigny, « le plus intéressant et le plus onéreux au public. Elle a regardé le moment où la baronnie de Picquigny passait dans des mains étrangères, comme le plus favorable pour faire entendre le cri public, et réclamer contre une imposition aussi fatigante, et dont la perception a été un vrai pillage, tant qu'elle s'est faite en nature, et jusqu'à ce que les négociants l'eussent fait convertir en argent, en vertu d'une convention particulière avec feu M. le duc de Chaulnes. Leur respect pour le gouverneur de la province et de la ville, et le haut crédit de la maison de Chaulnes ne leur permit point alors d'aller plus loin ; mais ces motifs ne subsistant plus, nous croyons qu'il est de notre devoir de reprendre cette matière. » Amiens, 29 octobre 1776. — « Péage de Picquigny. Pancarte. » — « Tarif des droits d'acquit et péage sur la rivière de Somme, à cause de la chaîne de Picquigny » (impr. affiche). — « Tarif des droits de travers, péages et passages appartenant à la baronnie de Boves, qui se perçoivent par eau au village de Boves, sur la rivière d'Able (Avre) dite de Moreuil, et par terre, audit Boves, à Sains, Hepécourt, Longueau et Foulloy, confirmés par arrêt du conseil d'État du 1^{er} mars 1735. » 1776. — « Travers et péage appartenant à la baronnie de Boves, confirmés par arrêt du conseil d'État du 1^{er} mars 1735, présentement afferlés. » 7 février 1776. — « Réponse du syndic de Boves à la lettre de M. Ducastel », sur le péage et travers dudit lieu. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui accorde un nouveau délai de six mois aux propriétaires des droits sur les grains, pour remettre les titres de ces droits au greffe de la commission établie pour en faire la vérification », etc. 10 février 1777 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne la remise par les propriétaires y dénommés, ès mains du sieur Dupont, greffier de la commission des péages, des titres des moulins, pertuis, vannes, écluses, arches, bouchis, gors ou pêcheries, sur et au long des rivières navigables, etc. » 5 août 1777 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui maintient le sieur comte de Lannoy, en qualité de seigneur de la terre et pairie

d'Auxy-le-Château en Picardie, dans le droit de mesurage de tous les grains vendus dans ladite ville d'Auxy-le-Château, à raison de 2 sous par chacun setier. » 23 mars 1778 (impr. 8 p. in-4°. Imp. Roy. 1779). — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, relativement au péage de Picquigny. Août 1780. — Mémoire de l'Intendant à M. Necker, sur ladite affaire. Amiens, 12 août 1780. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui demandant ses observations sur les pièces que le duc de Fleury a présentées au bureau des minages pour la vérification du droit de palette qu'il prétend lui appartenir à Abbeville. Paris, 15 mars 1779. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 22 avril 1783. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, sur le même objet. Paris, 23 mars 1785. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les péages établis sur les grandes routes et sur les rivières navigables. » 15 août 1789 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que tous les propriétaires et engagistes des droits de pêche, pêcheries, moulins et autres droits de quelque nature qu'ils puissent être, situés sur les rivières navigables et autres y affluantes, qui n'ont pas satisfait aux arrêts du Conseil des 24 juin et 5 août 1777, seront tenus de représenter, dans 4 mois, pour tout délai, au greffe de la commission des péages, les titres en vertu desquels ils jouissent desdits droits », etc. 5 mai 1783 (impr. affiche). — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur les droits sur les grains que le marquis de Gouy, seigneur de Ressons, perçoit audit lieu, et qui lui ont paru justifiés par les titres qui ont été produits au bureau des minages. Paris, 29 juillet 1784. — « Subdélégation d'Amiens. État des droits qui se perçoivent dans les marchés, sur les bestiaux, denrées et marchandises. » 1788. — Lettre de M. de Montaran à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et ses observations, sur la réclamation faite par quelques habitants du bourg de Formeries, contre le droit de patelle (palette ?) qui se perçoit dans le marché dudit lieu. Paris, 23 janvier 1790. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 10 février 1790, — etc.

C. 1217. (Liasse.) — 10 pièces papier.

XVIII^e s. — Droits seigneuriaux. — Mémoire sur les droits maritimes dont les seigneurs de Saint-Valery jouissent à Saint-Valery et à Cayeux. — « Péage d'Offoy. » — Mémoire sur les bacs établis dans la généralité d'Amiens. — « État des bacs de la

généralité d'Amiens, dont les tarifs ont été arrêtés par des arrêts du Conseil. » — « État des bacs de la généralité d'Amiens, pour lesquels il n'a pas été représenté de titres au greffe de la commission. » — « Subdélégation d'Amiens. Droits perçus sur la vente des grains. » — Accord entre Louis d'Ailly, vidame d'Amiens, seigneur, baron de Picquigny, et l'échevinage d'Amiens, relativement au droit du piquetage. 26 juin 1561. Copie du XVIII^e s. — « Mémoire à l'occasion de plusieurs redevances en blé, que la ville d'Amiens paie au chapitre de la cathédrale et à l'abbaye de Saint-Acheul de la même ville. » — « Extrait du livre noir » de la ville d'Amiens, sur le tonlieu du blé appartenant pour moitié à l'échevinage et à l'évêque, — etc.

C. 1218. (Liasse.) — 9 pièces papier (5 imprimées).

1673-1785. — Domaines. — « Extraict des registres du conseil d'Etat. » Arrêt relatif au droit de petit scel. Versailles, 11 mars 1763 (impr. 3 p. in-fol.) — Ordonnance de l'Intendant, qui fait défenses au sieur Trépagne, greffier des justices civile, criminelle, de la prévôté et de la mairie de Montdidier, et aux greffiers du département, de délivrer aucunes sentences, jugements et ordonnances, que les droits attribués aux gardes minutes n'aient été payés. Amiens, 6 mai 1717 (impr. affiche). — « Édit du Roi, portant suppression et remboursement de plusieurs offices et droits d'offices, et prolongation des droits de don gratuit. » Versailles, avril 1768 (impr. 6 p. in-4°. Imp. Roy. 1768). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, et lettres patentes sur icelui, registrées en la cour des Aides, le 1^{er} juin 1768, qui ordonnent que François Noël, subrogé à François Tessier, par arrêt du Conseil du 5 mai 1768, sera mis en possession de la régie et perception des droits réservés. » 15 mai 1768 (impr. 11 p. in-4°. Imp. Roy. 1768). — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relatif aux droits de greffe, droits réservés et de petit scel. Paris, 18 janvier 1785, — etc.

C. 1219. (Liasse.) — 6 pièces papier (2 imprimées).

1710-1725. — Domaines. — Lettre de M. Ducrocquet, relativement à un recouvrement fait pour l'aliénation des domaines. Amiens, 29 mars 1710. — Ordonnance de l'Intendant relative à une inféodation du domaine du Roi. Arras, 27 mars 1710. — « Publication ; revente des domaines du Roi, province d'Artois. » 1725 (impr. affiche), — etc.

C. 1220. (Liasse.) — 33 pièces papier (12 imprimées).

1719-1786. — Domaines. — « Extrait ou précis des règlements concernant le contrôle des actes et les insinuations laïques, qui doivent être entièrement suivis par des notaires, greffiers et autres officiers de justice qui passent, expédient ou reçoivent lesdits actes, pour éviter la nullité, et les autres peines portées par les dits règlements. » Avril 1719 (impr. 16 p. in-4°. Paris, 1719). — « Arrêts du conseil d'État du Roi : le premier ordonne l'exécution d'une sentence du bureau des finances d'Amiens, par laquelle les nommés Baudier, procureur, et Laydé, partie, ont été condamnés chacun en 300 l. d'amende, pour avoir plaidé sur un exploit, sans avoir fait mention de la date de l'exploit, de celle du contrôle et du nom du contrôleur.... et le second déboute ledit Macaire, greffier, de son opposition au premier arrêt, et le condamne au coût du présent. Paris, 28 novembre 1721 et 2 juin 1722 (impr. affiche). — « Mémoire pour servir d'instruction aux commis à la recette du prêt et droit annuel, pour l'année 1726 » (impr. 7 p. in-4°). — Avis sur la recette du droit annuel des charges et offices de judicature. 1726 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi », relatif au droit de contrôle. 6 juillet 1726 (impr. affiche). — « Ensaisinement. Mémoire instructif pour la perception des droits d'ensaisinement et de contrôle, attribués aux charges de receveurs et contrôleurs généraux des domaines et bois », etc. (impr. 4 p. in-4°. Amiens, 21 août 1737). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui fait défenses à toutes personnes non domiciliées en Artois, d'y aller passer des actes, à peine de nullité desdits actes, et de trois cents livres d'amende, etc. » 2 janvier 1742 (impr. affiche). — Circulaire du contrôleur des domaines de la généralité d'Amiens sur le centième denier et amortissement des biens réputés immeubles. Amiens, 22 juillet 1763 (impr. 3 p. in-4°). — Lettre d'envoi d'un arrêt portant modération sur les droits de contrôle résultant des actes à passer entre les communautés et leurs créanciers. Paris, 25 septembre 1767. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui fait défenses au sieur Tavernier, greffier des insinuations ecclésiastiques d'Amiens, d'enregistrer et insinuer aucuns actes du genre et de la qualité de ceux énoncés en l'art. 1^{er} du tarif du 29 septembre 1772, qu'ils n'aient été préalablement contrôlés », etc. 26 avril 1774 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1774). — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 2 janvier, qui affranchit des droits d'insinuation, centième denier, etc., les baux de

29 années et au-dessous, passés par-devant notaires, ayant pour objets des héritages ruraux. Paris, 7 février 1775. — Lettre de M. de Clugny à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui étend la précédente exemption aux actes connus sous la dénomination de baux à nourriture. Paris, 23 juillet 1776. — « Avis pour l'ouverture de la recette de l'avance des six années du centième denier ou droit annuel, dû par les officiers de justice, police, finances, et autres officiers royaux, conformément aux lettres patentes du 27 février 1780. » 1780 (impr. affiche). — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 9 juin sur les droits de centième denier. Amiens, 25 juin 1782. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un autre arrêt complémentaire du précédent. Paris, 10 décembre 1782. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du 27 septembre, qui ordonne que les lettres de répit, arrêts, sentences et jugements portant surséance générale, seront insinués. Paris, 21 octobre 1782. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui condamne le sieur Lottin, notaire à Oisemont, en la restitution des droits de contrôle de deux actes par lui reçus », etc. 17 février 1784 (impr. affiche). — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, relativement aux remises et modération des droits de centième denier et d'amendes. Paris, 9 mars 1784. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt relatif au droit de centième denier. 8 janvier 1785. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 28 septembre, qui met le sieur Joseph-Basile Poinsignon en possession des droits de contrôle et domaniaux. Paris, 27 novembre 1786, — etc.

C. 1221. (Liasse.) — 13 pièces papier (4 imprimées).

1722-1785. — Domaines. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les bourgeois et habitants des villes d'Amiens et d'Abbeville, seront tenus de payer les droits de francs fiefs. » 31 juillet 1722 (impr. 4 p. in-4°. 1722). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui condamne Antoine Rouillard et sa femme, au paiement du droit de franc fief, d'un moulin banal par eux possédé à titre d'emphytéose, sur le pied du revenu actuel, et sans distraction de la redevance emphytéotique. » 17 mars 1750 (impr. 4 p. in-4°. Paris, 1749). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui confirme une ordonnance de M. l'Intendant d'Amiens, du 30 janvier 1773, et en conséquence, condamne le sieur Scellier au paiement du droit de franc fief de 45 journaux de terre à Audichy (Andechy ?), coutume de Roye », etc. (impr. 12 p. in-4°. Imp.

Roy. 1774). — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, au sujet d'une réclamation du sieur du Bocquet, prêtre, chanoine, pour la restitution d'un droit de franc fief par lui payé. Paris, 6 juin 1781. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du 4 décembre 1782, qui proroge le délai accordé pour déposer aux greffes des intendances les états des droits d'amortissement et de franc fief. Paris, 14 janvier 1783. — Lettre de M. Amelot à l'Intendant, lui envoyant des lettres patentes contenant un état des officiers de bouche et de commun, qui doivent jouir des privilèges des commensaux de la maison du Roi. Versailles, 17 janvier 1783. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui accorde l'exemption du droit de franc fief aux principaux officiers du conseil de la reine, etc. Paris, 23 janvier 1784. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt portant désignation de ceux des commensaux de la maison du Roi qui doivent jouir de l'exemption du droit de franc fief. Paris, 28 mars 1784. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt concernant les débiteurs de droits de francs fiefs. Paris, 13 octobre 1785, — etc.

C. 1222. (Liasse.) — 11 pièces papier (4 imprimées).

1724-1782. — Domaines. — Ordonnance de l'Intendant, relativement au droit de nouvel acquêt dû par les communautés laïques. Amiens, 23 février 1724 (impr. affiche). — « Édit du Roi portant création de quatre cents greffiers des domaines de gens de mainmorte. » Incomplet (impr. in-4°). — Contrainte à la fabrique de Boussicourt, pour le paiement du droit d'amortissement. 5 juillet 1727. — « Lettre circulaire du syndic du clergé d'Amiens », M. Dupuis, chanoine de l'église Saint-Nicolas, sur les amendes exigées par le fermier des domaines de tous les bénéficiers et gens de mainmorte, qui n'ont pas passé leurs baux par devant notaires. Amiens, 18 janvier 1750 (impr. 2 p. in-4°). — « Lettre circulaire du syndic du clergé d'Amiens », sur l'obligation par les gens de mainmorte de passer leurs baux par-devant notaires. Amiens, 9 août 1752 (impr. 4 p. in-4°). — « Déclaration que font les religieux et prieur de la chartreuse de Saint-Honoré lez Abbeville, pour satisfaire à l'édit du Roi du 17 août 1750, et aux ordonnances de M. l'Intendant de la généralité d'Amiens, du 12 septembre ensuivant. » 15 février 1751. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt pour la per-

ception des nouveaux 2 s. par livre sur les droits d'usages dûs par les communautés laïques. Paris, 24 septembre 1782. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt concernant les formalités à observer pour constructions et reconstructions de bâtiments appartenant aux gens de mainmorte. Paris, 23 octobre 1785, — etc.

C. 1223. (Liasse.) — 13 pièces papier (8 imprimées).

1740-1775. — Domaines. — « Décision du Conseil » relative aux domaines de la Bretagne. 12 décembre 1740 (impr. 3 p. in-fol). — « Copie de la lettre écrite par M. Trudaine à M. Chauvelin, le 22 septembre 1742 », au sujet de réparations à la maison de la Garenne de Wimille. — Vente des moulins le Comte près la ville d'Aire. 1745 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, relatif aux droits de vicomté de Calais. » Au camp sous Tournai, 5 juin 1545 (impr. affiche). — Adjudication du droit de vicomté à Calais. 10 février 1764 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que, par le sieur intendant en la généralité d'Amiens et d'Artois, il sera procédé à la vente, à titre d'arrentement, de 16 journaux ou environ, de terres vaines et vagues, sur le bord de la mer, qui s'étendent depuis l'écluse appelée des Masures, jusqu'aux deux nocques de Quend. » 13 mai 1749 (impr. affiche). — « De par le Roi, adjudication à faire à la citadelle d'Amiens, d'un bâtiment, quatre meules et de deux moulins à blé. » 13 mai 1753 (impr. affiche). — « Nouveaux quatre sols pour livre » Amiens, 18 décembre 1759 (impr. 2 p. in-4°). — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête du nommé Torchon, laboureur à Berny, demandant la permission de construire un moulin sur une pièce de terre, qu'il tient en fief du Roi à Deniécourt. Paris, 13 janvier 1775. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Le moulin demandé lui paraît devoir être de la plus grande utilité. Péronne, 8 février 1775, — etc.

C. 1224. (Liasse.) — 32 pièces papier (1 imprimée).

1775-1783. — Domaines. — « État des acquisitions faites par les maire et échevins de la ville d'Amiens, dont les droits d'amortissement sont dûs au fermier des domaines. » — Requête de Joseph Godet, sous-fermier des domaines et droits d'amortissement en la généralité d'Amiens, à l'Intendant, lui envoyant ledit état, que les maire et échevins d'Amiens refusent de payer. 13 juillet 1755. — Notes sur ladite affaire. 6 décembre 1756. — État de la recette et dépense de l'octroi de dix sols par velte d'eau-de-vie et autres. 7 janvier 1757. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que les

dots droits seigneuriaux seront payés sur l'octroi de Picardie. Amiens, 19 janvier 1757. — Autre ordonnance de l'Intendant, sur le même objet Amiens, 10 février 1757. — Lettre de M. Jacquin à l'Intendant, relativement aux droits seigneuriaux dûs au domaine par la ville d'Amiens. Amiens, 24 décembre 1758. — « Mémoire sur les droits d'amortissement demandés à la ville d'Amiens, à cause des différentes acquisitions et reconstructions faites par les maire et échevins, suivant l'état présenté à M. l'Intendant par le fermier. » 1759. — Notes sur ladite affaire. — « État des droits d'amortissements et seigneuriaux dûs par l'hôtel-de-ville d'Amiens, à cause des différentes acquisitions et reconstructions faites par MM. les maire et échevins de ladite ville, pour l'établissement des fontaines publiques, faire un hôtel d'Intendance, embellir le grand marché, et faire deux petites promenades aux portes de Beauvais et de Noyon. » — « État des maisons acquises par MM. les maire et échevins de la ville d'Amiens, dont les droits seigneuriaux n'ont point été payés. » — Lettre de M. Langlois à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des officiers municipaux d'Amiens, qui demandent que différentes acquisitions qu'ils ont faites, soient approuvées par un nouvel arrêt du Conseil, sur lequel il sera expédié des lettres patentes. Paris, 24 juin 1768. — « Arrêt du Conseil d'État du Roi, qui déboute le receveur des domaines d'Amiens, de sa demande en cassation d'une sentence du bureau des finances de la généralité d'Amiens, du 3 août 1771, concernant la perception des droits seigneuriaux dus au Roi, à cause de sa directe dans la ville et banlieue d'Amiens ; et qui ordonne que ladite sentence sera exécutée selon sa forme et teneur », etc. 10 novembre 1778 (impr. 11 p. in-4°). — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui demandant l'autorisation de prendre sur la caisse de l'octroi de 20 s. le droit d'amortissement de 1,001 l., 4 s., 3 d. demandé par M. de Montauban, contrôleur ambulant des domaines, pour la maison ci-devant occupée par M. de la Combe. Amiens, 15 février 1783. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, le remerciant de les avoir autorisés à prendre ladite somme sur la caisse de l'octroi. Amiens, 7 mars 1783, — etc.

C. 1225. (Liasse.) — 9 pièces papier (2 imprimées).

1761-1781. — Domaines. — Lettre de M. de Courteille à l'Intendant, sur une observation faite par

le sieur Palisot, de Beauvais, receveur général des domaines et bois de Flandres et Artois, relativement à une somme de 1,960 l. ordonnancée sur le domaine, pour l'entretien des moulins de Hesdin. Paris, 18 novembre 1761. — Avis de l'adjudication du domaine de Péronne, pour le 28 juillet 1768 (impr. affiche). — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, sur une demande faite par le sieur Corbeau d'Épehy, de construire un moulin à vent sur un terrain à lui appartenant, et faisant partie du fief de Salleroux, dépendant du Roi. Paris, 12 juin 1772. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. La demande peut être accordée sans inconvénient. Péronne, 6 juillet 1772. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, lui demandant ses observations sur une réclamation de l'administration des domaines, sur la fixation du droit établi à l'occasion du testament d'Alexandre Fontaine et sa femme, ménagers à Vauchelle. Paris, 27 septembre 1781, — etc.

C. 1226. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1773-1774. — Domaines. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, relativement à un échange fait entre M. de Nointel et le Roi, de la terre du Pin qui appartenait à M. de Nointel et de celle de Noyelles-sur-Mer, qui lui a été donnée en échange ; il le prie, pour hâter l'achèvement des formalités nécessaires pour la consommation de cet échange, de commettre une personne sûre et compétente, pour estimer la valeur de la seigneurie de Noyelles et de ses dépendances. Compiègne, 15 août 1773. — Lettre de M. de Branlicourt à l'Intendant, lui proposant, pour faire ladite opération, M. Dargnies de Fresnes, avocat et lieutenant en la maîtrise des eaux et forêts d'Abbeville. Abbeville, 22 août 1773. — « Observations sur le procès-verbal d'estimation de la terre et seigneurie de Noyelles-sur-Mer et de ses dépendances, du 23 août et jours suivants 1773. » Par M. de Branlicourt. Abbeville, 23 octobre 1773. — Lettre de M. Dargnies de Fresnes, observant que « M. de Nointel, qui est toujours très ardent dans ses poursuites, ne m'a pas donné de relâche, que cela (son procès-verbal d'estimation) ne fut fait. Il a fallu quitter tout pour travailler pour lui, et nos autres affaires ont essuyé un retard, dont je me ressens encore. Il n'est pas aussi pressé pour acquitter ce qu'il me doit, ainsi qu'aux indicateurs que j'ai été obligé de choisir. » Abbeville, 19 décembre 1773. — Ordonnance de 720 l. pour les honoraires de M. Dargnies. 17 février 1774, — etc.

C. 1227. (Liasse.) — 20 pièces papier (2 imprimées).

1775-1790. — Domaines. — Lettre de l'Intendant à M. Trudaine, pour appuyer une demande faite par le sieur Jacquin, ci-devant directeur des domaines d'Amiens, que sa pension de retraite fixée à 1,500 l., soit augmentée après la mort du sieur Gallois, ancien directeur des contrôles de la même ville, et qui jouit d'une pension de 4,000 l. 1^{er} novembre 1775. — Réponse de M. Trudaine à l'Intendant. Il vient d'écrire très fortement aux fermiers généraux, en faveur du sieur Jacquin. Montigny, 10 novembre 1775. — Avis de l'adjudication pour le 29 décembre 1777, de 27 lottées de bois blancs, ormes, etc., entre La Neuville et Cappy (impr. affiche). — « Mémoire contenant les éclaircissements et observations demandés par M. le comte d'Agay... au sieur de Fiéville, son subdélégué à Péronne... sur le mémoire présenté par M. le marquis d'Estourmel, mestre de camp en second du régiment de Conty-Dragons, pour obtenir du Roi la cession du droit de retrait d'un fief situé à Cappy, mouvant de Sa Majesté, à cause de son château de Péronne. » 15 mai 1777. — Lettre de l'Intendant à M. de Monthion, garde des sceaux du comte d'Artois, sur la concession faite par ledit comte au sieur de Lormoy, d'un terrain dans le Marquenterre. — « Extrait de l'instruction sur la comptabilité des états du Roi des domaines et des bois » (impr. 10 p. in-4°. 1781). — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur des propos injurieux qui auraient été tenus par le sieur Duflégard, contre le vérificateur des domaines de la généralité d'Amiens. Paris, 22 mai 1784. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, sur ladite affaire. Paris, 19 juin 1784. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 11 novembre, qui ordonne qu'en conformité de l'édit de septembre 1704, etc., les formalités des actes d'affirmations de voyages, seront exécutés dans les justices seigneuriales comme dans celles royales, et qu'en conséquence, il sera établi des commis pour recevoir ces actes, dans tous les sièges de justices seigneuriales. Paris, 15 décembre 1784. — « Municipalité de Faverolles. État des domaines et forêts du Roi, biens patrimoniaux des princes du sang, de l'ordre de Malte et des hôpitaux, situés dans l'étendue de ladite municipalité. » 1788. — Id. Forestmontiers. — « Extrait de la lettre de M. Dufresne à M. de la Millière, du 10 février 1790 », relativement aux états de toutes les créances sur le Roi, dont la liquidation n'est pas encore faite. — Lettre de M. de

la Millière à la commission intermédiaire d'Amiens, lui envoyant ladite lettre, avec quelques observations sur les pièces à fournir au comité de liquidation, pour constater les créances du département des ponts et chaussées sur le Roi. Paris, 2 mars 1790, — etc.

C. 1228. (Liasse.) — 42 pièces papier (2 imprimées).

1697-1737. — Biens des Religionnaires. — État des pièces produites à l'Intendant, par Pierre Fasquel, Marie-Adrienne Taufour, Pierre Thorin, et Marie-Anne Taufour. XVIII^e s. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, relativement à la régie générale des biens des religionnaires fugitifs. Paris, 7 février 1716. — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt qui ordonne que le conseil de conscience aura la conduite et direction du tiers des revenus des archevêchés, évêchés, abbayes et autres bénéfices à la nomination du Roi, ainsi que des biens de ceux de la religion réformée. Paris, 10 août 1716 (impr. 3 p. in-4^o). — Lettre du conseil de conscience à l'Intendant, lui envoyant ledit arrêt, et lui demandant un état de tous les biens des religionnaires de son département, du prix des baux, du montant des rentes, etc. Paris, 7 septembre 1716. — Mémoire du sieur Jacquin, fondé de procuration pour la régie des biens des religionnaires de la généralité d'Amiens, sur ladite régie. Amiens, 13 février 1716. — Lettre de l'Intendant à M. de la Vrillière sur la régie des biens des religionnaires. Amiens, 17 février 1716. — Procès-verbal d'adjudication d'une maison, sise à Saint-Valéry, saisie sur Mathieu Mercier, religionnaire fugitif en Hollande. 7 juin 1717. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui approuve, autorise et confirme le bail fait à Pierre Duchesne, des revenus des biens de ceux de la religion prétendue réformée, qui sont ou seront ci-après mis en régie », etc. Paris, 6 septembre 1717 (impr. 4 p. in-4^o). — « Mémoire et instruction de ce qu'il faut faire, pour l'exécution de l'arrêt du Conseil du 6 septembre 1717 », etc. — Ordonnance qui envoie le régisseur des biens des religionnaires, en possession des biens de Anne de la Croix, de la paroisse de Saint-Etienne, convaincue d'être morte dans la religion réformée. 1^{er} octobre 1718. — Lettre de l'archevêque de Bordeaux à l'Intendant, lui marquant que le régent a reconnu que, quelque protection qu'il eut donnée à la régie des biens des religionnaires « dont le Roi applique les fonds à des usages si louables, cependant cette même régie n'a point produit tout ce que l'on aurait dû espérer, ce qui fait craindre qu'il faudrait diminuer les pensions

et les gratifications, à moins que MM. les Intendants ne donnent une nouvelle attention à cette affaire. C'est pourquoi S. A. R. m'a donné l'ordre de vous écrire de sa part, pour vous exhorter à apporter toute votre application, pour que les édits, déclarations et arrêts du Conseil, et ordres qui ont été donnés sur ce sujet, soient exécutés, et Son Altesse Royale souhaite que, conformément aux ordres du feu roi, et à ceux qui ont été donnés depuis la régence, on n'accorde aucune main levée dans les provinces, sans qu'elle ait été informée des raisons, et qu'elle ne les ait approuvées. J'ose vous assurer que vous ne pouvez rien faire qui soit plus agréable à S. A. R., que d'apporter toute votre attention, pour soutenir un ouvrage si digne du zèle de Sa Majesté. » Paris, 14 août 1719. — Placet de Pierre Bardin, demandant qu'on lui donne des biens dont jouissait son frère mort relaps. 1719. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, lui demandant son avis sur ledit placet. Paris, 9 mai 1719. — Mémoire de M. de Basinghen à l'Intendant, sur ladite affaire. Boulogne, 19 juin 1719. — Nouveau placet de Pierre Bardin. 1723. — Mémoire de M. de Basinghen à l'Intendant. Boulogne, 11 mai 1723. — Nouveau mémoire de M. de Basinghen. Boulogne, 27 août 1723, — etc.

C. 1229. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1720-1722. — Biens des Religionnaires. — Ordonnance qui envoie le receveur des biens des religionnaires fugitifs, en possession des biens d'un individu réfugié en Hollande. Amiens, 20 mars 1720. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, lui demandant son avis sur un placet du sieur Bidal, bourgeois de Calais, qui demande confirmation de la vente par lui d'une maison dans ladite ville. Paris, 24 janvier 1722. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Vrillière, sur ladite affaire. Amiens, 14 février 1722. — Lettre de l'évêque de Nantes à l'Intendant, relativement au renouvellement des baux des biens des religionnaires. Paris, 28 mars 1722. — Lettre de l'évêque de Nantes à l'Intendant, à l'effet de restreindre le nombre des mains levées des biens des religionnaires, le revenu de la régie desdits biens étant diminué d'un grand tiers. Paris, 31 juillet 1722. — Note constatant qu'il n'y a de biens en régie dans la généralité d'Amiens, que quelques portions de terre aux environs de Calais, et une maison inhabitable à Saint-Valéry. 1722, — etc.

C. 1230. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1722-1746. — Biens des Religionnaires. — Or-

donnance de l'Intendant, relative aux biens appartenant à Pierre-Marie Carré et à Nicolas Carré. 27 mars 1780. — Procès-verbal d'adjudication de quatre maisons, sises à Amiens, rue des Clairons, provenant de Pierre Carré, religionnaire fugitif. 4 décembre 1724. — « Estimation des réparations les plus urgentes à faire, pour la conservation de quatre maisons locatives, dépendantes du domaine du Roi, situées dans la rue des Clairons, de la ville d'Amiens. » Amiens, 21 mars 1727. — « Devis et conditions auxquelles seront obligés ceux qui entreprendront les réparations » desdites maisons. Amiens, 19 mai 1727. — Devis des réparations auxdites maisons. Amiens, 25 mars 1729. — Toisé desdites réparations. 15 juillet 1729. — Placet de Marie Finet, demandant que lesdites quatre maisons soient données aux enfants de feu Paul Bridel, nouveau converti. 1730. — « Mémoire en réponse au placet présenté au Roi par Marie Finet, veuve de Jean Vualet », etc. 1730. — Procès-verbal de visite desdites maisons, par Claude Balledent, maître charpentier et entrepreneur. 28 juillet 1733. — « État sommaire » des travaux à faire auxdites maisons. Amiens, 29 juillet 1733. — Mise en adjudication desdites maisons 1733. — Lettre de M. de Saint-Florentin à l'Intendant, lui demandant si l'on ne pourrait pas trouver quelqu'un qui prendrait lesdites maisons à rente perpétuelle. Versailles, 3 mars 1746, — etc.

C. 1231. (Liasse.) — 15 pièces papier (2 imprimées).

1723-1724. — Biens des Religionnaires. — « Mémoire sur la requête d'Anne Dufay, demeurant à Boulogne », par M. de Bazinghen. Boulogne, 1^{er} août 1723. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui commet le sieur Plessart, bourgeois de Paris, pour faire la régie des revenus des biens des religionnaires réfractaires aux ordres du Roi, dans les provinces et généralités du royaume. » 22 février 1724 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui fait défenses aux seigneurs des fiefs dans la mouvance desquels se trouveront les biens des religionnaires, de les saisir féodalement, faute de foi et hommage, pour droits non payés, tant qu'ils sont ès mains de Sa Majesté », etc. 12 février 1724 (impr. affiche). — Lettre de l'archevêque de Rouen à l'Intendant, pour la mise en régie des biens des religionnaires fugitifs. Paris, 10 mai 1724. — Lettre de M. Dodun à l'Intendant, le priant de vérifier si, dans sa généralité, des réformés ont acquis des offices de maires ou autres offices municipaux. Versailles, 23 mai 1724, — etc.

C. 1232. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1725-1726. — Biens des Religionnaires. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements, sur un placet par lequel le sieur Odol de Saint-Cristol, garde du Roi, demande à être remis en possession des biens qui auraient appartenu à sa femme, nouvelle convertie, si elle était venue en France dans le temps prescrit. Versailles, 20 février 1725. — Mémoire de l'Intendant au marquis de la Vrillière, sur ladite affaire. Amiens, 24 février 1725. — Mémoire pour rendre compte des biens du nommé Morel, fugitif. 22 septembre 1725. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, lui demandant son avis sur la demande par le sieur Regnault, notaire à Boulogne, d'être autorisé à vendre quelques biens fonds. Marly, 20 mars 1725. — « Intendance d'Amiens. Pensionnaires. » XVIII^e s. — Mémoire de M. Denoyelle, sur la demande faite par les héritiers de Jacob du Castel, sieur de Millefleur, religionnaire fugitif, à l'effet d'être autorisés à vendre une ferme qui leur vient du dit Millefleur. Calais, 4 février 1726, — etc.

C. 1233. (Liasse.) — 21 pièces papier (1 imprimée).

1727. — Biens des Religionnaires. — Lettre de l'archevêque de Rouen à l'Intendant, sur la demande par le nommé Boucher, d'Andainville, aux fins d'obtenir main levée des biens de François et de Marie Baurain, fugitifs. Paris, 18 février. — Mémoire de l'Intendant, sur ladite affaire. 24 avril. — Lettre de l'archevêque de Rouen à l'Intendant, l'informant que le Roi a accordé une pension de 100 l. au nommé Petit, nouveau converti, de Wargnies. Paris, 8 juin. — « Extrait entre le sieur Plessart, chargé de la régie des biens des religionnaires fugitifs hors du royaume, et Cyprien Testart, marchand à Saint-Quentin. » Août. — Lettre de M. Le Peletier à l'Intendant, sur une lettre des maieur et échevins d'Abbeville « par laquelle ils marquent que le sieur Bourbon, receveur du grenier à sel de cette ville, passe pour être de la religion prétendue réformée, ainsi que toute sa famille, et ils ajoutent que, quoiqu'il fréquente de temps en temps les églises, le curé et les prêtres de sa paroisse ont assuré n'avoir aucune connaissance qu'il fit son devoir pascal, non plus que son épouse. » Paris, 6 août. — Réponse de l'Intendant à M. Le Peletier. « Ce qui a été exposé par les maieur et échevins est exactement vrai. » Amiens 15 avril. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui

règle la forme qui doit être observée dans la passation des baux des biens qui sont en régie, et qui y entreront à l'avenir. » 26 août (impr. 3 p. in-4°). — Ordonnance sur les biens de Marie Godière, fugitive. 5 septembre. — Lettre de l'évêque de Noyon à l'Intendant, l'informant que « M^{lle} de Villers, de la religion prétendue réformée.... vient de donner des marques d'une bonne catholique, s'étant confessée plusieurs fois, et ayant communie à sa paroisse avec beaucoup d'édification. Elle a gardé auprès d'elle, plusieurs mois, un père capucin, en qui elle avait confiance, pour s'instruire, et cela est venu à bien, grâce au Seigneur. Il y avait longtemps que j'avais ouï dire que sa sœur la retenait, et que, sans elle, elle aurait pris il y a longtemps le bon parti. La suite a prouvé la vérité, car, depuis la mort de sa sœur, elle a commencé à entendre la raison. » Il lui demande sa protection, pour lui faire restituer la terre de Guilmont saisie sur sa sœur, morte dans la religion protestante. Noyon, 16 octobre, — etc.

C. 1234. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1728-1729. — Biens des Religionnaires. — Ordonnance sur les biens de Marie Godière, religionnaire, acquis par Louis Heu de Chempuis. 8 février 1728. — Lettre de M. de Saint-Florentin à l'Intendant, sur la permission demandée par plusieurs particuliers demeurant près de Lille, de vendre un bien commun près de Calais. Versailles, 16 juin 1728. — Lettre de M. Basinghen à l'Intendant, sur la demande faite par Josias-Joseph de la Haye et P. Dumont, demeurant à Fécamp, pour être autorisés à vendre des rentes. Boulogne, 22 juillet 1728. — Ordonnance sur les biens d'Élisabeth de Sains de Guillemont, morte en 1727 dans la religion protestante. 12 mars 1729. — « Mémoire contenant les éclaircissements demandés par le placet que la demoiselle de Wailly-Sainte-Beuve a présenté, pour avoir la confiscation de la terre de Guillemont. » — Lettre de M. de Saint-Florentin à l'Intendant, sur la demande par le sieur Dumontier, marchand à Saint-Quentin, de la confiscation prononcée contre son père « pour crime de relaps. » Versailles, 21 août 1729. — Lettre de M. de Saint-Florentin à l'Intendant, sur un placet par lequel le sieur de Bussy demande la confirmation d'une donation à lui faite par sa femme, par leur contrat de mariage, faite par elle, étant nouvelle convertie, d'en avoir obtenu la permission. Versailles, 25 septembre 1729. — « État des effets appartenant à la veuve Samuel Dumontier », — etc.

C. 1235. (Liasse.) — 22 pièces papier.

1730. — Biens des Religionnaires. — Ordonnance sur les biens abandonnés à Chempuis par Jacob Dourden, religionnaire fugitif. 11 juillet. — Requête à l'Intendant, par Toussaint Brunel, d'Acheux, dont les biens ont été confisqués comme religionnaire. — Ordonnance sur les biens de Jacques Fauquet, charron à Acheux, religionnaire fugitif. — « Requêtes et pièces, pour la dame veuve du sieur Fésacquet, demeurant à Calais, ci-devant chargé de la régie des biens des religionnaires fugitifs, ou dont les biens ont été confisqués, au gouvernement de Calais et d'Ardres, contre le sieur Plessart, régisseur général desdits biens. » — Ordonnance sur les biens de Jean Liennard, de la paroisse de Marck, religionnaire fugitif. 18 août. — Ordonnance de l'Intendant, relative aux biens de Jeanne-Catherine Veckens, religionnaire. Amiens, 28 septembre. — « Succession d'Antoinette Lacherois, qui avait été de la religion prétendue réformée, décédée en la ville de Ham en l'année 1714 », — etc.

C. 1236. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1731. — Biens des Religionnaires. — Mémoire sur les biens de Samuel Dumontier, marchand à Saint-Quentin, religionnaire. 30 janvier. — Ordonnance de l'Intendant sur les biens de plusieurs religionnaires de Saint-Quentin. 30 janvier. — Ordonnance sur les biens d'Anne de Grotte, veuve Dumesnil, religionnaire. Amiens, 17 février. — Lettre de M. de Saint-Florentin à l'Intendant, sur l'autorisation demandée par la dame de Chipilly, de vendre la terre de ce nom. Fontainebleau, 15 juin. — « Ordonnance qui autorise le régisseur général des biens des religionnaires, à faire vendre les meubles et effets, etc. abandonnés par Jacques Fauquet, charron au village d'Acheux, professant la religion prétendue réformée. » Amiens, 10 juillet. — Ordonnance sur les biens des nommés Tulle, religionnaires fugitifs. Amiens, 3 décembre. — Ordonnance sur les biens de Jacob Dourden, religionnaire fugitif. 22 décembre, — etc.

C. 1237. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 17 papier.

1731-1738. — Biens des Religionnaires. — Lettre de M. de Saint-Florentin à l'Intendant, sur un placet de MM. d'Houdetot-Colombes, « qui se plaignent de ce que le régisseur des biens des religionnaires fugitifs, a fait saisir les biens du feu seigneur de Bernapré, leur parent, et dont ils sont héritiers, quoique le procès n'ait point été fait à sa mémoire, et que, par conséquent, il

soit censé mort catholique. » Marly, 29 septembre 1731. — Arrêt du conseil d'État, qui fait don et remise de la dite confiscation aux héritiers des seigneurs de Bernapré. Versailles, 12 août 1732. — Lettre de M. Pfyster, major au régiment de Besenval, à l'Intendant, pour lui recommander M. d'Houdetot, son beau-frère, héritier du seigneur de Bernapré. Arras, 7 juillet 1732. — « Mémoire pour M. le comte de Flassan, capitaine dans le régiment de la Mark-Allemand, le plus proche, à cause de madame son épouse, à se dire et porter héritier du sieur Routtier de Bernapré. » — « Jugement souverain et en dernier ressort, du 23 janvier 1734, concernant la succession de Daniel Routtier, seigneur de Bernapré. » — Lettre de M. de Saint-Florentin à l'Intendant, devant lequel MM. d'Houdetot ont été renvoyés, pour procéder au partage de la succession du seigneur de Bernapré, mort relaps. « Il est revenu au Roi que l'aîné de ces messieurs s'est emparé de tous les effets, dont il jouit, et que, sous prétexte que le partage n'est pas jugé, il ne donne rien à ses cadets, qui sont réduits à une extrême misère. Ayez, s'il vous plaît, agréable de lui faire dire que Sa Majesté en est très mécontente, et que, s'il ne donne pas au plus tôt à ses cadets de quoi subsister, elle révoquera la grâce à son égard. » Versailles, 21 janvier 1735. — « Mémoire contenant les motifs du jugement en dernier ressort rendu le 5 juillet 1737 par le sieur Chauvelin, et les officiers du bailliage d'Amiens, entre les sieurs de Houdetot et consorts, la demoiselle Miffant et la demoiselle de Courcelles. » 1738, — etc.

C. 1238. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1733. — Biens des religionnaires. — « État des affaires portées devant M. l'Intendant, et qui sont indécises au 8 mars 1733. » — « Rapport des experts qui ont procédé à la visite et estimation des biens abandonnés par Dourden, religionnaire fugitif, du village de Champuis. » 21 août. — Lettre de M. Orry à l'Intendant, l'informant que le Roi a sursis à la décision de toutes les demandes concernant les biens des Religionnaires en régie. Versailles, 5 septembre. — Lettre de M. de Saint-Florentin à l'Intendant, l'informant que le Roi a accordé au comte de Muy la direction des économats et du revenu des biens en régie. 20 octobre, — etc.

C. 1239. (Liasse.) — 10 pièces papier (1 imprimée).

1734. — Biens des Religionnaires. — « État des biens des Religionnaires dans la généralité

d'Amiens, lesquels se trouvent en régie au 1^{er} janvier 1734. » — Lettre du comte du Muy à l'Intendant, l'informant qu'il a été décidé qu'on vendra autant qu'il se pourra des biens des Religionnaires, à bail à rente perpétuelle. Versailles, 3 février. — Mémoire sur les biens de Jean Philippe, de Saint-Valery, religionnaire fugitif. — Autorisation à Salomon, Rachel et Judith Doye, de vendre 23 mesures de terre. Amiens, 5 juin. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que.... le sieur Plessart ci-devant chargé de la régie des biens des Religionnaires fugitifs ou réfractaires aux ordres de Sa Majesté remettra à Jacques Lambert et ses cautions un État de lui certifié, des sommes qui restent dues à la régie par lui faite, jusqu'au dernier décembre 1733 ; le recouvrement desquels restes sera fait par le dit Lambert et ses commis », etc. 24 octobre (impr. 8 p. in-4° Paris, 1734), — etc.

C. 1240. (Liasse.) — 27 pièces papier (1 imprimée).

1735-1740. — Biens des Religionnaires. — « Généralité d'Amiens, et département de Calais. État des sommes qui restent à recouvrer de la régie du sieur Plessart. » 22 août 1735. — « Extrait du procès d'entre Paul Plessart, régisseur des biens des Religionnaires réfractaires aux ordres du Roi, demandeur en saisie et défendeur sur main levée, contre Marie-Madeleine Héronnard, veuve d'André Devismes, tutrice de ses enfants mineurs, héritiers dudit Devismes, leur père. » Amiens, 3 décembre 1735. — « Mémoire pour répondre à l'état des biens des Religionnaires. » XVIII^e s. — « Arrêt du conseil d'État du Roi qui ordonne que tous possesseurs, fermiers, locataires et détenteurs des biens en régie, seront tenus de payer et vider leurs mains en celles du sieur Lambert... de tous les fermages, loyers ou arrérages de rentes échus ou par eux dus, pour raison des dits biens », etc. 25 janvier 1737 (impr. 3 p. in-4° Paris, 1737). — « Mémoire sur la requête présentée à Mgr. l'Intendant, par Louis Pilote et Marie-Jeanne Le Roux, sa femme, demeurants au bas Marcq, dépendance de Calais. » 1737. — Mémoire et réponse relativement aux biens du comte d'Aumale en Picardie. 1737. — Ordonnance relative aux biens du sieur Daumale, religionnaire fugitif. Amiens, 12 septembre 1737. — Requête de Jean Dunat, syndic de Beaudéduit, à l'Intendant, relativement aux biens d'Abraham Cozette, religionnaire fugitif. Beaudéduit, 7 novembre 1737. — Mémoire relatif aux biens des enfants de Samuel d'Hoye et d'Élisabeth Caufour. 1737. — « Ordonnance sur la requête de la dame

veuve Schmid, en exécution de l'arrêt du Conseil du 14 février 1739. » Amiens, 30 avril 1739. — « Mémoire contenant l'avis de M. Chauvelin, intendant de Picardie et Artois, sur la requête présentée au Conseil par dame Élisabeth Georges, veuve du sieur Thomas Schmid, du canton de Glaris en Suisse, contre Jean, Daniel et François-Joachim Houdetot, la dame veuve du sieur Daniel Houdetot de Colomby, la dame veuve du sieur de Thory, le sieur Magdaleny, tous héritiers du sieur Daniel Routier de Bernapré. » Amiens, 24 décembre 1740, — etc.

C. 1241. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1740-1746. — Biens des Religionnaires. — Ordonnance relative aux biens de Marie Piffremont, religionnaire fugitive. 17 janvier 1740. — Lettre de M. Prouville à l'Intendant, lui demandant pour Suzanne Lecouvreur, veuve d'Étienne Ledé, l'autorisation de vendre sa maison. Dieppe, 29 mars 1740. — Ordonnance relative à une censive sur une pièce de terre sise au Mazis, provenant du nommé Beaurains, religionnaire fugitif. Amiens, 8 mars 1741. — Requête à l'Intendant relativement aux biens des frères et sœurs Doye, religionnaires fugitifs. v. 1741. — « Mémoire sur deux requêtes présentées à Mgr. Chauvelin, intendant de Picardie et Artois, par Pierre Dehalluin, laboureur en la paroisse d'Andres et Suzanne Gruzon, sa femme. » 24 août 1740. — Lettre de l'Intendant à M. Machart, subdélégué à Saint-Valery, sur la demande faite par Suzanne-Madeleine Picavet d'être autorisée à vendre deux maisons à Saint-Valery. Amiens, 8 novembre 1740. — Réponse de M. Machart à l'Intendant ; il y a lieu d'accorder la demande. Saint-Valery, 14 novembre 1740. — Ordonnance de l'Intendant sur les biens de Jacques Dourdent, de Chempuis, religionnaire fugitif. 25 janvier 1742. — Ordonnance sur les biens de Jacques Courtois de Scarrière et Marie Goubard, sa femme, de Marquise, religionnaires fugitifs. 10 juillet 1746, — etc.

C. 1242. (Liasse.) — 5 pièces papier (1 imprimée).

1782-1789. — Biens des Religionnaires. — Arrêt du conseil d'Etat relativement aux biens de Mathieu Nourtier, religionnaire fugitif. Versailles, 21 juin 1782. — Mise en adjudication des biens du dit Nourtier, pour le 5 novembre 1782 (impr. affiche). — Mémoire de M. Derveloy relativement aux dits biens. Amiens, 17 avril 1789. — Mémoire sur la régie des biens des religionnaires. XVIII^e s. — etc.

C. 1243. (Liasse.) — 4 pièces papier (2 imprimées).

1673-1781. — Timbre. — « Arrest du conseil d'Etat du Roy portant permission à Maître Michel de Praly, fermier général des formules, ses procureurs et commis, de visiter les productions des parties, et de tirer les pièces d'icelles qui se pourroient trouver non timbrées. » Versailles, 11 novembre 1673 (impr. 3 p. in-4^o). — « Arrest du conseil d'État du Roy portant défenses à tous officiers, ministres de justice et autres, de se servir d'autre papier et parchemin timbré que de celui qui est destiné pour chacun d'eux, ny de le barrer, lacérer ou couper, pour faire servir un acte à plus autres. » Saint-Germain-en-Laye, 16 décembre 1673. (impr. 3 p. in-4^o). — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant lui envoyant un arrêt du Conseil, qui ordonne que les registres des communautés, fabriques et confréries ne pourront être tenus que sur papier timbré. Paris, 6 octobre 1784. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, sur les papiers et parchemins timbrés de mauvaise qualité. Paris, 18 décembre 1784.

C. 1244. (Liasse.) — 10 pièces papier (7 imprimées).

1702-1765. — Affaires militaires. — Enrolement de 178 hommes à fournir par la ville d'Amiens. 10 janvier 1702 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant relative à la défense de la Somme. Amiens, 30 juillet 1707 (impr. affiche). — Lettre de M. d'Argenson à l'Intendant, lui envoyant une ordonnance royale concernant les nouveaux bataillons qui doivent être formés l'hiver suivant, et lui donnant ses instructions à cet effet. Versailles, 15 février 1748. — « Instruction pour les subdélégués de l'intendance de Picardie, relativement aux opérations des recrues. » 1^{er} janvier 1764 (impr. 3 p. in-fol. Amiens, 1764). — « Modèle du registre à tenir par les préposés aux recrues, relativement à l'art. 16 de l'instruction à eux donnée. » 20 mars 1764 (impr. 4 p. in-fol.). — Joachim Lucas, passé par les verges, pour s'être rengagé après avoir congédié pour cause d'épilepsie. 9 juillet 1764 (impr. affiche). — « De par le Roi, instruction pour servir à compter du 1^{er} janvier 1765, aux préposés à la levée des recrues dans la généralité d'Amiens. » 1^{er} janvier 1765 (impr. 8 p. in-fol. Amiens, 1765), — etc.

C. 1245. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 23 papier (9 imprimées).

1719-1788. — Affaires militaires. — Sauvegarde pour l'abbaye du Mont Saint-Martin, par le maréchal

de Montesquieu-Artaignan. Au camp sous Cambrai, 10 mai 1710 (impr. affiche). — « Traité des contributions. » Douai, 9 juillet 1710 (impr. 4 p. in-4°). — Ordonnance d'Eugène-Marie de Béthisy, marquis de Mézières, lieutenant général des armées du Roi, gouverneur des villes et citadelles d'Amiens et de Corbie, grand bailli dudit Amiens, et commandant pour le Roi en Picardie, Artois, Soissonnais, Champagne, Hainaut, Normandie et Ile de France, relativement à l'interdiction du port d'armes. Amiens, 15 janvier 1719 (impr. affiche). — « Copie de la lettre écrite par M. Dangervilliers à M. Chauvelin, le 12 juin 1729 », relativement aux billets de l'extraordinaire des guerres (impr. 3 p. in-4°). — Lettre du duc de Choiseul à l'Intendant, lui demandant un état des officiers des bataillons de milice de sa province. Versailles, 15 juin 1766. — Congé délivré à Cantin Darras, soldat d'un régiment d'infanterie de volontaires étrangers, en Espagne. Madrid, 2 juillet 1768. — « Différents mémoires sur les machines de guerre » (impr. 16 p. in-8°. v. 1772). — Commission de trésorier particulier d'artillerie accordée à Guillaume Lefebvre d'Hédancourt, demeurant à Péronne. Paris, 3 octobre 1778. — Lettre du marquis Montbarey à l'Intendant, l'informant que, sur son désir d'avoir un détachement de troupes à Amiens, 60 hommes du régiment de Picardie, à Arras, commandés par un capitaine et un sous-lieutenant, s'y rendront le 9 décembre suivant. Versailles 19 novembre 1780. — Formalités à remplir pour titres de noblesse exigés des candidats à l'école royale militaire. 22 mai 1781 (impr. 2 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — « Mémoire sur la forme des preuves nécessaires pour être reçu sous-lieutenant dans les régiments d'infanterie française, de cavalerie, de chevaux-légers, de dragons et de chasseurs à cheval » (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1781). — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, le remerciant des attentions que, sur sa recommandation, il a eues pour le sieur Branchu, commissaire principal des guerres récemment décédé, pendant son séjour à Amiens, et lui recommandant le sieur Guiroux, aussi commissaire principal des guerres. Saint-Cloud, 13 septembre 1785. — « Jugement que le conseil de guerre assemblé à l'Hôtel des Invalides a rendu, le 1^{er} octobre 1785, contre le sieur Stanislas de Pierre de Viantaix, ci-devant lieutenant au bataillon de milice de Lons-le-Saunier », condamné à être dégradé des armes et de noblesse, et à 20 ans de prison, pour s'être décoré indument de la croix de Saint-Louis (impr. affiche). — « Subdélégation d'Amiens. État des gouverneurs, lieutenants

généraux de province, lieutenant de Roi, majors, baillifs et sénéchaux d'épée et autres de pareille nature. » Décembre 1788. — Id., Boulonnois. — Id., subdélégation de Calais. — Id., subdélégation de Doullens. — Id., élection de Montdidier. — Id., subdélégation de Montreuil. — Id., subdélégation de Péronne. — Id., subdélégation de Saint-Quentin. — Id., généralité d'Amiens, — etc.

C. 1246. (Liasse.) — 23 pièces papier (imprimées).

1701-1787. — Affaires militaires. Milice. — Ordonnance de M. de Bernage, intendant de la généralité de Limoges, sur le milicien à fournir par la paroisse de St.-Projet et St.-Constant, élection d'Angoulême. Angoulême, 10 février 1701 (impr. affiche). — Instruction relative à la levée de quatre régiments de milice dans la généralité d'Amiens. Versailles, 11 juin 1710 (impr. affiche). — Modèle d'ordre pour la revue des miliciens. Amiens, 20 décembre 1726 (impr. placard). — « Ordonnance du Roi, pour le licenciement et le remplacement de la moitié de la milice. » 12 octobre 1730 (impr. affiche). — Modèle d'ordonnance aux communautés, pour la levée des miliciens de l'Artois. Amiens, 7 février 1731 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant sur les mendiants, vagabonds, gens sans aveu, profession, ni métier et déserteurs. 15 décembre 1742 (impr. affiche). — Modèle d'ordonnance aux paroisses, pour la levée des miliciens. 20 décembre 1742 (impr. affiche). — Id. 15 décembre 1747. — Modèle d'ordre de départ de miliciens 28 janvier 1748 (impr. affiche). — « Instruction pour un commissaire des guerres chargé de la police d'un bataillon de milice assemblé, en conséquence de ce qui a été réglé par l'ordonnance du 6 août 1748, concernant la milice. » 8 février 1752 (impr. 4 p. in-8°, Amiens, 1752). — Ordonnance de l'Intendant pour la levée de la milice. Amiens, 7 février 1756 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant sur le même objet. Amiens, 24 décembre 1756 (impr. 8 p. in-fol. Amiens). — Même ordonnance modifiée. 31 décembre 1757 (impr. 8 p. in-fol. Amiens). — Ordonnance de l'Intendant relative aux miliciens qui quittent leurs bataillons sans congé. 12 juillet 1758 (impr. 3 p. in-fol. Amiens). — Ordonnance de l'Intendant, qui condamne les syndic et quatre principaux habitants d'Herbécourt, élection de Péronne, en 300 l. d'amende, pour contravention à la précédente ordonnance. 10 mai 1761 (impr. affiche). — « Congé absolu avec privilèges, pour le service effectif dans la milice de Picardie » (modèle.) Octobre 1764 (impr. placard). — Ordonnance de l'Intendant relative à la milice, et « Instruction concernant les exempts et les

non exempts de la milice. » 15 février 1768 (impr. 16 p. in-fol. Amiens). — « Arrêt du Conseil d'État du Roi, qui confirme l'ordonnance rendue le 26 avril dernier, par le sieur commissaire départi en la généralité de Picardie, concernant une cotisation faite par les garçons du village de Rubempré, en faveur de ceux qui écherraient au sort de la milice. » 23 septembre 1769 (impr. affiche). — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui condamne les syndic et deux principaux habitants ou plus haut cotisés à la taille de la communauté de Breilly, élection d'Amiens, solidairement en l'amende de 1,000 livres, et les syndic et deux principaux habitants ou plus haut cotisés à la taille de celle de Molliens en Beauvoisis, même élection, solidairement en l'amende de 1,500 l., pour être contrevenus aux dispositions de son ordonnance du 22 janvier dernier, pour la rédaction des états contenant les noms, surnoms, âge, taille et profession de tous les garçons et hommes veufs sans enfants, exempts ou non exempts du tirage pour les troupes provinciales, etc. » 20 mai 1785 (impr. affiche). — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui condamne le nommé Firmin Havet, soldat provincial pour la paroisse de Sauchoy-Épagny, élection de Montdidier, à une prolongation de dix années de service, au delà des six années prescrites par l'ordonnance du 1^{er} décembre 1774, pour s'être engagé dans le régiment d'Amiens. » 20 avril 1787 (impr. affiche), — etc.

C. 1247. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1758-1784. — Affaires militaires. Milice. —

Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui rendant compte des opérations du tirage au sort de la milice dans sa subdélégation. Doullens, 9 octobre 1758. — Lettre de l'Intendant à M. d'Hesbon, l'informant qu'en considération de M. Bommy, il veut bien tolérer que le domestique de ce dernier, fuyard de la milice, présente un homme à sa place. Amiens, 30 octobre 1758. — Requête de Joseph-Alexandre Langlet, receveur des décimes du diocèse d'Amiens, à l'Intendant, demandant l'exemption de la milice pour son commis. 21 mai 1778. — Lettre de M. Debry à l'Intendant, lui rendant compte des opérations du tirage au sort de la milice dans sa subdélégation. Saint-Quentin, 1^{er} mai 1783. — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, sur les appointements des officiers majors des grenadiers royaux. Versailles, 9 avril 1783. — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, sur le départ des soldats provinciaux, dont le temps de service est expiré. Versailles, 26 janvier 1784. — Lettre du

maréchal de Ségur à l'Intendant, relativement à un déserteur des milices provinciales. Versailles, 6 mai 1784. — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, lui envoyant les certificats du sieur Baude, lieutenant en second de grenadiers au 3^e régiment d'état-major. Versailles, 16 septembre 1784. — Requête des garçons de Quiry-le-Sec à M. d'Agay, intendant, à l'effet d'être exemptés de fournir un milicien pour la présente année. (Quatorze ont signé.) XVIII^e s., — etc.

C. 1248. (Liasse.) — 29 pièces papier.

1758-1759. — Affaires militaires. Milice. —

Lettre de M. de Charnacé à l'Intendant, lui envoyant l'état des miliciens absents de son bataillon, 45 par congé et 35 sans congé, et ajoutant : « Vous verrez par là, Monsieur, que je n'abusais point de mon autorité pour donner des congés, mais comme j'étais dans une ville ouverte, je n'ai pu empêcher le reste de partir. » Il le prie de faire rejoindre les absents pour le 15 janvier prochain, et de l'informer de ceux qu'il ne retrouvera point, afin de les faire passer au conseil de guerre. Il ne peut « entretenir la symphonie que j'ai au bataillon, qui nous a beaucoup coûté, tant en instruments qu'en maître, or que vous n'ayez la bonté d'y coopérer, puisque MM. les capitaines vont être dans le cas de payer sur leurs appointements les faux frais, et qu'il ne leur restera au plus que 70 l. par mois, et, comble de bonheur, tous les officiers, par ordre du Roi, sont obligés de se mettre en fusil, baïonnette, giberne et ceinturon uniformes, le tout pris dans les manufactures royales, ce qui coûtera au moins 72 l. Je sens bien que je suis confondu avec ceux qui ont malversé, mais intérieurement je crois que vous me rendrez justice, mon émulation et mon désintéressement vous doivent être connus. » Bergues, 27 décembre 1758. — Lettre de l'Intendant à M. de Roqueville, relativement aux congés à accorder aux miliciens. Amiens, 30 décembre 1758. — Réponse de l'Intendant à M. de Charnacé. Amiens, 31 décembre 1758. — « État des congés qui ont été délivrés aux miliciens du bataillon de Péronne, conséquemment aux ordres de Mgr le maréchal de Belle-Isle, portés par la lettre de M. de Caumartin, intendant en Flandre et Artois, à M. Tarlé, commissaire des guerres à Bergues, écrite de Lille, le 7 décembre 1758. » Bergues, 31 décembre 1758. — Lettre de M. Dutitre à l'Intendant, l'informant que trois miliciens de nouvelle levée ont quitté le bataillon, sans congé. Lille, 3 janvier 1759. — « État des miliciens fournis dans le département de Saint-Quentin pour le bataillon de Péronne, lesquels en sont absents, soit sans congé, soit par congé expiré ou non expiré. » 1759. —

« État des miliciens absents du bataillon d'Abbeville. » 4 janvier 1759. — « État des miliciens absents du bataillon d'Abbeville. » Amiens, 16 janvier 1759. — « État des soldats du bataillon de Péronne qui sont absents par congé expiré, ou sans congé. » — Lettre de l'Intendant à M. de Charnacé, lui rendant compte des recherches qu'il a faites pour retrouver les miliciens absents de son bataillon. Amiens, 10 février 1759, — etc.

C. 1249. (Liasse.) — 141 pièces, papier.

1758-1759. — Affaires militaires. Milice. — Pièces pour la recherche des miliciens absents. — Jean Anjeois. — Louis Auxenfants. — Étienne Barbier. — Sébastien Beauger. — Beaugrand. — Nicolas Beuvain. — Jacques Blanchon. — Louis Boivert. — Jean-Baptiste Bridoux. — Charles Brucant. — Firmin Cahon. — Étienne Chesnoux. — François du Collet, dit Saint-François. — Charles Crapier, dit la Finesse. — Alexandre Daire. — Jean-Jacques Debains. — Étienne Debeauvais. — François Delacroix. — Nicolas Derviller. — Louis Dollé. — Honoré Duc. — Alexandre Ducrocq. — Jean-Baptiste Ducroquet. — Simon Duneufgermain. — Jean Dupuis. — Germain Duquesnoy. — Antoine Faffé. — Antoine Fichant, dit Monplaisir. — Jean-Baptiste Fiévé. — Jean-Baptiste Fouré. — Jacques Fouquerelle. — Jean-Baptiste Gallot. — Michel Garignaux. — Alexandre Girardin. — Jean-Baptiste Guilbert. — Claude Henneveux. — Charles Hévin. — Nicolas Houber. — Adrien Hutin. — Antoine Jovelet. — Hubert Lecomte. — Jean Lecomte. — Guillaume Lefranc. — Louis Lemaire. — Jean-François Lévêque. — Louis Marest. — Adrien Marlot. — Pierre Maufroy. — Pierre Payen. — Jacques Pelletier. — Pierre Pellot. — Nicolas Poiré. — Jean-Baptiste Postel. — Pierre Postel. — Jacques Quevauvillers. — Pierre Queverain. — Jean-Baptiste Ricard. — Alexandre Sauvage. — Antoine Tassin. — André Thuillier. — Vacossain. — Jacques Vignier. — Pierre Watrée, — etc.

C. 1250. (Liasse.) — 60 pièces papier.

1783-1785. — Affaires militaires. Milice. — Procès-verbaux de tirage au sort. 1783 : Beaufort. — 1785 : Cachy. — Cagny. — Camps-en-Amiénois. — Clairy-Saulchoy. — Courcelles-sous-Moyencourt. — Ferrières. — Fransure. — Gentelle. — Guignemicourt, Guyencourt, etc. — Hamel. — Hangest-sur-Somme. — La Vaqueresse. — Lesquignol et les Courtils. — Meigneux. — Mérélessart. — Méricourt. — Molliens-en-

Beauvoisis. — Mouflières. — Moyencourt. — Nampty-Coppegueule. — Paillart. — Ramburelles. — Riencourt. — Sainte-Segrée et Offoy. — Saint-Nicolas de Rigny. — Saint-Thibault. — Selincourt. — Vers-Hébécourt. — Villers-Bretonneux. — Wailly.

C. 1251. (Liasse.) — 24 pièces papier.

1785. — Affaires militaires. Milice. — Extraits du procès-verbal de tirage au sort. Ville d'Amiens : 1 Honoré Deformetel. — 2 Firmin Dutilloy. — 3 Joseph Delavier. — 4 Charles Callet. — 5 Jean-Baptiste-Joseph Boyaval. — 6 Léonard Fouret. — 7 Jean-Baptiste Buignet. — 8 Nicolas Darras. — 9 Arnoux Normand. — 10 Alexandre-Antoine-Aimable-Joseph Boistel. — 11 Louis Mantel. — 12 Jean-Baptiste Cozette. — 13 Mathieu-Maurice Decaix. — 14 George Nollent. — 15 Benjamin Gorin. — 16 François Dubromel. — 17 André Bouillet. — 18 Antoine Jourdain. — 19 Germain Lagache. — 20 Pierre Contay. — 21 Augustin Fournier. — 22 Joseph Delabarre. — 23 Jacques Pitet. — 24 Pierre Rauboulant.

C. 1252. (Liasse.) — 77 pièces papier.

1775-1785. — Affaires militaires. Milice. — Procès-verbaux de substitutions. Élections d'Abbeville, — d'Amiens. — Gouvernement d'Ardres.

C. 1253. (Liasse.) — 109 pièces papier.

1775-1782. — Affaires militaires. Milice. — Procès-verbaux de substitutions. Élection de Doullens.

C. 1254. (Liasse.) — 107 pièces papier.

1775-1785. — Affaires militaires. Milice. — Procès-verbaux de substitutions. Élection de Montdidier. — Gouvernement de Montreuil.

C. 1255. (Liasse.) — 28 pièces papier.

1758-1764. — Affaires militaires. Milice. — « Bataillon d'Abbeville, milice de Picardie ; état de la force par compagnie dudit bataillon. » Lille, 11 décembre 1758. — « Bataillon d'Abbeville, milices de Picardie. État de l'armement, habillement et équipement, bons et mauvais de chaque espèce. » Décembre, 1758. — Lettre de M. Dutitre à l'Intendant, lui envoyant les dits états, et observant qu'« il nous a été fourni pour les recrues de la dernière levée, des chapeaux, vestes et culottes, dont l'étoffe ne vaut absolument rien ; et les dites vestes ne peuvent servir que de gilets, attendu

qu'elles sont très courtes. » Lille, 13 décembre 1758. — Pétition des soldats du bataillon de Lille, en garnison à Lille, à l'Intendant, se plaignant des excès de fatigues que leur impose le service, leur bataillon se trouvant fort réduit par le grand nombre d'hommes en congé, au moins trente par compagnies, au point qu'ils n'ont pas deux nuits bonnes sur trois. Lille, 8 septembre 1759. — « Bataillon d'Abbeville. Miliciens achetés dans les villes, et qu'il y a lieu de faire remplacer par les garçons qui les ont achetés, parce qu'ils ont déserté, ou parce qu'ils n'ont pas été trouvés propres au service. » XVIII^e s. — « Bataillon d'Abbeville. Milice de Picardie. États des soldats absents par congé limité. » XVIII^e s. — « État par compagnies du nombre d'hommes effectifs dont elles sont composées, y compris ceux qui sont aux hôpitaux et ceux qui sont absents par congés limités. Bataillon d'Amiens. » Février 1759. — « Bataillon d'Amiens. État du nombre et de la situation où se sont trouvés ce jour d'hui, premier février 1759, les divers effets d'habillement et d'équipement du bataillon d'Amiens, en garnison à Zons. » — Lettre de M. Glaine à l'Intendant, lui envoyant le dit état et observant que « tous nos tambours se trouvent sans habits, n'en ayant encore eu que deux depuis le mois d'octobre 1756, ainsi que plusieurs soldats, qui ont encore leurs habits depuis qu'ils ont été réparés à Condé. » Zons, 19 février 1759. — « État des miliciens absents du bataillon d'Amiens sans congés ou par congés expirés. » Amiens, 1^{er} mai 1759. — « État des hommes qu'il faut dans le bataillon d'Amiens, pour le mettre au nombre de 59 hommes, s'il n'en vient pas de ceux qui seront apostillés sur ce petit état. » XVIII^e s. — « État des miliciens remis à MM. Dumermont, de Préfontaines et Dupont, lieutenants au bataillon d'Amiens, pour les reconduire au dit bataillon à l'armée du Bas Rhin. » XVIII^e s. — « Élection de Montdidier. État des miliciens absents du bataillon d'Amiens, sans congés, ou par congés expirés. » XVIII^e s. — Id. élection d'Amiens, XVIII^e s. — « Bataillon de Péronne. Miliciens qui n'ont point paru à la dernière assemblée, sous différents prétextes, et qu'il faut rechercher. » XVIII^e s. — « Bataillon de Péronne. État des soldats qui sont absents par congé, ou sans congé. » XVIII^e s. — « État d'un détachement de quinze hommes, tirés du régiment d'Abbeville, le 23 septembre 1764, destinés à passer à celui de Bourbonnais-infanterie, suivant l'ordre du ministre, du 8 du même mois. » Amiens, 18 septembre 1764, — etc.

C. 1256. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1759-1789. — Affaires militaires. Grenadiers. — « Grenadiers royaux. » XVIII^e s. — « Régiment des grenadiers royaux de la Picardie. État des hommes servant dans les quatre compagnies des grenadiers royaux de la province de Picardie, au régiment de grenadiers royaux de cette province, qui ont été jugés... hors d'état d'y servir », etc. Lille, 10 octobre 1779. — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, relativement au renvoi des grenadiers royaux, dont le temps de service est expiré, et les mesures à prendre pour porter au complet l'effectif du régiment desdits grenadiers. Versailles, 12 mai 1782. — « Grenadiers royaux de Picardie. Remplacement de 1782. État des soldats provinciaux de la généralité d'Amiens, qui ont été choisis à l'assemblée du 1^{er} juin 1782, pour compléter les quatre compagnies des grenadiers royaux des bataillons de garnison de ladite généralité, servant à former les deux bataillons du régiment de grenadiers royaux de la Picardie, actuellement en garnison à Abbeville et à Montreuil. » Amiens, 1^{er} juin 1782. — « Département de Picardie. Grenadiers à cheval. État des paiements faits aux bas officiers et grenadiers des corps des grenadiers à cheval, retirés en Picardie au 1^{er} janvier 1776, lors de la suppression du corps, pendant l'année 1777. » Avril 1778. — « Généralité d'Amiens. Gendarmerie et grenadiers à cheval. Extrait de la revue faite par nous, commissaire des guerres au département d'Amiens, chargé du contrôle général des gendarmes supprimés, des valets de ce corps et des grenadiers à cheval, qui jouissent de pensions dans la compagnie de Picardie, pour servir au paiement des dites pensions, pendant les six derniers mois 1788. » Amiens, 22 mai 1789. — « Généralité d'Amiens. Contrôle général des gendarmes, grenadiers à cheval et valets de la gendarmerie retirés avec pensions dans ladite généralité. » 1^{er} juillet 1789. — « Généralité d'Amiens. Gendarmerie et grenadiers à cheval. Extrait de la revue faite par nous, commissaire des guerres chargé du contrôle général des gendarmes supprimés, des valets de ce corps et des grenadiers à cheval qui jouissent de pensions, dans la compagnie de Picardie », etc. 1789, — etc.

C. 1257. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1761-1786. — Affaires militaires. Régiments divers. — « Copie de la lettre écrite par M. Bertin, contrôleur général, à M. d'Invaux, intendant de Picardie, le 4 mai 1661 », relativement à certains privilèges dont les Suisses jouissent induement. — « Régiment de Bearn. État des hommes de recrues arrivés

au régiment de Béarn, pendant le mois d'octobre 1764, provenant des régiments de recrues de Rouen, Alençon et Caen, pour servir au paiement du troisième tiers de leurs engagements. » — « État du mois d'appointements, année 1784, continué par l'ordonnance du 27 novembre 1783, aux officiers des compagnies de grenadiers, et aux capitaines de fusilliers seulement, des bataillons de garnison, du Colonel-général, de Cambrésis, d'Hainaut et de Vermandois. »

BATAILLON DE GARNISON DU COLONEL GENERAL.

Compagnie de grenadiers.

De Tirancourt, capitaine.
Michaux fils, lieutenant.
Gachau, sous-lieutenant.
Le Blond, sous-lieutenant.
Neuville de Bruniobois, sous-lieutenant en

2^e.

Capitaines de fusilliers.

Chevalier de Tende.
Du Rosereuil.
Dupré.
D'Olincourt.

BATAILLON DE GARNISON DE CAMBRESIS.

Compagnie de grenadiers.

Heuzes d'Hérouard, capitaine.
Coquerel, lieutenant.
D'Ambercourt de Bussy, sous-lieutenant.
Siriez de Longeville, sous-lieutenant.
De Croissy, 2^e sous-lieutenant.

Capitaines de fusilliers.

Dufresnoy.
La Croix.
La Vesque de Neufvillette.

BATAILLON DE GARNISON D'HAINAUT.

Compagnie de grenadiers.

Haudouard, capitaine.
Manessier, lieutenant.
Chevalier d'Aureville, sous-lieutenant.
De Ville de l'Épinay, sous-lieutenant.
Blancard, 2^e sous-lieutenant.

Capitaines de fusilliers.

Carpentier de Bertauville.
Villavicentio.
Renaud.
Crandel de Chambreuil.

BATAILLON DE GARNISON DE VERMANDOIS.

Compagnie de grenadiers.

Isnel Descombes, capitaine.
De Cormeille, lieutenant.

De Heauchamp, sous-lieutenant.
D'Inval, sous-lieutenant.
La Bassé, 2^e sous-lieutenant.

Capitaines de fusilliers.

De Lambert.
D'Aigreville du Pillan.
Bosquillon de Beauchoir.
Olivier.

Versailles, 15 novembre 1784. — Id. 1785. — Id. 1786.

C. 1258. (Liasse.) — 13 pièces papier (8 imprimées).

1721-1784. — Affaires militaires. Garde-côtes. — « Règlement pour la division et l'étendue des capitaineries garde-côtes de la province de Picardie. » 26 août 1721. — « Ordonnance du Roi concernant les milices garde-côtes des provinces de Picardie, Normandie, Poitou, Aunis, Saintonge et Guyenne. » 5 juin 1757 (impr. 15 p. in-fol. Imp. Roy. 1757). — « Règlement concernant le service de la garde-côtes, en la province de Picardie. » 30 mars 1758 (impr. 20 p. in-4°. Imp. Roy. 1758). — Ordonnance de l'Intendant pour la levée par le sort de miliciens, pour les garde-côtes. 4 avril 1758 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant pour l'approvisionnement des camps qui doivent être formés pendant un mois à partir du 15 mai 1758, près de Calais et de Saint-Valery, par les compagnies détachées de la garde-côtes de Picardie. Paris, 25 avril 1758 (impr. affiche). — « Mémoire pour servir d'instruction concernant le service des milices garde-côtes » (impr. 55 p. in-4°. Imp. Roy. 1758). — « Compte que rend à Mgr. d'Invau, intendant de Picardie, René-Dieudonné Houzé, des recettes et dépenses par lui faites, concernant le service des milices garde-côtes de Picardie. » 18 juillet 1761. — État de la population des paroisses de la généralité d'Amiens, qui contribuent au service de la garde-côtes. » 1775, — etc.

C. 1259. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1760-1761. — Affaires militaires. Garde-côtes. — « Extrait de la revue d'inspection de la capitainerie garde-côtes de Cayeux, le 16 mars 1760, par nous, inspecteur des milices garde-côtes de Picardie. » — Id., 15 mai 1760. — Id., 30 mars 1761. — Id., capitainerie du Crotoy, 9 mars 1760. — Id., 18 mai 1760. — Id., 24 mars 1761. — Id., capitainerie de Verton. 2 mars 1760. — Id., 4 mai 1760. Id., 8 mars 1761.

C. 1260. (Liasse.) — 77 pièces papier.

1788. — Affaires militaires. Gardes-côtes. — Procès-verbaux de tirage au sort. Compagnie du Crotoy. — Compagnie de Saint-Josse. — Compagnie de Rue. — Compagnie de Verton. — Compagnie de Cayeux. — Compagnie de Woincourt. — Compagnie d'Ault.

C. 1261. (Liasse.) — 6 pièces papier (2 imprimées).

1774-1778. — Affaires militaires. Maréchaussée. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 5 décembre 1773, qui exempte la maréchaussée des droits de bacs sur les rivières. Paris, 28 janvier 1774. — « Règlement de nos seigneurs les maréchaux de France, pour l'exécution des ordonnances du tribunal. » 16 janvier 1786 (impr. 14 p. in-4°. Imp. Roy. 1786), — etc.

C. 1262. (Liasse.) — 54 pièces papier.

1778-1784. — Affaires militaires. Revues. — « Maréchaussée. Compagnie du département de Picardie ; lieutenance d'Amiens. » Revue du 2 janvier 1778. — « Maréchaussée. Compagnies du département de Picardie. » Six derniers mois de 1778. — Id. Quatre premiers mois 1781. — Id. Quatre premiers mois 1784. — Id. Mai, juin, juillet, août 1784. — « Infanterie française. Extrait de la revue faite à Calais le 23 février 1778 », etc., du régiment de Bourgogne. — Id. Régiment de Flandres. Calais, 24 avril 1778. — Id. Calais, 25 juin 1778. — Id. Calais, 5 juillet 1778. — Id. Régiment de Médoc. Calais, 24 février 1778. — Id. Calais, 25 avril 1778. — Id. Régiment de Vexin. Calais, 23 août 1778. — Id. Calais, 23 octobre 1778. — Id. Calais, 24 décembre 1778. — Dragons. Revue du 25 octobre 1778. Calais et Ardres. — Id. 24 et 25 décembre 1778. — Infanterie suisse. Revue du 25 juin 1778. Calais. — Id. 8 juillet 1778. — Id. 24 août 1778. — Id. 27 octobre 1778. — Id. 24 décembre 1778. — Régiment Royal-Comtois. Revue des 16 et 18 février 1778. Boulogne et Montreuil. — Id. 15 et 16 avril 1778. — Id. 18 et 19 octobre 1778. — Id. 22 et 23 décembre 1778. — Dragons. Revue du 20 février 1778. Ardres. — Id. 21 avril 1778. — Id. 25 juin 1778. — Id. 10 juillet 1778. — Deux escadrons du régiment du Mestre de camp général dragons. Revue du 25 août 1778. Ardres. — Id. 20 octobre 1778. — Détachement du régiment de Provence infanterie. Revue du 9 février 1780. Citadelle d'Amiens. — Compagnie de culture du deuxième bataillon de Savoie-Carignan,

détachée à Amiens. 23 avril 1780. — Id. 13 mai 1780. — Détachement du régiment d'infanterie de Picardie. Revue du 18 décembre 1780. Amiens. — Régiment suisse de Diesbach. Revue du 28 avril 1778. Abbeville. — Id. 4 juin 1778. — Régiment d'infanterie de Salis-Grisons. Revue du 24 juin 1778. Abbeville. — Infanterie française, régiment de Soissonnais. Revue du 19 octobre 1778. Abbeville. — Id. 22 décembre 1778. — Quatrième régiment de chasseurs à cheval. Revue du 25 avril 1780. Abbeville. — Infanterie française. 2^e bataillon du régiment de Savoie-Carignan. Revue du 16 octobre 1780. Abbeville. — Id. Procès-verbal de semestre. 20 septembre 1780. — Officiers du corps royal d'artillerie. Revue des 22 et 25 juin 1778. Montreuil et Abbeville. — Id. 22 et 23 décembre 1778. — Id. 25 juin 1780. — Id. 22 août 1780. — Id. 20 octobre 1780. — Id. 20 décembre 1780. — Infanterie française, 2^e bataillon du régiment provincial de Paris. Revue du 9 octobre 1781. Abbeville. — Id. Revue de départ. 10 octobre 1781. — « Régiment des grenadiers royaux de la Picardie. Contrôle de la Compagnie de Descombles. » 1782. — Id. 1783.

C. 1263. (Liasse.) — 78 pièces papier.

1781-1784. — Affaires militaires. Revues. — Corps royal de l'artillerie, Abbeville. — Doullens. — Péronne. — Saint-Quentin.

C. 1264. (Liasse.) — 7 pièces papier (5 imprimées).

1758-1784. — Affaires militaires. Invalides. — Ordonnance de l'Intendant relative aux invalides. 10 décembre 1758 (impr. 4 p. in-4°). — « Instruction pour le paiement des officiers, bas officiers et soldats, qui ont quitté volontairement, ou qui quitteront par la suite l'hôtel royal des Invalides, ou les compagnies détachées du dit hôtel, pour se retirer avec pension dans la généralité d'Amiens. » 15 février 1767 (impr. 12 p. in-4° Amiens, 1767). — « Modèle du contrôle et des relevés du dit contrôle annoncés par l'art. 23 de l'instruction du 15 février 1767, concernant le paiement des invalides pensionnaires » (impr. 5 p. in-4°). — Lettre du duc de Choiseul à l'Intendant, l'informant que le sieur Lefèvre, capitaine au bataillon de milice de Péronne, a été admis à l'hôtel des Invalides. Versailles, 30 décembre 1768. — « Copie de la lettre écrite le 10 octobre 1784, par M. de Guibert, gouverneur de l'hôtel royal des Invalides, à M. Branchu, commissaire principal des guerres en Picardie », sur l'habillement des invalides, — etc.

C. 1265. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1778. — Affaires militaires. Invalides. — « Invalides au compte de l'hôtel. État des sommes qui ont été payées aux officiers et bas-officiers invalides pensionnés, entretenus au compte de l'hôtel, dans la généralité de Picardie, pendant les six premiers mois 1777. » 6 avril 1778. — Compagnie d'Espagne, revue du 16 février. Boulogne. — Id. Revue du 23 juin. — Id. Revue du 19 août. — Id. Revue du 19 octobre. — Id. Revue du 23 décembre. — Compagnie de Dezonville. Revue du 16 février. Boulogne. — Compagnie de Guespel. Revue du 16 février. Boulogne. — Compagnie de canonniers de Joubert. Revue du 16 février. Boulogne. — Id. Revue du 16 avril. — Id. Revue du 23 juin. — Compagnie de canonniers de Baillez. Revue du 19 août. Boulogne. — Id. Revue du 19 octobre. — Id. Revue du 23 décembre. — Officiers réformés à la suite de la place. Revue du 30 avril. Montreuil. — Id. Revue du 22 juin. — Compagnie de fusilliers invalides de Delahaie. Revue du 22 juin. Montreuil.

C. 1266. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1778-1781. — Affaires militaires. Invalides. — Bas-officiers de la compagnie de Bellot. Revue du 23 décembre 1778. Château de Péronne. — Id. Revue du 25 février 1780. — Id. Revue du 25 avril 1780. — Id. Revue du 25 juin 1780. — Id. Revue du 26 juillet 1780. — Compagnie de canonniers de Joubert invalides. Revue du 12 février 1778. Château de Péronne. — Compagnie invalide de Dezonville. Revue du 30 avril 1778. Château de Péronne. — Id. Revue du 22 juin 1778. — Id. Revue du 11 décembre 1778. — Compagnie d'invalides Delahaye, n° 3. Revue du 25 août 1780. Château de Péronne. — Id. Revue du 24 octobre 1780. — Id. Revue du 24 décembre 1780. — Id. Revue du 18 février 1781.

C. 1267. (Liasse.) — 24 pièces papier.

1778-1784. — Affaires militaires. Invalides. — Compagnie de fusiliers de Marquet. Revue du 20 février 1778. Citadelle de Doullens. — Id. Revue du 29 avril 1778. — Id. Revue du 29 juin 1778. — Compagnie de fusiliers de Vintaillac. Revue du 28 août 1778. Citadelle de Doullens. — Id. Revue du 24 octobre 1778. — Id. Revue du 20 décembre 1778. — Compagnie de fusiliers de Dargie. Revue du 27 février 1780. Citadelle de Doullens. — Id. Revue du 28 avril 1780. — Id. Revue du 30 juin 1780. — Id. Revue du 27 août 1780. — Compagnie de fusiliers du comte de Renty.

Revue du 29 octobre 1780. Citadelle de Doullens. — Id. Revue du 17 décembre 1780. — Compagnie de fusiliers de la Cour de la Bigue. Revue du 18 février 1781. Citadelle de Doullens. — Id. Revue du 16 avril 1781. — Compagnie de fusiliers de Léger, ci-devant de la Cour de Bigue. Revue du 30 juin 1781. Citadelle de Doullens. — Id. Revue du 16 août 1781. — Id. Revue du 28 octobre 1781. — Id. Revue du 27 décembre 1781. — Id. Revue du 29 février 1784. — Id. Revue du 25 avril 1784. — Id. Revue du 30 juin 1784. — Id. Revue du 29 août 1784. — Id. Revue du 31 octobre 1784. — Id. Revue du 26 décembre 1784.

C. 1268. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1778-1784. — Affaires militaires. Invalides. — Compagnie invalide de Cazeau. Revue du 23 juin 1778, Citadelle d'Amiens. — Id. Revue du 24 octobre 1778. — Id. Revue du 26 décembre 1778. — Compagnie de fusiliers invalides de Fabre. Revue du 24 février 1780. Citadelle d'Amiens. — Id. Revue du 23 avril 1780. — Id. Revue du 24 juin 1780. — Id. Revue du 22 août 1780. — Id. Revue du 25 octobre 1780. — Id. Revue du 27 décembre 1780. — Id. Revue du 20 février 1781. — Id. Revue du 22 juin 1781. — Id. Revue du 25 août 1781. — Id. Revue du 24 février 1784. — Id. Revue du 20 octobre 1784. — Id. Revue du 24 décembre 1784. — 22^e compagnie de fusiliers de Renouard. Revue du 23 octobre 1784. Citadelle d'Amiens. — Id. Revue du 24 décembre 1784.

C. 1269. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1781-1789. — Affaires militaires. Invalides. — Soldes entières, demi soldes et récompenses militaires. Compagnie de Picardie. Revue du 10 août 1781. — Invalides pensionnés. Compagnie de Picardie. Revue du 10 août 1781. — Officiers réformés à la suite des places. Revue du 25 octobre 1784. Albert. — Id. Revue du 21 décembre 1784. — « Subdélégation de Péronne État des paiements faits aux officiers de la gendarmerie, retirés avec pension, pendant les mois de juillet et août 1789. »

C. 1270. (Liasse.) — 28 pièces papier.

1780-1790. — Affaires militaires. Invalides. — Soldes entières, demi soldes et récompenses militaires. Compagnie de Picardie. Revue du 15 août 1780. — Id. Revue du 1^{er} février 1781. — Id. Revue du 3 août 1784. — Id. Revue du 6 février 1785. — Id. Revue du 16 août 1785. — Id. Revue du 21 avril 1786. — Id. Revue du 27 novembre 1786. — Id. Revue du 20 avril 1787. — Id. Revue du 24 septembre 1788. — Id. Revue du

1^{er} mars 1789. — Id. Revue du 31 décembre 1789. — Id. Revue du 12 juin 1790. — Id. Revue du 15 décembre 1790. — Invalides pensionnés. Compagnie de Picardie. Revue du 15 août 1780. — Id. Revue du 30 janvier 1781. — Id. Revue du 3 août 1784. — Id. Revue du 6 février 1785. — Id. Revue du 16 août 1785. — Id. Revue du 21 avril 1786. — Id. Revue du 27 novembre 1786. — Id. Revue du 20 avril 1787. — Id. Revue du 24 septembre 1788. — Id. Revue du 1^{er} mars 1789. — Id. Revue du 31 décembre 1789. — Id. Revue du 10 juin 1790. — Id. Revue du 15 décembre 1790. — Gendarmes supprimés et grenadiers à cheval. Revue du 29 mai 1790. — Id. Revue du 12 décembre 1790.

C. 1271. (Liasse.) — 43 pièces papier.

1782-1789. — Affaires militaires. Invalides. — « Invalides pensionnés. État des habillements fournis aux officiers, bas-officiers et soldats retirés dans la subdélégation d'Amiens, le 1^{er} juillet 1782. » — « État des officiers, bas-officiers et soldats invalides retirés dans la subdélégation d'Amiens, auxquels l'habillement doit être fourni le 1^{er} janvier 1783. » — Id. 1^{er} juillet 1783. — « État des bas-officiers et soldats invalides retirés dans la subdélégation d'Amiens, auxquels l'habillement a été fourni pour le 1^{er} juillet 1783. » — « État nominatif des soldats invalides retirés dans la subdélégation de Saint-Quentin, auxquels l'habillement sera dû au 1^{er} janvier 1784. » Saint-Quentin, 4 juillet 1783. — « Invalides pensionnés. État des officiers, bas-officiers et soldats invalides retirés dans la généralité de Picardie, auxquels l'habillement sera dû le 1^{er} juillet 1784. » — Id. Soldes entières. — Id. Demi solde et récompense militaire. — « Invalides pensionnés. État des officiers, bas-officiers et soldats invalides retirés dans la généralité de Picardie, auxquels l'habillement sera dû le 1^{er} janvier 1785. » — Id. Soldes entières. — Id. Demi solde et récompense militaire. — « Invalides pensionnés. État des officiers, bas-officiers et soldats invalides retirés dans la généralité d'Amiens, auxquels l'habillement sera dû le 1^{er} du mois de janvier 1785. » — Id. 1^{er} juillet 1785. — Id. 1^{er} janvier 1786. — Id. 1^{er} juillet 1787. — Id. 1^{er} juillet 1789. — « Invalides pensionnés. État des officiers, bas-officiers et soldats invalides retirés dans la généralité de Picardie, auxquels l'habillement a été délivré le 1^{er} du mois de janvier 1785. » — Id. 1^{er} juillet 1785. — « Soldes entières. État des hommes des différents régiments retirés avec la solde entière dans la généralité d'Amiens, auxquels l'habillement sera dû le 1^{er} du mois de janvier 1785. » — Id. 1^{er} juillet

1785. — Id. 1^{er} janvier 1786. — Id. 1^{er} juillet 1786. — Id. 1^{er} janvier 1787. — Id. 1^{er} juillet 1789. — « Soldes entières. État des hommes des différents régiments retirés avec la solde entière dans la généralité de Picardie, auxquels l'habillement a été délivré le 1^{er} du mois de janvier 1785. » — Id. 1^{er} juillet 1785. — Id. 1^{er} janvier 1786. — « Demi soldes et récompenses militaires. État des hommes de différents régiments retirés avec la demi solde et la récompense militaire dans la généralité d'Amiens, auxquels l'habillement sera dû le 1^{er} du mois de janvier 1785. » — Id. 1^{er} juillet 1785. — Id. 1^{er} janvier 1786. — Id. 1^{er} juillet 1786. — Id. 1^{er} janvier 1787. — Id. 1^{er} juillet 1789. — « Demi soldes et récompenses militaires. État des hommes de différents régiments retirés avec la demi solde et la récompense militaire dans la généralité de Picardie, auxquels l'habillement a été délivré le 1^{er} du mois de juillet 1785. » — Id. 1^{er} janvier 1786. — etc.

C. 1272. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1773-1788. — Affaires militaires. Invalides. — « Invalides pensionnés. Compagnie de Picardie. Contrôle général servant à la formation de la compagnie de Picardie. » 1^{er} mai 1773. — Id. 1^{er} mai 1774. — Id. 1^{er} mai 1775. — Id. 1^{er} mai 1776. — Id. 1^{er} juillet 1779. — Id. 1^{er} juillet 1780. — Id. 1^{er} juillet 1786. — « Bas officiers, soldats, cavaliers et dragons retirés avec solde entière ou demi-solde. Compagnie de Picardie. Contrôle général servant à la formation de la dite compagnie. » 1^{er} mai 1774. — Id. 1^{er} mai 1776. — Id. 1^{er} mai 1778. — Id. 1^{er} juillet 1779. — Id. 1^{er} juillet 1781. — Id. 1^{er} juillet 1783. — Id. 1^{er} juillet 1784. — Id. 1^{er} juillet 1785. — Id. 1786. — Id. 1^{er} juillet 1787. — Id. 1788. — « Invalides pensionnés. Compagnie de Picardie. Contrôle général servant de formation à la dite compagnie. Officiers, bas-officiers et soldats, ceux à la suite des places et des compagnies détachées existant dans la généralité de Picardie au 1^{er} juillet 1787. » — Id. 1^{er} juillet 1788. — « Officiers invalides pensionnés. Compagnie de Picardie. Contrôle général servant de formation de la dite compagnie. » 1^{er} mai 1778. — Id. 1^{er} juillet 1783. — Id. 1^{er} juillet 1784.

C. 1273. (Liasse.) — 24 pièces papier (2 imprimées).

1708-1780. — Affaires militaires. Subsistances. — Ordonnance de l'Intendant, pour l'approvisionnement en foin de la place de Béthune. Arras, 16 septembre 1708 (impr. affiche). — Réquisition de fourrages

Arras, 1^{er} novembre 1709 (impr. affiche). — Réquisition de bétail. Arras, 8 décembre 1709 (impr. affiche). — « Mémoire sur la vente du son provenant des blutages qui seront faits pendant une année, à commencer au 1^{er} novembre 1709, pour le service des vivres. Arras, 24 décembre 1709 (impr. 1 p. in-fol.). — « État de ce qui sera fourni de fourrage, paille, chauffage, fourches, bâtons de tentes et piquets, aux troupes qui camperont en Picardie et Artois, pendant quelques jours du mois de mai prochain. » Arras, 29 avril 1710 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, qui enjoint aux miliciens de retirer leurs substitues chez eux pendant l'hiver, et de les y faire subsister. Amiens, 6 novembre 1711 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, qui fait défense aux officiers, cavaliers et dragons, de vendre le foin qui leur est distribué. Arras, 21 novembre 1711 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant relative au chauffage des postes gardés sur la Somme. Arras, 23 novembre 1711 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant relative à l'ustensile. Arras 25 novembre 1711 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant relative au visa des billets ou lettres de change des trésoriers de l'extraordinaire des guerres. 9 décembre 1715 (impr. affiche). — « Jugement rendu contre le nommé Pierre Chaillot, meunier, demeurant à Saint-Hilaire-au-Temple, en Champagne, atteint et convaincu d'avoir mêlé de la craie battue, dans les farines destinées pour la consommation des troupes du Roi, lequel a été appliqué au carcan et condamné aux galères. Extrait des minutes du greffe du bailliage et siège présidial de Châlons, et de la commission. » 9 septembre 1727 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant relative à l'ustensile de la cavalerie. Amiens, 16 novembre 1733 (impr. affiche). — « Avertissement » pour le paiement des fourrages fournis aux troupes. 15 juin 1738 (impr. affiche). — « Ustensile de la cavalerie pour le quartier d'hiver de l'année 1742 à 1743. Amiens, 4 décembre 1742. » — « Ordonnance du Roi, portant règlement sur la distribution du sel et du tabac aux troupes, dans les trois lieues de l'Artois, du Cambresis et du Hainaut français, limitrophes à la Picardie, au Soissonnais et à la Thiérache. » 14 novembre 1747 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant relative à la subsistance pour les camps de gardes-côtes, près de Calais et de St-Valery. Paris, 25 avril 1758 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant relative aux greniers pour les grains et farines des troupes. Paris, 12 mai 1760 (impr. 7 p. in-4°). — « État et marché arrêté pour la réparation des guêtres des quatre compagnies de Picardie, au régiment des grenadiers royaux de la dite province. » Lille, 17 novembre 1779. — Lettre de M. de Montbarey à l'Intendant, sur le bois et la

lumière à fournir aux corps de garde des batteries d'observation de la côte. Versailles, 18 novembre 1779. — Lettre de M. de Montbarey à l'Intendant, le priant de tirer 1,367 culottes du magasin provincial d'Amiens. Versailles, 6 janvier 1780, — etc.

C. 1274. (Liasse.) — 14 pièces papier (10 imprimées).

1709-1760. — Affaires militaires. Étapes. — Ordre de route du régiment d'infanterie du Boulonnois, de Tournai à Amiens, Douai, 8 janvier 1709. — Ordre de route du régiment d'infanterie de Villemont, de Gravelines à Calais. Douai, 8 janvier 1709. — Ordre de route du régiment de Santerre infanterie, de Bergues à Gravelines. Douai, 8 janvier 1709. — Ordonnance de l'Intendant, pour la fourniture des grains aux étapes. Amiens, 18 septembre 1715 (impr. affiche). — Lettre du conseil de la guerre à l'Intendant, relativement à la fourniture des étapes. 7 août 1717 (impr. placard). — « Règlement du conseil de la guerre, sur la fourniture des étapes. » Paris, 30 janvier 1718 (impr. affiche). — Avis de la mise en adjudication chez M. Petist, subdélégué à Amiens, de la fourniture des étapes. 28 février 1718 (impr. affiche). — « Extrait de l'ordonnance du Roi portant suppression des étapes dans les provinces et généralités où S. M. était chargée de la dépense. » 15 avril 1718 (impr. affiche). — « Étape. Table des rations de vivres et fourrages, qui doivent être fournies aux troupes du Roi, suivant l'ordonnance de S. M., du 13 juillet 1727 » (impr. affiche). — Modèle d'ordonnance pour le service des étapes. 1760 (impr. 7 p. in-4° Amiens), — etc.

C. 1275. (Liasse.) — 10 pièces papier (imprimées).

1722-1750. — Affaires militaires. Étapes. — « Généralité d'Amiens. Fournitures des étapes. 1729. Publication » (impr. affiche). — Id. 1740. — Id. 1743. — Id. 1746. — Id. 1747. — Id. 1748. — Id. 1750. — Id. 1751. — etc.

C. 1276. (Liasse.) — 4 pièces papier (1 imprimée).

1716-1775. — Affaires militaires. Logements — « Copie de la lettre écrite par M. de Bernage, intendant, au magistrat d'Arras », sur les exemptions du logement des gens de guerre. 5 juillet 1716 (impr. affiche). — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui ordonne que les édifices servant de casernes, dont il sera passé des baux par-devant notaires, pour les intervalles pendant lesquels il

n'y sera pas logé de troupes, ne seront sujets qu'au droit de nouvel acquit, pendant la jouissance des particuliers qui les occuperont, etc. Paris, 19 décembre 1775, — etc.

C. 1277. (Liasse.) — 12 pièces papier (imprimées).

1709-1780. — Affaires militaires. Convois. — « Instruction pour les commis des vivres, sur les réceptions et envois de grains et farines. » Arras, 26 décembre 1709 (impr. placard). — Réquisition de chariots pour voiturier des poudres, de La Fère à Arras. Amiens, 3 janvier 1722 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, relativement aux chevaux et voitures pour la conduite des équipages, etc. 10 mars 1761 (impr. 7 p. in-4° Amiens). — Ordonnance de l'Intendant, qui étend l'arrondissement dans lequel les maire et échevins de Poix sont dans l'usage de commander des chevaux et voitures, pour la conduite des équipages des troupes de passage. 13 mars 1761 (impr. 4 p. in-4° Amiens, 1761). — Ordonnance de l'Intendant sur les voitures nécessaires pour le transport des bagages et des convalescents des troupes. 1^{er} janvier 1767 (impr. 4 p. in-4°). — Ordonnance de l'Intendant, qui étend l'arrondissement dans lequel les maire et échevins de Péronne sont dans l'usage de commander des chevaux et voitures, etc. 13 août 1767 (impr. 4 p. in-4° Amiens, 1767). — « Copie de la lettre écrite par M. d'Agay, intendant de Picardie, à ses subdélégués », sur le service des convois militaires. 16 mars 1776 (impr. 7 p. in-fol.). — « Instruction sur le service des convois militaires. » 4 mars 1780 (impr. 6 p. in-fol. Amiens, 1780), — etc.

C. 1278. (Liasse.) — 22 pièces papier (9 imprimées).

1749-1785. — Affaires militaires. Remonte. — Vente de chevaux réformés. Février 1749 (impr. affiche). — Id. Avril 1749. — « Mémoire servant de développement aux dispositions du projet de règlement concernant le fonds de chevaux à répartir dans différentes provinces, pour le service du Roi. » Janvier 1785. — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, lui envoyant le précédent mémoire, qu'il le prie d'examiner, et sur lequel il lui demande ses observations. Versailles, 17 mars 1785. — « Subdélégation d'Albert. Observations sur les articles du règlement projeté pour mettre les chevaux du Roi chez les cultivateurs, d'après les raisons qu'en ont données les différents laboureurs, qui ont été mandés de la majeure partie des paroisses qui composent cette subdélégation. » 1785. — Id. Subdélégation de Calais. — Id. Subdélégation de Montdidier. — Id. Subdélégation de Roye. — Id. Subdélégation de Saint-Valery. — « Chevaux du Roi.

Généralité d'Amiens. Conditions réglées par le Roi, pour la remise à faire aux cultivateurs des chevaux appartenant à Sa Majesté. » Versailles, 3 juillet 1785. — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, lui demandant son avis sur ce nouveau projet, fait sur un plan beaucoup plus simple, « les cultivateurs ayant paru répugner à se charger de cette manière des chevaux du Roi. » Versailles, 3 juillet 1785, — etc.

C. 1279. (Liasse.) — 5 pièces papier (imprimées).

1710-1720. — Affaires militaires. Fortifications. — « Extrait des registres du conseil d'État, du Roi. » Arrêt ordonnant que le nombre des palissades et toises de liteaux nécessaires pour les places de la généralité d'Amiens, sera imposé sur les bois appartenant aux communautés ecclésiastiques et laïques, et aux gentilshommes, les plus voisins des dites places. Amiens, 16 mai 1710 (impr. 3 p. in-4°). — « Extrait des registres du conseil d'État. » Arrêt sur le même objet Versailles, 24 juin 1710 (impr. affiche). — Modèle d'avis pour l'adjudication de travaux aux fortifications. 1720 (impr. affiche), — etc.

C. 1280. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1781-1783. — Marine. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, l'informant que le ministre de la marine, pour ne pas avoir recours à l'étranger, pour la fourniture des chanvres nécessaires à la marine, vient de charger les sieurs Montessuy, Saint-Marc et compagnie, de faire l'achat de cette production dans les provinces. Il le prie de « procurer à cette compagnie toutes les facilités qui dépendent de vous, mais en même temps, il faut recommander le secret et la circonspection, car je suis instruit que les premiers renseignements que je vous ai demandés sur la culture du chanvre, ont fait hausser les prix en quelques endroits. » Versailles, 21 décembre 1781. — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, le priant de cesser l'envoi des soldats provinciaux de bonne volonté, pour la marine, la cessation des hostilités, rendant ce secours inutile. Versailles, 30 janvier 1783. — « États des soldats provinciaux de la généralité d'Amiens, venus au dépôt de matelots novices à l'île de Ré, lesquels ont servi, ont été congédiés ou morts, conformément aux apostilles ci-après. » Ile de Ré, 14 mars 1783. — « Liste des soldats provinciaux de la généralité d'Amiens, qui ont été congédiés des vaisseaux ci-après désignés, pour retourner chez eux, et reprendre leur service dans les troupes provinciales » Rochefort, 5 mars 1783, — etc.

C. 1281. (Liasse.) — 36 pièces papier.

1768-1783. — Invalides de la marine. — « État des paiements faits aux soldats invalides de la marine retirés en Picardie, pendant les six premiers mois 1768. » Amiens, 10 octobre 1768. — « État des sommes qui ont été payées aux invalides de la marine entretenus dans la généralité de Picardie, pendant l'année 1777. » 6 avril 1778. — « Ordre de demi-solde pour François Alcoque, caporal de la compagnie de Rosnevet. » Versailles, 12 janvier 1772. — Lettre de M. Boynet à l'Intendant, sur des abus qui règnent dans le paiement des demi-soldes des invalides de la marine. Versailles, 20 février 1773. — « État des sommes qui ont été payées aux invalides pensionnés de la marine retirés dans la généralité de Picardie, pendant l'année entière 1780. » 21 mai 1781. — Id. 1781. — « Subdélégation de St-Quentin. État des paiements faits pour la solde des officiers, bas officiers et soldats de la marine, pendant les mois de janvier, février, mars, avril et juin 1780. » — Id. juillet à décembre 1780. — Id. janvier à juin 1781. — Id. juillet à décembre 1781, — etc.

C. 1282. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1782-1785. — Invalides de la marine. — Brevet de demi-solde à François Charlemagne, ci-devant sergent au régiment du Cap. Versailles, 21 novembre 1782. — Id. à Félix Caron, canonnier d'une des compagnies d'artillerie des îles de France et de Bourbon. Versailles, 22 juillet 1785. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui envoyant le règlement et le tarif pour fixer les retenues à faire sur les appointements et la solde des individus attachés au service de la marine, qui sont traités dans les hôpitaux. 30 juillet 1785, — etc.

C. 1283. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1783-1789. — Invalides de la marine. — « État des sommes payées aux invalides de la marine entretenus dans la généralité de Picardie, pendant l'année 1783. » — Id. 1784. — Id. 1785. — Id. 1786. — « État des paiements faits aux invalides de la marine entretenus dans la subdélégation de Montdidier. » 1782. Montdidier, 21 août 1787. — « Invalides de la marine retirés dans la généralité d'Amiens. » 1787, — etc.

C. 1284. (Liasse.) — 21 pièces papier.

1784-1790. — Invalides de la marine. — « État des paiements faits pour la solde des bas officiers et soldats de la marine, retirés avec la

solde ou demi-solde, pendant les six premiers mois de l'année 1785. Subdélégation de St-Quentin. » — Id. six derniers mois 1785. — Id. six premiers mois 1789. — Id. six derniers mois 1789, — etc.

C. 1285. (Liasse.) — 25 pièces papier (8 imprimées).

1709-1765. — Déserteurs. — Ordonnance de l'Intendant, sur la désertion des pionniers d'Artois commandés pour se rendre à Bouchain, à l'effet de travailler aux lignes de Denain. Arras, 1^{er} août 1709 (impr. affiche). — Condamnation à mort par le conseil de guerre de Blaye, de Pierre Chassereaux, pour désertion de la compagnie de Gorce au bataillon de Gobert des milices de La Rochelle. 6 avril 1734 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Saumur, de Louis Lunet, déserteur de la compagnie de Benoist, au bataillon de Tuders, des milices de Touraine. 10 avril 1734 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Villeneuve, de Jean Laurent, déserteur de la compagnie de Brunot, au bataillon de Saubat, milice de la généralité de Bordeaux. 27 mars 1734 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de St-Lô, de Pierre Cousain, déserteur de la compagnie de Stourme, au bataillon de Chemault, milice de la généralité de Caen. 10 avril 1734 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Haguenau, de Guy Gana, déserteur de la compagnie de la Martine, au régiment d'Haussy de Villefort. 25 avril 1735 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre du château de Saint-Hippolyte, de François Resseguier, déserteur de la compagnie de Lanziery, bataillon de St-Martin, milice de la généralité de Montauban. 5 mai 1735 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Montdauphin, de Vincent Roux, déserteur du bataillon de milice de Fontainilles. 2 juin 1735 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Béthune, de Pierre Jarlan, déserteur de la compagnie de Jegun, au régiment de Fontange. 18 juin 1735 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de St-Martin-de-Ré, de Jean Mainvielle, déserteur du détachement destiné pour le remplacement des troupes de l'armée d'Italie. 13 décembre 1735 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Varenne, de Lucien Cabin, déserteur de la compagnie de Magne, 14 décembre 1735 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Huningue, de Lazare Tuchot dit La Fleur, déserteur de la compagnie colonelle du régiment d'Auxy-de-Villefort, milice du duché de Bourgogne. 22 décembre 1735 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Lille, de Jean Deslandes, déserteur de la compagnie de Beaumont, au régiment de Laye, milice de Basse Normandie. 4 janvier 1736 (impr. affiche). —

Id. par le conseil de guerre de Phalsbourg, de Laurent Dron, dit Collery, déserteur de la compagnie Goze, au 2^e bataillon du régiment de Valory. 21 janvier 1736 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Dunkerque, de François Millot, déserteur du détachement des recrues pour l'armée d'Italie. 6 février 1736 (impr. affiche). —

Id. par le conseil de guerre de Huningue, de Lazare Vincenot, déserteur de la compagnie de Montagu, au régiment d'Haussey-de-Villefort, milice du Duché de Bourgogne. 13 février 1736 (impr. affiche). —

Id. par le conseil de guerre de Lille, de Charles-François Christy, dit Nul-s'y-frotte, déserteur de la compagnie de Blin, au régiment d'Aumale, milice de Picardie, 14 février 1736 (impr. affiche). — Id.

par le conseil de guerre de Sarrebourg, de Antoine-Joseph Jourdhoy, dit Romarin, déserteur. 18 février 1736 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre

de Landau, de Jean Durant, dit Sans-peur, déserteur de la recrue du régiment de Lasbordes, milice du Lyonnais, pour l'armée d'Italie. 1^{er} mars 1736 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Béthune,

de Jean Netelet, dit l'Éveillé, déserteur de la compagnie de Pujol, régiment de Saint-Rome, milice de Soissonnais. 10 mars 1736 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Port-

Louis, de Laurent Gallois, dit la Plante, déserteur de la compagnie Bidault, 2^e bataillon du régiment de Murat, milice du Mans. 15 mars 1736 (impr. affiche). — Id. par le conseil de guerre de Landau,

de Philippe Farveux, déserteur de la milice du Lyonnais. 1^{er} août 1736 (impr. affiche). —

« Jugements rendus par contumace, contre des soldats déserteurs des bataillons de milice d'Abbeville et de Péronne. » 1757 (impr. affiche).

— « Jugements du conseil de guerre contre trois déserteurs du régiment de recrues d'Abbeville. » 1765 (impr. affiche), — etc.

C. 1286. (Liasse.) — 64 pièces papier (44 imprimées, 2 plans).

1720-1790. — Ponts et Chaussées. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne l'élargissement des grands chemins, lesquels seront plantés d'arbres dans l'étendue du royaume. » 3 mai 1720 (impr. affiche). — Arrêt du conseil d'État,

relatif aux ponts et Chaussées. Paris, 17 juin 1721 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, sur la plantation des chemins. Amiens, 24 novembre 1723 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, sur le

même objet. 8 mars 1724 (impr. affiche). —

Ordonnance de l'Intendant, sur l'entretien des ponts. Amiens, 2 septembre 1729 (impr. affiche).

— Ordonnance de l'Intendant, sur la plantation des chemins. 30 janvier 1730 (impr. affiche). —

Ordonnance de l'Intendant, sur des dégradations faites aux ormes, sur certains grands chemins, et qui met leur remplacement à la charge des communautés sur le territoire desquelles ils se trouvaient. Amiens, 22 janvier 1731 (impr. affiche).

— Id. 23 juillet 1731 (impr. affiche). —

Ordonnance de l'Intendant, qui met les arbres plantés sur les grands chemins sous la sauvegarde des paroisses. Arras, 14 octobre 1732 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne

la restitution de sommes indument perçues par le nommé Malo, conducteur d'ouvrages, pour dispenser divers particuliers de la corvée. Arras, 14 octobre 1733 (impr. affiche). — « Mémoire

instructif sur la réparation des chemins. » 13 juin 1738 (impr. 11 p. in-fol.). — « Instruction sur les chemins. » Amiens 29 octobre 1739 (impr. 4 p. in-fol.). — Ordonnance de l'Intendant, qui défend de

couper les arbres plantés sur les chemins. Arras, 6 juillet 1749 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, sur la confection, réparation et entretien

des chemins, pont et chaussées. Paris, 9 mai 1755 (impr. 8 p. in-4°. Amiens, 1755). — Ordonnance pour commander les communes de corvées, pour la

réparation des chemins, corvées ajournées par suite des pluies qui ont retardé les semailles. Remiencourt, 29 octobre 1756 (impr. affiche). —

Ordonnance de l'Intendant pour la répartition des travaux à faire par corvées. 10 février 1762 (impr. 4 p. in-4° Amiens). — « Arrêt du conseil

d'État du Roi, qui condamne les habitants, corps et communauté de Romescamps, élection d'Amiens, au paiement du prix de leur tâche de corvée, faute

par eux de l'avoir exécutée », etc. 19 avril 1765 (impr. 6 p. in-4°. Amiens 1765). — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, lui envoyant, avec ses

instructions en conséquence, le précédent arrêt, rendu sur ce que « il a régné, Monsieur, une lenteur étonnante dans l'exécution des ouvrages de corvées des deux dernières années. Cette nonchalance et

cette négligence de la part des communautés, ont été cause que les tâches d'un très grand nombre d'entre elles n'ont pas été exécutées en entier et

sont restées imparfaites. Je n'ignore pas les ruses et les stratagèmes qu'elles emploient le plus souvent, pour tâcher d'éluder l'exécution des

ouvrages qui leur sont répartis. Elles restent fort tranquilles lorsqu'elles reçoivent les mandements qui leur imposent leurs tâches ; ce n'est que

lorsque les avertissements particuliers arrivent, pour indiquer les jours auxquels doivent commencer les travaux, et lorsqu'il s'agit de se

moyens de s'y soustraire. On commence par crier, à tout hasard, à la surcharge, on présente des requêtes qui exigent des vérifications, on demande des sursis sur les motifs les plus légers, on gagne insensiblement le temps de la moisson, sans avoir presque rien fait des ouvrages de la première saison : on se trouve par conséquent surchargé à la seconde ; on imagine de nouveaux prétextes dans celle-ci. Enfin le moment où l'hiver oblige de suspendre tous les travaux arrive, les taches restent à moitié faites, et quelquefois même beaucoup moins avancées. » Paris, 23 mai 1765. —

« Instruction générale pour les intendants, sur la forme que le Roi veut être observée, pour la construction et entretien des routes de son royaume. » XVIII^e s. — Ordonnance de l'Intendant, sur les délits qui se commettent sur les plantations des grands chemins. 3 juin 1773 (impr. 3 p. in-4°. Amiens, 1773). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui commet le sieur comte d'Agay, intendant de Picardie, à l'effet de pourvoir aux inondations auxquelles sont sujettes plusieurs vallées de la généralité d'Amiens. » 28 décembre 1773. (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui réduit à 42 pieds la largeur des routes principales, et prescrit des règles, pour fixer la largeur des routes moins importantes. » 6 février 1776 (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1776). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les nouvelles routes de communication, et les formalités qui devront à l'avenir précéder la confection des routes. » 20 avril 1783 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne l'imposition sur les communautés de la généralité d'Amiens, des sommes nécessaires à l'entretien et à la confection des routes de ladite généralité, pendant l'année 1787. » 21 décembre 1786 (impr. 4 p. in-fol.). — Sentence du bailliage de Péronne, relative à la voirie. 21 avril 1787. — Modèle de rôle de répartition de la contribution à fournir par les communautés, pour les travaux des routes. 1787 (impr. 4 p. in-fol.). — Modèle de devis d'ouvrages à exécuter pour le compte des communautés. 1787 (impr. 8 p. in-fol.). — Modèle d'état de ce que doivent payer les communautés de la généralité, pour leur contribution aux travaux des routes. v. 1787 (impr. 3 p. in-fol.). — Modèle d'état de distribution par département d'ingénieurs, de la dite contribution. v. 1787 (impr. 3 p. in-fol.). — Modèle d'avertissement à l'adjudicataire et aux communautés, pour se trouver à la désignation des ouvrages adjugés. v. 1787 (impr. placard). — Modèle de procès verbal d'indication de l'ouvrage adjugé. v. 1787 (impr. 4 p. in-fol.). — Modèle de certificat pour paiement d'acompte. v. 1787 (impr. placard). — Modèle de procès-verbal de réception

de l'ouvrage adjugé. v. 1787 (impr. 2 p. in-fol.). — « Copie du mémoire envoyé à M. Darras, inspecteur à Doullens, par l'assemblée municipale. d'Acheux », à l'effet d'obtenir un chemin pour rendre sa communication plus facile avec les villes voisines. 5 octobre 1788. — « Règlement provisoire pour les cantonniers de la généralité d'Amiens. » 3 juillet 1789 (impr. 11 p. in-4°. Amiens, 1789). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne l'imposition sur les communautés de la généralité d'Amiens, des sommes nécessaires à l'entretien et à la confection des routes de la dite généralité, pendant l'année 1789. » 18 août 1789 (impr. 6 p. in-fol.). — « Copie de la lettre circulaire écrite par M. de la Millièrre, le 2 mars 1790, aux commissions intermédiaires et aux intendants, auxquels il a déjà été écrit relativement à l'exécution du décret du 22 janvier de la même année », sur la comptabilité des ponts et chaussées. — « Table du prix auquel doit revenir le transport de la toise cube de sable, cailloutis ou terre, étant fait avec banneaux ou camions de différentes charges et prix, à commencer depuis 50 toises de distance, jusqu'à 3.000 toises. » XVIII^e s. (impr. affiche), — etc.

C. 1287. (Liasse.) — 17 pièces papier

1761-1787. — Ponts et chaussées. — « Devis des ouvrages à faire pour la construction de 29 ponts et ponceaux », sur différentes routes de la Picardie. 15 août 1761. — « Détail des ouvrages à faire, pour la construction de 29 ponts et ponceaux », etc. 15 août 1761. — « Devis des ouvrages à faire, pour l'entretien pendant 6 années... des chaussées de pavés de grès, et des ponts et ponceaux sur les routes et embranchements compris entre la communication de Chaulnes et les limites de l'Artois et du Cambresis. » 4 décembre 1777. — « Devis des ouvrages à faire, pour l'entretien pendant 6 années... des chaussées en pavés de grès et des ponts et ponceaux, tant sur la grande route de Paris en Flandre, par Roye et Péronne, que sur plusieurs autres routes adjacentes. » 20 février 1783. — « Détail estimatif des ouvrages » pour l'entretien des dites routes. 20 février 1783. — « Devis des ouvrages à faire, pour l'entretien pendant 6 années... des chaussées de pavés de grès et des ponts et ponceaux, tant sur la grande route de Paris en Flandre, par Ham, Saint-Quentin et le Catelet, que sur celle de Saint-Quentin à La Fère. » 20 février 1783. — « Détail estimatif, « des dits travaux. » 20 février 1783. — « Devis

des ouvrages à faire, pour l'entretien pendant 6 années..... des chaussées de pavés de grès et des ponts et ponceaux sur différentes routes de cette généralité, aux environs d'Amiens, et autres parties détachées. » 20 février 1783. — « Détail estimatif » des dits travaux. 20 février 1783. — « Détail estimatif des ouvrages en terrasses, maçonnerie, charpente et pavé à faire pour le rallongement et la reconstruction de la voûte du pont dit de l'Horloge, situé près la tour de ce nom, dans la traverse de la basse ville de Calais, laquelle forme partie de la grande route de Paris en Angleterre, ensemble pour la réparation des ponts Saint-Pierre et à Quatre branches, situés route de Calais à Saint-Omer. » 15 juin 1784. — « Devis des ouvrages à faire pour la construction de 570 toises de longueur de chaussée de pavés de grès, sur 15 pieds de largeur, dont 276 toises dans la traverse du village de Dury, grande route de Paris en Angleterre, et 294 toises, dans la traverse de Breteuil, route d'Amiens en Basse-Normandie. » 22 février 1787. — « Détail estimatif » des dits ouvrages. 22 février 1787. — « État des travaux des routes exécutés dans le département d'Amiens, pendant l'année 1788, d'après les devis et adjudications déposés aux archives du dit département. » Septembre 1788, — etc.

C. 1288. (Liasse.) — 49 pièces papier.

1763-1788. — Ponts et Chaussées. — « Généralité d'Amiens. État des ouvrages proposés à continuer ou à achever dans la dite généralité, tant pour les ponts et chaussées, que pour les ports maritimes, en conséquence des adjudications ci-devant faites, ensemble ceux qu'il conviendrait adjuger pendant l'année 1764. » Exercice 1763. — Id. exercice 1768. — Id. exercice 1782. — Id. exercice 1783. — Id. exercice 1784. — Id. exercice 1785. — Id. exercice 1786. — Id. exercice 1788. — « Généralité d'Amiens. État des ouvrages à faire pendant l'année 1779, en conséquence des adjudications passées aux entrepreneurs. » Exercice 1778. — Id. exercice 1779. — Id. exercice 1780. — Id. exercice 1781. — Id. exercice 1782. — Id. exercice 1784. — Id. exercice 1785. — « État général des ouvrages portés à faire par corvée dans la généralité de Picardie, pendant l'année 1785, tant en entretien des anciennes chaussées, que pour continuer la construction des nouvelles parties de routes entreprises ou à ouvrir, et la désignation des communautés qu'on propose d'appliquer à l'exécution de ces différents travaux. » — Id. 1786, — etc.

C. 1289. (Liasse.) — 60 pièces papier.

1764-1787. — Ponts et Chaussées. — « État des ouvrages qu'il conviendrait faire par corvée, sur les principales routes de la Picardie, pendant l'année 1764. » Amiens, 21 février 1764. — « Route d'Abbeville à Blangis et celle d'Abbeville à Saint-Valery. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis pour l'année 1773. » — « Routes de l'arrondissement d'Amiens. Répartition des ouvrages à faire pour le transport des grès, bordures et sable, pour les relevés à bout et les entretiens simples des chaussées des environs d'Amiens. Corvées, 1773. » — Id. Routes des environs d'Amiens. 1774. — « Routes d'Abbeville à la ville d'Eu, d'Abbeville à Saint-Valery, et de la ville d'Eu à Paris. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis. Corvée de 1774. » — « Adjudications et réceptions à faire aux routes du département d'Abbeville en 1776, 1777, 1778 et suivantes. » — « Ponts et chaussées. Généralité de Picardie. État et appréciation des ouvrages faits par corvée dans la généralité pendant l'année 1783 », etc. — Id. 1785. — Id. 1786. — Ordonnances pour l'adjudication des tâches de corvées des communautés de la subdélégation d'Ardres. 1786. — « Tableau des adjudications faites le 23 mai 1786, en exécution des ordonnances de Mgr. le comte d'Agay, intendant de Picardie, du 9 février dernier, des tâches de travail sur les grandes routes imposées aux paroisses de la subdélégation d'Ardres », etc. Ardres, 24 mai 1786. — « État des paroisses de l'élection de Saint-Quentin, qui ont versé des fonds sur les corvées de 1787, au receveur particulier des finances, jusqu'à l'époque du 17 juillet 1787 », — etc.

C. 1290. (Liasse.) — 18 pièces papier.

1769-1789. — Ponts et Chaussées. — « État des dépenses comprises au second brevet arrêté au Conseil, le 19 juillet 1768, et dont l'imposition a été ordonnée par arrêt daté du même jour. » — « État des gratifications payées à l'ingénieur en chef, aux inspecteurs et sous-ingénieurs des ponts et chaussées, pendant l'année 1771 », etc. — Id. 1782. — Id. 1784. — Id. 1785. — « État des paiements faits aux sous-ingénieurs, pour leurs appointements pendant l'année 1771 », etc. — Id. 1783. — id. 1785. — Id. 1786. — « État des paiements faits aux élèves des ponts et chaussées, employés pendant 7 mois de l'année 1785 aux opérations relatives à la navigation de la Somme depuis Amiens jusqu'à Picquigny, et depuis Abbeville jusqu'à St-Valery. » — « État des gratifications payées au sieur de la Roche

inspecteur des ponts et chaussées, et au sieur de la Barthe, conducteur principal au département d'Abbeville, suivant les ordres du Conseil », etc. Amiens, 31 décembre 1785. — « État de la dépense pour salaires de conducteurs, piqueurs et autres employés à la journée, à la conduite des travaux faits par corvée dans la généralité d'Amiens... pendant l'année 1783. » — Id. 1785. — Id. 1786. — « État général de ce que doivent payer toutes les communautés de la généralité d'Amiens, pendant l'année 1787, pour leur contribution aux travaux des routes. » — Id. 1789, — etc.

C. 1291. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1772-1789. — Ponts et Chaussées. — « Généralité d'Amiens. Exercice 1770, situation des ouvrages ordonnés par l'état du Roi, des ponts et chaussées du dit exercice, au dernier décembre 1771. » — Id. exercice 1782. — Id. exercice 1784. — Id. exercice 1785. — Extrait du dit état. Exercice 1769. — Id. exercice 1783. — « Inspection générale des ponts et chaussées. Département de M. Dubois. Généralité d'Amiens. Tournée de 1785. » — « Généralité d'Amiens. Grandes routes et chemins de grandes communications. État général des routes faites et à l'entretien parfait, de celles à réparer, pour être mises à l'entretien, de celles ébauchées et à finir, et enfin de celles qui ne sont que projetées. » 28 novembre 1786. — État des ouvrages faits par les cantonniers pendant le mois de novembre 1789, sur la route de Péronne à Arras, par Sailly et Bapaume. » — « État des toisés de l'excavation des terres à la toise cube, faite pendant le mois de novembre. » XVIII^e s., — etc.

C. 1292. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1781-1789. — Ponts et Chaussées. — « État et emploi de la somme de 20.000 l. accordée pour partie des indemnités dues pour les terres occupées par les routes ouvertes dans la généralité de Picardie. » Amiens, 23 août 1781. — « État des indemnités les plus urgentes qui restent à payer, pour les terrains et bâtiments qui se trouvent compris dans la traverse de différentes routes de la généralité de Picardie. » Amiens, 2 septembre 1782. — « État des indemnités qui restent dues pour terrain pris à l'occasion des routes ouvertes dans la généralité de Picardie », etc. 1782. — « État des indemnités à payer pour les terrains et bâtiments qui se trouvent compris dans la traverse de différentes routes de la généralité de Picardie. » Amiens, 6 août 1783. — « État des indemnités à payer à différents particuliers, pour des terres prises pour la confection des routes dans le département d'Abbeville. »

31 décembre 1784. — « État général des indemnités relatives à la confection des routes de la généralité d'Amiens, à compter depuis 1776, jusques et compris 1789. » — « État général de toutes les indemnités... pour les terrains et bâtiments pris à l'occasion de l'ouverture de différentes parties des routes du département d'Amiens, à compter depuis 1776, jusqu'y compris 1789. » — « État général de toutes les indemnités... pour les terrains et bâtiments pris à l'occasion de l'ouverture des différentes parties des routes d'Amiens à Dunkerque par Doullens, d'Amiens à Cambrai par Albert, et d'Amiens à Péronne, à compter depuis 1776, jusqu'y compris l'année 1789. »

C. 1293. (Liasse.) — 6 pièces papier (1 imprimée).

1733-1788. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE PARIS EN ANGLETERRE. — Avis de l'adjudication par-devant M. de Bazinghen, subdélégué à Boulogne, de travaux au chemin de Boulogne à Montreuil, par Samer. Amiens, 3 septembre 1733 (impr. affiche). — « Devis des ouvrages à faire, pour la construction d'une arche de 6 pieds d'ouverture, près du village de Wavignies, grande route de Paris en Angleterre, par Amiens. » Amiens, 15 octobre 1784. — « Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1788 sur la route de Paris en Angleterre... atelier à l'entrée de Grandvilliers, au sommet de la descente du bois de Planchon, pour le compte des communautés ci-après nommées. » Amiens, 15 avril 1788. — Id. Atelier de la descente du bois de Planchon à l'entrée de Poix. Amiens, 15 avril 1788, — etc.

C. 1294. (Liasse.) — 59 pièces papier (11 plans).

1754-1786. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE PARIS EN ANGLETERRE. — Carte pour démontrer les avantages qu'il y aurait à faire passer la route de Beauvais à Abbeville et à Calais, par Grandvilliers. 1754. — « Plan d'un pont de bois à construire au village de Bernay sur la rivière de Maye, grande route d'Abbeville à Montreuil. » 1771. — Élévation du dit pont. 1771. — Coupe du dit pont. 1771. — Lettre de M. Bompard à l'Intendant, sur un accident arrivé à un ouvrier travaillant à l'atelier de la butte de Vron. Amiens, 11 décembre 1771. — Rapports des ingénieurs sur des demandes d'indemnités pour terrains pris par la construction ou le redressement de la route. 1772-1780. — État général de toutes les indemnités... pour les terrains et bâtiments pris à l'occasion de l'ouverture des différentes parties de la route d'Abbeville à Montreuil, à compter depuis 1776, jusqu'y compris l'année 1789. »

— Lettre de Madame Van-Robais à M. Maugendre, pour la réparation du chemin de son faubourg, à Abbeville. Bagatelle, 29 septembre (l'année manque). — Ordre de corvée pour les habitants du faubourg Saint-Gilles à Abbeville. 7 mai 1772. — Mémoire sur le mauvais état de la chaussée du dit faubourg, présenté par les officiers municipaux d'Abbeville. 1782. — Mémoire de M. de La Touche sur la dite affaire. Amiens, 11 octobre 1782. — « Devis des ouvrages... à faire pour le rallongement et la reconstruction de la voûte du pont dit de l'Horloge, situé près la tour de ce nom, dans la traverse de la basse ville de Calais, laquelle forme partie de la grande route de Paris en Angleterre ; ensemble pour les réparations des ponts Saint-Pierre et à Quatre branches, situés sur la route de Calais à Saint-Omer. » Amiens, 15 juin 1784. — « Devis des ouvrages à faire pour la construction d'un arceau de 3 pieds, 6 pouces d'ouverture, entre Wavigny et Saint-Just, grande route de Paris en Angleterre, par Amiens. » Amiens 18 janvier 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements de la part des fermiers généraux des messageries, relativement à la réparation d'un pont entre Nampont et Abbeville, et de faire recouvrir de sable la montagne de Flixecourt. Paris, 26 novembre 1785. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Millière, sur la dite affaire. 12 décembre 1785. — « Route d'Abbeville à Montreuil. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis, pour l'année 1773. » — Id. 1774. — Id. Route de Paris à Calais. Ateliers de Grandvilliers, Poix, Lincheux, etc. 1773. — Id. Route de Paris à Calais. Corvée de 1774. — « Plan d'une partie de la route d'Abbeville à Beauvais, par le village d'Épagne. » XVIII^e s. — Id. du Titre à Novion. XVIII^e s. — « Projet de redressement entre la forêt de Vron et l'entrée de ce village, sur la route d'Abbeville à Montreuil. » XVIII^e s. — « Plan de la descente de Vron, route d'Abbeville à Montreuil, » XVIII^e s. — « Plan d'une partie de la route d'Abbeville à Montreuil, dans la traverse du village de Vron, avec les projets allant du côté de Montreuil. » XVIII^e s. — « Plan de la descente de Nampont, route d'Abbeville à Montreuil. » XVIII^e s. — « Plan d'une partie de la route de Paris en Angleterre par Amiens, depuis Saint-Just jusqu'à Breteuil, contenant les indications des limites et enclaves du Soissonnais et de la Picardie. » XVIII^e s., — etc.

C. 1295. (Liasse.) — 14 pièces papier (2 plans).

1770-1787. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE PARIS A AMIENS ET D'AMIENS A DOULLENS. — Tracé de la route de Beauvais à Breteuil. v. 1770. — « Route de Breteuil à Beauvais. Répartition des

ouvrages à faire en terrassement et cailloutis. Corvée de 1773. » — Id. corvée de 1774. — « Plan et profil, pour servir à la construction de 100 toises courantes de chaussées de pavé neuf à faire sur la grande route de Paris en Flandres, vis-à-vis Oresmaux. » 1715. — « Route d'Amiens à Saint-Just. Répartition des ouvrages à faire en terrassement et cailloutis. Corvée de 1773. » — Id. corvée de 1774. — Id. Route d'Amiens à Arras par Doullens. Corvée de 1773. — Id. corvée de 1774, — etc.

C. 1296. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1787-1788. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE PARIS A AMIENS ET D'AMIENS A DOULLENS. — « Devis des ouvrages à faire, pour la construction d'un pont de 12 pieds d'ouverture, et 67 pieds de longueur, d'une tête à l'autre, en maçonnerie, dans le fond de Villers-Bocage, route d'Amiens à Dunkerque, par Doullens etc. » Amiens, 15 mars 1787. — Ordonnances pour le paiement de la reconstruction du pont de Villers-Bocage, 29 avril, 2 mai 1788, — etc.

C. 1297. (Liasse.) — 36 pièces papier (plans).

XVIII^e s. — Pont et Chaussées. ROUTES DE PARIS A AMIENS ET D'AMIENS A DOULLENS. — Plan, coupe et élévation d'un pont à rallonger au fond de Saint-Saufieu. — Id. d'un ponceau à rallonger à la sortie de Bonneuil. — Id. d'un ponceau à rallonger au fond de Fléchy. — Id. d'un ponceau à construire à neuf, vis-à-vis la cense du Grand Mesnil. — Id. d'un pont biais à rallonger dans le fond du Grand Mesnil, proche Wavignies. — Id. d'un pont à construire à neuf avant d'arriver à Saint-Just. — Id. d'un pont à construire dans le fond de La Vicogne. — Id. d'un pont à construire dans le fond, à l'entrée de Beauval. — Id. d'un ponceau à construire à neuf, route de Doullens à Saint-Pol. — « Plan d'amélioration de la grande route d'Amiens à Doullens, au village de Beauval. » — « Plan de la traverse du faubourg de Beauvais. » — « Plan de l'entrée du village de Dury. » — « Plan et dimensions de la grande chaussée d'Amiens à Paris, passant au travers du terroir, et partie du village d'Esserteaux. » — « Plan d'une partie de la grande route de Paris à Amiens. Petit Fay », — etc.

C. 1298. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1731-1741. — Ponts-et-chaussées. ROUTE DE PARIS EN FLANDRE. — « Extrait des registres du conseil

d'État. » Arrêt qui ordonne l'étude des réparations à faire à la partie de la route de Paris en Flandre, entre Péronne et Cambrai, devenue impraticable aux voitures. » Marly, 8 mai 1731. — « Estimation de la dépense des ponts et chaussées de grès à faire, tant pour achever de paver la route de Paris en Flandre, par Roye et Péronne, depuis la généralité de Soissons jusques au dit Péronne, que pour paver aussi celle de Péronne à Cambrai, dans la partie qui passe sur la Picardie, finissant à la frontière d'Artois. » 1736. — Lettre de M. Dubois, directeur général des ponts et chaussées, au cardinal de Fleury, sur la dite affaire. Paris, 15 août 1736. — Lettre de M. Dangervilliers à l'Intendant, sur ce que les états de Cambrésis s'opposent à l'alignement de la chaussée projetée sortant de Cambrai par la porte de Cantimpré, pour aller joindre celle que les états d'Artois devaient faire sur leur territoire, pour la communication de Péronne à Cambrai. Versailles, 21 juin 1737. — « Mémoire des états d'Artois, sur la chaussée proposée par MM. des états de Cambrai, pour aller de Cambrai à Péronne et à Saint-Quentin. » v. 1737. — Correspondance sur la dite affaire, — etc.

C. 1299. (Liasse.) — 11 pièces papier (7 plans).

1740-1774. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE PARIS EN FLANDRE. — « Plan pour le chemin de Péronne à Cambrai. » 1740. — « Carte d'une partie de la Picardie, Artois et Flandres. » 2 septembre 1740. — « Généralité d'Amiens. Route de Paris en Flandres, par Péronne. Balance des prix des entretiens, suivant le bail de 1758, avec les prix des dits entretiens, pour le renouvellement de ce bail en 1764 », etc. Amiens, 13 février 1764. — « Plan de l'entrée de la ville de Péronne, du côté du faubourg de Paris, avec le projet d'un pont de deux arches, à reconstruire sur la rivière de Somme, en place de l'ancien, qui tombe en ruines. » 1766. — « Plan et élévation d'un pont de deux arches à reconstruire à l'entrée de la ville de Péronne, du côté du faubourg de Paris, sur la rivière de Somme. » 1766. — « Profil des pentes des abords du pont à reconstruire à l'entrée de la ville de Péronne. » 1766. — Notes sur la construction du dit pont. Février 1766. — « Plan de l'emplacement d'un pont provisionnel, sous la chaussée de Paris en Flandres, près la ville de Péronne, sur le nouveau canal de Picardie. » Amiens, 25 juin 1773. — Lettre de M. de Saint-Firmin à l'Intendant, sur la construction du dit pont. Amiens, 25 juin 1773. — « Copie du rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, sur la requête des administrateurs de l'hôpital des femmes de la ville de Roye, qui demandent la propriété de l'ancien chemin de la grande route de Paris en Flandres, vis-à-vis les terres

du dit hôpital, à la sortie du faubourg Saint-Gilles de la dite ville de Roye. » 6 septembre 1774, — etc.

C. 1300. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1773-1787. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE PARIS EN FLANDRE. — « Route de Paris en Flandres par Péronne, celle de Saint-Quentin à Cambrai et à La Fère. Répartition des ouvrages à faire en terrassement et transport de grès. » 1773. — « Route de Roye à Noyon. Atelier du Montail. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis, pour le transport du sable. Corvée de 1773. » — « Entretien de la grande route de Paris en Flandres, par Roye et Péronne, et autres contenues au bail du sieur Nobécourt. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis... Corvée de 1773. » — Id. corvée de 1774. — « Détail des ouvrages à faire, pour l'entretien des chaussées en pavés de grès sur la deuxième partie de la grande route de Paris en Flandres. », etc. Amiens, 20 janvier 1777. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur la plainte portée par le marquis de Folleville, de ce qu'on lui a refusé la permission de faire faire à ses frais la plantation des arbres projetés de remplacer sur la route de Paris à Lille, dans la partie entre Péronne et Bapaume, sous prétexte que la plantation doit se faire dans l'intérieur du chemin, et par conséquent, sur un terrain qui appartient au Roi. Paris, 4 février 1786. — « Rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, (de la Touche) sur le mémoire adressé à M. le contrôleur général par M. le marquis de Folleville », etc. Amiens, 8 mars 1786. — Réponse de l'Intendant à M. de la Millière, sur la dite affaire. 19 mars 1786. — « Devis des ouvrages à faire pour la reconstruction d'un ponceau... dans le fond d'Orvillers, grande route de Paris en Flandres, par Roye et Péronne. » Amiens, 21 mars 1787. — « Devis des ouvrages à faire pour la reconstruction d'un pont... sur la grande route de Paris en Flandres, par Roye et Péronne, près du village de Marchélepot. » Amiens, 21 mars 1787. — « Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1787, sur la route de Paris en Flandres, par Roye et Péronne, atelier de Gonnellieu. » etc., — etc.

C. 1301. (Liasse.) — 53 pièces papier.

1772-1776. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'ABBEVILLE A EU ET D'ABBEVILLE A DOULLENS. — Rapports

des ingénieurs sur les demandes d'indemnités par les propriétaires des terrains pris pour la dite route.

C. 1302. (Liasse.) — 18 pièces papier (14 plans.)

1772-1774. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'ABBEVILLE A EU ET D'ABBEVILLE A DOULLENS. — « Plan d'une partie de la route d'Abbeville à Doullens, depuis le Bois, jusqu'à la ville de Saint-Riquier, avec un projet de redressement de la butte de Drugy à Saint-Riquier, et de perfection d'accotements de Drugy au Bois. » 1772. — « Route d'Abbeville à la ville d'Eu, et de la ville d'Eu à Paris. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis, pour l'année 1773 » — Id. Route d'Abbeville à Doullens. — Id. 1774. — « Plan d'une partie de la route d'Abbeville à la ville d'Eu, depuis le village de Valines, jusqu'à celui de Fressenneville, avec le projet entre ces deux villages. » XVIII^e s. — « Plan de la grande route, entre Miannay et Valines. » XVIII^e s. — « Plan entre Longvillers et Beaumetz. » XVIII^e s. — « Plan d'une partie de la route d'Abbeville à Doullens, depuis Bernaville jusqu'à Fienvillers. » XVIII^e s. — « Extrait de la carte itinéraire de la route de Doullens à Abbeville. » (de Bernaville à Fienvillers.) XVIII^e s. — « Plan et élévation d'un ponceau à construire vis-à-vis la ferme de Milly, route de Doullens à Arras. » XVIII^e s. — « Plan et élévation d'un pont à construire entre Abbeville et le bois de Saint-Riquier, route d'Abbeville à Doullens. » XVIII^e s. — « Plan et élévation d'un ponceau à construire vis-à-vis le pont des Neuf-Moulins, route de Doullens à Arras. » XVIII^e s., — etc.

C. 1303. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1785-1790. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'ABBEVILLE A EU ET D'ABBEVILLE A DOULLENS. — « Devis des ouvrages à faire, pour la construction d'un ponceau en maçonnerie de 4 pieds d'ouverture, dans le fond de Fressenneville, route d'Abbeville à la ville d'Eu. » Amiens, 1^{er} janvier 1785. — « Devis des ouvrages à faire pour la construction d'un ponceau en maçonnerie de quatre pieds d'ouverture, entre la ville de Doullens et la butte de Beaurepaire, vis-à-vis de la blanchisserie, route d'Abbeville à Arras. » Amiens, 1^{er} janvier 1785 — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour la construction d'un pont de six pieds d'ouverture, dans le fond de Frireulles, route d'Abbeville à la ville d'Eu. » Amiens, 1^{er} janvier 1785. — Devis des dits travaux. Amiens, 1^{er} janvier 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur un mémoire par lequel le comte de Boubers réclame contre la

nouvelle direction de la route d'Eu à Abbeville. Paris, 22 février 1785. — Mémoire du marquis de Fontaines, seigneur de Woincourt, réclamant le remboursement d'un journal et demi de terrain, qui lui a été pris pour le grand chemin d'Abbeville à Eu. 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de Vergennes, sur la dite affaire. Il n'a actuellement aucuns fonds pour acquitter ces indemnités. 27 juin 1785. — Requête des habitants d'Eu à M. de la Millière, à l'effet de faire élever la grande route d'Abbeville de 7 à 8 pieds, pour atteindre la hauteur d'un pont qu'ils viennent de faire reconstruire sur la Bresle. 7 juillet 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une lettre des états d'Artois, qui demandent l'achèvement des parties de la route d'Amiens à Arras, entre cette dernière ville et Doullens. 10 septembre 1786. — « Rapport sur la lettre de MM. les députés des états d'Artois », etc. par M. Brun. Abbeville, 6 novembre 1786. — « État général de toutes les indemnités... pour les terrains et bâtiments pris à l'occasion de l'ouverture des différentes parties de la route d'Abbeville à la ville d'Eu, à compter depuis 1776, jusqu'y compris l'année 1789. » 17 mars 1790. — « Rapport sur la requête présentée à M. l'Intendant, par le nommé Marc Leroy, syndic de la communauté de Marest-et-Oust, par laquelle il se plaint de ce que le nommé Dufossé, piqueur, a voulu lui faire recevoir une tâche qui ne ressemblait pas à celle qui lui était assignée par son mandement », par M. Brun. Abbeville, 15 mai 1785, — etc.

C. 1304. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1769-1790. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE ROUEN A DUNKERQUE PAR BLANGY, ABBEVILLE ET HESDIN. — « Route d'Abbeville à Hesdin. Atelier de Froyelles. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis pour l'année 1773. » — « Route d'Abbeville à Hesdin. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis. Corvée de 1774. » — Rapports des ingénieurs sur les demandes d'indemnités présentées par les propriétaires des terrains sur lesquels passe la dite route. 1780. — « Rapport de M. Brun, sur la demande de M. de Neuilly. » Abbeville, 7 juillet 1783. — « Devis des ouvrages à faire, pour la construction d'un ponceau en maçonnerie, de 5 pieds d'ouverture, près la chapelle du Boisle, route d'Abbeville à Hesdin. » Amiens, 1^{er} janvier 1785. — Détail estimatif des dits travaux. 1^{er} janvier 1785. — Lettre de M. de la Millière

sur des travaux à faire à la dite route, à la sortie de Blangy. Paris, 26 mars 1785. — « État général de toutes les indemnités... pour les terrains et bâtiments pris à l'occasion de l'ouverture des différentes parties de la route de Rouen à Dunkerque, par Blangy, Abbeville et Hesdin, à compter depuis 1776, jusqu'y compris l'année 1789. » 23 mars 1790, — etc.

C. 1305. (Liasse.) — 21 pièces papier (3 plans).

1767-1785. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE ROUEN A AMIENS, ET D'AMIENS A BAPAUME. — « Plan du village de Querrieux et celui de Pont-Noyelle, avec le chemin actuel, et celui où l'on passait anciennement. » 12 juillet 1767. — Rapports des ingénieurs sur les demandes d'indemnités faites par les propriétaires des terrains sur lesquels passe la dite route. 1772-1780. — « Plan de l'entrée du village de Lignières-Châtelain, du côté d'Aumale, fait au mois de mai 1782, par Prophette. » — « Plan des traverses de Querrieux et de Pont-Noyelles. » 1783. — « Devis des ouvrages à faire, pour la construction d'un ponceau... dans le fond de Bresle, route d'Amiens à Cambrai, par Albert. » Amiens, 18 septembre 1784. — Détail estimatif des dits ouvrages. 18 septembre 1784. — « Devis des ouvrages à faire pour la construction d'une arche de six pieds d'ouverture, à la sortie du bourg de Poix, côté d'Éplessier, sur la route d'Amiens à Rouen. » Amiens, 7 décembre 1784. — Détail estimatif des dits ouvrages. 7 décembre 1784. — « Rapport sur le mémoire présenté au Conseil par quelques habitants des villages d'Heilly, Ribemont et Bresle, aux fins d'obtenir une indemnité, pour les terres comprises dans le redressement de la chaussée d'Amiens à Albert. » Amiens, 13 août 1785, — etc.

C. 1306. (Liasse.) — 33 pièces papier (29 plans).

1773-1774. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE ROUEN A AMIENS, ET D'AMIENS A BAPAUME. — « Route d'Amiens à Rouen. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis, pour l'année 1773. » — Id. Route d'Amiens à Bapaume. — « Route d'Amiens à Rouen, et de Dieppe à Paris. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis. Corvée de 1774. » — Id. Route d'Amiens à Bapaume. — « Plan d'une partie de la route d'Amiens à Rouen, depuis Lignières jusqu'aux limites de la Normandie. » XVIII^e s. — Plan d'une partie de ladite route, de Lignières à Caulières. XVIII^e s. — « Plan d'une partie de la traverse de Poix », etc. XVIII^e s. — « Plan d'une partie de la route d'Amiens à Albert, depuis le faubourg Saint-Pierre, jusqu'à Querrieux. » XVIII^e s. —

« Plan d'une partie de la route d'Amiens à Albert, à la sortie de Pont-Noyelle. » XVIII^e s. — « Plan de la montagne, avant d'arriver à Albert. » XVIII^e s. — « Plan d'une partie de la route d'Amiens à Albert, vis-à-vis le village de la Boissière. » XVIII^e s. — Plan de la dite route, près d'Heilly. XVIII^e s. — « Plan, coupe et élévation d'un ponceau à construire dans le fond du bois de Saint-Laurent, route d'Amiens à Albert. » XVIII^e s. — « Plan et élévation d'un ponceau à construire dans le fond de Brelle, route d'Amiens à Albert. » XVIII^e s. — « Plan et élévation pour servir de construction de deux ponceaux, dans le fond de la Boissière, et l'autre à l'entrée d'Albert, route d'Amiens à Bapaume, par Albert. » XVIII^e s. — « Plan et élévation d'un pont à construire à Salouel, route d'Amiens à Rouen. » XVIII^e s. — « Plan et élévation, pour servir de construction de six ponceaux, sur la route d'Amiens à Rouen. » XVIII^e s. — « Plan et élévation d'un ponceau à construire dans le fond de Gournay, route d'Amiens à Rouen. » XVIII^e s. — « Plan et élévation, pour servir de construction de deux ponceaux, sur la route d'Amiens à Rouen ». XVIII^e s.

C. 1307. (Liasse.) — 3 pièces papier (plans).

1762. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE MONTDIDIER A ROYE, ET DE ROYE A NESLE ET A HAM. — Projet de rectification de la dite route, près d'Ételfay. 28 octobre 1762. — Id. de Roye à Rethonvillers. XVIII^e s. — « Plan du faubourg Saint-Sulpice de la ville de Ham, avec le projet d'une courbe à son abord. » XVIII^e s.

C. 1308. (Liasse.) — 4 pièces papier (1 imprimée).

1757-1787. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE PARIS EN FLANDRE, PAR HAM, SAINT-QUENTIN ET LE CATELET. — Ordonnance de l'Intendant, relative au transport des grès pour la route de Ham au Catelet. Amiens, 6 novembre 1757 (impr. affiche). — « Route de Paris en Flandres, par Ham et Saint-Quentin. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis », etc. 1773. — Id. 1774. — « Devis des ouvrages à faire, pour la reconstruction d'un pont.... près la Terrière, grande route de Paris en Flandres, par Ham, Saint-Quentin et Cambrai. » Amiens, 21 mars 1787.

C. 1309. (Liasse.) — 16 pièces papier (4 plans).

1734-1760. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'ABBEVILLE A AMIENS, ET D'AMIENS A MONTDIDIER. — Requête des habitants d'Ailly-sur-Somme à l'Intendant, demandant la reconstruction du pont de charpente sur

la Somme, attendu son état défectueux. 2 mars 1734. — Procès-verbal de visite du dit pont, et estimation des travaux à y faire. Amiens, 28 avril 1734. — « Plan, profils et élévation du pont de charpente à faire sur la rivière de Somme vis-à-vis le village d'Ailly, à la place de celui qui tombe en ruines. » 1734. — « Devis pour la construction d'un pont de charpente, à faire en bois de chêne neuf sur la rivière de Somme, au lieu et place de celui qui est vis-à-vis le village d'Ailly, entre Amiens et Picquigny. » Amiens, 7 août 1734. — Procès-verbal de visite du dit pont, construit par Pierre Lefebvre, maître charpentier à Amiens. 12 février 1737. — Requête de Pierre Lefebvre à l'Intendant, à l'effet d'être payé des dits travaux, malgré les déficiences mentionnées au précédent procès-verbal, et sur les quelles il donne des explications. 24 avril 1737. — Nouveau procès-verbal de visite dudit pont. 8 août 1737. — « Plan de la nouvelle route de Rollot à Cuvilly..... levé en 1755, par le sieur Marchand, sous-ingénieur des ponts et chaussées, dans la généralité d'Amiens. » — « Chemin de Rollot à Cuvilly. Indemnités proposées le 3 décembre 1755. » — « Plan de la partie du chemin d'Amiens à Abbeville, depuis Ailly-sur-Somme jusqu'à Breilly, avec la distribution de l'ancien chemin, proportionnellement au terrain qui a été pris pour l'établissement du nouveau. » Amiens, 17 avril 1760, — etc.

C. 1310. (Liasse.) — 18 pièces papier (3 plans).

1767-1789. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'ABBEVILLE A AMIENS, ET D'AMIENS A MONTDIDIER. — « Plan de la traverse du village d'Ailly-sur-Somme. » 1765. — Lettre de M. Bompard à l'Intendant, sur un projet de redressement de la route à l'entrée du village d'Ailly. Amiens, 21 avril 1765. — Lettre de M. Bompard à l'Intendant, sur un projet de redressement et d'élargissement de ladite route, à l'entrée de Picquigny. Amiens, 13 février 1767. — « Observations sur le procès-verbal de M. Ducastel, pour les maisons à retrancher à l'entrée de Picquigny », par M. Bompard. 18 mars 1768. — Procès-verbal d'enquête par M. Ducastel, sur les expropriations à faire pour la dite opération. 10 mars 1767. — « Estimation des héritages à prendre, des maisons et bâtiments à démolir, pour le projet de l'entrée de Picquigny. » v. 1768. — « Mémoire sur le projet de redressement de l'entrée de Picquigny », par M. Bompard. v. 1768. — « Plan de la traverse de Picquigny, grande route d'Amiens à Abbeville, avec le projet de suppression de la halle, et de la construction d'une nouvelle chaussée. » Amiens, 23 novembre 1772. — Rapports des ingénieurs sur les indemnités demandées par les propriétaires de terrains pris pour ladite route. 1773. — « Plan détaillé de divers

héritages que traverse le nouveau projet de redressement de la vallée de Flixecourt, depuis le milieu de ladite vallée, jusqu'au sommet de la butte du Bout de ville, vers Abbeville, sur 581 t. 1 p. de longueur », etc. Amiens, 28 mai 1773. — « Copie du rapport sur la requête présentée par les nommés Charles Boudry..... et Jacques Barbier, syndic du village de La Chaussée-lès-Tirancourt, tendant à ce qu'il leur soit accordé une portion de l'ancien chemin abandonné à droite de la levée de Picquigny, au village de La Chaussée, pour les indemniser du terrain qui a été pris dans deux pièces de terre à eux appartenant », etc. 27 janvier 1774. — « État des sommes à payer à différents propriétaires, pour indemnité des terres qu'ils ont perdues, pour l'établissement d'une nouvelle partie de route au-dessous du village de Belloy-sur-Somme. » 20 août 1779. — « État général de toutes les indemnités..... pour les terrains et bâtiments pris à l'occasion de l'ouverture des différentes parties de la route d'Amiens à Compiègne, par Montdidier et Cuvilly, à compter depuis 1776, jusqu'y compris l'année 1789 », — etc.

C. 1311. (Liasse.) — 24 pièces papier (15 plans).

1773-1788. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'ABBEVILLE A AMIENS, ET D'AMIENS A MONTDIDIER. — « Route d'Amiens à Abbeville. Répartition des ouvrages à faire en terrassements pour l'année 1773. » — Id. Route d'Amiens à Montdidier. — Id. Route de Montdidier à Cuvilly. — Id. 1774. — « Plan d'une partie de la traverse de Picquigny incendiée le 20 mai 1786. » — « Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1788, sur la route de Paris en Angleterre, par Amiens, Abbeville, etc., atelier depuis l'ancienne route qui communique de Belloy à Izeux jusqu'à Flixecourt, pour le compte des communautés. » Amiens, 13 mai 1788. — Tracé de la route d'Hargicourt à Pierrepont. XVIII^e s. — « Généralité de Picardie, route d'Amiens à Montdidier, commençant au-dessus du village de Longueau. Département de M. Rousseau. » Plan. XVIII^e s. — « Plan du redressement et convertissement de cailloux en pavé de grès, depuis le faubourg de Noyon, jusqu'au pont de Longueau. » XVIII^e s. — « Plan de la partie de la route d'Amiens à Abbeville, formant l'abord du village de Moufflers, avec le projet de la descente de la butte du côté d'Amiens. » XVIII^e s. — « Plan de la traverse de Moufflers, grande route d'Amiens à Abbeville,

avec le projet de redressement dans cette traverse. » XVIII^e s. — « Plan du village de Moufflers, avec le projet des deux buttes à ses abords. » XVIII^e s. — « Plan de la traverse du village de Flixecourt, sur la grande route d'Amiens à Abbeville, avec différents projets qu'on se propose de faire. » XVIII^e s. — « Plan d'une partie de la chaussée d'Amiens à Abbeville, situé dans le centre et au plus bas du village de Flixecourt..... présenté pour les dommages soufferts ou à souffrir, par M^e Malot, notaire royal audit lieu. » XVIII^e s. — « Plan et élévation de deux ponceaux à construire, l'un dans le fond de Brailly, route d'Amiens à Abbeville, et l'autre à Poix, route d'Amiens à Rouen. » XVIII^e s. — « Plan et élévation d'un pont de deux arches à construire dans la vallée de Somme, entre Picquigny et le village de La Chaussée, route d'Amiens à Abbeville. » XVIII^e s. — « Plan, coupe et élévation du pont de Moufflers, à construire à neuf, sur la route d'Amiens à Abbeville, » XVIII^e s. — « Plan de la traverse du village d'Ailly-sur-Somme. » XVIII^e s., — etc.

C. 1312. (Liasse.) — 8 pièces papier (1 imprimée, 1 plan).

1756-1787. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE CHATEAU-THIERRY A BETHUNE. — Ordonnance de l'Intendant, pour transporter des cailloux par corvées, sur la chaussée de Péronne à Sailly. Remiencourt, 9 octobre 1756 (impr. affiche). — « Route de Péronne à Arras, par Sailly. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis, pour la réparation de cette chaussée. Corvée de 1773. » — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur ce que les états d'Artois se plaignent du mauvais état de la route de Péronne à Bapaume. Calais, 2 octobre 1786. — « Devis des ouvrages à exécuter pendant les années 1787, 1788, 1789, sur la route de Péronne à Arras, par Bapaume, atelier entre Péronne et les limites de l'Artois, pour le compte des communautés. » 4 février 1787. — « Plan et élévation du pont d'Athies, sur la rivière de Lamignon, chemin de Ham à Péronne. » XVIII^e s., — etc.

C. 1313. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1789-1790. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE SAINT-QUENTIN A LA FERRE. — « Bordereau de mandat à-compte..... au profit du sieur Lamon, adjudicataire de 2,262 l. 4 s. de longueur de chaussée de pavés en grès..... sur la route de St-Quentin à la Fère », etc. Amiens, 25 novembre 1789. — « État général de toutes les indemnités..... pour les terrains pris à l'occasion de l'ouverture de la route St-Quentin à de La Fère, à compter depuis

1776, jusqu'y compris l'année 1789. » Péronne, 10 mars 1790, — etc.

C. 1314. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1773-1788. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'AMIENS A PERONNE. — « Route d'Amiens à Péronne. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis, pour l'année 1773. » — Id. 1774. — « Rapport sur la requête présentée par le sieur Claude-Quentin Nobécourt, chanoine théologal de Péronne, par laquelle il demande une partie du chemin de Péronne à Amiens, depuis l'embranchement proche de Péronne, jusqu'au canal de la Somme, pour suppléer à 18 verges de terres qui lui manquent dans sa pièce de terre, qui est coupée par ledit canal. » St-Quentin, 29 janvier 1778. — État de situation au 1^{er} octobre 1788, de travaux ordonnés en ladite année, pour la route d'Amiens à Péronne. » Amiens, 1^{er} octobre 1788. — Id. 8 novembre 1788. — Id. 1^{er} décembre 1788.

C. 1315. (Liasse.) — 6 pièces papier (2 plans).

1765-1789. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'AMIENS A GRANDVILLIERS. — Requête des syndic et adjoints de Buyon-Plachy à l'assemblée intermédiaire provinciale de Picardie, pour la reconstruction d'un pont. 10 janvier 1789. — « Devis des ouvrages à faire pour la reconstruction du pont en charpente situé sur la rivière de Selle, près le moulin du village de Plachy. » Amiens, 2 mai 1789. — CHEMIN D'AMIENS A FORGES. — « Distribution d'une partie de l'ancien chemin d'Amiens à Forges, à faire aux propriétaires de Thieuilloy-la-Ville, sur lequel le chemin actuel a été pris. » XVIII^e s. — CHEMIN D'AIRAINES A DOURIER. — « Plan de la traverse du marais de la rivière de Somme, depuis le village de Long, jusqu'au hameau du Catelet. » 1765, — etc.

C. 1316 (Liasse.) — 38 pièces papier (1 plan).

1768-1786. — Ponts et Chaussées. CHEMIN DE MOREUIL A BRETEUIL. — « Mémoire sur les avantages qu'il y aurait de perfectionner le nouveau chemin commencé de Breteuil à Moreuil, pour communiquer de la grande route de Paris à Amiens à cette capitale de Picardie. » 1768. — « Rapport sur le mémoire présenté par M. le comte de Mailly », par M. Bompard. Amiens, 27 août 1769. — Plan de la route de Moreuil à Breteuil. XVIII^e s. — « Route de Moreuil à Breteuil. Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis, pour 1773. » — Lettre de M. de la Millière à

l'Intendant, relativement à la reconstruction du pont de Moreuil. Paris, 4 mai 1785. — Lettre autographe du duc de Mailly à l'Intendant, sur le même objet. Paris, 23 juin 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, ingénieur en chef des ponts et chaussées à Saint-Valery, l'informant qu'il écrit au sieur Hébert, sous-ingénieur à Montdidier, pour lui exprimer son mécontentement sur le retard qu'il a mis à lui remettre les plans, devis, etc. de la reconstruction du pont de Moreuil. Amiens, 5 juillet 1785. — Lettre autographe du duc de Mailly à l'Intendant, sur le même objet. Mailly, 15 juillet 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui mandant qu'il « n'y a point d'inconvénient à accepter la proposition que vous a faite M. le duc de Mailly, de se charger de faire reconstruire ce pont suivant ses anciennes dimensions, avec les 2,000 l. que M. le contrôleur général a consenti d'accorder pour cet objet sur les fonds des ponts et chaussées de votre généralité, et aussi avec les fonds particuliers que M. le duc de Mailly destinait à ce même objet ; mais en même temps, il conviendra que vous veuillez bien réserver à M. de la Touche la surveillance des travaux, dont il donnera la réception et l'emploi des fonds. » 30 juillet 1785, — etc.

C. 1317. (Liasse.) — 26 pièces papier (2 plans).

1767-1785. — Ponts et Chaussées. CHEMIN DE CONTY A AIRAINES. — « Plan du chemin de Wailly à Conty, et du redressement proposé, levé géométriquement en octobre 1784 ». — CHEMIN D'HARGICOURT A PIERREPONT. — Lettre de l'Intendant à M. Martinot, le priant d'enquérir, sur la demande faite par le marquis d'Hargicourt, de la réparation du chemin d'Hargicourt à Pierrepont. Paris, 6 juin 1767. — Lettre de l'Intendant à M. Trudaine, sur la dite affaire. Il n'y a que les communautés de Pierrepont et d'Hargicourt qui offrent de travailler à cette réparation : « toutes les autres refusent formellement de les aider, sur le fondement qu'elles n'ont aucun besoin de ce chemin. La réparation des chemins particuliers est un objet sur lequel on est ordinairement fatigué de beaucoup de requêtes et de demandes, qui ont toutes des motifs secrets et tout différents de ceux qu'elles présentent au dehors. Le plus souvent, les habitants cherchent à s'en faire un prétexte pour se dispenser des ouvrages publics ; quelquefois il n'y a que quelques habitants d'une paroisse qui demandent les réparations d'un chemin qui leur est personnellement utile, et ils sont contredits par la plus grande partie des habitants de cette même paroisse. D'autres fois, ce sont les seigneurs qui, pour leurs intérêts particuliers, forment ces

demandes, ou engagent les habitants à les former sous le nom des communautés. Dans presque tous les cas, il arrive que les ordonnances restent sans exécution, soit parce que les habitants eux-mêmes, contents de s'être procuré une dispense de travailler aux grandes routes, se soucient peu d'exécuter les ouvrages qui leur ont servi de prétexte pour l'obtenir, soit parce que la division ne tarde guère à se mettre entre eux. En sorte qu'il a été reconnu, qu'en se prêtant à ces demandes, on perdait des forces pour les grandes routes, sans en améliorer davantage les chemins particuliers. » Amiens, 3 septembre 1767. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit aux habitants d'Hargicourt, Pierrepont et Aubvillers, de travailler à la réparation du dit chemin. 8 février 1768. — CHEMIN DE VILLERS A COLLINE. — Plans, coupes et élévations d'un pont à reconstruire à Collines (1785). — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une demande du comte d'Houdan, relativement à la réparation du dit pont. Paris, 19 avril 1785. — CHEMIN DE CACHY A CORBIE. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une demande d'indemnité par le sieur Caron, notaire royal à Fouilloy, pour 45 verges de terre qui lui ont été prises pour l'élargissement du dit chemin. Paris, 29 avril 1785. — Rapport sur ladite requête. Amiens, 1^{er} juin 1785. — CHEMIN DE SALLENELLE A WATHIEURT. — Mémoire des bois fournis pour les ponts des bas champs de Sallenelle. St-Valery, 30 juin 1777, — etc.

C. 1318. (Liasse.) — 5 pièces papier (2 plans).

1773-1774. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE ROYE A NOYON. — « Route de Roye à Noyon. Atelier du Montet, construction, transport du sable, grès et bordures. Corvée de 1773. » — « Route d'Amiens à Roye Répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis. Corvée de 1773. » — Id. Corvée de 1774. — « Plan et élévation d'un ponceau de 4 pieds d'ouverture à construire sur la route de Roye à Noyon. » XVIII^e s. — « Plan et élévation d'un ponceau de 6 pieds d'ouverture à construire sur la route de Roye à Noyon. » XVIII^e s.

C. 1319. (Liasse.) — 57 pièces papier (2 plans).

1786-1790. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'EU A ST-VALERY. — Lettre de M. de la Millière à l'Inten-

dant, lui demandant son avis sur un mémoire des officiers municipaux, armateurs et négociants de St-Valery, le Tréport et Eu, exposant la nécessité de substituer une grande route au chemin de traverse entre Eu et St-Valery, etc. Chalons, 20 janvier 1786. — « Rapport sur la requête des officiers municipaux, armateurs et négociants de St-Valery-sur-Somme, le Tréport et Eu », etc., par M. de la Touche. Amiens, 8 mars 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, le priant, puisqu'il n'y voit pas d'inconvénients, de charger M. de la Touche de dresser les projets de ladite route. 24 mars 1786. — « Plan de la montagne de la Motte, route de la ville d'Eu à St-Valery. » 1787. — « Nivellement de la montagne de la Motte », etc. 1787. — « Toisé des terrasses à faire, pour partie de la route de la ville d'Eu à St-Valery-sur-Somme, depuis le pont sur la Bresle, limite de Picardie, jusqu'au coin du parc de Mgr. le duc d'Orléans, au sommet de la montagne de la Motte. » 1787. — « Devis des ouvrages à exécuter pendant l'année 1787, sur la route de Saint-Valery-sur-Somme à la ville d'Eu, atelier de la Motte, pour le compte des communautés. » 1787. — « Copie de la requête présentée à M. l'Intendant par le sieur Racine, le 29 septembre 1788. » — « Réponse à la requête présentée à M. l'Intendant par le sieur Racine », par M. Brun. — « Rapport sur la requête présentée à M. l'Intendant par le sieur Racine, entrepreneur des routes », par M. Brun. St-Valery, 13 avril 1789. — « Réponse de l'entrepreneur de l'atelier de 1787, de la Motte, route de St-Valery à Eu, au rapport de M. Brun, du 13 avril 1789. » Gorenflos, 30 avril 1789. — Enquête par M. Derveloy sur ladite affaire. 11 janvier 1790. — « Mémoire et observations sur les pentes exécutées dans la descente de la Motte, nouvelle route d'Eu à St-Valery », par M. Racine. Amiens, 26 avril 1790. — Réponse audit mémoire par M. Brun. St-Valery, 29 mai 1790. — Correspondance sur ladite affaire. 1790, — etc.

C. 1320. (Liasse.) — 10 pièces papier (3 plans).

1753-1786. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'AMIENS A HAM. — « Plan et élévation d'un ponceau à construire sur la route de Chaulnes, dans un petit fond proche Puseau. » 1753. — « Plan d'une courbe de 184 toises de développement, à la sortie du village d'Omiécourt. » XVIII^e s. — CHEMIN DE ST-JUST A MONTDIDIER. — « Route de Montdidier à St-Just, répartition des ouvrages à faire en terrassements et cailloutis. Corvée de 1773. » — Id. 1774. — CHEMIN DE CLERY A PERONNE. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur une demande de M. de Ballainvilliers à l'effet de construire un pont de grès sur la rivière de Lors-Gibé, route de Cléry à

Péronne. 23 mai 1786. — « Rapport sur la demande faite par M. de Balainvilliers à M. de la Millière. » 14 juin 1786. — CHEMIN DE BOULOGNE A CONDETTE ET NEUFCHATEL. — « Plan du prolongement de la route de Boulogne à Condette, projetée à travers la forêt d'Hardelot. » XVIII^e s., — etc.

C. 1321. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1776-1778. — Ponts et Chaussées. ROUTE D'ARDRES A SAINT-OMER. — « Rapport de l'inspecteur des ponts et chaussées, sur la requête présentée le 18 décembre 1775, par le sieur Delatre du Ruseau, de Saint-Omer, pour demander la possession d'une portion du chemin de Leuleux dit ancien chemin des Romains, en indemnité du terrain qu'il a perdu dans la nouvelle, d'Ardres à Saint-Omer. » Boulogne, 1^{er} avril 1776. — ROUTE DE DESVRES A GUINES. — « Copie du rapport du sieur Covet, inspecteur des ponts et chaussées, sur la requête d'Antoine Bellenger, dit le Vicomte, demandant, pour le terrain qu'il a perdu dans la nouvelle route de Desvres à Guines, une partie équivalente de la commune d'Hardingham. » Boulogne, 10 février 1778. — « Estimation des pertes de terrain faites par Madame d'Arnoud, dans la nouvelle route de Guines à Desvres. » Boulogne, 10 octobre 1778. — ROUTE DE BOULOGNE A SAINT-OMER. — Mémoire de M. Covet, inspecteur des ponts et chaussées, sur les pertes faites par Christophe Lorgnier, de la paroisse de Belle, dans la nouvelle route de Boulogne, à St-Omer. Boulogne, 12 septembre 1777, — etc.

C. 1322. (Liasse.) — 29 pièces papier.

1774-1786. — Ponts et Chaussées. ROUTE DE CALAIS A GRAVELINES. Mémoire de M. Cadié, inspecteur des ponts et chaussées, sur la route de Calais à Gravelines. 29 mars 1774. — Lettre de M. de Cessart à l'Intendant, à l'effet de faire distribuer les tâches de corvées de ladite route, principalement d'Oye à Calais. 30 mars 1774. — Mémoire de M. de Cessart à l'Intendant, sur les travaux de ladite route. Amiens, 6 juillet 1774. — Lettre de M. de Cotte, à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des habitants de huit paroisses du bas Calais, qui demandent qu'au lieu de faire la chaussée de Gravelines à Calais en cailloutage, on la fasse en pavé, prétendant que la confection de cette route en sera plus prompte, moins coûteuse et moins

pénible. Paris, 25 novembre 1777. — Rapport de M. de la Touche, ingénieur en chef des ponts et chaussées de Picardie, sur ladite requête. Amiens, 21 décembre 1777. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, l'informant que, suivant les conclusions du précédent mémoire, le directeur général n'a pas hésité à rejeter ladite demande. Paris, 17 février 1778. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le ministre n'a pas cru devoir accorder de fonds extraordinaires pour achever la route de Calais à Gravelines, qui paraît devoir former un objet de 194,415 l. Il a préféré attendre que les fonds en rachat de corvée puissent être appliqués à cet objet. 26 août 1786, — etc.

C. 1323. (Liasse.) — 64 pièces papier (5 plans).

1775-1785. — Ponts et Chaussées. CHEMIN DE GUINES A ARDRES. — « Plan et projets et d'une nouvelle communication à ouvrir entre le bourg de Guines et la ville d'Ardres. » 1780. — Requête des syndics, propriétaires, laboureurs et habitants des paroisses de l'Ardresis, contre le projet de ladite route. 23 juillet. — « Rapport de l'inspecteur des ponts et chaussées sur une requête du 23 juillet 1780, présentée au nom des habitants des paroisses de l'Ardresis et des villages de Balinghen et Andres, Calaisis. » Boulogne, 10 octobre 1780. — « Plan visuel de la chaussée projetée d'Ardres à Guines. » — Requête des officiers municipaux d'Ardres à M. Necker, réclamant contre le projet de tracé de ladite route. 28 février 1781. — « Copie de la lettre envoyée à M. de Cotte, maître des requêtes ayant le département des ponts et chaussées, par M. de St-Just, lieutenant général au bailliage d'Ardres, et Parent de Grosmont, maire », sur le même objet. 28 février 1781. — « Rapport sur une requête adressée à M. le directeur général, par les officiers municipaux de la ville d'Ardres, à l'occasion de la direction d'un chemin à ouvrir d'Ardres à Guines. » Paris, 2 avril 1781. — Lettres des officiers municipaux d'Ardres à l'Intendant, lui marquant que « les espérances que nous avons reçues de Votre Grandeur, pour le curement de notre canal cette année, viennent d'être diminuées considérablement par les ordres qui nous ont été envoyés de votre part de faire travailler incessamment au grand chemin projeté entre Ardres et Guines. » Ardres, 30 mai 1781. — Mémoire de M. Garnier à l'Intendant. S'il est de l'avis des maire et échevins, sur la direction à donner audit chemin, il pense qu'ils ont tort d'en révoquer en doute la nécessité. Ardres, 21 juin 1781. — « Rapport de l'inspecteur des ponts et chaussées, sur la requête présentée le 8 juin 1781, par MM. les officiers municipaux de l'Ardresis. » Boulogne, 25 juin 1781. — « Rapport de

l'inspecteur des ponts et chaussées, sur la requête présentée le 10 juin 1781, par les syndic et habitants de la communauté de Bouquehaut en Ardresis. » Boulogne, 26 juin 1781. — « Rapport de l'inspecteur des ponts et chaussées, sur l'enquête présentée le 30 mai 1781 par MM. les officiers municipaux d'Ardres, relativement à leur tâche de corvée de la même année. » Boulogne, 26 juin 1781. — Plan d'une partie de la nouvelle route projetée. — « Rapport de l'inspecteur des ponts et chaussées, sur la requête présentée le 8 juin 1781, par MM. les officiers municipaux d'Ardres, contre la direction du chemin ordonné de Guines à Ardres, suivant la direction marquée *a a a* sur la carte ci-jointe. » Boulogne, 29 juin 1781. — « Extraits des différentes requêtes ou mémoires de MM. les officiers municipaux d'Ardres, relativement au nouveau chemin d'Ardres à Guines, pour servir à juger par comparaison, de la stabilité de leurs demandes et de leurs conseils. » Accompagné d'un plan. — Lettre de M. Garnier à l'Intendant, sur la direction à faire suivre audit chemin. Ardres, 20 juillet 1781. — Mémoire des officiers municipaux de Calais, réclamant contre le dit chemin. Calais, 2 septembre 1781. — Lettre des officiers municipaux d'Ardres à l'Intendant, l'informant que « nous n'avons pas cru devoir paraître à l'adjudication des terrassements qui s'est faite aujourd'hui, pour l'ouverture du chemin de Guines, parce que nous avons tout lieu d'espérer qu'on aura enfin égard aux représentations que le pays et nous n'avons cessé de faire sur les inconvénients et l'inutilité de ce chemin, depuis qu'il en est question. » Ardres, 15 septembre 1781. — Réponse de l'Intendant aux officiers municipaux d'Ardres. « J'ai reçu, MM., la lettre que vous m'avez écrite le 15 de ce mois, pour m'engager à suspendre les travaux qui doivent s'exécuter pour établir une nouvelle route d'Ardres à Guines. Je ne puis, MM., vous dissimuler que je ne suis on ne peut pas plus mécontent de la résistance que vous apportez à ce chemin, dont le projet a été approuvé par M. Necker et par M. Joly de Fleury. Je crois même devoir vous prévenir qu'une plus longue résistance de votre part ne pourrait qu'indisposer très fortement contre vous le ministre chargé du département des finances, et que cependant je ne pourrais me dispenser de l'en informer. J'espère que vous voudrez bien m'éviter ce désagrément. » 20 septembre 1781. — Lettre des officiers municipaux d'Ardres à l'Intendant, lui mar-

quant que « nous n'avons jamais eu l'intention de vous déplaire, ni d'apporter la moindre résistance à l'exécution des ordres du Conseil... mais nous vous supplions de ne pas nous refuser votre appui dans nos représentations, que nous devons à la vérité, au bien du pays et à l'intérêt général. Si ces représentations nous intéressaient personnellement, nous en aurions fait le sacrifice, mais la communauté les requérait de nous. Nous osons le répéter : elles sont justes, elles étaient dignes d'être mieux accueillies. Serions-nous répréhensibles, pour nous être flattés que nous serions admis à obtenir la suspension des travaux ordonnés, travaux qui nous sont et nuisibles et au moins inutiles dans les circonstances présentes ? Ils nous nuisent, Monseigneur, plus qu'ils ne peuvent nous servir, car ce n'est point des inondations à craindre, mais des inondations existantes, auxquelles il faut bien plus penser à remédier, qu'à faire un chemin dont on s'est fort bien passé jusqu'aujourd'hui. Ordinairement on ne ferme pas la bouche au bœuf qui rumine : et pourquoi nous obliger à garder le silence, lorsque nous devons parler ? C'est cependant notre triste position. » Ardres, 27 septembre 1781. — Lettre autographe de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant qu'il lui a été fait à son passage à Calais « des représentations si vives sur le chemin d'Ardres à Guines, que j'ai cru devoir en rendre compte à mon retour à M. de Fleury, qui vient de décider que le chemin serait suspendu, mais que, lorsqu'on le reprendrait, ce serait suivant la direction approuvée par l'assemblée des ponts et chaussées. » Paris, 1^{er} octobre 1781. — Lettre de M. Garnier à l'Intendant, réclamant la reprise des travaux dudit chemin. « Indépendamment de l'avantage que le public en retirera, il résultera de cette reprise une leçon aux officiers municipaux d'être dorénavant plus conséquents, et de ne point se laisser pousser, par un faible intérêt personnel à résister à ce que leurs supérieurs majeurs ont décidé en pleine connaissance, et après une discussion suffisante. » Ardres, 19 octobre 1781. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel les habitants d'Ardres demandent que l'on reprenne les travaux de la route d'Ardres à Guines, dont la suspension avait été ordonnée en 1781. Paris, 19 mars 1785. — « Rapport sur le mémoire des habitants d'Ardres, par lequel ils demandent l'exécution du chemin d'Ardres à Guines, dont les projets ont été examinés et arrêtés le 1^{er} avril 1780 par l'assemblée des ponts et chaussées », par M. de la Touche. Amiens, 19 août 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le contrôleur

général ne voit pas d'inconvénients à la reprise des dits travaux. 31 août 1785, — etc.

C. 1324. (Liasse.) — 49 pièces papier.

1774-1786. — Ponts et Chaussées. Personnel. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, l'informant que, pour le bien du service, il fait passer M. de Cessart à Rouen. « Je sais que vous êtes content de cet ingénieur et je ne doute point de la peine que vous aurez à vous en séparer. » Il a nommé pour le remplacer, M. de la Touche « qui est un sujet de distinction, très conciliant, et ayant de la droiture et des mœurs. » Paris, 22 décembre 1774. — Lettre de l'Intendant à M. Trudaine. L'estime et l'amitié qu'il a pour M. de Cessart le « forcent de donner les mains, quoique à regret, à cet arrangement qu'il regarde comme un avancement pour lui. » 3 janvier 1775. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui recommandant le sieur Brun, sous-ingénieur des ponts et chaussées, au département d'Abbeville. Paris, 18 juin 1783. — Lettre de M. de la Touche à l'Intendant, le priant, dans le compte qu'il rendra des services des ingénieurs, « de demander pour M. Loyer le grade d'inspecteur. Il y a 17 ans qu'il sert, et il a eu la douleur de voir nombre de ces camarades obtenir ce grade après 9 à 10 ans de service. Je peux vous assurer que le département dont il est chargé, est sans contredit le mieux tenu de votre généralité. Il a en outre un avantage bien méritoire, c'est de prévenir toutes choses au point de ne pas laisser élever la plus petite plainte dans son département. » Il ajoute quelques mots sur l'insuffisance notoire des appointements des ingénieurs des ponts et chaussées. Amiens, 19 janvier 1784. — Lettre de M. de la Touche à l'Intendant, le priant de demander pour M. Grandelas le grade d'inspecteur. « C'est un fort bon sujet, qui mérite son avancement. » Amiens 12 janvier 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général a accordé au sieur Loyer de la Joutière, le grade d'inspecteur des ponts et chaussées, aux appointements de 1.800 l. 13 avril 1785. — « Nouvelle commission pour Dollé, garde écluse et pont à la Neuville près Bray, ci-devant garde pont à Bethancourt. » — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que les sieurs Busson-Descarres et Girard, élèves des ponts et chaussées, viennent d'être nommés pour lever des plans entre Amiens et Abbeville. Paris, 1^{er} juin 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'infor-

mant que le sieur Ansquer vient d'être nommé pour aider M. de la Touche dans les opérations relatives au canal de St-Valery. 27 février 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui envoyant la commission de sous-ingénieur dans la généralité de Picardie, expédiée au sieur Ansquer, aux appointements de 1.500 l. 8 mars 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, pour avoir son avis sur une demande de gratification faite par le sieur Brun, sous-ingénieur, pour le travail qu'il a fait en 1784 avec le sieur de la Roche, pour le projet de rendre la Somme navigable. 17 juillet 1787. —

Réponse favorable de l'Intendant, fixant à 3 à 400 l. la gratification à accorder au sieur Brun. 12 août 1787. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le sieur Barthélemy, sous-ingénieur des ponts et chaussées, vient d'être nommé pour remplacer le sieur Maudoux, décédé. 4 juin 1785. — Lettre de M. Boistel de Belloy à l'Intendant, lui demandant la place de commissaire des ponts et chaussées, vacante par la mort de M. Duchaussoy. Paris, 1^{er} juillet 1785. — Demande analogue par M. Duliège d'Izaucourt. Paris, 2 juillet 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, lui présentant pour la place de commissaire du Conseil pour les ponts et chaussées, M. du Liège d'Izaucourt, officier du bureau des finances depuis 25 ans. « Sa compagnie m'a annoncé les vœux qu'elle fait en sa faveur, par une députation de ses doyens. Ils m'ont dit, et je le savais déjà, que c'est un des meilleurs et des plus zélés officiers de leur siège, à qui il a rendu les plus grands services dans toutes les circonstances, et qu'il est même encore actuellement à Paris député pour leurs affaires communes. C'est un homme généralement aimé à Amiens, et que j'estime très particulièrement. » 4 juillet 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui envoyant l'arrêt du Conseil qui commet le sieur du Liège en qualité de commissaire des ponts et chaussées. 31 juillet 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, sur la suppression de la gratification du sieur Brun. 7 mars 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général a rétabli et porté à 350 l. la dite gratification. 21 mars 1786, — etc.

C. 1325. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1753-1759. — Ponts et Chaussées. Pépinières. — « État des pépinières de la généralité d'Amiens. » (1753). — « État des arbres qui sont dans les pépinières royales de la généralité d'Amiens, bons à planter cette année 1753. » — « Situation des pépinières de la généralité d'Amiens, au 1^{er} décembre 1754. » —

Id. 1^{er} décembre 1755. — Id. 1^{er} décembre 1756. — Id. 1^{er} décembre 1759.

C. 1326. (Liasse.) — 13 pièces papier (1 imprimée, 3 plans).

1755-1781. — Ponts et Chaussées. Pépinières. — « Projet d'un nouvel arrangement, pour le rétablissement des six pépinières royales de la généralité d'Amiens. » (1755). — « Détail des ouvrages et dépenses à faire extraordinairement, pour améliorer, peupler et repeupler les six pépinières royales de Picardie, et pour agrandir celle d'Amiens et d'Abbeville et renouveler presque entièrement celle de Doullens », par M. Fonblanche. Amiens, 10 octobre 1757. — « Plan de la pépinière de Doullens. » (1757). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne qu'il sera choisi un certain nombre d'enfants trouvés, pour cultiver les pépinières qui seront établies dans différentes généralités du royaume. » 9 février 1767 (impr. 6 p. in-4° Imp. Roy. 1767). — « État de la situation des pépinières royales de la généralité de Picardie. » 1767. — « Observations sur l'état et situation des pépinières de la généralité de Picardie. » (1767). — Plan de la pépinière royale de Péronne. (1767). — Plan de la pépinière royale d'Abbeville. (1767). — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, sur l'inutilité des pépinières. Versailles, 7 novembre 1781, — etc.

C. 1327. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1739-1756. — Ponts et Chaussées. Pépinière d'Abbeville. — Bail à loyer par les sœurs grises d'Abbeville, à M. Blondin, subdélégué, de 7 quartiers de terre au faubourg St-Gilles de la même ville, pour y planter une pépinière royale. 6 novembre 1739. — Nouveau bail dudit terrain. 18 janvier 1749. — Bon pour 1.500 pièces de mûriers à délivrer de la pépinière d'Abbeville au duc de Chaulnes. Amiens, 1^{er} décembre 1751. — Id. pour le marquis de Caux, de tous les mûriers blancs restant à ladite pépinière. Amiens, 30 janvier 1755, — etc.

C. 1328. (Liasse.) — 26 pièces papier (10 plans).

1758-1768. — Ponts et Chaussées. Pépinière d'Amiens. — « Amiens. Projet de pépinière à Renancourt. » XVIII^e s. — « Amiens, marais Renancourt ; terrain appartenant à M. de Vinacourt. Projet de pépinière. » XVIII^e s. — Projet de pépinière au faubourg

de Noyon et au chemin de St-Fuscien. XVIII^e s. — « Projet d'une pépinière à établir à l'extrémité du petit faubourg de Noyon de la ville d'Amiens, contenant en total 5 journaux et 26 verges. » XVIII^e s. — « Projet d'une porte pour la nouvelle pépinière. » XVIII^e s. — Bail par l'Hôtel-Dieu d'Amiens d'une pièce de terre, à M. Ducastel, subdélégué. 20 janvier 1758. — « Plan d'une pépinière à établir à l'extrémité du petit faubourg de Noyon de la ville d'Amiens, contenant en total 4 journaux et 72 verges. » XVIII^e s. — « Projet d'une pépinière à établir à l'extrémité du petit faubourg de Noyon de la ville d'Amiens, contenant au total 5 journaux et 26 verges. » XVIII^e s. — « Plan d'une pépinière à établir à l'extrémité du petit faubourg de Noyon de la ville d'Amiens, contenant au total 4 journaux, 72 verges. » 1768, — etc.

C. 1329. (Liasse.) — 22 pièces papier.

1741-1754. — Ponts et chaussées. Pépinière de Breteuil. — « Bail de la pépinière de Breteuil, de trois quartiers et demi de terre, pour le sieur Isaïe Lalau, moyennant 40 l. par an. » 1^{er} décembre 1738. — « Bail de la pépinière de Breteuil, pour l'année 1741. » — « Bail à loyer pour la pépinière de Breteuil, de 5 quartiers de terre, appartenant au sieur Damelet, moyennant 58 l. par an. » 4 janvier 1741. — « Bail de la pépinière de Breteuil. » 24 avril 1741. — « Bail du 28 octobre 1750, pour l'emplacement de la pépinière royale de Breteuil, appartenant à Martin Sensiers, Marie-Charlotte d'Arras et Marie-Louise d'Arras, moyennant 80 l. par an. » — « Bail d'entretien de la pépinière de Breteuil, au profit de Jean-Baptiste Leclerc, jardinier, moyennant 160 l. par an. » 28 octobre 1750. — Mémoire de M. Bompard, sur la pépinière de Breteuil, et l'infidélité du jardinier qui en est chargé. Amiens, 9 novembre 1770. — Bail de l'entretien de la dite pépinière, à Eustache Parmentier. 23 novembre 1770, — etc.

C. 1330. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1732-1754. — Ponts et chaussées. Pépinière de Doullens. — « Bail du 20 décembre 1732, pour l'emplacement de la pépinière de Doullens, appartenant à la veuve du sieur Lucet, moyennant 30 l. par an. » — « Bail du 22 décembre 1734, pour l'emplacement d'une partie de la pépinière de Doullens, appartenant à Charles Tuncq, moyennant 10 l. par an. » — Pépinière de Péronne. — « Bail à loyer de la pépinière de Péronne, de 2 journaux, appartenant à la fabrique de la paroisse de St-Quentin en l'Eau, moyennant 45 l. par an. »

Péronne, 2 juillet 1740. — « Bail d'entretien de la pépinière royale de Péronne, au profit de Louis Boutray, jardinier, moyennant 150 l. par an. » 27 mars 1741, — etc.

C. 1331. (Liasse.) — 79 pièces papier (4 imprimées).

1723-1772. — Ponts et Chaussées. Pépinières. Comptabilité. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant qu'il sera imposé sur la généralité d'Amiens la somme de 19.853 l. pendant l'année 1724, au marc la livre de la taille de la dite année, pour la dépense de la première année des pépinières royales qui doivent être établies dans la dite généralité, et celle de 1484 l., chacune des années suivantes, pour l'entretien des dites pépinières royales. » 30 novembre 1723 (impr. 2 p. in-fol.). — Ordonnance de l'Intendant, pour la perception de la dite imposition. Amiens, 12 décembre 1723 (impr. affiche). — Compte des pépinières pour 1729. — Compte de 1732 à 1736. — Compte de 1743. — Compte de 1744. — Compte de 1745. — Compte de 1746. — Compte de 1747. — Compte de 1750. — Compte de 1751. — Pièces justificatives du compte de 1753. — Compte de 1756. — Compte de 1757. — Compte de 1758. — Compte de 1760. — Compte de 1761. — Compte de 1762. — Compte de 1767. — Compte de 1768. — Pièces justificatives du dit compte, — etc.

C. 1332. (Liasse.) — 145 pièces papier.

1769-1776. — Ponts et Chaussées. Pépinières. Comptabilité. — Compte de 1769, 1770, 1772 et pièces justificatives.

C. 1333. (Liasse.) — 137 pièces papier.

1773-1781. — Ponts et Chaussées. Pépinières. Comptabilité. — Comptes de 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778 et pièces justificatives.

C. 1334. (Liasse.) — 31 pièces papier (2 plans).

1736-1776. — Ponts et Chaussées, Correspondance. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil portant qu'il ne pourra être donné aucun alignement dans les villes, villages et campagnes, que par les trésoriers de France. Paris, 30 mars 1765. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, sur les difficultés occasionnées par ledit arrêt. 8 juin 1765. — Lettre de l'Intendant à M. Bouteiller, relativement à la chaussée des Planches à Abbeville. Paris, 18 mai

1767. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, sur ce que le sieur Pingré de Fricamps refuse de laisser tirer dans ses bois les pierres dont le sieur Lefort,

entrepreneur des ponts et chaussées, a besoin pour ses travaux. 9 septembre 1767. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 5 avril, portant règlement pour l'ouverture des carrières et chemins aux abords. 11 juin 1772. — « Rapport sur la requête présentée par les habitants d'Yzeux, en faveur d'un particulier du même lieu », par M. Cesart. Amiens, 26 septembre 1774. — Rapport de M. Liard sur une requête de Baptiste Flandre, qui demande une indemnité pour le terrain qu'on lui a pris pour la route d'Angleterre. Abbeville, 8 décembre 1775, — etc.

C. 1335. (Liasse.) — 41 pièces papier.

1777-1787. — Ponts et Chaussées. Correspondance. — Lettre de M. de Sainte-Foy à l'Intendant, le remerciant des 3,000 l. de travaux de charité qu'il a promises pour la réparation des chemins de la forêt de Crécy. Paris, 5 février 1777. — « Devis des ouvrages à faire pour la réparation de plusieurs parties de chemin servant au transport des bois de la forêt de Crécy à Abbeville et aux chantiers du village de Port, pendant les années 1777 et 1778 », par M. de la Touche, ingénieur en chef de la généralité de Picardie. Amiens, 10 mars 1777. — Détail estimatif des dits ouvrages. Amiens, 10 mars 1777. — « Observations sur les réparations les plus urgentes à faire à différentes parties de chemins servant pour les transports et débouchés des bois de la forêt de Crécy », par M. de la Touche. Amiens, 13 avril 1777. — « Compte que rend à Mgr le comte d'Agay, intendant de Picardie, Pierre Caron, bourgeois d'Abbeville, caissier des fonds de charité au département de ladite ville, de la recette et dépense qu'il a faite des dits fonds de charité, dans le courant de cette présente année 1777, montant à la somme de 3,000 l..... laquelle susdite somme a été distincte et sur le champ employée aux réparations des abords de la forêt de Cressy », etc. 12 novembre 1777. — Certificat de M. Grandclas, sous-ingénieur des ponts et chaussées à Abbeville, constatant que le sieur Lamon, entrepreneur des travaux des chemins de la forêt de Crécy, les a bien et duement exécutés. Abbeville, 13 décembre 1778. — « État des réparations faites sur plusieurs parties de chemins de la forêt de Cressy à Abbeville, et au chantier de Port, pendant l'année 1779 », par M. Grandclas. Abbeville, 8 avril 1780. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour la réparation de plusieurs chemins servant de débouchés pour le transport des bois de la forêt de Cressy », par M. Grandclas. 24 décembre 1783, — etc.

C. 1336. (Liasse.) — 29 pièces papier.

1777-1783. — Ponts et chaussées. Correspondance. — « Rapport sur la requête présentée par M^e François-Louis Poulter, avocat au Parlement et en la sénéchaussée de Ponthieu à Abbeville, le 24 janvier 1777 », par M. Grandclas. Abbeville, 15 mai 1777. — « Rapport sur le mémoire de Madame de Choiseul-Gouffier », sur la plantation de la route d'Amiens à Albert, entre le bois de la Houssoye et le bois d'Heilly. Amiens, 3 décembre 1779. — Lettre de M. Gobinet de Villecholles sur une requête du sieur Colliette d'Autrive, blanchisseur à Oëstre, près de St-Quentin, à l'effet d'être exempt de la corvée. St-Quentin, 31 octobre 1779. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Millière, intendant des ponts et chaussées à Paris, en réponse à la communication donnée d'un mémoire anonyme, contre l'administration des ponts et chaussées de la généralité de Picardie, 26 mars 1782, — etc.

C. 1337. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1784-1786. — Ponts et Chaussées. Correspondance. — Lettre de M. de Belterre à l'Intendant, sur les dégâts occasionnés par la fonte subite des neiges, notamment sur les chemins de sa subdélégation. Boulogne, 26 mars 1784. — Requête à l'Intendant, par Louis de St-Germain, adjudicataire des corvées de la paroisse de Bazinval, Soreng et l'Épinoy, à l'effet d'être payé de certaines sommes à lui dues. 28 octobre 1784. — Rapport sur ladite requête, par M. de la Touche. Abbeville, 21 août 1785, — etc.

C. 1338. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1785. — Ponts et chaussées. Correspondance. — Mémoire sur l'état de situation arrêté au 31 décembre 1784, des ouvrages, tant des ponts et chaussées, que des ports maritimes et navigations de la généralité d'Amiens. Paris, 18 février. — Mémoire de M. de la Touche, ingénieur en chef, concluant à la résiliation de l'adjudication à Sébastien Brice, de la réparation des ponts sur les routes de la généralité. Amiens, 20 février. — Lettre non signée de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant qu'il a approuvé les devis de plusieurs arches et arceaux à construire dans la généralité d'Amiens. 12 avril. — Lettre de M. de la Millière

à l'Intendant, l'informant que, dans la répartition des fonds pour les ponts et chaussées, sa généralité a été inscrite pour une somme de 92,000 l., plus 30,000 l., pour les ports maritimes et 10,000 l., pour les canaux. Paris, 19 avril. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, relativement au dessèchement de Ponthieu. Paris, 14 mai, — etc.

C. 1339. (Liasse.) — 36 pièces papier.

1785-1786. — Ponts et Chaussées. Correspondance. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur ce que le public se plaint de dépôts de matériaux faits par l'administration des ponts et chaussées dans les accotements des routes, le priant de rappeler aux ingénieurs que ces dépôts sont interdits. Paris, 14 juin 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur des plaintes faites par des propriétaires dont les possessions ont été endommagées par des travaux faits aux routes. Paris, 16 juin 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que, pour parer aux inconvénients qui résultent des différences qui existent dans la manière de compter les lieues dans les différentes généralités, il a été décidé qu'à l'avenir on compterait uniformément la lieue à raison de 2,000 toises. Paris, 16 juin 1785. — « Relevé de ce que les Artésiens sont imposés au rôle de taille de la paroisse de Luchaux, élection de Péronne, pour servir à décharger la dite paroisse de la corvée, jusqu'à concurrence de ce que les dits Artésiens en devraient supporter conformément à leur imposition. » 4 juin 1785. — « Copie du rapport donné le 3 juillet 1785, sur la requête présentée par les nommés Lesage, Laurin et Ouvray, de la paroisse de la Chavatte, au sujet de la tâche de corvée de cette communauté, pour l'année 1784. » — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville sur ladite affaire. Péronne, 13 mai 1786. — Lettre de M. le Couteulx à l'Intendant, se plaignant de ce que les habitants de Puy-la-Vallée ont nommé son garde-chasse pour collecteur des deniers de la corvée. Puy, 13 août 1785. — Requête des adjudicataires des tâches de différentes communautés, à l'Intendant, à l'effet de recevoir des certificats de parfait paiement. 15 août 1785. — Rapport sur ladite requête, par M. Berthelmy. Péronne, 29 septembre 1785. — « Rapport sur la requête présentée le 1^{er} décembre 1785 par les nommés Guille Loubry, Desenne, Marotte... adjudicataires de tâches de corvées, sur la route de St-Quentin à Cambrai, pour l'année 1785 », par M. Berthelmy. 15 février 1786, — etc.

C. 1340. (Liasse.) — 31 pièces papier.

1785-1788. — Ponts et Chaussées. Correspondance. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui exprimant sa satisfaction sur l'état dans lequel il a trouvé les routes de sa généralité. « Le changement qu'elles ont éprouvé depuis quelques années est inimaginable, et est dû à l'exactitude avec laquelle cet ingénieur (M. de la Touche), a exécuté les ordres que vous lui aviez donnés. » Il attire cependant son attention sur différents points encore défectueux, notamment l'arrangement des matériaux, l'élagage des arbres et le pavage dans la traverse des villages. Dieppe, 11 septembre 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant qu'il envoie à l'ingénieur en chef de sa généralité le modèle des états de situation des ouvrages faits sur les fonds de 1784. 18 octobre 1785. — Requête de Jean-Baptiste Racine, entrepreneur des ponts et chaussées, se plaignant de ne pas être payé par les habitants de la communauté d'Escuire et de la ferme du Val. 1^{er} novembre 1785. — Requête des maire, échevins et principaux habitants de Poix, Meigneux et environs à l'Intendant, à l'effet de faire réparer le chemin qui les relie à la grande route d'Amiens à Rouen, lequel est devenu impraticable. 12 novembre 1785. — Mémoire de M. Dubrun à l'Intendant, sur une requête de Jean-Louis de St-Germain, adjudicataire de la tâche de corvée de Soreng, Bazinval et l'Épinoy, à l'effet d'être payé. St-Valery, 26 novembre 1785. — « Rapport sur la requête présentée par le nommé Jacques Magnier, terrassier, employé aux réparations des accotements sur la route de Paris en Flandre, par Péronne », par M. Berthelmy. Péronne, 8 décembre 1785, — etc.

C. 1341. (Liasse.) — 48 pièces papier.

1785-1787. — Ponts et Chaussées. Correspondance. — Lettre de M. la Millière à l'Intendant, lui envoyant la lettre qu'il écrit à M. de la Touche, sur l'état de situation de des ouvrages de sa généralité. Sur les témoignages avantageux qui ont été rendus du service de l'ingénieur en chef, ainsi que des inspecteurs et sous-ingénieurs, le ministre a bien voulu leur accorder les gratifications détaillées dans ma lettre à M. de la Touche. » Paris, 18 février 1785. — « Rapport sur la requête présentée à M. l'Intendant, par les habitants de la communauté de Martainneville-les-Bus, par laquelle ils demandent exemption de corvée pendant trois années sur les grandes routes, et que le

montant de leur contribution soit employé pendant cet espace de temps, à la réparation de la traverse de leur village », par M. Brun. Amiens, 1^{er} mars 1786. — « Avis sur une demande qui, portée au bailliage de Montdidier, a été renvoyée par-devant Mgr. l'Intendant de Picardie », relativement à la tâche de corvée de la paroisse de Méharicourt, par M. Pucelle. Montdidier, 15 janvier 1786. — « Délibération des habitants de Zouafsques », sur des terres à imposer au rôle de corvée de ladite paroisse. 15 janvier 1786. — « Rapport sur la requête présentée par le nommé Toussaint Derche, de Seraucourt le Grand, intendance de Soissons, présenté le 13 janvier 1786 », par M. Berthelmy. — « État d'estimation des dégradations faites en une demi pièce de terre située à la Sablonnière d'Happencourt, contenant 52 verges, par l'enlèvement d'une assez grande quantité de sable, qu'a fait charrier en 1784 et 1785 M. Deshourlier, entrepreneurs des ponts et chaussées, pour remplir plusieurs tâches de corvées dont il s'est rendu adjudicataire. » 21 mars 1786. — Requête à l'Intendant par les habitants de Buigny-lès-Gamaches, paroisse d'Hellicourt, à l'effet d'être déchargés pendant quelques années de la corvée, pour pouvoir payer les 1.500 l. qu'a coûté la reconstruction de leur chapelle, qui tombait de vétusté. 27 janvier 1786. — « Rapport sur la requête présentée par le nommé Charles-François-Joseph Lemaire, notaire au Catelet », par M. Berthelmy, 9 février 1786, — etc.

C. 1342. (Liasse.) — 50 pièces papier (1 plan).

1776. — Ponts et Chaussées. Correspondance. — Délibérations de douze paroisses du département de Calais, consentant à ce que leur tâche de corvée de la présente année soit donnée à l'adjudication. — « Rapport sur la requête présentée par les habitants de Cuvilly, tendante à obtenir l'exemption de corvée pendant dix années, aux offres qu'ils font de construire à leurs frais une chaussée de pavés de grès, de 513 toises de longueur, sur le chemin de Compiègne à Montdidier », par M. de la Touche. Montdidier, 22 février. — « Copie de la lettre écrite par M. de la Millière à M. de la Touche, le 23 février 1786 », sur l'état de situation des travaux des ponts et chaussées dans la généralité. — Requête des habitants de Lesdins, subdélégation de Saint-Quentin, à l'Intendant, à l'effet d'être déchargés de la corvée et de la taille, à cause d'une épidémie. — « Projet d'ordonnance pour le fossé d'Usigny, partie de Beaufort. » — Plan du fossé d'Usigny. — Lettre de M. de la Touche à l'Intendant, sur des réparations à faire au chemin d'Abbeville à St-Valery, qu'il est question de faire route royale. Amiens, 5 avril. — « Rapport sur la requête des habitants du Saulchoy-sous-Domeliers, qui exposent que le chemin qui conduit à Amiens, et celui

du Gallet, sont tellement dégradés par les eaux sauvages, qu'ils vont devenir impraticables si l'on n'y fait une prompte réparation », par M. Loyer. Amiens, 16 avril 1786, — etc.

C. 1343. (Liasse.) — 77 pièces papier.

1786-1788. — Ponts et Chaussées. Correspondance. — « Procès-verbal contre les carriers de Mons-en-Chaussée », par M. Berthelmy, sur ce que les dits carriers, menés par le nommé Jean-Charles Boitel, de Prusle, refusaient de travailler, si on ne leur donnait pas 66 l. du millier de pavés, au lieu de 45 et 50 l. qu'ils avaient auparavant, malgré l'offre à eux faite par l'ingénieur de les leur payer à raison de 60 l., si on ne leur donnait pas de l'argent avant de travailler, etc. Péronne, 8 avril 1786 ; et avis de M. de la Touche sur la dite affaire. 11 avril 1786. — Ordonnance de l'Intendant sur le même objet. 18 avril 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui envoyant l'ordre pour faire emprisonner pendant un mois le nommé Boitel. 18 avril 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Calonne, lui rendant compte de la dite affaire. 18 avril 1786. — Requête du nommé Boitel à l'Intendant, protestant contre sa détention, et se plaignant de la longueur dans le paiement de ses travaux et de ses avances, et de ceux de ses camarades. 21 avril 1786. — Requête de Marie-Rose Gavet, femme du dit Boitel à l'Intendant, implorant le pardon de son mari, étant chargée de sa sœur infirme et de quatre enfants. Péronne, 2 mai 1786. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, approuvant le parti qu'il avait pris d'emprisonner Boitel. « J'imagine cependant que vous n'avez pas cru devoir l'y retenir bien longtemps, je vous prie de me marquer l'effet qu'aura produit cet exemple. » 10 mai 1786. — « Rapport sur la requête présentée à M. l'Intendant le 21 avril 1786, par le nommé Jean-Baptiste Boitel, casseur de grès, habitant de Prusle, paroisse de Mons-en-Chaussée », par M. Berthelmy. 12 mai 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, le priant, de mettre Boitel en liberté, en raison de la nombreuse famille dont il est chargé, « en lui recommandant d'être plus circonspect à l'avenir. » 14 mai 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, lui demandant l'impression produite par l'emprisonnement de Boitel. 16 mai 1786. — « Réponse à la lettre de M. l'Intendant à M. de la Touche, du 16 mai 1786, concernant l'emprisonnement du nommé Boitel, casseur de grès à Prusle,

paroisse de Mons-en-Chaussée, » par M. Berthelmy. « La seule impression qui a paru faite généralement sur les esprits, est celle que l'on pouvait désirer : plusieurs de ces carriers sont venus chez le subdélégué et chez l'ingénieur du département, solliciter l'élargissement de leur confrère... Ils sont convenus qu'il avait mérité punition, ils ont dit à l'ingénieur qu'il était vrai qu'ils avaient eu tort d'apporter au travail la difficulté qu'ils avaient faite, mais qu'il était fâcheux que Boitel payât pour tous. L'expédition ordonnée sur la carrière par M. l'Intendant, n'a pas suscité la plus légère plainte : on y a cassé les grès qui n'étaient pas d'échantillon, sans entendre murmurer. Les carriers ont dit aux gens chargés de mission : *Faites votre devoir, nous savons que vous n'exécutez que les ordres que vous avez reçus, et nous savons aussi que les pavés ne sont pas d'échantillon.* A l'égard du prix, ils travaillent sur ceux de l'année dernière, et ne font plus d'objections. Il n'y a qu'un article de l'ordonnance qu'ils continuent d'enfreindre, c'est la vente des grès aux particuliers. Plusieurs en ont encore livré récemment. » Avec ces mots de la main de M. de la Touche : « Tant que les carriers auront la liberté de vendre du pavé aux particuliers, les abus se renouvelleront. Il serait convenable que M. l'Intendant voulût bien renouveler ses ordres à cet égard. » 25 mai 1786. — Mémoire de M. Loyer, sur ce que « plusieurs laboureurs de la paroisse de Bonneuil se plaignent de ce que les nommés Vassel et Louis Fournie ont commis des ouvriers pour détruire une chaussée très ancienne, qui servait autrefois à la communication de Beauvais à Amiens, et qui est encore fréquentée aujourd'hui par les habitants de Blanc-fossé, Gouy, Rogy, Fransure, et par d'autres villages au delà, du côté d'Amiens. » Amiens, 26 avril 1786. — « Rapport sur la requête des habitants de la paroisse de Lanchères, par laquelle ils exposent que, sur la représentation des négociants de Saint-Valery et des habitants de Cayeux, ils ont été assujettis à la réparation et à l'entretien du chemin de Saint-Valery à Cayeux, sans aucun avantage particulier pour eux, et demandent la permission d'appliquer au moins pendant quelques années, leur corvée à la réparation des chemins de Wathihurt à Herlicourt », par M. de la Touche. Saint-Valery, 3 mai 1786. — « Rapport sur la lettre de M. l'Intendant, en date du 15 mai dernier, par laquelle il marque que les fermiers des messageries demandent le rétablissement de deux ponts aux environs de Warigny, attendu que leur chute intercepte leur passage », par M. Hébert. Montdidier, 4 juin 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, lui envoyant une requête « par laquelle le nommé Jean Lavernot, d'Huchenneville, se plaint de

ce que le nommé Barbier s'est avisé de labourer une portion d'ancien chemin, sur la route d'Abbeville à Blangy, dont le sieur Brun, sous-ingénieur des ponts et chaussées, lui avait dit qu'il pouvait s'emparer. » 9 juin 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur ce que les états d'Artois se plaignent de la lenteur des travaux de la grande route de Doullens à Saint-Pol, par Frévent. 10 septembre 1786. — « Rapport sur la lettre de MM. les députés aux états d'Artois, écrite à M. Delamillière, le 8 septembre 1786 », par M. Fournier. Amiens, 11 novembre 1786. — « Rapport sur la requête présentée à M. de la Millière, intendant général des ponts et chaussées, par le sieur Malecot, entrepreneur, par laquelle il expose : 1° qu'il a fini plusieurs parties d'ouvrages, et qu'il ne reçoit point d'ordonnances », etc., par M. Brun, Amiens, 1^{er} mars 1787. — Requête des habitants de Roiglise à l'Intendant, relativement à la corvée. 15 octobre 1786, — etc.

C. 1344. (Liasse.) — 56 pièces papier.

1787-1790. — Ponts et Chaussées.

Correspondance. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur plusieurs arceaux à reconstruire sur des routes de sa généralité. 2 mai 1787. — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant, sur la proposition par lui faite de prendre sur les 35,000 l. avancées au sieur de Lormoy sur les fonds de la généralité, et qui doivent être remboursés par la caisse du commerce, 20,000 l., pour former des troupeaux de bœufs et de moutons de races anglaises, et les 15,000 restantes au paiement d'une partie des indemnités dues aux propriétaires de terrains pris pour les routes. Paris, 4 juin 1787. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, sur ce que la partie de 294 toises de pavés dans la traverse de Breteuil, qui devait être terminée en 1787, est à peine à moitié. Amiens, 27 février 1789. — Réponse de M. de la Touche. Ce retard provient de ce que l'on ne trouve pas assez de grès dans le pays. Amiens, 30 mars 1789. — « Rapport sur la lettre de M. l'Intendant, en date du 31 mai dernier, par laquelle il demande les causes du retard des ouvrages à exécuter sur les fonds de la prestation pour la corvée de 1787, et autorise les sous-ingénieurs à employer les moyens les plus prompts pour les faire terminer avec célérité », par M. Hébert. Amiens, 4 juin 1789. — « État de la contribution des élections et gouvernements de la généralité d'Amiens aux travaux de la corvée de 1787. » — Mémoire de M. Loyer à M. De-

latouche, lui envoyant un état général des indemnités répétées dans le département d'Amiens de 1776 à 1786. Amiens, 24 mars 1790. — Notes sur la construction des corps de garde d'Épagne, du Moulin-Bleu et de Dompierre. XVIII^e s., — etc.

C. 1345. (Liasse.) — 15 pièces papier (11 imprimées).

1720-1780. — Voirie et Roulage. — Mémoire sous forme de questionnaire, sur les voies de communications par eau et par terre de l'intendance d'Amiens. 1720. — Ordonnance de M. Chauvelin, intendant, sur la conservation des chemins publics. Amiens, 26 juin 1722 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, qui fixe le nombre des chevaux à mettre à chaque espèce de voiture. Amiens, 18 novembre 1723 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, pour la conservation des chaussées. Amiens, 15 septembre 1734. (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, sur le nombre de chevaux à atteler à chaque espèce de voiture. Amiens, 18 novembre 1735 (impr. affiche). — « Ordonnance du bureau des finances, concernant la police générale des chemins dans l'étendue de la généralité de Paris. » 29 mars 1754 (impr. 11 p. in-4° Imp. Roy. 1754). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui fixe le nombre de chevaux qui pourront être attelés aux charrettes à deux roues. » Versailles, 7 avril 1771 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1771). — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, sur les plaintes continuelles qui lui reviennent sur les voituriers qui roulent sur les grandes routes. « Il paraît que ces gens ne font plus aucun cas des ordonnances qui ont été rendues pour les obliger à faciliter le passage aux voyageurs, et surtout aux personnes qui courent la poste. Je reçois aussi journellement les mêmes plaintes, de la part de l'administration des messageries. Les nouvelles diligences que cette régie commence à employer pour le service public, sont exposées à des dangers sans nombre, et à être considérablement retardées dans leur marche par la mauvaise volonté des rouliers, qui refusent de céder aux postillons une partie suffisante du pavé de la route. Vous en trouverez une preuve, en prenant lecture des deux lettres dont je joins ici copie, et par lesquelles l'administration me rend compte d'une scène fâcheuse qui est arrivée le 2 de ce mois à l'un de ses préposés, entre Clermont et St-Just. » Il le prie de prendre connaissance de ladite affaire, et de rendre une ordonnance de nature à être affichée dans toutes les villes situées sur les grandes routes. Paris, décembre 1775. — « Ordonnance de M. l'intendant de la généralité de Paris, concernant la police des routes. 12 décembre 1780 (impr. 3 p. in-4° Imp. Roy. 1781). — « Ordonnance du bureau des finances de la

généralité de Paris, concernant la police générale des chemins dans l'étendue de la généralité de Paris. » 17 juillet 1781 (impr. 12 p. in-4°. Imp. Roy. 1781), — etc.

C. 1346. (Liasse.) — 78 pièces papier (15 imprimées).

1781-1783. — Voirie et Roulage. — Projet de règlement pour la police du roulage. 1781. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant ledit projet, sur lequel il lui demande ses réflexions. Paris, 15 décembre 1781. — « Avis de la chambre de commerce de Picardie, sur le projet d'arrêt concernant la police du roulage, à elle envoyé en communication par Mgr le comte d'Agay, intendant de Picardie, le 24 décembre. » 15 janvier 1782. — Mémoire de l'Intendant à M. Joly de Fleury, sur le même objet. 31 janvier 1782. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui règle le nombre de chevaux, mulets et bœufs qui seront à l'avenir attelés aux voitures ; et qui prescrit différentes formalités pour la conservation des routes. » Versailles, 20 avril 1783 (impr. 4 p. in-4°. Amiens, 1783). — Lettre de M. de la Touche à l'Intendant, proposant de charger les cavaliers de la maréchaussée de veiller à l'exécution de l'article 7 de l'arrêt du 20 avril, indépendamment des employés des fermes, qui doivent y être spécialement commis. Amiens, 23 juillet 1783. — Lettre de l'Intendant à M. d'Ormesson sur le même objet. 31 juillet 1783. — Réponse de M. d'Ormesson, approuvant ladite proposition. Paris, 21 août 1783. — « Copie de la lettre de Mgr le maréchal de Ségur, ministre et secrétaire d'État au département de la guerre, à M. Renouard, prévôt général de la compagnie de maréchaussée de Picardie. » Versailles, 29 septembre 1783. — « Instruction pour l'exécution de l'arrêt du Conseil du 20 avril 1783, portant règlement sur le nombre des chevaux, mulets et bœufs qui seront attelés aux voitures, à compter du 1^{er} octobre 1783 », par M. d'Agay, intendant. 15 novembre 1783 (impr. 18 p. in-4°. Amiens). — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, sur la manière d'interpréter l'art. 3 de l'arrêt du 20 avril. Fontainebleau, 26 octobre 1783. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui demandant les effets qu'a pu produire jusqu'alors l'arrêt du 20 avril. Fontainebleau 18 novembre 1783. — « Observations de la chambre de commerce de Picardie, sur les inconvénients résultant de l'exécution de l'arrêt du Conseil du 20 avril dernier, qui règle le nombre des chevaux, mulets et bœufs, qui seront attelés aux voitures, et qui prescrit

différentes formalités pour la conservation des routes. » 4 décembre 1783. — Mémoire de l'Intendant à M. de Calonne, sur le même objet. 11 décembre 1783. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant nouveau règlement sur le roulage. » 28 décembre 1783 (impr. 9 p. in-4°. Amiens, 1784), — etc.

C. 1347. (Liasse.) — 28 pièces papier.

1783. — Voirie et Roulage. — « Copie de la lettre du sieur Le Tellier, de Paris, le 29 septembre 1783, au sieur Duhamel, chasse-marée à Boulogne-sur-Mer », lui faisant part de l'ordre du contrôleur général, daté de la veille, qui lui permet « de continuer votre commerce avec vos fourgons ordinaires attelés de quatre chevaux, jusqu'à ce que ce ministre ait examiné la question de savoir si vous devez jouir de la même considération que les voyageurs en poste. » — Lettre de l'Intendant à M. Balis, lui mandant que l'entrepreneur de tâche de corvée qui en a fait la demande ne peut atteler à sa voiture quatre chevaux, au lieu de trois, que prescrit l'arrêt du 20 avril. 13 octobre. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, l'informant que « le mouvement considérable de troupes qui doit s'effectuer dans le courant de ce mois et les deux suivants, et la nécessité de pourvoir au transport direct des gros équipages des régiments, et d'assurer ce service, m'a déterminé à dispenser les entrepreneurs et préposés de la régie des convois militaires, jusqu'au 1^{er} janvier prochain, de s'assujétir aux dispositions de l'arrêt du Conseil du 20 avril dernier, lorsqu'ils seront chargés des équipages des troupes, et en rétrogradant pour leur retour. » Versailles, 11 octobre. — Lettre des sieurs Van Robais et neveux à l'Intendant, lui représentant les inconvénients qui résultent pour eux de l'art. 1 de l'arrêt du 20 avril, qui prescrit que toute voiture à deux roues ne devra être attelée que de trois chevaux. Abbeville, 11 octobre — Réponse de l'Intendant aux sieurs Van Robais. Il lui est impossible d'enfreindre l'arrêt en leur faveur. « Mais vous pouvez faire vos représentations au Conseil directement, et si je suis consulté, je vous rendrai tous les bons offices qui pourront dépendre de moi ; j'ai trop d'envie de vous obliger, et je connais trop bien les avantages que procure votre manufacture, pour ne pas contribuer à la faire fleurir. » Amiens, 13 octobre. — Lettre de M. de Verdun à l'Intendant, lui envoyant un mémoire des adjudicataires de la forêt de Crécy, qui exposent les inconvénients du dit arrêt, pour eux et pour tous les habitants de la province. Il le prie de le prendre en considération. Paris, 8 novembre. — Mémoire de

l'Intendant à M. de la Millière, sur ladite affaire. 14 décembre, — etc.

C. 1348. (Liasse.) — 47 pièces papier.

1783. — Voirie et Roulage. — Lettre de M. Gouy de Lamyre à M. Maugendre, en faveur de deux de ses vassaux, sur qui un mullet a été saisi, pour inexécution de l'arrêt du 20 avril 1783. Davenescourt, 15 octobre. — Ordonnance de l'Intendant, qui prononce la main levée des mulets saisis par les cavaliers de la brigade de Montdidier. 15 octobre. — Procès-verbal de contravention audit arrêt, contre deux chasse-marée de Vignacourt. 15 octobre. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, relativement aux plaques qui doivent être apposées aux voitures, conformément audit arrêt. Abbeville, 13 novembre. — Lettre du comte de Rencourt à l'Intendant, se plaignant de « la forme arbitraire et violente, avec laquelle deux cavaliers de maréchaussée ont forcé mon cocher de leur payer 24 l. avant de sortir, à la porte de Noyon, avec menace de dételer une partie des chevaux pour s'en saisir, faute de les payer. Heureusement que mon cocher a pu payer cette somme, pour pouvoir sortir, et cette belle aventure vient de faire arriver mon chariot à 10 heures 1/2 de la nuit, dans ce temps-ci. Je réclame de vous, Monsieur, la restitution des 24 l., avec d'autant plus de confiance que mes gens m'ont dit que les dits cavaliers de maréchaussée assuraient qu'ils avaient ordre de M. de Maugendre à l'intendance, de les arrêter, pour leur faire payer cette somme, faute par moi d'avoir une plaque à mon chariot. C'est donc une punition, une amende, qu'ils sont autorisés à exiger. Mais, Monsieur, dans un gouvernement tel que le Roi veut que soit le sien, la punition, l'amende, doivent être précédés par une faute. Voilà la première fois de ma vie que j'entends parler d'une plaque, et je vous jure, avec la vérité qui a toujours été ma règle dans mes démarches et mes procédés, que j'ignore complètement ce qui est annoncé à cet égard par le récit de mes gens et par le reçu de 24 l. des dits cavaliers de maréchaussée... Je suis accoutumé, Monsieur, à respecter et observer les intentions du gouvernement, quand j'en suis instruit, et je ne puis ni ne dois en être traité en coupable quand je les ignore. Mon chariot est tel que ceux appelés chariots de ville, attelé de quatre chevaux de carosse, avec des harnais et colliers flamands, conduit par un cocher et un postillon, avec des redingotes de livrée, fait preuve que je n'ai pas l'intention ni la possibilité d'y être méconnu. J'ignore la forme et ce que doit porter la plaque qui donne lieu à cette scène ; mais je sup-

pose que l'intention est de connaître les propriétaires des voitures. Mon chariot, il faut le répéter, n'est pas déguisé : depuis plus de 20 ans, il a été à Amiens plus de 500 fois, et toujours exactement dans la même forme à la lettre. Ce matin, en entrant à Amiens, les cavaliers de maréchaussée l'ont arrêté, faute de plaque, ont-ils dit, et ont demandé à qui : sur mon nom, ils ont dit au cocher de passer, et à son retour ils l'arrêtent, et le forcent à payer 24 l. Pourquoi la première fois, ne pas dire au cocher : Passez, mais faites mettre une plaque ? Cela aurait été fait, à ce que je crois, s'il faut la plaque. Mais ni eux ni moi ne savons ce qu'il faut y mettre, et je vous supplie de m'en instruire. Je ne demande pas mieux d'en faire mettre une à mon chariot, à mon carosse, si l'on veut et si cela devient d'usage, mais mon chariot sans plaque est plus connu à Amiens que mon carosse, Dieu merci, de la poste au marché et de Beaucourt à Amiens : il ne décrit jamais d'autre ligne, et cette courte marche et toujours la même, rend incompréhensible le procédé rigoureux et inquiétant, d'arrêter, menacer, forcer de payer 24 l. aux gens sages et connus d'un homme honnête, dont la bonne foi est évidente, sans l'avoir averti, prévenu et instruit d'un règlement, si l'on peut donner ce nom à pareil objet. Je vous prie, Monsieur, de vouloir bien me faire rendre les 24 l. que mes gens ont été forcés par les cavaliers de la maréchaussée de leur payer, ou de vouloir bien me faire part de vos intentions à cet égard. Je vous prie aussi d'avoir la bonté de faire connaître à Mme Merlin ce que c'est que cette plaque, si elle est nécessaire, pour qu'elle en fasse faire une, comme je lui mande en conséquence. » Beaucourt, 21 novembre. — Lettre de M. d'Haille à M. Maugendre. « Je ne devrais pas, Monsieur, vous écrire pour un sujet comme celui pour lequel je le fais, car il est inoui que, sous le nom du Roi, l'on commette des injustices pareilles à celle dont j'ai à me plaindre. Il existe apparemment un règlement qui oblige les rouliers et conducteurs de denrées et marchandises, à avoir une plaque à leur voiture : mais vous me permettez de représenter que je ne suis ni l'un ni l'autre, et que mes chevaux qui me conduisaient une voiture de bois à brûler à Amiens, ne devaient pas être arrêtés comme ils l'ont été, et tenus pendant trois heures attelés dans le faubourg, ce qui en a fatigué un, au point qu'il a pensé périr cette nuit. D'autant plus que la loi sur laquelle on se fonde n'a jamais été affichée ici, et y était totalement inconnue de tout le monde, de façon que plusieurs laboureurs d'ici ont été mercredi dernier à Amiens, et que l'on ne leur a rien dit. D'ailleurs, Monsieur, peut-on se conformer à une règle que l'on ignore, puisqu'elle n'a pas été affichée ? » Il demande la

restitution des 24 l. qu'on a forcé son domestique à payer. Haille, 22 novembre. — Réponse de M. Maugendre à MM. d'Haille et de Riencourt. Les cavaliers de maréchaussée étaient bien fondés à faire la saisie ; mais comme il peut se faire qu'on ait ignoré les dispositions de l'art. 11 de l'arrêt du 20 avril, qui exige la plaque en question, il a proposé à l'Intendant de faire restituer les dites sommes de 24 l. 24 novembre. — Procès verbal contre deux voituriers, sur la grande route d'Angleterre, entre Abbeville et Montreuil, pour contravention audit arrêt. 24 octobre. — Mémoires de M. Delegorgue sur ladite affaire. 10 novembre. — Lettre de M. Levavasseur à l'Intendant, lui demandant si les chasse-maree ont le droit de prendre, comme ils continuent à le faire, des chevaux de renfort, pendant 5 ou 6 lieues, sur la route de Breteuil à Beauvais. Breteuil, 26 novembre. — Réponse négative de l'Intendant. 30 novembre. — Mémoire de M. Debry à l'Intendant, sur les contraventions audit arrêt. St-Quentin. 10 décembre, — etc.

C. 1349. (Liasse.) — 23 pièces papier (3 imprimées).

1784-1788. — Voirie et Roulage. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui annonçant l'envoi de deux paires de roues à jantes larges, dont le gouvernement désirerait arriver à rendre l'usage obligatoire, afin d'en faire faire l'essai dans sa généralité. Paris 1786. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que provisoirement, les commissaires du Conseil, précédemment pris dans les bureaux des finances supprimés dans les différentes généralités du royaume, exerceront comme commissaires du Conseil, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par Sa Majesté, les fonctions mentionnées dans les arrêts qui les ont commis à cet effet. » Saint-Cloud, 13 juin 1788 (impr. 3 p. in-4°. Imp. Roy. 1788). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui attribue aux sieurs intendants et commissaires départis dans les provinces, les fonctions ci-devant exercées par les trésoriers de France, pour raison des alignements, périls imminents, réfection et adjudication des pavés, dans les villes et autres lieux situés dans l'étendue des justices royales, autres néanmoins que la ville et faubourgs de Paris. » Versailles, 13 juin 1788 (impr. affiche). — « Arrêt de la cour de Parlement, pour la conservation des arbres plantés ou à planter sur les bords des chemins, dans les terres et seigneuries de Cappy, Suzanne, Heudicourt, Dompierre, Bussu et dépendances. » 30 décembre 1788 (impr. affiche), — etc.

C. 1350. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1777-1780. — Cours d'eau et usines. — État des rivières navigables de la généralité de Picardie, et des moulins qui s'y trouvent, par M. Ducastel. 16 avril 1778. — « Mémoire sur l'entretien des rivières non navigables, où il y a des moulins. » 1780. — Lettre de M. Sellier à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. Amiens, 2 août 1780. — Mémoire sur le dessèchement de Cayeux. XVIII^e s. — « État des moulins, pertuis, vannes, etc., qui sont dans l'étendue de la généralité d'Amiens, et des rivières sur lesquelles ils sont établis, des noms des propriétaires, de leur revenu annuel, et des charges d'entretien et autres. » XVIII^e s.

C. 1351. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1776. — Cours d'eau et usines. RIVIERE D'AIRAINES. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire d'Henri Galland, marchand huilier à Airaines, qui demande la permission de changer un moulin à huile en moulin à blé. 21 avril. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire. Amiens, 15 mai, — etc.

C. 1352. (Liasse.) — 48 pièces papier.

1737-1782. — Cours d'eau et usines. AMBOISE ET AVALASSE. — Bail à cens du moulin du Mollenel, pour M. de Forbin-Janson, archevêque d'Arles et abbé commandataire de Saint-Valery, à la communauté des marchands en gros et commissionnaires de Saint-Valery. Saint-Valery, 18 mai 1752. — « Ordonnance de Jean-Antoine Baudrais, subdélégué à Saint-Valery, portant défenses au meunier du Mollenel de prendre de l'eau de la mer, et de retenir les eaux douces dans la rivière qui fait tourner son moulin, au delà de ce que ladite rivière en pourra contenir. » Saint-Valery, 1^{er} juillet 1737 (copie collationnée du 15 mars 1757). — « Extrait de l'arrêt du conseil d'État rendu au sujet du port de Saint-Valery. » Fontainebleau, 27 octobre 1739 (copie du 19 mars 1757). — Procès verbal de visite des dégâts causés par la mer à la digue du Mollenel, et des réparations à y faire, par M. Beffara, sous-ingénieur des ponts et chaussées. 9 janvier 1746. Procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 30 juillet 1757. — « Devis et conditions des grosses réparations qui sont à faire à la maison et dépendances du Molnel », par Jean-Baptiste Huart, maître maçon. 2 février 1758. — Procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 27 septembre 1758. — Mémoire du subdélégué de Saint-Valery, sur la digue du Mollenel. 11 décembre 1773. — Requête à

l'Intendant par Jean-Jacques-Vulfran Delegorgue, avocat à Abbeville, seigneur de Pinchefalize, à l'effet de faire constater l'état de ruine de la digue du Mollenel. 2 mars 1774. — Mémoire de M. Dubrun, subdélégué à Saint-Valery, sur la précédente requête. 3 mars 1774. — « Rapport sur la requête présentée par le sieur Delegorgue, seigneur du hameau de Pinchefalize, près Saint-Valery », par M. Loyer. Amiens, 12 mars 1774. — Délibération des seigneurs et propriétaires intéressés de la vallée d'Amboise, à l'effet de nommer des syndics pour veiller à l'entretien de ladite rivière, etc. 1^{er} mai 1774. — Mémoire du subdélégué de Saint-Valery, sur ladite délibération. 13 août 1774. — Délibération des propriétaires des terres, prés et bois de la vallée d'Amboise. 4 décembre 1774. — Mémoire du subdélégué de Saint-Valery, sur les oppositions formées par le marquis de Saint-Blimond et les autres propriétaires des bas champs de Pendé et d'Estrebeuf, au rôle de répartition d'une somme de 334 l. d'une part, pour dépenses faites à la digue du Mollenel en 1774, et de celle de 200 l. par an, pendant 6 ans, pour l'entretien de la rivière d'Amboise. 5 janvier 1775. — Requête des seigneurs et principaux propriétaires de la vallée d'Amboise à l'Intendant, à l'effet d'obliger les riverains du petit cours d'eau dit l'Avalasse, à le faire réparer. 30 juin 1776. — Mémoire du subdélégué de Saint-Valery sur la dite requête. 16 novembre 1776. — Requête des habitants de Drancourt à l'Intendant, relativement au pont de l'Avalasse. Drancourt, 22 février 1778. — Mémoire du subdélégué de Saint-Valery sur ladite requête. 11 avril 1778, — etc.

C. 1353. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1750-1773. — Cours d'eau et usines. ANCRE. — Procès-verbal de visite de terrains inondés par suite de la fermeture des vannes du moulin d'Authuille. 20 août 1750. — Requête de Louis Decoin, fermier du moulin d'Authuille à l'Intendant, au sujet d'une contestation entre lui et le fermier du moulin d'Aveluy. 27 août 1750. — Requête de Jean Letierce, fermier des trois moulins banaux d'Albert, sur le même objet. 27 août 1750. — Procès-verbal de visite des lieux litigieux, par M. Jumel-Riquier. 6 septembre 1750. — ANNETTE. — « Mémoire pour M. l'abbé Vidcoq, propriétaire des cinq neuvièmes sur la rivière d'Annette à Abbeville. » 1773. — Mémoire de M. de Branlicourt à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville 19 août 1773, — etc.

C. 1354. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1763-1777. — Cours d'eau et usines. AUTHIE.
— Mémoire de M. Le Senne, sur une requête de dix-neuf habitants d'Authieulles, qui se plaignent de ce que « le cours de la rivière d'Authie, depuis le moulin d'Authieulles jusqu'à la Voie des Prés, est tellement resserré et gêné par des arbres, osiers et broussailles, que les eaux de cette rivière se sont formé un nouveau lit, dans une rue qui conduit à l'église d'Authieulle, et traverse le hameau de Voie des Prés, ce qui intercepte la communication avec l'église, empêche le curé de pouvoir administrer les sacrements, expose journellement les passants et voitures à des accidents, et occasionne des pertes sur les grains et effets des dits habitants, qui annuellement sont inondés. Pourquoi ils concluent à ce qu'il plaise à M. l'Intendant ordonner que ladite partie de rivière sera curée, nettoyée et élargie par les propriétaires des terrains adjacents à icelle », etc. Doullens, 5 octobre 1763. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que visite sera faite de ladite rivière par un expert nommé par le subdélégué de Doullens, en présence des parties intéressées. 8 juillet 1764. — Requête du curé d'Authieulle à l'Intendant, afin de parvenir au dessèchement de l'Authie, pour la partie qui traverse ledit village et la Voie des Prés. — Délibération des habitants d'Authieulle sur le même objet. 7 janvier 1770. — Ordonnance du subdélégué de Doullens, prescrivant une visite pour parvenir au dessèchement de la vallée d'Authie. 23 septembre 1777, — etc.

C. 1355. (Liasse.) — 86 pièces papier (1 plan).

1784-1790. — Cours d'eau et usines. AUTHIE.
— Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, sur le projet de redressement de l'Authie. Doullens, 30 août 1784. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour parvenir au dessèchement et éviter les grandes inondations de la vallée d'Authie, depuis sa sortie de l'Artois, jusqu'à sa sortie de la ville de Doullens, en exécution de l'arrêt du conseil d'État du Roi du 23 octobre 1783, et de l'ordonnance d'attache de Mgr. l'Intendant, du 2 mai 1784, le dit détail estimatif fait par moi Pierre Patte, arpenteur royal soussigné. » 19 septembre 1784. — « État estimatif des portions de terre prises pour les deux nouveaux lits de l'Authie. » 24 septembre 1784. — Avis de la mise en adjudication des dits travaux, pour le 12 octobre 1784. — « Devis et conditions des ouvrages à faire, pour parvenir au dessèchement, et éviter les grandes inondations de la vallée d'Authie, » etc. ; et procès verbal

d'adjudication des dits travaux. 12 octobre 1784. — Requête de Nicolas Lefebvre, laboureur à la Voie des Prés, demandant le redressement d'un coude de l'Authie, qui lui cause des dégâts. 23 mai 1785. — « Procès verbal de réception de partie des ouvrages de la rivière d'Authieulle, ladite réception par le sieur Patte, arpenteur royal », etc. 13 juillet 1785. — « Certificat du sieur Patte et du syndic d'Authieulle, relativement à de petits ouvrages restés imparfaits, suivant le procès verbal du 13 dudit mois de juillet. » 14 juillet 1785. — Mémoire de M. Santerre, sur la requête du sieur Lefebvre et de plusieurs habitants de la Voie des Prés, afin du redressement de l'Authie. Doullens, 5 août 1785. — Requête des syndic et principaux habitants d'Authieulle, à l'Intendant, sur le même objet. 28 août 1785. — « État des journées que moi, Pierre Patte, arpenteur royal demeurant à Vaquerie, que j'ai été employé pour la rivière d'Authie, de la partie comprise depuis la limite de l'Artois, jusqu'à sa sortie de la ville de Doullens. » 13 décembre 1786. — « État des différentes sommes à imposer sur les propriétaires riverains de l'Authie, d'entre Doullens et Ampliez, à cause des ouvrages de redressement, curement et nouveaux lits faits à cette rivière, et pareillement à cause des dépenses accessoires et indemnités de terrains », etc. Doullens, 25 décembre 1787. — « Copie de la lettre écrite par MM. de la commission intermédiaire provinciale de Picardie à M. l'intendant d'Amiens », au sujet du paiement du sieur Delapalme, entrepreneur des travaux de redressement, élargissement et curement de l'Authie. 29 décembre 1788. — « État des sommes à imposer en exécution de l'arrêt du Conseil du 23 octobre 1783, sur les propriétaires riverains de la rivière d'Authie, entre les limites de l'Artois et la ville de Doullens, pour le redressement et curement de ladite rivière. » 3 avril 1789. — Mémoire sur le dessèchement de la vallée d'Authie, entre les limites de l'Artois et la ville de Doullens. 3 avril 1789. — « Rôle de répartition fait par nous, Nicolas-Jean Santerre, avocat au Parlement, et subdélégué à Doullens, en exécution de l'ordonnance de Mgr. le comte d'Agay, intendant de Picardie, du 3 avril 1789. » Doullens, 22 avril, 1789. — « Plan de la rivière d'Authie, depuis la sortie de Doullens, jusqu'à Ampliez. » XVIII^e s., — etc.

C. 1356. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1747-1766. — Cours d'eau et usines. AVRE. — Requête des meuniers de l'Avre à l'Intendant, à l'effet d'ordonner une visite de ladite rivière. 18 août 1755. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui renvoyant, pour y faire droit, une plainte des meuniers et tanneurs de Roye, au sujet d'engorgements dans l'Avre, et qui empêchent leurs moulins de tourner. Paris, 30 septembre 1766. — Mémoire de M. Gaullière à l'Intendant, sur ladite affaire. Roye, 14 novembre 1766. — MAYE. — Requête des meuniers des moulins de Crécy et de Machy, afin de faire curer la rivière de Maye. 7 juillet 1748. — Ordonnance de l'Intendant, faisant droit à ladite requête. 8 août 1748. — « Copie de l'ordonnance de M. d'Invaux, du 15 juin 1764, pour faire faire la visite de la rivière de Maie, du moulin de Rue, et des étangs du Gard. » — Procès-verbal de visite des dits rivière, moulin et étangs, par M. Bompart, ingénieur en chef des ponts et chaussées de la généralité de Picardie. 13 août 1764. — Projet d'arrêt du Conseil, sur les sommes à imposer pour le paiement des dits travaux. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, sur ledit projet d'arrêt. Paris, 28 janvier 1766. — OISSY ou SAINT-LANDON. — Procès-verbal de visite de la rivière d'Oissy, et des travaux à faire pour parer aux inondations. 5 décembre 1747, — etc.

C. 1357. (Liasse.) — 27 pièces papier (3 plans).

1736-1760. — Cours d'eau et usines. SELLE. — Requête des seigneurs, propriétaires, locataires, etc. du village de Saleux à l'Intendant, se plaignant de ce que le sieur Catu, les demoiselles veuves Roblot et Joly, propriétaires des moulins à huile sis au Til sur la Selle, « ayant eu nombre de démêlés ensemble, dans lesquels leurs ouvriers ont toujours entré, l'un desquels propriétaires, dans le dessein de faire pièce à l'autre, s'est immiscé, il y a quatre à cinq ans, de relever les vannes de ses moulins d'un pied, à quoi les deux autres se sont aussitôt conformés, pour ne pas souffrir de la diminution de leurs eaux », etc. 1736. — Procès-verbal de visite de ladite rivière, par M. Biart. 4 décembre 1736. — Procès-verbal de visite du cours de la Selle, depuis sa source à Catheux, par M. Jumel-Riquier. 18 octobre 1747. — Procès-verbal de récolement des travaux faits à la Selle, pour empêcher les inondations, par M. Beffara. 26 mars 1749. — Requête à l'Intendant, par Nicolas Joly, dans une contestation entre le sieur Dequevauvillers et lui. 17 juillet 1758. — Procès-verbal de visite de la rivière de Selle au moulin Boistel, par les sieurs

Nerlande et Jumel-Riquier. 22 juillet 1748. — Plan du bassin de la Hotoie. 1760. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur une digue de la rivière de Selle crevée près du château de Milan. « M. l'Évêque m'a chargé de vous rendre compte, Monsieur, de ce qui m'avait paru de ce qui m'a été dit sur le local, et des observations que j'y ai faites. Il doit avoir l'honneur de vous en écrire ; je sais que, dans tous les temps, il s'est prêté à offrir les eaux de la rivière dont il est le seigneur, pour procurer l'embellissement de la promenade : il souhaiterait l'exécution du plan qui vous a été, Monsieur, présenté, parce que, au fait, il est réduit à l'impossible de pouvoir faire aucun ouvrage ; il n'est que le changement du lit de cette rivière qui puisse parer aux inconvénients, et remettre la rivière en état de faire faire le service du moulin au dessous. » Amiens, 10 juillet 1760. — Requête des habitants des faubourgs de la Hotoie et de Hem, au sujet des débordements de la rivière de Renancourt. 16 juillet 1760. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur les travaux à faire au cours de la Selle. Amiens, 17 août 1760. — « Détail estimatif des ouvrages à faire en terrassements et autres, pour le redressement de la rivière de Renancourt, relativement aux plan et procès-verbal du 30 juillet au 12 août 1760. » Amiens, 5 septembre 1760. — « Détail estimatif des ouvrages à faire à une partie de la rivière de Selle, depuis les moulins de la Hotoie, jusqu'à ceux de Quevauvillers, relativement à l'ordonnance de Mgr l'Intendant, du 1^{er} septembre, et du procès-verbal tenu en conséquence le 6 dudit mois. » 7 septembre 1760. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, au sujet du curement de la Selle. Amiens, 28 septembre 1760. — Mémoire de M. Ducastel, sur le même objet. Amiens, 29 septembre 1760. — « Plan figuratif de l'état actuel de la rivière et de la commune de Renancourt, relatif au procès-verbal du 2 au 12 août 1760 », — etc.

C. 1358. (Liasse.) — 58 pièces papier (2 imprimées, 2 plans).

1772-1776. — Cours d'eau et usines. SELLE. — Requête des habitants du faubourg de Hem à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à plaider. 26 février 1772. — Mémoire de M. Ducastel sur des travaux demandés par les habitants du faubourg de Hem à l'évêque, leur seigneur, pour empêcher les eaux des marais de les inonder, et sur la protestation des dits habitants contre a qualité de propriétaire que se donne

l'évêque dans son consentement. 10 mars 1772. — Requête des habitants et propriétaires du faubourg de Hem à l'Intendant, réclamant contre une requête du nommé Prince, bourgeois d'Amiens, demandant qu'il lui soit cédé une portion de la commune vis-à-vis d'un pré qu'il vient d'acquérir du sieur Joly, dans le dessein d'y établir un moulin. 6 mai 1772. —

Requête de M. Morgan, négociant à Amiens, écuyer, demandant que le canal que M. Chauvelin avait fait pratiquer dans le marais de Hem, pour empêcher les inondations et le pont servant de communication d'une de ces communes à l'autre, soient rétablis par les habitants, dans le même état qu'ils étaient avant le 8 juin. 10 juin 1772. —

Mémoire de M. Ducastel, sur la dite requête. Amiens, 3 juillet 1772. — Délibération des habitants du faubourg de Hem sur la dite affaire. 22 juillet 1772. — Mémoire de M. Ducastel, sur ladite affaire. 10 octobre 1772. — « Réponse au mémoire extrajudiciaire communiqué au sieur Morgan de Frucourt par M. Ducastel, et de l'ordre de M. le comte d'Agay. » 1772. — Mémoire sur ladite affaire 1773. — Mémoire de M. Ducastel sur le même objet. Amiens, 29 avril 1773. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur la demande par M. Morgan d'établir une vanne au-dessus de ses moulins, à l'extrémité du faubourg de Hem. Amiens, 29 avril 1773. — « Arrêt du conseil d'État du Roy, qui commet le sieur comte d'Agay, intendant de Picardie, à l'effet de pourvoir aux inondations auxquelles sont sujettes plusieurs vallées de la généralité d'Amiens. » 28 décembre 1773. — Requête des syndic, habitants, corps et communauté du faubourg de Hem, relative aux contestations qu'ils ont avec M. Morgan. 14 novembre 1774. — Délibération des habitants du faubourg de Hem, sur le même objet. 16 décembre 1774. — Requête du sieur François Corbinière, papetier au faubourg de Hem, à l'Intendant, à l'effet d'enjoindre au sieur Leprince, de tenir le ruisseau sur lequel il se propose de construire des moulins, dans une largeur suffisante, et de faire défense au sieur Morgan d'y apporter empêchement. 12 avril 1776. — Rapport sur ladite affaire. 23 juin 1776. — Ordonnance de l'Intendant, prescrivant une expertise par MM. Laurent de Lionne, directeur des travaux du canal de Picardie, et Sellier, architecte. 26 juin 1776. — Procès verbal de visite des lieux litigieux, par MM. Sellier et Laurent de Lionne. Amiens, 20 juillet 1776. — Ordonnance de l'Intendant, sur ladite affaire. 26 juillet 1776. — Plan du cours de la Selle au faubourg de Hem. XVIII^e s. — « Plan des eaux et propriétés adjacentes d'entre le château de l'évêché

et le faubourg de Hem », etc. XVIII^e s. — « Observations sur l'affaire de M. Morgand contre M. Leprince. » XVIII^e s. — « Mémoire instructif de ce qui s'est passé à Amiens et au faubourg de Hem, vers l'embouchure de la rivière de Selle. » XVIII^e s. — « Mémoire par Jean-Baptiste Morgan, écuyer, seigneur de Frucourt, Doudelainville et Warcheville demeurant à Amiens, défendeur et demandeur contre le sieur Sanson Leprince, agent de change, demeurant audit Amiens, demandeur et défendeur, en présence de M. l'évêque d'Amiens. » XVIII^e s. (impr. 34 p. in-4°). — « Réfutation pour le sieur Leprince, contre le sieur Morgan de Freucourt » (impr. 13 p. in-4°. Amiens, 1776), — etc.

C. 1359. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1779-1781. — Cours d'eau et usines. SELLE.

— Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, lui demandant ses observations sur une requête par laquelle les propriétaires et locataires des moulins de la Selle demandent qu'il soit procédé au curement de ladite rivière et de ses affluents, ainsi qu'à la construction de digues et autres ouvrages pour diriger les eaux, etc. Paris, 26 octobre 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens, le priant d'étudier l'affaire et de lui en faire un rapport. Amiens, 31 octobre 1779. — Mémoire de l'Intendant à M. Debonnaire de Forges, sur ladite affaire. Amiens, 1^{er} juillet 1780. — Ordonnance de l'Intendant sur le paiement des dits travaux. 27 mars 1781, — etc.

C. 1360. (Liasse.) — 11 pièces papier (3 imprimées).

1729-1733. — Cours d'eau et usines. SOMME.

— « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui confirme le sieur marquis d'Estourmel dans un droit de travers ou péage sur les ponts et chaussées situés sur la rivière de Somme, dans le village de Cappy, proche la ville de Péronne. » Versailles, 4 janvier 1729 (impr. 7 p. in-4°. Imp. Roy. 1731). — Mémoire des maire et échevins d'Amiens, sur un placet présenté au contrôleur général, au sujet de la navigation et des abords du quai, « lequel est presque entièrement impraticable. » XVIII^e s. — Arrêté des lieutenant général de police, maire et échevins de la ville d'Amiens, qui fixe les droits à percevoir sur les marchandises, pour l'entrée et la sortie du port d'Amiens. 23 août 1732 (impr. affiche). — Mémoire de l'Intendant à M. Orry, contrôleur général, sur la demande faite par les maire et échevins d'Amiens, aux fins du curement de leur port. Amiens, 25 août

1732. — Ordonnance de l'Intendant pour la police du port d'Amiens, pendant le curement de celui-ci. Amiens, 23 août 1732. — Avis de l'adjudication à faire le 15 mai 1733, de travaux de maçonnerie au quai du port d'Amiens. Amiens, 6 mai 1733 (impr. affiche), — etc.

C. 1361. (Liasse.) — 21 pièces papier (1 imprimée, 1 plan).

1751-1784. — Cours d'eau et usines. SOMME. — Lettre de M. d'Argenson à l'Intendant, au sujet de nouveaux ouvrages que la ville d'Amiens désirerait entreprendre, tant pour faire sortir de la ville les eaux de la fontaine, que pour déplacer l'ancien canal qui passe du côté du port, et en faire passer les eaux à la Somme. Versailles, 12 avril 1751. — Requête de François Brosses, maître tondeur, friseur et presseur à Amiens, à M. Trudaine, sur une contestation qu'il a avec le chapitre de la cathédrale d'Amiens, au sujet d'un moulin à friser qu'il a établi dans cette ville. 2 juillet 1757. — Procès-verbal d'enquête sur ladite affaire. 2 juillet 1757. — Certificat d'un grand nombre de négociants d'Amiens, sur l'utilité dudit moulin. 4 juillet 1757. — « Mémoire pour justifier la conduite tenue par le chapitre d'Amiens envers François Brosses, maître tondeur. » Amiens, 6 juillet 1757. — Requête de François Brosses à M. Trudaine, sur ladite affaire. Août 1757. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 21 septembre 1757. — Ordonnance de l'Intendant pour le curage du canal passant devant le couvent des Minimes, à Amiens. Paris, 9 juin 1758 (impr. affiche). — etc.

C. 1362. (Liasse.) — 27 pièces papier (1 plan).

1757-1761. — Cours d'eau et usines. SOMME. — Lettre de M. Ducrocquet à l'Intendant, au sujet de plaintes du commissionnaire de la compagnie des sels sur l'interruption produite dans la navigation de la Somme par des attérissements. « Je me suis transporté cette après-dîner sur la rivière, et en ai suivi le cours avec Riquier, qui la sondait jusqu'à 300 toises environ au-dessous de la 2^e chaîne. Il ne se trouva à cet endroit que deux pieds et demi d'eau, dans un espace assez long. Le fond en est pierreux et dur, et d'un travail très difficile. Les dragues des hortillons n'y sont nullement propres, il en faudrait faire faire exprès, et ce que l'on y ferait ne serait pas d'une grande utilité. » Amiens, 19 mars 1757. — « Observations sur l'état actuel de la rivière de Somme, au port et au-dessous de la ville d'Amiens. » XVIII^e s. — Mémoire de M. Le Beuf, sur le même objet. Dunkerque, 1^{er} avril

1757. — « Observations sur les ouvrages à faire, tant en charpente qu'en curement, dans le port de la Grève de la ville d'Amiens. » XVIII^e s. — Lettre de M. Bertrand à l'Intendant, sur la même affaire. Boulogne, 1^{er} août 1760. — Mémoire de Ducastel à l'Intendant, sur le même objet. Amiens, 22 juillet 1760. — « Réponse aux observations faites sur les ouvrages projetés aux ports d'Amiens et de Saint-Valery. » XVIII^e s. — « Répliques touchant les ouvrages à faire aux ports d'Amiens et de Saint-Valery », par M. Ducastel. Corbie, 10 août 1760. — Lettre de M. Bertrand sur le même objet. Amiens, 27 avril 1761. — Délibération des habitants de Camon, sur ladite affaire. 29 juin 1761. — « Devis des ouvrages à faire pour le curement de la rivière de Somme, depuis et compris le port de la Grève de la ville d'Amiens, jusqu'au dessous du village de Saint-Maurice, et pour la construction en charpente de deux digues dans le susdit port. » 1760. — « Détail des ouvrages à faire, pour la construction de deux digues en charpente dans le port de la Grève de la ville d'Amiens, et pour le curement de la rivière, depuis et compris ledit port, jusqu'au-dessous du village de Saint-Maurice. » 1760. — « Situation, compte et réception des ouvrages faits pour l'amélioration du port de la ville d'Amiens, et le curement d'une partie de la rivière de Somme, suivant l'adjudication passée au sieur Dufromantelle, le 11 juillet 1760. » Amiens, 31 décembre 1761. — « Ouvrages du port d'Amiens et du quai de Saint-Valery. » Décembre 1761. — Procès-verbal d'expertise des dits travaux. 31 août 1762, — etc.

C. 1363. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1772-1773. — Cours d'eau et usines. SOMME. — Requête du chapitre de la cathédrale d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'obliger les riverains de la Somme à curer ladite rivière, pour empêcher les hortillons d'être inondés. Amiens, 9 juillet 1772. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens, sur ladite requête. 16 juillet 1772. — Ordonnance de l'Intendant, faisant droit à la requête du chapitre. 23 juillet 1772. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens, sur une requête de plusieurs propriétaires voisins des canaux à curer, réclamant contre ladite ordonnance. 20 août 1772. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens », fixant à 506 l. la part contributive de la ville audit curement. 12 novembre 1772 (Expédition du 23 novembre), — etc.

C. 1364. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1773. — Cours d'eau et usines. SOMME. — Requête à l'Intendant, par Jean-Baptiste Vallot, ancien apothicaire aide-major des armées du Roi, officier inspecteur des eaux minérales de Picardie, « disant qu'il est propriétaire d'une maison sise à Amiens, au bout du Moulin Neuf, lieu dit Louette, mitoyenne de trois petites maisons abandonnées depuis un an et plus, dont les vernes sont coulés à l'eau, où il ne reste plus qu'une charpente en l'air, soutenue par quelque agrafe de fer, ce qui menace à chaque instant d'écraser les personnes qui vont y laver. Cette démolition, Monseigneur, n'est occasionnée pour la plus grande partie, que par un nouveau moulin à frise, occupé par la veuve d'Wailly, qui tient les eaux plus de la moitié du jour à 4 pieds, 2 pouces. » Amiens, 10 janvier. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens, sur ladite requête. 9 mars. — Mémoire de M. Ducastel, sur ladite affaire. 5 avril. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens », pour demander le rétablissement de la commission qui avait été attribuée aux intendants, par arrêt du Conseil du 9 janvier 1749, concernant les eaux et les inondations des différentes vallées de la généralité. 4 février (Expédition du 18). — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux, approuvant cette tentative, « dont le succès me donnera occasion de faire le bien de la province, sans être exposé aux désagréments des conflits de juridictions. » 10 mars. — Mémoire de l'Intendant à M. de Beaumont, sur ladite demande. Amiens, 12 juillet. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui envoyant un mémoire par lequel le chapitre d'Amiens réclame le droit de police, juridiction et seigneurie sur le canal de la Somme. Paris, 14 juillet. — Mémoire de l'Intendant à M. de Beaumont, sur la réclamation du chapitre. 30 août. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens sur ladite affaire, — etc.

C 1365. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 33 papier (2 imprimées, 1 plan).

1777-1780. — Cours d'eau et usines. SOMME. — « Ordonnance de M. l'Intendant, qui fixe la hauteur des vannes des moulins construits sur la rivière de Somme, depuis Sailly-Lorette jusqu'à Péronne. » 24 octobre 1777 (impr. affiche). — Lettre de M. Gobinet de Villecholles à l'Intendant, sur une requête de plusieurs particuliers, se plaignant de ce que le fermier du moulin de Rocourt avait exhaussé les vannes de son moulin. Saint-Quentin,

17 novembre 1777. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. 11 avril 1778. — Ordonnance de l'Intendant qui fixe la hauteur des eaux au-dessus du moulin de Rocourt. 25 avril 1778. — « Réponse à la requête des propriétaires et fermiers des Buries d'Ostende et Disle relativement au moulin de Rocourt », par M. Laurent de Lionne. 1778. — Requête de Folain Fernet, fermier des eaux et moulins de Feuillières, à l'Intendant, à l'effet d'empêcher la réparation de la chaussée de Buscourt. 26 avril 1778. — « Réponse à la requête présentée à Mgr l'Intendant, le 26 avril 1778, par le sieur Foilain Fernet, fermier des eaux et moulins de Feuillières » ; et « Projet de l'ordonnance à rendre sur la requête du sieur Foilain Fernet » ; avec un croquis du local. 28 mai 1778. — Mémoire de l'Intendant, sur ladite affaire. 10 juillet 1778. — État des six moulins des Cordeliers établis sur la Somme, par M. Delegorgue. Abbeville, 30 mai 1778. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, lui demandant ses observations sur une requête du sieur Goguet, afin d'obtenir la permission d'établir un moulin sur le canal de la petite rivière de Rouy. Paris, 22 septembre 1778. — « Conditions qu'il est nécessaire d'imposer au sieur Goguet, si le ministre lui accorde la permission de construire un moulin, au lieu et place du reversoir projeté pour les eaux de la rivière d'Ingon, au-dessus d'Épenancourt. » 6 mars 1779. — « Réponse à la requête présentée à M. le directeur général des finances, par le sieur Goguet, laboureur à Épenancourt, par M. Laurent de Lionne. 6 mars 1779. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 13 mars 1779. — Mémoire de l'Intendant à M. Debonnaire de Forges, sur le même objet. 25 mars 1779. — Arrêt du conseil d'État, qui autorise le sieur Goguet à faire construire un moulin sur le canal de la Somme, à Épenancourt. » Versailles, 4 avril 1780, — etc.

C. 1366. (Liasse.) — 17 pièces papier (2 plans).

1779-1786. — Cours d'eau et usines. SOMME. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, au sujet des plaintes de M. d'Estouilly et des Génovéfains de l'abbaye de Ham, auxquelles ont donné lieu les dispositions faites par le sieur Sauvage, pour construire un moulin au-dessus de l'écluse de Ham, à l'endroit d'un déversoir pratiqué vis-à-vis la citadelle de cette ville. Paris, 18 août 1779. — Mémoire de M. Laurent de Lionne, sur ladite affaire. 3 septembre 1779. — « Plan des moulins de Ham. » — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'In-

tendant, lui demandant ses observations sur une requête, par laquelle les syndics et principaux habitants des villages situés le long de la Somme, de Saint-Quentin à Estouilly, demandent qu'il soit procédé à la visite de cette rivière, de Rouvroy à Estouilly, et qu'il soit fixé des points d'eau stables avec défenses de les outrepasser. Paris, 7 juin 1781. — Mémoire de M. Laurent de Lionne, sur ladite affaire. 6 juillet 1782. — « Plan du cours de la rivière de Somme, du rempart sur la rive gauche, et des jardins légumiers du côté droit, depuis la Voirie, jusqu'au pont du Cange. Fait par les sieurs Baffet et Delamarre. » 20 juin 1785 — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, relativement aux inconvénients du nouveau lit que la Somme s'est formée depuis peu. Paris, 27 décembre 1786, — etc.

C. 1367. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1783-1787. — Cours d'eau et usines. SOMME. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, sur la contestation qu'ils ont avec le chapitre de ladite ville, relativement à la seigneurie des eaux. Amiens, 31 mai 1783. — Requête des maire et échevins d'Amiens à la chambre des comptes, sur ladite affaire, 1783 ; et « Extrait fait en la chambre des comptes du Roi notre sire, en vertu de l'arrêt de nos seigneurs d'icelle étant au haut de la requête ci-dessus, ainsi qu'il suit. Du volume n^{oté} 30 des aveux en rouleaux de la chambre de France a été extrait ce qui suit : Ch'est le dénomement et le déclaration des temporalités que ont, tiennent et possèdent les doyen et capitres de l'église d'Amiens, en amortissement sous le Roy notre sire ès bailliages d'Amiens, de Vermandois, de Senlis et en la comté de Pontieu. » Juin 1385. Copie du XVIII^e s. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant expédition d'une délibération du conseil général de ville, prise le 29 du mois précédent, « au sujet des procédures vexatoires que nous éprouvons de la part du chapitre. Il vient d'étendre ses procédures jusque sur les officiers municipaux sortis de charge, qui ont souscrit la délibération du 18 décembre, que vous avez approuvée dans le temps. » Amiens, 12 avril 1784. — Consultation de MM. Morgan, Lenglier, Boistel et Maillart, sur ladite affaire. « Il est sans exemple que, lorsque une multiplicité d'actes démontre que tout ce qui s'est passé dans le cours de plusieurs instances, a été l'ouvrage d'un corps municipal, et que tout a été muni de l'accession du commissaire départi dans la province, on pousse l'acharnement jusqu'à s'en prendre à cinq citoyens qui ne sont plus en place, et dont la conduite a

mérité les éloges et l'approbation de leurs successeurs. Le Conseil du Roi, qui a déjà blâmé par un arrêt les poursuites aussi vives qu'irrégulières du chapitre d'Amiens, ne pourra voir qu'avec indignation le retour vexatoire qu'il a pris pour éluder son arrêt par des voies obliques et inouïes. » Amiens, 17 avril 1784. — « Observations sur la requête imprimée et signifiée le 25 octobre 1786, de la part des officiers municipaux de la ville d'Amiens, contre les doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale de la même ville, en présence du sieur inspecteur général des domaines. » 1786. — « Chartes de 1185 et de 1283 produites en l'instance, pour le chapitre d'Amiens. » — « Notes sur la requête de production nouvelle signifiée le 28 décembre 1786, pour les officiers municipaux de la ville d'Amiens. » 1787. — « Notice générale de tous les titres produits par la ville d'Amiens, qui prouvent la navigabilité de la rivière de Somme, et les droits de seigneurie du Roi sur les eaux, comme sur les bords de cette rivière. » XVIII^e s. — « Mémoire sur la police des eaux, canaux et rivières, dans l'étendue de la ville et banlieue d'Amiens. » XVIII^e s. — « Sommaire pour les doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale d'Amiens, défendeurs, contre les officiers municipaux de la même ville, le procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts, demandeurs en cassation d'un arrêt du parlement de Paris, du 6 août 1783, et contre l'inspecteur du domaine intervenant, demandeur en interprétation du même droit. » XVIII^e s. — Mémoire sur les moulins du sieur Jourdain à l'Étoile. XVIII^e s., — etc.

C. 1368. (Liasse.) — 17 pièces papier (2 imprimées).

1706-1736. — Navigation. — Ordonnance de M. Maignarz de Bernières, intendant de Flandre, sur la navigation de la Scarpe. Valenciennes, 2 février 1706 (impr. affiche). — État de ce qui est sorti de la ville d'Amiens, tant par les portes que par le quai, du 1^{er} octobre 1729 au 30 septembre 1730. — Lettre du duc de Chaulnes à l'Intendant, sur les marchandises qui passent par Amiens, Abbeville et Saint-Valery. Versailles, 1^{er} avril 1731. — État des marchandises qui passent par Amiens, Abbeville et Saint-Valery. — Lettre du duc de Chaulnes à l'Intendant, lui demandant un état des grains qui entrent et sortent par les villes situées sur la Somme. Paris, 15 mai 1731. — Réponse à ladite demande. St-Quentin. — Id. Péronne. — Id. Corbie. — Id. Amiens. — Arrêt du conseil d'État, qui permet aux négociants français, qui font le commerce des îles et des colonies françaises de l'Amé-

rique, d'envoyer leurs vaisseaux directement en Irlande, pour y acheter des salaisons, etc. Versailles, 26 mai 1736 (impr. affiche). — Procès-verbal d'enquête par M. Biart, au sujet d'infractions commises à Moreuil, par les bateliers d'Amiens. 4 septembre 1736, — etc.

C. 1369. (Liasse.) — 1 pièce papier (imprimée).

1724. — Navigation. — « Tarifs des droits que le Roi, en son Conseil, veut et ordonne être payés, en exécution de l'édit du mois de septembre 1724, pour les marchandises et denrées qui seront voiturées par eau, depuis Saint-Valery jusqu'à La Fère, et depuis La Fère jusqu'à Saint-Valery. » Fontainebleau, 19 septembre (impr. 24 p. in-4°, Paris, 1725).

C. 1370. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1735. — Navigation. — « Observations à faire sur les hauteurs des rivières dans les différentes crues d'eau, et sur la grandeur et l'élévation des ponts. » — Lettre de M. Orry à l'Intendant, lui demandant un état des cours d'eau navigables et des routes de sa généralité, « dans le dessein que l'on a de former une suite de cartes de la France, selon ses différentes époques ; ses différentes divisions, et surtout suivant celles des généralités et provinces. » Paris, 20 janvier. — « Supplément d'observations à faire par MM. les ingénieurs, sur les rivières navigables, et sur les ponts et chaussées du royaume », — etc.

C. 1371. (Liasse.) — 3 pièces parchemin, 67 papier (4 imprimées, 3 plans).

1741-1759. — Navigation. — Arrêt du conseil d'État, qui ordonne la représentation à l'Intendant de Picardie, des titres des propriétaires des moulins placés sur le grand canal de la Somme, entre le pont de l'Écluse et celui de l'Anse, afin de pouvoir faire un devis estimatif de ce qu'il pourra en coûter pour le remboursement de ceux de ces moulins qu'il conviendra de supprimer, pour rendre ce canal navigable. Versailles, 22 février 1741. — « Plan du cours de la Somme, dans la ville d'Abbeville. » — « Devis estimatif des réparations et augmentations à faire, pour rendre la navigation facile, depuis le port de St-Valery, jusqu'à Amiens, par le grand canal de la Somme. » Abbeville, 31 mars 1741. — « Mémoire sur le projet de changer la navigation de la rivière de Somme, qui passe dans la ville d'Abbeville, en conséquence de l'arrêt du Conseil du 22 février 1741, et sur les inconvénients qui résulteraient de son exécution. » 7 avril 1741. — « Copie de la lettre de M. le maréchal d'Asfeld,

écrite à M. Desmarest, en date du 7 avril 1741 », sur le projet de changer le lit de la navigation de la Somme, dans Abbeville (Copie collationnée du 10 avril 1741). — Requête des Cordeliers d'Abbeville, à l'effet de ne pas être troublés dans la possession de leur moulin. — Procès-verbal d'enquête sur la navigation de la Somme à travers la ville d'Abbeville, 4 juillet 1741. — Délibération du chapitre de St-Vulfran d'Abbeville sur ladite affaire. — Id. du prieuré de St-Pierre. — Id. de l'Hôtel-de-Ville. — Id. du grenier à sel. — Id. du corps des marchands. — Id. des communes d'Abbeville. — « Mémoire pour remédier aux abus qui se commettent depuis Saint-Valery jusqu'à Amiens sur la rivière, rendre la navigation plus prompte, et ôter aux gribanniers l'occasion de voler et altérer les marchandises qu'ils conduisent. » 1741. — « État de la dépense concernant l'ouvrage à faire pour rendre le grand cours de la Somme navigable, depuis le port de Saint-Valery jusqu'à Amiens. » — « Moyens d'opposition à la navigation par le grand canal de la Somme dans Abbeville. » — Arrêt du conseil d'État, qui annule celui du 22 février 1741, et ordonne différents travaux pour rendre le canal Marchand navigable. Versailles, 12 mars 1742. — « État et devis estimatif des travaux à faire pour rendre libre la navigation par le petit canal de la Somme, depuis l'embouchure, jusqu'au pont des Prez. Abbeville, 30 septembre 1742. — « Affaire de la navigation de la rivière de Somme dans la ville d'Abbeville. » 13 novembre 1742. — « Mémoire sur le rétablissement de la navigation de la rivière de Somme. » — « Observations pour servir de réponses au mémoire présenté au Conseil par le nommé Chaudron de Grassy, sur le rétablissement de la navigation de la rivière de Somme. » — Requête des négociants d'Amiens au contrôleur général, afin d'être reçus opposants au projet présenté au Conseil par le sieur de Grassy, relatif à la navigation de la Somme. — Requête des officiers municipaux d'Abbeville au comte de Saint-Florentin, contre le projet formé par le sieur de Grassy d'établir un canal pour la navigation de la Somme hors de l'enceinte de la ville. — Lettre de M. de Grassy à l'Intendant, sur ladite affaire. Paris, 21 mars 1747. — « Mémoire pour les négociants de la ville d'Amiens faisant le commerce de mer, contre le sieur Gabriel Chaudron de Grassy. » 1747 (impr. 8 p. in-fol. 1747). — Mémoire sur ladite affaire. — « Instruction pour le sieur Bayeux, inspecteur des ponts et chaussées et du pavé de Paris, par rapport à la visite qu'il est chargé de faire de la rivière de Somme, relativement aux projets proposés pour la sûreté et la facilité de la naviga-

tion sur cette rivière, depuis Amiens jusqu'à Saint-Valery. » Paris, 22 août 1747. — « Réplique du sieur de Grassy aux objections de Saint-Valery, d'Abbeville et d'Amiens, contre le plan qu'il a présenté au Conseil pour rétablir le commerce de la Somme dans sa première splendeur. » — Requête des négociants d'Amiens au conseil d'État, sur ladite affaire. 1747. — « Réflexions sur le projet de rendre la navigation de la Somme sûre et facile, depuis le dessous de la ville d'Abbeville, jusqu'au port d'Amiens, proposé par le sieur de Grassy, et combattu par les dites villes. » 1747. — « Mémoire des sieurs Van Robais, entrepreneurs de la manufacture royale de draps fins, établie par lettres patentes de Sa Majesté en la ville d'Abbeville. » 1747. — « Réponse au mémoire du sieur de Grassy et de son projet, pour le passage des gribanes aux environs d'Abbeville. » — Requête des maieur, échevins, corps et communauté de la ville d'Abbeville au conseil d'État, sur le même objet (impr. 16 p. in-fol. 1747). — Procès-verbal de visite de la Somme d'Amiens à Saint-Valery, par Guillaume Bayeux, inspecteur du pavé de Paris, et des ponts et chaussées. Paris, 26 juin 1748. — « Réflexions sur le rapport du sieur Bayeux, concernant la navigation de la Somme. 1748. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, sur ladite affaire. Paris, 9 juin 1749. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui approuve l'adjudication passée pour les ouvrages à faire au canal Marchand d'Abbeville. » Versailles, 2 juin 1750 (impr. affiche). — Arrêt du conseil d'État, qui ordonne que l'Hôtel-Dieu d'Abbeville fera faire à ses frais tous les ouvrages nécessaires pour réunir le bras de la Somme qui fait tourner le moulin du sieur de Wilcocq, etc. Versailles, 15 août 1752. — « État au vrai des biens et revenus de la ville d'Abbeville et de ses dettes et charges, pour les années 1753 et 1754. » — Requête des maieurs et échevins d'Abbeville, contre les projets du sieur de Grassy. 8 mars 1756. — Ordonnance de l'Intendant, qui supprime le droit de sol par livre perçu sur les marchandises arrivant au port de Saint-Valery. 16 décembre 1759 (impr. affiche). — « État des revenus de l'hôpital d'Abbeville. » — « Plans des différents bras que la rivière de Somme forme en passant à Abbeville et environs », — etc.

C. 1372. (Liasse.) — 74 pièces papier.

1746-1776. — Navigation. — Compte du droit de frêt sur les marchandises et denrées dans le port de Saint-Valery. 1746. — Id. 1749. — Id. 1750. — Id. 1763. — Id. 1764. — Id. 1765. — Id. 1766. — Id.

1767. — Id. 1768. — Id. 1769. — Id. 1770. — Id. 1771. — Id. 1772. — Id. 1773. — Id. 1774. — Id. 1775. — Id. 1776. — Ordonnance de l'Intendant, au sujet de la somme de 150 l. payée annuellement sur ledit droit de frêt à la sœur de la Providence chargée de l'éducation des filles des pauvres matelots de Saint-Valery. Amiens, 13 février 1756. — « Mémoire des dépenses faites à l'occasion du port de Saint-Valery, pendant le séjour de M. de Bompard, ingénieur en chef de la province, accompagné du sieur Brice, sous-ingénieur des ponts et chaussées. » Saint-Valery, 6 octobre 1767. — Ordonnance d'une somme de 200 l. de gratification, sur le droit de frêt, accordée au sieur Lanainville, professeur d'hydrographie à St-Valery. 21 mai 1770. — « Extrait des dépenses occasionnées pour la construction et rétablissement des quais du Rouvrel. » Saint-Valery, 3 juin 1774. — « État des ouvrages que moi, Louis Dollé, maître-maçon, ai faits par ordre de MM. les officiers municipaux de Saint-Valery-sur-Somme, à la tour tenant à la muraille, au-dessous de l'église et paroisse Saint-Martin. » 28 août 1774. — « État des réparations faites à l'écluse du Molnel, suivant le devis fait par M. Loyer, ingénieur, en date du 8 juin 1775. » 25 octobre 1775, — etc.

C. 1373. (Liasse.) — 17 pièces papier (1 imprimée, 1 plan).

1749-1760. — Navigation. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant qu'il sera fait une ouverture au pont de Remy, pour passer toutes les gribanes. Compiègne, 6 août 1749. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant permission aux négociants de la province de Picardie, de faire le commerce des îles et colonies françaises et celui de la côte de Guinée, par le port de Saint-Valery, en se conformant aux dispositions dudit arrêt. » Fontainebleau, 14 octobre 1754 (impr. 4 p. in-4° Amiens 1754). — « Plan des fouilles du marais de Saint-Sauveur, première partie entre le marais de Dreuil et le pré des Cocqs. » 1755. — Mémoire relatif au corps de garde de Pinchefalise. 1^{er} novembre 1758. — Requête de François Desavisse, fermier du château de Bray, à l'Intendant, sur la propriété de la rivière qui coule dans les prés dépendant de la seigneurie dudit lieu. 12 juillet 1760. — Requête de Pierre-Nicolas Delarue et consorts à l'Intendant, réclamant contre un droit de passage prélevé par les sieurs Desavisse et Lefebure, pour le transport des tourbes dudit Delarue, sur ladite rivière. 17 novembre 1760. — « Observations sur l'affaire d'entre le sieur de la Rue, marchand de tourbes à Amiens et compagnie, demandeurs, et le sieur François Lefebure, marchand à

Abbeville, et François Desavisse, garde et fermier de la terre et seigneurie de Bray, défendeurs », par M. d'Hesbon. Abbeville 10 février 1761. — « Extrait des ordonnances et règlements de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669. » — Requête de François Lefébure à l'Intendant, sur ladite affaire, — etc.

C. 1374. (Liasse.) — 5 pièces papier (1 imprimée).

1763-1768. — Navigation. — « Vente de bateaux plats étant au port de St-Valery-sur-Somme. » 1^{er} octobre 1763 (impr. affiche). — « Extrait des délibérations de la Chambre du commerce de Picardie », sur la nécessité d'établir une communication entre le port du Don et le port neuf, où abordent les gribannes. 3 septembre 1765. — « Avis de la Chambre du commerce de Picardie, sur le projet du rétablissement de la navigation de la rivière de Somme, dans l'intérieur de la ville d'Amiens. » 18 octobre 1768, — etc.

C. 1375. (Liasse.) — 6 pièces papier (1 imprimée).

1774-1776. — Navigation. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur ce que la chambre du commerce de Picardie s'est plainte de ce qu'on percevait les 8 s. pour livre, sur le droit de frêt levé à St-Valery, pour subvenir aux frais de l'amélioration de ce port. Paris, 23 novembre 1774. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. Il pense qu'il y a lieu d'interrompre cette perception, « pour n'être point découragé de l'exécution des projets utiles auxquels des sujets se portent. » Amiens, 30 janvier 1775. — Mémoire de l'Intendant à M. Trudaine, portant même conclusion. 3 mars 1775. — Lettre de M. Neukomm, sur ce que M. Laurent de Lionne lui a demandé son avis sur la navigation des canaux de Picardie. Saint-Quentin, 19 août 1775. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant réduction des droits établis sur le canal de Picardie et la rivière d'Oise. » Versailles, 11 août 1776 (impr. 6 p. in-4° 1776), — etc.

C. 1376. (Liasse.) — 59 pièces papier.

1774-1787. — Navigation. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, l'informant que la nuit précédente, un navire hollandais de 350 à 400 tonneaux est venu à la côte près de la pointe du Hourdel. « Il n'y avait à bord aucuns matelots ; quelques papiers trouvés dans la chambre annoncent qu'il avait chargé à Marseille, de savon, d'huile et de vin pour Amsterdam. On a renfloué ce navire qui était peu endommagé, à la marée de

midi, et on l'a amené à peu de distance de ce port, dans lequel on l'espère l'entrer la marée de la nuit. On croit que l'équipage a péri en voulant se sauver dans la chaloupe. » Saint-Valery, 19 novembre 1774. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant. On travaille à décharger ledit navire. Il se nomme l'*Amitié* « et était commandé par le capitaine Joachim Roblet, d'Amsterdam : il n'était monté que par dix hommes d'équipage, qui tous ont péri en se sauvant dans la chaloupe ; on en a retrouvé plusieurs sur la côte. Il n'était point chargé pour Amsterdam, comme quelques lettres trouvées d'abord dans la chambre l'avaient fait croire : il avait chargé à Cette et à Marseille pour Hambourg ; son chargement consiste en savon, huile d'olive, noix de galle, jus de réglisse, eaux de senteurs, vins muscats, vins ordinaires, cotons, eaux-de-vie, et différentes espèces d'épicerie... On a vu par le journal du capitaine, qu'il s'était trompé le mardi, veille du naufrage, en prenant une terre pour une autre. Cette erreur le faisait croire à cinquante lieues de nos côtes, et il y a apparence qu'il ne s'est pas même reconnu quand le navire a touché, car s'il se fut cru sur des sables, il serait resté à bord de son navire. » Saint-Valery, 25 novembre 1774. — Note d'après laquelle « le navire l'*Auguste* de Rouen, du port de 180 tonneaux, capitaine L'Etré, venant de Cadix, chargé de cuirs verts, laine de Séville, sel, indigo, cochenille, citrons et autres fruits, pour Dunkerque et Ostende, a échoué à une lieue au Nord de Boulogne, la nuit du 13 au 14 novembre. L'équipage composé de 9 hommes, 4 ont été noyés. » Boulogne, 15 novembre 1775. — Note d'après laquelle « le navire l'*Emmanuel*, de Copenhague, d'environ 150 tonneaux, capitaine Jens-Séverin Kok, venant d'Espagne, chargé de sel et d'environ 100 demi-caisses de citrons et d'oranges, allant à Copenhague, a fait côte ce matin à 2 lieues au Nord de Boulogne. L'équipage, composé de 12 hommes, a été sauvé. » Boulogne, 21 mars 1778. — Lettre de M. Blondin à l'Intendant, au sujet d'un navire anglais nommé la *Marie*, jeté sur les côtes de Cayeux par un ouragan. Cayeux, 1^{er} janvier 1779, minuit. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, sur le même objet. « On n'a point encore de détails bien certains sur ce navire : on le croit corsaire de huit canons, quoiqu'il n'y eut à bord que dix hommes. Ils ont été arrêtés par les garde-côtes... Je tiens ce que j'ai l'honneur de vous mander ; du syndic des matelots de Cayeux, qui est venu prévenir ici l'officier aux classes de cet échouement. » Saint-Valery, 1^{er} janvier 1779. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, rectifiant la lettre précédente. « Ce navire n'est point un

corsaire, comme on l'avait dit, et au lieu de huit canons qu'on avait assuré qu'il y avait, il n'y en a que deux. L'équipage consiste en neuf hommes. Il était parti de Bristol en lest, pour aller charger à Ostende : assailli par la tempête, il avait lutté toute la nuit contre des coups de mer furieux, toujours dans l'espérance d'éviter nos côtes, mais le vent s'étant jeté au Nord-Ouest, et ne pouvant point, pour ainsi dire, faire de voiles, il ne lui est resté que la ressource de faire côte ; il a choisi le moment où la mer était dans son plein, et ayant aperçu la batterie du Hourdel, il a gouverné vers cette batterie, et a fait côte au pied... Les neuf anglais composant l'équipage du navire échoué à Cayeux, ont été conduits aujourd'hui à Abbeville. » Saint-Valery, 2 janvier 1779. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant. « Le navire anglais qui était échoué à Cayeux a été amené dans le port, après avoir peu souffert sur la côte. Six matelots de l'équipage ont été conduits à Abbeville ; le capitaine, son fils et le second, sont restés ici sous la caution du sieur Lamy, dont le capitaine anglais était fort connu. J'ai su aujourd'hui du capitaine Pointefert, commandant la batterie du Hourdel, qu'il a eu toutes les peines possibles à empêcher ces anglais de se jeter à la mer aussitôt que le navire a échoué : et s'ils l'eussent fait, plusieurs se seraient noyés. Il paraît que, quand on a couru risque de perdre la vie, on craint peu la prison : à mesure que les matelots étaient descendus, ils s'embrassaient, leur joie était peinte sur leurs visages ; la garde allait les arrêter la bayonnette au bout du fusil, ils disaient tous : *ah oui, sir, volontiers !* On les amenait au corps de garde, cela ne diminuait pas leur satisfaction d'avoir gagné la terre ferme. Le capitaine sortit du navire un des derniers. Aussitôt qu'il fût à terre, il frappa des mains, se jeta au col du capitaine Pointefert, l'appela son frère, et dit en mauvais français à ceux qui l'entouraient, qu'il était fort aise d'être au milieu d'eux. » Saint-Valery, 8 janvier 1779. — Lettre de l'Intendant à MM. Amelot, de Vergennes et de Sartine, les informant que « les nouvelles que j'ai reçues de Calais par le courrier d'hier, confirment l'échouement de cinq navires anglais sur la côte de Calais, et annonce qu'il y a eu beaucoup de pareils naufrages sur les côtes de la Flandre française et autrichienne. Les nouvelles de Boulogne ne parlent que des désastres occasionnés par la tempête du 31 décembre au 1^{er} janvier : elle a duré plus de 24 heures ; mais c'est surtout pendant la nuit qu'on a essuyé les coups de vent les plus forts. Toutes les maisons ont été ébranlées, au point de faire croire qu'il y avait un tremblement de terre. Les églises et autres édifices publics, et un grand nombre de

maisons, ont beaucoup souffert, des vitraux emportés, des cheminées renversées, des toits enlevés, des arbres arrachés et brisés, dans la ville et dans les campagnes. » 6 janvier 1779. — Note apprenant que « un navire de la compagnie des Indes hollandaises, sous pavillon prussien, monté de 18 canons, et ayant 120 hommes d'équipage, venant de Batavia, et allant à Middelbourg, a fait naufrage le jeudi 11, sur les 7 heures du soir, à la côte de Berck... et le vendredi 12 à 6 heures du matin,... on ne connaissait que 35 à 40 hommes sauvés. Le navire se nommait le Besselau, et le capitaine Rouls. » Saint-Valery, 13 novembre 1784. — Note annonçant que le navire hollandais le *Jong-Ricke* est venu à la côte à une lieue de Boulogne, sans autres accidents. 7 janvier 1785. — Note annonçant que le capitaine Desgardin, du Crotoy, commandant un navire de 100 tonneaux, a fait naufrage à Cayeux. Le pilote et cinq hommes ont péri. Saint-Valery, 11 février 1786 — Note sur ce que « les tempêtes se succèdent sur nos côtes avec une violence bien préjudiciable aux marins. » Un navire anglais de 400 tonneaux est venu à la côte à la pointe de Saint-Quentin, à une lieue et demie du Crotoy. Saint-Valery, 29 septembre 1786. — Note sur ce que « toutes les lettres qu'on reçoit des différents ports de la Manche annoncent des naufrages. » Un navire venant de Terre-Neuve, a fait côte à Cayeux ; le capitaine et deux hommes ont été noyés. Saint-Valery, 8 octobre 1786. — Note informant que le navire le *Jeune Saint-Louis* de Saint-Malo, capitaine Hué, de 60 tonneaux, poussé par la violente tempête du 13 au 14 de ce mois, a fait côte au bourg d'Ault. Saint-Valery, 18 décembre 1786. — Note apprenant que « nous essayons depuis dix jours des coups de vent violents. » Deux navires ont été perdus, corps et biens sur les bancs de Somme, vis-à-vis de Cayeux, le 26 de ce mois Saint-Valery, 28 mai 1787, — etc.

C. 1377. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1777-1779. — Navigation. — Lettre de M. Belterre à l'Intendant, l'informant que « deux smoggleurs ou contrebandiers anglais, qui avaient pris leurs charges d'eau-de-vie à Dunkerque, poursuivis par un vaisseau garde-côte de la même nation, sont venus hier se rendre à la côte, sous la tour d'Audreselles, à deux lieues et demie de cette ville. Le garde-côte a envoyé sa chaloupe sur eux. Les hommes qui la montaient ont fait plus ils n'ont pas hésité d'en descendre, pour poursuivre même à terre, les équipages des smoggleurs ; ils se

sont battus, il y a eu des coups donnés et des blessés de part et d'autre. Les habitants d'Audreselles sont accourus au secours de ceux qui étaient venus y chercher un asile. Ils se sont emparés de la chaloupe du garde-côte, ont arrêté les étrangers qui avaient pris la licence de faire cette incursion, et ont envoyé de suite instruire du tout M. le chevalier de Villeneuve, lieutenant de Roi, qui a fait amener au château de cette ville les sept hommes du garde-côte, et doit aujourd'hui écrire au ministre, pour prendre ses ordres. Ce n'est pas la première fois que ces garde-côtes viennent insulter à nos batteries. Il n'y a pas longtemps qu'un de ces vaisseaux donnait la chasse à un smoggeur, sous la batterie de cette ville ; et n'a lâché prise qu'après quelques coups de canon. » Boulogne, 28 mars 1777. — Lettre de M. de Belterre à l'Intendant, relativement à l'équipage du garde-côte anglais, arrêté précédemment. « Les officiers de l'amirauté ont été chargés par M. de Sartine de faire leur procès, et d'en envoyer les informations en cour. Ils y ont vaqué de suite : M. le chevalier de la Villeneuve a reçu hier ordre de M. le comte de Saint-Germain de les faire remettre à ces officiers, lorsqu'il en serait requis. Ils ont été décrétés et revendiqués aujourd'hui, et ont été transférés cette après-midi dans les prisons royales. » Boulogne, 18 avril 1777. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, l'informant que « le capitaine Lamy, de ce port, y est entré hier soir venant de Londres, il en était parti le samedi matin ; il n'a rencontré aucun navire anglais armé ; il était arrivé à Londres le jeudi 19, à dessein d'y prendre un chargement, mais MM. Famin, négociants français établis à Londres, l'informèrent que M. de Noailles les avait chargés de prévenir les capitaines français de partir le plus tôt possible. Le capitaine Lamy s'y décida d'autant plus volontiers, que le 19, jour de son arrivée, en passant à peu de distance d'un vaisseau du Roi, nommé le *Sultan*, on l'obligea à amener les voiles ; un des lieutenants se rendit à bord du sieur Lamy, lui demanda de quelle nation il était, et sur la réponse du sieur Lamy qu'il était français, l'officier anglais lui dit : Je vous fais prisonnier, la guerre est déclarée. On obligea ensuite le sieur Lamy, de conduire son navire auprès du vaisseau du Roi ; le capitaine lui demanda son congé, et après l'avoir lu, lui dit qu'il pouvait continuer sa route, mais qu'il lui conseillait de faire diligence, parce que, selon toutes les apparences, la guerre ne tarderait pas à se faire, qu'il avait pressé la même nuit deux mille matelots. Il paraît, d'après le rapport du sieur Lamy, qu'on enlève les équipages de tous les navires marchands anglais qui entrent dans la Tamise. » Saint-Valery,

27 mars 1778. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, lui rendant compte d'une lettre du sieur Lejoille, capitaine du navire le *Grand-Bourg* de ce port, datée de l'île de Bas le 6 juin. « Ce capitaine mande que le jeudi, 14 du courant, il a été rencontré par un corsaire de Guernesey, montant 14 canons et 12 pierriers, qui lui donna la chasse, après avoir assuré son pavillon anglais d'un coup de canon à boulet, qu'il était alors 7 heures du soir, qui lui assura le sien aussi d'un coup de canon, et que, croyant la guerre déclarée, il prit la fuite ; que le corsaire lui envoya alors toute sa volée, et a continué de tirer sur lui jusqu'au lendemain, quatre heures du matin, qu'il lui avait toujours riposté jusqu'à l'entière consommation de poudre, qu'enfin l'Anglais ayant aperçu que lui, Le Joille, ne tirait plus, avait tenté trois fois de sauter à l'abordage, à quoi il parvint enfin ; qu'il avait eu, lui Le Joille, beaucoup de dommages dans son gréement, mais qu'il n'avait eu personne tué ni blessé ; que l'Anglais ayant visité le navire et le chargement, s'était retiré ; qu'aussitôt qu'il aurait remis son navire en état, il se rendrait à Brest, qu'il avait envoyé son fils y porter cette nouvelle. Il dit aussi que, huit jours après son départ de Toulon, qui a été le 28 avril, il a rencontré M. le comte d'Estaing, qu'il est resté avec son escadre pour passer le détroit de Gibraltar, et que M. d'Estaing ayant mis en travers, il l'avait quitté, qu'il a aussi rencontré le 2 juin, une escadre de dix vaisseaux de ligne qu'il n'a pas connue. » Saint-Valery, 14 juin 1778. — Lettre de M. Duflos à l'Intendant, lui faisant part d'un événement arrivé le 21 de ce mois. « Deux navires marchands anglais ayant approché très près de la côte, entre Calais et Gravelines, le capitaine d'un de ces vaisseaux descendit à terre, pour demander un pilote, ignorant qu'il était sur la côte de France. Un garde-côte ayant aperçu ce capitaine, s'est saisi de lui, l'a fait son prisonnier, et il a été conduit dans les prisons de cette ville. Le commissaire de la marine et les officiers de l'amirauté, informés que ces deux navires étaient anglais, firent armer de suite trois chaloupes, pour s'en emparer. Comme les navires, après la prise du capitaine, avaient gagné la pleine mer, il n'y en eut qu'une qui put joindre un des navires, allant mieux que les deux autres. Cette chaloupe, dans laquelle on avait embarqué 12 chasseurs du régiment de Vexin, et plusieurs volontaires habitants de la ville, ayant seulement des fusils, est parvenue à se rendre maître à l'abordage d'un des navires anglais, qui était armé de huit canons et deux pierriers, après avoir fait un feu

de mousqueterie, la chaloupe se tenant toujours vers la poupe, pour éviter le feu du canon. Ce navire, qui est chargé de charbon, de beurre et de bœuf salé, allait à l'île de la Grenade : il a été conduit hier au soir dans le port de Dunkerque... On donne de grands éloges au capitaine Lamy, commandant cette chaloupe, qui s'est conduit avec autant de bravoure que de prudence. » Calais, 23 décembre 1778. —

« Supplément au détail de la belle action du capitaine Lamy et de M. de Saint-Priest. Deux heures après la sortie du langard du port, M. de Saint-Priest s'aperçut que le vaisseau ennemi gagnait considérablement, et témoigna au capitaine Lamy son désespoir de le voir échapper. Ce marin lui répondit : Eh bien, s'il nous échappe, la Tamise est là, nous y entrerons, et nous nous y dédommagerons du mauvais succès de notre poursuite. Cet officier et les chasseurs, incommodés depuis le moment de leur embarquement, du mal de mer, approchant l'ennemi, par un effort qui n'a guère d'exemple, surmontèrent la nature et leur incommodité même. Le capitaine Lamy, à l'approche de l'ennemi, observa à M. de Saint-Priest que la force du vaisseau le forcerait à en brusquer l'attaque, par un abordage qui serait sanglant, et lui demanda s'il était sûr de sa troupe. La réponse de l'officier et des chasseurs fut celle de gens déterminés à vaincre ou à périr. Allons, mes amis, dit Lamy, nous allons boire à la même coupe ; et touché de la jeunesse et de l'intrépidité de Saint-Priest, il lui ajouta : Quel que soit l'événement, j'exposerai mes jours avancés, pour sauver ceux que vous pouvez encore donner au Roi et à la patrie. Abordons ! On longe le vaisseau ; les Anglais, sous leurs gardes, la mèche allumée, leur demandent ce qu'ils veulent, Lamy leur répond : Vous prendre. On aborde le vaisseau par la poupe, pour éviter la bordée de tribord et de babord ; les deux petits mats du bateau cassent, et ne laissent à nos héros d'autres ressources que celles qu'ils pouvaient se procurer sur le bord de l'ennemi. Ils y pénétrèrent après une décharge de fusils, par le moyen de quelques cordages, dont ils ont l'adresse de se saisir. Un matelot anglais, le pistolet à la main, s'avance vers le nommé Larivière, chasseur, qui gravissait sur le bord, le lui décharge à bout portant, et perce son chapeau. Le chasseur, le sabre à la main, le fait tomber à genoux, demandant la vie, qu'il lui accorda généreusement. Apercevant au moment même un autre matelot, la mèche à la main, prêt à mettre le feu à un pierrier chargé à mitraille et pointé sur le petit bateau qu'il allait couler à fond, il lui arrache sa mèche, et le force à se soumettre. Dans cet intervalle, tous les autres se trouvèrent sur

le pont. Un nommé Dubocq, volontaire de Calais, s'élança sur le bord de l'ennemi, lorsque le langard en était encore éloigné de 6 à 8 pieds. Tous, aussi braves que généreux, se soumirent en un instant l'équipage anglais et lui accordèrent la vie. A peine se furent-ils rendus les maîtres du vaisseau, que le pavillon anglais fut porté sur le pont. Les chasseurs demandèrent qu'il fût partagé en portions égales : ils ne désiraient que cette récompense, ils n'en voyaient point d'autre, et tous furent heureux. On a admiré la fermeté du nommé Toulouse, sergent des chasseurs. Cet homme, haut de cinq pieds huit pouces, servit d'échelon à ses camarades et aux volontaires, et resta longtemps après accroché au vaisseau d'une seule main, à un bout de corde, se défendant de l'autre avec son sabre. Insensiblement, les pieds lui glissèrent, ses forces diminuaient. Accablé de fatigue, il allait périr, ne pouvant ni monter ni descendre, lorsque ses camarades le halèrent sur le pont. La prise ayant été assurée et n'y ayant dans tout le langard, compris le capitaine Lamy, que trois marins, les chasseurs, le sabre à la main, firent manœuvrer les Anglais, qui conduisirent eux-mêmes leur vaisseau à Dunkerque. De Saint-Priest et ses chasseurs sont revenus hier, 24 décembre, par terre. Le corps d'officiers du régiment de Vexin, prévenu qu'ils approchaient, se rendirent avec les tambours et la musique au Pont-Thierry, et accompagnés d'une foule d'habitants, qui suivirent ce détachement à leur entrée en ville. Elle fut triomphante : les rues étaient bordées de spectateurs ; les acclamations furent universelles. Le régiment de Vexin, à l'arrivée du capitaine Lamy, qui est encore à Dunkerque, et de son brave équipage, a formé le projet de leur faire les mêmes honneurs, et de donner à ce capitaine un repas de corps. Le régiment de Bocard-Suisse, se propose d'en faire autant. » — Lettre de M. Pigault de l'Épinoy, président des traites à Calais, envoyant les précédents détails, et ajoutant : « Ces circonstances m'ont fait naître une idée. Il se trouve à vendre un langard ou smoggleur, semblable à celui que Lamy a monté, capable de contenir 20 hommes armés de fusils, pistolets et de grenades. J'estime qu'un pareil armement n'excéderait pas 6,000 l. La moitié de l'équipage saurait l'anglais, on y mettrait des demi ancras d'eau-de-vie, pour lui donner toute l'apparence d'un contrebandier anglais ; il partirait d'ici à une marée favorable, de manière à arriver au déclin du jour à la dune qui est le rendez-vous de la marine marchande d'Angleterre, et pendant la nuit, il ferait sa tentative. S'il rencontrait plus fort que lui, la célérité de la marche de ces sortes de bateaux, le met-

trait à l'abri d'être pris. S'il trouve, soit par surprise, soit par stratagème, plus faible, il s'en emparera, et la moindre prise dédommagera les intéressés de leurs mises. S'il se trouvait cinq personnes dans votre ville, qui voulussent hasarder chacun 100 pistoles pour ce projet, je serai la sixième, et je me chargerais de tout le détail. » Calais, 25 décembre 1778. — Lettre de l'Intendant à M. Pigault de l'Épinoy lui faisant savoir qu'il transmettra sa proposition à M. de Sartine, et que si celui-ci l'approuve, il fera son possible pour que le commandement du bâtiment soit donné à son fils. 6 janvier 1779. — Lettre de M. Pigault de l'Épinoy à l'Intendant, au sujet du don d'une épée de la part du Roi au capitaine Lamy, « et d'une lettre obligeante du ministre pour ce brave homme. » Calais, 17 janvier 1779. — Note faisant savoir que « le Roi vient de récompenser la bravoure de MM. de Saint-Priest et de Bouillé, cadets gentilshommes du régiment de Vexin, à l'abordage et à la prise du vaisseau anglais la *Lady-Sophie*, par le grade de sous-lieutenants dans ce régiment, et deux ans de dispense de service pour la croix de Saint-Louis. Le capitaine Lamy a été également récompensé par le don d'une épée de la part du Roi. » Calais, 17 janvier 1779. — Lettre de l'Intendant à MM. de Sartine, Amelot et de Vergennes, les informant que, « suivant une lettre particulière qu'a été écrite de Calais à mon premier secrétaire, il paraît que la flotte de cent vaisseaux de transport, convoyés par un vaisseau de ligne et une frégate, que les Anglais avaient aux Dunes, et qui était prête à partir, a été presque entièrement détruite par la tempête du 31 décembre au 1^{er} janvier. Plusieurs navires d'une des trois divisions de cette flotte ont échoué sur la côte de Calais, et quelques autres ont péri à la vue du port. Les Calaisiens, au moment où on écrit, avaient déjà 135 prisonniers. On n'a point encore de nouvelles ni de Boulogne, ni d'Étaples, où on soupçonne à Calais que les autres divisions de la flotte auront été jetées. Je n'en suis point étonné, parce que la tempête a surement causé, comme à Calais, beaucoup de désordres dans ces villes, et que tout y est en combustion par cet événement, et par les secours à donner aux naufragés. » 5 janvier 1779, — etc.

C. 1378. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1779-1780. — Navigation. — Ancien canal de Picardie. État des droits de navigation perçus au bureau de Saint-Quentin, Chauny et Sempigny, pendant les mois de juillet, août et septembre 1779.

— Id. octobre à décembre 1779. — Mémoire relatif à l'exemption de droits accordée par le Roi aux bateaux destinés pour son service personnel, celui de ses troupes et armées et de sa marine. 1779. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. 18 mars 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, au sujet dudit mémoire. 2 avril 1779. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui demandant son avis sur ledit mémoire. Paris, 26 avril 1779. — « Projet d'arrêt du Conseil, pour servir d'interprétation à l'art. 10 de celui du 11 août 1776, par lequel Sa Majesté a exempté des droits établis sur le canal de Picardie, les bateaux destinés pour son service personnel, celui de ses troupes et armées et de sa marine. » — « Droits à payer par un batelier de Chauny, allant à vide à Saint-Quentin, pour charger avec un bateau de la 1^{re} classe de l'artillerie, etc., d'après les observations de M. de Cotte. » 4 septembre 1779. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui envoyant les deux pièces précédentes. 4 septembre 1779. — Mémoire de l'Intendant à M. de Cotte, sur ladite affaire. Amiens, 22 octobre 1779, — etc.

C. 1379. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1779-1782. — Navigation. — Lettre des commissaires de la chambre de commerce de Picardie, pour le rétablissement de la navigation de la Somme, à l'Intendant, lui demandant un mandat de 2.400 l. sur la caisse des trois deniers par livre du fret perçu à Saint-Valery, pour le remboursement de plusieurs avances faites par eux. Amiens, 17 septembre 1779. — Lettre des commissaires à l'Intendant, lui accusant réception des dites 2.400 l. Amiens, 5 octobre 1779. — Lettre de la chambre de commerce à l'Intendant, à l'effet d'obtenir la relaxation du navire hollandais le *Zeecrab*, capitaine Geerts, « dont la neutralité est incontestable », et qui « ayant chargé à Marseille pour Saint-Valery-sur-Somme, fut rencontré par un corsaire de Mahon, qui s'empara de ses papiers et le faisait conduire dans cette île, lorsqu'une frégate du Roi le visitant et le trouvant au pouvoir des Anglais, le retira des mains de l'ennemi et le conduisit à Majorque, où il fut laissé aux ordres du consul de France. Les négociants de Marseille, chargeurs de la cargaison de ce navire, s'empressèrent de renvoyer au capitaine Geerts, tous les papiers qui attestaient sa neutralité, et supplièrent M. de Sartine de vouloir bien faire ordonner sa relaxation, pour que ce bâtiment pût continuer sa route, mais ce ministre leur répondit que ce navire ne pouvait

être mis en liberté, qu'après qu'il en aurait été ainsi ordonné par le conseil des prises. » Amiens, 15 mars 1780. — « Mémoire sur la baie de Somme et le port de Saint-Valery. » Septembre 1780. — « Mémoire sur la navigation de la baie de Somme. » XVIII^e s. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant ses observations sur un projet d'ordonnance, pour établir la police sur la rivière d'Oise, de Chauny à Compiègne, afin de faciliter le transport des munitions navales, des vivres et de l'artillerie, et des vivres destinées à l'approvisionnement de Paris. Paris, 13 février 1782. — Observations de M. Laurent de Lionne sur ledit projet. 23 février 1782. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui demandant si le règlement pour la navigation de la Marne et des autres rivières est en vigueur dans sa généralité, et quels sont les obstacles qui peuvent s'opposer à son exécution. Amiens, 22 mai 1782. — Réponses des subdélégués sur ledit objet. — Réponse de l'Intendant à M. Joly de Fleury. « J'ai demandé à ceux de mes subdélégués qui ont des rivières navigables dans leur district, si ce règlement y est en vigueur, et ils m'ont tous répondu affirmativement, et qu'il ne leur était revenu aucune plainte dont on put inférer que le règlement n'était pas exécuté dans tous ses points. » 21 juillet 1782, — etc.

C. 1380. (Liasse.) — 25 pièces papier.

1780-1785. — Navigation. — « État des droits de navigation perçus aux bureaux de Saint-Quentin, Chaulny et Sempigny, pendant l'année 1779. » 1^{er} janvier 1780. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur plusieurs affaires relatives au canal de Picardie. Péronne, 28 mai 1780. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui fixe les droits à payer par les bateaux, chargés ou non, sur l'ancien canal de Picardie. Paris, 10 octobre 1780. — Lettre de M. Leleu, sur les 8 sols pour livre exigés sur les droits perçus sur le canal. Amiens, 10 mars 1781. — Lettre de M. Blondel à l'Intendant, au sujet d'un tarif projeté par la chambre du commerce de Picardie, sur les marchandises entrant dans le port de Saint-Valery. Paris, 6 juin 1781. — Lettre de la chambre de commerce à l'Intendant, sur le même objet. Amiens, 16 juin 1781. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur la demande faite par la chambre de commerce de Picardie, de prendre sur le droit de fret de St-Valery 2.700 l. 7 s. réclamés par le sieur Jourdain de l'Éloge, pour les frais de sa députation à Paris, pour

suivre l'affaire relative aux travaux du port de cette ville, plus 715 l. 3 s. dus à M. de la Touche, pour levée des plans. Paris, 9 août 1782. — Lettre de la chambre de commerce à l'Intendant, lui demandant 1.200 l. en à compte pour les frais de M. Durand, envoyé en députation à Paris. Amiens, 30 mars 1784. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, le prévenant que le contrôleur général a accordé au sieur de la Roche, sur les fonds de la navigation de la généralité, une gratification de 1.200 l., tant pour le dédommager de ses frais de voyage, que pour le récompenser du travail dont il a été chargé pour les projets de Saint-Valery. Paris, 16 mars 1785, — etc.

C. 1381. (Liasse.) — 18 pièces papier (3 imprimées).

1782-1787. — Navigation. — « Discours prononcé à la séance publique de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts d'Amiens, le 25 août 1782, par M. d'Agay, intendant de la province, sur les avantages de la navigation intérieure, auquel on a joint la carte de communication de la mer Méditerranée avec la mer du Nord, par le canal projeté en Bourgogne, et par les canaux de Picardie » (impr. 42 p. in-4° Amiens). — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui modifie les dispositions de l'ordonnance de 1687 relativement aux relâches forcées. Paris, 2 décembre 1783. — Mémoire des juges consuls et commerçants d'Abbeville au conseil d'État, pour obtenir le droit de décharger et d'alléger les navires venant dans cette ville. Abbeville, 3 février 1784. — Lettre de M. de Colonia à l'Intendant, lui demandant son avis sur ledit mémoire. Paris, 26 avril 1784. — Lettre de M. Pialat, avocat aux conseils, à l'Intendant, lui envoyant les observations qu'il a fait imprimer au nom des commerçants d'Abbeville. 27 juin 1784. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 2 août 1784. — « Mémoire pour les commerçants d'Abbeville. » 22 novembre 1787. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui fixe les sommes qui doivent être payées pour la confection des ouvrages nécessaires pour le rétablissement de la navigation et l'écoulement des eaux surabondantes du Calaisis et de l'Ardresis. » Versailles, 9 février 1784 (impr. affiche), — etc.

C. 1382. (Liasse.) — 64 pièces papier.

1785-1786. — Navigation. — Lettre de M. Rivery à M. Maugendre, lui envoyant et lui recommandant une requête du sieur Cospin, son parent, « tendant à

faire connaître l'irrégularité de la répartition du droit établi sur les marchandises entrant dans les ports de Saint-Valery, de Crotoy et d'Abbeville, ou en sortant, pour subvenir aux dépenses du nouveau canal projeté dans la baie de Somme. » St-Valery, 5 avril 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur ladite requête. Paris 24 avril 1785. — Mémoire de la chambre du commerce sur ladite affaire. Amiens, 4 mai 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant. Le tarif n'ayant été arrêté qu'après mûr examen, et après avoir été discuté contradictoirement avec tous les négociants d'Amiens, il n'y a pas lieu d'avoir égard aux représentations du sieur Cospin. Paris, 18 mai 1785. — Lettre de M. Durand à M. de la Millière, au sujet « d'une difficulté dans laquelle se trouvera la chambre du commerce vis-à-vis d'Abbeville, relativement à la perception du tarif qui doit contribuer au paiement des travaux à faire pour améliorer la navigation de la Somme. » Amiens, 25 mai 1785. — « Observations sur le tarif des droits à percevoir sur les marchandises entrant dans le port de Saint-Valery, de Crotoy et d'Abbeville, ou en sortant, arrêté au conseil de Sa Majesté, le 28 novembre 1782. » 25 mai 1785. — « Règlement pour la perception du tarif relatif aux travaux de la basse Somme, dont la régie est confiée à la chambre du commerce de Picardie, aux termes des lettres patentes des 28 novembre 1782 et 11 juin 1784. » 22 juin 1785. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement concernant les matériaux à prendre dans tous les endroits non clos, même dans les bois du Roi et des communautés ecclésiastiques et laïques, seigneurs et particuliers, pour l'usage des travaux des ponts et chaussées, et qui exempte ces mêmes matériaux de tous droits de traites, aides, domaines, octrois, péages, et généralement de tous autres droits, lors de l'exportation d'iceux. » Versailles, 7 septembre 1755. — Lettre de M. Colonia à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire « par lequel les fermiers généraux réclament contre la prétention élevée par la chambre du commerce de Picardie, d'assujettir aux droits de l'octroi dont la perception a été autorisée par des lettres patentes du 28 novembre 1782, les sels destinés au fournissement des dépôts de St-Valery-sur-Somme. » Paris, 9 août 1785. — « Réponse au mémoire de MM. les fermiers généraux, tendant à demander que les sels et les tabacs qu'ils font entrer par la baie de Somme, soient exempts du nouveau tarif de Picardie. » 16 août 1785. — « Mémoire pour la chambre du commerce de Picardie, relativement au nouvel

octroi dû sur les sels et sur les tabacs qui circulent dans la baie de Somme, et dont les représentants de la ferme générale à St-Valery refusent le paiement. » Amiens, 4 janvier 1786. — « Copie d'une lettre écrite par M. de Colonia à la chambre du commerce de Picardie, le 10 janvier 1786 », sur ladite affaire. — « Copie d'une lettre écrite par MM. les fermiers généraux à la chambre du commerce de Picardie, le 10 janvier 1786. » — « Copie d'une lettre écrite à M. de Colonia par la chambre du commerce de Picardie, le 25 janvier 1786. » — « Mémoire pour la chambre du commerce de Picardie, relativement à la perception du nouveau tarif sur les sels et sur les tabacs, que la ferme générale fait passer par la baie de Somme. » Amiens, 12 avril 1786. — Lettre de M. de Colonia à l'Intendant, lui envoyant deux arrêts, l'un ordonnant que les fermiers généraux seront exempts de l'octroi de St-Valery, l'autre accordant à la chambre du commerce de St-Valery une indemnité de 12.000 l. par an, en compensation des dits droits. Paris, 16 mai 1786. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil du 2 de ce mois, qui lui attribue la connaissance des contestations nées et à naître relativement à la perception du tarif des marchandises entrant ou sortant par le port de St-Valery. Paris, 31 août 1785. — Ordonnance de l'Intendant relative audit tarif. Amiens, 3 septembre 1785. — « Copie d'une lettre écrite à M. F. Debray, d'Amiens, par MM. Vanrobais et neveu, d'Abbeville, du 24 septembre 1785 », se plaignant de ce qu'« on s'obstine à St-Valery, à percevoir le droit du canal, sur cinq ballots de draperie, que nous y avons fait passer pour Cadix, sans même vouloir se contenter de notre soumission. » — « Observations sur la lettre de MM. Vanrobais et neveu, d'Abbeville, du 24 septembre 1785, adressées à M. François Debray, d'Amiens. » Amiens, 29 septembre 1775. (Copie.) — « Réponse de la chambre du commerce de Picardie, sur la demande de MM. Vanrobais et neveu, d'Abbeville », etc. Amiens, 29 septembre 1785. (Copie.) — Requête de V. Masset et fils d'Abbeville, à l'Intendant, se plaignant de droits perçus sur les cendres de varech, dont ils approvisionnent trois verreries du comté d'Eu, concurremment avec Rouen et Dieppe. 5 novembre 1785. — Lettre de la chambre du commerce à l'Intendant, sur ladite requête, qu'elle estime devoir être accueillie. Amiens, 22 novembre 1785. — Requête de Jacques Didnée, marbrier à Abbeville, à l'Intendant, demandant l'exemption des droits du canal pour les pierres et

le sable qu'il fait venir de Boulogne par la baie de Somme. 8 décembre 1785. — « Observations de la chambre du commerce de Picardie, sur la requête présentée à Mgr l'Intendant, par le sieur J. d'Idnée, d'Abbeville. » 28 décembre 1785. — Requête de Jacques Didnée à l'Intendant, se plaignant de ce que, nonobstant sa décision du 3 février précédent, qui fixe le droit du canal sur les marbres et pierres, à 10/0 de la valeur, on a perçu 1 s. 6 d. du 0/0 pesant, sur deux parties de ces matières arrivées les 30 novembre et 6 mars. 7 mars 1786. — Lettre de la chambre du commerce, sur ladite requête. 28 mars 1786. — etc.

C. 1383. (Liasse.) — 35 pièces papier (1 imprimée).

1786-1789. — Navigation. — Lettre de l'Intendant à la chambre du commerce, relative à une plainte du sieur Harnepont, sur ce qu'on veut percevoir les droits du nouveau tarif de la Somme, sur 25 barils de riz chargés à Dunkerque, sur un navire qui a fait eau, et dans lequel il a perdu plus de cinq milliers de riz. 14 avril 1786. — Réponse de la chambre du commerce à l'Intendant. Amiens, 25 avril 1786. — Lettre du maréchal de Castries à l'Intendant, lui demandant les motifs de certaines dépenses portées au compte du droit de fret de Saint-Valery. Versailles, 26 mai 1786. — Explications de la chambre du commerce sur ladite affaire. Amiens, 30 juin 1786. — Lettre de l'Intendant à la chambre du commerce, lui demandant son avis sur une requête des sieurs Morgan et Jourdain de l'Éloge, demandant une diminution de droits sur les bois de teinture. 31 juillet 1786. — Réponse de la chambre du commerce à l'Intendant. Amiens, 11 août 1786. — Lettre de l'Intendant à la chambre du commerce, lui demandant son avis sur une requête des négociants d'Amiens, aux fins de réduction des droits sur le riz, « qui forme une partie de la nourriture du peuple. » 28 juillet 1787. — Réponse de la chambre du commerce à l'Intendant. « L'exposé fait par cette requête n'est point exact. Le riz ne sert à remplacer le blé, que dans les années de disette absolue, et lorsque la récolte des grains manque au point de faire craindre que l'on ne puisse subvenir aux besoins publics ; hors de là, il est sans exemple que le riz serve concurremment avec le blé à l'aliment du peuple ; à peine en connaît-il l'usage, surtout en Picardie et dans les provinces voisines. » Pourtant ils pensent qu'on peut en réduire les droits à 5 s. du quintal, au lieu de 1 s., comme le demande la requête. Amiens, 3 août 1787. — Ordonnance de l'Intendant, qui modère à 5 s. les droits à percevoir sur les riz, sauf à les réduire lorsque les

circonstances l'exigeront. 13 août 1787. — Lettre de la chambre du commerce à l'Intendant, sur une requête de plusieurs négociants de St-Valery, se plaignant de ce que les droits du canal sur les cafés, le poil d'Autriche, les morues, les harengs et les saumons salés, sont trop considérables. Amiens, 22 octobre 1787. — Ordonnance de l'Intendant, qui modère les dits droits. 5 novembre 1787. — Lettre de la chambre du commerce à l'Intendant, donnant un avis favorable sur une requête du sieur Ricot, de St-Valery, à l'effet d'obtenir l'exemption des droits de canal, pour la cargaison d'un navire qu'il va expédier pour les colonies françaises de l'Amérique. Amiens, 7 juillet 1788. — Ordonnance de l'Intendant, accordant ladite exemption. 14 juillet 1788. — « État des droits de navigation perçus sur les bateaux qui ont fréquenté le canal de Picardie et la rivière d'Oise, pendant l'année 1788. » 25 janvier 1789. — Lettre de la chambre de commerce à l'Intendant, lui exposant que « nous remarquons avec douleur combien la disette de grains est grande, et nous croyons que le commerce doit, à l'exemple du gouvernement, contribuer, par toutes sortes de sacrifices, à multiplier les denrées propres à la subsistance du peuple. Le riz est considéré comme une nourriture très saine : il était assujéti à un octroi pour le canal de St-Valery, de 7 s., 6 d. par cent, que vous avez cru devoir modérer par votre ordonnance du 13 août 1787, à 5 s., en vous réservant, Monseigneur, d'accorder une plus forte modération, lorsqu'une disette de grains forcerait d'avoir recours à des achats extraordinaires. Vous en avez reconnu la nécessité le 30 mars dernier, et vous avez réduit les droits d'octroi à 2 s. 5 deniers, jusqu'au 30 juin. Mais les besoins augmentent : le gouvernement vient de proroger jusqu'au 1^{er} septembre la prime qu'il avait accordée pour l'importation des froments et autres grains ; on a déjà commencé à nourrir en cette ville le peuple avec le riz, la provision qu'il y en avait commence à s'épuiser, et nous croyons qu'il est intéressant d'en favoriser l'importation, c'est pourquoi nous estimons qu'il conviendrait, dans la circonstance présente, de supprimer entièrement, jusqu'au 1^{er} septembre prochain, l'octroi du canal sur le riz. » Amiens, 14 mai 1789. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale à l'Intendant, donnant son consentement à ladite proposition. Amiens, 22 mai 1789. — « Ordonnance pour exempter des droits du tarif de la Somme, jusqu'au 1^{er} septembre 1789, les riz qui arriveront à St-Valery, pour la consommation de la province. » 23 mai 1789. — « Projet d'arrêt, pour les droits du canal de

Picardie. » XVIII^e s. — « Table du prix auquel doit revenir le transport de la toise cube de sable, cailloutis ou terre, étant fait avec banneaux ou camions de différentes charges et prix, à commencer depuis 50 toises de distance, jusqu'à 3,000 toises. » XVIII^e s. (impr. affiche), — etc.

C. 1384. (Liasse.) — 23 pièces papier (3 imprimées).

1786-1789. — Navigation. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant l'établissement des paquebots pour la correspondance avec les colonies françaises et les États-Unis de l'Amérique. » 20 décembre 1786 (impr. affiche ; fragment). — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant qu'il a envoyé à M. de la Touche l'itinéraire de la tournée qu'il va faire dans sa généralité, et dans laquelle il espère le rencontrer quelque part. « Je voudrais surtout que ce put être aux travaux de St-Valery-sur-Somme. » Paris, 5 septembre 1787. — Lettre de l'Intendant à celui de Caen, lui envoyant une lettre de M. Lambert et plusieurs mémoires, qui lui ont été adressés par erreur, relativement à des indemnités demandés pour des bateaux et filets enlevés par l'ouragan du 27 avril précédent à des pêcheurs du quartier de la Hougue, 18 novembre 1787. — Mémoire des capitaines, maîtres et patrons de navires marchands, résidents et habitants de Saint-Valery au duc d'Havré, président de l'assemblée provinciale de Picardie, « disant que, dès leur tendre jeunesse, assujettis au service du Roi et de la patrie, ils se sont toujours comportés dans l'un et l'autre cas, avec tout le zèle et le dévouement possibles : mais aujourd'hui, les gains journaliers qu'ils peuvent faire, soit dans le service du Roi, soit dans le commerce, se réduisent à très peu de chose, étant obligés de payer sur le médiocre bénéfice qu'ils font, les invalides, depuis à compter l'âge de 13 ans jusqu'à 60 ; ils sont en outre obligés de servir comme soldats, tant par mer que par terre, suivant les ordres du Roi, et où il plaît à Sa Majesté de les employer, témoins le siège d'Ostende et la conquête de la Flandre, où ils ont eu l'honneur de servir pour canonnières, sous vos augustes ayeux. » Ils demandent à être déchargés de deux impôts. « Le commerce de notre port se trouve aujourd'hui tombé au dernier point, par la foule de petits navires étrangers, qui viennent de la côte d'Espagne et d'Italie, même du port de Cette, à des prix très médiocres, ce qui ruine entièrement le commerce de St-Valery. » 1788. — Lettre de l'Intendant à la chambre du commerce, sur une requête de MM. Morgan et Leleu, négociants à Amiens, « par laquelle ils exposent que la cherté du blé les a

engagés à faire venir de fortes parties de riz pour les besoins du peuple, et demandent une plus forte modération sur le droit du tarif de la Somme, que celle que j'ai accordée le 13 août 1787, fondée sur ce que la disette des grains les a forcés de faire de forts achats de riz. » 7 février 1789. — Réponse de la chambre du commerce à l'Intendant. « Le droit de 5 s. le quintal ne faisant, à peu de chose près, qu'un demi denier par livre pesant, ce droit n'est pas sensible au point de nuire aux spéculations des suppliants. » Amiens, 16 février 1789. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 26 mars 1789. — « Ordonnance à mettre au pied de la requête de MM. Morgan et Leleu, négociants à Amiens », accordant une réduction de droit sur le riz. 30 mars 1789. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie », défendant aux habitants d'apporter des empêchements aux transports de grains sur la Somme. 7 mai 1789 (impr. affiche). — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie », ordonnant à tous les bateliers des villages riverains de la Somme, de faire, sans délai, le service des gribannes chargées de blé à Abbeville, faute d'allèges, pour faire monter ce blé à Amiens. 1^{er} juin 1789. — « Navigation intérieure du royaume de France, présentée dans tous ses développements actuels, dédiée au Roi, par M. Dupain-Triet, son géographe, censeur royal. » 1789. — « Observations sur la rivière de Somme, en partant de St-Valery, et remontant jusqu'à Amiens. » XVIII^e s. — « Projet de règlement pour la navigation sur les canaux de Picardie, présenté par Georges Neukomm, entrepreneur. » XVIII^e s., — etc.

C. 1385. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 15 papier, (9 imprimées).

1672-1720. — Gribanniers. — Règlement relatif aux gribanniers. Abbeville, 12 mars 1672 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, sur le prix du transport par eau de diverses marchandises. Amiens, 22 janvier 1682 (impr. affiche). — Arrêt du Conseil privé, qui maintient et garde les gribanniers d'Abbeville dans le droit de voiturier par la Somme, entre Amiens et Abbeville, toutes marchandises, fait défense aux bateliers d'Amiens et de Picquigny de les y troubler, etc. Paris, 28 septembre 1696 (impr. affiche). — Mémoire de M. de Brasigny à l'Intendant, sur une requête des gribanniers d'Abbeville, qui demandent une augmentation pour la voiture des marchandises de St-Valery à Abbeville et à Amiens. Abbeville, 9 juin 1713. —

« Copie de l'ordonnance de M^{gr} de Bernage, intendant », concernant le transport des sels de St-Valery à Amiens, par les gribannes. Amiens, 26 mars 1715. — Ordonnance de l'Intendant sur le transport des voyageurs et des marchandises de St-Valery à Abbeville et à Amiens, par les gribanniers d'Abbeville. Amiens, 30 décembre 1720 (impr. affiche), — etc.

C. 1386. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 16 papier (2 imprimées).

1724-1784. — Gribanniers. — Arrêt du conseil d'État concernant le transport des marchandises de Saint-Valery à Amiens. Versailles, 1^{er} février 1724. — Ordonnance de l'Intendant qui fait défense à tous gribanniers de rester plus d'une nuit à Abbeville. Amiens, 1^{er} novembre 1744 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, sur ce que des gribanniers ont refusé de transporter des marchandises de Saint-Valery à Abbeville. 29 juillet 1763. — Plainte de divers négociants de Saint-Valery, contre les gribanniers, qui refusent de transporter leurs marchandises, sans une augmentation de salaire. 23 janvier 1764. — Ordonnance de l'Intendant, mettant néant sur une requête des épiciers de Saint-Valery, sur le même objet. 29 janvier 1764. — Certificat des commissionnaires de Saint-Valery, attestant que, lorsqu'ils ont fait embarquer pour Amiens dans les gribannes, les marchandises de leurs commettants, ils étaient persuadés que c'était au prix ordinaire, déclarant n'avoir fait avec les gribanniers aucun traité pour établir le prix du frêt à 10 sols du cent, et que « cette condition insérée dans leurs lettres de voiture, sous la date du 23 janvier et jours suivants, n'est que l'effet de la force, et comme un acte de contrainte des gribanniers réunis. » St-Valery, 1^{er} février 1764. — Lettre de la communauté des gribanniers d'Abbeville à M. Fertel, négociant, rue des Fripiers à Amiens, l'informant qu'ils refuseront désormais de transporter les marchandises à moins de dix sols du cent. Abbeville, 8 mars 1764 ; et « Réponse faite par le sieur Leleu, à qui pareille lettre fut adressée. » — « Avis des président et syndics de la chambre du commerce de Picardie, sur le mémoire des marchands épiciers et négociants de la ville d'Amiens, faisant le commerce de mer, sur la contestation élevée entre eux et les gribanniers faisant la navigation de la rivière de Somme. » Ils estiment excessive l'augmentation demandée. 10 mars 1764. — Mémoire des marchands épiciers et négociants d'Amiens faisant le commerce de mer, sur ladite affaire. 1784, — etc.

C. 1387. (Liasse.) — 6 pièces papier (4 imprimées).

1727-1731. — Gribanniers. — « Mémoire contenant l'avis de M. Chauvelin, intendant de Picardie et d'Artois, sur la requête des gribanniers d'Abbeville, en interprétation de l'arrêt du Conseil du 1^{er} février 1624, qui a cassé le tour de rôle qui était établi entre eux, pour voiturier les marchandises sur la rivière de Somme. » Amiens, 18 avril 1727. — Ordonnance de l'Intendant, relativement au droit de transport des marchandises, de St-Valery à Amiens, par la compagnie des gribanniers. Amiens, 17 août 1728 (impr. affiche). — Mémoire de M. de Ray, sur le transport des voyageurs par les gribanniers d'Abbeville. « Il y a seize ou dix-huit ans, que deux gribanniers de cette ville firent construire deux petites barques qu'on nomma *picotins*, du port de quatre ou cinq tonneaux, pour conduire en un jour de cette ville à Amiens, et d'Amiens en cette ville, des personnes et des petits ballots. Les gribanniers, qui avaient coutume de ramener d'Amiens à Abbeville dans leurs gribannes des personnes, parce qu'ils descendaient la rivière en un jour, inquiétèrent les maîtres de ces *picotins*, et les obligèrent de leur rendre dix sols de chaque personne, ce qui leur donne lieu de présenter leur requête à M. l'Intendant, et demandèrent que défenses leur fussent faites d'exiger ces dix sols. Cette requête ayant été communiquée à la communauté des gribanniers, elle demanda d'avoir la conduite des *picotins*, ce que M. l'Intendant ayant jugé à propos de lui accorder, il rendit le règlement du 30 décembre 1720, qui prescrit à cette communauté ce qu'elle doit observer pour la conduite et l'entretien de ces *picotins*. Cette communauté a tellement négligé l'exécution de ce règlement, que le public a été très mal servi, et ces *picotins* étant déperis, faute d'être entretenus, elle en a abandonné la conduite quelques années après, de manière que les deux maîtres gribanniers qui en avaient fait l'établissement, ont repris la conduite de leurs *picotins*, et la veuve d'un autre gribannier en a fait construire un troisième, de même grandeur, et par ce moyen, ils se sont trouvés au nombre de trois. Le Conseil, par arrêt du 1^{er} février 1724, rendu sur l'avis de M. Chauvelin, conseiller d'État, lors intendant de cette province, ayant aboli le tour établi par les règlements entre les gribanniers, et permis à tous bateliers navigant sur la rivière de Somme, de voiturier des marchandises de Saint-Valery à Abbeville et à Amiens, pourvu qu'ils soient inscrits sur le registre du commis-

saire des classes de St-Valery, des gribanniers de cette ville, qui sont dans ce cas, ont fait construire à différents temps et successivement, dix barques ou picotins, du port de huit à dix tonneaux, avec lesquels ils descendent au port de St-Valery, et chargent des marchandises pour Amiens. Et comme ces picotins ne sont que deux ou trois jours au plus à remonter de Saint-Valery à Amiens, au lieu que les gribanniers emploient ordinairement sept à huit jours, les marchands et commissionnaires de Saint-Valery donnent une préférence à ces picotins, au préjudice des gribannes, à moins qu'ils n'aient à faire voiturier des espèces de marchandises d'un trop gros volume et d'un grand poids, que les picotins ne pourraient point charger. Cette préférence est cause que des gribannes restent quelquefois dans le port de St-Valery, un mois ou cinq semaines, sans pouvoir avoir leur charge, où elles dépérissent, restant une partie du temps à sec sur le sable, exposées aux ardeurs du soleil, et ne pouvant être à flot que pendant les marées. Dans cet intervalle, les picotins font quatre ou cinq voyages de St-Valery à Amiens. Cependant, aux termes de l'arrêt du 1^{er} février 1724, les maîtres des picotins ont droit de charger des marchandises à St-Valery pour Amiens, et il semble que l'intérêt du commerce demande qu'on conserve l'un et l'autre. Les gribannes, non seulement par les raisons reprises en la lettre ci-jointe, mais encore parce qu'elles sont nécessaires pour aller alléger les vaisseaux qui arrivent au port de St-Valery lorsqu'ils restent sur les sables, et pour le transport des marchandises d'un gros volume et d'un grand poids, et les picotins, pour le prompt transport des marchandises de St-Valery à Amiens. » Abbeville, 24 décembre 1731, — etc.

C. 1388. (Liasse.) — 20 pièces papier (5 imprimées).

1733-1734. — Gribanniers. — Ordonnance de l'Intendant, qui laisse à tous marchands commissionnaires de St-Valery, de faire charger sur telle gribanne que bon leur semblera, de celles descendues au port de ladite ville. 18 mars 1732 (impr. affiche). — « Noms des maîtres des 18 picotins, auquel nombre ils sont fixés par l'ordonnance de M. l'Intendant, du 18 mars 1733. » — Ordonnance de l'Intendant, qui nomme Charles Brasseur préposé pour inscrire les gribannes et picotins arrivant à St-Valery. Amiens, 8 mai. — Ordonnance de l'Intendant relative aux picotins d'Abbeville à Amiens et réciproquement, à l'effet de transporter les voyageurs. Ordonnant : « ART. 1. Que les picotins ou barques légères seront bien agréées (*sic*) de cordages, avec chacune leur mat et une voile, couverte de feuillets légers et d'une toile

cirée ou goudronnée, et seront garnies de bancs en dedans, pour conduire d'Abbeville à Amiens en un jour, et aussi d'Amiens à Abbeville en un jour, toutes sortes de personnes, avec leurs paquets et hardes. ART. 2. Il sera payé pour la voiture de chacune personne, et le port de ses hardes, jusqu'à la concurrence de 30 livres pesant et au-dessous, 40 sols d'Abbeville à Amiens, et 15 sols d'Amiens à Abbeville, et pour le port des paquets et hardes des passagers, au-dessus de 30 livres, 20 sols du cent pesant d'Abbeville à Amiens, et 8 sols d'Amiens à Abbeville. ART. 3. Deux enfants de l'âge de 10 ans et au-dessous, de même que la mère ou la nourrice avec son enfant, ne seront comptés que pour une personne et ne paieront que pour un. ART. 4. Pourront les conducteurs des picotins ou barques, pour la commodité du commerce, se charger à Abbeville de petits paquets ou ballots de marchandises, du poids de cent livres et au-dessous, jusqu'à la concurrence de 5 à 600 l., dont il sera payé pour la voiture d'Abbeville à Amiens 20 sols du cent pesant ; leur défendons de se charger en la ville d'Amiens d'aucuns ballots et marchandises, de tel poids et qualité que ce puisse être, mais seulement de conduire d'Amiens à Abbeville les personnes qui se présenteront avec leurs hardes et paquets, sous peine de 60 sols d'amende pour chaque cent pesant contre les contrevenants, au profit des gribanniers qui seront avec leurs gribannes ou bateaux dans le port d'Amiens. ART. 5. Il partira chaque semaine, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 1^{er} novembre de chacune année de la ville d'Abbeville, trois picotins ou barques légères : l'une le lundi, l'autre le mercredi et l'autre le vendredi, à 5 h. du matin, ou immédiatement après la cloche sonnée pour l'ouverture des portes de ladite ville, pour arriver à Amiens le même jour, et en repartir le lendemain à 7 h. du matin, sans que, sous prétexte ou à défaut de personnes ou de ballots de marchandises en nombre et quantité que dessus, le départ ou le retour des dits picotins ou barques puisse être retardé, quand même il ne se présenterait personne pour partir, sous peine de 6 livres d'amende, contre le maître du picotin ou barque, au profit de l'hôpital général de la ville où il sera, et des dommages et intérêts de qui il appartiendra. ART. 6. Les maîtres des trois picotins ou barques qui partiront dans le cours d'une semaine, feront bourse commune entre eux, et partageront par égale portion les profits des trois voyages qu'ils auront faits. ART. 7. Ne pourront les neuf maîtres des picotins ou barques ci-

devant nommés, descendre au port de Saint-Valery pour y charger des marchandises, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 1^{er} novembre de chacune année, à peine de 10 l. d'amende contre chacun des contrevenants, au profit des gribanniers qui seront au port de Saint-Valery avec leurs gribannes ou bateaux, d'être rayés du nombre de ceux dénommés en ces présentes, et déchus du privilège à eux accordé. ART. 8. Pour la commodité du public, lesdits Brusque, Bonnart et consorts, seront tenus d'établir un bureau, tant dans la ville d'Amiens, qu'en celle d'Abbeville, pour y tenir registre des personnes qu'ils conduiront, ensemble des ballots et paquets dont ils se chargeront, avec les noms de ceux qui les leur auront remis, et de ceux à qui ils devront les remettre, lesquels registres seront paraphés par nous ou nos subdélégués. » Amiens, 16 mai 1733 (impr. affiche). — Requête des marchands commissionnaires de Saint-Valery au subdélégué de ladite ville, se plaignant du tour de rôle établi parmi les gribanniers, pour le transport des marchandises. Saint-Valery, 12 août 1733. — Mémoire de M. Daudrais à l'Intendant, sur les moyens de parvenir à l'augmentation des gribannes. St-Valery, 29 décembre. — Mémoire sur le même objet. — Mémoire de M. de Ray sur la diminution des gribannes et les moyens d'y remédier. La diminution provient, selon lui, du peu d'aisance des gribanniers d'Abbeville, causée par l'abrogation du tour de rôle, etc. Abbeville, 10 janvier 1734. — Ordonnance de l'Intendant, concernant le transport des blés d'Amiens à St-Valery. Amiens, 6 octobre 1734, — etc.

C. 1389. (Liasse.) — 17 pièces papier (16 imprimées).

1735-1739. — Gribanniers. — Requête des marchands commissionnaires de St-Valery, à M. Daudrais, subdélégué de ladite ville, se plaignant de ce que, en contravention de l'arrêt du conseil du Roi du 1^{er} février 1724, les maîtres gribanniers chargent journellement jusqu'à 35 à 40 tonneaux. « L'institution de ces sortes de bateaux perpétuée jusqu'à ce jour, la façon de leur construction, a été trouvée nécessaire, pour mieux résister aux écueils de la navigation de ces rivières, où il y a toujours des dangers, à cause de près de trois lieues de chemin de St-Valery, jusqu'au commencement de la rivière ; leurs écoutilles faites en forme de toit... les rend plus défensives aux coups de mer qu'aucuns autres bateaux de rivière ; et cette forme de construction n'est seulement que dans la Somme : les bateaux de toutes les autres rivières du royaume étant plus plats, longs, larges et moins hauts, attendu le moins de risque de leur

navigation, dont résulte que toutes les gribannes étant chargées devraient avoir leurs écoutilles fermées et racissées (?) dans leurs formes naturelles, ce qui les mettrait en état de partir du port de St-Valery en tout temps, et de tel vent qu'il pourrait faire, à moins que ce ne soit une tempête. » La charge excessive que mettent les gribanniers les empêche de placer leurs écoutilles, ce qui les empêche de profiter de la marée pour partir par des temps par lesquels ils pourraient le faire autrement, ce qui occasionne des retards et autres inconvénients. 27 juin 1735. — Ordonnance de l'Intendant, portant défense aux gribanniers de charger au-delà de 20 tonneaux, et de placer les marchandises au-dessus de la hauteur des bords des gribannes, de manière à empêcher de fermer les écoutilles. St-Omer, 9 juillet 1735. — Ordonnance de l'Intendant, pour interdire l'usage abusif où sont les gribanniers qui conduisent à Amiens des chargements d'eau-de-vie, d'en donner, outre le salaire ordinaire, aux bateliers ou haleurs qui les aident à monter leurs bateaux, souvent même pour en emporter chez eux. Amiens, 22 février 1736 (impr. affiche). — Requête de Jean-Baptiste Leleu, marchand à Amiens, à l'Intendant, se plaignant de ce que des barriques d'eau-de-vie qu'il avait fait venir de St-Valery avaient été remplies d'eau par les gribanniers chargés d'en faire le transport. 12 décembre 1737 ; et ordonnance de l'Intendant rendue sur ladite requête, portant que les marchands pourront choisir tels gribanniers qu'il leur plaira, pour le transport de leurs marchandises. Amiens, 16 décembre 1737. — Requête des gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, sur le même objet. 28 décembre 1737. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne que les gribanniers seront tenus de rendre les eaux-de-vie dont ils sont chargés, à un demi-pouce en été et à un pouce en hiver, leur fait défenses d'y mettre de l'eau, à peine de dommages-intérêts, solidairement par toute la communauté. Amiens, 31 décembre 1737. — Lettre de M. de Maurepas à l'Intendant, lui demandant son avis sur la difficulté élevée entre les maieur et échevins d'Abbeville et les officiers de l'amirauté, au sujet de la réception des gribanniers en qualité de maîtres. Compiègne, 7 juillet 1739. — Ordonnance de l'Intendant, qui supprime le tour des gribanniers, et les rend responsables des déprédations qui se commettent sur les pièces d'eau-de-vie, lors de leur transport de St-Valery à Amiens. Amiens, 19 décembre 1739, — etc.

C. 1390. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1740. — Gribanniers. — Mémoire de M. Blondin, au sujet des contestations qui existent entre les gribanniers et les marchands, pour le transport des marchandises. Abbeville, 8 mars. — Procès-verbal des dires, au sujet de la demande en indemnité formée par le sieur Boulanger, de Paris, contre le sieur Lourdel, gribannier, pour sucres avariés, lors de leur transport de Saint-Valery à Amiens. 20-24 juin. — Ordonnance de l'Intendant sur la navigation de la Somme, et portant, entre autres dispositions, le rétablissement du tour entre les gribanniers, pour le transport des marchandises. Amiens, 10 décembre, — etc.

C. 1391. (Liasse.) — 26 pièces papier (2 imprimées).

1741. — Gribanniers. — Ordonnance de l'Intendant, qui casse le tour établi entre les gribanniers, pour le transport des marchandises. 8 février. — Mémoire de M. Blondin, sur une demande des marchands commissionnaires de St-Valery, aux fins d'être reçus opposants aux ordonnances de l'Intendant des 10 décembre 1740 et 30 janvier 1741. Abbeville, 5 mars. — Ordonnance de l'Intendant interdisant de se servir d'allèges pour le transport des marchandises. Amiens, 8 mai. — Ordonnance de l'Intendant portant défense à tous les bateliers et haleurs chargés de bois ou de tourbes, d'altérer, sous prétexte d'aider à monter leurs bateaux ou tel autre que ce puisse être, le nombre et quantité de leur charge. Amiens, 13 mai (impr. affiche). — Procès verbal dressé contre un gribannier d'Abbeville et un batelier de Picquigny, dont l'un a diverti de sa barque une bouteille d'eau-de-vie, et l'autre, huit buches. 6 juin. — Ordonnance de l'Intendant qui condamne lesdits gribannier et batelier. Amiens, 9 juillet. — « Mémoire pour M. le duc de Penthièvre, amiral de France », réclamant contre un arrêt du Conseil du 1^{er} février 1724, qui règle les droits et les fonctions des gribanniers de St-Valery. — Mémoire des marchands commissionnaires de St-Valery, sur le même objet. — « Copie de la lettre de M. le comte de Maurepas à M. le contrôleur général, du 6 juillet 1741 », sur ladite réclamation. — « Mémoire servant de réponse à une lettre de M. le comte de Maurepas, écrite le 5 juillet 1741 à M. Orry, contrôleur général, et à celle écrite en conséquence par M. Orry à M. Chauvelin, intendant à Amiens, le 17 juillet 1741, sur les requêtes des négociants d'Amiens et commissionnaires de St-Valery et de M. l'amiral. » 22 août, — etc.

C. 1392. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1741-1743. — Gribanniers. — « Arrêt du Conseil qui ordonne que, conformément à l'art. 407 du bail de Pierre Domergue, les demi-barils étalonnés sur la matrice étant en l'hôtel-de-ville de Rouen, et déposée dans les greffes des juges des fermes des villes de Dunkerque, Calais et St-Valery, serviraient de règle dans lesdites villes, pour le mesurage du charbon de terre », etc. 30 novembre 1700. — « Projet d'ordonnance pour l'égalité des mesures au charbon de terre, l'uniformité de la manière de le mesurer, et pour ce qui regarde la rétention des droits payés en nature au pont de Picquigny », par M. Blondin. 1741. Rendue le 2 décembre 1742. — « Projet d'ordonnance à rendre concernant les mesures du charbon de terre à Amiens, Abbeville et St-Valery », par M. Machart. 1741. — Lettre de M. Machart à l'Intendant, sur ladite affaire. St-Valery, 13 novembre 1741. — Lettre de M. Blondin à l'Intendant sur le même objet. Abbeville, 8 novembre 1742. — « Procès-verbal de comparaison de la mesure au charbon de terre de la ville d'Amiens, à la mesure au charbon de St-Valery. » 7 janvier 1743. — Mémoire sur ledit procès-verbal, par M. Blondin. 14 février 1743, — etc.

C. 1393. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1741-1742. — Gribanniers. — Ordonnance de l'Intendant, qui condamne J.-Charles Auguier, marchand commissionnaire à St-Valery, pour avoir fait excéder le chargement d'une gribanne chargée de sel pour les fermes. 21 avril 1741. — Procès-verbal par le subdélégué de St-Valery, du mesurage et plombage des sacs de sel qu'Auguier envoie à Amiens. 14 juin 1741. — « Réponse des fermiers généraux aux objections mises en marge du mémoire 7.700, donné à Mgr. le contrôleur général, le 20 janvier 1742 », sur ladite affaire. 30 mars 1742. — Requête de Dumont, entrepreneur de la voiture des sels, à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à continuer le chargement des gribannes de St-Valery à Amiens, à raison de 10 muids. — Ordonnance de l'Intendant, qui modère à 10 l. l'amende de 1.000 l. prononcée contre Auguier, et fixe le prix de transport du sel de St-Valery à Amiens. 12 août 1742, — etc.

C. 1394. (Liasse.) — 7 pièces papier. (6 imprimées).

1744-1745. — Gribanniers. — Ordonnance des maire et échevins d'Amiens, portant défense aux gri-

banniers de garder les marchandises non comprises dans leurs lettres de voitures, avec injonction de les déposer au bureau des marchands épiciers de ladite ville, rue des Trois-Saucerons. Amiens, 21 juillet 1744 (impr. affiche). — Ordonnance de l'Intendant, rendue sur la requête de la communauté des épiciers d'Amiens, interdisant à tous gribanniers de rester plus d'une nuit à Abbeville. Amiens, 1^{er} novembre 1744 (impr. affiche). — Copie d'une ordonnance de l'Intendant, prescrivant d'établir à St-Valery deux balances dites romaines, pour la vérification de la cargaison des gribannes. Abbeville, 29 juillet 1745, — etc.

C. 1395. (Liasse.) — 6 pièces papier (3 imprimées).

1746-1747. — Gribanniers. — Lettre de M. Marchand à l'Intendant, lui demandant ses observations sur la demande par le sieur Pillart, négociant, de se charger de faire voiturier par les gribanniers sur la Somme, toutes les marchandises dont il se rendra garant, moyennant une indemnité de 20 s. par lest, en montant, et 10 s. en descendant. Versailles, 7 janvier 1746. — Mémoire des marchands d'Amiens faisant le commerce de mer, contre ladite demande. — « Mémoire au Conseil pour les négociants d'Amiens faisant le commerce de mer » (impr. 17 p. in-fol. Amiens, 1746). — « Mémoire pour le sieur François-Antoine Pillart, servant de réponse au mémoire imprimé des marchands épiciers d'Amiens » (impr. 4 p. in-fol. Paris, 1747), — etc.

C. 1396. (Liasse.) — 18 pièces papier (1 imprimée).

1749-1753. — Gribanniers. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une réglementation des gribanniers, à l'effet de faire fixer le prix du transport des charbons de terre à 37 l. par muid, de St-Valery à Amiens, et d'être maintenus dans la possession exclusive de voiturier seuls les marchandises sur la Somme. Paris, 27 juillet 1749. — Mémoire pour donner les dits éclaircissements. — Ordonnance de l'Intendant sur le refus par plusieurs gribanniers de monter au-dessus du Pont-Remy lorsqu'ils ont été commandés pour y demeurer, tant que la navigation resterait interrompue par la construction du pont dudit lieu. 10 septembre 1749 (copie). — Ordonnance de l'Intendant, qui commet François-Louis Châtelain, contrôleur du péage de Picquigny, pour vérifier la charge de chaque gribanne arrivant à Saint-Valery, en remplacement du sieur Leleu. Amiens, 1^{er} décembre 1751 (impr. affiche). — Requête des entrepreneurs de la voiture des sels au département

de Picardie à l'Intendant, réclamant contre une ordonnance de celui-ci, qui augmente au profit des gribanniers, le prix de la voiture des sels, de Saint-Valery à Amiens, 5 avril 1752. — Nouvelle requête des entrepreneurs de la voiture de sels, sur le même objet. Amiens. 27 septembre 1752. — Mémoire sur ladite affaire. 1752. — Lettre de M. de Bordeaux à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. 24 novembre 1752. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite affaire. — « Dépense des gribanniers, pour monter de Saint-Valery à Amiens, avec une charge de 9 muids de sel. » — « Extrait de la contestation entre les gribanniers et les entrepreneurs des voitures des sels », par M. Ducastel. Amiens, 24 décembre 1753. — Mémoire de M. Ducastel, au sujet de la plainte formée par les gribanniers contre les commissionnaires de St-Valery, relative au poids de leur cargaison. Amiens, 27 décembre 1753, — etc.

C. 1397. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1755-1761. — Gribanniers. — Requête d'Eustache de Forceville, commissionnaire des négociants de St-Quentin et de Beauvais qui font blanchir des toiles, à l'Intendant, afin d'empêcher les gribanniers de faire alléger sur les bateaux les cendres qu'ils transportent par eau de St-Valery à Amiens. 18 novembre 1755. — Commission donnée par M. Ducastel, subdélégué, à Pierre Vacquette, du contrôle par intérim de la cargaison de la charge des gribanniers arrivant à St-Valery. Amiens 15 octobre 1757. — Trois mémoires dressés par le sieur Vacquette en ladite qualité. — Lettre de M. d'Hesbon, à l'Intendant, lui faisant part du résultat de ses recherches, relativement à la navigation sur la Somme. Abbeville, 8 avril 1758. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur le projet de règlement pour terminer les contestations entre les gribanniers et les marchands d'Amiens, d'Abbeville et de St-Valery. Amiens, 16 avril 1758. — Tarif des droits de péage au pont de Picquigny. 24 août 1754. — Requête des négociants d'Amiens faisant le commerce d'épicerie, afin d'empêcher les gribanniers de charger plus de 40 milliers de marchandises dans leurs gribannes, de St-Valery à Amiens. 6 décembre 1758. — Requête des gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, demandant une augmentation de tarif, en raison de ce que, depuis le règlement de 1740, « tout est bien augmenté : les gribannes coûtaient quatorze à quinze cents livres, à présent ils coûtent dix-huit à dix-neuf cents livres ; le cordage, qui coû-

taît 7 à 8 sols la livre, coûte 13 à 14 sols ; ils nourrissent leurs équipages, les vivres sont bien chers ; point de commerce, ils ne font qu'un voyage dans 10 mois, un an ; depuis qu'il est la guerre, presque tous les hommes et enfants sont au service du Roi, ils y sont morts en grande partie ; il reste quantité de femmes veuves et d'enfants orphelins, qui meurent de faim, réduits dans la misère la plus affreuse, et cette misère augmente tous les jours. Ces pauvres misérables infortunées de la perte de leurs maris et de leurs enfants, ayant des gribannes sur lesquelles ils doivent beaucoup au monde, ainsi que les autres, pour pouvoir payer leurs dettes, et faire subsister leurs familles. » Mai, 1760. — Lettre de M. d'Hesbon à l'Intendant, lui envoyant et appuyant ladite requête. Abbeville, 6 mai 1760. — Ordonnance de l'Intendant rendue sur une requête de Nicolas Darras, gribannier d'Abbeville, afin d'obtenir la reprise des tours qui se sont écoulés depuis que son ancienne gribanne s'est trouvée hors d'état de naviguer, jusqu'à la construction d'une nouvelle. Amiens, 14 octobre 1760. — Mémoire de M. d'Hesbon à l'Intendant, sur une requête de la communauté des gribanniers d'Abbeville, relative au tour établi entre eux. Abbeville, 24 novembre 1760. — Mémoire de M. d'Hesbon à l'Intendant, en faveur des gribanniers d'Abbeville, contre une demande du sieur Jourdain de l'Éloge. Abbeville, 11 janvier 1761. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, concernant la demande faite par les gribanniers d'Abbeville d'être seuls chargés du transport des marchandises sur la Somme, de St-Valery à Amiens. Amiens, 26 septembre 1761. — Requête des maîtres gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, afin qu'il soit fait défenses à toute personne étrangère à leur communauté, de transporter les marchandises par eau de St-Valery à Amiens, conformément à l'arrêt du Conseil du 28 septembre 1696, y transcrit. 23 octobre 1751. — Nouvelle requête des gribanniers sur le même objet. 16 novembre 1761, — etc.

C. 1398. (Liasse.) — 60 pièces papier (2 imprimées).

1763. — Gribanniers. — Requête de M. Jourdain de l'Éloge à l'Intendant, se plaignant de ce que « l'approche du carême et la gelée continuelle l'ayant obligé de faire décharger des gribannes à St-Valery, ses marchandises de salines, pour les conduire par terre à Abbeville et de là être transportées ici par des allèges, les gribanniers à Abbeville s'y sont opposés, ont enlevé la marchandise, et l'ont chargée dans leurs gribannes, sans égard aux circonstances, qui demandent la plus prompte diligence. » 19 janvier. — Requête à

l'Intendant par Noël Cordonnier, femme de Robert Tellier, gribannier, celui-ci étant prisonnier en Angleterre depuis six ans, et la communauté des gribanniers d'Abbeville, en réponse à celle du sieur Jourdain. 31 janvier. — Mémoire de M. Bouteiller à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville 1^{er} février. — Requête de la communauté des gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, représentant « que, depuis qu'il est la guerre, ils ont gagné si peu de chose, qu'ils sont réduits à la misère la plus grande, jusqu'à être assistés des aumônes de la paroisse, et faute d'avoir pu payer leurs dettes, ils ne trouvent plus aucun crédit, ayant remis leurs créanciers, sous promesse de payer quand il serait la paix. Les charpentiers, avec qui on convient par écrit de donner 40 francs par voyage, voyant la paix, ne feront plus aucun quartier, et ils ont menacé plusieurs de faire saisir et faire vendre leurs gribannes ; ce n'est pas à tort, parcequ'ils ne reçoivent rien depuis bien longtemps, ainsi que les cordiers, et ceux qui font crédit pour les agrés. » Ils demandent, en conséquence, une augmentation de salaire. 14 février. — « Mémoire et avis sur des contestations entre des bateliers de la rivière de Somme et les négociants d'Amiens, Abbeville et St-Valery. » — « État des arrêts du Conseil, règlements et ordonnances de MM. les Intendants, concernant le transport des marchandises de St-Valery à Amiens par la rivière de Somme et sur des gribannes. » 21 février. — Requête de la communauté des gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, réclamant contre l'appel à Dunkerque, pour le service du Roi, de trois charpentiers de bateaux, dont la présence est nécessaire à leur industrie. 9 mars. — « Réponse des négociants de la ville d'Amiens faisant le commerce de mer, à la requête de la communauté des gribanniers, en demande d'augmentation de fret, sur les marchandises à transporter de Saint-Valery à Amiens. » 13 mai. — Réplique des gribanniers. 20 juin. — Mémoire de M. Bouteiller à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville. 21 juin. — Lettre de M. Blondin à l'Intendant, sur le même objet. St-Valery, 26 juin. — « Mémoire sur le service des gribanniers, et sur les moyens qui peuvent conduire à mettre un meilleur ordre dans cette partie. » Juillet. — Convention entre les gribanniers, portant refus de transporter aucune marchandise, de St-Valery à Amiens, à moins d'être payés à raison de 10 sols du cent, au lieu de 7 sols 9 deniers. 25 juillet. — Ordonnance de l'Intendant sur ce que des gribanniers, prêts à charger leurs gribannes à St-Valery, s'en sont

retournés à vide, sans vouloir déferer aux représentations des marchands et commissionnaires, dont ils ont laissé les marchandises, en conséquence d'une délibération par laquelle tous les gribanniers ont résolu de refuser de voiturier aucune marchandise, qu'ils n'aient obtenu une augmentation au prix du fret, leur ordonnant de faire voyage comme à l'ordinaire, à première réquisition des commissionnaires, à peine de 300 l. d'amende, laissant les marchands et commissionnaires libres de s'adresser à tel gribannier qu'ils voudront, sans ordre de tour. 29 juillet (impr. affiche). — Lettre de M. Blondin à l'Intendant, sur ladite affaire. Saint-Valery, 30 juillet. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant, sur le même objet, l'informant du peu de résultat que l'ordonnance du 29 juillet a produit sur les gribanniers. « Ils m'ont fait clairement connaître qu'ils n'en étaient pas plus disposés à obéir, et que, telle peine qu'on put leur infliger, ils ne démareraient pas, qu'ils ne fussent assurés d'être payés de leurs voitures, à raison de 10 s. du cent, et que c'était un parti définitivement pris entre eux. Il n'y a point de représentations que je ne leur ai faites, pour tacher de les ramener à leur devoir, soit par la voie de la douceur, soit en leur faisant envisager toutes les suites de leur désobéissance et de leur révolte, mais toutes mes remontrances ont été inutiles, et il n'est pas possible de leur faire entendre raison. » Il ne reste que la ressource d'enjoindre personnellement à un nombre suffisant d'entre eux, d'avoir à se rendre à Saint-Valery, mais il y a peu de chose à attendre de cette mesure. Abbeville, 31 juillet. — Nouvelle lettre de M. Bouteiller. Pensant à l'embarras qui résulterait de l'entêtement des gribanniers, s'il se prolongeait, il lui est venu l'idée « de faire une dernière tentative auprès de leurs femmes, et je suis heureusement parvenu à l'exécuter, sans qu'ils en aient eu connaissance. Pour ce, je me suis glissé dans une maison du quartier qu'ils habitent, où j'ai envoyé chercher plusieurs de ces femmes, que j'ai trouvées d'abord dans les mêmes sentiments que leurs maris. Mais après leur avoir laissé jeter leur feu, j'ai réussi insensiblement à les intimider, et même à les inquiéter sur les suites de cette affaire, de manière qu'en demandant grâce, elles m'ont promis de travailler efficacement à les faire rentrer dans le devoir. Je viens d'avoir la satisfaction d'apprendre, Monsieur, qu'elles m'avaient non seulement tenu parole, mais encore que leurs maris s'étaient rendus à leurs sollicitations, et je m'empresse de vous informer qu'en conséquence, les gribanniers viennent de m'assurer qu'ils allaient obéir sur-le-champ, et que, quoique l'eau soit bien basse, ils feraient néanmoins tout leur possible pour descendre à Saint-Valery. Je ne dois pas vous laisser ignorer que l'idée de la cassation

du tour fait chez eux la plus terrible impression, et que ce qui les a surtout affermis dans la bonne résolution qu'ils viennent de prendre, est l'entrevue qu'ils ont eue avec les commissionnaires de St-Valery, qui se sont trouvés chez moi en même temps qu'eux, et la promesse qu'ils ont cru devoir leur faire, à cause du pressant besoin qu'ils ont de leurs services, de ne point se prévaloir à cet égard de votre dernière ordonnance. De mon côté, comme je connais ces sortes de gens, qui ne se mènent point comme d'autres, et qui sont capables de se porter aux plus grandes extrémités, je pense qu'il serait très à-propos qu'ils apprissent bientôt à quoi ils doivent s'en tenir sur l'augmentation du fret qu'ils demandent, de crainte qu'ils ne reviennent à leur premier écart. » Abbeville, 1^{er} août — « Réponse des marchands commissionnaires de St-Valery, à la requête des gribanniers d'Abbeville. » 8 août. — Mémoire des juges et consuls d'Abbeville, sur la même affaire. 8 août. — « Mémoire des maire et échevins de St-Valery, concernant le tour par ordre de tableau entre les gribanniers, et la possession exclusive d'être les seuls voituriers par mer des marchandises de Saint-Valery à Amiens. » St-Valery, 9 août. — Mémoire de M. Bouteiller à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 12 août. — « Mémoire et avis des maire et échevins de la ville d'Abbeville, en conséquence de la lettre de M. d'Invaux, intendant, du 4 août 1763, sur les questions savoir : 1° Si on doit laisser subsister le tour par ordre de tableau établi entre les gribanniers de la ville d'Abbeville ; 2° s'ils ont une possession exclusive d'être les seuls voituriers sur la rivière de Somme, des marchandises venant par mer à St-Valery, pour être transportées à Amiens ; 3° si l'on doit augmenter le prix du lest des marchandises transportées de St-Valery à Amiens. » Abbeville, 19 août. — « Mémoire et avis des président et syndics de la Chambre du commerce de Picardie, sur la requête des gribanniers, tendant à une augmentation de fret de 14 à 18 l. du lest, sur la réponse des négociants faisant le commerce de mer, et sur la réplique desdits gribanniers. » Amiens, 23 août. — Mémoire des maire et échevins d'Amiens, sur le même objet. Amiens, 5 septembre. — « Réponse des maîtres gribanniers, sur la requête des marchands commissionnaires de St-Valery. » 23 novembre. — Projet d'arrêt, qui casse le tour de rôle des gribanniers, et permet à tous bateliers de transporter toutes espèces de marchandises de St-Valery à Amiens, moyennant 18 l., pour 3.600 de poids. Décembre, — etc.

C. 1399. (Liasse.) — 49 pièces papier.

1763-1764. — Gribanniers. — Requête des entrepreneurs généraux des voitures des sels à l'Intendant, se plaignant de ce que les immondices jetées dans le canal qui commence au pont St-Michel, à celui de la Croix, à Amiens, interceptent la navigation des bateaux chargés de sel et autres. Amiens, 16 avril 1763. — Lettre de M. Blondin à l'Intendant, sur ce que les entrepreneurs des voitures des sels, se sont plaints du refus par les gribanniers d'Abbeville, de conduire leurs dits sels. Saint-Valery, 29 avril 1763. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant sur le même objet. Abbeville, 30 avril 1763. — Requête des commissionnaires de Saint-Valery à l'Intendant, se plaignant du préjudice que leur cause le refus par les gribanniers de St-Valery, de transporter leurs marchandises. 2 mai 1763. — Requête de M. Sorel à l'Intendant, à l'effet d'ordonner que les préposés des entrepreneurs des voitures de sels seront les maîtres de faire charger à chaque marée autant de gribannes que leurs travaux en exigeront. Amiens, 3 mai 1763. — Avis de M. Ducastel sur ladite affaire. 4 mai 1763. — Requête des entrepreneurs généraux des voitures des sels à l'Intendant, sur le même objet. 6 mai 1763. — Mémoire de M. Bouteiller, sur le prix demandé par les gribanniers, pour transporter les sels de St-Valery à Amiens. Abbeville, 9 mai 1763. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 10 mai 1763. — Lettre de M. Blondin à l'Intendant, sur le même objet. St-Valery, 11 mai 1763. — Mémoire des fermiers généraux, se plaignant des difficultés qu'ils éprouvent pour le chargement des sels aux dépôts de St-Valery, et de ce qu'un négociant de St-Valery, gendre du subdélégué, s'empara de plusieurs gribannes pour son commerce, et, sur l'opposition du commis des entrepreneurs de la voiture des sels, fit rendre par son beau-père une ordonnance qui l'y autorisait. 1763. — Lettre de M. Bertin à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. Si les faits sont tels qu'ils sont exposés, « et que votre subdélégué dans cette ville ait en effet abusé de son pouvoir dans cette occasion, comme on le lui reproche », il le prie de lui en faire une sévère réprimande. Versailles, 24 mai 1763. — Lettre de l'Intendant à M. Blondin, lui en voyant ledit mémoire, pour y fournir les explications nécessaires. Paris, 30 mai 1763. — « Mémoire pour M. Robert Blondin, procureur du Roi de l'amirauté, et subdélégué de Mgr. l'Intendant à St-Valery, employé pour réponse à celui de MM. les fermiers généraux, contre le sieur Auguier, interprète et courtier des maîtres de navires, commissionnaires

et commis de l'entrepreneur des voitures de sel à St-Valery. » 1763. — Lettre de M. Blondin à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. St-Valery, 7 juin 1763. — Réponse de l'Intendant au contrôleur général, sur ladite affaire. Paris, 7 juillet 1763. — Mémoire des fermiers généraux, au sujet du prix excessif que demandent les gribanniers, pour le voiturage du sel. Paris, 11 avril 1764. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur ledit mémoire. Paris. 11 avril 1764. — etc.

C. 1400. (Liasse.) — 28 pièces papier (1 plan).

1764-1767. — Gribanniers. — Requête de François Darras fils, gribannier et matelot classé à Abbeville, à l'Intendant, « disant que, pour l'utilité du public, et les personnes qui désirent de passer d'Abbeville à Amiens, et de descendre dudit Amiens à Abbeville, il serait à propos qu'il y ait une barque légère, propre et commode, où les passagers puissent être en sûreté, propreté, et avec quelque distinction, parce que toutes les personnes qui sont dans le cas de voyager n'étant pas tous de même condition, cela souvent devient incommode, même dangereux. Le suppliant désirerait de satisfaire le public, et pour y parvenir, il offre de faire construire à ses dépens, une barque, qui pourra contenir commodément cinquante personnes, lesquelles seront en trois classes : dans la première seront logées les personnes les plus qualifiées, ou par elles choisies, au prix de 2 l. 10 s., montant d'Abbeville à Amiens ; dans la 2^e classe, pour même voyage, 2 l., et la 3^e, id. à 30 sols. En descendant d'Amiens pour Abbeville, les premières places seront à 1 l. 5 s., les 2^e à 1 l., et les dernières à 15 s. Cette barque partirait trois fois la semaine, savoir le lundi, d'Abbeville pour Amiens, le mardi d'Amiens à Abbeville, le mercredi d'Abbeville audit Amiens, le jeudi, dudit Amiens à Abbeville, le vendredi, dudit lieu à Amiens, et enfin le samedi dudit Amiens à Abbeville. Cette barque partirait d'Abbeville à 6 h. précises du matin, et arriverait à 5 heures après-midi ; elle partirait d'Amiens à 9 heures précises du matin, et serait rendue à 4 heures de relevée à Abbeville, sauf les accidents imprévus, et ce, à commencer depuis le 1^{er} avril jusqu'au dernier jour d'octobre, chaque année, à cause du gonflement des eaux et du froid. Les personnes qui entreraient en cette même barque, y trouveraient une entière satisfaction, tant parce qu'elles y seront très commodément, que parce qu'elles se choisiront une compagnie convenable, pour n'être pas confondues avec de certaines per-

sonnes, souvent incommodes. Il y aurait dans cette barque de quoi prévenir les besoins des voyageurs, par deux aisances qui y seraient pratiquées : il n'y entrerait aucunes marchandises, qu'au-dessous du poids de 100 l., pour le bien du commerce, et les paquets ou hardes des passagers, sans qu'aucun d'eux en puisse être incommodé. Le public se plaint journellement, et avec raison, de la lenteur des voitures ordinaires par eau, de leur malpropreté, du peu d'ordre qui y règne, et surtout des brusqueries et insolences des conducteurs. » Il demande l'autorisation de faire construire ladite barque. 21 octobre 1764. — Requête des maîtres gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, réclamant contre le projet du sieur Darras, et demandant pour eux-mêmes l'autorisation d'établir deux barques, pour conduire les voyageurs d'Abbeville à Amiens, et réciproquement. Abbeville, 6 décembre 1764. — Plan et élévation de la barque proposée par les gribanniers. — Mémoire des maieur et échevins d'Abbeville, sur ladite affaire, observant, entre autres choses, qu'« il a été établi en 1721 trois petites barques légères, pour le transport des personnes d'Abbeville à Amiens, et d'Amiens à Abbeville. Ces barques, connues vulgairement sous le nom de picotins, se sont renouvelées et subsistent encore. L'on voit par le règlement que M. Chauvelin, lors intendant, a fait la même année pour la police de ces barques, les précautions prudentes qui devaient maintenir leur commodité et propreté : la continence du port, le nombre des personnes, leurs paquets et hardes, le prix des places, le poids des marchandises, le fret d'icelles, les jours et heures du départ, la conduite des barques, et tout ce qu'on peut attendre d'une police la mieux dirigée, y sont précisément fixés. Néanmoins ces picotins sont devenus très incommodes, malpropres et malsains, par l'inobservation entière de ce règlement : le port de ces picotins a été augmenté quand on les a renouvelés, on les a rendus à usage de gribannes ; elles reçoivent indifféremment toutes sortes de personnes, denrées et marchandises, le tout mêlé ensemble, souvent en si grand nombre, qu'il y a lieu de craindre de fâcheuses suites. Ce règlement a eu très peu d'exécution, parce qu'elle n'a pas été confiée dans les deux villes à des officiers qui eussent le loisir d'y veiller. » Ils proposent plusieurs modifications au projet des gribanniers. 14 janvier 1765. — Requête des entrepreneurs des picotins à l'Intendant, réclamant contre la proposition de Darras, et demandant pour eux-mêmes l'autorisation d'établir deux nouvelles barques. 20 février 1765. — Réponse de la communauté des gribanniers à ladite requête. 28 février 1765. — Nouvelle requête de

François Darras, sur le même objet. 31 juillet 1766. — Requête des gribanniers d'Abbeville à l'encontre de la précédente. 22 novembre 1766. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, l'informant d'un jugement qu'ils ont rendu contre François Darras et Josse Beurier, qui, « en leurs noms et empruntant celui d'autres gribanniers au nombre de 40, ont fait construire une barque légère nommée picotin, pour conduire les personnes qui voyagent par eau de cette ville à Amiens..... et ils prétendent qu'à cause de leur nombre, et sous le prétexte que leur barque est un peu plus commode que les autres, aller à leur gré, quand et quels jours ils veulent faire ces voyages, sans observer de tour. » Abbeville, 15 mai 1767. — Requête de la communauté des gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, se plaignant de ce que les picotiniers veulent empêcher la nouvelle diligence d'eau qu'ils ont établie, et des défenses que leur en a faites le maieur d'Abbeville. 2 juin 1767. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise les picotiniers à conduire les voyageurs sur la Somme entre Abbeville et Amiens, à l'exclusion de tous autres, et règlement y annexé. 16 mai 1733. Copie collationnée du 4 juin 1767. — Lettre de M. de Flixicourt à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 7 juin 1767. — Requête de François Darras à l'Intendant, à l'effet de faire visiter sa barque par des experts. 21 juin 1767. — Procès-verbal de visite de ladite barque. 30 juin 1767. — Requête des entrepreneurs des picotins au ministre de la marine, à l'effet d'être maintenus dans le droit exclusif de conduire les voyageurs sur la Somme. Juin 1767. — Lettre de M. Bouteillier à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 2 juillet 1767, — etc.

C. 1401. (Liasse.) — 37 pièces papier (2 imprimées, 2 plans).

1764-1765. — Gribanniers. — Sommation aux gribanniers d'Abbeville de décharger les navires dans le port de St-Valery, sous peine, par la communauté de payer les dommages et intérêts résultant de leur refus de faire le service. 5 janvier 1764. — Ordonnance de M. Ducastel, subdélégué à Amiens, sur la plainte des marchands épiciers de cette ville, portant injonction aux gribanniers de se rendre à St-Valery, pour y décharger les marchandises transportées dans ce port, et les amener à Amiens dans leurs gribannes. 7 janvier 1764. — Mémoire de M. Blondin à l'Intendant, sur une plainte contre les gribanniers qui ont refusé de transporter les marchandises de deux navires amarrés dans le port de St-Valery. St-Valery, 8 février 1764.

— Requête des gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, à l'effet de rétablir le tour de rôle supprimé. 11 novembre 1764. — Sentence de l'amirauté, qui condamne Charles Carpentier dit Binette, gribannier, à se ranger avec sa gribanne à bord du vaisseau La Galante, pour y recevoir une partie du déchargement, et la conduire à destination. St-Valery, 17 janvier 1765. — Id. contre Tellier, père, aussi gribannier. 17 janvier 1765. — Lettre de MM. Morgan père et fils à l'Intendant, se plaignant des prétentions des gribanniers. Amiens, 22 janvier 1765. — Requête des négociants en gros d'Amiens au contrôleur général, sur le même objet. 23 janvier 1765. — « Mémoire au Conseil, pour les négociants d'Amiens faisant le commerce de mer, contre les corps et communauté des gribanniers et bateliers d'Abbeville, faisant la navigation de St-Valery à Amiens. » 29 janvier 1765 (impr. 11 p. in-4°). — « Plan du port de la Ferté, depuis St-Valery jusqu'au chantier. » — Lettre de M. de l'Averdy à l'Intendant, au sujet des deux vaisseaux venant de Marseille, chargés de savon et d'huile, et que les gribanniers refusent de décharger à St-Valery, le priant de veiller à ce que le commerce ne souffre pas des difficultés qui existent avec les gribanniers, jusqu'à ce qu'il soit rendu une décision sur cet objet. Paris, 30 janvier 1765. — « Avis des députés du commerce, sur la requête des marchands épiciers et autres négociants de la ville d'Amiens, contre les gribanniers de St-Valery. » 5 février 1765. — « Avis des députés du commerce, sur le mémoire des négociants d'Amiens, au sujet de deux vaisseaux que les gribanniers de Saint-Valery refusent de décharger. » 8 février 1765. — Requête de François Michel, entrepreneur de blanchisserie à Beauvais, au contrôleur général, se plaignant d'une augmentation que les gribanniers exigent de lui sur le prix du fret. Février 1765. — Lettre de M. Despont à l'Intendant, sur ladite affaire. Paris, 31 mars 1765. — Mémoire de M. Despont à l'Intendant, contre l'abus des gribanniers à vouloir conserver entre eux le tour de rôle supprimé, et à ne souffrir le transport des marchandises par aucun batelier étranger à leur communauté. Paris, 16 avril 1765. — « Précis de la demande des négociants d'Amiens faisant le commerce de mer, contre les gribanniers faisant la navigation de la rivière de Somme, de St-Valery à Amiens, en forme de supplément à la requête et aux observations présentées au Conseil par les négociants. Ce précis rassemble les principales contestations qui se sont élevées entre les négociants et les gribanniers, depuis l'arrêt du 1^{er} février 1724. » Par M. Despont, député des négociants d'Amiens faisant le commerce de mer. 3 mai 1765. — Placet des maîtres gribanniers

d'Abbeville au Roi, à l'effet d'obtenir le privilège exclusif de transporter les marchandises de St-Valery à Amiens, et le rétablissement du tour de rôle supprimé par ordonnance du 29 juillet 1763. — Lettre du duc de Choiseul à l'Intendant, lui demandant son avis sur ledit placet. Versailles, 22 septembre 1765. — Requête des gribanniers au Conseil, sur le même objet. — « Observations des négociants faisant le commerce de mer sur la rivière de Somme, pour parvenir à démontrer le ridicule de la prétention des gribanniers, en augmentation du fret, et combien ils sont condamnables dans leur refus de service. » 1765, — etc.

C. 1402. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1766-1767.

— Gribanniers.

Représentations de plusieurs négociants d'Amiens à la Chambre de commerce de Picardie, sur ce que les gribanniers, non contents d'avoir obtenu 10 s. du cent pesant pour droit de fret, pour le transport des grains, viennent de le fixer à 24 s. « parce qu'ils ont aperçu que les négociants avaient freté plusieurs navires, et qu'il y avait nécessité de fournir leurs chargements dans un temps limité. » 30 septembre 1766 (copie). — Lettre de M. de l'Averdy à l'Intendant, lui demandant son avis sur ladite affaire, observant toutefois « que l'objet principal de l'édit de 1764 ayant été de procurer une augmentation sur le prix des grains, suffisante pour encourager les cultivateurs, ce serait aller contre cet objet, que d'empêcher que le prix de la main d'œuvre et le salaire des ouvriers n'augmentassent à proportion. » Versailles, 7 octobre 1766. — Requêtes des gribanniers au duc de Choiseul, à l'effet de rétablir le tour de rôle. Octobre 1766. — Lettre du duc de Praslin à l'Intendant, relativement à ladite affaire. Versailles, 17 novembre 1766. — Requête de Pierre Dargent, négociant à Amiens, aux juges et consuls de ladite ville, se plaignant de ce qu'une grande quantité d'eau a été introduite dans deux barriques d'eau-de-vie à lui amenées de Saint-Valery par la gribanne du nommé Pascal Villers, gribannier à Abbeville. Amiens, 25 novembre 1766. — « Observations de la chambre du commerce de Picardie, sur la requête présentée à Mgr. le duc de Choiseul par les gribanniers de la rivière de Somme. » Amiens, 30 novembre 1766. — Lettre de M. Jourdain de l'Éloge à son frère. « J'attends 300 milliers de bois rouge, pour les moulins que je fais bâtir à l'Étoile. Les gribanniers ne voudront point les charger pour l'Étoile, à moins de 10 s. du cent, prix qu'ils exigent pour Amiens, parce que

leur tour sera employé. Ils ne pourront même décharger tout à l'Étoile, sans bouleverser le chargement de leurs gribannes, ce qui leur fera amener jusqu'à Amiens la totalité ou partie de ce qu'ils en auront ; il m'en coûtera encore la voiture d'Amiens à l'Étoile, qu'ils exigeront encore à 12 s., comme pour Abbeville, leurs tours étant employés également. Vous voyez que la position d'avoir des moulins sur la rivière de Somme entre Abbeville et Amiens serait des plus désavantageuse. Je me propose de faire décharger les bois à St-Valery, dans les bateaux qui rendent les marchandises à Abbeville, les faire décharger à Port, qui est à 2 lieues au-dessous d'Abbeville. Je les y enverrai prendre par les bateaux de l'Étoile qui y vont journellement, mais j'ai lieu de craindre que les bateaux, en passant par Abbeville, n'y soient déchargés de force par les gribanniers, qu'il n'y ait quelques batailles, et que ces bateaux ne soient coulés à fond avec les bois. C'est pourquoi je vous prie demander à M. Dupleix la permission générale de faire mener mes bois de teinture à l'Étoile, par tel bateau qu'il me plaira, avec défenses aux gribanniers de m'y troubler. Comme M. Dupleix ne peut être informé du monopole effroyable qui se pratique sur notre rivière, il sera étonné que je ne fasse point monter jusqu'à l'Étoile, ou au moins jusqu'à Abbeville, les bateaux de St-Valery chargés de mes bois. La raison en est que les gribanniers ne souffrent point soit à Amiens, soit à Abbeville, qu'il y passe aucunes marchandises, qu'elles ne soient chargées par leurs bateaux de tour. C'est une permission particulière que je demande, car je ne doute pas que M. Dupleix n'établisse et ne soutienne à la suite, par le seul ordre général, la liberté entière de la navigation. Ce n'est plus seulement la province de Picardie, qui aspire après un libérateur, c'est l'Italie, l'Espagne, le Portugal, et maintenant, l'Angleterre et tous nos ports de la Méditerranée, qui sont révoltés de payer 24 s. de voiture par sac de blé duquel ils ont payé ci-devant 5 sols. Ou cette voiture excessive empêchera le commerce des grains, ou les cultivateurs seront obligés de donner leurs grains à meilleur marché, pour pouvoir soutenir la concurrence. » Amiens, 31 janvier 1767. — Lettre de M. Morel d'Hérival à l'Intendant, sur l'insolence des gribanniers, leurs prétentions excessives et les entraves qu'elles apportent au commerce. Amiens, 1^{er} février 1767. — Mémoire sur ladite affaire. 10 février 1767, — etc.

C. 1403. (Liasse.) — 21 pièces papier.

1768. — Gribanniers. — Requête d'Antoine Noblesse, contrôleur de la chaine et péage de Picquigny, à la chambre de commerce de Picardie,

se plaignant des chargements excessifs que font les gribanniers sur leurs bateaux. 12 février. —

« Observations sur les représentations faites à la chambre du commerce de Picardie, par le sieur Noblesse, préposé par Mgr. le duc de Chaulnes à la perception du droit de la chaine de Picquigny sur le port d'Amiens. » Amiens, 23 février. — Mémoire des président et syndics de la chambre du commerce, sur le désordre qui « s'est introduit sur la rivière de Somme, dans le transport des eaux de vie. Les négociants qui en font commerce n'avaient déjà que trop à se plaindre de l'infidélité de quelques-uns des gribanniers ; un nouvel abus s'y est joint, et il est porté à un tel excès, qu'il ne peut être considéré que comme un brigandage public, digne d'éprouver toute la sévérité des lois, et de fixer l'attention de l'autorité. Les paysans riverains des villages de Pont de Remy, Long et Picquigny, habitués à haler les gribannes ou bateaux, dans les passages de ces villages et des ponts, où la rapidité de la rivière rend leur ministère indispensable, en abusent ouvertement, et non contents d'exiger depuis deux ans un salaire plus considérable, ils exigent encore des gribanniers qu'ils leur donnent de l'eau-de-vie à discrétion, et livrent ainsi au pillage de 50 à 60 haleurs, le bien du marchand. Les suites de ce désordre sont d'autant plus facheuses, qu'il se répète plusieurs fois dans chacun de ces passages, et que, comme il en résulte un vide trop frappant dans les barriques où l'eau-de-vie a été prise, le gribannier se trouve dans une sorte de nécessité de remplir d'eau ces mêmes barriques, dans l'espoir d'échapper à la vigilance du marchand. » Amiens, 15 mars. —

Réflexions sur les moyens à employer pour empêcher les gribanniers de torturer les négociants d'Amiens pour le transport de leurs marchandises. 16 mars. — Projet d'ordonnance portant prohibition aux bateliers et haleurs de prendre des eaux-de-vie dont les bateaux sont chargés. 22 mars. — Procès-verbal d'Antoine Bilhaut, syndic de Long, relatif au prix que reçoivent les haleurs pour tirer les gribannes. 8 avril. — Requête des maîtres gribanniers à l'Intendant, à l'effet de ne plus payer aux haleurs que 4 l. au lieu de 6, et de ne plus leur donner d'eau-de-vie à boire. 12 avril. — Procès-verbal dressé contre des haleurs d'Amiens, pour avoir forcé un gribannier d'Abbeville à leur donner de l'eau-de-vie dont sa gribanne était chargée. 8 juin. — Lettre de MM. Morgan père et fils à l'Intendant, sur ce que « la liberté laissée aux négociants de cette ville, lorsqu'il s'est agi d'augmenter les salaires des gribanniers, de se servir d'au-

tres mariniers, s'ils le jugeaient convenable à leurs intérêts, a donné lieu à divers projets, pour se soustraire à la loi que ces gribanniers voulaient donner au commerce. Le plus salulaire, et celui qui a paru le plus propre à les arrêter, a été de faire transporter les marchandises de St-Valery à Port, par les allèges qui servent à la décharge des vaisseaux, et ensuite de les faire venir dudit lieu ici, par les bateaux de Long, Picquigny, et autres riverains qui servent eux-mêmes d'allèges aux gribanniers. Ceux-ci comptant d'abord que cela n'aurait pas de suites, ont laissé passer les premiers paisiblement, mais voyant que la continuité leur annonçait la réduction du prix ou l'inaction, ils menaçaient ces nouveaux gribanniers de les lapider ou de les couler bas, ce qui fait une telle impression, que ceux-là ne veulent plus continuer cette navigation. » Amiens, 8 août. — Procès-verbal de la notification aux gribanniers des ordres de l'Intendant. 13 août. — Lettre de M. Bouteiller à l'Intendant, lui envoyant ledit procès-verbal, et ajoutant : « Par tous les discours qu'ils (les gribanniers) m'ont tenus, je ne vois point d'apparence qu'ils s'échappent, ni qu'ils contreviennent à vos ordres ; mais je crains fort qu'ils ne se liguent entre eux, pour refuser de servir les négociants d'Amiens. Ces négociants auront sans doute prévu le cas, en prenant des arrangements pour pouvoir se passer d'eux, du moins pendant un certain temps. Ce parti, qui serait le plus efficace pour mettre les gribanniers à la raison, serait en même temps le plus propre, pour établir une bonne fois une liberté entière pour la navigation sur la rivière de Somme, ce qui est fort à désirer pour le bien du commerce. » Abbeville, 13 août. — Procès-verbal de la rébellion de plusieurs gribanniers d'Abbeville, interceptant l'entrée du port d'Amiens et refusant de se ranger pour y laisser entrer les bateaux, des propos injurieux tenus par le nommé Tellier, l'un d'eux, contre un sergent de ville et l'inspecteur général de police, de l'arrestation, interrogatoire et emprisonnement dudit Tellier, et du déchargement par force de sa gribanne. 23 août. — Ordonnance de M. d'Invau, intendant, établissant la liberté de la navigation sur la Somme. XVIII^e s., — etc.

C. 1404. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1769-1770. — Gribanniers. — Lettre de M. d'Invau à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur une requête des gribanniers, qui demandent « 1^o que la navigation de St-Valery à Abbeville et à Amiens, et de chacune de ces villes aux deux autres, leur appartienne seuls ou

aux bateliers des rives de la Somme qui se feront classer dans la marine ; 2^o que leur délibération ci-jointe, homologuée en l'amirauté d'Abbeville, soit exécutée selon sa forme et teneur ; 3^o qu'il soit défendu à chaque gribannier de posséder à l'avenir plus d'une gribanne, libre néanmoins à ceux qui en ont actuellement deux, de les user en les faisant monter par un matelot classé, qui ait fait deux voyages pour le service de Sa Majesté ; 4^o que le fret des gribannes qui iront chercher les marchandises des vaisseaux qui resteront sous la ville de St-Valery, soit et demeure fixé à la somme de 20 l., par chaque poids de 3,600 l. » Paris, 31 mars 1769. — Lettre du duc de Praslin à l'Intendant, sur le même objet. Versailles, 10 avril 1769. — Requête des gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, se recommandant à lui, au cas où leur requête lui serait renvoyée. 21 avril 1769. — « Copie du mémoire présenté par les gribanniers d'Abbeville. » — Déclaration par Robert Tellier, gribannier à Abbeville et Marie-Noël Cordonnier, sa femme, se plaignant de ce que, étant « arrivés hier avec une gribanne en charge d'eau-de-vie, et 7 hommes de leur équipage, pris à Abbeville, ayant besoin de rafraîchir, ils sont restés dans leur gribanne sur la côte de Montières, d'où ils virent sur l'autre bord arrivés une trentaine de porteurs du quai de cette ville, faisant les fonctions de haleurs, depuis St-Maurice jusqu'à Amiens, qui, ne pouvant approcher la gribanne pour s'y rassasier d'eau-de-vie, les invectivèrent. Et ce jour d'hui, sur les 7 heures du matin, les comparants furent obligés, à l'aide desdits haleurs, de prendre la côte de St-Maurice, pour suivre leur route jusqu'à Amiens. Lesdits haleurs, environ au nombre de 42, ont refusé le travail, sans qu'au préalable, lesdits comparants ne leur eussent donné de l'eau-de-vie, ce qu'ils firent à deux différentes fois, sans avoir pu les contenter. » 9 décembre 1769. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant. Ce n'est pas un fait isolé, mais une coutume abusive parmi les haleurs, et qu'il convient de faire cesser. Amiens, 12 décembre 1769. — Enquête faite par M. Ducastel sur ladite affaire. 26-30 décembre 1769. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 1^{er} janvier 1770. — Plainte de Claude Bilhault, dit Blond, « voiturier par eau, conducteur du bateau du sieur Jourdain de l'Éloge et à ses gages, pour le transport des farines du moulin de l'Étoile à Amiens, moulues à l'économie dans les moulins qu'il a fait construire à cet usage », contre des haleurs de Picquigny, pour refus de haler sa gribanne, et voies de fait exercées contre son équipage. 19 décembre 1769. — Procès-verbal d'arres-

tation de deux desdits haleurs. 10 janvier 1770. — Enquête de M. Ducastel sur ladite affaire. 16 janvier 1770. — « Mémoire sur la navigation de la rivière de Somme », par plusieurs négociants d'Amiens, se plaignant de nombreux abus de la part des haleurs, malgré toutes les précautions prises et défenses faites. Amiens, 28 décembre 1769, — etc.

C. 1405. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1771-1772. — Gribanniers. — Requête des gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, afin de rétablissement du tour de rôle pour le transport des marchandises, et d'empêcher que quelques-uns d'entre eux aient plus d'une gribanne. 2 septembre 1771. — Mémoire de M. de Branlicourt à l'Intendant, sur ladite requête. Abbeville, 4 septembre 1771. — Lettre des président et syndics de la chambre du commerce de Picardie à l'Intendant, lui envoyant un mémoire sur les abus qui existent dans la navigation de la Somme. Amiens, 18 février 1772. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, relativement aux dits abus. Amiens, 19 février 1772. — Lettre de M. Laurent à l'Intendant, sur le même objet. Paris, 8 mars 1772. — etc.

C. 1406. (Liasse.) — 38 pièces papier (7 imprimées).

1775. — Gribanniers. — Lettre de M. de Sartine à l'Intendant, relativement à la demande des gribanniers, afin d'obtenir le règlement qui rétablisse le tour de rôle. Versailles, 11 mars. — Lettre de M. Leleu, au sujet d'un acte de violence commis par les haleurs de Long. Amiens, 6 avril. — « Mémoire de la chambre du commerce de Picardie, sur la demande des gribanniers tendant au rétablissement du tour. » Avril. — Lettre de l'Intendant à M. de Sartine, sur le préjudice que cause au commerce d'Amiens « le tour établi par les gribanniers, et maintenu par eux par toutes sortes d'actes de violence, malgré les ordonnances et arrêts qui l'ont proscrit », source de tous les abus qui troublent la navigation de la Somme. 7 juin. — « Ordonnance de Mgr. l'Intendant de la généralité d'Amiens, qui autorise..... les négociants et commissionnaires de la généralité d'Amiens, de se servir de tels gribanniers que bon leur semblera, sur la rivière de Somme, pour les chargements qu'ils auront à faire, en convenant de gré à gré du prix de la voiture, et supprime à l'avenir l'usage abusif et irrégulièrement introduit entre les gribanniers, de charger chacun à leur tour, avec défenses aux dits gribanniers de donner à leurs équipages et aux haleurs, de l'eau-de-vie et autres liqueurs, à peine de dommages et intérêts, et de confiscation de leurs

gribannes. » 18 octobre (impr. affiche). — Note non signée sur une mutinerie des gribanniers. « J'eus hier l'honneur de vous écrire, je me trompais grossièrement en vous marquant que tout paraissait calme chez les gribanniers. C'est dans le temps le plus serein que l'orage éclate. Pas un gribannier n'a paru hier sur le quai. La bande attendait sans doute le jour fermé pour arriver et exécuter sourdement leur dessein : les conducteurs des gribanniers qu'il y avait ici, se rangèrent à bord pour la mer, et environ demi-heure avant pleine mer, ils appareillèrent au nombre de 22, et furent mouiller au large de la Somme. Trois coups de fusil furent, selon toute apparence, le signal du départ ce matin, ils ont avancé chemin, et auront vraisemblablement gagné Abbeville. Voilà le progrès d'une délibération faite entre eux chez M. Watel. » St-Valery, 6 novembre. — Procès-verbal par M. Dubrun, subdélégué, du départ pour Abbeville de tous les gribanniers présents à St-Valery. 6 novembre. — Copie d'une lettre non signée sur ladite affaire. On dit que les gribanniers « ont dressé un acte chez un notaire d'Abbeville, par lequel ils s'engagent à suivre un tour, et sous une nouvelle forme ; c'est-à-dire qu'ils se rangeront par escouades de dix gribannes, et à la tête de chaque escouade sera établi un chef, qui les commandera à leur tour, de manière, disent-ils, qu'il sera facile de connaître par là les fripons d'avec les honnêtes gens, et que ceux-là une fois reconnus et déclarés au chef, seront rayés du tableau. Vous sentez que cette forme sera toujours dangereuse. » St-Valery, 6 novembre. — Lettre de la chambre de commerce à l'Intendant, sur un nouvel acte de violence des gribanniers, arrivé le 15 du mois précédent. « Le nommé Gamin, gribannier à St-Valery, qui est particulièrement en butte à la haine des gribanniers d'Abbeville, passait par cette ville avec sa gribanne chargée de grains. Il fut assailli d'une grêle de pierres, au point d'être forcé d'abandonner le gouvernail, et de se cacher dans sa cabane. Les mutins se vengèrent sur le nommé Burier, qui faisait sur ce bateau les fonctions de contre-mâitre, et le jetèrent à la rivière. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'on lui sauva la vie. » Amiens, 7 novembre. — « Copie de la lettre de M. de Sartine à l'officier des classes de St-Valery sur Somme, datée de Versailles, le 17 novembre 1775, à l'occasion de la mutinerie des gribanniers. » — Lettre de MM. Œuillo, Masset, Joly et Ricot à M Leleu, sur des voies de fait commises par les gribanniers, contre l'un d'eux qui leur avait vendu sa gribanne. St-Valery, 24 novembre. — Lettre d'Isaac Van Robais, à son frère André, lui demandant en faveur d'Adrien Brailly, son constructeur auprès de M. Mas-

set, « pour résillier un marché de gribanne qu'il a fait avec lui, pour mettre sa vie en sûreté vis-à-vis de ses confrères ; et remettre la paix dans son ménage, qui en est alarmé. » 24 novembre. — Lettre de M. Leleu, secrétaire de la chambre du commerce à l'Intendant, relativement à l'insubordination des gribanniers. Amiens, 26 novembre. — Mémoire adressé à M. de Sartine sur ladite affaire. 1^{er} décembre. — « Copie de la lettre de Monseigneur, écrite à M. Danglemont. » Versailles, 3 décembre. — Lettre de M. de Sartine à l'Intendant, sur ladite affaire. Versailles, 3 décembre. — « Copie de la lettre de M. Danglemont, commissaire général de la marine ordonateur à Dunkerque. » — « Copie de la lettre du ministre aux officiers de l'amirauté de Saint-Valery-sur-Somme », — etc.

C. 1407. (Liasse.) — 17 pièces papier (2 imprimées).

1777-1782. — Gribanniers. — Lettre de l'Intendant à la chambre du commerce, lui demandant son avis sur un placet des gribanniers, « par lequel ils se plaignent des vexations que leur font essuyer les haleurs de St-Maurice, Picquigny, Long, Pont de Remy, et autres le long de cette rivière, en exigeant des salaires beaucoup plus forts que ceux qui leur sont dus, suivant les anciens règlements. » 11 février 1777. — Réponse de la chambre du commerce à l'Intendant. « Nous devons.... vous avouer que les gribanniers ont un peu donné lieu à cette élévation du prix du halage. Leur cupidité insatiable les a portés, au mépris des ordonnances, à embarquer à St-Valery jusqu'à 65 et même 70 milliers, au risque de tout perdre. Les haleurs qui se sont aperçus de cette surcharge, par l'augmentation de peine qu'elle leur causait, s'en sont fait un motif d'augmenter le prix. Ils n'avaient point tort en ce point. Les négociants qui, de leur côté, ont été les victimes de ces surcharges, par le naufrage de deux gribannes, ont exigé de leurs commissionnaires de St-Valery, qu'il ne fût embarqué que 45 à 50 milliers en plus, sur chaque gribanne. Le prétexte de ces haleurs cessait par cette réduction, mais ils s'étaient fait une douce habitude de doubler leur salaire, et ils ont continué à le percevoir ainsi, ou à refuser le service. » Amiens, 20 février 1777. — Requête des gribanniers d'Abbeville à l'Intendant, en faveur des femmes de ceux d'entre eux qui sont au service de l'État, et dont les gribannes sont délaissées, pour donner la préférence aux gribanniers restés dans leurs foyers. 4 avril 1777. — Réponse de la chambre du commerce de Picardie à ladite requête. Amiens, 29 avril. — Requête des gribanniers à l'Intendant, à l'effet de rétablir le tour en faveur de leurs femmes ou veuves. 5 juillet 1777. — « Liste

des gribannes, qui a été suivie et continuée dans le même ordre qu'elle a été commencée à l'époque de l'ordonnance de Monseigneur. » 1777. — Mémoire des entrepreneurs de la voiture des sels des grandes gabelles, sur ce que les gribanniers de la Somme ont passé entre eux une délibération, pour faire revivre les tours. 27 février 1782. — Mémoire de la chambre du commerce de Picardie à l'Intendant, au sujet de la délibération des gribanniers, tendant à rétablir entre eux le tour de rôle, au mépris de l'ordonnance de 1775. Amiens, 14 mars 1782. — Lettre du maréchal de Castries à l'Intendant sur le même objet. Versailles, 5 mai 1782. — « Ordonnance de M. l'Intendant de la généralité de Picardie, qui casse et annule la délibération prise le 26 octobre 1781, devant notaires, par les maîtres, chefs et veuves des gribanniers et matelots classés de la ville d'Abbeville, de charger chacun à leur tour, et autorise les négociants et commissionnaires de notre généralité, à se servir de tels gribanniers que bon leur semblera, sur la rivière de Somme. » 10 mai 1782 (impr. affiche). — Lettre de M. de Senermont, capitaine du génie, à l'Intendant, le priant d'ordonner aux bateliers de transporter des pierres provenant de la carrière de Conty et destinées aux fortifications d'Abbeville, à raison de 4 s. du pied cube. « Ce prix, Monsieur, est le plus fort qu'on ait jamais donné pour cette pierre, et l'entrepreneur des fortifications de cette place ne pourrait les fournir au Roi aux conditions de son marché, si vous n'avez pas la bonté de défendre aux bateliers de rançonner cet entrepreneur. » Abbeville, 25 mai 1782. — Lettre des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant. Le prix offert aux gribanniers pour le transport desdites pierres est très avantageux, et on peut sans crainte d'injustice, les obliger à l'accepter. Amiens, 7 juin 1782, — etc.

C. 1408. (Liasse.) — 30 pièces papier (5 imprimées).

1783. — Gribanniers. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, relativement au refus par les gribanniers de transporter des grains d'Amiens à Abbeville, et à l'excès de chargements des gribannes. Paris, 8 janvier. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui demandant des éclaircissements sur ladite affaire. 14 janvier. — « Observations sur la navigation de la rivière de Somme. » 19 mars. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur le même objet. Amiens, 21 mars. — Requête d'Antoine Boduin, matelot à Abbeville, à l'Intendant, à l'effet d'être admis au partage des bénéfices des diligences d'eau conduites par les griban-

niers. 6 avril. — Réponse des gribanniers à ladite requête. 14 juillet. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 16 juillet. — « Mémoire pour la chambre du commerce de Picardie, à l'effet de représenter à Mgr. le comte d'Agay, intendant de ladite province, que les gribanniers faisant la navigation de la Somme viennent de former une nouvelle demande de 2 sols par quintal, en augmentation de salaire, et veulent faire tomber à la charge du commerce le péage de Picquigny, que, jusqu'à présent, ils ont acquitté sans aucune réclamation, qu'enfin, sur le refus des négociants d'acquiescer à ces prétentions, lesdits bateliers viennent de cesser le service. » — Représentations des gribanniers à la chambre du commerce, sur le même objet. 1^{er} mai. — Requête des épiciers d'Amiens à la chambre du commerce, sur la résistance des gribanniers. Amiens, 21 mai. — Lettre de la chambre du commerce à l'Intendant, lui envoyant ladite requête. « Le commerce, pour parvenir à ramener les gribanniers dans les bornes de l'obéissance, aurait désiré faire construire plusieurs gribannes qui, lui appartenant, auraient été employées à son service, mais ce moyen ne peut avoir lieu dans ce moment. Soit effet du hasard, soit plutôt celui d'une cabale sourde qui meut et dirige les gribanniers, les constructeurs de ces bateaux sur la rivière ont dit aux négociants ne pouvoir en construire pour eux, parce que tous leurs chantiers étaient occupés. Ces constructeurs sont eux-mêmes intéressés peut-être dans les bateaux conduits par les gribanniers : leur réponse n'a conséquemment rien qui nous étonne. Les constructeurs de St-Valery sont eux-mêmes surchargés de travail, pour la construction des batiments, dont le retour de la paix fait sentir le besoin. Il ne reste donc aux négociants d'autres ressources que votre appui. » Amiens, 27 mai. — Lettre du maréchal de Castries à l'Intendant, approuvant son projet d'ordonnance, pour arrêter les cabales des gribanniers. Versailles, 18 juin. — « Ordonnance de M. l'intendant de la généralité de Picardie, qui rejette la demande des gribanniers pour être affranchis du péage de Picquigny, et celle en augmentation de salaires ; leur enjoint de se conformer à l'ordonnance du 18 octobre 1775, et casse et anéantit la communauté en corps des dits gribanniers faisant la navigation de la Somme. » 31 juillet 1783 (impr. affiche). — Requête des négociants et commissionnaires d'Amiens à l'Intendant, relativement au prix du transport des marchandises d'Amiens à Abbeville et à St-Valery, dont le montant n'a pas été fixé par l'ordonnance de 1775. — Lettre de la chambre du

commerce à l'Intendant, relativement à ladite requête. Amiens, 13 septembre, — etc.

C. 1409. (Liasse.) — 45 pièces papier (2 imprimées).

1783. — Gribanniers. — Requête des gribanniers d'Abbeville et de St-Valery à l'Intendant, à l'effet de fixer le salaire des haleurs de Pont-Remy, Long, Picquigny et St-Maurice, qui s'accroît de jour en jour. 7 février. — Mémoire de la chambre du commerce à l'Intendant, sur ladite requête. « Lorsque les gribanniers, par les manœuvres nées de leur corporation, firent la loi au commerce, au point d'en exiger 18 l. du leth, en 1764, au lieu de 14 l., qui leur étaient payés précédemment, pour le transport des marchandises de St-Valery à Amiens, ils durent s'attendre que tous les ouvriers qu'ils employaient, et notamment les haleurs, chercheraient à prendre leur part de l'augmentation que ces bateliers se firent donner forcément par les négociants. C'est ce qui arrive aujourd'hui, mais ce dont les gribanniers ne peuvent légitimement se plaindre ; ils ont donné le mauvais exemple, ceux qui les servent le suivent à leur tour, encore ces derniers nous paraissent-ils plus excusables, puisqu'ils ne veulent que partager des profits que l'avidité des gribanniers n'obtint que par la révolte et la violence..... Vous savez, Monseigneur, que le commerce est occupé des moyens de se passer de ces haleurs, puisque nous espérons, sous quelques années, établir un halage avec des chevaux, qui parera aux inconvénients dont les négociants et les gribanniers se plaignent. » Amiens, 11 mars. — Signification par huissier aux fermiers généraux des intentions des gribanniers d'Abbeville « de ne porter à l'avenir aucuns chargements de sel de St-Valery à Amiens, à moins que la ferme ne leur paie une somme de 220 l., lequel chargement sera de 9 muids de sel par chaque gribanne », etc. 15 mars. — Requête des entrepreneurs de la voiture des sels à l'Intendant, se plaignant des prétentions des gribanniers. Mars. — Lettre de l'Intendant à M. Delegorgue, le priant d'arranger le différend entre les entrepreneurs de la voiture des sels et les gribanniers. 27 mars. — Lettre des entrepreneurs de la voiture des sels à l'Intendant, le remerciant des égards qu'il a eus pour leur requête. Paris, 31 mars. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant sur ladite affaire. St-Valery, 1^{er} avril. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, le priant de donner des ordres pour assurer la voiture des sels et mettre fin aux prétentions des gribanniers. Paris, 2 avril. — Requête des gribanniers à l'Intendant, à l'effet de faire porter le

avril. — « Copie de la lettre écrite à Samson Morel, syndic des gribanniers d'Abbeville, en date du 3 juin 1783 », l'informant que, pour assurer le service, les entrepreneurs de la voiture des sels consentent provisoirement au prix de 220 l. par 9 muids, et lui demandant si la communauté persiste à les exiger, afin que l'Intendant puisse régler la question pour l'avenir. — Lettre de M. Delegorgue sur ladite affaire. Abbeville, 7 juillet. — Mémoire de M. Dubrun, subdélégué à St-Valery, sur l'augmentation exigée par les gribanniers pour la voiture des sels. St-Valery, 24 juillet. — Mémoire des subdélégués d'Abbeville et de St-Valery, sur ladite affaire. St-Valery, 15 octobre. — « Ordonnance de M. l'Intendant, concernant les gribanniers chargés du transport des sels de St-Valery à Amiens. » 20 octobre (impr. affiche). — Lettre des entrepreneurs de la voiture des sels à l'Intendant, le remerciant de ladite ordonnance. Paris, 22 octobre. — Mémoire sur ladite affaire. — « Mémoire pour les maîtres gribanniers de la ville d'Abbeville, contre les entrepreneurs de la voiture des sels », — etc.

C. 1410. (Liasse.) — 44 pièces papier (3 imprimées).

1784. — Gribanniers. — Lettre de MM. Morgan, père et fils, à M. Maugendre, se plaignant du retard qu'ils éprouvent dans le transport d'Abbeville à Amiens de marchandises de carême à leur adresse. « Les uns ont des morues destinées pour Lyon, la Bourgogne et la Franche-Comté, les autres ont des fromages destinés pour la basse Bourgogne, d'autres des riz. » Amiens, 10 janvier. — Enquête ouverte par M. Delegorgue, sur les motifs de ce retard. 12 janvier. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, lui envoyant le résultat de ladite enquête. La cause principale du retard de Garçon, l'un desdits gribanniers, « est fondée sur l'espèce de marchandise dont il est chargé, mais principalement sur ce que les haleurs sentant de l'eau-de-vie à St-Valery et en route pour Amiens, ne se soucient point de monter des fromages, et tant que l'on ne prendra pas le parti d'assurer leur service par un tour régulier, ou les divisant en escouades, comme j'ai déjà eu l'honneur de le proposer à M. l'Intendant, le commerce restera exposé à des désagréments de l'espèce de celui qu'éprouvent aujourd'hui MM. Morgan. » Abbeville, 12 janvier. — Requête des gribanniers à l'Intendant, relativement au transport des sels. 18 février. — Lettre des entrepreneurs de la voiture des sels à M. Maugendre, sur ce que les négociants d'Amiens ont fait des représentations à l'Intendant, à l'effet d'en obtenir que la charge de chaque gribanne soit fixée à 45.000 pesant en marchandises, au moyen de quoi, elles auraient la

facilité de monter à Amiens, sans alléger, etc. Paris, 26 février. — Mémoire des entrepreneurs généraux du fournissement des grandes gabelles, sur le même objet. 30 mars. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant, sur le transport des sels. — Réponse de l'Intendant aux entrepreneurs de la voiture des sels. 8 avril. — Mémoire desdits entrepreneurs à l'Intendant. Paris, 27 avril. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui modifie en tant que de besoin, l'ordonnance du 20 octobre 1783, et qui prescrit la police à observer sur le transport des sels des grandes gabelles sur la rivière de Somme. » 7 mai (impr. affiche). — Procès-verbal par huissier, du refus par plusieurs gribanniers de voiturier les sels. 17 mai. — Lettre du maréchal de Castries à l'Intendant, lui marquant qu'il lui est revenu « des plaintes sur des actes d'autorité exercés contre ces gribanniers, par suite de l'exécution de votre dernière ordonnance, et que votre subdélégué aurait apporté en cette occasion, un appareil de sévérité trop marquée, lorsqu'il aurait pu, en se concertant avec l'officier des classes, remplir le même objet sans violences, lequel m'aurait ensuite demandé des ordres pour la punition des délinquants..... Il était à propos sans doute de mettre un frein à la cupidité de ces gribanniers, et de modérer le taux exorbitant auquel ils ont cherché à faire porter leurs salaires, mais on n'a pas dû non plus les restreindre à un prix trop modique et insuffisant. Il paraîtrait que les entrepreneurs des sels voudraient particulièrement s'arroger des préférences arbitraires pour leurs transports..... Les officiers de l'amirauté semblent au surplus convenir que, vu la cherté du pain, dont le prix est presque doublé, l'augmentation des autres denrées à proportion, la rivière devenue plus difficile par les sables que la crue des eaux y a charrié cet hiver, l'attérissage vis-à-vis les dépôts dans le port, qui ne peut permettre quant à présent de charger 11 muids, sans s'exposer à des avaries considérables, il n'est pas possible que ces gribanniers puissent se retirer aux conditions qui leur sont imposées, nommément par les entrepreneurs des sels, dont les prétentions particulières sont une vexation continuelle pour les matelots. » Versailles, 4 juin. — Lettre des entrepreneurs de la voiture des sels à M. Maugendre, sur ce que les gribanniers « se refusent à l'exécution de l'ordonnance de M. l'Intendant, et se mettent au dessus des emprisonnements, parce qu'ils se sentent soutenus par MM. le lieutenant de l'amirauté et le commissaire de classes, qui prétendent que M. l'Intendant a anticipé sur leur juridiction. » Paris, 4

juin. — Lettre du maréchal de Castries à l'Intendant, réclamant son indulgence en faveur des gribanniers mis en prison, et qui lui ont manifesté du repentir. Versailles, 23 juin. — Mémoire de l'Intendant au maréchal de Castries sur ladite affaire. 28 juin. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, approuvant toutes les mesures qu'il a prises dans ladite affaire, et lui recommandant de tenir la main à ce que les gribanniers se conforment à ses ordonnances. Paris, 2 juillet. — Lettre du maréchal de Castries à l'Intendant. Il a lu attentivement ses observations et les a reconnu fondées. Il a fait savoir aux officiers de l'amirauté le peu de valeur de leurs réclamations et leur a mandé de ne pas écouter avec trop de facilité les plaintes des gribanniers. Versailles, 11 août, — etc.

C. 1411. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1785-1789. — Gribanniers. — Ordonnance de M. Delegorgue relative au halage. Abbeville, 14 février 1785. — Lettre de M. Delegorgue, relativement au refus par les haleurs de Pont-Remy, de faire remonter les gribannes pour le passage dudit pont, sans qu'il leur soit donné d'eau-de-vie avec le prix ordinaire, ou de payer 15 l. Abbeville, 15 février. — Lettre de M. Derveloy sur ladite affaire. Amiens, 20 février. — « Copie du mémoire des gribanniers adressé à M. Thuillier, en date du 23 février 1785. » — Lettre des entrepreneurs des sels à l'Intendant, lui marquant que les gribanniers manifestant des intentions plus conciliantes, ils veulent bien consentir à l'arrangement par eux proposé. Paris, 8 mars 1785. — Requête des matelots classés chefs de gribannes, d'Abbeville, à l'effet qu'il soit fait défenses à tous bateliers non classés, de voiturier les marchandises sur la Somme. 18 mai 1789. — « Copie d'une lettre de MM. les officiers de l'amirauté d'Abbeville, écrite à M. le comte de la Luzerne », en faveur des réclamations des gribanniers. 3 juin 1789. — Mémoire de M. Dargnies à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 1^{er} juillet 1789. — « Réponse aux objections faites sur les projets de règlement, concernant les gribanniers de la ville d'Abbeville. » XVIII^e s., — etc.

C. 1412. (Liasse.) — 18 pièces papier (4 imprimées).

1720-1759. — Canal de Picardie. — Lettre de M. Law à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire pour la jonction de la Somme avec l'Oise. Paris, 12 avril 1720. — Lettre de M. de la Houssaye à l'Intendant, lui réclamant son avis sur ledit mémoire, présenté par le sieur Caignart de Marcy, doyen des conseillers du bailliage de St-Quentin. Paris, 19 mars

1721. — « Projet pour continuer la navigation de la rivière de Somme, depuis Amiens jusqu'à St-Quentin, et la joindre ensuite à la rivière d'Oise par un canal nouveau, depuis ledit St-Quentin jusqu'à La Fère, où elle commence d'être navigable, au moyen de laquelle navigation on pourrait communiquer la basse Flandre, le bas Artois, le Ponthieu, la Picardie, le Santerre et l'Ile de France à Paris, sans passer sur les terres étrangères. Par M. Dennes, ingénieur-directeur des fortifications des places du Soissonnais et de partie de celles de la Picardie. » 31 mars 1721. — « Mémoire sur le projet de la navigation des rivières de Somme et d'Oise, et la jonction de ces deux rivières par St-Quentin », par M. Chauvelin. Amiens, 7 juin 1721. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, lui demandant son avis sur un nouveau mémoire du sieur de Marcy, « par lequel il propose les moyens de parvenir au remboursement des avances et intérêts des sommes qu'il sera obligé de déboursier, pour rendre la Somme navigable depuis Abbeville jusqu'à St-Quentin, et pour joindre cette même rivière à celle d'Oise. » Paris, 6 septembre 1721. — « Édit du Roi portant permission de faire une navigation en Picardie, par les rivières de Somme et d'Oise, et canal de communication des dites deux rivières, ensemble le tarif des droits y mentionnés. » Fontainebleau, septembre 1724 (impr. 8 p. in-4° Paris, 1725). — « Seconde instruction pour les intéressés au canal de Picardie » (impr. 11 p. in-4° Paris, 1728, 2 cartes). — Ordonnance de l'Intendant, rendue sur requête des intéressés, qui fait défenses d'arracher les piquets plantés pour le nivellement du canal. Amiens, 25 juillet 1729. — « Jugement en dernier ressort de Nosseigneurs les commissaires généraux du Conseil, pour la liquidation des indemnités et non jouissances des fonds compris dans l'alignement du canal de Picardie, situé dans la généralité d'Amiens, jusques et compris l'année 1735. » 8 février 1737 (impr. affiche), — etc.

C. 1413. (Liasse.) — 25 pièces papier.

1725-1789. — Canal de Picardie. — « État des indemnités liquidées aux gens de main morte, des fonds de terre et autres, qui se trouvent occupés par les alignements et travaux du canal de Picardie, dont les intérêts sont à payer à raison du denier trente, conformément à l'édit dudit canal, du mois de septembre 1724, enregistré au Parlement le 7 septembre 1725. » — Lettre de M. Dupont, curé de Quessy, à l'Intendant, à l'effet d'être payé de sept années qui lui sont dues par le canal de Picardie. 1759. —

« Ancien et nouveau canal de Picardie. État général des sommes dues par l'ancien et le nouveau canal de Picardie à différentes communautés et gens de main morte, pour raison d'indemnités, depuis le 1^{er} janvier 1777, jusques et compris le 1^{er} janvier 1781. » — Ordonnance de l'Intendant pour le paiement des dites indemnités. 10 mai 1781. — Correspondance relative au paiement des indemnités dues aux communautés et gens de main morte. 1787-1789. — « Projet d'arrêt du Conseil, pour charger le domaine de Sa Majesté des rentes dues aux gens de main morte, par l'ancien et le nouveau canal de Picardie. » — « Ancien et nouveau canal de Picardie et rivière d'Oise. État général des sommes qui seront à payer par le Roi au 1^{er} janvier 1787, pour arrérage des indemnités dues relativement à l'ancien et nouveau canal de Picardie et à la rivière d'Oise, à différentes communautés et gens de main morte. » 1^{er} janvier 1787, — etc.

C. 1414. (Liasse.) — 56 pièces papier (1 imprimée).

1780-1789. — Canal de Picardie. —

Correspondance relative à l'indemnité due à l'abbaye d'Isle, pour le canal de Picardie, et à l'opposition formée par ladite abbaye sur les rentes d'indemnités dues aux officiers municipaux de St-Quentin, par la caisse dudit canal. 1780-1781. —

Réclamation de l'abbé de Goyon, vicaire général de Léon, abbé de St-Prix et aumônier de M^{me} Adélaïde, du paiement de quatre années d'arrérages de la rente qui lui est due à cause des terres dépendant de son abbaye de St-Prix, prises pour le canal de Picardie. 15 mars 1781. — Requête de M. Magnier, curé de Fargniers, près La Fère, demandant le paiement des arrérages des rentes d'indemnités qui lui sont dues ainsi qu'au prier de Fargniers et à la fabrique de cette paroisse, à cause de terrains pris par ledit canal. 15 avril 1781. —

Ordonnance de 31 l. 7 s. 4 d. à payer au sieur Bourdon, curé de Viry, pour quatre années d'arrérages à lui dues, pour le canal de Picardie. 9 août 1781. — Requête à l'Intendant, par les prud'hommes, principaux habitants et commune de St-Nicaise, du faubourg St-Martin à St-Quentin, et des hameaux d'Oestre et Rocourt, à l'effet d'obliger le sieur Boulmé, chargé de recevoir la rente de 48 l. 10 s. tous les quatre ans, à eux due pour le canal de Picardie, à rendre compte de l'emploi qu'il a fait de ladite somme. Juin 1781. — « Relevé du registre du receveur du canal de Picardie à St-Quentin, pour les rentes d'indemnités dues aux gens de main morte et communautés, pour raison des terrains qui leur appartenaient, et qui ont été pris par ledit canal, et ce, depuis et compris l'année 1760, jusques et

compris 1780. » St-Quentin, 12 juillet 1781. — Mémoire de M. Debry à l'Intendant, sur ladite affaire. St-Quentin, 4 août 1781. — « Copie de la lettre écrite à M. de Champrosé, par M^{me} de la Rochefoucault, abbesse de l'abbaye royale de N. D. de Soissons, en date du 16 juin 1785 », relativement à l'indemnité pour une pièce de terre prise par le canal de Picardie. — Correspondance sur ladite affaire. 1789. — Lettre de M. Gallois, chanoine de St-Liphard de Meung-sur-Loire, à l'Intendant, relativement à une rente d'indemnité à lui due pour le canal de Picardie, comme titulaire d'une chapelle nommée St-Paul de Faucoucourt, au diocèse de Laon, et dont les héritages sont situés dans la paroisse de Mennessis, au diocèse de Noyon. Meung, 8 décembre 1787. — Correspondance sur ladite affaire. 1787-1789. — Correspondance relative aux arrérages dus aux curé et marguilliers de Quessy, pour le même objet. 1787-1788. — Requête de Pierre-Louis-François de la Tour-du-Pin de Gouvernet, abbé commendataire de l'abbaye de St-Prix de St-Quentin, à l'effet d'être payé des arrérages dus à son abbaye pour le même objet. St-Quentin, 30 octobre 1788. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 26 novembre 1788. — Circulaire de M. de Bournonville, faisant savoir aux intéressés qu'il doit recevoir des fonds pour le paiement des rentes d'indemnités dues aux gens de main morte, pour le canal de Picardie. St-Quentin, 30 novembre 1788 (impr. 1 p. in-4°). — Lettre de M. Colliette à l'Intendant, sur ladite affaire. St-Quentin, 9 novembre 1789. — Requête de la communauté de Dallon à l'Intendant, à l'effet d'être payée de la rente d'indemnité à elle due pour le canal de Picardie. 1789. — Requête des curé et marguilliers de la paroisse de St-Jacques à St-Quentin, à l'Intendant, sur le même objet. St-Quentin, 3 février 1789, — etc.

C. 1415. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1771-1788. — Canal de Picardie. —

« Copie de la lettre écrite à feu M. Laurent, par M. de Y d'Omissy », sur l'estimation de terrains à lui appartenant, pris pour le canal de Picardie. 26 mars 1771. — « Copie de la réponse de feu M. Laurent à M. de Y d'Omissy. » 16 avril 1771. — Lettre de M. de Y d'Omissy à l'Intendant, sur les pertes qu'il éprouve depuis l'ouverture du canal. Omissy, 12 juin 1787. — Requête de M. de Y d'Omissy à l'Intendant, à l'effet d'être indemnisé des dites pertes. 26 avril 1787. — Mémoire de M. Lau-

rent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 8 octobre 1788. — Estimation par Charles-Eustache Laurent de Lionne, directeur général des travaux du canal de Picardie, de 8 pièces de terre appartenant à M. Chauvenet, seigneur de Lesdain. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, sur une requête de la veuve de Louis Gamache, fermière de la ferme de St-Claude à St-Quentin, « qui se plaint de ce que le sieur Dufresnoy, fermier de l'étang de l'abbaye d'Isle, a tiré par différents fossés, environ 100 septiers de terre, dans les usines où elle avait droit de faire pâturer ses bestiaux. » Il lui demande si les travaux du canal sont intéressés pour quelque chose dans cette affaire. 16 janvier 1778. — Requête de Jean-Louis-Quentin-Marie Gamache, chevalier de St-Louis, brigadier de gendarmerie, au maréchal de Castries, à l'effet d'être restitué d'une pièce de terre qui lui a été enlevée pour le canal de Picardie, dont les travaux restés interrompus laissent ledit terrain inoccupé. 1788. — Lettre du maréchal de Castries à l'Intendant, lui envoyant ladite requête et lui recommandant le sieur Gamache. Paris, 12 avril 1788. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. 25 juin 1788, — etc.

C. 1416. (Liasse.) — 46 pièces papier.

1777-1788. — Canal de Picardie. — Certificat de M. Chabanel, attestant que MM. de Bellisle, capitaine, Saint-Julien, d'Espinasse et le chevalier de Sohalat, lieutenants, ingénieurs ordinaires du Roi, ont été occupés de détails relatifs au projet de navigation de la Somme et du dessèchement de ses marais, pendant les mois d'octobre à décembre précédents. St-Quentin, 1^{er} janvier 1777. — Ordonnance de 337 l. 10 s. à payer au sieur de Bellisle et de 225 l. à chacun des trois autres. 9 janvier 1777. — « Ancien canal de Picardie. État de ce qui est dû au sieur Mabou, inspecteur de l'ancien canal de Picardie, pour raison de ses appointements, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1777. » 300 l. 30 décembre 1777. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui demandant son avis sur une lettre « par laquelle M. le chevalier Ruel de Belle-Isle, commandant des fortifications de St-Quentin, Péronne, etc., demande qu'on le débarrasse de plusieurs effets du canal de Picardie qui sont restés chez lui, et qu'on lui paie, ainsi qu'à MM. St-Julien, de l'Espinasse et de Sohallat, les cinq premiers mois 1777, des appointements qui leur ont été accordés pour la carte et le nivellement de ce canal. » Paris, 1^{er} juillet 1780. — Réponse de l'Intendant à M. de Cotte. Amiens, 4 juillet 1780. — Lettre de M. Maillet, conseiller au bailliage de Saint-Quentin à l'Intendant, à l'effet d'obtenir l'office de

bailli du canal. St-Quentin, 18 janvier 1781. — Feuille d'appointements du sieur Esmangart de Bournonville, receveur général de l'ancien et du nouveau canal de Picardie, à raison de 1,500 l. par an. 31 décembre 1780. — Ordonnances de diverses dépenses relatives au canal de Picardie. 1781. — Lettre de M. Laurent de Champroisé à l'Intendant, lui dépeignant l'état misérable des employés du canal de Picardie, qui n'ont pas reçu leurs appointements depuis deux ans. St-Quentin, 30 décembre 1781. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant qu'il a donné ordre au trésorier général de passer au sieur Leleu, son commis à Amiens, une somme de 12.000 l. pour le paiement des employés du canal. Paris, 19 janvier 1782. — Lettre du sieur Lalouette, concierge du comte de Brienne à l'Intendant, sur ce que Pierre Dolé, son beau-frère, garde du canal de Picardie, ne reçoit que 120 l. de traitement, au lieu de 200 que porte sa commission [1787]. — Lettre favorable de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. 6 mai 1788. — Requête de Simon Godard, garde de l'ancien canal de Picardie au pont de la Frette de Fargniers, à l'Intendant, à l'effet d'obtenir un logement. 1788. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. 11 juillet 1789, — etc.

C. 1417. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1779-1781. — Canal de Picardie. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, contenant ses observations sur l'état des réparations à faire des écluses, ponts, digues, etc., du canal de Picardie pendant la présente année. Paris, 7 juin 1779. — Mémoire de Laurent de Lionne à l'Intendant, sur lesdites réparations. Péronne, 26 août 1779. — Réponse de l'Intendant à M. de Cotte. Amiens, 14 octobre 1779. — Requête des habitants de Fontaine-les-Clercs à l'Intendant, à l'effet de faire réparer le pont construit sur l'écluse du canal. Fontaine-les-Clercs, 1^{er} août 1780. — Lettre de M. de Bry à l'Intendant, sur ladite affaire. St-Quentin, 10 novembre 1780. — « Copie de la lettre écrite à M. Laurent de Lionne, par le sieur Mabou, inspecteur de l'ancien canal de Picardie, appelé de Crosat », relativement aux réparations à faire aux écluses de Fontaine et de Seraucourt. 4 mai 1781. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Paris, 7 mai 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, lui demandant l'autorisation d'exécuter lesdits travaux, qui lui paraissent urgents Amiens, 11 mai 1781. — Lettre de M.

Necker à l'Intendant, l'autorisant à exécuter lesdits travaux. Paris, 29 mai 1781, — etc.

C. 1418. (Liasse.) — 54 pièces papier (3 imprimées).

1779-1789. — Canal de Picardie. — Lettre de l'Intendant à M. de Villecholles, sur l'emploi des objets et droits utiles du canal au paiement des gages des employés dudit canal. Amiens, 7 juin 1779. — Lettre de l'Intendant à M. de Villecholles sur le même objet, et lui observant que « le principal motif, Monsieur, qui m'avait déterminé à vous confier la subdélégation de St-Quentin, était votre exactitude pendant votre adjonction à feu M. votre père, mais je vois avec peine, depuis environ un an, que vous traitez les affaires que je vous renvoie fort légèrement, et que vous ne répondez pas même aux lettres que je vous écris sur les objets les plus essentiels. » 7 février 1780. — Réponse de M. Gobinet de Villecholles à l'Intendant, s'excusant de ce que son retard à lui répondre provient de la charge de premier échevin, qu'il a « maladroitement accepté. » St-Quentin, 11 février 1780. — Lettre de l'Intendant à M. de Bry, subdélégué à St-Quentin, sur la même affaire. 25 février 1780. — Lettre de M. de Bry à l'Intendant, sur le dérangement des affaires de l'adjudicataire des objets utiles du canal de Picardie, à la caisse duquel il doit des sommes considérables. Saint-Quentin, 28 février 1780. — Correspondance sur ladite affaire. 1780. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, l'informant que ledit adjudicataire a soldé, avec le secours de sa famille, 13.636 l., 19 s. 7 d. qu'il devait au Roi au 1^{er} janvier 1780. 6 avril 1780. — « Distribution des différentes parties de l'ancien et nouveau canal de Picardie à affermer pour 9 années, à commencer du 1^{er} janvier 1785, jusqu'au 31 décembre 1793 » (impr. 14 p. in-4° Amiens, 1784). — « Ancien et nouveau canal de Picardie. Clauses et conditions générales de l'adjudication des digues et terrains excédant le gros bornage, ainsi que la pêche, et de la jouissance des arbres fruitiers, et de tous les bois tant à pied que montants, sur toute l'étendue de l'ancien et nouveau canal de Picardie, depuis Bantheul, jusqu'à St-Quentin, La Fère, Chauny et Sempigny » (impr. 16 p. in-4° Amiens, 1784). — Avis de la mise en adjudication des droits utiles dudit canal, pour le 24 mai 1784 (impr. affiche). — Requête des fermiers du canal à l'Intendant, se plaignant de délits commis sur la partie à eux affermée. 1785. — Mémoire de M. de Bry à l'Intendant sur ladite affaire. St-Quentin. 12 mai 1785. — Correspondance relative aux droits utiles du canal. 1785. — « État des sommes dues par les adjudicataires du canal de Picardie au 1^{er} mars 1789. » — Id. 10 juillet 1789. — Id. 18 septembre 1789, — etc.

C. 1419. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1779-1781. — Canal de Picardie. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui demandant ses observations sur une requête des prier et religieux de l'abbaye de St-Quentin en Isle, avec un plan et devis estimatif des bâtiments qu'ils désirent faire construire sur un terrain que le Conseil leur a permis d'acquérir pour l'exploitation de leur étang de Haut. Amiens, 12 octobre 1779. — Observations de M. Laurent de Lionne à l'Intendant sur ladite requête. 16 janvier 1780. — Mémoire de l'Intendant à M. Necker sur ladite affaire. Amiens, 20 janvier 1780. — Requête de Pierre-Joseph Dupont, négociant à St-Quentin à l'Intendant, demandant la concession pour 99 ans d'un terrain dépendant du canal de Picardie, pour y construire un magasin à avoines. 11 mars 1780. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant sur ladite requête. Péronne, 7 juin 1780. — Requête du sieur Dupont à l'Intendant, à l'effet d'obtenir la concession pour 99 ans d'un autre terrain, pour le même usage. 16 mai 1781. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant sur ladite requête. Nauroy, 10 juillet 1781. — Ordonnance de l'Intendant portant concession dudit terrain à Charles Dupont. 24 juillet 1781, — etc.

C. 1420. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1780-1790. — Canal de Picardie. — Lettre de l'Intendant à M. Leleu, sur la rente d'indemnité faite à la communauté d'Artemps. 27 mars 1780. — Lettre de M. de Bournonville à l'Intendant, sur la mise en règle des titres constitutifs des rentes d'indemnités sur l'ancien canal de Picardie. St-Quentin, 2 mars 1789. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur une requête de François Walmé à l'effet d'être indemnisé du tort à lui causé par les eaux du canal au-dessous du pont de Quessy, et d'obtenir la réparation de la buze qui traverse ledit canal, et dont le mauvais état a occasionné la crue dont il se plaint. 11 juillet 1789, — etc.

C. 1421. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1780-1781. — Canal de Picardie. — Lettre de M. de Bry à l'Intendant, relativement à la construction d'un pont en bois. St-Quentin, 10 septembre 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui

envoyant l'arrêt du Conseil du 27 septembre 1780, qui fixe les droits à payer par les bateaux sur l'ancien canal de Picardie. Amiens, 15 octobre 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui demandant son avis sur une requête de M. de Chauvenet de Lesdins, qui demande la permission de faire des plantations sur les pièces de terre qui lui appartiennent le long du canal. 12 novembre 1780. — Requête de M. de Chauvenet à l'Intendant, sur le même objet. St-Quentin, 19 juin 1781. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Nauroy, 10 juillet 1781, — etc.

C. 1422. (Liasse.) — 124 pièces papier (79 cartes gravées).

1780-1788. — Canal de Picardie. — « Copie d'une lettre remise à M. le directeur général », sur les moyens d'établir sur la Somme un canal de communication, pour joindre celui que l'État se propose d'établir pour la jonction de l'Escaut avec l'Oise, prétendant que les eaux du canal souterrain en construction se perdent dans un gouffre. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur les faits exposés dans ladite lettre. Paris, 20 juin 1780. — Lettre de l'Intendant à M. de Cotte sur ladite affaire. 3 juillet 1780. — Procès-verbal de la visite dudit canal, par MM. Louis-François Rigault, physicien, chimiste et naturaliste de la marine, et correspondant de l'académie royale des sciences, Georges Neukomm, architecte, constructeur de bâtiments en bois et de machines hydrauliques, et Quentin Bachelet, architecte, tous trois demeurant à St-Quentin. 11 juillet 1780. — Note de ce qui est dû aux dits trois experts. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui mandant que « l'intention de M. le directeur général est que M. Laurent procure à M. de Limay tous les papiers et les renseignements dont cet inspecteur général a besoin pour remplir sa commission, et qu'il l'accompagne partout où il sera nécessaire. Paris, 22 août 1780. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, l'informant que « M. Grogard, ingénieur général de la marine, après avoir visité par ordre du gouvernement les ports de St-Valery et du Crotoy, a eu la curiosité de visiter le canal souterrain de Picardie. Après avoir examiné dans le plus grand détail les parties de cet ouvrage qui sont exécutés, et les projets donnés par M. Laurent pour achever et perfectionner ce monument, cet ingénieur m'en a témoigné la plus grande satisfaction, nous avons discuté ensemble les principales objections faites jusqu'à présent contre cet ouvrage, et nous avons reconnu que les différents moyens projetés par mon oncle et moi,

pour remédier aux inconvénients qu'on lui trouve étaient de nature à lever toute espèce de doute et de difficulté. » Péronne, 5 septembre 1780. — « État des frais de la visite faite au canal souterrain de Picardie, en exécution des ordres de la cour, du 12 août dernier. » 4 novembre 1780. — « Extrait d'un mémoire présenté à M. Joly de Fleury, le 31 janvier 1782, relativement au canal de Picardie » [1783]. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, l'informant que « l'archiduchesse Christine, gouvernante générale des Pays-Bas et M. le duc de Saxe-Teschén, son époux, ont honoré hier 27 le canal souterrain de leur présence, vers 2 heures après-midi, en se rendant à Paris. On n'a été prévenu de leur arrivée qu'une demi-heure à l'avance, je n'étais point encore arrivé à Nauroy, M. de Champrosé était venu au devant de moi jusqu'à St-Quentin, et tout ce qu'a pu faire M^{me} de Champrosé, a été de rassembler quelques hommes pour conduire leurs altesses en bateau. Elles ont paru frappées d'admiration à la vue du morceau fini en grand, et ont eu la bonté de charger le curé de Nauroy qui les a accompagnées, de m'exprimer leur regret de n'avoir pu me témoigner à moi-même, combien elles sont satisfaites de leur visite. » Péronne, 28 juillet 1786. — « Époques des paiements faits du prix des médailles frappées à l'occasion du canal souterrain. » — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui rendant compte d'une visite faite au canal souterrain par le prince de Condé et le duc d'Enghien. Nauroy, 21 juillet 1788. — Lettre de M. de Villedeuil à l'Intendant, l'informant que le Roi a chargé le marquis d'Estourmel, maréchal de camp, de l'examen du canal souterrain de Picardie. Versailles, 24 août 1788. — Lettre du marquis d'Estourmel, rendant compte de sa visite audit canal. Cambrai, 19 octobre 1788. — « Carte figurative de la jonction des navigations de la Flandre avec celles de la France, par le canal souterrain de Picardie », — etc.

C. 1423. (Liasse.) — 23 pièces papier (1 plan).

1780-1787. — Canal de Picardie. — Lettre de M. de Bry à l'Intendant, lui demandant devant quelle juridiction il doit poursuivre un individu surpris à faire paître des vaches sur la digue du canal. St-Quentin, 21 juillet 1780. — Procès-verbal dressé contre Valentin Turbaux, pour contraventions commises sur le canal de Picardie. 28 mai 1780. — Ordonnance de l'Intendant, qui condamne ledit Turbaux. 1^{er} juin 1781. — Procès-verbaux et ordonnances contre plusieurs dé-

linquants. — « Plan du canal de Picardie, depuis le terrain de Fontaine-les-Clercs, jusqu'au-dessous du pont du Hamel. » 1787, — etc.

C. 1424. (Liasse.) — 10 pièces papier.

1781. — Canal de Picardie. — Requête de Georges Neukom, entrepreneur de bâtiments à St-Quentin, à l'Intendant, à l'effet d'obtenir la jouissance pendant 99 ans d'un terrain dépendant du nouveau canal de Picardie, pour y établir des magasins. 16 mai. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite demande. Nauroy, 10 juillet. — « Projet d'ordonnance » à rendre pour accorder au sieur Neukom la jouissance dudit terrain. 23 juillet, — etc.

C. 1425. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1781-1785. — Canal de Picardie. — Lettre de M. de Bry à l'Intendant, relativement à une barrière arrachée sur l'une des digues du canal. St-Quentin, 9 juin 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui demandant son avis sur une requête de la compagnie Grissette et Petit pour le commerce des cendres houilles servant à l'engrais des terres, par laquelle ils exposent que la navigation de l'ancien canal de Picardie est embarrassée, et proposent les moyens d'y remédier. Amiens, 12 juin 1781. — Requête des intéressés dans la compagnie de Beaurain et Petit pour la vente des terres houilles servant à l'engrais des terres, se plaignant du mauvais état du chemin qui conduit à la tête du canal du faubourg St-Martin [1785]. — Requête de la même compagnie, à l'effet d'être autorisée à faire relever la digue droite du nouveau canal de Picardie, depuis l'ancien canal, jusqu'au faubourg d'Isle. [1785]. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui demandant son avis sur une requête de Quentin Graux, à l'effet qu'il lui soit passé un bail de 99 ans pour un terrain excédant les digues de l'ancien canal à Raucourt. 21 juin 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, au sujet d'une requête de Louis Routier, marinier sur le canal de Picardie, qui se plaint de ce que le bassin de l'ancien canal de Picardie, à la tête de l'écluse de Chauny, qui a été curé en 1777, soit encore encombré de vase. Amiens, 26 juin 1781. — Lettre de M. de Bry à l'Intendant, sur des réparations à faire à la petite chaussée qui conduit au canal. St-Quentin, 1^{er} septembre 1781. — Requête de François Ancelin, garde du canal de Picardie et meunier à Artemps, demandant une indemnité pour le chômage de son moulin pendant les travaux du canal, et une somme de 800 l. pour le chômage de son moulin pendant six semaines d'été chaque

année, et que ses gages, qui ne sont que de 60 l., soient portés à 200. [1782]. — « Observations sur la requête du meunier d'Artemps », par M. Laurent de Lionne. 18 octobre 1785. — Mémoire de M. Colliette à l'Intendant sur ladite affaire. St-Quentin, 20 octobre 1785. — Ordonnance de 300 l. de dédommagement à la veuve de François Ancelin, fermière du moulin d'Artemps. 1^{er} novembre 1785. — Requête de Claude Roguet, poissonnier à Pargny-sur-Somme, à l'Intendant, à l'effet d'être ascensé d'un chemin, pour pouvoir arriver à ce qui lui reste de terrain, l'autre partie ayant été prise par le canal. Pargny, 17 janvier 1784, — etc.

C. 1426. (Liasse.) — 18 pièces papier (1 plan).

1782. — Canal de Picardie. — Lettre de M. Leschevin, premier commis des bureaux de M. Amelot, à l'Intendant, lui recommandant un mémoire que doit lui présenter M. Lamant, directeur de la compagnie des charbons épurés à Valenciennes, pour obtenir la concession d'un terrain sur le port de St-Quentin, destiné à y construire un magasin pour l'approvisionnement de Paris et de la Normandie. « Je réclame donc vos bontés pour cette compagnie à laquelle je prends le plus vif intérêt, puisque ce sont tous nos amis qui la composent, le célèbre Buffon à la tête, par tout ce qui tient à cette importante découverte.... Je réclame aussi votre protection pour cette compagnie, dans votre ville principale : le commerce ayant représenté qu'il manquait de bois, la compagnie y a fait passer sur-le-champ des charbons épurés, et va y envoyer un architecte à demeure pour les constructions. Je vous prie de l'appuyer de votre protection ; c'est un jeune homme plein d'intelligence et de talents, qui vient d'être employé par le gouvernement à monter les chaudières de la manufacture royale des Gobelins et la brasserie. » 25 juin. — Lettre de M. Lamant à M. Maugendre, au sujet de pavés hors d'usage dont il demande l'autorisation à l'Intendant de se servir, pour faire un chemin du canal aux magasins de ladite compagnie. Valenciennes, 8 septembre. — « Compagnie d'épurement. Concession d'un terrain sur le port à St-Quentin, pour y faire un magasin, avec chaussée et place pavée, pour y déposer les charbons épurés. Mémoire », avec un plan. St-Quentin, 13 décembre. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui en voyant l'ordonnance qu'il a rendue pour accorder à la compagnie d'épurement un terrain sur les bords de l'ancien canal de Picardie. 25 décembre, — etc.

C. 1427. (Liasse.) — 4 pièces papier.

1783. — Canal de Picardie. — Requête de Georges Neukom, marchand marinier à St-Quentin, à l'Intendant, se plaignant de voies de fait exercées sur lui par le nommé Claude Lesourd, et des avaries que celui-ci lui a fait essuyer à la tête du canal à St-Quentin. 30 juin. — Procès-verbal d'information par M. de Bry, subdélégué à St-Quentin, sur ladite affaire. 16 juillet. — Lettre de M. de Bry à l'Intendant, l'informant comme quoi il a arrangé ladite affaire. St-Quentin, 17 juillet, — etc.

C. 1428. (Liasse.) — 33 pièces papier.

1785-1788. — Canal de Picardie. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, au sujet de plaintes adressées au contrôleur général, sur le mauvais état des écluses et ponts de l'ancien canal de Picardie. 10 avril 1785. — Correspondance relative à la réparation de l'écluse de Fontaine-les-Clercs. 1785. — « Canal de Picardie. Fourniture de la chaux nécessaire pour les réparations de l'écluse de Fontaine-les-Clercs adjudgées le 26 avril 1785 au nommé Honoré Gobeaux, moyennant 15 sols la manne. » 12 juin 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel les laboureurs des provinces de Picardie, d'Artois et du Cambresis se plaignent du projet que l'on a d'intercepter la navigation du canal de Picardie pendant un an. 25 mai 1785. — « Canal de Picardie. Réparations journalières à faire aux digues du canal de Picardie, pour boucher les renards d'eau, depuis le pont d'Oestre, jusqu'à l'écluse de Seraucourt et du Hamet, adjudgées le 30 octobre 1784 au nommé Charles Vitret, moyennant 96 livres. » 20 juin 1785. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui demandant son avis sur une requête des sieurs Petit, Fouquier et compagnie, négociants à St-Quentin, faisant le commerce des cendres houilles pour l'engrais des terres, qui se plaignent du projet de rétrécir la communication de l'ancien et du nouveau canal à leur jonction au lieu dit le Pont-Tournant, au faubourg St-Martin à St-Quentin. 14 août 1785. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite requête. Péronne, 12 octobre. — Procès-verbal d'estimation de l'indemnité due pour une pièce de terre prise pour le canal à l'hôpital général des pauvres de Noyon. 19 novembre 1785, — etc.

C. 1429. (Liasse.) — 6 pièces papier (1 imprimée).

1785-1788. — Canal de Picardie. — Avis de la mise en adjudication de travaux au canal de

Picardie, pour le 22 avril 1786 (impr. affiche), — etc.

C. 1430. (Liasse.) — 8 pièces papier (2 imprimées).

1786-1787. — Canal de Picardie. — Requête de Marie-Marguerite-Élisabeth Gamache, propriétaire de la maison de St-Claude, banlieue de St-Quentin, se plaignant de ce que le garde du canal empêche ses bestiaux de passer sur la digue du canal, pour aller pâture dans les marais, comme il s'est fait de temps immémorial. 1786. — « État des impressions faites pour le service du canal de Picardie, par Caron l'aîné, imprimeur du Roi à Amiens, pendant les années 1785 et 1786. » 18 janvier 1787. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui condamne les nommés Charles-Antoine Beaurin, Eloi Deliancourt, et Marie Deliancourt, habitants du Hamet, en 24 l. d'amende envers le Roi, pour avoir fait des menaces publiques de couper la barrière posée à travers la digue du canal de Picardie, au-delà de l'entrée de la commune, et ordonne que la barrière posée par le directeur dudit canal, sur la rive gauche, qui a été coupée, sera rétablie telle qu'elle était, etc. » 18 avril 1787 (impr. affiche). — Requête d'Antoine Vilain, journalier à Honnecourt, à l'Intendant, demandant issue par les digues du canal pour atteindre une prairie qui lui appartient. 17 mai 1787. — Requête des grand prieur et religieux de l'abbaye d'Honnecourt à l'Intendant, relativement à des arrérages de rentes d'indemnités qui leur sont dues pour le canal de Picardie. Honnecourt, 27 décembre 1788, — etc.

C. 1431. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1787-1789. — Canal de Picardie. — « Canal de Picardie. Devis des conditions auxquelles sera tenue de se conformer la personne qui entreprendra les fourniture, pose, réparation et entretien des crics servant à la manœuvre des écluses du canal de Picardie, depuis St-Quentin, jusques et compris Sempigny. » 10 mai 1789. — « Détail estimatif des fourniture, pose, réparations et entretien des crics du canal de Picardie, pendant chacune des années 1789, 90, 91, 92 et 93. » 10 mai 1789. — « Devis des clauses et conditions auxquelles seront tenues de se conformer les personnes qui entreprendront les réparations journalières à faire aux digues du canal de Picardie, pour boucher les renards

d'eau sur toute l'étendue dudit canal, depuis Bantheul, jusqu'à La Fère et Chaulny », etc. 12 février 1789. — « Détail estimatif de ce que doivent coûter annuellement les réparations des renards d'eau et courois à faire dans les digues et autour des écluses, aqueducs, etc., du canal de Picardie. » — « Devis des clauses et conditions auxquelles seront tenues de se conformer les personnes qui entreprendront le faucardement ou hernuage (?) de l'ancien et nouveau canal de Picardie, pendant le terme de cinq années consécutives. » 12 février 1789. — « Détail estimatif de ce que doit coûter annuellement le faucardement de l'ancien et nouveau canal de Picardie, depuis Bantheul jusques à La Fère et Chaulny. » 12 février 1789. — « Devis des clauses et conditions auxquelles sera tenue de se conformer la personne qui entreprendra la peinture des portes d'écluses, ponts, barrières, poteaux, bâtiments, etc., de l'ancien et nouveau canal de Picardie, pendant cinq années consécutives. » 10 mai 1789. — « Détail estimatif des peintures à faire pour l'ancien et nouveau canal de Picardie, pendant les années 1789, 90, 91, 92 et 93. » 10 mai 1789, — etc.

C. 1432. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1788-1789. — Canal de Picardie. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que la généralité a été comprise dans la répartition des fonds destinés aux travaux des navigations de la présente campagne, pour une somme de 10.000 l., et pour celle de 30.000 l. sur les fonds des ports maritimes. 5 avril 1788. — Requête de Jacques Nicolas, dit Cravatte, maître maçon à Chauny, adjudicataire des travaux de la maison du garde de l'écluse de Tergnier, à l'effet d'être payé d'un supplément qu'il prétend lui être dû sur le prix de son adjudication. Chauny, 3 juin 1788. — Mémoire de M. Laurent de Lionne sur ladite requête. 26 juin 1788. — Lettre de M. Colliette à l'Intendant, relativement aux arrérages dus à la caisse du canal par le nommé Lecomte, boucher à Chauny, et la veuve Routier, sa caution. St-Quentin, 21 août 1788. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, relativement à une indemnité réclamée par Pierre-Antoine Douchet, éclusier du canal de Picardie à Fontaine-les-Clercs, pour le tort que lui a causé l'assèchement du canal pendant les années 1785 à 1787. 25 juin 1788. — Lettre du duc de Villars-Brancas, relativement à l'indemnité qui lui est due pour des terres dont il jouissait à titre d'engagiste du domaine, et qui ont été prises pour le canal. Paris, 6 juillet 1788. — « Copie de la lettre écrite par M. Laurent de Lionne à M. le duc de

Villars-Brancas. » Paris, 26 juin 1788. — Requête de Jean-François-Antoine Tilloy, négociant à St-Quentin, à l'effet qu'il lui soit donné acte du désistement qu'il fait de la concession qui lui a été faite d'un terrain sur le canal, à St-Quentin. St-Quentin, 3 décembre 1788, — etc.

C. 1433. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1789. — Canal de Picardie. — Lettre des prévôt, échevins et magistrats de Cambrai à l'Intendant, lui demandant d'autoriser le sieur Laurent de Champroisé à leur céder des blocs de pierre inutilisés pour le canal Picardie, pour être employés au campanile et à l'escalier de leur hôtel-de-ville dont ils font reconstruire la façade. 16 mars. — Mémoire de M. Laurent de Lionne sur ladite affaire. Péronne, 13 mai. — « Arrérages de redevances dus au canal de Picardie, par les adjudicataires de la ferme dudit canal, au 1^{er} janvier 1789. » St-Quentin, 29 avril. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur la grande quantité de pommiers et noyers que les grandes gelées de l'hiver précédent ont fait mourir sur les digues du canal. 14 novembre. — « Vente d'arbres morts sur le canal de Picardie », — etc.

C. 1434. (Liasse.) — 35 pièces papier.

1789-1790. — Canal de Picardie. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur la chute d'un bajoyer à l'écluse de Voyaux. Voyaux, 12 juillet 1789. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des renseignements sur ledit accident. Paris, 26 juillet 1789. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, relativement à un bateau chargé de charbon, et endommagé lors dudit accident. 10 août 1789. — Lettre de M. de la Millière à M. Maugendre, sur une demande d'indemnité faite par le propriétaire dudit bateau. Paris, 27 août 1789. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur les travaux faits pour la réparation dudit accident. 14 novembre 1789. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, l'informant que ledit bajoyer est de nouveau tombé. 22 novembre 1789. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire de la compagnie de Beaurain et Petit, réclamant une indemnité pour le préjudice que lui cause l'interruption du passage par la chute dudit bajoyer. Paris, 4 décembre 1789. — Mémoire de M. Laurent de Lionne sur ladite requête. Amiens, 25 décembre 1789. — Mémoire de

M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. 26 mars 1790. — Mémoire de M. Colliette sur le même objet. St-Quentin, 10 avril 1790, — etc.

C. 1435. (Liasse.) — 127 pièces papier.

1729-1790. — Canal de Picardie. Comptabilité. — « Ordonnance de Monseigneur l'Intendant de Soissons, portant liquidation des sommes dues à chaque particulier, dont les fonds ont été pris en 1728, pour la construction du canal de Picardie, ou occupés en ladite année, pour faciliter les travaux dudit canal et indiquant les temps auxquels chaque année successivement, pareilles liquidations seront faites jusques à l'entière construction dudit canal, en ce qui dépend de la généralité de Soissons. » Soissons, 10 novembre 1729 (impr. affiche). — « Ancien et nouveau canal de Picardie, récapitulation des états de dépenses faites, pour l'ancien et nouveau canal de Picardie, pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1779. » — Mémoire de Claude Julien, banquier à Paris, de présent à Gênes, à l'Intendant, relativement à un projet d'emprunt pour le canal de Picardie. Gênes, 4 octobre 1784. — « Compte que rend à Mgr. le comte d'Agay, intendant de Picardie, le sieur Leleu, trésorier du canal de Picardie, pour raison des recette et dépense par lui faites relativement au dit canal, depuis le 1^{er} octobre 1774, jusqu'au 31 décembre 1785. » — Id. 1786. — Id. 1774-1787. — Id. 1787. — « Observations sur les deux projets d'états du Roi joints à la lettre de M. l'Intendant du 20 novembre dernier, concernant l'emploi des fonds des exercices 1787 et 1788 destinés aux dépenses du canal de Picardie, pendant les années 1788 et 1789, sur le projet d'état du Roi de 1787. — « État des sommes redues par les fermiers de la pêche et des digues du canal de Picardie. » 13 février 1790. — etc.

C. 1436. (Liasse.) — 89 pièces papier.

1785-1787. — Canal de Picardie. Comptabilité. — Ordonnances de paiements pour travaux d'entretien, — etc.

C. 1437. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 18 papier (6 imprimées).

1769-1772. — Canal de la Somme. — « Projet d'arrêt du Conseil, pour rendre la rivière de Somme navigable, en commençant à l'ancien canal de Picardie, pris à St-Simon, passant par Ham, Péronne, Bray, Corbie, jusqu'à Amiens, où la Somme commence à être navigable. » 1769. — Mémoire sur la navigation de la Somme d'Amiens à Abbeville. 1769. — Lettre de l'Intendant à

M. Bertin, lui demandant de proroger pendant douze ans l'octroi de Picardie, pour pouvoir rendre la Somme navigable dans tout son cours, et la joindre à l'ancien canal de Picardie « achevé de La Fère à St-Quentin, et qu'on prolonge aujourd'hui, en le joignant avec l'Escaut et toutes les navigations de la Flandre. » Paris, 10 avril 1770. — « Copie de la lettre de M. Bertin à M. le contrôleur général », sur ledit projet. Versailles, 15 avril 1770. — Réponse de M. Bertin à l'Intendant. Versailles, 15 avril 1770. — « Projet d'arrêt pour la navigation. Ce projet a été adopté par M. Bertin, et l'arrêt du Conseil y est conforme. » — « Observations pour le projet d'arrêt pour la navigation de la rivière de Somme. » — Réponse aux dites observations. — « Arrêt du Conseil d'État du Roi, qui ordonne qu'il sera ouvert un canal de navigation depuis l'ancien canal de Picardie, pris à St-Simon, jusqu'à Amiens, et que la rivière de Somme sera redressée et nettoyée depuis Amiens jusqu'à la mer. » 1^{er} juillet 1770 (impr. 4 p. in-4°). — Lettre de M. Bertin à l'Intendant, lui envoyant ledit arrêt, et lui mandant que « tous ces ouvrages doivent être exécutés sous vos ordres, et sous la direction du sieur Laurent, en vertu des ordonnances que vous donnerez sur les octrois de Picardie, à fur et mesure d'œuvre. J'ai rendu compte au Roi du travail que vous avez fait et des soins que vous avez pris, pour rendre à la province de Picardie le service important de faire construire un canal qui a fait l'objet des spéculations de M. de Vauban et des vœux de tous les magistrats à qui l'administration de cette province a été confiée, depuis un siècle. » Marly, 1^{er} juillet 1770. — « Mémoire sur le commerce maritime de la ville d'Amiens, et sur les dispositions relatives à la navigation de la rivière de Somme », par plusieurs commerçants d'Amiens. 15 février 1772, — etc.

C. 1438. (Liasse.) — 52 pièces papier.

1772-1776. — Canal de la Somme. — Procès-verbaux d'estimation des terrains pris pour ledit canal. — Requête du marquis d'Estourmel à l'Intendant, réclamant que, dans la feuille d'indemnité qui sera dressée des terrains pris dans les communes de cette paroisse pour la formation du canal de la Somme, il soit fait distraction d'un tiers à son profit, en qualité de seigneur du lieu. 1^{er} mars 1776. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite réclamation. Péronne, 15 mai 1776. — Requête des habitants de Cappy à l'Intendant, contre la réclamation du marquis d'Estour-

mel. — Lettre de M. de Fourqueux à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire du marquis d'Estourmel, par lequel celui-ci représente au contrôleur général le tort que lui cause le canal, et demande que l'on procède à l'estimation des dommages qu'il éprouve. Paris, 31 mars 1776. — « Copie du procès-verbal d'indemnité, agréé et consenti par Messire Louis-Marie, marquis d'Estourmel, seigneur de Suzanne et autres lieux, etc. » 12 novembre 1777. — « Projet d'ordonnance à expédier au bas du procès-verbal qui sera envoyé à Mgr. l'Intendant par M. le marquis d'Estourmel. » — Lettre du marquis d'Estourmel à l'Intendant, sur ladite affaire, et ajoutant : « M. Carpentier n'a encore reçu ni les 100 pistoles de fonds de charité, ni la boîte d'onguent ; je me recommande à vous, Monsieur, pour ces deux objets. » Paris, 13 décembre 1778. — Requête de Claude Caron, laboureur à Herbécourt-en-Santerre à l'Intendant, se plaignant de ce que le chapitre de Noyon veut continuer à lui faire payer des censives, pour des terrains pris sur lui pour le canal de la Somme. 12 avril 1776. — « Réponse à la requête du sieur Caron, d'Herbécourt », par M. Laurent de Lionne. Péronne, 27 septembre 1776. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville sur ladite affaire. Péronne, 31 janvier 1777. — Requête de Louis de Blottefière, chevalier, seigneur de Voyenne et Courtemanche en partie, chevalier de St-Louis, gouverneur de la ville d'Argenteuil en Ile de France, à l'Intendant, réclamant contre la modicité de l'indemnité qui lui a été allouée pour cause du passage sur ses terres du canal de la Somme. Ham, 15 novembre 1776. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 17 novembre 1777. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui demandant son avis sur une indemnité réclamée par le nommé Fressart, syndic, et les principaux habitants de Voyennes pour terrains pris pour le canal de la Somme. Versailles, 8 juin 1781. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite réclamation. Nauroy, 18 juillet 1781, — etc.

C. 1439. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1772-1773. — Canal de la Somme. — Requête à l'Intendant, par Julien Alaterre, adjudicataire des fermes générales unies de France, à l'effet d'obtenir la décharge d'un corps de garde, qui doit être démoli pour le passage du canal à Bayencourt ; et ordonnance de l'Intendant faisant droit à ladite requête. 27 août 1772. — Avis de la mise en adjudication des matériaux dudit corps de garde, pour le 22 septembre

1772. — Procès-verbal de ladite adjudication à Florent Loyson. 22 septembre 1772. — etc.

C. 1440. (Liasse.) — 5 pièces papier (1 imprimée).

1773-1780. — Canal de la Somme. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui, en confirmant celui du 1^{er} juillet 1770, accorde la direction générale de tous les travaux du canal de la Somme au sieur Laurent de Lionne, au lieu et place du feu sieur Laurent, son oncle. » Versailles, 27 novembre 1773 (impr. 4 p. in-4° St-Quentin 1774). — Ordonnance de 4.000 l. pour les appointements du sieur Laurent de Lionne, directeur des ouvrages du canal de la Somme, pendant l'année 1779. 7 janvier 1780, — etc.

C. 1441. (Liasse.) — 4 pièces papier (1 imprimée).

1774-1775. — Canal de la Somme. — Mémoire relatif aux contrefossés du canal de la Somme. 1774. — « Ordonnance de Mgr. l'Intendant, portant défenses à tous propriétaires et fermiers riverains des contrefossés du canal de Picardie, de planter aucun arbre montant à plus de six pieds des bords des dits contrefossés, ni même aucune espèce de bois de raspe, qui se coupe à pied, à plus d'une toise et demie des dits bords. » 22 octobre 1774 (impr. affiche). — « Relevé du toisé des ouvrages faits au canal de la Somme, depuis le 1^{er} août 1770, jusqu'au 1^{er} juillet 1774, et des dépenses que ces travaux ont occasionnées, tant pour l'excavation des terres, qu'en frais extraordinaires et appointements des employés », — etc.

C. 1442. (Liasse.) — 22 pièces papier.

1775-1788. — Canal de la Somme. — Nomination de Pierre Seret, en qualité de garde du canal de la Somme. Amiens, 20 octobre 1775. — Id. d'Antoine Gobain. 21 octobre 1775. — Id. de La Ruelle. 21 octobre 1775. — Lettre de M^{me} Mallard, nourrice du Roi, à l'Intendant, lui recommandant le sieur Dollé, pour lui donner un emploi. Paris, 12 octobre 1777. — Commission de garde-pont à Pargny, à Pierre Dollé. 8 février 1778. — « Réception de Jean-Pierre Dollé, garde du pont de Pargny, pour le canal de la Somme. » 5 mars 1778. — Commission de garde-écluse à Sailly-Lorette, à Firmin de Brie, en remplacement de Wannesson, décédé. 8 février 1778. — Commission de garde-écluse à Offoy, à Antoine Gobain, au lieu de Jean-Pierre Monfliers. 8 février 1778. — « Réception de Louis Damay, garde du canal de la Somme. » 7 septembre 1778. — Id. de François Guilbert. 7 septembre 1778.

— Id. de Charles Serandolle. 7 septembre 1778. — « État des places de gardes vacantes sur le canal de la Somme, auxquelles il convient de nommer. » 5 mars 1788, — etc.

C. 1443. (Liasse). — 23 pièces papier.

1775-1779. — Canal de la Somme. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel le sieur Sauvage demande qu'il lui soit permis de construire un moulin à eau sur le bord de la digue du canal de la Somme. Paris, 25 décembre 1775. — Mémoire de l'Intendant à M. Trudaine, sur ladite demande. 24 février 1776. — Lettre de M. de Montbarey à l'Intendant, au sujet d'une lettre « de M. d'Estouilly, lieutenant de Roi à St-Quentin, et du prieur de l'abbaye de Ham, concernant les travaux de la Somme, dont est chargé M. Laurent de Lionne. » Versailles, 24 mai 1778. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 24 août 1778. — Procès-verbal de visite par Charles-Alexandre-François Gobinet de Villecholles, subdélégué à St-Quentin, et Georges Neukome, expert, d'une rivière près du canal de Picardie à St-Simon. 6 septembre 1778. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire de M. d'Estouilly, par lequel il se joint aux religieux de l'abbaye de Ham, pour se plaindre du tort que leur occasionnera un moulin que M. Laurent se propose de faire construire à l'endroit d'une petite écluse servant pour le canal. 4 novembre 1778. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. 11 juin 1779. — Mémoire de l'Intendant à M. de Cotte. Amiens, 26 juin 1779, — etc.

C. 1444. (Liasse.) — 6 pièces papier (1 plan).

1775-1776. — Canal de la Somme. — « Copie des ordres donnés au sieur de Fiéville par Mgr. l'Intendant de Picardie, suivant la lettre du 9 juillet 1775. » — « Projet de lettres patentes, pour établir à Péronne une justice royale qui connaisse des droits de propriété du canal de la Somme, des crimes, délits, etc., qui pourraient s'y commettre, etc., etc. » 1775. — Procès-verbal d'adjudication des foins sur les digues du canal. 9 juillet 1776. — Plan d'une partie du canal de la Somme, de la ferme de Bazincourt à celle de Sormont. 1776. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui envoyant le dit plan, les digues de cette partie du canal menaçant ruine. 9 décembre 1776, — etc.

C. 1445. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1777. — Canal de la Somme. — Requête de Claude-Quentin Nobécourt, licencié en théologie et chanoine théologal de Péronne, à l'Intendant, demandant qu'on lui cède la propriété d'armes appartenant au Roi, et plantés sur le canal, à titre d'indemnité, pour le préjudice causé par lesdits arbres à une briqueterie qui lui appartient. 17 janvier. — Lettre de M. Taboureau à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur un mémoire de M. Chabanel, ingénieur du Roi à St-Quentin, contenant un projet de dessèchement de la vallée de la Somme. Paris, 17 février. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui envoyant sa réponse audit mémoire. Paris, 13 avril. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, sur le même objet. 19 avril. — Lettre de M. Taboureau à l'Intendant, sur des difficultés qui se sont élevées relativement à la continuation du canal de la Somme. Versailles, 8 mai. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 23 mai. — Mémoire de M. Laurent de Lionne, sur des indemnités reçues mal à propos par la veuve Vacquette et le sieur La Croix de Neelle. Péronne, 14 août. — « Projet d'ordonnance à rendre pour la veuve de Louis Vacquette de Sommette. » 6 septembre. — « Projet d'ordonnance à rendre pour le sieur La Croix de Nesle. » 6 septembre. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur la suspension des travaux du canal de la Somme. Péronne, 10 novembre. — « Récapitulation générale de la dépense du canal de la Somme, depuis le 1^{er} janvier 1777, jusqu'au 1^{er} décembre de la même année », — etc.

C. 1446. (Liasse.) — 7 pièces papier (2 imprimées).

1778. — Canal de la Somme. — Estimation de l'indemnité due à l'abbaye de St-Vaast d'Arras, pour terrains pris sur elle à l'Éclusier, pour le canal de la Somme. Janvier. — Lettre de l'abbé de Breteuil à l'Intendant, relativement à la tourbe provenant du terrain pris dans la prairie appartenant au duc de Chartres à Bray. Paris, 10 février. — « Ordonnance de M. l'Intendant, qui défend à tous propriétaires et fermiers des prairies et marais adjacents à la navigation et au canal de la Somme, d'extraire des tourbes ou bousins, plus près que six toises du bord extérieur des contre-fossés de ladite navigation. » 26 avril (impr. affiche), — etc.

C. 1447. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1778-1780. — Canal de la Somme. — Requête

d'Henri Thierion, seigneur de Chipilly, à l'Intendant, à l'effet de permettre aux habitants de Chipilly d'extraire des tourbes pour leur chauffage, à l'endroit où doit passer le canal. 6 mai 1778. — Mémoire sur ladite affaire. Sailly-Lorette, 29 avril 1779. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur la manière dont les paroisses de Sailly-le-Sec, Sailly-Lorette et Chipilly, ont usé de la permission qui leur a été accordée de tirer des tourbes sur l'emplacement du canal. 15 mars 1780. — « Copie du certificat que M. de Fiéville a donné, qui constate le refus de la paroisse de Chuignolles, du mois de mai 1778. » — « Copie de l'ordonnance rendue par Mgr. l'Intendant d'Amiens, mise au bas de la soumission de Claude-Louis Cras, en date du 15 mai 1778. » — « Réponse à la requête présentée par les habitants de la paroisse de Chuignolles, élection de Péronne », par M. Laurent de Lionne. 10 août 1779. — « Clauses et conditions qu'il est nécessaire que les syndic et habitants de Chuignolles se soumettent à remplir, pour qu'il leur soit permis de tourber la partie du canal de la Somme, qui traverse leur commune ou usage. » 14 novembre 1779, — etc.

C. 1448. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1778. — Canal de la Somme. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur le projet qu'il a de faire une tournée sur le canal, de St-Quentin à Amiens. Il le prévient cependant, « qu'ayant recommencé depuis peu les travaux, les eaux sont basses presque partout, et qu'il est absolument impossible que vous fassiez toute cette tournée par eau, à moins que je ne remette les eaux hautes, auquel cas, les ouvriers, qui sont actuellement à reprendre le fond du canal, seront cinq à six jours au moins sans occupation dans ces parties ; nous serons obligés de couper les différents batardeaux qui sont faits pour faciliter le travail, et de les refaire après votre passage. Il serait donc à propos, Monsieur, ou de remettre votre tournée au mois d'octobre, quand on aura remis les eaux dans le canal, ou de faire cette tournée à cheval, ce qui serait l'affaire de deux journées, jusques à St-Simon, distant de Corbie de 16 lieues ; encore pourrait-on, sur cette longueur, vous faire faire en différents parties deux ou trois lieues en bateau. » Bouchain, 6 mai. — Programme du voyage de l'Intendant : « M. l'Intendant peut aller d'Amiens à Corbie en bateau ; de Corbie à Bray, en bateau ; de Bray à Péronne, (4 bonnes lieues par le canal), on ne peut y aller qu'à cheval ; de Péronne à Offois, (5 lieues par le canal), on ne peut y aller qu'à cheval ; d'Offois à Ham, de même, et 1/2 lieue même à pied, à cause du bras de rivière, sur lequel il n'y a point encore de

pont ; de Ham à St-Simon, à cheval ; de St-Simon à St-Quentin, en bateau. » — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur la permission demandée par Pierre L'Hôtelier, de Cerisy, fermier de la pêche de l'abbaye de Corbie, de mettre quelques poteaux dans la rivière. 19 août. — Ordonnance rendue sur la requête dudit L'Hôtelier. Amiens, 21 août. — Requête à l'Intendant par Nicole-Émélie du Perrier du Mourrier, abbesse de Fervaques, à l'effet d'être indemnisée du préjudice causé aux terres de l'abbaye de Biaches, unie à celle de Fervaques, par les travaux du canal. St-Quentin, 7 septembre, — etc.

C. 1449. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1778-1779. — Canal de la Somme. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ce que « le 24 du mois dernier, le nommé Jacques Longeat, ancien ouvrier du canal de la Somme, travaillant avec son camarade dans l'héritage du nommé Julien Hamel, aubergiste à Cappy, a trouvé, à 4 pieds de profondeur, un vase de grès, dans lequel étaient 87 pièces d'or, de différentes espèces, dont les anciennes ont 200 ans. Elles m'ont été apportées par l'ouvrier, par le propriétaire de l'héritage, et par le garde de M. le marquis d'Estourmel, qui, comme seigneur du lieu, paraissait d'abord vouloir réclamer le tiers. » 5 octobre 1778. — Mémoire de l'Intendant à M. Necker, sur ladite affaire. 20 octobre 1778. — Réponse de M. Necker. « Les espèces dont il s'agit ne peuvent être partagées en nature, attendu qu'elles sont prohibées ; elles doivent, aux termes d'un arrêt du Conseil, du 7 octobre 1755, être portées à l'hôtel ou au change de la monnaie le plus prochain. » La prétention du marquis d'Estourmel ne lui paraît pas fondée ; cependant il lui demande des renseignements complémentaires. Paris, 6 novembre 1778. — « Bordereau de la répartition des 841 l., 16 s. remises au sieur Laurent de Lionne, pour et au nom de Mgr. l'Intendant d'Amiens, par M. Deschamps, trésorier général des monnaies, conformément aux ordres du ministre, pour valeur des pièces d'or trouvées en excavant le canal de la Somme au village de Cappy », — etc.

C. 1450. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1778-1780. — Canal de la Somme. — Délibération des habitants de Sailly-le-Sec, à l'effet d'être autorisés à mettre en adjudication le tourbage d'une partie de leurs marais, pour payer les frais de plusieurs procès

13 décembre 1778. — « Clauses et conditions qu'il est nécessaire que les syndic et habitants de Sailly-le-Sec se soumettent à remplir, pour qu'il leur soit permis de tourber la partie du canal de la Somme qui traverse leur commune ou usage. » — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 10 août 1779. — Ordonnance de l'Intendant qui autorise les habitants de Sailly-le-Sec à tourber une partie de l'emplacement du canal. 18 octobre 1779. — « Copie de la lettre écrite par le nommé Firmin de Brie, garde du canal de la Somme à Sailly-Lorette, à M. Laurent de Lionne, directeur, le 28 février 1780. » — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, sur ce que deux gentilshommes qui ont des propriétés sur la paroisse de Sailly-le-Sec, se plaignent de la manière dont ont été adjudgées les tourbes de ladite paroisse. 6 mars 1780. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. 8 mars 1780. — « Mémoire des débours et avances faits par Claude Deville, syndic, et autres habitants de la paroisse de Sailly-le-Sec, au sujet du canal. » 13 mai 1780, — etc.

C. 1451. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 12 papier.

1779-1780. — Canal de la Somme. — Estimation de l'indemnité due à M^{me} Choquel de Courcelette pour terrains pris sur elle par le canal à Frise. Janvier 1779. — Id. aux communes de Frise et d'Éclusiers. Mars 1779. — Lettre du marquis d'Estourmel à l'Intendant, à l'effet d'être payé des indemnités qui lui sont dues. Suzanne, 6 novembre 1779. — Ordonnance des dites indemnités. 1^{er} janvier 1780. — État des indemnités dues au chapitre de St-Fursy de Péronne, pour terrains pris sur lui à Omiécourt-les-Cléry. Janvier 1779. — Id. à M. Pincepré d'Authéville. Mars 1779. — Id. au chapitre de St-Fursy de Péronne, à Buscourt et Feuillères. Janvier 1779, — etc.

C. 1452. (Liasse.) — 22 pièces papier. (1 plan).

1779-1780. — Canal de la Somme. — Lettre de l'abbé de Breteuil à l'Intendant, sur l'indemnité due au duc d'Orléans, pour terrains pris sur lui par le canal, dans sa seigneurie de La Neuville-lès-Bray. Paris, 5 janvier 1779. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. 28 février 1779. — « Copie de la lettre écrite par M. Laurent de Lionne, directeur du canal de la Somme, à M. de Labory, en date du 3 avril 1779. » — « Réponse au premier article du mémoire présenté à M. l'Intendant par M. l'abbé de Breteuil, relativement aux indemnités dues à Mgr. le duc et à M^{me} la duchesse de Chartres » ; et « Observations

du conseil de LL. AA. SS. » — Mémoire de M. Laurent de Lionne sur ladite affaire. Péronne, 10 juin 1779. — « Projet d'ordonnance, pour autoriser l'extraction de la tourbe dans les prés de Froissy. » — « Copie de la lettre écrite par M. Desroys, intendant des finances de M. le duc de Chartres, à M. Laurent de Lionne, en date du 30 août 1779, de Villers-Cotterets. » — « Plan de l'arpentage fait par le sieur Nicolas Testard, arpenteur royal au bailliage de Vermandois, pour reconnaître la quantité des terrains pris par le canal de la Somme à LL. AA. SS. Mgr. le duc et M^{me} la duchesse de Chartres, sur le domaine de La Neuville-lès-Bray. » 1^{er} septembre 1779. — Ordonnance de l'Intendant prescrivant une expertise pour la fixation de l'indemnité due au duc et à la duchesse de Chartres. 18 septembre 1779. — « Copie du certificat donné par MM. les maire et échevins de la ville de Bray. » 16 janvier 1779. Copie du 10 octobre 1779. — « Tableau de comparaison de ce qu'ont été affermé les prés de Froissy, le 11 septembre 1766, par le sieur Marchand, lesquels étaient inondés tous les ans, avec ce qu'ils ont été adjudgés en 1778, époque à laquelle les travaux du canal avaient déjà empêché les eaux de les couvrir. » 10 octobre 1779. — Ordonnance de 120 l. au sieur Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens, pour avoir travaillé aux opérations nécessaires au règlement de l'indemnité due au duc de Chartres. 26 mai 1780, — etc.

C. 1453. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1779. — Canal de la Somme. — Requête de François Devillers, horloger et organiste à Péronne, à l'effet d'être chargé de l'entretien de la pépinière plantée près du canal par M. Laurent. 26 février. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui mandant qu'il ne voit aucun inconvénient à donner ladite place au sieur Devillers. Péronne, 18 juin. — Ordonnance de l'Intendant, qui nomme François Devillers à ladite place. Amiens, 23 juin. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur des travaux à faire dans un terrain appartenant à M. de Forceville, pour rendre le port d'Amiens plus accessible. 10 mai. — Ordonnance de l'Intendant relative aux dits travaux. 20 mai. — Ordonnance pour rectifier une légère erreur qui s'est glissée dans la précédente. 9 juin. — « État des dépenses faites pour le canal de la Somme en 1779. » — Quittance par M. de Ligny, chanoine de Noyon, et receveur du chapitre, d'arrérages de rentes d'indemnités pour terrains

pris audit chapitre par le canal à Sommette. Noyon, 20 mars, — etc.

C. 1454. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1779-1781. — Canal de la Somme. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur une proposition faite par Louis Vilain, entrepreneur, de construire une maison pour le garde écluse de Sailly-Lorette, pour la permission d'extraire la tourbe dans le canal et ses contrefossés, entre Sailly-Lorette et Cerisy, proposition qu'il trouve avantageuse. Péronne, 11 mai 1779. — Réponse approbative de l'Intendant. 19 mai 1779. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, pour mettre en adjudication les travaux d'excavation du canal, entre Cerisy et Chipilly. Péronne, 25 mai 1780. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, soumettant à son autorisation, une délibération des habitants de Sailly-Lorette, qui s'obligent à ouvrir la partie du canal qui traverse leur commune, aux conditions requises pour l'avantage de l'ouvrage, « à qui elle épargnera 7 à 8.000 l. au moins de dépense. » 12 mai 1779. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ladite délibération. 17 mai 1779. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui marquant que « on me renvoie souvent... des bureaux de M. le directeur général, des lettres et mémoires relatifs aux ouvrages de la navigation de la Somme, et je suis forcé de les renvoyer, dans l'impossibilité de donner aucuns renseignements sur cette navigation, qui n'a pas été traitée jusqu'à présent dans le bureau des ponts et chaussées, lequel n'a connaissance que de ce qui concerne le canal de Picardie. La navigation de la Somme, autant que j'ai pu l'entrevoir, se fait sur une perception de droits destinés uniquement à cette dépense ; on n'a jamais rendu compte au département des ponts et chaussées, ni de la recette de ces droits, ni de leur emploi, ni des travaux de la Somme. Les bureaux auxquels je renvoie tous les mémoires et lettres qui me parviennent, prétendent pareillement n'avoir nulle connaissance de cet objet. Je suis donc forcé.... d'avoir recours à vous, pour me procurer les renseignements dont j'ai besoin à ce sujet. Je vous prie en conséquence, de vouloir bien me faire savoir dans quel bureau de M. le directeur général tout ce qui a rapport à la navigation de la Somme a été traité, où l'on rend compte des travaux qui s'y font, de la perception des droits, et de l'emploi des fonds qui en proviennent, afin que je puisse renvoyer sûrement les pièces que l'on m'adresserait, à la personne chargée de ce détail. J'ai l'honneur de vous renvoyer une lettre de M. le baron d'Amerval, concernant la perception de la

dixme que lui conteste M. Laurent de Lionne, sur les digues de la rivière de Somme. » Paris, 31 août 1779. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui envoyant une nouvelle lettre de M. Damerval, avec des procès-verbaux, et le priant, de la part du directeur général, de donner une attention particulière à cet objet. Paris, 22 septembre 1779. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 27 octobre 1779. — Mémoire de M. Laurent de Lionne, sur le même objet. 30 octobre 1779. — Mémoire de l'Intendant à M. de Cotte, sur ladite affaire. 7 février 1780, — etc.

C. 1455. (Liasse.) — 32 pièces papier.

1780-1781. — Canal de la Somme. — Requête d'Alexandre Duchemin, manouvrier aux ouvrages du canal, à l'Intendant, exposant qu'ayant eu les deux cuisses cassées par la chute d'une masse de cran, accident qui lui a nécessité l'amputation d'un pied, il demande un secours de 48 l., pour apprendre le métier de tailleur d'habits. Péronne, 5 janvier 1780. — Lettre de M. de Cizancourt, receveur des tailles à Péronne, à l'Intendant, lui recommandant ledit Duchemin. Péronne, 5 janvier 1780. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, favorable à ladite requête. 16 janvier 1780. — Lettre de l'Intendant à M. de Cizancourt, l'informant qu'il a accordé ledit secours. Amiens, 21 janvier 1780. — Ordonnances du paiement des 100 l. accordées audit Duchemin. 13 décembre 1780 ; 13 décembre 1781. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur la demande faite par les habitants de Méricourt-sur-Somme, qu'il leur soit fait à l'égard du tourbage de l'emplacement du canal, la même faveur qu'aux communautés de Chipilly, Sailly-Lorette et Sailly-le-Sec. 16 mars 1780. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 4 mai 1780. — Requête de Simon-Jean-Charles Quenescourt, notaire royal à Nesle, à l'effet d'être payé de l'indemnité qui lui est due pour une portion de bois à lui prise à Pargny par le canal. 16 mai 1780. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite requête. Péronne, 20 octobre 1780, — etc.

C. 1456. (Liasse.) — 61 pièces papier (7 imprimées).

1780-1784. — Canal de la Somme. — « Devis des ouvrages des terrasses à exécuter, pour rendre le canal de la Somme navigable depuis 10 toises au dessus du

pont de Sommetre, jusqu'à 62 toises du bord intérieur de la digue droite de l'ancien canal de Picardie, près St-Simon » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 4 octobre 1783. — « Devis des clauses et conditions à observer par la personne qui se rendra adjudicataire des travaux à faire pour ouvrir le canal de la Somme, au-dessous de la chaussée de Ham à Noyon » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 9 novembre 1783. — « Devis et conditions des ouvrages en terrasses à exécuter, pour excaver le canal de la Somme, entre la chaussée de Chauny, près Ham, et le pont d'Étouilly » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 9 novembre 1783. — « Devis des clauses et conditions à observer par la personne qui se rendra adjudicataire des travaux à faire pour excaver la rivière neuve, depuis le canal au-dessus de la chaussée d'Offois, jusques à la Somme, au-dessus des moulins d'Offois » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 9 novembre 1783. — « Devis des ouvrages de terrages à exécuter pour rendre le canal de la Somme navigable, depuis dix toises environ au-dessus de l'endroit où ledit canal coupe la rivière près Canisy, jusques à quatre toises environ, près de ladite rivière, au-dessous du corps de garde de St-Grégoire, près Ham » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 4 octobre 1783. — « Devis des clauses et conditions à observer pour la personne qui se rendra adjudicataire des travaux en terrasses à exécuter pour excaver le canal de la Somme, entre la Vieille Chapelette et le pont construit sur la chaussée de Péronne à Paris » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 6 novembre 1783. — « Devis des travaux en terrasses à exécuter, pour excaver le canal de la Somme, entre le chemin de Buscourt à Omiécourt-lès-Cléry, et celui de Lihons au dit Omiécourt » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 6 novembre 1783. — « Devis des travaux en terrasses à exécuter, pour excaver le canal de la Somme, entre le corps de garde des Clayettes, et le chemin de Lihons à Omiécourt-lès-Cléry » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 6 novembre 1783. — « Devis des clauses et conditions à observer par la personne qui se rendra adjudicataire des travaux nécessaires pour ouvrir le canal de la Somme, entre Éclusiers et la fontaine de Barimont » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 3 novembre 1783. — « Devis des clauses à observer par la personne qui entreprendra les ouvrages à faire, pour excaver le canal de la Somme, depuis la fosse dite de M^{me} d'Arbonville, au-dessus d'Éclusiers, jusques à la Somme, à 280 toises environ, et au-dessus de

ladite fosse » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 2 octobre 1783. — Id. des prés de Froissy, à l'extrémité de la commune de Chuignolles. 2 octobre 1783. — « Devis des clauses et conditions à observer par la personne qui se rendra adjudicataire des excavations à faire pour ouvrir les contrefossés du canal, sur l'étendue de la commune de Proyart » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 2 octobre 1783. — « Devis des clauses et conditions à observer par la personne qui se rendra adjudicataire des excavations à faire pour ouvrir le canal et ses contrefossés, sur l'étendue des biens communaux d'Estinehen » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 2-10 octobre 1783. — « Clauses et conditions auxquelles sera tenue de se conformer la personne qui restera adjudicataire des ouvrages à faire pour excaver le canal dans le marais de Méricourt » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 19-27 juin 1780. — « Devis des clauses et conditions à observer par la personne qui se rendra adjudicataire des excavations à faire pour ouvrir le contrefossé gauche du canal de la Somme, sur la commune de Méricourt » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 2 octobre 1783. — « Clauses et conditions à observer par la personne qui se rendra adjudicataire des ouvrages à faire pour excaver le lit du canal, dans la commune de Cérisy » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 19 juin-8 juillet 1780. — Id., dans les deux parties du marais de Chipilly. 19 juin-7 juillet 1780. — « Devis des clauses et conditions auxquelles sera tenue de se conformer la personne qui restera adjudicataire des ouvrages à faire, pour excaver le canal, depuis dix toises au-dessous de la chaussée de Sailly-Lorette, jusques au confluent dudit canal dans la Somme, au-dessous de ladite chaussée » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 2-10 octobre 1783. — Id. entre le tourbage exécuté par le sieur Albin dans la commune de Sailly-le-Sec, et celui exécuté par le même dans la commune de Sailly-Lorette. 26 mai 1784. — « Devis des ouvrages de terrasses à exécuter, pour ouvrir le canal de la Somme et ses contrefossés, sur l'étendue de la commune de Vair » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 26 mai 1784. — Id. Vaux. 26 mai 1784. — « Devis des ouvrages de terrasses à exécuter, pour ouvrir les contrefossés du canal de la Somme, dans une partie de la commune de Dours » ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 25 mai 1784. — Avis de la mise en adjudication de travaux de terrassements au canal à La Motte-Brebière, Blangy et Daours,

pour le 30 juillet 1784 (impr. affiche). — « Devis des travaux en terrasses à exécuter, pour ouvrir le canal de la Somme, depuis le bac de Camons, jusques à 315 toises au-dessus » ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 25 mai 1784. — « Devis des ouvrages à exécuter, pour ouvrir le contrefossé droit de la navigation, depuis 315 toises au-dessus du pitot (?) n° 5 (V.), planté près le bac de Camons, vers La Motte-Brebière, sur une longueur de 810 toises environ » ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 25 mai 1784. — Avis de la mise en adjudication de travaux d'excavation au canal de la Somme à Sailly-Lorette, à Vaux et à Vaire, pour le 26 mai 1784 (impr. affiche). — Avis de la mise en adjudication de travaux d'excavation au canal à Camon, La Motte-Brebière, Blangy et Daours, pour le 25 mai 1784 (impr. affiche), — etc.

C. 1457. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1780-1785. — Canal de la Somme. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur une requête du sieur Louis Caron, adjudicataire de la ferme du canal de la Somme, à l'effet d'obtenir une diminution sur son bail, en indemnité de pertes qu'il a subies. 18 mai 1780. — Ordonnance de l'Intendant qui décharge le sieur Caron de la moitié de son bail. 17 juin 1780. — Ordonnance de l'Intendant, qui accorde audit Caron une nouvelle diminution de 72 l. 6 février 1782. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur des diminutions demandées par plusieurs fermiers du canal. St-Quentin, 29 juin 1785, — etc.

C. 1458. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1780-1781. — Canal de la Somme. — Lettre du marquis d'Estourmel à l'Intendant, demandant l'estimation des terrains pris par le canal dans les terrains de Cappy, et lui exprimant son regret de ne pouvoir se rendre à Amiens pendant son séjour en Picardie, « mais je suis un régime qui ne me permet pas de m'éloigner, prenant des bains et des bouillons amers, et devant, dès que j'en serai quitte, me rendre à mon régiment. » Suzanne, 13 juillet 1780. — Lettre de l'Intendant à M. de la Touche, sur le mauvais état des ponts de Corbie, constaté par lui-même. « On n'y peut plus passer en voiture ou même à cheval, sans courir les plus grands dangers, et il y est déjà arrivé plusieurs accidents assez graves. » Amiens, 8 août 1780. — Procès-verbal de visite des réparations à faire aux dits ponts, par M. de la Touche. Amiens, 11 septembre 1780. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui marquant qu'il résulte de la visite faite par M. de

Limay aux ponts de Corbie, qu'il est nécessaire de réparer celui de ces ponts qui a trois travées, sur le plus grand bras de la Somme, mais que, comme la construction du canal entraînera la construction d'un nouveau pont, les réparations à faire à l'ancien ne doivent être que provisoires. Paris, 12 septembre 1780. — Procès-verbal contre le nommé Corceau, pensionné des fermes du Roi et ses enfants, surpris à pêcher en contravention dans le canal, entre Cérisy et Gailly. 14 octobre 1780. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant sur ladite affaire, estimant que les délinquants « méritent une punition exemplaire. » 18 octobre 1780. — Lettre de dom Barbier, grand prieur de Corbie, à l'Intendant, en faveur dudit Corceau. Corbie, 23 octobre. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui marquant qu'on lui assure « que ces gens sont dans la dernière misère, et comme la partie du canal où ils ont pêché n'est pas affermée et n'est pas même encore payée aux propriétaires, ce n'est pas là le cas de rendre une ordonnance de condamnation ; mais je viens de faire dire au prieur de Corbie qui s'intéresse à eux, de leur faire payer au garde du canal 6 l. pour les frais de son procès-verbal. » 27 octobre 1780. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur l'indemnité due à la commanderie d'Éterpigny. Péronne, 22 octobre 1780. — Requête du sieur Frion, curé d'Éterpigny, à l'Intendant, à l'effet d'être indemnisé du préjudice causé à sa dixme par le canal de la Somme. 6 novembre 1780. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite requête. Nauroy, 10 juillet 1781, — etc.

C. 1459. (Liasse.) — 22 pièces papier.

1781-1782. — Canal de la Somme. — Requête de Marie-Antoinette Rabache à l'Intendant, réclamant une indemnité pour terrains à elle pris par le canal. Février 1781. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite requête. Nauroy, 10 juillet 1781. — Ordonnance de l'Intendant sur ladite requête. 29 juillet 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, sur une requête des habitants de Dury près de Ham, qui demandent qu'il lui soit procuré des facilités pour passer avec leurs bestiaux d'une partie de leurs marais dans l'autre, qui sont séparées par le canal de la Somme. Amiens, 26 mars 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, sur une requête des habitants de Cérisy-Gailly, qui réclament une indemnité pour les

tourbes enlevées dans la partie du canal qui traverse leurs communes. Amiens, 24 juin 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, sur ce que les habitants de Cappy réclament la construction de deux ponts sur le canal, pour le passage de leurs bestiaux. Amiens, 28 juin 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, sur l'indemnité réclamée par M. Morellet, seigneur de Pertain, au nom du seigneur de la baronnie de Briost, de la terre de St-Christ et dépendances, pour terrains sur lui pris par le canal. Amiens, 6 juillet 1781. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui demandant son avis sur une requête du sieur Lejeune, aubergiste à Barleux, à l'effet de construire un magasin sur les digues du canal. Amiens, 15 juillet 1781. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant sur ladite requête. Péronne, 4 octobre 1781. — Ordonnance de l'Intendant, qui accorde au sieur Lejeune la jouissance pendant 99 ans d'un terrain sur les digues du canal, pour y établir ledit magasin. 29 octobre 1781, — etc.

C. 1460. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1781-1783. — Canal de la Somme. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur ce que les religieux de Corbie demandent la réparation des ponts sur la Somme audit lieu. Paris, 4 août 1781. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. 20 août 1781. — Correspondance sur le même objet. — Ordonnance de 963 l. 4 s. pour lesdites réparations. 22 novembre 1782. — « État des dépenses faites pour réparer le pont de l'Image de Corbie, conformément aux ordres de la cour. » 27 novembre 1783. — « Copie de la requête présentée à Mgr. le comte d'Agay, intendant de Picardie, par le sieur J.-B. Merlin, en date du 1^{er} octobre 1781 », demandant la concession d'un terrain, afin d'y établir un magasin pour son commerce de cendres ; et ordonnance de l'Intendant, faisant droit à ladite requête. 7 novembre 1782. — « Copie de la requête présentée à Mgr. le comte d'Agay, intendant de Picardie, par le sieur Merlin, en date du 1^{er} octobre 1781 », demandant la jouissance pendant 99 ans de la digue du canal, au-dessous de la chaussée d'Offoy, pour le même objet ; et ordonnance de l'Intendant, faisant droit à ladite requête. 7 novembre 1782, — etc.

C. 1461. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1781-1783. — Canal de la Somme. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui demandant, de la part du directeur des vingtièmes de sa généralité, des éclaircissements sur l'objet et

la valeur des terrains et bois que le marquis d'Estourmel a cédés au Roi pour le canal. 18 novembre 1781. — Ordonnance de 3.866 l. 13 s. 4 d. dus au marquis d'Estourmel, pour terrains à lui pris par le canal. 22 janvier 1782. — Requête à l'Intendant, par les supérieure et religieuses de l'hôpital Ste-Agnès de Péronne, à l'effet d'être payées de l'indemnité pour terrains pris audit hôpital par le canal. Péronne, 9 janvier 1782, — etc.

C. 1462. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1781-1784. — Canal de la Somme. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui envoyant l'état des indemnités réclamées par M. de Ballainvilliers pour le dommage à lui causé par le canal de Picardie. Paris, 4 août 1781. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Avril 1782. — Lettre de M. de Ballainvilliers à l'Intendant, sur le même objet. Paris, 26 novembre 1783. — « Copie de l'ordonnance de Mgr. l'Intendant de Picardie, au bas de la requête à lui présentée le 12 juillet 1781, par le sieur Lejeune, aubergiste à Éterpigny. » Copie du 10 octobre 1783, — etc.

C. 1463. (Liasse.) — 21 pièces papier (2 imprimées).

1782-1789. — Canal de la Somme. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui marquant que les baux de la pêche et des herbes du canal de la Somme sont à renouveler. Nauroy, 13 septembre 1782. — Avis de l'adjudication de la pêche et des herbes du canal, pour le 5 octobre 1782. — « Extrait des adjudications passées le 5 octobre 1782, pour la jouissance des digues, pêches, etc., du canal de la Somme. » — « Distribution des parties de la pêche et des digues du canal à affermer pour trois ans, à commencer du 1^{er} janvier 1784. » — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur une requête d'Eugène Le Grand, adjudicataire des objets utiles du canal de la Somme, qui demande une diminution de 350 l. sur son bail qui est de 400 l., ou la résiliation de son adjudication. Péronne, 2 octobre 1785. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens. » Délibération relative à l'obligation pour les adjudicataires des objets utiles du canal, d'en faire le faucardement. 29 décembre 1788. Expédition du 15 janvier 1789, — etc.

C. 1464. (Liasse.) — 9 pièces papier (1 plan).

1782-1783. — Canal de la Somme. — Requête d'Honoré Le Sot, laboureur à Herbécourt, à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à établir un entrepôt sur les deux rives du canal auprès du pont de Péronne. Herbécourt, 24 octobre 1782; et ordonnance de l'Intendant, faisant droit à ladite requête. 5 décembre 1782. — « Plan d'une partie du canal de la Somme, près les fortifications de Péronne. » 1782. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, relativement à des contraventions faites sur le canal de la Somme par Pierre L'Hôtelier, fermier d'eau des religieux de Corbie. 19 novembre 1782, — etc.

C. 1465. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1783-1784. — Canal de la Somme. — Lettre de M. Poullétier de Périgny à l'Intendant, au sujet des indemnités qui lui sont dues pour des portions de terres à lui prises par le canal, à St-Christ et Cizancourt. Paris, 11 janvier 1783. — Requête de François Lenoir, seigneur de Feuillères, à l'Intendant, sur les indemnités qui lui sont dues pour portions de terrains à lui pris par le canal. Amiens, 14 janvier 1784. — Réponse de l'Intendant à M. Poullétier de Périgny. 13 mai 1784. — « Projet de lettre à écrire par Mgr l'Intendant à MM. de Feuillères et Morellet. » — Requête de Jacques Moufliers, entrepreneur de parties d'ouvrages à faire au canal, à l'Intendant, se disculpant de manœuvres dont il était accusé par M. Laurent de Lionne, pour procurer à un prix avantageux lesdites adjudications. 12 janvier (1784). — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite requête. Péronne, 14 mai 1784, — etc.

C. 1466. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1783-1786. — Canal de la Somme. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, relativement à l'indemnité due à la paroisse de Cerisy pour le canal. Péronne, 7 septembre 1783. — Ordonnance de l'Intendant relative à ladite indemnité. Amiens, 20 septembre 1783. — Ordonnance de l'Intendant, qui permet aux habitants de Cerisy de tourber dans le lit du canal. Amiens, 21 mai 1784, — etc.

C. 1467. (Liasse.) — 5 pièces papier (1 imprimée).

1783-1789. — Canal de la Somme. — « Clauses et conditions à observer par les personnes qui se rendront adjudicataires du faucardement de la Somme, depuis Saily-Lorette jusques à Frise. » 14 septembre 1783. — Avis de l'adjudication du faucardement, pour le 14 octobre 1783. — Avis de l'adjudication du faucardement, pour le 25 mai 1789

(impr. affiche). — « Rapport sur le faucardement du canal. » 25 septembre 1789, — etc.

C. 1468. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 17 papier.

1783-1784. — Canal de la Somme. — « Extrait des projets de feu M. Laurent et M. Laurent de Lionne, relativement à la jonction de la navigation de la haute Somme avec celle de la basse. » 24 septembre 1783. — « Projet de lettre à écrire à M. le marquis de Ségur, relativement au passage de la navigation vis-à-vis la ville d'Amiens. » (1783). — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur le même objet. Péronne, 27 septembre 1783. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui demandant son avis sur une requête de la marquise de Chazeron, propriétaire de la terre d'Offoy, sur le dommage que lui cause la construction du canal. Amiens, 5 octobre 1783. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 27 octobre 1783. — Ordonnance de l'Intendant rendue sur ladite requête. 5 novembre 1783. — « Adjudication du 3 novembre 1783, d'arbres appartenant au Roi, situés à Frise et à Barimont, dont le total de la vente monte à 1.631 l. » — « Copie du bail à cens fait par feu M. le marquis d'Estourmel, au profit du sieur Pierre Lavallard, tanneur, demeurant à Cappy, en date du 10 décembre 1761. » Copie du 17 novembre 1783. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui envoyant une convention qu'il a passée avec le sieur Lavalard, marchand tanneur à Cappy, relativement à un moulin à tan qu'il tenait à cens du marquis d'Estourmel, et dont la direction du canal exige la démolition. Péronne, 3 décembre 1783. — Approbation dudit traité par l'Intendant. 22 décembre 1783, — etc.

C. 1469. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 16 papier.

1783-1787. — Canal de la Somme. — Procès-verbal de contravention contre plusieurs poissonniers fermiers du canal, à Voyerne. 7 décembre 1783. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ce que la maîtrise des eaux et forêts de Noyon veut connaître de ladite affaire. 17 février 1784. — « Observations sur les prétentions de la maîtrise. » — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, sur ladite affaire. Paris, 10 avril 1784. — Arrêt du conseil d'État qui évoque la contestation dont s'agit par-devant l'Intendant. Versailles, 20 septembre 1784. — Ordonnance

de l'Intendant sur ladite affaire. 24 novembre 1785. — Requête des dits poissonniers à l'Intendant, à l'effet d'obtenir restitution de leurs filets qui ont été confisqués. Pargny, 21 janvier 1786, — etc.

C. 1470. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1784. — Canal de la Somme. — Mémoire de M. Laurent de Lionne, à l'effet de prier M. Tronville d'abattre tous les arbres plantés sur ses prés, plus près que de 30 pieds du bord de la Somme. 12 janvier. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur une requête par laquelle Louis Caron, adjudicataire de la ferme du canal de la Somme, de St-Simon à Chuignolles, demande une remise de 216 l. sur son bail, pour l'indemniser de la non jouissance de portions comprises audit bail. Péronne, 15 mai. — Ordonnance de l'Intendant, qui accorde audit Caron une remise de 180 l. 28 mai. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, l'informant de dégâts arrivés au canal, entre Épenancourt et St-Christ, par suite d'une inondation de la Somme, causée par le dégel et la fonte des neiges. Péronne, 26 février. — Procès-verbal de visite des dits dégâts. 22 avril, — etc.

C. 1471. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1784-1786. — Canal de la Somme. — « Extrait du registre aux délibérations de l'échevinage de la ville d'Amiens, des années 1455 à 1460, étant au dépôt des archives de ladite ville, sous la lettre 8^e T. » Visitation du cours de la Somme par les échevins d'Amiens, et des travaux à faire, pour y rétablir la navigation. Copie du XVIII^e s. — Mémoire de la chambre de commerce à l'Intendant, sur ce que la rivière de Somme se trouve barrée par un banc de pierres et de cailloux, que l'inondation a formé au-dessous de la ville, depuis la seconde chaîne, jusqu'à l'habitation du sieur Bonvalet, ce qui empêche les bateaux d'arriver au port. Amiens, 13 mars 1784. — « Copie de la lettre des officiers municipaux de la ville d'Amiens à l'Intendant, du 4 septembre 1784. — » — Lettre de l'Intendant au maréchal de Ségur, lui demandant, pour faciliter la navigation de la Somme et l'exécution des projets de M. Laurent, d'abaisser la partie du rempart entre le pont de Baraban et celui des Célestins, et celle entre le pont St-Michel et celui du Maucreux. Amiens, 9 septembre 1784. — Réponse du maréchal de Ségur à l'Intendant, autorisant lesdites modifications aux fortifications, mais à certaines conditions y énoncées. Versailles, 15 juillet 1785. — Lettre de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, sur ladite affaire. 24 juillet 1785. — « Dire de l'inspecteur général des

domaines de la couronne », au sujet des droits du domaine sur le cours de la Somme, à travers la ville d'Amiens. 19 juin 1786, — etc.

C. 1472. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1784-1786. — Canal de la Somme. — Mémoire sur la nécessité de démolir le moulin d'Éclusiers pour le passage du canal, par M. Laurent de Lionne. 14 mai. — Lettre de l'Intendant au grand prieur de l'abbaye de St-Vaast d'Arras, sur l'indemnité à accorder au sieur Jean Caudron, à qui la jouissance dudit moulin a été cédée par bail emphytéotique du 16 mars 1700. 21 mai 1784. — « Projet de traité entre l'abbaye de St-Vaast, et l'administration du canal, pour le moulin d'Éclusiers. » 1784. — Lettre du grand prieur de l'abbaye de St-Vaast à l'Intendant, l'informant que son abbaye ne peut accepter le traité proposé. Arras, 2 juillet 1784. — « Copie du bail emphytéotique passé le 16 mars 1700 au sieur Jean Caudron, pour la jouissance du moulin d'Éclusiers et de ses dépendances. » — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui envoyant deux procès-verbaux d'estimation de terrains pris au chapitre de Péronne pour le canal, sur les terroirs d'Omiécourt-les-Cléry et Feuillières. 17 juillet 1784. — Certificat délivré par M. de la Touche, pour payer au sieur Brice, la somme de 1.132 l. 19 s., pour levée de plans et nivellements. Amiens, 28 juillet 1784. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur la fixation d'un point d'eau entre Péronne et St-Quentin. 24 août 1784. — « Canal de la Somme. Réclamation du loyer de la grange dépendant de la maison de M. de Lionne. » Péronne, 24 septembre 1784. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à établir un magasin pour resserrer les outils, sur la digue gauche du canal, à Péronne. Péronne, 24 septembre 1784. — Lettre du maréchal de Ségur à l'Intendant, autorisant la construction dudit magasin. Versailles, 10 mars 1786. — Contestation entre le syndic et la communauté de Vaux-sous-Corbie, relativement à l'adjudication du 26 mai 1784 des travaux du canal. 1784-1786, — etc.

C. 1473. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1785-1787. — Canal de la Somme. — Requête d'Augustin-Sébastien Tupigny, gentilhomme servant du comte d'Artois, fondé de procuration de Barbe-Françoise Bullot, à l'effet d'indemniser ladite Barbe-Françoise, de terrains sur elle pris par le canal. Ham,

29 janvier 1785. — Procès-verbal de levée des vannes nécessaires pour faciliter l'excavation du canal à Éclusiers. 8 août 1785. — Requête de Pierre-Crespin de la Salle, poissonnier à Buscourt, à l'Intendant, à l'effet d'être payé de l'indemnité à lui due pour des terrains pris par le canal. Décembre 1785. — Requête de Louis-Nicolas Caudron, fermier des eaux et moulin de Cléry-sur-Somme, à l'effet d'être indemnisé du chômage de son moulin pendant les travaux du canal. 3 juillet 1787. — « État des intérêts dus au chapitre de Saint-Fursy de Péronne par la direction du canal de la Somme », — etc.

C. 1474. (Liasse.) — 11 pièces papier (5 plans).

1785. — Canal de la Somme. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui envoyant les observations du parlement de Paris, sur le projet de lettres patentes concernant le canal de Picardie. Paris, 24 avril. — Réponse de l'Intendant à M. de la Millière. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur l'interruption de la navigation du canal de la Somme. Péronne, 2 octobre. — « Procès-verbal, avec la déclaration des terrains pris pour la formation du canal de la Somme, depuis la rivière de Somme, vis-à-vis Bray, jusques à Amiens, inclusivement. » — « Plan d'arpentage des terrains pris par le canal de la Somme, depuis la rivière de Somme jusque au grand Hugo. » — Id. du grand Hugo, jusque vis-à-vis le village de Morcourt. — Id. de Morcourt au pont de Cerisy. — Id. de Cerisy à Bouzancourt. — Id. de Bouzancourt au château de Vaire, — etc.

C. 1475. (Liasse.) — 24 pièces papier (7 imprimées).

1785. — Canal de la Somme. — Procès-verbal contre plusieurs adjudicataires du canal, pour non exécution des clauses de leur adjudication. 24 juin. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui condamne les sieurs Cazier, Aubin le jeune et Lefèvre, solidairement avec leurs cautions, en l'amende envers le Roi, et en une indemnité envers les paroisses de Daours, Blangy et la Motte-Brebière, pour avoir commis aux conditions de leurs devis, des contraventions très nuisibles à la construction du canal de la Somme, ainsi qu'aux terrains contigus. » 28 juillet (impr. affiche). — Procès-verbal contre le sieur Gasselin, pour contravention relative au point d'eau. 23 juillet. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui condamne le sieur Gasselin à 100 l. d'amende envers le Roi, pour avoir mis des hausses aux vannes des deux premières rayères ou vantelleries construites sur la chaussée de Vaulx. » 12 septembre (impr. affiche), — etc.

C. 1476. (Liasse.) — 9 pièces papier (5 imprimées).

1786. — Canal de la Somme. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur le retard arrivé dans les travaux du canal. 14 mars. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui prescrit aux adjudicataires des travaux du canal de la Somme, de commettre un nombre suffisant d'ouvriers, pour parachever les ouvrages qu'ils ont entrepris, dans le temps fixé par leur devis ; et qui ordonne que, faute par eux de satisfaire aux dispositions de la présente ordonnance, il sera procédé à la folle enchère des défaillants, à la réadjudication des ouvrages dont ils ont entrepris l'exécution. » 29 mars (impr. affiche). — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, à l'effet d'être autorisé à employer le sieur Duquesne, comme inspecteur des travaux du canal de la Somme, et particulièrement des constructions d'écluses. 17 mars. — Avis de la mise en adjudication de travaux au canal, pour le 27 avril (impr. affiche), — etc.

C. 1477. (Liasse.) — 24 pièces papier.

1786-1788. — Canal de la Somme. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur deux mémoires, l'un de la chambre de commerce de Picardie, et l'autre des négociants d'Amiens, relativement à la nécessité de rétablir d'Abbeville à Amiens, la navigation de la Somme, qui se trouve obstruée par des attérissements formés en plusieurs endroits. 12 mai 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui communiquant une lettre des sieurs Morgan père et fils, qui demandent de faire assigner sur l'octroi de Picardie les fonds nécessaires pour l'amélioration du canal de la Somme d'Amiens à Abbeville ; « et on m'assure, dans ce moment même, que cet octroi, déjà grevé si longtemps, et si injustement par l'assignat annuel d'une somme de 40.000 l., pour la construction des casernes d'Abbeville, va être chargé d'une nouvelle contribution de 10.000 l. par an, pour bâtir un manège, et que l'entretien des casernes qui emploiera chaque année une somme assez considérable, restera de plus à la charge de ce même octroi. Je ne peux croire, Monsieur et cher confrère, que vous vous soyez prêté volontairement à de pareils arrangements, d'après surtout ce que vous m'avez fait connaître de votre opinion relativement à la première distraction des fonds dont il s'agit, et j'ai lieu de penser d'ailleurs, que s'il eut été question d'une telle opération, vous eussiez

bien voulu m'en prévenir, pour que, de concert avec vous, je fisse tous mes efforts pour l'empêcher. » Paris, 15 mai 1786. — Réponse de l'Intendant à M. de la Millière. « Les sieurs Morgan n'ont sûrement pas ignoré les nouveaux arrêts de la chambre du commerce de Picardie, par rapport à la navigation de la Somme depuis Abbeville jusqu'à Amiens, et l'envoi d'un député de la chambre auprès de vous, Monsieur, pour solliciter l'effet de ses demandes..... Ainsi ils auraient dû attendre tranquillement que vous eussiez fait statuer sur ces nouvelles demandes du commerce, par M. le contrôleur général, et ne pas venir se jeter, sans qualité, à travers les arrêtés de la chambre du commerce ; cette démarche légère et inconséquente ne mériterait pas la moindre attention, si les sieurs Morgan n'avaient avancé dans leur lettre des faits controuvés, et qui paraissent vous affecter. Les casernes d'Abbeville sont faites : elles sont occupées par un régiment de cavalerie, et l'entrepreneur est entièrement payé. Ainsi l'octroi de Picardie n'est plus grevé de 40.000 l. par an pour leur construction. Quant à leur entretien, il n'a point encore été mis en question s'il sera porté à la charge de la ville d'Abbeville ou à celle de l'octroi de la province. Cependant, si cette ville, qui est dans l'apanage de Mgr. le comte d'Artois, trouve la même protection qu'elle a eue, pour obtenir que les casernes ne soient point mises à sa charge, malgré la vigoureuse résistance que j'ai faite dans le temps, et que je me propose de faire encore, pour empêcher que leur entretien soit mis à la charge de l'octroi, il pourra bien m'arriver de succomber encore dans ce point. Les sieurs Morgan sont de même bien peu instruits de ce qui s'est passé relativement à la construction du manège qui doit accompagner les casernes. Le ministre de la guerre a ordonné de la manière la plus ferme qu'elle aurait lieu, et ce n'est que sur les vives représentations que je lui ai faites, qu'il a promis de faire payer par le Roi la moitié de la dépense, dont le montant sera en totalité de 18.000 l. Il ne restera donc à payer par la province et par la ville que 9.000 l. Il est vrai que la ville ne veut rien payer, suivant son usage, mais j'ai demandé à M. le maréchal de Ségur un ordre du Roi en commandement, pour la contraindre à contribuer à la construction pour 4.500 l. » 26 mai 1786. — « Copie de la lettre de M. le maréchal de Castries à M. de la Millière », relativement au projet d'établissement d'un halage avec des chevaux sur les bords de la Somme, entre Abbeville et Amiens. 8 juin 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur le même objet. 14 juin 1786. — « Nouvelles représentations de la chambre du commerce de

Picardie, sur les dangers que présente de plus en plus la navigation de la rivière de Somme, et l'indispensable nécessité d'y remédier. » Amiens, 12 février 1787. — « Copie d'une lettre écrite à M. Delamillière, intendant des ponts et chaussées, par la chambre du commerce de Picardie, le 14 mars 1787. » — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur ladite affaire. Paris, 22 août 1787. — « État estimatif des frais d'établissement d'un halage avec des chevaux sur les bords de la Somme, en supprimant les terrassements dont on peut se passer, employés dans le devis estimatif de M. Delatouche. » Amiens, 27 septembre 1787. — « Mémoire pour la chambre du commerce de Picardie, à l'effet de représenter de nouveau à l'administration la nécessité d'établir le plus tôt possible un halage avec des chevaux, pour favoriser la navigation de la rivière de Somme, depuis Abbeville jusqu'à Amiens. » Amiens, 26 septembre 1787. — « Copie d'une lettre écrite à M. de Corny, procureur du Roi de la ville, à Paris, par la chambre du commerce de Picardie, le 17 juin 1788 », — etc.

C. 1478. (Liasse.) — 23 pièces papier.

1787-1789. — Canal de la Somme. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, relativement à la comptabilité du canal. Péronne, 2 janvier 1787. — Plaintes de la supérieure des religieuses de Corbie, sur le dommage causé à un plant d'arbres fruitiers par les travaux de canal. Corbie, 20 février 1787. — « Indemnité à payer par Sa Majesté, à S.G.S. Mgr. le duc d'Orléans, pour entreprise faite par le canal de Picardie sur 3 pièces de terre du domaine de Neuville-les-Bray. » (1787). — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur le projet par le sieur Goguet, laboureur à Épenancourt, de construire un moulin à eau sur le canal. Péronne, 24 août 1787. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur la nécessité de démolir et de reconstruire les ponts du Maucreux et des Célestins à Amiens. Péronne, 11 novembre 1787. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens », relativement aux dits travaux, et à l'établissement d'ateliers de charité sur le canal. 22 novembre 1787. Expédition du 23 février 1788. — Ordonnance de l'Intendant, qui nomme des experts pour les terrains et bâtiments pris par le canal. 9 décembre 1787. — Requête de onze particuliers et ménagers de St-Maurice à l'assemblée provinciale, à l'effet d'être indemnisés du préjudice que leur cause l'établissement du canal. 13 décembre 1787. — « Observations » sur le canal de la Somme, par M. Laurent de Lionne. Amiens, 8 décembre 1787, — etc.

C. 1479. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1788-1790. — Canal de la Somme. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, sur un changement à faire dans la direction du canal, dans la traverse de ladite ville. 11 février 1788. — Requête des syndic et habitants d'Éclusiers à l'assemblée provinciale, à l'effet d'être indemnisés de 24 journaux de communes pris pour le canal. 18 avril 1788. — « Extrait de la séance du bureau intermédiaire du département de Péronne, du 23 avril 1788 », sur le même objet. Expédition du 25 avril. — « Mémoire » sur ce que les habitants de Blangy se plaignent de l'abus que font les adjudicataires des travaux du canal, des conditions qui leur sont imposées dans leurs devis. 30 mai 1788. — Requête des syndic et habitants de Blangy à la commission intermédiaire du département d'Amiens, sur le même objet. 30 juin 1789. — Procès-verbal de visite des dits travaux, par Pierre-Charles-François Le Sellyer, avocat en Parlement et au bailliage d'Amiens, député au bureau intermédiaire du département d'Amiens, à ce commis par ledit bureau. 3 juillet 1789. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire du département d'Amiens ». Délibération sur ladite affaire. 7 juillet 1789. Expédition du 10 juillet. — « Rapport du directeur du canal, sur la requête des habitants de Blangy. » 4 juin 1790. — Mémoire de M. Derveloy, sur l'indemnité prétendue par les sieur et dame Cataigne, entrepreneurs de manufacture à Amiens, pour le préjudice à eux causé par le creusement du canal. Amiens, 3 juillet 1788. — « Copie de la lettre écrite à M. Laurent de Lionne, par Tilloloy, curé de Méricourt-sur-Somme, le 10 novembre 1788 », relativement à des plaintes portées contre un garde du canal. — « Copie de la lettre écrite à M. Laurent de Lionne, par le sieur Delaporte, syndic de Méricourt. » — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 24 janvier 1789, — etc.

C. 1480. (Liasse.) — 38 pièces papier (1 imprimée).

1789. — Canal de la Somme. — « Extrait de la séance du 9 janvier 1789, de la commission intermédiaire provinciale de Picardie », relativement à un projet de règlement envoyé par M. Laurent de Lionne, pour prévenir les dégâts que pourraient occasionner les grandes eaux, lors du dégel et de la fonte des neiges. Expédition du 10 janvier. — « Copie de l'ordonnance de M. le comte d'Agay, intendant de Picardie, du 10 janvier 1789 », sur ledit objet. — Requête des habitants de

St-Christ à l'Intendant, demandant qu'il soit pourvu à empêcher les eaux sauvages d'inonder leur village, lors de la fonte des neiges. 14 janvier. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, de la séance du 30 janvier 1789 », sur le renouvellement de l'adjudication de la ferme des eaux et digues du canal. Expédition du 28 avril. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel les habitants des villages situés entre Péronne et Bray, demandent la réparation du chemin que suivent les troupes pour aller par étapes de Péronne à Amiens, et qu'il soit prélevé une somme sur les fonds du canal, pour cette réparation. Paris, 16 avril. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, du 24 avril 1789 », sur un mémoire par lequel Joseph Daudrez, syndic de Bettencourt, demande l'établissement aux frais du canal, d'un pont audit lieu. Expédition du 9 juin. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur le mauvais état du pont provisionnel sur le canal de la Somme, à l'entrée de Péronne. Paris, 20 avril. — « Copie de la lettre écrite à la commission d'Amiens par M. Laurent de Lionne, le 13 mai 1789 », sur la suspension des travaux du canal, et la nécessité qu'il y aurait de les reprendre, pour fournir de l'ouvrage à une foule de malheureux. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur le même objet. Péronne, 13 mai. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale de Picardie au bureau intermédiaire du département de Péronne, sur le même objet. Amiens, 16 mai. — « Situation des adjudications de terrasses entre Bray et Sailly-Lorette. » — Avis de la mise en adjudication de travaux au canal, pour les 25 mai et 17 juin 1789 (impr. affiche). — « Mémoire concernant le chemin de Péronne à Cappy et Bray, et une grande quantité de chemins du Santerre qui y aboutissent. » — Lettre de M. de Misery, baron de Biache, relativement audit mémoire, Versailles, 29 mai. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur ledit mémoire. 6 juin. — « Copie de la lettre écrite à M. d'Agay, par M. Laurent de Lionne, le 21 juin 1789 », sur ladite affaire. — « État de la dépense qu'occasionnerait la construction d'une partie de chaussée entre Péronne et Biache, pour communiquer au village susdit, ainsi qu'à ceux de Flaucourt, Herbécourt, Becquincourt, Dompierre, Asséville, Feuillères, Frise, Éclusier, Cappy, Bray, Suzanne, etc. », par M. Barthelmy. Pé-

ronne, 14 août. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de Picardie », sur la reprise des travaux du canal demandée par le marquis d'Estourmel. 5 juin. Expédition du 6 juin. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens, de la séance du 3 juillet 1789. » Expédition du 9 septembre. — « Copie de la lettre écrite à M. Laurent de Lionne par MM. les officiers municipaux de la ville de Bray », demandant la suspension de l'élargissement du contrefossé le long de la rivière. — Mémoire de M. Laurent de Lionne au bureau intermédiaire de Péronne, sur ledit objet. Péronne, 30 juin. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département de Péronne », sur les dégradations faites au canal par les riverains, de Cappy à St-Quentin, par l'extraction des tourbes. 30 juin. Expédition du 1^{er} juillet. — « Détail estimatif des tourbes extraites des différentes parties d'excavations du canal de la Somme, entre Bray et Sailly-Lorette. » 21 septembre, — etc.

C. 1481. (Liasse.) — 69 pièces papier.

1789. — Canal de la Somme. — Travaux du canal. Appointments, toisés et feuilles de journées.

C. 1482. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1790. — Canal de la Somme. — Requête de M. Boistel de Belloy à la commission intermédiaire provinciale de Picardie, à l'effet d'être payé de l'indemnité qui lui est due pour terrains pris par le canal. 5 septembre. — Transaction avec les habitants de La Chaussée-Tirancourt, pour l'ouverture d'une rigole. 3 janvier. — « Rapport du commissaire chargé de traiter avec les habitants du village de La Chaussée-lès-Picquigny, de l'indemnité résultant de l'entreprise du canal de Picardie, sur leurs marais communaux, à MM. de la commission intermédiaire provinciale de Picardie. » — Mémoire sur les terrains pris par le canal dans la seigneurie de La Neuville-lès-Bray, appartenant au duc et à la duchesse de Chartres. XVIII^e s., — etc.

C. 1483. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1777-1782. — Canal de St-Valery. — « Observations sur le projet d'un canal, pour accélérer le transport des marchandises de la baie de St-Valery-sur-Somme à Amiens. » (1777). — Nomination par la chambre du commerce du Picardie, de MM. Leleu aîné, d'Amiens et Rivery, de St-Valery, comme députés à Paris pour suivre

l'affaire de la construction du canal de St-Valery. 21 mars 1780. — « Mémoire présenté à Mgr. le comte d'Agay par la chambre du commerce de Picardie, pour lui exposer : 1^o les motifs qui l'ont déterminée à demander l'exécution des plans et projets de M. Delatouche, ingénieur des ponts et chaussées, relativement au barrage de la Somme au-dessous d'Abbeville, et la formation d'un canal sur la rive gauche de cette rivière, pour conduire les eaux jusqu'à St-Valery », etc. 7 avril 1780. — « Réflexions succinctes sur le canal projeté entre Abbeville et St-Valery. » 1780. — Lettre de M. Rivery, envoyant lesdites réflexions rédigées par lui. St-Valery, 30 août 1780. — « Compte rendu à M. de Sartine, par M. Groignard, sur la baie de Somme. » St-Valery, 29 août 1780. — Mémoire pour les officiers municipaux d'Abbeville, se plaignant de n'avoir pas eu communication des plans et projets du canal de St-Valery, et demandant que l'établissement dudit canal ne nuise pas au privilège d'Abbeville d'être une ville d'entrepôt, non plus qu'au canal qui traverse la ville. 28 octobre 1781. — Nouveau mémoire des officiers municipaux d'Abbeville, sur le même objet. 1782, — etc.

C. 1484. (Liasse.) — 11 pièces papier (1 imprimée).

1782-1784. — Canal de St-Valery. — Délibération de la chambre du commerce de Picardie, à l'effet de demander l'étude immédiate des travaux à faire pour l'amélioration de la Somme entre Amiens et Sur-Somme. 5 mars 1782. — Lettre de la chambre du commerce à l'Intendant, l'informant qu'elle a député à Paris M. Masset, pour hâter l'achèvement de l'affaire du canal de St-Valery et de l'amélioration de la Somme, « à cause de l'état affreux où se trouve maintenant la baie de Somme. » Amiens, 20 septembre 1782. — Lettre du maréchal de Castries à l'Intendant, sur des représentations de la chambre du commerce de Picardie, à l'effet d'être autorisée à prendre sur le fonds du produit des 3 d. pour l. du fret, qui se perçoivent à St-Valery, de quoi fournir aux travaux ordonnés sur la rivière de Somme. Versailles, 19 février 1783. — « Lettres patentes du Roi données à Versailles le 28 novembre 1782, et lettres de surannation aussi données à Versailles le 16 juin 1784, registrées en la cour des Aides, à Paris, le 20 août 1784..... Autres lettres patentes du Roi, concernant les travaux à faire au port de St-Valery-sur-Somme, et les fonds à employer auxdits travaux, données à Versailles le 11 juin 1784 », etc. (impr. 8 p. in-fol.), — etc.

C. 1485. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1784-1785. — Canal de St-Valery. — Lettre des juge et consuls d'Abbeville à l'Intendant, réclamant contre une disposition des lettres patentes relatives au canal sur la basse Somme. Abbeville, 23 août 1784. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant qu'il a chargé le sieur de la Roche, d'étudier les moyens de faire droit à la réclamation des officiers municipaux d'Abbeville, qui demandent que le canal projeté leur procure la même hauteur d'eau que celle dont ils jouissent actuellement. Paris, 14 octobre 1784. — Délibération de l'hôtel-de-ville d'Abbeville, à l'effet d'envoyer à Paris deux députés, pour suivre les intérêts de la ville dans l'affaire du canal. 6 décembre 1784. — Mémoire des officiers municipaux d'Abbeville, sur le projet d'établissement dudit canal. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. 13 décembre 1784, — etc.

C. 1486. (Liasse.) — 4 pièces parchemin, 14 papier (5 imprimées).

1785. — Canal de St-Valery. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne l'exécution d'un canal de navigation d'Abbeville à St-Valery, dont le plan a été dressé par M. Delatouche, ingénieur en chef des ponts et chaussées, et que l'arrêt du Conseil du 20 mars 1782, les lettres patentes du 28 novembre de la même année, et celles du 11 juin 1784, seront exécutés en ce qui n'y est pas dérogé par le présent arrêt. » Versailles, 18 juin (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui, sans avoir égard à l'arrêt de la cour des Aides, du 20 août 1784, ni aux oppositions formées à l'exécution des lettres patentes des 28 novembre 1782 et 11 juin 1784, évoque à soi et à son Conseil, toutes les contestations relatives à la perception du tarif ordonné par lesdites lettres patentes, et les renvoie par-devant le sieur intendant et commissaire départi en la généralité d'Amiens, pour y être jugées en première instance, sauf appel en son conseil. » 2 août (impr. affiche), — etc.

C. 1487. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1785-1790. — Canal de St-Valery. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur une gratification à accorder à M. de la Touche, pour tous les voyages qu'il a faits relativement aux projets de la Somme. 15 juillet 1785. — Réponse de l'Intendant à M. de la Millière. Amiens, 27 août 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le ministre a

accordé à M. de la Touche une gratification extraordinaire de 8.000 l. Paris, 24 mars 1786. — « État des paiements faits aux sous-ingénieurs et élèves des ponts et chaussées, employés à la suite des travaux, et aux opérations relatives aux ports maritimes et à la navigation de la Somme, depuis Amiens jusqu'à St-Valery, pendant l'année 1786. » Amiens, 31 décembre 1786. — « État des gratifications payées à l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, et aux sieurs Busson et Girard, élèves, suivant les ordres du Conseil, en date du 23 février 1786. » Amiens, 31 décembre 1786. — Ordonnance de 1.500 l. de gratification à M. de la Touche. 5 avril 1787. — Id. de 1.800 l. 5 avril 1787. — Id. de 1.500 l. 1^{er} mai 1788. — Id. de 1.800 l. 1^{er} mai 1788. — Lettre de la commission intermédiaire provinciale de Picardie à l'Intendant, au sujet de représentations à elle faites par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, relativement à l'obtention d'une gratification de 1.800 l. qu'il dit lui avoir été accordée annuellement. Amiens, 15 mars 1790, — etc.

C. 1488. (Liasse.) — 42 pièces papier (9 imprimées).

1786. — Canal de St-Valery. — « Devis des ouvrages à faire en terrassements, pour l'ouverture d'une partie du canal projeté sur la rive gauche de la Somme, entre le village de Sur-Somme et le port de St-Valery, sur 7.322 toises, 3 pieds, de longueur totale »; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux à Jean-Baptiste Racine. 14 mars. — Détail estimatif des dits ouvrages. — Devis, détail estimatif et procès-verbal d'adjudication audit Racine des dits ouvrages, partie à la charge du commerce. 14 mars. — « Adjudication du canal de St-Valery-sur-Somme », pour le 2 mars (impr. affiche), — etc.

C. 1489. (Liasse.) — 10 pièces papier (3 imprimées).

1786. — Canal de St-Valery. — Procès-verbal d'information sur un vol de brouettes dans les travaux du canal. 17 juillet. — Mémoire de M. Dubrun à l'Intendant, sur ladite affaire. St-Valery, 24 juillet. — Mémoire de M. Dubrun à l'Intendant, au sujet de plusieurs particuliers de Cahon qui ont maltraité des ouvriers travaillant au canal. Saint-Valery, 14 août. — « Ordonnance de M. l'Intendant de Picardie, qui condamne les nommés Augustin Friville....., tous ouvriers du canal de St-Valery, à 8 jours de prison,

pour avoir voulu s'emparer des pompes des travaux dudit canal, et aussi à payer les frais de pansements, de maladie, indemnité de perte de temps, pour avoir frappé et blessé Hubert Morel et Jacques Hercelin. » 24 octobre (impr. affiche), — etc.

C. 1490. (Liasse.) — 44 pièces papier.

1786-1787. — Canal de St-Valery. — « Extrait du registre aux délibérations de la chambre du commerce de Picardie ». Délibération approuvant la conduite des délégués de la chambre à l'adjudication des travaux du canal. 3 mars 1786. — Ordonnances de paiements des travaux du canal, — etc.

C. 1491. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1786. — Canal de St-Valery. — Ordonnance de 150 l. de gratification au sieur Busson, élève des ponts et chaussées. 8 avril. — Id. au sieur Girard, élève des ponts et chaussées. 8 avril. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, au sujet de la demande faite par la chambre du commerce de Picardie, d'une gratification en faveur de M. Du Bois, inspecteur général des ponts et chaussées, pour les soins qu'il s'est donnés relativement au projet des travaux de la basse Somme. Le contrôleur général a remis pour statuer sur cet objet, au moment de l'examen de la situation des travaux qui auront été exécutés dans la généralité, au 31 décembre de la présente année. 6 mai. — Lettre de M. Delegorgue à l'Intendant, sur des requêtes et délibérations de la communauté des marchands épiciers-ciriers etc. d'Abbeville qui demandent à être autorisés à contribuer aux frais de la députation relative au canal. Abbeville, 12 juillet. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise ladite communauté à prendre dans sa caisse la somme de 200 l., pour ledit objet. 17 juillet, — etc.

C. 1492. (Liasse.) — 43 pièces papier.

1786-1787. — Canal de St-Valery. — Ordonnance de 15.000 l. à payer au sieur Racine, adjudicataire des travaux du canal. 16 mai 1786. — Id. 6 juin 1786. — Ordonnance de 2.750 l. 7 s. à payer au sieur Jourdain de l'Éloge, négociant à Amiens, pour frais de députation faite de lui par la chambre du commerce, relativement au canal. 23 juillet 1786. — Lettre du comte d'Hodicq à l'Intendant, se plaignant de ce que les travaux du canal enlèvent un grand nombre de bras à l'agriculture, à une saison où celle-ci a le plus besoin d'ouvriers. Arry, 21 mai 1786. — Mémoire de M. de la Touche à l'Intendant, relativement à

ladite réclamation. Amiens, 8 juin 1786. — Mémoire de M. de la Touche à l'Intendant. Il lui est revenu « que plusieurs personnes d'Abbeville, qui ont des propriétés sur la direction du canal de St-Valery, et qui me regardent comme l'antagoniste de leur ville, redoutent les estimations que je dois faire de leurs indemnités, et se proposent même de se pourvoir contre. » Il pense qu'il conviendrait de nommer pour cette opération un commissaire particulier, et d'en charger M. Dubrun, subdélégué à St-Valery. St-Valery, 9 juin 1786. — Lettre de l'Intendant à M. Dubrun, l'informant qu'il l'a chargé de faire les estimations des propriétés enlevées pour le canal. 17 juin 1786. — Réponse de M. Dubrun à l'Intendant, dans laquelle il lui expose ses vues sur ladite opération. St-Valery, 26 juin 1786. — « Mémoire pour la chambre du commerce de Picardie, sur les avantages qui résulteraient pour la navigation, de la réunion des eaux qui s'écoulent du nouveau canal de la Somme, avec celles de la rivière d'Amboise, près St-Valery. » Amiens, 21 août 1786. — « Extrait des minutes du greffe du siège royal de l'amirauté de St-Valery-sur-Somme et dépendances », relativement au mauvais état du port de St-Valery. 13 juin 1787. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant qu'il se dispose à traverser prochainement sa généralité, mais qu'il aura le regret de ne pas le voir à Amiens. Il visitera les travaux de la Somme, et demande d'y être accompagné par M. de la Touche. Paris, 3 septembre 1786. — Lettre de M. de la Touche à l'Intendant, l'informant « que la digue du canal de St-Valery a été coupée dans trois endroits différents, par la marée de la nuit du 9 au 10 de ce mois. Le vent était si furieux, que la mer a monté sur le quai de la Ferté. Il y a plus de trente ans qu'on n'en avait vu une pareille. Un navire a été jeté à la côte, et toutes les digues de renclosures sur l'autre rive, ont été abimées. Le mal arrivé à celle du canal aurait été peu considérable, s'il eût été possible d'y remédier sur le-champ, mais étant en pleine mer, toute entreprise de refermer eut été en pure perte. » St-Valery, 11 septembre 1786. — Lettre de M. de la Touche à l'Intendant, sur la réparation des dits dégâts, qui a été heureusement faite « pour la marée du 8 de ce mois, qui a encore monté plus haut que celle du 10 septembre dernier, mais sans faire aucuns dégâts. » 12 septembre 1786. — « Bordereau des dépenses faites par la chambre du commerce de Picardie, pour la médaille et les deux bourses de jetons qu'elle a eu l'honneur de faire présenter à M. de la Millière à son passage à St-Valery,

le 30 septembre 1786. » — « Canal de St-Valery.... Situation des ouvrages ordonnés sur les fonds du commerce de Picardie, au 31 décembre 1786. » Amiens, 31 décembre 1786, — etc.

C. 1493. (Liasse.) — 29 pièces papier.

1787. — Canal de St-Valery. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que sa généralité a été comprise dans la répartition des fonds destinés à la navigation pour 10.000 l., et qu'il lui a été accordé sur les fonds des ports maritimes 30.000 l., pour employer aux travaux de St-Valery. 2 avril. — Ordonnance de 2.563 l. 13 s. 9 d. au sieur Durand, député de la chambre du commerce de Picardie, pour les affaires de la navigation de la Somme. 18 avril. — Lettre des président et syndics de la chambre de commerce à l'Intendant, l'informant que le sieur Leleu aîné, négociant à Amiens, a offert ses services pour s'occuper de ses intérêts, pendant un séjour qu'il va faire à Paris. Amiens, 9 mai 1787. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur la proposition faite par la chambre du commerce de Picardie, d'accorder une gratification à M. Dubois, pour les soins qu'il s'est donnés au sujet des travaux de la basse Somme. 18 mai. — Lettre de M. de la Touche à M. Maugendre, sur un accident survenu dans les travaux du canal. St-Valery, 20 juin. — Lettre de M. de la Touche à l'Intendant, lui envoyant les devis et détails pour l'ouverture d'une nouvelle partie du canal de St-Valery. 25 juillet, — etc.

C. 1494. (Liasse.) — 28 pièces papier (1 plan).

1787-1788. — Canal de St-Valery. — « Plan de la rivière de Somme, vis-à-vis le noc de la digue du canal de St-Valery, sous le village de Boismont. » 1^{er} janvier 1787. — Lettre de M. de la Touche à l'Intendant, contenant ses observations à la suite d'une visite qu'il vient de faire des travaux du canal. Paris, 8 octobre 1787. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur une délibération de l'amirauté de St-Valery, à l'effet d'obtenir la prompte exécution du clapet à la tête du contrefossé du canal du port de Saint-Valery. 1^{er} février 1788. — « Rapport sur la délibération prise par l'amirauté de St-Valery-sur-Somme, à l'effet d'obtenir promptement et sans délai, l'exécution d'une petite écluse en charpente commencée à la tête du contrefossé du canal, et que les habitants de cette ville regardent comme le salut de leur port », par M. de la Touche. Amiens, 15 février 1788. — « Extrait du registre aux délibérations de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens »,

sur le même objet. 30 juin 1788. Expédition du 1^{er} juillet. — « Mémoire sur l'utilité de l'adjudication et de l'exécution provisoire du contrefossé, sur toute la longueur du canal, depuis Abbeville jusqu'à St-Valery. » — Observations de la commission intermédiaire du département d'Abbeville sur ledit mémoire. Novembre 1787, — etc.

C. 1495. (Liasse.) — 50 pièces papier.

1788-1790. — Canal de St-Valery. — Lettre de M. de la Touche à l'Intendant, relativement à un clayonnage qu'il a proposé pour le canal de St-Valery. Amiens, 23 février 1788. — « Devis des ouvrages à faire en terrasses, fascinages et clayonnages, pour le soutien des talus du canal de St-Valery-sur-Somme. » 22 avril 1788. — Adjudication infructueuse des dits travaux. 17 mai 1788. — « Observations sur le devis », par M. Œullio. 17 mai 1788. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel-de-ville » de St-Valery, à l'effet de hâter l'achèvement des travaux. 20 mai 1788. Expédition dudit jour. — Requête des officiers municipaux de St-Valery au bureau intermédiaire du département d'Amiens, sur le même objet. 28 juin 1788. — « Extrait du registre aux délibérations du bureau intermédiaire de l'assemblée du département d'Amiens », sur ladite requête. 1^{er} juillet 1788. Expédition du 3 juillet. — « Observations sur les ouvrages du canal de Saint-Valery », par M. Dubois. 24 juillet 1788. — « État des fonds destinés au canal de St-Valery, jusqu'à la fin de l'année 1788. » — « Extrait de la séance du 8 août 1788, de la commission intermédiaire provinciale de la généralité d'Amiens. » Expédition du 14 août. — « Copie de la lettre de M. Brun, ingénieur, écrite à M. Delatouche, le 31 août 1788 », relativement aux dits travaux, et de la correspondance qui en a été la suite. — Lettre du bureau intermédiaire du département d'Abbeville à la commission intermédiaire provinciale de Picardie, le remerciant de l'avoir associé au bureau intermédiaire du département d'Amiens, pour toutes les opérations relatives au canal de la basse Somme. Abbeville, 19 novembre 1788. — « Observations sur les ouvrages à faire en terrasses, fascinages et clayonnages qu'on propose le long des deux côtés du canal, pour en soutenir les talus. » — « Liste des indemnités qu'il conviendrait de faire payer les premières, parce qu'elles contribueront beaucoup à déterminer les propriétaires avec lesquels on n'a pu convenir de prix. » — « Extrait d'un journal concernant les ouvrages du canal de St-Valery. » 17 mai 1788, — etc.

C. 1496. (Liasse.) — 27 pièces papier (1 imprimée).

1789. — Canal de St-Valery. — « Observations des commissaires, sur l'état du canal de Picardie à Saint-Valery, constaté par le procès-verbal du 10 novembre 1788. » 15 avril. — « Devis des ouvrages à faire en terrassements, pour l'ouverture d'une nouvelle partie du canal de St-Valery-sur-Somme, de 909 toises, 3 pieds de longueur, depuis le point indiqué D sur le plan, vis-à-vis le village de Sainneville, jusque compris la rivière de Gouy », partie à la charge du Roi ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 15 juin. — Id. partie à la charge du commerce. 15 juin. — Détail estimatif des dits ouvrages. — Avis de la mise en adjudication des dits ouvrages pour le 15 juin (impr. affiche), — etc.

C. 1497. (Liasse.) — 21 pièces papier.

1790. — Canal de St-Valery. — Requête du sieur Lair, adjudicataire des travaux du canal de St-Valery à la commission intermédiaire de Picardie, se plaignant d'une erreur dans le devis des dits travaux, préjudiciable à ses intérêts. Amiens, 12 janvier. — Mémoire de M. de la Touche à l'Intendant, sur ladite requête. Amiens, 25 janvier. — Requête du sieur Lair à M. de la Millière, sur le même objet. 27 juin. Copie. — « Règlement et compte définitif de ce qui reste dû au sieur Racine sur les fonds du commerce, pour la première partie du canal de St-Valery, dont il s'est rendu adjudicataire le 14 mars 1786. » Amiens, 9 juillet. — Mémoire des négociants et capitaines de St-Valery à la commission intermédiaire provinciale, sur la nécessité de placer une buze à la tête du canal, — etc.

C. 1498. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1669-1670. — Canal Marchand à Abbeville. — Délibération de l'échevinage d'Abbeville, arrêtant de former opposition à l'adjudication de travaux qui doivent être exécutés pour faciliter le passage des bateaux. 11 septembre 1669. — Délibération de l'échevinage d'Abbeville, sur ce que, nonobstant son opposition, il a été passé outre à ladite adjudication, et arrêtant de députer le maire à Paris, pour poursuivre l'affaire auprès des ministres. 14 septembre 1669. — Délibération de l'échevinage d'Abbeville, n'existant pas d'autre moyen pour empêcher l'ouverture dudit canal au faubourg de Rouvroy, que de faire curer et creuser l'ancien canal, arrêtant « qu'il sera remontré à mondit sieur l'Intendant, et qu'on le suppliera de représenter à Mgr. Colbert, que la dépense qu'il faut

faire pour creuser l'ancien canal de la ville est grande, et qu'il ne se trouvera personne pour s'en rendre adjudicataire à moins de 10.000 l., qu'à leur égard, depuis le retranchement des octrois de ladite ville, il ne leur reste de fonds que pour acquitter les charges ordinaires, de sorte qu'à peine peuvent-ils ménager tous les ans une somme de 3 ou 400 l., pour les réparations les plus pressantes des ponts, chaussées et corps de garde d'icelle ville..... et tout le moyen qui leur peut rester pour y contribuer de leur part, et de faire faire une partie à corvées par les habitants de cette dite ville, à quoi ils se trouvent assez disposés, pour empêcher le changement que ce passage par les faubourgs de Rouvroy apporterait dans la ville, dont beaucoup d'habitants seraient obligés d'abandonner leurs maisons, prévenir la ruine et les ravages qu'ils prévoient que la mer, qui est ordinairement fort impétueuse en ces endroits, causerait, tant dans ce faubourg, que dans celui des Planches, qui est voisin, dont les terres sont de très grand prix, et les autres incommodités que le public souffrirait. Mais comme ce que peuvent faire les habitants de leur part n'est que de transporter les terres du canal dans les aires et places voisines les plus commodes..... et que ce canal ne se pouvant pas mettre tout à fait à sec, il y faudra employer des hommes pour charger les terres, qui soient presque toujours les pieds dans l'eau, ce qui ne se peut faire par des habitants à corvées », il sera demandé en conséquence au Roi un secours de 6.000 l. 12 octobre 1669. — Adjudication des travaux de curement du canal Marchand. 12 avril 1670. — Arrêt du conseil d'État, sur ladite adjudication. St-Germain, 28 juillet 1670. — Lettre de l'Intendant à M. Le Maire, ingénieur en chef à Abbeville, au sujet du curement du canal Marchand. Amiens, 9 juin 1723. — « État estimatif de la dépense à quoi pourra monter le curement de la rivière de Somme, depuis l'église de l'Hôtel-Dieu, jusqu'au pont neuf de la ville d'Abbeville. » 1723, — etc.

C. 1499. (Liasse.) — 29 pièces papier (4 imprimées, 3 plans).

1749-1759. — Canal Marchand à Abbeville. — « Devis des ouvrages à faire pour le curement et le recreusement du bras de la rivière de Somme, appelé le canal Marchand..... ensemble pour la démolition et reconstruction du pont aux Poissons, afin de l'exhausser de 3 pieds, et que la navigation puisse se faire librement par dessous », par M. Bayeux, inspecteur du pavé de Paris et des ponts et chaussées. Paris, 20 avril

1749 ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 18 novembre 1749-7 février. 1750. — « Devis des ouvrages à faire, pour le curement et le recreusement du bras de la rivière de Somme appelé le canal Marchand, depuis l'endroit où il se sépare du grand lit au-dessus d'Abbeville, jusqu'à celui où il rentre vers le milieu de la ville, et le revêtir de murs et quais », par M. Barbier, ingénieur des ponts et chaussées. Amiens, 8 octobre 1749 ; et procès-verbal d'adjudication des dits ouvrages 9 mai 1750. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour le recreusement du canal Marchand, et pour l'exhaussement du pont aux Poissons, afin de rétablir la navigation dans la traverse d'Abbeville. » XVIII^e s. — « Procès-verbal des représentations des titres des maisons sises sur le pont aux Poissons de cette ville » (d'Abbeville). 23 décembre 1749. — Plan des dites maisons. — « Procès-verbal d'estimation des maisons sur le pont aux Poissons. » 7 janvier 1750. — Procès-verbal d'estimation des indemnités dues pour détérioration des maisons voisines de celles qui doivent être détruites. 3 février 1750. — « Mémoire pour servir de réponse à la lettre écrite par M. Trudaine le 19 mars 1750 à M. Chauvelin. » 2 avril 1750. — Avis de la mise en adjudication des dits ouvrages pour le 4 avril 1750, (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui approuve l'adjudication passée pour les ouvrages à faire au canal Marchand d'Abbeville. » Versailles, 2 juin 1750. — « Toisé et détail des ouvrages faits en 1750 et 1751, pour le curement et recreusement du bras de la rivière de Somme appelé le canal Marchand d'Abbeville, le tout en conséquence de l'adjudication du 9 mai 1750 », par M. Dubois, ingénieur des ponts et chaussées de Picardie. Amiens, 28 mai 1752. — « Procès-verbal de réception des ouvrages pour le curement du canal Marchand d'Abbeville. » 28 mai 1752. — Mémoire des maieur et échevins d'Abbeville et des négociants d'Amiens à M. Trudaine, à l'effet d'être autorisés à percevoir sur le produit du droit de sol pour livre du fret de St-Valery, les fonds nécessaires pour rembourser la somme de 66.994 l. 8 s. 4 d., qu'ils ont empruntée pour le curement du canal Marchand. 1754. — Ordonnance de l'Intendant, qui abolit le droit de sol pour livre sur les marchandises débarquant à St-Valery. 16 décembre 1759 (impr. affiche). — « Plan, profil, élévation du pont de l'Écluse. » XVIII^e s. — « Projet du pont de l'Écluse. » XVIII^e s., — etc.

C. 1500. (Liasse.) — 19 pièces papier (3 imprimées).

1751-1786. — Canaux divers. — « Procès-verbal des ponts de la ville de Corbie, sur le canal

de la Barrette. » 1751. — Requête au conseil d'État par les habitants, corps et communauté de Corbie, à l'effet d'obtenir le décombrement du canal de la Barrette. 27 octobre 1757. — Procès-verbal relatif audit décombrement. 6 août 1760. — « Mémoire pour connaître s'il est de l'avantage du public qu'il soit percé un canal depuis Albert jusqu'à la rivière de Somme. » 30 juin 1759. — Ordonnance de l'Intendant, prescrivant le curage des canaux qui traversent la ville d'Amiens. 23 juillet 1772 (impr. affiche). — Avis du subdélégué de St-Valery, sur la réparation de l'écluse du Crotoy. 27 février 1777. — Lettre de M. Dubrun à l'Intendant, relativement au rétablissement de l'écluse du Crotoy. St-Valery, 15 novembre 1788. — Mémoire de M. Dubrun à l'Intendant, sur ladite affaire. St-Valery, 10 juin 1789. — « Rapport de M. l'abbé Bossut, de M. l'abbé Rochon, de M. de Fourcroy et de M. le marquis de Condorcet, membres de l'académie royale des sciences, sur la navigation intérieure de la Bretagne. » 2 septembre 1786 (impr. 20 p. in-4° Imp. Roy. 1786). — « Rapport de M. l'abbé Bossut, de M. l'abbé Rochon et de M. le marquis de Condorcet, membres de l'academie royale des sciences, sur le canal que le gouvernement fait construire en Nivernais, pour l'approvisionnement de Paris. » 2 septembre 1786 (impr. 6 p. in-4° Imp. Roy. 1786), — etc.

C. 1501. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 10 papier (2 plans).

1737-1754. — Port de St-Valery. — « Mémoire sur le port de St-Valery-sur-Somme », par M. Cocquart. 1737. — Mémoire de M. Roger à l'Intendant, sur les travaux à exécuter pour améliorer le chenal et curer le port de St-Valery. 13 février 1738. — « Plan du quai de la Ferté. » XVIII^e s. — Mémoire à M. Orry sur les moyens à prendre pour empêcher l'ensablement du port de St-Valery. 17 octobre 1739. — Arrêt du conseil d'État, portant approbation des ouvrages qui ont été faits en 1738 pour le décombrement du port de Saint-Valery et de la rivière d'Amboise. Fontainebleau, 27 octobre 1739. — « Plans et profils du moulin de Moulnele, relatif au plan général. » XVIII^e s. — Mémoire de François Gatte, marchand à Abbeville, proposant de faire faire au port de St-Valery toutes les constructions nécessaires pour y recevoir sans danger tous les vaisseaux qui y débarqueront. 1742. — Mémoire sur la proposition du sieur Gatte. 1742. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire du sieur Gatte, qui propose de faire construire

re un port au bourg d'Ault. 5 juin 1754, — etc.

C. 1502. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 40 papier
(4 imprimées, 5 plans).

1751-1763. — Port de St-Valery. — Plan, profils et élévations de travaux à faire au quai de St-Valery, par M. Letellier. Cayeux, 29 juillet 1751. — « Procès-verbal de visite, concernant les dégradations d'une partie des quais du port de St-Valery-sur-Somme, et les réparations qu'il conviendrait y faire » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 27 mars 1752. — « Détail estimatif des différentes espèces d'ouvrages à faire, pour la réparation du mur de l'église de St-Valery. » 1754. — « Plan et élévation du mur de terrasse et de la partie de l'église de St-Valery, vue du côté de la baie de la Somme. » XVIII^e s. — « Plan, profil et élévation, où sont marqués en jaune les ouvrages à faire pour la construction d'un mur en raccordement de la partie existante de l'ancien mur, avec celle nouvellement construite, dressé conformément aux ordres de M. d'Invau, intendant de Picardie, du 10 septembre 1756 », par M. Beffara. — Procès-verbal de visite du mur de terrasse de l'église de St-Valery. 24 septembre 1756. — « Devis et conditions des ouvrages à faire au mur de terrasse sous l'église de St-Valery, pour la construction d'un mur de raccordement entre la partie subsistante de l'ancien mur, et celle nouvellement reconstruite, afin d'éviter les dégradations que les grandes marées pourraient y causer », etc., par M. Beffara. Amiens, 9 février 1757. — « État estimatif des matériaux et main d'œuvre nécessaires aux ouvrages à faire au mur de terrasse sous l'église de St-Valery », etc., par M. Beffara. Amiens, 9 février 1757. — Requête à l'Intendant par Jacques de Cailly, docteur en Sorbonne, doyen de chrétienté, curé de St-Valery-sur-Somme et consorts, se plaignant du mauvais état des quais de la Ferté. Amiens, 16 janvier 1760. — Lettre de l'abbé de Cailly à l'Intendant, lui recommandant ladite requête. St-Valery, 16 janvier 1760. — « Devis pour la construction d'un quai qui est à faire à St-Valery, pour soutenir les terres qui tombent journellement dans le port de St-Valery, et même qu'à la suite, le canal dudit port se trouverait rempli et impraticable, pour les vaisseaux qui arrivent dans ledit port. » 13, 14 février 1760. — « Détail des ouvrages à faire, pour la reconstruction d'un quai en charpente battant à la mer, le long du port de la Ferté-St-Valery, sur une longueur de 106 toises, 2 pieds. » 9 mai 1760. — Lettre de M. Bertrand à l'Intendant, lui envoyant ledit projet de réparation du quai de St-Valery. —

Avis de l'adjudication des dits travaux pour le 11 juillet 1760 (impr. affiche). — « Dessins d'un quai de charpente à construire le long du port de la Ferté-St-Valery. » 1760. — « Devis pour la reconstruction d'un quai de charpente battant à la mer, le long du port de la Ferté-St-Valery, sur 106 toises, 2 pieds de longueur, depuis le quai de maçonnerie vis-à-vis le dépôt du sel, jusqu'au premier angle du magasin des Corderies, près le Dernier sol » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 11-22 juillet 1760. — Requête des maire, échevins et principaux habitants de St-Valery à l'Intendant, à l'effet de hâter l'exécution des dits travaux. 16 septembre 1760. — Arrêt du conseil d'État, qui autorise lesdits travaux. Versailles, 17 juillet 1761. — « Situation, compte, et première réception des ouvrages faits pour la construction d'un nouveau quai de charpente au port de la Ferté-St-Valery, adjugé au sieur Gabriel Fropos, le 12 juillet 1760, moyennant la somme de 13.200 l. » Amiens, 5 janvier 1762. — Réception définitive des dits travaux, par M. Bertrand. Boulogne, 27 juin 1762. — « Détail estimatif des ouvrages à faire pour le parachèvement du quai de charpente le long du port de la Ferté-lès-St-Valery, sur la longueur de 30 toises », par M. Bertrand, sous-ingénieur des ponts et chaussées de Picardie. 30 janvier 1763. — Avis de la mise en adjudication des dits travaux, pour le 29 juillet 1763 (impr. affiche). — « Devis des ouvrages à faire, pour le parachèvement du quai de charpente, nouvellement construit le long du port de la Ferté-lès-St-Valery » ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 29 juillet — 3 septembre 1763. — « Prolongement du quai de charpente de la Ferté-lès-St-Valery, à construire sur 30 toises de longueur », profils et élévation. 1763, — etc.

C. 1503. (Liasse.) — 7 pièces papier (1 plan).

1761-1762. — Port de St-Valery. — Mémoire de M. Bertrand à l'Intendant, relativement à l'établissement d'un faux quai le long du quai de la Ferté. Boulogne, 8 novembre 1761. — « Formes et précautions à observer par les habitants riverains du nouveau quai de la Ferté-St-Valery, pour la construction d'un faux quai, qui puisse garantir leurs maisons et leurs passages, sans endommager ni trop charger le nouveau quai. » 23 novembre 1761. — « Dessin du faux quai à établir sur le grand quai neuf de la Ferté-St-Valery. » — « Ordonnance pour permettre la construction d'un faux quai à St-Valery. » 31 décembre 1761, — etc.

C. 1504. (Liasse.) — 35 pièces papier (2 plans).

1762-1765. — Port de St-Valery. — Lettre de M. Bertin à l'Intendant, sur les travaux à faire au port de St-Valery. 16 août 1762. — « Observations pour servir à répondre à la lettre de M. le contrôleur général à M. l'Intendant, du 16 août 1762. » — Réponse de l'Intendant au contrôleur général. Amiens, 10 décembre 1762. — Lettre de M. F. Œuillo, fils, à l'Intendant, sur un travail qu'il a fait pour parer à l'ensablement du port de St-Valery. Bruyères, 11 juin 1763. — Mémoire de la chambre du commerce de Picardie à l'Intendant, appuyant le projet du sieur Œuillo, et observant « que les bancs de sable depuis Petit-Port jusqu'à la Ferté s'accroissent de jour en jour, du côté du Sud, et qu'ils sont si hauts, depuis Boismont jusqu'à Pinchefalize, que la mer ne les couvre plus en morte eau. Ces bancs éloignent la Somme du côté du Nord, et elle se trouve actuellement si écartée du port, qu'on ne découvre qu'à peine et imparfaitement l'endroit par où elle passe, et son embouchure se rend au-dessous de la paroisse. Il est observé sur ces variations, que cet éloignement détournant les marées qui suivent toujours le lit de cette rivière, occasionne l'accroissement d'un banc de sable qui a commencé à se former depuis le port, jusqu'à la Ferté, en sorte que les navires, pour éviter de rester sur ce banc, et pour prendre le beau temps et une haute mer pour venir dans le port, sont obligés de se placer sous la Ferté, et de se mettre au même endroit, lorsqu'ils sont prêts à faire voile, pour attendre le vent favorable. » Amiens, 17 janvier 1764. — « Copie de la lettre écrite à Mgr. de Laverdy, contrôleur général des finances, par les président et syndics de la chambre du commerce de Picardie, le 29 septembre 1764 », relativement aux travaux demandés pour le port de St-Valery. « La Picardie n'a aucun port assuré qui soit commerçant : ceux de Boulogne et de Calais ne peuvent passer pour tels, si on considère que les marchandises qui y abordent ne sont que pour la consommation de leur gouvernement, à l'exception des sels qui passent en Artois. Étaples ne reçoit que cette dernière denrée et des eaux-de-vie. Peut-être le commerce n'est-il si assuré dans ces trois ports, que par le défaut de rivière navigable, qui puisse favoriser économiquement le transport des marchandises que les provinces voisines pourraient en tirer. St-Valery, beaucoup plus recommandable, à cause de l'embouchure de la Somme, qui rend à Amiens, à peu de frais, qui pourraient encore être réduits, les marchandises qui y arrivent de toutes les parties de l'Europe, approvisionne non-seulement la Picardie, mais Paris même, pour des objets assez

importants, l'Ile de France, la Champagne, la Bourgogne, la Suisse, la Lorraine et plusieurs autres endroits. Ces provinces et ces états l'empruntent souvent pour la traite de leurs marchandises. » —

Lettre de M. Poncet de la Grave, procureur du Roi au siège général de l'amirauté de France, marquant que « les amirautés de St-Valery-sur-Somme et celle d'Eu et Tréport étant en contestation sur leurs limites, j'ai demandé aux premiers un plan de la côte, depuis Abbeville jusqu'au bourg d'Ault. Ils m'ont répondu le 25 du mois dernier, qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire lever, n'ayant personne sur les lieux en état de le faire, mais que M. de Bompar, ingénieur en chef en Picardie, avait levé le même plan il y a peu de temps. J'ai écrit en conséquence à ce Monsieur, pour le prier de m'en faire faire une copie, aux offres d'en payer la dépense. » Il lui demande de vouloir bien l'y autoriser. Paris, 2 mars 1765. — Mémoire de M. Jumel-Riquier à l'Intendant, sur les travaux à faire à St-Valery. Amiens, 2 mars 1765. — « Plan du cours de la rivière de Somme, depuis Pinchefalize jusqu'à St-Valery, avec un petit canal pour conduire cette rivière dans le port de ladite ville, par F. Œuillo des Bruyères. » Avril 1765. — « Mémoire pour ramener la Somme dans le port de St-Valery, en moins de quinze jours », par M. Œuillo des Bruyères. 19 avril 1765. — Lettre des maire et échevins de St-Valery à l'Intendant, pour appuyer la proposition de M. Œuillo. St-Valery, 21 avril 1765. — Mémoire de M. Blondin à l'Intendant, sur ledit projet. St-Valery, 26 avril 1765. — Lettre de M. Œuillo à l'Intendant, pour le remercier d'avoir approuvé l'exécution des travaux qu'il propose. Bruyères, 27 avril 1765. — Ordonnance de 2.085 l., pour le paiement des dits travaux. 24 mai 1765. — Délibération de l'échevinage de St-Valery, pour le paiement de matelots, qui ont été employés à divers ouvrages, pour rompre un courant, qui menaçait de faire dévier le cours de la Somme vers Noyelle. 25 mai 1765, — etc.

C. 1505. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 36 papier.

1767-1784. — Port de St-Valery. — « Mémoire sur le rétablissement d'un port à l'embouchure de la Somme. » — Lettre des juge et consuls d'Abbeville à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. Abbeville, 18 mai 1767. — Mémoire de M. Bompart à l'Intendant, sur les moyens à prendre pour rendre plus commode l'entrée et la sortie du port de St-Valery. Amiens. 12 juillet 1767. — « Extrait du registre aux délibérations de la chambre du commerce de Picardie, du 28 octobre

1777. » Délibération relative à l'ensablement du port de St-Valery, et la nécessité d'y apporter remède. — « Mémoire pour la ville d'Abbeville », réclamant le transport du port de la baie de Somme au Crotoy, plutôt qu'à St-Valery. 1777. — Lettre de M. Parent à la chambre du commerce, relativement aux travaux de St-Valery. Paris, 8 février 1778. — Mémoire de M. Œuillo, relativement aux dits travaux. Bruyères, 21 mars 1778. — « Copie d'un arrêt du Conseil du 19 octobre 1778, touchant le rétablissement du port de Saint-Valery et l'ouverture d'un canal, sur la rive gauche de la Somme, depuis le Petit-Port, jusqu'à la pointe de Pinchefalize. » — Mémoire de M. Œuillo, sur lesdits travaux. Bruyères, 22 décembre 1778. — Lettre de M. de Cotte à l'Intendant, lui demandant son avis sur une délibération de la chambre du commerce de Picardie, qui se plaint de ce que la ville d'Abbeville a formé opposition à l'arrêt du Conseil du 19 octobre 1778, qui commet M. de la Touche pour dresser les plans, devis et détail estimatif des ouvrages nécessaires pour le rétablissement du port de St-Valery. Paris, 12 novembre 1779. — Arrêt du conseil d'État concernant le rétablissement du port de St-Valery. Versailles, 20 mars 1782. — « Lettres patentes qui autorisent la chambre du commerce de Picardie à faire un emprunt de 934.000 l., pour le rétablissement du port de Saint-Valery, et à lever un octroi pendant 20 ans. » Versailles, 28 novembre 1782. — Surannation des dites lettres patentes. Versailles, 16 juin 1784. — « Mémoire des officiers municipaux d'Abbeville, sur la supériorité du Crotoy sur St-Valery, pour l'établissement d'un port à l'embouchure de la Somme. 26 mars 1783. — Mémoire pour la chambre du commerce de Picardie, à l'effet de prier MM. les officiers municipaux de la ville d'Amiens, d'accorder la garantie de l'hôtel-de-ville, pour un emprunt de 934.000 l., dont l'emploi est destiné à améliorer le port de St-Valery, et à creuser un nouveau lit à la rivière de Somme, depuis Abbeville jusqu'à Pinchefalize près de St-Valery. » Amiens, 31 juillet 1783, — etc.

C. 1506. (Liasse.) — 37 pièces papier (1 imprimée).

1784-1786. — Port de St-Valery. — Lettre du maréchal de Castries à l'Intendant, lui demandant son avis sur une demande de la chambre du commerce de Picardie, à l'effet d'être autorisée à prélever sur les 3 d. par livre du fret qui se perçoit à St-Valery, les frais d'une députation qu'elle se propose de faire pour obtenir le rétablissement

dudit port. Versailles, 19 février 1784. — Lettre de M. Blondel à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire présenté par la chambre du commerce de Picardie, proposant les moyens d'exécuter sans emprunt les travaux ordonnés par le Conseil pour améliorer le port de St-Valery et la navigation de la Somme. Paris, 28 mars 1784. — Lettre de M. de la Touche, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à l'Intendant, sur le même objet. 5 avril 1784. — « Lettres patentes concernant les travaux à faire au port de St-Valery, et les fonds à employer aux dits travaux. » Versailles, 11 juin 1784. — Mémoire relatif à la nécessité de creuser un canal sur la rive gauche de la Somme, pour l'amélioration du port de St-Valery. XVIII^e s. — « Réponse au mémoire présenté à Mgr. l'Intendant par quelques particuliers de St-Valery, sur le tarif des droits établis pour le rétablissement dudit port, aux termes des lettres patentes des 22 novembre 1782 et 11 juin 1784 », par MM. Jacques Daire, Étienne Joly, Cordier et Cornet. Amiens, 25 juin 1785. — Requête de la chambre du commerce au garde des sceaux, se plaignant d'être diffamée dans un écrit anonyme, relatif aux affaires du port de St-Valery. Amiens, 2 août 1785. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui supprime un imprimé sans permission et sans nom d'imprimeur, ayant pour titre : *Lettre du sieur..., ancien négociant d'Amiens, à M. le comte d'Agay, intendant de Picardie*, commençant par ces mots : *On assure que le Conseil* ; et finissant par ceux-ci : *aller faire naufrage dans un port.* » St-Cloud, 10 septembre 1785 (impr. affiche), — etc.

C. 1507. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1786-1789. — Port de St-Valery. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, sur l'adjudication des travaux du port de St-Valery. 4 mars 1786. — « Mémoire pour la chambre du commerce de Picardie, à l'effet de supplier le Conseil de vouloir lui accorder une augmentation de fonds, pour les travaux du port de St-Valery. » Amiens, 23 janvier 1787. — « Mémoire sur la préférence due au port de St-Valery sur celui de Dieppe, pour le nouveau canal de Paris. » XVIII^e s. — Mémoire des négociants de St-Valery, à l'effet d'obtenir en faveur de ce port la libre navigation pour le commerce des colonies. XVIII^e s., — etc.

C. 1508. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1780-1781. — Port de St-Valery. — « Procès-verbal d'une plantation de pieux à la pointe du Hourdel. » 17 octobre 1780. — Lettre des président et syndics de

la chambre du commerce à l'Intendant, relativement à ladite plantation. Amiens, 29 décembre 1780, — etc.

C. 1509. (Liasse.) — 29 pièces papier (3 imprimées).

1766-1789. — Mines et minières. — « État des mines qui ont été découvertes dans la subdélégation d'Abbeville. » 2 janvier 1766. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, lui mandant que « le sieur Boucher, maître de forges à Arc, près Châteauvillain, s'occupe de faire des essais des différentes mines de fer du royaume. Il a besoin à cet effet, qu'on lui procure du minéral. Je vous prie de vouloir bien écrire à tous les maîtres de forges de la Picardie, de vous en envoyer une quantité suffisante, qu'ils auront grand soin d'étiqueter du nom de l'endroit d'où il aura été tiré, et je vous serai obligé de me faire passer le tout dans une caisse, que vous voudrez bien faire arranger de façon qu'une mine ne puisse pas être confondue avec une autre. » Paris, 15 juillet 1767. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement pour l'ouverture des carrières et chemins aux abords. » 5 avril 1772 (impr. 4 p. in-4° Imp. Roy. 1772). — « Mines. Généralité de Picardie. Sommes dues par les concessionnaires, et dont le recouvrement est à faire. » 1780. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant création de quatre inspecteurs des mines. » 21 mars 1781 (impr. 3 p. in-4° Imp. Roy. 1781). — Lettre de M. Necker à l'Intendant, l'informant que les mines de sa généralité seront visitées cette année par M. Monnet, inspecteur des mines. Paris, 22 avril 1781. — Lettre de M. de Belterre à l'Intendant, à propos de la prochaine inspection de M. Monnet. « Nous n'avons pas d'autres mines en exploitation dans le Boulonnois, que celles de charbon. On assure qu'il s'y trouve des mines d'étain et de fer. On a fait des essais autrefois, mais, soit qu'ils aient été mal dirigés, soit que les entrepreneurs les aient entrepris trop légèrement et sans avoir de fonds suffisants pour les conduire à fin, ils ont été abandonnés après de premières dépenses en pure perte. » Boulogne, 3 mai 1781. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, lui envoyant plusieurs exemplaires de trois arrêts relatifs aux mines, le Roi se proposant de donner une attention particulière à tout ce qui a rapport à cette branche d'industrie, et lui faisant diverses recommandations pour l'exécution des dits arrêts. Paris, 27 mai 1783. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un exemplaire de la description méthodique du cabinet de l'école royale des mines. Il croit « qu'il serait avantageux de faire une collection de nos minéraux divisés par généralités, et de conserver dans chaque

intendance un double des échantillons extraits du sol des provinces qui la composent. Les employés des mines formeraient successivement cette collection lors de leurs tournées, et une description publiée annuellement annoncerait la nature et la richesse de ces minéraux. » Paris, 30 août 1784. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que les contestations qui pourront naître entre les propriétaires des terrains et les entrepreneurs des mines, continueront d'être portées devant les sieurs intendants et commissaires départis dans les provinces du royaume. » Versailles, 29 décembre 1786 (impr. 2 p. in-4° Imp. Roy. 1786), — etc.

C. 1510. (Liasse.) — 60 pièces papier.

1779-1784. — Mines et minières. Charbons de terre. — Requête d'Henri-Charles-Armand de Guiselain, écuyer, seigneur des Barreaux, à M. Bertin, ministre et secrétaire d'État, à l'effet d'être autorisé à exploiter une mine de charbon de terre qu'il a découverte sur la paroisse de Réty. 23 août 1779. — Lettre de M. de Choiseul-Gouffier à l'Intendant, relativement à des fouilles de charbon qu'il a entreprises près de Boulogne. Paris, 15 avril 1783. — Lettre du marquis de Saisseval à l'Intendant, à l'effet d'obtenir un privilège pour l'exploitation des mines de charbon de Réty sur les terres de M. des Barreaux, dans lesquelles M. de Choiseul et lui ont pris un intérêt. Paris, rue St-Dominique, 23 juin 1783. — Lettre de la marquise de Choiseul-Gouffier à l'Intendant, sur le même objet. 27 juin 1783. — Lettre de M. de Belterre à l'Intendant, sur ce que M. des Barreaux a fait ouvrir des fosses à charbon sur la paroisse de Réty, sans permission. Boulogne, 7 juillet 1783. — « Extrait du registre de la subdélégation de Boulogne. » Dénonciation contre ledit sieur des Barreaux. 8 juillet 1783. — Lettre de M. de Belterre à l'Intendant, relativement à ladite dénonciation. Boulogne, 12 juillet 1783. — Correspondance relative à ladite affaire. — « Observations sur la requête ci-jointe, par laquelle le sieur Desbarreaux demande qu'il lui soit permis, par provision, de continuer les exploitations de mines de charbon qu'il dit avoir commencées sur le Rietz-Brousta, dépendant d'une de ses fermes en la paroisse de Réty », par M. de Belterre. Boulogne, 10 août 1783. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui marquant que le contrôleur général a pensé qu'il n'était pas nécessaire de saisir le Conseil de ladite affaire, et qu'il s'en rapportait à lui pour rendre l'ordonnance nécessaire. Paris, 3 septembre 1783. — Requête

à l'Intendant par le vicomte Desandrouin, cessionnaire de Louis-Alexandre-Céleste d'Aumont, duc de Villequier, chevalier des ordres du Roi, premier gentilhomme de sa chambre, maréchal de ses camps et armées, gouverneur de Boulogne et Boulonnois, se plaignant des entreprises du sieur des Barreaux. 19 septembre 1783. — Ordonnance de l'Intendant, ordonnant par provision, la suspension de tous travaux d'extraction de charbon commencés à Réty par le sieur Guizelain des Barreaux. 15 octobre 1783. — Lettre du duc de Villequier à l'Intendant, se plaignant de ce que, malgré les défenses faites, M^{me} des Barreaux et M. de Fontanieu continuent à extraire du charbon. Château de Villequier, 6 novembre 1783. — « Avis sur la requête du sieur Desbarreaux, insérée en l'arrêt ci-joint, qui en ordonne la communication, et sur les dires des parties contenus au procès-verbal ordonné par ledit arrêt, et pièces y jointes », par M. de Belterre. Boulogne, 6 janvier 1784. — Mémoire de l'Intendant à M. de Calonne, sur ladite affaire. 15 janvier 1784. — « Ordonnance pour permettre de continuer la fouille et exploitation des fosses faites à la Thuillerie et à l'Arriès-Brousta, pour en extraire du charbon de terre, etc. » 2 avril 1784, — etc.

C. 1511. (Liasse.) — 51 pièces papier (1 imprimée, 1 plan).

1782-1784. — Mines et minières. Charbon de terre. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, sur un mémoire du sieur Pierrard et associés, qui demandent « la concession des mines de charbon qu'ils ont découvertes ou pourront découvrir dans les terrains situés entre le village de Vigogne, Darvert, Villy, St-Viguier et Capelle près du Vieil Hesdin et de Doullens. Je vous prie de vouloir bien faire extraire des échantillons de ces mines en présence de votre subdélégué, de me les envoyer avec le procès-verbal d'extraction, de vous assurer si elles ne sont point dans l'étendue d'une concession antérieure, si elles sont à la proximité des eaux, des bois et des débouchés nécessaires à leur exploitation, et quelle étendue on peut leur assigner, enfin si le sieur Pierrard et ses associés ont des fonds suffisants et les connaissances nécessaires pour une entreprise de ce genre. » Paris, 15 février 1782. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant. « Le Viel Hesdin est de la province d'Artois, à 8 lieues de Doullens, et le village de Capelle, assis dans la même province d'Artois, avoisine effectivement le Viel Hesdin. Quant aux autres, j'ignore leur situation : ils ne sont sûrement pas de la subdélégation de Doullens, à moins que les noms en soient mal rendus, et qu'au lieu de Vigogne et St-Viguier, on ait voulu écrire La Vicogne et St-

Ricquier. Je n'ai pu donc, Monseigneur, faire faire les opérations que votre lettre prescrit. Ces opérations demandaient d'ailleurs la présence et le concours du sieur Pierrard, et personne ne s'est présenté pour lui. Je ne sais de quel pays il est, on ne le connaît pas ici. » Doullens, 8 mars 1782. — Lettre d'André-Joseph Piérard, résidant à Valenciennes, faisant connaître qu'il a « présenté un mémoire à Mgr. ministre des finances, à l'effet d'obtenir un privilège exclusif pour exploiter des mines de charbon de terre en Picardie, entre les alignements tirés depuis Doullens jusqu'au village de Vigogne, de Vigogne à Domart, de Domart au village de Franciers, de Franciers à St-Ricquier, de St-Ricquier au village de Capelle, de Capelle à Frévent, et de Frévent à Doullens. » Valenciennes, 9 avril 1782. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant. Il a écrit au sieur Piérard, de se rendre sur les lieux, pour procéder à l'extraction des échantillons demandés par le ministre, « mais, par sa réponse ci-jointe, il me fait connaître que cette opération est trop coûteuse pour s'y livrer, sans au préalable être muni d'un privilège, ou au moins d'une permission qui lui assure ce privilège. En cela il me paraît, Monseigneur, que le sieur Pierrard agit prudemment, et mon zèle pour le bien de la province me fait désirer que le ministre de la finance accorde cette permission, cette assurance provisoire au sieur Pierrard. Vous le savez mieux que moi, le prix du bois est très cher dans cette province, et deviendra excessif, si on ne trouve un moyen de suppléer à sa rareté. Notre canton de Doullens est d'ailleurs sans industrie, et l'exploitation d'une usine emploierait bien des bras oisifs. A tous égards, cette exploitation produirait les plus grands avantages. Aussi, à titre de citoyen et de bon patriote, je vous supplie, Monseigneur, de protéger le projet du sieur Pierrard. » Doullens, 15 mai 1782. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise André-Joseph Pierrard à exploiter provisoirement lesdites mines de charbon, pendant un an. 2 décembre 1782. — « Copie de la lettre écrite le 11 décembre 1782 à M. Le Senne, subdélégué à Doullens, par M. Pierrard, de Valenciennes », le remerciant de ses bons offices. — Lettre à l'Intendant par le sieur Piérard, ayant appris « qu'une société composée de M. le comte de Malet de Compiègne, le sieur Simon le Clercq et compagnie, demandait la démarcation que vous m'avez fait la grâce de m'accorder en Picardie, aux fins d'exploiter les mines de charbon de terre que j'y pourrai découvrir. » Il

demande qu'on n'accorde rien à son préjudice. Valenciennes, 16 avril 1783. — Réponse de l'Intendant au sieur Piérard. S'il fait promptement les opérations préliminaires qu'il lui a demandées, le Conseil ne permettra pas qu'une autre compagnie que la sienne fasse des recherches dans ce canton, mais qu'il ne perde pas de temps. 22 avril 1782. —

« Copie de la lettre écrite le 7 septembre 1783 à M. Le Senne, subdélégué à Doullens, par M. Pierrard. », l'informant « du retour de mes ouvriers, qui sont revenus ici pour voir leurs femmes, à cause que c'est le temps de la foire de cette ville, qui est un moment de récréation pour beaucoup d'habitants. Je suis indécis si je dois les renvoyer avant d'obtenir l'octroi sur la démarcation que j'ai demandée, car il faut à présent entrer dans des dépenses plus fortes que celles des premières opérations, dont je crois qu'il n'est pas à propos d'entreprendre, avant d'être muni d'une concession qui nous assure d'une jouissance paisible des travaux à faire. Mes forages de Barly m'ont indiqué un terrain où il se trouve une grande profondeur de niveau à passer, mais j'ai été plus heureux à Neuville, où le terrain est plus solide et les niveaux plus relevés. Je compte y faire un établissement de travaux, pour tirer les conséquences nécessaires. » — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, sur la demande de concession faite par le sieur Piérard. « Vous savez qu'il est de règle que cette grâce n'ait lieu qu'après s'être assuré de l'existence et de la qualité du minéral : cependant, comme il paraît urgent de trouver à suppléer le bois dans votre département, le ministre consentira à exempter ce particulier des formalités d'usage, pourvu qu'il se soumette à suivre ses recherches avec ardeur, et à vous informer tous les six mois du résultat de ses travaux, sous peine de déchéance de la grâce qui lui aura été accordée. » Paris, 4 novembre 1783. —

« Arrêt du conseil d'État du Roi, qui accorde au sieur André-Joseph Piérard, ses héritiers, successeurs et ayant cause, pour vingt années à compter de ce jour, la permission d'exploiter exclusivement à tous autres, les mines de charbon de terre qui se trouvent ou pourront se trouver dans la partie de la province de Picardie enclavée entre le village de Vicogne, la ville d'Abbeville, Preaux-les-Maintenay, bordant la rive gauche de la rivière d'Authie jusqu'à Bauvoir, de là à Warluzel et de Warluzel à la Vicogne. » Versailles, 10 février 1784 (impr. 3 p. in-4 Lille, 1784) ; avec l'indication dudit canton sur la carte de Cassini, — etc.

C. 1512. (Liasse.) — 12 pièces papier (1 imprimée).

1782-1783. — Mines et minières. Charbon de terre. — Lettre de M. de Vilevault à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur une requête par laquelle M. de Fontanieu demande la concession des mines de charbon du marquisat de Piennes en Boulonnois. Paris, 4 septembre 1782. — « Observations sur le privilège de M. le duc de Villequier d'extraire le charbon de terre dans le Boulonnois, le Pays conquis et reconquis, et le gouvernement d'Ardres. » — « Observations sur la requête de M. de Fontanieu. » — Mémoire de l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 16 octobre 1782. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement pour l'exploitation des mines de charbon de terre. » Versailles, 19 mars 1783 (impr. affiche), — etc.

C. 1513. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1783-1784. — Mines et minières. Charbon de terre. — Lettre de M. Douet de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un mémoire du comte de Malet de Coupigny, du sieur Simon Le Clercq et compagnie, demandant la permission d'exploiter des mines de charbon de terre situées sur les rives de l'Authie et de la Somme, et toutes celles qui se trouveront en Picardie, à l'exception de celles accordées au sieur Piérard. « Je présume que vous penserez que la concession qu'on demande serait trop étendue, et par conséquent nuisible au bien public. Dans ce cas, il serait nécessaire de déterminer les limites qu'il conviendrait de lui donner. » Paris, 26 mars 1783. — Lettre du comte de Malet de Coupigny à M. Le Senne, sur le même objet. Paris, 28 avril 1783. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant, lui envoyant la précédente. Ce n'est pas l'autorisation d'exploiter lesdites mines que demande le comte de Malet, puisqu'on ne les connaît pas encore, mais celle de faire les recherches nécessaires pour les découvrir. Il estime qu'on ne peut qu'encourager une pareille entreprise, et qu'il est très avantageux d'exploiter des mines de charbon dans la province, vu l'extrême cherté du bois. Doullens, 3 mai 1783. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant. Le ministre ne voit pas d'inconvénient d'accorder au comte de Malet une permission provisoire d'un an, sans préjudice de celle accordée déjà au sieur Piérard. Paris, 4 novembre 1783. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant le mémoire de MM. de Coupigny et Le Clercq. L'étendue de terrain par eux demandée lui

paraît bien considérable. « Je sais qu'une concurrence trop facile peut nuire aux progrès de ces sortes d'entreprises, que même un concessionnaire trop resserré dans ses limites, ayant moins de tentatives à faire, a moins d'espérances de succès : mais d'un autre côté, si l'on comprend sous la loi du même privilège un pays étendu, il en résulte que, faute de capitaux suffisants, on n'entreprend qu'une partie des fouilles et extractions dont il est susceptible, et on peut mettre à la denrée un prix arbitraire, par la difficulté et les frais qu'éprouverait la consommation, en la faisant venir de trop loin. Ainsi, il faut tenir autant qu'il est possible, un juste milieu entre ces deux extrêmes. » Paris, 20 janvier 1784. — Lettre de M. Le Senne à l'Intendant. L'arrondissement demandé par M. de Coupigny lui paraît aussi excessif. « En effet, par le calcul que j'en ai fait, la démarcation qu'il donne forme un angle qui part du village de Bouquemaison, se porte à la ville de Péronne, revient à celle d'Amiens, de là se porte à celle de Doullens et rejoint ce village de Bouquemaison, ce qui donne au moins 58 lieues carrées en surface de terrain, tandis que l'intention du ministre, ainsi que je le vois, Monseigneur, par votre lettre dudit jour 8 novembre dernier, n'est de donner à ces sortes d'arrondissements qu'une lieue carrée ou de diamètre. » Doullens, 16 mars 1784, — etc.

C. 1514. (Liasse.) — 18 pièces papier (1 plan).

1783-1784. — Mines et minières. Charbon de terre. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire du duc de Villequier, à l'effet d'être autorisé à exploiter exclusivement les mines situées, tant dans les territoires d'Hardinghen que dans celui d'Élinghen qui l'avoisine, avec 200 perches autour de ces cantons. Paris, 14 août 1783. — Lettre du duc de Villequier à l'Intendant, se plaignant des entreprises des agents de M. de Fontanieu contre son privilège. Villequier, par Guiscart, 8 octobre 1783. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne par provision au sieur de Lattre de Noirberne et associés, de cesser tous travaux d'extraction de charbon. 15 octobre 1783. — Plan des exploitations de charbons de M. de Fontanieu. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, demandant son avis sur requête par laquelle M. de Fontanieu se plaint de ce que M. Desandrouin a fait ouvrir une fosse de charbon de terre, à une distance moindre de 200 toises de celle qu'il avait déjà ouverte lui-même, sur le terrain d'un sieur Noirberne, dont il est cessionnaire. Paris, 15 octobre 1783. — « Avis sur

la requête présentée au Conseil par M. de Fontanieu, tendant à ce que M. le vicomte Desandrouin soit tenu de faire boucher une fosse qu'il a commencé de faire ouvrir le 9 septembre 1783, sur le terrain du nommé Hénichart, en la paroisse d'Hardinghen », par M. de Belterre. Boulogne, 11 novembre 1783. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Boullaye, sur ladite affaire. 22 novembre 1783. — Observations de M. de Belterre sur la requête de M. de Fontanieu. Boulogne, 24 novembre 1783. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Boullaye, sur ladite affaire. 1^{er} décembre 1783, — etc.

C. 1515. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1783. — Mines et minières. Charbon de terre. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête de M. de Fontanieu, à fin d'homologation d'un traité de cession de la faculté d'extraire le charbon de terre, que Jacques Senet lui a consenti le 28 septembre précédent. Paris, 24 octobre. — « Avis sur la requête présentée au Conseil par M. de Fontanieu, aux fins d'homologation d'un traité de cession à lui faite par Jacques Senet, du droit d'extraire du charbon sur un terrain appartenant à ce dernier », par M. de Belterre, Boulogne, 11 novembre. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Boullaye, sur ladite affaire. 22 novembre, — etc.

C. 1516. (Liasse.) — 14 pièces papier (7 imprimées).

1784. — Mines et minières. Charbon de terre. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, portant règlement pour l'exploitation des mines de charbon de terre du Boulonnois. » Versailles, 14 mars (impr. 6 p. in-4° Imp. Roy. 1784). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, contenant de nouvelles dispositions relatives à l'exploitation des mines du Boulonnois, Pays conquis et reconquis et comté d'Ardres. » Versailles, 31 juillet (impr. 2 p. in-4° Imp. Roy. 1784), — etc.

C. 1517. (Liasse.) — 18 pièces papier (1 plan).

1784. — Mines et minières. Charbon de terre. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant son avis sur la demande par M. de Fontanieu d'ouvrir une fosse à charbon à Rety. Paris, 13 avril. — Mémoire de M. de Belterre à l'Intendant sur ladite demande. Boulogne, 27 avril. — Réponse de l'Intendant à M. de la Boullaye. 12 mai. — Requête à l'Intendant par la veuve Brunet, coassociée de M. de Fonta-

nieu, à l'Intendant, à l'effet d'être autorisée à ouvrir trois nouvelles fosses à charbon. — Mémoire de M. de Belterre à l'Intendant, sur ladite requête. Boulogne, 29 avril. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Boulaye, sur le même objet. 12 mai. — Plan des terrains exploités par M. de Fontanieu, — etc.

C. 1518. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1784. — Mines et minières. Charbon de terre. —

Lettre de M. de Belterre à l'Intendant, sur une requête du sieur Brunet, demandant une visite d'experts dans les travaux souterrains d'une fosse exploitée par M. Desandrouin et qu'il prétend s'étendre sous des terrains qui lui appartiennent. Boulogne, 16 mai. —

Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit une visite par experts des dits travaux. 6 juin. — Procès-verbal de visite par experts des lieux litigieux. 26 juin. —

Mémoire de M. de Belterre à l'Intendant, sur ladite affaire. Boulogne, 24 août, — etc.

C. 1519. (Liasse.) — 21 pièces papier (1 plan).

1784-1786. — Mines et minières. Charbon de

terre. — Lettre de M. Piérard à l'Intendant, l'informant de l'état des travaux des fosses à charbon qu'il fait creuser en Picardie. « Notre établissement est à Boucmaison, distant environ une lieue et demie de Doullens, près de la route qui conduit de cette ville à St-Pol. L'approfondissement va assez bon train, et promet un terrain solide. Il doit, dans ce moment, être poussé environ à 17 toises de profondeur, suivant l'avis que m'en a donné le sous-directeur, le 12 du courant. Je compte que nous parviendrons à la superficie du niveau dans le courant du mois prochain ; alors l'approfondissement sera suspendu, pour former un aqueduc souterrain d'environ 300 toises de longueur, que nous sommes obligés de construire, pour l'évacuation des eaux, lorsque nous en ferons l'épuisement. Ledit aqueduc étant construit, facilitera environ 13 toises de moins d'élévation d'eau, qui sera sur nos machines un grand poids supprimé. Il faudra ensuite établir une seconde fosse, distante de la première d'environ 12 à 15 toises, pour la circulation de l'air, au moyen des communications d'une fosse à l'autre. » Valenciennes, 26 juillet 1784. — Lettre de l'Intendant à M. de la Boulaye, lui transmettant les détails contenus dans la précédente. Amiens, 30 juillet 1784. — Lettre de M. Piérard à l'Intendant, lui marquant que « le retard que nous a occasionné les grandes difficultés de trouver des bois d'une longueur propre à la construction d'une machine sur notre fosse de Boucquemaïson..... a suspendu

quelques mois nos travaux..... Cette machine est enfin en mouvement depuis quelques jours, au moyen de laquelle j'espère que le temps perdu pourra se récupérer..... Ils sont actuellement à 40 toises de profondeur. » Valenciennes, 11 juin 1785. —

« Profil des fosses établies à Boucquemaïson, sur la route de Doullens à St-Paul, pour la recherche de charbons de terre. » 20 septembre 1785. — Lettre de M. Piérard à l'Intendant, lui envoyant ledit profil. « Le terrain que nous y creusons est solide, mais les glaises attendues depuis longtemps ne paraissant point, nous donnent tout lieu de croire que le roc ne se trouvera qu'à plus de 700 pieds de profondeur. L'endroit où nous sommes actuellement nous fait craindre de nouvelles eaux, que cette profondeur rendrait invincibles, et à la puissance desquelles il faudrait opposer des forces relatives à leur hauteur. Tous ces obstacles, Monseigneur, nous occasionnent de grandes dépenses en bois, qui certainement n'est pas bien commun dans ce pays. Une longue suite d'expériences, soutenues par le désir ardent que j'avais de contribuer au bien public, m'a fait connaître enfin les moyens de procurer à la classe indigente des sujets de Sa Majesté, trop peu commode pour faire usage de bois, un combustible avec lequel ils pourront aisément passer la triste saison de l'hiver, et il me semble avoir trouvé tout ce qu'on saurait désirer à cet égard. J'en ai donc composé un excellent, mais comme il y entre moitié de charbon de terre, la province de Flandre et plusieurs autres qui manquent de chauffage, pourront seules profiter de cette première invention. Mes vues, Monseigneur, se sont portées plus loin ! : je voulais trouver les moyens de soulager Paris et toutes les autres provinces, où la disette de bois et d'autres matières de cette nature fait malheureusement sentir à une infinité d'habitants les rigueurs de l'hiver. En conséquence, après bien des recherches, j'ai eu la satisfaction de voir que mes veilles n'avaient point été infructueuses. J'ai donc fait une nouvelle découverte, dont l'usage me semble aussi praticable que celui de la première. J'ai composé un autre combustible, dans lequel il n'entre aucune putréfaction, ni charbon, ni fumier, mais ce sont toutes matières presque inutiles, qui demandent pourtant la peine de les amasser en été, et la construction de machines propres à leur préparation. » Valenciennes, 1^{er} octobre 1785. — Lettre de M. Piérard à l'Intendant, l'informant « de l'accident fâcheux arrivé à notre fosse établie à Boucquemaïson..... Ces travaux également intéressants au bien public et à la société,

ont été suivis avec succès, espérance et courage, jusqu'à la profondeur de 111 toises, où étant parvenu, une source d'eau des plus abondantes a rempli la fosse en moins de 4 heures, de 80 toises de hauteur, avec un très grand amas de sable mouvant. Depuis le 29 du mois dernier, on en fait l'épuisement sans interruption, qui d'abord a paru aux personnes sans connaissances dans cette partie, se faire avec succès. Pour moi, je regarde cet obstacle invincible, ainsi que l'expérience le fera connaître. Cet épuisement va suivre quelque temps, pour savoir s'il est possible d'y porter quelque remède. » Valenciennes, 10 avril 1786. — Lettre de M. Piérard à l'Intendant, lui mandant que « j'aurais eu il y a longtemps l'honneur de vous annoncer l'abandon de la fosse de Boucquemaison-lez-Dourlens, si je n'avais cru devoir vous marquer en même temps tous les endroits propres au forage que j'avais proposés à ma société, ainsi que leurs progrès. Elle a pensé mieux faire de rechercher pour un objet aussi intéressant les artistes les plus expérimentés. Son zèle est louable, Monseigneur, mais je crains bien que la charlatanerie et les souplesses des faux savants ne fassent, selon leur coutume, avorter un si beau projet. Quoique la conduite des travaux soit actuellement confiée à d'autres, je remplirai autant qu'il me sera possible mon devoir envers vous, et je vous rendrai exactement compte du plus ou moins d'espoir que nous aurons de trouver un nouvel établissement. » Valenciennes, 20 septembre 1786, — etc.

C. 1520. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1784-1786. — Mines et minières. Charbon de terre. — Lettre de l'Intendant à M. de la Boullaye, au sujet d'une requête qu'il lui a envoyée du duc d'Aumont et du duc de Villequier, qui demandent la permission d'exploiter pendant 40 années les mines de charbon de terre qu'ils pourront découvrir dans leur marquisat de Guiscard. Cette localité étant de la généralité de Soissons, il a renvoyé ladite requête à M. de Morfontaine. Amiens, 6 août 1784. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui demandant son avis sur la permission demandée par le sieur Chanlaire, commissaire de la marine à Boulogne-sur-Mer, de faire venir une cargaison de 200 tonneaux de charbon de terre anglais, sans tirer à conséquence, « et en attendant seulement que les fosses de charbon soient plus abondantes à Boulogne et en procurent de meilleure qualité. » Le sieur Chanlaire expose que les extracteurs des fosses de Boulogne ne peuvent pas suffire à toutes les demandes qui leur ont été faites, « et que d'un autre côté il y a eu des fosses de charbon inondées

en dernier lieu, d'autres, qui sont commencées, mais dont le succès est encore incertain, en sorte que le moindre accident qui arriverait aux deux fosses actuellement en vigueur, priverait tout le pays de charbon pendant l'hiver. » Versailles, 16 décembre 1784. — Mémoire de M. de Belterre à l'Intendant. Toutes les allégations du sieur Chanlaire « sont absolument destituées de fondement ! : il y a eu, à la vérité, quelques inquiétudes sur des eaux qui ont paru communiquer d'une fosse à l'autre, au mois de septembre dernier, ce qui a donné lieu à une visite d'experts, mais ces inquiétudes portaient plus sur le suites qu'on craignait pour l'avenir, que sur un dommage actuel. Dans le fait, les extractions n'ont pas été interrompues un seul jour dans ces fosses, lors même que ces discussions ont eu lieu, et elles s'y continuent avec la plus grande activité. Jamais on n'a extrait dans le Boulonnois une plus grande quantité de charbon qu'on en tire aujourd'hui. M. Desandrouin a trois fosses en pleine extraction. Il est vrai que, dans la crainte que celle du bois Desseaux ne soit un jour ou l'autre inondée, et pour sauver le plus de charbon qu'il pourra de cette fosse qu'on évalue pouvoir durer encore vingt ans, s'il n'y survient pas d'accident, il y fait travailler jour et nuit, et y emploie pour ce second service les ouvriers qui exploitaient celle du Rocher, où pour le présent on ne fait qu'épuiser les eaux et entretenir les galeries, et où l'extraction se trouve suspendue, mais en état d'être reprise d'un moment à l'autre, lorsqu'on aura des ouvriers à y mettre. Mais il tire chaque jour de cette fosse du bois Desseaux 78 barils de charbon le jour, et 72 la nuit. Il en tire 72 aussi par jour de la fosse du Privilège, et M^{me} Brunet, pour les héritiers de M. de Fontanieu en fait extraire de la fosse la Sans Pareille 140 barils par jour, ce qui fait un produit total de 362 barils par jour. Il ne manque que des bras pour porter l'extraction encore plus haut. On pourrait également extraire de nuit à la fosse du Privilège, et même de jour et de nuit à celle du Rocher. On peut même y ajouter une nouvelle fosse que M. Desandrouin a fait ouvrir au mois de juillet dernier, où on est à présent certain du charbon, et qui est prête à exploiter. Mais il n'est pas nécessaire que toutes ces exploitations soient en vigueur, pour dissiper les inquiétudes que M. de Chanlaire paraît prendre..... La quantité des extractions actuelles est beaucoup plus suffisante, et on est encore dans le cas d'en exporter les deux tiers en Flandre et en Artois, et surtout à St-Omer. Il est vrai

que partie de ce charbon n'est pas de bonne qualité ; mais cette considération me paraît une raison de plus de ne pas mettre en concurrence du charbon anglais, dont la comparaison ne pourrait que nuire à la vente de celui-ci, et décourager les extracteurs. » Boulogne, 27 décembre 1784. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui marquant que le ministre « a pensé comme vous que la protection due aux extracteurs du Boulonnois ne permettait pas de faciliter la concurrence des charbons anglais. » Paris, 16 janvier 1785, — etc.

C. 1521. (Liasse.) — 15 pièces papier.

1785-1787. — Mines et minières. Charbon de terre. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un mémoire par lequel la dame Brunet demande la permission d'ouvrir une nouvelle fosse dans le bois de Fienne, pour en extraire du charbon de terre. Paris, 2 août 1785. — Mémoire de M. de Belterre à l'Intendant, sur ladite demande. Boulogne, 14 août 1785. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise la dame Brunet à ouvrir une nouvelle fosse dans le bois de Fiennes, en Boulonnois. 11 septembre 1785. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un mémoire par lequel le marquis de la Woestine demande la permission d'exploiter les mines de charbon qui peuvent se trouver dans ses domaines. Paris, 23 avril 1787. — Mémoire de M. Collette à l'Intendant, sur ladite demande. L'exposé en la requête « est conforme à la vérité. Les bois sont d'une cherté extrême dans la Picardie et le Cambrésis : chaque année elle augmente. Des fosses à charbon y seraient de la plus grande ressource. Tout annonce l'existence de ce fossile au village de Clary. Déjà, le seigneur de Prémont, voisin de Clary, a tenté, mais il n'y a pas réussi, malgré une dépense de plus de 130.000 francs ; il paraît qu'il a été trahi par les ouvriers qu'il a employés. Ce défaut de succès, Monseigneur, n'épouvante pas M. le marquis de Becelaer, que l'amour du bien général anime, versant les bienfaits à pleines mains dans toutes ses terres, ne recherchant sans cesse d'autre bonheur que celui de ses semblables, très riche, peu de besoins par sa manière philosophique de vivre, par conséquent en état de risquer 100.000 écus et beaucoup davantage, s'il le faut, pour faire du bien. » Il ne voit aucun inconvénient à lui accorder l'objet de sa demande. St-Quentin, 5 mai 1787. — Lettre de M. de Villedeuil à l'Intendant, l'informant qu'il y a lieu d'accorder au marquis de la Woestine une

permission provisoire d'un an. Paris, 22 août 1787. — Ordonnance de l'Intendant, qui autorise le marquis de la Woestine à faire ouvrir des fosses à charbon, dans sa terre de Malincourt et dépendances. 28 août 1787, — etc.

C. 1522. (Liasse.) — 22 pièces papier.

1787-1789. — Mines et minières. Charbon de terre. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur une requête du comte et de la comtesse de Soyecourt, qui demandent la concession d'une mine de charbon, dont ils ont aperçu des indices près du village d'Ytres, dont ils sont seigneurs. Paris, 12 décembre 1787. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite demande. « Il n'y a rien de moins certain que les signes extérieurs sur lesquels on fonde la présomption de l'existence de cette mine, et qu'il faudrait des apparences plus indicatives, pour se livrer raisonnablement à une opération aussi dispendieuse..... Il paraît que M. le comte de Soyecourt n'agit que d'après le rapport d'une personne chargée de ses affaires dans le pays, en laquelle il a confiance, et qui s'est empressée de lui faire part d'une idée chimérique et peu réfléchie, qui serait dans le cas de lui occasionner et à sa société une dépense considérable, en pure perte, si, avant de rien entreprendre, il ne faisait examiner le local par des personnes mieux instruites. » Au surplus, il ne voit aucun inconvénient d'accorder ladite concession au comte de Soyecourt, à ses risques et périls, laquelle, si contre toute attente, elle réussissait, ne pourrait que procurer un très grand avantage au pays, où le bois est fort rare et fort cher. Péronne, 11 février 1788. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant qu'il y a lieu de n'accorder au comte de Soyecourt qu'une permission provisoire d'un an. Paris, 27 février 1788. — Ordonnance de l'Intendant, qui permet pour un an au comte de Soyecourt d'ouvrir des fosses à charbon dans sa seigneurie d'Ytres. 3 mars 1788. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur différentes pièces qui lui ont été remises par M. de Chevilly, intendant d'Orléans, héritier pour moitié de M. de Fontanieu, relativement aux mines de charbon de Fiennes en Boulonnois. Paris, 30 janvier 1789. — « Observations sur le mémoire des héritiers de M. de Fontanieu, contre M. le duc de Villequier », par M. Grandsire. « M. le duc de Villequier jouit d'un privilège sur les mines de charbon de terre situées notamment en Boulonnois. Ce privilège, dont l'époque remonte à plus d'un

siècle, et qui a reçu du Conseil plusieurs confirmations successives, et singulièrement en 1741 et 1771, consistait alors à continuer l'exploitation des mines ouvertes et travaillées dans le territoire du village d'Hardinghen, même d'exploiter par préférence à tous autres celles que le privilégié pourrait découvrir dans l'étendue du Boulonnois, Pays conquis et reconquis et comté d'Ardes, à condition d'avertir préalablement les propriétaires des terrains. » Boulogne, 28 février 1789. — Mémoire par lequel le sieur Havet, et compagnie, demandent un privilège exclusif pour exploiter les mines de charbon qui peuvent se trouver dans les terrains y désignés, de la Canche à la Bresle. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur ledit mémoire. Paris, 13 avril 1789. — Mémoire de M. David à l'Intendant sur ladite demande. Montreuil, 30 mai 1789. — « Projet de règlement, pour les mines de houille ou de charbon de terre du royaume. » XVIII^e s., — etc.

C. 1523. (Liasse.) — 31 pièces papier (10 imprimées).

1732-1787. — Mines et minières. Tourbages. — Ordonnance de l'Intendant relative au tourbage. Amiens, 20 juillet 1732 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi concernant le tourbage. » 5 mai 1732 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt du conseil d'État du Roi portant règlement concernant le tourbage, les adjudications, le produit et la police générale des communes de la Picardie et de l'Artois. » Versailles, 3 avril 1753 (impr. affiche). — « Copie de la réponse faite par M. Dequinson à M. Ducastel, sur la lettre qu'il lui a écrite le 23 juin 1753 concernant le tourbage. » Amiens, 25 juin 1753. — « Arrêt du conseil d'État du Roi concernant les tourbes, dérogeant en un point à celui du 3 avril 1753. » Versailles, 27 novembre 1753 (impr. 3 p. in-4° Amiens). — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel M. de Querrieu demande qu'il soit défendu de tirer de la tourbe à moins de 500 toises des habitations. « Il me semble qu'il faudrait que le mal résultant des tourbages fut bien grand et bien imminent, pour imposer cette loi aux propriétaires, et qu'outre l'atteinte qu'on donnerait au droit de propriété, la Picardie, où le bois est rare et cher, pourrait souffrir beaucoup de la défense dont il s'agit. » Paris, 12 août 1767. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 24 avril 1767. — Lettre de M. Trudaine de Montigny à l'Intendant, lui mandant qu'il n'y a pas lieu de

statuer sur la demande du marquis de Querrieu. Paris, 17 novembre 1767. — « Observations sur les tourbages des communautés », par M. Jumel-Riquier. 11 mai 1776. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt qui permet la libre fabrication du charbon de tourbe. Paris, 30 novembre 1784. — « Mémoire pour Louis-Clément Lahoche de Lannoy de la Neuville-Sire-Bernard, fils de Jean-Baptiste de Lahoche, noble d'origine, ancien gendarme de Sa Majesté », sur des abus qui existent dans la vente des tourbes. 6 avril 1787. — Mémoire de M. Ducastel, sur les tourbages de Briost, St-Christ, Pargny et Fontaine, Vuillecourt, Brie-sur-Somme, Béthencourt, Épenancourt, etc. XVIII^e s. — Mémoire sur le tourbage. XVIII^e s. — « Mémoire concernant le tourbage. » XVIII^e s. — « Mémoire que François Biart, marchand, demeurant à Amiens, prend la liberté de présenter à Mgr. Chauvelin, intendant de Picardie, Artois, Boulonnois, etc. pour, sous son bon plaisir, créer et établir un inspecteur, pour veiller à la conservation des communes et marais de Picardie, pour rendre compte à Sa Grandeur des contraventions qui y arrivent. » XVIII^e s. — « Observations faites par l'inspecteur des communes de Picardie. » XVIII^e s., — etc.

C. 1524. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1727-1739. — Dessèchements. — Arrêt du conseil d'État relatif aux travaux de réparations de la digue entre les paroisses de Saigneville et Petit-Port. Fontainebleau, 14 septembre 1727. — « Avis du sieur Le Veneur, ingénieur du Roi pour les ponts et chaussées de Picardie, au sujet des réparations très pressantes à faire à la digue qui met à couvert de l'inondation de la mer les terrains des paroisses de Petit-Port et Saigneville, confinant à la rivière de Somme, entre Abbeville et St-Valery. » Abbeville, 26 juillet 1734. — « Devis des ouvrages à faire à la digue qui met à couvert de l'inondation de la mer les prairies et bas champs des paroisses de Petit-Port et Saigneville sur la rivière de Somme, entre Abbeville et St-Valery. » Amiens, 6 août 1734. — Requête des prieur et religieux de l'abbaye de St-Riquier, afin d'empêcher les habitants de Becquerel et de la banlieue de Rue, de faire écouler les eaux de leurs territoires à travers celui du Crotoy. Abbeville, 12 juillet 1738 ; et réponse des maire et échevins de Rue. Rue, 25 juillet 1738. — Projet d'ordonnance de l'Intendant, pour l'écoulement des eaux du Crotoy. XVIII^e s. — « État des villages de la subdélégation de St-Quentin, lesquels sont riverains de la Somme. » 1739, — etc.

C. 1525. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 18 papier (2 imprimées).

1747-1749. — Dessèchements. — Procès-verbal de visite de la vallée de Villers-Campsart à Airaines. 28 novembre 1747. — Procès-verbal de visite de la vallée de la Selle. 18 octobre 1747. — Procès-verbal de visite de la vallée de la Selle. 12 juillet 1748. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que par tels officiers des maîtrises particulières des lieux, ou autres personnes que les sieurs commissaire départi et le grand maître des eaux et forêts de la province de Picardie pourront commettre, il sera incessamment fait des visites et dressé des procès-verbaux, avec assistance d'experts qui seront par eux nommés, de l'état actuel des lieux sujets aux inondations et des causes d'icelles, ainsi que des remèdes que l'on y peut apporter. » Versailles, 9 janvier 1749 (impr. affiche). — Commission donnée par M. Chauvelin, intendant, et Jean Bauldry de Vilaine, grand maître des eaux et forêts de Picardie, aux sieurs Beffara, Nerlande, Biart, Darquer et Jumel-Riquier, pour faire la visite des lieux sujets aux inondations, en vertu de l'arrêt précédent. Paris, 20 février 1749. — Procès-verbal de visite de la rivière d'Airaines. 17 mars 1749, — etc.

C. 1526. (Liasse.) — 10 pièces papier (1 imprimée).

1755-1769. — Dessèchements. — Procès-verbal de visite des travaux de curement, nettoyage et fauchage des herbes de la rivière d'Amboise, etc. 12 avril 1755. — « Toisé estimatif des ouvrages à faire, tant pour rétablir à neuf les bajoyers et ailes de charpente de l'écluse de Neuville dit le Montdenet, que pour curer partie de la rivière d'Amboise et faucher les herbes des courses qui se déchargent dans ladite rivière », par M. Fropos. Amiens, 22 avril 1755. — « État des conditions auxquelles l'adjudicataire sera tenu de se conformer pour les réparations de l'écluse de Mollenelle, et pour les curements et nettoiemens de la rivière, courses, canaux et fontaines de la vallée de Neufville », par Jean-Baptiste-Nicolas Machart, subdélégué à St-Valery. 22 septembre 1755. — Mémoire de M. Dupont à l'Intendant, sur ladite affaire. St-Valery, 20 mars 1757. — « Mémoire d'observations sur l'avantage qu'on peut tirer par le dessèchement de la vallée de Somme », par MM. Ducastel et Jumel-Riquier 1758. — Mémoire de M. Le Senne, sur des inondations survenues à St-Ouen. Doullens, 10 mars 1763. — « Déclaration du Roi, qui permet à tous seigneurs et propriétaires de marais, palus et terres inondées, d'en faire le dessèchement, vérification préalablement faite de

l'état et consistance desdits terrains. » Versailles, 14 juin 1764 (impr. affiche). — Délibération des habitants de St-Ouen, sur le projet de parer aux inondations. 10 décembre 1769. — Requête des habitants d'Heilly à M. Le Senne ; se plaignant des débordements d'une petite rivière qui prend sa source à Méricourt et va se jeter dans la rivière de la Boulangerie. Heilly, 15 décembre 1769. — Plainte des syndic et principaux habitants de Ribemont, sur l'insalubrité qui résulte de ce que leurs marais sont souvent inondés. 19 décembre 1769, — etc.

C. 1527. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 41 papier (2 imprimées).

1770-1776. — Dessèchements. — Délibération des habitants de Frohen-le-Grand, à l'effet d'obtenir l'autorisation de faire dessécher une partie de leur terroir, malgré l'opposition formée contre ce projet par la marquise de Fercourt. 21 janvier 1770. — « État relatif au projet de dessèchement des marais communs situés dans la vallée d'Authie », etc. 6 février 1770. — Id. vallée de la Maye. — Id. vallée de Miraumont ou de l'Encre. — Id. vallée de Montrelet. — Id. vallée de Somme. — « Mémoire économique sur les marais de la haute Somme. » 1770. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui commet le sieur comte d'Agay, intendant de Picardie, à l'effet de pourvoir aux inondations auxquelles sont sujettes plusieurs vallées de la généralité d'Amiens. » Versailles, 28 décembre 1773 (impr. affiche). — Ordonnance de M. Taboureau des Réaux, intendant de Hainaut, qui commet Eustache Laurent de Lionne à l'emploi d'inspecteur des ponts, chaussées et rivières de la châtellenie de Bouchain, dont fut pourvu feu Pierre-Joseph Laurent. 8 novembre 1773. Copie collationnée. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui marquant qu'il existe dans l'étendue de sa généralité « surtout dans l'élection de Péronne, une quantité infinie de marais, dont les propriétaires ne tirent aucun produit, par la quantité d'eau qui les couvre, et par l'avidité des meuniers qui n'ont aucun soin d'entretenir leurs digues et leurs chaussées. Sollicité déjà par plusieurs seigneurs particuliers, j'ai visité beaucoup de ces terrains, que l'on pourrait facilement rendre à l'agriculture et à l'État, si on formait des règlements, et prenait des mesures pour les faire respecter et observer. Tous les abus qui se commettent sur toutes les rivières que je connais ici aux environs, sont affreux, et tant que vous n'aurez point rendu des ordonnances pour

cette partie, je crains que les plaintes ne se multiplient tous les jours. J'ose donc vous proposer, Monseigneur, de vouloir bien me commettre pour inspecter les rivières qui arrosent votre département, et de l'état desquelles dépendent peut-être plus de 20,000 arpents qui sont inondés dans différents endroits. » Il ne demande pour cela aucune rétribution. Péronne, 3 mai 1774. — Réponse de l'Intendant à M. Laurent de Lionne, lui marquant qu'il lui donnera avec plaisir une commission pareille à celle que M. Taboureau lui a expédiée. 17 mai 1774. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant son avis sur une requête du sieur Gaudefroy, médecin à Péronne, qui se plaint de dégâts commis à des maisons, jardins et prairies qui lui appartiennent à Roisel, par des inondations. 13 mai 1774. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, se plaignant de dégâts commis par les habitants de Cizancourt et d'Épenancourt dans une partie des marais de St-Christ à Épenancourt, qu'il est parvenu à dessécher. Sempigny près Noyon, 14 juin 1774. — Requête des syndic et habitants de Cléry-sur-Somme à l'Intendant, se plaignant de fréquentes inondations dans les meilleures terres de leur territoire, par le fait du fermier des moulins du chapitre de St-Fursy de Péronne. 7 août 1774. — Réponse du chapitre de St-Fursy à ladite requête. 17 septembre 1774. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville sur ladite affaire. 27 octobre 1774. — Requête à l'Intendant par plusieurs propriétaires de terrains situés à Drucat, dans la vallée aux Joncs, se plaignant de fréquentes inondations. 1^{er} juillet 1774. — Mémoire de M. de Branlicourt à l'Intendant, sur ladite requête. Abbeville, 20 juillet 1774. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit une visite par experts desdits terrains. 27 juillet 1774. — « Ordonnance pour procurer le dessèchement de 10 journaux, 3 quartiers de terre, situés au terroir de Drucat, dans la vallée aux Joncs. » 2 septembre 1774. — Lettre du marquis d'Estourmel, sous-lieutenant des gendarmes écossais, à l'Intendant, pour le dessèchement de la vallée de Tincourt. Templeux, 4 novembre 1774. — « Mémoire au sujet des marais de la rivière de Somme, par M. d'Estouilly, chevalier de St-Louis, lieutenant du Roi de la ville de St-Quentin, ancien capitaine au régiment de Champagne. » 1776, — etc.

C. 1528. (Liasse.) — 34 pièces papier (4 plans).

1783-1787. — Dessèchements. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur une lettre de M. Coupé, relativement à un projet de canal de dessèchement à faire dans une

vallée des environs de Péronne. Paris, 20 octobre 1783. — Mémoire de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, sur ledit projet. Péronne, 12 novembre 1783. — « Tableau des opérations et dépenses pour la jonction de l'Escaut à la Somme, depuis le Catelet jusqu'à Péronne. » 1783. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Millière, sur ledit projet. 29 novembre 1783. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, lui envoyant des éclaircissements avec son avis sur un mémoire d'une compagnie qui propose d'entreprendre le dessèchement des marais qui entourent Péronne et occasionnent à cette ville des brouillards et des exhalaisons malsaines. Versailles, 9 juillet 1783. — « Observations sur un mémoire par lequel une compagnie demande la permission de dessécher les marais qui entourent la ville de Péronne », par M. Laurent de Lionne. Péronne, 18 septembre 1783. — Mémoire de l'Intendant à M. de Vergennes sur ladite affaire. 29 février 1784. — « Copie d'un placet présenté par M. Goguet, laboureur à Épenancourt, près Péronne », réclamant contre ledit projet de dessèchement. 20 mars 1784. — Lettre du comte de Périgord à l'Intendant, sur les projets de dessèchement des marais de la Somme, par le sieur Coupé, ingénieur à Péronne. Paris, 19 juin 1784. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant si ledit projet de dessèchement de près de 10,000 arpents, demandé par la ville de Péronne et plusieurs paroisses voisines, ne nuira pas à la navigation du canal de la Somme. 23 septembre 1784. — Lettre de M. Laurent de Lionne à l'Intendant, lui marquant que le canal ne peut nullement souffrir dudit dessèchement, mais observant que « les étangs qui entourent Péronne lui servant de défense, surtout au midi, vous jugerez sans doute à propos, Monseigneur, d'observer à M. le contrôleur général qu'il conviendra de consulter le ministre de la guerre sur le projet de ce dessèchement. » Péronne, 2 octobre 1785. — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant, l'informant que le ministre de la guerre et M. de la Millière consultés ne voyant aucun inconvénient, tant pour la défense de Péronne que pour la navigation du canal, au dessèchement projeté, le ministre de la guerre ayant seulement demandé qu'il soit pris des mesures pour pouvoir inonder les abords de la place en cas de besoin, il ne reste plus qu'à autoriser la compagnie à exécuter les travaux qu'elle propose. Il lui soumet le projet d'arrêt à rendre en conséquence. Paris, 8 septembre 1786. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ledit projet d'arrêt. Personne ne doute des avantages que procurera

plus tard son exécution, « mais on craint les effets dangereux de ce dessèchement, qui sera dans le cas d'occasionner, pendant les premières années, dans toutes les paroisses situées le long de la Somme ou dans son voisinage, des maladies contagieuses, dont les suites causent souvent la dépopulation de quelques cantons. On voit par les registres mortuaires des différentes paroisses de la ville de Péronne, et par les notes qui en ont été conservées, qu'en 1668 et 1686, les fortifications ayant été réédifiées sous les ordres de M. de Vauban, les vapeurs méphitiques exhalées de la fange de la rivière, ont fait naître une peste qui a enlevé un fort grand nombre d'habitants, même en plein hiver. Il n'est pas un vrai citoyen dans cette ville, qui ne se rappelle en frémissant encore, qu'un essai fait il y a 20 ans par M. le duc de Chaulnes, de baisser les eaux de la Somme, sous prétexte d'un droit inhérent à sa baronnie de Briot, lui a coûté soit un parent, soit un ami. Le Parlement a envoyé sur les lieux un commissaire, et d'après l'enquête faite par ce dernier, les eaux ont été remises à leur niveau ordinaire, et l'épidémie a cessé. On a desséché, il y a quelques années les marais d'Ardres, Fouquières et Courières près Lens en Artois : une maladie pestilentielle s'est fait incontinent sentir. Les habitants de ces endroits et les ouvriers employés aux travaux périrent en foule. Ce dessèchement devait être continué à Hesnin-Liétard, mais les habitants prévoyant qu'ils allaient être exposés aux mêmes dangers, s'opposèrent militairement à cette opération. Il y eut plusieurs personnes tuées, les cris de ces habitants retentirent jusqu'au pied du trône, et le dessèchement n'eut pas lieu. » D'autres raisons développées dans le mémoire, s'opposent encore à l'exécution dudit projet. Péronne, 10 novembre 1786. — « Vallée d'Authie. Dessèchement de la vallée d'Authie, sur l'étendue des terroirs de Doullens et Authieulle. Premier état des sommes à imposer, avec le coût des travaux faits à la rivière d'Authie, depuis et compris la ville de Doullens, jusqu'à la province d'Artois. » 25 janvier 1787. — « État des frais de la rivière d'Authieulle. » 24 décembre 1787. — Projet d'arrêt du Conseil, pour le dessèchement des marais de la Somme et autres petites rivières y aboutissant. XVIII^e s. — Placet des maieur, échevins et habitants de Bray et des syndics et habitants de plusieurs localités voisines, se plaignant de ce que les propriétaires des moulins construits sur la Somme ont fait hausser leurs moulins, ainsi que les batardeaux, planchers, digues, etc. XVIII^e s. — Plan en 4 feuilles des marais d'Agnicourt et de Contay. XVIII^e s. — « Mémoire instructif du projet de dessèchement

des prés du domaine d'Agnicourt et d'une portion de commune de Contai, qui sont aussi à dessécher. » XVIII^e s. — Lettre de Damiens de Bécordel, sur ledit dessèchement. XVIII^e s., — etc.

C. 1529. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1752-1756. — Dessèchements. Baschamps de Cayeux, etc. — Délibération des habitants de Lanchères et Wathiehurt, pour la réparation des courses, nocqs et ponts des terroirs de Wathiehurt. 27 août 1752. — Requête d'Honoré Descamps, syndic de Lanchères et Wathiehurt, à l'Intendant, sur ledit objet. 28 août 1752. — Devis des travaux à exécuter, pour faciliter l'écoulement des eaux dans les paroisses de Lanchères et Wathiehurt. 28 octobre 1752. — « Devis estimatif des ouvrages et travaux qui sont à faire au territoire de Wattihurt, le long de la mer, au Terratu, aux Recousses et autres lieux dépendant de la paroisse de Lanchères. » 16 septembre 1753. — Requête à l'Intendant par Claude-Louis Vacquette, chevalier, seigneur du Cardonnoy et de Lanchères, conseiller au grand Conseil, François de Flocques, échevin de St-Valery, la veuve Obry, Louis Lallemand, échevin de St-Valery, François de Rei du Tilleul, président au grenier à sel d'Abbeville, seigneurs et propriétaires des territoires de Lanchères, et des syndic, corps et communauté de Wathiehurt, à l'effet d'ordonner l'exécution des dits travaux. 1753. — Devis des travaux à exécuter aux digues de Terratu et de Recousses. 29 septembre 1753. — « État estimatif des ouvrages à faire pour la construction de deux nocqs en charpente, dont un sous la digue de l'enclos du Terratu, et l'autre, sous celle des Recousses, et des réparations à faire à ladite digue du Terratu, et autres dépenses reprises au présent devis. » v. 1753. — Avis de la mise en adjudication desdits travaux, pour le 31 octobre 1753. — Procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 31 octobre 1753. — Procès-verbal de visite des travaux exécutés par les sieurs Fropos et Riquier, pour faciliter l'écoulement des eaux à Lanchères, Wathiehurt, etc. 5 janvier 1756, — etc.

C. 1530. (Liasse.) — 5 pièces parchemin, 80 papier (1 plan).

1769-1780. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — Arrêt du Conseil d'État, qui prescrit la visite des bas champs du bourg d'Ault au Hourdel, à l'effet d'indiquer tous les travaux nécessaires à la défense et au dessèchement. Compiègne, 1^{er} août 1769. — Requête au Conseil par les propriétaires de Lanchè-

res, contenant répétition de leur opposition au canal de Lanchères. — Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur ladite requête. 14 juillet 1769. — Mémoire de l'Intendant à M. Trudaine, sur le même objet. 17 juillet 1769. — Procès-verbal de visite par M. Bompar, ingénieur en chef des ponts et chaussées, des bas champs entre le bourg d'Ault et le Hourdel. 2 octobre 1769. — Mémoire sur les travaux à faire, pour mettre le littoral à l'abri des incursions de la mer, depuis le bourg d'Ault jusqu'à la pointe du Hourdel, par M. de Branlicourt. 10 février 1770. — « Devis des ouvrages à faire pour la construction de deux buzes en charpente, de 20 ponceaux aussi en bois, pour l'ouverture de deux canaux, à l'effet de dessécher les bas champs de Cayeux, de Lanchères, de Brutelle, Brutelette, Haut-Bus, Onivalet Bourg d'Eau, ainsi que pour l'établissement de trois épis, pour garantir la côte des dégradations que la mer y cause, dont deux au terroir du Bourg d'Eau, et le 3^e à Cayeux. » 10 mars 1770 ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 13 juin 1771. — Détail des dits ouvrages. 10 mars 1770. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, relativement aux dits travaux. Amiens, 10 novembre 1770. — « Dispositif du projet d'arrêt, pour ce qui concerne la partie de Caieu. » — « Dispositif du projet d'arrêt, pour ce qui concerne la partie de Lanchères, Brutelles, etc. » — Arrêt du conseil d'État, qui autorise divers travaux de dessèchement des bas champs du bourg d'Ault à la pointe du Hourdel. Versailles, 4 décembre 1770. — Délibération de l'assemblée générale des propriétaires, syndics et principaux habitants d'Ault, Cayeux, Onival, Woignarue, Hautebut, Brutelle, Brutette, Hamel, Lanchères, Sallenelle, Wathiehurt, Laleu et Poutrincourt, contenant vote des fonds nécessaires pour les travaux ordonnés par l'arrêt du 4 décembre 1770. 10 mars 1771. — Requête à l'Intendant, aux fins de ladite délibération. Mars 1771. — Requête des propriétaires des bas champs de Lanchères, etc. à l'Intendant, pour la visite du canal de Lanchères. Novembre 1772. — Requête des propriétaires de Cayeux, etc. à l'Intendant, sur le même objet. Novembre 1772. — Procès-verbal de réception du canal de Cayeux. 7 juillet 1773. — Procès-verbal de réception du canal de Lanchères. 9 juillet 1773. — Procès-verbal de réception de la buze ou aqueduc du Grand Terratu. 9 juillet 1773. — Requête des seigneur et habitants de Lanchères à l'Intendant, à l'effet d'être reçus opposants à l'ordonnance sur requête obtenue par le seigneur de Brutelles et ses associés, non communiquée ni signifiée, et à la visite qu'ils ont fait faire du canal de Lanchères, etc. — Requête particulière de Claude-Louis Vacquette,

seigneur de Lanchères, à l'Intendant, sur le même objet. — Rapport de M. Desfirmin, ingénieur en chef des ponts et chaussées de la généralité d'Amiens, sur l'utilité du canal de Lanchères. 10 juillet 1773. — Procès-verbal de visite du canal de Cayeux. 7 juillet 1773. Copie collationnée du 12 juillet. — Id. du canal de Lanchères. 8 juillet 1773. Copie collationnée du 12 juillet. — « État des ouvrages à faire annuellement, pour entretenir et mettre en bon état les deux canaux de Cayeux et de Lanchères, les deux aqueducs du Petit et du Grand Terratu, les dix ponts faits sur le canal de Cayeux, les dix-sept autres ponts du canal de Lanchères, fascinage, clayonnage desdits deux canaux, et autres ouvrages y relatifs. » 11 juillet 1773. Copie collationnée du 12 juillet. — Requête des propriétaires et syndics de Cayeux, Ault, Woignarue, etc., à l'Intendant, à l'effet d'ordonner les travaux à faire aux canaux de Cayeux et de Lanchères. 20 juillet 1773. — Requête des propriétaires, habitants et syndics de Laleu, Poutrincourt, Brutelle, etc., à l'effet d'approuver les procès-verbaux dressés pour la police particulière des canaux de Cayeux et de Lanchères et l'état des travaux d'entretien des dits canaux. 20 juillet 1773. — Requête à l'Intendant par les propriétaires de Cayeux et paroisses voisines, qui n'ont pu se trouver à la réception faite des ouvrages concernant le dessèchement du pays, demandant la convocation d'une assemblée des intéressés, pour délibérer sur l'établissement d'un inspecteur, et le choix de deux ouvriers, pour l'entretien des dits ouvrages. 13 septembre 1773. — « Requête concernant les entretiens des canaux et ouvrages faits au marais de Cayeux », par les propriétaires des terres et bas champs de Cayeux, etc. 30 avril 1774. — Mémoire de M. de Branlicourt, sur ladite affaire. Abbeville, 25 août 1774. — « Rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées de la généralité de Picardie (de la Touche), sur la requête des habitants de Lanchères et Wathihurt, présentée le 17 janvier 1776, et par laquelle ils demandent à ce qu'ils soient autorisés, tant à faire rétablir leurs anciennes courses, qu'à faire réparer deux ponts : l'un sur la chaussée de la Recousse, et l'autre dans le village de Wathihurt, et en imposer la dépense sur chacun desdits habitants. » Amiens, 11 juin 1776. — Rapport de l'Intendant sur la convention qui met fin aux débats pour la contribution au canal de Lanchères. 15 juin 1776. — Ordonnance de l'Intendant, qui confirme la transaction sur la contribution au canal de Lanchères. 17 juin 1776. — Observation de M. Dubrun, sur l'exemption pour la molière d'aval, de la

contribution à l'entretien du canal de Lanchères. Saint-Valery, 9 décembre 1776. — Mémoire des habitants de Brutelles, sur l'addition de clayonnages au canal de Lanchères. 20 septembre 1779. — Mémoire de M. Dubrun, sur la nécessité de clayonnage au canal de Lanchères. St-Valery, 27 septembre 1779. — Mémoire de l'Intendant, sur le même objet. 20 janvier 1780. — Requête d'une partie des habitants des hautes rues d'Ault à l'Intendant, à l'effet d'être exemptés de la contribution à l'épi du Perroir d'Ault. 15 juin 1772. — Lettre du comte de Lannoy à l'Intendant, pour appuyer ladite requête. Château de la Motte, près Eu, en Normandie, 11 août 1772. — Requête des matelots et autres habitants du Perroir d'Ault à l'Intendant, à l'effet d'être exemptés de ladite contribution. 13 août 1772. — Ordonnance de l'Intendant, qui rejette ladite demande. 11 septembre 1772. — Lettre de M. Becquet, sur ce que « la mer a fait ici ces jours derniers un ravage étonnant : elle est entrée dans presque toutes les maisons du Perroir ; il y en a au moins une vingtaine qu'il faut démolir tout présentement. Ceux qui les habitent sont désolés ; les propriétaires des bas champs ne le sont pas moins, et ils ont raison. Il est certain que, si on ne fait pas quelque chose entre les deux épis pour arrêter le galet, la mer emportera toutes les maisons et inondera toutes les terres, avant même que l'hiver arrive. » Ault, 4 septembre 1772. — Requête à l'Intendant par les matelots du Perroir d'Ault, se plaignant de ce qu'on veut les faire contribuer à la construction d'un épi. Septembre 1772. — « Plan de la position des maisons du Perroir, dépendance du bourg d'Ault, des deux épis construits en 1772, et de la vallée des bas champs d'Onival. » 29 septembre 1772. — Mémoire de M. de Branlicourt sur ladite affaire. Abbeville, 27 avril 1773. — Ordonnance de l'Intendant, qui fait défenses de supprimer l'épi construit au devant du Perroir d'Ault. 28 juin 1773, — etc.

C. 1531. (Liasse.) — 31 pièces papier.

1771-1774. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — « Devis pour l'établissement d'un premier épi à faire pour garantir la côte des dégradations que la mer cause au terroir du bourg d'Ault. » 13 avril 1771 ; et procès-verbal d'adjudication des dits travaux. 13 juin 1771. — Id. 2^e épi. — Id. 3^e épi. — Adjudication du premier épi, à la folle enchère du sieur Gomel. 27 novembre 1771. — Id. 2^e épi. — Id. 3^e épi. — Requête des propriétaires et habitants d'Onival, Hautebut et autres lieux circonvoisins, à l'Intendant, relativement à des changements occasionnés sur la

côte par les deux épis construits au Perroir d'Ault par M. Bompar. 1772. — « Rapport sur la requête présentée par les habitants d'Onival, Haut-But et autres lieux voisins », par M. Bompar. 10 avril 1772 ; et ordonnance de l'Intendant, qui approuve ledit rapport. 11 avril 1772. Copie. — Réception des travaux du premier épi. 11 décembre 1772. — Id. épi de Cayeux. 11 décembre 1772. — Procès-verbal de visite des dits épis. 11 octobre 1773. — Réception du second épi du bourg d'Ault. 29 juin 1774, — etc.

C. 1532. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1771-1773. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — Lettre de M. Bompar à l'Intendant, sur les travaux du canal de Cayeux. Amiens, 17 septembre 1771. — « Devis des ouvrages à faire pour l'addition de deux vannes aux têtes d'amont des buses du grand et du petit Terratu », par M. Bompar. 17 septembre 1771 ; ordonnance de l'Intendant, qui approuve ledit devis. 20 septembre 1771 ; soumissions des entrepreneurs ; ordonnance de l'Intendant, qui approuve les dites soumissions. 9 novembre 1771. Copie. — « Devis pour l'élargissement du ponceau n° 7, à construire sur le canal de Cayeux », par M. Bompar. Amiens, 21 décembre 1771. — « Rôle de répartition fait par nous, subdélégué de l'Intendance de Picardie à Abbeville, en exécution des arrêts du Conseil du 4 décembre 1770, et des ordonnances de M. Dupleix, alors intendant de Picardie, du 13 avril suivant, rendues en conséquence, pour l'exécution des ouvrages ordonnés par lesdits arrêts. » Abbeville, 11 janvier 1772. — Requête des principaux propriétaires et fermiers du marais d'Onival, à l'Intendant, pour l'établissement de deux ponts. 24 février 1772. — « Copie du procès-verbal et du rapport fait par M. Bompart, sur la requête présentée par les principaux fermiers et propriétaires du marais d'Onival. » 16 avril 1772. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit la construction desdits ponts. 17 avril 1772, — etc.

C. 1533. (Liasse.) — 39 pièces papier.

1772. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — Lettre de M. Desfirmans à l'Intendant sur l'état des travaux des canaux de Cayeux et de Lanchères. Abbeville, 14 mai. — Ordonnance de 12.000 l. au sieur Isnard, entrepreneur des travaux de Cayeux, à compte de son adjudication. 16 mai. — « Copie du procès verbal dressé par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, chargé de l'exécution des canaux de Cayeux et de Lan-

chères et des ouvrages y relatifs, à l'effet de constater l'impossibilité de perfectionner ces ouvrages, à moins que l'on ne fixe le pied des sables par des clayonnages. » 10 juin. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve ledit procès-verbal. 10 juin. — Requête à l'Intendant, par Jean-Baptiste Desgranges, entrepreneur des travaux du canal de Cayeux, demandant qu'il soit procédé à la réception desdits travaux, qui sont terminés. Dieppe, 18 novembre ; et ordonnance de l'Intendant, qui ordonne ladite réception. 5 décembre. — Requête des principaux propriétaires et fermiers du marais de Woignarue à l'Intendant, réclamant la construction d'un pont. 8 juillet. — « Copie du rapport fait par M. Desfirmans, sur la requête des habitants de Woignarue. » 8 août. — Ordonnance de l'Intendant, approuvant ledit rapport. 8 août. — Mémoire de M. de Branlicourt, sur une requête des propriétaires et fermiers de Cayeux, réclamant la construction d'un ponceau sur le canal de Lanchères, au chemin dit la Routière. Abbeville, 28 juillet. — « État estimatif de la dépense à faire pour construire un pont sur le canal de Lanchères, au chemin de la Routière, qui traverse les Recousses, entre les ponts n^{os} 1 et 2 », par M. Desfirmans. Amiens, 5 août. — « Copie du procès-verbal dressé par le sieur Wallois, et du rapport de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, sur la requête des habitants de Cayeux. » Amiens, 5 août ; et ordonnance de l'Intendant, qui approuve ledit procès-verbal. 13 août. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne qu'il sera procédé à la réception de la buze du Grand Terratu. 23 novembre, — etc.

C. 1534. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1772-1773. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — Requête de Jean-Baptiste Desgranges, entrepreneur des ouvrages du canal de Cayeux, à l'Intendant, sur les dégâts causés par les neiges dans lesdits ouvrages. Cayeux, 27 mars 1772. — Procès-verbal de visite des dites dégradations, par Pierre-Alexandre Wallois, conducteur des travaux. 21 avril 1772. — « Toisé des terres à enlever du canal de Cayeux, provenant des éboulements des talus. » Cayeux, 21 avril 1772. — Procès-verbal de visite par Pierre-Alexandre Wallois, pour constater le mauvais état du pont n^o 1 du canal de Cayeux. 7 avril 1772. — Procès-verbal de visite par ledit Wallois, des réparations exécutées audit pont. 22 juin 1772. — « État des bois employés par augmentation à la reconstruction du pont n^o 1. » Cayeux, 7 juillet 1773. — Délibération des syndic et principaux propriétaires et fermiers de Cayeux, arrêtant de faire allonger le pont n^o 9. 2 août 1772. — Procès-verbal

de visite par le sieur Wallois, des dégradations survenues au canal de Cayeux pendant l'hiver. 26 avril 1773. — « Canal de Cayeux. État de la dépense faite depuis 1773, pour réparer les éboulements du canal, les clayonnages, et enlever les herbes dans ledit canal. » Cayeux, 7 juillet 1773. — « Canal de Lanchères. État des bois employés en chasse-roue et en garde-grève dans le pont n^o 5 et dans un des ponts d'Onival. » Cayeux, 9 juillet 1773. — Procès-verbal de visite par le sieur Wallois, des dégradations survenues au canal de Lanchères, pendant l'hiver. 27 avril 1773. — « Canal de Lanchères. État de la dépense faite jusqu'à ce jour, pour réparer les éboulements du canal et les clayonnages. » Cayeux, 9 juillet 1773. — « Canal de Cayeux. Augmentation consistant en chasse-roue et garde-grève sur les dix ponts du canal de Cayeux. » Cayeux, 7 juillet 1773. « Canal de Lanchères. Toisé du remblai fait aux abords du pont du chemin, dans le marais de Wagnarue. » Cayeux, 9 juillet 1773. — « État de la dépense faite pour les clayonnages du canal de Cayeux, pendant l'année 1772. » Cayeux, 7 juillet 1773. — « Canal de Lanchères. Toisé du remblai fait aux abords d'un des deux ponts, dans le marais d'Onival. » Cayeux, 9 juillet 1773. — « Canal de Cayeux. Augmentation faite au pont du Voyeulle, n^o 9 du devis, pour le prolongement d'une culée dudit pont, à cause de son biais avec le canal, et augmentation du robage du corps du pont et des ailes. » Cayeux, 7 juillet 1773, — etc.

C. 1535. (Liasse.) — 29 pièces papier.

1773-1775. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — Requête de Nicolas-François Grognet à l'Intendant, à l'effet d'être indemnisé pour les terrains pris sur lui par les travaux de Cayeux. Amiens, 30 mars 1773. — « État et dénombrement des terres du corps du pays, qui ont été omis au role du prix des ouvrages et travaux de Cayeux. » 5 avril 1773 ; requête des syndic et habitants de Cayeux à l'Intendant, à l'effet de faire contribuer les propriétaires portés audit état. 5 avril 1773 ; et ordonnance de l'Intendant, qui prescrit un rôle supplémentaire de ladite contribution. 3 mai 1773. — « Role de supplément à soustraire des différents ouvrages. » Abbeville, 5 janvier 1775. — « Imposition des terres qui ont été omises à être imposées au role de Cayeux », etc. — Réclamations de plusieurs particuliers, contre leur contribution aux travaux des bas champs de Brutelles. 12 mai 1773. — Requête du sieur Isnard à l'Intendant, demandant qu'il

soit procédé à la réception de travaux par lui exécutés à Lanchères, Grand Terratu et autres. 7 juin 1773 ; et Ordonnance de l'Intendant qui ordonne ladite réception. 17 juin 1773. — « Estimation de la contribution d'une estacade en charpente, dans le prolongement des fascines, à l'aval du Petit Terratu, pour soutenir les terres de la digue à gauche, et de quatre pieux, au bout du fascinage à droite. » Cayeux, 7 juillet 1773. — « Copie du rapport de M. Desfirmans, sur la requête des sieurs Ricot et Mosset », demandant la construction d'un pont ; et Ordonnance de l'Intendant, pour l'exécution dudit pont. 1^{er} juin 1773. — Délibération des syndic et principaux habitants de Cayeux, sur les dégradations faites aux digues dudit lieu, la nuit du 15 au 16 du même mois. Cayeux, 18 novembre 1773. — « Etat des journées des ouvriers qui ont travaillé à la grande digue du corps du pays de Cayeux, depuis le 16 jusqu'au 26 décembre 1773 », etc. Cayeux, 2 janvier 1774. — Délibération des habitants de Cayeux, Brutelles, Brutellette, Hamel, Lanchères, etc., pour l'entretien des canaux. 20 mars 1774. — Ordonnance de l'Intendant, qui approuve ladite délibération. 5 septembre 1774, — etc.

C. 1536. (Liasse.) — 19 pièces papier.

1774-1775. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — Mémoire de M. de Branlicourt, sur une requête des collecteurs chargés du recouvrement du rôle du prix des ouvrages de Cayeux, se plaignant de ne pouvoir mettre à fin leur recouvrement, à cause de l'indigence de plusieurs contribuables. Abbeville, 9 février 1774. — Réponse des propriétaires du terroir de Cayeux à ladite requête. 21 mai 1774. — Mémoire de M. de Branlicourt sur ladite affaire. Abbeville, 9 juin 1774. — Mémoire de M. de Branlicourt sur une requête de la veuve Holleville, qui se plaint d'être trop imposée à la contribution des travaux de Cayeux. Abbeville, 31 mars 1774. — Requête de Jacques-Claude Dagnies de Fresnes, avocat, tendant à être employé au rôle de répartition du coût des ouvrages faits dans le pays de Cayeux, pour la somme de 36 livres, pour reste des honoraires à lui dûs à cause de différents mémoires par lui faits pour cette paroisse. 15 avril 1774. — Mémoire de M. Blondin, conseiller au présidial d'Abbeville, sur ladite requête. Abbeville, 28 avril 1774. — Mémoire de M. de Branlicourt sur le même objet. Abbeville, 2 mai 1774. — Ordonnance de ladite somme de 36 l. 11 mai 1774. — Requête à l'Intendant, par Jean Gomel, entrepreneur des épis du bourg d'Ault, à l'effet d'être déchargé de mettre du galet au 2^e épi du bourg d'Ault. Amiens, 2 septembre 1774. —

Mémoire de M. de la Touche sur ladite requête. Amiens, 13 novembre 1775, — etc.

C. 1537. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1775-1776. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — Mémoire de M. de Branlicourt, sur une requête des seigneurs et propriétaires de la molière d'Aval, au terroir de Cayeux, des bas champs des terroirs de Laleu, Poutrincourt, Brutelle, etc., qui demandent que les seigneurs et propriétaires des terroirs de Lanchères et Wathiéhurt soient tenus de contribuer à la dépense occasionnée par l'ouverture du canal de Lanchères. Abbeville, 29 août 1775. — Enquête par M. de la Touche, ingénieur en chef, sur ladite affaire. 29 mai 1776. — Lettre de l'Intendant à M. Dubrun, lui demandant des renseignements sur le nommé Watré, qui a été nommé pour faire le recouvrement des deniers imposés pour le dessèchement du terroir de Lanchères. 23 septembre 1775. — Réponse de M. Dubrun à l'Intendant. St-Valery, 30 septembre 1775. — Requête de Claude-Louis Vacquette, chevalier, seigneur du Cardonnoy, Lanchères et Wathiéhurt, conseiller ordinaire du Roi en son grand Conseil, à l'Intendant, contre une requête d'un de ses fermiers, tendant à être déchargé de l'imposition pour les travaux de Lanchères. 24 novembre 1775. — Mémoire de M. Dubrun sur ladite affaire. 3 décembre 1775. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur le même objet. Amiens, 4 avril 1776, — etc.

C. 1538. (Liasse.) — 22 pièces papier.

1776-1777. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — Requête à l'Intendant par les propriétaires et le seigneur des bas champs de Wathiéhurt, demandant la réparation des courses qui mettent lesdits bas champs à l'abri des incursions de la mer. 17 janvier 1776. — Acte de délibération des dits seigneur et propriétaires, sur le même objet. 24 mars 1776. — Mémoire de M. Dubrun sur lesdites requêtes. 15 avril 1776. — Requête à l'Intendant par Jean-Baptiste Desgranges, entrepreneur et associé du sieur Isnard, pour la buse du Grand Terratu, à l'effet d'être remboursé de ce qui lui reste dû. 20 mars 1776. Copie. — Mémoire de M. Dubrun, sur ladite requête. 18 avril 1776. — « Compte que rend Honoré-Stanislas Batel, laboureur, demeurant à Onival, et vatergrave des canaux de Cayeux et Lanchères, par-devant M. Dubrun, subdélégué de Mgr. l'Intendant de Picardie à St-Valery-sur-

Somme..... de la recette et dépense par lui faite pour l'entretien du canal de Lanchères, depuis le 21 mars 1775 », etc. 28 juillet 1776. — Procès-verbal de délibération des propriétaires et habitants de Cayeux, approuvant ledit compte. 28 juillet 1776. — Mémoire de M. Dubrun, sur une requête dudit Battel, ci-devant vatergrave des canaux de Cayeux et de Lanchères, qui réclame plusieurs sommes qui lui restent dues sur son compte. 11 décembre 1776. — Procès-verbal d'assemblée des habitants de Lanchères, à l'effet d'être déchargés de la somme réclamée par le sieur Battel. 27 avril 1777. — Mémoire de M. Dubrun à l'Intendant, sur ladite affaire. St-Valery, 1^{er} mai 1777. — « Devis des ouvrages à faire, tant pour l'enlèvement des herbes du canal de Lanchères, que pour les terrasses, clayonnages et autres opérations nécessaires à la réparation et rectification des pentes dudit canal », par M. de la Touche, ingénieur en chef des ponts et chaussées de la généralité de Picardie. 19 octobre 1776 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 20 novembre 1776. — Détail estimatif desdits ouvrages. 19 octobre 1776. — Procès-verbal par François Frutier, sous-vatergrave des canaux de Cayeux et de Lanchères, de bois enlevés au nocq de la rencloture d'aval. 16 décembre 1776, — etc.

C. 1539. (Liasse.) — 42 pièces papier.

1777-1782. — Dessèchements. Bas champs de Cayeux, etc. — Requête des habitants de Lanchères à l'Intendant, pour la réparation d'une course conduisant les eaux dans le canal dudit lieu. 10 janvier 1777. — Mémoire du subdélégué de St-Valery sur ladite requête. St-Valery, 20 février 1777. — Mémoire de M. Dubrun sur une requête de Jean Gomel, adjudicataire sous le nom d'Antoine Boucher, du 2^e épi du bourg d'Ault, aux fins d'être payé d'une somme de 1.040 l., faisant partie du montant de son adjudication, 7 mars 1777. — Requête des seigneur et habitants de Lanchères à l'Intendant, à l'effet d'être payés pour des terrains sur eux pris par le canal. 15 juin 1777. — Mémoire de M. Dubrun à l'Intendant, sur ladite requête. St-Valery, 2 juillet 1777. — « Procès-verbal qui constate les sommes reçues par Watré, et non portées sur le rôle concernant la buse du Terratu. » 10 mai 1778. — « Observations sur une requête présentée par le sieur Desgranges, entrepreneur du canal de Lanchères », par M. Dubrun. St-Valery, 22 avril 1779. — « Observations faites par les propriétaires, cultivateurs et habitants de la paroisse de Lanchères, à M. Dubrun, subdélégué de Mgr. l'Intendant, sur la requête présentée le 11 septembre à Mgr. l'Intendant, par M. de Laby,

adjudicataire des travaux à faire au canal de Lanchères. » 21 septembre 1779. — Requête de Jacques Boucher, charpentier à Wattebléry, à l'Intendant, à l'effet d'être payé d'une somme de 2.440 l. qui lui reste due, pour travaux au 2^e épi du Perroir d'Ault, 7 septembre 1777 ; et ordonnance des 2.440 l. 24 septembre 1777. — Mémoire de M. Dubrun, sur une requête de Nicolas Sabras, homme vivant et mourant de la communauté d'Hellicourt, se plaignant de ce que plusieurs particuliers dudit lieu refusent de curer les fossés qui séparent la commune d'Hellicourt des terres qu'ils occupent. St-Valery, 2 juin 1779. — Ordonnance de l'Intendant, faisant droit à ladite requête. 12 novembre 1779. — Requête d'Honoré Batel, syndic d'Onival, à l'Intendant, exposant que l'assemblée ordonnée par ledit Intendant le 28 août 1779, pour délibérer sur des ouvrages à faire au pont d'Onival, « a été convoquée le 5 de septembre présent mois, et a été tenue le 8 dudit mois, à issue de messe paroissiale, au son de la cloche, selon les formes ordinaires et accoutumées, qu'à cette assemblée, il n'a comparu qu'Honoré-Stanislas Batel, habitant de cette paroisse, occupant environ trente journaux de terre dans les bas champs d'Onival », et par laquelle il espère que, malgré la non comparaison des intéressés à ladite assemblée, lesdits travaux n'en seront pas moins ordonnés. Onival, 8 septembre 1779. — Mémoire de M. Dubrun sur ladite requête. « Le subdélégué s'attendait bien que l'assemblée indiquée à Onival n'aurait point réussi : ce village n'est composé que de deux fermes occupées par Honoré et Antoine-François Battel et de quelques maisons de journaliers, dont les propriétaires s'intéressent peu à la culture des bas champs. Les propriétaires de ces bas champs demeurent dans les villes voisines. Il connaît l'utilité de ce pont, et la gêne qui résulterait de son non rétablissement. » Il y a donc lieu d'autoriser ladite réparation. St-Valery, 17 septembre 1779. — Procès-verbal d'adjudication des travaux de réparation dudit pont. 19 octobre 1779. — Mémoire du subdélégué de St-Valery, sur une requête de Nicolas Gense, ancien capitaine de navire à St-Valery, aux fins d'être déchargé d'une somme de 7 l. 19 s. à laquelle il se trouve trop imposé au rôle des travaux de Cayeux. St-Valery, 12 mai 1781. — Ordonnance de l'Intendant faisant droit à ladite requête. 4 juin 1781. — Lettre du président de Baizieux à l'Intendant, se plaignant d'exactions commises par le syndic de Lanchères à Wathiehurt. Château de Baizieux, 1^{er} août 1782. — Mé-

moire de M. Dubrun sur ladite plainte. St-Valery, 12 août 1782, — etc.

C. 1540. (Liasse.) — 3 pièces parchemin, 54 papier (2 plans).

1755-1775. — Dessèchements. Vallée de l'Hallue. — Procès-verbal de visite de la vallée de l'Hallue, par M. Jumel-Riquier, pour examiner les causes du tarissement des sources et les moyens d'y parer aux inondations. 26 septembre 1755. — Arrêt du conseil d'État, qui ordonne sur les propriétaires des héritages situés dans la vallée de l'Hallue, l'imposition d'une somme de 5.144 l. 13 s. 6 d., pour la dépense des ouvrages faits pour préserver lesdits héritages des inondations de cette rivière. Compiègne, 6 juillet 1756. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, lui envoyant ledit arrêt, avec un autre qui autorise les adjudications de travaux de réparations ou reconstructions de nefs d'églises et presbytères de 24 paroisses de sa généralité. Paris, 13 août 1756. — Procès-verbal de visite de la vallée de l'Hallue, par M. Jumel-Riquier. 1^{er} septembre 1756. — « Estimation des ouvrages à faire à la rivière d'Hallu, reprises au procès-verbal du 1^{er} septembre 1756. » — Procès-verbal de visite du reversoir du moulin de Fréchencourt, par M. Jumel-Riquier. 6 juillet 1758. — Délibération des habitants de Bussy-les-Daours, relativement aux inondations causées par la rivière d'Hallue. 11 décembre 1769. — « État relatif au projet de dessèchement des marais communs situés dans la vallée de Contai ou de la rivière d'Halu, qui prend sa source au-dessus de Vadencourt, élection de Péronne, et se jette dans la Somme au-dessus de Daours, élection de Doullens. » Doullens, 6 février 1770. — Mémoire sur une requête des habitants de Bussy-les-Daours, à l'effet de parer aux inondations auxquelles leur territoire est continuellement sujet. 11 août 1770. — Récoloment du procès-verbal de visite de la vallée d'Hallue, de 1756, par M. Jumel-Riquier. 25 septembre 1770. — Mémoire de M. Le Senne, sur le dessèchement de la vallée de l'Hallue. Doullens, 15 juin 1772. — Nouveau mémoire de M. Le Senne, sur le même objet. Doullens, 18 juin 1772. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit une nouvelle visite par experts de la vallée de l'Hallue. 27 juillet 1772. — Nomination par la paroisse de Daours et Vecquemont, de M. Jumel-Riquier, comme expert, pour ladite visite. 9 août 1772 ; et adhésion de M. Vacquette de Fréchencourt à ladite nomination, sans préjudice de ses droits. Amiens, 13 août 1770. — Nomination de M. Racine, conducteur des routes et chaussées, comme expert, par les seigneur et habitants de

Bussy-les-Daours. 9 août 1772. — Nomination de M. Racine comme expert, par les habitants et la marquise de Querrieux. 9 août 1772. — Délibération des habitants de Pont-Noyelles, réservant leurs droits dans ladite opération. 16 août 1772. — Procès-verbal de visite de la vallée de l'Hallue. 5 octobre 1772-15 avril 1773. — « Plan de la vallée d'Hallu, depuis Querrieux, jusqu'à la Somme. » 1773. — « Devis raisonné des ouvrages et travaux à faire, pour parvenir au dessèchement de la vallée d'Hallue, depuis le moulin de Quérieux, jusqu'à la Somme fait.... par nous, Jacques Scellier, professeur de mathématiques à Amiens, et Jean-Baptiste Racine, conducteur principal des ponts et chaussées, par-devant M. Le Senne, subdélégué », etc. 14 avril 1773. — Mémoire de M. Le Senne, sur le dessèchement de la vallée de l'Hallu. Doullens, 11 mai 1773. — « Nivellement de la rivière d'Hallu, et des héritages voisins entre les moulins de Querrieux et de Daours, par Cadié, le 2 juin 1773. » — Mémoire sur le dessèchement de la vallée de l'Hallue, par M. Cadié, inspecteur des ponts et chaussées à Boulogne-sur-Mer. Amiens, 7 juin 1773. — « Projet d'ordonnance pour le dessèchement des marais communs des communautés de Bussy, Daours, Vecquemont, Pont et Querrieux », etc., par M. Cadié. Amiens, 7 juin 1773. — Mémoire sur le même objet. 19 juillet 1773. — Ordonnance de l'Intendant, qui ordonne les travaux à faire pour le dessèchement de la vallée d'Hallue. 19 juillet 1773. — « Vallée d'Halu. Tracé tant des parties de nouveau lit que des élargissements. » 14 octobre 1773. — « Vallée d'Halu. Sonde du terrain compris dans les parties de nouveau lit sur le marais de Quérieux et Pont-Noyelle. » 16 octobre 1773. — « Devis pour la construction d'un pont de charpente sur la rivière d'Halu, vis-à-vis Bussy, à la place de l'ancien », par MM. Sellier et Racine. 17 octobre 1773. — Détail estimatif desdits ouvrages. 17 octobre 1773. — Établissement de la sole radière du moulin de Daours. 18 octobre 1773. — Établissement du fond de la rivière. 19 octobre 1773. — « Conditions sous lesquelles sera passée l'adjudication de l'entreprise des travaux nécessaires pour le dessèchement de la vallée d'Hallu, depuis le moulin de Querrieux, jusqu'à la Somme », etc. Doullens, 30 novembre 1773. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant, lui rendant compte de l'adjudication provisoire desdits travaux, passés le 11 janvier précédent. Doullens, 18 février 1774. — « État des frais de visite, devis, plans, vacations et tous autres généralement quelconques, faits pour procurer le dessèchement de la vallée d'Halu, depuis le moulin de

Quérieux jusqu'à la Somme. » Doullens, 18 février 1774. — Mémoire de l'Intendant à M. de Beaumont, intendant des finances, sur un mémoire des sieurs de Fréchencourt et de Moyenneville, qui se plaignent de l'ordonnance rendue par lui le 19 juillet 1773, pour ordonner les travaux de dessèchement de la vallée de l'Hallue. Paris, 4 mars 1774. — Arrêt du conseil d'État, confirmatif de l'ordonnance de l'Intendant du 19 juillet 1773. Versailles, 22 avril 1774. — Réponse des sieurs de Fréchencourt et de Moyenneville aux dires des habitants de Daours, Vecquemont et Bussy, et du seigneur de Bussy. Amiens, 18 janvier 1775. — « Vallée d'Hallue. Procès-verbal tenu les 20 et 21 décembre 1774, en exécution de l'arrêt du Conseil du 22 avril de la même année. » — Mémoire de M. Le Senne, sur l'affaire de MM. de Fréchencourt et de Moyenneville, relativement aux travaux de dessèchement de la vallée de l'Hallue. Doullens, 3 mars 1775. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, sur ladite affaire. 17 mars 1775, — etc.

C. 1541. (Liasse.) — 52 pièces papier (2 imprimées, 3 plans).

1733-1738. — Dessèchements. Marquenterre. — « Mémoire sur l'état de dépense des ouvrages faits dans le Marquenterre en l'année 1733. » — Mémoire sur des digues, nocqs et courses du Marquenterre à réparer. 12 septembre 1734. — Lettre de M. de Bommy à l'Intendant, sur le déplorable état de la paroisse du Marquenterre « qui paie cette année 7.900 l. de taille », et sur le préjudice que cause à l'agriculture le mauvais état des courses et nocqs dans cette partie. Abbeville, 22 août 1734. — Projet d'ordonnance de l'Intendant, qui prescrit le curage et nettoyage des fossés du Marquenterre. — Lettre de M. Leveneur à l'Intendant, lui envoyant ledit projet d'ordonnance. Amiens, 28 août 1734. — « État des réparations urgentes et nécessaires à faire, tant aux digues, qu'aux courses, nocqs et ponts du Marquenterre. » — Lettre de M. de Bommy à l'Intendant, lui envoyant ledit état. Abbeville, 12 septembre 1734. — Requête des maire et échevins du Marquenterre à l'Intendant, sur la demande qu'ils ont faite de renclorre 500 mesures de terrain découvert par la mer, sur le bord de l'Authie : 19 octobre 1734. — Extraits de différentes pièces relatives aux réparations des nocages du Marquenterre. 1734-1735. — « État des réparations qui sont à faire à la digue du Petit-Port, proche le moulin à l'eau dudit lieu, causées par la mer, qui a monté d'une hauteur extraordinaire, le lundi, mardi et mercredi 27, 28 et 29 février 1736. » — Requête des

habitants du Marquenterre à l'Intendant, à l'effet de régler les travaux faits ou à faire aux nocages dudit pays. 25 août 1736. — « État des réparations à faire dans le Marquenterre. » Abbeville, 29 septembre 1736. — Lettre de l'Intendant à M. Orry, sur l'état du Marquenterre. Amiens, 4 octobre 1736. — Mémoire de M. de Ray sur des réclamations des seigneurs et habitants de Collines et Conchil-le-Temple, relativement aux travaux du Marquenterre. Abbeville, 7 octobre 1736. — « Réponse à la requête présentée à M. l'Intendant le 25 août 1736, par quelques habitants du Marquenterre. » — Lettre de MM. de Bommy et Duflos à l'Intendant, lui envoyant ladite réponse. Abbeville, 13 octobre 1736. — « Estimation des ouvrages à faire dans le Marquenterre, par économie, pour empêcher les irruptions de la mer, et procurer un écoulement aux eaux du pays », par M. Gérard. Amiens, 31 décembre 1736. — Plan des travaux du Marquenterre. — Requête des maire, échevins, manants ; habitants, corps et communautés du Marquenterre à l'Intendant, se plaignant de certains ouvrages entrepris par le sieur de Thoyrasse, et qui les exposent à des inondations. 24 janvier 1737. — « Réponse à la requête des habitants du Marquenterre », par M. Gérard. Calais, 6 février 1737. — Requête des maire, échevins et habitants de Quond à l'Intendant, se plaignant du sieur de Thoyras. 6 mars 1737. — Mémoire de M. de St-Jullien, subdélégué à Rue, sur les entreprises du sieur de Thoyras. 30 mars 1737. — Plan des ouvrages de dessèchement du Marquenterre, par M. Gérard. Amiens, 22 mai 1737. — Requête des maire, échevins, manants, habitants, etc., du Marquenterre à l'Intendant, à l'effet de faire camper les troupes qui doivent être envoyées pour des travaux urgents de réparations aux digues dudit pays. 29 mai 1737. — Requête à l'Intendant, par Charles de Lamiré, chevalier, et Carouille, afin de former opposition aux travaux qui doivent être exécutés dans le Marquenterre. 31 mai 1737. — Ordonnance de l'Intendant, pour la répartition des frais des dits travaux. Amiens, 16 août 1737 (impr. affiche). — « État des officiers des régiments de Luxembourg et de Ponthieu, qu'on estime dans le cas de mériter des gratifications, par rapport aux travaux du Marquenterre. » 23 janvier 1738. — Requête des habitants du Marquenterre à l'Intendant, à l'effet de mettre leurs propriétés et leurs récoltes à l'abri des inondations. 17 mai 1738. — « Avis de M. de Regemorte sur les travaux du Marquenterre. » XVIII^e s. — Mémoire sur le Marquenterre. XVIII^e s. — Plan partiel du Marquenterre. Signé de M. d'Aligre, intendant. XVIII^e s., — etc.

C. 1542. (Liasse.) — 30 pièces papier.

1740-1758. — Dessèchements. Marquenterre. — Requête des seigneurs, propriétaires et habitants de Favières à l'Intendant, afin d'empêcher que les eaux des terroirs circonvoisins ne traversent leurs marais, par suite des travaux qui sont en voie d'exécution. 29 juillet 1740. — « Devis des conditions auxquelles sont obligés ceux qui se rendront adjudicataires des ouvrages qu'il convient faire pour préserver les villages de Morlay, Favières, Hamelet, Lianne, des inondations du marais et des eaux qui viennent de la rivière de Noyelle », etc., par M. Bomichon. Abbeville, 5 janvier 1742 ; et procès-verbal d'adjudication desdits travaux. 20 juin 1742. — Ordonnance de l'Intendant, sur les nocqs, écluses, courses et canaux faits dans les banlieues de Rue, du Crotoy et dans le Marquenterre. St-Omer, 12 novembre 1742. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit que Claude Le Doux, adjudicataire des molières du Marquenterre, et ses cautions, ne pourront être cotisés au rôle de la taille de la paroisse de Quend. 10 mai 1751 (copie). — Requête à l'Intendant par les maieur et échevins de Ponthoile, à l'effet de faire rendre compte au sieur de St-Jullien, subdélégué à Rue, de l'emploi de l'imposition levée en 1742, pour travaux de dessèchement. 28 décembre 1752. — « Extrait des sommes payées par M. Bourée à M. de St-Jullien, subdélégué à Rue, sur l'imposition faite pour les nocages du Marquenterre et lieux circonvoisins », etc. Abbeville, 24 mars 1753. — Mémoire de M. Ducastel sur ladite requête. Amiens, 21 septembre 1753. — Ordonnance de l'Intendant, qui nomme le sieur Desfossés, éclusier du Marquenterre. Paris, 1^{er} juin 1753. — Procès-verbal de descente sur les lieux par Louis-Marc-Antoine Vaillant du Chastelet, subdélégué à Boulogne, dans une contestation entre les habitants de Ponthoile, Morlay, le Hamel et banlieue, et Louis comte des Essars. 13 août 1754. — « Observations sur les travaux du Marquenterre, banlieue du Crotoy, etc. » 29 juillet 1758, — etc.

C. 1543. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 24 papier (1 plan).

1762-1784. — Dessèchements. Marquenterre. — Mémoire sur les travaux de dessèchement du Marquenterre. Paris, 25 mars 1762. — Observations des syndics et préposés aux ouvrages pour le dessèchement des bas champs du canton de Ponthoile, à l'Intendant. 1762. — Mémoire sur le dessèchement du canton de Rue. 9 juin 1764. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit une visite par M. Bompard, ingénieur en chef, de l'état actuel

de la rivière de Maie. 15 juin 1764. — « Mémoire pour servir de réponse à la requête présentée par Claude Ledoux, fermier des molières du Marquenterre, à Mgr Dupleix, intendant de Picardie », etc. 8 octobre 1769. — « Délibération des propriétaires et des habitants de Saint-Quentin et Froise en Marquenterre », pour le curement de toutes les courses des dits lieux. 24 juillet 1774. — « État du toisé et devis pour le curement des courses du nocage de St-Quentin en Marquenterre, fait par les syndics et nocquiers nommés par les propriétaires et habitants du dit lieu, par délibération du [24] juillet 1774. » — Arrêt du conseil d'État portant qu'il sera procédé par l'ingénieur des ponts et chaussées à la visite des terrains marécageux ou submergés, depuis la côte de Noyelle, jusqu'à Villers-les-Authie, pour constater la portion des terrains qui seront employés à la construction des canaux, écluses, digues, fossés nécessaires pour le dessèchement des dits terrains. Versailles, 8 février 1775. — « Mémoire que présente M. le Marquis de Sesmaison, lieutenant général des armées du Roi, seigneur de Saint-Sert, de la terre et seigneurie de Croui, de Boulainvilliers, dite les Molières du Marquenterre et autres lieux, à Mgr d'Agay, intendant de Picardie, contre les propriétaires et habitants du Marquenterre », à l'effet d'être remboursé de sommes que lui et son fermier ont été contraints de payer pour les nocages des molières du Marquenterre. 19 mars 1776. — Estimation des travaux à faire aux courses de Froise, Saint-Quentin et la Haie-Penée. 5 novembre 1784 ; et ordonnance de l'Intendant, qui approuve les dits travaux. 13 novembre 1784. — « Mémoire contenant en abrégé la description des territoires, des banlieues de Rue, du Crotoy et du Marquenterre. » XVIII^e s. — « Résultat du mémoire sur la nature du pays situé à l'embouchure des rivières de Somme, de Maie et d'Authie, remis à M. le comte du Muy, ministre de la guerre, par M. de Béville, aide maréchal des logis, le 22 juin 1774. » XVIII^e s. — Plan d'une partie du Marquenterre (Rue, Crotoy, Noyelle, Novion, Ponthoile). XVIII^e s. — Explication d'un plan de la paroisse de Villers-sur-Authie, et d'une partie de celle de Quend. XVIII^e s. — « Table servant pour l'explication de la figure des fossés, nocqs et eschaux des villages de Quend et Villers. » XVIII^e s., — etc.

C. 1544. (Liasse.) — 27 pièces papier (1 imprimée).

1773-1788. — Inondations. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui commet le sieur comte d'Agay,

intendant en Picardie, à l'effet de pourvoir aux inondations auxquelles sont sujettes plusieurs vallées de la généralité d'Amiens. » Versailles, 28 décembre 1773 (impr. affiche). —

« Subdélégation d'Amiens. État sommaire du dommage causé par le dégel du 28 février 1784, et des secours à donner relativement aux accidents qu'il a occasionnés », par M. Derveloy. On voit par cet état que, pour la ville d'Amiens, « la rigueur et la durée du froid, la suspension des travaux dans les différentes manufactures, la disette de la tourbe, avaient réduit à l'extrême misère la classe nombreuse du peuple. Le dégel tant désiré ne pouvait cependant être qu'une époque nouvelle de malheurs et de désastres. La situation de la ville, que les eaux entourent, le rendait redoutable : la Somme y reçoit en entrant la rivière de Moreuil, et la Sel en sortant ; partagée dans l'enceinte des murs en 13 canaux, très propres et très commodes au commerce en général, leur voisinage n'était pas moins, en ce moment critique, un sujet de terreur pour les maisons riveraines. La prévoyance avait fait déménager : mais, par un concours heureux de circonstances, le dommage, quoique effectif, a été moindre qu'on le craignait. Les aires et jardins, dans la partie orientale, ont d'abord souffert considérablement : les jardiniers ont vu périr les fruits de leur culture d'automne : ils ont perdu l'espoir de la vente des primeurs ; leurs dépôts de fumiers et d'engrais ont été entraînés, la terre dégradée, arrachée. Le retard de l'ensemencement, le refroidissement du sol, leur cause un préjudice inappréciable. Quant à l'intérieur de la ville, si la crue des eaux venant du haut de la Somme et de la rivière de Moreuil eût concouru, toute la ville basse aurait été submergée. Le passage de ces eaux ayant eu deux périodes distinctes, les accidents ont été moins multipliés, quoique cependant très graves, et propres à laisser longtemps les traces de leur triste souvenir. Les fortifications de la citadelle, 14 moulins, les ponts, digues et vergnes, deux manufactures, le jardin botanique, 80 maisons, ou environ, situées près des canaux, ont été considérablement endommagés, deux maisons ont été entraînées, et une troisième est prête à tomber. Les eaux de la Sel ont causé des grands ravages dans le faubourg de Ham : un pont a été entraîné, la chaussée dégradée, deux moulins ont éprouvé un gros dommage ; le chemin de Saint-Maurice, du côté de la Somme est impraticable.

La perte de la citadelle est estimée, d'après un aperçu général..... 1.200 l.

A reporter 1.200 l.

<i>Report</i>	1.200 l.
Celle du chapitre, pour les moulins, ponts, etc.	10.000
Celle de l'hôtel-de-ville, pour les réparations en sa charge	10.000
Celle des deux manufactures	5.000
Celle des particuliers en la ville, à	26.285
Celle du faubourg de Hem, de la chaussée de St-Maurice, et du Jardin Botanique.....	8.100
Celle des aires et jardins, environ	30.000
TOTAL	90.585 l.

Pour subvenir à ces malheurs, un secours de 20.000 l. serait à peine suffisant. Nous modérons cependant nos propositions à 12.000 l. » Dans les paroisses de l'élection, le désastre n'a pas été moindre. « C'est sur ces lieux affligés, où le poids des charges publiques se fait sentir dans toute sa plénitude, que les bienfaits du gouvernement doivent couler avec abondance. La distribution du riz faite par les ordres de M. l'Intendant, est un premier soulagement, mais elle laisse subsister la cause du mal. On ne peut trop peindre la misère des campagnes ; la médiocrité de la dernière dépouille et le défaut d'activité du commerce y ont rendu l'argent si rare, que la circulation paraît comme suspendue. Il s'agit donc d'y ramener l'aisance, d'y relever le courage abattu des cultivateurs, et de leur faire sentir par des bienfaits réels, combien le cœur paternel du Roi s'attendrit sur leurs malheurs. » A Thennes, une maison a été emportée ; à Boves, « les eaux ont fait des grands dommages, elles ont monté jusqu'à trois pieds dans les maisons » ; à la Faloise, « une partie du chemin de la prairie a été emportée par les eaux » ; à Famechon, sur la Selle, « les rues du village sont impraticables » ; à Croissy, « l'inondation a fait beaucoup de dégâts, 16 particuliers ont singulièrement souffert ; le hameau de Salouël a été très endommagé ». On demande un secours de 15.629 l. pour les paroisses de l'élection. Amiens, 26 mars 1784. — Id., subdélégation de Montreuil. A Caloterie et hameaux voisins, nombreux dégâts dans les nocqs, écluses, fossés, canaux et autres ouvrages. « Les divers chemins vicinaux sont entièrement détruits : il y a des dégâts considérables dans des terres à labour et emblavées. Le séjour des eaux dans 24 à 25 mesures, fait que tout le blé dont elles sont avêtues est presque mort. Plusieurs habitants ont été obligés de quitter leurs demeures, et de se retirer dans les villages voisins, où on a eu la charité de donner un asile et des secours à ces familles. La plus saine

partie a perdu des grains et fourrages dans leurs granges qui ont été submergées. » La paroisse d'Écuire « est sujette à des inondations fréquentes, par le défaut de reconstruction d'un pont, qui existait autrefois au lieu vulgairement appelé Marcadé, où passe le chemin qui conduit de Montreuil à Hesdin. Les voyageurs soit de pied, soit à cheval ou en voiture, n'y peuvent point passer dans les crues d'eau, sans s'exposer à perdre la vie. Le courrier de Montreuil à Hesdin ne la fait pas sans courir des dangers, sur lesquels le directeur de la poste aux lettres s'est plaint plusieurs fois au subdélégué de Montreuil... Les habitants d'Écuire, pour mettre leurs habitations à l'abri, sont obligés de travailler jour et nuit dans les abondances d'eaux, qui endommagent notablement trente mesures ou environ de terre à labour, les meilleures du canton d'Écuire ». Les dégâts sont estimés de 8.650 l. à 9.900. On demande un secours de 3.750 l. — Id., subdélégation de Doullens. Blés emportés, habitations submergées ; 4.500 l. de dommages aux hortillonnages de Camon ; à Drugy, « les eaux ont encouliné les fonds, et sont entrées dans les habitations, notamment dans la ferme de la veuve Levoir, qui a perdu nombre de bestiaux, et de grains et fourrages, et dont les bâtiments sont dégradés et enlevés » ; à Warloy-Baillon, « ce village est partagé par un très large ravin, qui amène les eaux de plus de quatre lieues à la ronde. Les eaux se sont répandues et ont entré dans les habitations ». Les pertes évaluées à 153.330 l. ; secours demandé : 38.332 l. 10 s. Doullens, 26 mars 1784. — Id., subdélégation de Péronne : dégradations aux chemins, rues, ponts, fermeture des étangs, habitations ; pertes de poissons, etc. Pertes évaluées à 50.850 l. secours demandé : 23.700 l. — Id., subdélégation de Saint-Quentin. 31 mars 1784. — Id., subdélégation de Saint-Valery. Dégradations aux habitations, chemins, récoltes, etc., estimées à 3.838 l. 15 s. Secours demandé : 2.387 l. « On observe que les perles ci-dessus reprises ont été causées par la fonte des neiges, mais qu'il en existe d'autres occasionnées par la longueur et la rigueur de l'hiver. Les colzas qui avaient été ensemencés dans les bas champs de Cayeux, Lanchères et Sallenelles, sont perdus : il y en avait dans le terroir de Cayeux plus de 150 journaux, dans celui de Lanchères, 55, et dans celui de Sallenelles, 25. Les cultivateurs de Lanchères avaient en outre ensemencé 40 journaux de terre en hivernache, qui ne laissent aucune espérance : on n'est pas non plus sans inquiétude pour les derniers blés semés dans ces bas champs. » Le subdélégué réclame aussi la bienfaisance du gouvernement, pour plusieurs

familles précédemment incendiées notamment à Gamaches et à Embreville. « Après ces incendies, l'on croit que la communauté de Saint-Blimond est celle qui a le plus besoin de secours. Il y a dans cette communauté, qui est considérable, nombre de journaliers, qui, pendant l'hiver, n'ont rien gagné. Il n'a point été possible au reste des habitants de secourir un si grand nombre d'indigents. Ce village d'ailleurs a été affligé en 1782 d'une maladie épidémique, qui a enlevé une quantité d'habitants et appauvri les autres... L'on doit aussi dire un mot de Saint-Valery. La misère y est encore très grande : le commerce a langué pendant l'hiver ; les journaliers n'ont pour ainsi dire rien gagné, ils sont en grand nombre. D'un autre côté, le grand froid a éloigné le poisson des côtes : ceux des matelots qui ne vivent que de la pêche, ont eu et ont encore beaucoup à souffrir. » Saint-Valery, 4 avril 1784. — « État des dégradations survenues aux ouvrages des ponts et chaussées de la généralité de Picardie par les fontes de neiges et débordement des eaux de l'hiver dernier », par M. de la Touche. Amiens, 25 mars 1784. — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant, l'informant que le Roi a fait participer sa généralité pour une somme de 90.000 l., dans la distribution des 3.000.000 destinés à réparer les malheurs de l'hiver. « Cette somme était d'abord moins considérable, mais le ministre a proposé à Sa Majesté de l'augmenter, en considération des derniers incendies qui ont eu lieu dans trois villages de la province. » Paris 6 juillet 1784. — « État de répartition de la somme de 90.000 l. accordée par le Roi à la généralité de Picardie, en considération des pertes survenues, et des dégradations causées par l'abondance des neiges et le débordement des rivières, à la suite de l'hiver dernier. » 16 août 1784. — Requête de plusieurs habitants du Montant, paroisse de Bouillancourt-sous-Miannay, à l'Intendant, à l'effet d'obtenir une modération de taille, en raison de pertes causées à leurs récoltes par une inondation, suite des orages des 15 et 18 juin. 30 juin 1788. — Requête par les habitants de Cahon et Gouy à l'Intendant, demandant qu'il soit fait visite des dégâts occasionnés sur leurs terres et habitations par les dits orages. 9 juillet 1788. — Procès-verbal des dommages causés à Acheux-en-Vimeux par les orages du 15 au 21 juin. 16 juillet 1788. — « État des habitants, propriétaires et taillables de la paroisse de Cambron, qui ont souffert et éprouvé des pertes sur leurs grains verts, cette présente année 1788, par les pluies abondantes survenues dans le courant du mois de juin et juillet, et par la grêle tombée sur une partie

de leur terroir, la nuit du 12 au 13 de juillet. » Cambron, 21 juillet 1788. — « Procès-verbal de visite du terroir de Cahon et Gouy, avec estimation des dommages qui y ont été causés par les inondations », par Jean-François Dubrun, curé de Saint-Valery, membre de l'assemblée du département d'Amiens. 2 août 1788. — Id. du terroir du Montant, paroisse de Bouillancourt-sous-Miannay. 2 août 1788. — Id. du terroir de Bouillancourt-sous-Miannay. 18 août 1788. — Id. du terroir de Cayeux. 11 septembre 1788. — Procès-verbal de visite des dégâts occasionnés sur le terroir de Bailleul, par lesdits orages, par le comte de Caullière, capitaine de cavalerie réformé à la suite, lieutenant des maréchaux de France de la généralité d'Amiens, duché d'Aumale et comté de haute Normandie, chevalier de Saint-Louis, demeurant en son château de Caullières. 8 septembre 1788. — « Détail abrégé des pertes causées par la grêle, orages et inondations des mois de juin et juillet 1788, dans les paroisses et municipalités du département d'Amiens, vérifiées par les commissaires nommés par le bureau intermédiaire dudit département. » — « État des pertes faites par les paroisses du département d'Amiens, en l'année 1788, tant par la grêle, orages et inondations, que par incendie, maladies épidémiques et pertes de chevaux et bestiaux ; lesdites pertes vérifiées par le bureau du département, d'après le rapport des commissaires de l'assemblée de département, qui se sont transportés sur les lieux », — etc.

C. 1545. (Liasse.) — 36 pièces papier (2 imprimées).

1720-1748. — Instruction publique. —

« Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant la bibliothèque de Sa Majesté. » Paris, 11 octobre 1720 (impr. 7 p. in-4°. Paris). — Lettre de M. Chauvelin à l'Intendant, sur ce que « l'abbé Marion, chanoine de Péronne, a rassemblé quantité d'espèces et médailles, mais sans ordre ni suite, dans lesquelles cependant il pourrait s'en trouver qui seraient utiles à la collection que le directeur général fait pour M. le garde des sceaux. Comme ledit sieur abbé Marion est avancé en âge, et qu'il serait fâcheux, s'il venait à mourir, que ces espèces fussent à la disposition du premier venu, dans les mains duquel elles perdraient le mérite qu'elles peuvent avoir, je vous prie de vouloir bien donner vos ordres de façon que, le cas arrivant du décès du sieur abbé Marion, ces espèces et médailles soient mises en sûreté, sauf à payer à ses héritiers celles qui seront jugées devoir être retenues au prix le plus avantageux. » Paris, 22 mai 1756. — Lettre de M. l'Intendant à M. de Sachi, lui donnant ses

instructions en conséquence de la lettre précédente. Paris, 3 juin 1756. — Réponse de l'Intendant à M. Chauvelin. Il a écrit en conséquence à son subdélégué de Péronne. « Je ne vois pas d'autres précautions à prendre pour le présent. Je ne pourrai même donner les ordres que vous me marquez... qu'en ayant moi-même préalablement un ordre exprès qui m'y autorise, parce que je n'ai aucun droit sur les effets qui appartiennent à cet abbé, et que ses héritiers pourraient avec raison se plaindre, si, à sa mort, je voulais en disposer. » Paris, 4 juin 1756. — Lettre de M. Cassini de Thury à l'Intendant, lui demandant la délibération des états d'Artois relative à la confection de la carte de France. Paris, 22 juillet [1756]. — Lettre de M. Cassini à l'Intendant, lui envoyant ses projets pour la perfection de la carte de France, et le priant de donner ses ordres à ses subdélégués pour que les ingénieurs chargés de l'exécution de ce travail trouvent toutes les facilités nécessaires pour leurs opérations. 1756. — Procès-verbal dressé par M. Ducastel, après les opérations de M. l'abbé de la Caille, de l'académie des sciences et professeur de mathématiques au collège des Quatre-Nations à Paris, pour marquer le point où le méridien de Paris coupe le chemin de Roye, en présence de MM. Ducrocquet, maire d'Amiens, Bernard, directeur général des fermes, Pirlot, directeur de la monnaie, Hamelin, licencié de la maison et société de Sorbonne, principal du collège de Beauvais à Paris, Haudicquer, contrôleur de la monnaie, Bellay, professeur de mathématiques, et Jumel-Riquier. 13 septembre 1757. — Lettre de M. de Laverdy à l'Intendant, le priant de faire faire dans les villes et bourgs de sa généralité « les perquisitions propres à découvrir dans chacune tous les morceaux qui y existent tant imprimés que manuscrits, dans les cabinets des particuliers et partout ailleurs, lesquels peuvent avoir trait, soit à l'histoire générale, soit à l'histoire particulière de la France », en vue d'une seconde édition de la *Bibliothèque historique de la France*. Paris, 18 décembre 1764. — Lettre de l'Intendant à l'académie d'Amiens, lui accusant réception du mémoire qu'elle lui a adressé, pour servir à la nouvelle édition de la *Bibliothèque historique de la France*. Paris, 7 mars 1765. — « *Bibliothèque historique de la France*. Note envoyée de Boulogne. Le père Le Quien, jacobin, a travaillé longtemps à l'histoire de la ville de Boulogne et de ses comtes, dont il a donné un petit abrégé ; mais la mort l'a empêché de mettre en ordre toutes les matières qu'il avait ramassées, et tous ses mémoires sont entre les mains du sieur Lutto, curé

d'Alquine, qui, sous prétexte des dépenses que lui ont occasionnées les nouvelles recherches qu'il dit avoir faites depuis la mort du père Le Quien, ne veut s'en dessaisir qu'en payant. » — Mémoire envoyé par le subdélégué d'Abbeville, sur le même objet. Les recherches faites à Abbeville et dans les environs ont produit peu d'effet, n'y ayant « aucune bibliothèque qui mérite ce nom, on n'a pas été surpris de ne pouvoir y faire les découvertes désirées par le mémoire. En effet presque toutes les communautés qui sont répandues dans le Ponthieu ou qui l'avoisinent de près, sont de petites maisons, où l'on n'envoie que des sujets propres à les compléter, et non ceux d'un certain mérite, et que l'on destine pour travailler. Aussi ces communautés ne possèdent-elles autre chose de curieux que leurs titres de fondation ; encore en est-il beaucoup où ces titres se trouveraient vraisemblablement dans le plus grand désordre, parce qu'il n'y a que ceux qui concernent leur temporel qui les occupent et qui les affectent ; mais les premiers de ces titres ne peuvent être des objets intéressants que pour une histoire particulière du pays, et non pour l'ouvrage dont est question, qui n'est point fait pour embrasser un pareil détail. » 12 mars 1765. — Mémoire de M. Blondin. « Il n'y a ni cabinet ni personne dans cette subdélégation, en état de procurer quelques éclaircissements sur les objets énoncés au mémoire relatif à la nouvelle édition de la *Bibliothèque historique de la France*..... sauf du curé d'Ouste, de qui j'espérais quelque chose, le connaissant pour un homme fort studieux, et qui a donné de ses ouvrages au public : mais son genre est pour l'Écriture Sainte, ainsi cela ne revient pas à ce que l'on cherche. Il était cependant ici autrefois un M. nommé Charles Blondin, de Vaudricourt, dans ces quartiers, docteur en Sorbonne et chanoine d'Arras, qui est mort chez lui à Vaudricourt, où il fut relégué au temps des révolutions à cause de la Constitution. Ce M. était très savant et s'adonnait beaucoup aux recherches de Picardie. Il a laissé sa bibliothèque au chapitre d'Arras. Il avait quantité de mémoires manuscrits. Peut-être pourrait-on y trouver quelque chose qui aurait trait aux recherches dont il s'agit. » St-Valery, 20 mars 1765. — Lettre de l'Intendant à l'abbé Peytavi, le remerciant du mémoire qu'il lui a envoyé par le subdélégué de St-Quentin. Paris, 15 avril 1765. — Privilège concernant l'*Histoire de France* de l'abbé Velly, continuée par MM. Villaret et l'abbé Garnier, à l'occasion de la contrefaçon de cet ouvrage, qui se fait à Bruxelles (impr. placard). — Lettre de M. de Sartine à l'Intendant, lui envoyant ledit privilège. Paris, 19 août 1766. — Lettre de M. Trudaine de

Montigny à l'Intendant, le priant d'accorder toutes les facilités dont pourra avoir besoin le sieur Monnet, chimiste, qui « a été chargé de faire différentes expériences et recherches sur les minéraux et autres matières, dans l'étendue de votre généralité. » Compiègne, 31 juillet 1767. — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, lui recommandant le sieur de la Blancherie, agent d'une association formée à Paris sous le titre de *Correspondance générale pour les sciences et les arts*, qui se propose de se rendre dans la généralité de Picardie, pour chercher à étendre les ressources de son établissement. Paris, 16 avril 1788, — etc.

C. 1546. (Liasse.) — 8 pièces papier (1 imprimée).

1689-1774. — Instruction publique. Collège d'Amiens. — Sentence du bureau des finances d'Amiens, qui autorise les Jésuites de cette ville à faire rétablir une partie de la muraille depuis leur maison du prieuré de St-Denis, jusqu'aux Capettes. Amiens, 2 mai 1689. — Lettre des échevins d'Amiens à l'Intendant, lui envoyant un projet de réponse au mémoire du sieur Morgan, relativement à sa députation pour l'organisation du collège d'Amiens après l'expulsion des Jésuites. Amiens, 4 septembre 1762. — « Mémoire justificatif de la conduite que les maire et échevins d'Amiens ont tenue envers Jean-Baptiste-François Morgan, l'un d'eux et leur député à Paris, sous les conditions par lui promises et a vérées, à l'effet principalement de leur envoyer quelques professeurs qui leur manquaient, pour la tenue du nouveau collège d'Amiens, et de voir M. le procureur général, pour, sous sa protection, procurer le plus grand bien de ce collège, même l'affiliation à l'Université, pour y acquérir (à l'effet des grades) le temps d'études dont elle jouit. » 1763. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, relativement à un mémoire du sieur Morgan, avocat à Amiens, « qui demande les grâces du Roi, en considération des dépenses et des pertes que lui a occasionnées une députation, dont il a été chargé par cette ville..... Je me suis adressé à lui-même, n'étant pas possible de me procurer autrement les éclaircissements particuliers dont j'avais besoin, relativement à la conduite qu'il a tenue lors de sa députation, qui avait pour objet de former un collège à Amiens, lorsqu'il fut défendu aux Jésuites d'enseigner..... Le temps n'a point encore apaisé l'animosité contre lui, surtout parmi le grand nombre de partisans qu'avaient les Jésuites dans la ville d'Amiens. Le sieur Morgan était, avant sa députation, l'avocat le plus

occupé de la ville et le plus assidu au travail. Les disgrâces qu'il a souffertes ont dérangé absolument sa fortune, qui consistait principalement dans le produit de sa profession qu'il exerçait avec éclat. Il a donné une très bonne éducation à sa nombreuse famille, mais ses malheurs l'ont empêché de marier aucune de ses filles. La mère est infirme et épuisée : elle a eu 24 enfants en 24 ans ; elle a essuyé une maladie grave qui a duré 7 années, pendant et depuis la députation de son mari. Le sieur Morgan est, comme il l'a avancé, d'une famille très honnête, dont il est en effet le seul qui ne soit pas noble, quoique de la branche aînée. Son aïeul a été conseiller au bailliage d'Amiens avant 1650 ; ses puînés ont pris le parti du commerce : ils y ont réussi, et ils sont encore au nombre des meilleurs commerçants d'Amiens. Il m'a prouvé que l'oncle de sa grand'mère avait été créé chevalier suédois, et fait gouverneur d'une province de Suède, par diplôme de la reine Christine du 25 mars 1654, et que ses frère et oncle avaient servi Louis XIV jusqu'à la paix de Ryswick, l'un en qualité de lieutenant au régiment de Montbazou, et l'autre en qualité de capitaine au régiment de Surlambon. Il m'a de plus représenté un grand nombre de lettres que feu M. de la Motte, évêque d'Amiens, lui a écrites, depuis 1767 jusqu'en 1774. Elles prouvent que, malgré ce qui s'est passé lors de sa députation, ce prélat, aussi vertueux qu'éclairé, l'honorait de son estime et de sa confiance. Enfin il paraît, par les différentes lettres qu'il m'a communiquées, qu'en obtenant du feu roi, le 22 mai 1768, 3.300 l. de gratification annuelle, on lui faisait espérer une place de 6.000 l. au moins de revenu, et que M. l'abbé Terray s'en occupait sérieusement. Il ne serait pas possible de la lui procurer à Amiens ; et elle lui serait, dans toute autre ville du royaume, plus onéreuse que profitable, par son déplacement et celui de sa femme et de ses enfants, qui sont dignes, ainsi que lui, des grâces que vous croirez, Monsieur, pouvoir leur procurer. » 15 octobre 1774, — etc.

C. 1547. (Liasse.) — 6 pièces papier (1 plan).

1783. — Instruction publique. École des Arts à Amiens. — Lettre de M. Sellier, directeur de l'école des Arts, sur l'éducation de la jeunesse militaire. « Je ne connais pas une seule bonne institution pour l'éducation de la jeunesse militaire. Jusqu'à présent, elle n'a pas été différente de celle des bourgeois : des humanités dans les maisons par des précepteurs, dans les collèges, par des professeurs classiques. Toujours du latin, et pas de français, ni d'allemand, etc. L'on finit les classes par des principes

superficiels de mathématiques et de physique, que les maîtres n'entendent pas souvent eux-mêmes. C'est aujourd'hui la mode de leur donner des cours encore plus superficiels de chimie, de botanique, d'anatomie, sans applications. Ils sortent de là remplis de vanité, pour être tout de suite placés dans un régiment, où dans le commencement, au lieu des mathématiques, de l'art de la guerre, de dessiner la carte, des plans de fortifications, des marches d'armées, des camps, des ruines, etc., ils apprennent la figure pour s'amuser à des portraits en miniature, ce qui leur rétrécit l'esprit, la musique, la danse, l'escrime, viennent après ; les cafés, le jeu, la comédie, les filles, dans lesquelles ils donnent à corps perdu, parcequ'ils n'ont pas été mis en garde contre les malheurs auxquels leurs passions naissantes les exposent, s'ils ne savent y mettre un frein... Enfin, après 30 années de service, n'étant pas en état de mener à la guerre un peloton de soldats, on leur dit de se retirer, parce que le Roi est content de leurs services. Sur mille, il n'y en a pas un qui sorte de la foule pour se distinguer... L'école militaire a été réformée : le Roi l'a mise entre les mains des Bénédictins, à qui il paie la pension des élèves. Cela serait bien vu : une bonne institution ne saurait être bien soutenue que par une société d'hommes désintéressés et parfaitement réunis pour le service du Roi et le bien de l'humanité. Ce serait peut-être bien fait de remettre tous les collèges en de semblables mains : mais ce sont des prêtres, gens bien intentionnés, mais incapables par leur ministère et par défaut d'expérience, de donner aux jeunes gens l'esprit martial qui convient à un militaire, de leur donner toutes les ruses de guerre que permet la bonne politique, et que la plupart des ministres des autels désapprouvent parcequ'ils n'en connaissent pas bien la nature... Les écoles d'artillerie, de génie, de la marine, sont plus savantes : il en sort de plus habiles gens, et l'on peut dire que les officiers de ces différents corps ont, par leur génie, leur science et leur application à leur métier, une supériorité bien marquée sur les autres. Mais les officiers qui y président ne connaissent pas toujours assez bien les passions humaines, pour les mettre en jeu à propos, afin d'en tirer le meilleur parti, et de réprimer l'excédant, sans révolter la jeunesse. Pourvu que les jeunes gens soient assidus aux écoles, qu'ils rentrent aux heures prescrites, et qu'ils ne fassent pas de sottises criantes, on ne se met guère en peine de veiller d'assez près à des passions naissantes, qui, dirigées à propos, peuvent devenir le germe de mille vertus, et qui faute d'être arrêtées à

temps dans leurs écarts, les entraîneront, tôt ou tard, dans un précipice affreux. Les maîtres, les examinateurs pour les mathématiques, la physique, le dessin, sont choisis parmi les plus habiles, même parmi les académiciens : mais chacun s'attache trop à la partie qui le regarde, au point qu'au lieu de faire de vrais artilleurs ou ingénieurs habiles, des marins savants et expérimentés, on n'en fait souvent que de stériles mathématiciens, des raisonneurs et non des praticiens éclairés. » — Lettre de M. Sellier, sur l'éducation des enfants du peuple. « Je m'entretenais, il n'y a guère avec mes confrères de l'académie d'Amiens, surtout avec M. Houzé, homme éclairé, bienfaisant et charitable : je lui faisais l'éloge de son école de filature, où l'on instruit 37 petites filles dans la religion, à lire et écrire et filer de la laine : elles y sont vêtues, on leur fait gagner de l'argent à proportion de leur travail. Comme il me consultait sur les moyens d'occuper tous les petits garçons du peuple qui polissent et qui insultent dans les rues, je lui adressai la lettre que je joins ici..... Les petites écoles, pour le peuple n'ont toujours eu pour but que la religion, et apprendre à lire et à écrire aux enfants : mais toutes ces écoles, coûteuses pour les pauvres, étaient devenues si mauvaises, que les enfants, à 14 ou 15 ans, en sortaient sans y avoir rien appris, si ce n'est du libertinage, car étant tenus le long des jours dans une école, pour ainsi dire sans être enseignés, et ne pouvant être dans une contention d'esprit continuelle, pour des sciences de mémoire, vides de sens pour des enfants, ils ne cessaient d'imaginer des malices et de faire des singeries autour de leurs maîtres. L'on a reçu avec une sorte d'avidité les frères ignorants, quand ils se sont présentés aux évêques et aux magistrats des villes, parcequ'on espérait mieux d'une société d'espèces de religieux, que de maîtres particuliers faisant leur état en mercenaires. Ces vues là auraient été bonnes, si ces sortes de religieux tous sortis du peuple, et par conséquent gens de travail, avaient été mieux choisis et obligés de suivre une institution faite et arrêtée par le gouvernement. Cette institution aurait été la même dans toute l'étendue du royaume, avec quelques modifications relatives aux climats et aux usages, aux mœurs de chaque province : mais n'ayant pas de plan déterminé, ces différentes sociétés d'hommes bienfaisants s'en sont fait un à chacune, analogue à leurs propres vues, à leur éducation : elles n'ont pas autant cherché l'utile qu'elles l'auraient pu, avec l'esprit de leur institut, où il entre toujours de l'ambition, parceque ce sont des hommes ; elles ont cherché à captiver l'attention du public, plutôt par des choses brillantes, que par

des choses utiles et raisonnées. Après la religion qu'ils enseignent bien, ce qu'ils cultivent le plus, c'est à bien peindre l'écriture, parcequ'ils savent que cette espèce de talent plaît au peuple : mais pas d'orthographe, pas d'expédée, presque pas de lecture. L'on s'est plaint de leur défaut d'orthographe : ils ont fait passer du temps à leurs élèves mal à propos, pour leur apprendre par cœur et à copier la grammaire française, eux qui ne l'entendaient sûrement pas, de manière que sortant de là à 14 ou 15 ans, les enfants du peuple et des ouvriers n'ayant rien appris, deviennent paresseux, orgueilleux et libertins, sans talents et incapables d'en acquérir, car ils ont l'esprit tellement rouillé, les nerfs du cerveau sont tellement roidis, qu'il n'est plus possible d'en tirer parti pour rien. Il n'en vient pas un seul à mon école que je n'aie des peines infinies pour les apprendre à calculer. J'en ai vu à qui deux ans n'ont pas suffi pour leur apprendre leur table de multiplication. Il y a de ces écoles là, comme à Rouen, où l'on enseigne les mathématiques, l'architecture, mais l'on y garde les meilleurs sujets ; il y en a d'autres, comme à Saint-Omer, où l'on enseigne le dessin, mais elles sont en petit nombre, encore ce dessin, comme la plupart l'enseignent, n'étant que de routine et sans raisonnement, ne sert-il qu'à rétrécir l'esprit des gens du peuple, des ouvriers, qui doivent avoir une éducation ferme et un peu rustique. Tous les enfants du peuple d'aujourd'hui veulent dessiner : les écoles de dessin établies par le gouvernement dans les grandes villes du royaume en sont toujours remplies, mais il n'y en a pas un sur cent qui réussisse passablement ; ils ne font cela que par amusement. Sitôt qu'on veut exiger quelque fonction de leur esprit, il n'y a plus rien à faire, on les rebute et ils s'en vont. Si on les voulait croire, tous, jusqu'aux maçons, aux boulangers et autres métiers semblables, deviendraient de mauvais peintres, ou pour mieux dire des paresseux, des gens inutiles, pour n'en pas dire davantage. Je me suis consacré depuis plus de trente années à l'éducation publique : j'ai fait un grand nombre de bons élèves de toutes classes, j'ai procuré des états avantageux à beaucoup de jeunes gens qui servent avantageusement l'État et leurs concitoyens ; mais aujourd'hui, il n'est presque plus possible d'en tirer parti : cela vient sans doute d'une multitude d'écoles et de maîtres charlatans, qui promettent aux enfants beaucoup de sciences en peu de temps et sans peine, qui les trompent, qui font flotter leur esprit, et qui, devenus incapables d'aucunes fonc-

tions, restent oisifs et inutiles à la société, si ce n'est pour faire des soldats, encore faute d'éducation convenable, ne valent-ils souvent rien. Voilà l'état des enfants du peuple, aussi n'a-t-on jamais tant vu de gens désœuvrés et vagabonds..... Je voudrais que les écoles publiques pour le peuple eussent de grandes salles, où seraient des fileries pour la laine, le coton, le lin, le chanvre, des métiers à toiles et pour des étoffes de toutes espèces, des forges pour serruriers, couteliers, maréchaux, des établis pour menuisiers, des chantiers pour la coupe des pierres et des bois, qu'on y prépare le chanvre, le lin, la laine, qu'on y fasse des cordes, des toiles à voiles, etc. Je voudrais même y avoir une petite exploitation pour une école d'agriculture... Quant aux instructions relatives à la religion, on pourrait les leur faire le soir, ou pendant le jour en travaillant. » 1783. — Lettre de M. Sellier à la chambre de commerce, lui envoyant ladite lettre qu'il a écrite à M. Mautort, officier du corps royal, l'informant en outre qu'il est occupé à des recherches sur l'agriculture, et demandant communication de plusieurs ouvrages de la bibliothèque de la Chambre, nécessaires à ses travaux. Amiens, 7 octobre 1783. — « Plan de la fermeture projetée de la rade de Cherbourg. » — Lettre de M. Sellier à l'Intendant, lui envoyant ledit plan. Amiens, 1^{er} novembre 1783. — Lettre de M. Sellier à l'Intendant, lui envoyant copie d'une lettre qu'il a écrite à l'évêque d'Amiens, sur la nécessité de transférer les cimetières hors des murs de la ville, et ajoutant : « Je suis accablé par la multitude de mes élèves de tous états, pour le militaire, les arts, les manufactures, les affaires, l'arpentage, l'architecture, etc. Je fais beaucoup de la noblesse, des enfants du peuple et des ouvriers, des paysans qui sont toujours la classe d'hommes dont on tire le meilleur parti. Mais pour les bourgeois proprement dits, les marchands, procureurs, etc., on n'en tire pas le meilleur parti possible. J'ai eu quelques élèves pour le commerce, tels que MM. Jourdain, Galand, Durieu, Laurent, Morgant, Biberel, etc., mais c'est le plus petit nombre. L'annonce d'une classe pour le commerce, que je ne cesse de répéter depuis une année, n'a pas eu le moindre succès : cependant elle avait été bien accueillie par la chambre du commerce. Les enfants de la classe des bourgeois sont les plus difficiles à instruire. En naissant, on en veut faire des marquis, on les met dans des petites pensions, pour leur apprendre à lire et à écrire, on les envoie dans les collèges pour des humanités ; ils rentrent à la maison à 16 ou 18 ans, on les met dans le magasin ou dans l'étude, on leur donne un maître à écrire,

des maîtres de danse, d'armes et de musique, voilà leur éducation. Ils ne savent ni le calcul ni le commerce ni les lois. J'ai vu des anciens procureurs qui ignoraient les coutumes de leur pays. Ils passent une partie des jours et des nuits dans les cafés, les billards, à jouer, et dans de plus mauvais lieux encore. L'on ne s'y entretient que d'arts frivoles, on y loue beaucoup une comédienne qui plaît, et l'on y fait main basse contre les artistes et les écoles publiques exerçant les arts utiles. On y juge les gens en place, le gouvernement, l'on perd son temps, l'on se gâte l'esprit, l'on y devient paresseux et incapable d'application. Sans talent, sans lumière, sans connaître l'état qu'on veut embrasser, on se marie, on s'établit, on subsiste beaucoup d'années avec beaucoup d'orgueil et de prétention, puis on manque, on se rétablit et on manque encore. Cette manière de vivre des bourgeois, d'éduquer leurs enfants, se succède d'âge en âge, il en sort une bonne maison sur dix mille, le reste végète et disparaît, sans avoir rendu de grands services à l'État. On veut passer pour de bons négociants, on en sollicite les grâces et les privilèges, pendant qu'on ne fait qu'un commerce subalterne et de monopole, on veut par les places qu'on occupe régir les cités, et l'on ne fait qu'opprimer les peuples et les gens à talents qui cherchent à les éclairer. Les assemblées de ces gens-là ne sont que des moyens sourds pour former des compagnies de monopoles, afin de parvenir plus sûrement à pressurer le peuple et les ouvriers, en leur vendant les denrées plus cher et en diminuant leurs salaires, ce qui préjudicie réellement à l'État, au bonheur des hommes et à la population. J'ai beau réfléchir sur les moyens d'éduquer convenablement cette classe d'hommes, je n'en vois pas d'autres que ceux d'exciter les jeunes gens à fréquenter les écoles de mathématiques, arts et commerce comme celle d'Amiens. Mais les enfants des moindres enfants (*sic* ?) les clercs de procureurs, enfants des villes, se croiraient déshonorés d'aller aux écoles avec les paysans et les enfants du peuple. Ils iraient peut-être bien, si l'on voulait leur donner des salles différentes, faire des classes particulières pour ce qu'ils appellent les *honnêtes gens*, et tout cela gratis pourtant, quoiqu'ils veuillent avoir l'air de payer, ou bien il faudrait les enseigner chez eux. Je crois pourtant que le seul moyen d'en tirer parti et de les faire assister aux écoles publiques, serait qu'on y accordât les plus grands honneurs, que tous les chefs des villes et des provinces y assistent alternativement, afin d'encourager la jeunesse à travailler. Pour notre école de mathématiques,

arts, manufacture et commerce, par exemple, Monseigneur, j'irai l'été prochain vous inviter à y présider quelquefois. Je ferai la même invitation au commandant de la ville et aux chefs des gardes du corps, aux maire et échevins, à toutes les compagnies de la ville, aux gens en places et aux gens titrés. Afin d'y mieux réussir, j'établirai chez moi sous vos auspices, Monseigneur, une espèce de musée, où chaque artiste, chaque savant, chaque ouvrier, pourra exposer ses chefs d'œuvre tout le temps qu'il lui plaira. Ce sera, Monseigneur, le dernier de mes efforts en faveur du bien public et de mes concitoyens, car je vieillis, et je n'ai encore rien amassé pour ma vieillesse. » Amiens, 6 décembre 1783.

C. 1548. (Liasse.) — 26 pièces papier.

1724-1788. — Instruction publique.

Instruction primaire. — « Mémoire sur la nécessité et les moyens de pourvoir à l'instruction de la jeunesse, et d'empêcher la perversion des nouveaux réunis et des anciens catholiques du diocèse de Noyon. » Mémoire observant que « depuis la révocation de l'édit de Nantes, la ville de Noyon, qui est l'origine du calvinisme, et autres lieux considérables du diocèse, en ont été purgés ; mais ce qui en est resté dans quelques paroisses de la campagne, et surtout en la ville de St-Quentin a fait un tel progrès, que plusieurs villages des environs de St-Quentin se sont en grande partie pervertis. Ce mal se communique et augmente chaque jour, par la relation continuelle que les habitants de ces villages, qui filent et font de la toile, ont avec les négociants de la ville de St-Quentin, qui font un commerce extraordinaire de ces marchandises. Plusieurs de ces gros négociants, qui sont nouveaux réunis, mal convertis ou pervertis, favorisent beaucoup les ouvriers de ces villages : ils leur inspirent l'erreur, leur donnent de mauvais livres. Les cures de ces villages sont d'un modique revenu ; les prêtres qui croient avoir quelque mérite n'en veulent point, elles sont possédées par des curés qui ont aussi peu de zèle que de capacité. Les églises de ces paroisses sont presque désertes ; les pervertis s'assemblent secrètement en différents lieux des villages, plusieurs se marient ensemble hors de leurs paroisses, sans faire publier de bans, et sans la permission de leurs curés. Les plus riches, comme ceux de St-Quentin, sans quitter leurs négoce ni leurs demeures, vont se marier à Paris sous de faux domiciles, les autres vont dans les villes de Flandre, comme Tournay et autres : ils s'y marient en présence des ministres des protestants, et ils reviennent et vivent comme mariés dans leurs

paroisses... Il paraît que le remède serait de mettre de meilleurs curés dans ces paroisses qui en manquent, d'établir de bonnes écoles, surtout pour les filles, dans ces villages pervertis et autres suspects, d'obliger les parents d'y envoyer leurs enfants, sous des peines d'amendes ou autres, d'ôter leurs enfants aux riches de la ville de St-Quentin et autres lieux, qui ne les envoient ni aux catéchismes ni aux écoles, ou qui les instruisent autrement dans leurs maisons, ou les envoient ailleurs, même à Paris, pour les cacher ; de mettre ces enfants dans des communautés, en obligeant les parents d'y payer leurs pensions, d'y faire mettre aussi quelques enfants des pauvres, pour les y instruire gratuitement, au défaut d'écoles dans les lieux, et de les empêcher tous de se marier ensemble... Toutes les villes du diocèse sont purgées de l'hérésie, excepté celle de St-Quentin, qui en est le centre et le soutien. L'hérésie y est même favorisée par des personnes qui, par leur état, sont obligées de travailler continuellement à la détruire... Il y a des écoles suffisantes dans toutes les villes de ce diocèse pour l'instruction de la jeunesse. Le grand besoin est dans les paroisses de la campagne, qui ont toutes des maîtres d'école, quoique la plupart fort ignorants. Le besoin qui paraît le plus pressant est l'instruction des filles, qui, devenant mères de famille, doivent particulièrement instruire leurs enfants. L'on a trouvé plusieurs obstacles à l'établissement des écoles des filles de la part des habitants, des maîtres d'écoles, même de quelques curés. L'on en a pourtant établi plusieurs, après avoir formé les maîtresses comme dans un séminaire, dans la communauté des Nouvelles catholiques de la Sainte Famille de Jésus, de la ville de Noyon, où plusieurs vont tous les ans faire une retraite au mois de septembre, pour se renouveler et se fortifier. Elles sont souvent molestées dans leur emploi : on les impose à la taille, et on croit que s'il paraissait aux habitants catholiques qu'on imposât quelque chose sur eux pour leur subsistance, elles deviendraient si odieuses, qu'elles seraient obligées d'abandonner leur emploi. » Suit un état des principales paroisses du diocèse de Noyon dépendant de la généralité de Picardie, où il y a des maîtresses d'écoles, et où il est possible d'en établir. XVIII^e s. — Lettre circulaire de Charles-François de Châteauneuf de Rochebonne, évêque de Noyon, sur l'établissement des écoles des filles de la campagne, qui devront être entretenues sur les biens des fabriques et des pauvres de chaque paroisse. Noyon, 28 octobre 1724. — Ordonnance de M. Orry, intendant

de Soissons, pour l'établissement des écoles des filles dans le diocèse de Noyon. Soissons, 15 décembre 1725. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, sur un mémoire des frères des Écoles chrétiennes établis à Amiens, par lequel ils demandent un secours de 13 ou 14.000 l., pour reconstruire leur maison. Il croit difficile de leur procurer ce secours. « D'un côté la ville ne paraît point en état de prendre cette somme sur ses revenus, et d'ailleurs le retranchement qu'elle a fait de la gratification annuelle de 300 l. qu'elle payait pour un troisième frère, annonce qu'elle n'a pas le moyen ou qu'elle n'est pas disposée à faire de la dépense pour cet établissement. » Si cependant il trouve moyen de leur donner quelques secours qui ne seraient pas trop sensibles, il s'y prêtera volontiers. Versailles, 31 janvier 1769 ; avec ces mots en marge, de la main de l'Intendant : « M. le contrôleur général lui-même indique assez par cette lettre ce qu'il pense de la demande des frères de l'école chrétienne. La ville a retiré les 300 l. qu'elle leur donnait, et qui avaient longtemps suffi. Tout ce que je peux faire, c'est de leur assurer 600 l. sur l'octroi, tant qu'il durera. C'est tout ce que je puis faire, après y avoir bien pensé. S'ils ne s'en contentent pas, ils n'auront rien, et il faut les en prévenir. » — Requête de fr. Chérubin, supérieur des frères, à l'effet d'être payé desdites 600 l. 12 janvier 1780. — Ordonnance desdites 600 l. 16 janvier 1780. — Id. 1781. — Id. 1782. — Id. 1783. — Id. 1788. Frère Louis-Bernard, supérieur. — Requête des frères des Écoles chrétiennes d'Amiens à l'Intendant, « disant que, depuis que le bâtiment de la comédie est construit, ils remarquent pour eux des gênes qui ne leur sont pas supportables, lesquelles sont dans le cas de dégoûter les frères non seulement de demeurer à Amiens, mais même de leur faire perdre leur vocation, attendu les jours que l'on a pratiqués dans ledit bâtiment sur leur jardin, jours contre les coutumes, qui laissent la liberté d'observer les frères dans l'exercice de leurs usages de communauté, qui sont tout opposées aux maximes et aux mœurs des personnes qui demeurent dans les bâtiments de la comédie. Ces sortes de personnes peuvent et ont déjà fait voir leurs curieuses critiques, par des regards moqueurs. Ces ouvertures sont disposées de façon qu'elles peuvent conduire la vue, non seulement par tout leur jardin, mais encore jusque dans leurs appartements, où ils peuvent être examinés, même sans lunettes d'approche. La vue n'est pas le seul inconvénient qu'ils aient à se plaindre : les oreilles de ces externes peuvent être également satisfaites, écoutant les entretiens des

suppliants, parce que les fenêtres de ces jours ouvrent à volonté, et plusieurs sont à hauteur commode pour tout voir et pour tout entendre. Deux fenêtres, dans l'escalier surtout, donnent toutes les facilités qu'on peut désirer pour se satisfaire ; et les trois fenêtres qui sont devant le théâtre laissent sortir un écho très incommode dans le jardin des suppliants. » Amiens, 31 mai 1780. — Procès-verbal de visite des lieux incriminés, par Charles-Nicolas Delahaye, lieutenant de maire, et Jacques-Pierre-Jean Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens, concluant à la pose de volets et jalousies aux fenêtres donnant du théâtre sur le jardin des frères. 12 juin 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Louette, architecte, lui ordonnant de faire lesdits ouvrages. Amiens. 23 juin 1780. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, sur ce que les frères des Écoles chrétiennes se plaignent de ce qu'on n'a pas encore pris les mesures prescrites pour boucher les vues du théâtre. Amiens, 5 juin 1781, — etc.

C. 1549. (Liasse.) — 47 pièces papier.

1739-1775. — Imprimerie, librairie. —

« Extrait des registres du conseil d'État du Roi. » Arrêt qui reçoit Denis Artous, imprimeur-libraire à Abbeville, pour y remplir la seule place d'imprimeur fixée en ladite ville par le règlement du 31 mars 1739. Fontainebleau, 29 octobre 1739. — Lettre de M. de Lamoignon à l'Intendant, sur ce qu'il y a dans plusieurs villes du royaume un plus grand nombre d'imprimeurs que celui qui a été fixé par l'arrêt du 31 mars 1739, et lui demandant en conséquence un état des imprimeries de sa généralité. Malesherbes, 31 mars 1758. — « État des imprimeurs établis dans la ville d'Abbeville, contenant les noms des imprimeurs, les titres en vertu desquels ils exercent l'imprimerie, le nombre de leurs enfants, celui de leurs presses, et les différents caractères dont ils se servent. » 1758. — Id. ville d'Amiens. — Id. ville de Boulogne. — Id. ville de Calais. — Id. ville de St-Quentin. — « État des imprimeries établies dans la généralité de Picardie », etc. 1758. — « Librairie et imprimerie du royaume. Ville d'Abbeville. » 1764. — Id. Amiens. — Id. Boulogne. — Id. Calais. — Id. St-Quentin. — « Librairie et imprimerie du royaume. Intendance de Picardie. » 1764. — « État des imprimeurs et libraires de la ville d'Abbeville. » 1775. — Id. Amiens. — Id. Boulogne. — Id. Calais. — Id. Doullens. — Id. Montdidier. — Id. Péronne. — Id. St-Quentin. — « État des imprimeurs et libraires établis dans la généralité d'Amiens. » 1775, — etc.

C. 1550. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1777-1780. — Spectacles. — Location par Angélique Delafosse, propriétaire de la salle de spectacle d'Amiens, au sieur David, directeur d'une troupe de comédiens, de ladite salle, pour la saison d'hiver 1777 à 1778. Amiens, 29 juillet 1777. — Location de ladite salle à Jean Casimir, et Delatour, directeurs associés de la comédie de présent à Anvers, pour la saison d'été, du lundi de Quasimodo au 25 septembre 1778. — Lettre de l'Intendant au comte de Périgord, sur quelques difficultés survenues relativement à la salle de spectacle. Amiens, 10 septembre 1779. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens. » Délibération relative à l'indemnité à donner aux propriétaires de l'ancienne salle de spectacle. 23 décembre 1779 (copie). — Lettre de M. Sellier relative à la solidité des secondes et des troisièmes loges de la salle de spectacle d'Amiens. Il s'excuse de ne pouvoir se déranger, « parce que je me suis hier blessé à la jambe au timon d'une voiture, le soir, dans le Marché au fil, les réverbères n'éclairant pas. » Amiens, 8 janvier 1780, — etc.

C. 1551. (Liasse.) — 37 pièces papier.

1780-1781. — Spectacles. — « Copie de la lettre écrite au sieur Briancourt par les maieur et échevins de St-Quentin, le 2 avril 1780. » — Lettre de M. de Bry à l'Intendant, lui envoyant ladite copie, et ajoutant que lorsque Briancourt « s'est présenté en cette ville au mois d'août dernier, pour souffler le privilège à Delatour et Casimir, je l'avais apprécié dans sa juste valeur, et c'était d'après cette appréciation, qui n'était pas à son avantage, que je lui avais refusé net l'entrée de notre théâtre. Il avait cru m'intimider en me demandant judiciairement et par la voie d'un procureur, l'enregistrement du brevet qu'il avait sans doute surpris à M. le comte de Périgord ; je suis parvenu néanmoins à l'écarter par des délais raisonnés qui ne lui ont laissé d'autre ressource que de prendre son parti et de s'en aller. Je conçois très bien qu'il est intéressant pour la province que la troupe d'Amiens, qui est la capitale, soit continuellement affiliée à cette ville, autrement, ni Amiens, ni St-Quentin, ni Abbeville n'auraient jamais ce que l'on peut appeler une bonne troupe de province. C'est cette raison qui m'a fait remercier dernièrement une troupe de Reims que le maire de cette ville m'offrait, et dont il me disait beaucoup de bien. » St-Quentin, 2 avril 1780. — Lettre du sieur Dorgeval, relativement à la troupe de comédie que le sieur Briancourt doit envoyer à Amiens. Mai

1780. — Lettre du sieur Drouville, régisseur de la troupe de M^{me} Lequin, à l'Intendant, acceptant de venir à Amiens avec ladite troupe, dès qu'il aura rempli ses engagements à Abbeville. Abbeville, 23 mai 1780. — Lettre du comte de Périgord à l'Intendant, lui exprimant tout son regret de n'avoir pu donner à la dame Lequin le privilège des spectacles en Picardie, mais sur la recommandation de M. Amelot, il n'a pu faire autrement que de le donner au sieur Briancourt, à l'exception de la ville d'Amiens, que, sur la demande des officiers municipaux de cette ville, il avait réservé aux sieurs Latour et Casimir. Paris, 13 juin 1780. — Lettre des maieur et échevins de St-Quentin à l'Intendant, sur ce que le sieur de Valville, directeur de la troupe de comédiens de Reims, se présente à eux pour tenir le spectacle de leur ville, pendant une partie de l'année. St-Quentin, 20 juin 1780. — Lettre du sieur Casimir, demandant à passer le mois de septembre à Amiens, avec une « excellente troupe que je viens de former pour passer l'hiver à Anvers. » Paris, 29 juillet 1780. — Lettre du sieur Casimir, sur le même objet. Sa troupe est « une des meilleures de la province : j'ai trois chanteuses, dont l'une vient de débiter à la Comédie italienne, que l'on nomme Mademoiselle Solin, qui a fait le plus grand plaisir, et enfin la plus faible des trois est Madame Lochon, que je viens de rengager, et qui, comme vous savez, faisait grand plaisir à Amiens. Enfin, Monsieur, tout le reste de la troupe est monté sur ce ton : ajoutez-y l'aide de Mademoiselle Mars, pour la tragédie. » Paris, 3 août 1780. — Lettre du sieur Casimir, donnant avis qu'il arrivera à Amiens dans le commencement de septembre. 27 août 1780. — Lettre du sieur Valville à M. Maugendre, se plaignant de ce que, malgré des promesses à lui faites, on lui ait préféré le sieur Casimir, pour le théâtre de St-Quentin, après la chute du sieur Briancourt. Reims, 22 septembre 1780. — Lettre du sieur Valville, directeur privilégié des spectacles de la Champagne, à l'Intendant, lui offrant son spectacle pour le mois de mai suivant. Reims, 11 décembre 1780. — Lettre de M. Casimir, demandant l'autorisation de passer l'hiver et même le carême à Amiens, vu le malheur qui vient de lui arriver par la mort de l'impératrice. « On m'a dit que la troupe de Lille venait à Amiens jouer alternativement avec l'opéra. Il me semble qu'il serait plus avantageux pour la caisse d'amortissement, que les deux genres se trouvent réunis. » Décembre 1780. — Lettre de l'Intendant à M. Valville, directeur d'une troupe de comédie à Mâcon, qui avait demandé le privi-

lège de la salle de spectacle d'Amiens. « Il est nécessaire que vous arriviez ici immédiatement après les fêtes de Pâques, à cause que les résidences de la compagnie des gardes du corps de Luxembourg commencent au 1^{er} avril, qu'il faut un spectacle pour cette compagnie, et que vous pourrez faire un abonnement avantageux avec le commandant. » 18 décembre 1780. — Lettre du comte de Périgord à l'Intendant, l'informant qu'il accorde son privilège à la troupe du sieur Valville. Montpellier, 27 décembre 1780. — Lettre du sieur Casimir, demandant le privilège de la Picardie. « On dit que M^{lle} Ribou, qui joue les premiers rôles dans la troupe que vous avez actuellement, fait plaisir à Amiens. Si cela est, je vous prie de me faire la grâce de me le mander, je lui écrirai et tâcherai de l'engager. » Anvers, 20 janvier 1781. — « État de la troupe du sieur Valville, directeur privilégié des spectacles de la Champagne et Picardie, année 1781 :

- MM. BOQUAY. — Premiers rôles tragiques et comiques.
 BAPTISTE, fils aîné. — Jeunes premiers rôles, petits maîtres, forts seconds, tragiques et comiques. — Taille amoureux.
 DEVILLEROCHÉ. — Seconds et troisièmes amoureux, confidents, utilité, figure dans les ballets. — Chante dans les chœurs.
 DUMILLY. — Seconds et troisièmes amoureux, confidents, utilité, figure dans les ballets, souffle. — Chante dans les chœurs.
 NAUDET. — Rois, pères nobles, grands raisonneurs. — Basse taille.
 DARMESAN. — Seconds rois, troisièmes rôles, rôles à récits, raisonneurs, secondes pères, grimes. — Chante dans les chœurs.
 DORSAN. — Confidents, troisièmes rôles, raisonneurs, grande utilité, souffle, figure dans les ballets. — Chante les accessoires.
 BAPTISTE père. — Premiers comiques, grande livrée, figure dans les ballets. — Seconde basse-taille.
 BROCHARD. — Crispins, marquis ridicules, manteaux, grimes, danse dans les ballets. — Larquette.
 PRIN fils. — Arlequins, niais, seconds comiques, figure dans les ballets, souffle la tragédie.
 BAPTISTE cadet. — Seconds troisièmes comiques, accessoires, annonces, figure dans les ballets. — Chante les Colins.
 VALVILLE. — Financiers, paysans, manteaux, grimes, figure dans les ballets. — Chante les accessoires.
 VALVILLE fils. — Joue les rôles d'enfants, danse de petites entrées.
 BERTRAND. — Machiniste décorateur.
 TRIGORY. — Magasinier.
 LACROIX. — Coiffeur.
 CHAMBON. — Maître de musique, premier violon, répétiteur.
 MM^{mes} BAPTISTE. — Reines, mères nobles, grands premiers rôles, grandes coquettes, rôles travestis, figure. — Duègnes.

BERTIER. — Premiers et seconds rôles tragiques et comiques, figure dans les ballets. — Chante des accessoires.

GOURVILLE, 18 ans. — Jeunes premiers, ingénuités, emploi de M^{lle} Doligny, danse les ballets, — Chante les amoureuses.

RICHARD cadette. — Premières soubrettes, confidentes, figure dans les ballets. — Duègnes.

BROCHARD. — Secondes soubrettes, accessoires, figure dans les ballets. — Chante des accessoires.

DURAND. — Caractères, premières confidentes, soubrettes, figure dans les ballets. — Chante des accessoires.

BAPTISTE fille. — Jeunes rôles, jeunes soubrettes, figure dans les ballets. — Chante des secondes amoureuses.

VALVILLE fille. — Rôles d'enfants, danse de petites entrées. »

— Lettre du sieur Valville à l'Intendant, lui envoyant ledit état. « Je ne vous annonce ni opéra, ni ballets, quoique, par l'état que je vous envoie, vous voyez que je puis vous en donner. Le fort de mon spectacle est la tragédie et haute comédie... Je ne puis me dispenser de faire la foire de Reims, qui commence la seconde fête de Pâques. C'est un objet de dix mille francs pour moi... Vous voyez, Monseigneur... que ma troupe est très complète, et que je ne puis me surcharger davantage. Cependant un nommé Clairval m'écrit et se réclame de vous. Il me serait absolument inutile, ses emplois se trouvent plus que remplis chez moi ; j'ai reçu d'ailleurs sur son compte plusieurs lettres, anonymes il est vrai, mais par lesquelles on m'avertit de n'en pas faire usage. Je vous prie donc, Monseigneur, de n'être point fâché si je le refuse. » Mâcon, 24 février 1781. — Réponse de l'Intendant au sieur Valville. Si sa

troupe « est aussi bien composée que vous me l'annoncez, vous aurez à Amiens une grande affluence de spectateurs et de bons produits. Je vous loue beaucoup de ne point multiplier le nombre de vos acteurs, mais s'il vous est possible d'y ajouter le sieur Clairval, vous me ferez plaisir. C'est un homme d'esprit, qui connaît bien la ville, et pourra vous être utile à bien des égards. N'ajoutez point de foi aux méchancetés qu'on lui a faites auprès de vous. Il n'est point tel qu'on vous l'a dépeint : il est estimé à Amiens par beaucoup d'honnêtes gens, et surtout par des citoyens lettrés. » 4 mars 1781. — Lettre du sieur Casimir, demandant l'autorisation d'aller donner à Amiens « une couple de représentations par semaine, d'ici à la clôture. Nous vous donnerons des grands opéras, car je sais que l'on n'en a pas donné depuis nous. » Abbeville, 17 mars 1781. — Lettre du sieur Casimir, demandant l'autorisation de venir jouer l'opéra à Amiens, depuis Pâques jusqu'au mois de mai, époque de l'arrivée du sieur Valville. Abbeville, 29 mars 1781. — Lettre de M. Blondin de Bazonville, disant que « ce ne serait point un service à rendre à la troupe pour laquelle M. le comte d'Agay veut bien s'intéresser, que de consentir à ce qu'elle vînt en cette ville au mois de juillet. Je peux vous dire avec certitude qu'elle n'y ferait rien, qu'elle n'y retirerait pas même ses frais. Celle qui, l'année passée, dans le même temps, est venue, sur la recommandation de M. l'Intendant, a fait banqueroute, s'est en allée si mal et si vilainement, qu'elle m'a jeté dans le plus grand embarras... Voilà trois mois que la comédie est en cette ville, on en est d'un las si décidé, que, depuis six semaines, le sieur Casimir souvent ne retire point ses frais. Son embarras est de pouvoir sortir de cette ville. Il n'est point de moyens qu'il n'emploie, sans avoir pu, jusqu'à présent, y parvenir. La ville est à présent déserte des personnes qui se trouvent le plus volontiers aux spectacles, et celles qui restent en ville disent hautement qu'ils ne veulent plus de comédiens. » Il ne peut donc pas accorder la permission qu'on lui demande. Abbeville, 3 juin 1781. — Réponse de l'Intendant à M. de Bazonville. « Cette troupe qui est parfaitement bien composée, et dans laquelle il y a assez d'aisance pour donner au directeur la confiance de dire qu'il donnera caution des dépenses que ses gagistes feront à Abbeville, espère qu'elle ramènera le goût du spectacle dans cette ville, où elle ne compte rester que pendant le temps de la foire, et enfin elle veut en courir les risques. » Amiens, 5 juin 1781. — Lettre de M. de Bazonville. Il a donné ordre « à la troupe de

comédiens en cette ville d'annoncer la clôture de son spectacle. Le directeur, qui est allé chercher de l'argent, pour pouvoir jouir des privilèges à lui accordés dans différentes villes, ne revient pas : la troupe est dans le plus grand embarras. Quoi qu'il en soit, la troupe d'Amiens veut courir le risque pour les quinze jours de la foire. Vous le désirez, Monsieur, je vais tâcher de mettre ordre à tout, et la troupe pourra arriver pour faire l'ouverture de son spectacle, dimanche 22 juillet. Je serai charmé que cette troupe ait lieu d'être contente, et que le goût du spectacle revienne aux habitants de cette ville ; ils en sont bien las. » Abbeville, 9 juin 1781, — etc.

C. 1552. (Liasse.) — 13 pièces papier.

1781-1784. — Spectacles. — Lettre de l'Intendant à M. Delahaye, lieutenant de maire à Amiens, l'informant qu'il a approuvé la soumission faite par le sieur Marest, pour mettre la salle de spectacle d'Amiens en état d'y donner des redoutes et des bals. Amiens 12 octobre 1781. — Soumission par le sieur Marest, maître charpentier à Amiens, pour la fourniture des tréteaux de la salle de spectacle de ladite ville. Amiens, 30 octobre 1781. — Plan d'un article sur la nouvelle salle de spectacle d'Amiens pour les *Affiches de Picardie*, par M. Baron. — Extrait du *Voyage Pittoresque d'Amiens*, sur la salle de spectacle et la salle de concert de cette ville. Octobre 1782. — Lettre de M. Bouillet l'aîné, ingénieur machiniste du Roi, proposant pour machiniste du théâtre d'Amiens, un de ses chefs d'ateliers, « très en état de faire cette besogne : c'est lui qui vient de conduire récemment la bâtisse du Théâtre français et celle du Théâtre italien, dont j'ai été chargé. » Paris, 16 juillet 1783. — Lettre de M. Bouillet, contenant des renseignements sur le sieur Péteil qu'il propose comme machiniste pour le théâtre d'Amiens. Paris, 31 août 1783. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Amiens, sur une requête du sieur Lavette, entrepreneur de la salle de spectacle de ladite ville, qui réclame le rétablissement du droit qui lui a été accordé, de jouir de quatre billets gratuits de premières places au spectacle. Amiens, 25 juillet 1784, — etc.

C. 1553. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1783-1784. — Spectacles. — Requête du sieur Sénépart, entrepreneur de spectacles, au comte de Périgord, demandant le privilège des spectacles de Picardie, pour le dédommager de la perte que lui causera la reprise de son privilège par le sieur Neuville. Il n'a d'autre recommandation que « sa conduite dans

cette province. Quelques aient été les accidents qui l'ont traversé, soit dans les temps calamiteux de la guerre qui vient de finir, soit dans l'épidémie dernière, au sein de laquelle il s'est trouvé avec pensionnaires sur les bras, il a fait face à tout, son économie et ses principes lui ont fourni des moyens de venir à ses fins, sans perte, et sans que Votre Grandeur ait été importunée d'aucun écart scandaleux de la part d'un seul des sujets qu'il dirige. » — Lettre du comte de Périgord à l'Intendant, lui envoyant ladite requête, et lui recommandant le sieur Senépart. Montpellier, 28 février 1783. — « Copie du privilège accordé par M. le comte de Périgord au sieur Senépart, pour l'entreprise des spectacles en Picardie, pendant 3 ans. » — « Copie de la soumission du sieur Senépart. » Paris, 27 septembre 1783. — « Copie du privilège de comédie en faveur du sieur Senépart. » Paris, 27 septembre 1783. — « Copie de la soumission du sieur Senépart. » Paris, 4 octobre 1783. — Lettre de M. Senépart, envoyant la composition de sa troupe. « Plusieurs de mes acteurs chantent, et j'attendrai encore quelque temps pour compléter mon opéra...

LUVILLE, associé. — Roi, père, noble, grand raisonneur, quelques premiers rôles de caractère.

SENEPART. — Financier, manteau, paysan, grime.

VALOIS, qui débuta hier aux Français. — 1^{er} rôle ; son équivalent, s'il reste à Paris.

SAINT-CLAIR. — Jeune premier et second rôle.

GAILLARD. — Troisième rôle, raisonneur, grand confident et père.

BELLEROCHÉ. — Premier comique et arlequin.

DUMANIANT. — Second comique et crispin.

***. — Utilité en tous genres.

Un souffleur, un perruquier, un tailleur-magasinier.

M^{me} VAZELLE, ou M^{me} DANGEVEAU. — Reine, premier rôle fort et mère noble.

M^{me} DUMANIANT. — Première, jeune première et seconde.

M^{lle} SENEPART. — Ingénuité, seconde ou troisième amoureuse, seconde soubrette.

M^{me} LAMANIERE, ou autre. — Caractère, mère, confidente.

M^{me} LUVILLE. — Première soubrette.

M^{me} SENEPART. — Grande utilité en tous genres.

***. — Seconde confidente. »

Paris, 8 octobre 1783. — Lettre de M. Sénepart, comédien français au service du duc de Deux-Ponts, à Deux-Ponts. Il n'oublie rien « de ce qui pourra contribuer aux plaisirs de MM. les Picards,

mes presque pays, étant né de père et mère de cette province. Ma troupe est telle que je me flatte qu'elle soutiendra le parallèle avec celle de M. Valville. Elle est un peu chargée : j'ai tragédie, comédie et opéra complet... Je suis ici depuis deux mois et demi, sans y exercer mes talents, mais bien celui de mes enfants, qui sont jusqu'à Pâques petits comédiens du duc. Ce prince a pris à son service une troupe d'enfants, qui s'est formée à Pétersbourg et a parcouru la Pologne, la Prusse et l'Allemagne. Leur spectacle de comédies françaises, d'opéra et de danse est charmant. L'entrepreneur est de mes amis : étant par ordre du Roi à Paris, pour recruter, il me rencontra et ne trouva que quatre enfants qui pussent lui convenir, et entre autres mon fils et ma fille. Je les lui confiai, aux appointements que je pourrais prétendre, et je suis dans ce pays avec eux. » Deux-Ponts, 25 décembre 1783, — etc.

C. 1554. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 24 papier.

1783. — Spectacles. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Abbeville, les informant que le sieur Valville, directeur d'une troupe de comédiens, qui a obtenu le privilège des spectacles pour Amiens, Abbeville et Saint-Quentin, doit se rendre dans leur ville, pour y jouer pendant la foire ; « mais il prétend que vous vous êtes assuré d'une autre troupe. La sienne est bonne, ainsi je vous prie d'accepter ses offres, pour éviter les plaintes qu'il pourrait porter à M. le comte de Périgord, contre la violation du privilège que ce gouverneur général lui a accordé. » Amiens, 9 juin. — Nouvelle lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Abbeville, qui n'ont pas tenu compte de la première. Amiens, 17 juin. — Réponse des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, l'informant qu'ils ont renvoyé la troupe du sieur d'Alincourt. 20 juin. — Lettre de M. de Pioger, maire d'Abbeville, à l'Intendant protestant contre ladite décision, à cause du préjudice qu'elle cause au sieur d'Alincourt, qui a obtenu de l'hôtel-de-ville le privilège jusqu'au 10 août. « Dans cette confiance, il a contracté des dettes et engagements auxquels il serait absolument hors d'état de satisfaire, s'il est frustré de son attente. Ce malheureux homme sort de chez moi, Monsieur, consterné et attéré de la délibération prise à son égard... Ma demande est d'autant moins suspecte, Monsieur, que je parle contre l'intérêt de mes plaisirs, puisque la troupe du sieur

Valville est certainement préférable à celle du sieur d'Alincourt. » Abbeville, 22 juin. — Lettre du comte d'Hargicourt à l'Intendant, en faveur du sieur d'Alincourt. Abbeville, 23 juin. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, lui demandant la décision du ministre relative au droit du gouverneur d'accorder le privilège exclusif du théâtre. Juin. — Lettre de l'Intendant au comte de Périgord sur ladite affaire. « La même difficulté qui s'éleva au commencement de 1775 à l'hôtel-de-ville d'Amiens, qui prétendait avoir le droit d'accorder le privilège de la salle de spectacle, se présente aujourd'hui dans le corps municipal d'Abbeville, mais d'une manière bien plus brusque, parce que les têtes sont bien autrement exaltées à Abbeville qu'à Amiens..... Les officiers municipaux ont d'abord pris une délibération pour y consentir, ensuite ils en ont témoigné des regrets, et m'ont même député deux d'entre eux. Je leur ai parlé avec la fermeté que j'emploierai toujours, lorsqu'il s'agira de la conservation des droits et prérogatives attachés, Monseigneur, à votre gouvernement. Ils sont retournés, il y a trois jours, à Abbeville, dans la disposition de recevoir la troupe de Valville ; mais j'ai été fort étonné de recevoir, dès le lendemain, une lettre du corps municipal, par laquelle il me demande copie des ordres du ministre en vertu desquels vous êtes fondé à accorder le privilège des spectacles de votre gouvernement. Cette conduite est d'une indécence et d'une malhonnêteté révoltantes, et je suis persuadé, Monseigneur, que vous allez prendre des mesures pour rappeler ces officiers à leur devoir..... Les officiers municipaux d'Amiens connaissent trop bien tout ce qu'ils vous doivent, Monseigneur, pour avoir osé demander des ordres du ministre ; mais ceux d'Abbeville ne se piquent pas d'une pareille délicatesse. J'ai occasion plusieurs fois chaque année, de m'apercevoir de leur esprit d'indépendance et de leur insubordination, et cependant leur ville est comblée des bienfaits que je leur ai procurés. Je suis d'avis, Monseigneur, que vous demandiez promptement à M. Amelot une lettre tranchante, pour terminer en votre faveur la mauvaise difficulté que font les officiers municipaux d'Abbeville. Amiens, 28 juin. — Lettre du sieur Valville, informant qu'il a débuté « hier, 15 juillet, malgré toutes les oppositions nouvelles que l'on m'a faites, avec un succès inouï. L'assemblée était belle, nous avons donné les *Fausse confidences* et la *Fausse magie*. On a été transporté, enthousiasmé. Il est vrai que mes camarades se sont surpassés : les applaudissements des premières, des secondes et du parterre allaient comme la grêle, et à la fin du spectacle, ils nous ont

accompagné jusque chez nous. Je suis obligé de convenir que, sans M. Boileau, lieutenant de maire, qui m'a servi sur les deux toits avec force et vigueur, j'aurais eu de la peine à réussir, par les mauvaises chicanes que cette mauvaise troupe m'a faites. Ils sont bien conseillés, ils ne veulent pas partir. Au moment de commencer hier, ils m'ont fait signifier un appel de la sentence des magistrats et une défense de jouer, sous peine de 500 l. d'amende et de prison, si je passais outre. J'ai appelé sur-le-champ de leur opposition, comme d'abus et d'incompétence du juge de la sénéchaussée, auquel ils s'étaient adressés. Ils en rappellent, dit-on, au Parlement et demandent des dommages et intérêts aux magistrats. » Abbeville, 16 juillet. — Lettre du sieur Valville, sur les alarmes que lui a inspirées son procureur, « en m'apprenant que ces gens-ci s'étaient pourvus au Parlement, et que, s'ils obtiennent, comme il le croit, un arrêt sur requête, je serai obligé d'y déférer et de rester avec ma troupe sans jouer, ce qui me ruinerait sans ressource. » Abbeville, 16 juillet. — Lettre du sieur Valville. « Mon épouse, nos enfants, toute ma troupe et moi, nous nous mettons à la merci de Mgr. l'Intendant et le supplions de nous sauver d'une ruine totale... J'ai pris la liberté de vous adresser hier deux lettres, qui vous mettent au fait de la démarche de ces malheureux-ci, trop bien conseillés par des gens qui ont juré que Mgr. l'Intendant en aurait le démenti ; ils leur ont sacrifié quelques louis, pour leur faire obtenir un arrêt sur requête, qui va me lier les bras et m'empêcher de représenter pendant la foire, si, par le crédit de Mgr., je n'obtiens pas sur-le-champ un arrêt du Conseil qui casse celui du Parlement... Mon intention était de vous dépêcher mon épouse en poste pour vous porter tout ceci plus promptement, mais elle était malheureusement présente, lorsque mon procureur m'a annoncé hier cette manœuvre, et cela lui a causé une telle révolution qu'elle est fort mal et hors d'état de partir. J'ai beau lui représenter les bontés de Monseigneur, qui ne nous abandonnera pas, que c'est même sa propre cause, je ne puis la rassurer. » Abbeville, 17 juillet. — Lettre de l'Intendant au comte de Périgord, sur ladite affaire. 21 juillet. — Arrêt d'évocation de ladite affaire. Versailles, 8 août. — Lettre de M. Amelot à l'Intendant, lui envoyant ledit arrêt, et lui demandant son avis. Versailles, 9 août. — Lettre du comte de Périgord à l'Intendant, relativement au dit arrêt. Aux eaux de Contrexéville, 30 août, — etc.

C. 1555. (Liasse.) — 20 pièces papier.

1786-1788. — Spectacles. — Lettre des sieurs Borsary frères, à M. Maugendre père, sur l'adjonction de sa troupe au privilège du sieur Sénépart, pour le théâtre d'Amiens. Dijon, 23 avril 1786. — « Copie de la lettre de MM. du magistrat d'Amiens, adressée à Borsary frères, directeurs du spectacle à Reims. » 10 mai 1786. — Lettre de MM. Borsary frères, sur les prétentions exagérées des officiers municipaux d'Amiens. Reims, 13 mai 1786. — Requête des officiers municipaux d'Abbeville à l'Intendant, représentant qu'ils sont « dans l'usage d'avoir comédie le carême, les troupes privilégiées de la province, après avoir passé l'hiver à Amiens, trouvent ordinairement avantageux de venir ici à cette époque. » Le sieur Borsary les menace de ne pas venir, « pour nous forcer à souffrir une augmentation dans les prix des places. » 2 mars 1787. — Lettre de l'Intendant aux officiers municipaux d'Abbeville, les informant que le sieur Borsary abandonne sa prétention, et va s'arranger avec eux pour conduire sa troupe dans leur ville. 5 mai 1787. — « Copie de la lettre des officiers municipaux d'Amiens à M. le comte de Périgord. » Ils exposent que « des comédiens surprennent des privilèges généraux pour toute la province ; ils n'en font pas usage personnellement, ils le revendent à prix d'argent à une seconde troupe : celle-ci rétrocède encore à prix d'argent à une troisième. Il s'exerce ainsi une dégradation de monopole sur le droit de jouer sur le théâtre. Ces troupes subalternes s'y présentent, sans l'aveu des magistrats ni du public. Elles sont toujours composées de mauvais acteurs ; elles finissent par se ruiner ; elles partent sans payer leurs dettes, et laissent une grande ville sans spectacle, dans le temps où il serait plus nécessaire. C'est la position où notre ville se trouve actuellement. Un sieur Sénépart a surpris votre privilège le 24 février 1787 ; il n'exerçait déjà plus lui-même celui qu'il avait précédemment, il a vendu le nouveau à un sieur Borsary, le 9 mars de la même année, et ce dernier l'a rétrocédé à un sieur Legrand. Celui-ci, épuisé par le prix de son acquisition, n'a présenté qu'une troupe mal composée, se trouvant hors d'état de satisfaire le public et ses créanciers ; il a quitté le théâtre de cette ville, aux approches d'une foire considérable, qui attire un concours très nombreux. Il est parti avec des dettes, et nous a laissés sans spectacles. » Le moyen d'obvier à ces abus, serait que le gouverneur renonçât, comme ses prédécesseurs, à exercer son droit d'accorder des privilèges généraux pour tous les spectacles de la province. 7 juillet 1787. — Lettre de l'Intendant aux

officiers municipaux d'Amiens, les assurant qu'il appuiera fortement leur réclamation. 13 juillet 1787. — Plaintes adressées à l'Intendant par les officiers municipaux de Saint-Quentin, contre les comédiens privilégiés de la province. Saint-Quentin. 3 septembre 1788. — Lettre de l'Intendant au comte de Périgord, lui accusant réception d'une lettre à l'adresse des officiers municipaux d'Amiens, qui « cherchent toujours à méconnaître » ses droits sur les privilèges de leur salle de spectacle. 9 octobre 1787. — Lettre du comte de Périgord à l'Intendant, l'informant que le sieur Sénépart, à qui il avait donné son privilège pour les spectacles en Picardie, n'ayant pu continuer à l'exercer, il l'a donné au sieur Naudet, dont la troupe occupe actuellement le théâtre d'Amiens. Paris, 31 novembre 1788. — Projet de règlement pour le théâtre d'Amiens. XVIII^e s. — « Prix de l'illumination à l'huile pour la salle des spectacles, par Naudé-Tattegrain. 20 biscuits sur la rampe, à 8 lumières chaque... 10 lumières par chaque coulisse ; 18 lumières pour éclairer les corridors et escaliers, le tout au prix de 20 l. par chaque représentation. Nota. A ce prix, je ne me charge point de fournir la lumière pour le lustre et pour l'orchestre. » XVIII^e s., — etc.

C. 1556. (Liasse.) — 8 pièces papier (1 imprimée).

1555-1713. — Justice. — « Déclaration et lettres patentes d'Henri II, en faveur du prévôt de Montdidier, vérifiée et enregistrée au Parlement. » St-Germain, 8 septembre 1555. Copie du XVIII^e s. — « Copies d'arrêts rendus contre Beaunard, les 20 décembre 1621 et 20 décembre 1626. » Copie du XVIII^e s. — « Arrêt en faveur du prévôt de Montdidier, qui déboute les maire et échevins du renvoi par eux requis. » 4 janvier 1639. Copie du XVIII^e s. — « Arrêt du conseil de Sa Majesté, qui déboute les officiers du bailliage (de Montdidier), de la réunion par eux demandée et des offres par eux faites de rembourser. » Paris, 28 janvier 1667. Copie du XVIII^e s. — « Arrêt de la cour de Parlement, rendu en faveur des juges des prévôtés royales. Cet arrêt juge que les officiers des bailliages et sièges présidiaux, ne peuvent connaître en première instance des causes et différends d'entre les justiciables des prévôtés royales, par concurrence, prévention ou autrement, leur enjoint de renvoyer les causes, *sans qu'il soit besoin de les revendiquer.* » 29 avril 1713 (impr. 8 p. in-4°). — « État des paroisses et hameaux de la prévôté de Montdidier, qui vont sur les appellations des sentences du prévôt,

au bailliage et siège présidial de Beauvais. » — Requête à M. Chauvelin, intendant, par Jacques-Louis Fourment, prévôt royal de Montdidier, réclamant contre le projet de réunir la prévôté royale de Montdidier au bailliage de la même ville. XVIII^e s. — Requête des échevins, avocat, procureur fiscaux, anciens maieur, syndics de communautés et habitants de Montdidier à M. Chauvelin, sur le même objet. XVIII^e s., — etc.

C. 1557. (Liasse.) — 5 pièces papier (imprimées).

1633-1783. — Justice. — « Arrest notable de la cour de Parlement, portant règlement entre les greffiers et les commissaires examinateurs et adjoints sur le fait des informations, enquestes et interrogatoires, tant civiles que criminelles et tous autres actes de justice » (impr. 7 p. in-12. Paris 1633). — « Droits et privilèges des fonctions des seize sergents à masse de la ville et prévôté royale d'Amiens. » Amiens, 23 juillet 1665 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt de la cour de Parlement, qui fixe la manière de procéder sur les appels interjetés de la liquidation des dépens, faite par les sentences rendues dans les sièges et justices subalternes. » 7 mai 1782 (impr. 7 p. in-4°, Paris, 1782). — « Arrêt de la cour de Parlement, portant règlement pour les arrêts sur requête. » 26 août 1783 (impr. 8 p. in-4°, Paris, 1783), — etc.

C. 1558. (Liasse.) — 8 pièces papier (1 imprimée).

1707-1769. — Justice. — « Édit du Roi portant suppression de 19.000 l. d'augmentation de gages créés par édit du mois de mars 1706, et attribués aux pourvus des offices de premiers huissiers et huissiers ordinaires, et créations de deux offices d'huissiers ordinaires, tant dans le parlement de Paris, grand conseil, chambre des comptes, cour des aides et des monnaies, que dans tous les autres parlements, cours supérieures, bureaux des finances, présidiaux, bailliages, etc. » Versailles, avril 1707 (impr. 4 p. in-fol.). — Signification de plusieurs actes relatifs aux offices d'huissiers. 14 mars 1714. — Lettre de M. d'Invaux à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis au sujet d'une demande du sieur Hardouin, huissier en la prévôté de Montdidier, de faire liquider la finance de son office, dans lequel il n'a pu se faire recevoir, par suite de la suppression de la prévôté de cette ville. 1769. — Enquête par le subdélégué de Montdidier sur ladite affaire. 28 novembre 1769. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général sur ladite affaire. 3 décembre 1769, — etc.

C. 1539. (Liasse.) — 23 pièces papier (4 imprimées).

1709-1788. — Justice. — « Liste des villages, bourgs et hameaux, dont les habitants sont ressortissants aux prévôtés royales et au bailliage et siège présidial d'Amiens, tiré en 1709 par M. Flamen, huissier, pour M. le procureur du Roi, sur celle du greffe du bailliage d'Amiens. » — « Arrêt du conseil d'État du Roi, concernant les droits attribués aux offices d'enquêteurs, commissaires-examineurs, sur le montant de toutes les adjudications par décret. » Versailles, 28 mars 1730 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1730). — « Arrêt de la cour de Parlement, rendu en faveur des officiers du bailliage et siège présidial d'Amiens, contre M^e Martin Baron, prévôt royal de ladite ville d'Amiens. » 30 mars 1732 (impr. 14 p. in-4°). — « Édit du Roi portant suppression de la juridiction des prévôtés d'Amiens, Beauquesne et de Beauvoisis, et réunion à celle du présidial d'Amiens. » Versailles, septembre 1748 (impr. 8 p. in-4°, Paris, 1749). — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, le priant d'envoyer à Paris l'ingénieur en chef de sa généralité, ou quelque autre personne capable, pour prendre de M. Bertier, intendant de Paris, les instructions nécessaires pour dresser la carte judiciaire de ladite généralité. Versailles, 21 janvier 1772. — Lettre de l'Intendant à M. de Sainte-Flore, sous-ingénieur à Amiens, l'informant qu'il l'a choisi pour faire l'opération ci-dessus. Paris, 2 février 1772. — Demande d'indemnité par M. de Ste-Flore à l'Intendant, pour son voyage à Paris. Amiens, 11 juin 1772. — Mémoire de M. Desfirmans à l'Intendant, l'informant qu'il vient de terminer ladite carte, qu'il lui envoie. Il estime qu'on doit accorder à M. de Ste-Flore une gratification de 150 l. pour son voyage à Paris, et en demande une pour lui-même. Amiens, 21 mai 1773. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, lui envoyant ladite carte, et lui demandant des gratifications pour MM. Desfirmans et de Ste-Flore. Amiens, 23 juin 1773. — Lettre de M. Bertier à l'Intendant, lui demandant à combien il pense qu'on doive fixer lesdites gratifications ; lui observant à ce sujet, « que la gratification la plus forte que l'on ait accordée jusqu'ici, est celle qui a été donnée à l'ingénieur des ponts et chaussées de la généralité de Caen, comme étant celui qui a imaginé le plan qu'on a adopté pour ces sortes d'opérations, que cette gratification n'a été portée qu'à 1.200 l. » Paris, 3 juillet 1773. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, l'informant qu'il a approuvé sa proposition d'accorder 850 l. au sieur Desfirmans, et 150 au sieur de Sainte-Flore. Ver-

sailles, 10 septembre 1773. — Lettre de M. Bertier à l'Intendant, l'informant que, dans des papiers de l'abbé Terray, on n'a pas retrouvé la carte des bailliages de la généralité d'Amiens dressée par M. Desfirmans, et lui en redemandant une copie. Paris, 25 février 1775. — Réponse de l'Intendant à M. Bertier. Le sieur Desfirmans étant actuellement employé à Montauban, il n'y a qu'à engager M. Trudaine à lui demander un double de ladite carte. « Je lui en aurais écrit, si je n'avais pas moi-même demandé son changement, parce qu'il ne convenait point à mon administration. » 2 mars 1775. — Lettre de M. de Lamoignon à l'Intendant, lui réclamant à nouveau ladite carte. Versailles, 20 janvier 1788. — Réponse de l'Intendant au garde des sceaux. Il a retrouvé chez l'ingénieur géographe de sa généralité la minute de ladite carte, et va lui en faire donner une copie. 26 janvier 1788. — Ordonnance de 300 l. au sieur Brice, ingénieur géographe des ponts et chaussées, pour avoir fait deux copies de ladite carte. 27 mars 1788, — etc.

C. 1560. (Liasse.) — 4 pièces papier (3 imprimées).

1715-1789. — Justice. — « De par le Roi. Offices de nouvelle création dans les chancelleries, à vendre. » 1715 (impr. affiche). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui ordonne que, par le sieur intendant en la généralité d'Amiens, il sera, après trois publications, de huitaine en huitaine, procédé à la revente et adjudication, à titre d'engagement, des greffes anciens, alternatifs et triennaux, places de clercs, affirmations, présentations, contrôle, doublement et parisis, de toutes les justices royales de la ville de Boulogne-sur-Mer, etc. » Versailles, 25 juin 1766 (impr. affiche). — Lettre de M. Lebel à l'Intendant, lui envoyant une copie collationnée des lettres de noblesse du sieur Tillette de Buigny. Abbeville, 18 septembre 1776. — « Arrêt de la cour de Parlement, qui ordonne que l'imprimé de l'arrêt du 2 avril dernier, dans lequel a été insérée une note, ensemble ladite note, seront et demeureront supprimés, comme contenant ladite note une mention qui n'est point sur la minute dudit arrêt, laquelle note est injurieuse à l'honneur et à la réputation de M^e Duveryrier, avocat », etc. 23 juin 1789 ; et « Arrêt de la cour de Parlement, qui fait défenses à toutes personnes de faire imprimer aucun arrêt, et à tous imprimeurs d'en imprimer, sans permission particulière de la cour, obtenue par arrêt, sur requête présentée à cet effet. » 4 mai 1717 (impr. 7 p. in-4°, Paris, 1789).

C. 1561. (Liasse.) — 4 pièces papier (imprimées).

1716. — Justice. — « Édit du Roi portant établissement d'une chambre de justice. » Paris, mars (impr. 12 p. in-4°, Imp. Roy. 1716). — « Commission du Roi, contenant les noms des juges et officiers qui composent la chambre de justice. » Paris, 8 mars (impr. 8 p. in-4°, Imp. Roy. 1716). — « Déclaration du Roi concernant les justiciables de la chambre de justice, et la procédure qui doit être exploitée dans ladite chambre. » Paris, 17 mars (impr. 19 p. in-4°, Imp. Roy. 1716). — « Arrêt de la chambre de justice, portant défenses aux orfèvres, lapidaires et autres, d'acheter aucunes vaisselles ou matières d'or et d'argent des traitants, gens d'affaires et autres personnes prohibées ; et aux graveurs et ouvriers d'en effacer les armes, chiffres et marques, sur les peines y portées. » 1^{er} avril (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1716).

C. 1562. (Liasse.) — 11 pièces papier (imprimées).

1724-1789. — Justice. — « Arrêt de la cour des Aides, concernant les inscriptions de faux contre les procès-verbaux des commis des fermes. » 14 juillet 1724 et 18 mai 1729 (impr. 8 p. in-4°, Paris, 1731). — « Arrêt de la cour des Aides, qui fixe les droits payés dans les élections, pour l'enregistrement des provisions des commensaux de la maison du Roi et des maisons royales. » 21 août 1731 (impr. 4 p. in-4°, Paris, 1731). — « Arrêt de la cour des Aides, qui décharge le sieur Perron, écuyer, garde de la porte du Roi, de la taille d'exploitation à laquelle il avait été imposé. » 1^{er} juillet 1769 (impr. 4 p. in-4°, Paris, 1771). — « Procès-verbal de ce qui s'est passé à la séance tenue en la cour des Aides de Paris, en présence de Mgr. le comte d'Artois, le samedi 12 novembre 1774 » (impr. 38 p. in-4°, Paris, 1774) ; et « Discours de M. de Lamoignon de Malesherbes, premier président de la cour des Aides de Paris, du lundi 21 novembre 1774, jour de la rentrée de ladite cour » (impr. 7 p. in-4°). — « Procès-verbal de ce qui s'est passé à la séance tenue en la cour des Aides de Paris, en présence de Monsieur, frère du Roi, le mercredi, 31 mai 1775 » (impr. 14 p. in-4°, Imp. Roy. 1775). — « Arrêt de la cour des Aides de Montpellier, qui déclare le sieur Rouquette, consul du lieu de la Canne, non recevable dans son appel de sentence de la maîtrise des ports de Toulouse », etc. 13 septembre 1775 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1775). — « Arrêt contradictoire de la cour des Aides de Rouen, qui, en infirmant une sentence de l'élection d'Avranches... juge qu'une femme qui, en se rendant caution de marchandises saisies, a reçu la re-

mise de ces mêmes marchandises comme le gage de son cautionnement, ne peut exciper en Normandie du bénéfice du *sénatus consulte Velleien*, pour faire annuler son cautionnement. » 21 janvier 1778 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1778). — « Arrêt de la cour des Aides », sur l'arrestation des faux-sauniers évadés. 11 décembre 1778 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1779). — « Arrêt contradictoire de la cour des Aides, qui déclare nulle et incompétente toute la procédure faite en la prévôté royale de Vaucouleurs, contre les nommés Gallot et Bezeret, employés des fermes à la résidence de Toul », etc. 2 août 1780 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1780). — « Arrêt de la cour des Aides, qui fait défenses aux officiers des élections de la généralité de Tours... de reconnaître d'autre ressort immédiat que celui de la cour. » 20 février 1789 (impr. 4 p. in-4°, Paris). — « Arrêt de la cour des Aides », relatif à la nomination des collecteurs de l'élection de Paris. 27 mars 1789 (impr. 3 p. in-4°, Paris, 1789).

C. 1563. (Liasse.) — 23 pièces papier (2 imprimées).

1732-1782. — Justice. — « Arrêts du conseil d'État du Roi, pour la préséance des marchands qui exercent les charges de juges et de consuls, et de ceux qui ont passé par lesdites charges, dans la juridiction consulaire de la ville d'Amiens, sur les procureurs au bailliage et siège présidial de la même ville. » 18 mai 1728 et 25 mars 1732 (impr. 12 p. in-4°, Amiens, 1732). — « Déclaration du Roi qui fixe le nombre des juges et consuls de la ville d'Amiens. » Versailles, 1^{er} juillet 1738 (impr. 4 p. in-4°). — Lettre de M. de Séchelles à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur les juridictions consulaires de sa généralité, pour mettre fin aux conflits qui s'élèvent perpétuellement entre les juges consuls et les juges ordinaires. Versailles, 31 janvier 1756. — Édit de Charles IX, qui établit à Calais une juridiction consulaire à l'instar de celle de Paris. Bordeaux, avril 1565. (Copie collationnée du 16 février 1756.) — Lettre des juges et consuls de Calais à l'Intendant, lui envoyant ladite copie, avec des observations sur leur juridiction. Calais, 17 février 1756. — Requête des juges et consuls de Calais à l'Intendant, à l'effet d'obtenir la connaissance des banqueroutes et faillites. XVIII^e s. — « Mémoire des juges et consuls de la ville de St-Quentin, en réponse à la lettre de Mgr. d'Invau, intendant de Picardie. » 1756. — « Copie des lettres patentes concernant l'établissement des juges et consuls de la ville d'Abbeville. Fontainebleau, mars 1567, etc. (Copie collationnée du 26 mars 1756.) — Mémoire des juges et consuls d'Amiens au contrôleur général, sur

le même objet. v. 1756. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général, sur ladite affaire. Remiencourt, 4 novembre 1756. — Mémoire sous forme de questionnaire sur les juridictions consulaires. — « Mémoire adressé par Mgr. d'Invau, intendant de Picardie, à la chambre du commerce de ladite province »; et « Réponse de la chambre du commerce de Picardie au mémoire ci-contre. » 15 novembre 1763. — « Avis des marchands de toiles de St-Quentin, sur un mémoire à eux adressé de la part de Mgr. le chancelier », sur les juridictions commerciales. 6 février 1764. — Mémoire relatif à un projet de règlement général sur les juges conservateurs des foires et sur les justices consulaires. — « Réponse aux observations sur le mémoire ci-contre, par les juges-consuls de la ville d'Amiens. » 21 mai 1764. — « Réponse et avis des lieutenant général de police, maire et échevins de la ville d'Amiens, sur les différentes questions proposées au mémoire concernant le projet d'un règlement général pour les justices, tant conservatoires des foires que consulaires. » — Requête des juges et consuls d'Abbeville à l'Intendant, demandant 3.000 l. sur l'octroi de Picardie, pour l'entretien de leur auditoire. 23 mai 1767. — Mémoire de M. Ducastel sur les juridictions consulaires. Amiens, 13 janvier 1782, — etc.

C. 1564. (Liasse.) — 19 pièces papier (6 imprimées, une gravure).

1734-1789. — Justice. — Sentence du présidial d'Amiens contre Antoine Coiffier, écuyer à Beaudéduit, accusé de violences, excès et mauvais traitements. 19 avril 1734 (impr. affiche). — « Arrêt de la cour de Parlement, qui condamne Louis de St-Jean et Pierre Bonaille, incendiaires, à être brûlés vifs dans la place publique de Montdidier », lesdits individus convaincus « d'avoir, à différentes fois commis les incendies arrivés aux maisons du village d'Esquennoy, depuis le 6 décembre dernier, jusqu'au 17 du même mois. » 17 septembre 1754 (impr. affiche; fragment). — « Portrait du monstre nommé François-Robert d'Amiens, que la France punit pour avoir voulu assassiner notre bon Roy, le 5 janvier 1757; et ce misérable a été transféré de Versaille par une escorte d'environ 300 hommes ayant la bayonnette au bout du fusil, dans les prisons de la Conciergerie, le 18 dudit mois, à 3 heures du matin, dans lesquelles prisons il est détenu, en attendant la punition de son horrible parricide. » Gravure au burin. H. 0,255^{mm}; L. 0,160^{mm}. — « Jugement souverain des requêtes ordinaires de l'hôtel du Roi, qui décharge

Anne-Rose Cabibel, veuve de Jean Calas, marchand à Toulouse, Jean-Pierre Calas, son fils, Jeanne Viguière, fille de service chez ledit Calas, Alexandre-François-Gualbert Lavaysse, et la mémoire dudit défunt Jean Calas, de l'accusation contre eux intentée. » 9 mars 1765 (impr. affiche). — « Jugement souverain rendu par nos seigneurs les président et conseillers commissaires du Roi députés par Sa Majesté en la commission établie à Reims, par lettres patentes du 21 novembre 1765 », contre plusieurs particuliers d'Ambleuse, Lembringen, Raventun, Audinghem et Audresselles. Reims, 10 juillet 1766 (impr. affiche). — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un mémoire qui contient les moyens d'opposition du seigneur haut justicier de Pont-Remy à l'art. 29 du rôle de frais de justice de la généralité d'Amiens. Paris, 4 mai 1772. — Mémoire de M. de Branlicourt à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 14 août 1772. — « Sentence du bailliage de Péronne, qui condamne au bannissement plusieurs femmes du village d'Harbonnières, pour vol de grains dans les champs. » 9 novembre 1784 (impr. 4 p. in-4°, Amiens). — Mémoire au Conseil par Charles Lefèvre de la Houpiillère, fermier de la ferme du Châteauneuf en Marquenterre, contre le sieur Guerrier de Lormoy, copropriétaire par indivis de ladite ferme (impr. 24 p. in-4°, Paris, 1786). — « Précis pour le sieur Guerrier de Lormoy, demandeur, contre Charles Lefèvre de la Houpiillère et les directeurs des créanciers Mailly opposants et défendeurs. » — Correspondance relative audit procès, — etc.

C. 1565. (Liasse.) — 9 pièces papier (imprimées).

1744-1783. — Justice. — « Statuts et règlements faits et dressés en la communauté des procureurs du bailliage d'Amiens, pour y être gardés et observés. » 20 janvier 1744 (impr. 14 p. in-4°, Amiens, 1744). — « Extrait du registre aux délibérations de la communauté des procureurs du bailliage d'Amiens », sur les moyens de prévenir les abus dans les procédures. 18 mai 1744 (impr. 7 p. in-4°, Amiens, 1750). — « Édit et déclaration du Roi des mois de septembre 1748 et 6 février 1749, concernant la réduction et suppression des offices de procureurs postulants au bailliage et siège présidial d'Amiens, et la liste contenant le nombre, les noms des titulaires, la date de leur réception, ensemble les noms des prédécesseurs des titulaires actuels des offices de procureurs au bailliage et siège présidial d'Amiens, faite et arrêtée en leur chambre de communauté, le 9 mai 1757 » (impr. 12 p. in-

4°, Amiens, 1757). — « Extrait des registres aux délibérations de la communauté des procureurs, tant au bailliage et siège présidial, que du bureau des finances de la ville d'Amiens », sur la bourse commune de ladite communauté. 16 août 1760 (impr. 3 p. in-4°). — Délibération des procureurs au bailliage d'Amiens, relativement au versement des droits de présentations à la caisse de leur communauté. 6 décembre 1763; et homologation de ladite délibération. 30 janvier 1764 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt de la cour de Parlement, qui homologue la délibération faite par la communauté des procureurs du bailliage d'Amiens, le 6 décembre 1763, ensemble la sentence dudit bailliage du 30 janvier 1764, concernant les présentations. » 30 mai 1769, (impr. 6 p. in-4°, Amiens). — « Extrait du registre aux délibérations de la communauté des procureurs du bailliage d'Amiens », relativement aux présentations, etc. 13 décembre 1771 (impr. 3 p. in-4°). — « Extrait du registre aux délibérations de la communauté des procureurs au bailliage et siège présidial d'Amiens », contenant règlement pour la poursuite des oppositions, en cas de ventes d'immeubles. 25 février 1774 (impr. 6 p. in-4°). — « Extrait d'une délibération de la communauté des procureurs au bailliage d'Amiens », sur les objets qui doivent entrer à la bourse commune de ladite communauté. 24 décembre 1783 (impr. 4 p. in-4°, Amiens).

C. 1566. (Liasse.) — 12 pièces papier (1 imprimée).

1744-1772. — Justice. — « État pour connaître les titres des offices de notaires, procureurs et huissiers des sièges et juridictions royales situées dans le ressort de la subdélégation d'Albert, ensemble les noms et domiciles des titulaires desdits offices, et combien se paye de prêt et d'annuel pour chacun desdits offices. » 1744. — Id. bailliage d'Amiens. — Id. subdélégation de Corbie. — Id. subdélégation de Doullens. 6 février 1744. — Id. subdélégation de Montdidier. 6 février 1744. — Id. subdélégation de Péronne. — Id. subdélégation de Rue. — Id. subdélégation de St-Valery. — « État pour connaître les titres des offices de notaires, procureurs et huissiers des sièges et juridictions royales de la généralité d'Amiens, les noms et domiciles des titulaires, et le prêt annuel de chacun desdits offices. » v. 1744. — « État des villes, bourgs et paroisses compris dans l'étendue du bailliage d'Amiens, où il y a des notaires royaux établis, avec les noms de ces notaires. » XVIII^e s. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui déclare définitifs les délais ci-devant accordés pour les liquidations des offices supprimés des cours de Parlements et autres. »

Versailles, 22 novembre 1772 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1772). — « État des villes où les offices des jurés-priseurs restent à lever. » XVIII^e s.

C. 1567. (Liasse.) — 1 pièce parchemin, 17 papier (1 imprimée).

1746-1783. — Justice. — « Délibération des notaires d'Abbeville, portant établissement entre eux d'une bourse commune, à prendre sur le produit de leurs honoraires. » 18 août 1746 (impr. 5 p. in-fol. Abbeville). — « Observations des notaires de la ville d'Abbeville, comté et sénéchaussée de Ponthieu, sur le projet formé au Conseil, de l'établissement d'un greffier conservateur des minutes des actes des notaires, et sur la suppression ou augmentation des offices. » 1756. — Observations des officiers de la sénéchaussée de Ponthieu, sur le même objet. 1756. — Id. du subdélégué d'Abbeville. 1756. — Id. de la compagnie des notaires d'Amiens. 1756. — « État des notaires du bailliage d'Amiens. » 1756. — Observations des officiers du bailliage d'Amiens, sur le même objet. 1756. — Id. des notaires de Montdidier. 1756. — Id. des officiers du bailliage de Montdidier. 1756. — Id. de M. Martinot, subdélégué à Montdidier. 1756. — Id. de M. Ducastel. Amiens, 30 mai 1756. — « Vente par François-Clément Gatte à Messire François-Joseph Vaillant, chevalier, seigneur de Saily-Bray, de 33 journaux, 69 verges de terre à Yaucourt-Bussus. » 5 août 1778. — « Catalogue des 28 notaires d'Amiens. » XVIII^e s. — Autre catalogue, postérieur à 1787. — « État de ceux qui ont en leur possession les minutes des actes passés en la ville d'Amiens, depuis l'établissement des notaires. » XVIII^e s. — « Observations sur le rétablissement demandé d'un office de notaire à Harbonnières. » XVIII^e s., — etc.

C. 1568. (Liasse.) — 49 pièces papier.

1756-1790. — Justice. — « État des crimes et délits qui ont été commis dans la généralité de Picardie pendant les années 1756 et 1757. » — Id. 1^{er} semestre 1758. — Id. 1^{er} semestre 1759. — Id. 2^e semestre 1759. — Id. 1^{er} semestre 1760. — Id. 2^e semestre 1760. — État des crimes et délits commis dans l'amirauté d'Abbeville. 1^{er} semestre 1787. — Id. 2^e semestre 1787. — Id. 1^{er} semestre 1788. — Id. 2^e semestre 1788. — Id. 1^{er} semestre 1789. — Id. 2^e semestre 1789. — État des crimes et délits commis dans la maréchaussée d'Abbeville. 1^{er} semestre 1787. — Id. 2^e semestre 1787. — Id. 1^{er} semestre 1788. — Id. 2^e semestre 1788. — Id. 1^{er} semestre 1789. — Id. 2^e semestre 1789. — État des crimes et délits commis dans le bailliage d'Amiens. 1^{er} semestre 1787. — Id. 2^e semestre 1787. — Id. 1^{er} semestre 1788. — Id. 2^e

semestre 1788. — Id. 1^{er} semestre 1789. — Id. 2^e semestre 1789. — État des crimes et délits commis dans la maréchaussée d'Amiens. 2^e semestre 1787. — Id. 1^{er} semestre 1788. — Id. 2^e semestre 1788. — Id. 1^{er} semestre 1789. — Id. 2^e semestre 1789. — État des crimes et délits commis dans la subdélégation de Doullens. 1^{er} semestre 1787. — Id. 2^e semestre 1787. — Id. 1^{er} semestre 1788. — Id. 2^e semestre 1788. — Id. 2^e semestre 1789. — État des crimes et délits commis dans le bailliage et gouvernement de Montdidier. 1^{er} semestre 1787. — Id. 2^e semestre 1787. — Id. 1^{er} semestre 1788. — Id. 2^e semestre 1788. — Id. 1^{er} semestre 1789. — Id. 2^e semestre 1789. — État des crimes et délits commis dans le bailliage de Péronne. 2^e semestre 1787. — Id. 1^{er} semestre 1788. — Id. 1^{er} semestre 1789. — Id. 2^e semestre 1789. — État des crimes et délits commis dans le bailliage de Roye. 1^{er} semestre 1787. — Id. 1^{er} semestre 1788. — Id. 1^{er} semestre 1789. — État des crimes et délits commis dans le bailliage de St-Quentin. 1^{er} semestre 1788, — etc.

C. 1569. (Liasse.) — 31 pièces papier (imprimées).

1759-1789. — Justice. — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui décrie de tout cours et mise certaines pièces d'or nommées *Augustes* », etc. 3 mai 1759 (impr. affiche). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui défend à toutes personnes de faire des recherches, amas et enlèvement de vaisselles et matières d'or et d'argent pour en abuser », etc. 3 décembre 1759 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1759). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui supprime un imprimé ayant pour titre *Observations sur les effets du port de la vaisselle à la Monnaie*. » 22 décembre 1759 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1759). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui condamne Martin Laignier, maître orfèvre de la ville de Paris, à être banni à perpétuité du royaume, pour avoir abusé du poinçon de la maison commune des orfèvres de Paris. » 22 août 1766 (impr. 8 p. in-4°, Imp. Roy. 1766). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui fait défenses... de refuser dans les paiements aucune des pièces d'or, d'argent et de billon, dont l'empreinte sera visible », etc. 31 juillet 1771 (impr. 6 p. in-4°, Imp. Roy. 1771). — « Arrêt de la cour des Monnaies », qui condamne plusieurs particuliers. 12 mars 1774 (impr. 14 p. in-4°, Imp. Roy. 1774). — « Arrêt de la cour des Monnaies, portant règlement pour la délivrance des espèces aux directeurs. » 18 mai 1774 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1774). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui ordonne l'exécution de ses arrêts et

règlements, et notamment celui du 11 juillet 1764. » 20 août 1774 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1774). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui casse et annule une sentence rendue en la sénéchaussée et siège présidial de Rennes le 12 août 1768. » 29 avril 1775 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1775). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui ordonne l'exécution des ordonnances de 1549, 1554, 1586 et autres arrêts et règlements concernant les délivrances. » 29 avril 1775 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1775). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui renouvelle et ordonne l'exécution des règlements concernant les formalités prescrites pour les brevets d'apprentissage de l'orfèvrerie. » 21 février 1778 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1778). — « Arrêt de la cour des Monnaies », qui défend de recevoir les pièces dont l'empreinte est effacée. 18 mars 1778 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1778). — « Arrêt de la cour des Monnaies », qui défend la vente à l'encan de l'argenterie et vaisselle d'argent. 19 décembre 1778 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1778). — « Arrêt de la cour des Monnaies », sur l'introduction dans le royaume des espèces étrangères de billon et de cuivre. 14 octobre 1780 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1780). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui ordonne qu'il sera informé contre les auteurs des faux bruits d'une refonte prochaine des pièces de deux sous, ou d'une diminution sur la valeur d'icelles », etc. 15 février 1781 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1781). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui ordonne que l'information commencée contre ceux qui refusent en paiement les pièces de deux sous non effacées, pour leur véritable valeur, sera continuée, et fait défenses de les refuser », etc. 28 avril 1781 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1781). — « Arrêt de la cour des Monnaies qui défend... de faire le change des espèces d'or et d'argent, à peine de 3.000 l. d'amende », etc. 8 février 1786 (impr. 2 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui fixe le nombre des deniers d'or qui seront emboîtés par chaque délivrance, pendant la présente année. » 18 février 1786 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui déclare Joseph Rabiet, se disant metteur en œuvre, dument atteint et convaincu d'avoir mis en nantissement au Mont-de-Piété, comme boucles d'argent, des boucles de cuivre revêtues d'argent et marquées de faux poinçons », etc. 12 mai 1786 (impr. 6 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui condamne Denys Hubert, archergarde de la prévôté des monnaies..... pour crime de concussion et de malversation », etc. 16 mai 1786 (impr. 6 p. in-4°,

Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, concernant le jugement des boîtes des monnaies chargées de la nouvelle fabrication des espèces d'or, ordonnée par la déclaration du Roi du 30 octobre 1785 ». 31 mai 1786 (impr. 2 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui ordonne que les officiers des sièges des monnaies seront tenus de se conformer, dans l'instruction des procédures criminelles, aux ordonnances, arrêts et règlements. » 31 mai 1786 (impr. 2 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui déclare François Liénar et Marguerite-Rose Dourlan, sa femme, dument atteints et convaincus du crime de distribution de faux écus, et violemment soupçonnés de la fabrication d'iceux », etc. 26 juin 1786 (impr. 7 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui ordonne que les jurés-gardes des communautés d'orfèvres, qui n'ont pas retiré du greffe de la cour les poinçons de contremarques et de toucheau qui leur sont affectés, seront tenus de le faire avant le 1^{er} septembre prochain, pour tout délai. » 1^{er} juillet 1786 (Impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui ordonne que les écus de six livres, au différent de la monnaie de Perpignan, au millésime de 1786, portant dans la légende, du côté de l'effigie, ces mots : LUD.XI, seront et demeureront supprimés », etc. 19 août 1786 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui ordonne l'exécution de l'arrêt de ladite cour du 19 août 1786. » 26 août 1786 (impr. 2 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui condamne Élisabeth Ambach au carcan, pour distribution de jetons de cuivre pour des louis d'or. » 23 septembre 1786 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui renouvelle très expressément les défenses de faire le billonnage des espèces d'or et d'argent. » 13 novembre 1786 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1786). — « Arrêt de la cour des Monnaies », sur les deniers à emboîter. 30 décembre 1786 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1787). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui ordonne l'exécution des ordonnances, édits, déclarations, arrêts, règlements et lettres patentes, concernant la fabrication et le commerce des matières d'or et d'argent. » 30 décembre 1786 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1787). — « Arrêt de la cour des Monnaies, qui... ordonne à tous les essayeurs des monnaies et aux jurés-gardes de toutes les communautés d'orfèvres du royaume, de se pourvoir au dépôt de la cour, des agents et substances nécessaires aux effets. » 12 août 1789 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1789).

C. 1570. (Liasse.) — 5 pièces papier (1 imprimée).

1760-1774. — Justice. — « Recueil de différents règlements concernant les frais de justice », etc (impr. 148 p. in-4°, Imp. Roy. 1760). — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant une expédition du rôle pour la répétition des frais de justice dont l'avance a été faite sur les fonds du domaine de sa généralité. Fontainebleau, 18 octobre 1769. — etc.

C. 1571. (Liasse.) — 14 pièces papier.

1768-1781. — Justice. — Requête des juges-consuls d'Amiens à l'Intendant, demandant à être exemptés du tirage de la milice. 11 mai 1778. — Mémoire de la chambre du commerce de Picardie à l'Intendant, pour appuyer ladite requête. Amiens, 20 mai 1768. — Mémoire de la chambre du commerce à M. de Laverdy, contrôleur général, sur le même objet. Amiens, 20 mai 1768. — Réponse de l'Intendant à la chambre du commerce. Il ne dépend pas de lui d'aller contre les ordonnances. C'est donc au ministre directement, que les juges-consuls doivent s'adresser. « Au reste comme la permission de fournir des hommes de bonne volonté, qui a été donnée aux villes, réduit la charge de la milice à une légère contribution en argent, je suis toujours étonné de ce que l'on regarde comme déshonorant, de contribuer en quelque chose aux charges générales de l'État. » Paris, 6 juin 1768. — Lettre du duc de Choiseul à l'Intendant, lui marquant que M. Joly de Fleury « réclame en faveur des juges et consuls de la ville d'Amiens l'exemption de la milice... et comme M. le premier président du parlement de Paris, à qui M. Joly de Fleury a communiqué leur mémoire, estime qu'ils sont dans le cas d'être assimilés aux juges royaux, je vous prie de les faire jouir des mêmes privilèges dont jouissent les officiers des justices royales, par rapport à la milice. » Versailles, 6 juin 1768 ; avec ces mots de la main de l'Intendant : « Il est singulier que M. le premier président du parlement de Paris interprète les ordonnances pour la milice. Si la milice est finie pour cette année, nous ne ferons usage de cette décision que l'année prochaine, quoique la contribution en argent soit représentative de la milice ; cependant l'un est bien différent de l'autre, et on perdra tout avec les privilèges. » — Note sur ladite affaire. « Ces réclamations des juges-consuls au sujet de l'exemption de la milice ont quelque but particulier qu'il est bon de démêler. Cela ne les intéresse pas personnellement, parce qu'il n'y a aucun d'entre eux qui soit dans le cas, mais j'ai ouï dire qu'ils s'agrégeaient des jeunes gens pour faire des écritures et des mémoires. On m'a dit que c'était pour ces jeunes gens qu'ils faisaient toutes

ces démarches. » 10 juin. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 8 août 1768. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui permet aux officiers rendant la justice au nom du Roi, qui n'ont pas fait le rachat du droit annuel de leurs offices, de l'acquitter annuellement, comme par le passé. Paris, 28 décembre 1780, — etc.

C. 1572. (Liasse.) — 24 pièces papier (1 imprimée).

1771-1784. — Justice. — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un mémoire du seigneur haut justicier de Boulogne-la-Grasse, qui réclame contre la répétition ordonnée sur lui par le rôle de frais de justice de la généralité d'Amiens, d'une somme de 148 l. 11 s. Paris, 28 décembre 1771. — Mémoire de M. Martinot sur ladite affaire. Montdidier, 15 février 1772. — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur ce que le marquis de Feuquières réclame contre la répétition d'une somme de 45 l. 19 s. sur lui faite par le rôle des frais de justice de la généralité d'Amiens. Paris, 4 mai 1772. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 12 juin 1772. — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur ce que le seigneur haut justicier de Miannay réclame contre la répétition d'une somme de 50 l. 15 s. sur lui faite par le rôle des frais de justice de la généralité. Paris, 20 juin 1772. — Mémoire de M. de Branlicourt à l'Intendant, sur ladite affaire. Abbeville, 17 août 1772. — « Prospectus des lois criminelles de France dans leur ordre naturel, à l'instar des lois civiles et des lois ecclésiastiques recueillies par Domat et par d'Héricourt, dédiées au Roi, par M. Muyart de Vouglans », etc. (impr. 4 p. in-fol. 1777). — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant un arrêt de règlement rendu au Conseil le 28 novembre 1781, concernant les amendes prononcées dans les cours et juridictions royales. Paris, 31 décembre 1781. — Lettre de M. de Vergennes à l'Intendant, lui demandant son avis sur un mémoire par lequel le sieur Lecaron de Beaumesnil demande le rétablissement à son profit d'une pension de 100 l., accordée anciennement au titulaire de l'office de lieutenant criminel au bailliage de Montdidier, dont il a été pourvu en 1765. Paris, 31 août 1784. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant, sur ladite affaire. Montdidier, 1^{er} décembre 1784, — etc.

C. 1573. (Liasse.) — 5 pièces papier (imprimées).

1774-1786. — Justice. — « Arrêt de la chambre des Comptes, concernant la forme des déclarations à faire, lors de l'enregistrement des lettres de garde-noble. » 16 mars 1774 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1774). — « Arrêt de la chambre des Comptes, qui enjoint aux officiers des élections de remettre aux receveurs des tailles les certificats de *non soluto*, dans la quinzaine du jour de la signification qui leur sera faite dudit arrêt. » 3 juin 1774 (impr. 6 p. in-4°, Imp. Roy. 1774). — « Arrêt de la chambre des Comptes, portant surséance à l'exécution de son arrêt du 3 juin 1774, concernant les certificats de *non soluto*, et les officiers des élections. » 31 janvier 1775 (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1775). — « Arrêt de la chambre des Comptes concernant les contrats d'échange faits entre le Roi et divers particuliers », etc. 22 février 1775 (impr. 7 p. in-4°, Imp. Roy. 1775). — « Arrêt de la chambre des Comptes, qui enjoint aux officiers des élections le rapport des procès-verbaux de chevauchées, conformément à l'ordonnance de 1517. » 28 août 1786 (impr. 3 p. in-4°, Imp. Roy. 1786).

C. 1574. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1783. — Justice. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis, sur un mémoire présenté au nom des pères de famille du comté de Ponthieu, pour demander qu'il soit ordonné aux différents corps de communautés qui composent ce comté, de s'assembler, pour aviser au paiement des frais que cause la réformation de la coutume du pays, ordonnée par la déclaration du 23 juillet 1777. Paris, 20 juin. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant sur ladite affaire. Abbeville, 15 juillet. — Réponse de l'Intendant à M. de la Boullaye. 23 juillet, — etc.

C. 1575. (Liasse.) — 11 pièces papier (5 imprimées, 1 plan).

1543-1790. — Culte catholique. — « Des archives du trésor littéral des révérendes mères et filles religieuses du tiers ordre de St-François de Grandvilliers, a été extrait ce qui ensuit : 1° Premier contrat d'acquisition pour l'établissement du couvent de Grandvilliers, du 9 juillet 1543... 2° Amortissement donnée par Mgr. le cardinal de Chastillon, abbé de St-Lucien-lès-Beauvais, à cause de l'acquisition que les religieuses de Grandvilliers ont faite pour leur premier établissement, du 21 juillet 1545... 3° Indulgences accordées à ceux ou celles qui aumôneront le couvent de Grandvilliers, du 20 août 1547... 4° Lettres patentes

du 15 juin 1549... 5° Lettres de surannation, du 29 mai 1557... 6° Vérification au bailliage d'Amiens du 21 juin 1557... 7° Certificat de M. le curé et habitants de Grandvilliers, pour faire connaître comme les religieuses de Grandvilliers ont été brûlées avec tous leurs titres et papiers, du 25 janvier 1554... 8° Consentement des religieux de Saint-Lucien, sur l'amortissement donné par Mgr. le cardinal de Chastillon, leur abbé, du 20 novembre 1555... 9° Amortissement pour l'enclos du couvent, par Mgr. le cardinal de Bourbon, abbé de Saint-Lucien, du 27 avril 1584... 10° Certificat de M. le curé de Grandvilliers, M. le prévost, procureur fiscal et autres, pour faire connaître le temps que les religieuses dudit Grandvilliers ont été brûlées en 1673, 1680 et 1683, et grélées en 1680, 1683 et 1684, du 3 janvier 1694. » Copie certifiée du 25 octobre 1717. — « Extrait des registres du conseil privé du Roi. » Arrêt sur une contestation entre les religieuses de l'abbaye de Notre-Dame aux Bois et l'évêque de Noyon. Paris, 15 septembre 1667 (impr. affiche). — « Arrêt de la cour de Parlement », contre les Jésuites. 6 août 1761 (impr. in-4° fragment). — « Adhésion de Mgr. l'évêque d'Amiens à l'instruction pastorale de Mgr. l'archevêque de Paris, sur les atteintes données à l'autorité de l'Eglise par les jugements des tribunaux séculiers, dans l'affaire des Jésuites, communiquée à tout son diocèse. » Amiens, 1^{er} février 1764 (impr. 4 p. in-4°). — « Arrêt de la cour de Parlement, qui condamne un imprimé ayant pour titre : *Adhésion de Mgr. l'évêque d'Amiens à l'instruction pastorale de Mgr. l'archevêque de Paris...* à être lacéré et brûlé par l'exécuteur de la haute justice. » 9 mars 1764 (impr. 7 p. in-4°, Paris, 1764). — « Plan de la maison des Cordeliers de Doullens. » 1767. — « Mémoire instructif pour se servir des lettres patentes d'évocation générale accordées à l'ordre de Malte, le 24 avril 1775, enregistrées au Grand Conseil le 3 mai suivant » (impr. 9 p. in-4° 1775). — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis, sur ce que les officiers municipaux d'Abbeville demandent le revenu des sœurs grises supprimées de leur ville, pour subvenir à l'insuffisance de la taxe pour travaux de charité. Paris, 14 janvier 1790. — Mémoire de M. Dargnies de Fresne à l'Intendant sur ladite affaire. « Il a été rendu un arrêt du Conseil le 10 avril 1784, qui a ordonné l'extinction de ladite communauté par M. l'évêque d'Amiens, et l'union de ses biens à une communauté de filles du diocèse... Il a été accordé 2.200 l. de pension pour les deux religieuses, et pendant qu'elles ont vécu toutes deux, les

revenus ont été absorbés par leurs pensions et par les charges. La dernière est décédée au mois d'avril 1789. Depuis ce temps, il s'est accumulé quelques revenus, qui, joints au prix de quelques mauvais meubles vendus et argenterie, peuvent monter à la somme de 4.000 l. Les revenus actuels peuvent monter à 3.000 l... Dès avant la mort des deux religieuses, M. l'évêque d'Amiens avait rendu un décret d'extinction et d'union le 12 avril 1787, par lequel il a assigné lesdits revenus à quatre communautés de filles de la ville d'Abbeville, qui sont : les Minimesses, les sœurs de St-Dominique, les Carmélites et les Saintes Maries, dans une proportion relative à leurs besoins. Ces communautés sont chargées par le décret de payer aux frères des écoles chrétiennes de la ville d'Abbeville, 24 setiers de blé environ, mesure d'Abbeville, et 400 l. d'argent, tant pour aider ces frères à subsister, que pour l'acquit des fondations, qui doit se faire dans une chapelle formée dans l'église de l'ancien monastère, dont les frères doivent occuper une partie, pour le logement et la tenue des écoles des pauvres. Il a été obtenu des lettres patentes sur ce décret au mois de juillet dernier... On était sur le point de mettre ledit arrêt à exécution, quand est intervenu le décret de l'Assemblée Nationale du 1^{er} novembre dernier, qui suspend l'émission des vœux dans toutes les maisons religieuses. » Abbeville, 23 janvier 1790. — Réponse de l'Intendant à M. de la Millière. Il ne croit pas les officiers municipaux d'Abbeville recevables dans l'objet de leur demande. 26 janvier 1790, — etc.

C. 1376. (Liasse.) — 6 pièces papier (4 imprimées).

1680-1774. — Culte catholique. — « Extrait des registres du conseil privé du Roi. » Arrêt relatif à des saisies faites sur les bénéficiers du diocèse d'Amiens. Paris, 30 août 1660 (impr. 4 p. in-fol.). — « Déclaration du Roi, du mois de novembre 1675, donnée pour le recouvrement du huitième denier du prix des biens aliénés par les ecclésiastiques, depuis l'année 1556, pour jouir par les possesseurs desdits biens pendant 30 années, sans qu'ils puissent être retirés par lesdits bénéficiers pendant ledit temps, et des sommes à recouvrer sur les payeurs de rentes du clergé. » Versailles, 31 octobre 1675 (impr. 4 p. in-fol.). — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui fait défenses aux redevables du huitième denier et refusants de payer, de se pourvoir sur leurs oppositions par-devant d'autres juges que par-devant les commissaires départis dans les provinces, et par appel par-devant ceux nommés par Sa Majesté. » St-Germain, 21 mars 1676 (impr. 2 p. in-fol.). —

Circulaire de F. Pierre-François Boudier, supérieur général et président né du bureau de littérature, adressé à dom d'Autremépuis, prieur de l'abbaye d'Isle à St-Quentin, sur le bureau de littérature établi à l'abbaye de St-Germain-des-Prés. Paris, 17 janvier 1768 (impr. 3 p. in-4°). — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil, qui ordonne qu'il sera passé à l'avenir des actes par-devant notaires de toutes donations, cessions ou obligations faites pour cause de dotations ou de professions religieuses. Paris, 9 mai 1774, — etc.

C. 1577. (Liasse.) — 12 pièces papier (1 plan).

1703-1785. — Culte catholique. — Mémoire sur les revenus du chapitre de la cathédrale d'Amiens. v. 1703. — Plan d'un projet de rue à tracer à Amiens, entre la rue St-Denis et le cloître St-Nicolas, sur une partie de l'emplacement de l'église St-Nicolas, alors en démolition. 28 mai 1784. — « Extrait du registre aux délibérations des officiers municipaux de la ville d'Amiens. » Délibération relative à ladite rue. 25 mai 1784. — Lettre de l'Intendant aux prévôt, chanoine et chapitre de la collégiale St-Nicolas à Amiens, relativement à dix maisons qu'ils se proposent de faire construire sur l'emplacement de leur église. Amiens, 4 septembre 1784. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur le projet de construction desdites maisons. Amiens, 23 janvier 1785. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Boullaye, sur le même objet : 26 janvier 1785. — Arrêt du conseil d'État, qui autorise la construction desdites maisons. 28 juin 1785, — etc.

C. 1578. (Liasse.) — 44 pièces papier.

1727. — Culte catholique. — « Arrêt du conseil d'État du Roi, qui nomme des commissaires pour examiner les expédients les plus convenables à l'effet de procurer aux communautés de filles religieuses du royaume les secours dont elles peuvent avoir besoin. » Versailles, 19 avril (impr. affiche). — « Lettre de Mgr. l'illustrissime et révérendissime évêque d'Amiens aux supérieurs des communautés religieuses de son diocèse, pour l'exécution de l'arrêt du conseil d'État du Roi du 19 avril 1727. » Amiens, 4 juin (impr. 1 p. in-4°). — Déclaration fournie en exécution dudit arrêt par les religieuses de l'abbaye de Villencourt à Abbeville. — Id. par les Carmélites d'Abbeville. — Id. par les religieuses de St-François et de Ste-Élisabeth d'Abbeville. — Id. par les Minimesses d'Abbeville. — Id. par les Ursulines d'Abbeville. — Id. par les Visitandines d'Abbeville. — Id. par les religieuses de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville. —

Id. par les Carmélites d'Abbeville. — Id. par les Clarisses d'Amiens. — Id. par les religieuses de St-Julien à Amiens. — Id. par les Ursulines d'Amiens. — Id. par les Visitandines d'Amiens. — Id. par les religieuses de Ste-Geneviève à Amiens. — Id. par les Bénédictines d'Ardres. — Id. par l'abbaye de Biache. — Id. par les Bénédictines de Calais. — Id. par les Hospitalières de St-Dominique à Calais. — Id. par les Hospitalières bénédictines de Corbie. — Id. par l'abbaye de Doullens. — Id. par l'abbaye de Berteaucourt. — Id. par les religieuses du tiers ordre de St-François à Doullens. — Id. par les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Doullens. — Id. par les Franciscaines de Grandvilliers. — Id. par les sœurs grises de Montdidier. — Id. par les Ursulines de Montdidier. — Id. par les religieuses du tiers ordre de St-François à Montreuil. — Id. par les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Montreuil. — Id. par les Clarisses de Péronne. — Id. par les Ursulines de Péronne. — Id. par les religieuses de Ste-Agnès à Péronne. — Id. par les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Péronne. — Id. par les Annonciades de Roye. — Id. par les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Rue. — Id. par les religieuses de l'Hôtel-Dieu de St-Just. — Id. par les Cordelières de St-Quentin. — Id. par les Augustines du Petit Pont de St-Quentin. — Id. par les sœurs de la Croix à St-Quentin. — Id. par les religieuses de l'Hôtel-Dieu de St-Quentin. — Id. par les religieuses de l'Hôtel-Dieu de St-Riquier. — Id. par les religieuses de l'Hôtel-Dieu de St-Valery, — etc.

C. 1579. (Liasse.) — 17 pièces papier (1 imprimée).

1727-1785. — Culte catholique. — Mémoire sur plusieurs paroisses du diocèse de Noyon. Scandale dans la paroisse de Jeancourt, à propos du clerc lai. Id. dans celle de Pontruet. « Le nommé Jean-Baptiste Bouillet, du village de Roisel, s'étant immiscé dans les fonctions de clerc maître d'école de la paroisse de Pontruet, diocèse de Noyon, élection de St-Quentin, sans permission ni approbation, et au mépris des avis et défenses à lui faites par le doyen rural, n'a pas laissé de les continuer pendant quelque temps. M. l'évêque en étant averti, et bien informé que ce jeune homme voulait se maintenir par violence dans cet emploi, que sa conduite pouvait causer la perte de la religion et la corruption des mœurs dans cette paroisse, qui est voisine de plusieurs paroisses presque perverties, qu'il causait un scandale public dans ce canton, par la profanation des dimanches et des fêtes, pendant lesquels il faisait danser publiquement la jeunesse au violon, par les jeux défendus qu'il faisait dans différents villages, par ses courses de nuit, par la fréquentation des cabarets, par ses emportements, ses jurements et

blasphèmes, par les violents soupçons de vol, par les menaces qu'il a faites tant au sieur curé de Pontruet qu'à différentes personnes, pour empêcher qu'aucun clerc et maître d'école n'allât dans cette paroisse, pour aider à faire l'office divin et enseigner la jeunesse, a rendu un mandement le 3 novembre 1726... et l'a interdit de toutes les fonctions de clerc dans tout son diocèse, avec injonction aux curé, marguillier et paroissiens, de lui présenter un homme capable et exemplaire, pour être approuvé et institué clerc de cette paroisse... et depuis ce temps, il n'a pas été possible d'avoir un clerc, parce que tout ceux qui se sont présentés se sont retirés aussitôt, par la crainte des effets des menaces que ce libertin fait directement ou indirectement, en sorte que le sieur curé a été réduit à se servir d'un garçon pour servir la messe et répondre dans l'administration des sacrements, et que, depuis ce temps, cette paroisse est privée de l'office public. Le petit garçon a été même maltraité depuis quelques jours, et le sieur curé insulté dans sa maison, dont l'on a cassé les vitres, à quoi on ne pourra remédier sans une punition exemplaire, et sans obliger ensuite ce malheureux à s'éloigner de la paroisse avec la femme qu'il y a prise. » 13 octobre 1727. — Lettre de M. de Rochebonne, évêque de Noyon, à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire, et lui parlant des maîtresses d'écoles qu'il essaye, non sans peine, d'établir. Noyon, 20 octobre 1727. — Lettre de M. Turgot à l'Intendant, relativement à la perception des dixmes. Paris, 30 décembre 1774. — « Jubilé universel de l'année sainte » (impr. 16 p. in-4° Amiens 1776). — Lettre de M. Barentin à l'Intendant, appuyant une délibération des habitants de sa terre d'Hardivilliers, qui demandent l'extinction de la chapelle de Provinlieu, et la réunion du montant du bénéfice à leur fabrique. Paris, 14 juin 1782. — Réponse de l'Intendant à M. de Barentin, l'informant qu'il a autorisé ladite délibération. Amiens, 18 juin 1782. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui ordonne que les registres aux sépultures des paroisses devront être communiqués aux préposés de l'administration des domaines, à leur première réquisition. Paris, 17 mai 1785, — etc.

C. 1580. (Liasse.) — 6 pièces papier.

1731-1780. — Culte catholique. — Mémoire relatif à la succession de feu Charles-Auguste de l'Étoile de Ponssemotte de Montbriseuil, titulaire de l'abbaye de

St-Acheul. Amiens, 5 juillet 1731. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur des lettres patentes que le sieur Le Comte, greffier en l'élection d'Amiens a obtenues en 1769, qui confirment le bail à rente foncière passé en 1766 à cet officier par l'abbé de St-Jean d'Amiens, de terres incultes que ledit Le Comte avait le projet de défricher. Versailles, 4 août 1780. — Mémoire de M. Le Senne à l'Intendant sur ladite affaire. Doullens, 31 août 1780. — Fragment d'une liste des abbés de St-Josse et des comtes de Ponthieu. XVIII^e s., — etc.

C. 1581. (Liasse.) — 21 pièces papier (3 plans).

1759-1774. — Culte catholique. — Requête des filles de la communauté de Ste-Geneviève d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'être autorisées à reconstruire une partie de leurs bâtiments. 7 novembre 1759. — Mémoire du directeur des domaines, sur ladite demande. Amiens, 10 novembre 1759. — Procès-verbal de visite desdits bâtiments, par M. Ducastel, subdélégué. 29 novembre 1759. — Plan de la maison de la Providence. 29 novembre 1759. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 1^{er} décembre 1759. — Mémoire de l'Intendant à M. de Courteille, sur le même objet. Amiens, 4 décembre 1759. — « Observations sur la requête présentée à M. l'Intendant par les filles de la communauté de Ste-Geneviève de la ville d'Amiens. » — Arrêt du Conseil qui autorise lesdits travaux, sans payer de nouveaux droits d'amortissements. Versailles, 28 décembre 1759. (Copie). — Procès-verbal de visite des bâtiments de la Providence, par Noël Isnard, entrepreneur. 24 novembre 1773. — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des religieuses de Ste-Geneviève d'Amiens, à l'effet d'être autorisées à reconstruire une partie de leurs bâtiments. Paris, 25 février 1774. — Ordonnance d'attache pour l'arrêt du Conseil du 14 mars 1774, qui autorise lesdits travaux, 11 mai 1774, — etc.

C. 1582. (Liasse.) — 82 pièces papier.

1760-1789. — Culte catholique. — Lettre de M. Kolly de Montgazon à l'Intendant, lui envoyant un devis de réparations à faire à l'église St-Fursy de Péronne. « La couverture et la charpente des bas-côtés, ainsi que la plomberie en général, sont dans le plus mauvais état : il convient de les rétablir et de les réparer au plus tôt, afin de prévenir de plus grandes dépenses... Le beffroi du grand clocher, vu le défectueux des principales pièces de bois qui en composent la charpente, aurait bien mérité qu'il en

eut été fait mention, mais ayant examiné que, pour remettre en place les bois qui sont pourris ou cassés, il fallait démonter toute la charpente de ce beffroi, et qu'en outre il peut subsister quelques années dans l'état où il est, je me suis contenté d'indiquer, en son article, que tôt ou tard il était à réparer... Le mauvais état où se trouve être le pavé du chœur, la nécessité de refaire à neuf les stalles, ont engagé le chapitre à passer le 30 janvier 1759 une adjudication avec le sieur Leloup, moyennant 26.000 l., par laquelle cet entrepreneur est tenu de reconstruire à neuf le pavé du chœur, les stalles, le maître autel, ainsi que trois grilles en fer. » Amiens, 23 février 1760. — Lettre de l'Intendant à l'évêque d'Orléans, relativement audit devis. Amiens, 23 février 1760. — Lettre de l'évêque d'Orléans à l'Intendant, l'informant que le Roi a accordé au chapitre de St-Fursy la suspension de la nomination à un canonicat vacant pendant 25 ans, et pendant le même laps de temps, le revenu du premier canonicat qui viendra à vaquer, pour faciliter au chapitre de ladite église les moyens de faire un emprunt de 20 ou 30.000 l., pour les réparations de son église. Versailles, 3 mars 1760. — « Copie collationnée du brevet qui suspend pendant 25 années la nomination du Roi à deux canonicats de Péronne, pour les revenus être employés aux réparations de l'église. » 3 mars 1760. — Lettre de l'Intendant à l'évêque d'Orléans, lui rendant compte d'une visite qu'il a faite des travaux autorisés aux églises de Péronne et de St-Quentin. « Le chapitre de Péronne n'a pas perdu un moment à en profiter : j'ai vu par moi-même une partie des ouvrages qu'il se propose de faire déjà très avancés, et si l'activité avec laquelle on travaille se soutient, comme je n'en doute pas, l'objet que vous vous êtes proposé en venant au secours de ce chapitre pour l'aider à rétablir son église et à la mettre dans un état convenable, sera très bien rempli. Je ne peux pas vous rendre le même témoignage à l'égard du chapitre de St-Quentin : il n'a encore rien fait, ni pris aucunes mesures apparentes pour rien faire à son église. J'en ai été d'autant plus surpris, qu'entre autres ouvrages qu'il vous a exposé nécessaires, il y en a un qui est effectivement de la plus urgente nécessité, et qui consiste dans un enchaînement à faire des piliers du chœur et de ceux des deux croisées, qui sont hors de leur aplomb, assez considérablement, pour faire craindre la chute entière de l'église. » Amiens, 11 novembre 1760. — Lettre de l'évêque d'Orléans à l'Intendant, sur une contestation élevée entre le nouveau doyen de St-Fursy

de Péronne et le chapitre relativement auxdits travaux. Versailles, 5 juin 1761. — Lettre de l'Intendant à M. de Montgazon, le priant de se transporter à Péronne, afin de vérifier si les travaux exécutés à St-Fursy ne sont que de simple embellissement. Paris, 7 juin 1761. — « Mémoire pour connaître la situation des ouvrages en réparation faits et à faire à l'église collégiale de St-Fursy de la ville de Péronne », par M. Kolly de Montgazon, sous-ingénieur des ponts et chaussées à Péronne. 1^{er} juillet 1761 (copie). — Lettre de M. Kolly de Montgazon à l'Intendant, lui envoyant ledit mémoire. « Il n'est pas douteux que cette compagnie a excédé d'environ 10.000 l. les dépenses qui avaient été prévues nécessaires pour la réparation du chœur ; cependant les ouvrages qui occasionnent cet excédent, tel que le revêtement en marbre des quatre piliers autour du maître autel, et tels que les porches pour les deux portails qui répondent à cette partie de l'église, ces ouvrages, puis-je vous assurer, Monsieur, me paraissent nécessaires, quoiqu'à leur occasion, on en ait suspendu d'autres plus instans et plus essentiels, comme sont ceux de la charpente, de la couverture et autres. J'aurai l'honneur de vous observer qu'attendu les changements faits au chœur, et dont l'objet en même temps tendait à son embellissement, il eût été de la dernière difformité, si les piliers n'eussent été revêtus pour faire symétrie avec la menuiserie des stalles. A l'égard des porches, il faut se rappeler qu'anciennement le chœur était fermé au pourtour par un mur, et qu'à présent il n'y a qu'une simple grille dans la partie qui répond à l'autel et aux deux portails, et que c'est pour se garantir des vents, que le chapitre a pu se résoudre à faire faire les deux porchès, qui, en même temps, serviront à la décoration, dans le cas qu'ils soient traités et exécutés convenablement. » St-Quentin, 1^{er} juillet 1761. — Lettre de l'Intendant à l'évêque d'Orléans. Il résulte des éclaircissements qu'il a pris, « que le trésorier, qui est, je crois, celui qui conduit les ouvrages, n'a pas commencé par ceux qui peuvent paraître les plus pressés, mais je ne doute pas qu'il ne se propose d'y pourvoir incessamment, et d'ailleurs c'est un homme qui, lorsque j'ai été à Péronne, m'a paru très entendu et très en état de faire les marchés avantageusement pour le chapitre, et de les faire bien exécuter. » Paris, 12 juillet 1761. — Lettre du chapitre de St-Fursy à l'Intendant, le remerciant de l'approbation qu'il a donnée aux nouveaux ouvrages faits sous la direction du chanoine Osmont, et lui demandant de faire un nouvel emprunt de 6.000 l., pour des travaux supplémentaires qui n'étaient pas compris

dans le devis. Paris, 20 août 1763. — « Extrait de l'affaire des réparations de l'église de Péronne, sur les pièces qui sont au bureau. » 5 octobre 1763. — Mémoire sur les réparations de l'église de Péronne. 15 septembre 1764. — Lettre de MM. Aubrelisque, Serpette, Levasseur et Latour, chanoines de St-Fursy, à l'Intendant, exposant qu'« il y a environ 15 ans que le chapitre fit venir un facteur d'Amiens nommé Dallery, pour remédier aux désordres de notre orgue. Ce facteur ayant déclaré qu'il nous fallait un orgue neuf, nous obligea, pour éviter, s'il était possible, cette dépense, d'avoir recours à M. Colart, célèbre facteur de Paris, qui nous envoya son premier apprenti nommé Deschamps, lequel, après avoir examiné notre orgue, s'engagea avec nous de le remettre en bon état, moyennant la somme de 200 l. et garantit la durée et la bonté de notre orgue pendant toute sa vie, en se soumettant à le venir visiter et entretenir une fois tous les deux ans, pour la somme de 30 l. par chaque année. » Un dissentiment s'étant élevé entre ledit Deschamps et l'organiste, le sieur Deschamps fut renvoyé et le sieur Dallery fut chargé d'entretenir l'orgue à sa place. Ils protestent contre cette décision. XVIII^e s. — « Compte que rendent à M. l'Intendant de Picardie, commissaire en cette partie, les doyen, chanoines et chapitre de l'église royale et collégiale St-Fursy de Péronne, de l'emploi du revenu de deux prébendes à eux accordé par Sa Majesté, le 3 mars 1760, et des sommes qu'il leur a été permis d'emprunter, pour les réparations de ladite église. » Christophe, architecte ; Leloup, entrepreneur ; Quentin Gladien, serrurier ; Thomas, marbrier. 1760-1761. — Id. 1763-1764. — Id. 1766-1769. — Id. 1769-1772. — Id. 1772-1775. — Id. 1775-1778. — Id. 1778-1781. — Id. 1781-1783. — Lettre de M. Choderlos, chanoine théologal de St-Fursy de Péronne, à l'Intendant, sur l'opposition faite par le chanoine Dequant à une décision capitulaire relative à la construction d'une nouvelle sacristie. Péronne, 3 novembre 1767. — Lettre de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, lui faisant part de l'insuccès de ses démarches auprès du chanoine Dequant. « J'aurais désiré parvenir à arranger cette affaire, pour éviter au chapitre un procès désagréable, par les reproches injurieux que l'on ne manquera pas de faire usage de part et d'autre. » Péronne, 4 novembre 1767. — Lettre de l'Intendant à l'évêque d'Orléans, sur ladite affaire. Le chanoine Dequant n'a aucune qualité pour s'opposer à une décision prise régulièrement par le chapitre. Quant aux malversations dont il accuse ses confrères dans l'administration des deux prébendes affectées aux réparations de

l'église, c'est en examinant les comptes qu'on peut voir ce que cette accusation peut avoir de fondé. « En attendant, tout me porte à penser, Monseigneur, qu'il y a dans la conduite du sieur Dequant beaucoup plus d'humeur que de véritable amour du bien : il n'en faut d'autres preuves que les différentes tracasseries qu'il a déjà suscitées au chapitre sur d'autres objets, et la chaleur qu'il met dans cette affaire, qu'il a d'abord commencé par porter en justice ordinaire, avant de vous la dénoncer. » Amiens, 9 novembre 1767. — Requête du chanoine Dequant à l'Intendant, exposant que la fabrique de St-Fursy « est en dette de plus de 40.000 l., qui ont été, par une permission de la cour, pour faire les réparations nécessaires à ladite église, dont on n'a encore fait que des embellissements au dedans, et rien au dehors ; que, pour faciliter ces réparations, la cour a gratifié la fabrique de deux prébendes pendant 25 ans. Depuis cinq ans, on a dû jouir de ces revenus, et on n'a pas encore acquitté un sol des capitaux de l'argent emprunté. Outre cela, ladite fabrique doit encore des rentes anciennes. On a vendu un bel ornement blanc ancien, qui servait aux fêtes de première classe, pour la somme de 1.500 l., dans l'intention d'en avoir un de même couleur à la moderne. L'argent a été employé en d'autres dépenses, et l'église n'a point d'ornement », etc. Novembre 1767. — Lettre de l'abbé de Salve, doyen du chapitre de St-Fursy à l'Intendant, réclamant contre ledit projet de sacristie. Péronne, 29 novembre 1767. — Requête de l'abbé de la Courrette, chancelier de l'église de Péronne, à l'Intendant, sur un projet de décoration des chapelles de la collégiale de St-Fursy. Péronne, 26 avril 1778. — « Extrait de l'arrêt du Parlement de Paris, donné en forme de règlement, pour le chapitre royal de St-Fursy de Péronne, au sujet des maisons canoniales, le 13 août 1650 » (copie du XVIII^e s.). — « Extrait des registres du conseil d'État » Arrêts rendus relativement au chapitre de St-Fursy de Péronne. (copie XVIII^e s.). — « Arrêt du Parlement, qui permet aux sieurs Daraynes de Vaudricourt, chanoine chantre de l'église royale et collégiale de St-Fursy de Péronne, Bosquillon, de Frescheville et de Pluviers, aussi chanoines de ladite église, de faire assigner le doyen et chapitre de Péronne à la cour du Parlement, donné le 3 décembre 1788. » — Mémoire de l'abbé de Pluviers à l'Intendant, sur ladite contestation, relative à l'aliénation des maisons canoniales. Péronne, 13 décembre 1788. — Mémoire de l'abbé de Saloc, doyen de St-Fursy, à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 22 décembre 1788. — Requête de MM. Daraynes de Vaudricourt, Bosquillon, de

Frescheville et de Pluviers à l'Intendant, sur le même objet. XVIII^e s., — etc.

C. 1583. (Liasse.) — 9 pièces papier.

1763-1790. — Culte catholique. — Lettre de M. de Beaumont à l'Intendant, lui demandant ses observations sur une requête présentée au Conseil par le sieur Baillet, lieutenant de la maîtrise particulière des eaux et forêts d'Amiens, à l'effet d'annuler la nomination faite de sa personne, pour faire les fonctions de marguillier de la paroisse St-Leu de la ville d'Amiens. Paris, 26 avril 1763. — « L'adjudication des prés de l'église d'Hargicourt... pour la présente année 1790. » — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, lui demandant ses observations sur une requête des habitants de Moislains qui demandent la transposition du quart en réserve de leurs biens, et la permission de disposer de la partie formant la réserve actuelle. Paris, 29 mai 1783. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 15 juillet 1783, — etc.

C. 1584. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1780. — Culte catholique. — Mémoire des officiers municipaux d'Abbeville, réclamant pour leur ville les biens situés dans le comté de Ponthieu, provenant des Célestins d'Amiens supprimés. — Lettre des officiers municipaux d'Abbeville à M. Necker, lui envoyant ledit mémoire. 21 juillet. — Requête des administrateurs du collège d'Abbeville au comte d'Artois, réclamant sa protection, à l'effet d'obtenir une part dans les biens des Célestins supprimés d'Amiens. « La ville d'Abbeville n'a en général que des établissements commencés : son collège est de ce nombre. Il y manque deux chaires de philosophie. Feu M. de la Motte d'Orléans en avait établi qui ont subsisté pendant quinze ans de ses bienfaits ; mais aujourd'hui le collège n'a plus que cinq chaires d'humanités, qui encore ne sont pas suffisamment dotées, eu égard à celles des collèges voisins d'Amiens, d'Arras, d'Eu, etc. Abbeville souffre surtout de la privation d'un collège de plein exercice : les petites villes qui l'environnent, telles que Montreuil, Rue, Crécy, St-Riquier, Airaine, Oisemont, St-Vallery, etc. en souffrent également. Il n'y a que les personnes riches qui puissent envoyer leurs enfants à grands frais continuer leurs études au loin, et en général ce n'est pas cette classe de citoyens qui fournit le plus d'étudiants : le plus grand nombre est fourni par la classe mitoyenne... et l'on peut juger combien elle est considérable, en observant que la population

d'Abbeville seule est de vingt mille âmes..... Nous vous supplions de considérer qu'outre la nécessité d'une augmentation dans les appointements des chaires d'humanités, outre la nécessité de la dotation de deux chaires de philosophie, nous nous trouvons dénués de fonds pour reconstruire la chapelle du collège, qui commence à menacer ruine. » — Lettre des administrateurs du collège d'Abbeville au directeur général des finances, lui envoyant copie de ladite requête, et le priant de s'y intéresser. 30 juillet. — Lettre de M. Necker à M. d'Agay, intendant, lui renvoyant les deux précédents mémoires, la distribution des biens des Célestins ne le regardant pas. Avec ces mots de la main du ministre : « Si vous pouvez engager M. l'évêque d'Amiens à destiner une partie de ces revenus au soulagement des hôpitaux, ce serait sûrement une très bonne œuvre. » Paris, 5 août. — Lettre de l'Intendant à M. Necker l'informant qu'il a eu une conférence avec l'évêque d'Amiens. « Il m'a dit que, dans ses arrangements de distribution de ces revenus, il avait compris l'hôpital d'Abbeville pour environ 1.500 l., celui d'Amiens pour 6.000 l. et celui de Montdidier pour 1.800 l. Vous voyez par là qu'il n'a point oublié les hôpitaux. » Amiens, 9 août, — etc.

C. 1585. (Liasse.) — 6 pièces papier (2 plans).

1785. — Culte catholique. — Plans de deux maisons rue du Metz-l'Évêque et cul-de-sac de la Crosse à Amiens. — « Devis des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture, plafonnage, serrurerie, menuiserie, vitrerie et peinture qu'il convient faire pour la construction d'une maison n° 5191 sise à Amiens rue Metz-l'Évêque, appartenant à l'université de MM. les chapelains de l'église cathédrale d'Amiens », etc., par Bourgeois fils. Amiens, 11 avril. — Requête des chapelains de la cathédrale d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'être autorisés à reconstruire ladite maison. 15 juillet. — Mémoire du directeur des domaines sur ladite requête. 27 juillet. — Lettre de M. de la Boullaye à l'Intendant, l'informant qu'il a été rendu un arrêt qui autorise ladite reconstruction. Paris, 18 août.

C. 1586. (Liasse.) — 7 pièces papier (2 plans).

1789. — Culte catholique. — Lettre de l'Intendant à M. Derveloy, lui demandant des éclaircissements et son avis, sur une requête par laquelle les religieux de Corbie demandent au Conseil la confirmation de différents emprunts qu'ils ont faits, et qu'il soit fait défenses aux créanciers des rentes constituées dont ils sont débiteurs, d'en exiger le remboursement. 12 décembre. — Lettre de dom Delespine, cellier de l'abbaye de Corbie, sur ladite

affaire. Corbie, 18 décembre. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ladite requête. Amiens, 22 décembre. — Plans de terrains appartenant au prieuré de Remiencourt, — etc.

C. 1587. (Liasse.) — 22 pièces papier (7 imprimées).

1664-1724. — Culte protestant. — « Arrêt du conseil d'Estat portant règlement sur plusieurs entreprises de ceux de la religion prétendue réformée, dans la généralité de Soissons et diocèse de Laon. » Vincennes, 22 septembre 1664 (impr. 14 p. in-12. Laon). — « Arrêt du conseil d'Estat du Roy, pour l'exécution des partages de MM. les commissaires exécuteurs de l'édit de Nantes, dans la généralité et diocèse d'Amiens. » Paris, 27 janvier 1665 (impr. 14 p. in-12. Paris, 1665). — Ordonnance royale qui défend aux religionnaires d'avoir des armes chez eux, pendant l'espace de deux ans, sous peine des galères. Versailles, 17 septembre 1710. — Ordonnance royale « portant défenses à ses sujets nouveaux convertis de passer dans les pays étrangers, et aux réfugiés de venir en France, sans sa permission. » Fontainebleau, 18 septembre 1713 (impr. affiche). — Ordonnance royale contre les émigrations de protestants. Marly, 8 novembre 1713 (impr. affiche). — Ordonnance de M. de Bernage, intendant de Languedoc, qui condamne Jean Vesson, Jacob-Jean Bonissel-Galentiny et Antoine Comte, prédicants protestants, et Marie Clayne, « à faire amende honorable, nus, en chemises, la corde au cou, tendant chacun une torche de cire ardente du poids de deux livres, devant la porte de la chapelle de cette citadelle, où ils seront conduits par l'exécuteur de la haute justice : et là, étant à genoux, déclareront que, méchamment ils ont contrevenu aux ordres de Sa Majesté sur la religion, par les fonctions qu'ils ont faites, en demanderont pardon à Dieu, au Roi et à la justice, et seront ensuite conduits pour faire pareille déclaration et amende honorable, devant la croix de la place de l'Esplanade ; après quoi ils seront pendus et étranglés, jusqu'à ce que mort s'ensuive, à des potences qui seront, pour cet effet, dressées sur ladite place », d'autres religionnaires aux galères et à la prison, et ordonnant « que la maison de ladite veuve Verchand, où se sont faites lesdites assemblées, sera rasée jusqu'aux fondements, sans pouvoir être réédifiée, et qu'il sera posé une croix au milieu du sol, au piedestal de laquelle il sera fait mention, par une inscription, du présent jugement », etc. Montpellier, 22 avril 1723 (impr. affiche).

— « Déclaration du Roi concernant la religion. » Versailles, 14 mai 1724 (impr. 8 p. in-4° Paris, 1724). — Lettre de M. Dodun à l'Intendant, lui marquant que « plusieurs de MM. les évêques se plaignent de ce que la dernière déclaration rendue contre les religionnaires n'est pas exécutée de la part des juges ordinaires, dans la plupart des provinces du royaume, avec toute l'exactitude et le zèle qu'ils ont pour la vraie religion leur ferait désirer ; et il me revient d'autre part d'une infinité d'endroits que les dispositions de cette déclaration, et la manière rigoureuse dont elle est exécutée par la plupart des tribunaux, ont jeté l'alarme dans l'esprit d'une infinité de personnes, qu'il y en a même grand nombre qui ont passé dans le pays étranger, et que plusieurs se disposent à y passer journellement. » Il lui demande ce qu'il en est exactement dans sa généralité. Fontainebleau, 22 octobre 1724. — Réponse de l'Intendant à M. Dodun. « Nous n'avons guère dans ce département, que le canton de St-Quentin et de Péronne, où il y a encore un assez grand nombre de gens de la religion prétendue réformée, et où M. l'évêque de Noyon, avec qui je me suis pour cela abouché à Péronne, prétend que la perversion fait journellement des progrès. Cela m'a engagé à prendre, de concert avec M. l'évêque de Noyon, quelques mesures, pour procurer aux enfants des lieux où ce mal gagne, les instructions qui leur sont nécessaires, mais il ne m'est point revenu que, depuis dernière déclaration, aucun de ceux qui sont regardés comme religionnaires ait songé à quitter et à passer dans les pays étrangers... Je n'ai point su non plus que, jusqu'à présent, les juges aient eu occasion de mettre à exécution les dispositions de cette déclaration. » Amiens, 26 octobre 1724, — etc.

C. 1588. (Liasse.) — 37 pièces papier.

1687-1743. — Culte protestant. — « Copie d'une lettre de Mgr. de Louvoy à M. le comte de Montbron » sur les difficultés « que les protestants et les luthériens, qui servent dans les troupes suisses ou étrangères pourront faire de se mettre à genoux, lorsque le St-Sacrement passe, Sa Majesté m'a commandé de vous faire savoir qu'elle aura bien pour agréable, que vous donniez les ordres nécessaires dans les places de l'étendue de votre gouvernement, pour empêcher que l'on mette lesdites troupes suisses ou étrangères, dans lesquelles il y aura des protestants et luthériens, sur le chemin par où la procession du St-Sacrement passe... A l'égard des postes devant lesquels le St-Sacrement passera, lorsqu'on le portera aux malades, Sa Majesté trouvera bon qu'en ce cas, il

n'y ait que les catholiques qui sortent pour prendre les armes et se mettre à genoux ; que si tout ce qui se trouvera dans un corps de garde, se trouverait protestants et luthériens, l'intention de Sa Majesté est que ledit corps de garde ne prenne point les armes ; et ce qu'il y aura d'officiers et de soldats protestants et luthériens sur le chemin du St-Sacrement, qui ne pourront pas l'éviter sans scandale, s'arrêtent lorsqu'il passera, et demeurent en posture de respect, c'est-à-dire debout et chapeau bas. Au surplus, vous devés donner ordre aux gouverneurs de tenir la main à ce que les régimens étrangers auxquels le Roy accorde l'exercice de leur religion, ne se fassent point ailleurs que dans quelque grange ou près du rempart, qu'ils leur assigneront pour cet effet, et ne souffrir qu'il assiste aux exercices d'autres personnes que de leur corps et de leur nation. » Versailles, 12 février 1687. —

Lettre de M. Leblanc à l'Intendant, sur ce que « un ministre du régiment suisse de Buisson fait publiquement à St-Quentin des prêches, où assistent la plupart des habitants. » Il le prie de tenir la main à ce que les officiers et soldats dudit régiment assistent seuls aux prêches qui leur sont autorisés. Paris, 17 novembre 1719. — Réponse de l'Intendant à M. Leblanc. Il résulte des informations qu'il a prises, qu'il n'y a à St-Quentin qu'un seul jeune homme, suisse de nation, commis chez un marchand de la ville, qui suive les prêches du régiment de Buisson. Il lui a fait dire de s'en abstenir, bien que le commandant de la compagnie prétende que la lettre de Louvois lui en donne le droit. « Je ne dois pas oublier de vous observer qu'il y a tout à craindre des visites fréquentes que le ministre rend aux nouveaux convertis, qui sont en grand nombre à St-Quentin. J'ai fait avertir les curés de le faire veiller très exactement, et de me faire part de ce qu'ils pourront découvrir. » Amiens, 26 décembre 1719. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, relativement à des religionnaires fugitifs qui seraient rentrés dans le royaume. Versailles, 30 mai 1712. — Copie d'un procès-verbal de violences et de pillages commis à Templeux-le-Guérard et à Ronsoy par un prévôt et des cavaliers de la maréchaussée. 17 août 1717 ; et copie d'une lettre de M. de Bernage au subdélégué, sur ladite affaire. « Comme la mauvaise conduite des habitants de Templeux-le-Guérard n'autorise pas le désordre commis par la troupe que le prévôt a amenée dans ce village d'une manière si peu régulière... il convient que vous vous y transportiez, afin de reconnaître la vérité de ce qui s'y est passé, et que vous y informiez sur ce qui peut y avoir été pris et volé par

ces cavaliers et gens de la suite de ce prévôt, dont il est inutile de le rendre responsable. Cependant, comme ces habitants m'ont fait présenter un placet sous le nom de ceux de la religion prétendue réformée des villages de Templeux et Ronsoy, signé de treize d'entre eux, j'ai fait conduire dans les prisons de Péronne les nommés Hubert Flamen et Michel Eusèbe, porteurs d'un acte si contraire aux défenses de professer publiquement cette religion, ayant su d'ailleurs que ces deux particuliers sont gens nés catholiques et pervers, qui mériteraient punition exemplaire par leur conduite. Le curé d'Argicourt m'a donné avis que la nommée Marie Leroy et son fils, nommé Jacob de Viller, qui s'étaient retirés en Angleterre il y a vingt ans ou environ, pour cause de religion, sont revenus, il y a un mois, dans sa paroisse, sans permission, et à dessein d'y vendre leurs biens. Le curé de Templeux-le-Guéard m'a aussi donné avis que la nommée Madeleine Carlier, sortie pour même cause, il y a deux ans, était revenue il y a trois semaines, pour même dessein. Il est à propos que vous informiez contre ces contrevenants.» Havrincourt, 24 août 1717. — « Extrait de l'information faite à la requête du procureur du Roi du bailliage de Péronne, contre le sieur Cuvilier, prévôt de la maréchaussée, et complices, tant sur l'homicide par lui commis en la personne de Catherine Leloir, femme de Nicolas d'Allonville, de Templeux-le-Guéard, le 21 octobre 1717, que sur plusieurs exactions et pillages faits aux villages dudit Templeux-le-Guéard et Ronsoy, en différents voyages. » 20 novembre 1717. — Mémoire exposant que « divers particuliers habitants des villages de Templeux-le-Guéard, Ronsoy et Argicourt, ont été accusés de s'être assemblés dans l'hiver 1714, pour prier Dieu. Il est vrai que, pendant la guerre et le grand froid des hivers précédents, ces habitants se sont retirés dans une carrière, pour y être dans la guerre à l'abri des courses, et dans les hivers à l'abri du froid. Depuis environ trois années, ils ont été au nombre de 100 à 150 personnes, tant nouveaux réunis qu'anciens catholiques, pendant les nuits les plus froides des rigoureux hivers derniers dans ce souterrain. Chacun y portait sa lumière : les uns travaillaient, les autres chantaient et causaient. Cela fut rapporté aux curés des paroisses, par les anciens catholiques : lesquels dits curés en avertirent les justiciers des villages ci-dessus, qui firent des défenses d'y retourner, et firent murer la porte de cette carrière au mois d'avril 1716. Cependant les curés des deux ou trois paroisses voisines sollicitèrent les juges royaux de Péronne, de

décréter contre ces nouveaux réunis ; cependant les juges n'en firent rien, ne connaissant pas de crime dans le fait de ces pauvres gens. Mais l'animosité de quelques mal intentionnés et perturbateurs du repos public incita le prévôt des maréchaussées et archers de Roye et Péronne, de venir enlever de ces gens-là, ce qu'ils firent avec un détachement de cavaliers, et prirent 4 personnes le 10 mai 1716, et les mirent dans les prisons de Péronne, où ils furent cinq mois et demi, jusqu'à ce que la cour, par grâce, les a élargis. Ils sont sortis le 25 octobre même année 1716, et depuis, ils se sont tous comportés sans reproche, et sans qu'on les puisse accuser d'aucune assemblée ni attroupement. Cependant, à leur grand étonnement, le 16 août dernier 1717, ils virent venir dans leur village les prévôts et archers des mêmes maréchaussées, avec un détachement de douze cavaliers, qui les surprirent à 3 heures du matin dans leur lit, les pillèrent, maltraitèrent inhumainement ; quelques-uns des paysans se rachetèrent du pillage par 5 l. chaque personne. Ces pauvres habitants firent porter leurs plaintes à M. de Bernage, intendant de Picardie, qui fit arrêter les deux personnes porteurs d'une requête, avec un procès-verbal du désordre, vol et pillage fait sur eux. Il les fit mettre dans les prisons de Péronne, où ils sont misérablement et cruellement traités. Ils ont réitéré leurs plaintes à mon dit seigneur Intendant, mais ils n'ont encore pu obtenir la justice qu'ils attendent ; on les a décrétés comme des malheureux, sans qu'ils soit probable qu'ils aient fait aucune assemblée ni désobéissance aux ordres du Roi. Cependant, le 21 octobre dernier, il vint un prévôt avec des archers, pour emprisonner encore de ces pauvres gens : plusieurs s'enfuirent : le prévôt fit feu sur eux, il en manqua un, et tira une pauvre femme, qui est la femme de Nicolas Dassauvillé, suppliant, dénommé au présent placet, qu'il tua d'un coup de pistolet et mit en fuite la plupart des habitants. La justice royale de Péronne a pris connaissance de ce cruel assassinat, soit pour punir l'assassin et rendre justice à la famille désolée par la mort cruelle de cette pauvre femme qui a laissé sept enfants, ou pour en rendre compte à la cour, par l'autorité de laquelle ces malheureux assassins disent avoir fait cela, et qu'ils ont eu ordre de tuer et d'emprisonner tous les paysans des villages ci-dessus. » — Mémoire pour réclamer la mise en liberté d'Hubert Flamin et Michel Eusèbe, et de Nicolas Dassovillé, père et fils, où l'on voit, entre autres choses, que le procureur du Roi de Péronne a informé contre le prévôt qui a tué la femme Dassovillé « et qui, ayant obtenu des lettres de grâce adressées à la connétable de Paris,

n'a pu encore en obtenir l'entérinement, parce que Dassoillé fils y a formé son opposition. On ne peut pas dire que ces malheureux aient donné lieu à ces persécutions ; on peut s'informer de la vérité : ce sont de pauvres gens, charrons et tisserands de leurs métiers, qui travaillaient en repos chez eux, et qu'on a réduits à la mendicité, en leur ôtant la liberté, le peu d'effets qu'ils avaient et le moyen de subsister. » — Mémoire de l'Intendant à M. de la Vrillière, sur ladite affaire. Amiens, 9 juin 1718. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, l'informant que le duc d'Orléans a trouvé bon qu'il fasse mettre Flament, Eusèbe et Dassoillé en liberté. Paris, 20 juin 1718. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, relativement à l'instruction des enfants des nouveaux convertis. Paris, 5 février 1720. — Lettre de M. de la Vrillière à l'Intendant, lui marquant que « les nouveaux et mal convertis sont en très grand nombre dans la ville de St-Quentin, qu'ils font passer leurs enfants en Hollande, pour les élever dans la religion protestante et qu'ils n'envoient point à la messe ceux qu'ils gardent chez eux, qu'ils gagnent les maîtres et maîtresses d'écoles, pour qu'ils ne leur parlent point de religion, qu'ils se marient sans observer les règles prescrites par l'Église, et qu'enfin ils répandent cette espèce de contagion dans les villages voisins où ils donnent à travailler. Comme une pareille conduite est contraire aux intentions du Roi, Son Altesse Sérénissime désire que vous fassiez entendre à ces sortes de gens que, s'ils n'en changent, ils pourront s'attirer des ordres fâcheux. » Versailles, 5 janvier 1725. — Lettre de M. de St-Florentin à l'Intendant, « au sujet des habitants de St-Quentin et de Guise... que l'on soupçonne d'aller à Tournay, pour y recevoir de l'argent et des livres que les Hollandais leur font donner, Sa Majesté m'a chargé d'écrire au commandant de St-Quentin de faire savoir à ces sortes de gens, que son intention est qu'ils ne s'absentent pas, sans lui avoir dit où ils vont, comme vous l'avez proposé, et d'écrire à MM. les intendants de Lille et de Valenciennes, de les faire arrêter lors de leurs passages. » Versailles, 8 juillet 1727. — « Extrait des lettres patentes obtenues par le sieur Josse Van Robais, marchand hollandais, au mois d'octobre 1665, registrées où besoin a été, pour l'établissement à Abbeville d'une manufacture de draps fins façon d'Espagne et de Hollande », relativement à l'exercice de la religion protestante. (Copie du XVIII^e s.). — Lettre de M. de St-Florentin à l'Intendant, lui demandant son avis « sur ce que le sieur Scalogne, hollandais, qui tient une manufacture de droguets à Abbeville, prétend

exercer librement sa religion dans sa maison, sans que le curé puisse y venir administrer les sacrements, et avoir la même liberté que celle qui a été accordée au sieur Van Robais. » Versailles, 9 avril 1731. — Mémoire de M. de Ray sur ladite affaire. Scalogne est hollandais et a travaillé longtemps dans la manufacture Van Robais ; « mais, comme depuis plusieurs années, il n'y a plus aucun emploi, et qu'il est aujourd'hui associé, ou ses enfants, avec les sieurs Aliamet, pour la fabrique des droguets façon d'Angleterre, il semble qu'il doit être considéré comme un étranger habitué en France, sans aucun privilège particulier. » Abbeville, 17 avril 1731. — Lettre de M. de St-Florentin à l'Intendant, lui marquant que le sieur Scalogne ayant abandonné la manufacture des sieurs Van Robais, ne doit plus jouir des privilèges accordés à ladite manufacture. « Sa femme et ses enfants ont eu très grand tort de refuser à leur curé l'entrée de leur maison pendant sa maladie. C'est ce que vous aurez, s'il vous plaît, agréable de lui faire entendre, et que l'on veut bien lui pardonner pour cette fois, à condition que pareille chose n'arrivera plus, sans quoi Sa Majesté pourrait prendre à son égard et de sa famille un parti qui lui serait désagréable. » Marly, 6 mai 1731. — « Copie de la lettre écrite à M. Chauvelin, par M. Scalogne fils », se réclamant de sa qualité de hollandais et du traité d'Utrecht, pour obtenir la liberté religieuse. — « Mémoire pour servir de réponse à la requête du sieur curé de Beaufort. » Les faits exposés par ledit curé se trouvent « pour ainsi dire tels qu'ils sont rapportés. François Carpentier et sa femme se sont effectivement pervertis : leurs enfants élevés dans leurs maisons suivent les traces de leur père, cela est naturel. C'est un mal ou plutôt une perte qui s'étend et fait des progrès tous les jours, sans pouvoir y apporter aisément le remède. Pierre de Vaux et son fils aîné ont embrassé depuis huit mois le même parti. On pourrait mander à St-Quentin ces deux particuliers, les intimider et leur dire qu'étant nés dans la bonne religion, ils devraient y vivre et mourir, en les menaçant de faire enlever leurs enfants, pour les empêcher de les pervertir. La mère, qui assiste encore à la messe, pourrait peut-être se rendre aisément et faire entendre raison à son mari. Il lui serait du moins facile d'élever son fils comme on voudrait ; mais elle promettra et ne tiendra pas parole. Jean Hangard, à ce qu'on prétend, a part à la perversion des particuliers susdits, qu'il fréquente. On pourrait aussi mander à St-Quentin ledit Hangard, pour lui ordonner de rester chez lui, et lui défendre d'avoir au-

cune relation avec les catholiques, et surtout avec les susdits particuliers ; et supposé qu'il contrevînt à la défense, le faire arrêter sur la dénonciation du curé. Il serait aussi assez à propos de faire enlever aux religionnaires, ainsi qu'aux autres, les catéchismes et livres pernicioeux qu'ils peuvent avoir ; et pour y parvenir, on pourrait prétexter la recherche des armes, qui doit d'ailleurs se faire, suivant les ordres que M. l'Intendant a donnés il y a peu de temps... Le parti que propose M. le curé d'avoir une maîtresse d'école, pourra être suivi par la suite, après que les enfants susdits auront resté quelque temps dans des couvents ou communautés. Ils contribueront pour lors plus volontiers à l'établissement d'une maîtresse d'école, pour ne rester plus longtemps dans lesdites communautés. » — « Mémoire contenant les noms et âges des enfants du sieur Petit, la note des endroits où on pourrait placer lesdits enfants, pour les élever. » — Lettre de M. Gobinet de Villecholle à l'Intendant, lui envoyant ledit état. St-Quentin, 28 novembre 1733. — Lettre de l'Intendant à M. Gobinet de Villecholles, lui envoyant « trois lettres de cachet que vous aurez soin de faire exécuter, en recommandant au sieur Muyant, qui sera de l'expédition, de la conduire avec douceur et secret. Il aura soin, en arrivant dans la paroisse, de s'assurer d'abord du nommé Hangard et des autres ; il s'informerait ensuite du curé en quel lieu sont les livres pernicioeux, qui servent à corrompre ses paroissiens ; il ira y faire une visite exacte et les enlèvera ; après quoi, il conduira lesdits Hangard et Petit à St-Quentin. » Amiens, 5 janvier 1734. — Procès-verbal de perquisition chez plusieurs habitants de Sanlis, où se sont trouvés des livres prohibés. 31 janvier 1743. — Dénonciation par le curé de Sanlis, contre plusieurs protestants dudit lieu. 24 avril 1743. — Information contre lesdits protestants. 12 mai 1743, — etc.

C. 1589. (Liasse.) — 34 pièces papier.

1752-1780. — Hôpitaux. — « Situation de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville, par rapport à la recette et à la dépense faite pendant l'année 1752, à commencer au 1^{er} janvier, jusqu'au dernier décembre de ladite année, à envoyer à M. de Boulogne, conseiller d'État, intendant des finances, chargé de tout ce qui regarde l'administration des hôpitaux. » — Id. Hôpital général d'Abbeville. — Id. Maison des orphelines de l'hôpital St-Joseph d'Abbeville. — Id. Confrérie de la Charité à Abbeville. — Id. Compagnie de la Miséricorde à Abbeville. — Id. Société de N.-D. de la Consolation à Abbeville. — Id. Hôtel-Dieu d'Airaines. — Id. Hôpital d'Albert. — Id. Hôpital général d'Amiens. — Id. Hôpital d'Athies. — Id.

Hôpital de Bray-sur-Somme. — Id. Hôpital de Corbie. — Id. Hôpital de Domart en Ponthieu. — Id. Hôtel-Dieu de Doullens. — Id. Hôpital de Montdidier. — Id. Hôpital des pauvres malades à Montdidier. — Id. Hôtel-Dieu de Moreuil. — Id. Hôtel-Dieu de Péronne. — Id. Hôtel-Dieu de Picquigny. — Id. Hôpital royal St-Jean l'Évangéliste des religieux de la Charité de Roye. — Id. Hôtel-Dieu des femmes de Roye. — Id. Hôpital militaire de Rue. — Id. Hôtel-Dieu de St-Just, de l'ordre de St-François. — Id. Hôtel-Dieu de St-Quentin. — Id. Hôtel-Dieu de St-Riquier. — Mémoire de M. Blondin, sur les hôpitaux de sa subdélégation. Abbeville, 27 septembre 1753. — « État des villes, bourgs et villages de la subdélégation de Péronne, où il y a des hôpitaux et autres maisons de charité, dont les états de recettes et dépenses sont demandés en conformité du modèle joint à la lettre de Mgr. l'Intendant, du 7 août 1753. — « Tableau général de la recette et de la dépense faites sur les revenus de l'Hôtel-Dieu de St-Quentin, depuis le 1^{er} octobre 1760, jusqu'au 1^{er} octobre 1780. » 18 décembre 1780, — etc.

C. 1590. (Liasse.) — 7 pièces papier (1 imprimée).

1777-1789. — Hôpitaux. — Mémoire de M. La Borie à l'Intendant, en réponse à cinq questions concernant les moyens de subvenir à la nourriture et à l'éducation des enfants trouvés. « Il est bien certain que depuis longtemps, on porte fréquemment de cette province et de chaque canton, des enfants à Paris, qui y sont mis à l'hôpital des enfants trouvés. Les voituriers et les gens qui se chargent le plus ordinairement de cette commission, sont les *meneurs* mêmes qui ont commission du bureau, pour aller chercher à Paris des enfants trouvés, qu'ils distribuent ensuite à des nourrices dans la province et dans les campagnes ; et c'est en allant en chercher, qu'ils en apportent, au moyen du prix et de la rétribution dont on convient avec eux... Ces malheureux enfants qu'on transporte à Paris, sont presque tous les fruits du libertinage des personnes non mariées... Assez ordinairement ces filles ne manquent pas de traduire en justice les hommes qu'elles accusent d'être les auteurs de leur grossesse ; il arrive sur ces poursuites de très fréquentes condamnations contre les hommes accusés, tant au paiement des frais de gésine, qu'à celui de la nourriture et éducation de l'enfant. Il n'y a point de tribunal de justice qui ne puisse en fournir des exemples presque journaliers... Les hommes

ou garçons qui ont subi ces condamnations s'emparent de l'enfant, sous prétexte de les exécuter, et ne manquent pas de les faire remettre aux hôpitaux, pour s'en décharger... Tout le monde sait que l'hôpital des enfants trouvés de Paris, pour faire élever la plupart de ces enfants dans les campagnes, donnent aux gens qui s'en veulent charger, avec une petite pacotille de langes, sept livres pour la première année, six pour la seconde, cinq et quatre, pour la troisième et quatrième. Quand ces enfants ont atteint l'âge de 6 à 7 ans, s'il y a quelqu'un qui veuille s'en charger jusqu'à la première communion, qui se fait à l'âge de 12 à 13 ans, l'hôpital donne une somme de 40 l. une fois payée. Il est bien certain qu'en suivant cette méthode de mettre en nourrice et d'élever séparément ces enfants, il n'est pas possible de le faire à meilleur marché. Il n'est pas même concevable, que si les nourrices et les gens qui s'en chargent faisaient tout ce qu'il faut pour ces enfants, ils puissent le faire pour le prix qu'ils reçoivent. Mais aussi, qui sont les gens qui s'en chargent, quels soins en ont-ils et quel est le sort de ces enfants ? On ne les trouve, dans tous les villages, que chez les plus pauvres, les plus misérables, qui n'ont de pain ni pour eux ni pour leurs propres enfants. Pour avoir plus de ressource dans la rétribution qu'ils tirent de l'hôpital, il y en a qui en prennent tant qu'on veut leur en donner, et qui en ont trois ou quatre à la fois... C'est de là que vient sans doute la prodigieuse mortalité qu'on remarque sur les enfants trouvés. » Albert, 9 novembre 1777. — Mémoire sur le même objet pour la généralité d'Amiens. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, sur des représentations faites par le conseil du comte d'Artois, pour faire rejeter sur le domaine la dépense des enfants exposés dans le comté de Ponthieu, qui lui est apanagé. Paris, 7 mars 1788. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, sur ce que « le 27 mai dernier, il a été apporté des hôpitaux de la ville d'Eu et du bourg de Blangy, à l'hôpital des enfants trouvés de Paris, par le nommé Péron, voiturier en la paroisse d'Oisemont, onze enfants de différents âges, que le 12 du mois de juin, le même voiturier en a apporté 15 autres, et que, par une lettre écrite de l'endroit, on annonce que successivement on doit en amener jusqu'au nombre de 300. » Il le prie de tenir la main à couper court à cet abus contraire à l'arrêt du Conseil du 10 janvier 1779. Paris, 4 juillet 1789. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui envoyant plusieurs exemplaires du plan qui a été suivi pour la régie d'un hospice de Charité pendant une année, par ordre du Roi et par ses soins. Paris, 10 février 1780. — « Prospectus de souscription, pour

l'établissement de quatre nouveaux hôpitaux, capables de suppléer à l'insuffisance de l'Hôtel-Dieu de Paris » (impr. 4 p. in-4°, Imp. Roy. 1787), — etc.

C. 1591. (Liasse.) — 8 pièces papier.

1738-1759. — HOTEL-DIEU D'ABBEVILLE. —

Requête des maieur et échevins d'Abbeville à l'Intendant, exposant que « quoique il y ait en cette ville un Hôtel-Dieu fondé pour soixante lits, destinés pour les pauvres malades de la ville et de ses faubourgs, ils se sont vus priver d'un secours si nécessaire, depuis quelques mois, par le refus constant que les dames religieuses dudit Hôtel-Dieu font de recevoir aucun malade de la ville, quand la totalité des lits de leur salle est remplie des soldats malades de la garnison, en sorte que ces pauvres malades languissent et meurent souvent chez eux de misère, et dépourvus d'un secours que ces dames religieuses leur doivent si légitimement ; elles peuvent même d'autant plus facilement augmenter le nombre des lits de leur salle, qui, loin de souffrir du grand nombre de soldats qu'elles ont dans leur hôpital, plus elles en ont, plus elles en retirent de profit, puisqu'elles ne dépensent sûrement pas les 13 s. que le Roi leur paie par jour pour chaque soldat malade qu'elles ont dans leur salle. Dans ces circonstances, outre ce premier bénéfice, il leur reste tous les revenus de leur fondation, puisqu'elles ne les emploient en aucune manière au secours des pauvres de la ville, pour lesquels ils sont destinés... D'ailleurs tous les autres établissements de charité de la ville manquant absolument de fonds, et se trouvant par le défaut d'aumônes hors d'état de suppléer à l'Hôtel-Dieu... Pour suppléer aux lits qui leur manquent, elles peuvent s'adresser à M. le commissaire, qui leur en a déjà fourni pour partie des soldats malades, et qui pourrait bien leur en fournir pour le restant. Par ce moyen, il y aurait suffisamment de lits pour les uns et pour les autres. La difficulté est de trouver place pour ces nouveaux lits dans la salle de l'Hôtel-Dieu, qui ne peut pas en contenir beaucoup plus qu'il y en a. Dans un cas aussi pressant, il serait à souhaiter que Sa Majesté fit bâtir dans l'enceinte dudit Hôtel-Dieu, une salle particulière pour les soldats malades : ce serait le vœu unanime de toute la ville. Mais en attendant un si grand avantage, il s'agirait de remédier au besoin actuel et urgent dans lequel sont les pauvres malades de la ville. Or le moyen de le faire promptement serait de placer des lits dans l'église extérieure dudit Hôtel-Dieu, comme on l'a déjà fait, lorsque le régiment du

Roi était en garnison dans cette ville il y a deux ans, et comme on vient de le faire récemment. Il est vrai que l'élévation de cette église rend cet endroit froid pour les pauvres malades ; mais, outre qu'on pourrait en corriger la rigueur par des poëles, il est certain que les malades y seraient beaucoup mieux que de manquer absolument de tout chez eux. D'ailleurs l'Hôtel-Dieu loue quelques maisons qui lui appartiennent et qui y sont adjacentes, dans lesquelles il serait aisé d'y mettre des lits et d'y secourir les malades. Il y a plus : c'est que, dans une nécessité aussi grande, les grands appartements du sieur maître dudit Hôtel-Dieu pourraient aisément servir de salle aux malades... Ce dernier parti paraîtrait d'autant plus facile à prendre, qu'il y a encore un autre petit appartement sur le cimetière, qu'il pourrait occuper, jusqu'à ce que la salle put être rendue aux pauvres malades de la ville... Pour ne pas laisser ces pauvres sans assistance, l'on a proposé encore aux dames de l'Hôtel-Dieu de fournir les bouillons et remèdes nécessaires aux malades de la ville, dans leurs maisons, mais il n'a pas été possible de les déterminer à se prêter à cette nouvelle manière de les secourir. Si enfin aucun de ces moyens ne peut avoir lieu, il en est, Monseigneur, un dernier, bien simple et bien juste, ce serait d'ordonner que ces dames religieuses distribuassent aux pauvres malades de la ville, en argent, les revenus de leur fondation, qui leur sont destinés, et qui leur appartiennent à si juste titre ; et comme cette distribution pourrait être sujette à des abus, le moyen d'y remédier serait encore d'ordonner que les deniers seraient remis aux directeurs et directrices des confréries de la Miséricorde et de la Consolation de cette ville, qui se chargeront volontiers de cette distribution, jusqu'à ce que les lits dudit Hôtel-Dieu puissent être occupés par les pauvres malades de la ville. Ces directeurs et directrices seraient d'autant moins sujets à être trompés dans leurs distributions, qu'ils feraient volontiers pour les malades ce qu'ils font journellement, chacun dans leur district, pour les pauvres qu'ils assistent, des aumônes qu'on leur confie : ils visitent les pauvres chez eux, et ce n'est qu'après le plus scrupuleux examen qu'ils les admettent à leurs distributions. Mais malheureusement les fonds de ces deux confréries sont épuisés, parcequ'elles ont trop étendu leurs aumônes les années dernières aux pauvres malades qui ne pouvaient entrer à l'Hôtel-Dieu, par les mêmes raisons qui subsistent aujourd'hui. » 31 octobre 1758. — Réponse des maître, supérieure et religieuses de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville à ladite requête. Ils ne connaissent pas de texte qui les

oblige à entretenir 60 lits dans leur salle, ni que l'Hôtel-Dieu soit exclusivement réservé aux pauvres de la ville et de la banlieue. « Jusqu'à présent, ils ont étendu leurs soins à ceux même de la campagne et aux étrangers qu'ils croient dignes de commisération, ainsi que ceux de la ville ; ce qui fait que, dans des temps de misère tels qu'en 1740, 41 et 42, leur salle était toujours remplie de pauvres malades, et même beaucoup au-delà de 60, la plupart des lits étaient doublés, quoiqu'il n'y eut pas de maladie contagieuse. Il ne serait pas aisé de fixer le nombre des malades qu'il y eut alors, mais il fallait bien qu'il fut considérable, puisqu'on trouve dans les registres mortuaires 430 morts pendant ces trois années, dont il n'y eut que deux soldats. » Il ne se passe guère d'année qu'on ne soit à un moment donné obligé de doubler les lits, même sans garnison, ce qui les a souvent mis dans la nécessité de faire des emprunts. Il n'y a plus d'ailleurs qu'une douzaine de soldats, le reste des lits, qui a été doublé, est occupé par les pauvres de la ville. « On nous reproche le profit que nous faisons sur les soldats pour qui le Roi paie 13 s. par jour. Il pourrait peut-être y avoir du profit avec notre économie ordinaire, si, comme dans les hôpitaux desservis par les hommes et par traité du Roi, nous pouvions compter sur 100 malades au moins continuellement... Ce calcul qui est d'après un hôpital à traiter par des hommes, est bien différent de celui d'un Hôtel-Dieu, où on adoucit la situation du malade par extraordinaire à tout ce que dessus par un peu de rôti le soir, des œufs frais, du riz, des pommes cuites, des confitures et autres douceurs de religieuses. » Quant aux fonds de la maison non employés, cela arrive rarement « et pour lors ils viendraient bien à propos pour acquitter les emprunts faits, lorsqu'on a été surchargé de malades. » D'ailleurs tous les fonds de l'Hôtel-Dieu ne proviennent pas de fondations pour les pauvres malades ; il y en a qui proviennent des dots des religieuses, d'autres de fondations à charge de services religieux. Le projet de bâtir une salle pour les soldats malades ne paraît pas praticable, non plus que d'y affecter l'église, les maisons voisines ou le logement du maître. « Il y a eu des circonstances bien plus pressantes, où l'on a été obligé de mettre des tentes dans le cimetière, et d'autres où on a mis beaucoup de soldats convalescents dans le cloître des Cordeliers, comme vers l'année 1710 ; et cependant, dans ces temps malheureux... personne ne s'est avisé de demander l'église ni nos maisons voisines... On nous fait un crime d'avoir refusé les bouillons et remèdes nécessaires

aux malades dans leurs maisons ; mais voudrait-on nous obliger à secourir tous les malades d'une grande ville ? et si nous manquons de sujets parce que nous sommes déjà trop fatigués lorsque notre salle est remplie, comment pourrions-nous nous assujettir à faire un double travail ? » Enfin leurs revenus ne sont pas faits pour combler le déficit des autres établissements charitables. Ils terminent par un état sommaire de leurs revenus (19.000 l.) et de leurs dépenses. Signé : Traullé, supérieur ; Sœur de St-Nicolas, supérieure ; Sœur St-Bruno, assistante ; Sœur de la Trinité, dépositaire ; Sœur de Ste-Rose, dépositaire. 31 décembre 1758. — Nouveau mémoire des maieur et échevins d'Abbeville, en réponse au précédent. « Les dames de l'Hôtel-Dieu ne pensent pas qu'elles soient subordonnées aux maieur et échevins, qui représentent le corps entier de la ville, qu'elles s'imaginent au contraire être les économes et les dispensatrices arbitraires de leurs revenus, sans être tenues de rendre aucun compte de leur administration, et de l'emploi auquel ils ont été destinés par les bienfaiteurs et fondateurs de leur maison. » Ce mémoire tend à prouver 1° « que la ville d'Abbeville a, de droit commun, fondé sur les principes du droit public, sur les ordonnances, édits, déclarations et règlements, et sur l'usage des principales villes, même de toutes les villes du royaume, le droit incontestable de prendre connaissance et de veiller par un bureau de commissaires ecclésiastiques et laïques, sous la préséance et présidence de l'évêque diocésain, à l'administration du temporel des hôpitaux et maisons de charité, pour les pauvres sains ou malades » ; 2° « que la ville d'Abbeville, outre le droit commun, a de plus le droit particulier de veiller à l'administration du temporel de l'Hôtel-Dieu, tant en vertu de lettres patentes de nos rois, qu'à cause de la réunion faite au profit de l'Hôtel-Dieu des biens et revenus de la maladrerie du Val aux Lépreux. » 13 février 1759. — Réponse des maître, supérieure et religieuse de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville au précédent mémoire. 27 mars 1759. — Nouveau mémoire des maieur et échevins d'Abbeville, en réponse au précédent. 20 août 1759. — Lettre de M. d'Hesbon à l'Intendant, lui renvoyant les pièces précédentes qui lui paraissent inutiles, « parceque tous les objets que les parties y ont discutés sont uniquement de la compétence des juges ordinaires, et peut-être même directement du Parlement. Celui seul qui peut concerner votre autorité, c'est le traitement des soldats malades. » Abbeville, 14 octobre 1759. — Ordonnance de l'Intendant, qui prescrit que les maître, supérieure et religieuses de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville continueront

de recevoir et de traiter comme par le passé, tous les soldats malades, toutes et quantes fois il leur sera ordonné, et que, pour le reste, ils aient à se pourvoir par-devant les juges auxquels la police de l'administration civile des hôpitaux ou Hôtels-Dieu est attribuée. 13 novembre 1759.

C. 1592. (Liasse.) — 28 pièces papier.

1784-1789. — HOTEL-DIEU D'ABBEVILLE. —

Rapport de visite par l'inspecteur général des hôpitaux, de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville. Décembre 1784. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui envoyant ledit rapport. Paris, 28 décembre 1784. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant sur ledit rapport. Les bâtiments de l'Hôtel-Dieu ne lui paraissent pas aussi caducs que l'expose le rapport, et n'ont pas besoin d'être reconstruits. Le nombre des religieuses n'est pas excessif, comme il l'a semblé à l'inspecteur, et il y aurait inconvénient à le diminuer. Enfin il aurait beaucoup à gagner à donner un régime fixe pour les officiers de santé. Abbeville, 16 février 1785. — Observations de l'Intendant à M. de la Millière, sur le rapport de M. Colombier, inspecteur général des hôpitaux. 22 février 1785. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, sur les suites à donner audit rapport. Les administrateurs devront prendre les mesures convenables, pour que les visites des malades soient faites à l'avenir par les officiers de santé à des heures déterminées, et pour établir relativement aux malades un régime fixe, auquel on sera tenu de se conformer. Quant aux bâtiments il devra les faire examiner par un homme de l'art, et déterminer les travaux de réparation et d'agrandissement à y faire. Paris, 18 mars 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de Calonne, lui rendant compte de la suite qu'il a donnée à la précédente, notamment en ce qui concerne, « les précautions à prendre par rapport à l'édifice qui forme la salle des malades. Mon subdélégué a profité d'un voyage que l'ingénieur d'Amiens a fait à Abbeville, pour l'engager à visiter exactement cet édifice, et d'en dresser son rapport. J'ai l'honneur, Monsieur, de vous l'envoyer, et comme il s'agit d'une reconstruction totale, dont la dépense paraît devoir monter au moins à 80.800 l., ce qui épouvantera les administrateurs de la maison, je n'ai pas cru prudent de demander des devis et plans, avant que vous m'ayez fait passer des ordres bien positifs pour la reconstruction, afin de me mettre dans le cas d'insister fortement auprès des administrateurs, pour qu'ils prennent promptement toutes les mesures

convenables pour établir momentanément les malades dans un nouveau local, et pour faire travailler avec le plus de diligence possible aux reconstructions dont il s'agit. » 5 avril 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le Ministre a reconnu « que la vétusté, l'insalubrité et le trop peu d'étendue de la plus grande partie des batiments de cet hôpital exigeaient qu'on prit les mesures les plus promptes pour les reconstruire. Il a reconnu aussi, d'après l'état de situation de l'hôpital que j'ai mis sous ses yeux, que les facultés de cette maison pouvaient suffire à la dépense que la reconstruction occasionnerait, au moyen des économies de quelques années. » Il y a donc lieu de s'occuper incessamment de cette reconstruction. Paris, 30 mai 1785. — Requête des maître et religieuses de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville au contrôleur général, exposant que l'insuffisance des revenus de cet établissement ne permet pas d'entreprendre une pareille reconstruction. Signé : Traullé, supérieur et administrateur ; sœur de Sainte-Élisabeth, supérieure ; sœur de Sainte-Aldegonde, assistante ; sœur Sainte-Agathe, dépositaire en second. 8 juillet 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant un état exact de la situation de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville. Paris, 30 juillet 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, lui envoyant ledit état, d'où il résulte que les revenus de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville sont à peu près égaux à ses charges. « Il paraît à la vérité surprenant que cette maison ait pu faire face à la dépense d'un bâtiment aussi considérable que celui qu'on a fait faire en 1745, mais il est très constant que cet édifice n'est pas le fruit d'une économie sur les revenus, mais bien l'emploi du produit d'une coupe de bois de haute futaie, de plusieurs legs particuliers en argent, du produit des troncs, qui, dans ce temps là, montaient à des sommes assez fortes, et qui ne rendent exactement rien aujourd'hui à l'Hôtel-Dieu, les autres établissements de charité d'Abbeville, tels que l'Hôpital Général, la Consolation et la Miséricorde, obtenant par préférence les libéralités des cœurs bienfaisants. » Il pense « qu'il y a impossibilité absolue de faire reconstruire les salles aux dépens de la maison, et comme il paraît d'un autre côté que cette reconstruction est d'une nécessité absolue et indispensable, je ne vois d'autre ressource pour y parvenir, que dans les bontés du Roi. » 26 avril 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant un devis précis de la dépense qu'occasionnera la reconstruction de ladite salle, et lui mandant que le contrôleur général pense que c'est le cas d'autoriser l'administration à faire un

emprunt proportionné à la dépense. Paris, 28 juin 1786. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant sur ladite affaire, et sur la difficulté de faire ledit emprunt. Février 1787. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant sur ladite affaire. Les devis de reconstruction proposés sont beaucoup trop vastes et trop dispendieux ; il y a lieu d'en faire d'autres. On peut se procurer la somme nécessaire par la vente des immeubles de l'Hôtel-Dieu et un emprunt. Paris, 2 avril 1787. — Lettre de M. Pecquet, supérieur-administrateur de l'Hôtel-Dieu d'Abbeville à l'Intendant, sur l'alarme et la désolation où sont plongées les religieuses par l'obligation qui leur est faite de reconstruire ladite salle. Abbeville, 13 mai 1787, — etc.

C. 1593. (Liasse.) — 29 pièces papier (1 imprimée).

1724-1783. — HOPITAL GENERAL D'ABBEVILLE. — Signification de l'opposition faite par les cinquanteniers d'Abbeville aux entreprises que les maieur et échevins de ladite ville ont faites « depuis peu de jours sur les maisons et jardins desdites compagnies, en s'en mettant en possession, après avoir fait sortir à force les concierges établis par lesdits cinquanteniers, pour la conservation desdites maisons et jardins, et fait jeter les meubles sur le carreau,... sous prétexte de faire desdites deux maisons un hôpital, et de la troisième, une écurie pour les chevaux de la maréchaussée. » 6 novembre 1724. — Lettre de l'Intendant à M. de Rumigny, lieutenant d'artillerie à Amiens, lui marquant que « nous travaillons sans discontinuation, Monsieur, à l'établissement d'un hôpital général à Abbeville, pour y renfermer les mendiants qui seront arrêtés, en exécution de la déclaration du Roi du 18 juillet dernier, et nous avons besoin pour cela du terrain des jardins de l'Arc et de l'Arquebuse, mais comme il y a actuellement des armes dans deux chambres dépendant de ces jardins, je vous supplie de vouloir bien donner vos ordres au garde-magasin de l'artillerie d'Abbeville, pour faire transporter ces armes dans une chambre dépendant de l'hôpital de Saint-Étienne. » Amiens, 6 novembre 1724. — Lettre de l'Intendant à M. de Ray, conseiller au présidial d'Abbeville, au sujet d'un mémoire du maieur d'Abbeville, relatif à l'établissement de l'Hôpital Général. Amiens, 28 mars 1725. — Lettre de M. Dodun à l'Intendant, lui marquant qu'« il paraît convenable et nécessaire au bien du commerce, de retrancher de la déclaration du Roi qui doit être rendue pour l'établissement d'un hôpital général à Abbeville, l'article inséré dans le projet, pour donner pouvoir aux admi-

nistrations de cette maison d'y faire façonner et fabriquer toutes sortes de marchandises, et de les faire vendre à son profit, sans qu'elles soient sujettes aux visites des maîtres jurés. » Fontainebleau 14 octobre 1725. — Lettre de M. Dodun à l'Intendant, relativement à la demande faite par les commissaires du bureau des pauvres d'Abbeville, à l'effet d'être autorisés à faire fabriquer des étoffes par les mendiants renfermés dans le nouvel hôpital, afin de les occuper. Marly, 18 janvier 1726. — « Observations sur quelques articles du projet de la déclaration du Roi pour l'établissement d'un hôpital général dans la ville d'Abbeville » ; et « Avis de M. Chauvelin sur les observations. » — Placet des administrateurs de l'hôpital général d'Abbeville, exposant que, pour occuper les pauvres renfermés dans ledit hôpital, ils les ont fait travailler à apprêter, carder et filer au grand rouet toutes sortes de laines. Ils se plaignent de ce que les sieurs Van Robais ayant obtenu continuation de leurs privilèges pour 20 ans, ont obtenu en même temps une défense de carder et filer au grand rouet aucune laine ni coton, dans l'étendue de la ville et banlieue, sans leur consentement, sous peine de 1.500 l. d'amende et de confiscation. — « Mémoire ou projet de ce qu'il conviendrait faire en la ville d'Abbeville, pour l'exécution de la déclaration du Roi du 19 juillet dernier, contre les mendiants et vagabonds. » — « Lettres patentes et règlements de l'hôpital général d'Abbeville » (impr. 40 p. in-4°, Paris, 1728). — « Liste des sujets proposés à la cour par M. Chauvelin, conseiller d'État, intendant de Picardie et d'Artois, du nombre de ceux qui ont été députés par les cours et compagnies de la ville d'Abbeville, et nommés dans l'assemblée générale tenue le 8 juin 1728, pour être directeurs et administrateurs de l'hôpital général de ladite ville. » Amiens, 20 juin 1728. — Mémoire sur l'omission des notaires dans ladite liste. 20 juin 1728. — Ordonnance royale qui nomme les administrateurs de l'hôpital général d'Abbeville. Versailles, 10 juillet 1728. — Mémoire sur la construction de l'hôpital général d'Abbeville. — « Règlement pour la distribution des emplois entre les administrateurs du bureau de l'hôpital général d'Abbeville. » — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôpital général d'Abbeville. » Procès-verbal de la pose de la première pierre du grand bâtiment de l'hôpital général d'Abbeville, en l'absence de M. Chauvelin, intendant, qui n'avait pu accepter l'invitation qui lui avait été faite de procéder à cette cérémonie. « Icelle pierre, dans laquelle a été encastrée une plaque de cuivre jaune, sur laquelle sont gravées les

armes de mon dit seigneur Chauvelin, avec l'inscription ci-après, a été posée, sur les huit heures du matin, à l'angle dudit pignon, du côté du jardin de cet hôpital, par ledit sieur Regnault (prêtre, bachelier en théologie, curé de Saint-André d'Abbeville), en la présence et au nom desdits sieurs directeurs et administrateurs... Ensuit la teneur de l'inscription gravée sur la plaque mentionnée au présent acte :

BERNARDUS CHAUVELIN

EQUES, DOMINUS DE BEAUSEJOUR

REGI A SANCTIORIBUS ET SECRETIORIBUS CONSILIIS

IN PICARDIA DOMINUS

HUJUSCE DOMUS PROTECTOR MUNIFICENTISSIMUS

PRIMUM LAPIDEM HUIUS ÆDIFICII POSUIT

ANNO DOMINI M VII^E XXIX

KALEND. JUN. »

1^{er} juin 1729. — « État des sommes reçues par l'hôpital général d'Abbeville, qui ont été employées dans la construction des batiments d'icelui, et à la nourriture et entretien des pauvres. » — Requête à l'Intendant par les directeurs et administrateurs de l'hôpital général d'Abbeville, lui exposant « quelle a été l'origine de cet hôpital, les titres de son établissement, les fonds qui ont servi originairement à construire une partie des bâtiments désignés devoir être bâtis pour son utilité, ceux qui l'ont fait subsister jusqu'à présent, et enfin l'état actuel de misère où il se trouve réduit, dénué de tout secours, accablé de dettes, sans crédit et à la veille par conséquent de sa ruine totale, malgré l'utilité de son établissement, s'il n'est promptement secouru. » 15 mars 1755. — Lettre du duc de la Vrillière à l'Intendant, lui demandant son avis sur ce que les sœurs de l'hôpital Saint-Joseph à Abbeville demandent qu'en conséquence du droit qu'elles ont de faire choix dans le corps de ville, d'un administrateur temporel, les maire et échevins soient tenus d'accepter le sieur Hecquet, procureur du Roi au siège présidial de cette ville, en ladite qualité, en remplacement du sieur Le Boucher, ancien maieur, qui s'en est retiré. Versailles, 21 décembre 1770. — Lettre du duc de la Vrillière à l'Intendant, sur le même objet, et lui marquant que « cet hôpital Saint-Joseph me paraît être le même dont les administrateurs de l'hôpital général d'Abbeville viennent de demander tout récemment la réunion, par une requête que je vous ai adressée le 27 du mois dernier. Si vous estimez qu'en effet il y eut lieu de proposer au Roi la réunion de ces deux établissements, il serait fort inutile de renouveler l'administration de la maison de Saint-Joseph, qui me paraît assez mal dirigée, et qui ne

procure pas à beaucoup près tout le bien que les habitants ont le droit d'en attendre, relativement aux revenus dont il jouit. » Versailles, 6 février 1772. — Placet des administrateurs de l'hôpital général, demandant, pour sauver ledit établissement d'une ruine imminente, de lui réunir l'hôpital Saint-Joseph, « hôpital particulier, rival de cet hôpital général, dont le concours et l'existence ne peuvent que nuire et nuisent infiniment à cet hôpital général. » — « État général des biens et revenus appartenant à l'hôpital général d'Abbeville, et aussi des charges que le même hôpital acquitte tous les ans sur ses biens. » 25 avril 1783. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, sur l'état que les administrateurs de l'hôpital général d'Abbeville lui ont remis des enfants exposés qui ont passé l'âge de 7 ans, dont cette maison prend soin, et dont il a été décidé que le domaine doit supporter la dépense. Paris, 16 août 1788, — etc.

C. 1594. (Liasse.) — 5 pièces papier.

1766. — HOPITAL D'AIRAINES. — Lettre de l'Intendant à M. Bouteiller, lui demandant des éclaircissements sur un mémoire par lequel on se plaint d'abus dans l'administration des revenus de l'hôpital d'Airaines. « M. le contrôleur général, en me l'envoyant, m'a marqué qu'on lui a observé qu'il ne fallait pas s'adresser au bailli royal d'Airaines, qui demeure à Oisemont, ni au procureur du Roi qui est établi à Abbeville, pour se rendre certain de la vérité des faits, parce qu'on les dit amis du curé de Saint-Denis, contre lequel portent principalement les plaintes. » Paris, 24 avril. — Mémoire de M. Bouteiller à l'Intendant, sur ladite affaire. « Il s'est effectivement introduit de très grands abus dans cette administration, mais l'auteur du mémoire, que je crois être le bailli patrimonial de ce bourg, qui est l'un des administrateurs actuels, paraît s'être bien moins occupé à indiquer les vrais, qu'à charger le portrait qu'il fait du sieur curé de Saint-Denis, avec qui il est mal. Par tout ce que j'ai appris, je n'ai point trouvé qu'on put taxer ce curé de tout ce qu'il lui impute, ni de dureté pour les malades, non plus que les deux sœurs, de négligence à leur égard, lorsqu'elles en ont à solliciter. Tout ce qu'on peut reprocher au sieur curé est de n'avoir pas mieux connu que les autres administrateurs la vraie destination des revenus de cette maison : au lieu de les employer à y traiter les pauvres malades du bourg et de six villages des environs qui ont droit d'y envoyer les leurs, parce qu'il y avait autrefois des hôpitaux ou maladreries dans ces villages, dont les biens ont été réunis à celui d'Airaines, j'ai découvert

qu'au lieu d'y recevoir ces malades, on était dans l'usage de leur distribuer, le plus souvent chez eux, de la viande et même de l'argent, sur les certificats de leurs curés, et que la plus forte partie de ses revenus se consommait à faire ces distributions, usage dont il paraît qu'il résulte bien des abus, ces secours étant souvent mal appliqués... Un très grand mal encore, c'est que le bailli royal et le procureur du Roi, qui sont tous les deux directeurs perpétuels de cet hôpital, et qui résident le premier à Oisemont et le second à Abbeville, ne se trouvent que très rarement au bureau d'administration, ce qui est la cause que nombre des receveurs sont en retard de rendre leurs comptes, et que les autres affaires y sont très négligées, parce qu'il n'y a plus sur les lieux, si l'on en excepte les deux curés et le bailli patrimonial, qui est aujourd'hui administrateur, que des paysans qui ne sont point en état de s'en occuper. » Abbeville, 17 juin. — Requête du sieur Galland, bailli de la châtellenie d'Airaines, à l'Intendant, réitérant les mêmes plaintes contre l'administration de l'hôpital, observant que le subdélégué d'Abbeville a cru ne pouvoir s'en rapporter mieux qu'au sieur Demachy, procureur du Roi au bailliage d'Abbeville, son voisin, et ami intime du curé de Saint-Denis. « Celui-ci en a donné avis au sieur curé de Saint-Denis, qui, de son côté, n'a pas manqué de faire tous ses efforts pour détourner l'orage dont il se croyait menacé. » 22 juin. — Notes sur ladite affaire. 27 juin. — Mémoire de l'Intendant au contrôleur général sur le même objet. Il estime, entre autres choses, « que ce serait un très grand bien que d'envoyer dans cet hôpital deux sœurs de la Charité : on pourrait compter avec bien plus de raison sur leur exactitude, que sur celle de deux filles de campagne, qui ne sont quelquefois placées dans ces hôpitaux que par brigue et par cabale. » Paris, 28 juin.

C. 1595. (Liasse.) — 29 pièces papier (1 plan).

1753-1788. — HOTEL-DIEU D'AMIENS. — « Réponse au mémoire envoyé pour servir d'éclaircissement à la situation de l'Hôtel-Dieu d'Amiens, par rapport à la recette et dépense faite pendant l'année 1752. » Amiens, 4 septembre 1753. — Rapport de l'inspecteur général des hôpitaux de sa visite à l'Hôtel-Dieu d'Amiens. « Tout l'édifice destiné aux pauvres malades consiste en une seule salle, qui a la hauteur et la forme d'une église à deux nefs. Cette salle est divisée en deux parties dans sa longueur : l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes. A l'extrémité de cette grande salle, est une

petite pièce nouvellement arrangée pour les soldats. La salle des pauvres contient 62 lits, celle des soldats 11 ; les uns et les autres sont ordinairement couchés deux à deux. Pour le service de cette maison, il y a 41 religieuses professes, 2 novices, 10 servantes, dont 3 pour faire les lits des malades, et 4 domestiques males. On ne reçoit point dans cet hôpital de femmes en couches, ni les vénériens. L'insalubrité y est manifeste : 1° par la nature du lieu qui n'est ni assez aéré ni assez étendu ; 2° par la malpropreté et principalement celle des lits garnis de plumes, et pour ainsi dire enchassés ; 3° par les émanations de la salle des morts placée au milieu de la salle des femmes et près des lits des malades ; 4° par la proximité des latrines qui sont mal tenues, quoique placées sur la rivière ; 5° par l'établissement d'un lavoir au milieu de la salle des femmes, qui répand l'eau sous les lits voisins, et est surtout très incommode pour les malades qui y sont placés. La pharmacie est située sur le bord de la rivière ; elle est trop étroite, mal tenue entre les mains de quelques religieuses. La lingerie n'est point inventoriée : on trouve du linge dans des armoires çà et là, dans des galeries et corridors. La cuisine est mal tenue, ainsi que tous ses accessoires ; le bouillon n'était pourtant pas mauvais le jour de la visite de l'inspecteur général des hôpitaux. » Suit un état des recettes et dépenses de l'Hôtel-Dieu. « Il est impossible de laisser subsister la salle des morts, le lavoir et les latrines dans l'état où ils sont, et c'est par là que la réforme doit être commencée... On ne peut voir sans étonnement 43 religieuses, 14 domestiques, un économe, 6 prêtres, sans compter les ouvriers de toute espèce appelés dans cette maison pour lessive, brasserie, etc., lorsque d'un autre côté il y a si peu de lits pour les malades. On pense donc qu'il faut employer tant de monde inutile, et s'il y avait 200 lits de malades, la réforme serait encore nécessaire. On pense en conséquence, qu'il faut réduire successivement le nombre des religieuses et des serviteurs. On ne doit pas laisser subsister un régime arbitraire tel qu'il est établi, et pour éviter les dégradations (*sic*), il est essentiel de fixer celui des malades et la pension des religieuses, ainsi que la dépense des domestiques. Comme il n'y a jamais d'ordre dans une maison sans règlements, il est nécessaire d'en donner un à l'Hôtel-Dieu d'Amiens. Il paraît évident que la gestion des biens devrait être surveillée de plus près, qu'elle ne peut être sans inconvénient entre les mains des religieuses, que les comptes rendus ne peuvent jamais, dans la forme actuelle, être bien apurés, que l'on y fait passer ce qu'on veut, et qu'enfin il n'y a pas d'autre parti à

prendre que celui d'établir une administration surveillante et gérante... On croit devoir finir ce rapport en observant, relativement à la dépense qu'exigerait une construction nouvelle pour placer 200 lits, qu'en supposant 200,000 l. à employer pour cet objet, l'hôpital est en état d'y subvenir sans contracter des dettes. » Décembre 1784. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant son avis sur ledit rapport. Paris, 28 décembre 1784. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur ledit rapport fait au ministre par M. Colombier, inspecteur général des hôpitaux. « On ne peut trop remplir ses vues à l'égard du déplacement de la salle des morts et du lavoir : il n'est personne qui ne sente toute l'horreur de placer des morts dans le voisinage des mourants ; les religieuses en conviennent, et sont disposées à l'éloigner. Elles tiennent plus au lavoir à cause de sa commodité, mais propre à augmenter par les exhalaisons putrides l'infection naturelle du lieu, et à la porter directement dans les lits voisins, cette suppression est indispensable et doit être exécutée sans délai. Quant aux latrines, il suffit de recommander de les tenir propres... L'humanité exige que les malades soient couchés séparément. La nécessité seule a pu faire tolérer l'usage de réunir dans un seul lit deux individus atteints de maladies différentes. Le projet de les isoler ne peut être trop tôt exécuté. Mais dans la salle actuelle il existe 62 lits destinés pour 142 malades. Voilà l'état de cet hôpital : la ville est en possession d'y trouver un asile pour 124 citoyens malades. M. l'inspecteur désirerait procurer ce secours à 200 personnes. On ne peut se dissimuler que la ville est assez nombreuse et assez pauvre pour faire croire que les 200 lits seraient souvent remplis. Mais en bonne politique, doit-on multiplier les lits d'un hôpital ? Ne serait-il point à craindre que cette nouvelle facilité n'augmentât l'esprit de paresse, dont le propre est d'augmenter la pauvreté générale, et par une conséquence nécessaire, la pauvreté particulière ? J'ose dire avec Montesquieu (*Esprit des Lois*, l. 23, ch. 29) : *Des secours passagers vaudraient bien mieux que des établissements perpétuels*. D'après ce principe, je crois à propos de conserver seulement les secours établis par nos pères en cette ville pour l'humanité souffrante. D'où il suit qu'il ne faut augmenter le nombre des lits que jusqu'à concurrence de 124, afin que les malades soient couchés seuls, mais non au delà. » Il n'est pas nécessaire pour cela de faire pour 200.000 l. de constructions nouvelles. « La suppression de la salle des morts va donner un local de plus ; cet espace sera occupé par des lits nouveaux : il faudra les faire faire pour l'usage d'un seul malade, ils

serviront d'essai et de moyens de comparaison pour juger et de la dépense qu'entraîneront les nouveaux lits et de l'espace qui sera nécessaire pour les contenir. Du reste la salle actuelle est extrêmement élevée : je crois possible de la rendre aisément plus aérée. J'insiste sur sa conservation : le faste des constructions nouvelles n'est utile qu'à la postérité ; la dépense, toujours plus forte dans la réalité que dans la spéculation première, prive souvent, et pour longtemps de la jouissance présente. Gardons-nous, sous la couleur d'un mieux idéal, d'augmenter nos dépenses et de tarir nos ressources. On ne reçoit pas à l'Hôtel-Dieu les femmes en couches ni les vénériens. A l'établissement perpétuel d'une augmentation du nombre des lits, je préférerais substituer de porter dans la ville des secours à ces deux classes, et je ne crois pas qu'il puisse y avoir un meilleur emploi des fonds qui resteront après l'acquittement de toutes les charges de cet hôpital. Rien de plus digne de commisération que les mères de famille indigentes dans le temps de l'accouchement... Le traitement des victimes honteuses de la débauche, sous les yeux de la même administration, ne serait pas moins un digne emploi de ce superflu... Je n'examinerai point si, rigoureusement parlant, et d'après le raisonnement simple, un moindre nombre de personnes ne pourrait pas effectivement faire le service de cette maison. Je me contenterai d'observer : 1° A l'égard du nombre des prêtres, qu'ils sont chargés de l'office canonial, l'Hôtel-Dieu étant subrogé, suivant la tradition, à une communauté de chanoines réguliers, dont la maison a les biens et les charges, que cinq prêtres ne sont rien de trop pour le service spirituel de 140 malades, ou environ, qu'il y a par jour, y compris les soldats, que, ne coûtant pas 500 l. par tête, il y a une telle économie sur cette partie qu'on ne peut avoir, pour remplir ces places pénibles, que des ministres de la dernière classe. 2° Le nombre des domestiques n'a rien d'outré : il y a dans la maison une brasserie, un vaste jardin, des lessives continuelles ; le nombre serait plus grand, si les religieuses n'en faisaient l'office pour ce qui leur est personnel. 3° S'il n'y a pas de réduction à faire sur le nombre des prêtres et même des serviteurs, à plus forte raison ne doit-on point s'en occuper quant aux religieuses. La population d'un couvent ne s'ordonne pas : c'est la vocation qui conduit dans les cloîtres ; ils se soutiennent ou s'altèrent par des voies surnaturelles inconnues aux hommes, impénétrables à la philosophie. De toutes les religieuses, il n'en est pas de plus précieuses à l'humanité que les hospitalières. La réforme qui vient de s'opérer dans un état voisin les a même conservées. Par quelle fatalité

chercherait-on chez nous à donner des bornes à leur propagation ? S'il est des vœux à former, c'est qu'elles se multiplient en raison des besoins de l'humanité souffrante. Elles ne seront jamais remplacées : la religion seule peut donner leur courage, et jamais des bras mercenaires guidés par l'intérêt ou la crainte ne serviront les malades avec le même zèle. Toute réforme sur ce point me paraît dangereuse, elle serait un mal irréparable. » Relativement à la fixation de la dépense, c'est une question délicate, « on ne peut cependant se dissimuler qu'il pourrait en résulter un bien général, dès que cette fixation n'aurait pas une base trop étroite et trop resserrée... Pour les religieuses, il serait difficile d'ajouter à la frugalité de leur vie actuelle, à la simplicité de leurs mets ; pour les malades, personne n'est plus en état d'apprécier la quotité de leur dépense relative que M. Colombier. Dans l'état des choses, il est des articles... dont la modicité étonne. Le médecin n'a que 200 l., et le chirurgien 180 l. Je doute que, dans le régime nouveau, leur sort ne soit pas amélioré. Il doit l'être en effet ; mais en même temps il faudra les charger solidairement de faire préparer les drogues en leur présence, et d'en surveiller la qualité. C'est le moyen de remédier au désordre justement critiqué de la pharmacie actuelle. » L'inspecteur demande la nécessité d'un règlement. Ce règlement existe, principalement dans l'arrêt du Parlement du 18 janvier 1529, rendu pour l'Hôtel-Dieu d'Amiens. On ne peut douter, en outre, qu'une administration surveillante et gérante, telle qu'en désire M. Colombier, n'ait été établie par ledit arrêt. « Cependant dans l'état actuel, cette gestion est passée dans les mains de la prieure ; il ne reste de l'ancien règlement que l'appareil de la reddition des comptes, qui a toujours lieu en présence des députés du bailliage et de l'hôtel-de-ville ; mais la présence de ces officiers n'est plus qu'une formalité honoraire. Comment les laïcs appelés par l'arrêt de 1529 à l'administration des biens de cet hôpital s'en sont-ils désistés ? A quelle époque ? Pour quelle cause ? Ce sont des mystères que les circonstances ne m'ont pas permis de développer, et sur lesquelles il serait peut-être difficile de se procurer des notions sûres. Je présume que l'influence des ecclésiastiques et l'esprit de domination qui leur est propre aura dégoûté les administrateurs laïcs, et que, par ce moyen, tout est rentré dans leurs mains. Cependant il est constant dans nos mœurs que les biens des hôpitaux affectés à l'utilité publique doivent être sous la direction immédiate du souverain. Le rétablissement d'une administration laïque sera donc aussi conforme aux véritables règles qu'à l'usage ancien... J'observerai

seulement : 1° que cette administration éprouvera sûrement dans son renouvellement des combats et des contradictions ; l'autorité spirituelle est jalouse de faire le bien seule ; 2° pour ne pas multiplier les êtres sans nécessité, le mieux serait peut-être de remettre cette administration entre les mains des administrateurs de l'hôpital général... Comme toute innovation est périlleuse, quoique celle-ci ne semble qu'un retour au droit ancien, elle doit cependant se faire avec toute la prudence et tous les ménagements que méritent et les religieuses qui sont en possession actuelle de faire leur recette, et le prélat recommandable qui préside aujourd'hui exclusivement à tout ; ses vertus et celles du chanoine supérieur de cette maison ne permettent aucun soupçon d'abus proprement dit. » Amiens, 13 janvier 1785. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Millière, reproduisant les termes et les conclusions du précédent. 29 janvier 1785. — Observations de M. Colombier, inspecteur général des hôpitaux, sur ledit mémoire. Il insiste particulièrement sur le trop grand nombre de religieuses. « En effet, la population d'un couvent ne s'ordonne pas ; mais quelque respectables que soient les religieuses hospitalières, comme leur existence est à la charge du pauvre, il paraîtrait que, lorsqu'elles sont trop multipliées, elles diminuent les moyens de secours. L'inspecteur général des hôpitaux connaît mieux que personne la valeur du service des religieuses hospitalières de Saint-Augustin, puisque plus de 200 hôpitaux en France sont gouvernés par elles ; il pourrait aisément démontrer à M. l'Intendant qu'il s'en faut de beaucoup que les différentes administrations se louent de leur gestion... Au reste, 15 sœurs de charité et 6 domestiques servent 130 malades couchés seuls à l'hospice Saint-Sulpice. On pense donc que 20 religieuses bien occupées à la tête des différents services seraient tout ce qu'il faudrait pour un Hôtel-Dieu comme celui d'Amiens. » Février 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui envoyant lesdites observations et lui demandant ce qu'il en pense. Paris, 21 février 1785. — Mémoire de M. Derverloy sur lesdites observations qu'il a communiquées à l'évêque d'Amiens. La réduction des religieuses « n'est proposée que parce qu'on assimile les hospitalières aux sœurs de la Charité. Cette comparaison est vicieuse. 1^{re} différence : les religieuses de l'Hôtel-Dieu vivent des biens qui leur appartiennent ; celles d'Amiens ont donné plus de 230.000 l. à la maison ; celles que l'on reçoit aujourd'hui apportent encore quelques aumônes ; la plupart ont des pensions : elles ont payé et paient encore pour être les servantes des pauvres, les sœurs de la Charité sont payées pour les mêmes services. 2^e

différence : les sœurs de la Charité forment un corps dispersé, mais qui a un chef-lieu, où les vieilles et les infirmes trouvent un asile, le nombre des sœurs employé par ce moyen est toujours le même. Les sœurs de l'Hôtel-Dieu sont attachées à leur maison, elles y restent en santé comme en maladie... 3^e différence : les sœurs de la Charité n'ont dans l'hospice que les malades à soigner, on leur fournit tout. Il n'en est pas de même à l'Hôtel-Dieu ; établir le contraire ce serait priver de ressources de l'économie domestique... Les religieuses sont prêtes aux changements qui pourront produire le bien, mais la monition doit précéder tout éclat. Que M. Colombier daigne proposer ses vues, qu'il les concerte avec M. l'évêque, qu'il fasse l'essai de l'administration subsistante, qu'il ne la réforme qu'après avoir constaté et vérifié ses vices... L'objet de M. Colombier est la perfection, celui de M. l'évêque est de maintenir le bien qui existe : son cœur désire le mieux, quelles sont les routes qui peuvent y conduire ? J'en laisse le choix à votre discernement... Je ne suis pas ébranlé par le parallèle de l'hospice de Saint-Sulpice : c'est un chef-d'œuvre naissant, que l'enthousiasme de la nouveauté soutient. Je n'examinerai pas si les sœurs de la Charité sont préférables aux religieuses hospitalières ; je ne combattrai pas la critique générale que M. Colombier fait de l'administration de ces dernières. S'il s'agissait de fonder à Amiens un hospice, celui de Saint-Sulpice de Paris serait le modèle à suivre ; mais il n'est question que de tirer tout le parti possible de l'Hôtel-Dieu qui y est fondé. » Amiens, 23 mai 1785. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Millière. 16 juin 1785. — Lettre de M. Colombier à l'Intendant, l'informant qu'il doit partir le 7 du même mois pour Amiens. Paris, 3 juillet 1785. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, l'informant que M. Colombier qui était venu à Amiens pour se concerter avec l'évêque relativement à l'Hôtel-Dieu, « n'a point trouvé ce prélat, qui visite son diocèse, et qui, dans ce moment-ci est éloigné de 18 à 20 lieues de son siège. Dans cette circonstance, M. Colombier a pris le parti de lui écrire une lettre qu'il m'a communiquée, et que j'ai trouvée parfaitement bien faite. Si le prélat m'en parle à son retour, je n'oublierai rien pour le déterminer à se prêter volontairement aux projets et aux vues de l'inspecteur. » Amiens, 11 juillet 1785. — « Hôtel-Dieu d'Amiens. État de la dépense à faire pour la construction d'un bâtiment distribué en une salle pour y déposer les morts, une chambre de conseil des médecins et chirurgiens et un lavoir. » 1785. — Plan coupe et élévation dudit bâtiment. — Requête des maître, mère et religieuses de l'Hôtel-Dieu d'Amiens à l'Intendant, à l'effet d'obtenir

du conseil l'autorisation de construire ledit bâtiment. Juillet 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur une requête des maître, mère et religieuses de l'Hôtel-Dieu d'Amiens, à l'effet d'être autorisés à aliéner 72 maisons sises dans l'enceinte de la ville, et, avec le prix en provenant, d'acquérir des fonds de terres, prés ou bois qui ne soient pas dans la mouvance des domaines de la couronne. Cette vente lui paraît devoir être avantageuse, mais non l'emploi qui est proposé de son produit, « les biens fonds, déduction faite des charges, ne produisant ordinairement que trois à trois et demi pour cent du capital. D'ailleurs, une pareille acquisition de biens fonds est proscrite par l'édit de 1749 et autres lois subséquentes. » Paris, 3 juillet 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur ledit objet. Amiens, 19 juillet 1786. — Réponse de l'Intendant à M. de la Millière. 23 juillet 1786. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui marquant que la demande de l'Hôtel-Dieu d'Amiens ne lui paraît pas susceptible d'être accueillie. Paris, 24 août 1786. — Lettre de M. Colombier à l'Intendant, lui annonçant sa venue à Amiens pour le 2 ou le 3 octobre, afin de s'entendre avec lui sur le règlement des enfants trouvés de l'Hôtel-Dieu d'Amiens et l'amélioration de cet hôpital. Paris, 24 septembre 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil qui autorise les maître, mère et religieuses de l'Hôtel-Dieu d'Amiens à faire construire dans cette maison une nouvelle salle pour faire coucher les malades seuls. Paris, 15 avril 1788. — Lettre de l'abbé Dargnies, archidiacre, vicaire général, à l'Intendant, le remerciant dudit arrêt, et lui marquant qu'on ne commencera les travaux qu'au printemps prochain, la saison étant trop avancée pour travailler cette année. Château d'Arnouville, 30 avril 1788, — etc.

C. 1593. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1573-1719. — HOPITAL GENERAL D'AMIENS.

— Lettres patentes de Charles IX, pour l'établissement du bureau des pauvres de la ville d'Amiens. Boulogne, 6 août 1573. Copie collationnée du 5 mai 1690. — « Extrait du registre aux chartes du bailliage d'Amiens. » Lettres patentes qui autorisent la fondation de l'hôpital Sainte-Anne et Saint-Charles Borromée à Amiens, par Antoine Louvel, chanoine de la cathédrale, curé de Saint-Remy de ladite ville et seigneur de Marconnelles. Paris, décembre 1644, etc. — Règlement de François Faure, évêque d'Amiens, pour le renferment des pauvres à l'hôpital Saint-Charles d'Amiens. 28 décembre 1654. — « Extrait de l'avis des premier et échevins », sur ledit objet.

19 mars 1667. — Lettres patentes qui unissent le bureau des pauvres d'Amiens à l'hôpital Sainte-Anne et Saint-Charles de la même ville. Paris, 9 janvier 1668. — Ordonnance de Charles Colbert, intendant de Picardie, relative à l'union du bureau des pauvres à l'hôpital Sainte-Anne et Saint-Charles d'Amiens. Amiens, 2 novembre 1667. — Projet de lettres patentes portant règlement pour l'hôpital général d'Amiens. — « Observations sur quelques articles du projet de lettres patentes concernant l'administration de l'hôpital général de la ville d'Amiens. » — « Règlement pour la distribution des emplois entre les administrateurs du bureau de direction de l'hôpital général d'Amiens. » — « Copie de mémoire de MM. les maire et échevins à Mgr le procureur général. » 1719, — etc.

C. 1597. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1760-1764. — HOPITAL GENERAL D'AMIENS.

— Ordonnance de 7.500 l. sur l'octroi de Picardie à payer aux administrateurs de l'hôpital général d'Amiens, sur la somme de 15.000 l. qui leur a été accordée chaque année sur ledit octroi par arrêt du Conseil du 12 février 1754, pour l'augmentation et agrandissement dudit hôpital. 23 avril 1760. — Id. 1^{er} septembre 1760. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur la demande faite par les administrateurs de l'hôpital général, de la somme qui leur est allouée annuellement pour lesdits travaux. « Actuellement on va poser les poutres sur la maçonnerie de l'aile à droite en entrant. Je trouve que les ouvrages avancent considérablement, et tout paraît se préparer à la fois. » Amiens, 19 juillet 1762. — Ordonnance de 7.500 l. à payer sur l'octroi de Picardie aux administrateurs de l'hôpital général d'Amiens. 14 février 1763. — Id. 22 juillet 1763. — Id. 10 février 1764. — Id. 19 août 1764, — etc.

C. 1598. (Liasse.) — 5 pièces papier. (1 imprimée).

1761-1786. — HOPITAL GENERAL D'AMIENS.

— « Extrait du registre des délibérations du bureau de l'hôpital général » de Paris, portant règlement concernant les enfants trouvés. 7 janvier 1761 (impr. 11 p. in-4° 1761). — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant lui demandant son avis au sujet d'une lettre écrite par les officiers municipaux d'Amiens aux administrateurs de l'hôpital général de Paris, relativement au refus qu'a fait le bureau de l'hôpital général d'Amiens de recevoir deux enfants de trois ans qui étaient abandonnés. « Vous trouverez sûrement bien extraordinaire, Monsieur et cher confrère, que ces officiers se soient adressés aux administrateurs de l'hôpital général de

Paris ; il s'agissait d'un objet d'administration, sur lequel ils ne devaient se pourvoir que vis-à-vis de vous, ou écrire directement au ministre, et vous jugerez sans doute à propos de leur faire connaître l'inconséquence de leur démarche. » Quant au fond de la question, la prétention des officiers municipaux ne lui paraît pas fondée. Paris, 1^{er} juillet 1786. — Mémoire des officiers municipaux d'Amiens à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 14 juillet 1786. — Id. des administrateurs de l'hôpital général. Amiens, 20 juillet 1786. — Id. de M. Derveloy. Amiens, 4 septembre 1786.

C. 1599. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1772-1788. — HOPITAL GENERAL D'AMIENS.

— Lettre de M. Trudaine à l'Intendant, lui demandant son avis sur ce que les administrateurs de l'hôpital général d'Amiens se plaignent de ce que le sieur de Sachy de Riencourt, receveur général du tabac de cette ville, refuse de payer la taxe des pauvres. Paris, 10 janvier 1772. — Mémoire des administrateurs de l'hôpital général sur ladite affaire. Amiens, 31 janvier 1772. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur le même objet. « Les administrateurs n'ont sur les employés des fermes aucune voie coactive, et que c'est par pure charité, si ces derniers contribuent à la subsistance des pauvres de cet hôpital. Il y a néanmoins lieu de s'étonner que M. de Riencourt, qui est enfant de la ville, fasse des difficultés sur un objet aussi minutieux, qui caractérise assez mal les secours que les pauvres ont lieu d'en attendre. M. Le Riche, qui est aussi né dans notre ville, s'en tire avec plus d'éloge ; M. de Riencourt aurait dû l'imiter. Quoi qu'il en soit, je pense que la décision du ministre ne peut que confirmer sa dureté et le soustraire du rôle de ceux qui fournissent à la subsistance des plus malheureux de notre ville. » Amiens, 4 février 1772. — Réponse de l'Intendant à M. Trudaine. « Le directeur des domaines d'Amiens est dans le même cas d'exemption que le receveur du tabac ; il a aussi été imposé à 21.8 s. Il est dans l'usage de payer 3 l., et de mettre de sa main sur le rôle que c'est par aumône. Le receveur du tabac aurait dû imiter le receveur du domaine, car d'ailleurs ses motifs d'exemption sont bien fondés, et les administrateurs de l'hôpital, qui ne l'ignorent pas, se donneront bien de garde d'user de contrainte à son égard, mais les plaintes qu'ils feront sur son peu de charité pour les pauvres d'une ville où il est né, nuiront infiniment à sa réputation. » Paris, 13 février 1772. — Mémoire de l'Intendant à M. de Boullongne, lui rendant compte de la situation de l'hôpital général d'Amiens, et lui donnant son avis sur la plainte portée par les administrateurs dudit hôpital, sur ce qu'on avait donné une autre destination à un

octroi dont le produit était employé à l'acquit de ses charges, ce qui occasionnait un déficit dans ses revenus. 21 avril 1776. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui demandant ses observations sur une délibération des administrateurs de l'hôpital St-Charles d'Amiens, à l'effet d'être autorisés à vendre 76 maisons dont le revenu est presque absorbé par les non valeurs et les réparations. Paris, 17 novembre 1779. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant sur ladite affaire. Amiens, 10 décembre 1779. — Réponse de l'Intendant à M. Necker. 21 décembre 1779. — « État des revenus et charges de l'hôpital général de St-Charles de la ville d'Amiens, lequel état a été dressé sur le compte de l'année 1779, rendu le 29 janvier 1782, en présence de Mgr l'évêque d'Amiens, de M. le procureur du Roi et des députés du chapitre et de la ville. » Amiens, 25 avril 1783. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général a signé un ordre pour le remboursement de la dépense des enfants trouvés de l'hôpital St-Charles d'Amiens pendant l'année 1784, dépense montant à la somme de 17.305 l. 10 s., déduction faite des 600 l. que l'évêque et le chapitre paient annuellement pour les enfants trouvés sur leurs justices. Paris, 2 mars 1785. — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, sur une difficulté entre les administrateurs de l'hôpital général d'Amiens et les officiers municipaux de cette ville, au sujet de deux enfants légitimes de trois ans abandonnés. 2 novembre 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général a signé un ordre pour le remboursement de la dépense des enfants trouvés de l'hôpital général d'Amiens, montant à 16.292 l. 4 s., pour les six premiers mois de 1788. Paris, 31 juillet 1788, — etc.

C. 1600. (Liasse.) — 27 pièces papier.

1784-1786. — HOPITAL GENERAL D'AMIENS.

— Lettre des administrateurs de l'hôpital général d'Amiens à l'Intendant, sur différents points relatifs aux enfants trouvés, et notamment sur le conseil que leur a donné M. Colombier, inspecteur général des hôpitaux, « d'avoir un endroit séparé dans la maison, disposé de cette façon : savoir une pièce pour recevoir tous les enfants trouvés ; une appelée crèche, dans laquelle nous aurions un certain nombre de lits pour les coucher, jusqu'à ce qu'ils fussent mis en nourrice ; une autre séparée, pour mettre et garder dans la maison les enfants gâtés. Il nous a même tracé le plan de ces lieux, le plan des lits et leur disposition et le plan de vie que

l'on devait tenir vis-à-vis de ces enfants ; que nous ne pouvions nous dispenser d'avoir à cet effet une sœur de la Charité de plus, à qui ces soins seraient confiés, et une couple de vaches pour nourrir ces enfants. Dans la visite que M. Colombier a faite de la maison il a trouvé un bâtiment très propre à cet usage : le bâtiment appelé la Magdelaine a servi jusqu'à présent par bas à retirer des provisions de planches, tuiles et autres, par haut, à retirer les pauvres atteints du scorbut. L'on avait pensé jusqu'à ce jour que cette maladie était contagieuse : M. Colombier nous a rassurés sur cet article, et nous a engagés à consacrer ce bâtiment à l'usage des enfants trouvés. » Amiens, 24 décembre 1784. — Rapport de la visite faite à l'hôpital général d'Amiens par l'inspecteur général des hôpitaux. Ce rapport généralement élogieux, examine principalement les moyens de libérer l'établissement des pensions et rentes viagères à sa charge. Décembre 1784. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant ses observations sur ledit rapport, qu'il lui envoie. Paris, 28 décembre 1784. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ledit rapport. Amiens, 10 janvier 1785. — Réponse de l'Intendant à M. de la Millière. 24 janvier 1785. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant, l'informant que, sur son ordre, il a invité les administrateurs de l'hôpital général à prendre une délibération sur les objets du rapport de M. Colombier. Cette délibération a été prise le 23 juin, et arrête : « 1° Au lieu des œufs de bœuf proposés au dortoir des garçons, de faire des demi croisées... 2° Le bâtiment destiné pour la réception des enfants trouvés près la porte principale d'entrée, dans la construction nouvelle que l'on se propose de faire, et où se trouvera l'habitation des prêtres, une partie de l'ancien bâtiment qui leur servait, sera affectée aux enfants atteints de la maladie vénérienne et à la crèche. 3° Les pauvres infirmes seront admis à 60 ans. 4° On continuera de payer les mois de nourrice pour les enfants que les mères ne peuvent allaiter. 5° Il ne sera reçu de l'argent à fonds perdus qu'au denier vingt, le nombre des pauvres fixé à 400, sera diminué en proportion des rentes viagères existantes, sauf à augmenter en raison de l'extinction successive. 6° On dressera en janvier un état des jeunes gens de 15 à 18 ans, pour les renvoyer à Pâques. 7° Les garçons seront mis en apprentissage chez les maîtres, on leur donnera un pain et l'habillement pendant 9 mois. 8° Les filles qui sortiront pour être ouvrières ou servantes, seront habillées à l'ordinaire. 9° Il sera établi une treizième sœur, qui sera affectée au seul service des enfants trouvés. » Amiens, 8 juillet 1785. — Lettre de

l'Intendant à M. de la Millière, lui rendant compte de ladite délibération. 14 juillet 1785. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, relativement au bâtiment qu'on se propose de faire à l'hôpital Saint-Charles d'Amiens, pour les enfants trouvés. Paris, 6 mars 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, l'informant qu'enfin « après une nouvelle injonction assez vive que j'ai faite aux administrateurs de l'hôpital Saint-Charles d'Amiens, ils viennent de m'informer qu'ils ont satisfait le 29 du mois dernier à ce que je leur avais demandé de la part de M. le contrôleur général, dès le 13 mars précédent. Ils ont fait passer à l'inspecteur général des hôpitaux le projet du plan de police intérieure de leur hôpital. » 6 juin 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui mandant qu'il a fait quelques changements au projet de règlement de l'hôpital général d'Amiens. Il a remarqué en outre « qu'en attendant qu'on put faire le grand bâtiment, pour lequel M. l'évêque d'Amiens a donné 30.000 l., les administrateurs ont jugé à propos de placer ces 30.000 l. en constitution de rentes. Je ne crois pas qu'ils aient été jusqu'à aliéner à perpétuité le capital dont ils ne pourraient plus disposer lorsque les circonstances permettraient d'entreprendre les constructions auxquelles cet argent a été destiné. » Il lui demande en conséquence comment, sur qui et à quelles conditions ce placement a été fait. Paris, 2 novembre 1786. — Réponse de l'Intendant à M. de la Millière. Le placement a été fait en rentes sur le clergé à 4 0/0, par portions de 3.000 l. chacune. 20 novembre 1786. — etc.

C. 1601. (Liasse.) — 27 pièces papier (16 plans).

1787-1789. — HOPITAL GENERAL D'AMIENS. — « Plan des vieux bâtiments et terrains de l'hôpital général d'Amiens, faisant le coin de la rue des Louvets, et de la grande rue de Beauvais, parmi lesquels il se trouve deux vieilles maisons et terrains lavés en jaune, appartenant aux veuves Quignon et Thuillier. », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Plan des caves de la continuation de l'aile du bâtiment de l'hôpital général d'Amiens sur la rue des Louvets, et de celles de l'aile en retour sur la grande rue de Beauvais », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Partie du plan général au rez-de-chaussée de l'hôpital général de la ville d'Amiens », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Plan de l'entresol de l'aile de l'hôpital général d'Amiens en la grande rue de Beauvais, à gauche du portail de la chapelle », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Plan du premier étage de la continuation de l'aile du bâtiment de l'hôpital général d'Amiens sur la

rue des Louvets, et de celle en retour sur la grande rue de Beauvais, jusqu'au portail de la chapelle », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Extrémité de l'aile de l'hôpital général d'Amiens, exécutée sur la rue des Louvets » (élévation), par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Façade du côté de l'entrée de l'hôpital général d'Amiens. Il n'est pas nécessaire d'observer que le portail du milieu est d'ancienne construction, et que le plus mauvais goût y a présidé. On a prévu sur un dessin particulier, coté D, la forme qu'il pourra recevoir dans la suite des temps, pour le mettre en rapport avec le genre de la nouvelle façade », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Dessin de la principale façade de l'hôpital général d'Amiens, avec un projet de portail à substituer à l'ancien, lorsqu'il sera besoin de le reconstruire », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Coupe et profil de la continuation de l'aile de bâtiment de l'hôpital général d'Amiens sur la rue des Louvets », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Aile de bâtiment de la rue des Louvets, vue du côté de la cour de l'hôpital général d'Amiens, avec une coupe du bâtiment sur la grande rue de Beauvais », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Explication succincte des plans et projets faits pour l'hôpital général d'Amiens, et approuvés par MM. les administrateurs », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — « Devis estimatif de la continuation de l'aile de bâtiment sur la rue des Louvets de l'hôpital général d'Amiens, et du retour de ladite aile sur la grande rue de Beauvais, jusqu'au portail de la chapelle », par Rousseau. Amiens, 25 mai 1787. — Lettre des administrateurs de l'hôpital Saint-Charles à l'Intendant, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exécuter lesdits travaux, dont ils lui envoient les plans et devis, et observant que « cette construction ne sera pas à charge à l'administration, y ayant en caisse 30.000 l. des libéralités de M. l'évêque, qu'il a destinées pour cet objet ; il y a aussi en dépôt une somme de 20.000 l. qu'une personne qui ne veut pas être connue lui a confiée pour employer suivant ses vues. Le surplus se trouvera dans la piété et les aumônes de nos concitoyens. D'ailleurs il y aura six maisons sur la rue de Beauvais, qui feront une augmentation de revenus. » Amiens, 8 juin 1787. — Lettre du baron de Breteuil à l'Intendant, lui demandant son avis sur une requête des administrateurs de l'hôpital général d'Amiens, à l'effet d'être autorisés à acquérir deux petites maisons voisines de cet hôpital, nécessaires pour l'exécution desdits travaux. Versailles, 3 janvier 1788. — Réponse de l'Intendant au baron de Breteuil. Il ne voit aucun inconvénient à ladite acquisition. 18 janvier 1788. — « Dessin au trait de la façade de

l'aile de la grande rue de Beauvais, vue du côté de la cour de l'hôpital général d'Amiens, avec une coupe du bâtiment sur la rue des Louvets », par Rousseau. Amiens, 5 février 1789. — Plan de la façade sur la rue de Beauvais, à gauche de la chapelle. — « Façade suivant l'erreur opérée par l'entrepreneur. » — « Plan des caves de la continuation de l'aile de bâtiment de l'hôpital général d'Amiens sur la rue des Louvets, et de celles de l'aile en retour sur la grande rue de Beauvais », par Rousseau. Amiens, 5 février 1789. — « Devis des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture, plomberie, menuiserie, gros fers, serrurerie, vitrerie, paillolage, peinture, pavé et autres dépenses qu'il convient faire pour la continuation de l'aile de bâtiment sur la rue des Louvets de l'hôpital général d'Amiens, et de son retour en forme d'équerre sur la grande rue de Beauvais, jusqu'au portail de la chapelle. Le tout suivant les plans, élévations, coupes et profils du sieur Rousseau, ingénieur de la ville d'Amiens, arrêtés par MM. les administrateurs dudit hôpital général, et approuvés par le Conseil. » 1789. — Mémoire de M. Rousseau, ingénieur, se plaignant de ce que le sieur Jenti, entrepreneur desdits travaux, ne se conforme pas aux clauses du devis. Amiens, 26 décembre 1789. — « Plan de la rue des Louvets, près l'hôpital général d'Amiens. » XVIII^e s., — etc.

C. 1602. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1695-1785. — HOPITAL DES ENFANTS BLEUS D'AMIENS. — Note sur l'hôpital des Enfants bleus d'Amiens et sa fondation par le chanoine Guillaïn Lucas. « La fondation est pour 33 enfants orphelins, à qui un prêtre, qui est chargé de l'école, enseigne à lire, écrire, l'arithmétique et le catéchisme, aux enfants qui sont habillés tous les ans d'une espèce de soutane bleue, culotte, bas, souliers et un bonnet blanc : on leur donne outre ce un écu par mois : ils doivent y rester cinq ans, après quoi ils sont en état d'apprendre un métier. On leur donnait autrefois quelque chose en sortant, pour apprendre leur métier, mais les revenus étant diminués à cause des billets de banque, on leur a retranché. » XVIII^e s. — HOPITAL D'AUXY-LE-CHATEAU. — « Extrait des registres du conseil privé du Roi. » Arrêt qui rétablit l'hospitalité à l'hôpital d'Auxy-le-Château, et lui unit les biens et revenus de la maladrerie dudit lieu et de celles de La Broye, de Gennevilliers et de Caumont. Paris, 13 juillet 1695 (copie collationnée du 22 juillet 1785). — Lettres patentes sur ledit arrêt. Marly, décembre 1697 (copie collationnée du 22 juillet 1785). — Ordonnance de M. de Bernage, intendant, relative

à l'hôpital d'Auxy-le-Château. Amiens, 16 janvier 1716 (copie collationnée du 22 juillet 1785). —

Requête des administrateurs de l'hôpital d'Auxy-le-Château, côté d'Artois, à M. Esmangart, intendant d'Artois, à l'effet de faire ordonner par l'Intendant d'Amiens aux curé et paroissiens de Villeroy, de restituer à l'hôpital d'Auxy-le-Château les biens de la maladrerie de Villeroy unis audit hôpital par les arrêt et lettres patentes ci-dessus. XVIII^e s. —

MALADRERIE DE LUCHEUX. — Mémoire de M. Le Senne au sujet des prétentions de l'Hôtel-Dieu de Doullens sur les biens de la maladrerie de Lucheux. Il estime que « ayant aucunement égard aux conclusions prises par les curé, maire et échevins de Lucheux, il y a lieu, sans s'arrêter à l'ordonnance de M. Chauvelin du 3 février 1730, d'ordonner que les biens et revenus de la maladrerie de Lucheux, seront et demeureront dorénavant joints, unis et incorporés à l'hôpital dudit lieu, pour ne composer à l'avenir avec ledit hôpital qu'une seule et même maison de charité, où les pauvres dudit lieu de Lucheux seront reçus, traités et soulagés tant en maladie qu'en santé... en conséquence condamner les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Doullens à remettre dans trois mois du jour de la signification de l'arrêt à intervenir audit hôpital, tous les biens dont elles jouissent appartenant à ladite maladrerie », etc. Doullens, 14 octobre 1763. — Requête des curé, maire, échevins, corps et communautés de Lucheux, à l'Intendant, sur ladite affaire. 6 novembre 1763. — « État des revenus de l'hôpital de Lucheux. » — Mémoire de l'Intendant à M. de Boullongne, sur ladite affaire, portant mêmes conclusions que celui de M. Le Senne. Paris, 9 janvier 1764, — etc.

C. 1603. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1762-1783. — HOTEL-DIEU DE MONTDIDIER. — Requête d'Antoine-Adolphe de Bellefrière de Soyécourt, marquis de Feuquières, au contrôleur général, exposant « que ses ancêtres, seigneurs de Feuquières-Harbonnières, donnèrent une partie de leur domaine aux pauvres... Cependant, au défaut des titres, par arrêt du Conseil du 13 juillet 1695, le Roi a réuni ce domaine à l'Hôtel-Dieu de la ville de Montdidier... La ville de Montdidier est éloignée d'Harbonnières de cinq lieues, elle n'est sur aucune grande route, ni exposée au passage des troupes de Sa Majesté. Le chemin est si long et si mauvais, que les malades qui ont été forcés de l'essuyer, ont fini à l'Hôtel-Dieu des jours abrégés par la fatigue. Les pauvres d'Harbonnières ne peuvent plus profiter de leur patrimoine : ils sacrifient leurs vies à la misère, plutôt que de s'exposer au redoublement de leurs

maladies par leur transport... Plaise à [Votre] Grandeur ordonner que la partie du domaine de Feuquières-Harbonnières donnée par les anciens seigneurs aux pauvres du lieu, demeurera à leur profit, pour être régie et les revenus distribués par le seigneur ou ses préposés. » v. 1762. — Réponse des supérieure et religieuses de l'Hôtel-Dieu de Montdidier à ladite requête. v. 1762. — Mémoire de l'Intendant à M. de Boullongne, sur ladite affaire. Le marquis de Feuquières ne lui paraît pas recevable dans sa prétention. Amiens, 9 juin 1762. — « Copie de la réponse faite à M. l'Intendant le 19 octobre 1762, à sa lettre du 28 septembre précédent, par laquelle il avait demandé des éclaircissements sur la maison des religieuses de Saint-François, dites sœurs grises de la ville de Montdidier, et la maladrerie de la Madeleine y attachée. » — Requête au Conseil par les supérieure et religieuses de l'Hôtel-Dieu de Montdidier, pour demander à rentrer dans la possession de la portion des revenus de la maladrerie dont jouissent les religieuses de Saint-François, et la réunion à celle dont l'Hôtel-Dieu jouit. v. 1765. — Mémoire de M. Martinot à l'Intendant, sur ladite requête. « Je n'ai rien pu donner en communication aux dames de Saint-François, parce qu'il n'y avait plus de religieuses dans cette maison, précisément dans le moment où j'ai reçu votre lettre. Ce couvent avait été marqué pour être supprimé, dès il y a plus de trente ans, avec défense de recevoir des novices. Presque toutes les religieuses sont décédées, à l'exception de trois et de deux sœurs converses. Deux de ces religieuses se sont retirées depuis quelque temps avec les dames de l'Hôtel-Dieu de cette ville, la 3^e est partie le 8 du mois dernier, pour se rendre dans un couvent de son ordre à Doullens. Les deux converses sont aux Ursulines de Montdidier, et la maison qui leur a servi de couvent est en vente actuellement. On paie à chaque religieuse 500 l. de pension, et 350 l. aux converses. Une des religieuses a 91 ans, l'autre 77 et la dernière 55. Des deux sœurs converses, l'une a 87 ans, l'autre 65. » Montdidier, 5 août 1765. — Mémoire de l'Intendant à M. de Boullongne, sur ladite affaire. Paris, 9 août 1765. — Arrêt du conseil d'État qui rétablit les religieuses de l'Hôtel-Dieu de Montdidier dans la possession de la maladrerie de cette ville, qui avait été unie à cette maison par lettres patentes de 1696. Fontainebleau, 13 octobre 1765. — HOPITAL DE LA TRINITE DE MONTDIDIER. — « État des revenus et charges actuels de l'hôpital de la Sainte Trinité de Montdidier, commencé en 1693 par demoiselle Geneviève Lempereur, native de Paris, patenté en 1701, perfectionné en 1719 par demoiselle Anne Marguerite Rallu,

aussi native de Paris, et patenté de nouveau en 1728, lesdites lettres patentes registrées en Parlement la même année. » 5 avril 1783. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, l'informant que le contrôleur général a signé un ordre de 2.924 l. 12 s. 8 d., pour le remboursement de la dépense des enfants trouvés à l'hôpital de Montdidier. Paris, 13 février 1789, — etc.

C. 1604. (Liasse.) — 7 pièces papier.

1789. — HOPITAL D'OISEMONT. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur un mémoire concernant l'Hôtel-Dieu d'Oisemont, et dans lequel on dénonce « des abus de la part de la sœur chargée de l'administration de cette maison, et qu'on propose de changer sa constitution et d'y établir une filature de laine, de coton et de fil, comme devant être plus utile aux pauvres. » Paris, 29 janvier. — Lettre de M. Rogeau sur ladite affaire. « Je viens maintenant aux griefs dont on accuse la sœur de l'hôpital d'Oisemont. Quant au premier, qui roule sur sa manière d'agir envers les malades et infirmes, je sais par expérience qu'elle a un grand feu de paroles, et l'on n'a jamais eu qu'une voix dans Oisemont pour se plaindre de son humeur altière. Sa servante lui ressemble beaucoup et elle partage ses reproches. MM. les administrateurs, pour des vues de prudence, sans doute, l'ont toujours un peu ménagée. À l'égard du second grief, qui porte sur ce que cette sœur achète du bien, je n'ai jamais entendu dire qu'elle se soit approprié une partie des revenus, ni qu'elle ait malversé. Elle avait, dès lors de son entrée à l'hôpital, une certaine quantité de biens, et comme l'hôpital lui fournit 50 l. par an, il n'est pas impossible qu'elle n'amasse ses revenus pour s'en faire de nouveaux fonds. On reçoit à l'hôpital les malades et infirmes qui ont besoin de ce refuge : ils n'y sont que trop bien pour ce qui regarde la vie animale. Je crois que l'on ne doit apporter à la constitution de cette maison que des changements accidentels. La filature de lin fait l'occupation des personnes du sexe à Oisemont ; il suffirait, je crois, d'y entretenir les personnes du sexe infirmes, dont la pauvreté réclame le secours de l'hôpital. La ressource que l'on peut tirer des hommes, c'est de les faire aider les femmes dans les travaux de la filature qui peuvent leur convenir, et de les occuper à quelque autre travail manuel, selon leurs forces, la saison et le besoin. Les biens de l'hôpital consistent en biens fonds et en rentes constituées. Ses biens fonds, qui sont portés à une extrême valeur, lui apportent annuellement deux mille livres : elle reçoit près de 400 l. de ses

contrats de constitution. Ce qu'il reste d'après les dépenses faites pour l'entretien de la maison et ses réparations, pour les pansements et la nourriture des malades et infirmes, se distribue manuellement et en argent aux malades, aux infirmes, aux pauvres qui restent chez eux dans le bourg. Les comptes se rendent d'une manière aussi simple que légale ; le receveur de l'hôpital produit ses mandats et ses quittances, il y oppose ses recettes, on examine, on revise le tout, on en fait un double, le tout est signé des personnes qui y ont droit. MM. Devaux et Martin, procureurs, en sont les administrateurs actuels. Ce dernier surtout est homme de probité et des mieux intentionnés, on peut s'adresser à lui en toute confiance pour plus grands éclaircissements. » Oisemont, 28 février. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 3 mars. — Réponse de l'Intendant à M. de la Millière. 7 mars. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant. Le ministre a vu avec satisfaction que les abus étaient moins graves qu'on ne les avait présentés. Il le prie néanmoins « d'enjoindre à la sœur de traiter moins durement les malades confiés à ses soins, sous peine de destitution, de vous faire remettre par les administrateurs les comptes des deux dernières années, et de les engager à porter à l'avenir un œil attentif sur tout ce qui tient à cet hôpital. » Paris, 26 mars, — etc.

C. 1605. (Liasse.) — 35 pièces papier.

1729-1788. — HOTEL-DIEU DE PERONNE. — Lettre de l'Intendant à M. Dournel, maieur de Péronne, lui réclamant le compte de l'Hôtel-Dieu de ladite ville pour 1728-1729, qui n'a pas encore été rendu. Amiens, 30 novembre 1729. — Ordonnance de l'Intendant qui prescrit que le sieur Bucourt, receveur de l'Hôtel-Dieu de Péronne, sera entendu par le sieur Hutellier, subdélégué de cette ville, sur son compte de 1727 à 1728. Amiens, 10 décembre 1729. — Ordonnance de l'Intendant portant règlement pour l'administration des biens de l'Hôtel-Dieu de Péronne. Amiens, 12 décembre 1729. — Ordonnance de l'Intendant, pour la reddition des comptes du sieur Ancelle, receveur de l'Hôtel-Dieu de Péronne. Amiens, 5 janvier 1730. — Procès-verbal d'enquête par M. Hutellier, subdélégué, sur la comptabilité de M. Bucourt, receveur de l'Hôtel-Dieu de Péronne. 3 février 1730. — « État de la valeur de la somme de chaque espèce de grains vendus jour par jour de marché en la ville de Péronne, depuis le 2 octobre 1727, jusques et compris le 19 juin 1728, et son prix commun par chaque mois. » 1730. — « Compte de l'Hôtel-Dieu de l'année 1728 à 1729, rendu par le sieur

Ancelle, receveur » ; et ordonnance de l'Intendant sur ledit compte. Amiens, 30 septembre 1730. —

Ordonnance de l'Intendant, relative à l'arrêté du compte des revenus de l'Hôtel-Dieu de Péronne par M. Ancelle, receveur, de 1728 à 1729. Arras, 2 juin 1731. — « Extrait du registre aux délibérations de l'hôtel-de-ville de Péronne. » Délibération sur ce que « les maladies contagieuses, petites véroles et autres non susceptibles d'être traitées dans l'intérieur de l'hôpital de cette ville, et pour lesquelles il est besoin d'administrer des remèdes aux pauvres habitants qui en sont attaqués, ont été négligées depuis quelques années, par le refus du chirurgien de l'Hôtel-Dieu de voir lesdits pauvres malades, sous le prétexte que les traitements au dehors ne peuvent le regarder, et qu'il n'est gagé que pour l'intérieur de l'hôpital, que d'un autre côté les grandes occupations du médecin ordinaire ne lui permettent point de visiter tous les pauvres malades au dehors, à quoi étant nécessaire de pourvoir, etc. ; et Messieurs considérant que le sieur Letellier est le plus ancien des médecins en cette ville, et en état de s'acquitter très dignement des fonctions de médecin ordinaire, si l'Hôtel-Dieu venait à être privé de l'assistance de M^e François Vaillant, conseiller du Roi, son médecin et dudit Hôtel-Dieu, ont présentement nommé et nomment d'une voix unanime la personne dudit sieur Letellier, pour médecin ordinaire en survivance de l'Hôtel-Dieu de cette ville, aux honoraires, privilèges et exemptions dont jouit ledit sieur Vaillant, pour, par ledit sieur Letellier, en jouir pareillement aussitôt la cessation des fonctions dudit sieur Vaillant, par mort ou autrement. » 3 novembre 1776. — Lettre des maire et échevins de Péronne à l'Intendant, se plaignant des exemptions du sieur Letellier, médecin adjoint de l'Hôtel-Dieu, place qu'ils l'accusent de s'être fait donner, au préjudice du sieur Vaillant, alors qu'il était échevin et trois de ses parents aussi. Péronne, 23 décembre 1768 ; avec ces mots de la main de l'Intendant : « Toutes ces contestations respirent la tracasserie et l'esprit de parti, mais il n'y a aucune raison pour changer mon ordonnance : ce corps municipal a bientôt oublié la faveur qu'il vient d'obtenir, et suit avec la même aigreur ses idées de haine ou d'acception. Quelque fût l'esprit des délibérations de 1766, ce ne sont pas moins elles que j'ai suivies ; il est ridicule qu'ils veulent qu'on change comme eux de poids et de mesure suivant qu'ils sont affectés. » 29 décembre 1768. — « Aperçu des moyens propres pour parvenir à l'ouverture d'une troisième et quatrième salles dans l'Hôtel-Dieu de Péronne, pour y recevoir un certain nombre de pauvres vieillards, d'infirmités, d'impotents et incurables de cette ville, faubourgs et banlieue,

présenté à MM. les maire et échevins, administrateurs de cet Hôtel-Dieu par M. Pierre-Louis Dassonviller, procureur du Roi en l'hôtel-de-ville et en la police, en ces deux qualités, procureur du Roi de l'administration de l'Hôtel-Dieu. » — Lettre de M. Dassonviller à l'Intendant, lui envoyant ledit aperçu. Péronne, 28 novembre 1777. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ledit aperçu, qu'il trouve « peu réfléchi et impraticable. » Péronne, 29 janvier 1778. — Lettre de l'Intendant à M. Dassonviller. Il ne peut que s'en rapporter au parti que prendront les administrateurs de l'Hôtel-Dieu sur l'objet qu'il propose. 4 février 1778. — « Extrait du registre aux résolutions de l'hôtel-de-ville de Péronne. » Délibération qui décide de recevoir Louise Preslin à l'Hôtel-Dieu, pour le reste de ses jours, moyennant 150 l. payées annuellement pour elle par plusieurs personnes. 23 janvier 1778. Expédition du 20 février. — « Copie de la protestation du procureur du Roi en l'hôtel-de-ville de Péronne, en cette qualité, procureur du Roi dans l'administration de l'Hôtel-Dieu de cette ville, contre la proposition du traité portant admission à vie d'une ancienne servante non malade, moyennant 150 l. de pension annuelle. » 26 janvier 1778. — Lettre de M. Dassonviller à l'Intendant, lui envoyant ladite protestation. Péronne, 30 janvier 1778. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant. La protestation de M. Dassonviller n'est pas fondée, la fille dont il s'agit étant âgée et paralytique. Péronne, 11 mars 1778. — Lettre de l'Intendant à M. de Fiéville, lui demandant des éclaircissements sur une requête de Benoit Courtois, boucher à Péronne, qui demande la résiliation de l'adjudication qui lui a été faite par les officiers municipaux de cette ville de la fourniture de la viande des malades de l'Hôtel-Dieu, au prix de 5 s. 5 d. la livre. 20 avril 1786. — Mémoire de M. Gonnet de Fiéville à l'Intendant, sur ladite affaire. Péronne, 23 mai 1786. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui demandant ses observations sur le rapport de l'inspecteur général des hôpitaux sur l'Hôtel-Dieu de Péronne. Paris, 20 juin 1788, — etc.

C. 1606. (Liasse.) — 10 pièces papier (1 imprimée, 1 plan).

1741-1781. — HOTEL-DIEU DE RUE. —

Autorisation par l'évêque d'Amiens de faire une quête en faveur de l'Hôtel-Dieu de Rue, dont les récoltes ont été détruites par un incendie, dans la nuit du 7 au 8 septembre 1741, « ce qui cause une perte d'autant plus considérable, que ledit Hôtel-Dieu est nouvellement établi. » Amiens, 13 septembre 1741 (impr. placard). — Lettre de l'In-

tendant à M. Delegorgue, au sujet d'une requête des supérieure et religieuses de l'Hôtel-Dieu de Rue, qui demandent la permission de réunir à leur maison 60 pieds de longueur pris dans une petite rue contiguë, aux offres de dédommager les habitants par la cession d'un autre terrain. Amiens, 3 juillet 1780. — Lettre de M. de la Michodière à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une lettre « que M. de Saint-Mont a écrite à M. le directeur général, relativement à l'hôpital de la ville de Rue. Il informe que les administrateurs font construire une maison, et il annonce que cette construction doit coûter plus de 100.000 francs, parce qu'on se livre à des dépenses de somptuosité et d'ostentation. Il prétend d'ailleurs que cet hôpital reçoit un petit nombre de malades, quoiqu'il jouisse d'un revenu assez considérable, et il assure même qu'ils y sont mal soignés. » Paris, 5 avril 1781. — Mémoire de M. Delegorgue à l'Intendant sur ladite affaire. « Cette maison, Monsieur, tombait absolument en ruine, il y avait nécessité de la reconstruire. Cette nécessité était telle, qu'on avait été obligé de faire un petit galetas au-dessus de l'église pour y loger les religieuses. Ces logements misérables et indécents y existent encore... L'exagération de la dépense portée dans le placet à plus de 100.000 l., est choquante. J'avais avec moi mon expert quand je passai à Rue. Examen fait des lieux, il a arbitré la dépense à environ 30.000 l. Le bâtiment est presque achevé, il ne coûtera pas plus de 30 à 35.000 l. à mettre à sa perfection... Je crois donc, Monsieur, que c'est au faux zèle du sieur Dallery, qui a fait mouvoir le sieur David en cette occasion, et qu'il est peut-être entré de la pique de la part du sieur Dallery, de ce qu'il n'a pas assisté à la délibération. » 23 mai 1781. — Réponse de l'Intendant à M. de la Michodière. Amiens, 27 mai. — HOSPICE DE SAINT-QUENTIN. — « Observations des officiers municipaux de la ville de Saint-Quentin sur la mendicité. » — Lettre de M. Huet de Saucy à l'Intendant, lui envoyant lesdites observations envoyées au contrôleur général. « Il a fallu, pour contenter l'auteur du projet d'un hôpital général, le rendre dans tout son grand jour ; celui de la réunion des trois maisons charitables est plus facile dans son exécution, moins dispendieux et plus prompt. » Saint-Quentin, 9 octobre 1777. — HOTEL-DIEU DE SAINT-VALERY. — Plan de l'Hôtel-Dieu de Saint-Valery. XVIII^e s., — etc.

C. 1607. (Liasse.) — 11 pièces papier.

1752-1775. — Établissements de bienfaisance. — « Intendance d'Amiens. Noms des villes dans

lesquelles il y a des hôpitaux et autres maisons de charité établis, dont les états de recette et dépense sont demandés en conformité du modèle de situation ci-joint, pour l'année 1752, par M. de Boullongne, conseiller d'État, intendant des finances, chargé de tout ce qui concerne l'administration des hôpitaux. » 1752. — Lettre de l'abbé Terray à l'Intendant, sur l'extinction de la mendicité. « Il est plus particulièrement intéressant que jamais de pourvoir aux moyens de faire secourir dans l'intérieur de chaque paroisse les vrais pauvres que leur grand âge, leurs infirmités et des malheurs ont réduits à cette triste condition. Il y a plusieurs endroits où il y a des revenus, et dans d'autres des aumônes et données fondées en faveur de ces pauvres. La plupart des monastères sont dans cet usage : mais la manière dont ces distributions se font sans choix, soit aux vagabonds, mauvais sujets ou gens sans aveu, ne procure que de faibles soulagements aux bons pauvres, qui craignent souvent de paraître à ces aumônes publiques, et loin de former un moyen pour parvenir à détruire la mendicité, elles ne font qu'entretenir la fainéantise d'un grand nombre de citoyens, et perpétuer leur goût pour l'état avilissant de la mendicité. D'un autre côté, il pourrait être fâcheux de tarir cette partie abondante des charités publiques. Mais n'y aurait-il pas un moyen, en en changeant la forme, de les rendre plus utiles ? » C'est ce qu'il le prie d'examiner, et de lui envoyer un état des établissements de ce genre existant dans sa généralité. Versailles, 26 décembre 1769. — « État des fondations, des revenus et aumônes publiques qui ont lieu dans les paroisses de la subdélégation de Doullens », par M. Le Senne. Doullens, 3 juin 1770. — « Mémoire en faveur des pauvres de la ville et paroisse de Saint-Vallery-sur-Somme, fait suivant les ordres de Mgr Dupleix, intendant de Picardie, du 10 de ce mois », par M. Blondin. Saint-Valery, 31 janvier 1770. — « État général de tous les établissements, subsistances, revenus, etc. de charité, dans l'élection d'Abbeville », par M. de Branlicourt. Abbeville, 10 septembre 1775. — Id. Élection de Doullens, par M. Le Senne. Doullens, 17 janvier 1775. — Id. Élection de Montdidier. 3 janvier 1775. — Id. Élection de Péronne, — etc.

C. 1608. (Liasse.) — 21 pièces papier. (5 imprimées).

1766-1789. — Établissements de bienfaisance. — Lettre de M. de Sartine à l'Intendant, à propos du paiement de la nourrice de l'enfant d'un nommé Gabriel-François Latruite, tailleur d'habits, actuellement à Boulogne. Paris, 26 avril 1766. — « Instruction pour

l'établissement et la régie des ateliers de charité » (impr. 18 p. in-4°. Imp. Roy. 1775). — « Mémoire sur les moyens de procurer par une augmentation de travail, des ressources au peuple de Paris, dans le cas d'une augmentation dans le prix des denrées » (impr. 4 p. in-4°. Imp. Roy. 1775). — Circulaire relative aux ateliers de charité. 30 novembre 1789 (impr. 2 p. in-4°). — Lettre de M. Necker à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur une demande de secours faite par le sieur Denizart, procureur au bailliage royal de Montdidier, père de sept enfants, à la subsistance desquels il est hors d'état de pourvoir. Versailles, 31 mars 1781. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant, sur ladite affaire. La situation du sieur Denizart est en effet très précaire, et mérite « d'être regardée d'un œil de compassion. » Montdidier, 15 avril 1781. — Réponse de l'Intendant à M. Necker. La meilleure manière de venir au secours du sieur Denizart serait de « faire placer quelques-uns de ses enfants dans quelques collèges ou communautés, pour y être nourris et pour y recevoir une éducation qui puisse les mettre en état, dans quelques années, de secourir leur père qui, quoique âgé seulement de 50 ans, est fort infirme. » 20 avril 1781. — Lettre de M. d'Ormesson à l'Intendant, lui envoyant un arrêt du Conseil relatif aux exemptions des préposés aux quêtes pour la rédemption des captifs. Paris, 25 novembre 1782. — Lettre de M. Blondel à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements sur un mémoire par lequel les enfants du feu sieur Scourion de Friaucourt réclament les bienfaits du Roi, en raison de la modicité de leur fortune. Paris, 10 novembre 1787. — Mémoire de M. Pucelle à l'Intendant, sur ladite affaire. Montdidier, 22 novembre 1787. — Réponse de l'Intendant à M. Blondel. 28 novembre 1787. — Lettre de M. Lambert à l'Intendant, à l'effet d'aviser aux moyens de faire subsister les ouvriers pendant l'hiver, et de parer aux malheurs qui pourraient résulter du manque de travail. Paris, 23 novembre 1789, — etc.

C. 1609. (Liasse.) — 20 pièces papier. (3 imprimées).

1785-1789. — Établissements de bienfaisance.

— « Récapitulation des comptes du bureau général des pauvres d'Amiens, pendant l'année 1784, avec quelques observations qui ont paru nécessaires. » Amiens, 14 janvier 1785 (impr. 4 p. in-4°). — Observations de M. Colombier, inspecteur général des hôpitaux, sur un mémoire de M. Leroux, administrateur de l'hôpital Saint-Charles d'Amiens, à l'effet d'obtenir l'emplacement de la douane, pour y

rassembler et traiter les pauvres de la ville atteints de maladies incurables. « M. Leroux observe qu'il [y a] déjà dans Amiens un établissement pour cette destination. En 1775, une demoiselle de Louvencourt forma, du consentement de M. de la Motte, alors évêque de cette ville, dans une maison extérieure du couvent des capucin[e]s de Ste-Claire, une communauté dans laquelle on peut retirer dix personnes des plus affectées de ces cruelles maladies. À sa mort, elle légua une somme de 20.000 l., pour être appliquée à cet établissement, qui, depuis ce temps, s'est soutenu. M. de Beine, archidiacre et grand vicaire, offre aujourd'hui, pour étendre ce genre de secours, une somme de 15.000 l., qui jointe au legs déjà fait, et au produit que l'on attend des libéralités de M. l'évêque et des charités publiques, suffirait pour établir 20 lits que l'on ajouterait aux 10 déjà fondés par M^{lle} de Louvencourt. Il ne manque, pour consommer cette œuvre de bienfaisance, qu'un emplacement suffisant. M. Leroux représente que les bâtiments de la douane rempliraient toutes les vues à cet égard, en procurant avec tous les accessoires convenables, deux grandes salles capables de contenir chacune 20 lits, l'une au rez-de-chaussée pour les femmes, l'autre au premier étage pour les hommes. » Une lettre écrite à M. Colombier par un médecin de la ville, fait remarquer plusieurs inconvénients à ce projet, et estime qu'il vaudrait mieux affecter les fonds destinés à cet usage à l'Hôtel-Dieu ou à l'hôpital général, à la charge de recevoir lesdits incurables. C'est aussi l'avis de l'inspecteur. 1787. — Lettre de M. de la Millière à l'Intendant, lui envoyant lesdites observations, et lui demandant ce qu'il pense de cette affaire. Paris, 16 avril 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant sur ladite affaire, concluant « qu'il est avantageux et digne de la bienfaisance de notre siècle, de maintenir en cette ville cet hospice naissant, de faire connaître la nécessité de le revêtir d'une forme légale et de lui donner le premier local public qui deviendra vacant. Si la maison de la douane reste encore nécessaire au service du Roi, la révolution dans les monastères offrira sûrement incessamment des emplacements et peut-être des revenus suffisants, pour subvenir à la dépense et à l'entretien de cette fondation. Pourrait-il être un meilleur emploi des revenus inutiles par la vacance des maisons et même du superflu de celles qui seront conservées ? J'insiste avec force sur la faveur de cet hospice des incurables pour cette ville, parce que je suis persuadé qu'il intéresse essentiellement l'humanité, et que sa perfection sera une des meilleures œuvres publiques. » Amiens, 27 avril 1787. — Réponse de l'Intendant à

M. de la Millière, portant même conclusion. 3 mai 1787. — Réponse de M. de la Millière à l'Intendant. « On ne peut guère se fonder sur l'espoir d'obtenir les batiments et les biens de monastères dont l'extinction serait ordonnée : ces sortes d'extinctions reviennent ordinairement aux autres maisons du même ordre, ou sont appliqués à des établissements ou destinations ecclésiastiques, et il est très rare qu'on les fasse tourner au profit des hôpitaux et maisons de charité... Il s'agirait donc... si l'on persistait dans le projet d'établir un hospice distinct pour les incurables, que le bureau de charité sollicitât de la bienfaisance de Sa Majesté, le don d'un local qu'il indiquerait, autre que celui de la douane, ou bien qu'il en fit l'acquisition, et qu'il adressât à M. le contrôleur général un mémoire, dans lequel il donnerait tous les détails que je viens de rappeler. » Paris, 21 mai 1787. — Lettre du baron de Breteuil à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur une requête par laquelle les administrateurs du bureau des pauvres d'Amiens demandent « la confirmation de différents établissements de charité fondés dans cette ville, et la permission d'en établir deux autres : l'un pour faire travailler les jeunes garçons, et l'autre pour les incurables. » Versailles, 27 septembre 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ladite affaire. Les administrateurs du bureau général des pauvres observent « que le grand nombre d'ouvriers que cette ville renferme dans son enceinte, pour le soutien de son commerce, y multiplie les pauvres, qu'elle a, en conséquence, été de tous les temps surchargée par leur nombre, dans les temps de disette et de calamité particulière : ces révolutions périodiques ont, de tous les temps inquiété les habitants, la mendicité y devenait importune. Il était réservé aux efforts des citoyens de faire cesser le mal. L'hôpital général pouvait à peine entretenir 400 individus ; il empruntait, pour pouvoir, dans quelques circonstances particulières, administrer des secours à des nourrices et autres indigents dans leurs maisons. L'Hôtel-Dieu est destiné pour les malades : il n'existait aucune maison de travail pour occuper les enfants abandonnés. Depuis quelques années, M^{lle} de Louvencourt sacrifie son bien et sa santé au traitement des pauvres femmes atteintes de maladies incurables. Elle s'est associée plusieurs filles animées du même esprit de charité, elle a jeté les fondements d'un hôpital d'incurables. Les fondations faites au profit des pauvres abandonnés à MM. les curés, produisaient à peine 4.000 l. net ; on comptait dans la ville environ 8.000 pauvres, parmi lesquels 500 mendiants. Le nouveau bureau est parvenu à attirer à la masse générale toutes les

aumônes particulières, et à les répartir avec justice. La mendicité a disparu ; les mendiants valides ont repris le travail ; une école de filature a été établie pour les jeunes filles. On se propose d'en établir une pour les garçons. Un prêt sur gages a aussi été établi, ce qui a épargné aux riches bien des aumônes, et aux pauvres, bien des pertes, sur les effets qu'ils auraient été obligés de vendre à vil prix. L'établissement de M^{lle} de Louvencourt a reçu l'accueil du public et celui du bureau, qui désire l'étendre autant qu'il sera possible... L'objet de la requête a deux chefs principaux : L'autorisation du règlement pour le nouveau bureau de charité et ses dépendances, ainsi que pour l'hospice déjà formé pour les femmes atteintes de maux incurables ; le second, d'être autorisé à établir une école de travail pour les garçons et un semblable hospice pour les hommes... Il est évident que le nouveau bureau des pauvres, formé pour proscrire la mendicité, est du nombre de ces institutions dignes des lumières et de la bienfaisance de notre siècle. Quoique l'hôpital général de cette ville soit en même temps bureau des pauvres, depuis la réunion qui en a été faite par les lettres patentes de juin 1659, le nouveau corps semble avoir un genre d'activité plus propre à assurer la suppression de ce fléau des mœurs publiques. L'établissement déjà formé d'une école pour les filles, celui projeté d'une école pour les garçons, présente le même objet d'utilité... Déjà l'école des filles produit des effets heureux ; celle des garçons, plus nécessaire encore, mérite nos vœux et la protection du gouvernement ; il en est de même de l'établissement du prêt gratuit sur gages. » Quant au projet d'hôpital d'incurables, « d'après l'assurance donnée par M. Colombier contre cette crainte de la communication, il me paraît bien plus économique de réunir l'hospice de M^{lle} de Louvencourt à l'hôpital. » Amiens, 8 octobre 1787. — Réponse de l'Intendant au baron de Breteuil. 14 octobre 1787. — Lettre du baron de Breteuil à l'Intendant, sur ladite affaire. Le Roi a bien voulu confirmer le bureau général des pauvres d'Amiens, « ainsi que le règlement qui a été dressé, tant pour la composition du bureau, que pour le prêt gratuit et pour l'école de travail des jeunes filles Sa Majesté a bien voulu aussi permettre l'établissement d'une pareille école pour les garçons, et enfin autoriser le bureau à recevoir des dons et legs. Mais, à l'égard des hospices pour les hommes et les femmes incurables, dont les administrateurs du bureau des pauvres demandaient à être chargés, Sa Majesté a pensé, d'après vos observations, qu'il serait beaucoup plus avantageux que ces établissements fussent réunis à

l'hôpital. » Versailles, 25 octobre 1787. — « Mémoire sur les hôpitaux, les maisons de force et les dépôts des mendiants, par M. Sellier. » Après avoir décrit en quelques mots la maison de force que l'on construit à Amiens, l'auteur poursuit : « On fera travailler les pauvres à couvert, dans des salles où il y aura apparemment des poëles. C'est traiter ces gens avec beaucoup d'égards. Que leur fera-t-on faire dans ces endroits-là ? C'est ce que l'on n'a pas encore prévu. Un architecte fait un beau plan, bien régulier : il veut faire briller les règles de son art, sans s'embarrasser de la convenance et de la chose publique, et on l'exécute sans plus consulter personne... Veut-on, au lieu d'une maison de force en faire une maison de travail, pour faire travailler tous les ouvriers de bonne volonté qui manquent de pain ? Veut-on y former des enfants pauvres, qui n'ont pas moyen d'apprendre leur métier ? L'on veut donc faire des manufactures, plutôt que des dépôts : on veut donc établir des manufactures aux dépens des gouvernements, source de friponneries, qui empêcheront ces établissements là de réussir, et quand bien même tout cela réussirait, n'y ayant déjà pas d'occupations dans les manufactures, pour tous les hommes qui s'y étaient attachés, pour leurs femmes, pour leurs enfants, pourquoi veut-on encore en multiplier les ouvriers ? Les manufactures ont dépeuplé les campagnes : les ouvriers refluent dans les villes, ils y meurent de faim, parce qu'ils n'ont point d'ouvrage. Ce sont les manufactures qui font les pauvres, et qui donnent lieu à tous les mendiants dont on se plaint. L'état des pauvres assistés à Amiens, il y a quelques années, montait à 11.000 ; il y en a à présent au moins 4.000 (40.000 ?) d'assistés, sur 50.000 citoyens que les faubourgs et banlieue contiennent. Il y a trop de familles attachées aux manufactures : les villes refluent, pendant que les campagnes se dépeuplent : il y a des pays, comme le Vimeux, où l'agriculture, poussée au plus haut point de perfection, fait que l'on manque absolument d'ouvriers, de domestiques. Plusieurs pays bas, marécageux, aquatiques, maritimes, comme le Marquenterre, ne sont presque pas en valeur, par faute de bras, pour agrandir les canaux, les fossés d'écoulement, faire des nouveaux fossés partout, pour relever le terrain et le mettre au-dessus des plus hautes inondations. Il serait quelquefois bon de sacrifier un tiers du terrain, pour relever les deux autres tiers, comme on l'a fait au-dessus d'Amiens, où les terres valent à présent 3.000 l. l'arpent, pendant qu'elles ne valent que 150 l. dans le Marquenterre, où il manque de monde pour les mettre en valeur... Il faut aux hommes du peuple

une éducation ferme, ils doivent être laborieux. Les sœurs des hôpitaux ne sont pas propres à donner une semblable éducation. Les travaux de manufacture rendent les hommes mols : on ne sait à quoi les occuper, quand leur travail ordinaire vient à manquer. Au moyen de cela, tous les médiocres ouvriers des manufactures deviennent des mendiants. C'est une chose passée en principe, surtout pour les vieillards et les enfants. J'ai quelquefois pris plaisir, à Amiens, les dimanches et les fêtes, à voir rentrer aux portes fermantes des colonies d'ouvriers chargés de pain, qu'ils venaient de mendier dans les villages voisins. Il y a un grand village dans l'Amiénois, Beaucamp le Vieux, où tous les manufacturiers, riches ou pauvres, vont mendier les dimanches, pendant que leurs magasins sont remplis de pièces. Ils ne cultivent pas la terre, les autres villages la viennent cultiver à leur place ; ils n'achètent pas de terre, l'agriculture donne trop de mal, les manufactures, la mendicité, sont plus lucratives. Ces peuples-là n'ont plus aucun principe d'honneur... Mettre les maisons de force auprès des grandes villes, c'est encore leur donner un air de manufactures, leur faire respirer la corruption des villes, et multiplier une classe d'hommes déjà trop nombreuse. Pourquoi ne pas envoyer des colonies de ces dépôts dans les pays mal cultivés, par faute de monde, tel que le Marquenterre, où l'on verrait exploiter les parties de ce terrain qui ne rapportent rien, on entreprendrait des défrichements, des dessèchements, on ferait des fossés, la répartition qui se ferait sur toutes les terres pour les travaux de dessèchements, reviendrait à ces maisons là, lesquelles seraient chargées d'entretenir les canaux... De tels établissements bien administrés feraient des profits immenses, le gouvernement n'aurait que les premières avances, après cela on pourrait donner de petites sommes à ces gens-là pour s'établir manouvriers dans les campagnes les plus désertes, matelots, pêcheurs sur les bords de la mer. On pourrait même, quand ils auraient de la conduite, leur donner l'exploitation de quelque portion de terre déjà défrichée, on ferait des mariages, on repeuplerait le pays. » — « Lettres patentes pour l'établissement d'un bureau central des pauvres à Amiens, et règlement pour les bureaux de charité de la même ville. » 1788 (impr. 34 p. in-4°, Amiens, 1789). — « Dénombrement des pauvres de toutes les paroisses de la ville, faubourgs et banlieue d'Amiens. » XVIII^e s. — « Projet de règlement concernant les bureaux d'aumônes. » XVIII^e s. — « Arrêt du Conseil pour les bureaux d'aumônes. » XVIII^e s., — etc.

C. 1610. (Liasse.) — 6 pièces papier. (1 imprimée).

1764-1787. — Mendicité. — « Lettre écrite par ordre de Sa Majesté aux archevêques et évêques du royaume, concernant les mendiants, le (blanc) 1764 » (impr. 6 p. in-fol. Imp. Roy. 1764). — « État des passeports délivrés par ordre de M. de Sartine, conseiller d'État, lieutenant général de police, aux mendiants qui ont demandé à sortir de Paris, pour choisir un domicile dans la généralité d'Amiens. » 1767. — Discours de l'abbé de Douay de Baisnes, vicaire général archidiacre, sur la mendicité. 29 octobre 1787. — « Mémoire sur la mendicité, les ateliers de charité, le désœuvrement et les manufactures, par M. Sellier. Adressé à la commission intermédiaire générale, par leur très humble serviteur Sellier. » Le seul moyen d'éteindre la mendicité serait de faire reprendre l'industrie d'Amiens, ruinée par la concurrence de l'Angleterre. « Je connais parmi mes élèves, deux hommes excellents pour cela, et qui meurent de faim, pour n'avoir pas d'emplois analogues à leurs talents. Le sieur Dupont, manufacturier de profession, contre-maître de la manufacture royale de velours de coton d'Amiens, est renvoyé parcequ'il a trop de talents, et que l'on a peur que lui-même porte à d'autres les prétendus secrets qu'ils tiennent en partie de lui. Il est très instruit dans les mathématiques, la physique, et il connaît par pratique les matières et les moyens de les perfectionner, la filature de toutes les espèces, la fabrique de toutes les sortes d'étoffes, les teintures et les apprêts, le blanchiment des toiles de lin et de coton ; il est trop animé de l'amour du bien public, pour ses propres intérêts. Le sieur Vilin, manufacturier de profession, dessine bien, exécute et invente toutes sortes d'étoffes fleuries. Il connaît bien toutes les matières premières il sait les perfectionner. Il connaît parfaitement la filature de toutes espèces, la fabrication de toutes sortes d'étoffes, et est en état de décomposer les étoffes étrangères et de les imiter, même de les perfectionner, en diminuant la matière et la main d'œuvre, suivant la méthode des Anglais, il sait le blanchiment des toiles de lin et de coton, etc... Le sieur Vilin a été marchand fabricant à Paris, il y a perfectionné les gazes, Marly, etc., où il excelle. Il y est bien connu de la chambre du commerce et de la correspondance, des musées, des intendants du commerce, où il a déposé grand nombre d'échantillons d'étoffes fleuries de sa composition et de son exécution. Il a conduit après, une manufacture à Poitiers, où il avait été emmené par M. l'intendant de ce département. Il est enfin retourné dans sa patrie, Amiens, où il vient de donner lieu à de nouvelles espèces d'étoffes fleuries,

nommées velourandine plein à fleurs, chaîne en fil de lin et le velouté poil de chèvre ; 2° velours ciselé à fleurs, le fond en soie, et le velouté en poil de chèvre ; 3° des étoffes destinées pour meubles, de plusieurs couleurs, les couleurs insérées dans l'étoffe, à l'imitation des impressions. Il est présentement occupé à décomposer plusieurs échantillons d'étoffes anglaises, afin de les imiter et de les fournir à aussi bon marché que les Anglais. Cet homme extraordinaire est présentement occupé pour 800 l. d'appointments, on le veut réduire à 600 l... Madame Sellier, ma nièce et ma femme tout ensemble, excelle dans toutes les sciences et les arts nécessaires à l'éducation des femmes de toutes les classes. Elle est animée de vues de bien public, comme moi. Elle professe le dessin publiquement dans l'école des arts, et elle tient une école où les pauvres filles sont reçues gratuitement. Ne lui accordera-t-on rien ? N'aura-t-elle pas ma survivance dans la partie du dessin et des arts ? N'accordera-t-on point à cette excellente femme quelque pension quand je ne serai plus ? Je n'attends plus rien pour moi : je ne laisserai point de bien. La ville et la patrie, si je meurs bientôt, ne se chargeront-elles point de l'éducation de mon fils ? Je le destine au service du Roi et de mes concitoyens. » XVIII^e s. — « Réflexions sur la taxe proposée en faveur des pauvres à l'assemblée de l'élection de Péronne, pour les indemniser du chômage. » XVIII^e s., — etc.

C. 1611. (Liasse.) — 12 pièces papier.

1768-1787. — Mendicité. — « Généralité d'Amiens. État général des recettes et dépenses faites dans la généralité d'Amiens, depuis le moment qu'on s'y est occupé de l'opération de la destruction de la mendicité, jusqu'au dernier décembre 1768. » — « Compte général que rend à Mgr d'Agay, intendant de Picardie... Louis-François Buteux, caissier établi pour l'opération de la mendicité, des recettes et dépenses qu'il a faites pour ce service, pendant l'année 1776. » — Id. 1778. — Id. 1779. — Id. 1780. — Id. 1781. — Id. 1782. — Id. 1784. — Id. 1785. — Id. 1787, — etc.

C. 1612. (Registre in-fol.) — 47 feuillets papier.

1784-1791. — Mendicité. — « Journal de recette et dépense, tenu pour l'opération de la mendicité dans la généralité d'Amiens, par M. Demaux. 1784 à 1791. »

C. 1613. (Liasse.) — 17 pièces papier.

1772-1773. — Mendicité. — Mandats de paiements

des fournitures faites au dépôt de mendicité d'Abbeville. — Id. au dépôt d'Amiens. — Id. au dépôt de Boulogne. — Id. à la prison de Roye.

C. 1614. (Liasse.) — 19 pièces papier (1 imprimée).

1775-1779. — Mendicité. — Ordonnance de 1.000 l. pour l'acquit des dépenses de l'opération de la mendicité. 30 décembre 1776. — Ordonnance de 50 l. de gratification aux capucins de Boulogne, pour avoir desservi la chapelle du dépôt de cette ville, pendant l'année 1776. 31 décembre 1776. — Lettre de l'Intendant au contrôleur général, l'informant qu'il a donné des ordres à la maréchaussée pour la recherche des vagabonds. 18 février 1777. — Ordonnance de 3.000 l., pour l'acquit des dépenses de l'opération de la mendicité. 26 janvier 1777. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, relativement à un mémoire adressé au contrôleur général par le marquis de Louvencourt, sur les moyens de détruire la mendicité. Amiens, 22 septembre 1778. — Mémoire d'Alexandre, Augustin, Jean-Baptiste Laurent et de J. Joiron-Laurent à l'Intendant, sur les moyens d'éteindre la mendicité, consistant en l'offre qu'ils font de créer un vaste établissement de filature dans l'ancien couvent des Célestins. Amiens, 1^{er} février 1779. — « Observations sur les moyens d'abolir la mendicité. » XVIII^e s., — etc.

C. 1615. (Liasse.) — 49 pièces papier (1 plan).

1765-1783. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — Circulaire de l'Intendant à MM. Ducastel, Bouteiller et du Châtelet, relativement à une prochaine loi sur l'extinction de la mendicité et le renfermement des mendiants. Il les prie de chercher à Amiens, à Abbeville, et à Boulogne quelque bâtiment qui puisse servir à cette dernière destination, et de l'y faire approprier au plus tôt. « Il faudrait qu'il contînt deux salles par bas, pour y enfermer les valides de l'un et l'autre sexe, deux salles hautes pour les infirmes, un ou deux cachots pour servir au besoin, et un petit logement pour un geolier, et que tout cela fût de grandeur à contenir en tout environ 150 personnes, tant hommes que femmes... Il faudra en même temps, s'il vous plaît, me mettre en état de pourvoir à l'ameublement de ce lieu, qui doit être semblable à celui des prisons ordinaires, à l'exception des deux salles hautes destinées pour les infirmes, où il convient de mettre de quoi les coucher un peu plus commodément. Vous voudrez bien faire un projet de ces ameublements, dont les fers nécessaires au geolier pour contenir les mutins, feront partie, et en faire faire un détail estimatif séparé de celui ci-dessus. » Paris,

1^{er} mai 1765. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur ladite affaire. « J'ai envoyé chercher sur-le-champ le sieur Delamarre fils, qui est sage, entendu, qui connaît les édifices et logements de toute la ville... Après avoir conféré ensemble, nous nous sommes promenés des yeux dans toute la ville, nous n'y avons rencontré qu'un bâtiment nommé la Barge, qui est une prison de la justice du chapitre de l'église cathédrale, qui a son entrée vis-à-vis le cloître de l'Horloge, et le derrière sur le Logis du Roi. Le long de ce bâtiment, et outre la maison des frères des Écoles Chrétiennes, est une allée longue de 132 pieds, sur 18 de large. Au moyen d'un bout de muraille sur la cour du Logis du Roi, de 16 à 18 pieds de long, de la hauteur de 15 pieds, et d'un remplissage en maçonnerie de la porte qui donne sur le cloître, ce passage deviendrait un préau, où les mendiants prendraient l'air. Ils pourraient y communiquer par une porte facile à percer dans le gros mur du bâtiment du chapitre, qui servirait de prison. Il a 132 pieds de long, 24 de large, au moins 40 pieds de hauteur. Les jours des étages sont grillés et armés ; il y a différents cachots. Une partie du rez-de-chaussée de ce bâtiment, qui a des murs de forteresse, sert d'auditoire aux officiers du chapitre. Quelques chanoines louent une partie du haut, pour y mettre des blés. Il est rare qu'on y emprisonne. Le concierge est en même temps chambellan et huissier du chapitre : il a un logement en dedans, de l'autre côté et vis-à-vis ce grand bâtiment. On pourrait, sans le déplacer, loger le geolier qui serait mis à la garde des mendiants, dans un bâtiment de la cour de la maison des frères des Ecoles Chrétiennes, en ouvrant une porte sur le passage qui servirait de préau... Je suis persuadé qu'on pourra très bien s'arranger dans le haut du bâtiment du chapitre, et dans un grand cachot clair, qui donne sur la rue, qui a au moins 25 pieds carrés, après lequel, dans le fond du logement, est le vestibule d'un auditoire ou salle d'audience très vaste... Je crains que le chapitre ne se prête pas de bonne grâce à la proposition qu'on leur ferait. Les ecclésiastiques, en général, ne sont pas accommodants ; c'est bien pis lorsqu'on a affaire à un corps entier... Si le bâtiment qu'on nomme la Madeleine ou la Maladrerie, situé sur le pendant d'un coteau entre Saint-Maurice et Longpré-les-Amiens, était en meilleur ordre, les mendiants y auraient été bien et à bon air. L'enceinte est considérable mais les murs sont bas et défectueux. Il n'y subsiste qu'un grand et long bâtiment dont on a fait une grange : le tout appartient à l'Hôtel-de-ville. Il en coûterait beaucoup pour l'arrangement et la solidité d'autant plus nécessaire que cet emplacement est

isolé. Je ne vois rien à Amiens que la Barge, qui puisse convenir à tous égards : l'hôtel de Cerisy n'est ni bâti ni clos, la conciergerie et le beffroi ne sont ni en état ni suffisants pour s'y arranger. Si le chapitre, qui possède le seul bâtiment qui convient, se refuse de le céder, je crois qu'on sera obligé de l'y forcer. » Amiens, 4 mai 1765. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, sur le même objet. Il est allé avec le sieur Riquier et le garde-magasin de l'arsenal « visiter l'éperon de Saint-Roch vis-à-vis la fontaine qui fournit le Château d'Eau. Il est en entrant une grande pièce sous voûte, de 80 à 100 pieds de long à l'entrée, large de 18 pieds, qui conduit à une plateforme, sur laquelle est établie une autre pièce de fortification, peu commode et peu grande, pour y établir ce qui convient pour y retenir des vagabonds... De là, nous avons visité les logements de l'ancienne porte de Paris, exposés au plus bel air de la ville. Il est entrant une cour assez grande : l'ancienne chaussée sous voûte a 80 pieds de long, sur 10 à 11 de large. D'un côté de cette voûte est une salle au rez-de-chaussée, propre à contenir 50 personnes. Elle tire son jour de la cour et du fossé de la ville ; elle est saine et propre à faire une infirmerie. Dans cette salle aussi sous voûte, est un escalier qui conduit à une pièce au-dessous, de pareille grandeur, qui est aussi saine, où on pourrait retirer les vagabonds en santé. Il est à la suite trois cachots, à contenir chacun 5 à 6 personnes. La même répétition se trouve de l'autre côté de ce qui formait l'ancienne chaussée. On peut habiter sous ces voûtes et s'y bien porter. Elles sont aussi belles, aussi blanches et aussi nettes que si on venait de les construire. On y retirerait de chaque côté plus de 75 personnes. Le dessous de la voûte du milieu servirait d'ouvroir ou à y enfermer d'autres vagabonds... Par rapport aux lits, les prisonniers couchent sur la paille, qu'on renouvelle une ou deux fois la semaine. Les lits des malades sont communément composés de quatre pieds de bois de chêne carrés, garnis de planches, sur lesquelles on jette de la paille, par dessus une paillasse de paille de blé et une couverture commune. Je ne pense pas que l'intention soit d'y ajouter un matelas composé de laine, nommée linure, qui est le rebut des laines des manufactures, avec laquelle on fabrique aussi une étoffe de moitié fil et de cette laine, qu'on nomme tiretaine. Un matelas de cette espèce coûtera de 10 à 12 l., la couverture, de 7 à 9 l., la paillasse, 3 l., la paire de gros draps, de 4 l. 10 s. à 5 l., le traversin rempli de paille d'avoine 1 l. 10 s... Je ne présume pas qu'on parvienne à en arrêter une cinquantaine : l'épouvante se mettra parmi les vagabonds, qui sentiront un logement préparé à les recevoir, on les verra galoper et se trouver peut-être plus en sûreté

chez l'étranger, si on n'y prend les mêmes précautions... J'ai encore l'honneur de vous observer que la porte de Paris est de tout point préférable à la prison nommée la Barge. » Amiens, 9 mai 1765. — Lettre de l'Intendant au duc de Choiseul, lui demandant l'autorisation de se servir de la porte de Paris pour y renfermer les vagabonds. Paris, 16 mai 1765. — Plan projeté de l'appropriation de la porte de Paris au renfermement des vagabonds. — « Mémoire d'observations sur la destination d'un lieu pour y renfermer les mendiants vagabonds », par M. Jumel Riquier. Amiens, 1^{er} juin 1765. — Lettre du duc de Choiseul à l'Intendant, l'informant qu'il l'autorise à faire usage de la porte de Paris pour y renfermer les vagabonds, bien que cet édifice lui paraisse peu propre à cet usage. Versailles, 23 juin 1765. — « Devis et conditions des ouvrages à faire pour former une prison de l'endroit nommé Porte de Paris en la ville d'Amiens, pour y renfermer les mendiants vagabonds », par M. Jumel-Riquier. Amiens, 29 juillet 1765. — « Détail estimatif des ouvrages à faire à l'endroit nommé Porte de Paris, à Amiens, pour servir de prison à y renfermer les mendiants et vagabonds, le tout relatif au devis des conditions et du plan qui y est annexé », par M. Jumel-Riquier. 29 juillet 1765. — Procès-verbal d'installation de Frédéric Movas, comme garde de l'établissement destiné à renfermer les vagabonds dans la porte de Paris. 6 mars 1766. — Procès-verbal de la visite des ouvrages exécutés à la porte de Paris, par le sieur Desvignes, entrepreneur, pour le renfermement des vagabonds. 11 décembre 1766. — Reconnaissance par l'échevinage d'Amiens de la remise de la porte de Paris, avec réserve des droits de la ville sur ladite porte. 13 décembre 1766. — Lettre du duc de Choiseul à l'Intendant, lui accusant réception de ladite reconnaissance. « La protestation que ces officiers municipaux ont insérée dans cette reconnaissance est d'autant plus destituée de fondement, que le magasin dont il s'agit fait partie des fortifications d'Amiens, et que, par cette raison il n'est pas à présumer qu'il ait jamais pu appartenir à la ville. » Versailles, 28 février 1767. — Lettre de M. Taboureau à l'Intendant, relativement aux ordres que celui-ci a donnés à l'ingénieur des ponts et chaussées de dresser des plans, devis et détail estimatif des ouvrages à faire sur un terrain sis au faubourg de Noyon à Amiens, pour la construction d'un dépôt de mendicité. Versailles, 24 février 1777. — « État de ce qui est dû aux ouvriers ci-après dénommés, pour les réparations faites par ordre de M. l'Intendant au magasin de la porte de

Paris. » 16 août 1783, — etc.

C. 1616. (Liasse.) — 38 pièces papier.

1777-1780. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — Déclarations par Louis Bourgeois, relativement à un terrain à lui appartenant, sis à Amiens, près de la Hotoie, et jugé propre à y construire un dépôt de mendicité. 10 avril 1777. — Id. par la fabrique de Renancourt. 14 avril 1777. — Mémoire de M. Ducastel à l'Intendant, lui envoyant lesdites deux déclarations, et lui rendant compte de ses observations sur cet objet. Amiens, 15 avril 1777. — Mémoire de l'Intendant à M. Necker, sur le projet de construire un dépôt de mendicité à Amiens. 11 septembre 1777. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, trouvant ce projet trop dispendieux, et le priant d'en chercher un plus économique. Paris, 19 novembre 1777. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, lui envoyant un nouveau projet s'élevant à 111.725 l. 4 s. 7 d. 5 mars 1778. — Lettre de M. Necker à l'Intendant, approuvant ledit projet. Paris, 10 décembre 1778. — Lettre de l'Intendant à M. Necker, lui rendant compte des travaux du dépôt de mendicité d'Amiens. « Le sieur Rousseau, ci-devant inspecteur des ponts et chaussées, a abandonné cet état : il a été nommé depuis ingénieur de la ville d'Amiens ; il jouit dans cette ville de l'estime de tous les citoyens, il est très bon architecte et rempli de zèle et d'intelligence. » Amiens, 29 octobre 1779. — Ordonnance de 1.500 l. à payer au sieur de la Touche, pour ses honoraires des plans et devis par lui rédigés, pour parvenir à la construction du dépôt de mendicité. 30 novembre 1779, — etc.

C. 1617. (Liasse.) — 2 pièces parchemin, 30 papier.

1779-1781. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — « Vente de terre : la fabrique de Renancourt à Sa Majesté, et rente par Sa Majesté au profit de ladite fabrique. » 19 février 1779. — Vente de terrain par Louis Bourgeois. 20 février 1779. — Arrêt du conseil d'État qui « homologue les contrats d'acquisitions faites pour et au nom du Roi, des pièces de terres y désignées, pour servir à l'établissement et construction d'ouvrages publics, pour le dépôt de mendicité établi à Amiens. » Marly, 29 avril 1779. — Mémoire sur les terrains achetés pour le dépôt de mendicité. — Consultation des avocats du comité, sur la seigneurie prétendue par l'abbaye de St-Jean sur lesdits terrains. Amiens, 16 juillet 1781. — Lettre de M. Debonnaire de Forges à l'Intendant, l'informant qu'il a été rendu le 16 de ce mois un arrêt qui a liquidé l'indemnité due à l'abbaye de St-Jean d'Amiens, par la perte de sa

mouvance sur les terrains employés à établir le dépôt de mendicité. Paris, 26 octobre 1781, — etc.

C. 1618. (Liasse.) — 36 pièces papier (2 imprimées, 10 plans).

1779-1784. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — « Plan de l'entrée du dépôt d'Amiens. » — Élévation extérieure d'une des faces du dépôt. — Plan dudit dépôt (rez-de-chaussée). — « Projet d'un dépôt de mendicité à construire dans la province de Picardie », par M. Rousseau. Amiens, 30 août 1779. — « Coupe du bâtiment », par M. Rousseau. Amiens, 30 août 1779. — Coupe de la charpente. — « Détail estimatif des ouvrages de maçonnerie, charpente, menuiserie, serrurerie, couverture, vitrerie, plomberie, terrasses et autres dépenses à faire, pour la construction d'un dépôt de mendicité à établir dans le faubourg de la Hotoie de la ville d'Amiens, à l'effet de renfermer les mendiants vagabonds de la province de Picardie », par M. Rousseau. Amiens, 30 août 1779. — Devis desdits travaux, par M. Rousseau. Amiens, 30 août 1779. — Avis de la mise en adjudication desdits travaux, pour le vendredi 1^{er} octobre 1779 (impr. affiche). — Correspondance relative à la construction dudit dépôt. — « Procès-verbal sur les ouvrages de serrurerie de l'entreprise du dépôt de mendicité de cette ville. » 16 octobre 1781. — « Procès-verbal tendant à laisser libre le sieur Isnard, comme entrepreneur du dépôt, pour les ouvrages de serrurerie dudit dépôt seulement. » 23 octobre 1781. — « État des fonds relatifs au service de la mendicité dans la généralité de Picardie », — etc.

C. 1619. (Liasse.) — 23 pièces papier (2 plans).

1782. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — « Plan de deux projets de murs de clôture en briques, au pourtour extérieur des bâtiments du nouveau dépôt de mendicité à Amiens », par M. Rousseau. Amiens, 10 juillet. — « Devis estimatif de deux projets de murs de clôture en briques, au pourtour extérieur des bâtiments du nouveau dépôt de mendicité à Amiens », par M. Rousseau. Amiens, 10 juillet 1782. — Lettre de l'Intendant à M. Bertier, lui marquant qu'il a l'agrément « depuis près de deux mois, de voir une partie du nouveau dépôt de mendicité d'Amiens habitée par les mendiants... Ce bâtiment, quelque solide qu'il soit, vu le peu de dépense qu'il a occasionnée, eu égard à son étendue, n'est pas assez fort pour que les détenus ne puissent y causer des dégradations, pour se procurer la liberté. J'ai cru devoir y établir quatre gardes, pour veiller à ce que les renfermés ne puissent s'évader. La

dépense de ces gardes formera annuellement un objet de 1.200 l., non compris leur chauffage. On pourrait l'éviter en partie, en faisant enclore de murs le terrain sur lequel le dépôt est établi, parcequ'alors deux ou trois chiens lâchés dans l'enceinte de ce mur empêcheraient très sûrement les renfermés de s'évader. » Il lui en envoie les projets qu'il le prie de faire approuver. 13 juillet 1782. — Lettre de M. Joly de Fleury à l'Intendant, lui envoyant ledit projet de mur de clôture, avec son approbation. Versailles, 28 juillet 1782. — « Devis des ouvrages de maçonnerie, menuiserie, gros fers, serrurerie, peinture et autres dépenses à faire, pour la construction du mur de clôture en briques, au pourtour extérieur des batiments du nouveau dépôt de mendicité. » 1782, — etc.

C. 1620. (Liasse.) — 29 pièces papier.

1780-1784. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — « Augmentations et changements indispensables dans la partie des souterrains des pavillons, vu le danger qu'il y aurait de voûter les grandes caves, qui pousseraient au vide sur les murs de face, le tout en compensation du grand aqueduc qu'on supprime, pour en construire un plus petit qui conduira les eaux du bassin dans un puits qui sera percé à l'eau » (dépôt de mendicité d'Amiens), par M. Rousseau. Amiens, 6 avril 1780. — « Détail estimatif des ouvrages d'augmentation à faire au dépôt de mendicité, pour parvenir à en parachever un quart, dans le courant de la présente année, et loger à l'avance dans cette partie, une certaine quantité de mendiants ou vagabonds », par M. Rousseau. 19 mai 1781. — « Estimation de la dépense à faire pour élever les toits du dépôt de mendicité, de 2 pieds 6 pouces de plus que ne le porte le devis. » Amiens, 22 août 1781. — « État des ouvrages d'augmentation faits dans la partie actuellement habitée du nouveau dépôt de mendicité, et ordonnés par M. l'Intendant, lorsque l'on y transféra les mendiants, au mois de mai dernier. » Amiens, 28 août 1782. — Mémoire sur les moyens de prévenir les évasions du dépôt de mendicité d'Amiens, par MM. Rousseau et Derveloy. 23 juin 1784. — « État estimatif des ouvrages d'augmentation ordonnés par M. l'Intendant au dépôt de mendicité, pour prévenir l'évasion des prisonniers », par M. Rousseau. Amiens, 4 septembre 1784. — « Dépôt de mendicité d'Amiens. Visite et réception des ouvrages dudit dépôt. » 28 octobre 1784. — « État des ouvrages restant à faire au dépôt de mendicité, par le sieur Isnard, adjudicataire. » Amiens, 28 octobre 1784, — etc.

C. 1621. (Liasse.) — 64 pièces papier.

1782-1787. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — « État estimatif des meubles et ustensiles dont il est besoin de garnir la partie du dépôt de mendicité que l'on se propose de finir cette année. » 11 août 1781. — « Modèle de soumission des entrepreneurs de l'ameublement général du dépôt de mendicité. » — « État des meubles et ustensiles à fournir par l'adjudicataire du dépôt de mendicité, pour ledit dépôt. » Amiens, 12 avril 1782. — « Lemoine, tapissier. État des meubles et ustensiles à fournir par le tapissier, pour le dépôt de mendicité. » — « État des meubles et ustensiles à fournir par le tourneur, pour le dépôt de mendicité. » — « État des meubles et ustensiles à fournir par le vannier, pour le dépôt de mendicité. » — « État des ustensiles en poterie à fournir au dépôt de mendicité. » — « État des meubles et ustensiles en quincaillerie à fournir au dépôt de mendicité. » — « État des ustensiles à fournir par le fondeur, pour le dépôt de mendicité. » — « État des meubles et ustensiles de chaudronnerie à fournir au dépôt de mendicité. » — « État des meubles et ustensiles à fournir par l'ébénier pour le dépôt de mendicité. » — « Ameublement particulier de la partie exécutée au dépôt de mendicité. » — « État des meubles et ustensiles à fournir par l'adjudicataire du dépôt de mendicité, pour la partie prête à habiter. » 23 mai 1782. — « État des meubles et ustensiles à fournir par Lemoine, tapissier, au dépôt de mendicité, pour la partie prête à habiter. » 23 mai 1783. — « État des meubles et ustensiles à fournir par Morand, chaudronnier, pour la partie du dépôt de mendicité prête à habiter. » 23 mai 1783. — « État des meubles et ustensiles à fournir par Caron, quincaillier, pour la partie de dépôt de mendicité prête à habiter. » 23 mai 1783. — « État des meubles et ustensiles à fournir par le tapissier pour le dépôt de mendicité. » 10 avril 1782. — Id. chaudronnerie et ébénierie. 10 avril 1782. — Id. quincaillerie. — Id. chaudronnerie. — Correspondance. — Certificats de l'architecte et ordonnance, de paiements pour lesdites fournitures, — etc.

C. 1622. (Liasse.) — 13 pièces papier (1 plan.)

1779-1789. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — Requête de Louis Bourgeois, petit laboureur, à l'Intendant, se plaignant du préjudice causé à son terrain par le chemin projeté du dépôt de mendicité, et demandant que ledit chemin soit changé de place. 7 juillet 1779. — Lettre de l'Intendant à M. Rousseau, l'autorisant à changer de place ledit chemin. 12 juin 1780. — Lettre

de l'Intendant à M. Rousseau, lui demandant son avis sur ce que l'abbé Vilin, régisseur du dépôt de mendicité, se plaint de ce que les arbres plantés le long de la partie de la promenade du cours qui avoisine le dépôt, cause de l'obscurité aux ouvriers qui sont de ce côté. 26 octobre 1785. — « Aperçu de la dépense à faire au dépôt de mendicité : 1° pour l'établissement de deux grands ruisseaux en pavés de grès, dans les cours des hommes et des femmes, avec une perte d'eau en maçonnerie ; 2° pour la construction d'une autre perte d'eau, propre à recevoir les eaux de la cuisine ; 3° pour la pose et construction de volets fixes en forme d'abat-jour, à mettre au devant des croisées des ouvriers. » 8 juin 1786. — Plan de ladite perte d'eau. — Lettre de l'Intendant à M. Rousseau, sur une tentative d'évasion des renfermés, et les moyens d'y parer à l'avenir. Amiens, 20 septembre 1785, — etc.

C. 1623. (Liasse.) — 146 pièces papier.

1779-1787. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — « Compte des honoraires du sieur Rousseau, au sujet de la construction du dépôt. » — Ordonnances de paiement desdits honoraires. — Certificats de l'architecte et ordonnances de paiement des appointements du sieur Mallet, commis-conducteur des ouvrages dudit dépôt. — Certificats de l'architecte et ordonnances de paiement du sieur Isnard, entrepreneur. — Correspondance, — etc.

C. 1624. (Liasse.) — 46 pièces papier (4 imprimées).

1782-1786. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — « Règlements concernant la constitution et le régime général des dépôts de mendicité du royaume. » — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, au sujet du résultat de l'inspection faite par M. Colombier au dépôt de mendicité d'Amiens, dans les premiers jours de décembre 1784. « Il a observé que la pitance des renfermés n'est pas suffisante, puisque, pour 92 à 94 individus, on n'emploie par jour que 2 l. de beurre avec quelques herbes, dont la quantité n'est pas même fixée. Il paraît aussi, Monsieur, qu'il n'y a point encore de chauffage établi dans cette maison, ce qui rend la condition des renfermés bien dure, et peut-être même dangereuse, pendant la rigueur de l'hiver. Comme il n'est pas possible de retarder plus longtemps l'augmentation de la pitance et l'établissement des chauffoirs communs, je vous prie, Monsieur, de donner incessamment des ordres sur ces deux objets. » Versailles, 20 mars 1785. — Réponse de l'Intendant à M. de Calonne, 27 mars 1785. — Lettre de M. Colombier à M. Maugendre, sur la nomination de l'abbé Vilin, comme régisseur du dépôt de mendicité d'Amiens. Paris, 19 avril

1785. — « Instruction pour le régisseur du dépôt d'Amiens », par M. Bertier. Versailles, 3 juillet 1785. — Commission de l'abbé Vilin à la place du régisseur du dépôt d'Amiens. Versailles, 3 juillet 1785. — Lettre de M. Bertier à l'Intendant, sur la réunion du dépôt de Boulogne à celui d'Amiens. Paris, 6 juillet 1785. — Correspondance relative à ladite affaire. — Lettre de M. Bertier, à l'Intendant, sur l'installation de l'abbé Vilin, comme régisseur et caissier du dépôt de mendicité, aux appointements de 1.500 l. par an. Paris, 28 juillet 1785. — « État actuel du dépôt de mendicité ou de la maison de travail de la généralité de Soissons. Deuxième compte, année 1782 » (impr. 40 p. in-4°). — « État du bureau de charité de la ville de Soissons, depuis son établissement » (impr. 43 p. in-4°, Soissons). — « Lettre pastorale de Mgr. l'évêque de Soissons, au sujet d'un nouvel ordre d'administration à établir, pour le soulagement des pauvres de la ville, des faubourgs et de la banlieue de Soissons. » 1785 (impr. 16 p. in-4° Soissons). — « Ordonnance concernant la mendicité. Extrait des registres d'audience de la police générale de Soissons. » 22 août 1785 (impr. 12 p. in-4°, Soissons 1785). — Mémoire de M. Derveloy, sur le dépôt de mendicité d'Amiens. Amiens, 15 novembre 1785. — « Rapport sur la dépense du dépôt d'Amiens, pour la subsistance des renfermés qui y ont existé pendant les mois d'août, septembre, octobre, novembre et décembre 1785, époque de la régie économique. » 18 mars 1786. — « Rapport sur la dépense du dépôt d'Amiens, pour la subsistance des renfermés pendant les six premiers mois de 1786. » — « Mendicité. Généralité d'Amiens. Régie économique du dépôt d'Amiens. » Novembre 1786. — « Relevé de la dépense pour la nourriture de 80 renfermés, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 8 inclusivement, suivant l'art. 18 du règlement, d'après le mémoire du concierge » ; et « État de la dépense pour 100 renfermés, pendant 7 jours, d'après le prix des denrées, suivant le mémoire du concierge. » — « Mémoire des avances faites par moi, concierge du dépôt de mendicité d'Amiens, depuis le 1^{er} avril 1785, jusques et compris le 8 dudit mois, conformément aux ordres de M. Derveloy, subdélégué, dépositaire dudit dépôt », — etc.

C. 1625. (Liasse.) — 54 pièces papier.

1786-1787. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — Lettre de M. Delavigne, aumônier du dépôt, au subdélégué, se plaignant de ce que « au moment où je me présentai pour dire vêpres, selon que je le pratique, le

concierge vint me dire qu'il avait reçu le matin même, sur le rempart, des ordres de M. de Saint-Léger, pour empêcher que les deux renfermés, qui, depuis longtemps m'aident dans cette fonction, n'entrassent, selon la coutume, dans la chapelle, et qu'il m'était ordonné à moi-même, de me placer contre les barreaux de l'ouvrier, pour m'aider d'eux dans la psalmodie. Ayant cru M. de Saint-Léger trop judicieux pour donner un tel ordre, considérant qu'il était peu décent et impraticable de dire ainsi l'office divin, vu la position de l'autel et l'impéritie des chantres, j'ai refusé d'y croire, alléguant que M. de Saint-Léger aurait pu m'en informer par une autre voie ; et, sur le refus opiniâtre qu'on fit de faire passer les deux hommes dans la chapelle, je m'en allai sans dire vêpres... J'ai cru avec justice que le concierge, qui se vante impudemment, à tous propos, d'avoir des relations et un commerce de lettres avec M. le baron de Breteuil, etc., de n'être soumis qu'à la surveillance de M. l'Intendant, l'avait, pour m'en imposer, et par motif de vengeance, extorqué de M. de Saint-Léger, sous quelque prétexte spécieux, car je suis sûr que cet inspecteur ne veut que le bien. J'ai parlé de vengeance de la part du concierge, et je me vois obligé, Monsieur, de vous en exposer les motifs. Pressé et sollicité depuis deux mois ou six semaines, par les prières et les larmes des renfermés, de présenter aux supérieurs des plaintes justes et fondées au sujet de Douchet (le concierge), je ne crus pas pouvoir m'y refuser... Je fus écouté légèrement ce jour, quoique ayant les plus droites intentions ; le lendemain on traita tout d'imposture et de mensonges... J'offris donc au régisseur de le convaincre en forme de la justice et de la vérité de ce que je disais, et de choisir parmi les faits celui qui lui paraissait le moins prouvé... Il lui parut bon de venir s'assurer d'un rude soufflet donné à une jeune femme, dans le huitième mois de sa grossesse, pour n'avoir pu se lever aussi vite que les autres. Nous fûmes au guichet six témoins que j'interrogeai, vingt, si on eût voulu, le confirmèrent en forme... Cette petite information me valut l'honneur d'être le bon ami de la jeune accouchée, car elle l'est depuis ; heureusement qu'il y avait peu de temps qu'elle était au dépôt, que je suis connu, et que ma conduite à son sujet n'a pas souffert le moindre soupçon ; mais je ne parle de ceci que parce qu'une personne, de mérite cependant, eut la faiblesse de le répéter, malgré le ridicule que cette invention renferme, et contre toute évidence du contraire. Depuis je m'en suis amusé, comme d'un petite conte pourrir. Je pourrais même en faire honneur à son auteur, si le respect que j'ai pour quelqu'un ne m'en empêchait. » Il se plaint d'autres mauvais procédés du concierge à son égard, et entre

autres, qu'un jour « il passa chez les renfermés et leur fit de formelles défenses de m'écrire ni à moi-même, ni de me donner aucune lettre pour rendre à qui que ce soit, fut-ce même à Mgr l'Intendant, sous peine d'être traîné par les cheveux au cachot, ou d'avoir les poucets, — machine qui fait peu d'honneur à l'humanité, et qui est plus cruelle que huit jours de cachot, puisqu'une personne s'est évanouie deux fois de douleur, et que les pouces qui les portent restent enflés et écorchés plusieurs jours ; — ajoutant encore qu'ils seraient mis au carcan et flétris, s'ils osaient même me faire la moindre plainte... Il osa dire en présence des renfermés que j'avais révélé sa confession... Le même jour, en présence du régisseur, il m'intima d'un ton et d'un geste de général d'armée, l'ordre émané de son cerveau, qu'il me dit venir de M. de Saint-Léger, de souffrir que je sois fouillé et accompagné de deux gardes, même dans la chapelle, pendant les confessions. On ne m'a pas encore fouillé, mais seulement escorté et gardé à vue, etc. » Amiens, 17 avril 1786. — Enquête par M. Derveloy, sur les plaintes contre le nommé Douchet, concierge du dépôt. La plupart des renfermés se plaignent des mauvais traitements du concierge, d'être frappés à coups de pieds, de poing, de clefs, de nerf de bœuf, d'être traînés au cachot par les cheveux ou de recevoir les poussettes, qu'un d'entre eux est mort de ces mauvais traitements, etc. ; avec cette observation au milieu de l'interrogatoire : « À ce moment s'est présenté M. de Saint-Léger, lequel a dit qu'il venait nous faire offre de service, qu'il s'agissait de police, dès qu'il y avait plainte de vexations ; nous lui avons dit que nous étions porteur d'ordres de M. l'Intendant, que nous étions prêts de nous retirer, s'il le jugeait à propos, nous a prié de continuer, et s'en est allé. » Et à la fin : « Étant sorti de la chapelle, où nous nous sommes placés pour prendre les déclarations ci-dessus, nous sommes entrés chez M. Vilin, nous l'avons trouvé collationnant avec M. de Saint-Léger. Nous lui avons fait part du précis des charges contre le concierge ; nous avons proposé à M. Vilin de prendre sa déclaration. Il nous a dit que le concierge n'avait agi que par ses ordres ; que c'était l'effet d'un cabale, et qu'il nous remettrait un mémoire détaillé. M. de Saint-Léger a dit qu'il ferait connaître la vérité, et a fini par dire qu'il avait grandement à cœur notre impolitesse, que nous l'avions mis à la porte, ce qui était bien dur pour un militaire et pour le premier officier de la maison... M. Vilin nous ayant reconduit à la porte, il nous a demandé ce que deviendrait cette affaire, qu'il fallait

l'apaiser pour le bon ordre : nous lui avons dit qu'elle tournerait en eau de boudin, puisqu'on veut en faire une affaire de rivalité de juridiction. » 21 avril 1786. — Lettre de l'abbé Vilin à l'Intendant, sur ladite affaire. Tout ce qui se passe n'est que l'effet d'une cabale dirigée contre le concierge, dont la sévérité avait rétabli l'ordre dans le dépôt, où le désordre s'était introduit par l'incurie de son prédécesseur, cabale favorisée par l'aumônier. Il défend le concierge des excès dont on l'accuse. 22 avril 1786. — Lettre de M. Derveloy à l'Intendant sur ladite affaire. Il trouve dans la partie de la lettre de l'abbé Vilin relative à l'aumônier « toute l'horreur d'un libelle diffamatoire... Je puis assurer : 1^o que l'aumônier n'a pas été le premier dénonciateur vis-à-vis de moi ; dès le mois de janvier, une personne respectable m'a averti des plaintes formées contre le régime du dépôt. 2^o Je n'ai connu et entendu dire que du bien de ce jeune ecclésiastique. Serait-ce donc un crime que l'humanité ? Je pense, moi, qu'elle honore même ceux qui la poussent à l'excès. » Amiens, 23 avril 1786. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, lui rendant compte d'une nouvelle visite qu'il a faite au dépôt, à la suite de nouvelles scènes de violences. Il est parti « déterminé à ne plus remettre les pieds dans cette maison, et je persisterais dans cette résolution, si vous daigniez m'affranchir de ce service critique et pénible dans la circonstance. Je suis persuadé que, par la douceur, on maintiendra la tranquillité, mais si l'on continue à tenir des propos irritants, je ne puis répondre des suites. Il me paraît que l'on a fait depuis mon information, l'inverse de ce que la raison dictait. Le concierge a avoué avoir interrogé les femmes pour savoir ce qu'elles m'avaient dit ; il a continué d'infliger les peines, et sans modération. » Amiens, 25 avril 1786. — Lettre de l'abbé Vilin à l'Intendant, l'informant d'un projet de révolte et d'évasion qui fermente dans le dépôt. Il ne peut « rien faire de ce que je crois qu'il faudrait faire ; mon autorité est trop courte, et je n'ai pas assez de confiance pour me persuader que ce que je ferais ne serait pas désapprouvé. » Il lui envoie en conséquence sa démission. 1^{er} mai 1786. — Déclaration par-devant M. Derveloy, d'Augustin Grangambe, soldat invalide et garnisonnier à Amiens, grande rue de Beauvais, sur les faits qui se passent au dépôt. 2 mai 1786. — Déclarations de Louis-Eustache Ancelin, chirurgien du dépôt. Depuis l'arrivée de M. Vilin, il a reçu des plaintes sur la diminution du nombre des bouillons donnés aux malades, et sur la dureté et les mauvais traitements du concierge. 4 mai 1786 ; d'Alexandre Legrand, docteur en médecine, et médecin du dépôt, affirmant que, dans les premiers temps de

l'installation du concierge Douchet, ayant voulu goûter la nourriture des renfermés, il n'a reçu que des invectives de la part de la demoiselle Vilin, nièce du régisseur, attestant également les violences du concierge envers les renfermés. 5 mai ; de Philippe-Honoré Delaporte, ancien garde du dépôt. 5 mai 1786. — Interrogatoire par M. Derveloy du sieur Alexis Douchet, concierge du dépôt. 7 mai 1786. — Lettre de l'Intendant à l'abbé De Lavigne, lui marquant que ses plaintes envers le sieur Douchet sont fondées, et que celui-ci sera réprimandé et contraint de lui faire des excuses. Mais il lui recommande en même temps de ne pas se laisser entraîner par son zèle en dehors des fonctions de son ministère, afin d'éviter à l'avenir tout nouveau conflit. 20 mai 1786. — Lettre de l'Intendant à M. de Saint-Léger, lui recommandant de veiller à ce que le sieur Douchet ne traite plus les renfermés avec autant de cruauté et ne manque plus de respect envers l'aumônier. Il veut bien, à ces conditions, conserver le concierge dans sa place, à cause des services qu'il a d'ailleurs rendus. 20 mai 1786. — Lettre de l'Intendant à l'abbé Vilin. Il veut bien reconnaître les services que Douchet a rendus pour rétablir l'ordre et la discipline dans le dépôt, mais il ne faut pas qu'il emploie pour cela des moyens violents et non autorisés par les règlements, ni manquer de respect à l'aumônier. En considération des services rendus par Douchet, et de « son état de maladie causé par le chagrin qu'il a conçu depuis son interrogatoire », il veut bien le conserver dans sa place, avec une forte réprimande, mais « aucun motif ne pouvant excuser le nommé Grenier, garde, d'avoir porté des coups de bourrade à la femme Jean-Jean, le 24 du mois dernier, j'ai décidé son renvoi et je charge mon subdélégué de lui donner son congé. » 20 mai 1786. — Lettre de l'abbé Vilin à l'Intendant, réclamant sa clémence en faveur dudit Grenier. 24 mai 1786. — « Résultat de l'information faite par M. Derveloy le 21 de ce mois au dépôt de mendicité, sur les plaintes portées le 15 contre le concierge par le nommé Lozé sortant du dépôt, le nommé Dasto, garde, M. l'abbé Delavigne, aumônier de cette maison, dans sa lettre du 9, et par le nommé Grangambe, ancien garde », etc. — Lettre de M. Legrand, médecin du dépôt, se plaignant de ce que l'abbé Vilin lui a refusé de le laisser goûter les aliments des renfermés. Amiens, 23 mars 1787. — Lettre de l'abbé Vilin à M. Derveloy. « Je ne contrôle point les ordonnances de notre médecin, parce que je n'y dois rien connaître, je crois pieusement qu'elles sont toutes dictées par la science, par l'honneur, par la probité. Mais notre

médecin, pour le malheur du dépôt, est tellement occupé d'ailleurs qu'il ne lui reste pas assez de temps pour suivre, et même souvent pour commencer les traitements les plus essentiels. Il vient rarement sans être demandé, il ne vient pas toutes les fois qu'on le demande et il arrive quelquefois pour visiter le malade le lendemain de son enterrement. Il est si mal avec tout le monde, que personne ne veut le remplacer dans ses absences. Je lui ai fait en vain quelques représentations le plus honnêtement que j'ai pu, je n'en ai tiré pour tout fruit que des menaces. » 3 avril 1787. — Lettre du docteur Legrand, sur la gale qui règne dans le dépôt. Amiens, 17 avril 1787. — Lettre de l'abbé Vilin à l'Intendant se plaignant encore une fois de l'irrégularité du médecin. « Il vient de revenir. On a cru s'apercevoir qu'il avait la tête chaude à un degré supérieur à la chaleur d'un picard. Il a fait des menaces. » 18 avril 1787. — Lettre de l'abbé Vilin se plaignant des procédés du docteur Legrand et de son ingérence dans le service intérieur du dépôt. 2 mai 1787. — Lettre de l'abbé Vilin, se plaignant de nouveaux complots de révolte parmi les renfermés, et de violences et de propos injurieux du docteur Legrand à son endroit. 27 mai 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ladite affaire. Amiens, 27 mai 1787. — Procès-verbal dressé par le docteur Legrand de la situation du dépôt de mendicité, relevant, entre autres choses, qu'ayant demandé à goûter la soupe des renfermés, « M^{lle} Vilin se leva vivement, et lâcha des termes que la décence et l'honnêteté que je dois à son sexe et à l'honneur de son oncle ne me permettent pas de répéter ; elle prit une cuiller de bois, prit de la soupe toute bouillante dans la marmite et me la jeta sur les jambes, en augmentant l'énergie de ses expressions. » 25 juin 1787. — Lettre de l'Intendant à l'abbé Vilin, sur les plaintes du docteur Legrand. 28 juin 1787. — « Suite des plaintes faites par les employés du dépôt de mendicité d'Amiens. » 19 juillet 1787. — Déclarations par-devant le subdélégué des abus commis par la cuisinière du dépôt. 19 juillet 1787. — Lettre de l'abbé Vilin à l'Intendant sur les abus dans la nourriture des renfermés dont le concierge du dépôt l'accuse, sa nièce et lui. 15 août 1787. — Lettre de l'abbé Vilin à l'Intendant sur une tentative d'évasion, et des ferments de révolte parmi les renfermés. 26 août 1787. — Lettre de l'abbé Vilin à l'Intendant, se plaignant des insolences du concierge. 27 août 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur le même objet. Amiens, 28 août 1787. — Mémoire de l'Intendant à M. de la Millière, sur lesdites affaires. Après être parvenu, non sans peine, à rétablir l'harmonie entre le régisseur et le médecin du dépôt, « de nouveaux orages ont banni cette paix que je

croyais solide, et troublé cette maison. J'ai perdu toute espérance de rétablir le calme, tant que le sieur Vilin la régira. » Il a remonté « à la source des plaintes qui m'ont été portées en différentes occasions, contre le régime de cette maison. Je suis convaincu qu'elles n'ont d'autre cause que le caractère turbulent et despote du sieur Vilin. J'ai remarqué que, depuis qu'il est à la tête du dépôt, il n'a cessé d'employer la calomnie, pour éloigner ceux qui lui déplaisaient... Pendant le cours de l'affaire relative aux plaintes sur les mauvais traitements de ce concierge envers les renfermés, le sieur Vilin a jeté son fiel contre l'aumônier du dépôt, qu'il a regardé comme le délateur. Il a imputé à ce jeune ecclésiastique, dont les mœurs sont irréprochables, qui est vicaire d'une paroisse considérable, et qui réunit à l'estime publique celle de M. l'évêque d'Amiens et de ses supérieurs, il lui a, dis-je, imputé des abus dans la confession, des familiarités suspectes avec une prisonnière, il l'a accusé de fomenter la sédition ; c'est l'accusation favorite du sieur Vilin : il en a chargé le sieur Legrand, médecin, pendant les démêlés dont j'ai eu l'honneur de vous informer... Je cède à regret à l'évidence des plaintes qui m'ont été portées de toutes parts, je suis forcé par la voie publique... La révocation du sieur Vilin me paraissant d'une indispensable nécessité, j'ai l'honneur de vous proposer, pour le remplacer, le sieur Delvault, fils d'un ancien directeur des postes. » Amiens, 29 août 1787. — Plaintes de l'abbé Vilin contre le concierge du dépôt. 10 septembre 1787. — Mémoire de M. Derveloy à l'Intendant, sur ce qui se passe au dépôt depuis la sortie de l'abbé Vilin. « Le sieur Grenet remplit provisoirement ses fonctions avec zèle », et les réformes à faire avant l'arrivée de M. Delvault, notamment le changement de Douchet et de Grenier. Amiens, 11 octobre 1787, — etc.

C. 1626. (Liasse.) — 18 pièces papier.

1788-1790. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. —

« Ordonnance pour faire payer au nommé Mova, ancien concierge du dépôt d'Amiens, 75 l. pour six mois de sa pension. » 1^{er} janvier 1788. — Lettre de l'Intendant à M. de la Millière, sur les transfèrements de mendiants d'un dépôt à un autre. 21 mai 1788. — « Devis des ouvrages de maçonnerie, charpenterie, couverture, plomberie, menuiserie, gros fers, serrurerie, vitrerie, paillolage, peinture et autres dépenses, qu'il convient faire pour la reconstruction de la partie supérieure du pavillon du dépôt de mendicité de la ville d'Amiens, incendié le 22 janvier de la présente année

1789 », Par M. Rousseau. 14 mars 1789. — « État des renfermés au dépôt d'Amiens, par ordre du Roi. » Novembre 1789. — « État des renfermés au dépôt d'Amiens, contenant ce qu'ils ont gagné pendant le mois de décembre 1789, et les raisons qui les ont empêchés de gagner davantage. » Décembre 1789, — etc.

C. 1627. (Liasse.) — 16 pièces papier.

1790. — Mendicité. Dépôt d'Amiens. — « État dressé d'après les registres du dépôt des mendiants, vagabonds et autres renfermés pendant le mois de janvier 1790. » — Id. février. — Id. avril. — Id. mai. — Id. juin. — Id. juillet. — « État des renfermés au dépôt d'Amiens, contenant ce qu'ils ont gagné pendant le mois d'avril 1790, et les raisons qui les ont empêchés de gagner davantage. » — Id. mai. — Id. juin. — « Régie économique du dépôt de mendicité d'Amiens, pendant le mois de janvier 1790. » — Id. février. — Id. mars. — Id. avril. — Id. mai. — Id. juin. — Id. août.

C. 1628. (Liasse.) — 25 pièces papier.

1751-1762. — Prisons. — « État des particuliers condamnés aux galères, étant actuellement dans les prisons de la subdélégation d'Amiens. » 1751. — « Role des noms, surnoms des particuliers condamnés aux galères, suivant leurs condamnations ci-après nommées, et daté, qui ont été pris des prisons de la conciergerie du bailliage d'Amiens, pour être conduits à la Tournelle à Paris », etc. 5 avril 1752. — Id. 14 juillet 1752. — Id. 15 mars 1753. — Id. 1753. — Id. 1754. — « État des noms et surnoms des criminels condamnés aux galères dans l'étendue des provinces de Picardie, Flandre et Hainaut, qui ont été tirés des prisons de la conciergerie du bailliage d'Amiens, pour être conduits dans celle de la Tournelle à Paris », etc. 1754 et 1755. — « Role des noms et surnoms des particuliers condamnés aux galères, suivant les condamnations contre eux prononcées et ci-après datées, qui ont été pris dans les prisons de la conciergerie du bailliage d'Amiens, pour être conduits à la Tournelle à Paris », etc. 1755. — Id. 1755 à 1757. — Id. 2 avril 1756. — Id. 27 août 1756. — Id. 9 avril 1757. — Id. 10 février 1758. — Id. 1758. — Id. 11 mai 1759. — Id. 27 août 1759. — Id. 10 mai 1760. — Id. 27 août 1760. — Id. 11 mai 1761. — Id. 11 mai 1762. — Id. 27 août 1762. — « État des condamnés aux galères qui se sont trouvés dans les prisons de la subdélégation de Givet le 19 avril 1759 », — etc.

C. 1629. (Liasse.) — 7 pièces papier (2 imprimées).

1771-1784. — Prisons. — Lettre de M. Cochin à l'Intendant, lui demandant des éclaircissements et son avis sur ce que le procureur du Roi au bailliage de Montdidier s'est plaint au chancelier « des évasions fréquentes des prisonniers de cette ville ; il en attribue la cause à l'inconduite du geolier, et il observe qu'il l'a déjà fait punir plusieurs fois, mais toujours inutilement, parce que la modicité des gages de ce concierge qui ne sont que de 90 livres, ne permet point d'en trouver un autre qui veuille prendre cette place. » Paris, 19 décembre 1771. — Mémoire de M. Martinot à l'Intendant, sur ladite affaire ; les plaintes du procureur du Roi lui paraissent fondées. Montdidier, 2 janvier 1772. — Circulaire du baron de Breteuil, relativement à la détention des personnes incarcérées soit pour cause de démence, soit pour inconduite, sur la demande des familles. Versailles, 25 octobre 1784 (impr. 8 p. in-fol.), — etc.

C. 1630. (Liasse.) — 3 pièces papier (imprimées).

1719-1723. — Fêtes et cérémonies publiques. — « Lettre du Roi écrite à M. Chauvelin, intendant de Picardie et Artois, à l'occasion du *Te Deum* qui doit être chanté et des réjouissances publiques qui doivent être faites en actions de grâces de la prise des ville et château de St-Sébastien. » Paris, 30 août 1719 (impr. affiche). — « Lettre du Roi à M. Chauvelin, intendant de Picardie, Artois, Boulonnois, Pays conquis et reconquis et des troupes, à l'occasion du *Te Deum* qui doit être chanté, et des réjouissances publiques qui doivent être faites en actions de grâces du sacre et couronnement de Sa Majesté. » Reims, 26 octobre 1722 (impr. affiche). — « Lettre du Roi écrite à M. Chauvelin, intendant de Picardie, Artois, Boulonnois, Pays conquis et reconquis, à l'occasion du *Te Deum* qui doit être chanté et des réjouissances publiques qui doivent être faites en actions de grâces de la délivrance du mal contagieux. » Versailles, 13 février 1723 (impr. affiche).

C. 1631. (Liasse.) — 5 pièces papier (3 imprimées).

1774-1784. — Pièces diverses. — « Affiches, annonces et avis divers de Picardie, Artois, Soissonnais et Pays-Bas français. » Samedi, 21 mai 1774 (impr. 4 p. in-4°). — Id. Samedi, 28 mai 1774 (impr. 4 p. in-4°). — Lettre de M. de Calonne à l'Intendant, lui envoyant un édit qui ordonne le rétablissement de l'intendance de Pau et de Bayonne. Paris, 24 avril 1784. — Prospectus du *Bureau général de liquidation et de correspondance* (impr. 3 p. in-4°), — etc.

TABLE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME

Série C.

Fonds de l'Intendance de Picardie.

Administration communale	1
Abbeville	10
Abbeville-Saint-Lucien (Oise)	21
Acheux	21
Acheux-en-Vimeu	21
Agenvillers	21
Agnières	21
Ailly-sur-Noye	21
Ailly-sur-Somme	21
Airaines	22
Aizecourt-le-Bas	23
Albert	23
Allaines	34
Amiens	35
Andechy	142
Armancourt	142
Artemps (Aisne)	142
Arvillers	142
Auby (Nord)	142
Auchy-lès-La Bassée (Pas-de-Calais)	142
Auchy-la-Montagne (Oise)	142
Ault	142
Autheux	142
Authie	142
Authieule	143
Auxy-le-Château (Pas-de-Calais)	143
Aveluy	144
Bacouel	144
Barleux	144
Bayonvillers	144
Béalcourt	144
Beaudéduit (Oise)	145
Beaufort	145
Beaumont-Hamel	145
Beaupuis (Oise)	145
Beauquesne	145
Beauvais (Oise)	145
Beauvoir (Oise)	145
Beauvoir-Rivière	145
Belleuse	145
Belloy-sur-Somme	146

Bergicourt.....	156
Berlière (La) (Oise)	156
Bernaville	156
Berteaucourt-les-Dames	156
Berteaucourt-lès-Thennes.....	156
Bertrancourt.....	156
Bethencourt-sur-Somme.....	157
Beuvraignes	157
Biermont (Oise).....	157
Blancfossé (Oise).....	157
Boisle (Le).....	157
Blangy-Tronville	158
Boncourt (Oise)	158
Bonneuil (Oise)	158
Bouchoir	158
Bouflers	158
Bouillancourt-en-Sery	158
Boulogne-la-Grasse (Oise)	159
Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).....	159
Bourdon	159
Boutavent (Oise).....	160
Bouvaincourt	160
Bouzincourt	160
Boves	161
Bray-sur-Somme.....	161
Breilly	162
Breteuil (Oise)	162
Brie-sur-Somme	163
Briost	163
Broyes (Oise).....	163
Buies-sous-Corbie	163
Bus.....	164
Bussu	164
Bussy-lès-Daours.....	164
Caix-en-Santerre.....	164
Camon	164
Campremy	164
Canaples	164
Candas (Le)	165
Cantigny	165
Cappy.....	165
Carnoy	168
Caulières.....	168
Cavillon	168
Cayeux-sur-Mer.....	168
Cayeux-en-Santerre	169
Cerisy-Gailly	169
Chaulnes	169
Chaussoy-Épagny	170
Chelers (Pas-de-Calais)	170
Chepoix	170
Chipilly.....	170
Coivrel.....	170
Conchy-les-Pots (Oise).....	170

Contay.....	170
Conteville	170
Contoire	170
Contre	170
Conty	171
Corbie	176
Cormeilles (Oise).....	178
Cottenchy.....	178
Coulemelle.....	178
Courcelles-Épayelles	178
Crapeaumesnil (Oise)	178
Crécy-en-Ponthieu	179
Crèvecœur (Oise).....	179
Croissy (Oise)	179
Crotoy (Le)	179
Croix-Molignaux	179
Crouy	179
Curlu	179
Cuvilly (Oise)	179
Damery	179
Dancourt	179
Daours.....	180
Dargies (Oise).....	181
Davenescourt	181
Démuin et Courcelle.....	181
Dernancourt	181
Devise	181
Domart-sur-la-Luce	181
Domart-lès-Ponthieu.....	181
Domeliers	182
Domfront (Oise)	182
Dommartin.....	182
Dompierre.....	182
Dompierre-en-Santerre	183
Douilly	183
Doullens.....	183
Drelincourt.....	197
Dreuil-lès-Amiens	197
Dunkerque (Nord).....	197
Dury (Aisne).....	197
Eaucourt.....	197
Échelle-Saint-Aurin (L')	198
Éclusiers-Vaux.....	198
Embreville	198
Enguillaucourt	198
Ennemain	198
Épagnette	199
Épenancourt.....	199
Éplessier	199
Érondelle.....	199
Esquennoy (Oise)	199
Estrées-lès-Crécy	199
Ételfay.....	199
Étinehem.....	200

	Pages.
Étoile (L').....	200
Étrejust.....	201
Faloise (La).....	201
Falvy	201
Famechon	201
Faverolles	201
Favières	202
Ferrières (Oise).....	202
Ferrières.....	202
Flesselles.....	202
Fleury.....	202
Flixecourt.....	202
Fluy.....	203
Folies-en-Santerre.....	203
Folleville.....	203
Fontaine-lès-Cappy.....	203
Fontaine-Saint-Lucien (Oise)	203
Fontaine-sous-Catheux (Oise)	203
Fontaine-sous-Montdidier	204
Fontaine-sur-Somme	204
Formerie (Oise)	204
Fossemanant	204
Foucaucourt-hors-Nesle	205
Fouilloy	205
Francastel (Oise).....	205
Frechencourt	205
Frétoy (Le) (Oise).....	205
Frise	205
Frohen-le-Grand	205
Gamaches	206
Gauchy (Aisne).....	207
Glisy	207
Godinvillers (Oise)	207
Gorges	207
Gouy-les-Groseillers (Oise).....	207
Grandvilliers (Oise).....	207
Guerbigny	207
Guignemicourt.....	209
Guizancourt	209
Hainvillers (Oise)	209
Haleine (Oise).....	209
Hamel (Le).....	209
Hangard	209
Hangest-sur-Somme	209
Hardivillers (Oise).....	211
Hargicourt.....	211
Hédencourt	211
Heilly	211
Herbécourt-en-Santerre	212
Hescamps.....	212
Heure (L')	212
Hortoy (L').....	212
Hourges	212

Houssoye (La).....	212
Huchenneville.....	212
Irles.....	212
Labroye (Pas-de-Calais).....	212
Lachaussée-Tirancourt.....	213
Lafraye (Oise).....	215
Lanchères.....	215
Lanches.....	217
Lannoy-lès-Rue.....	217
Lataule (Oise).....	217
Laucourt.....	217
Liercourt.....	217
Lignières-lès-Roye.....	217
Lignières-hors-Foucaucourt.....	217
Liomer.....	217
Lœuilly.....	217
Long-sur-Somme.....	218
Longpré-lès-Amiens.....	219
Longpré-les-Corps-Saints.....	219
Longueau.....	220
Louvencourt.....	222
Lucheux.....	222
Luchy (Oise).....	222
Luzières.....	222
Machiel.....	223
Maignelay (Oise).....	223
Maintenay (Pas-de-Calais).....	223
Mareuil-Caubert.....	223
Mareuil-la-Motte (Oise).....	224
Maricourt.....	225
Marly.....	225
Marles (Pas-de-Calais).....	225
Marquenterre.....	225
Maulers (Oise).....	227
Méaulte.....	227
Méharicourt.....	228
Ménévillers.....	228
Méricourt-sur-Somme.....	228
Mesge (Le).....	228
Mesnil-Conteville (Oise).....	228
Mesnil-Saint-Georges.....	228
Miannay.....	228
Miraumont.....	228
Molliens-Vidame.....	228
Monsures.....	229
Montdidier.....	230
Montiers (Oise).....	241
Montières-lès-Amiens.....	243
Montigny (Oise).....	243
Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais).....	243
Morcourt.....	243
Moreuil.....	243
Morisel.....	248
Mortemer (Oise).....	248

Moyenneville.....	248
Nampont-Saint-Firmin (Pas-de-Calais).....	248
Nauroy	248
Nesle	248
Nesle-l'Hôpital.....	248
Neuville-lès-Bray (La).....	248
Neuville-lès-Lœuilly.....	248
Neuville-Roy (Oise)	249
Neuville-Saint-Germain	249
Neuville-sire-Bernard (La)	249
Noirémont (Oise).....	249
Noyelles-sur-Mer.....	249
Noyer-Saint-Martin (Oise)	249
Nurlu.....	249
Occoche	249
Offrethun (Pas-de-Calais).....	250
Oisemont.....	250
Onvillers	251
Orvillers-Sorel (Oise)	251
Ourcel-Maison (Oise).....	251
Outrebois	251
Paillart (Oise).....	251
Pargny.....	251
Pendé	251
Pérennes (Oise).....	251
Pernois	251
Péronne.....	251
Picquigny	290
Pierrepont	294
Pinchefalize	294
Plachy	294
Plainville (Oise).....	294
Plessier-sur-Saint-Just (Oise)	294
Poix.....	294
Ponches.....	294
Ponthoile.....	295
Pont-Noyelle.....	295
Pont-Remy	295
Popincourt.....	295
Port-le-Grand	295
Potte.....	296
Poulainville.....	296
Proyart	296
Pys	296
Quesnoy-en-Santerre (Le)	296
Quevauvillers.....	296
Quincampoix (Oise)	296
Ravenel (Oise).....	297
Remiencourt	297
Renancourt.....	297
Ressons (Oise).....	297
Riencourt	297
Rivery	297
Rocquencourt (Oise).....	297

Rollot	297
Romescamps	298
Rosières-en-Santerre	298
Routhiauville	298
Rouvrel	298
Rouvroy-en-Santerre	298
Roye	298
Roye-sur-Matz (Oise)	309
Rue	309
Rumigny	310
Sailly-le-Sec	310
Sains-Morainvilliers (Oise)	310
Saint-Acheul	310
Saint-Firmin	311
Saint-Gobain (Aisne)	311
Saint-Just (Oise)	311
Saint-Léger-lès-Authie	311
Saint-Mard-lès-Roye	311
Saint-Martin-aux-Bois (Oise)	311
Saint-Ouen	311
Saint-Quentin (Aisne)	312
Saint-Riquier	313
Saint-Romain	313
Saint-Saufieu	313
Saint-Sauveur	313
Saint-Valery-sur-Somme	314
Saisseval	321
Sallenel	321
Saulchoy-sous-Davenescourt	321
Sauvillers-Mongival	321
Selincourt	321
Sérévillers (Oise)	322
Sommereux	322
Soreng, Bazinval et l'Épinoy	322
Suzanne	322
Talmas	322
Tartigny (Oise)	322
Thennes	322
Thézy	323
Thieulloy-l'Abbaye	323
Tigny-Noyelle (Pas-de-Calais)	323
Tillé (Oise)	323
Tilloloy	323
Tilloy-lès-Conty	323
Tirancourt	323
Troussancourt (Oise)	323
Tuguy et Pont (Aisne)	323
Vaux-sous-Corbie	323
Vecquemont	324
Velennes (Oise)	324
Vendeuil-Caply (Oise)	324
Vermand (Aisne)	324
Verpillières	324
Vers-Hébécourt	324

Vieulaines	324
Vignacourt	325
Wacquemoulin (Oise).....	326
Wailly-Croÿ	327
Warfusée-Abancourt.....	327
Warsy.....	327
Warvillers	327
Wiry.....	327
Yzeux.....	327
Zouafques (Pas-de-Calais).....	327
Finances	327
Impositions directes.....	328
Impositions indirectes.....	348
Produits extraordinaires.....	360
Monnaies	361
Emprunts, etc.....	363
Corvée et contribution représentative.....	365
Douanes	370
Postes.....	372
Eaux et forêts.....	372
Droits seigneuriaux.....	378
Domaines	385
Biens des religieux.....	389
Timbre	393
Affaires militaires	393
Marine	403
Déserteurs.....	404
Ponts-et-Chaussées	405
Voirie et roulage	425
Cours d'eau et usines	428
Navigation	434
Gribanniers	445
Canal de Picardie.....	462
Canal de la Somme	470
Canal de St-Valery	484
Canal Marchand, à Abbeville.....	488
Canaux divers	489
Port de St-Valery	489
Mines et minières	493
Dessèchements	500
Inondations	511
Instruction publique.....	514
Imprimerie, librairie	520
Spectacles	521
Justice	526
Culte catholique.....	534
Culte protestant.....	540
Hôpitaux	544
Hôtel-Dieu d'Abbeville.....	545
Hôpital général d'Abbeville.....	548
Hôpital d'Airaines.....	550
Hôtel-Dieu d'Amiens.....	550
Hôpital général d'Amiens	554

Hôpital des Enfants bleus d'Amiens	557
Hôtel-Dieu de Montdidier	558
Hôpital d'Oisemont	559
Hôtel-Dieu de Péronne	559
Hôtel-Dieu de Rue	560
Établissements de bienfaisance.....	561
Mendicité.....	565
Prisons	574
Fêtes et cérémonies publiques	574
Pièces diverses	574